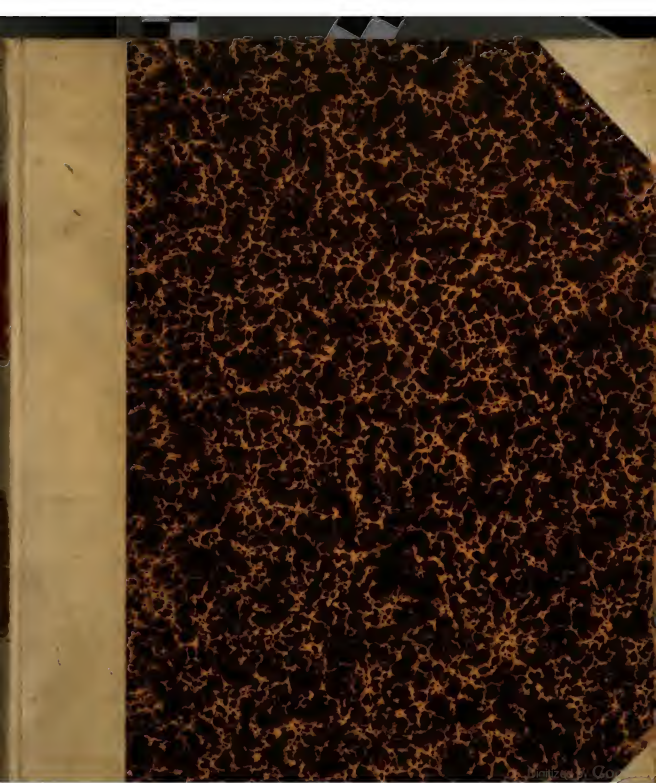






BNCR

SS.94

(093)

(44)

C 730



1
2
3

4

COLLECTION
DE
DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE,

PUBLIÉS

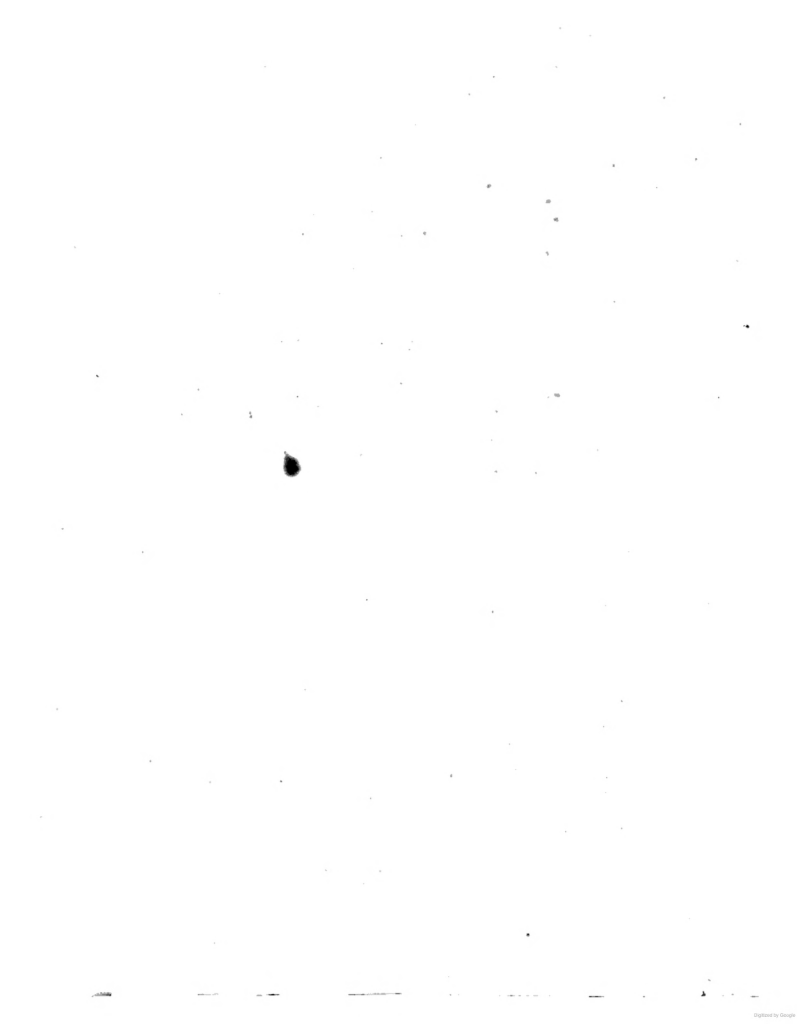
PAR ORDRE DU ROI

ET PAR SES ORDRES

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.



PREMIERE SÉRIE.
HISTOIRE POLITIQUE.



ARCHIVES
ADMINISTRATIVES
DE LA VILLE DE REIMS.

COLLECTION
DE PIÈCES INÉDITES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DES INSTITUTIONS

DANS L'INTÉRIEUR DE LA CITÉ;

PAR PIERRE VARIN,

ANCIEN SECRÉTAIRE DU COMITÉ DES CHARTES ET INSCRIPTIONS, ET DOYEN DE LA FACULTÉ
DES LETTRES DE RENNES.



*Humani generis mores tibi nosse volens
Sufficit una domus.*

(JUVÉNAL, sat. XIII, v. 160)

TOME PREMIER.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.

M DCCC XXXIX.

SS. 9₁₁ (093) (44) C730/II. 14^{1P.I}

AM

ESQUISSE HISTORIQUE.

VOICI le premier volume d'un ouvrage qui nous a déjà coûté huit années d'un travail opiniâtre, la santé et presque la vue. C'est avoir acheté chèrement le titre de compilateur ; et cependant nous n'y avons aucun regret, car le travail que nous accomplissons est de notre choix : et si notre choix n'a pas été plus ambitieux, c'est que nous avons la certitude de ne pouvoir faire mieux. Tout notre mérite, si on veut bien nous en accorder, est d'abord d'avoir mesuré notre tâche à nos forces, et ensuite de l'avoir remplie avec la ténacité persévérante, avec l'attention soutenue que l'on doit apporter à une œuvre définitive. Toutefois cette tâche, quelque modeste que nous nous la soyons assignée, n'a pas été pour nous sans difficultés, et peut ne pas être pour les autres sans utilité ; on va en juger.

Et d'abord le but que nous nous sommes proposé est l'étude de la constitution intérieure d'une cité, à toutes les périodes et dans toutes les conditions possibles de son existence.

Pour rendre complète une semblable étude, il nous a semblé que nos recherches devaient porter non seulement sur les institutions municipales, mais encore sur le milieu dans lequel elles fonctionnent, ou en d'autres termes, sur toutes les institutions avec lesquelles, dans le sein même de la cité, elles se trouvent en contact.

Il nous a semblé, de plus, que la ville qui deviendrait le sujet de ces recherches devait être complète elle-même; qu'elle devait avoir passé par toutes les phases de la cité à toutes ses époques sur notre sol; avoir été tour à tour *pagus* gaulois, municipale romain, cité cléricale, seigneurie féodale, commune révolutionnaire, échevinage de juristes, capitainerie royale et démocratique, bonne ville aristocratique, jusqu'à ce qu'enfin, après ses nombreuses transformations, elle fût venue se reposer dans le sein de l'unité, à la tête d'un de nos trois cent soixante-trois arrondissements.

Reims, cet ancien chef-lieu d'un *pagus* dont l'origine se perd dans la nuit des temps, cette fidèle alliée des Romains, qui la laissèrent subsister dans leur empire aux meilleures conditions, cette métropole des prélats qui disposèrent le plus souvent de la royauté barbare, cette ville sainte à laquelle les sacres apportèrent tant de privilèges et tous les modes de liberté, ce fief du premier pair de France, cette commune de la plaine qui répondit l'une des premières au signal parti de la montagne de Laon, cet échevinage infatigable qui gagna au bout de la plume les franchises que lui avait refusées l'épée, cette capitainerie royale au sein de laquelle la royauté et la bourgeoisie contractèrent l'union intime qui permit à celle-ci de confisquer les libertés du peuple, lorsque celle-là confisqua les libertés de tous, à l'une de se croire maîtresse de la bonne ville royale, lorsque l'autre sut qu'elle était maîtresse du royaume, Reims, disons-nous, remplissait surtout les conditions qui nous paraissent désirables, et notre choix s'est fixé sur elle. Nous nous sommes enfermé dans ses archives, nous y avons passé les années les plus laborieuses de notre vie, et nous n'en sommes sorti que notre moisson faite.

Toutefois cette moisson serait demeurée incomplète, si les archives des villes voisines, si surtout les grands dépôts de Paris, et même quelques uns de ceux que renferment d'autres villes plus éloignées n'eussent été explorés à leur tour. Nous espérons que rien d'essentiel ne nous y a échappé.

Nos matériaux une fois amassés, nous n'avons plus été embarrassé que de leur abondance. Obligé d'unir dans nos recherches deux ordres de choses qui se sont perpétuellement pénétrées et confondues dans le monde moderne, il nous avait fallu étudier la constitution religieuse de la cité aussi bien que sa constitution civile. De là deux séries de documents, dont les uns se classaient sous le titre d'*Archives religieuses*, les autres sous celui d'*Archives civiles* de la ville de Reims. Mais, à vrai dire, l'incomparable érudition des derniers siècles a tellement fouillé toutes nos origines, moins une; elle a tellement mis en lumière les titres historiques de la royauté et du gouvernement, du clergé et de ses établissements, de la noblesse et de ses fiefs, c'est-à-dire de tout dans la nation, moins le tiers-état, de tout dans le royaume, moins la cité, que nous avons dû nous borner à publier ce qui concerne le tiers-état et la cité, sous peine de ne plus travailler pour l'histoire générale et de nous vouer à la monographie. Or, nous l'avouerons en passant, et ceci est peut-être notre seul acte de présomption, sous l'apparence d'une monographie, nous avons espéré élever un monument à l'histoire générale de la cité dans cette zone septentrionale de la France où, comme on le sait, toutes les cités ont vécu à peu près dans les mêmes conditions. Dès lors nous avons dû écarter d'un seul coup de notre collection toute une moitié de nos documents, en réunissant toutefois à la se-

conde moitié les pièces mixtes où les intérêts spirituels et temporels apparaissent confondus.

Notre choix fait, il s'agissait du mode de publication. Deux méthodes se présentaient : la méthode chronologique, la plus facile sans contredit, et, nous l'avouons humblement, ce n'était pas celle que nous avions préférée d'abord ; la méthode systématique, la plus périlleuse, mais la plus séduisante, celle à laquelle nous nous étions laissé aller dans un premier entraînement, et à laquelle nous n'avons renoncé que pour obéir à la voix grave et vénérée de MM. Aug. Thierry, Naudet, Guérard et Fauriel. Toutefois, nous n'avons pu y renoncer entièrement. Tout en enchaînant chronologiquement les actes que nous avions précédemment répartis sous un de ces chefs : *administration civile*, *administration militaire*, *administration financière*, *administration judiciaire dans la cité*, nous avons laissé subsister deux catégories principales, celles qui rangent tous les documents relatifs à la constitution de la cité sous l'un de ces deux titres : *Archives législatives*, *Archives administratives* de la ville de Reims. Et en effet la chronologie même semblait nous forcer à exclure de ses cadres, des codes coutumiers qui ne sont pas le résultat d'un seul jet comme nos codes modernes, mais qui se sont formés lentement, à travers les siècles, par le dépôt successif de toutes les expériences. Cette seule concession faite à nos idées premières, nous avons scrupuleusement réparti, dans chacune de nos deux catégories, tous les documents selon leur âge certain ou présumé.

Notre collection comprendra donc deux séries. La première, celle qui renfermera tous les monuments législatifs de la cité, est actuellement sous presse ; elle n'aura qu'un volume. La se-

ESQUISSE HISTORIQUE.

conde, celle qui contiendra tous les actes administratifs et tous les instruments qui pourront concourir à jeter quelque lumière sur l'administration, formera deux et peut-être trois volumes; car, dans le premier que nous publions aujourd'hui, nous n'avons pu atteindre que jusqu'au xiv^e siècle.

Plus tard, dans un ouvrage où nous ne craignons pas, comme ici, d'usurper une place que le budget réserve exclusivement à des documents *inédits*, nous essaierons de mettre en œuvre les matériaux réunis pour notre compilation, et de dire quel est leur sens général. Mais quel est le sens particulier de chacun d'eux? Dans quel but spécial a-t-il été choisi? C'est ce que nous croyons indispensable d'établir dès maintenant; et c'est ce que nous allons faire d'une manière indirecte mais suffisante, en exposant quelles ont été les principales institutions de la cité dont nous publions les archives; car esquisser leur histoire, ce sera indiquer en même temps quels matériaux nous avons dû choisir pour rendre cette histoire complète.

Nous l'avons dit, les institutions que nous nous sommes surtout proposé d'étudier dans la cité, sont les institutions municipales. Or à Reims tout le système municipal a fonctionné en s'appuyant tour à tour sur deux institutions : l'Échevinage d'abord, le Conseil de ville ensuite.

La bourgeoisie rémoise a toujours considéré son Échevinage comme un établissement dont l'origine se confondait avec celle de la cité même, et nous ne sommes pas éloigné d'adopter cette hypothèse; de plus, elle n'a cessé de proclamer comme incontestable l'identité de cet Échevinage et de l'ancien Sénat gaulois des *Remi*, et ceci nous paraît avoir besoin d'explication. En

premier lieu, l'identité ne pourrait exister qu'entre le corps de l'Échevinage et celui des magistrats auxquels le Sénat gaulois déléguait le pouvoir exécutif. Puis il faudrait tenir compte des changements qu'ont dû apporter à la constitution primitive, la conquête romaine, la conquête barbare, et la féodalité. Ainsi le Vergobret et les autres magistrats gaulois, mandataires du Sénat, se trouvaient à la tête d'une aristocratie souveraine de fait, d'un peuple souverain de droit. Le Duumvir et les autres magistrats romains, mandataires de la Curie, surveillés comme elle par un préfet impérial, se trouvaient à la tête d'une aristocratie à peu près déchuë de toute participation au gouvernement, mais à peu près souveraine de fait et de droit en matière municipale. Le Prévôt et ses échevins, d'abord mandataires d'un comté, se trouvent non pas seulement sous la surveillance, mais sous l'administration d'un comte amovible; puis la féodalité se constitue, le territoire se morcèle, l'Échevinage reste mandataire, non plus d'un pagus, d'une cité, ou d'un comté, mais d'une simple ville dans laquelle l'archevêque hérite du titre et des principales attributions du comte, et le peuple des attributions municipales de l'aristocratie.

Ces variations une fois signalées dans la constitution de la cité, et dans celle du corps placé à la tête de la bourgeoisie romaine, nous nous plairons à remarquer avec celle-ci, que durant tout le cours de son existence, l'Échevinage s'est renouvelé périodiquement aux mêmes époques où jadis l'élection renouvelait périodiquement le Sénat gaulois; que jusqu'au dernier moment, les échevins se sont trouvés investis d'attributions autrefois dévolues à la Curie romaine et exercées par ses magistrats. Ainsi, et pour n'indiquer ces attributions que d'une manière générale, ainsi l'Échevinage, comme la Curie, régissait le

patrimoine commun, dirigeait la police, et siégeait sur un tribunal chargé de faire observer les réglemens émanés de son droit de gestion aussi bien que les ordonnances émanées de son droit de police. Le Prévôt avait hérité des fonctions du Duumvir, les échevins remplaçaient les décaprotes. Les uns, sous le nom de *gouverneurs des chaussées*, étaient préposés à la voirie comme l'avaient été les *édiles*; les autres répartissaient entre eux, comme cela se faisait entre les magistrats de la Curie, la gestion financière, la surveillance des mœurs, l'exercice de la justice, le dépôt des actes de juridiction volontaire, etc., etc.

Quelle que soit d'ailleurs la filiation de l'Échevinage rémois, son existence est attestée indirectement avant le milieu du ix^e siècle, directement dès la première année du xii^e; indirectement par un acte de 847 qu'ont publié, Sirmond, Baluze, M. Guérard, acte qui nous montre un échevinage, peut-être cantonal, peut-être rural, exerçant ses fonctions non loin de Reims, sous les officiers de l'archevêque, dans un des domaines de l'abbaye Saint-Remi; directement, par deux chartes datées de 1100 et de 1109 dont l'une a été mise au jour par Marlot, dont l'autre paraît pour la première fois dans notre collection.

Depuis le moment où son existence se révèle, jusqu'en 1789, l'Échevinage passe par trois conditions bien différentes: jusqu'en 1358, il est le seul corps municipal de la cité; de 1358 à 1636 il y subsiste concurremment avec un second corps municipal connu sous le nom de Conseil de ville; après 1636, il y persiste réuni à ce même Conseil.

Dans la première période, la plus brillante de toutes, l'Éche-

vinage, secrètement ou publiquement appuyé par la royauté, est en lutte perpétuelle avec les archevêques ses suzerains ; lutte brutale et sanglante avant la charte constitutive de 1182, lutte cauteleuse et juridique depuis cette époque : et la lutte est heureuse.

Dans la deuxième période, la lutte est triplée et ses chances sont diverses. Les archevêques anciens ennemis, la royauté ancienne alliée, le Conseil de ville apparent mais perfide auxiliaire, cherchent à dépouiller le vieil héritier du sénat gaulois, l'un de ses privilèges, l'autre de ses fonctions judiciaires, l'autre de ses attributions municipales. Les archevêques voient étendre les privilèges qu'ils voulaient restreindre ; la royauté compense les empiètements qu'elle consomme à son profit par les faveurs qu'elle accorde aux dépens du suzerain féodal ; le Conseil de ville, seul, voit ses efforts couronnés d'un succès sans mélange.

Aussi, dans la troisième période, l'Échevinage n'est-il plus que l'humble satellite du Conseil de ville, conservant, il est vrai, son existence au sein même de ce Conseil, mais obligé de subordonner sa marche à la sienne. Durant cette dernière période, l'Échevinage, arrivé à sa décrépitude, retrouve cependant les forces de sa jeunesse pour lutter contre les archevêques. Avant 1670, la victoire lui reste ; mais trahi par le Conseil de ville, tuteur aussi infidèle que perfide ami, il se voit enlever ou disputer ses dernières attributions, une à une, et les défend pied à pied, non plus seulement avec courage, mais avec cette espèce de frénésie qui saisit les vieillards lorsqu'on veut leur arracher un dernier trésor.

A dater de 1358, avons-nous dit, subsiste près de l'Échevinage

un second corps municipal, le Conseil de ville. Si l'Échevinage est à nos yeux le dernier débris de la municipalité gallo-romaine, le Conseil de ville est le dernier résultat du mouvement communal : l'un est un établissement légal; l'autre, un établissement révolutionnaire. Le premier procède de l'hérédité, le second de l'insurrection; tous deux sont également chers à la bourgeoisie dont ils ont conservé les droits ou consacré les usurpations. Ainsi la ville que nous avons choisie pour en étudier les institutions offre à nos recherches un sujet tellement complet, que nous pouvons y voir fonctionner en même temps, sans se confondre, jusqu'à nos jours, les deux grands systèmes pour lesquels s'était tour à tour exclusivement passionnée la science, qui avait voulu assigner à la commune moderne, tantôt une origine toute romaine, tantôt un avènement tout révolutionnaire; et qui maintenant encore admet plus particulièrement l'origine romaine pour le midi, l'avènement révolutionnaire pour le nord. On pourra donc désormais, et sans quitter le nord, étudier dans les archives de Reims ce qu'a de vrai chacun des deux systèmes que par une espèce d'éclectisme en action, cette ville a soigneusement conservés dans son sein. Mais ce n'est pas assez, et comme si la vieille cité associée à toutes nos traditions avait voulu n'en laisser périr aucune, non seulement elle nous offre dans son Conseil de ville le résultat du mouvement communal; elle nous l'offre de plus combiné avec cette autre institution révolutionnaire par laquelle la royauté attaquait d'en haut le suzerain féodal que le peuple attaquait d'en bas; nous voulons dire l'institution des Capitaineries. Ici encore, sans entrer dans la discussion des faits, nous sentons qu'il faut les exposer sommairement.

L'ancienne métropole de la cité romaine, devenue métropole

d'une province ecclésiastique, avait vu prospérer dans son sein ou sous ses murs une foule d'établissements religieux ; à l'intérieur le clergé séculier, dont les principaux membres étaient l'archevêque et le chapitre ; à ses portes le clergé régulier, dont les principaux asiles étaient les monastères de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis. Bientôt, sauf quelques enclaves dont jouissait le chapitre, elle était tombée tout entière à titre de comté féodal dans le domaine des archevêques. Bientôt encore s'étaient groupées à sa ceinture diverses bourgades nées à l'ombre des monastères ou sous la protection du clergé séculier. La plus ancienne et la plus considérable de ces bourgades, connue sous le nom de *Bourg Saint-Remi*, était la propriété de la riche abbaye de ce nom, qui y exerçait toute justice haute, moyenne et basse, sous la suzeraineté de l'archevêque, suzeraineté dont elle parvint à secouer le joug vers la fin du xiii^e siècle. Le *ban Saint-Sixte*, voisin et à peu près contemporain du bourg Saint-Remi, dépendait de l'abbaye de Saint-Nicaise, haute-justicière aussi, et aussi vassale de l'archevêque, dont elle voulut, à l'exemple de l'abbaye de Saint-Remi, renier la suzeraineté, mais sans pouvoir y réussir. Le *bourg Saint-Denis*, né vers le milieu du xii^e siècle, dépendait de l'abbaye Saint-Denis, qui n'y exerçait que la justice basse et moyenne, sous la haute justice et seigneurie des archevêques, dont elle reconnut toujours la suzeraineté. A la fin du xii^e siècle et au commencement du xiii^e, le chapitre avait peuplé la plus grande partie de sa *Terre Commune*, et créé le *bourg de Vesle*, qu'il gouvernait en toute indépendance. Vers la même époque enfin, les bourgs de la *Couture* et de *Venisse* avaient pris naissance sur des terrains concédés et avec des institutions octroyées par les archevêques.

On le voit, un lien fictif, et souvent un lien rompu, ne rat-

tachait entre eux que d'une manière illusoire les seigneurs de ces bourgs. Quant aux bourgs eux-mêmes, aucun lien légal ne les unissait entre eux; mais une foule de liens réels les unissaient forcément à la cité, au ban de l'Échevinage, comme on disait alors. Ainsi, que la cité fût attaquée, ils étaient ravagés; qu'ils fussent menacés, la cité était leur refuge. Et puis le ban de l'Échevinage jouissait de tant de libertés! qu'étaient les leurs en comparaison? A tout instant donc se faisait éprouver le besoin ou le désir de la réunion, d'une cohésion générale, de la Commune enfin. Et pour le remarquer en passant, la Commune n'est point ici, pas plus qu'ailleurs dans le principe, n'est point, comme on se le figure ordinairement, et comme cela fut lorsque la Commune descendit des grandes villes dans le plat-pays, une agrégation que rêvent des populations isolées jusqu'alors au sein d'une ville et dépourvues de libertés; c'est une agrégation plus complète soustraite dans la cité par des corporations qui y sont déjà constituées et dotées de libertés. C'est, si l'on veut, un moyen d'augmenter la somme de ces libertés, mais c'est bien plus encore un moyen d'arriver à l'unité; en un mot, la Commune est surtout un effort vers la centralisation, et voilà pourquoi la royauté l'a si puissamment secondée. Qu'on y regarde de près et partout, la chose en vaut la peine; et nous ne pouvons que l'indiquer ici.

Donc à Reims, et aux portes de Reims, on désirait ardemment la Commune; la royauté ne la désirait pas moins ardemment; et dès 1139, durant un interpontificat, l'archevêché étant en régence, Louis VII, prodigue d'un bien qui ne lui appartenait pas, avait concédé une Commune aux diverses bourgades rémoises. Mais dix mois passés, la nouvelle institution avait succombé sous les coups réunis du chapitre, d'un nouvel archevêque, et de Thibaut-le-Grand, comte de Champagne. Elle essaya de se relever sous

le fils de ce même Thibaut, sous Guillaume-aux-blanches-Mains devenu archevêque de Reims. Guillaume avait reconstitué l'Échevinage; et l'Échevinage rajeuni avait sans doute ravivé bien des espérances, et bien des craintes aussi. Le chapitre fit partager les siennes à l'archevêque, et la Commune fut étouffée une seconde fois, non plus dans son berceau, mais en germe, avant de naître. De ce moment, le mot de Commune disparaît de l'histoire de Reims, mais non pas les intérêts qui se ralliaient à ce mot; et l'institution ne tardera point à reparaitre. Le but de cette institution était, avons-nous dit, l'unité; et l'unité, le besoin commun du peuple et de la royauté. Tous deux se mirent à l'œuvre avec un concert merveilleux. Trois fois durant le xiii^e siècle, en 1209, 1236, 1294, la royauté exigea que toutes les bourgades voisines de Reims fussent réunies à la cité dans une même enceinte; trois fois le peuple se mit à l'ouvrage, travaillant avec ardeur à l'unité matérielle, prélude de l'unité morale. Le xiii^e siècle passé, et l'enceinte à peu près terminée, on s'aperçut qu'il fallait un chef commun, pour diriger la défense d'une enceinte commune. La féodalité offrait trois chefs au lieu d'un. On songea tout naturellement à la royauté. Le roi envoya un capitaine; le peuple paya le capitaine. Les seigneurs s'effrayèrent; l'archevêque réclama pour lui-même le titre de capitaine; il l'obtint. Il voulut s'en servir contre les intérêts communs; le peuple le chassa, la royauté applaudit, renvoya un autre capitaine, et le Conseil de ville fut constitué.

Il le fut, comme on voit, par une révolution; et durant le cours de son existence, lorsqu'il se modifia, ce fut sous l'influence immédiate ou sous le contre-coup d'une révolution. Ainsi le grand mouvement populaire qui éclata sous le roi Jean, l'invasion anglaise, la Ligue, amenèrent dans Reims au-

tant d'insurrections, suivies d'autant de réactions. Le Conseil de ville y demeura organisé comme une Capitainerie royale, lorsque le mouvement de 1358 fut étouffé; comme un parlement anglais, avec son aristocratie inamovible et sa bourgeoisie élective, après l'invasion anglaise; comme l'agent local du pouvoir absolu, lorsque la Ligue fut abattue.

A dater de sa naissance jusqu'en 1789, le Conseil de ville passe donc par trois phases bien distinctes. — De 1358 à 1444, cette institution, résultat d'un compromis entre le système des capitaineries et le système communal, flotte de la Capitainerie à la Commune, incline tour à tour vers chacun des deux points extrêmes, et grâce à l'invasion anglaise, se modifie enfin dans le sens le plus démocratique. — De 1444 à 1636, la Commune émancipée flotte de la démocratie à l'aristocratie, et finit par demeurer au pouvoir de celle-ci, dont la Ligue compromet cependant le triomphe. — De 1636 à 1789, l'aristocratie, qui a obtenu l'abdication du peuple, et aussi, comme nous l'avons vu, la réunion de l'Échevinage au Conseil de ville, trahit également les intérêts de ses deux pupilles, et livre le peuple à tous les caprices du bon vouloir royal, comme l'Échevinage à toutes les chicanes de la malveillance seigneuriale.

Dans la première période, les capitaines dirigent le Conseil avec un pouvoir disputé, mais plus étendu jusqu'en 1420; plus restreint, mais toujours disputé, après cette époque. Avant 1420, le capitaine choisi par le roi, ou un lieutenant choisi par le capitaine, et six ou huit bourgeois élus par le peuple, forment la partie permanente et la mieux connue du Conseil; on entrevoit cependant que les échevins, et parfois les seigneurs féodaux et le peuple entier, prennent part à des délibérations que le capi-

taine n'exécute pas toujours. Après 1420, le Conseil proprement dit n'est plus qu'une commission; le véritable Conseil, c'est l'assemblée générale, où les bourgeois élus, les seigneurs féodaux et le peuple délibèrent et votent réunis sous la présidence du capitaine, ou plutôt sous celle de son lieutenant; car le capitaine est souvent aux armées, et le vote du conseil n'en est que mieux exécuté.

Dans la deuxième période, les capitaines, presque toujours absents, n'exercent plus qu'une influence fort restreinte et devenue en quelque sorte intermittente. Les lieutenants ne sont plus lieutenants du capitaine, mais lieutenants de la ville; c'est le peuple qui les nomme. La victoire est donc demeurée au peuple. Il en jouit assez complètement jusqu'en 1525. Après 1525, l'aristocratie lui en ravit à peu près tous les résultats. Un acte de 1443, perdu maintenant, mais dont nous connaissons les principales dispositions, avait fixé à vingt-quatre le nombre des conseillers ordinaires. Le peuple élisait directement seize de ces conseillers, et indirectement deux autres pris dans le corps des échevins; l'archevêque ou son grand-vicaire, les deux sénéchaux du chapitre, les trois abbés de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, ou leurs représentants, formaient le noyau permanent et inamovible du Conseil. On le voit, il ne manquait à ce Conseil que de se réunir en deux chambres séparées pour devenir un parlement anglais. Mais au-dessus du Conseil ordinaire se trouvait toujours le Conseil extraordinaire, où le peuple entier délibérait et décidait souverainement. En 1525, le Conseil extraordinaire disparaît; il ne reste plus au peuple que le droit d'élection. L'aristocratie bourgeoise, qui pour neutraliser dans le Conseil l'influence du capitaine, l'aristocratie féodale, qui pour y assurer sa propre influence, s'étaient l'une et l'autre appuyées

sur le peuple, victorieuses maintenant, repoussent le peuple et demeurent seules à la tête des affaires. Elles les gèrent avec fermeté toutefois et avec indépendance, comme les avait gérées le peuple lui-même durant la première partie de cette période, qui est celle où le gouvernement municipal fonctionne dans Reims avec le plus de liberté.

Durant la troisième période, le titre de capitaine subsiste encore, mais n'est plus qu'un titre. Le lieutenant de ville préside réellement le Conseil, mais le préside au profit de la royauté. Le Conseil siège et vote, mais ne sait plus que racheter ses privilèges, au lieu de les défendre; nous nous trompons, il sait aussi les vendre, et les vend à bon compte, nous l'avons déjà dit, soit au roi, soit aux officiers de l'archevêque.

Dans cette rapide esquisse de l'histoire des institutions municipales de la ville de Reims, nous avons entrevu d'autres institutions qui se trouvent perpétuellement en contact avec les premières. Ces institutions d'origine féodale ont remis un grand pouvoir entre les mains du clergé. Les membres les mieux partagés de ce corps sont l'archevêque, le chapitre et les trois abbés de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis. Il a donc fallu nous occuper de l'archevêque, du chapitre, des trois abbés; et il faut indiquer ici d'une manière plus formelle quelle part était réservée à leur pouvoir dans la constitution municipale. Cela démontrera la nécessité où nous avons été d'étudier ce pouvoir dans toute la plénitude de ses attributions.

Il suffit de se rappeler que les archevêques de Reims ont converti les rois de la première race, qu'ils ont déposé ceux de la seconde, qu'ils ont sacré ceux de la troisième, pour être con-

vaincu que des personnages aussi importants dans l'état ont dû jouir d'une immense influence dans l'intérieur de la cité. Aussi saint Remi en ouvre les portes à Clovis, saint Rigobert les ferme à Charles-Martel, Arnulfé les livre au dernier Karolingien. Philippe-Auguste force les échevins de restituer les clefs de ces portes à l'archevêque Albéric, saint Louis les fait rendre à Thomas, et le premier acte de l'insurrection en 1358 est de les enlever à Jean de Craon pour ne plus s'en dessaisir. Jusqu'à l'établissement du Conseil de ville, les archevêques disposent donc des portes et des clefs de la ville, ou, en d'autres termes, ils en ont le gouvernement militaire.

Dès 847 on voit deux *Missi* de l'archevêque présider un jury d'échevins. Depuis la fin du xii^e siècle, le bailli de l'archevêque ou son prévôt remplissent à la tête de ce jury les fonctions autrefois dévolues aux *Missi*. Dans le xiii^e siècle, le jury lui-même est justiciable du tribunal supérieur des *Frances-hommes*, des hommes de fief de l'archevêque. Au commencement du xiv^e siècle, il est vrai, l'Échevinage parvient à s'affranchir d'un degré de juridiction comme corps et comme tribunal de police : les causes qui le concernent ne vont plus devant les *Frances-hommes*; les affaires de police ne relèvent plus du bailli. Les unes et les autres vont au parlement. Toutefois, comme tribunal civil, non seulement il reste sous la présidence du bailli, mais c'est encore devant le bailli, et devant le bailli siégeant seul, que l'on interjette appel de ses sentences. De plus, pour quiconque, parmi les sujets citadins ou forains de l'archevêque, n'est pas *avéné* bourgeois, le bailli ou le prévôt sont les seuls juges : ils le sont encore pour les bourgeois mêmes, lorsque ceux-ci demandent qu'ils siègent sans échevins. Leur juridiction, celle du bailli du moins (car les attributions du prévôt deviennent purement fiscales

durant le xvi^e siècle), persiste jusqu'en 1789; et même, à dater de 1699, le bailli est devenu lieutenant de police. On le voit, l'archevêque est dépositaire dans la cité d'une grande partie du pouvoir judiciaire.

Il y jouit également de la meilleure partie du pouvoir financier, pouvoir qu'il exerce par lui-même, ou dont il dirige et surveille l'exercice dans l'échevinage. — Et d'abord ses propres finances s'alimentent le plus souvent aux dépens de la cité. Ainsi, nous le voyons aliéner dès le x^e siècle, et ressaisir au commencement du xi^e une *Vicomté* dont les attributions mal connues à cette époque se révèlent, à dater du xii^e siècle, comme embrassant l'exercice des droits de change, de stellage, de portage, de rouage travers et tonlieu, d'avenage, etc. Puis à côté du vicomte, se trouve le prévôt, magistrat et agent fiscal à la fois, qui perçoit les amendes, le tonnage, les lods et ventes, l'étalage, et en général la plupart des émoluments qui résultent de l'exercice de la juridiction contentieuse, de la juridiction volontaire, et de la police. — De plus, l'archevêque, avons-nous dit, dirige ou surveille l'emploi des finances de l'Échevinage. Dès les temps les plus anciens, si l'archevêque est chargé de défendre la cité, on entrevoit qu'il la défend avec l'aide des citoyens. Lorsque la féodalité est constituée, il la défend avec ses hommes de fief, *Milites*, *Casati*; mais les citoyens y contribuent toujours. Plus tard, au xiii^e siècle, ceux-ci, aidés de toutes les bourgades qui les avoisinent, en élèvent les murailles que seuls ils défendent à dater de 1358. Jusques à 1358 l'archevêque a donc eu le droit de présider au prélèvement et à l'emploi des contributions de guerre. Bien plus, jusqu'à la fin du xiii^e siècle, il avait eu celui de présider au prélèvement et à l'emploi des impôts dont se frappait l'Échevinage pour subvenir à ses propres nécessités. Les échevins ne pouvaient jeter une taille

qu'elle ne fût préalablement consentie par le bailli. Ils ne pouvaient l'employer sans en rendre compte à l'archevêque. A dater du xiv^e siècle, il est vrai, l'Échevinage reçoit directement du roi l'autorisation de s'imposer lorsque l'archevêque la lui refuse; mais près de l'Échevinage, le Conseil de ville rend compte de ses finances, à dater du xv^e siècle au moins, devant une commission dont l'archevêque est membre-né; et lors même qu'au xvi^e toute la gestion municipale est soumise à la chambre des comptes, elle est préalablement examinée par cette commission. Enfin, à dater du xiii^e, l'archevêque, seul et sans contrôle aucun, force l'Échevinage à lui rembourser la meilleure partie des frais du sacre.

Dans l'administration civile se révèle encore de diverses manières l'influence archiépiscopale : en 1140 et en 1198, les archevêques anéantissent la Commune; en 1182, ils constituent l'Échevinage; en 1211, 1212, 1258, ils font intervenir l'autorité royale pour forcer l'Échevinage à se soumettre aux bans qu'ils proclament. L'élection des échevins n'est consommée que lorsque ceux-ci ont prêté serment à l'archevêque. Si les échevins élus l'ont été contrairement à certaines clauses de leur charte, l'archevêque les casse et nomme d'office leurs successeurs. Le peuple même, pendant long-temps, ne peut s'assembler que sous le bon plaisir de l'archevêque.

Que si maintenant, du ban de l'archevêque, nous passions sur ceux du chapitre et des trois abbés, nous y trouverions les seigneurs hauts-justiciers investis, dans de plus humbles proportions seulement, des mêmes pouvoirs que nous venons de reconnaître à l'archevêque. — Ainsi, militairement, le chapitre

appelle seul aux armes ses mansionnaires; l'abbaye de Saint-Remi convoque les siens sur la requête de l'archevêque; l'abbaye Saint-Nicaise prétend à la garde exclusive de la porte des Martyrs. — Judiciairement, les sujets du chapitre relèvent de ses sénéchaux d'abord, et ensuite de son bailli; les sujets de Saint-Remi comparaissent devant le maire et devant les échevins de l'abbaye; Saint-Nicaise a un bailli. Les seigneurs de chaque ban en ont la police; à Saint-Remi même, les échevins ont la voirie. — Financièrement, le chapitre a sur sa mairie de Saint-Martin un droit de stellage dont sa Terre Commune est franche; Saint-Remi a ce même droit dans son bourg, Saint-Nicaise sur le ban Saint-Sixte; puis chacun exerce des droits de rouage, de tonlieu, etc., etc. — Administrativement enfin, le chapitre crée tout un ordre de privilégiés dans la cité, en y choisissant une centaine de bourgeois auxquels il confère ses *franches serjanteries*, ses *couteries*, ses *pauvretés* de Saint-Rigobert; Saint-Remi a le choix de tous ses agents, y compris ses échevins; Saint-Nicaise, le moins bien partagé des seigneurs hauts-justiciers, a peu de chose à administrer dans la cité; Saint-Denis, mieux partagé, n'est point cependant haut-justicier; il relève, nous le savons, de l'archevêque.

Plus nous avancerions ainsi, plus nous trouverions la masse populaire, l'élément municipal, en contact avec des pouvoirs étrangers, dans une foule de points qui touchent de loin ou de près à l'exercice des droits municipaux. L'histoire au moins sommaire de ces pouvoirs est, on le voit, indispensable pour bien saisir le jeu d'un mécanisme sur lequel ils agissent; car leur influence dans la cité a été nécessairement soumise aux variations qu'eux-mêmes ont subies. Nos archives ont donc dû s'ouvrir à tous les actes qui pouvaient constater ces variations;

et nous devons exposer ici, en quelques mots, ce que nous ont enseigné ces actes.

L'archevêque, qui sans doute a pris pied dans la Curie en remplissant le rôle de Défenseur, s'est promptement enrichi dans la cité par les largesses des simples fidèles d'abord, puis par celles d'une royauté catéchumène. La première race le dote de propriétés considérables; la seconde race en fait un comte; la troisième un duc et pair. Sous les Mérovingiens, il est conseiller de la couronne; sous les Karolingiens, il en est le chancelier; sous les Capétiens, il siège à la tête du parlement. Durant la première période, il dispose d'une milice levée dans ses bénéfices et dans la cité; durant la seconde, il dispose d'une armée féodale et bourgeoise; durant la troisième, il dispose des forces du royaume, tantôt comme régent, tantôt comme prince du sang. Mais au milieu de ces splendeurs sont cachés des germes de ruine. Chaque époque y a déposé le sien. Dès l'époque mérovingienne, il a fallu doter le chapitre et partager avec lui les riches bénéfices. Dès l'époque karolingienne, il a fallu doter la cour féodale et partager avec elle les fiefs. A l'époque capétienne enfin, il a fallu compter avec la bourgeoisie et avec la royauté; et alors, profitant d'une dernière lutte pour recommencer la leur, le chapitre et la féodalité consomment leur émancipation. La royauté toutefois n'est pas le seul pouvoir étranger qui intervienne dans ces démêlés intestins; la papauté y joue un grand rôle; les relations du métropolitain avec ses suffragants y ont plus d'une fois leur contre-coup. Ce n'est donc pas seulement des rapports de l'archevêque avec les pouvoirs de la cité qu'il nous a fallu tenir compte, c'est encore de ses rapports avec la royauté, avec la papauté, avec les suffragants, avec la féoda-

lité rurale, relations qui influent sur son pouvoir et peuvent modifier son action à l'intérieur.

Il en sera de même du chapitre. Nous le verrons d'abord composé d'un corps de clercs dépendants, inscrits ou rayés sur les matricules de l'église selon la volonté de l'archevêque. Puis nous le verrons, dès le viii^e siècle, constitué en congrégation dans son cloître, dépendant, il est vrai, mais riche déjà des bienfaits de l'archevêque, des dotations royales, des offrandes particulières. Nous le verrons enfin, à l'issue du xii^e, émancipé, ouvrant devant soi les portes de son cloître, fermant celles de sa cathédrale devant l'archevêque, en appeler au pape et au roi pour faire consacrer sa rébellion sous le nom d'indépendance. Au comble de sa puissance et de la liberté, nous le verrons composé de soixante-douze membres, ayant à sa tête six personnalités ou dignités inamovibles, et administré par ceux de ses membres qu'il investit d'offices amovibles. Ces dignités, il faut étudier leurs privilèges; ces offices, il faut en connaître la gestion; car dignitaires et officiers entrent de plus d'une manière en contact avec la cité. Les six dignitaires inamovibles, indiqués dans leur ordre hiérarchique, sont le prévôt, le doyen, le chantre, le trésorier, le vidame et l'écolâtre, auxquels il faut joindre le grand-archidiacre et l'archidiacre de Champagne, tous deux d'abord simples officiers de l'archevêque, puis dignitaires émancipés, siégeant au chœur en tête du chapitre. Il faut y joindre encore le chancelier, dont la charge est éteinte dès le xiii^e siècle; le pénitencier et le théologal, dont les dignités sont créées dans le xvi^e. Chacun de ces dignitaires est vassal du chapitre pour son titre, de l'archevêque pour une partie de sa dotation. Le premier de tous, le prévôt, fait hommage à l'archevêque de la main gauche, réservant la

droite pour défendre les libertés du chapitre. Le chantre a juridiction sur le faubourg de Betheny; le trésorier, sur le faubourg de Cérés, sur tous les bourgeois surpris en flagrant délit dans l'enceinte de la cathédrale et de ses lices, puis enfin sur un ordre de privilégiés qu'il peut créer en conférant les *coutrieres* et la *chapucerie*. De l'écolâtre ressortit tout enseignement dans la cité; du vidame ressortit tout art et métier. Les tribunaux des archidiaques font concurrence non seulement au tribunal ecclésiastique des officiaux de l'archevêque, mais, conjointement avec ce dernier tribunal, ils font concurrence à tous les tribunaux civils de la cité; car, on le sait, au moyen âge, les tribunaux ecclésiastiques avaient attiré toutes les causes où la conscience se trouvait intéressée, causes matrimoniales, testamentaires, etc., etc. — Les officiers du chapitre sont bien plus nombreux que ses dignitaires; mais, sauf les sénéchaux, sur qui roule toute la gestion financière et longtemps aussi toute la juridiction exercée par le corps, ces officiers ne méritent qu'une attention secondaire. Ce sont les receveurs des Anniversaires, des Heures, de la Fabrique; les administrateurs de l'Hôtel-Dieu, le pannetier, le vinotier, le dormantier, etc., etc. Ils doivent leur origine, et ce point de leur histoire est curieux, aux susceptibilités démocratiques du chapitre, le premier et le plus heureux des corps révolutionnaires dans la cité, qui non seulement commence par battre en brèche l'autorité archiepiscopale, et finit par ne relever au temporel que du roi, au spirituel que du pape, mais qui bientôt s'attaque à ses propres dignitaires, et les dépouille successivement de leurs fonctions inamovibles, pour en investir des officiers amovibles à son gré.

Après le chapitre, l'établissement le plus heureux en rébellion

est le monastère de Saint-Remi, qui parvient à s'affranchir, mais au temporel seulement, de toute obéissance envers son archevêque. Ce célèbre monastère n'avait d'abord été qu'une chapelle dédiée à Saint-Christophe. Saint Remi, en désignant cette chapelle pour le lieu de sa sépulture, lui avait légué de nombreuses propriétés dans l'Austrasie, dans la Thuringe, et jusque dans l'Aquitaine et dans la Provence. Parmi les successeurs de saint Remi, peu d'archevêques étaient montés sur le *siège de pierre* du saint apôtre sans léguer à son tombeau quelque gage d'une pieuse munificence. La pauvre chapelle, devenue une riche église, fut desservie jusqu'au ix^e siècle par un collège de chanoines dépendant de l'archevêque. Vers 766, Tilpin, élevé comme on sait à Saint-Denis, substitua des Bénédictins à ces chanoines. A la tête de la nouvelle colonie, il plaça un prévôt, et se réserva le titre d'abbé. Ses successeurs se le réservèrent de même jusqu'en 945. Ils l'abandonnèrent alors, mais n'en exercèrent pas moins toute suprématie spirituelle et temporelle sur l'abbaye jusque vers le milieu du xiii^e siècle. Cette suprématie se révèle, et dans les bienfaits dont ils comblèrent leurs pupilles, et par la discipline dans laquelle ils les maintinrent. Ainsi, l'archevêque Séulfe bâtit un château qui protége l'abbaye dont il devient bientôt la propriété. Arnulfe donne au monastère le bourg qui l'environne. Un marché établi dans le bourg, le ban du châtelain racheté et restitué aux propriétaires du château, le chapitre de Saint-Timothée soumis à la juridiction de l'abbaye, des droits de vicomté partagés avec elle, laissent entrevoir les suzerains dans les bienfaiteurs. Aussi, au commencement du xiii^e siècle (1204), nous retrouvons l'archevêque en plein exercice du droit de garde temporelle sur l'abbaye. Mais au milieu de ce même siècle, les moines se ressouviennent tout à coup que les rois aussi ont été leurs bienfaiteurs. Ceux-ci ne

l'ont été, il est vrai, que long-temps après les archevêques. Les moines n'en soutiennent pas moins que leur abbaye est de fondation royale, et le parlement leur donne gain de cause. D'ailleurs, ici, comme naguère dans l'intérieur du chapitre, l'esprit insurrectionnel ne doit pas s'arrêter en chemin. De même que le chapitre, échappé à sa constitution monarchique, voit l'aristocratie de ses dignitaires recueillir d'abord les dépouilles de l'autorité et se les répartir, puis dépouille à son tour cette ingrate aristocratie, de même à Saint-Remi, l'abbé substitué à l'archevêque est obligé de partager son pouvoir et ses richesses, avec les officiers claustraux d'abord, puis avec la plèbe conventuelle des simples moines. Ces officiers claustraux, grands dignitaires du couvent, étaient anciennement le prévôt, et plus récemment l'aumônier, le sous-infirmier, le châtelain, le trésorier, le camérier. Leur histoire serait la même que celle des dignitaires du chapitre; aussi l'aumônier et le châtelain ont eu seuls le privilège de nous occuper, le premier comme chef d'un établissement charitable où le peuple est recueilli, et qui plus tard ira se réunir aux hôpitaux généraux de la cité; le second comme officier temporel, exerçant presque toute la police et une partie de la justice sur les sujets du monastère. Après ces hauts dignitaires, qui habitent le couvent, viennent d'autres dignitaires disséminés à l'extérieur. Nous voulons parler des douze prieurs de l'abbaye, répartis dans autant de grands prieurés, et des innombrables prévôts siégeant dans une foule de prévôtés ou prieurés secondaires, non seulement à quelque distance de Reims, mais jusqu'aux extrémités de la France, au midi comme au septentrion; et non seulement en France, mais jusqu'au sein de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Angleterre. On le sent, les archives de ces prieurés n'ont pu trouver place dans notre collection. Mais, de même que les relations de

l'archevêque et de ses suffragants ne nous ont point paru sans influence sur le pouvoir archiépiscopeal, de même nous n'avons pu totalement passer sous silence les relations de l'abbaye métropolitaine avec les *Celles* nombreuses nées sur ses riches propriétés. Nous l'avons pu d'autant moins, qu'à cause de ces établissements, l'abbaye féodale s'est souvent trouvée aux prises avec la féodalité laïque, et que les chances de la lutte extérieure ont dû compliquer plus d'une fois les chances des luttes intérieures que nous avions surtout à signaler. Nous avons donc choisi parmi les prieurés le plus célèbre de ceux qui se trouvaient le plus rapprochés de Reims, le prieuré de Rethel, et nous avons indiqué jusqu'au xiv^e siècle les principaux actes émanés des rapports de l'abbaye et des puissants comtes de Rethel, à l'occasion de ce prieuré.

Une étude à peu près semblable aurait pu être faite pour l'abbaye de Saint-Nicaise ; mais d'un côté nous avons dû éviter les redites, et de l'autre nos matériaux étaient si nombreux et souvent si intéressants, lors même qu'ils ne concernaient pas directement la cité, qu'il eût été trop facile et trop tentant de les employer. Nous nous sommes donc interdit relativement à l'abbaye de Saint-Nicaise tout ce qui ne devait pas servir à constater trois choses seulement : 1^o. quel était l'état patrimonial de cette abbaye ; 2^o. comment elle a cherché, sans y parvenir, à secouer la suprématie spirituelle et temporelle des archevêques ; 3^o. enfin, quelle part de pouvoir lui a été dévolue dans la cité.

C'est avec la même réserve que nous avons usé des archives de l'abbaye de Saint-Denis, cette fille toujours soumise des archevêques, cette sœur toujours respectueuse du chapitre, qui la traite parfois avec un orgueil peu fraternel ; cette alliée toujours com-

plaisante de la bourgeoisie, qui long-temps lui a confié son trésor et son chartrier.

Les archives de nos principaux établissements religieux une fois étudiées, comme nous venons de l'indiquer, notre tâche n'était point encore accomplie; car près de ces établissements il en était d'autres auxquels la féodalité, dans ses besoins effrénés de fractionnement, avait émiété une partie du pouvoir. Ainsi, l'abbaye mérovingienne de Saint-Pierre-aux-Dames possédait un canton de la ville où elle exerçait moyenne et basse justice. Il en était de même de Saint-Timothée et de l'Hôtel-Dieu. Le prieuré de Saint-Maurice, acquis par les Jésuites dans le ^{xvii}^e siècle, rendait ses propriétaires maîtres d'une justice haute, moyenne et basse, dans une partie de la rue Neuve, du Barbatre, et dans toute la place Suzanne. Le commandeur du Temple se trouvait également haut, moyen et bas-justicier dans l'enclos de sa commanderie¹. Tout en négligeant de nous occuper spécialement de ces établissements religieux, il nous a donc fallu rechercher dans leur histoire ce qui pouvait avoir quelque rapport avec les institutions municipales; mais nous n'avons pas besoin de dire que si pour tout voir nous avons su être prodigue de notre temps, après avoir tout vu, nous avons su être sobre de nos choix. — Enfin, près des établissements religieux de la cité, se trouvent au dehors, à quelque distance, trois autres établissements dont les intérêts se confondent souvent avec ceux de la cité même: ce sont les abbayes de Saint-Thierry, de Saint-Basle, d'Hautvillers. Toutes relèvent de l'archevêque; toutes, en temps de guerre, viennent s'abriter dans la ville. Elles y ont leurs *meix*, leur lieu de refuge; elles en supportent souvent les charges, elles contri-

¹ Les échevins eux-mêmes étaient devenus capit en leur nom une justice basse et seigneurs du faubourg Saint-Eloi, où s'exer- moyenne.

buent aux frais du saere, elles financent pour la forteresse, elles subviennent à sa défense. On le voit, ces abbayes ne pouvaient nous rester absolument étrangères. Mais ici encore il a fallu nous méfier de notre abondance. Des trois cartulaires, un seul a été mis à contribution, celui de Saint-Thierry, le plus rapproché des trois monastères. Toutefois, nous lui avons demandé non seulement les actes qui constatent les liaisons de l'abbaye et de la cité, nous en avons extrait aussi quelques pièces des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles qui constatent quel était l'état de la population rurale aux portes de Reims; et nous n'avons pas besoin de nous appesantir sur les motifs qui ont dicté cette dernière partie de notre choix : ils se révèlent d'eux-mêmes.

Ceci terminé, et tous les pouvoirs locaux ainsi abordés et étudiés dans l'intérieur de la cité, il nous restait encore, pour compléter nos études, à rechercher quel avait été le jeu de l'autorité centrale au milieu des institutions municipales; ce que la royauté, après les modifications successives apportées par elle et déjà indiquées par nous dans la gestion militaire, financière, judiciaire et civile de la cité, avait demandé directement pour elle-même à celle-ci; la part qu'elle s'était faite dans sa milice, dans ses impôts, dans ses tribunaux, dans son administration. Il nous fallait savoir quel service armé elle exigeait d'abord de la cité hors de ses murs, et par quelles concessions la cité avait ensuite échappé à ce service. Il nous fallait étudier quand et comment avait apparu dans la cité la maltôte, les fouages, les aides, la capitation, les subventions de toutes les espèces, les octrois, les dixièmes, les cinquantièmes, etc., etc. Il nous fallait constater ce que c'était que le bailliage royal, le présidial, l'élection, le bureau des aides, le grenier à sel, les eaux et forêts, et surtout comment ces établissements avaient pénétré dans la

*

cité, et quelles perturbations ils y avaient apportées en échange des bienfaits de la centralisation. Il nous fallait enfin reconnaître à quelle place et avec quelles conditions la royauté avait enchâssé la cité dans le cadastre administratif de ses intendances.

On le voit, la tâche était rude. Plus d'une fois en l'accomplissant nous avons senti notre résolution près de défaillir avec notre santé. Mais si nos forces ont faibli, le courage est resté, et nous voici enfin déposant notre œuvre devant la science. Puisse celle-ci ne pas dédaigner une première offrande qui nous a coûté trop cher, hélas! pour nous laisser l'espoir de lui en présenter une seconde!

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

Plusieurs motifs nous ont déterminé à placer une notice bibliographique en tête de notre compilation. Et d'abord, dans un temps où tous ont la prétention de faire des travaux sérieux, il est bon que chacun produise ses titres. Ensuite, les pièces inédites que nous publions sont trop nombreuses et puisées à des sources trop diverses, pour que nous ayons pu ; tout en indiquant l'origine de chaque pièce, indiquer la valeur de chaque source. Enfin les matériaux de notre collection, bien que classés dans un ordre chronologique, ont été réunis, on vient de le voir, dans un but systématique ; et en procédant par exclusion, on peut être mal inspiré dans ses omissions ou incomplet dans ses choix. Pour satisfaire à toutes les exigences, et parer à tous les inconvénients, il nous a donc semblé nécessaire d'indiquer à l'avance les dépôts que nous avons explorés, et dans ces dépôts plus particulièrement chacune des sources que nous avons mises à contribution, plus sommairement l'ensemble des documents sur lesquels nous avons opéré. En d'autres termes, nous avons voulu dresser à la fois l'inventaire particulier de nos emprunts et l'inventaire général de nos ressources, et donner ainsi à la critique un moyen de nous contrôler, à la science un moyen de nous compléter, à tous un moyen de nous juger.

Nos investigations se sont portées sur chacun des points où nous avons espéré rencontrer quelques matériaux ; et souvent la plus légère indication, un soupçon même nous a suffi pour étendre nos recherches à des localités qui, au premier abord, semblaient n'avoir eu avec la ville de Reims que très peu ou point de rapports. Nous ne parlerons pas des dépôts paléographiques que nous avons explorés sans résultat :

ceux où nos efforts ont été couronnés de succès se trouvent répartis dans cinq villes : Reims, Châlons-sur-Marne, Laon, Toulouse, Paris. A Reims et à Paris, nous avons puisé à la fois dans des archives et dans des bibliothèques; à Châlons et à Laon, nous n'avons eu à dépouiller que des archives; à Toulouse, nous n'avons eu à consulter qu'une bibliothèque.

Lorsque nous sommes arrivé à Reims avec l'intention d'en étudier l'histoire, en 1831, cette ville ne possédait que les archives de son hôtel-de-ville, celles de son hôpital et celles de ses tribunaux. Toutes les archives des établissements supprimés par la révolution de 1789 avaient été transportées dans le chef-lieu du département, à Châlons, en vertu de la loi du 5 brumaire an v. M. Hivert, alors substitut du procureur du roi à Reims, après s'être gratuitement chargé des fonctions d'archiviste de l'Hôtel-de-Ville, s'était mis à étudier et à classer, avec une sagacité et un dévouement au-dessus de tout éloge, la section judiciaire de ces archives. Il en avait enrichi la section administrative en obtenant des hôpitaux plusieurs liasses qui contenaient des actes émanés de ce même échevinage, comme régisseur des deux léproseries de Saint-Éloi et de Sainte-Anne. Un avancement mérité ayant placé M. Hivert à la tête du parquet de Sainte-Menehould, nos études, dont il était le confident, lui firent désirer de nous avoir pour successeur, et le dépôt qu'il abandonnait nous fut effectivement confié. Nous commençâmes par en faire restaurer le local avec les fonds que voulut bien voter la ville, afin d'arrêter le dépérissement des titres précieux qui, pendant trente ans, y avaient été livrés aux ravages de l'humidité; puis nous cherchâmes à obtenir de M. Guizot la réunion de toutes les archives de tous les anciens établissements de Reims dans le local restauré. M. Guizot accueillit notre demande avec une sollicitude d'autant plus vive que son zèle si éclairé venait de créer les comités historiques, et M. le comte de Jessaint, secondant avec la plus accommodante bienveillance les intentions du ministre, il fut convenu que toute la partie historique des archives enlevées autrefois à Reims serait remise à l'archiviste de son Hôtel-de-Ville. Un avancement universitaire obtenu à Reims même, sans nous interdire l'étude des archives, nous empêcha d'en conserver la direction; M. Louis

Paris, à qui nous avions légué, avec l'assentiment de la mairie, le soin d'achever la tâche commencée par M. Hivert, s'en acquitta en homme d'un rare savoir et d'une grande persévérance. Après avoir effectué dans le dépôt de Châlons, de concert avec l'archiviste M. Bouquet, le partage convenu, il ajouta à notre propre plan en portant ses recherches et ses réclamations souvent heureuses dans les chefs-lieux des départements voisins, qui contenaient, non plus seulement les archives des établissements religieux de la ville de Reims, mais celles des autres établissements religieux du diocèse. Ainsi vinrent se réunir à notre portée les titres les plus précieux que la constante amitié de M. L. Paris nous permit d'étudier avec autant de facilité que par le passé.

Le cabinet des manuscrits de la bibliothèque de Reims n'est en quelque sorte qu'un appendice de ses archives. Parmi les onze cents volumes qu'il renferme, il y en a peu qui ne viennent d'un des établissements religieux de la cité ou au moins du diocèse; et l'on sait combien étaient riches les dépôts littéraires dans lesquels les Mabillon, les Sirmond, les Martenne, ont fait de si abondantes récoltes. Souvent le vieux manuscrit dont ces hommes immortels ont publié le texte, et qui semble le plus étranger à nos recherches, nous a offert dans ses gardes, sur ses marges, au milieu d'un feuillet perdu, une note curieuse, un acte important pour l'histoire locale; et au milieu de cette étude sombre et triste à laquelle se condamne tout paléographe, nous avons parfois ressenti un indicible plaisir à glaner notre épi dans le champ moissonné par ces maîtres de la science. Mais ce plaisir a été trop rare et trop compensé par la nécessité de lire tout ce que l'érudition indigène a entassé de recherches, de dissertations, de factums, de mémoires, sur tous les points de l'histoire dont nos archives offrent les pièces justificatives. A travers ce fatras, le plus souvent indigeste, nous avons trouvé cependant, il faut l'avouer, des renseignements qui, plus d'une fois, nous ont mis sur la trace d'un document perdu, ou nous ont révélé toute l'importance d'un document négligé. Les grands corps d'histoire encore inédits de Rogier, de Cocquault, de Marlot (texte français), de Lacourt, de Bidet, etc., etc.; les débris des portefeuilles de La Salle, nous ont offert non seulement les copies

d'originaux détruits; mais d'utiles éclaircissements pour les actes que nous publions. Notre texte leur doit plus d'un instrument, et nos notes leur sont presque toujours empruntées; car nous avons voulu, par un excès de scrupule dont sans doute la science nous saura gré, nous compléter même avec des travaux de seconde main; nous effacer même dans nos commentaires, ne rien omettre en un mot, et cependant ne rien publier que d'indébit.

Après Reims, c'est Châlons qui nous a offert le plus de ressources, car, dans le partage des archives, bien qu'à grâce au zèle de M. Paris, de larges concessions aient été faites en faveur des documents historiques destinés à Reims, il est resté dans la section domaniale conservée à Châlons plus d'un acte également précieux, et comme histoire de la propriété, et comme propriété de l'histoire. Nos recherches à cet égard ont été facilitées par l'ordre parfait qu'a établi dans le dépôt de Châlons l'archiviste M. Bouquet, et par la noble confiance de M. le comte de Jessaint, qui nous a remis, sous récépissé, plusieurs liasses de titres.

La ville de Laon a été pour nous l'objet d'un long espoir et la cause d'un cruel mécompte : à mesure que nous avançons dans l'étude des relations établies entre le pouvoir central et la cité, relations qui se sont nouées surtout par l'intervention des baillis royaux, nous avons senti la nécessité d'étudier les archives du bailliage de Vermandois; mais, lorsqu'après bien des obstacles surmontés, nous nous étions ménagé le temps nécessaire pour cette étude, nous avons reconnu que toute trace du bailliage, avant le xvi^e siècle, avait péri dans ses propres archives. Le document le plus ancien qu'elles renferment est un registre d'insinuations ouvert en 1546. On nous a parlé de parchemins vendus à la livre, de longues nuits d'hiver échauffées, durant l'invasion, au moyen des papiers du bailliage, et il nous a fallu renoncer à savoir comment la royauté, avant d'avoir pris pied dans Reims, attirait vers sa montagne la bourgeoisie, un instant soustraite au pouvoir de la féodalité maîtresse de la plaine. Heureusement les archives de l'évêché de Laon, déposées à la préfecture, et mieux conservées que celles du bailliage, nous ont permis d'entrevoir ce que sans cela nous n'eussions fait que conjecturer.

La bibliothèque de Toulouse ne nous a offert qu'un seul manuscrit, égaré, nous ne savons comment, dans ce dépôt lointain. Ce manuscrit contient une copie des anciennes coutumes de Reims, dont nous allons parler ici avec quelque détail pour ne plus y revenir. Ce qui nous a paru curieux à étudier dans les coutumes d'une localité, ce sont les modifications successives qu'y ont apportées, la civilisation locale d'abord, à mesure qu'elle s'est perfectionnée, puis l'autorité royale, à mesure qu'elle s'est accrue. Aussi nous avons recherché avec un soin particulier toutes les rédactions de la coutume de Reims. La première que nous avons découverte est peu étendue; elle appartient au xiii^e siècle et se trouve, écrite en langue vulgaire, dans le Livre Rouge de l'Échevinage. La seconde, qui n'est point non plus fort étendue, appartient au xiv^e siècle, est écrite en latin et se trouve dans un ancien manuscrit du chapitre, intitulé *Liber practicus de Consuetudine remensi*. La troisième, plus développée, nous a été fournie par le ms. suppl. franç. n° 638 de la Bibliothèque Royale; elle est l'œuvre de Gérard de Montfaucon, qui y travaillait vers 1420. Ces trois rédactions ne durent se ressentir que fort peu de l'action du pouvoir royal; deux autres bien plus complètes que les précédentes, et revêtues d'un caractère officiel, furent provoquées, l'une en 1481 par Louis XI, l'autre en 1556 par Henri II. Quatre de ces rédactions sont inédites ou peuvent être considérées comme telles, et toutes cinq trouveront place dans nos Archives législatives. L'une d'elles, la plus curieuse peut-être, celle de 1484, nous a coûté de longues recherches avant que nous pussions en réunir les fragments dispersés; elle se compose de trois parties: la première contient l'usage des roturiers; la seconde le style des cours laïques; la troisième, l'usage des gens nobles. Un manuscrit des archives de l'Hôtel-de-Ville de Reims comprend la première de ces parties et moitié de la seconde; un volume in-4°, imprimé en 1553, à Reims, chez Bacquenois, renferme la première et la troisième partie. Ce volume, qui appartient à la bibliothèque de la ville de Reims, est d'ailleurs le seul exemplaire de l'édition de Bacquenois que nous ayons pu découvrir. Rapproché du manuscrit, il laisse encore une lacune dans la Coutume de 1484, où manque toujours la dernière moitié de la seconde partie. Cette dernière moitié, nous la devons au manuscrit

de la bibliothèque de Toulouse, si le maire de cette ville ne persiste pas à en refuser communication à monsieur le ministre de l'instruction publique.

A Paris, dans ce centre de toute lumière et de toute urbanité, nous avons trouvé et d'abondantes ressources et les plus grandes facilités pour en profiter. Les archives, les bibliothèques, nous ont été ouvertes avec une obligeance dont rien n'approche, sinon le savoir de ceux qui les dirigent. Nous dirons bientôt quel profit, grâce à ce bienveillant accueil, nous avons tiré de nos recherches dans les Archives du Royaume, à la Bibliothèque Royale, à la bibliothèque de Sainte-Geneviève; nous le dirons en dressant, ainsi que nous l'avons promis, dans un même tableau, et l'inventaire particulier des emprunts que nous avons faits aux dépôts que nous avons explorés, et l'inventaire général des ressources qu'ils nous ont offertes.

Mais comme ce tableau, dont l'étendue nous force à une foule de divisions et de subdivisions, pourrait paraître confus au lecteur s'il ne l'embrassait d'un seul coup d'œil, nous avons jugé à propos d'en offrir à l'avance une espèce d'esquisse, où se trouvent placés dans l'ordre qu'ils doivent y occuper les divers objets qui s'y rencontreront groupés.

ESQUISSE

DU

TABLEAU GÉNÉRAL DES DOCUMENTS

QUI CONCERNENT

LA VILLE DE REIMS.

N. B. On remarquera dans le Tableau général deux grandes divisions : *Dépôts de Reims et de Châlons, Dépôts de Paris.*

Les dépôts de Laon et de Toulouse étaient trop peu considérables pour former des divisions particulières.

Les dépôts de Reims et de Châlons nous ayant naturellement offert nos principales ressources, et ceux de Paris n'ayant pu nous en offrir que le complément, la première partie de notre Tableau se trouve bien plus étendue que la seconde. Toutefois, chacune d'elles admet également trois subdivisions. A Paris, les subdivisions naissent forcément de la différence même qui existe entre les dépôts consultés. A Reims et à Châlons, où il y a identité de matériaux, bien qu'il y ait diversité de dépôts, les subdivisions sont plus arbitraires. Ainsi, entre une première section, consacrée aux archives des établissements laïques, et une troisième section, consacrée aux archives des établissements ecclésiastiques, nous avons placé une seconde section réservée aux anciennes bibliothèques de ces divers établissements; nous nous sommes décidé à cette espèce d'interpolation, parce que les manuscrits de ces bibliothèques, désormais confondues dans celle de la ville, nous ont paru jeter une égale lumière et sur les archives laïques et sur les archives ecclésiastiques, en révélant entre elles plus d'une relation d'abord inaperçue.

DÉPÔTS DE REIMS ET DE CHÂLONS-SUR-MARNE.

I. CHARTRIERS DES ÉTABLISSEMENTS LAÏQUES.

ARCHIVES DES CORPS MUNICIPAUX DE L'ÉCHEVINAGE ET DU CONSEIL DE VILLE RÉUNIS EN 1636.

TITRE I^{er}. Archives dont l'inventaire n'a point encore été dressé, et où les titres du Conseil de Ville et de l'Échevinage n'ont point été confondus.

ÉCHEVINAGE

§. I ^{er} . Cartulaires où se trouvent réunis les titres des diverses attributions dévolues à l'Échevinage.	N ^o 1. Cartulaire A, ou Livre Rouge de l'Échevinage.	1 v. in-fol.	
	N ^o 2. Cartulaire B, ou Livre Blanc de l'Échevinage.	1 id.	
	N ^o 3. Cartulaire D de l'Échevinage.	1 id.	
§. II. Collection renfermant les actes de l'administration civile de l'Échevinage.	N ^o unique. Conclusions du Buffet.	14 id.	
§. III. Collections renfermant les comptes des deniers patrimoniaux appliqués aux besoins particuliers de l'Échevinage.	N ^o 1. Tailles du Sacre.	12 v. ou roul.	
	N ^o 2. Tailles de l'Échevinage.	2 v. in-fol.	
	N ^o 3. Comptes du Greffe.	3 id.	
	N ^o 4. Comptes des Chaussées.	18 id.	
	N ^o 5. Comptes des Léproseries.	29 id.	
§. IV. Collections renfermant les comptes des deniers communaux appliqués aux fortifications de la ville entière.	N ^o unique. Comptes des Fortifications en 1316.	1 id.	
§. V. Collections renfermant les divers actes de juridiction émanés de l'Échevinage et des juridictions rivales de la sienne, dont il reste trace dans les archives.	N ^o 1. Registres dans les actes desquels les échevins figurent comme assesseurs.	Plaids en baillie et en prévôté.	16 id.
		Plaids en baillie.	4 id.
		Plaids en prévôté.	9 id.
	N ^o 2. Registres dans lesquels sont consignés les actes judiciaires où les échevins et les délégués de l'Échevinage siègent comme juges.	Actes du bailliage en cartons.	21 cartons.
		Jurisdiction volontaire.	1 v. in-fol.
		2 ^o . Mairies duciales de la Cour et de Venise. 1 cart. et	3 id.
	N ^o 3. Registres qui contiennent des actes relatifs aux bourgeois de l'Échevinage, mais émanés des juridictions royales, rivales de l'Échevinage.	1 ^o . Jurisdiction du Buffet.	2 cartons.
		2 ^o . Mairie et bailliage de Saint-Eloi.	1 id.
		Prévôté foraine de Laon.	1 id.

Total des volumes entrant dans les collections de l'Échevinage..... 153 v. ou cart.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

xxxvij

§ I^{er}. Cartulaires où se trouvent réunis les titres des diverses attributions du Conseil de Ville.

N^o 1. Cartulaire F du Conseil de Ville..... 1 v. in-fol.

N^o 2. Portefeuille Y, voir Cabinet des Mss. de Reims.

§ II. Collections renfermant confondus les actes d'administration civile, de juridiction, et de gouvernement militaire émanés du Conseil.

N^o 1. Conclusions du Conseil..... 87 fol.

N^o 2. Jurisdiction de la ville et gouvernement de Reims..... 1 carton.

(Suite.)

TITRE I^{er}. Archives dont l'inventaire n'a point encore été dressé, et où les titres du Conseil de Ville et de l'Echevinage n'ont point été confondus.

CONSEIL DE VILLE.

§ III. Collections renfermant les actes de la gestion financière du Conseil.

N^o 1. Registres où sont recueillis les comptes des deniers communs

1^{er}. Les 7 premiers volumes de la collection intitulée: *Deniers patrimoniaux*..... 1 v. in-fol.
2^{es}. Comptes mal intitulés: *Deniers de la ville*, 1..... 1 v. in-fol.
3^{es}. Comptes mal intitulés: *Des forains*..... 2 fol.
4^{es}. Série intitulée: *Chambres des Comptes*..... 129 fol.
5^{es}. Série intitulée: *Deniers communs*..... 10 fol.
6^{es}. Comptes des dons gratuits..... 27 fol.
7^{es}. Comptes des avances octroï..... 16 fol.
8^{es}. Octroi et petit sole..... 1 fol.

1^{er}. Comptes des deniers patrimoniaux..... 39 fol.

2^{es}. Un volume de la chambre des comptes.....

3^{es}. Le volume des anciens ordres.....

4^{es}. Comptes des farines, 1^{re} série..... 6 fol.

5^{es}. Comptes des deniers patrimoniaux et nouveaux octrois..... 12 fol.

6^{es}. Comptes des soursaux octrois rendus à l'intendant de Champagne..... 2 fol.

7^{es}. Comptes de la rapatriation..... 59 fol.

8^{es}. Comptes des farines, 2^{de} série..... 2 fol.

9^{es}. Comptes de garmetage..... 3 fol.

10^{es}. Comptes de la rapatriation..... 7 fol.

11^{es}. Comptes des œuvres piales..... 3 fol.

12^{es}. Comptes des pauvres..... 14 fol.

13^{es}. Comptes de collég..... 9 fol.

14^{es}. Comptes des bêtes..... 1 fol.

1^{er}. Comptes de la subvention..... 42 fol.

2^{es}. Comptes des antécédents..... 24 fol.

3^{es}. Comptes des caisses..... 2 fol.

4^{es}. Comptes des milices gardées..... 6 fol.

5^{es}. Comptes du cinquantisme..... 3 fol.

6^{es}. Comptes du dixième..... 6 fol.

7^{es}. Comptes de grenier à sel..... 1 fol.

8^{es}. Aides royaux en 1544..... 1 fol.

N^o 2. Registres où sont recueillis les comptes des deniers levés au profit du pouvoir royal.

1^{er}. Comptes de la subvention..... 42 fol.

2^{es}. Comptes des antécédents..... 24 fol.

3^{es}. Comptes des caisses..... 2 fol.

4^{es}. Comptes des milices gardées..... 6 fol.

5^{es}. Comptes du cinquantisme..... 3 fol.

6^{es}. Comptes du dixième..... 6 fol.

7^{es}. Comptes de grenier à sel..... 1 fol.

8^{es}. Aides royaux en 1544..... 1 fol.

TOTAL des volumes entrant dans les collections du Conseil..... 520 v. in-fol.

TOTAL des volumes entrant dans les collections de l'Echevinage et du Conseil..... 768 v. in-fol.

v.

TITRE II. Inventaires des archives classées, où les titres de l'Échevinage du Conseil de Ville n'ont point été confondus.

S. I^{re}. Catalogues des archives de l'Échevinage.

S. II. Catalogue des archives du Conseil de Ville.

S. I^{re}. Inventaire de 1648, dressé par Quantresols, et d'après lequel les titres des deux corps sont classés dans l'ordre indiqué ci-contre :

S. II. Inventaire de 1691, dressé par Copillon, et d'après lequel les titres des deux corps sont classés dans l'ordre indiqué ci-contre :

- N^o 1. Inventaire des titres des sacres, dressé par Foulquart, en 1478. 1
 N^o 2. Inventaire des titres de l'Échevinage, dressé par Foulquart, en 1485. 1
 N^o 3. Inventaire dressé par Noël, en 1766. 1
 N^o unique. Inventaire de 1829, dressé par Charpentier et Saussellen. 1

1^{re}. Jurisdiction. — 2^o. Police. — 3^o. Foires. — 4^o. Hôpitaux. — 5^o. Chausses. — 6^o. Sacre. — 7^o. Forteresse. — 8^o. Comptes distribués en 7 armoires, 4 tiroirs et 1 coffre.

1^{re}. Jurisdiction. — 2^o. Police et chausses. — 3^o. Lépreux. — 4^o. Sacres. — 5^o. Foires. — 6^o. Octrois et impôts. — 7^o. Offices municipaux et fortresses. — 8^o. Guerres et assemblées d'états. — 9^o. Manufactures. — 10^o. Corps et établissements avec lesquels le corps de ville a des rapports.

1^{re}. Octrois, 13 liasses, réparties ainsi qu'il suit :

Exemptions de tailles, droit de 4^e. 5 liasses.
 Petit aide. 5
 Bois et foin. 1
 Exemptions. 2

2^o. Domaines, 30 liasses, réparties ainsi qu'il suit :

Hôtel-de-Ville, arsenal, maisons. 4 liasses.
 Revenus provenant des remparts.
 Usages des marais, jardins, prés. 5
 Rentes vieilles et neuves. 7
 Successions et rentes. 3
 Droit de chausses, greviers. 4
 Marée. 2

3^o. Jurisdiction, 28 liasses, réparties ainsi qu'il suit :

ÉCHEVINAGE.
 Sa constitution. 4 liasses.
 Sa mairie de Saint-Éloi. 1
 Sa police du bailli. 2
 Son droit de voirie. 6

4^o.

4^o. Mairies diverses, 64 liasses, réparties ainsi qu'il suit :

N. B. Pour plus de détail, voir plus bas, page 102.

CONSEIL DE VILLE.
 Gouvernement de la forteresse. 2
 Officiers et agents du Conseil. 11
 Armées, courriers, etc., institués par les deux corps réunis. 2

5^o. Sacres, 23 liasses, comprenant toutes les pièces relatives au couronnement des rois.

Adjudications provinciales. — Amortissements. — Archevêques. — Artillerie. — Arts et métiers. — Bains. — Bouteaux. — Bourgeoisie. — Bourgeois. — Cérémonial. — Collège. — Communautés régulières et séculières. — Ecoles. — Election. — Fagaces. — Foires. — Fontaines. — Grains. — Haras. — Hôtel-Dieu et autres hôpitaux. — Incendies. — Impôts. — Illuminations. — Lods et ventes. — Logements. — Marchandises. — Milice. — Pauvres. — Place royale. — Portes et ponts. — Promenades. — Spectacles. — Semenciers. — Seignage.

6^o. Sacres, 23 liasses, comprenant toutes les pièces relatives au couronnement des rois.

Tous les rois de France, depuis Philippe IV jusqu'à Louis XVI inclus, excepté Louis X et Henri IV.

N. B. De nombreuses liasses de renseignements appartiennent à chacun des cinq divisions précédentes.

S. IV. Inventaire de la section judiciaire, dressé pour la première fois par M. Hivert, en 1830. Il comprend les actes répartis en 40 cartons, sous les divisions suivantes :

- 1^{re}. Prévôt forain du bailliage de Vermandois.
 2^o. Bailliage ducal de l'archevêque.
 3^o. Jurisdiction du bailli de l'Échevinage.
 4^o. Jurisdiction de la ville et gouvernement de Roims.
 5^o. Mairies de la Conture et de Venime.
 6^o. Bailliage et mairie de Saint-Éloi.
 7^o. Tribunal de police municipale.
 8^o. Justice criminelle.

TITRE III. Inventaires et archives, où les titres de l'Échevinage et du Conseil de Ville ont été classés, mais confondus.

S. III. Inventaire de 1787, dressé par Le Moine, et d'après lequel les titres des deux corps sont classés dans l'ordre indiqué ci-contre :

H. BIBLIOTHÈQUES DES ÉTABLISSEMENTS ECCLÉSIASTIQUES ET LAIQUES.

MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE ET DES BIBLIOTHÈQUES PARTICULIÈRES DE LA VILLE DE REIMS.

- TITRE I^{er}. Bibliothèque publique de la ville de Reims.
- §. I^{er}. Mss. auxquels il n'a été fait que de rares emprunts, et qui semblent pour la plupart étrangers à l'histoire de la ville.
 - N^o 1. Psalterium tripartitum.
 - N^o 2. Psalterium capituli remensis.
 - N^o 3. Historia Ecclesie remensis, a Frodoardo scripta.
 - N^o 4. Penitentialia, Missalia, Lectionaria, etc., etc.
 - §. II. Mss. qui renferment des actes relatifs à l'histoire de Reims.
 - N^o 1. Martyrologium Ecclesie remensis.
 - N^o 2. Necrologium S. Remigii remensis.
 - N^o 3. Cartularium S. Nichasii.
 - N^o 4. Statuta Ecclesie remensis.
 - N^o 5. Liber practicus de Consuetudine remensis.
 - N^o 6. Testament de l'archevêque Richard Pique, en 1389.
 - N^o 7. Le Coutumier de 1481, imprimé en 1553. (Exemplaire unique.)
 - N^o 8. Recueil de Guill. Filiastre, dressé vers 1400.
 - §. III. Corps inédits d'histoire locale.
 - N^o 1. Foulquart..... 1 v. in-fol.
 - N^o 2. Antoine Collard..... »
 - N^o 3. Jean Pussot..... 1 v. in-fol.
 - N^o 4. Bergier..... »
 - N^o 5. Jean Rogier..... 2 v. in-fol., et plusieurs exempt. en 1 vol.
 - N^o 6. Pierre Cocquant..... 5 v. in-fol.
 - N^o 7. Et Oulart Cocquant..... 1 v. in-fol.
 - N^o 8. René Bourgeois..... 3 v. in-fol.
 - N^o 9. Marlot. Hist. franç. 3 v. in-fol.
 - N^o 10. Lacourt..... 3 v. in-fol.
 - N^o 11. Claude Bidet... 2 v. de mémoires incomplets.
 - N^o 12. Le Ferron..... 1 v. in-fol.
 - N^o 13. Povillon-Pierrard. plus. vol.
 - §. IV. Portefeuilles renfermant des pièces détachées.
 - 30 portefeuilles in-fol., contenant des pièces manuscrites et cotés G. H. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. X. Y. Z. TT. W. XX. ZZ. YY. — RB 1, II, III, IV, V, VI, VII.
 - 23 portefeuilles non cotés, et contenant des recueils de pièces, la plupart manuscrites, relatifs aux sacres, à l'histoire ecclésiastique, à l'administration civile, aux tribunaux, etc., etc.
 - 100 autres portefeuilles non cotés et contenant des pièces imprimées.
- TITRE II. Bibliothèques particulières.
- §. I^{er}. Bibliothèque de l'archevêché.
 - N^o 1. Pouillé du diocèse; 3 parties en 5 vol. in-8^e, dressé par M. Boni, en 1776..... 5 v. in-8^e.
 - N^o 2. Inventaire général des archives du chapitre, dressé par Le Moine, en 1787..... 6 v. in-fol.
 - §. II. Bibliothèque de M. Thirion-Rogier.
 - N^o 1. Papiers de Rogier..... »
 - N^o 2. Mémoires de Bidet... 5 v. in-4^e.
 - §. III. Bibliothèque de M^{me} de Courtin.
 - N^o unique. Marlot, annoté par Lacourt..... 2 v. in-fol.
 - §. IV. Bibliothèque de M. Grassières.
 - N^o unique. Collection des Almanachs de Reims, 1^{re} série. 7 vol. 2^e série. 27 vol. 3^e série. 1 vol.

III. CHARTRIERS DES ÉTABLISSEMENTS ECCLÉSIASTIQUES.

ARCHIVES DU CLERGÉ RÉGULIER ET SÉCULIER DE LA VILLE DE REIMS.

TITRE I ^{er} . Archives des archevêques, chefs des deux clergés régulier et séculier dans la ville de Reims.	§ I ^{er} . Cartulaires.	N ^o 1. Cartulaire *. N ^o 2. Cartulaire A de l'archevêché. N ^o 3. Cartulaire B de l'archevêché. N ^o 4. Cartulaire C de l'archevêché.
	Appendice.....	Deux cartulaires de l'évêque de Laon, suffragant de l'archevêque de Reims.
	§ II. Inventaires.	N ^o 1. Anciens inventaires et terriers. N ^o 2. Inventaire de Le Moine, 1782.
TITRE II. Archives des Chapitres, membres du cler- gé régulier jus- que vers le XII ^e siècle.	§ III. Pièces classées d'après l'in- ventaire de Le Moine, en 1782.	N ^o 1. Pièces qui concernent la ville de Reims. N ^o 2. Pièces qui concernent les environs de la ville. N ^o 3. Châtellenies et prévôtés. N ^o 4. Fiefs du duché-pairie. N ^o 5. Spirituel.
	§ I ^{er} . Collégiale métropolitaine, dont les membres étaient indépen- dants.	N ^o 1. Cartulaires. 1^{er}. Cart. A, en livre rouge de chapitre. 2^{er}. Cart. B, en livre blanc de chapitre. 3^{er}. Cart. C de chapitre, copie du plus an- cien cartulaire de l'archevêché. 4^{er}. Cart. D, en livre noir de chapitre. 5^{er}. Cart. E, ou gros registre de chapitre. 6^{er}. Cart. F ou G, ou livre vert de chapitre. N ^o 2. Inventaire de Le Moine. 6 vol. in-fol.
	§ II. Collégiale Saint-Symphorien, dont le chapitre dépendait de l'ar- chevêque.	N ^o 3. Pièces classées en layettes, sous liasses, d'après l'inventaire de Le Moine. 1^{er}. Titres qui concernent les droits spirituels et temporels du chapitre, dans la ville de Reims. 2^{er}. Titres qui concernent la baronnie des Po- sets. 3^{er}. Titres qui concernent tous les villages dépendants du chapitre, rangés par ordre alphabétique. 4^{er}. Titres de la fabrique de l'église Notre- Dame, dépendants du chapitre.
TITRE III. Archives des Chapitres, membres du cler- gé régulier jus- que vers le XII ^e siècle.	§ III. Collégiale de Sainte-Bas- mine, dépendant du chapitre de Reims.	N ^o 4. Titres des cha- pitres de l'ancienne con- grégation. 1^{er}. Un cartulaire en parchemin. 2^{er}. Un inventaire en parchemin. 3^{er}. Un inventaire sur papier. 4^{er}. Trois volumes de conclusions. 5^{er}. Huit liasses.
	§ IV. Collégiale de Saint-Timo- thée, dépendant de Saint-Remi.	N ^o 5. Titres des cha- pitres de la nouvelle con- grégation. 1^{er}. Un registre de conclusions. 2^{er}. Deux liasses.
	§ V. Collégiale de Saint-Nicolas, dont le chapitre dépendait de l'ar- chevêque.	N ^o 6. Titres des cha- pitres de l'ancienne con- grégation. 1^{er}. Un registre de conclusions. 2^{er}. Deux liasses.

		- N° 1. Cartulaires. 1°. Cart. A. de Saint-Remi. 2°. Cart. B. de Saint-Remi. 3°. Cart. C. de Saint-Remi. 4°. Cart. D. de Saint-Remi. - N° 2. Inventaire de Le Moine, dressé en 1782. 4 vol. in-fol. 1°. Pièces qui concernent la ville de Reims, ou spirituel et au temporel. 2°. Pièces qui concernent les villages de l'abbaye. 3°. Pièces qui concernent les prieurés. 4°. Pièces qui concernent le petit couvent. 5°. Offices claustraux. 6°. Clergé, prieurés en général. 7°. Prieurés, prévôtés, bénéfices devenus. - N° 3. Pièces classées sous liasses, d'après l'inventaire de Le Moine. - N° 1. Cartulaire qui se trouve dans la Bibliothèque de Reims. - N° 2. Un cartulaire qui est à Châlons. - N° 3. 29 liasses de titres. - N° 1. Cartulaire appartenant à la Bibliothèque Sainte-Geneviève. - N° 2. Pièces sous liasses. - N° 3. Un inventaire par ordre alphabétique. - N° unique. Un cartulaire. - N° 1. Trois volumes de terriers. - N° 2. Titres, deux liasses. - N° 1. Obituaires dont la copie se trouve dans un Ms. de la Bibl. Roy. - N° 2. 18 liasses de titres. - N° 3. 17 plans. - N° unique. Quatre liasses. - N° unique. Quatre liasses. - N° unique. Deux liasses. - N° 1. Registres de vêtures et de professions. - N° 2. Catalogue de la bibliothèque. - N° 3. Deux liasses. - N° 1. Neuf registres de vêtures. - N° 2. Deux registres de décès. - N° 3. Une liasse. - N° 1. Un inventaire dressé par Le Moine, en 1786. - N° 2. 46 liasses. - N° 1. Inventaire dressé en 1637. - N° 2. Trois liasses. - N° 1. Inventaire dressé par Le Moine en 1780. - N° 2. Pièces sous liasses, classées d'après cet inventaire. - N° 1. Inventaire. - N° 2. Trois liasses. - N° 1. Notre-Dame. Voyez plus haut, chapitre de Notre-Dame. - N° 2. Saint-Pierre-le-Vieil. 2 liasses. - N° 3. Saint-Hilaire. 1 liasse. - N° 4. Saint-Étienne. 1 liasse. - N° 5. Saint-Martin. 1 inventaire, 1 liasse. - N° 6. Saint-Jean. 1 liasse. - N° 7. Saint-Jacques. 1 liasse. - N° 8. La Magdeleine. 1 inventaire, 1 liasse. - N° 9. Saint-Michel. 1 inventaire, 1 liasse. - N° 10. Saint-André 3 registres, 1 liasse. - N° unique. Deux liasses. - N° 1. Ancien domaine du collège avant la réunion. - N° 2. Titres dépendants du prieuré de Saint-Maurice. - N° 3. Titres dépendants du prieuré de Claude-Fontaine. - N° 4. Titres depuis la réunion de Saint-Maurice et de Claude-Fontaine au collège. - N° unique. Deux liasses.
TITRE III. Archives des abbayes d'hommes et des ordres militaires.	§ I ^{re} . Archives de l'archimonastré de Saint-Remi.	
	§ II. Archives de l'abbaye de Saint-Nicise.	
	§ III. Archives de l'abbaye de Saint-Denis.	
	§ IV. Archives de l'abbaye de Saint-Thierry-lès-Reims.	
	§ V. Commanderie du Temple.	
TITRE IV. Archives des abbayes de femmes.	§ I ^{re} . Abbaye de Saint-Pierre-aux-Nonnains.	
	§ II. Abbaye de Saint-Étienne-les-Dames.	
	§ III. Abbaye de Sainte-Claire....	
TITRE V. Archives des couvents d'hommes.	§ I ^{re} . Augustins.....	
	§ II. Minimes.....	
	§ III. Capucins.....	
TITRE VI. Archives des couvents de femmes.	§ I ^{re} . Carmélites.....	
	§ II. Religieuses de la congrégation.	
	§ III. Religieuses du Prieuré de Longueau.	
TITRE VII. Archives du clergé séculier proprement dit.	§ I ^{re} . Curés unis en congrégation.	
	§ II. Fabriques.....	
TITRE VIII. Archives des établissements religieux et civils d'instruction publique.	§ I ^{re} . Séminaires.....	
	§ II. Collège des Bons-Enfants, auquel ont été réunis les prieurés de Saint-Maurice et de Claude-Fontaine en 1764. Inventaire en 1 vol., de Le Moine, en 1785.	
	§ III. Écoles chrétiennes.....	

DÉPÔTS DE PARIS.

I. ARCHIVES DU ROYAUME.

TITRE I ^{er} . Dépôt de l'Hôtel Soubise.	§. I ^{er} . Section domaniale.	N ^o 1. Aveux et dénombrements. N ^o 2. Copies des registres de la Cour des Comptes.
	§. II. Section historique.	N ^o 1. Pièces détachées, parmi lesquelles se trouvent les pièces du procès relatif à la garde de Saint-Remi. N ^o 2. Tout le trésor des chartes.
TITRE II. Dépôt du Palais de Justice, ou section judi- ciaire.	§. I ^{er} . Les Olim.	
	§. II. Tous les registres du Parlement.	
	§. III. Tous les cartons des accords, etc., etc.	

II. BIBLIOTHÈQUE ROYALE.

TITRE I ^{er} . Cabinet des Manuscrits.	§. I ^{er} . Manuscrits qui n'ont fourni que des extraits.	N ^o 1. Testament de Saint-Remi. N ^o 2. Petite chronique de Saint-Nicaise. N ^o 3. Chronique dite de Reims. N ^o 4. Cartulaires de Champagne. N ^o 5. Livre des Princes. N ^o 6. Fonds divers. N ^o 7. Tables de Bréquigny. N ^o 8. Papiers de D. Vincent.
	§. II. Manuscrits qui ont été plus particulièrement utiles.	N ^o 1. Ms. f. lat. 5210. N ^o 2. Ms. f. lat. 4295. N ^o 3. Ms. sup. franç. N ^o 638. N ^o 4. Ms. sup. franç. N ^o 1515-2. N ^o 5. Ms. sup. franç. N ^o 1980. N ^o 6. Ms. sup. franç. N ^o 1430.
TITRE II. Cabinet des Chartes.	Reims, carton I. Mélanges de pièces et catalogues des archevêques.	
	Reims, carton II. Pièces relatives à 40 archevêques.	
	Reims, carton III. Pièces relatives à 38 archevêques.	
	Reims, carton IV. Pièces relatives à 15 archevêques.	
	Reims, carton V. Miscellannées. — Université de Reims.	
	Reims, carton VI. Pièces relatives au chapitre de Notre-Dame, à Saint-Remi, à Saint-Nicaise.	
	Reims, carton VII. Pièces relatives aux autres établissements de la ville:	
	Reims, carton VIII. Histoires et Mémoires de Colard, Rogier, Foulquart, Cocquault.	
	Reims, carton IX. Navigation de la Vesle. — Juridiction dans Reims.	
	Reims, carton X. Gouvernement civil, militaire et municipal de Reims.	
	Reims, carton XI. Pièces relatives aux sacres.	

III. BIBLIOTHÈQUE DE SAINTE-GENEVIÈVE.

TITRE unique. Cartulaire de l'Abbaye Saint-Denis de Reims.

DÉPÔTS
DE
REIMS ET DE CHÂLONS.

LES archives des divers établissements de la ville de Reims, quoique matériellement disjointes depuis la révolution de 1789, n'en sont pas moins les parties moralement inséparables d'un tout, et nous tomberions dans une grande confusion ou dans de fastidieuses redites, si nous ne réunissions ici dans une même Notice les observations qu'elles nous ont suggérées, sauf à présenter à la fin de cet article une indication exacte de la manière dont elles sont maintenant distribuées entre les dépôts de Reims et de Châlons.

I. CHARTRIERS DES ÉTABLISSEMENTS LAÏQUES.

ARCHIVES DES CORPS MUNICIPAUX DE L'ÉCHEVINAGE ET DU CONSEIL
DE VILLE.

Les archives de ces deux corps demeurèrent distinctes tout le temps que les institutions dont elles contenaient les titres eurent une existence séparée. Après la réunion de 1036, elles furent réunies elles-mêmes et bientôt confondues. L'impéritie ou la mauvaise méthode des archivistes a jeté un grand désordre, sinon dans les titres, qui ne peuvent changer de nature, du moins dans leur classification. Les instruments détachés se sont facilement prêtés à tous les caprices de l'ignorance, et c'est dans les liasses où ils se trouvent accouplés que règne surtout la confusion. Les registres où sont consignés les actes administratifs n'ont pu être démembrés, mais l'ignorance, cette fois encore, a souvent réuni dans une même collection des registres d'origine différente. C'est là cependant qu'on peut le mieux retrouver les traces de l'exercice distinct des anciennes attributions. Aussi les diverses séries auxquelles appartiennent ces registres sont devenues pour nous l'objet d'une étude toute spéciale et à laquelle nous avons apporté d'autant plus de scrupule que nous l'avons entreprise sans guide ; car, à l'exception de M. Hivert, qui, en 1830, avait catalogué trente registres de la série judiciaire, aucun archiviste n'avait

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

xliij

publierions en entier; car ici l'humble tribunal d'une cité nous offre des titres antérieurs aux titres les plus anciens du premier tribunal du royaume. Le Livre Rouge s'ouvre avant les Olim.

Arch. laïq.
Tit. I.
§ 1.

N° 2. LE CART. B ou Livre Blanc de l'Échevinage est un gros in-fol., format grand in-4°, écrit par une seule main vers le milieu du xv^e siècle. Ses ais de bois sont recouverts d'une peau blanche et garnis de clous de cuivre. Il comprend 376 folios, et n'est pas complet. C'est le véritable cartulaire de l'Échevinage. Il renferme principalement les actes auxquels donnèrent lieu les démêlés des échevins et des archevêques, du xii^e siècle au xv^e. Malheureusement ces actes, qui passent presque en entier dans notre collection, ont été transcrits par un clerc assez ignorant. Les fautes y sont nombreuses.

N° 3. LE CART. D de l'Échevinage est un in-folio sur vélin, de 150 pages. En voici le titre : *Registre ou recueil des droits appartenans à l'Eschevinage de Reims, et desquels ledit Eschevinage a joy de temps immémorial, fondés en chartre et confirmés par plusieurs sentences et arrêts de parlement cy-après déclairés et transcrits.* Ce cartulaire s'ouvre par un mémoire où sont énumérés tous les droits de l'Échevinage, mémoire que sanctionne une conclusion du 10 janvier 1564. Tous les actes qu'il contient sont postérieurs à cette date.

§. II. *Collection renfermant les actes de l'administration civile de l'Échevinage.*

Arch. laïq.
Tit. I.
§ II.

Tous les registres de cette collection offrent une seule et même série d'actes, intitulés : *Conclusions du Buffet.*

N° unique. CONCLUSIONS DU BUFFET DE L'ÉCHEVINAGE. Ces conclusions ont été recueillies en quatorze volumes in-fol. Malheureusement les plus anciennes sont perdues, et à dire vrai nous n'avons plus les véritables registres des conclusions de l'Échevinage, ceux qui devaient réunir toutes les délibérations de ce corps sur toutes les matières de sa compétence. Les conclusions que contiennent les quatorze volumes ont presque toutes rapport à l'exercice du droit de police, et principalement du droit de voirie. Les premières remontent à 1417; les dernières s'arrêtent à 1635, époque de la réunion de l'Échevinage au Conseil de ville. De 1635 à 1789 l'Échevinage ne cessa point cependant de siéger à son buffet, et dut consigner dans ses registres les résultats de ses délibérations. En effet, un passage de l'inventaire de Noël, dont nous parlerons bientôt (Tit. II des chart. laïq., §. 1, n° 3), nous révèle l'existence d'une

Arch. laq.
Tit. I.
§ II.

seconde série de conclusions dont nous n'avons pu retrouver aucune autre trace dans nos archives. Voici ce passage : « Quatorze volumes reliés en « parchemin, qui contiennent les délibérations faites par les échevins au « buffet de l'Échevinage, commençant en l'année 1417 jusqu'en l'année 1635, « tems de la réunion de l'Échevinage au corps de ville. Le quinzième volume « et suivant jusqu'au vingt-quatrième, contient les congés, alignements et « permissions de bâtir accordés jusqu'en 1745, tems auquel est intervenu « arrest du parlement de Paris entre le corps de ville et l'archevêque qui « maintient les échevins dans le droit et la possession de connoître seuls du « gouvernement des chaussées et pavés, des entreprises qui peuvent y être « faites, et dans la possession de donner seuls les alignements des murs de « face et ouvrages qui se construisent et rétablissent..... Plusieurs volumes « reliés en parchemin, qui contiennent chacun une année des alignements, « congés et permissions de bâtir donnés par les échevins depuis 1746 et années « suivantes jusqu'en (sic). »

La série régulière des conclusions qui nous restent ne commence qu'en 1473 avec le deuxième volume ; celles qui sont antérieures à cette époque ont été compilées après coup, et réunies systématiquement dans le premier volume de la collection pour servir de preuve aux droits des échevins comme voyers. Ce premier volume appartient si peu à la collection régulière, que les actes qu'il contient vont de 1417 à 1591, et que par conséquent, de 1473 à 1591, c'est-à-dire pendant cent dix-huit années, il ne peut offrir que des extraits du second volume et des volumes suivants.

Les vingt-cinq premiers feuillets du premier volume offrent l'extrait d'un livre que nous croyons être le Livre Rouge de l'Échevinage, ou qui du moins contenait des matières absolument semblables.

Voici la note qui précède cet extrait ; elle nous paraît assez curieuse pour la rapporter en entier :

« (Extrait d'un livre escript en parchemin couvert d'az de boys et « au dessus de bazaine rouge, à deux fermoirs de cnire blanc, avec boucles, « commenceant par ces motz : *C'est le livre ou registre de l'Eschevinaige* « *de Reyns*, et contenant deux cens dix-neuf feuilletz escriptz et signez en « plusieurs et divers lieux : Maubrouet, Moct, Payot, Quatresolz, Allart, « et aultres, enfin J. Pussot.

« Duquel livre ou registre au feuillet cotté 1, première page, a esté extraict « ce qui s'ensuit :

« *C'est le Livre ou Registre de l'Eschevinaige de Reims, commencé à*

- « Pasques l'an de grâce m cccc et xviii, ouquel sont escriptes et enregistrées Arch. laiq.
 « plusieurs choses et besoignes touchant ledict Eschevinaige, desquelles Tit. l.
 « la déclaration s'ensuit : §. ii.
- « Premiers : aucuns des drois dudict Eschevinaige que les bourgeois et
 « bourgeois d'icellui ont en la ville de Reims que aultres gens n'ont pas.
 « Item les drois appartenant à la vicomté de Reims, c'est assavoir :
 « stellage, vynage, tonnieu, et aultres choses.
 « Item plusieurs bénéfices d'église et offices qui appartiennent à donner
 « aux eschevins de Reims.
 « Item les chartres et aultres privilèges dudict Eschevinaige.
 « Item les pensionnaires dudict Eschevinaige et combien chacun a
 « pour an.
 « Item plusieurs ordonnances faictes au Buffet d'icellui Eschevinaige par
 « lesdicts eschevins de dons de bénéfices, d'offices et d'aultres choses. »

Ce qui nous empêche de reconnaître l'identité de notre cartulaire et du manuscrit que désigne le premier volume des conclusions, c'est, 1°. que le titre du manuscrit manque maintenant dans le cartulaire ; 2°. c'est que la note assigne au manuscrit la date de 1417, et que plus de la moitié du Livre Rouge est de beaucoup antérieure à cette époque ; 3°. enfin, c'est que le manuscrit avait deux cent dix-neuf feuillets ou quatre cent trente-huit pages, et que le cartulaire A n'a que cent douze feuillets ou deux cent vingt-quatre pages.

Si cependant le manuscrit de la note était réellement l'ancien Livre Rouge de l'Eschevinage, nous ne pourrions résoudre nos propres objections qu'en disant, 1°. que ce volume a perdu une partie de ses feuilles ; 2°. que plusieurs feuilles, et surtout les premières et les dernières, ayant été écrites long-temps après les feuilles du milieu, qui contiennent des actes du xiii^e siècle, ceux qui, dans le xv^e siècle, en auront rempli les lacunes, se seront avisés de mettre en tête du volume un titre qui pouvait le faire regarder comme étant en entier leur ouvrage.

La collection des *Conclusions du Buffet* renferme non seulement les actes d'administration, mais plusieurs actes de juridiction émanés du Buffet des échevins ; nous pensons donc qu'on pourrait en rapprocher les pièces contenues dans le trente-cinquième et dans le trente-sixième carton de la juridiction, classés par M. Hivert sous le titre de *Juridiction du Buffet*. Voyez plus bas, même Titre, §. v, n° 2, 1 de la juridiction.

Arch. laïq.
Tit. I.
§ III.

§. III. *Collections renfermant les comptes des deniers patrimoniaux appliqués aux besoins particuliers de l'Échevinage.*

Ces collections sont au nombre de cinq, et intitulées : *Tailles des Sacres, Tailles de l'Échevinage, Comptes du Greffe, Comptes des Chaussées, Comptes des Léproseries.*

N° 1. **TAILLES DES SACRES.** Les registres de ces tailles sont les plus anciens de ceux que possédait l'Échevinage. Comme ils sont peu volumineux, l'auteur du dernier classement, P. Le Moine, les avait insérés dans ses liasses. La révolution de 1789 les a dispersés ou anéantis. Le conventionnel Philippe-Jacques Rulh, député du Bas-Rhin, chargé de briser la Sainte Ampoule, a lacéré ou brûlé en même temps une grande quantité d'actes qui se rapportaient aux couronnements des rois; mais comme heureusement son vandalisme s'est attaqué surtout aux titres les plus modernes, nous avons pu en réunir quelques uns des plus anciens, que nous allons indiquer ici dans leur ordre chronologique :

1287. Le sacre de Philippe-le-Bel, qui eut lieu le jour des Rois de l'an 1285 (6 janvier 1286), est le premier dont il reste des traces dans les archives de l'Hôtel-de-Ville. La taille levée sur l'Échevinage pour couvrir une partie des frais qu'il occasionna était consignée dans un registre que Le Moine indique ainsi dans son catalogue, Sacres, liasse 1, n° 2 :

« Un petit livre en parchemin, relié en bois, intitulé au premier feuillet : *« Feci les cahiers de l'assise de la taille dou couronnement monsieur le roy de France, laquelle taille fu faite et getée en l'an mil. cc. xiii^m et vii. »* Au bas du dernier feuillet est écrit : *« Somme de toute la taille, layes per- sonnes et clers ensemble, viii^m lb. — Ces 7,000^s vaudroient aujourd'hui (1787) 140,000^s. »*

Nous avons eu beaucoup de peine à retrouver ce précieux registre; il avait été déchiré en plusieurs parties. Quelques uns des cahiers qui le composaient ont été insérés par mégarde, en 1830, à la fin du second volume de la collection intitulée : *Tailles de l'Échevinage.* Les autres cahiers, dont chaque feuille est arrachée par le milieu, se trouvaient jetés au rebut avec d'autres parchemins dont on n'espérait tirer aucun parti. Nous avons pieusement rapproché ces débris, et sans pouvoir en recomposer un tout complet, nous sommes parvenu à en extraire des documents que l'on peut voir dans le volume même que nous publions aujourd'hui.

1322. Il reste de la taille du sacre de Charles IV quatre cahiers séparés, où tous les contribuables, et la cote de chacun d'eux, se trouvent indiqués par ordre de paroisses. Le premier cahier contient la taille des paroisses de Saint-Étienne, de Saint-Maurice, de Saint-Denis, ainsi que celle des forains et de Saint-Liénard; ce cahier est complet. Le second, complet de même, comprend la taille des paroisses de Saint-Jacques et de la Magdeleine, celle de Courcelles et de la dame de Mairi. Le troisième et le quatrième sont lacérés, et indiquent, l'un la taille de la paroisse de Saint-Pierre et la taille de la Neuville, l'autre celle du ban Saint-Remi, de Betheny, de Ruffi.

Arch. laiq.
Tit. I.
§ III.

A ces cahiers il faut joindre deux grands rouleaux de parchemin de quinze peaux chacun, et contenant les comptes du sacre de Charles IV, rendus à la Chambre des Comptes par J. de Lorris et J. Martin, clercs du roi.

1328. Un volume en parchemin de soixante-deux feuillets, dont quatre sont en blanc, est intitulé : « C'est li livres enquel sont contenus tous les « héritages de la ville de Reins qui sont tenus à paier des couronnemens, « tant des trespassés comme de ceulz à venir, toutes foiz que le cas y eschiet, « et les noms de ceulz qui les tenoient au temps que li roy Phelippe, jadiz « conte de Valoiz, fut sacrés, liquelz fut sacrés le jour de la Trinité l'an « mil .ccc. xxviii. » Ce curieux volume indique quartier par quartier toutes les maisons du ban de l'archevêque, la valeur de chacune, son état de servitude ou de franchise à l'égard des seigneurs, etc., etc. On sent de quel prix sont ces renseignements pour la statistique féodale et bourgeoise de la cité.

Un volume en papier de cent deux feuillets, dont dix en blanc, est intitulé : « Ce sont les terres au champs qui furent comenciés au départ dou ban « Saint-Remy, pour le couronnement dou roy Philippe.... l'an mil trois cent « vint-wit, et les noms de ceulz qui tennoient les dis héritages. » Ce volume est le complément du précédent. Il est pour la topographie de la ville ce qu'est l'autre pour la statistique. Il contient une estimation terre par terre, journal par journal, de tous les héritages de la banlieue passibles des frais du sacre.

Un volume en papier de quatre-vingt-dix feuillets, dont dix en blanc, a pour titre : « Compte de la recepte et des mises que Thomas de Rohais et J. Coque-
« let, hont fait des despens dou couronnement le roy Philippe noires...
« l'an .m. ccc. xxviii, et depuis le temps que les dis Thomas et Jehan furent esta-
« bliz ou cas dessus dit, de par les eschevins de Reins, lesquelz eschevins
« estoient commis de par le roy noires; rendu as eschevins de Reins. » Ce

Arch. laiq.
Tit. I.
§ III.

volume contient, non seulement les recettes qu'ont faites les échevins sur les bourgeois de leur ban, mais les recettes qu'ils ont faites sur ceux des bourgeois de Saint-Remi et des habitants des chàtellenies et villages de l'archevêque qui étaient passibles des frais du saere.

Enfin à ces registres il faut en joindre un dernier dont il ne reste que quarante-huit feuillets en parchemin, et qui est aussi curieux pour l'histoire des mœurs de la vie privée du XIV^e siècle, que les précédents le sont pour l'étude de l'histoire locale. Il a pour titre : « Compte de toute la despense et les frais « dou saere dou roy Philippe, qui fu le jour de la Trinité l'an m. ccc. xxviii. » Ce volume offre les détails les plus précis sur la paneterie, l'échansonnerie, la cuisine, la fruiterie, l'écuerie, la fourrerie du roi et de la reine; le prix de chaque denrée, la valeur et souvent même l'assaisonnement de chaque mets s'y trouvent indiqués. Les derniers feuillets donnent tout le détail de la charpenterie; celui de la maçonnerie s'y trouve en partie; celui de la serrurerie manque en entier.

1350. Il reste du saere du roi Jean un compte inséré dans un registre qui comprend vingt-quatre feuillets de parchemin. Ce registre se divise en deux parties : la première, composée de quatorze feuillets, renferme le compte des tailles du couronnement rendu en 1350 par les échevins, et semblable à ceux qu'ont rendus ces magistrats à l'occasion des saeres précédents. La seconde partie, insérée par mégarde à la suite de la première, est un compte du greffe semblable en tout à ceux dont nous allons nous occuper bientôt (même Titre, même §., n° 3).

Il est inutile de dire que notre compilation contiendra des extraits étendus de tous ces registres. Toutefois, afin d'indiquer dès maintenant et ceux de ces comptes que nous n'avons pas jugés assez importants pour leur consacrer ici une mention particulière, et ceux que la révolution a fait disparaître en grand nombre de nos archives, nous allons transcrire l'article de l'inventaire de 1691 qui fait l'énumération de tous ceux qui se trouvaient au chartrier à l'époque où cet inventaire a été dressé.

« Pièces concernant les saeres des roys de France dans la grande armoire
« de la grande chambre du cartulaire.

[1^{re}.] « Un livre en parchemin couvert de bois contenant un rolle des contribuables aux frais du saere de Philippes IV, dit le Bel, célébré le jour des
« Roys de l'année 1285.

[2^{re}.] « Trois cahiers en parchemin contenant les rolles des contribuables
« aux frais du saere de Charles IV, dit le Bel, célébré l'onzième febvrier 1322.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

xlix.

- [3°.] « Un gros livre en feuillets de parchemin couvert de bois contenant la dépense faite au sacre de Philippe VI, célébré le 28 may 1328. Arch. laiq. Tit. I. §. III.
- « Un grand livre en feuillets de parchemin contenant les taxes des maisons de la ville de Reims contribuables aux frais dudit sacre.
- « Un livre en papier contenant les taxes des héritages du terroir de Reims et circonvoisins contribuables aux frais dudit sacre.
- « Un livre en papier contenant la recette et dépense du dit sacre.
- « Sept registres reliés, ou non reliés, contenant les prisées d'héritages contribuables aux frais du sacre; le tout sans date.
- [4°.] « Deux registres contenant les comptes des recettes et dépenses du sacre du roi Jean, célébré le 26 septembre 1350.
- [5°.] « Un registre contenant les rolles des héritages taxés pour les frais du sacre de Charles V, célébré le 19 mai 1364.
- [6°.] « Huit registres contenant les comptes de recettes et dépenses des frais du sacre de Charles VI, célébré le 4 novembre 1380.
- « Un gros registre contenant la taxe des héritages pour les frais dudit sacre.
- [7°.] « Sept registres contenant les prisées et taxes des héritages sujets aux frais du sacre de Charles VII, célébré le 27 juillet 1429, et comptes de recettes et dépenses dudit sacre.
- « Un mémoire sur la forme de procéder à la prise des héritages sujets aux frais dudit sacre.
- « Plusieurs autres mémoires et registres des comptes et prisées d'héritages sujets aux frais dudit sacre, au nombre de 18.
- [8°.] « Quinze tant registres que cahiers concernant le sacre de Louis XI, célébré le 16 aoust 1461, pour les comptes et prisées d'héritages sujets aux frais dudit sacre.
- [9°.] « Un gros registre couvert de parchemin et vingt cahiers concernant les dépenses du sacre de Charles VIII, célébré le 27 may 1484, et taxes faites sur les héritages.
- [10°.] « Vingt-six tant registres que cahiers concernant les dépenses et taxes faites pour le sacre de Louis XII, célébré le 27 may 1498.
- [11°.] « Vingt-huit tant cahiers que registres concernant les dépenses et taxes faites pour le sacre de François I^{er}, célébré le 20 janvier 1514.
- [12°.] « Vingt-huit registres et cahiers concernant les dépenses et taxes pour le sacre d'Henri II, célébré le 26 juillet 1547.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

Arch. laiq.
Tit. I.
§ III.

[13°.] « Trente-sept cahiers ou registres concernant la dépense et taxes faites pour le sacre de François II, célébré le 18 septembre 1559.

[14°.] « Vingt-huit cahiers ou registres concernant la dépense et taxes faites pour le sacre de Charles IX, célébré le 15 may 1561.

« Dix liasses ou paquets d'acquits des comptes dudit sacre.

[15°.] « Un compte des deniers reçus et de la dépense de l'entrée en la ville de Reims du roy et de la reine de Pologne en l'année 1573.

« Trente registres ou cahiers concernant les dépenses et taxes faites pour le sacre d'Henri III, célébré le 13 febvrier 1575.

« Une liasse d'ordonnances et acquits des comptes dudit sacre.

« Sommation à MM. du clergé de nommer des commissaires pour procéder en la chambre de l'Eschevinage à la taxe des frais du sacre, des 23, 27 et 28 juillet 1575.

[16°.] « Dix-huit registres ou cahiers contenant les comptes des frais du sacre de Louis XIII, célébré le 17 octobre 1710 (*sic*).

« Rolles d'impositions pour lesdits frais.

« Plusieurs liasses et papiers contenant les ordres du roy pour asseoir les frais de son sacre et contraindre les contribuables, avec les pièces justificatives des comptes.

« Une liasse de la taxe des chastellenies faite par les eschevins avec ordre aux maires et eschevins desdites chastellenies d'en faire la répartition.

« Une lettre de cachet du roy Louis XIII qui ordonne aux eschevins de faire les préparatifs de son sacre, en datte du 26 may 1710 (*sic*).

[17°.] « Quinze registres ou cahiers contenant les comptes des frais du sacre de Louis XIV, célébré le 7 juin 1654, et les prises d'héritages et rolles d'imposition sur les héritages sujets aux frais.

« Plusieurs liasses et pièces justificatives desdits comptes. »

L'inventaire de 1787 indique de nombreux registres dressés à l'occasion des sacres de Louis XV et de Louis XVI. Presque toute trace de ces sacres a disparu des archives de l'Hôtel-de-Ville.

N°. 2. TAILLES DE L'ÉCHEVINAGE. Les tailles proprement dites de l'Échevinage étaient celles que ce corps levait au nom de la communauté, sur la communauté même, et pour subvenir à ses besoins. Ces tailles étaient perçues isolément dans chaque paroisse, par un receveur délégué des paroissiens, et concurremment dans toutes les paroisses par deux échevins que leurs collègues déléguaient sous le nom de Greffiers pour gérer presque toutes les finances de la communauté. Les recettes de chaque paroisse étaient faites sur des rôles

dressés par chaque collecteur, qui versait dans les mains des Greffiers toute cette partie de la taille que ceux-ci n'avaient pas recueillie directement.

Arch. laiq.
Th. I.
§. 111.

La collection désignée sous le titre de *tailles de l'Échevinage* ne contient que les rôles où sont consignés par paroisses les noms et les cotes des contribuables. Elle comprend trente-deux cahiers réunis en deux volumes in-fol. par les soins de M. Hivert. Le premier de ces cahiers est de 1301, le pénultième est de 1328. Le dernier est ce fragment de la taille du sacre de 1287 dont nous avons parlé tout à l'heure. — Bien que les cahiers rassemblés par M. Hivert s'arrêtent en 1328, le mode de perception qu'ils indiquent n'avait point cessé pour cela, et nous pouvons en suivre les traces dans quatre autres collections.

1°. La collection dont nous allons immédiatement nous occuper et qui est intitulée : *Anciens comptes de l'Échevinage* (comptes du greffe), renferme (tom. II) les comptes particuliers rendus par des receveurs des tailles en 1372, 1374, 1375, ainsi que le cahier de requirendes de ces tailles en 1308.

2°. Taille de 1413. Un cahier isolé ne se rattachant à aucune collection ni à aucun catalogue, est ainsi intitulé : « C'est le livrè de la taille faicte « ou mois de septembre l'an M. cccc. xiii. sur les bourgeois et bourgoises du « corps de l'eschevinage de Reins, montant à la somme de vi^r th parisis, par « J. Tassart, P. Varlet, et A. de Merfy, tailleurs, par le congé donné par « M^r J. Roberchamp, bailli de Reins. » Ce cahier contient la recette générale de la taille de cette année dans toutes les paroisses.

3°. La collection intitulée *Comptes des deniers patrimoniaux* renferme (tom. v.) un compte dont voici le titre : « C'est le compte que fait et rend à « vous MM. les esleus de par le roy, ordonnés pour la guerre ès ville et eslec- « tion de Reins, commissaires dudict seigneur en ceste partie, et gens « esleus par le conseil des habitans contribuables de la ville de Reins, « Jehanne veuve de F. G. Bourgois, collecteur de la taille mise pour les « fraies de l'affranchissement des tailles d'icelle ville et forbourg, de toutes « les receptes et mises faictes par ledict G. Bourgois son marit, et elle, pour « et à l'occasion desdictes tailles et affranchissement..... L'an M. cccc. m^{xxiv}. » La taille dont il est ici question sort, il est vrai, de la catégorie des tailles ordinaires de l'Échevinage, puisque c'est la ville entière qui en est frappée et non pas seulement le ban de l'archevêque.

4°. La collection intitulée *Comptes des pauvres* nous apprend que la taille se levait encore à Reims, au xvi^e siècle, pour subvenir aux besoins de la localité, et nous met à même de suivre l'histoire de cet impôt jusqu'à la révolu-

Arch. Jâsq.
Tit. I.
§. III.

tion de 1789. Voyez ce que nous dirons plus bas, même Titre, §. III, n° 2, cinquième des collections qui se rattachent aux deniers patrimoniaux du Conseil.

N° 3. *COMPTES DU GREFFE*. Ces comptes étaient rendus à l'Échevinage par les deux échevins qui, à l'exception des léproseries, avaient la gestion de tous les intérêts financiers du corps. La collection qui les contient est trop vaguement intitulée : *Anciens comptes de l'Échevinage*. Elle se compose de vingt-cinq comptes du greffe et de six comptes dont quatre appartiennent à la série des *tailles de l'Échevinage* (voyez le n° précédent), tandis que les deux autres appartiennent à la série intitulée *Deniers communs* (voir plus bas, même Titre, §. III, n° 1, du Conseil.) Ces trente et un comptes ont été reliés en trois volumes par les soins de M. Hivert. Ce sont, sans contredit, les plus importants de tous ceux que nous a laissés l'Échevinage. Ils s'étendent de 1336 à 1428, c'est-à-dire qu'ils sont antérieurs et postérieurs à la création du Conseil de ville, et nous offrent le moyen le plus complet que nous ayons d'étudier la perturbation apportée par l'avènement d'une commune dans les institutions municipales d'origine romaine qu'elle était appelée à remplacer. De plus, ces comptes donnent, année par année, et souvent jour par jour, la note de presque toutes les dépenses faites par l'Échevinage pour subvenir aux bespins de la cité. Là sont consignées les sommes employées à se défendre contre les archevêques, ou à leur susciter des embarras, les pensions allouées aux légistes de Laon ou de Paris qui veillaient aux intérêts de la ville, les frais des voyages entrepris par les échevins pour aller suivre en parlement les affaires communes, les présents que la bourgeoisie faisait aux rois, aux princes, aux courtisans, à ses agents de toute espèce, etc., etc. — Les recettes qui figurent dans les comptes du greffe se composent quelquefois d'emprunts, le plus souvent de tailles levées d'après le mode que nous avons indiqué dans le numéro précédent, et versées entre les mains des greffiers. Plusieurs des contribuables paient la taille à *eschief*, c'est-à-dire par abonnement. — Le premier volume comprend sept comptes du greffe sur parchemin, et deux comptes sur papier, qui se rapportent aux deniers communs. Les sept comptes du greffe sont des années 1336 et 1337 réunies, 1338, 1339, 1340, 1345, 1351, 1352. Toutes ces années sont antérieures à la création du Conseil; les comptes en sont très développés, accusent un grand emploi de deniers, et sont rendus simultanément par les deux greffiers. — Le second volume contient cinq comptes du greffe et quatre comptes des tailles. Des cinq comptes du greffe, trois appartiennent aux années 1365, 1372, 1374; deux appartiennent à l'année 1375 : cette dernière circonstance tient à ce que, dans ce volume, les greffiers rendent isolément

un compte qui ne comprend qu'une moitié du compte général; l'année 1375 est donc la seule du volume dont les comptes soient complets. D'ailleurs l'Échevinage y paraît bien déchu, et les ressources dont il dispose semblent bien diminuées. — Le troisième volume renferme treize comptes du greffe, appartenant à douze années; l'année 1387, seule, a ses deux comptes, les onze autres n'en ont qu'un : ce sont les années 1384, 1385, 1388, 1389, 1390, 1391, 1398, 1399, 1407, 1411, 1428. D'ailleurs ces comptes attestent de plus en plus la décadence de l'Échevinage.

Arch. lang.
Tit. I.
§. III.

La collection réunie par les soins de M. Hivert s'arrête donc au premier quart du xv^e siècle, en 1428. Mais il ne faut pas croire qu'elle contienne tous les comptes du greffe existant aux archives. Nous en retrouvons d'autres dans trois collections auxquelles ils sont étrangers.

1°. Antérieurement à l'époque où s'ouvre la collection de M. Hivert, un rouleau de parchemin, classé parmi les liasses de renseignements, contient un fragment des comptes du greffe pour l'an 1290. Ce fragment est inséré sous cette date dans le volume que nous publions.

2°. Durant l'époque qu'embrasse la collection de M. Hivert, il se trouve un compte qui s'est égaré, comme nous l'avons dit plus haut, dans un registre des frais du sacre du roi Jean (1350).

3°. Enfin, postérieurement à la collection de M. Hivert, la série intitulée *Comptes des chaussées* comprend un assez grand nombre de comptes du greffe, et nous indique l'époque où ils ont cessé. Ainsi la collection de M. Hivert s'arrête en 1428, et trois ans après, en 1431, nous trouvons un compte du greffe dans le vol. vii^e des comptes des chaussées. Ce même volume contient aussi un compte du greffe de 1437. Le vol. viii^e et les suivants nous offrent également les comptes de 1464, 1465, 1473, 1477, 1478, 1487 : puis enfin en 1496, tout à coup, sans transition et sans avertissement, nous trouvons confondus en un seul compte, dans cette même collection des chaussées, et les comptes des chaussées et les comptes du greffe, qui continuent de l'être ainsi jusqu'à la fin, comme nous allons le voir sous le numéro suivant.

N° 4. *COMPTES DES CHAUSSÉES.* Ces comptes sont ceux que rendaient à l'Échevinage les deux échevins qui, outre le titre de *greffiers*, avaient celui de *gouverneurs des chaussées*. Les comptes du greffe justifiaient des deniers appliqués aux intérêts généraux de la cité; les comptes des chaussées justifient des deniers spécialement appliqués à la voirie. Les recettes se composent d'une espèce d'octroi perçu aux portes de la ville sur les divers objets

Arch. laing.
Tit. I.
§. III.

dont le transport s'effectue au moyen des routes; les collecteurs sont des fermiers auxquels l'Échevinage loue le droit de perception. Les mises ou dépenses roulent sur achats de matériaux, journées d'ouvriers, entretien d'outils employés à la réparation des chaussées.

La collection où ces comptes se trouvent réunis se compose de quarante-huit volumes in-folio, s'étend de 1355 à 1767, et peut se diviser en deux séries, la première comprenant cinq volumes, la seconde quarante-trois.

1°. Les cinq premiers volumes renferment des mains courantes sur papier, où les recettes et les mises sont consignées par les clercs de l'Échevinage au fur et à mesure des versements et des allocations. Les recettes sont successivement inscrites, souvent jour par jour et porte par porte, à dater du premier feuillet du volume. Les mises sont inscrites de même, à dater du premier feuillet de la seconde moitié du volume. Le premier volume, qui s'ouvre en 1355, est tenu avec beaucoup de désordre; les autres le sont avec plus de régularité. Le cinquième s'arrête en 1422 et court en même temps que le sixième volume (premier de la deuxième série) qui va de 1405 à 1429.

A la suite du premier volume de ces mains courantes, se trouve un compte que nous croyons devoir classer parmi les *deniers communs*, ainsi que le compte qui remplit le deuxième volume tout entier, le seul des cinq que nous n'ayons pu nous résigner à prendre pour une main courante. — Voyez plus bas, même Titre, §. III, n° 1 du Conseil de ville.

2°. La seconde série, qui à notre avis irait du vol. VI inclus au vol. XLVIII, comprend, non plus des mains courantes, mais les véritables comptes des chaussées. Cette série s'étend de 1405 à 1767. La plupart des comptes qu'elle renferme sont sur vélin, durant le xv^e siècle, et même durant une partie du xvi^e. Nous avons déjà dit qu'à dater du septième volume elle contient plusieurs comptes du greffe, et que ces comptes se fondent avec ceux des chaussées en 1496. Jusqu'en 1529, les deux échevins comptables s'intitulent : *échevins commis à la charge du greffe et gouvernement des chaussées*. A dater de 1530, ils ne prennent plus que le titre de *gouverneurs des chaussées*. A cela près, rien n'est changé dans leurs comptes jusqu'en 1636. De 1636 à 1767 rien n'y change non plus, si ce n'est que l'Échevinage étant uni au Conseil de ville, les gouverneurs rendent leurs comptes, non plus devant les échevins seuls, mais devant les *lieutenants, gens du conseil, et échevins de Reims, voyeurs, gouverneurs et administrateurs des chaussées et pavés*.

N° 5. COMPTES DES LÉPROSÉRIES. L'Échevinage possédait, et sans doute avait doté, deux léproseries dans Reims : l'une pour les hommes, dans le faubourg

Saint-Éloi, l'autre pour les femmes, dans le faubourg Sainte-Anne. L'Échevinage avait la surveillance de l'administration de ces deux laderies, et d'une justice qui dépendait de la première, dans le faubourg Saint-Éloi. Un bailli était préposé à l'exercice de la justice, et deux échevins à l'administration des laderies. Ceux-ci prenaient le titre de *Maîtres pourvêeurs de Saint-Ladre*, et rendaient les comptes de leur gestion devant leur corps. La collection de ces comptes, qui remplissent 29 volumes petit in-fol., dont 3 sur vélin et 26 sur papier, s'ouvre en 1336 comme celle des comptes du greffe, et se termine en 1632, vers l'époque où les léproseries furent réunies à plusieurs autres établissements de charité, dont les biens dotèrent l'hôpital général. Tous les papiers de ces établissements fondus en un établissement central sont devenus la propriété de celui-ci, et nous ne savons comment nos comptes sont demeurés dans les archives de l'Hôtel-de-Ville.

Pour la juridiction qui dépendait des échevins à Saint-Éloi, il faut voir plus bas, même Titre, §. v, n° 2, de l'Échevinage.

Arch. laïq.
Tit. I.
§. III.

§. IV. *Collections renfermant les comptes des deniers communs appliqués aux fortifications de la ville entière.*

Il ne reste qu'un seul registre pour constater les divers actes de la gestion des deniers communs, antérieurement à la création du Conseil de ville. Ce registre est de l'année 1346, et M. Hivert, qui l'a fait relier, l'a intitulé : *Compte des fortifications en 1346.*

Arch. laïq.
Tit. I.
§. IV.

N° unique. *COMPTES DES FORTIFICATIONS.* Nous n'avons pas besoin de dire avec quelle curiosité nous avons étudié ces comptes, les seuls où nous puissions entrevoir quels compromis légaux s'étaient opérés dans la cité entre les divers bans et corps de la ville pour contribuer à la défense commune, avant que la révolution de 1358 soumit les intérêts de tous à l'administration d'un seul corps. On y voit agir séparément, mais dans le même but, chacune des fractions qui, douze ans après, doivent se fondre dans le Conseil. Ainsi le ban de l'Échevinage, ainsi les bourgeois du chapitre, ainsi les clercs de toute espèce moins l'archevêque, contribuent également aux recettes, et se font rendre compte des mises. Les clercs non bénéficiés contribuent comme de simples bourgeois. Les clercs bénéficiés, réguliers ou séculiers, contribuent en masse pour les $\frac{1}{14}$ de la totalité des versements. On ne voit pas comment se répartissent les $\frac{13}{14}$ restant entre les autres contribuables ; on ne sait pas non plus dans quelle proportion le chapitre, Saint-Remi, et les autres ecclésiasti-

Arch. laiq.
Tit. f.
§. iv.

ques, contribuent aux $\frac{11}{100}$ de leur cotisation générale; à moins qu'on ne veuille en juger d'après la manière dont la répartition de ces $\frac{11}{100}$ s'opère entre les membres du clergé beaucoup plus tard, au xv^e siècle, lorsque les contributions pour la forteresse sont levées par le Conseil de ville.

Le compte des fortifications, en 1346, est un volume in-fol. de quatre-vingt-dix-sept feuillets, en papier. Il s'étend de la semaine où se trouve la fête de saint Vincent, à la semaine de la Division des Apôtres, à travers vingt-cinq semaines, dont neuf appartiennent à l'an 1346, et seize à l'an 1347. Dans les neuf premières semaines on dépense 1043⁷ 19⁶ 6¹. Dans les seize dernières on dépense 3154⁸ 3⁷. La mise la plus modique est celle de la première semaine; elle est de 25⁸ 13⁷. La plus élevée est celle de la dix-septième et de la dix-huitième semaine, dont la dépense réunie monte à 600⁷. Chaque semaine, les comptes sont dressés, à ce que nous croyons avoir entrevu (et la présence du compte de 1346 dans les archives de l'Échevinage vient corroborer nos présomptions), par le clerc de l'Échevinage, devant des digitaires du chapitre, de Saint-Remi, de Saint-Denis, et devant les représentants de l'Échevinage, des clercs non bénéficiés, des bourgeois du chapitre. — Il est à remarquer, d'ailleurs, que ce compte des fortifications est ouvert, l'année même où l'Échevinage obtient contre les clercs un arrêt célèbre par lequel Philippe VI force ceux-ci à contribuer aux frais de la forteresse, dans la proportion de vingt-huit du cent.

Pour compléter ce que nous venons de dire sur la gestion des intérêts communs par l'Échevinage, il faut se reporter à ce que nous dirons de la gestion de ces mêmes intérêts par le conseil de ville, même Titre, §. III, n° 1, du Conseil.

§. v. *Collections composées des divers actes de juridiction émanés de l'Échevinage et des juridictions rivales de la sienne, dont il reste trace dans ses archives* ¹.

Arch. laiq.
Tit. I.
§. v.

Les registres que nous comprenons sous ce titre peuvent être rangés en trois

¹ Toutes les collections dont nous allons nous occuper dans ce §, ont été inventoriées par M. Hivert en 1850. Nous avons donc tort en apparence de les ranger parmi les archives non inventoriées. Mais comme nous n'avons pu adopter le classement de M. Hivert, et comme son catalogue, qu'il aurait sans doute modifié s'il avait eu le temps de prendre une connaissance complète du car-

tulaire, ne ressemble en rien à l'inventaire que nous donnons ici, ainsi qu'on peut s'en assurer en se reportant plus bas, au Tit. III, nous avons cru pouvoir réunir aux registres non inventoriés les registres de la série judiciaire, sauf à reconnaître ici tout le fruit que nous avons tiré du premier travail de M. Hivert, et des remarques que ce travail lui avait suggérées.

classes, 1°. Registres où sont consignés les actes des juridictions où les échevins siègent comme assesseurs; 2°. Registres où sont consignés les actes des juridictions où les échevins et les délégués de l'Échevinage siègent comme juges; 3°. Registres où sont consignés les actes relatifs au bourgeois de l'Échevinage, mais émanés des tribunaux de la royauté.

Arch. hist.
Th. I.
§ v.

N° 1. REGISTRES DES JURIDICTIONS OÙ LES ÉCHEVINS SIÈGENT COMME ASSESSEURS. Depuis la charte donnée en 1182 par Guillaume-aux-Blanches-Mains, les bourgeois de l'Échevinage, lorsqu'ils comparaissaient devant les officiers de l'archevêque pour autres faits que ceux de meurtre, de vol, de trahison, avaient droit de n'être jugés que d'après un verdict rendu par les échevins. Ceux-ci siégeaient dans tous les tribunaux du suzerain, du moment où un bourgeois y était mis en cause. Ces tribunaux étaient au nombre de quatre : 1°. le bailliage ducal et la prévôté ducal; 2°. les mairies ducales de la Conture et de Venisse. Occupons-nous d'abord des deux premiers, qui étaient de beaucoup les plus importants.

1°. BAILLIAGE DUCAL ET PRÉVÔTÉ DUCALE. Ces deux tribunaux siégeaient dans la forteresse féodale, dans le château de Porte-Mars, jusqu'en 1384. A dater de cette époque jusqu'en 1671, leurs plaids se tenaient, tantôt dans le château, tantôt dans la loge de la Pierre au Change, maison située au coin de la rue du Tambour, sur le marché. Mais durant cette dernière période, de grands changements s'opérèrent dans les attributions de l'Échevinage. De jurés, les échevins devinrent juges, par suite d'arrêts que rendit, en 1541 et 1546, le parlement de Paris, dont la bonne foi avait été surprise. En vertu de ces arrêts, les officiers de l'archevêque n'avaient plus, au tribunal des échevins, qu'un droit de présence, pour s'assurer que les affaires dont on s'y occupait ne rentraient dans aucun des trois cas exceptés par la charte de 1182. L'archevêque Louis de Guise ayant voulu ressaisir ses droits vers 1583, il intervint, en 1585, un arrêt favorable aux prétentions de l'Échevinage. Mais en 1639, trois ans après la réunion de ce corps au Conseil de ville, le Conseil de ville cédant aux poursuites d'Henri de Lorraine, consentit, par une transaction du 26 juin, à ce que les échevins rendissent la justice au nom de ce dernier, et sur les réquisitions de son procureur fiscal. Ce ne fut pas tout; une seconde transaction conclue en 1670 entre le Conseil de ville et Maurice le Tellier, décida que désormais toute justice serait rendue aux bourgeois de l'Échevinage par le bailli ducal, *sauf, si les parties requéroient le renvoi devant les échevins, à remettre la cause à l'audience du mercredi, à laquelle deux échevins seroient tenus de com-*

Arch. laïq.
Tit. I.
§. v.

rottre pour les juger conjointement avec le bailli, sinon seroit passé outre.

Cette transaction, quelque dures qu'en fussent les clauses, rétablissait, il faut bien l'avouer, l'Échevinage dans ses conditions primitives; mais dès lors, soit que les échevins, dont l'orgueil était vivement blessé, aient négligé de profiter des réserves faites en leur faveur, soit que la bourgeoisie elle-même ait omis de réclamer l'intervention de ses magistrats, nous voyons le bailli de l'archevêque siéger seul dans son auditoire, qui, dès 1671, est définitivement transporté dans la cour du palais archiépiscope.

Les actes de la juridiction exercée par les échevins dans le bailliage ducal et dans la prévôté, soit comme assesseurs, soit comme juges, sont contenus dans le Livre Rouge, dans une collection composée de vingt-neuf registres, dans trente-quatre cartons, et enfin dans un volume intitulé : *Jurisdiction volontaire, Protocoles.*

Les actes que renferment le Livre Rouge et les vingt-neuf registres se répartissent eux-mêmes en trois séries. Les actes contenus dans les cartons n'en forment qu'une, ainsi que le volume où sont consignés les actes de juridiction volontaire.

Plaids en baillie et en prévôté. La collection qui porte ce titre ne s'ouvre qu'en 1332, mais il faut en chercher la première partie dans le cartulaire A ou Livre Rouge de l'Échevinage, qui, ainsi que nous l'avons dit plus haut, renferme les principales sentences rendues par les échevins en baillie et en prévôté, depuis 1248 jusqu'en 1323. La seconde partie commence au premier et s'étend jusqu'au seizième des vingt-neuf registres dont nous avons parlé. Elle s'ouvre, avons-nous dit, en 1332, c'est-à-dire neuf ans après l'époque où s'arrête le Livre Rouge. Elle s'arrête elle-même en 1392.

Le premier registre court du vendredi avant la mi-août 1332 au vendredi avant l'Ascension 1335. Ce registre comme la plupart des suivants n'est à proprement parler qu'un plumitif; à cette époque il n'y avait pas d'autres minutes. D'ailleurs la confusion y règne et l'on y trouve mélangés des plaids de la baillie et des plaids de la prévôté en grand nombre, des plaids de la mairie de la Couture et des actes de juridiction volontaire en très petite quantité; les *exploits* ou actes de juridiction du bailli et du prévôt sont non seulement mêlés aux autres actes que nous venons d'indiquer, mais ils se confondent souvent, même entre eux; et bien que les attributions du bailli et du prévôt paraissent d'ailleurs fort distinctes, ces deux magistrats signent parfois ensemble leurs exploits. Les plaids ont lieu en présence de deux, de trois, de quatre et même de six échevins, habituellement

le vendredi et le mardi de chaque semaine, rarement le lundi, les autres jours étant probablement réservés aux causes des sujets des châtellenies et des autres sujets de l'archevêque que le bailli et le prévôt jugeaient sans assesseurs. La procédure criminelle, la plus importante de celles dont ces volumes contiennent les actes, nous paraît assujettie aux règles suivantes. Le bailli peut d'office poursuivre les crimes. Les parties civiles sont appelées solennellement à former leurs plaintes; leur silence, ou même leurs déclarations favorables à l'accusé ne suffisent pas pour le faire mettre en liberté. Alors seulement il est admis à purger son accusation en comparaisant cinq fois aux plaids de la baillie à quinze jours d'intervalle, et en attendant pendant une heure pour répondre à quiconque voudrait l'attaquer, *après cri haut et clair* fait par le sergent du crime dont il est soupçonné. Si personne n'élève la voix contre lui, on le laisse libre, pourvu qu'il promette de se représenter. — Ce que nous venons de dire se rapporte surtout à cette partie du volume qui contient le plumeux confus de toutes les séances, et par conséquent de toute la procédure, des tribunaux dont les échevins se trouvaient assesseurs. Il nous reste à parler des autres actes que contient surtout la dernière partie du registre, et qui sont pour la plupart le résultat de cette procédure. Les principaux sont les verdicts ou *droits* des échevins. Ces verdicts, rendus en 1333, 1334, 1335, se trouvent réunis au nombre de 25, dans les fol. 121, 122, 123. Ils sont absolument de la nature de ceux que contient le Livre Rouge, ce qui confirme l'opinion où nous sommes que ce cartulaire renferme les *droits* les plus mémorables, rendus à dater de 1248, et sans doute consignés dans des registres maintenant perdus, mais en tout semblables à celui que nous analysons. La seconde série d'actes qu'offrent les dernières pages de notre volume sont des actes de juridiction volontaire, du genre de ceux qui se consomment maintenant par devant notaire. Des bourgeois qui désirent assurer la validité d'un contrat, viennent faire insérer ou constater leurs titres dans les registres de l'Echevinage. Ils comparaisent pour cela par devant les échevins, assistés d'un sergent du bailliage *comme justice*. Un autre genre d'actes qui maintenant émaneraient de nos justices de paix sont désignés par le nom d'*asseuremens*, et se trouvent au nombre de neuf, fol. 130; des parties ennemies se cautionnent mutuellement *bonne paix* par devant le bailli, *présents les échevins*. Enfin des actes qui ressortiraient maintenant du ministère de nos huissiers, se trouvent fol. 124, 125, au nombre de quarante-sept. Ils sont intitulés *injonctions*. Le bailli, en présence des échevins, enjoint à des débiteurs de s'acquitter des dettes

Arch. laig.
Tûl. I.
§ v.

Arch. laiq.
Tit. I.
§. v.

qu'ils ont contractées. — Le fol. 129, verso, contient un acte, le seul de sa nature que nous ayons pu découvrir, malgré des recherches prolongées. Le voici : « L'an m. ccc. xxxiii,.... Mahieus Chamberlain, prévost de Laon, « relaiissa P. Chastelet, bourgeois de Reims, de son adjournement, présens « J. Guespin et H. Le Large, eschevins de Reims, jusques à son rappel, si « comme ledit J. Guespin le dit. » — « Le mesme jour au soupper relaiissa « ledit prévost de Laon, ledit Chastelet doudit adjournement, tout à plain ; « présens R. Cauchou, et G. Lescot, eschevins de Reims, et M^r Robert de « Tagnon. » — Cet acte est le seul trait de lumière qui éclaire les relations de l'Échevinage et des officiers royaux avant le xv^e siècle. Il nous apprend en même temps, et que les échevins siégeaient comme assesseurs à Reims près de ces officiers, et que le roi avait un prévôt forain dans notre cité au commencement du xiv^e siècle, ou du moins que le prévôt de Laon transportait parfois son tribunal à Reims, avant l'établissement du prévôt forain que nous y rencontrerons tout à l'heure.

Le deuxième registre de cette collection, semblable au précédent par sa disposition, s'ouvre le vendredi après les octaves de Noël 1343 ; il se clôt la lundi avant la Saint-Nicolas d'hiver 1344.

Le troisième registre s'ouvre après Pâques 1348, et se clôt le vendredi après la Notre-Dame de septembre 1349.

Le quatrième registre nous offre un commencement d'ordre. Le greffier l'ouvre par les deux extrémités, et consigne d'un côté les plaids du bailliage, de l'autre ceux de la prévôté, et les actes des deux juridictions vont ainsi désormais séparés. Les plaids de la prévôté sont de beaucoup les plus nombreux et remplissent les quatre cinquièmes de la collection. Dans ce volume, les plaids en baillie s'ouvrent le samedi après la Toussaint 1350, et se closent le vendredi après la Saint-Martin d'hiver 1351. Les plaids en prévôté vont du vendredi après la Saint-Luc 1350, au mardi veille de Saint-André 1351.

Cinquième registre. 1^{re}. Plaids en baillie, du samedi avant la Conception 1351, au vendredi après Noël 1352. 2^{re}. Plaids en prévôté, du vendredi après la Saint-Nicolas d'hiver 1351, au lundi après la Saint-Vincent 1352.

Sixième registre. 1^{re}. Plaids en baillie, du jeudi après la Chandeleur 1359, au vendredi après les Brandons 1360. 2^{re}. Plaids en prévôté, du mardi après la Chandeleur 1359, au lundi avant la mi-careme 1360.

Septième registre. 1^{re}. Plaids en baillie, du samedi vigile de Saint-André 1363, au vendredi avant Pâques fleuries 1365. 2^{re}. Plaids en prévôté, du mercredi après la Saint-Luc 1363, au dernier jour de mars 1365.

Huitième registre. 1°. Plaid en baillie, du vendredi après la Saint-Pierre 1367, au lundi avant Noël 1368. — Le commencement des plaids en baillie a été détruit par l'humidité. 2°. Plaid en prévôté, du lundi avant la Pentecôte, l'an 1367, au lundi veille de Saint-André 1368.

Arch. lat.
Tit. I.
§ v.

Neuvième registre. 1°. Plaid en baillie, du vendredi après la Saint-Jean 1376, au onze mars 1377. 2°. Plaid en prévôté, du huit juillet 1376 au jeudi dix-huit mars 1377.

Dixième registre. 1°. Plaid en baillie, du vingt-neuf mars 1378 au mardi après la Saint-Denis 1379. 2°. Plaid en prévôté, du lundi vingt-deux mars 1377 à la veille de Saint-Luc 1379.

Onzième registre. 1°. Plaid en baillie, du vingt-quatre septembre 1384 au vingt décembre 1385. 2°. Plaid en prévôté, du vingt septembre 1384 au mardi lendemain du jour de l'an, second jour de janvier 1385.

Les plaids, tenus jusqu'alors au château de Porte-Mars, sont presque tous tenus, à compter du 20 septembre 1384, en la Logo au Change.

Douzième registre. 1°. Plaid en baillie, du douze septembre 1386 au six août 1387. — M^r Jehan la Vieille, licencié en droit canon et civil, bailli en 1386, nous paraît le premier bailli qui ait été homme de robe. 2°. Plaid en prévôté, du douze septembre 1386 au six août 1387.

Treizième registre. 1°. Plaid en baillie, du seize août 1387 au 19 août 1388. 2°. Plaid en prévôté, du dix-neuf août 1387 au dix-sept août 1388.

Quatorzième registre. 1°. Plaid en baillie, du deux septembre 1388 au vingt-cinq novembre 1389. — Cinq plaids de la baillie des mois de septembre et octobre 1389 sont tenus au château de Porte-Mars. 2°. Plaid en prévôté, du 1^{er} septembre 1388 au lundi veille de Saint-André, pénultième jour de novembre 1389.

Quinzième registre. 1°. Plaid en baillie, du vingt-six janvier 1390 au six septembre 1391. — Plusieurs des plaids en baillie sont tenus en Porte-Mars. 2°. Plaid en prévôté, du dix-huit mars 1390 au cinq septembre 1391. — Les premiers feuillets manquent.

Seizième registre. 1°. Plaid en baillie, du vingt septembre 1391 au douze décembre 1392. 2°. Plaid en prévôté, du mardi après la Notre-Dame de septembre 1391 au dix-sept décembre 1392.

Plaids en baillie. La collection des plaids soit en baillie, soit en prévôté, se compose, nous le savons, de 29 registres. Dans les 16 premiers dont nous venons de nous occuper, ces plaids s'offrent confondus d'abord, et ensuite réunis. Dans les 13 dont il nous reste à parler, ils sont recueillis séparé-

Arch. hisq.
Tit. I.
§ v.

ment, les plaids en baillie, dans les registres 17, 18, 19, 20; les plaids en prévôté, dans les neuf derniers. Voici l'indication des actes que contiennent les quatre registres des plaids en baillie.

Dix-septième registre. Plaids du quatorze octobre 1394 au seize avril 1399.

Dix-huitième registre. Plaids du vingt-cinq novembre 1412 au 29 octobre 1432. — Le plaid du 25 novembre est intitulé : « Plaids tenus ou chastel de « Porte-Mars à Reins, par honorable homme et sage maistre Aubry le Vayon, « commis de par le roi nostre seigneur, au gouvernement du bailliage de « Reins, le temporel de l'archevesque estant en la main du roi nostre sire, « es requestes du cardinal de Saluces, en présence de maistre Pierre de Mont- « faulcon et Jehan de Châlons, eschevins de Reins. » Néanmoins la plupart des plaids sont tenus en la Loge au Change. On trouve à la fin du registre divers actes de 1422.

Dix-neuvième registre. Plaids du dix-huit décembre 1432 au treize juin 1465. — Le premier feuillet est signé par Quatresols, greffier de l'Echevinage.

Entre le dix-neuvième registre et le vingtième se place un cahier contenant les plaids en baillie du mois de mai 1474 au vingt-quatre avril 1475. — M. Hivert l'a classé dans le premier carton de la juridiction.

Vingtième registre. Plaids du vingt-neuf août 1493 au deux août 1496.

Dans ces plaids, la présence des échevins et le lieu où la justice est rendue ne sont pas mentionnés.

Plaids en prévôté. Les registres séparés ouverts pour la prévôté s'étendent de 1400 à 1516.

Vingt et unième registre. Plaids du vingt-sept avril 1400 au dix-neuf septembre 1401.

L'intitulé des plaids, à peu près le même que dans le recueil précédent, est ainsi conçu : « *Plaids tenus en l'auditoire de la Loge au Change, ou en « l'auditoire du prévost en la Loge au Change, par . . . prévost, pré- « sent . . . eschevins (au nombre de deux) le* »

Vingt-deuxième registre. Plaids du vingt-six septembre 1401 au deux juin 1404.

Vingt-troisième registre. Plaids du vingt-sept juillet 1406 au seizième juillet 1408.

Vingt-quatrième registre. Plaids du lundi trois décembre 1412 au vingt-deux juin 1417. — Quelques plaids sont tenus en cour du Palais. Les derniers feuillets du volume manquent.

Vingt-cinquième registre. Plaids du neuf août 1428 au treize avril 1439.

— Au bas de la dernière page du registre on trouve la signature *Quatresols*; Arch. laiq. c'est celle du greffier de l'Echevinage. Ce registre est le premier et le seul de Tit. I. la prévôté qui soit signé. §. v.

Vingt-sixième registre. Plaids du quatre mai 1439 au dix juillet 1452. — Le cahier couteauant les plaids du 18 novembre 1443 au 15 décembre 1444 manque; le registre, composé de cahiers détachés, n'est pas complet.

Vingt-septième registre. Plaids du vingt-trois septembre 1465 au vingt mai 1477. — On lit sur la couverture en parchemin : « *Ordinaire en prévosté par-devant M^r les eschevins de Reins, pour les ans....* » Les plaids sont intitulés : *Plaids tenus en l'ordinaire en la Loge au Change à Reins, par honorable homme et sage Jehan Choilly, prévost, présens.... eschevins* » (au nombre de deux). Le registre n'est pas complet.

Vingt-huitième registre. Plaids du premier février 1478 au sept novembre 1487. — Le commencement et la fin du registre manquent.

Vingt-neuvième registre. Plaids du six octobre 1505 au neuf février 1516. — Ce volume est intitulé : « *Registre des plaids tenus en l'ordinaire par le prévost et les eschevins de Reins....* » Il n'est pas complet.

Le recueil des plaids du prévôt ne va pas au-delà de l'année 1516; sa juridiction ne fut néanmoins supprimée qu'en 1563, conformément à l'édit de Roussillon.

Actes du bailliage ducal en cartons. De 1496, époque où s'arrêtent dans nos registres les plaids en baillie, jusqu'en 1576, époque où nous allons retrouver dans une autre collection quelques uns de ces actes, nous n'avons pu découvrir aucune trace de la juridiction qu'exerçaient les échevins dans le bailliage, ni même aucune minute de leurs jugements avant 1618. Cette lacune est d'autant plus regrettable, qu'à dater du milieu de la période qu'elle embrasse, les échevins émancipés, d'assesseurs deviennent juges — De 1576 à 1670, tout ce qui nous reste des papiers du bailliage ducal a été classé par M. Hivert dans trente-quatre cartons, en neuf catégories dont voici l'énoncé.

Cart. 1. Plumitifs du bailliage ducal, de 1585 à 1593. Cahier informe et en mauvais état.

Cart. 2 à 20. Jugements. Affaires ordinaires, 1607-1670.

Cart. 21 et 22. Jugements, causes extraordinaires, 1607-1670.

Cart. 23. Rapports, distributions, informations au criminel, enquêtes, 1600-1670.

Cart. 24 à 29. Comptes de tutelle, 1576 à 1680.

Cart. 30, 31. Adjudications d'immeubles, 1609-1670.

Arch. laiq.
Til. 1
§ v.

Cart. 32. Actes de successions, 1621-1662.

Cart. 33, 34. Pièces diverses, 1610-1670.

A dater de 1670, les échevins s'étant retirés du bailliage ducal, les archives de celui-ci demeurèrent dans le greffe de l'archevêché, et furent déposées à la fin du dernier siècle au greffe du tribunal de district, aujourd'hui remplacé par le tribunal civil de première instance de l'arrondissement. Elles s'y trouvent réunies à celles des juridictions royales, du bailliage et présidial, de la justice consulaire, de la maîtrise des eaux et forêts, du siège de la maréchaussée, du tribunal de l'élection, de la juridiction du grenier à sel, de la juridiction de la monnaie, de la juridiction des traites foraines, et avec celles des justices seigneuriales, du chapitre, du vidame, du trésorier, de Saint-Remi, de l'aumônier de Saint-Remi, de Saint-Denis, de Saint-Nicaise, de Saint-Timothée, de Saint-Pierre-les-Dames, de Saint-Maurice, du Temple, de Muire; enfin avec celles de l'officialité métropolitaine et de l'officialité diocésaine.

Juridiction volontaire, Protocoles. Le volume ainsi intitulé contient des actes semblables à ceux que nous avons vus consignés dans les dernières pages des premiers registres de la collection intitulée : *Plaids en baillie et en pré-vôté*. A mesure que l'ordre se sera introduit dans cette collection, les actes de juridiction volontaire en auront été sans doute écartés pour être insérés dans des registres à part, dont malheureusement la presque totalité a disparu. Il n'en reste qu'un seul, commencé en 1406, et s'arrêtant à 1412. Le greffier chargé de ce registre l'a ouvert par les deux extrémités : d'un côté se trouvent inscrites, dans cent quatre fol., des procurations, actes les plus nombreux de la collection, des ventes, des transactions, des déclarations de témoins, etc., etc.; de l'autre côté sont consignés, sur trente-six fol., des obligations, et des procès-verbaux de non comparution d'individus cités en justice.

On le voit, la collection à laquelle appartiennent les cinq séries que nous venons de parcourir, est la plus ancienne et la plus complète de l'Échevinage, car sauf cette lacune qui s'étend de 1496, ou plutôt de 1516 à 1576, elle nous offre de 1248 à 1670 tous les actes de juridiction contentieuse ou volontaire auxquels l'Échevinage prit part dans les deux principaux tribunaux de l'archevêque. Voyons maintenant quelle part il prenait aux actes consommés dans les tribunaux moins importants de la mairie de la Couture et de la mairie de Venise.

2°. *MAIRIES DUCALES DE LA COUTURE ET DE VENISE.* Guillaume de Champagne ayant concédé le terrain de la Couture pour y construire un bourg

(1183), voulut, afin d'en hâter la colonisation, accorder d'assez grands privilèges à ceux qui viendraient s'y fixer. L'un de ces privilèges fut le droit d'être jugé par un maire en première instance. Arch. hist. Tit. I. §. v.

Cui Paré, imitant Guillaume de Champagne, colonisa, en 1205, le terrain de Venisse situé entre la rue des Moulins de Saint-Remi et le Jard, et concéda également à ceux qui vinrent s'y fixer le droit d'être jugés par un maire en première instance.

Une sentence arbitrale de Saint-Louis, sentence dont on peut voir le texte dans notre recueil, p. 606, à la date de janvier 1236, reconnaît et consacre ce privilège des deux bourgades nouvelles.

La charte de 1183 ne fait connaître ni le mode de nomination, ni la compétence du maire de la Couture, mais celle de 1205 nous apprend que le maire de Venisse était nommé par l'archevêque, à qui il prêtait serment de fidélité, qu'il connaissait des causes civiles sans exception, des criminelles jusqu'à sept sous et six deniers; et qu'enfin il était choisi parmi les habitants du bourg, s'il s'en trouvait de capables. Indépendamment de leurs franchises particulières, les habitants de Venisse et de la Couture jouissaient des franchises du ban de l'archevêque, et faisaient partie de l'Échevinage. En conséquence leurs maires, officiers de l'archevêque, et investis de fonctions à peu près semblables à celles du prévôt ducal, ne pouvaient, non plus que le prévôt ducal, tenir les plaids qu'avec l'assistance de deux échevins. Leurs tribunaux, comme celui du prévôt, ressortissaient du bailliage ducal, et sans doute aussi comme le tribunal du prévôt, furent supprimés vers 1563 en conséquence de l'édit de Roussillon.

Les registres qui contiennent les actes des deux mairies de la Couture et de Venisse sont au nombre de trois. Ils ne sont point signés. L'écriture est celle du clerc de l'Échevinage. Ils sont commencés par les deux extrémités, et contiennent d'un côté les plaids de la Couture, de l'autre les plaids de Venisse. — Le premier volume renferme : 1°. les plaids de la Couture, de juillet 1355, au mois d'août 1363. On se rappelle que dans les premiers volumes des *plaids en baillie et en prévôté*, se trouvent quelques plaids de la Couture antérieurs à cette époque. 2°. Les plaids de Venisse, de mars 1359 à juin 1362. Le commencement de ces plaids est perdu. — Le second volume renferme : 1°. les plaids de la Couture, du 8 juillet 1384 au 16 juin 1391. 2°. Les plaids de Venisse, du 18 novembre 1384 au 4 août 1392. — Le troisième volume contient : 1°. les plaids de la Couture, du 7 juillet 1391 au 14 février 1398. 2°. Les plaids de Venisse, de novembre 1392 au 10 jan-

Arch. laiq.
Tit. I.
§. v.

vier 1398. Le commencement des plaids de Venisse manque; quelques uns de ceux de la Couture sont tenus par le lieutenant du maire.

A ces registres il faut joindre le cart. 37 de la juridiction, où M. Hivert a déposé un cahier des plaids de la Couture, du 15 janvier 1493, au 27 mai 1519. La fin de ce cahier est lacérée.

N° 2. REGISTRES DANS LESQUELS SONT CONSIGNÉS LES ACTES DES JURIDICTIONS OÙ LES ÉCHEVINS ET LES DÉLÉGUÉS DE L'ÉCHEVINAGE SIÉGEAIENT COMME JUGES.

Les échevins siégeaient comme seuls juges au buffet de l'Échevinage. Un maire ou bailli, délégué des échevins, siégeait seul dans le bourg de Saint-Eloi.

1°. JURIDICTION DU BUFFET DE L'ÉCHEVINAGE. Avant 1636, douze échevins, après 1636, six échevins, présidés par l'un d'eux qui avait le titre de prévôt, siégeaient à un bureau ou buffet où ils exerçaient sans contrôle les fonctions administratives et judiciaires que suppose le plein exercice du droit de police et de voirie. Ils instituaient et destituaient les divers agents chargés d'inspecter le débit des denrées et leur qualité; ils délivraient les lettres de bourgeoisie, surveillaient les constructions, empêchaient qu'elles ne nuisissent à la circulation, ou qu'elles ne troublassent la sécurité publique; et sur toutes ces matières ils connaissaient du contentieux et des contraventions commises. Ces belles attributions, qui à notre avis sont un legs précieux de la municipalité romaine à l'Échevinage, furent presque entièrement respectées jusqu'en 1699. A cette époque, la royauté ayant, en vertu de son plein pouvoir, créé pour les vendre des offices de lieutenants de police dans toutes les villes du royaume, mit cette charge à l'enchère dans la ville de Reims. L'Échevinage réclama vainement, ou plutôt le Conseil de ville ne réclama que mollement au nom de l'Échevinage. Les officiers du bailliage royal offrirent 100,000 livres du nouvel office; mais l'archevêque, Maurice Le Tellier, eut le crédit de se le faire adjuger pour 30,000 livres. Il en investit son bailli. Dès lors, la juridiction du buffet reçut un coup funeste, et ne put sauver du naufrage, outre son droit de voirie, que celui d'instituer quelques agents, de surveiller le débit du poisson de mer, etc., etc. Encore l'exercice de ces attributions lui fut-il disputé dans une série de procès acharnés, dont les débats remplissent l'histoire de Reims durant tout le xviii^e siècle.

Nous avons dit plus haut (même Tit., §. II de l'Échevin.) quelles traces res-

taient dans nos archives des actes d'administration consommés au buffet de l'Échevinage. Il ne nous reste à parler ici que de la collection où sont réunis les actes de juridiction exercés à ce même buffet. Quelques uns de ces actes, avons-nous dit, se trouvent consignés dans les registres intitulés : *Conclusions du buffet*. Tout ce que ne contiennent pas ces registres a été réuni par M. Hivert en deux cartons. — Le premier (35^e de la juridiction) renferme 1^{er}. un cahier contenant les décisions du buffet de février 1479 à février 1480; 2^e. un cahier courant d'avril 1511 à mars 1530, et contenant les ordonnances qui prescrivent la visite et l'admission aux léproseries des personnes soupçonnées d'être atteintes de la lèpre. Ces ordonnances émanent d'un seul échevin prenant la qualité de juge. 3^e. Trois liasses contenant des feuilles d'audience de la juridiction du buffet et des pièces de procédure de 1613 à 1635. — Le second carton (36^e de la juridiction) contient, 1^{er}. une liasse où sont les feuilles d'audience et pièces de procédure, de 1654 à 1670; 2^e. une liasse où se trouvent les taxes de dépens faits au buffet, de 1600 à 1670; 3^e. quatre registres des causes d'audience et autres actes du buffet, de 1772 à 1783.

2^e. MAIRIE ET BAILLIAGE DE SAINT-ÉLOI. Cette juridiction appartenait à la léproserie des hommes établie dans le faubourg de Saint-Éloi, aujourd'hui faubourg d'Épernay, et s'étendait sur tout ce faubourg. Avant le xvii^e siècle, le maire ou bailli recevait ses provisions des deux échevins administrateurs des léproseries. En 1633 la réunion des léproseries à l'Hôpital-Général fut décidée en principe; elle fut consommée en 1651 : mais la justice de Saint-Éloi n'en demeura pas moins à l'Échevinage; seulement le maire ou bailli fut dès lors institué par les échevins et gens du Conseil, en présence des administrateurs de l'Hôpital-Général.

Les actes de cette juridiction ont été réunis par M. Hivert dans le carton 37 de la juridiction. Ce sont des jugements qui s'étendent de 1658 à 1770.

N^o 3. REGISTRES QUI CONTIENNENT DES ACTES RELATIFS AUX BOURGEOIS DE L'ÉCHEVINAGE, MAIS ÉMANÉS DES JURISDICTIONS ROYALES RIVALES DE L'ÉCHEVINAGE.

A dater du xiii^e siècle, époque où notre cité entre en relation avec les baillis de Vermandois, jusqu'en 1523, époque où François I^{er} érige à Reims un bailliage royal *éclipsé* de celui de Laon, l'histoire des rapports établis entre les officiers royaux de Laon et les bourgeois du ban de l'Échevinage ne se présente à nous que d'une manière fort obscure, et la destruction des archives du bailliage de Vermandois nous interdit l'espoir de dissiper cette

Arch. inq.
Tit. I.
§ v

Arch. laiq.
Tit. I.
§. v.

obscurité. Quelques unes des pièces que nous avons recueillies permettront cependant d'entrevoir que la bourgeoisie fut d'abord plaider ses causes à Laon même, qu'elle obtint ensuite de les porter directement au Parlement; que les bourgeois eurent souvent affaire individuellement au prévôt du bailliage de Laon; que ce prévôt se rendait parfois à Reims, au moins à dater du xiv^e siècle; que bientôt il y envoya un représentant sous le titre de prévôt forain; qu'enfin ce prévôt forain finit par se fixer dans la cité même. Nous avons vu plus haut un acte, le seul de son espèce, dans lequel les échevins de Reims figurent comme assesseurs du prévôt de Laon.

Tout ce qui reste des actes de cette juridiction a été réuni par M. Hivert dans le carton n^o 1 de la juridiction. Ce carton renferme, 1^o. un rouleau de parchemin de onze pieds de long, signé par le greffier, et contenant le relevé des défauts donnés à la prévôté foraine de Laon du 24 mars au 19 octobre 1474. 2^o. Un cahier en parchemin, de trois feuilles, contenant le même relevé, du 1^{er} décembre 1474 au 23 juin 1475. Au dos on lit : « Roolles de la prévosté » foraine de Laon, pour trois ans. » 3^o. Un placard en parchemin, en tout semblable au précédent, mais commençant en février 1477. Ces trois états sont dressés pour faciliter le recouvrement des amendes. 4^o. Un cahier en parchemin, de quinze feuilles, petit in-folio, intitulé : « Amendes venues et » escheues au roy nostre sire à cause des defaulx, litiscontestacions et sentences diffinitives, taxées et adjugies par hault et poissant seigneur M^{re} le » baillly de Vermendois, ou son lieutenant en son siège et auditoire de Laon, » depuis le xii^e jour de mars m. cccc. lxxvii. jusques à ... (sic). Extraictes » par moy Jehan Gamelin, greffier juré audit bailliage, des registres dudit » auditoire, à la requeste de noble homme Jehan Gigault, lieutenant et » commis de par M^{re} de Boussut, prévost forain de Laon, à l'exercice de la » prévosté es élections de Reins, Chaalons, et pays à l'environ.... »

Le relevé s'étend du 13 mars 1477 au 4 juin 1479.

CONSEIL DE VILLE.

Après avoir parcouru les cinq paragraphes consacrés aux collections où les actes de l'Echevinage demeurent distincts, il reste à parcourir les trois paragraphes réservés aux collections où demeurent distincts les actes du Conseil de ville.

§. 1. *Cartulaires où se trouvent réunis les titres des diverses attributions du Conseil de ville.*

Arch. laïq.
C. Tit. I.
§. 1.

Deux volumes seulement peuvent être considérés comme des cartulaires du Conseil de ville. Le premier, que nous appellerons le cartulaire F du Conseil, est un in-folio de trois cent quatre-vingt-treize feuillets, en papier. En voici le titre : « Registre où sont transcrits les lettres, actes, et arrestz ob-
« tenus au prouffict de la ville et aultres ; ensemble les escritures de mémoires
« concernant les procès et aultres affaires communs de ladicte ville, et nottes
« des actes et tiltres quy seront tirés du cartulaire pour envoyer à Paris ou
« ailleurs à ceux quy auront la conduicte et direction des affaires de ladicte
« ville ; commençant en mars 1651. » — On voit que le Conseil de ville s'y est pris fort tard pour rédiger une collection de ses titres. — Le second volume, que nous pouvons considérer comme un cartulaire du Conseil, appartient au Cabinet des manuscrits de la bibliothèque de Reims. Il y est classé parmi les portefeuilles sous la lettre Y. Il est à peu près complètement écrit de la même main que le cartulaire F. On peut voir plus bas, Biblioth., Tit. I, §. 1v, n° 17, l'indication des principales pièces qu'il contient.

§. II. *Collections renfermant, confondus, les actes d'administration civile, de juridiction, de gouvernement militaire, émanés du Conseil de-ville.*

Arch. laïq.
C. Tit. I.
§. II.

Ces actes forment une collection de quatre-vingt-sept volumes in-folio, intitulée : *Conclusions du Conseil*, et remplissent le trente-septième des cartons classés par M. Hivert.

N° 1. *CONCLUSIONS DU CONSEIL.* Le Conseil de ville, né en 1358 d'une révolution, comme nous l'avons dit, dépouilla pour toujours les seigneurs féodaux du pouvoir militaire et d'une partie de leur juridiction financière dans l'enceinte de la cité. Il dépouilla en même temps l'Échevinage de la plus importante de ses attributions, en s'emparant de la gestion des intérêts généraux et de presque toute l'administration des finances de la communauté. Dès lors les actes émanés de ce pouvoir révolutionnaire durent être consignés sur des registres. Malheureusement les plus anciens de ces registres ont disparu de nos archives ; car, au lieu de s'ouvrir en 1358, la collection des conclusions du Conseil ne commence qu'en 1422, c'est-à-dire au moment où le Conseil, à la faveur de l'invasion anglaise, donne à son usurpation tous les dévelop-

Arch. laïq.
C. Tit. L
§. n.

pements qu'elle n'avait pu d'abord recevoir. A dater de 1422, le recueil des conclusions ne s'arrête plus qu'en 1793. C'est là désormais que se retrouve toute cette vie intérieure de la cité qu'un siècle plus tôt il faut étudier dans les registres du greffe de l'Échevinage. On l'y retrouve d'autant plus complète que les seigneurs les plus influents de la ville siègent dans le Conseil, que tous les bans y sont représentés, que le pouvoir central entre directement en communication avec ce corps révolutionnaire, et que le gouvernement militaire lui est confié; toutes choses que n'avait pu obtenir l'Échevinage.

Malheureusement la collection offre quelques lacunes, surtout dans les six premiers volumes, qui vont de 1422 à 1528; ainsi l'on n'y trouve point les conclusions suivantes: — du 6 janvier 1423 au 18 avril 1424, — du 11 septembre 1424 au 6 janvier 1425, — d'avril à juin 1425, — du 5 avril 1430 au 12 août 1433, — de 1435 au 23 février 1469, — du 23 mars 1475 au 11 février 1478, — du 4 août 1478 au 23 février 1485, — de 1510 à 1513, — du 11 septembre 1513 au 27 février 1515, — du 25 janvier 1516 au 27 février 1520. A dater du septième volume, qui commence en février 1520, la collection n'offre plus que des lacunes insignifiantes. Quelques volumes y manquaient; il est vrai, lorsque nous l'avons étudiée; mais M. Louis Paris; plus heureux que nous, les aura retrouvés; car il nous affirme que maintenant la collection est complète. Il reste d'ailleurs au cartulaire plusieurs plumitifs en liasse qui font double avec quelques volumes de cette collection durant le xvii^e siècle.

N^o 2. CARTON TRENTE-SEPT DE LA JURIDICTION, intitulé : *Jurisdiction de la ville et gouvernement de Reims*. Nous l'avons déjà dit, les actes peu nombreux qu'accomplissait le Conseil de ville comme tribunal, ont été consignés, ainsi que tous ceux qui émanaient de ce corps, dans les registres de ses conclusions. A dater de 1750, cependant, des registres séparés furent ouverts pour y insérer « les causes, jugements et sentences rendus par les lieutenant, gens « du Conseil et échevins de Reims, ayant la juridiction et le gouvernement « de la ville. » A ces registres, qui sont au nombre de deux, et s'arrêtent en 1783, M. Hivert a joint, 1^o. les procès-verbaux des délits qui étaient de la compétence de cette juridiction, de 1752 à 1789; 2^o. les pièces de l'information criminelle, faite en octobre 1789 par le lieutenant des habitants, à l'occasion des dégâts commis dans l'une des tours du rempart.

§. III. *Collections renfermant les actes de la gestion financière du Conseil.*Arch. hist.
C. Tit. I.
§. III.

Ces collections se composent de quatre cent seize volumes in-folio, qui sont le complément et comme le contrôle perpétuel de la collection intitulée : *Conclusions du Conseil*. Le résultat de toutes les opérations financières arrêtées en principe dans le Conseil, et dont l'ordonnance est insérée aux registres des conclusions, se trouve consigné, avec le plus grand détail, dans les registres de gestion financière. C'est là qu'on peut étudier les impôts de la cité écu par écu ; ses procès, depuis le premier denier que coûte l'assignation jusqu'à l'amende que porte la sentence ; c'est là qu'on peut voir élever pierre à pierre ces romparts, creuser tombeau par tombeau ces fossés dont le vaste développement suppose le travail de vingt-génération, et présente à l'archéologue un ensemble moins imposant sans doute, mais non moins surprenant que cette admirable cathédrale, autre témoignage de labeurs infatigables. Malheureusement la maladresse des archivistes, dont nous avons eu si souvent à nous plaindre en examinant les registres de l'Échevinage, a jeté dans ceux du Conseil un désordre presque irréparable. Sous des titres qui paraissent bien arrêtés, on trouve perpétuellement mélangés des comptes qui appartiennent aux collections les plus diverses. Toutefois, il faut le dire pour l'excuse des archivistes, leurs erreurs proviennent souvent, ou des systèmes vicieux suivis par certains receveurs dans la rédaction de leurs comptes, qui offrent parfois confondus des crédits de toute nature, ou du échangement de méthode qu'amenait le changement des receveurs, ou enfin des entreprises de la royauté, qui, s'immiscant de plus en plus dans la gestion des finances municipales, y apporta de grandes perturbations. Quelles que soient les causes qui aient produit ces perturbations, nous avons cherché à nous en rendre compte, et nous croyons être parvenu à force de patience à suivre, à travers les 431 volumes dont nous allons parler, la trace de tous les impôts dont a été frappé la cité sous l'administration du Conseil, et à classer d'une manière plausible tous les comptes que nous offrent nos archives relativement à la perception de ces impôts.

Et d'abord dans les enfres du Conseil se trouvaient trois espèces de deniers qui passaient par ses mains, et dont il devait rendre compte : c'étaient, 1°. les deniers patrimoniaux de la cité, ceux qu'elle pouvait appliquer à ses besoins particuliers ; 2°. les deniers communs, deniers d'octroi qu'elle pré-

Arch. hist.
C. Tit. I.
§. III.

levait sur elle-même d'après l'autorisation du roi, qu'elle partageait avec lui, et qu'elle employait dans l'intérêt *commun* de tous ses bans, et de la royauté même, à l'entretien des fortifications et à la défense de la forteresse; 3^e. enfin, les deniers royaux levés par le Conseil au profit, et versés tout entiers dans les caisses, du pouvoir central. A notre avis, c'est sous ces trois chefs que viennent se classer naturellement tous les comptes du Conseil de ville; et nous les y classerons effectivement, après avoir jeté un rapide coup d'œil sur l'histoire des deniers patrimoniaux et des deniers d'octrois, les seuls dont l'emploi dépendit en tout ou en partie du pouvoir municipal.

Les deniers patrimoniaux n'auraient dû être, à proprement parler, que les deniers provenant des rentes ou des redevances que tirait la ville de ses propriétés. Mais jamais ville peut-être ne fut plus pauvre que Reims en biens communaux. La pêche de sa rivière, la location de ses fossés, l'usage de quelque marais, voilà à peu près tout ce qui composait sa richesse immobilière. Quant à sa richesse mobilière, elle n'eut presque jamais que des dettes. Toutes ses ressources étaient dans sa bourgeoisie enfichée par le commerce. Sous l'Échevinage, la taille, c'est-à-dire un impôt direct et somptuaire, pourvoyait à tous ses besoins. C'est à cette source qu'elle puisait, non seulement pour elle-même, mais aussi pour la royauté, à qui alors elle faisait des octrois réels, avant que celle-ci ne lui fit des octrois fictifs. Sous le Conseil de ville, bien que la taille n'eût pas entièrement disparu, on eut le plus souvent recours à l'impôt indirect, à des aides levées sur des objets de consommation; et, pour le dire en passant, ce changement d'impôt indiquerait à lui seul la prépondérance acquise par l'aristocratie dans la gestion des affaires intérieures, lors même que l'histoire ne la révélerait pas. Les aides imposées par le Conseil, et ordinairement sanctionnées par le capitaine représentant de la royauté, étaient appliquées d'abord indifféremment et librement par le Conseil, comme l'était autrefois la taille par l'Échevinage, aux besoins particuliers et aux besoins communs de la cité. Bientôt cependant se firent ressentir dans la cité des besoins qui n'étaient pas communs à tous les ordres de la cité, et qui exigèrent des allocations particulières. Ainsi, dès 1428 les laïques obtinrent, malgré le clergé, une somme de 200 liv. tournois, que l'on peut regarder comme les premiers deniers systématiquement affectés à des besoins dont il sera justifié plus tard par cette série de comptes qui portent le titre de *Comptes des deniers patrimoniaux*. Mais peu à peu l'influence de la royauté s'accrut, elle s'immisça de plus en plus dans la perception du nouvel impôt, s'en attribua une partie, et fit deux parts du reste, qu'elle octroya à la ville.

L'une de ces parts, concédée à titre de propriété, alla se joindre aux biens patrimoniaux insuffisants pour subvenir aux besoins particuliers de la ville ; l'autre, concédée à titre de régie, dut être employée aux besoins communs de la forteresse. Dans les premiers temps, lorsque le Conseil usait librement de l'aide, après en avoir employé les deniers, il s'en faisait rendre compte par ses agents, et tout était dit. Dans la dernière partie du xv^e siècle, la royauté, prétextant l'intérêt qu'elle avait au bon entretien des fortifications, s'arrogea la surveillance de l'emploi des deniers communs ; elle eu fit rendre les comptes, non plus seulement devant ses capitaines, comme cela se pratiquait au temps où les lieutenants de la ville ne les avaient pas dépoñillés d'une partie de leur pouvoir ; mais elle exigea que ces comptes fussent portés devant ses élus d'abord, puis devant son bailli de Vermandois, puis enfin devant des commissaires nommés par ses intendants de Champagne. Les deniers patrimoniaux échappèrent primitivement à ce contrôle, du moins autant qu'on en peut juger par le premier compte qui nous en reste ; ce compte, daté de 1514, est présenté, dit le receveur, devant le Conseil seulement, parce que les deniers dont il justifie l'emploi ne concernent en rien les deniers communs. Mais bientôt les mesures fiscales de François I^{er} amenèrent toute la comptabilité municipale devant la Chambre des Comptes. Les deniers patrimoniaux y suivirent les deniers communs à dater de 1541 jusqu'en 1549, époque à laquelle la Chambre déclara elle-même que les deniers patrimoniaux n'étaient point de sa compétence. A dater de 1549, les comptes des deniers communs se portèrent directement à la Chambre des Comptes ; les deniers patrimoniaux furent gérés par le Conseil, sans contrôle jusqu'en 1671 ; sous le contrôle de l'intendant de Champagne seulement, de 1671 jusqu'en 1768 ; puis enfin, à dater de 1768, sous le double contrôle de l'intendant de Champagne et de la Chambre des Comptes.

Après cette histoire sommaire des deux impôts que l'on peut regarder comme ceux de la municipalité, il nous reste à faire l'étude particulière des collections où leur gestion est consignée, en essayant de faire disparaître la confusion qui y règne. Mais ici, au lieu de suivre l'ordre que nous venons d'indiquer, avant de nous occuper des deniers patrimoniaux, nous nous occuperons des deniers communs, dont la gestion est de beaucoup la plus curieuse et la plus importante.

N^o 1. REGISTRES OÙ SONT RECUEILLIS LES COMPTES DES DENIERS COMMUNS. Il se trouve au cartulaire huit collections spécialement composées de ces comptes, ce sont : 1^o. Les sept premiers volumes de la collection intitulée :

1.

k

Arch. Ind.
C. Tit. I.
§ III.

Arch. laiq. *Deniers patrimoniaux*. 2°. Un volume relié par les soins de M. Hivert et mal intitulé : *Anciens octrois*, 1. 3°. Deux volumes reliés par les soins de M. Hivert, et mal intitulés : *Fortifications*. 4°. Cent vingt-neuf volumes intitulés : *Chambre des comptes*. 5°. Dix volumes intitulés : *Deniers extraordinaires*. Ce sont des deniers levés par le Conseil de ville durant la Ligue. 6°. Vingt-sept volumes intitulés : *Comptes des dons gratuits*. 7°. Seize volumes intitulés : *Anciens octrois*. 8°. Un volume intitulé : *Octroi et petit aide*.

Avant d'examiner chacune de ces collections, qu'il nous soit permis de rappeler : 1°. Que le volume intitulé : *Comptes des fortifications en 1346* (voir plus haut, même Titre, §. iv de l'Échev.), est le premier de ceux où se trouvent des traces de la gestion des deniers communs, et que si nous ne le plaçons point ici, c'est parce qu'en 1346 la gestion de ces deniers était attribuée à l'Échevinage, tandis que depuis 1358 elle appartient au Conseil de ville, dont nous allons étudier les comptes. Ce sont bien d'ailleurs les mêmes deniers appliqués aux mêmes besoins, mais seulement par des mains différentes. 2°. Nous rappellerons aussi qu'en étudiant les deux collections de l'Échevinage, intitulées : *Comptes du greffe* et *Comptes des chaussées* (voir plus haut, même Titre, §. iii de l'Échev., n° 3 et 4), nous avons parlé de comptes égarés dans ces collections, et qui devraient appartenir à celles des deniers communs. Ces comptes sont au nombre de quatre : le premier et le deuxième se trouvent à la fin du premier volume des *Comptes du greffe*; le troisième est inséré à la fin du premier volume des *Comptes des chaussées*; le quatrième occuperait, à notre avis, tout le second volume de ces derniers comptes.

Voici l'intitulé des quatre comptes que nous croyons appartenir aux deniers communs gérés par le Conseil :

« [1°.] Compte Colart Coquelet, général receveur des tailles et autres aides
« imposées à Reins pour faire la fermeté de la ville, commis ad ce dou
« consentement des habitans de la ville par honorables hommes et sages,
« Thomas le Pois, Thiébault la Barbe, Jehan Grammaire, et Jehan de Châlon,
« esleus dou pueple de ladite ville au gouvernement d'icelle; commençant le
« dict compte dou xxiv^e jour dou mois de juillet, qui fu l'an m. ccc. lvii. que
« li dis Colars fu institué en ladite recepte, et finant le x^e jour de juin,
« l'an m. ccc. lviii, que nouveaux gouverneurs furent institué au gouver-
« nement de la ville, avec noble homme et poissant Mgr. Gauchier de
« Chastillon, seigneur de la Ferté en Pontieu, capitain de la ville de Reins
« et du plat pais d'environ; de tout ce que par ledict Colart a esté receu et
« aussi mis et despensé à cause de ladite recepte durant le temps dessus

« dict; lequel compte se fait à somme de solz et livres, pour ce que à solz et
 « à livres furent receu et paid chascune semaine, continuellement, sans inter-
 « vale, en la manière qui s'ensuit.....

Arch. hist.
 G. Tex. 1.
 § III.

« [2°.] Compte Colart Coquelet, commis à recevoir les aides des imposi-
 « cions, gabele, près, et plusieurs autres choses ordonnées à Reins pour faire
 « les frais de la forteresse, paier gens d'armes, et plusieurs autres frais pour
 « cause de guerres, par haut homme, noble et poissant Mgr. Gauchier de
 « Chastillon..... et par honorables et discrètes personnes Th. le Pois, Aubri
 « Grammaire, Thiébault la Barbe, Gérard Cauchiart, Robert Erart, Colart
 « le Clerc, J. l'Aubigois et J. de Mourmelon, esleus dou pueple de la ville
 « au gouvernement d'icelle, avec ledit Mgr. Gauchier, commençant ledit
 « compte le xi^e juing m. ccc. lviii.... et fenissant.... (sic). Et est à sçavoir
 « que ledict compte se fait à florins à l'escu dou coing dou roi Jehan nostre
 « sire, pour ce que la plus grant partie des receptes et mises ont esté faictes à
 « escus; et sont compté viii gros et demi pour ung escu, iiii royaus pour
 « v escus.... et les autres monnoies au fuer....

« [3°.] C'est le compte de Raulet de S.-Ligier, commis à recevoir l'imposi-
 « cion des biens passans par les portes de Dieu-li-Miro et de Frickembaut,
 « desqueles portes l'une estoit close iiii jours la semaine, et l'autre iii le
 « plus souvent....; commençant ledict compte le.... xxi janvier qui fu
 « l'an m. ccc. lviii, à la date de Reins, que le dict Raulet fu establis en la-
 « dictie recepte avec P. des Greniers, lequel ala de vie à trespassement assez
 « tost après; et finant ledict compte le iiii décembre l'an lxx en suiant, que
 « lesdictes portes furent closes pour la venue du roy d'Eagleterre. Et est
 « assavoir que Bertremiu de Chauni recut bien par l'espace de environ ix se-
 « maines à la porte de Frickembaut dou commandement noaires les esleus,
 « et entra en ladicte recepte environ la St.-Jehan Décolasse, l'an lviii.

« [4°.] Les receptes dou second paupier de porte Chacré faictes par G. de
 « Corbeny et H. Hautdueuer, le mardi après Pantecouste, l'an lxx. »

Les deux premiers de ces comptes, ceux qui se trouvent dans la collection
 du greffe, sont évidemment des comptes de deniers communs perçus par le
 corps des étus du peuple, par le Conseil de ville, au milieu même de la révo-
 lution qui venait de lui donner naissance. Nous n'avons pas besoin d'insister
 sur l'intérêt qu'offrent ces documents. Les deux derniers comptes, ceux qui se
 trouvent dans la collection des chassées, nous paraissent n'être que des sous-
 comptes des deux premiers. Cela est facile à prouver pour celui que rend
 R. de S.-Ligier, collègue de P. des Greniers, car le deuxième compte de Colart

Arch. laïq.
C. Tit. I
§. III.

Coquelet, qui d'ailleurs est de la même écriture que celui de R. de S.-Ligier, contient un chapitre ainsi intitulé : *Autre recepte; c'est assavoir de P. des Greniers et de Raullet de S.-Ligier pour la porte de Dieu-li-Mire....* Malheureusement le deuxième compte de Coquelet n'est plus complet; le chapitre des recettes de la porte Chacré ou Cérés en a disparu, et nous n'avons pu vérifier si G. de Corbeny et H. Hautducuer étaient, comme R. de S.-Ligier, des agents de Coquelet; mais tout le fait supposer; les perceptions que contient le quatrième compte ne ressemblent en rien à celles qu'accusent les comptes des chausseés, parmi lesquels il est confondu, et sont au contraire en tout semblables à celles qui se trouvent consignées dans le compte de R. de S.-Ligier.

Venons maintenant aux huit collections spécialement consacrées à des comptes de deniers communs. De ces huit collections, quatre devraient être fondues en une seule, car, sauf quelques cahiers qui y sont étrangers, elles comprennent tout ce que nos archives ont conservé de comptes importants des deniers communs proprement dits. Mais ces comptes s'y trouvent dans une telle confusion, que lorsqu'on veut les étudier d'après leur ordre chronologique, il faut perpétuellement passer d'un volume à l'autre, les comptes de deux années qui se suivent appartenant le plus souvent à deux collections différentes. Nous allons donc indiquer, année par année, dans laquelle des quatre collections il faut rechercher chacun de ces comptes.

1°. DENIERS PATRIMONIAUX; 2°. ANCIENS OCTROIS, 1; 3°. FORTIFICATIONS; 4°. CHAMBRE DES COMPTES. Nous distinguons cinq périodes dans ce que nous avons à dire des comptes de deniers communs que renferment ces quatre collections.

De 1424 à 1494. A dater des comptes de Coquelet dont nous venons de parler, c'est-à-dire depuis l'institution du Conseil, l'on ne trouve aucun compte rendu par ce corps avant 1424, époque où, nous le savons, ses attributions prirent de larges développements. Les comptes qui nous restent de 1424 à 1494 sont au nombre de trente-huit. Ils vont sans interruption de 1424 à 1449. A dater de 1449, on ne rencontre plus que les comptes des années 1452, 1476, 1478, 1479, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493; et trois sous-comptes, dont deux sont de 1445 et de 1479, et dont le troisième s'étend de 1477 à 1483. Tous ces comptes ont été mal à propos insérés dans la collection intitulée : *Deniers patrimoniaux*, où ils occupent les cinq premiers volumes; ce qui probablement a causé cette erreur, c'est que l'ordre n'étant point encore parfaitement établi dans les finances du Conseil, bien des

allocations, qui plus tard pesèrent sur les deniers patrimoniaux, portaient Arch. Iniq. alors sur les deniers communs. Ces cinq volumes renferment cependant, quoiqu'en fort petit nombre, de véritables comptes de deniers patrimoniaux que C. Tit. I. nous aurons soin d'indiquer tout à l'heure, même Titre, même §., n° 2. §. III.

De 1494 à 1508 il se trouve dans les comptes du Conseil de ville, comme dans ses conclusions, une lacune qu'après bien des perquisitions nous n'avons pu combler.

De 1508 à 1540, il faut chercher les comptes des deniers communs, non mélangés de deniers patrimoniaux, dans les quatre collections dont nous avons parlé, ainsi qu'il suit :

Compte de 1508, dans le volume intitulé : *Anciens octrois*, 1.

Compte de 1511. *Ibid.*

Compte de 1512, dans le volume vi des *Deniers patrimoniaux*.

Compte de 1513, dans le volume intitulé : *Anciens octrois*, 1.

Compte de 1514, dans le 1^{er} des vols. intitulés : *Comptes des Fortifications*.

Compte de 1515. *Ibid.*

Compte de 1516, et un sous-compte dans le volume i des *Fortifications*, et dans le volume vi des *Patrimoniaux*.

Compte de 1519, dans le volume i des *Fortifications*.

Comptes de 1521 à 1525, et neuf quaternes renfermant des sous-comptes dans les volumes i des *Fortifications* et vi des *Patrimoniaux*.

Compte de 1528; c'est un sous-compte : dans le vol. vi des *Patrimoniaux*.

Compte de 1533, dans le vol. vi des *Patrimoniaux*.

Compte de 1534, dans le vol. vii des *Patrimoniaux*.

Compte de 1535. *Ibid.*

Compte de 1539, dans le vol. ii des *Fortifications*.

De 1541 à 1556, les comptes des deniers communs, mêlés de nouveau aux deniers patrimoniaux, se trouvent disséminés dans les quatre collections, ainsi qu'il suit :

Compte de 1541, dans le vol. vii des *Fortifications*.

Compte de 1542, et deux sous-comptes, dans le vol. des *Anciens octrois*, 1, et dans le vol. i de la *Chambre des Comptes*.

Compte de 1544 à 1546, dans le vol. i de la *Chambre des Comptes*.

Compte de 1546. *Ibid.*

Compte de 1547. *Ibid.*

Compte de 1548. *Ibid.*

Compte de 1549. *Ibid.*, et *Anciens octrois*, 1.

Arch. laïq. Compte de 1550, dans le vol. 1 de la *Chambre des Comptes et Anciens octrois*, 1.

C. Tit. I.
§. III.

Compte de 1551. *Ibid.*

Compte de 1552. *Ibid.*

Compte de 1553, dans le vol. 11 des *Fortifications*.

Compte de 1554, dans le vol. 1 de la *Chambre des Comptes*, et le premier compte du vol. VIII des *Patrimoniaux*.

Compte de 1556, dans le vol. des *Anciens octrois*, 1.

A dater de 1556 l'ordre s'établit, et la méthode s'introduit définitivement dans la classification des actes relatifs aux finances de la ville. Les comptes des deniers patrimoniaux sont réunis dans la collection à laquelle ils donnent leur nom; ceux des deniers communs dans la collection qui leur est exclusivement consacrée jusqu'en 1768, sous le titre de : *Chambre des Comptes*, et où les deniers patrimoniaux vont les rejoindre à dater de 1768.

Cependant, quelques comptes des deniers communs se rencontrent encore, mais rarement, égarés dans la collection des patrimoniaux. Ainsi, dans le vol. XXXVIII de cette collection, se trouvent des comptes de deniers communs pour les années 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664; et dans le vol. XXXIX, ceux des années 1665, 1666 et 1667.

Il nous reste à parler des quatre dernières collections spécialement consacrées aux comptes des deniers communs.

5°. DENIERS EXTRAORDINAIRES, dix vol. in-fol. Ces dix volumes renferment les comptes du Conseil de ville insurgé et devenu tout puissant durant la Ligue. Ce corps, favorisé d'abord, puis bientôt redouté par les Guises, s'empare révolutionnairement des deniers royaux, et s'en attribue la gestion, que le pouvoir central lui retire peu à peu, jusqu'à ce qu'enfin, vers 1598, tout rentre dans l'état normal. Les comptes de cette série sont apaisés à la Chambre des Comptes.

6°. COMPTES DES DONS GRATUITS, vingt-sept vol. in-fol. Ce sont les comptes d'un surcroît apporté dans les octrois en vertu des édits d'avril et août 1758. Ils correspondent aux années 1759, 1760, 1761, 1762. L'impôt qui y figure frappe sur les boissons, sur les bestiaux, sur les fourrages, sur les bois qui entrent dans la ville.

7°. ANCIENS OCTROIS, seize volumes in-fol. Les anciens octrois, qui se composaient du quatrième des vins vendus en détail, et de 2^s payés pour chaque queue de vin vendue en gros, constituaient cette part de l'impôt indirect que la royauté avait concédée à la ville, ou que la ville lui avait achetée pour l'appliquer à ses propres besoins. Aussi ces anciens octrois figurèrent aux de-

niers patrimoniaux jusqu'en 1605, comme nous allons le voir tout à l'heure. Mais à dater de 1605 ils furent enlevés à la caisse des deniers patrimoniaux, et passèrent dans celle des deniers communs, pour être vérifiés avec ceux-ci par la Chambre des Comptes. La collection intitulée *Anciens octrois* a pris son origine de ce changement. Elle ne renferme pas seulement les comptes des anciens octrois ; elle renferme aussi ceux de tous les deniers communs, dont les anciens netrois ne sont qu'une branche ; cette collection forme donc purement et simplement un double de la collection intitulée : *Chambre des Comptes*. Seulement les exemplaires qu'elle contient sont ceux qui passaient à la vérification du Conseil de ville ; tandis que les exemplaires de la seconde sont ceux qui, après la vérification du Conseil de ville, étaient portés à la Chambre des Comptes. — Cette collection a perdu ses premiers et ses derniers quaternes ; elle ne commence qu'en 1631, et s'arrête en 1744. Toutefois la double lacune qui s'y rencontre n'est regrettable que comme contrôle, car elle est entièrement comblée par les quaternes de la Chambre des Comptes.

8°. OCTROI ET PETIT AIDE, un vol. in-fol. Ce volume comprend, de 1763 à 1791, divers sous-comptes d'une partie des anciens octrois, perçus par un agent du receveur général des deniers communs. Cet agent y justifie à son chef de la perception qui lui est confiée.

N° 2. DENIERS PATRIMONIAUX.

Dans les différentes collections de ces comptes, le désordre égale celui qui règne dans les collections des deniers communs. Nous allons essayer de le faire disparaître en procédant comme nous avons procédé pour celles-ci.

Et d'abord les comptes des deniers patrimoniaux se trouvent disséminés dans quatorze collections. 1°. Comptes des deniers patrimoniaux proprement dits, 39 vol. in-fol. ; 2°. vol. 1 de la collection intitulée : *Chambre des Comptes* ; 3°. vol. intitulé, par M. Hivert : *Anciens octrois*, 1 ; 4°. comptes des farines ; première série, 6 vol. in-fol. ; 5°. comptes des deniers patrimoniaux et nouveaux octrois ; deux séries, 13 vol. in-fol. ; 6°. comptes des nouveaux octrois, comptes spéciaux à l'intendant de Champagne ; deux séries, 2 vol. in-fol. ; 7°. comptes de capitation, 22 cahiers et 89 vol. in-fol. ; 8°. comptes des farines, deuxième série, vol. VII et VIII de la collection, 2 vol. in-fol. ; 9°. comptes de gourmetage, 3 vol. in-fol. ; 10°. comptes de la navigation, 7 vol. in-fol. ; 11°. comptes des œuvres pies, 3 vol. in-fol. ; 12°. comptes des pauvres, 18 vol. in-fol. ; 13°. comptes du collége, 9 vol. in-fol. ; 14°. enfin, comptes des boues, 1 vol. in-fol.

De ces quatorze collections, les sept premières renferment des comptes de

Arch. hist.
C. Tit. I.
§ III.

Arch. litiq.
C. TH. I.
§ III.

deniers patrimoniaux proprement dits. Les sept dernières ne peuvent être considérées que comme des appendices de ces comptes.

1°. PATRIMONIAUX; 2°. CHAMBRE DES COMPTES; 3°. ANCIENS OCTROIS; 4°. FA-
RINES, 1^{re} série; 5°. PATRIMONIAUX ET NOUVEAUX OCTROIS; 6°. NOUVEAUX
OCTROIS; 7°. CAPITATION. — La confusion qui règne dans les sept premières
collections nous force à nous occuper des comptes de patrimoniaux comme
nous l'avons fait des comptes de deniers communs, d'après leur ordre chro-
nologique, en nous contentant d'indiquer à laquelle des sept collections ap-
partient chacun d'eux. Nous distinguerons quatre périodes dans ce que nous
avons à en dire.

De 1424 à 1514. Cette période correspond aux cinq premiers volumes de
la collection proprement dite des deniers patrimoniaux; or, nous savons que
ces cinq volumes ont été mal à propos remplis par des comptes de deniers
communs. On y rencontre cependant quelque trace des deniers patrimoniaux.
Et d'abord, avant que la méthode ait été introduite dans la gestion des finances
municipales, ils y paraissent mélangés en un même compte avec les deniers
communs. Ensuite, dès 1428 les habitants séculiers réclament une somme de
200^r tournois, que l'on peut regarder, avons-nous dit, comme un premier
essai d'émancipation tenté à l'occasion des deniers patrimoniaux. Cette somme
leur est allouée en 1431 malgré l'opposition du clergé, et un receveur nommé
Caillard est chargé d'en rendre compte; mais ses comptes sont perdus. Noël,
successeur de Caillard, est le premier qui, dans nos collections, justifie de
l'emploi des 200 liv. Il reste de lui un compte de l'an 1446, qui se trouve
inséré au quatrième volume des deniers patrimoniaux. Ce compte est rendu
devant le capitaine et devant des commissaires délégués par les *élus* du Con-
seil, c'est-à-dire par les laïques, car alors les ecclésiastiques qui faisaient
partie de ce corps n'étaient plus soumis à l'élection, comme cela avait eu lieu
dans le principe pour quelques uns d'entre eux. Le vol. iv des deniers patri-
moniaux renferme un second compte des 200 liv. tournois, s'étendant de
1456 à 1458, et rendu par la veuve d'un receveur qui prétend que les pré-
dépenseurs de son mari ne justifiaient point de leur gestion.

Voilà les seules traces des deniers patrimoniaux que nous ayons pu décou-
vrir dans les collections du Conseil de ville avant 1514. Mais à dater de cette
année les comptes de ces deniers se trouvent enfin établis d'une manière
régulière, pour ne plus discontinuer jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

De 1514 à 1605. Les comptes de cette période ne contiennent pas seule-
ment la gestion des deniers véritablement patrimoniaux, tels que routes ou

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

lxxxj

locations d'immeubles, mais on y voit figurer cette partie des anciens octrois que la royauté avait concédée à la ville. Ainsi, de 1514 à 1542, le comptable porte aux recettes une aide du quatrième sur le vin vendu en détail; de 1556 à 1561, une aide de 2^d par queue de vin vendue en gros; enfin, de 1585 à 1605, alternativement ou simultanément, l'aide du quatrième ou celle des 2^d. Durant cette période il faut chercher :

Arch. laiq.
C. Th. I.
§. III.

Le compte de 1514, dans le volume intitulé : *Anciens octrois*, 1.

- 1516 *Ibid.*
- 1531, dans le vol. VI des *Deniers patrimoniaux*.
- 1534 *Ibid.*
- 1541 *Ibid.*

Les comptes de 1542 à 1556 se trouvent mêlés à ceux des deniers communs. (Voir plus haut, même Titre, même §, n° 1.)

Les comptes de 1556 à 1605 se trouvent dans vingt-six volumes des *Deniers patrimoniaux*, de VIII à XXXIII inclus.

De 1605 à 1696. A cette période appartient la seule série de comptes auxquels on puisse véritablement donner le titre de deniers patrimoniaux, car c'est là seulement que figurent les véritables revenus patrimoniaux de la ville, sans mélange d'octroi. Il faut chercher ces comptes : 1°. Dans les volumes XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII de la collection des deniers patrimoniaux, qu'ils remplissent en entier. 2°. Dans les volumes XXXVIII et XXXIX de cette même collection, où se trouvent entremêlés des comptes de deniers communs. 3°. Enfin, dans les deux premiers volumes de la collection intitulée : *Deniers patrimoniaux et nouveaux octrois*, où se trouvent juxtaposés des quaternes appartenant aux deniers patrimoniaux, et d'autres quaternes appartenant aux nouveaux octrois.

De 1696 à 1783. Dans cette quatrième période les comptes des deniers patrimoniaux se retrouvent mêlés à des comptes d'octrois, dits *nouveaux octrois*. Ces nouveaux octrois constituent un impôt indirect perçu aux portes de la ville sur la farine, sur les foin, sur les bois, de 1657 à 1689; et sur les bois et les foin seulement, aux produits desquels on joint la capitation de 1689 à 1781. La perception des nouveaux octrois remonte, comme on le voit, à une époque antérieure à la période dont nous nous occupons. Mais avant cette période, bien qu'ils soient perçus par le Conseil et soustraits comme les patrimoniaux au contrôle de l'autorité centrale, les comptes qui les concernent sont rendus à part, de 1657 à 1682. En 1682, l'intendant de Champagne, d'après une décision à laquelle il donne un effet rétroactif, se

Arch. isir.
C. Tit. I.
§. m.

fait rendre compte de l'emploi des nouveaux octrois durant les vingt dernières années (1671 à 1681). De 1681 à 1696 on continue à lui présenter ces comptes dans des quaternes où ils figurent seuls. A dater de 1696, c'est-à-dire durant la période dont nous nous occupons, les quaternes qu'on lui présente contiennent confondus les comptes des nouveaux octrois et ceux des deniers patrimoniaux, demeurés jusqu'alors entièrement distincts. Il connaît donc également de ces deux branches du revenu municipal à dater de 1696 ; il en connaît sans autre contrôle jusqu'en 1768. A dater de 1768, le contrôle de la Chambre des Comptes s'ajoute au sien ; et depuis 1773 on présente successivement et à l'intendant et à la Chambre souveraine, des comptes qui, dressés devant le Conseil de ville et vérifiés par lui, offrent deux divisions : l'une consacrée aux deniers patrimoniaux et aux nouveaux octrois, l'autre aux deniers communs.

Tous ces revirements de gestion sont consignés ainsi qu'il suit dans quatre des sept collections que nous achevons d'examiner.

1°. La première série de la collection intitulée : *farines*, série composée de six volumes, renferme les comptes isolés des nouveaux octrois, de 1657 à 1682. Cette série, mal intitulée : *Farines*, est semblable à la collection intitulée : *Nouveaux octrois*, et le compte de l'année 1681, qui manque à la série des farines, se retrouve dans le trente-neuvième volume des deniers patrimoniaux, relié avec les comptes des *nouveaux octrois*, auxquels il ressemble entièrement.

2°. La collection intitulée : *Deniers patrimoniaux et nouveaux octrois*, renferme dans les deux premiers volumes, comme nous l'avons déjà dit, des comptes distincts de deniers patrimoniaux et de nouveaux octrois, de 1683 à 1696. Mais de 1696 à 1759, les volumes III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI et XII, présentent confondus les comptes de ces deux impôts. De 1759 à 1782, c'est-à-dire entre le volume XII et le volume XIII et dernier de la collection, il y a une lacune de vingt-trois années, durant laquelle la gestion des deux impôts est soumise à la Chambre des Comptes. Le volume XIII contient des quaternes relatifs aux années 1782 et 1783, et qui ne sont que les doubles des quaternes portés à la Chambre des Comptes.

3°. Aux collections que nous venons d'énumérer, il faut en joindre deux autres qui n'offrent que des doubles ou des pièces justificatives. C'est d'abord la collection intitulée : *Nouveaux octrois, Comptes spéciaux à l'intendant de Champagne*. Cette collection devrait se trouver dans les archives de l'intendant de Champagne. Elle fait, dans les nôtres, double emploi avec la col-

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

LXXXIII

lection des *deniers patrimoniaux et nouveaux octrois* pour les vingt années qui s'écoulaient de 1671 à 1681, et pour celles qui s'écoulaient de 1691 à 1705. Viennent ensuite tous les volumes intitulés : *Capitation*. Ces nombreux volumes ne sont que les rôles matricés de l'impôt connu sous ce nom.

Arch. hist.
C. Th. I.
S. III.

Sept collections, avons-nous dit, se rattachent à celles des *deniers patrimoniaux* proprement dits. Ce sont :

8°. LES COMPTES DES FARINES, 2^e série, vol. VII et VIII de la collection. L'octroi établi sur les farines, on se le rappelle, avait cessé d'être perçu en 1689. En 1723 il fut rétabli « pour les deniers en provenant être appliqués » au rachat des offices de la ville. » La royauté disposant, comme de son bien propre, des offices qui étaient la propriété du Conseil de ville, les avait mis à l'encan. Le Conseil s'était mis au nombre des soumissionnaires, et avait obtenu la préférence. La farine fut frappée d'un impôt dont le compte occupa deux volumes, et s'étend de 1728 à 1740. Chacun de ces deux volumes offre d'ailleurs le double d'un même compte, dont un exemplaire est destiné au Conseil de ville, et l'autre à l'intendant de Champagne.

9°. COMPTES DU GOURMETAGE. Ces comptes vont de 1690 à 1720, et résultent d'un impôt établi sur le gourmetage des vins, pour racheter les offices de courtiers dont s'était emparée la royauté.

10°. COMPTES DE LA NAVIGATION, 7 vol. in-fol. Ces comptes sont le résultat des efforts tentés dans le XVI^e siècle pour rendre la Vesle navigable. Bien des intérêts particuliers avaient été mis en jeu par cette entreprise, et vinrent en entraver le succès. Les principaux étaient ceux des propriétaires de marais situés près des bords, ou des propriétaires de moulins situés sur le cours de la rivière. Les moulins appartenaient à divers seigneurs, presque tous ecclésiastiques, et presque tous habitants de Reims. Les marais étaient revendiqués, comme ils l'avaient été au XIII^e siècle, par les seigneurs qui s'en prétendaient propriétaires, et par les bourgeois qui en étaient usagers et s'en prétendaient propriétaires. La royauté intervint d'abord dans le débat, par l'entremise de commissaires. Tout le temps que la royauté intervient ainsi, les comptes relatifs à la navigation sont portés à la Chambre des Comptes. Ceux de ces comptes qui y furent portés remplissent les deux premiers volumes de la collection, et appartiennent aux années 1539, 1557, 1561 (1^{er} vol.) et 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570 (2^e vol.). Ici se trouve une lacune à peine interrompue par un compte de 1574, et qui ne cesse qu'en 1610. De 1610 à 1641 les comptes sont rendus en bloc, par suite d'une conclusion du 14 juillet 1642. Durant cette période, on entrevoit à peine l'intervention de la royauté

Arch. laug.
C. Tit. L.
§. III.

dans les affaires de la navigation, et bien que le nom de ses commissaires y reparaisse de temps à autre, les comptes ne sont vérifiés que par le Conseil. A dater de 1650, les commissaires royaux disparaissent, et le Conseil poursuit seul l'œuvre interminable de la navigation de la Vesle, dont le lit, de nos jours, est encore un égout.

En 1777, les comptes de la navigation se fondent tout à coup, nous ne savons pourquoi, avec ceux des *œuvres pies*, et vont ainsi réunis jusqu'en 1786.

11°. COMPTES DES ŒUVRES PIES. A partir de l'époque où les octrois se multiplient, l'on voit figurer dans les comptes qu'en rendent les receveurs certaines sommes forcément ajoutées par les fermiers au prix de leurs baux, espèces de pots-de-vin qui doivent être employés en œuvres pies. La première trace que nous en ayons découverte se trouve dans la collection des Anciens octrois, vol. IX, année 1669, et dans la collection des Nouveaux octrois, vol. VI, année 1674. Ces sommes perçues, comme si elles étaient parties intégrantes des octrois, figurent dans les comptes du receveur des deniers communs, soit parmi les anciens octrois, soit parmi les nouveaux, jusqu'en 1683. A dater de cette époque un compte particulier est ouvert pour les deniers appliqués aux œuvres pies. Effectivement en se reportant au compte des nouveaux octrois, en 1683, on voit qu'en vertu d'une conclusion du Conseil, le receveur doit désormais ouvrir un compte séparé pour les pots-de-vin charitables dont nous parlons, « attendu, y est-il dit, que les œuvres pies ne se payent qu'une seule fois pour les trois années de chaque adjudication, » et que la distribution s'en fait manuellement pendant lesdites trois années. »

Nous avons vu qu'en 1777 ces comptes se trouvent, on ne sait pourquoi, fondus avec les comptes de la navigation.

12°. COMPTES DES PAUVRES. L'histoire de l'impôt connu sous le nom de *taxe des pauvres* nous a paru intéressante à deux titres : 1°. Cette taxe, depuis que l'aristocratie s'était exclusivement réservé la direction des affaires, était à Reims ce que le cens électoral est de nos jours. Le droit d'élire les magistrats municipaux appartenait à ceux qui l'acquittaient, et que l'on nommait *portiers*, parce qu'en temps de danger la garde des portes de la ville leur était spécialement confiée. 2°. Cette taxe n'était autre chose que l'ancienne taille de l'Échevinage, seulement un peu détournée de sa destination première. Ainsi l'ancienne taille était levée, dans le principe, pour la défense de tous les intérêts de l'Échevinage, défense juridique ou défense armée, n'importe. Alors elle pesait exclusivement sur la bourgeoisie. Bientôt appliquée à la défense des intérêts généraux, la taille, en vertu d'un arrêt dont nous avons

déjà parlé (arrêté de 1346), fut levée et sur la bourgeoisie, et sur le clergé, qui y contribuèrent, celle-là pour $\frac{1}{100}$, celui-ci pour $\frac{1}{100}$. Peu après, ainsi que nous l'avons indiqué, les deux aristocraties, bourgeoise et cléricale, s'entendirent pour substituer à l'impôt somptuaire, un impôt alimentaire qui frappait presque entièrement sur le peuple. A dater de ce moment la taille, dont nous avons cependant retrouvé plus haut quelques traces, semble à peu près rejetée du système financier, jusqu'à ce que, vers le milieu du xvi^e siècle, on la voie reparaitre tout à coup dans les mêmes conditions où elle se trouvait deux cents ans auparavant. Ainsi elle se lève semaine par semaine comme en 1346; semaine par semaine elle est appliquée aux fortifications, et le clergé y contribue pour les $\frac{1}{100}$. Seulement, comme si la bourgeoisie du xvi^e siècle voulait mettre à nu les motifs pour lesquels la bourgeoisie du xiv^e avait substitué les aides à l'ancienne taille, la taille nouvelle créée, par ses soins, un ordre de privilégiés dans la cité. Ceux qui y contribuent, par cela seul qu'ils y contribuent, sont les électeurs de la cité; ceux qui n'y contribuent pas travaillent seuls aux fortifications de la ville, reçoivent en indemnité ce que les autres versent en contribution, et la taille levée sur ceux-ci, et distribuée à ceux-là, prend le nom de *taxe des pauvres*. Cette taxe, on le voit, lorsqu'elle était l'ancienne taille, frappait donc bien directement sur les riches. Par les raisons que nous venons d'exposer, l'histoire de la taxe des pauvres nous a paru curieuse, et nous croyons devoir l'étudier d'une manière spéciale.

Le parlement, par deux arrêts des 22 avril et 3 juin 1532, avait ordonné que tous vivans oisivement ou mendiens seroient employés à curer les fossés, nettoyer les rues, égouts, travailler aux remparts et autres œuvres publiques, et leur avait fait défense de se trouver aux endroits où l'on faisait l'aumône. — Henri II, par une ordonnance du 9 juillet 1547, enjoignait aux prévôt et échevins de Paris de dresser dans huit jours des ateliers publics, en trois différens lieux, à peine de saisie de leurs revenus, et de forcer tous les pauvres valides de s'y retirer pour travailler à salaires raisonnables. Il voulut de plus que tous les invalides qui n'auraient point de domicile fussent distribués dans les hôpitaux, et que les invalides domiciliés fussent nourris par leurs paroisses, selon les rôles dressés par les curés et marguilliers. — En novembre 1554, Henri II fit une nouvelle ordonnance pour confirmer celle de 1547. — En février 1566, parut l'ordonnance de Moulins, dont l'article 73 porte : *Ordonnons que les pauvres de chaque ville, bourg, village, seront nourris par les habitans.... sans qu'ils puissent vaguer et demander l'aumône ailleurs qu'au lieu dont ils sont; et à ces fins*

Arch. Ling.
C. Tit. I.
§ III.

Arch. laiq.
C. Tit. I.
§ III.

les habitants seront tenus contribuer à la nourriture des pauvres selon leur faculté, à la diligence des maires et échevins. — Henri III, par une ordonnance du 22 mai 1586, confirma celle de Monlins. Un arrêt du parlement de janvier 1587 en ordonna l'exécution.

Dès la première ordonnance de Henri II, bien que cette ordonnance parût ne concerner que la ville de Paris, les habitants de Reims soumièrent à l'autorisation du roi un mode de perception pour l'entretien de leurs pauvres. Une lettre patente intervint en conséquence. Cette lettre est datée du 20 mai 1549, et nous apprend que pour subvenir aux besoins des pauvres les habitants, de concert avec le cardinal de Guise, ont résolu colliger certains deniers sur les corvées qu'ils ont autrefois prestées et contribuées quand il a été besoin faire en ladite ville aucunes fortifications subites, auxquelles les deniers communs qu'ils perçoivent par les octrois ne pouvoient suffire..... pour icelles corvées les habitants contribuant, assavoir chacun des pauvres et moins riches 4 d. parisis par semaine, et les autres mieux aisés 8 d. parisis au lieu d'une journée de leur personne. Bientôt, dans une assemblée générale de la bourgeoisie, il fut réglé : 1°. Que l'imposition destinée à l'entretien des pauvres serait répartie par trois bourgeois tenus de prêter serment devant le lieutenant de la ville. 2°. Que les deniers seraient perçus par un receveur que choisirait la ville. 3°. Que l'on nommerait quatre intendants des pauvres, deux ecclésiastiques et deux laïques, qui ordonneraient de la distribution des deniers et s'assembleraient le vendredi à l'Hôtel-de-Ville. 4°. Qu'il y aurait des sergents des pauvres choisis et gagés par la ville pour en chasser les mendiants étrangers. 5°. Que les comptes du receveur se rendraient devant le lieutenant et deux conseillers nommés auditeurs par le Conseil. Ce règlement fut autorisé par une déclaration royale datée du 14 octobre 1552.

Le règlement fut exécuté sans obstacles jusqu'en 1563, époque où quelques commandants y formèrent opposition. L'abbé de Saint-Denis fut condamné à payer la taxe par sentence du présidial et par arrêt de parlement du 19 octobre 1563. Le commandeur du Temple y fut condamné de même par arrêt du 7 décembre 1563. En 1566, les ecclésiastiques prétendirent que leurs contributions dépassaient de beaucoup celles des laïques ; et dans une assemblée générale il fut convenu que chaque partie contribuerait par moitié. Ce règlement demeura en vigueur jusqu'à 1789, pour la répartition de la taxe ordinaire qui, peu à peu, s'appliqua exclusivement aux pauvres invalides.

Mais bientôt les malheurs des temps forcèrent à recourir aux taxes extraordinaires, qui d'abord transitoires comme les maux qu'elles devaient soulager, finirent par devenir perpétuelles en 1660.

Arch. Inq.
C. Tit. I.
§. III.

Ainsi en 1573, Reims ayant été frappé de famine, et la taxe ordinaire ne suffisant plus, une assemblée générale, tenue le 26 décembre, convint de prélever une taxe extraordinaire à laquelle le clergé devait contribuer pour les $\frac{1}{11}$. En 1574 et 1578, plusieurs particuliers refusèrent de se soumettre à ce vote de l'assemblée générale; mais le parlement le sanctionna par arrêt du 14 août 1578, et la taxe qu'il imposait, ainsi que les autres taxes extraordinaires, fut, suivant l'arrêt de 1346, à peu près exclusivement affectée à indemniser les pauvres valides de leurs travaux aux fortifications.

La stérilité de 1626 ayant causé de grands dommages au commerce et aux manufactures, le Conseil de ville décida qu'il serait levé le quadruple de la taxe, pour un trimestre seulement. Le seigneur de Cernay, bourgeois de Reims, appela de cette conclusion à la cour des aides; le parlement évoqua l'affaire; le sieur de Cernay se pourvut au Conseil d'état en règlement de juges, et fut condamné par arrêt du 23 octobre 1626. Tout ce procès, dont nous donnerons les pièces principales, jette un grand jour sur la direction que l'aristocratie imprimait alors aux affaires de la ville.

En 1632, le corps de ville conçut le dessein de renfermer les pauvres valides, de construire à cet effet une maison de charité, et d'y établir des manufactures. Pour doter cette maison, il résolut de réunir : 1°. Les revenus des léproseries, maladreries, hôpitaux, pauvretés et autres établissements de cette espèce. 2°. 3,400 liv. de taxe ordinaire qui se levaient selon l'ancien règlement. 3°. Une taxe extraordinaire de 7,800 liv. par an dont le clergé payait 2,700 liv. A cet effet, le corps de ville présenta une requête au roi, qui, par lettres patentes de janvier 1633, approuva ce projet, à la charge toutefois que les unions et contributions seroient consenties, tant par le corps du clergé et des laïcs, que par les parties intéressées....; mandant au parlement, que lui apparaissant de l'équité et besoin de l'union et contribution..... contenues en ses lettres, et des consentemens nécessaires pour les effectuer, il eût à en faire jouir les supplians. Le parlement, par arrêt du 6 juillet 1633, ordonna l'enregistrement des lettres en ce qui concernait l'établissement de la maison de charité seulement, et ordonna qu'avant de faire droit à l'union des hôpitaux, léproseries, et contribution de deniers, le Conseil de ville fût tenu de faire appeler les administrateurs des hôpitaux, et autres parties intéressées. Sur le consentement de l'une de ces parties, des échevins, intervint un arrêt

Arch. laiq.
C. Tit. I.
§. III

du 17 août 1635, qui confirma seulement l'union des revenus des léproseries de Saint-Eloi et de Sainte-Anne; l'union projetée de la taxe des pauvres ne fut point autorisée, attendu que la maison de charité ne devait être établie que pour les pauvres valides et que la taxe ordinaire était affectée aux pauvres invalides. On voit néanmoins, par les comptes de cette taxe, que dans les premières années de son institution la maison de charité ayant besoin de secours, le clergé et les laïques réunis en assemblée générale, le 14 août 1633, arrêterent de quadrupler pendant trois ans la taxe ordinaire, afin d'en attribuer le surplus à cette maison; mais cette faveur cessa dès 1636. Cependant, comme parmi les pauvres invalides il y en avait qui, hors d'état de travailler, mendiaient dans la ville et dans les églises, une ordonnance du 5 novembre 1660 décida que la taxe ordinaire serait doublée. C'est à dater de cette ordonnance, que la taxe extraordinaire, fondue dans la taxe ordinaire, devint perpétuelle. De la taxe ainsi doublée on fit deux parts égales : la première continua d'être délivrée aux pauvres invalides, sur le mandement du bureau de miséricorde, composé des intendants des pauvres; on alloua la seconde part, après en avoir prélevé les frais de perception, au bureau de la maison de charité chargée de l'entretien des pauvres valides et des mendians invalides.

Presque toutes les variations que nous venons d'indiquer, et auxquelles fut soumise la perception de la taxe des pauvres, se trouvent consignées dans la collection qui en renferme les comptes, de 1562 à 1793, et qui se compose de 18 vol. in-folio. Les premiers comptes de cette collection ayant été égarés, elle s'ouvre par le sixième de ceux que rend G. Colbert, bourgeois de Reims, receveur général des deniers des pauvres. Les examinateurs de ce compte sont le cardinal de Lorraine, plusieurs dignitaires du chapitre, le bailli de Vermandois, des conseillers au siège présidial, le lieutenant de la ville et quelques bourgeois. Les recettes se composent non seulement de la taxe, mais de deniers provenant de quêtes faites dans les églises ou à domicile; d'amendes appliquées aux pauvres, de legs dont ils sont l'objet, etc. Cette dernière branche de recette s'affaiblit peu à peu, et disparaît presque entièrement des comptes qui, durant le xviii^e siècle, se rendent assez régulièrement devant les délégués du Conseil de ville.

La taxe paraît avoir été beaucoup plus élevée dans les premiers temps qu'elle ne le fut dans la suite. Elle produisait d'abord 36 liv. par semaine, et même 40 liv., comme on le voit dans les comptes de 1638, ce qui fait 2080 liv. par an, somme alors assez considérable. Dans le xviii^e siècle, en

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

lxxxix

1745 par exemple, elle était de 2150 liv. seulement; il est vrai que depuis 1660 elle se trouvait doublée, mais cette crue subvenait à de nouveaux besoins; et d'ailleurs 4300 liv., en 1745, ne sont pas l'équivalent de 2080 liv. en 1638. — Ce n'était point le corps de ville qui faisait répartition de la taxe, mais trois bourgeois de trois états différents, choisis par le Conseil, et qui prêtaient serment devant le lieutenant. Le plus souvent la capitation leur servait de base. S'il y avait des réclamations particulières, le Conseil de ville en était juge; s'il y avait des plaintes générales, motivées par le défaut d'intelligence des répartiteurs, comme cela arriva une seule fois en 1636, on faisait une assemblée générale des trente-six connétablies. Chacune d'elles nommait un délégué, et les trente-six élus, conjointement avec le corps de ville, choisissaient sept répartiteurs, qui prêtaient serment devant le lieutenant. Lorsqu'un bourgeois refusait d'acquitter sa taxe, il y était contraint en vertu des ordonnances du juge de police, comme pour deniers royaux, à la requête du procureur de la ville élu syndic des pauvres. C'est la forme de procédure sur laquelle est intervenu l'arrêt du 14 août 1578. Les intendants des pauvres avaient un receveur particulier qui percevait, sur leurs mandements, la taxe ordinaire levée par le receveur spécial du clergé et du Conseil de ville. Jusqu'en 1634 ce receveur spécial nous paraît être le même pour les deux corps, et verser le boni de la taxe, lorsqu'il s'en trouve, entre les mains du receveur des deniers communs, qui en compte *aux œuvres pies*. A dater de 1634, le receveur spécial du Conseil ne perçoit plus que la taxe des paroisses sur les habitants laïques. La quote-part du clergé, les quêtes, les legs, passent entre les mains d'un receveur spécial du clergé, et celui du Conseil ne s'intitule plus : *receveur général de la taxe des pauvres*, mais *receveur des deniers des laïques pour la taxe des pauvres*. La recette lui est confiée sous caution, après qu'il s'en est rendu adjudicataire en l'Hôtel-de-Ville, au rabais de ses salaires. Les adjudications sont faites dans les premiers temps à 80 liv., à 100 liv., ensuite à 150 liv., et enfin à 200 liv. de gages. Cette perception au rabais dure jusqu'en 1640. A dater de cette dernière époque, le corps de ville maintient pendant trente-quatre ans la recette à un sieur Armonville auquel succède un sieur Bastète, qui la gère très long-temps. En 1745, les gages sont toujours de 200 liv. Les sergents de la forteresse sont commis depuis le milieu du xvi^e siècle pour empêcher la mendicité, et pour éloigner de la ville les pauvres étrangers; mais leurs fonctions ordinaires ne leur permettant pas assez d'assiduité, on leur donne un adjoint en 1657. Un peu plus tard le corps de ville établit quatre sergents des pauvres, qui perçoivent 200 liv. de gages,

Arch. lég.
C. Tit. I.
§. III.

Arch. laiq. 13°. COMPTES DU COLLÈGE. Le cardinal de Lorraine avait créé à Reims, en 1547, une université à laquelle il avait rattaché le collège des *Bons Enfants*. L'aristocratie bourgeoise du Conseil était venue, plus de cent ans après le généreux cardinal, augmenter de son avaré obole le trésor de ce dernier établissement, à la prospérité duquel son intérêt la forçait enfin de contribuer. Par conclusion du 4 novembre 1661, l'une des plus riches bourgeoisies du royaume détournait de ses finances 1500 liv. dont elle dota le collège de la Faculté des Arts, et acquit, en continuant cette allocation, le droit d'assister à la reddition des comptes de ce collège. Ces comptes étaient portés devant un bureau présidé par l'archevêque, et composé de l'archidiacre, des deux grands vicaires, du pénitencier, du bailli ducal, *auditeurs et administrateurs ordinaires*. Un exemplaire des comptes du collège a été déposé, chaque année, dans les archives de l'Hôtel-de-Ville, et tous ceux qui s'étendent de 1671 à 1793 ont été réunis en neuf volumes in-fol.

14°. COMPTES DES BOUES. Nous nous trompions tout à l'heure en disant que la bourgeoisie rémoise ne consacra que 1500 liv. à encourager les études auxquelles participait sa jeunesse. Ne sachant que faire de la fange de ses rues, elle l'offrit à la science. Les boues furent affermées, et leur produit échangé contre les leçons d'un maître de dessin et d'un professeur de mathématiques, qui ouvrirent leurs cours à l'Hôtel-de-Ville même. Il ne nous reste qu'un seul volume où soit consigné cet emploi des ordures de la ville. Les comptes qu'il renferme s'ouvrent en 1747 et s'arrêtent en 1777. Nous nous hâtons d'ajouter que la bourgeoisie du XIX^e siècle répare, autant qu'il est en elle, l'injurieuse générosité des bourgeois du XVIII^e.

N° 3. DENIERS PERÇUS PAR LE CONSEIL DE VILLE AU PROFIT DU POUVOIR ROYAL. Huit collections comprennent les comptes de ces deniers, dont l'histoire ne tient que d'une manière indirecte à l'histoire de la municipalité chargée d'en faire le recouvrement. Ces collections sont trop incomplètes pour nous permettre d'étudier dans nos archives le système général des impôts prélevés au profit du pouvoir central; d'ailleurs cette étude sortirait tout-à-fait de notre sujet. Nous nous contenterons donc d'indiquer ici les collections qui prouvent l'intervention du pouvoir municipal dans la perception de ces impôts.

1°. COMPTES DE LA SUBVENTION. Il se trouve dans nos archives 12 vol. in-fol. de cette collection. Elle s'étend de 1577 à 1622. Les deniers de la subvention sont levés sur le clergé et sur la bourgeoisie. C'est une espèce de taille que réclame la royauté pour subvenir à ses dépenses extraordinaires,

et qu'elle applique surtout à des dépenses de guerre, approvisionnements de troupes, solde des reîtres, etc., etc. Les frais qu'entraîne, à Reims, la construction d'un édifice destiné aux tribunaux du roi, portent aussi sur la subvention. Cet impôt est levé par des agents du Conseil qui lui en rendent compte, et qui versent leurs deniers dans les caisses du collecteur des tailles, ou dans celles du receveur général des finances de Châlons.

Arch. laiq.
C. Tit. I.
§ III.

2°. COMPTES INTITULÉS : USTENSILES. Tout ce que nous venons de dire de la subvention peut s'appliquer à peu près exactement à la taxe levée sur les habitants pour les ustensiles fournis aux gens de guerre qui étaient en garnison dans la ville. Les mises employées à l'achat d'ustensiles se font sur l'ordonnance du Conseil, et des auditeurs qu'il délègue en vérifient le compte. Les levées de deniers se font par *concoctables*. C'est le greffier du Conseil qui dresse les rôles de *taxes et capitations*. Il les remet aux mains du comptable et signe les *billets* ou *borderaux* envoyés aux habitants pour leur notifier la quotité de leur taxe. Les sergents de la forteresse publient dans les rues les *sommations* adressées aux retardataires. Un sergent de la garnison, accompagné d'un peloton, est chargé d'exercer les contraintes. Les sergents de la forteresse font d'ailleurs toutes les démarches voulues pour le recouvrement. Il n'existe aux archives que deux volumes de ces comptes, allant de 1642 à 1711; mais il y a 22 vol. in-fol. contenant des rôles pour la taxe des ustensiles, de 1703 à 1763. Ces rôles sont divisés, comme l'était la milice bourgeoise, en neuf compagnies de l'intérieur, auxquelles il faut joindre une compagnie des faubourgs. Chaque compagnie était divisée en quatre *concoctables*, les rôles comprenant quarante subdivisions.

En 1703 c'est l'intendant de Champagne qui nomme les commissaires pour asseoir la taxe et répartir l'assise générale.

3°. COMPTES DES CASERNES. Ces comptes ont également de nombreux points de ressemblance avec les précédents. Le receveur des deniers communs justifie par devant le Conseil de l'emploi des sommes que les *concoctables* lèvent dans chaque *concoctable* pour subvenir aux frais causés par le séjour des troupes dans les casernes de la ville. Les mises sont faites entre les mains du concierge de ces casernes pour indemnité du logement des gens de guerre; elles sont allouées sur ordonnance du greffier du Conseil. La recette ne se compose d'abord que des versements de ceux qui ne peuvent loger des soldats, soit à cause de leur grand âge, soit par tout autre motif. Mais en 1718, un édit rend obligatoire le casernement jusqu'alors facultatif; et la taxe, de volontaire et partielle qu'elle était, devient générale et forcée.

Arch. laiq. Il existe 3 vol. in-fol. de comptes des casernes; ils s'étendent de 1691
C. Th. I. à 1765.

S. m.

4°. COMPTES DES MILICES GARDES-CÔTES. Il y a identité complète entre ces comptes et ceux des *ustensiles* quant à l'origine, au mode de perception, et à la destination. Les taxes y sont assises par le Conseil et ordonnées par l'intendant de Champagne. Les deniers qui en proviennent servent à combler les déficit des ustensiles et de la capitation, et réciproquement.

Cette collection se compose de 5 vol. in-fol., et va de 1759 à 1763.

5°. COMPTES DU CINQUANTIÈME. Il suffit de se rappeler le système de Law et ses funestes conséquences, pour savoir ce qu'était l'impôt extraordinaire du cinquantième, cette espèce de dime royale, autrefois imaginée par Vauban, et que les conseils de Paris Duverney firent établir par édit du 5 juin 1725. Le cinquantième des revenus fonciers de toute espèce, terres, maisons, seigneuries, fiefs, étangs, dîmes, cens, péages, etc., etc., fut déclaré acquis à la royauté. En conséquence l'intendant de Champagne arrêta les rôles de taxes que le Conseil de ville fit lever par connétables et dont le produit fut versé dans les caisses du receveur des tailles.

Les comptes du cinquantième forment 3 vol. in-fol., et vont de 1725 à 1727.

6°. COMPTES DU DIXIÈME. Le dixième est un impôt en tout semblable au cinquantième, sauf la quotité. Il est créé par édit du 17 novembre 1733, et donne origine à une collection de 5 vol. in-fol. qui s'étend de 1734 à 1741.

7°. COMPTES DU GRENIER À SEL. Il paraît que les rôles de cet impôt, perçu chaque année sur chaque ménage à raison de sa consommation présumée, étaient dressés alphabétiquement et vérifiés par le greffier du Conseil; chaque chef de famille signait ensuite sur la souche qui demeurait au greffe. Il reste seulement aux archives deux copies de ces rôles, datées de 1727 et 1730; 1 vol. in-fol.

8°. AIDES EN 1544. Le volume qui contient le compte de ces aides est un de ceux qui devaient exister en grand nombre aux archives de l'élection. Sa place n'est point aux archives de l'Hôtel-de-Ville. En voici le titre : *Compte et produit de l'emploi des aides levées pour la guerre dans l'élection de Reims, l'an m. d. XLIV*. La dernière partie de ce compte est égarée. Il est sur velin.

TITRE II. INVENTAIRES DES ARCHIVES QUI ONT ÉTÉ CLASSÉES SANS QUE LES
TITRES DE L'ÉCHEVINAGE ET DU CONSEIL DE VILLE AYENT ÉTÉ CONFONDUS. Arch. laiq.
C. Tit. II.
§ 1.

Avant la réunion de 1636, les archives de l'Échevinage et celles du Conseil de ville avaient été classées par chacun des corps à qui elles appartenaient. Depuis la réunion, nous trouvons même un catalogue où les titres de l'Échevinage sont seuls inventoriés. Ce catalogue, et tous ceux qui lui sont antérieurs, offrent non seulement d'utiles indications pour le classement normal des pièces qui restent dans les archives de l'Hôtel-de-Ville, mais donnent de précieux renseignements sur les pièces qui en ont disparu. Nous allons examiner séparément ceux qui appartiennent à chacune des deux institutions.

§. 1. *Catalogues des Archives de l'Échevinage.*

Il reste trois catalogues de ces archives : le premier contient l'inventaire des titres qui se rapportent aux sacres des rois : il est de 1478 et a été dressé par J. Foulquart, clerc ou procureur de l'Échevinage; le second, dressé par le même Foulquart en 1486, énumère tous les titres qui se trouvaient dans les archives de l'Échevinage à cette époque; le troisième enfin a été dressé en 1766 par Noël, greffier du Conseil de ville.

N° 1. CATALOGUE DE 1478. La seule copie que nous connaissons de ce catalogue se trouve avec d'autres pièces relatives à l'histoire de Reims, dans un manuscrit de la Bibliothèque Royale, Supp. franç., 1515-2. Le titre porte : « En ce petit chartulaire sont déclarez les effectz en bref de plusieurs lectres » en forme de chartres, arrestz et aultres, concernantz et touschantz les fraiz « de la despence des sacres et couronnementz des roys de France, noz sou- » verains seigneurs, estantz naguieres en l'hostel de l'Eschevinage de Reims et « illec veues, visitées, inventoriées et registrées par moy Jehan Foulquart, « clerc dudict Eschevinage, par l'ordonnance de messeigneurs les eschevins « dudict Reims, qui depuis ont icelles fait porter et mettre ou chartrier « qu'ilz ont fais fere entre deulx voisie sur la chapelle Nostre-Dame, au de- » vant de celle au Fontz de l'églize de Saint-Pierre aux Clers audiet Reims : « duquel les clefs sont audiet Eschevinage es aulmairz du greffe, pour les « aller voir quant il plaira et besoing sera. Y est assy déclaré ce que les- « dictz eschevins ont à fere pour le sacre et couronnement d'ung roy, quant « le cas y eschiet, selon que l'on en peult cognoistre, tant par lesdictes lectres

Arch. Isq.
C. Tit. II.
§. I.

« comme par les registres et papiers faictz pour les sacres des roys trespassez,
« que Dieu absolve, et du roy Loys régnant de présent, que Dieu vueille con-
« server et garder, estantz audicts chartriers avecq lesdictes lectres, selon la
« déclaration mise en fin d'icelles, et avecq le mistère et les coronnes du-
« diet sacre. Iceulx chartulair faict par moy clerc de l'Eschevinage deusous
« nommé; soubs la correction benigne de ceulx qui mieulx en scauront
« advertir et parler, pour estre ung petit advisement ou temps advenir à ceulx
« qui pour lors seront eschevins, sans recourir oudictes lectres et papiers, ne
« avoir peine de les veoir pour ce, s'il ne leur plaist; es mois d'octobre et no-
« vembre l'an M. cccc. lxxviii..... »

Ce catalogue se compose de 55 feuillets, dont 12 contiennent une analyse des actes relatifs aux sacres, de 1287 à 1328, et dont 43 sont consacrés à indiquer : « Ce que messeigneurs les eschevins de Reims ont à faire, après le « trespas d'ung roy de France, pour le saint sacre et couronnement de son « successeur roy. »

N° 2. CATALOGUE DE 1486. M. Hivert a fait relier ce catalogue en un seul volume, avec un catalogue du Conseil de ville dressé en 1529, et dont nous parlerons tout à l'heure. Voici le titre de celui de 1486 : « C'est le repertoire « portant en soy les effectz en brief de toutes les chartres estant et qui ont « esté trouvées en l'hostel de l'eschevinage de Reims soubs les clefs et en la « charge et garde des greffiers d'icellui eschevinage, faict par l'ordonnance de « MM. les eschevins à leur huffet.... par ceulx par eulx commis.... Et pre- « miers le vendredi xxiii février, l'an M. cccc. lxxx et v, par M° N. Frixon, l'un « des greffiers, J. Souldan, eschevin, et J. Foulquart, clerc et procureur « dudict eschevinage.... »

Cet inventaire, dans lequel les pièces sont indiquées sans qu'on puisse y reconnaître une apparence de classification, même chronologique, se compose de 196 pages, petit in-fol. sur papier.

N° 3. CATALOGUE DE 1766. Une note qui se trouve dans l'inventaire des titres de l'Hôtel-de-Ville, dressé par Le Moine en 1787 (p. 404), nous apprend que le catalogue de 1766 est du sieur Noël, greffier de la ville. Le sieur Noël avait en recours à une classification que Le Moine aurait dû respecter, et qui, si elle n'était pas rigoureuse, était du moins plus rationnelle que celle de ce dernier. En voici le plan. Toutes les archives de l'Eschevinage y étaient réparties en 21 cartons, et dans les cartons se trouvaient 98 liasses, ainsi qu'il suit :

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

100

- 1^{er} CARTON. — Liasse 1. Titres constitutifs de l'Échevinage, de 1182 à 1395. Arch. lanq.
— 2. Titres et registres de bourgeoisie, de 1351 à 1751. C. Tit. II.
— 3. Nominations d'échevins et prestations de serment à l'archevêque; institutions de greffiers, procureurs et sergents de l'Échevinage, de 1508 à 1634. S. L.
— 4. *Id.* *Id.*
— 5. Actes de nomination et de réception de contrôleurs des chaussées et pavés, conclusions du Buffet y relatives, de 1439 à 1748.
— 6. Titres relatifs à la levée des tailles, de 1299 à 1455.
— 7. Droits de l'Échevinage sur des cours d'eau et marais, de 1300 à 1443.
— 8. Titres concernant divers droits de l'Échevinage; droits de plaider en parlement, droits de veiller au maintien des statuts des drapiers, etc., de 1299 à 1452.
- 2^e CARTON. — Liasse unique. Plusieurs registres des causes d'audience, et enregistrement des amendes, de 1389 à 1537.
- 3^e CARTON. — Liasse 1. Titres de la juridiction, de 1334 à 1670.
— 2. *Id.* de 1279 à 1595.
— 3. *Id.* de 1304 à 1590.
— 4. *Id.* relatifs à la juridiction de 1300 à 1655. Contenant principalement les arrêts et accords.
- 4^e CARTON. — Liasse unique. *Id.* Contenant les pièces et procédures faites en parlement entre les échevins et les archevêques de Guise, de Sainte-Marie, d'Estampes, etc., etc.
- 5^e CARTON. — Liasse unique. Suite de la liasse précédente.
- 6^e CARTON. — Contenant plusieurs pièces des XIV^e, XV^e et XVI^e siècles
Liasse 1. relatives à divers procès entre les échevins et les
Liasse 2. officiers des archevêques, de l'abbé de Saint-Remi
Liasse 3. et du lieutenant criminel, au sujet des bourgeois qui demandaient leur renvoi devant les échevins.
- 7^e CARTON. — 14 Liasse où sont contenues toutes les pièces de la police en général, de 1197 à 1627.

Arch. lavq.
C. Tit. II.
§ 1.

8^e CARTON.

- Liasse 1. Exactions commises par le prévôt, de 1390 à 1397.
— 2. Exactions commises par le prévôt et les sergents du bailliage, de 1338 à 1579.
— 3. Exactions commises par le vicomte et les mesureurs, de 1336 à 1575.
— 4. Guet de nuit fait par le prévôt de 1642 à 1723.
— 5. Tarif du droit de la vicomté, en 1727.

9^e CARTON.

- Liasse 1. Des chaussées et pavés, de 1322 à 1467.
— 2. Suite, de 1616 à 1620.
— 3. Suite, de 1620 à 1647.
— 4. Suite. Procès entre les échevins et le Conseil en 1636.
— 5. Suite, de 1738 à 1757.
— 6. Suite. Procès avec le bailli ducal.
— 7. Suite. Procès avec le chapitre en 1731.

10^e CARTON.

- Liasse 1. Droits de chaussée qui se lèvent aux portes, de 1378 à 1471.
— 2. Suite. Procès avec le commandeur du Temple.
— 3. Suite. Procès avec les meuniers des moulins l'Archevêque et l'Abbesse.
— 4. Suite. Commission en 1284.
— 5. Suite. Augmentation demandée en 1587.
— 6. Suite. Droits de chaussées des portes Flechambault et Dieu-Lumière, cédés aux échevins du ban de l'archevêque, par les échevins du ban Saint-Remi en 1673.
— 7. Suite. Droits confirmés en 1753.

11^e CARTON.

- Liasse 1. Transactions et accords entre les archevêques et les échevins, de 1258 à 1448.
— 2. Alignements, congés pour bâtir, de 1321 à 1583.
— 3. Entreprises sur la chaussée; pont du Moulin brûlé, de 1320 à 1693.
— 4. Entreprises faites par divers particuliers, de 1324 à 1477.
— 5. Entreprises de l'écolâtre en 1564.
— 6. Procès contre un particulier en 1576.
— 7. Actes de possession de la juridiction du Buffet, de 1563 à 1745.
— 8. Congés et alignements. xvi^e siècle.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

xcxvii

- 12^e CARTON. { Liasse 1. Vendeurs, visiteurs et déchargeurs de poisson, de 1344 à 1389. Arch. laiq. C. Tit. II. §. 1.
— 2. *Id.* de 1417 à 1690.
— 3. Débit de poisson de mer, transaction de 1702.
— 4. Vendeurs de poisson; 1590, 1635.
— 5. Vendeurs de marée, de 1555 à 1568.
— 6. Vendeurs de poisson, de 1499 à 1507.
— 7. *Id.* Procès contre un prévôt de l'archevêque.
— 8. Vendeurs de marée, de 1396 à 1580.
N. B. A la suite de cette liasse le catalogue indique plusieurs manuscrits contenant des collections relatives à la juridiction du Buffet. C'est là que nous retrouvons la trace de 9 volumes des conclusions du Buffet, qui maintenant ont disparu des archives. Voir plus haut, Tit. I, §. II, de l'Echevinage.
- 13^e CARTON. { Liasse 1. Affineurs de bois, de 1621 à 1746.
— 2. *Id.* de 1692 à 1631.
— 3. *Id.* de 1624 à 1702.
- 14^e CARTON. { Liasse 1. Mesureurs de charbon, de 1338 à 1678.
— 2. *Id.* Extraits des conclusions du Buffet concernant les institutions et destitutions des mesureurs de charbon.
— 3. *Id.* Adjudication des droits de mesureurs en 1622.
- 15^e CARTON. { Liasse 1. Brasseurs de foin, de 1322 à 1450.
— 2. *Id.* de 1579 à 1681.
— 3. *Id.* de 1620 à 1622.
- 16^e CARTON. { Liasse 1. Courtiers et auneurs de drap, de 1526 à 1624.
— 2. *Id.* Procès faits par les auneurs de drap devant les échevins.
— 3. Courtiers et auneurs de toile, de 1627 à 1688.
- 17^e CARTON. { Liasse 1. Courtiers de vin, de 1357 à 1474.
— 2. *Id.* de 1405 à 1686.
— 3. *Id.* Réceptions et institutions, de 1699 à 1766.
— 4. *Id.* de 1620 à 1622.
— 5. *Id.* Procès en 1628.
— 6. *Id.* de 1691 à 1712.
— 7. *Id.* Suite de la liasse précédente.

Arch. loi q. C. Tit. II. § I.	18 ^e CARTON.	{	Liasse 1. Jaugeurs de vaisseaux. Procédures.
			— 2. Id. de 1382 à 1674.
			— 3. Id. de 1696 à 1699.
	19 ^e CARTON.		Liasse unique. Boulangers, meuniers, essai de pain, poids et balances.
20 ^e CARTON.	{		Liasse 1. Bouchers, 1406.
			— 2. Chaircutiers, 1685.
			— 3. Tonneliers, 1609 à 1699.
			— 4. Langouyeurs de porcs, 1458 à 1621.
			— 5. Proyers de vaches, de 1400 à 1642.
21 ^e CARTON.	{		Liasse 1. Héritages, droits et surens appartenant à l'Échevinage, 1550.
			— 2. Id. de 1321 à 1766.
			— 3. Portages tenus de l'archevêque, par la ville.

Arch. loi q.

C. Tit. II.

§ II.

§. II. *Catalogue des Archives du Conseil de ville.*

Il n'existe qu'un seul catalogue de ces archives, antérieurement à la réunion de 1636. Il a été dressé en 1529:

N^o unique. CATALOGUE DES ARCHIVES DU CONSEIL EN 1529. Ce catalogue, composé de 70 pages, a été relié par les soins de M. Hivert à la suite du catalogue de l'Échevinage de 1486: Toutes les pièces qu'il énumère sont, ou des concessions d'octrois, ou des conclusions du Conseil, ou des mesures prises pour la défense de la place. Aucune de ces pièces n'est antérieure au xv^e siècle. Voici le titre du catalogue :

« Inventaire des lectures, titres, chartres, papiers et autres enseignemens
« estant en l'estude et la maison de la ville de Reims, fait par nous Gérard
« Charpentier et J. de Sausselles, notaires royaux en bailliage de Vermandois,
« fait ensuivant l'ordonnance et conclusion de messieurs du Conseil de
« ladite ville. En faisant lequel inventaire avons veu, lu et tenu tous les
« papiers estant en ladite estude, tant dedans les coffres, sacs, que ailleurs,
« et desquels papiers principaux..... avons rédigé par escript ce dont ils font
« mention, ensemble la date et signature d'iceux comme il est cy-après dé-
« claré; à quoi faire nous avons vacqué par plusieurs et diverses journées,
« depuis le 1^{er} de mars m. v. xxix jusques au xi avrjl ou diet an. »

TITRE III. INVENTAIRES ET ARCHIVES OÙ LES TITRES DE L'ESCHEVINAGE
ET DU CONSEIL DE VILLE ONT ÉTÉ CLASSÉS, MAIS CONFONDUS.

Arch. hist.
C. Tit. III.
§. 1.

Il reste quatre catalogues dans lesquels l'archiviste n'a tenu aucun compte de l'origine des titres qui ont appartenu aux deux corps. Deux de ces catalogues ne peuvent plus servir qu'à l'histoire de nos archives, attendu que la classification suivant laquelle ils furent primitivement rédigés, n'existe plus. Ce sont les catalogues dressés en 1648 par Quatresols, et en 1691 par Copillon. Deux autres au contraire peuvent être considérés comme offrant la clef de toutes les archives de l'Hôtel-de-Ville, qui sont actuellement classées dans l'ordre qu'ils indiquent. Ce sont les catalogues dressés par Le Moine en 1787, et par M. Hivert en 1830.

§. 1. *Catalogue de 1648.*

Le catalogue de 1648 est un volume in-fol. de 322 feuillets, sur papier, dont voici le titre :

« Inventaire des titres, lettres, bulles, chartres et pièces des droicts de la
« ville et eschevinage de Reims, tant pour ce qui concerne la justice et juris-
« diction, que l'administration des hospitaux; règlement de la police, gouver-
« nement des chaussées, franchises des foires, sacres des roys, droicts tou-
« chant la forteresse, et autres prérogatives que messieurs les lieutenant, gens
« du Conseil, eschevins, et habitants de ladite ville, ont en icelle; ledict in-
« ventaire fait par [M^r Quatresols, avocat], suivant la conclusion de mes-
« diets sieurs, du . . . (sic) 1644. [Sic 11 avril 1642 ?]. »

Voici les divisions générales de ce catalogue, où d'ailleurs les pièces sont indiquées sous chaque titre, sans autre ordre apparent que celui qui résulte de leur rapport avec le titre même.

1°. JURISDICTION. Titres et chartres concernant la juridiction et droicts de
l'Eschevinage de Reims.

- | | |
|-------------|---|
| | 1. Pièces concernant la police et offices d'icelle. |
| | 2°. La liasse des mesureurs de charbon. |
| | 3. La liasse des brasseurs de foing. |
| 2°. POLICE. | 4. La liasse des visiteurs et langoyeurs de porcs. |
| | 5. La liasse des aulseurs de draps et de toilles. |
| | 6. La liasse des visiteurs de chairs et poissons. |
| | 7. La liasse de la marée. |

Arch. 149.
C: TIL III.
§. II.

Suite de la
POLICE.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

8. La liasse des jaugeurs et vergeurs de vins et autres breuvages.
9. La liasse des courtiers de vins.
10. La liasse des boulangiers et de l'essay et réglement du du pain.
11. Barbiers.
12. Drappiers.
13. Vivres et vivandiers.
14. Cordiers.
15. Droit de pasturages et de passages.

3°. FOIRES.

Lettres concernant les foires de Couture.

1. Les titres concernant les amortissements, et déclaration des titres généraux de l'administration de l'hôpital Saint-Eloy et Sainte-Anne.
2. Lettres touchant la succession des lépreux.
3. Lettres concernant le nombre, ordre et réception des lépreux es hôpitaux.
4. Titres de réassignation faite par le roy de certains cens et rentes foncières.
5. Lettres de provision des chapelles de Marcelot, Saint-Eloy, Sainte-Anne et droicts dépendants d'icelles.
6. Titres concernant la grande cense de Saint-Eloy et le sauvoiy d'entre deux ponts.
7. Pièces concernant les censes de Marcellot, la Vuaguerie, Bouffuy et Terron.
8. Titres des surcens des maisons de la ville de Reims appartenans à Saint-Eloy, dixmes et autres droicts, pain, bled, Hostel-Dieu, Saint-Remy.
9. Censes de Muyson, Ormes, Prouilly, Chaumusy, Courville, Trigny, et des Grandes Loges.
10. Pièces concernant lesdits hôpitaux en général.

4°. HOSPITAUX.

N. B. Presque tous les titres de ces 11 liasses devinrent la propriété de l'hôpital général, lors de l'union des Jadreries à cet hôpital. L'inventaire en fut dressé le 5 janvier 1652, et se trouve dans les archives de l'Hôtel-de-Ville, matières diverses, liasse 34, n° 11.

5°. CHAUSSEES.

Lettres et pièces pour le fait des chaussées.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cj

- | | | |
|--|---|-------------|
| 6°. SACRES. | Les titres concernant les frais du sacre. | Arch. laïq. |
| 7°. FORTERESSE. | Titres concernant la forteresse de la ville de Reims. | C. Th. III. |
| 8°. ARMOIRE DES
AFFAIRES DE
L'ESCHEVINAGE. | Comptes des hospitaux et du sacre. | §. II. |

- | | |
|--|---|
| 9°. ARMOIRES DES
AFFAIRES DE LA
VILLE. | 1°. Armoire. Comptes des subventions, des deniers communs, tailles. |
| | 2°. Armoire. Lettres des rois, princes et seigneurs adressées à messieurs les lieutenant et gens du Conseil. — Productions et autres pièces des procès de l'Eschevinage. |
| | 3°. Armoire. Pièces touchant les pauvres. |
| | 4°. Armoire. Mémoires, comptes et acquits divers. |
| | 5°. Armoire. Pièces sur les foires, les acquisitions, procès. |
| | 6°. Armoire. Comptes des deniers communs et patrimoniaux. |
| | 7°. Armoire. 54 registres des conclusions du Conseil de 1422 à 1529, mémoires, productions, etc. |
| 10°. TIROIRS ET
COFFRE. | Eufin, dans quatre tiroirs se trouvent des lettres patentes relatives surtout aux octrois, et dans un grand coffre des comptes appartenant surtout aux deniers communs et patrimoniaux. |

Cet inventaire, long-temps égaré, a été rendu au cartulaire en 1726.

§. II. Catalogue de 1691.

Voici le titre du catalogue de 1691 : « Inventaire fait par François Coppillon, notaire royal à Reims, suivant l'ordre qu'il en a reçu de messieurs les lieutenant, gens du Conseil, et eschevins de la ville de Reims, commencé au mois de juin m. vj°. LXXXXI, suivant la conclusion du Conseil de ladite ville de la même année, comme MM. de Malval et Hachette, conseillers et eschevins de ladite ville, ayans la garde des papiers et titres de l'Hostel-de-Ville, luy ont fait entendre ; lequel inventaire contient en abrégé la substance de toutes les pièces et titres qui ont été trouvés dans le cartulaire, qui pour lors estoit dans un si grand désordre, qu'il a esté nécessaire d'y employer plusieurs années pour en venir à bout, d'autant plus que plusieurs pièces manquent, soit qu'elles ayent esté laissées chez des procureurs qui ont sollicités les procès de la ville, ou qu'elles ayent esté adhiérées par ceux qui ont tirés lesdites pièces et négligés de les remettre. »

Arch. hist.
C. Tit. III.
§ II.

Voici l'ordre dans lequel Copillon avait classé les archives :

- | | |
|--------------------------|--|
| Cellule | 1. Des droits de l'Eschevinage. |
| — | 2. Exactions faites par les officiers et les commis à la recette des droits de l'archevêché. |
| — | 3. De la juridiction de l'Eschevinage. Causes du bailliage par MM. les eschevins. |
| — | 4. <i>Id.</i> Registres du buffet. |
| — | 5. <i>Id.</i> <i>Id.</i> |
| — | 6. <i>Id.</i> Différents avec les archevêques et leurs officiers. |
| — | 7. <i>Id.</i> <i>Id.</i> |
| — | 8. <i>Id.</i> <i>Id.</i> avec M ^{re} de Savoie, archevêque. |
| — | 9. <i>Id.</i> <i>Id.</i> avec les cardinaux Antoine [Barberin] et Le Tellier. |
| — | 10. De la police en général. |
| — | 11. Des scillies. [Voirie]. Différents et pièces à ce sujet. |
| — | 12. Des chaussées et pavés. |
| — | 13. Des entreprises sur les chaussées et pavés. |
| 1 ^{re} ARMOIRE. | 14. Procès entre les eschevins et les gens du Conseil touchant le pavé, et arrest de réunion des deux corps en 1636; [arrêt qui est la suite de leurs différends.] |
| — | 15. Des droits de chaussée. |
| — | 16. Des héritages sur l'Eschevinage et des droits et surcens sur plusieurs héritages. |
| — | 17. Des courtiers de vin. |
| — | 18. <i>Id.</i> |
| — | 19. Des jaugeurs de vaisseaux. |
| — | 20. Des tonneliers. |
| — | 21. Des vendeurs, visiteurs et deschargeurs de poissons. |
| — | 22. Des auneurs de drap et de toile. |
| — | 23. Des languoyeurs de porcs. |
| — | 24. De la garde et proie des porcs. |
| — | 25. Des mesureurs de charbon. |
| — | 26. Des brasseurs de foin. |
| — | 27. Des anneurs de boys. |

- Suite de la
 1^{re} ARMOIRE.
- Cellule 28. Des boulangers pour le poids du pain, des meuniers pour le droit de mouture, et des poids et balances. Arch. Iniq. C. Tit. III. §. n.
- 29. Des bouchers et chaircuitiers.
- 30. Des lépreux.
- Cellules 31, 32, 33, 34. Des sacres des roys.
- 35. Du droit de ventes.
- 36. Des foires.
- 37. Procès au sujet des foires contre les fermiers des aydes.
- 38. Arrêts et pièces au sujet des foires.
- 39. Du droit du quatrième des vins.
- 40. Instances contre les fermiers du quatrième.
- 41. Des ecclésiastiques et nobles touchant le quatrième, l'entrée, etc., etc.
- 42. De l'ayde de 2 s. parisis.
- 43. *Id.*
- 44. Anciens octrois qui n'ont plus cours.
- 2^e ARMOIRE.
- 45. Octrois sur les greniers à sel; rentes sur les greniers à sel au lieu des cens, et autres affaires touchant le sel.
- 46. Des impôts.
- 47, 48, 49. Subvention.
- 50. Anciens et nouveaux cinq solz, entrée des vins et vendanges, subvention, douze deniers, six deniers du quatrième, et parisis pour le droit d'augmentation de gros.
- 51. Affaires contre les fermiers des aydes.
- 52. Des ecclésiastiques qui refusoient de payer leur part de la subvention.
- 53. Contre les nobles et prétendus privilégiés, pour le payement de la subvention et des taxes.
- 54. Marque de l'estamine; foin, farines et boys.
- Cellules 55 et 56. Liquidation des dettes; continuation des nouveaux octrois et capitation.
- 3^e ARMOIRE.
- 57. Affaires avec messieurs les trésoriers de France touchant la publication des octrois.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

Suite de la
3^e ARMOIRE.

- Cellule 58. Arrests et pièces contre messieurs de l'eslection.
- 59 et 60. Des offices de contrôleurs des deniers communs, et receveurs et intendans des deniers d'octroy et autres offices.
- 61. Des lieutenans généraux de la province, gouverneurs, lieutenans au gouvernement, et capitaines de la ville.
- 62. Nominations de messieurs les lieutenans, eschevins et autres officiers de la ville.
- 63. Jurisdiction de messieurs les lieutenant et gens du Conseil.
- 64 et 65. Procès faits par les susdits des délits aux portes, rempart, fossé et garde de la ville.
- 66, 67, 68, 69, 70. Des fortifications de la ville.
- 71. Arrests et pièces contre messieurs du clergé au sujet de la garde de la ville.
- 72. Contrats d'acquisition des maisons où est l'Hostel-de-Ville.
- 73. Arsenal; places achetées pour les rues, etc.
- 74. Des usages de la ville, et des places qui se louent aux portes, fossés, rivières et es environs de la ville.
- 75. De l'artillerie, poudres et dépendances.
- 76. Ban, arrière-ban, levées de gens de guerre.
- 77. Logemens de gens de guerre et ustenciels.
- 78. De l'estappe.

4^e ARMOIRE.

- Cellule 79. Guerres du duc de Bourgogne et autres; et des dégasts et maux qui se faisoient au pays.
- 80. Des prisonniers de guerre.
- 81. Assemblée des estats et ordonnances, et des monnoyes.
- 82. Des paix et trêves, et de ce qui a esté fait pour y parvenir.
- 83. Réunion de la ville au roy Henry IV, et plusieurs affaires qui ont précédé.
- 84, 85, 86, 87. Des manufactures.
- 88. De la foullerie.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cv

Arch. laiq.
C. Tit. III.
§. III.

Suite de la
4^e ARMOIRE.

- Cellule 89. Du siège présidial de Reims.
- 90. De l'archevêché.
- 91. Du chapitre de Notre-Dame.
- 92. Des autres chapitres.
- 93, 94. Des abbayes et communautés d'hommes à Reims.
- 95. Des abbayes et communautés de filles.
- 96. Les paroisses de la ville.
- 97. L'université.
- 98 et 99. De l'Hostel-Dieu.
- 100. De l'hospital général.
- 101. Des incurables.
- 102. Des maudians.
- 103. Des orphelins.
- 104. Des pauvres de la ville.
- 105 et 106. Ce qui s'est pratiqué pendant la maladie contagieuse.
- 107. Procès avec le sieur abbé de Saint-Remy et ses fermiers touchant la dixme en vin, de Coulommès, Pargny et Virgny.

Suit l'indication, année par année, de tous les registres des conclusions et des comptes qui se trouvaient au cartulaire en 1691.—L'inventaire de Copillon remplit 341 feuillets,

§. III. Catalogue de 1787.

Ce catalogue a été dressé par P. Camille Le Moine, auteur du *Manuel de l'Archiviste*. Le Moine, ce travailleur plutôt infatigable qu'intelligent, a inventorié les archives de six des établissements les plus importants de la ville. Les six inventaires qu'il a dressés sont ceux 1°. de l'Hôtel-de-Ville, 2°. de l'archevêché, 3°. du chapitre, 4°. de Saint-Remy, 5°. du collège de l'Université, 6°. des Carmélites. Les deux premiers et les deux derniers sont de beaucoup inférieurs au troisième et au quatrième; tous pèchent surtout par l'absence de l'intelligence historique qui manquait à leur auteur. Le Moine était avant tout un praticien; il recueillait et classait scrupuleusement les pièces qui servaient à établir les droits des établissements pour lesquels il travaillait; mais toutes les pièces qui pouvaient intéresser leur histoire étaient dédaigneusement rejetées, sans être classées, dans des liasses de renseigne-

Arch. Inq. ments. Tels qu'ils sont cependant ces catalogues nous ont été de la plus grande utilité, et s'ils ne nous ont pas toujours indiqué les pièces qu'il fallait choisir, du moins ils nous ont fait connaître la plupart de celles qu'il fallait rejeter. Sans le fil qu'ils ont mis entre nos mains, notre existence se fût consumée avant de pouvoir sortir de l'immense labyrinthe où nous nous étions engagé.

Le catalogue des archives de l'Hôtel-de-Ville, dressé par Le Moine, est un énorme volume grand in-fol. de 820 pages, d'après lequel les archives sont classées en 161 liasses réparties, comme nous allons le voir, sous les cinq titres suivants : *Octrois, Domaine, Juridiction, Matières diverses, Sacre*. A ces cinq titres se rattacheront des liasses de renseignements dont Le Moine n'avait pas même pris la peine d'indiquer le nombre, que nous avons trouvées dans un effroyable désordre, et que M. Louis Paris a depuis peu classées par ordre chronologique.

OCTROIS.

- Liasse 1. Exemption de tailles, droit de quatrième et permission de l'employer aux réparations, affaires, etc., de 1484 à 1584.
- 2. Suite des titres concernant le droit de quatrième, depuis 1600 jusqu'à 1755.
- 3. Suite des titres concernant le droit de quatrième, depuis 1762, époque de la commutation dudit droit en une somme fixe, jusqu'en 1788.
- 4. Titres communs à toute espèce d'octrois, quatrième, petit ayde, bois et foins, depuis 1654 jusqu'en 1787.
- 5. Adjudications de la ferme du quatrième, depuis 1616.
- 6. Petit ayde de 2^e 6^s sur chaque queue de vin vendue en gros en la ville de Reims, et à 4 lieues aux environs, de 1418 à 1583.
- 7. Suite du petit ayde de 2^e 6^s sur chaque queue de vin, depuis 1596 jusqu'en 1628.
- 8. Suite du petit ayde sur les vins, bières, huilles, depuis 1762.
- 9. Suite du petit ayde, procès contre les habitants de Verzy pour la fixation de la mesure des 4 lieues [1764¹].
- 10. Suite du petit ayde, adjudications depuis 1616.
- 11. Suite du petit ayde, entrées sur les bois et foins [1644].

¹ Un chiffre ainsi placé à la suite d'une des liasses cataloguées par Le Moine, indique la date de la pièce la plus ancienne de cette liasse.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

• cvij

Liasse 12. Suite du petit ayde, adjudications de la ferme des bois, foin, etc., depuis 1677. Arch. lang. G. Tn. III.

- 13. Exemptions prétendues par le clergé et la noblesse et autres privilégiés [1643].

Supplément aux octrois, registres et liasses de renseignements.

DOMAINE.

- Liasse 1. Hôtel-de-Ville, et hôtel de la maréchaulée [1499].
- 2. Maison rue de Fléchambault, joignant le parc de St.-Remi [1673].
- 2 bis. Arsenal, rue de Thillois [1477].
- 3. Maison rue de Thillois, derrière l'Arsenal [1754].
- 4. Tours, jardins et corps-de-garde [1762].
- 5. Porte de Mars, places, réserve, glacière, etc. [1633].
- 6. Porte de Cérés, logement et places-dessus et dessous [1609].
- 7. Fief du portage de Porte-Cérés [1673].
- 8. Remparts et fossés en dedans et en dehors de la ville, coupe et tonte des herbes et arbres [1664].
- 9. Jardins et prez, hors les portes de Vesle et de Fléchambault [1684].
- 10. Usages en général [1227].
- 11. Usages de la ville proche la porte de Fléchambault, prez, marais [1732].
- 12. Prez, marais dits la grande Pâtur, proche le moulin Huon [1656].
- 13. Prez, marais de Taissy, depuis 1605.
- 14. Rivière, pesche, dégorgeoir, etc. [1572].
- 15. Navigation, marchepieds, bordages, etc., au-dessus et au-dessous de Reims [1556].
- 16. Rivière-neuve ou canal venant de Sillery, etc., et ancienne rivière [1712].
- 17. Rivière, affaires avec messieurs du chapitre [1442].
- 18. Rivière, affaires avec l'abbaye de St.-Remy [1609].
- 19. Rivière et foulleries [1630].
- 20. Rivière, baux des foulleries [1631].
- 21. Surcens et rentes foncières sur héritage à Reims et environs [1569].
- 22. Rentes provinciales sur l'hôtel-de-ville de Paris [1766].
- 23. Surcens et rentes passives, ou dûes par l'hôtel-de-ville de Reims [1758].
- 24. Droit de chaussées ou péages aux portes de la ville [1284].

- Arch. laïq. Liasse 25. Adjudications des droits de chaussées ou péages aux cinq portes
C. Tit. III. de la ville [1569].
§. III. — 26. Pavés de la ville [1574].
— 27. Grévières pour les pavés [1732].
— 28. Marée [1357].
— 29. Marée, officiers et offices de visiteurs, crieurs, etc. [1418].
Supplément au domaine, registres et liasses de renseignements.

JURISDICTION.

- Liasse 1. Échevinage des XII, XIII, XIV et XV^e siècles [1482].
— 2. Suite de l'Échevinage, depuis 1530 jusqu'à 1636, époque de sa réunion au corps de ville.
— 3. Suite de l'Échevinage, depuis 1636, temps de la réunion au Conseil de ville, jusqu'à 1670, époque de diminution de la juridiction par la transaction avec M^r l'archevêque.
— 4. Suite de l'Échevinage, depuis 1700.
— 5. Mairie de Saint-Éloy [1633].
— 6. Police du buffet de l'Échevinage, depuis 1378 jusqu'à 1699, époque de l'acquisition, par M^r l'archevêque, de la charge de lieutenant de police.
— 7. Suite de la police de l'Échevinage, depuis la perte d'une partie de sa police.
— 8. Voirie et alignement [1321].
— 9. Suite de la voirie et alignement [1450].
— 10. Suite de la voirie, plans pour alignemens de rues dans la ville de Reims [1765].
— 11. Voirie, rues de grandes traverses, attribuées aux trésoriers de France, en 1773 [1769].
— 12. Voirie, terrains acquis pour percer des rues pour l'embellissement et décoration de la ville [1559].
— 13. Voirie, percée d'une rue devant Saint-Remy pour aller à Fléchambault [1745].
— 14. Police sur les glaciis, fossés et remparts [1364].
— 15. Suite de la juridiction et police sur les remparts, portes et fossés [1724].
— 16. État-major, offices de gouverneur et lieutenant de roi; réunis au gouvernement municipal [1604].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cix

Liasse 16 bis. Capitaine de la ville [1358].

Arch. laiq.
C. Tit. III
§ III.

- 17. Gouvernement municipal civil et militaire, élections des officiers, conseillers et échevins [1358].
- 18. Procureur du roi, syndic de la ville [1691].
- 19. Receveur des deniers communs et octrois [1681].
- 20. Greffier, secrétaire de la ville [1690].
- 21. Officiers de milice bourgeoise, colonel, major, capitaines, lieutenants, enseignes, connétables [1694].
- 22. Hoquetons ou archers du guet de la garde de M. le lieutenant de ville [1613].
- 23. Valets de ville ou sergens de la forteresse [1687].
- 24. Archers des pauvres, portiers et elazeniers [1751].
- 25. Piqueur ou inspecteur des ouvrages de la ville [1773].
- 26. Anneleurs de bois et mesureurs de charbon [1342].
- 27. Offices de courtiers de vins et jaugeurs de tonneaux [1357].
- 28. Échevinage. Inventaire des titres de l'Échevinage [1760].

Supplément à la juridiction, registres et liasses de renseignements.

DIVERSES MATIÈRES.

Liasse 1. Administrations provinciales [1778].

- 2. Amortissemens en général, centième denier, contrôle, nouveaux acquêts [1692].

Nota. Les amortissemens en particulier sont portés à chaque objet.

- 3. Arquebuse; officiers et chevaliers, sous la dépendance de l'Hôtel-de-Ville [1561].
- 4. Arquebuse; procès-verbaux de délivrance de l'oiseau [1716].
- 5. Artillerie; canons, affûts, poudre, etc. [1338].
- 6. Artillerie; procès-verbaux de visites [1520].
- 7. Arts, métiers, manufactures [1455].
- 7 bis. Bains publics [1786].
- 8. Bours de la ville et faubourgs dont le prix est employé à l'entretien des écoles de mathématiques et de dessin [1609].
- 9. Bourgeoisie; admission des étrangers, lettres de bourgeoisie, etc. [1331].
- 10. Bourses pour deux écoliers et autres fondations dont est receveur, pour six ans, l'ancien échevin marchand à Reims [1622].

Arch. laiq. Liasse
C. Tit. III.
§. III.

11. Bourse de la fondation de Bazin; trois écoliers natifs de Reims, élevés au collège Louis-le-Grand [1729].
- 12. Cérémonial. Passages des princes. Réjouissances publiques, caves ou vins de présent [1620].
- 13. Collège des Bons-Enfants transféré en la rue Barbâtre, en 1776 [1554].
- 14. Etablissements de communautés régulières et séculières à Reims [1612].
- 15. Suite de l'établissement des communautés [1723].
- 16. Hôtel du Commerce [1762].
- 17. Concert [1773].
- 18. Écoles chrétiennes [1724].
- 19. Écoles gratuites de mathématiques et de dessin. Titres communs aux deux écoles [1746].
- 20. Écoles de mathématiques [1747].
- 21. Écoles de dessin [1746].
- 21 bis. École gratuite d'accouchemens, connue sous le nom de *Cours gratuit*, etc. [1772].
- 22. Election. Procès avec MM. les officiers pour la répartition des impôts, et la préséance [1608].
- 23. Finances. Grâces accordées par le roi. Liquidation des dettes de la ville [1665].
- 24. Finances. États de situation [1750].
- 25. Foires franches. Privilèges de la ville de Reims pendant la tenue des quatre foires [1470].
- 26. Fontaines commencées en 1747, par suite des libéralités de M. Godinot, chanoine.
- 27. Visites des fontaines [1756].
- 28. Grains [1723].
- 29. Haras que l'on voulait établir près Reims [1717].
- 30. Hôtel-Dieu [1566].
- 31. Hôpital général, ou maison de charité. [1532].
- 32. Hôpital de Saint-Antoine, réuni à l'ordre de Malthe malgré les réclamations de la ville [1201].
- 33. Hôpital de Saint-Marcoul [1655].
- 34. Hôpitaux de Saint-Ladre; léproseries de Saint-Eloy et de Sainte-Anne, sous la juridiction de MM. de la ville [1337].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxj

- Liasse 35. Hôtel des juridictions royales [1523].
- 36. Incendies. Pompiers [1731].
- 37. Indemnités dues à l'Archevêché, etc., par acquisitions faites par la ville pour les promenades, la Place Royale, et la porte, aux Férons [1780].
- 38. Impositions, taille, capitation, don gratuit [1600].
- 39. Inondés. Secours accordés [1784].
- 40. Illumination de la ville. Lanternes et réverbères [1697].
- 41. Lods et ventes [1183].
- 42. Logemens des gens de guerre, casernes, convois militaires, etc. [1471].
- 43. Suite des logemens des gens de guerre [1642].
- 44. Maréchaussée, logement, etc. [1769].
- 45. Milice, tirage dans la ville et les campagnes [1742].
- 46. Milice ou soldats provinciaux [1763].
- 47. Noyés et suffoqués, secours administrés [1775].
- 48. Pauvres, bureau de miséricorde, caisse de charité [1549].
- 49. Place Royale depuis 1755, date du premier don du roi, jusqu'à l'inauguration de la statue en 1765.
- 50. Suite de la Place Royale, depuis 1766.
- 51. Porte et ponts de Venle [1387].
- 52. Porte et ponts de Fléchambault [1762].
- 53. Porte aux Férons, abbatue en 1775, lors du sacre du roi [1774].
- 54. Porte Saint-Denis, abbatue en 1775, lors du sacre du roi [1774].
- 55. Porte Barre, démolie en 1752.
- 56. Porte Saint-Nicaise, fortifications détruites en 1749, et les matériaux employés aux fontaines [1749].
- 57. Promenades commencées en 1731 [1652].
- 58. Salle de spectacle [1766].
- 59. Salpêtriers [1777].
- 60. Saint-Remy et Saint-Thierry [1695].
- 61. Séminaire [1676].
- 62. Société d'émulation pour les arts, établie à Reims en 1777.
- 63. Stallage sur les grains, farines et gruis, exemption des bourgeois de l'Échevinage [1197].
- 64. Travaux de charité [1770].
- Supplément aux diverses matières, registres et liasses de renseignements.

Arch. hist.
C. Tit. III.
§ 112.

Arch. laiq.

C. Tit. III.

§ m.

SACRE.

- | | |
|--------|---|
| Liasse | 1. Sacre de Philippe IV, dit le Bel [1287]. |
| — | 2. <i>id.</i> de Philippe V, dit le Long [1317]. |
| — | 3. <i>id.</i> de Charles IV, dit le Bel, couronné en 1322 [1321]. |
| — | 4. <i>id.</i> de Philippe VI, couronné en 1328. |
| — | 5. <i>id.</i> de Jean, dit le Bon, sacré à Reims le dimanche avant la Saint-Michel, 1350. |
| — | 6. <i>id.</i> de Charles V, dit le Sage, sacré à Reims le jour de la Trinité, 1364. |
| — | 7. <i>id.</i> de Charles VI, sacré à Reims le dimanche 4 novembre 1380. |
| — | 8. <i>id.</i> de Charles VII, dit le Victorieux, sacré à Reims le 17 juillet 1429. |
| — | 9. <i>id.</i> de Louis XI, sacré à Reims le 15 août 1461. |
| — | 10. <i>id.</i> de Charles VIII, sacré à Reims le 30 mai 1484. |
| — | 11. <i>id.</i> de Louis XII, sacré à Reims le 27 mai 1498. |
| — | 12. <i>id.</i> de François I ^{er} , dit le Restaurateur des lettres, sacré à Reims le 25 janvier 1514. |
| — | 13. <i>id.</i> de Henry II, sacré à Reims le 26 juillet 1547. |
| — | 14. <i>id.</i> de François II, sacré à Reims le 18 septembre 1559. |
| — | 15. <i>id.</i> de Charles IX, sacré à Reims le 16 mai 1564. |
| — | 16. <i>id.</i> de Henry III, roi de France et de Pologne, sacré à Reims le 13 février 1575.
N. B. Il n'y a aucun titre d'Henry IV, ce bon prince ayant été sacré à Chartres. |
| — | 17. <i>id.</i> de Louis XIII, surnommé le Juste, sacré à Reims le 17 octobre 1610. |
| — | 18. <i>id.</i> de Louis XIV, surnommé le Grand, sacré à Reims le 7 juin 1654. |
| — | 19. <i>id.</i> de Louis XV, surnommé le Bien-Aimé, sacré à Reims le 25 octobre 1722. |
| — | 20. <i>id.</i> Rolles et Comptes. |
| — | 21. <i>id.</i> de Louis XVI, sacré à Reims le 11 juin 1775. |
| — | 22. Rolles d'impositions des frais du sacre de Louis XVI. |
| — | 23. Comptes des frais du sacre de Louis XVI. |
| — | 24. Registres relatifs aux sacres et liasses de renseignements. |

N° 4. INVENTAIRE DE 1830. Cet inventaire est le dernier de ceux où les titres de l'Échevinage et du Conseil de ville se trouvent confondus. Il a été

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxij

dressé par M. Hivert, alors substitut du procureur du roi près du tribunal de première instance de la ville de Reims. Il ne contient que le classement des pièces relatives à l'exercice de la juridiction qui n'avaient pas été inventoriées par Le Moine, ou qui l'avaient été d'une manière par trop étrange. Nous avons déjà dit tout ce que la ville de Reims doit à M. Hivert, et tout ce que nous lui devons nous-même. Il ne nous reste plus qu'à faire connaître les divisions de son catalogue :

Arch. laïq.
C. Tit. III.
§ III.

- Carton 1. Prévôté foraine du bailliage royal de Vermandois.
- Cartons 2 à 34, et vingt-neuf vol. Bailliage ducal de l'archevêque.
- Cartons 35 et 36. Juridiction du buffet de l'Échevinage.
- Carton 37. Juridiction de la ville et gouvernement de Reims.
- Carton 37; et trois vol. Mairies de la Couture et de Venisse.
- Carton 37. Bailliage et mairie de Saint-Éloi.
- Carton 38. Tribunal de police municipale pendant la révolution.
- Cartons 39 et 40. Justice criminelle de 1792 à 1808.

II. BIBLIOTHÈQUES DES ÉTABLISSEMENTS ECCLÉSIASTIQUES OU LAÏQUES,

Biblioth.
Tit. I.
§. I.

ET BIBLIOTHÈQUES PARTICULIÈRES DE LA VILLE DE REIMS.

Nous avons emprunté aux bibliothèques de Reims tout ce qui pouvait servir à compléter ou à éclaircir les titres de nos archives. Or, ces archives étant celles des anciens établissements ecclésiastiques ou laïques de la ville de Reims, et les documents que nous ont offerts les bibliothèques se rapportant également aux institutions religieuses et civiles, nous avons cru devoir placer ici, entre la Notice que nous avons donnée des archives bourgeoises et celle que nous allons donner des archives cléricales, une Notice indiquant les emprunts faits, dans l'intérêt des unes et des autres, à des dépôts qui, nous le savons, en forment comme l'annexe obligée.

Nous ne nous sommes pas borné à compiler les 1100 volumes manuscrits provenant des anciennes bibliothèques de l'Archevêché, du chapitre, de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, de Saint-Thierry, d'Hautvillers, de la ville, et qui sont maintenant réunis à l'Hôtel-de-Ville de Reims; nous avons demandé aux bibliothèques particulières tout ce que ne nous

offrait pas la bibliothèque publique, et des manuscrits, des livres rares que M. l'abbé Gros, vicaire général, madame de Courtin, MM. Thirion-Rogier et Grassières, ont mis à notre disposition avec un empressement et une obligeance que nous ne saurions trop reconnaître, sont venus compléter des lacunes importantes qui existent dans les collections de la ville. Nous allons indiquer successivement les ressources que nous avons tirées de chacune de ces bibliothèques.

TITRE I. BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE REIMS.

Nous répartirons sous quatre paragraphes les manuscrits de cette bibliothèque qui nous ont fourni des matériaux pour notre compilation.

§. I. *Manuscrits auxquels il n'a été fait que de rares emprunts, et qui semblent, pour la plupart, étrangers à l'histoire de la ville.*

Nous l'avons déjà dit, du moment qu'un manuscrit avait appartenu à l'un des établissements religieux dont nous voulions connaître l'histoire, nous avons cru, quel qu'en fût le texte, devoir en étudier les pages, dans l'espoir d'y découvrir quelque note, quelque indication qu'y eussent jetée par hasard ses anciens propriétaires. Plus d'une fois notre patiente étude a été récompensée; mais nous n'entreprendrons pas ici de donner une notice sur chacun des manuscrits auxquels nous devons ainsi quelques lignes. C'est dans notre texte même qu'on en trouvera l'indication détaillée. Nous nous contenterons seulement de rappeler que le *Psalterium tripartitum* d'Odalric, que le Psautier du chapitre, que l'*Historia ecclesie remensis* de Flodoard (voir la note que nous avons mise p. 3), que les Pénitentiels des diverses églises, les Rationaux, les Missels, les Lectionnaires, les Rituels, etc., nous ont payé un tribut d'autant plus précieux qu'il nous venait de temps reculés, sur lesquels nous n'avions d'ailleurs que des renseignements trop incomplets.

* Ce beau manuscrit, qui nous paraît du ^x siècle, est écrit sur trois colonnes. Il a été donné au chapitre par le prévôt Odalric (voir, Marl., t. 1, 299). Les marges et les blancs sont en plusieurs endroits, surtout aux premiers feuillets, remplis d'interpolations des ^{xii}, ^{xiii}

et ^{xiv} siècles. La *Chronique de Champagne*, publiée par MM. Louis Paris et Fleury, a donné, tom. II, p. 94, une notice sur le *Psalterium tripartitum*, en offrant un précieux extrait du feuillet 215, relatif au mariage d'Anne de Russie et de Henri I^{er}.

S. II. *Manuscrits qui renferment des actes relatifs à l'histoire de Reims.*Biblioth.
Tit. I.
S. II.

N° 1. MARTYROLOGIUM ET NECROLOGIUM ECCLESIE REMENSIS. Ce manuscrit, le plus ancien obituaire qui reste de la cathédrale, a été écrit entre l'an 1263 et l'an 1276. L'obit de l'archevêque Thomas de Beaumets, mort en 1263, y est inscrit à la date du xv des cal. de mars; l'obit d'aucun autre archevêque n'y est inscrit après le sien. De plus, dans une note contenant le cérémonial du *mandatum* ou *pied lève* (note qui vient immédiatement après un calendrier où Louis IX n'est point porté au nombre des saints), se trouvent les noms d'Hugues-la-Barbe, doyen, de Guillaume, archidiacre de Champagne, et enfin d'Ottobon de Fiesque, grand-archidiacre, leur contemporain, qui parvint en 1276 au souverain pontificat sous le nom d'Adrien V. L'âge de ce manuscrit nous a semblé d'autant plus important à constater, que nous avons découvert sous l'écriture de ses feuilles, et malgré les efforts tentés pour en râcler le vélin, les épreuves du plan régulièrement dressé d'une cathédrale dont le style ressemble beaucoup à celui de la cathédrale de Reims. Or la cathédrale de Reims, brûlée en 1211, était en pleine reconstruction vers le milieu du xiii^e siècle, et il nous a semblé qu'il serait vraiment curieux pour l'histoire de l'art, d'étudier quels rapports peuvent se rencontrer entre le plan palimpseste et le magnifique monument dont le clergé avait notre manuscrit pour nécrologe. Ce point est d'autant plus important à nos yeux, que toute une école archéologique nie l'existence de plans d'après lesquels auraient été construits tant d'admirables édifices que nous a légués le moyen âge. Toutefois nos connaissances n'étant pas assez spéciales pour nous permettre de nous occuper nous-même de ces recherches, nous avons légué à MM. Didron et Lassus, dont les études se sont si spécialement et si heureusement portées sur l'archéologie chrétienne, le soin d'expliquer ce que nous n'avons fait qu'entrevoir. Le quatrième des comités historiques a reçu avec le plus vif intérêt les communications de nos deux savants amis. Le relevé exact des épreuves, demandé par ce comité, est terminé, et bientôt sans doute les lumières de tant d'hommes éminents qui le composent auront jeté sur l'histoire générale de l'art, et par occasion sur l'histoire spéciale de Reims, un jour dont nous profiterons, et que nous serons heureux d'avoir contribué à faire éclore.

Notre manuscrit se compose de 146 feuillets. En tête se trouve un calendrier; puis viennent successivement le rituel du *Mandatum*, le martyrologe,

Biblioth.
Th. I.
S. II.

l'obituaire; puis enfin, dans les vingt-deux derniers feuillets, des copies d'actes extraits des archives du chapitre, entremêlés de litanies et du cérémonial de l'excommunication. — A la suite de notre manuscrit se trouve un cahier de papier de 40 pages, dont voici le titre. « *Excerpta ex necrologio veteri ecclesie remensis, anno circiter M. CCC. XL. exarato, quod fuit Regine Suevium, not. 144, descripto et excerpto anno M° VI° LXXX° VIII°*, R. F. Claudio Stephanosio, monacho benedictino e congregatione S. Mauri, ejusque in curia romana procuratore. » Le nécrologe dépeillé par Stephanosius renferme, outre l'obituaire, un calendrier et un recueil d'actes semblable à celui que nous trouvons dans le martyrologe de Reims.

N° 2. *NECROLOGIUM S. REMIGII REMENSIS*. Ce manuscrit a été retrouvé par M. Hivert, et placé par lui dans la bibliothèque de la ville. C'est un de ceux dont on nous a refusé le déplacement, et que nous n'avons pas eu le loisir d'étudier sur place avec assez de détail.

N° 3. *CARTULARIUM S. NICHASII*. La place naturelle de ce manuscrit serait dans les archives. Nous en parlerons tout à l'heure en nous occupant de celles de l'ancienne abbaye dont il était la propriété.

N° 4. *STATUTA ECCLESIE REMENSIS*. Il y a au cartulaire et dans le cabinet des manuscrits plusieurs exemplaires de ces statuts, dont l'ensemble forme la coutume du chapitre. Tous ces exemplaires comprennent les différentes rédactions de statuts retouchés en 1327, 1487, 1515, 1522, 1570, 1612, 1641. A ces rédactions, qui trouveront place dans nos Archives législatives, nous réunirons une rédaction première qui appartient à l'an 1282, et que nous donnera la liasse 18, n° 4, de la lay. 10 des archives du chapitre. Nous les ferons suivre des préceptes synodaux rédigés par Guillaume de Trie, vers l'an 1330, préceptes que nous a conservés le cart. E du chapitre, dont nous parlerons bientôt.

N° 5. *LIBER PRACTICUS DE CONSUETUDINE REMENSIS*. C'est un recueil à l'usage des tribunaux de l'officialité archiepiscopale, tribunaux qui, avec ceux de l'officialité archidiaconale, s'étaient attribué, vers la fin du XII^e siècle, la connaissance des causes les plus importantes, même en matière civile. Ce recueil est fort indigeste; il contient pêle-mêle des sentences rendues par les officiaux, et rassemblées probablement pour servir de règle dans l'officialité même, des dispositions relatives au style de cette cour, des chartes, un coutumier à l'usage de la bourgeoisie, etc., etc. Il semble avoir été compilé dans l'origine par l'official *Ruffinus de Fiteclo*, qui vivait à la fin du XIII^e siècle, ou par

ses disciples, puis avoir été retouché vers la fin du xiv^e, et accommodé au goût de quelque praticien de l'époque. Tel qu'il est, et malgré ses défauts, c'est un document curieux qui passera presque en entier dans nos Archives législatives; il occupe 94 pages d'un manuscrit sur vélin, tantôt à deux colonnes, tantôt à pages pleines, d'une écriture fine, serrée et fort défectueuse.

Biblioth.
Tit. I.
§. II.

N° 6. TESTAMENT DE L'ARCHEVÊQUE RICHARD PIQUE OU RICHARD DE BESANÇON. La *Gallia christ.*, x, instr. 68, contient un fragment du testament de Richard. Nous donnerons le testament en entier, et des extraits du compte-rendu de l'exécuteur testamentaire, qui était le célèbre cardinal Guillaume Filiastre. Ce compte, qui est excessivement minutieux, se compose de près de 100 feuilles de parchemin, et offre les renseignements les plus précis sur l'état du premier pair de France à la fin du xiv^e siècle (1391).

N° 7. COUTUMES DE REIMS, RÉDIGÉES EN 1481. Nous avons parlé plus haut de deux exemplaires de ces coutumes, l'un manuscrit, l'autre imprimé, tous deux incomplets, qui se trouvent dans les archives et dans la bibliothèque publique de Reims.

N° 8. RECUEIL DE PIÈCES CONCERNANT L'ÉGLISE DE REIMS. C'est une espèce de petit cartulaire contenant 132 pages sur papier, écrit vers la fin du xvii^e siècle. La pièce la plus intéressante qu'il renferme est l'ordre de réception de toutes les dignités du chapitre, ordre dont le texte a été remanié vers 1400 par Guillaume Filiastre, mais dont la rédaction originelle, perdue maintenant, remontait à une haute antiquité, et datait, selon notre opinion, du ix^e siècle.

Les huit recueils d'actes que nous indiquons ici sont les moins importants de ceux que nous avons espéré trouver dans la bibliothèque de Reims. Nous y avons recherché avant tout, mais inutilement, le polyptique de Saint-Remi, déjà perdu au xvii^e siècle, puis restitué au monastère par la munificence de l'archevêque, M. Le Tellier, puis définitivement égaré à la fin du xviii^e, sans que nous ayons pu en retrouver de traces, ni à Reims, ni à Châlons, soit dans les archives de l'abbaye, soit dans celles de l'ancienne intendance, où il aurait pu être oublié après avoir été, dit-on, prêté à l'un des derniers intendants de Champagne. Le second manuscrit que, malgré nos recherches, nous n'avons pu recouvrer, est le *CONSUETUDINARIUM VETUS S. REMIGII*. Nous n'en avons recueilli qu'un seul fragment pris sur une copie du xvi^e siècle, et nous l'avons inséré dans le volume que nous publions, où l'on peut voir p. 231, quel intérêt nous eussions attaché à en retrouver la totalité.

Biblioth. Nos regrets ont été d'autant plus vifs que ce manuscrit remontait à une date
 Tit. I. fort ancienne. Marlot (tom. 1, p. 330) dit, en parlant de ce précieux document :
 § II. *Vetus ceremonialis ante quingentos annos editum*; et Lacourt ajoute à ce
 passage de Marlot : « Vetus hic liber ceremonialis, seu consuetudinum mo-
 « nasterii S. Remigii, dicatnm [fuit] Hugoni abbati Cluniacensi, circa
 « ann. 1100. » — *Lacourt, Marl. annot.*, 1, fol. 30, verso. — Nous présu-
 mons que D. Martenne a eu connaissance de notre manuscrit, et qu'il a pu en
 faire usage dans son savant traité : *De antiquis monachorum Ritibus*; mais
 cet ouvrage manquant à la bibliothèque de Rennes, nous n'avons pu vérifier
 nos soupçons.

Biblioth. §. III. *Corps inédits d'histoire locale que renferme le Cabinet*
 Tit. I. *des Manuscrits de la ville de Reims.*
 § III.

Jamais ville peut-être n'a été plus féconde en historiens que la ville de Reims, et jamais historiens de localité n'ont été plus malheureux. Il en est jusqu'à douze dont les travaux sont restés manuscrits, et dont l'œuvre cependant n'était pas de légère entreprise, car tel d'entre eux a composé cinq énormes volumes in-fol. Nous allons examiner séparément chacune de ces compilations auxquelles la nôtre donnera une publicité posthume.

N° 1. MÉMOIRES DE JEHAN FOULQUART. Foulquart, notaire apostolique et impérial, était déjà clerc ou procureur de l'Échevinage en 1478, lorsqu'il dressa l'inventaire des papiers du sacre, et l'était encore en 1485, lorsqu'il fit l'inventaire des archives de l'Échevinage. (Voir plus haut, Arch. laïq., Tit. II, §. 1, n° 1 et 2). Il prit part aux violents démêlés qu'eut l'archevêque P. de Laval avec Raulin Cochinnart, capitaine de la ville, créature de Louis XI, et l'un de ses agents les plus dévoués. Foulquart fut le partisan déclaré de Cochinnart; et lorsque la mort de Louis XI laissa celui-ci sans appui, P. de Laval poursuivit non seulement l'homme puisant déchu, mais l'humble bourgeois qui s'était mêlé à leurs querelles. Heureusement la protection de M. de Vendôme, que Foulquart obtint par l'intermédiaire de J. Michiel, médecin du roi, vint arrêter les poursuites de l'archevêque; notre historien en fut quitte pour une grosse somme d'argent, put vaquer désormais aux occupations de sa charge, et se ménager des loisirs pour nous transmettre sur l'ancien favori de Louis XI des documents du plus haut intérêt que nous publierons en entier. Ces documents se trouvaient insérés dans ses mémoires, qui formaient un vol. de 556 feuillets, portant pour titre : *Fais*

de la ville de Reims pendant l'espace de xx ans (de 1479 à 1499). Ce manuscrit, d'après une note transmise par Lacourt au P. Le Long (*Bibl. hist. de la Fr.*, n° 34,231), était au xviii^e siècle dans le cabinet de M. Jérôme L'Espaignol, élu. Nous ne savons ce qu'est devenu l'original, mais nous en avons retrouvé des extraits qui comprennent ce qu'il renfermait de plus intéressant, c'est-à-dire, outre l'histoire de Cochinart et les interrogatoires qu'il avait subis, quoique aveugle, sous le règne de Charles VIII, des notices étendues sur le sacre de ce même roi, et sur l'incendie de la cathédrale, arrivé le 24 juillet 1481.

Biblioth.
Th. I.
§. III.

N° 2. ANTOINE COLART. Il existait dans la bibliothèque de Saint-Nicaise un manuscrit intitulé : *Antonii Colardi, canonici remensis, Annalium libri vii, quibus remensium antistitum res gestæ explanantur*, in-4°. Lacourt, qui a fourni au P. Le Long la notice qui concerne ce manuscrit (n° 9494), parle d'une autre histoire du même auteur, à laquelle il donne le titre suivant dans ses notes sur Marlot (II, *not. in front.*, fol. 57) : *Commentaria rerum remensium ab A. Colardo ecclesiæ remensis canonico collecta*. Le père Le Long (n° 34,232) parle également de ce dernier ouvrage comme ayant fourni deux citations : l'une à Duchesne, l'autre à du Bouchet, et comme se trouvant à la Bibliothèque Royale parmi les manuscrits de Duchesne. Mais nous avons vainement cherché à Reims les Annales de Colart, vainement à Paris ses Commentaires. Seulement à Paris, dans le cabinet des chartes (Reims, cart. viii), nous avons trouvé une copie informe des Annales. Ce que nous en avons pu déchiffrer nous a fait peu regretter la perte des Commentaires. Ceux-ci s'arrêtaient en 1584, celles-là en 1580.

N° 3. JEHAN PUSSOT. C'est le même que le P. Le Long nomme Jean Piessot (n. 34,379). Il était né en 1544, et mourut en 1626. Ses mémoires vont de 1568 (et non de 1575, comme le dit le P. Le Long) à 1625. Le volume autographe qui les contient est un in-fol. de 167 feuillets en assez mauvais état. Pussot y inscrivait les faits à mesure qu'ils se présentaient. Lacourt en a fait de nombreux extraits, et considérait Pussot comme un historien doué de beaucoup de sens et d'intégrité.

N° 4. NICOLAS BERGIER. Le savant auteur de l'Histoire des grands chemins de l'empire romain était, on le sait, procureur de l'Échevinage de Reims. Il entreprit d'écrire l'histoire de sa ville natale. Le plan qu'il en a laissé, et

* Nous avertissons, une fois pour toutes, qu'en citant le P. Le Long, nous renvoyons toujours à l'édition de Fevret de Fontettes.

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

que son fils nous a transmis avec les deux premiers livres de cette histoire, sous le titre de *Dessein de l'histoire et antiquités de Reims*, eût épuisé, s'il avait été exécuté, les sources dont nous usons aujourd'hui, et notre compilation n'aurait pas vu le jour. Bergier, qui dans ses deux premiers livres s'est laissé égarer par le faux Manethon, et qui essaie de rattacher l'existence de Rémus, devenu roi des Celtes, à celle de Ragau, fils de Phaleg, sous qui s'opéra la confusion des langues, arrivant dans ses quatorze derniers livres à des époques sur lesquelles nos archives offrent des documents si nombreux et si certains, aurait employé ces documents avec la rare sagacité dont il a fait preuve dans son *Histoire des grands chemins*. Sa mort, arrivée en 1623, apporta donc à l'histoire de notre cité un dommage irréparable et que nous déplorons plus que tout autre, nous qui mieux que tout autre avons pu apprécier l'étendue de la tâche qu'il s'était imposée, et notre insuffisance pour la remplir.

Il ne reste dans nos archives d'autres traces du travail de Bergier que cette note empruntée au *Supplément du recueil de Rogier*, son contemporain, son émule d'études, son ami de cœur.

« Ayant par cy-devant fait un recueil des chartres et titres qui sont es-archives, tant de la maison et Hôtel-de-Ville, qu'en la chambre de l'Échev-
« nage de cette ville de Reims, et de plusieurs faits notables qui peuvent servir
« d'ornement à l'histoire, j'ai cru devoir y ajouter ce supplément pour en-
« courager ceux qui dans la suite voudroient achever ce que M^r Nicolas Ber-
« gier, avocat au siège présidial de Reims, a commencé. Ce qu'il avoit écrit
« sur l'histoire de Reims est demeuré après sa mort entré les mains de
« M^r Du Lys, avocat général du roy en sa cour des aydes. M. le président de
« Bellièvre, qui avoit honoré de son amitié le sieur Bergier, engagea M. Du-
« chesne, historiographe du roy, à travailler sur ce dessein et à remplir ce qu'il
« avoit laissé imparfait. Il en fit donner avis au lieutenant et gens du Conseil,
« afin de contribuer de leur part à ce qui pourroit illustrer leur patrie. Ils
« écrivirent au sieur Duchesne, et ils le prièrent de mettre en ordre les
« Mémoires de Bergier avec promesse de récompense. Sur cette assurance,
« Duchesne fit un voyage exprès à Reims pour exposer ce qui lui manquoit
« dans la collection que Bergier avoit faite. Il représenta que pour travailler
« sûrement et utilement, il étoit nécessaire qu'il eût la communication des
« chartres et des titres des communautés de la ville, afin d'en extraire les faits
« convenables à l'histoire. L'Hôtel-de-Ville lui ouvrit son cartulaire; mais
« le chapitre de Reims s'excusa de le faire sur ce qu'un de leurs confrères

« (M. Cocquault) travailloit à un corps d'histoire dans lequel entroit celle
« de Reims. Cependant le sieur Duchesne ne se rebuta point; on lui promit
« de lui envoyer tout ce que l'on pourroit découvrir de titres et de mémoires
« utiles à l'histoire. Après son départ, plusieurs personnes firent les recher-
« ches de nos antiquités, et certains de mes amis étant avertis que j'avois
« déjà amassé grand nombre de titres, me communiquèrent d'anciens ma-
« nuscrits contenant des chartres et d'autres monumens, dont j'ai extrait ce
« qui peut servir à l'histoire du pays. J'envoyai mes recueils au sieur Du-
« chesne, mais ayant appris qu'il s'excusoit de travailler sur les Mémoires
« de Bergier, sur le refus qu'on lui faisoit de lui ouvrir le cartulaire du
« chapitre, j'ai pris le dessein de rédiger ce que je lui avois adressé pour
« servir de supplément à ma première compilation. »

N° 5. JEHAN ROGIER. Rogier appartenait à l'une des premières familles de la bourgeoisie de Reims. L'élection le porta fréquemment à la prévôté de l'Échevinage, dont Bergier était procureur. Puisant aux mêmes sources, et liés d'affection, ils durent se communiquer le résultat de leurs études; l'empressement avec lequel Rogier mit, comme nous venons de le voir, tous ses matériaux à la disposition d'un étranger, de Duchesne, ne peut laisser aucun doute à cet égard. Les compilations de Rogier nous consolent donc en quelque sorte de la perte de celles de Bergier; et à défaut de celui-ci, on peut regarder son ami comme le père de l'histoire de la bourgeoisie; car il s'est rencontré ceci d'heureux pour notre entreprise, que non seulement la ville de Reims a conservé dans son sein comme un échantillon de toutes les institutions de l'antiquité et du moyen âge, mais que chacun des corps organisés d'après ces institutions a trouvé son historien. Ainsi l'Échevinage et le Conseil de ville ont été curieusement étudiés par Rogier; le clergé séculier, et particulièrement le chapitre, ont eu Cocquault pour interprète; puis est venu Marlot, l'historien du clergé régulier et de ses plus puissants monastères; enfin Lacourt a recherché d'une manière toute particulière, quoique peu bienveillante au fond, ce qui peut servir à éclairer l'histoire de l'archiépiscopat.

Rogier, le premier de ceux qui après Bergier étudièrent nos archives avec critique et dans un but donné, a laissé des Mémoires sur les points les plus intéressants de l'histoire bourgeoise, et un Supplément à ces mémoires, supplément dont nous avons cité le préambule dans le numéro précédent. Voici le titre et le sommaire placés par Rogier même en tête de ses Mémoires.

« Recueil fait par moy Jehan Rogier l'aisnel des chartres, tiltres, arrestz

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

« et anciens mémoires quy se trouvent en la maison et Hostel-de-Ville comme
« aussy en la chambre de l'Eschevinage de la ville de Reims, par lesquelz
« on peult reconnoistre quel a esté anciennement l'estat de ladite ville,
« tant en son circuit, clausure, fermé, gouvernement d'icelle, comme aussy
« de ses droictz, franchises et libertés, pareillement de l'establisement des
« servitudes et aussy des gestes et faictz notables des habitans d'icelle; laquelle
« recherche j'ay faict au cours des années mil six cens dix-sept, dix-huit
« et dix-neuf: et par bonne recherche plus exacte quy se pourra faire, il se
« pourra encore trouver plusieurs aultres chartres et tiltres quy donneront
« contentement à ceulx qui en vouldront prendre la peyne.

Sommaire des matières de ce présent recueil.

« En la première partye est faict mention du droict de l'Eschevinage de
« Reims, de la justice patrimoniale ausdictz habitans, de leurs franchises
« et des débatz intervenuz entre les archevesques et eulx.

« En la seconde partye est faict mention d'où est procédé la servitude sur
« les héritages assis et scitués audit Reims et terroire d'icelle, soubz la seigneu-
« rye de l'archevesque, de payer par ceulx quy les possèdent les fraictz et des-
« pens quy se font au sacre des roys de France.

« En la troisieme partye est faict mention de l'establisement de la foire de
« Pasques, appellé maintenant la foire de Cousture.

« En la quatriesme partye est faict mention de l'establisement de l'univer-
« sité en ladite ville de Reims, et de la fondation faicte par monseigneur le
« cardinal de Lorayne pour l'entretènement du collège.

« En la cinquieme partye est faict mention de l'establisement des aydes
« et impositions, avec la reconnoissance que les roys faisoient des privi-
« léges des habitans dudict Reims.

« En la sixiesme partye est contenu comme la ville de Reims a esté fermé
« et close de murailles et rempars en l'estat qu'el est maintenant.

« En la septiesme partye est faict mention comme ladite ville de Reims a
« esté régy et gouverné depuis l'an mil 11^e. xi. jusques à présent.

« En la huitiesme partye de ce présent recueil est faict mention des gestes
« et faictz notables des habitans de ladite ville de Reims en la defense d'icelle
« contre le siège des Anglois durant l'emprisonnement du roy Jehan, et du
« restablisement de l'auctorité des roys par ung arrest fort notable.

« En la neufiesme partye est contenu ce quy a esté faict par lesdictz habi-
« tans durant le règne des roys Charles sixiesme et Charles septiesme.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxxij

« En la dixiesme partye est contenu ce quy a esté fait en ladicte ville durant le règne du roy Loys unzième, et aussy par Raulin Cochinart.

« A la suite de ce que dessus sont contenuz plusieurs faitz particuliers. »

Non seulement tout ce travail si curieux de Rogier fat mis, comme nous l'avons vu, à la disposition de Duchesne, mais le modeste prévôt de l'Échevinage ne cessa de travailler aux recherches de ce savant, sous sa direction, tout le temps que celui-ci songea à écrire l'histoire de Reims. Ce fait est constaté par une lettre autographe de Rogier, qui se trouve dans le mss. 1515-2 du Suppl. franç. de la Bibliothèque Royale, lettre que nous allons rapporter en entier parce qu'elle contient et sur les difficultés qu'éprouva Duchesne de la part des jalousies locales et sur celles qu'éprouvait Rogier dans ses études paléographiques, des renseignements qui peuvent faire connaître quel degré de confiance l'on peut donner aux compilations de Rogier que nous indiquons maintenant, et à celles de Duchesne que nous indiquerons tout à l'heure.

« MONSIEUR,

« Depuis vostre partement de ceste ville, ung de mes amys m'ayant fait veoir ung manuscrit auquel sont transcriptz grand nombre de chartres, comme bulles, concilz provinciaux, sentences, arrestz, mandemens des roys, et accords concernantz les droictz de l'archevesché et église métropolitaine de Reims, et ayans recongnū par la lecture d'iceulx qu'il y en avoit quelq'uns qui pouvoit servir à l'histoire de Reims, je les ay extraict et transcriptz en ung quaterne de neuf feuilles de papier que je vous envoie. Celuy qui a transcript lesdictes chartres et titres audict manuscrit a tesmoigné qu'il n'estoit pas bien versé en la langue latine non plus que moy, comme aussy en la lecture des anciennes lettres, ausquelles se trouvent tant de motz abrégés que telle gens que moy n'entendent pas bien, quy est cause qu'en les transcrivant on commet beaucoup d'incongruité. C'est pourquoy je vous prie de m'excuser et supler au deffault qu'il y peult avoir. Jay fait quelque note sur une partye desdictes chartres, selon mon sens et jugement, lesquelles toutesfois je soubmetz à vostre censure et meilleur jugement. Je n'ay pas trouvé audict manuscrit davantage de décretz si nodaulx que ceulx que je vous envoie; nous en attendrons le rest par l'impression que M. le conseiller Cocquault en fait faire, comme il m'a diet ses jours passés qu'il avoit pacquetté ce qu'il en avoit fait pour les envoyer à Paris pour les faire imprimer; et estans sur ses propos, je luy demanday en quel temps les archevesques de Reims avoient commencé leurs assemblées

Biblioth.
Tit. I
§. III.

Biblioth.

Tit. I.

§ III.

« sinodales de toute la province de l'église de Reims. Il me dict que se fut
 « du temps de l'archevesque Henry de Brenne, au commencement du règne
 « du roy saint Louys; et me disoit qu'il estoit bien assuré qu'il n'y avoit
 « que luy qui en pouvoit faire veoir quelque chose, ayans les originaux des-
 « dictz concilz en ses mains, et me faisant entendre des particularités quy
 « s'estoient passées en iceux. Je luy dis que j'en avois veu quelque chose et
 « que j'estois prest à vous les envoyer, dont je vous ay voulu bailler advis,
 « affin d'user desdictz extraictz que je vous envoie, en telle sorte qu'il ne
 « paroisse pas que vous les ayés empruntés de luy. Je n'ay pas transcript au-
 « dict quaterne la bulle du pape Grégoire neufiesme, l'arrest du roy saint
 « Louys, ni la sentence rendu par l'abbé de Saint-Denys en France et le pré-
 « vost de Saint-Omer, d'autant que M. Bergier [fils] m'a dict vous les avoir
 « envoyé, encore que j'en fasse mention audict quaterne. Vous pourés con-
 « gnoistre par lesdictz extraictz quelz estoient anciennement les droictz de
 « l'archevesque de Reims, comment ilz en ont usé et voulu user. Le contenu
 « ausdictz extraictz a quelque rapport à mes recueils des chartes. Je n'ay pas
 « recongneu comment les archevques dudict Reims ont usé de leurs droictz
 « de seigneurie allendroict des habitans dudict Reims auparavant l'errection
 « d'icelle en duché et pairie; mais on recongnoist que depuis ladite errection,
 « quy a commencé au temps du roy Lonys septiesme du non, que lesdictz ar-
 « chevques ont voulu régner comme souverains, et que les habitans dudict
 « Reims ont esté grandement travaillés pour vouloir conserver leurs droictz
 « et franchises, et qu'ils ont esté contrainctz de les desffendre par la force,
 « après néantmoins s'estre soubmis en tous debvoirs; et comme ilz ont
 « par submissions et libéralités voulu captiver la bienvueillance desdictz ar-
 « chevques, il en appert par l'espître de Johannes Saresberjensis, par la
 « chartre de l'archevesque Gaillaume, comme ausy par celle donnée par
 « l'archevesque Henry de Brenne à son advénement en l'an mil deulx cens
 « vingt-sept; mais comme il advient souvent que les seigneurs ont près d'eulx
 « gens quy les flattent, leur persuadans de faire valloir leurs auctorités,
 « soient en privans leurs subgectz de leurs droictz, ou bien en leurs imposans
 « des servitudes nouvelles, affin de rendre leurs maistres odieux au peuple, et
 « par ce moien se rendre nécessaires aux uns et aux aultres, sont cause de
 « beaucoup de querelles et procès quy alienent les bonnes volentés des uns
 « envers les aultres, comme il est à croire qu'il advint du temps dudict arche-
 « vesque Henry de Brenne, lequel voulant fortifier sa maison de Porte-Mars
 « affin de se rendre plus absolu, et s'emparant, pour se faire, des biens et

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CXXV

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

« héritages desdicts habitans, bailla subget à unne commotion, et soubz cou-
 « leur de violences faictes contre les libertés ecclésiastiques, on procéda
 « contre lesdictz habitans par excommunication ; par après ayans faict bastir
 « le chasteau de Porte-Mars, les archevesques ou leurs officiers ont procédé
 « par l'emprisonnement desdictz habitans contre les pointz de leurs chartres,
 « ainsy qu'il est raporté en mes recueils, affin de annuler le droict de jus-
 « tice desdictz habitans ; et ont commané par un prétexte fort spécieux en
 « les contraignans pour payer les despens du sacre et couronnement du roy
 « Phelippes-le-Bel, encore que de ce ilz n'en fussent de rien tenuz, ainsy que
 « j'ay faict veoir ailleurs, ce que faict ausy mieulx congnoistre la déclaration
 « et acte que l'archevesque Guillaume a donné au chappitre de Reims, la-
 « quelle déclaration est transcripée au susdict quaterne que je vous envoie.
 « Je vous envoie ausy une coppie d'un traicté faict par les habitans de Reims
 « avec le conte de Flandres et conte de Rhétel pour la commune deffense du
 « pays durant l'emprisonnement du roy Jehan, quy servira pour monstrier
 « avec ce que j'ay recueilli de ce quy s'est faict par lesdictz habitans, que
 « Jehan de Craon, archevesque de Reims, serroit de peu à la deffense de la-
 « dicte ville, encore que Froissart luy attribue l'honneur d'avoir deffendu et
 « gardé icelle contre les Anglois, ce qui est à réfuter : la procédure qu'il a
 « faict eontre les habitans, depuis et auparavant le siège des Anglois, tes-
 « moigne suffisamment le contraire. Je vous envoie ausy ung vidimus ou cop-
 « pie d'un mandement du roy Phelippes-le-Bel, adressant au bailliy de Ver-
 « mandois, contenant ung règlement pour le faict de la justice ; vous en userez
 « comme vous jugerez estre de besoing. Je vous envoie ausy six lettres du
 « roy Louys XI^e, une du duc de Guyenne, une aultre de Louys de Laval,
 « seigneur de Chastillon, une coppie de lettre escripte au chancelier et unne
 « coppie des mandemens dudict roy Louys XI^e. Je doute que je ne vous
 « donne la peyne de veoir deulx fois une mesme chose, mes papiers ayans
 « esté meslés. Lorsque vous aurés faict de tout, vous me les renvoirés s'il vous
 « plaict à vostre loisir. Je vous envoie ausy deulx quaterne que M. Bergier
 « m'a baillé pour vous envoyer des extraictz de mon livre, il espère vous
 « envoyer le reste de bref ; sy je trouve quelque aultre chose quy puisse servir
 « à nostre histoire, je ne feray fault à vous l'envoyer, et sur ce je demeureray
 « tousjours,

« Monsieur,

« Votre très humble et affectionné serviteur,

« JEHAN ROGIER, l'aisnel. »

De vostre maison, à Reims, le 22 novembre 1626.

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

« Monsieur le procureur du roy, lequel a chargé son homme du présent
« paquet, a pris la payne de collationner unne partye des chartres contenuz
« en mon quaterne, et de corriger plusieurs faultes qui sy sont trouvés,
« comme il vous pourra faire entendre. »

« *A Monsieur,*
« *Monsieur Du Chesne, historiographe du roy,*
« *demourant au collège de la Mercy, au Mont*
« *Saint-Hilaire, à Parys.* »

Les compilations de Rogier, malgré les difficultés qu'il éprouvait à déchiffrer les anciennes écritures, et malgré les fautes qui devaient en résulter, n'en ont pas moins été vivement appréciées et recherchées avec empressement par la science. Du Cange les a consultées, et les copies s'en sont multipliées en assez grand nombre. Nous en connaissons plus de huit, et nous ne les connaissons pas toutes. Ces copies diffèrent d'ailleurs entre elles d'une manière assez notable. Rogier retoucha son premier travail jusqu'en 1637, époque où il mourut. Nous avons dans notre propre bibliothèque un exemplaire de son recueil et un autre de son Supplément que nous nous proposons d'offrir à la Bibliothèque Royale. La leçon du recueil, qui est autographe, nous semble la plus ancienne de celles auxquelles Rogier s'arrêta lorsque ses Mémoires passèrent de l'état d'ébauche à celui d'ouvrage; elle est par conséquent l'une des moins complètes. Il en existe deux plus complètes: la première, en deux volumes in-fol., appartient à la ville de Reims; la seconde, séparée en plusieurs fascicules dont quelques uns sont égarés, est distribuée dans différentes chemises des onze cartons consacrés à la ville de Reims et faisant partie du cabinet des chartes réuni à la Bibliothèque Royale. D'autres copies plus complètes que la nôtre, moins complètes que celles dont nous venons de parler, se trouvent dans le cabinet des manuscrits de la ville de Reims, dans le VIII^e des cartons du cabinet des chartes, dans le mss. 1515-2, Suppl. franç. de la Bibl. Royale, dans la bibliothèque de M. Thirion-Rogier à Reims, etc., etc. Nous avons consulté toutes ces copies, et nous avons soin, dans notre texte, d'indiquer celles qui nous ont fourni des matériaux.

On attribue aussi à Rogier un opusculé intitulé: *Discours de l'antiquité de l'Échevinage de la ville de Reims* (voir Le Long, n^o 34,246 et 34,247). Nous n'avons négligé aucun des renseignements que nous offrait cet opusculé, car après un mûr examen, il nous a paru effectivement certain qu'il était sorti de la plume de Rogier. — Voir ce que nous disons, p. 181, n.

N^o 6 et 7. PIERRE COCQUAULT ET OUDART COCQUAULT. Voici le titre des

cinq énormes volumes in-fol. d'une détestable écriture que Pierre Cocquault a consacrés à l'histoire de la ville et surtout du chapitre de Reims : « Histoire » de l'église, ville et province de Reims, contenant ses douze évêchés suffraganes, avec le rapport de tous les conciles tenus en la chrestienté, des papes, et histoire de France, et autres curiositez des pays adjacens et adjoints à la France, à commencer du déluge jusques à nous : et y rencontrerez partie de la chronologie de l'Ancien Testament; par Pierre Cocquault, prestre chanoine de l'église de Reims et conseiller du roi au présidial de Reims, depuis officier de la cour spirituelle de Reims, sous Mr Leonor d'Estampes de Valencey. » On pense bien que si nous sommes remonté au déluge avec Cocquault, ce n'a été que pour nous assurer si quelque acte relatif à des temps plus rapprochés se trouvait égaré à travers le perpétuel désordre de ses interminables digressions. A dater du v^e siècle, époque où sa compilation devient un peu moins fabuleuse, il nous a offert rarement d'abord, fréquemment ensuite, la copie de pièces intéressantes dont nous n'avons pas toujours retrouvé les originaux, et dont nous avons été forcé de donner le texte d'après Cocquault même. Toutefois, nous nous hâtons de dire que nous avons été fort sobre de ces emprunts, car il est impossible de rencontrer une copie plus défectueuse que celle de notre auteur. C'est à croire que le chanoine conseiller du roi et officier de l'archevêque ne savait pas le latin, et que de plus il était d'une crasse ignorance en paléographie. A l'appui de ces conjectures que nous avons besoin de justifier, surtout aux yeux des Rémois, habitués à respecter les cinq volumes in-fol. de Cocquault, nous citerons une note répétée à peu près dans les mêmes termes dans deux ouvrages sortis des mains du chanoine Lacourt. « Les incendies de 831, de 1211, de 1481, ont détruit la plupart des anciens titres du chapitre, mais ont fait moins de mal à ses archives que le chanoine Cocquault, qui avait la garde du cartulaire et qui a fait disparaître par ignorance une foule de titres qu'il mettait aux vieux parchemins. » (Lacourt, Bibl. de Reims, t. 1 de son Histoire, et Marl. annot. II, not. *ad calc.* fol. 20.) — C'est là l'historien qui a empêché un Duchesne d'achever l'entreprise d'un Bergier !

Après la mort de Cocquault, arrivée en 1645, la table chronologique de son histoire fut imprimée à Reims, 1650, en un volume in-4°. — Le Long en fait l'éloge (n^o 9497, 9498) dans un article que lui avait communiqué ce même Lacourt auquel nous venons d'emprunter une note un peu moins louangeuse.

Biblioth.
Tit. I.
§ III.

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

Le père Le Long (n° 34,258) parle encore de Mémoires laissés par Cocquault sur les divers établissements religieux de la ville de Reims. Ces Mémoires se trouvent dans un portefeuille coté R. B. III. de la Bibliothèque de Reims. Ils y sont réunis aux Mémoires d'Oudart Cocquault, dont Le Long a ignoré l'existence et qui était neveu de Pierre Cocquault. Ces Mémoires s'étendent de 1649 à 1668.

N° 7. RENÉ BOURGEOIS. Mémoires de René Bourgeois, avocat en parlement, conseiller et échevin de la ville de Reims; depuis le mois de mars 1659, et jusqu'à pareil temps de 1676, sur tout ce qui s'est passé en ladite ville et au Conseil d'icelle, depuis 1640 jusqu'en 1679. — 3 vol. autographes petit in-4°, le premier de 158 pages, le deuxième de 408 pages, le troisième de plus de 1000 pages. — Le père Le Long n'a pas eu connaissance de ce manuscrit.

N° 8. GUILLAUME MARLOT. Né à Reims en 1596, entré fort jeune dans l'ordre de Saint-Benoît, Marlot fit profession à Saint-Nicaise, et devint successivement grand-prieur de son abbaye et administrateur du prieuré de Fives en Flandres. Il mourut en 1607, l'année même où paraissait le premier ouvrage de D. Mabillon, cet immortel élève de l'abbaye de Saint-Remi. Marlot avait publié successivement, son Théâtre d'honneur, 1643; sa Description du tombeau de S. Remi, 1647; son Histoire de l'abbaye de Saint-Nicaise dans l'appendice de Guilbert de Nogent, 1651; une Dissertation sur l'ancien siège des Nerviens, 1662; enfin, en 1666, le premier volume de son *Historia metropolis remensis*, dont le second volume ne parut qu'après sa mort, en 1679. Aucun de ces ouvrages ne peut nous occuper ici; mais il nous reste à parler de l'histoire manuscrite de la métropole de Reims, rédigée en français par Marlot, et formant 3 vol. in-fol. qui appartiennent maintenant à l'Hôtel-de-Ville. Et d'abord voici le jugement qu'en portait Lacourt, émule de son auteur, sur lequel il s'exprime en ces termes :

« On ne sauroit trop reconnoître l'application laborieuse de dom Guillaume Marlot, prieur de l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims. Le dessein qu'il conçut de donner au public l'histoire de sa patrie l'engageoit dans une entreprise vaste et pénible. Il ouvroit une carrière dont presque personne n'avoit encore tracé la route. Le seul guide qui nous restoit des siècles précédens étoit Flodoard, qui avoit recueilli le premier en un corps d'histoire ce qui s'étoit passé jusqu'à son temps. Quoique son ouvrage fût très imparfait, et qu'il eût pu le rendre plus utile, ce qu'il nous a conservé de nos antiquités ecclésiastiques répand une grande lumière sur le moyen âge des archevêques de Reims, mais ce n'est qu'une ébauche et un plan qui

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxxx

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

« avoit besoin d'être réformé en plusieurs de ses parties, surtout quant à ce
 « qui regarde l'origine de l'église de Reims et la suite de ses premiers évé-
 « ques. La seule continuation de son dessein étoit d'un travail immense, et
 « pour le conduire du x^e siècle jusqu'à nos jours, il falloit avoir comme dom
 « Marlot un grands fonds d'érudition, un goût formé pour les richesses his-
 « toriques, et une patience à l'épreuve de l'attention sombre et triste que
 « demande l'examen des titres et des chartres; ces difficultés ne l'ont point
 « rebuté. Déterminé par son seul génie, peu souvent secouru, même arrêté
 « par la concurrence de quelques particuliers compilateurs médiocres et aux-
 « quels la nature avoit refusé les talens nécessaires pour devenir historiens,
 « il s'attacha pendant plusieurs années à ramasser avec une diligence infati-
 « gable les chartres des abayes de Saint-Remy, et de Saint-Nicaise, et des
 « autres monastères de son ordre. Les bibliothèques et les cartulaires luy four-
 « nirent des découvertes nouvelles. Il tira des mémoires de M. Rogier les
 « pièces les plus curieuses qui regardent le gouvernement civil, et quelques
 « amis luy communiquèrent des extraits des archives et des registres capit-
 « laires de l'église de Reims. La lecture des chroniques anciennes et des his-
 « toriens des différens âges, la collection des concils, et les auteurs qui
 « avoient déjà publié les antiquités des villes de la province de Reims, luy
 « offrirent encore une moisson abondante dont il sut s'enrichir. Le premier
 « volume de son histoire, qu'il fit imprimer à Lisle en 1666, est un ample
 « commentaire sur Flodoard auquel il a joint plusieurs chapitres qui sont
 « autant de dissertations historiques. Le deuxième volume n'a été donné
 « qu'en 1679 après sa mort. L'auteur n'y partage avec personne l'hon-
 « neur du travail. Cette suite luy a coûté infiniment plus de veilles que
 « la première partie. On y voit, selon l'ordre des temps, la succession de
 « l'épiscopat continuée jusqu'au xvii^e siècle. On y trouve les bulles des papes,
 « les chartres des roys et des prélats, les fondations des églises et des monas-
 « tères, les concils tenus dans Reims et les principaux événemens du gouver-
 « nement civil. Si l'on est redevable à Flodoard de la connoissance de nos
 « premiers évêques, dom Marlot a fait revivre ceux des siècles suivans, et si
 « le titre de père de l'histoire de Reims appartient au premier, dom Marlot
 « en est le restaurateur et le propagateur.

« On ne prétend point affoiblir icy l'idée que l'on doit avoir de cet auteur,
 « ny diminuer le prix de son ouvrage, dont on peut tirer de grandes utilités,
 « cependant on ne peut s'empêcher de dire qu'il reste encore bien des
 « choses à désirer dans son histoire latine; car je ne parle point de la

Biblioth.
Tit. I.
§ III.

« même histoire qu'il a mise en françois d'un style si rebutant et si dur,
« qu'on a de la peine à en soutenir la lecture. Ce défaut règne dans l'his-
« toire imprimée et surtout dans le premier volume; les passages des auteurs
« qu'il insère dans leurs propres termes forment plutôt une chaîne de cita-
« tions qu'un récit uniforme. On y trouve point aucune égalité dans sa dic-
« tion; s'il parle en son nom, c'est toujours d'une manière obscure, embar-
« rassée et qui fatigue le lecteur quoiqu'elle soit nerveuse et expressive.
« Ce qu'il dit de nos premiers archevêques n'est ny recherché, ny travaillé.
« La vie de S. Remy et des autres saints n'est qu'une légende triviale. L'his-
« toire d'Hincmar, à laquelle est liée une partie de celle d'Ebbon, est ce qu'il
« y a de plus négligé dans son premier volume. On avoit cependant, lorsqu'il
« écrivoit, des secours suffisans pour mieux faire; c'est de toute notre his-
« toire le morceau le plus abondant et le plus brillant. Les listes qu'il donne
« des prévôts, des doyens et des vidames, sont remplies de fautes aussi bien
« que celles des archidiaques. Le catalogue des écolâtres, qui ne se trouve
« que dans son histoire en françois, n'est pas plus exact. Il met au nombre des
« pénitenciers, dignité récente dans l'église de Reims, un chapelain au titre
« duquel étoit attaché l'office de *panetier*, *panetarius*; il en a fait le *peniten-*
« *tarius*. Il ne paroît pas qu'il ait vérifié sur les originaux toutes les chartes
« et les anciens titres et actes qu'il a rangés dans son histoire. Le pénitentiel
« de l'église de Saint-Denis, qu'il a copié, commence ainsi dans le manuscrit :
« *Omnes penitentes tam viri quam mulieres in habitu vili*, etc. Marlot a lu
« *virili* au lieu de *vili*, ce qui fait un sens non seulement faux, mais encore
« ridicule. C'est une faute qu'on aime mieux attribuer à l'imprimeur qu'à
« l'auteur. Au lieu de rapporter les chartes en entier, il les tronque, il n'en
« donne souvent que des fragmens. On ne voit pas qu'il ait scu tirer avantage
« de quantité de particularités curieuses qu'elles renferment. Sa critique enfin
« est très bornée, sa méthode confuse et embarrassée. Il n'a pas toujours
« composé sur des mémoires exacts. Au reste on lui doit cette justice qu'il
« nous a donné plusieurs pièces considérables qui seroient demeurées dans
« l'oubli, et qu'il a préparé à ceux qui travailleront après lui, un fonds de
« recherches qu'il ne reste plus qu'à augmenter et qu'à rectifier. »

Si de ce jugement de Laeourt, on rapproche la notice qu'il a donnée au père
Le Long (n° 9493), on verra que l'opinion de cet auteur est assez peu favo-
rable à l'histoire française de Marlot. Nous n'avons rien voulu dissimuler de
cette opinion; mais nous devons déclarer ici que nous ne la partageons point.
Le texte français de Marlot, dont nous ne défendrons pas le style, est bien

autrement intéressant à nos yeux, comme histoire, que le texte latin. Et d'abord le premier contient, ainsi que l'avoue Lacourt, certains documents dont l'absence est complète dans le second; puis sur chaque sujet dont traite même le texte latin, le texte français offre des renseignements bien plus abondants, et presque toujours judicieusement présentés. Aussi nous faisons à l'histoire inédite de Marlot de fréquents emprunts qui permettront à la critique de prononcer entre Lacourt et nous.

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

Voici d'ailleurs avec quelle modestie Marlot parlait de son ouvrage dans une note où il rend compte des motifs qui l'ont porté à détacher l'histoire de l'abbaye de Saint-Remi, du corps de sa grande histoire.

« J'ay renvoyé la fondation du monastère de Saint-Remy sur la fin du vii^e livre, pour éviter une trop longue digression.... Les divers événemens de cette abbaye, tant en la régularité qu'en la réparation de l'église, dotation et enrichissemens, sont remplis de tant de recherches qu'il est difficile de les bien éclaircir sans estre prolixes.... En quoy j'ai véritablement excédé les bornes d'un bon historien, et méprisé l'adresse qui consiste à retrancher le superflu. Mais mon dessein n'estant pas de mettre au jour cette histoire française, je l'ay volontiers étendu de la sorte, tant pour les curieux que pour moy-mesme, et ay aussi désiré marquer les divers succès de la règle qu'on peut facilement appliquer aux autres abbayes de la province. Pour cela, les révérends PP. réformés de Saint-Remy m'ayant requis de leur en donner communication, je l'ai fait de grand cœur, et leur ay mesme permis d'en prendre copie pour en dresser une plus succincte sur ce mémoire, comme j'ai fait à l'histoire latine.... Je me suis appliqué à feuilleter les anciens registres à assez grand travail, que le lecteur recevra s'il lui plaît avec une pareille affection que je luy présente, sans requérir autre chose de luy que ses prières. »

Marlot, comme l'indique cette note, a fait du monastère de Saint-Remi une monographie isolée, bien plus étendue dans son histoire française que celle dont les fragments se trouvent épars dans son histoire latine. A cette monographie de Marlot nous rattacherons ici le souvenir de diverses histoires, dont les auteurs se sont plus particulièrement occupés de l'abbaye de Saint-Remi, soit avant, soit après Marlot. Avant Marlot, D. Oudart Bourgeois, auteur de l'apologie du pèlerinage des rois de France à Corbeny (voir le P. Le Long, n. 26,980), avait écrit les *Antiquités remigianes*, et D. Pichard avait recueilli, vers 1630, en un petit cartulaire, les actes les plus anciens et les plus importants de ceux que contenaient les archives

Biblioth.
Tit. L
§. III.

de Saint-Remi. Marlot, qui a profité du travail de D. Bourgeois, a publié presque en entier dans son bistoire latine les actes qu'avait réunis D. Pichard. D. Égée, qui vivait au commencement du XVIII^e siècle, avait profité du travail des trois bénédictins ses devanciers, et avait composé à son tour une bistoire de l'abbaye de Saint-Remi. Nous n'avons pu découvrir aucune trace du travail de D. Pichard. Nous avons retrouvé des extraits assez étendus de D. Bourgeois et de D. Égée dans les notes de Lacourt sur Marlot. Enfin d'autres extraits des *Antiquités romigianes*, et spécialement du deuxième et du troisième livre ont été rassemblés par Duchesne, et sont maintenant dans le deuxième vol. (fol. 209) du ms. 1515-2, Suppl. franç. de la Bibliothèque Royale. Le cabinet des mss. et le cabinet des chartes de ce riche dépôt contiennent d'autres monographies de Saint-Remi, comme nous le verrons plus tard.

N^o 9. J. LACOURT. LACOURT était fils d'un épicier de Reims, qui habitait dans le bourg de Vesle, la maison des Quatre-Vents. Il fut élevé dans le séminaire de Maurice Le Tellier. Ses études y furent brillantes; on le destina à la chaire, mais M. le Tellier voulut d'abord le charger de la cure de Camières. Lacourt ne put se résoudre à cet exil. Son père, qui l'idolâtrait, lui fit construire, près de la sienne, une charmante maison qu'il abandonna bientôt pour se rendre à Paris, où il fut placé comme précepteur chez le premier médecin du roi. Ce fut dans cette position nouvelle que se développa en lui le goût des études historiques. Un chanoine de Saint-Symphorien, son oncle maternel, nommé Taillet, le rappela à Reims en lui résignant son bénéfice. M. le Tellier étant mort, le jeune chanoine de Saint-Symphorien obtint un canonicat de Notre-Dame, pendant la régence. Bientôt il fut recteur de l'Université, dont il était docteur en théologie. Mais son esprit caustique lui avait suscité de nombreux ennemis, et après la mort du cardinal de Mailly, arrivée en septembre 1721, on lui attribua une mauvaise parodie d'épithames satiriques, composées sur Richelieu et sur Mazarin, et appliquées par lui, disait-on, au défunt archevêque. Lacourt fut arrêté en février 1722, et détenu à la Bastille, d'où il ne sortit qu'en 1723 pour se rendre à Rouen. On le rappela quelques années après à Paris, et il y mourut en octobre 1730 après avoir légué à l'Hôtel-Dieu (?) de Reims son mobilier, parmi lequel se trouvait sa bibliothèque.

Au milieu d'une vie si agitée, le chanoine Lacourt avait trouvé moyen de faire une étude consciencieuse et profonde de l'histoire de sa patrie, et surtout de celle des archevêques. Toutefois, il semble n'avoir entrepris cette

tâche que pour dénigrer les chefs du corps dont il était membre. Et s'il en agissait ainsi, ce n'était plus par suite de la vieille animosité qui avait tant de fois excité ses turbulents confrères contre leurs bienfaiteurs méconnus; c'était plutôt parce que l'école qui devait produire Voltaire l'avait compté parmi ses premiers adeptes. Quoi qu'il en soit, les documents qu'il a réunis supposent un travail prodigieux. Il a tout fouillé, non seulement les archives, mais les bibliothèques; et dans les bibliothèques il est peu d'ouvrages imprimés ou manuscrits relatifs à l'histoire de Reims qui lui aient échappé. Il en a fait de nombreux extraits, et ses manuscrits, qu'avait augmentés après lui un homme aussi studieux que lui, Jean-Félix de la Salle, formaient la riche collection que le P. Le Long décrit, n° 34,379, comme provenant du cabinet que ce dernier avait légué à la ville de Reims et confié à l'abbaye de Saint-Denis. Maintenant la riche collection est dispersée, perdue en partie, et ses débris ont donné naissance à trois collections nouvelles, dont deux se trouvent à Reims, et la troisième à la Bibliothèque Royale. La première des deux collections de Reims se compose de cinq vol. in-fol., reliés avec le titre d'*Histoire de Reims* par Lacourt. Le premier volume contient des notices sur les auteurs qui ont écrit l'histoire de Reims, et sur les hommes illustres du pays rémois; des fragments d'une traduction de Flodoard; des recherches sur les Gaulois, sur le paganisme, sur les premiers temps de l'histoire de Reims, sur la ligue à Reims; des particularités pour servir à l'histoire de Reims; le supplément de Rogier à ses mémoires, etc., etc. Le second volume renferme les *Faria Selecta*, parmi lesquelles, la description de l'église de Reims, ses usages et cérémonies, le testament de Saint-Remi avec des notes historiques publiées par la Chronique de Champagne, l'histoire abrégée de l'abbaye de Saint-Remi ou de diverses églises et communautés de Reims et des environs, etc., etc. Le troisième volume offre la généalogie des archevêques de Reims, et l'histoire des archevêques de la maison de Lorraine. Le quatrième volume donne les actes et preuves, et décrit l'état de la France durant les troubles de la ligue. Le cinquième réunit des mélanges historiques, une dissertation sur l'incertitude des quatre premiers siècles de Rome, des recherches sur le paganisme, etc., etc. Les volumes 1 et 2 nous paraissent contenir surtout les extraits qu'avait faits Lacourt des histoires manuscrites de ses prédécesseurs Foulquart, Pussot, Cocquault, etc. On y trouve l'*ordonnance des compagnons du noble jeu de l'arbalète*, document que Lacourt avait signalé au père Le Long (n° 34,260). Le troisième volume, le plus considérable et le plus précieux des trois, renferme le résumé des notes prises par Lacourt sur

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

chaque archiépiscopat. Le quatrième contient peu d'actes dont nous n'ayons retrouvé les originaux; le cinquième est presque entièrement étranger à nos recherches.—La seconde des collections de Reims, formée des débris des portefeuilles *La Salle*, comprend une vingtaine de volumes in-fol., où sont accumulées, sans ordre, sans goût, sans intelligence, des pièces que l'ignorance de celui qui les a recueillies, où le caprice du relieur ont souvent démembrées, et dont les fragments ne se retrouvent qu'épars dans plusieurs de ces volumes si maladroitement reliés. Nous rendrons un compte plus détaillé de cette collection, lorsque nous parlerons de toutes celles que MM. Raussin (voir le P. Le Long, n° 34,380), Havé, de Perthes, de Taizy, avaient réunies, et qui sont venues rejoindre pêle-mêle les débris des portefeuilles *La Salle*.—La troisième des collections formées aux dépens de ceux-ci, est échue, nous ignorons comment, au cabinet des chartes de la Bibliothèque Royale. Nous soupçonnons cependant qu'Anquetil, chanoine de l'abbaye de Saint-Denis, où ces portefeuilles étaient déposés, et auteur d'une histoire de Reims pour laquelle il a fait un large usage des documents qu'ils renferment, a pu, lors de la révolution, en conserver une partie que MM. les conservateurs de la Bibliothèque Royale auront achetée après sa mort. Toutefois nous ne pouvons faire que des conjectures à cet égard, mais ce dont nous nous tenons pour certain, c'est que ce sont bien les portefeuilles de *La Salle* qui ont fourni au cabinet des chartes les xi cartons dont nous parlerons bientôt avec quelque détail.

Un ouvrage fort curieux de Lacourt est le *Marlot annoté*. La bibliothèque de Reims en possède un exemplaire dont le prêt nous a été refusé; heureusement, comme nous le dirons tout à l'heure, l'obligeance de madame de Courtin nous a permis d'en consulter une copie dont cette dame est propriétaire.

N° 10. CLAUDE BIDET. Bidet, lieutenant des traites foraines et syndic de la ville, mort en 1735, avait laissé des Mémoires sur l'histoire de Reims. Nous croyons en avoir retrouvé quelques fragments dans le portefeuille W, n° 3, de la bibliothèque de cette ville. Toutefois nous devons déclarer que nous trouvant à 150 lieues de Reims, et n'ayant que des notes insuffisantes sur ce point, nous n'avons pu le vérifier suffisamment.

N° 11. BIDET, NOTAIRE. Cet historien, qui écrivait en 1751 et en 1759, est le défenseur le plus ardent qu'ait eu la bourgeoisie. Il avait profondément étudié, mais avec une partialité outrée, les origines de toutes ses institutions, et il a laissé deux ouvrages pleins de savoir, et parfois aussi

de passion et d'erreurs. Nous n'avons rien à ajouter à la notice que donne le P. Le Long (n° 34,254) sur son *Traité de l'Échevinage*, sinon que cet ouvrage est sans contredit le plus faible de Bidet. Il y règne une confusion et des redites perpétuelles; et de plus il repose sur une donnée fausse, savoir que l'Échevinage, libre avant 1182, asservi à cette époque, fut toujours depuis cette époque même, investi d'un pouvoir judiciaire, exercé sans la participation des officiers de l'archevêque.

Biblioth.
Tit. I.
§. III.

Le Long (n° 34,254, Supplém.) parle d'une histoire de Reims par Bidet, histoire dont le manuscrit occuperait 5 vol. in-4°, et que la publication de l'histoire de Reims par Anquetil aurait empêché de paraître. Nous pensons que le P. Le Long veut parler des Mémoires de Bidet, le meilleur de ses ouvrages, qui est en effet composé de 5 vol. in-4°, et dans lequel il se plaint d'avoir été prévenu par Anquetil, dont il parle avec une amertume que justifie à nos yeux le mérite de son propre travail, et la faiblesse de l'ouvrage contre lequel il s'élève. Car, pour le dire en passant, Anquetil est un compilateur qui a fait son histoire de Reims comme il a composé son histoire de France, non pas en recourant aux sources ainsi qu'il s'en vante, mais en profitant des travaux de ses devanciers, dont les noms sont perpétuellement cités en marge de ses livres comme ses principales autorités. Pour l'histoire de Reims, Cocquault, Marlot, Lacourt, lui ont rendu le même service que Mézerai, Daniel et Vely pour l'histoire de France. Il a dû tout son succès au vernis philosophique répandu sur son ouvrage, à un style coulant, et à ce qui est resté malgré lui d'original dans une compilation faite sur des auteurs qui avaient étudié les titres.

La bibliothèque publique de Reims ne possède qu'une partie des Mémoires de Bidet, enrichis d'ailleurs par les notes de M. Havé. L'ouvrage complet, tel qu'il est sorti des mains de l'auteur, n'existe que dans la bibliothèque de M. Thirion-Rogier, qui a bien voulu nous le confier. Nous y reviendrons bientôt.

N° 12. LE FERRON. Nous n'avons rien à ajouter aux renseignements que donne Le Long (n° 34,239) sur l'histoire écrite par ce curé de Saint-Léonard, dont le manuscrit n'a pas cessé d'appartenir à la bibliothèque de la ville de Reims.

N° 13. M. POVILLON-PIERRARD. Dans une ville tout industrielle, où le négoce offre mille séductions à l'homme laborieux, M. Povillon-Pierrard a renoncé aux spéculations commerciales pour s'adonner exclusivement aux études des antiquités de son pays. Il a publié déjà plusieurs volumes consacrés

Biblioth. à l'histoire des principaux monuments de la ville de Reims, et il avait de plus
Tit. I. en sa possession une trentaine de volumes manuscrits, fruit de ses labo-
§. III. rieuses recherches, et où s'étaient accumulés avec ses propres notes, plusieurs
fragments historiques provenant surtout de l'ancienne bibliothèque de Saint-
Remi. Ces manuscrits, dont M. de Saint-Marceau, alors maire de Reims, a
fait l'acquisition, ont été déposés par celui-ci dans la bibliothèque publique ;
ou est sûr d'y rencontrer à peu près tout ce qui a été écrit d'intéressant sur
Reims durant les deux derniers siècles. Malheureusement M. Povillon n'a pas
remonté aux sources, son érudition est de seconde main.

A la suite de ces notices sur les historiens de Reims dont il existe des ma-
nuscripts dans la bibliothèque publique, nous rappellerons le nom du véné-
rable M. Géruxer, qui a laissé sur les établissements de sa ville natale, deux
volumes imprimés que l'on rencontre à Reims, dans toutes les bibliothèques.

Enfin nous citerons les noms de MM. Camus d'Arras et Danielo, dont les
ouvrages relatifs à l'histoire de notre ville ne sont point terminés.

Biblioth. §. IV. *Portefeuilles de la bibliothèque de Reims, renfermant des*
Tit. I. *pièces détachées.*
§. IV.

Les collections autrefois réunies par MM. de La Salle, Raussin, de Perthes,
Havé, de Taizy, se trouvent maintenant, ainsi que nous l'avons déjà dit, à
peu près confondues dans des portefeuilles où les a jetées pêle-mêle, soit un
ignorant bibliothécaire, soit un maladroit relieur. Ces portefeuilles, au
nombre de cent cinquante environ, sont remplis, cinquante-trois par des pièces
manuscrites, cent par des pièces imprimées. Nous avons fouillé scrupuleuse-
ment ces derniers, mais ils nous ont offert peu de documents que ne con-
tiennent pas les archives. Les premiers, au contraire, renferment une foule
de dissertations, de factums, de mémoires, etc., etc., dont nous allons indi-
quer les plus importants, en ne faisant toutefois porter nos indications que
sur les pièces dont nous n'aurons point fait passer toute la substance dans
nos notes. Ces portefeuilles ne portant aucun numéro, nous avons été obligé
de les désigner par des lettres de l'alphabet ou par des signes de convention ;
et comme les lettres A, B, C, D, E, F et Z étaient déjà appliquées à des
cartulaires ou à des inventaires des archives, nous avons donné aux porte-
feuilles les lettres ou signes suivants :

N° 1. PORTEFEUILLE G. C'est un recueil fait par M. de Perthes, et qui a
appartenu à M. Havé. Il est intitulé : *Echevinage, taxe des pauvres, et*

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxxxvij

Biblioth.
Tit. I.
§. iv.

contient 69 pièces; mais les sept premières seulement se rapportent plus ou moins directement à ce titre. Presque toutes les autres ont trait à la voirie et à différentes prérogatives du Conseil. Les n^{os} 31, 33, 34 offrent les procès-verbaux d'élections des différents échevins. N^o 39, remission de Louis XI pour la première rédaction des coutumes. N^{os} 50, 51, mémoires sur les attributions du Conseil. N^o 55, autre mémoire fort curieux à l'appui des prétentions du bailliage et du présidial royal à Reims. On y trouve de précieux renseignements sur les origines des justices royales dans notre cité. N^o 56, factum des échevins de Saint-Remi contenant diverses notions sur les droits de leur échevinage.

N^o 2. PORTEFEUILLE H. Nous pensons que ce portefeuille est un de ceux qui proviennent des papiers La Salle; il contient 43 pièces. N^{os} 1 et 37, notes relatives à l'introduction des Jésuites. N^o 2, mémoire sur le sacre de Louis XIV. N^o 3, mémoire sur la participation du clergé aux taxes de la ville. N^{os} 4 et 5, remontrances du tiers-état de Reims aux états de 1614. N^{os} 7 et 28, remontrances du tiers aux états de Blois en 1588. Ces remontrances se composent de 277 articles. N^o 8, mémoire sur l'administration de la justice à Reims, et sur la création d'un bailliage royal dans cette ville. N^{os} 9, 10, 43, collection de lettres-patentes de 1455, 1471, 1473, 1483, 1498, 1514, 1547, 1617, pour l'établissement ou le maintien des foires nouvelles et anciennes de la ville de Reims. N^{os} 12, 13, 14, relatifs à ces mêmes foires. N^{os} 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 31, 32, relatifs à l'administration de l'Hôtel-Dieu. N^o 25, doléances du peuple, en 1582, sur la crue des impositions. N^o 29, mémoire sur la taxe des pauvres. N^o 30, mémoire sur les contributions du clergé en cas de maladies contagieuses. N^{os} 33, 34, 36, 39, pièces relatives à l'administration de l'université.

N^o 3. PORTEFEUILLE I. Ce portefeuille, que nous regardons comme provenant aussi du fonds La Salle, contient 100 pièces. N^{os} 1, 2, 3, notes relatives aux privilèges des chevaliers de Saint-Jean à Reims en 1549. N^{os} 4, 5, patentes de 1599, 1603, 1607, pour la création d'un grand-voyer, et sur la police de la voirie. N^{os} 7, 19, obsèques du cardinal de Lorraine en 1575, de Renée de Lorraine, en 1602. N^o 10, notice sur le chapitre de Sainte-Basme. N^o 11, description de Notre-Dame. N^o 12, bail à ferme de la vicomté, en 1417. N^o 14, affaires des Jésuites, pièce faisant suite aux n^{os} 1 et 37 du portefeuille H. N^o 20, revenu de l'archevêché et de Saint-Remi, en 1698. N^o 23, adjudication de la mairie de Pissechien, en 1679. N^{os} 27, 28, pièces relatives à l'université; donation furnérienne. N^{os} 29, 30, 31, 34, réception

des aliénés à l'Hôtel-Dieu, et régime de cet établissement. N° 32, 33, maladies contagieuses en 1639 et 1688; contributions du clergé. N° 36, factum d'un procès entre les habitants et les fermiers généraux des aides, très curieux pour l'introduction de l'impôt royal à Reims. A cette même affaire se rapportent les n° 12 et 27 du portefeuille H. N° 74, villages dont l'abbé de Saint-Remi est décimateur. N° 75; état des seigneuries appartenant à Saint-Remi, et dates des plaids généraux qu'y ont été tenus; les plaids les plus anciens sont de 1564. N° 77 et n° 84 du portefeuille K, décrets entre l'archevêque et le Conseil de ville relativement aux dépouilles des Jésuites expulsés. N° 80, extrait d'un pontifical du diocèse de Reims, dont l'original, manuscrit du xiv^e siècle, se trouve au Vatican. N° 90 à 100, mémoires et factums contre les Jésuites. Ce portefeuille contient en outre des copies de documents étrangers à l'histoire de Reims; les testaments de Mazarin, de Marie de Médicis, de Louis XIV, quelques lettres de Louis XIII et de Gaston relatives au mariage de celui-ci; des doléances du clergé contre l'édit d'août, 1749; des remontrances du parlement contre l'impôt du vingtième, substitué à celui du dixième en 1749. etc.

N° 4. PORTEFEUILLE K. Les pièces de ce portefeuille, qui nous paraissent provenir également des papiers La Salle, sont au nombre de 84. Du n° 3 au n° 39, pièces extraites du Supplément de Rogier. N° 30, mémoire sur le droit de voirie disputé à l'Échevinage en 1788. N° 31, 33, estimation des maisons de Reims, pour servir de base à la répartition des frais du sacre de Louis XVI. N° 35, 36, état des charges ordinaires à payer en 1701, 1703, sur les revenus de l'archevêché. N° 37, état des biens de l'archevêché en 1698. N° 40, récapitulation des commissions adressées au bailli de Vermandois, à l'occasion des frais du sacre depuis 1316 jusqu'en 1634. N° 43, 81, et 83, extraits des mémoires de Cocquault. Du n° 44 au n° 54, généalogie de Colbért, Clerjon, Mercier, Foulquart, Maillefer, Moët, Thierry, Marlot, Bignicourt, Oudinet, Rogier, d'Origny, Tourment, Baillet, Novisse, Carchet. Du n° 57 à 77, Supplément de Rogier. N° 79, *Faria remensis* de Lacourt. N° 82, *Faria jesuitica*, du même.

N° 5. PORTEFEUILLE L. Ce portefeuille contient 45 pièces. N° 1, table d'un ouvrage intitulé : *Antiquités de la ville de Reims contenues en deux tomes*. Cette table, écrite vers le milieu du xviii^e siècle, et très bien dressée, indique des sujets très curieux, et nous ne pouvons concevoir que l'ouvrage dont elle contient l'analyse n'ait pas laissé d'autres traces. N° 2, cérémonial de l'entrée de François I^{er} à Reims, en 1515. N° 3, même cérémonial pour

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CXXIX

Biblioth.
Tit. I
§. 11

l'entrée de Charles VIII, en 1484. N° 4, mémoire sur la taxe des pauvres. N° 5, notice sur Philippe Du Becq, archevêque promu en 1595. N° 6, notice sur les Dorigny, principaux fondateurs de l'Hôpital-Général. N° 8 et 9, notices sur Marlot. N° 10, liste des capitaines de la ville, de 1355 à 1711. N° 11, mémoire sur la création du Conseil de ville, et sur le droit qu'a le chapitre-d'y être représenté. N° 12 et 13, topographie de la paroisse Saint-Michel. N° 14, noms de quelques anciennes rues de Reims dans le xiii^e siècle. N° 15, 35, 36, 37, 38, grand cérémonial général de la ville; installation et obseques des capitaines, lieutenants, échevins, conseillers, greffiers, etc.; des archevêques, gouverneurs de provinces, princes étrangers réjouissances publiques, etc.; passage du czar Pierre I^{er}, à Reims, en 1717. N° 16, stérilité de 1709 et de 1740, N° 17, 18, 19, 20, pièces relatives à l'élection des officiers municipaux, depuis 1633. N° 34, projet de transaction entre le roi et l'archevêque, relativement à leurs juridictions dans Reims, en 1785. N° 43, dissertation sur la Jobaunine. N° 45, liste des notables de l'an ni. Le reste des pièces de ce portefeuille concerne l'université, les Jansuites et l'Hôtel-Dieu.

N° 6. PORTEFEUILLE M. Ce portefeuille contient 86 pièces; c'est un des plus curieux de la collection. Il a été ouvert par M. de Perthes, avocat de la ville, vers 1760; et continué après lui jusque vers 1785. N° 1, mémoires historiques sur le gouvernement de la ville de Reims, sur les charges de capitaine et de lieutenant. Du n° 19 au n° 30, divers documents relatifs aux droits et fonctions des capitaines, lieutenants, procureurs syndics, receveurs des deniers municipaux, greffiers du Conseil et de l'Échevinage, guidons, hocquetons, etc. N° 58, mémoires sur les offices de police de la ville. N° 64, liste des capitaines, de 1296 à 1774. N° 65, liste des lieutenants, de 1347, à 1785. N° 66, 67, 68, 69, 70, listes des procureurs, greffiers, avocats de la ville. N° 72, liste des prévôts de l'Échevinage, de 1773 à 1784. N° 73, liste des procureurs de l'Échevinage, de 1483 à 1623. N° 74, liste des greffiers de l'Échevinage, de 1474 à 1752. Le reste du portefeuille se compose d'une foule d'arrêts concernant l'administration de la ville, et formant un code complet des lois d'après lesquelles se réglait le Conseil pendant le xvi^e siècle. La plupart de ces arrêts trouveront place dans nos Archives. — Viennent ensuite plusieurs réglemens sur la voirie, sur la police des vivres, et des doubles d'actes relatifs à la voirie et au cérémonial, que nous avons déjà indiqués dans les portefeuilles G et L.

N° 7. PORTEFEUILLE N. Ce portefeuille renferme des pièces peu intéressantes.

Biblioth.
Th. I.
S. IV.

santes, presque toutes relatives à la Faculté de théologie, à la coadjutorerie de M. de Nemours, aux procédures du bailliage ducal, et au collège de l'université. Parmi ces pièces se trouvent encore plusieurs remontrances des parlements et de la Cour des Aides, un vaudeville, et des recherches sur l'antimoine employé comme purgatif.

• N° 8. PORTEFEUILLE Q. Ce portefeuille provient de la collection de M. de Perthes, et contient 48 pièces, au nombre desquelles se trouvent plusieurs doubles du portefeuille L, sur le cérémonial, et du portefeuille M, sur les offices de la ville. N° 7, copie d'une histoire sommaire de la ligue dans la ville de Reims, fragment très-curieux indiqué par le père LeLong (n° 84.235'). Du n° 9 au n° 14, pièces intéressantes sur l'administration et les mœurs des commensaux du collège des Bons-Enfants en 1646, et sur la réforme qu'y voulut introduire Léonor d'Élampes. Du n° 21 au n° 37, mandements de Maurice Le Tellier, qui supprime, vers 1686, diverses cérémonies bizarres pratiquées à Reims; telles que la procession des pèlerins de Saint-Jacques, un repas pris dans la sacristie le jour du jeudi saint, une épître composée de français et de latin, que l'on chantait dans l'église Saint-Etienne, etc., etc. N° 37 bis, création d'une société littéraire à Reims, en 1749. N° 39, 40, 40 bis, 41, 42, mémoires et factums pour et contre les édits de 1764 et 1765, qui reconstituaient la municipalité sur de nouvelles bases. N° 43, 44, 45, pièces relatives aux cérémonies et aux frais du sacre de Louis XVI. N° 46, mémoire sur les entreprises du curé de Saint-Michel, en 1777.

• N° 9. PORTEFEUILLE P. Ce portefeuille provient du fonds Havé, et contient 78 pièces. N° 1, statuts du chapitre, rédigés en 1641. N° 5, mémoires du chanoine Maucroix, ami de La Fontaine, de 1607 à 1700. N° 12, journal de ce qui s'est passé à Reims en 1740, 1741, 1742. N° 28, 29, érection de la statue de Louis XV. N° 32, 33, 84, 85, incendie de Saint-Remi, en 1774. Du n° 38 au n° 62, choix de conclusions du chapitre. N° 63 et 64, poudées de la ville de Reims. — Les pièces de ce portefeuille se rapportent surtout à la juridiction du chapitre dans Reims, et à celle qu'exerçait le bailliage royal.

• N° 10. PORTEFEUILLE Q. Ce portefeuille provient du fonds Tainy et contient 26 pièces. N° 1, 2, autographes d'Anquetil. N° 3, dépenses occasionnées par le curage de la Vesle. N° 11, notice de Simon Cocquebert, conseiller au présidial, sur le comte de Saint-Pol, tué à Reims, le 25 avril 1502. Cette notice

Les mémoires concernant les affaires de Long sur le n° 34,235, se trouvent encore la ligue en 1599 et 1591, indiqués par Le dans la bibliothèque publique de la ville.

curieuse est le complément de la pièce n° 7 du portefeuille O. N° 12, dissertation sur les arcs-de-triomphe des portes Mars et Bazée. N° 14, mémorial de la famille de Perthes. Ce mémorial va de 1702 à 1768. Il offre de curieux renseignements sur les affaires de la ville, et sur l'action qu'exerça Simon de Perthes dans ces mêmes affaires: C'est lui qui, en 1748, provoqua contre les cabaretiers un procès duquel la ville retira 20,000 liv. de rente, qui gagna la même année un autre procès relatif à la marée, et en 1750, un troisième suscité par l'administration des eaux-et-forêts, à l'occasion de la succession du chanoine Godinot, qui avait légué à la ville son immense fortune acquise par le commerce, etc. De Perthes était en même temps conseiller et avocat de la ville, bailli du chapitre, procureur du roi près de la maréchaussée, conseil de la justice consulaire, etc.; etc. — Du n° 21 au n° 25, pièces relatives à la rébellion des paroissiens de Saint-Jacques, qui ne veulent pas se soumettre au mandement de Maurice Le Tellier, indiqué plus haut, portefeuille O, n° 21.

N° 11. PORTEFEUILLE R. Ce portefeuille provient du fonds Haté, et contient 53 pièces. N° 6, état des revenus de l'archevêque; en 1658. N° 10, 11, 15, 29, baux de la vicomté en 1671, 1674, 1731, 1771. N° 12, mémoires sur diverses avanies faites par Maurice Le Tellier aux Jésuites. N° 19, 20, renseignements sur les fonctions du lieutenant-général de police. N° 49, 50, 52, 53, état de la mouvance du duché de Reims en 1780. N° 51, état des titres qui manquaient au chartrier de l'archevêché en 1782. Cet état est de Le Moine, et forme le complément de son inventaire, dont nous parlerons plus tard. Le reste du portefeuille offre des renseignements sur le stellage, sur les manufactures, sur les procureurs du bailliage dncal.

N° 12. PORTEFEUILLE S. En voici le titre: « Recueil des principales pièces du procès concernant le droit de stellage, jugé définitivement par arrêt du grand conseil de la grande chambre du parlement de Paris, le 27 juillet 1737. » Cette collection a été faite par Doury, procureur du parlement, qui en offrit un exemplaire à Ulloché de Ville et un autre au chapitre. Ce dernier exemplaire se trouve maintenant dans notre propre bibliothèque, et nous nous proposons, notre travail terminé, de le donner avec tous nos manuscrits à la Bibliothèque Royale.

N° 13. PORTEFEUILLE T. Ce portefeuille a pour titre: *Métropole et presidial*, et contient 73 pièces. N° 4, liste des abbayes du diocèse. N° 5, 6, 7, mémoires relatifs aux droits des notaires royaux de Reims. N° 11, règlement pour le

Biblioth.
Tit. I.
§ IV.

bailli ducal. N° 26, funérailles de M. Le Tellier. N° 34, pouillé des bénéfices et des nominations dépendant du chapitre. N° 37, 38, procès-verbaux de l'ouverture des tombeaux de M. de Lenoncourt, de cardinal de Lorraine, et du cardinal de Guise. N° 39 et 40, description très curieuse de la cathédrale et de son trésor. N° 58, statuts de police générale à Reims, en 1630; N° 72, 73, mémoires étendus sur l'affaire de 1785, voir portefeuille O, n° 39. Les pièces qui composent le reste de ce portefeuille sont relatives à l'évêché de Cambrai, distrait de la province rémoise pour être érigé en métropole; à la réunion de l'abbaye de Saint-Thierry au siège de Reims; à la bulle *Unigenitus*; aux libertés gallicanes; à l'école, au pénitencier; à des droits de chapelles; à des réglemens qui concernent les chapitres de Saint-Symphorien et de Sainte-Balsamie, à quelques droits de préséance des officiers de robe on fin à des réglemens entre les officiers du présidial, les greffiers et les tabellions.

N° 14. PORTEFEUILLE U. Ce portefeuille contient 54 pièces. N° 1, 2, 3, juridiction de l'Échevinage durant le XVII^e siècle. N° 6, abrégé chronologique de l'histoire de Reims. N° 7, abrégé chronologique de l'histoire du chapitre. N° 8, 9, 10, 11, 14, 15, mémoires relatifs à la suprématie que s'étaient arrogée les *Vous-ferons*, c'est-à-dire l'aristocratie bourgeoise. Le juriste ou consulte Ferrières prit une grande part à toutes ces querelles. N° 17, notice sur Rogier et sur ses mémoires. Du n° 18 au n° 23, diatribes en vers contre les officiers de l'archevêque, attribuées à l'historien Lacourt. N° 26, 27, 38, 39, 30, pièces relatives au passage de la famille royale à Reims en 1725 et en 1740. N° 33 et 40, mémoires sur l'école des arts et sur les cours de mathématiques établis à Reims. N° 35, police des manufactures. N° 36 et 37, mémoire de 1764, sur la réduction des poids et mesures. N° 38 et 39, mémoire sur l'administration municipale, affaire de 1763. N° 43, démolition de l'ancienne porte Valoise. N° 54, assainissement des promenades en 1785.

N° 15. PORTEFEUILLE V. Ce portefeuille contient 69 pièces. N° 1, histoire de Reims, manuscrite, 50 feuillets in-4°. N° 2, histoire de l'origine des établissements religieux, 24 feuillets. N° 3, mémoires dressés en 1688 par l'archevêque, intendant de Champagne, à la demande du roi. N° 4, suite manuscrite de la table imprimée de Cocquault, cette suite va de 1604 à 1627. N° 5 et 6, revenus des principaux bénéficiers de Reims en 1759, et la cession dont étaient chargés leurs bénéfices. Du n° 7 au n° 45 se trouvent des pièces qui sont en double dans le portefeuille M. N° 46, mémoire inconnu sur le sacre. N° 47, catalogue des archevêques, dressé en 1605, 28 pages. N° 48, notices sur des archevêques, 105 pages. N° 49, histoire de la province rémoise sous les deux

premières races. N° 50, recherches sur les anciens comtes, vicomtes, ducs et pairs, extraites des manuscrits du cabinet de M. F. de La Salle, déposés à l'abbaye Saint-Denis de Reims; ces recherches sont de Lacourt. N° 51, recherches sur les avoeries, par M. Witasse, conseillers-clerc au présidial de Reims, mort le 6 mai 1778. Ces recherches sont remplies d'une érudition dont il faut se méfier. L'auteur prétend prouver que c'est à titre d'avouerie que la ville de Reims est tombée au pouvoir des archevêques. N° 53, trois descriptions fort détaillées de la cathédrale de Saint-Remi, de Notre-Dame de Paris. L'auteur cherche à établir que le cloître, le palais archiépiscopal et la cathédrale de Reims, occupent la place où se trouvait l'ancien fort de Durocortorum. Ces trois descriptions sont indiquées dans l'abrégé chronologique de Cocquant, page 279 de l'édition de 1656. N° 58, mémoire historique sur les hôpitaux établis à Reims avant le XVIII^e siècle, par Varlet de Semeuse, 1788. N° 59, dates des plus importantes fondations d'ordres religieux et de monuments publics à Reims. N° 60, fin de l'affaire de 1795, voir portefeuilles O, n° 39; T, n° 73; U, n° 38 et 39. N° 63, lettre d'Henri IV à la veuve du comte de Saint-Pol. N° 64, 63, 65, 67, notes relatives à la ligue dans Reims. N° 64, description exacte du château de Porte-Mars avant qu'il fût détruit par ordre d'Henri IV. — Voir le plan de ce château dans la Topographie française de Claude Châtillon, Châlonnais, ingénieur de Henri IV, Paris, 1651, page 44.

N° 16. PORTEFEUILLE X. Ce portefeuille contient 75 pièces. Beaucoup de ces pièces se rapportent à la bulle *Unigenitus*, au convoi de la reine d'Écosse, de Marie de Médicis, de Renée de Lorraine, du comte de Soissons, etc., aux affaires du collège de l'université, à l'administration des hôpitaux, aux Jésuites, aux foires de la ville, etc. Le n° 32 offre des recherches curieuses sur les hôpitaux. Les n° 44 et 45 sont des mémoires sur l'office du chancelier de l'université. N° 51, satire contre M. de Mailli. N° 52, mémoire dressé vers 1750 pour un judice nouveau des villes, villages, fiefs, justices, ressortissant au bailliage de Vermandois, siège royal et présidial de Reims. Ce mémoire comprend 415 articles. N° 61, état abrégé du nombre des habitants cotisés à la subvention en 1615. N° 73, 74, règlement des sœurs de l'Hôtel-Dieu à la fin du XVI^e siècle. N° 75, même règlement en 1643.

N° 17. PORTEFEUILLE Y. Ce portefeuille est intitulé *Recueil d'arrêts*. Il contient 98 pièces et sert de complément au cartulaire F du Conseil de ville. Les matières dont il traite sont les mêmes, et ont été compilées par la même main. C'est un des recueils que nous mettrons le plus à contribution. Outre

Biblioth.
Tit. I.
§. IV.

les pièces que nous lui emprunterons en entier, il contient : N° 1, une note sur la première organisation de la ligue à Reims; N° 2, 4, des notes sur la fin de la ligue. N° 3 et 92, les miscellanées de Lacourt. N° 24, 25, requêtes de l'université de Reims contre les Jésuites; N° 60, 71, 72, mémoires de M^r Claude de Ferrières, professeur en droit français à l'université de Reims. Ces mémoires sont relatifs à des querelles intérieures que souleva dans le barreau, le caractère tracassier de son auteur. N° 64, Exorcisme prescrit en 1764 contre les rats, les chenilles, les hannetons du diocèse de Reims. N° 65, 66, tableau du personnel du présidial depuis sa création jusqu'au XVIII^e siècle, avec l'indication des changements qui y sont survenus. N° 82, mémoire sur la taxe des pauvres, voir portefeuille C, n° 4. N° 85, mémoire sur le droit de quatrième perçu à Reims. N° 97, mémoire sur le droit qu'ont les échevins d'employer les deniers de l'octroi aux ouvrages du pavé.

N° 18. PORTEFEUILLE TT. Ce portefeuille contient 71 pièces. Il est intitulé : *Pièces diverses, chapitre de Reims*. Les 16 premiers numéros sont autant de mémoires dressés par le chanoine de La Salle, sur le droit de réparation des églises Saint-Hilaire et Saint-Jacques, et du pont de pierre du moulin de Vesle, sur les serments des archevêques, des évêques et des abbés, prêtés au chapitre de Reims, sur les dignités de doyen, de chanoine, de trésorier, d'archidiacre, sur l'office de la panthéon et bibliothèque du chapitre, sur le cérémonial de ce corps, sur les Jésuites, sur le collège, sur des associations d'églises, sur la mairie de Pissechien, et sur des services faits dans l'église de Reims après la mort d'Henri IV, de Louis XIII, du cardinal de Guise. N° 37, recueil fort intéressant de notes réunies en juin 1705 sur les usages du chapitre Notre-Dame, 66 pages. Du n° 49 au n° 66, statuts annotés du chapitre. Les premiers statuts de cette collection sont de 1327, les derniers de 1841. N° 67, notice sur les écoles de Reims. N° 71, conclusions des chapelains de l'ancienne congrégation de Notre-Dame, de 1638 à 1680.

N° 19. PORTEFEUILLE VV. Ce portefeuille provient du fonds Havé. Il est intitulé : *Pièces diverses*, et contient 42 pièces. N° 1, extraits des mémoires de Bêchefer, chanoine de Châlons, sur la province de Champagne. N° 2 et 13, manuscrits des almanachs de 1754 et 1778. N° 3, extraits des mémoires de Claude Bidet, mort en 1735, lieutenant des traites foraines et procureur syndic de la ville. N° 4 et 5, dissertation sur l'interpontificat qui sépare l'épiscopat d'Amand de celui de Bétause. N° 6, remarques sur les productions du pays rémois en 1745. N° 7, catalogue des abbés de Saint-Remi, de 795 à 1444. N° 8, état des bénéfices à la présentation de l'abbé de Saint-Remi,

cures à la présentation de l'abbaye. N° 14, dissertation sur le labyrinthe qui existait dans la cathédrale. Cette dissertation est extraite des Affiches de Reims, n° du 28 juin 1779. Ces affiches étaient publiées par M. Havé. Nous n'avons pu en retrouver la collection. N° 15, plan de la machine hydraulique qui, depuis le milieu du XVIII^e siècle, alimente la ville. N° 16, recueil d'épithètes prises sur les tombes de l'église Saint-Étienne. N° 17, histoire de l'abbaye de Saint-Basle. N° 18, histoire de l'abbaye de Sainte-Claire. N° 23, 24, 25, 26, mémoires et pièces relatives à Ranlin-Cochinart. Parmi ces pièces se trouve un extrait de l'information dirigée contre cet agent de Louis XI après la mort de son maître, et son interrogatoire daté du 1^{er} avril 1483. N° 27, procès-verbal des dommages causés à la cathédrale par l'incendie du 24 juillet 1481. N° 28 et 29, mémoires s'étendant de 1048 à 1712 et appartenant en 1777 à M. Laplanche, curé de Serriers. N° 32, histoire du monastère de Corbeny. N° 34, recueil de quelques conclusions du Conseil de ville pendant la ligue. Presque tout le reste du portefeuille concerne l'histoire de la ligue, et fait double emploi avec les portefeuilles K et O.

Biblioth.
Tit. I.
§ IV.

N° 20. PORTEFEUILLE XX. Ce portefeuille, qui provient du fonds Havé, a pour titre : *Pièces diverses, chapitre de Reims*, et renferme 65 pièces. 1°. Cérémonial de l'église de Reims, extrait de l'ancien Pontifical et du Missel imprimé par ordre de J. de Laval, en 1491. N° 14, mémoires sur les seigneuries de Mouson et de Vesly. N° 15, Martyrologium quod in ecclesia remensi asservatur ex vetustissimo codice, copié en 1661. N° 16, extractum ex necrologio remensi. N° 17, obituarium ecclesie remensis, ex vetustissimo codice, copié en 1661. N° 21, rotulus canonicorum ecclesie remensis, et quibus diebus et annis sunt recepti. N° 27, inventaire dressé en 1669 des reliquaires, chasses, images, joyaux, calices, croix, vaisseaux d'or et d'argent, livres, encensoirs, réchands, chandeliers, etc., de la fabrique de Reims, suivi de deux descriptions très détaillées de la célèbre mitre donnée au trésor par le cardinal de Lorraine, 58 pages. N° 34 et 35, empreintes de sceaux de Robert de Courtenay et de Jean de Vienne. N° 51, note sur l'antiquité du cérémonial de l'église de Reims et sur le pontifical qui appartient à la bibliothèque du Vatican. N° 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, notes chronologiques sur plusieurs dignitaires de Notre-Dame et sur l'époque de leur réception, du XIV^e siècle à 1680.

N° 21. PORTEFEUILLE YY. Ce portefeuille provient du fonds Havé et contient 12 pièces. N° 1, liste chronologique des archevêques, 28 pages. Une

Biblioth. foule de notes très curieuses du chanoine de La Salle sur les dignités, les usages
Tit. I. et le gouvernement du chapitre de Reims, 197 pages.
§ iv.

N° 22. PORTEFEUILLE †. Ce portefeuille contient 88 pièces. N° 1, extrait des conclusions du chapitre durant les xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles, 50 pages. N° 5, 7, 8, 9, sceaux de Notre-Dame en 1160 et en 1260. N° 12, ouvrages qui traitent des cérémonies de l'église de Reims. N° 12 et 13, réglemens des frères et sœurs de l'Hôtel-Dieu de 1321 à 1800. N° 14 et 52, désignation de toutes les personnes ecclésiastiques qui doivent se rendre au synode du chapitre. N° 34, 35, 36, 39, 40, 41, 42, 43, extraits des statuts et coutumes du chapitre. Ces extraits sont pris des livres rouge, blanc, et vert du chapitre. N° 37, variæ conclusiones capituli notandæ, xv^e siècle. N° 38, mémoire sur la librairie du chapitre, de 1340 à 1410. N° 52, état des dignités du chapitre, fin du xvii^e siècle. N° 53, 58, bénéfices dépendants de l'archevêque. N° 54, droits synodaux. N° 55, 56, 57, patronage du diocèse. N° 60, chapelle de Notre-Dame. N° 61, nomina archiepiscoporum remensium ex tabula ecclesiæ desumpta. N° 65, mémoire sur la juridiction temporelle et spirituelle du chapitre. N° 85, villages où le chapitre est décimateur. N° 86, mémoire sur les archidiacres. Enfin l'on trouve dans ce portefeuille quelques pièces relatives à la bulle *Unigenitus*, aux Jésuites, à l'université de Reims.

N° 22. PORTEFEUILLE RB 1. Ce portefeuille provient du fonds Taizy. Il contient des notices biographiques sur N. Bergier, sur la famille Bergier, sur les hommes célèbres de la province de Reims, par M. Cocquebert de Taizy.

N° 23. PORTEFEUILLE RB 2. Ce portefeuille provient du fonds Raussin. Il contient 63 pièces toutes relatives au sacre.

N° 24. PORTEFEUILLE RB 3. Ce portefeuille provient du fonds Havé. Il est intitulé : *Pièces diverses*. Il contient : 1°. les notes de Pierre Cocquault sur tous les établissemens ecclésiastiques de la ville de Reims ; 2°. les mémoires d'Oudart Cocquault, commençant en 1649.

N° 25. PORTEFEUILLE RB 4. Ce portefeuille, intitulé : *Pièces diverses*, contient : 1°. un abrégé de l'histoire de Reims, 136 pages ; 2°. un procès-verbal du sacre de Louis XIV, 23 pages ; 3°. constitution donnée par M. Le Tellier aux filles de l'Enfant Jésus.

N° 26. PORTEFEUILLE RB 5. Ce portefeuille provient du fonds Havé, et contient, entre autres pièces, des pamphlets relatifs à M. de Mailly et à la succession Godinot, un abrégé de l'histoire de Champagne, un catalogue des archevêques.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxlviij

N° 27. PORTEFEUILLE RB 6. Ce portefeuille appartient au fonds Taisy. Il est consacré en entier à la biographie rémoise.

Biblioth.
Tit. I
§. iv.

N° 28. PORTEFEUILLE RB 7. Ce portefeuille provient du fonds Havé, et ne contient presque rien de relatif à l'histoire de Reims.

A la suite de ces portefeuilles, nous nous contenterons de signaler, sans les analyser, deux volumes comprenant des pièces relatives au sacre de Louis XV, quatre volumes relatifs au sacre de Louis XVI, un autre volume relatif au sacre du même roi, un volume relatif à la navigation de la Vesle, deux recueils de pièces sur l'université, un autre sur l'abbaye de Saint-Remi, deux collections de mandements, un précis historique sur les églises de Reims en 1781, un essai sur l'antiquité du nom de Reims, deux volumes de pièces diverses relatives à l'histoire de Reims pendant la révolution, deux autres volumes intitulés simplement : *Pièces diverses*; deux autres intitulés : *Pièces diverses, Jésuites*; deux autres intitulés : *Place Royale, Mémoires*; enfin un volume intitulé : *Marée*.

TITRE II. BIBLIOTHÈQUES PARTICULIÈRES QUE NOUS AVONS PU CONSULTER.

Biblioth.
Tit. II
§. i.

§. 1. Bibliothèque de l'Archevêché et du Chapitre.

De toutes les anciennes richesses qui le rendaient l'un des plus opulents de la chrétienté, le chapitre de Reims n'a conservé qu'un pouillé de ses bénéfices et un inventaire de ses propriétés. M. l'abbé Gros, vicaire général du diocèse, après avoir obtenu, en l'absence de S. E. M^{re} le cardinal de Latil, l'assentiment de MM. les membres du conseil archiepiscopal, a mis à notre disposition ces deux documents précieux, avec une confiance et une obligeance dont nous ne saurions trop lui témoigner ici notre gratitude.

N° 1. POUILLÉ DU DIOCÈSE DE REIMS. Ce pouillé forme cinq volumes in-8° manuscrits, et se compose de trois parties.

La première partie, comprenant le premier et le second volume, renferme l'état de l'église de Reims en 1776, la liste chronologique des archevêques, un exposé des dignités du chapitre et de sa composition, un état général du diocèse, une histoire abrégée de tous les établissements, soit réguliers, soit séculiers, qui s'y sont formés.

La deuxième partie, qui occupe le troisième volume, renferme le pouillé même du diocèse, c'est-à-dire l'inventaire des bénéfices simples et des bénéfices à charge d'âmes qui s'y trouvaient, la liste des présentateurs à ces béné-

Biblioth.
Tit. II.
§ 1.

fices, celle des invocations, l'énoncé des généralités, baillages et parlements, bureaux de poste où ressortissait chaque paroisse et le nombre des communians (habitants) dont elle se composait, le chiffre du revenu de chaque cure, celui de la taxe qu'elle payait aux décimes, et enfin l'indication des doyennés dont toutes relevaient.

La troisième partie occupe les volumes quatre et cinq, et contient la liste des curés, la désignation de leurs grades, les noms des seigneurs de chaque lieu, l'indication de la résidence de ces seigneurs, les noms des décimateurs, les fractions de dîmes dont jouissait chacun d'eux, les chapelles castrales qui se trouvaient dans la circonscription des paroisses, les noms des doyennés et des doyens ruraux avec ceux des cures qui en dépendaient, enfin une liste des cures et des annexes du diocèse divisées par doyennés.

Ce pouillé a été dressé par l'ordre et pour l'usage du cardinal de Talleyrand, mort archevêque de Paris en 1821, et qui, en 1776, était coadjuteur de Reims. L'auteur est M. Boni, chanoine de Saint-Symphorien et secrétaire de l'archevêché. L'exécution de l'ouvrage le rendait digne du riche prélat auquel il appartenait.

N° 2. INVENTAIRE DES ARCHIVES DU CHAPITRE. Cet inventaire est celui que Le Moine a dressé en 1787. Il se compose de six volumes in-folio, et contient la clef de toutes les archives provenant du chapitre qui sont soit à Reims, soit à Châlons; aussi nous en donnons toutes les divisions et tous les titres dans la notice que nous consacrons à ces archives. À la fin du cinquième volume de cet inventaire on trouve la note suivante qui nous conserve le nom du modeste copiste dont la main habile a tracé en entier les 14 volumes in-folio d'inventaires dressés par Le Moine pour divers dépôts de la ville de Reims : « Cet inventaire... a été écrit par Claude Follet, natif de Cuchery, près Châtillon-sur-Marne, 1787. »

Biblioth.
Tit. II.
§ 11.

§. 11. *Bibliothèque de MM. Thirion-Rogier père et fils.*

Messieurs Thirion-Rogier, derniers héritiers d'un nom cher à la haute bourgeoisie de Reims, sont possesseurs des papiers de Rogier, leur ancêtre, et des mémoires de Bidet. Leur bibliothèque nous a été ouverte avec une bonne grâce et une confiance que nous n'avons rencontrées à Reims que dans un seul corps, le conseil diocésain, mais qu'en revanche les particuliers nous ont toujours témoignées.

N° 1. PAPIERS DE ROGIER. L'écriture en est mauvaise, et comme nous nous

sommes assuré qu'ils ne contiennent rien de plus que les autres manuscrits de Rogier nous n'en avons fait aucun usage.

Biblioth.
Tit. II.
S. n.

N° 2. MÉMOIRES DE BIDET. Ce manuscrit est l'un des plus précieux que nous connaissions sur l'histoire locale, non pas qu'il ne s'y rencontre de nombreuses erreurs, mais parmi ces erreurs il se trouve une foule de renseignements que l'on chercherait vainement ailleurs, sur l'organisation intérieure d'une cité où la révolution de 89 a fait, comme partout, table rase, et où la tradition ne conserve pas la moindre trace d'une organisation si puissante, si vivace encore il y a moins d'un demi-siècle.

Les mémoires de Bidet se divisent en trois parties :

1°. Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique de la ville, cité et diocèse de Reims. Ces mémoires occupent le premier et le second volume, 1758.

2°. Mémoires pour servir à l'histoire civile de la ville et cité de Reims. Ces mémoires remplissent le troisième et le quatrième volume, 1759.

3°. Etat des pièces justificatives des Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique et civile de la ville, cité et diocèse de Reims, 1 vol., 1760. Ce dernier volume offre l'indication ou l'analyse de 1201 pièces dont Bidet avait réuni dans son cabinet la plus grande partie, et dont il espérait se procurer l'autre partie. Nous n'avons pu retrouver toutes les pièces mentionnées dans ce précieux catalogue, mais nous l'avons consulté en ayant soin d'y prendre l'indication de celles qui nous manquent.

Les quatre premiers volumes des Mémoires de Bidet forment un traité complet sur les institutions et sur les établissements religieux ou civils de la cité de Reims, et nous croyons devoir donner ici le titre de toutes les matières dont ils traitent, comme un spécimen de toutes celles dont nous avons cru devoir nous-même nous occuper.

TOME PREMIER. — ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE.

[Première division].

Chapitre I, section unique. De l'établissement de Francs dans les Gaules.

Chapitre II, section unique. Du royaume de France.

Chapitre III. Des sacres et couronnemens des rois de France.

Section 1. A qui appartient le droit de sacrer et de couronner les rois de France.

Section 2. De l'inauguration des rois de France.

Section 3. De la sainte ampoule.

Section 4. Du transport de la sainte ampoule de l'abbaye de Saint-Remi en l'église de Notre-Dame.

Section 5. Des cérémonies du sacre des rois de France.

Section 6. Des frais des sacres.

Appendice. Suite chronologique des rois de France.

[Deuxième division.] *Division de la France.*

Chapitre I, section unique. Division générale.

Chapitre II, section unique. De l'archevêché de Reims.

Chapitre III, section unique. De la mission des évêques dans la Belgique, et de l'interpontificat d'entre Saint-Amand et Betause.

Appendice. Suite chronologique des archevêques de Reims, mêlée d'anecdotes qui ont rapport à leurs pontificats.

Chapitre IV, section unique. Du palais archiépiscopal de Reims.

Chapitre V. De la province ecclésiastique de Reims, et de ses évêchés suffragans.

Section 1. De l'évêché de Soissons.

Section 2. De l'évêché de Châlons.

Section 3. De l'évêché de Laon.

Section 4. De l'évêché de Senlis.

Section 5. De l'évêché de Beauvais.

Section 6. De l'évêché d'Amiens.

Section 7. De l'évêché de Noyon.

Section 8. De l'évêché de Boulogne.

Chapitre VI, section unique. Des anciennes prérogatives des archevêques de Reims sur leurs suffragans.

Chapitre VII, section unique. Du diocèse de l'archevêché de Reims.

[Troisième division.] *Première division du diocèse.*

Chapitre I. Des églises collégiales extérieures.

Section 1. De l'église collégiale de Mézières.

Section 2. De l'église collégiale de Montfaucon.

Section 3. De l'église collégiale de Braux.

Chapitre II. Des abbayes extérieures et autres maisons religieuses dans le diocèse.

Section 1. De l'abbaye de Saint-Thierry.

Section 2. De l'abbaye de Saint-Basle.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxlvij

Biblioth.
TII. II.
§. II.

- Section 3. De l'abbaye d'Hautvillers.
- Section 4. De l'abbaye de Mouson.
- Section 5. De l'abbaye d'igny.
- Section 6. De l'abbaye de Signy.
- Section 7. De l'abbaye de Laval-Roy.
- Section 8. De l'abbaye de Bonne-Fontaine.
- Section 9. De l'abbaye d'Elan.
- Section 10. De l'abbaye de Chéery.
- Section 11. De l'abbaye de Saint-Martin d'Épernay.
- Section 12. De l'abbaye de Landève.
- Section 13. De l'abbaye de Belval.
- Section 14. De l'abbaye de Chaumont.
- Section 15. De l'abbaye de Sept-Fontaines.
- Section 16. De l'abbaye de Longvûé.
- Section 17. De l'abbaye de Laval-Dieu.
- Section 18. De l'abbaye d'Avenay.
- Chapitre III. Des autres églises, chapelles ou bénéfices dans le diocèse.
 - Section 1. De la chartreuse du Mont-Dieu.
 - Section 2. Des cordeliers de Béthéléem et de la Cassine.
 - Section 3. Des autres bénéfices dans le diocèse.

TOME SECOND. — ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE (suite).

[*Quatrième division.*] *Seconde division du diocèse.*

- Chapitre I, section unique. De l'établissement du clergé dans Reims.
- Chapitre II, section unique. Des anciennes églises et cimetières de Reims.
- Chapitre III, section unique. Des églises qui y subsistent aujourd'hui.
- Chapitre IV, section unique. De l'église cathédrale et métropolitaine.
- Chapitre V, section unique. Des anciennes cérémonies observées dans l'église de Reims, abolies.
- Chapitre VI, section unique. Des excommunications, interdits et des pénitences publiques dont on usoit anciennement dans le diocèse.
- Chapitre VII, section unique. Du chapitre de l'église de Reims.
- Chapitre VIII, section unique. Du privilège des agrégés au chapitre de ladite église.
- Chapitre IX. Des dignités de ladite église.
 - Section 1. De l'archevêque.

Biblioth.
Tit. II.
§. II.

- Section 2. Du prévôt
- Section 3. Du doyen.
- Section 4. Du chantre.
- Section 5. Des archidiacons.
- Section 6. Du trésorier.
- Section 7. Du vidame.
- Section 8. De l'écolâtre.
- Section 9. Du pénitencier.
- Section 10. Des autres dignités de l'église de Reims, qui ont été supprimées.

Chapitre x, section unique. Des chanoines de la même église.

Chapitre xi, section unique. Des deux congrégations de ladite église.

Chapitre xii, section unique. De la maîtrise des enfants de chœur.

Chapitre xiii, section unique. De la musique établie en ladite église.

Chapitre xiv. Des églises collégiales dans Reims.

Section 1. De l'église collégiale de Saint-Symphorien.

Section 2. De l'église collégiale de Saint-Timothée.

Section 3. De l'église collégiale de Sainte-Bazamie.

Chapitre xv. Des églises paroissiales de Reims et de leurs origines.

Section 1. De l'église paroissiale de Saint-Pierre-aux-Clercs.

Section 2. De celle de Saint-Hilaire.

Section 3. De celle de Saint-Symphorien.

Section 4. De celle de Saint-Étienne.

Section 5. De celle de Saint-Jacques.

Section 6. De celle de Sainte-Marie-Madelaine.

Section 7. De celle de Saint-Martin.

Section 8. De celle de Saint-Timothée.

Section 9. De celle de Saint-Julien.

Section 10. De celle de Saint-Jean.

Section 11. De celle de Saint-Maurice.

Section 12. De celle de Saint-Michel.

Section 13. De celle de Saint-Denis.

Section 14. De la paroisse particulière de Saint-André du faubourg de Cérés.

Chapitre xvi, section unique. De la juridiction ecclésiastique.

Chapitre xvii, section unique. Des vicaires généraux du diocèse.

Chapitre xviii. Des officiaux.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clij

Biblioth.
Tit. II.
§. II.

Section 1. De l'officialité de Reims.

Section 2. De l'officialité métropolitaine.

Chapitre XIX, section unique. Des notaires apostoliques.

Chapitre XX, section unique. De la chambre ecclésiastique du diocèse.

Chapitre XXI. Des abbayes dans Reims.

Section 1. De l'abbaye de Saint-Remi.

Section 2. De l'abbaye de Saint-Nicaise.

Section 3. De l'abbaye de Saint-Denis.

Section 4. De l'abbaye de Saint-Pierre-les-Dames.

Section 5. De l'abbaye de Saint-Étienne-les-Dames.

Section 6. De l'abbaye de Sainte-Claire.

Chapitre XXII, section unique. De la commanderie de Malte établie à Reims.

Chapitre XXIII. Des autres communautés religieuses établies en ladite ville.

Section 1. De Saint-Antoine.

Section 2. Des Jacobins.

Section 3. Des Cordeliers.

Section 4. Des Augustins.

Section 5. Des Carmes.

Section 6. Des Minimes.

Section 7. De l'église et du collège des Jésuites.

Section 8. Des Capucins.

Section 9. De la communauté des frères des Écoles-Chrétiennes.

Section 10. Du prieuré de Longueau.

Section 11. Des Carmélites.

Section 12. De la congrégation des religieuses de Notre-Dame.

Chapitre XXIV. Des hôpitaux de Reims.

Section 1. De l'Hôtel-Dieu.

Section 2. De l'hôpital général de la Charité.

Section 3. De l'hôpital de Sainte-Marthe.

Section 4. De l'hôpital de Saint-Marcoul.

Section 5. De l'hôpital des Orphelins.

Section 6. De l'hôpital de Saint-Denis.

Section 7. De l'hôpital de Saint-Louis.

Chapitre XXV. Des chapelles qui subsistent aujourd'hui dans la ville de Reims.

Section 1. De la chapelle de Saint-Maur.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

Section 2. De la chapelle de Saint-Bernard.

Section 3. De celle de l'Aumône de Saint-Pierre-les-Dames.

Section 4. De celle de Saint-Patrice.

Chapitre xxvi, section unique. Du bureau des pauvres de la Miséricorde.

Chapitre xxvii, section unique. De l'Université.

Chapitre xxviii, section unique. De la faculté des arts du collège de l'Université.

Chapitre xxix, section unique. Du séminaire de l'Université.

Chapitre xxx, section unique. Du séminaire des Jésuites.

Appendice. État des archevêques et des chanoines de Reims élevés aux premières dignités ecclésiastiques et séculières.

TOME TROISIÈME. — ÉTAT CIVIL.

Première division.

Chapitre I. Des gouvernements de France.

Section 1. Du gouvernement de la province de Champagne.

Section 2. Des comtes de Champagne, pairs de France, et de leur suite chronologique.

Section 3. Suite chronologique des gouverneurs de Champagne.

Chapitre II. De la maréchaussée et connétable de France.

Section 1. De la maréchaussée de Champagne.

Section 2. De la juridiction des prévôts de maréchaux de France.

Section 3. De la compagnie de la maréchaussée particulière de Reims.

Chapitre III, section unique. De l'ancienneté de la ville et du gouvernement de Reims.

Chapitre IV, section unique. De l'ancienne dénomination de Reims.

Chapitre V, section unique. Des portes et des murs de la ville de Reims.

Chapitre VI, section unique. Des arcs-de-triomphe des portes de Mars et Bazée.

Chapitre VII. Des châteaux de Saint-Remi et de la porte de Mars.

Section 1. Du château de Saint-Remi.

Section 2. De celui de la porte de Mars.

Chapitre VIII, section unique. De l'entretien des murs, portes, fortifications et pavés de la ville de Reims.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clv

Chapitre ix, section unique. De la ville de Reims, capitale de la province de Champagne. Biblioth.
Tit. II.

Chapitre x, section unique. Du gouvernement de Reims et de sa juridiction. §. II.

Chapitre xi. Des capitaines pour le roi, et des lieutenants des habitants de la ville.

Section 1. Suite chronologique des capitaines pour le roi en la ville de Reims. — Du cérémonial qui se pratique à la mort des capitaines.

Section 2. Suite chronologique des lieutenants des habitants de la ville de Reims.

Appendice. Du cérémonial qui s'observe à la mort des lieutenants des habitants.

Chapitre xii, section unique. De l'établissement à Reims du Conseil de ville.

Chapitre xiii. De l'élection des officiers de l'Échevinage et de la ville.

Section 1. De l'élection des échevins jusqu'à l'établissement du corps de ville.

Section 2. De l'élection des officiers du corps de ville depuis sa création.

Section 3. De l'élection des officiers de la ville et de l'Échevinage depuis leur réunion en un seul corps.

Chapitre xiv, section unique. De l'hôtel-de-ville de Reims.

Chapitre xv, section unique. De l'Académie de mathématiques et de dessin établie en l'hôtel-de-ville.

Chapitre xvi, section unique. Du cours royal de la ville de Reims.

Chapitre xvii, section unique. Des eaux de la rivière de Reims introduites dans les murs de cette ville.

Chapitre xviii, section unique. De l'établissement d'une place royale en cette ville.

Chapitre xix, section unique. Du gouvernement militaire de la ville de Reims et des fonctions de la milice bourgeoise.

Chapitre xx, section unique. Du jeu et du jardin de l'Arquebuse.

Deuxième division.

Chapitre i, section unique. Des généralités de la France.

Chapitre ii, section unique. De l'intendance et généralité de Champagne.

Troisième division.

Chapitre I. Des cours supérieures aux juridictions de Reims.

Section 1. Des parlements.

Section 2. De la cour des aides.

Section 3. De la cour des monnaies.

Section 4. De la table de marbre du Palais à Paris.

Chapitre II, section unique. Des justices royales et seigneuriales de Reims.

Chapitre III, section unique. Des bailliages et sénéchaussées.

Chapitre IV, section unique. Du bailliage général du Vermandois.

Chapitre V. Du bailliage particulier de Vermandois établi en la ville de Reims.

Section. Suite chronologique des lieutenants à Reims du bailli de Vermandois.

Chapitre VI. Du présidial de Reims.

Section. Suite chronologique des présidents audit présidial.

Chapitre VII, section unique. De la police générale de la ville de Reims.

Chapitre VIII. De l'Échevinage et du comté de la ville de Reims.

Section 1. De la justice de l'Échevinage dite *de la Pierre-au-Change*.

Section 2. De la justice de l'Échevinage dite *du Buffet*.

Appendice 1. Des courtiers de vins.

Appendice 2. De la visite, vente et adjudication du poisson de mer.

Appendice 3. De la grande et petite voirie.

Appendice 4. Des droits lucratifs des petite et grande voiries.

Appendice 5. Des droits de portage dépendants de la grande voirie.

Appendice 6. De la grande voirie.

Chapitre IX, section unique. De la justice consulaire en la ville de Reims.

Chapitre X. Des juridictions royales particulières de Reims.

Section 1. De l'Élection.

Section 2. De la Maîtrise particulière des eaux et forêts.

Section 3. Du grenier à sel.

Section 4. Des traites foraines.

Section 5. De la monnaie.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

civj

Chapitre xi. Des justices seigneuriales dans Reims.

Biblioth.
Tit. II.
§. 12.

Section 1. Du bailliage de l'archevêché.

Appendice 1. De la juridiction particulière dudit bailliage.

Appendice 2. De la police universelle de Reims réunie audit bailliage.

Section 2. Du bailliage du chapitre de l'église de Reims.

Section 3. Du bailliage de Saint-Rémi.

Section 4. De la haute justice de Saint-Nicaise.

Section 5. Des autres justices seigneuriales dans Reims.

Chapitre xii, section unique. Des coutumes de Reims.

Chapitre xiii, section unique. Des notaires et tabellions en la ville de Reims.

§. III. *Bibliothèque de madame de Courtin.*

Biblioth.
Tit. II.
§. 111.

Madame de Courtin, sur la demande de M. Anot de Maizières, son petit-fils, a bien voulu nous confier les deux volumes du *Marlot*, annoté par Lacourt, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Cet ouvrage offre en quelque sorte le résumé des recherches les plus érudites de Lacourt, cet infatigable travailleur. Les marges de l'*Historia metropolis remensis* reçoivent assez souvent les notes et les observations que lui suggère le texte de Marlot; mais le plus souvent il les place en tête, ou les rejette à la fin du volume sur des cahiers préparés pour les recevoir. Ainsi, à la suite du premier volume, on trouve 74 feuillets de notes manuscrites. En tête du deuxième volume il y en a 90, et à la fin du même volume, 60 seulement. — Le Marlot annoté est un des ouvrages dont nous avons retiré le plus de fruit.

§. IV. *Bibliothèque de M. Grassières.*

Biblioth.
Tit. II.
§. IV.

M. Grassières est un des hommes de Reims les plus instruits sur l'histoire locale, dont s'occupent aussi d'une manière toute spéciale MM. Lucas-Dessain, Firmin Clicquot, Saubinet, Hédouin de Pons-Ludon, Lacatte-Joltrain et Ponsardin-Simon. M. Grassières nous a prêté une collection dont nous ne connaissons que trois exemplaires complets, celle des almanachs de Reims. Il faut avoir habité Reims pour savoir quel prix on attache à cette rareté bibliographique, et quelle obligation nous avons à M. Grassières de nous l'avoir confiée.

La collection des almanachs de Reims, dont le nombre s'élève à 35 vol. petit in-32, se divise en trois séries.

1°. La première série se compose de sept almanachs, publiés en 1752, 53, 54, 55, 56, 57 et 58. Les almanachs de 1752 et 1753 sont de l'abbé Reiglet; ceux de 1754, 55 et 56 sont de Félix de La Salle, à qui appar-
Digitized by Google

Biblioth.
Tit. II.
§. IV.

naient les portefeuilles dont nous avons parlé plus haut. Auquetil a travaillé à celui de 1754. Celui de 1759 est de Destable, avocat, celui de 1758 de Delaistre-Godet, libraire.

2°. Après une interruption de neuf ans, l'almanach de Reims reparut en 1768 pour ne discontinuer qu'en 1795. La seconde série se compose donc de 27 volumes. D. Fournier, bibliothécaire de Saint-Nicaise, y travailla jusqu'en 1773. A D. Fournier succéda D. Vincent, bibliothécaire de Saint-Remi, dont plusieurs pièces manuscrites ont été achetées par MM. les administrateurs de la Bibliothèque Royale, et réunies dans le vol. n° 1520 du Suppl. franç.

3°. L'almanach de Reims fut repris en 1814 par M. Ponsardin-Simon; mais il n'en parut qu'un seul volume.

Après avoir ainsi parcouru la série des documents manuscrits que nous avons empruntés aux bibliothèques de Reims, dans le but de jeter un double jour sur les archives des corps laïques et sur celles des corps ecclésiastiques de la ville, nous allons reprendre au point où nous l'avons interrompue, la notice que nous consacrons à ces archives.

Arch. eccl.
Tit. I.
§. I.

III. CHARTRIERS ECCLÉSIASTIQUES.

ARCHIVES DU CLERGÉ RÉGULIER ET SÉCULIER DE LA VILLE DE REIMS.

Le nombre des établissements religieux dont nous allons examiner les archives est de trente-cinq. Nous répartirons en huit Titres les vingt-cinq paragraphes que nous leur consacrons.

TITRE I. ARCHIVES DES ARCHEVÊQUES.

Nous trouvons dans ces archives des cartulaires, des inventaires et terriers, et enfin des pièces sous liasses.

§. 1. *Cartulaires de l'Archevêché.*

Le chartrier du plus ancien seigneur de Reims, du premier pair de France, est sans contredit le plus pauvre des grands chartriers que nous avons consultés. Non seulement les pièces sous liasses y sont comparative-ment peu nombreuses, mais encore les cartulaires qu'il renferme appartiennent à une époque peu reculée : le plus ancien est du xv^e siècle. Les vacances du siège, et la régalie pendant les vacances, ont sans doute favorisé

la dilapidation de titres, qui ont dû être fort nombreux. Cependant en rapprochant deux notes qui se trouvent, l'une dans un des portefeuilles de la bibliothèque de Reims, l'autre, dans un manuscrit de la Bibliothèque Royale, on pourrait attribuer tout le mal à l'incendie qui, en 1422, éclata dans le château de Porte-Mars. Toutefois nous ferons remarquer que les archives du chapitre furent brûlées trois fois en 831, en 1211, en 1481, et que cependant le chapitre a conservé sept cartulaires, une grande quantité de manuscrits, et que son inventaire remplit 6 volumes in-fol., tandis que celui des titres de l'archevêché n'en occupe qu'un seul. Voici d'ailleurs les deux notes dont nous venons de parler :

Arch. eccl.
Tit. L
§ 1.

« Les archevêques firent leur demeure du château de Porte-Mars, et y séjournèrent jusqu'en 1422, que le feu y prit, le 24 mars, sur les quatre heures après midi, et en consuma tout l'intérieur, comme on le voit au livre des conclusions du chapitre. Regnaud de Chartres le fit réparer en partie, mais il n'a pas été rétabli entièrement. » Bibl. de Reims, portef. V, n° 64.

« Du temps de Regnaud de Chartres, archevesque de Reims, les titres de l'archevesché estans au chasteau de Porte-Mars furent bruslez par le feu que les Anglois mirent audit chasteau, comme il se trouve es registres de la Cour [des Comptes?]. » Note autographe de Duchesne, Bibl. Royale, ms. 1515-2, Suppl. franç., tom. II, p. 244.

Il ne reste, avons-nous dit, que des cartulaires assez modernes aux archives de l'Archevêché. Ils y sont au nombre de quatre :

N° 1. CARTULAIRE ✕ DE L'ARCHEVÊCHÉ. C'est une copie sur papier, in-fol., de 234 feuillets, d'un cartulaire plus ancien; copie qui, d'après une note de Le Moine, aurait été faite vers 1420. L'écriture nous paraît cependant appartenir à la fin plutôt qu'au commencement du x^v siècle: si Le Moine, en assignant cette date à notre cartulaire, a été déterminé par le souvenir de l'incendie de 1422, et s'il a supposé que l'original dont ce cartulaire n'est que la copie a dû y périr, nous pouvons opposer à ses présomptions un fait qui appuiera les nôtres. Le chapitre possède un cartulaire, coté C, dont nous parlerons tout à l'heure. Le cartulaire C du chapitre, qui est du xvi^e siècle, est la copie d'un cartulaire de l'Archevêché, écrit dans le xii^e, et qui ne se retrouve plus maintenant. Ainsi, l'un des anciens cartulaires de l'Archevêché avait échappé à l'incendie de 1422; et rien ne nous empêche de croire qu'un second a pu y échapper de même, et que le cartulaire ✕ n'a été écrit qu'à la fin du x^v siècle. Seulement l'original dont il offre la copie aura été perdu depuis, comme celui qui a servi à transcrire le cartulaire C du chapitre.

Arch. eccl. Duchesne, qui a fait des extraits assez nombreux dans les archives de Reims, nomme ce dernier cartulaire (cartulaire C du chapitre), ou peut-être l'original, s'il n'était pas encore égaré : *Volumen primum cartarum archiepiscopatus remensis*. Il désigne le cartulaire ✕, ou son original, comme *Volumen secundum*.

N° 2. CARTULAIRE A DE L'ARCHEVÊCHÉ. Ce cartulaire est une copie littérale faite vers 1580, du cartulaire dont nous venons de nous occuper. Il est sur papier, in-fol., et se compose de 192 feuillets. Les marges sont criblées d'une mauvaise écriture qui contient les notes d'un bailli ducal exerçant vers 1627.

N° 3. CARTULAIRE B DE L'ARCHEVÊCHÉ. Ce cartulaire est de la même main que le précédent, et par conséquent copié vers 1580. Il est également sur papier, in-fol., et contient 198 feuillets. Il reproduit quelques unes des pièces du cartulaire A, mais en offre un plus grand nombre de nouvelles.

LACOURT, Marlot annot., II, *not. in front.*, fol. 52, parle d'un cartulaire copié en 1626 par D. Oudart Bourgeois, cartulaire qui se trouvait aux archives de l'archevêché. Nous n'avons pu en découvrir d'autres traces.

N° 4. CARTULAIRE C DE L'ARCHEVÊCHÉ. C'est un in-fol. en papier, de 494 pages, écrit vers 1650. Il renferme quelques pièces antérieures à cette année; mais il se compose en grande partie de factums et d'actes relatifs aux démêlés de l'Archevêché et de l'Échevinage durant la première moitié du XVII^e siècle.

Le Moine, en divers endroits de son inventaire, et notamment p. 379 *bis*, parle d'un cartulaire de l'Archevêché, coté D, que nous ne connaissons pas.

APPENDICE. CARTULAIRES DES ÉVÊQUES DE LAON SUFFRAGANTS DE L'ARCHEVÊQUE DE REIMS. Nous plaçons ici ce que nous avons à dire de ces cartulaires, seuls documents que nous ait fournis la ville de Laon, pour ne point en faire un article à part dont la brièveté contrasterait avec l'étendue de nos autres divisions.

Nous avons cherché vainement dans les chartriers ecclésiastiques de Laon réunis à la préfecture, le célèbre cartulaire qu'avait fait dresser et qu'avait orné de notes marginales le pape Urbain IV, alors qu'il n'était encore que simple chanoine. Nous n'y avons trouvé qu'un cartulaire et un fragment de cartulaire, tous deux du XIII^e siècle, ayant appartenu tous deux aux évêques de Laon. Le fragment de cartulaire, ou cartulaire lacéré de Laon, se compose de 46 feuillets de vélin, format in-4°, et contient 124 instruments complets. L'autre cartulaire, mieux conservé, est un in-fol. sur vélin, de 106 feuillets, contenant 273 instruments complets. Les premiers feuillets, qui

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxj

contiennent la table de ces instruments, sont lacrés en partie. Les cinq premiers feuillets du texte, qui contiennent les chartes de la commune de Laon, sont légèrement endommagés, les cent feuillets suivants sont intacts; les derniers sont déchirés ou manquent. Quelques pages, à dater de celles du milieu, semblent avoir été laissées d'abord en blanc et remplies seulement dans le xiv^e siècle. Ce cartulaire contient, entre autres pièces, une série d'actes fort nombreux qui tous se rapportent aux démêlés des évêques et de leurs vicomtes ou vidames. Jamais peut-être plus de renseignements n'ont été réunis sur les relations qu'ont eues durant le moyen âge les personnes ecclésiastiques avec ces avoués laïques, qui, sous prétexte de les protéger, avaient envahi les domaines de l'Eglise. Nous nous proposons d'étudier plus tard d'une manière spéciale, et dans un autre ouvrage, tout ce qu'offre d'intéressant sur ce point le cartulaire des évêques de Laon.

Arch. eccl.
Tit. I.
§. i.

§. II. *Inventaire des Archives de l'Archevêché.*

Arch. eccl.
Tit. I.
§. II.

Il existe aux archives de Châlons plusieurs anciens inventaires et un volumineux terrier que nous n'avons pu consulter à loisir. Nous ne parlerons donc ici que de l'inventaire de Le Moine, le dernier en date, et celui d'après lequel sont encore classées les archives de l'Archevêché.

L'inventaire de Le Moine a été dressé en 1782; c'est un énorme volume, grand in-folio, de 744 pages. Toutes les archives, classées sous 169 liasses cataloguées, et sous plusieurs liasses de renseignements, sont renfermées dans 47 layettes numérotées et rangées sous l'un de ces titres : 1^o. ville de Reims; 2^o. seigneuries hors de Reims ne dépendant d'aucune châtellenie; 3^o. châtellenies; 4^o. fiefs mouvants du duché-pairie; 5^o. spirituel dans le diocèse. Nous allons donner le tableau de chacune des divisions et subdivisions introduites sous ces titres, et dans ces titres, par l'inventaire de Le Moine.

§. III. *Pièces des Archives de l'Archevêché, classées d'après l'inventaire de Le Moine.*

Arch. eccl.
Tit. I.
§. III.

N^o 1. TITRES QUI CONCERNENT LA VILLE DE REIMS.

- LAVETTE 1. . . Liasse 1. Privilèges, juridiction temporelle, justice, police depuis 1179 jusqu'en 1700.
LAVETTE 2. . . Liasse 2. Justice, voirie, police, depuis la réunion à la justice en 1699 jusqu'en 1760.

Arch. eccl.
Tit. I.
§ III.

- | | | |
|----------------|--|--|
| LAVETTE 3. . . | } | Liasse 3. Justice, police, depuis 1760 jusqu'en 1780. |
| | | — 4. Ordonnances de police et autres pièces de l'exercice d'icelle, depuis 1700 jusqu'aujourd'hui. |
| | | — 4 bis. Police. Statuts et réglemens des arts et métiers de 1462 à 1673. |
| LAVETTE 4. . . | } | Liasse 5. Échevinage. Procès avec l'Hôtel-de-Ville pour la juridiction, la police, etc., depuis 1182 jusqu'en 1700. |
| | | — 6. Conseil de ville, ou officiers municipaux, de 1700 à 1789. |
| LAVETTE 5. . . | Liasse 7. Procès et transactions avec le chapitre de la métropole pour la juridiction, exemptions des francs-sergents et préciputs sur la vicomté [1096?]. | |
| LAVETTE 6. . . | Liasse 8. Droits de la vicomté, stellage, tonnieu, travers, depuis 1152 jusqu'en 1704. | |
| LAVETTE 7. . . | } | Liasse 9. Vicomté. Stellage dû par les francs-sergents et bourgeois de la terre commune, commerçants en blé, de 1728 à 1780. |
| | | — 10. Vicomté. Stellage de 1739 à 1777. |
| LAVETTE 8. . . | } | Liasse 11. Vicomté. Franc-sallé ou stellage sur le sel, depuis 1405. |
| | | — 12. Vicomté. Revenus en général, baux, cœuilloirs, comptes [1614]. |
| | | — 13. Prévôté. Foire de la Couture et autres droits [1428]. |
| | | Liasse 14. Domaines, maisons et terriers à la ville [1288]. |
| LAVETTE 9. . . | } | — 15. Halles aux pains et harengs, ou harengerie, vendus en 1760 avec remplacement [1475]. |
| | | — 16. Grand Jard, maison, jardin et prés. [1474]. |
| | | — 17. Domaines, ferme de la Couture, corvées et terres [1550]. |
| | | — 18. Moulins l'Archevêque et dépendances, herbes, jardins, prés, terres [1192]. |
| | | — 19. Pêche de la rivière, depuis les moulins l'Archevêque jusqu'à ceux de Tinqueux et de l'Abbesse et bonde de Maco [1404]. |
| | | — 20. Prés de Courcelles, Muire, La Malle, etc., etc., aux environs de Reims [1474]. |
| | | |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxij

- LAVETTE 10. . . Liasse 21. Censives, surcens et rentes sur les biens-fonds à Reims [1183]. Arch. eccl.
Tit. I.
§ III.
- LAVETTE 11. . . Liasse 22. Matières générales relatives à tout le domaine de l'archevêché [1385].
- LAVETTE 12. . . { Liasse 23. Bois, eaux et forêts, chasses, etc., de tout l'archevêché [1437].
— 24. Indemnités [1683].
- LAVETTE 13. . . Liasse 25. Maisons à Paris formant le petit hôtel de Reims [1562].

N° 2. TITRES DES DOMAINES, SEIGNEURIES ET DIMES HORS DE REIMS, QUI NE DÉPENDENT D'AUCUNE CHATELLENIE.

- LAVETTE 14. . . { Liasse 26. Brimont. Portions de dimes [1545].
— 27. Courcy. Terres affermées avec le moulin l'Archevêque [1664].
— 28. Doux. Patronage [1574].
— 29. Loivre. Patronage, dimes, justice, cens, etc. [1573].
— 30. Maisneux. Co-seigneurie, sauvements, vinages, cens, etc. [1372].
— 31. Mombret. Seigneurie, justice, cens, pressoir, etc. [1474].
— 32. Mont-Saint-Remi, Routhon et Berthel. Dimes $\frac{1}{2}$ [1573].
— 33. Ormes. Dimes $\frac{1}{2}$, cens et droits seigneuriaux [1574].
— 34. Ruffy et Béthemey, seigneuries [1445].
Liasse 35. Saint-Étienne-sur-Snippe. Dimes $\frac{1}{2}$ [1574].
— 36. Saint-Remy-le-Petit. Dimes [1573].
— 37. Saint-Thierry. Terres et bois en remplacement des halles de Reims [1760].
LAVETTE 15. . . { — 38. Warmeriville. Patronage [1551].
— 39. Villers-Franqueux. Seigneurie et domaine [1410].
— 40. Villers-Franqueux. Droit de vainsage, rente seigneuriale de 14 pence sur tous les héritages [1492].

N° 3. TITRES QUI CONCERNENT LES CHÂTELLENIES.

1^{re}. Châtellenie de Chaumury.

- | | | | |
|--|-----------------|---|---|
| | LAVETTE 16. . . | { | Liasse 41. Chaumury. Seigneurie, domaine, bois, cens, etc., de l'archevêque, avant la réunion de la vicomté en 1676 [1236]. |
| — 42. Chaumury. Aveux et dénombrement de la vicomté avant la réunion à l'archevêché, en 1676 [1499]. | | | |
| — 43. Chaumury. Bannalité et domaine de la vicomté avant la réunion à l'archevêché en 1676 [1512]. | | | |
| | LAVETTE 17. . . | { | Liasse 44. Chaumury. Vicomté, rentes seigneuriales et surcens avant la réunion [1511]. |
| — 45. Chaumury. Surcens avant la réunion [1512]. | | | |
| — 46. Chaumury. Surcens seigneuriaux depuis la réunion [1676]. | | | |
| | LAVETTE 18. . . | { | Liasse 47. Chaumury. Réunion de la vicomté à la mense archiepiscopale, commencée en 1676, consommée en 1684. |
| — 48. Chaumury. Seigneurie, justice, police, chasse depuis la réunion [1711]. | | | |
| | LAVETTE 19. . . | { | Liasse 49. Chaumury. Domaines, terres, prés, moulins, baux de la châtellenie et de la vicomté depuis la réunion [1683]. |
| — 50. Chaumury. Bois depuis la réunion [1692]. | | | |
| — 51. Châtellenie de Chaumury. Patronages d'Aubilly, Toisy et Premecy [1573]. | | | |
| — 52. Châtellenie de Chaumury. Patronage de Champiat [1574]. | | | |

2^{re}. Châtellenie de Cormicy.

- | | | | |
|--|-----------------|---|---|
| | LAVETTE 20. . . | { | Liasse 53. Cormicy. Seigneurie, justice, chasse et divers droits de la prévôté et châtellenie [1214]. |
| — 54. Cormicy. Assises ou plaids généraux [1680]. | | | |
| — 55. Cormicy et Saigneul. Domaines, bois, cens et surcens [1170]. | | | |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxv

- LAVETTE 21. . . { Liasse 56. Cormicy. Droits de bourgeoisie [1621]. Arch. eccl.
 — 57. Cormicy. Droits de vinages [1625]. Tit. L.
 §. III.

3°. Châtellenie de Courville.

- LAVETTE 22. . . { Liasse 58. Châtellenie de Courville. Seigneurie, justice,
 droit de bourgeoisie, etc., etc. [1258].
 — 59. Courville. Domaine, moulins, prés, etc. [1499].
 — 60. Courville. Bois [1231].
 — 61. Courville. Dîmes, église, chapelle Saint-Michel [1411].
 — 62. Courville. Cens et surcens [1486].

- LAVETTE 23. . . Liasse 63. Courville. Plaids généraux [1680].

- LAVETTE 24. . . { Liasse 64. Courville. Saint-Gilles. Prieuré anciennement
 réuni à la châtellenie [1488].
 — 65. Courville. Dîmes de Blangy, Merval, Servail
 [1500].
 — 66. Courville. Ferme de la Bonne-Maison [1468].
 — 67. Courville. Cohan, seigneurie, domaine, cens,
 préciput sur les dîmes, etc. [1334].
 — 68. Courville. Fresnes, terres et dîmes [1366].
 — 69. Courville. Limcy, dîmes [1500].
 — 70. Courville. Sévigny, Walep et Savigny-sur-Ar-
 dres, dîmes $\frac{1}{2}$ [1484].
 — 71. Courville. Vieil Arcy et Arcy-le-Ponsard. Terres
 [1251].
 — 72. Courville. Unchère et Breuil. Dîmes [1179].

- LAVETTE 25. . . Liasse 73. Courville. Comptes de la châtellenie, de 1381
 à 1541.

4°. Châtellenie de Betheniville.

- LAVETTE 26. . . { Liasse 74. Châtellenie de Betheniville. Seigneurie, domai-
 nes, bourgeoisies, moulins, bois, etc. [1258].
 — 75. Betheniville. Plaids généraux, de 1644 à 1771.
 — 76. Betheniville. Cœuillerets, depuis 1702.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

- LAVETTE 27. . . {
- Liasse 77. Betheniville. Alincourt. Terrage [1748].
 - 78. Betheniville. Auvinet. Redevances seigneuriales [1759].
 - 79. Betheniville. Manre et Vieux. Redevances seigneuriales dites sauvements [1273].
 - 80. Betheniville. Pont-Faverger. Rentes seigneuriales [1280].
 - 81. Betheniville. Saint-Clément. Divers droits [1253].
 - 82. Betheniville. Saint-Hilaire ou Saint-Hilier-le-Petit [1254].
 - 83. Betheniville. Comptes de la châtellenie, de 1376 à 1498.

5°. Châtellenie de Nogent-en-la-Montagne.

- LAVETTE 28. . . {
- Liasse 84. Nogent, Sermiers, Chamery-en-la-Montagne. Seigneurie, domaines, surcens, etc. [1233].
 - 85. Nogent, Sermiers. Bois au-dessus de Sermiers [1643].
 - 86. Nogent, Sermiers (*sic*). Plaids généraux, de 1727 à 1757.

6°. Châtellenie de Sept-Saulx.

- LAVETTE 29. . . {
- Liasse 87. Châtellenie de Sept-Saulx et Vez. Seigneurie, domaines, etc. [1172].
 - 88. Sept-Saulx. Baux de la châtellenie [1664].
 - 89. Sept-Saulx. Plaids généraux, de 1627 à 1739.
 - 90. Sept-Saulx. Anciens comptes de la châtellenie, de 1449 à 1461.

7°. Châtellenie d'Attigny.

- LAVETTE 30. . . {
- Liasse 91. Attigny et Coulommès. Seigneurie, droits utiles, rue, pont, etc. [1208].
 - 92. Attigny. Domaines, terres, prés, dimes, surcens [1494].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxvij

- LAVETTE 31. . { Liasse 93. Attigny. Moulins à eau et à vent [1222]. Arch. eccl.
 — 94. Châtellenie d'Attigny. Plaids généraux, de 1643 Tit. I.
 à 1762. § III.

8°. Dîmes et patronages.

- LAVETTE 32. . { Liasse 95. Patronages en général [1521].
 — 96. Patronages de Blauguy [1574].
 — 97. Patronages de Charleville, les Moucy, Saint-
 Pierre et Notre-Dame [1633].
 — 98. Patronages de Mazerny et Hagnicourt [1543].
 — 99. Patronages de Montblainville, Apremont et
 Baulny [1461].
 — 100. Patronages de Mongon [1556].
 — 101. Patronages de Saint-Agnan près Sedan, $\frac{1}{2}$ des
 dîmes [1574].
 — 102. Patronages de Villers-le-Tourneur et Neufvisy
 [1544].
 — 103. Patronages de Villemonttry [1570].

N° 4. FÉODALITÉ, FIEFS MOUVANTS DU DUCHÉ-PAIRIE.

1°. Fiefs des dignités de l'Église et chapitre de la Métropole.

- LAVETTE 33. . { Liasse 104. Fiefs en général... octobre 1337.
 — 105. Fief de la prévôté de l'église de Reims [1733].
 — 106. Fief du doyenné [1605].
 — 107. Fief du grand-archidiacre [1569].
 — 108. Fief de la chanterie [1725].
 — 109. Fief de la trésorerie [1632].
 — 110. Fief du vidamé [1451].
 — 111. Fief de 48 setiers de froment appartenant au
 chapitre sur la vicomté [1453].
 — 112. Fief de 190 setiers sur la vicomté [1644].
 — 113. Fief de la paneterie [1484].
 — 114. Fief du doyenné de Mézières [1725].

2°. Fiefs de portage de la ville de Reims.

- LAVETTE 34. . . { Liasse 115. Fiefs du portage de Porte-Mars [1551].
— 116. Fiefs de Porte-Cérès [1466].
— 117. Fiefs de Porte-Cérès dont dépendent celles de
Dieu-Lumière et Fléchambault [1278].
— 118. Fiefs de Porte-Renier-Buiron [1758].
— 119. Fiefs de Porte-Vesle [1566].
— 120. Fiefs de Porte-Valoise ou Porte-anx-Férons
[1290].
- LAVETTE 35. . . Liasse 121. Fief de la terre et marquisat de Chémery et
dépendances [1255].
- LAVETTE 36. . . { Liasse 122. Fief de la vicomté de Launoy [1597].
— 123. Fief anx Maisneux, d'Artaize, et de Bezanne
[1367].
— 124. Fief de Montbret; moitié de la terre et sei-
gneurie [1644].
— 125. Fief du Montlaurent, terroir de Reims près
la Maison-Blanche [1680].
— 126. Fief de Muire près Reims, divisé en trois par-
ties, l'une de $\frac{1}{7}$, les deux autres de $\frac{1}{7}$
chaque [1463].
— 127. Fief de Taissy, auquel a été joint le fief Cli-
quot [1262].

3°. Fiefs mouvants de la châtellenie de Betheniville.

- LAVETTE 37. . . { Liasse 127 bis. Fief de Courcelancy [1378].
— 128. Fief d'Ardenay [1530].
— 129. Fief de Aure [1297].
— 130. Fief de Dontrien, Saint-Martin-l'Heureux, et
Saint-Pierre à Arnes [1635].
— 131. Fief de Marvaux [1566].
— 132. Fief de Perthes-les-Urlus [1566].
— 133. Fief de Richebourg à Betheniville [1640].
— 134. Fief de Saint-Masme et Hentréville [1644].
— 135. Fief de Tahure [1504].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxix

Arch. eccl.
Tit. I.
§. III.

- Liasse 136. Fief de Warigny [1579].
- 137. Fief de Manre et Vieux [1445].

4°. Fiefs mouvants de la châtellenie de Chaumuzy.

- Liasse 138. Fief des bastis de Chaumuzy [1643].
- 139. Fief de Cohedon [1646].
- 140. Fief de Maitry à Chaumuzy [1633].
- 141. Fief de Spilly à Chaumuzy [1644].

LAVETTE 38. . .

5°. Fiefs mouvants de la châtellenie de Cormicy.

- Liasse 142. Fief d'Aguillecourt à Cormicy [1572].
- 143. Fief du Godard et du Mont-Spin; Cormicy [1566].
- 144. Fief de Sapigneul-lès-Cormicy [1377].
- 145. Fief de Wariscourt, haut et bas; Cormicy [1422].

6°. Fiefs mouvants de la châtellenie de Sept-Saulx.

- Liasse 146. Fief Chuffet enclavé à Sept-Saulx [1633].
- 147. Fief de Thuizy, Luches, et sénéchaussée à Sept-Saulx [1257].
- 148. Fief de Sillery, Puisieux et Verzenay [1198].

7°. Fiefs mouvants de la châtellenie d'Attigny.

- Liasse 149. Fief des Alleux [1519].
- 150. Fief de Chuffily [1644].
- 151. Fief de Coulommcs-lès-Attigny [1224].
- 152. Fief de Méry-lès-Attigny [1579].
- 153. Fief de Roches-lès-Attigny [1458].
- 154. Fief de Vaisly, et rente seigneuriale de 200 setiers de froment, l'inféodation du 8 février 1766 [1379].

LAVETTE 39. . .

8°. Fiefs inconnus.

Gueux, Craonnelle, Saint-Médard, Pont-Favergy, Chamel, Cormissy, etc., etc. [1220].

- LAVETTE 40. . . Liasse 155. Juridiction spirituelle dans la ville et le diocèse, de 1100 à 1699.
- LAVETTE 41. . . Liasse 156. Juridiction spirituelle dans la ville et le diocèse, depuis 1700.
- LAVETTE 42. . . { Liasse 157. Assemblées de conciles et du clergé de la province de Reims, de 1455 à 1584.
— 158. Bulles pour monseigneur de Rohan, en 1722.
- LAVETTE 43. . . Liasse 159. Séminaires, grand et petit, réunis, gouvernés par les Génovéfins [1566].
- LAVETTE 44. . . { Liasse 160. Université et collège, de 1245 à 1697.
— 161. Collège de Reims à Paris. Comptes des dépenses [1471.]
— 162. Hôpital de Saint-Antoine de Reims [1201].
- LAVETTE 45. . . { Liasse 163. Hôpitaux de l'Hôtel-Dieu, la Charité, Saint-Marcoul, Pauvretés, etc. [1625].
— 164. Aliénations [1569].
— 165. Subvention pour les pauvres [1566].
— 166. Offices du clergé [1691].
— 167. Clergé de Reims en général [1420].
- LAVETTE 46. . . Liasse 168. Clergé de Reims et décimes, de 1364 à 1700.
- LAVETTE 47. . . Liasse 169. Décimes, depuis 1700.

TITRE II. ARCHIVES DES CHAPITRES DE LA VILLE DE REIMS.

Les collégiales de chanoines étaient au nombre de quatre dans la ville de Reims. La première, la plus riche et la plus puissante, celle qui écliprait toutes les autres, était la collégiale de Notre-Dame, que l'on désignait ordinairement sous le nom de *chapitre* par excellence. Venait ensuite la collégiale de Saint-Symphorien, dont le siège était l'église la plus ancienne de la cité, église que le christianisme avait fondée sur les débris d'un temple de Cérès, et dont il avait fait une métropole, avant que S. Nicaise transportât ce titre à la cathédrale actuelle. Le chapitre de Saint-Symphorien relevait de l'archevêque. La collégiale de Sainte-Balsamie, la moins considérable des quatre, relevait du chapitre de Notre-Dame. Enfin la collégiale de Saint-Timothée relevait du monastère de Saint-Remi. On voit que partout, au spirituel, comme au temporel, le chapitre de Notre-Dame et la puissante abbaye de Saint-

Remi étaient parvenus à rivaliser d'autorité et d'influence avec les archevêques. Aussi nous avons exploré avec soin les archives des quatre collégiales, dans l'ordre où nous allons les indiquer.

Arch. eccl.
Tit. II
§ 1.

§. 1. *Collégiale métropolitaine dont les membres étaient indépendants.*

Les archives de cette collégiale sont les plus riches, les mieux conservées, les plus commodément classées de toutes celles que nous avons eu à consulter. Nous allons nous occuper successivement des cartulaires, des inventaires, et des pièces sous liasses qu'elles renferment.

N° 1. CARTULAIRES DU CHAPITRE DE NOTRE-DAME.

Les archives du chapitre possèdent encore sept cartulaires, dont le plus ancien est du XIII^e siècle, dont le plus moderne est du XVI^e.

1°. CARTULAIRE A OU LIVRE ROUGE DU CHAPITRE. Ce volume, in-fol. sur vélin, de 367 feuillets, offre moins un cartulaire qu'un assemblage assez mal ordonné de cahiers ayant appartenu à des cartulaires de diverses époques. Ces débris échappés aux ravages du temps et de l'ignorance nous semblent avoir été réunis vers le XVI^e siècle, par quelque chanoine studieux. — Le premier cahier a 83 feuillets, et contient, stalle par stalle, les noms de tous les chanoines de la cathédrale qui s'y sont succédé, de 1300 environ à 1550. — Du fol. 89 au fol. 137 se trouve un fragment très curieux qui renferme le seul *compte de la sénéchaussée* que nous ayons pu découvrir. Il est de l'an 1300, et a d'ailleurs été relié dans le Livre Rouge avec si peu d'intelligence, que le fol. 102 y fait suite au fol. 99, et qu'entre ces deux folios s'en trouvent deux autres, cotés 100 et 101, qui contiennent des actes tout-à-fait étrangers à ce compte. — Du fol. 138 au fol. 155 sont des titres de diverses propriétés foraines du chapitre, et des accords sur divers sujets entre le chapitre et les archevêques. Tout le reste du volume, à l'exception de quelques feuilles extraites d'un registre où avaient été recueillies des bulles adressées, dans le XIII^e siècle, à la province rémoise, se compose de cahiers qui contiennent, 1°. les conciles synodaux de la province rémoise durant le XIII^e et le XIV^e siècle; 2°. des pouillés du diocèse, des comptes de décimes, etc., dressés dans le XIV^e siècle. Ces conciles et ces pouillés se retrouvent encore dans le cartulaire AB et dans le cartulaire E du chapitre.

2°. CARTULAIRE B OU LIVRE BLANC DU CHAPITRE. C'est un énorme in-folio sur vélin, écrit d'une seule main, vers la fin du XIV^e siècle, et composé de 685 feuillets. Il comprend huit divisions, sous lesquelles tous les titres sont

Arch. ecel. répartis : 1°. *Dignitates*, du fol. 1 au fol. 32. 2°. *Libertates*, de 33 à 132.
 Tit. II. 3°. *Senescalcia*, de 133 à 219. 4°. *Anniversaria*, de 220 à 392. 5°. *Matutine*,
 § 1. de 393 à 491. 6°. *Fabrica*, de 492 à 512. 7°. *Probende*, de 513 à 633.
 8°. *Vicarie et Capelanie*, de 634 à la fin.

3°. CARTULAIRE AB DU CHAPITRE. Ce volume, écrit sur vélin vers 1350, se compose de 151 folios. Les pièces qu'il renferme ne sont guère que des doubles du Livre Rouge et du cart. E. Cependant la dernière partie, outre un procès curieux relatif au fief de Cumières, et des statuts dressés au xiv^e siècle pour les notaires de Reims, contient des ordonnances royales du commencement du xiv^e siècle, presque toutes publiées dans le grand recueil de Laurière, etc., etc. Une main moderne a écrit sur la première feuille du cartulaire AB le titre suivant : *Chartæ ac variæ litteræ de juribus capituli. Præcepta synodalia diocesis et provinciæ remensis. Repertorium beneficiorum diocesis remensis.*

4°. CARTULAIRE C DU CHAPITRE. Ce cartulaire, écrit sur papier vers 1550 environ, comprend 307 feuillets. Le texte en est rempli de fautes et presque illisible. Les actes qu'il renferme, tous relatifs aux droits des archevêques, et presque tous antérieurs au xiv^e siècle, nous le font regarder comme la copie d'un ancien cartulaire de l'archevêché. Duchesne, comme nous l'avons dit plus haut, a copié soit sur le cartulaire C du chapitre, soit sur l'original, qui peut-être n'était pas encore égaré, plusieurs actes qu'il dit empruntés *ex volumine primo cartarum archiepiscopatus remensis*. Le chapitre aura obtenu des archevêques la permission de prendre un double de cet ancien cartulaire, *volumen primum*, dont plusieurs pièces l'intéressaient, et de là le recueil dont nous nous occupons ici.

5°. CARTULAIRE D OU LIVRE NOIR DU CHAPITRE. Voici le titre de ce volume, petit in-fol. sur papier, de 313 feuillets. « Escriptions rassemblées et recueil « lies par moy Jehan Godart d'Attigny, chantre et chanoine de Reims, de « divers livres et papiers, au profit et utilité de l'église; sauf à y adjouster ou « diminuer selon que on verra : depuis l'an m. v^e jusques l'an m. v^e xxviii. » Les documents ainsi rassemblés par Godart s'étendent de 1300 à 1530 environ. Chose singulière, presque tous concernent l'Échevinage, et il n'en reste aucun indice dans les archives de l'Échevinage : nous n'en n'avons retrouvé quelques traces que dans des liasses de renseignements des archives de Saint-Remi. D'ailleurs ces documents sont du plus haut intérêt, et nous donnent les seules lumières que nous ayons sur la crise qu'amena l'invasion anglaise dans la constitution municipale, et sur une autre crise qui compliqua la première, et fut produite par l'invasion des officiers du bailliage de Vermandois dans la

ciété. Les actes qui y ont rapport ne sont pas d'ailleurs les seules pièces intéressantes que renferme le Livre Noir du chapitre. Ainsi, du fol. 41 au fol. 52, se trouvent : *Appellationes contra decimas impositas clero remsensi*; c'est-à-dire les protestations du clergé rémois contre l'établissement permanent de l'impôt royal. Viennent ensuite des ordonnances du Conseil de ville pour la sûreté et la défense de la ville en temps de guerre, et pour la garde des murs durant le XIV^e siècle, des ordonnances sur les arts et métiers, sur la police de la localité, etc., etc., toutes émanées du même Conseil, dans les archives duquel ce cartulaire se trouverait bien mieux placé que dans celles du chapitre.

Il reste d'ailleurs dans la bibliothèque de Reims d'autres manuscrits autographes de Godart, auxquels nous n'avons fait aucun emprunt.

6°. CARTULAIRE E OU GROS REGISTRE DU CHAPITRE. Ce registre est sur vélin, contient 170 feuillets, et doit avoir été écrit pour Simon de Cramaud, archevêque de Reims de 1409 à 1413, car sur la première feuille ornée d'une riche vignette, se trouvent les armes de la maison de Cramaud, qui sont d'azur, à la bande d'or cotoyée de six oiseaux d'or. Comme ce cartulaire ne contient aucune pièce qui ne soit en double dans ceux que nous venons d'indiquer, l'administration municipale de Reims a bien voulu nous le confier, et faute d'un plus ancien, il nous a servi à collationner quelques uns des instruments que nous publions, et particulièrement les conciles provinciaux, et les titres relatifs à la chancellerie et aux tribunaux de l'archidiacre. Voici les pièces dont il se compose. — Du fol. 1 au fol. 2, verso, titres relatifs à la chancellerie. — Du fol. 3 au fol. 44, différents accords entre les archevêques et le chapitre, roulant presque tous sur les immunités des chanoines et de leurs francs-sergents. — De 45 à 60 : *Precepta synodalia*. C'est un règlement pour le clergé, extrait en grande partie des Décrétales, et adapté vers 1330. par Guillaume de Trye, aux usages de la province. — De 61 à 76, conciles provinciaux du XIII^e et du XIV^e siècle, qui sont déjà, nous le savons, dans le Livre Rouge et dans le cartulaire E du chapitre. — De 77 à 79, acte qui contient le catalogue de la bibliothèque Notre-Dame, dressé vers 1400. Malheureusement moitié du premier feuillet est déchirée. — De 80 à 95, pièces qui concernent, soit la juridiction des tribunaux de l'archidiaconé, soit leur réunion à l'officialité archiepiscopale. — De 96 à 103, partie de la longue bulle d'Innocent IV relative aux différends de l'archevêque et de ses suffragants, bulle que nous avons publiée entière, d'après des manuscrits de la Bibliothèque Royale. — De 104 à 115, accord de 1372, connu sous le nom de Johannine, et autre accord moins célèbre daté de 1326. — De 116 à 138 : « Secundus codex triennalis decime. D. Philippo, Dei gracia regi Franco-

Arch. eccl.
Tit. II.
§ 1.

Arch. eccl.
Tit. II.
§ 1.

« rum, anno [M^o CCC^o] XL^o quarto, concessa, pro duobus terminis anni secundi, « videlicet pro termino festi Ascensionis Domini anni quadragiesimi sexti, et « festi Omnium Sanctorum sequentis. » On sent de quel prix est cette matrice d'un rôle de la contribution ecclésiastique de tout le diocèse, avant le milieu du XIV^e siècle. — De 139 à 147 : « Hec sunt procuraciones archiepiscopi « remensis per suam civitatem, diocesim, et provinciam remensem. » — De 148 à 156 : État du patrimoine archiepiscopal en 1374. Malheureusement la moitié du premier feuillet est enlevée; mais on peut y suppléer, car le double de ce document se trouve Livre Rouge du chapitre, fol. 290. — De 157 à 158, actes concernant des propriétés foraines de l'Archevêché. — De 159 à la fin : « Jura synodalia in decanatibus archidiaconatus remensis. »

7^o. CARTULAIRE F OU G, DIT AUSSI LIVRE VERT DU CHAPITRE. Ce cartulaire devrait être en tête de tous ceux du chapitre, car c'en est le plus ancien. Il est du milieu du XIII^e siècle, écrit sur vélin, à deux colonnes, petit in-folio, comprenant 127 feuillets, sans compter sept feuillets de tables. Malheureusement tout ce qui suivait le 127^e feuillet est perdu. Nous avons fait de nombreux emprunts à ce recueil, qui était autrefois coté G, et auquel Le Moine a donné la cote F, sans doute pour combler la lacune qui, sans cela; eût existé entre le cartulaire E et le cartulaire G.

Près de ces cartulaires devaient se trouver, dans les archives du chapitre, les registres des conclusions, qui nous eussent offert de précieux renseignements sur l'administration de ce corps, et sur l'histoire de tous les autres corps avec lesquels il se trouvait en contact dans la cité. La collection de ces conclusions était nombreuse, et remontait au commencement du XV^e siècle. Il nous a été impossible d'en retrouver autre chose que quelques fragments recueillis dans les portefeuilles du cabinet des manuscrits de la bibliothèque de Reims. C'est une perte irréparable.

N^o 2. INVENTAIRES DES ARCHIVES DU CHAPITRE.

Il existe à Châlons plusieurs anciens inventaires dont nous n'avons pas plus fait usage que de ceux de l'archevêché, et qui cependant offrent des renseignements sur l'histoire des archives auxquelles ils ont appartenu.

Le seul inventaire que nous ayons étudié à fond, est celui de Le Moine, qui n'appartient plus aux archives de l'ancien chapitre, mais à la bibliothèque du nouveau, comme nous l'avons dit précédemment. Voici le titre de l'inventaire de Le Moine. « Inventaire des chartes, titres et documents de l'église « métropolitaine de Reims.... commencé par MM. Michaut et Huet, notaires,

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxxv

« interrompu au sacre de Louis XVI en 1775, continué par Pierre Camille
« Le Moine de Paris, avocat au parlement, et auteur de la Diplomatique pra-
« tique; de 1785 à 1787. »

Arch. eccl.
T. II.
§ 1.

Cet inventaire se compose de six volumes grand in-fol., où toutes les
pièces que renferment les archives sont classées sous quatre chefs principaux :
1°. Ville de Reims; 2°. Baronie des Potets; 3°. Villages; 4°. Fabriques. Ces
pièces sont réparties sous liasses en de nombreuses layettes dans l'ordre
suivant :

N°. 3. PIÈCES DES ARCHIVES DU CHAPITRE CLASSÉES EN LAYETTES, SOUS LIASSES, D'APRÈS L'INVENTAIRE DE LE MOINE.

1°. Ville de Reims, spirituel et temporel (vol. I et II de l'inventaire).

LAYETTE 1. . .	Liasse	1. Transaction avec les archevêques sur la jurisdic- tion spirituelle et temporelle, de 1201 à 1328.
LAYETTE 2. . .	Liasse	2. Suite, de 1343 à 1405.
LAYETTE 3. . .	Liasse	3. Suite, de 1411 à 1582.
LAYETTE 4. . .	Liasse	4. Suite, depuis 1600.
	—	4 bis. Mandements des archevêques, de l'avis et conseil du chapitre, de 1620 à 1727.
LAYETTE 5. . .	Liasse	5. Installations et serments des archevêques [1080].
	Liasse	6. Vacances du siège archiepiscopal [1242].
LAYETTE 6. . .	—	7. Lettres de vicariat le siège vacant [1532].
	—	8. Mandements du chapitre, le siège vacant, de 1586 à 1721.
LAYETTE 7. . .	Liasse	9. Suite de la vacance du siège. — Seigneurie de Vaisy engagée [1207].
	Liasse	10. Jurisdiction spirituelle et temporelle du chapitre sur tous ses membres [1504].
	—	11. Jurisdiction, administration des sacrements et inhumations des chapelains, en même temps chanoines de collégiales [1620].
LAYETTE 8. . .	—	12. Jurisdiction spirituelle, et prééminence sur di- vers corps, chapitres, abbayes, eures [1219].
	—	13. Jurisdiction spirituelle sur la paroisse Saint- Michel [1481].

- | | | |
|-----------------|--|---|
| | { | Liasse 14. Juridiction spirituelle et temporelle du chapitre sur les francs-servants ou bourgeois chanoines [1160]. |
| | | — 15. Collation des bénéfices; pouillés du diocèse [vers l'an 1350]. |
| LAVETTE 9. . . | | — 16. Association de prières avec diverses églises et abbayes [1206]. |
| | | — 17. Clergé de Reims; rang du chapitre à l'assemblée [1584]. |
| LAVETTE 10. . . | Liasse 18. Statuts, cérémonies, coutumes, usages, places dans l'église pour le corps [1170]. | |
| LAVETTE 11. . . | Liasse 19. Séminaires; le petit, érigé en 1567 par le cardinal de Lorraine; le grand, érigé en 1670 par M. Le Tellier; réunis en 1680; le tout du consentement du chapitre [1563]. | |
| LAVETTE 12. . . | Liasse 20. Hôtel-Dieu; juridiction spirituelle et temporelle du chapitre, août 1322. | |
| LAVETTE 13. . . | Liasse 21. Testaments, fondations et donations de 1200 à 1500. | |
| LAVETTE 14. . . | Liasse 22. Suite des testaments, fondations et donations de 1500 à 1570. | |
| LAVETTE 15. . . | Liasse 23. Suite des testaments, fondations et donations de 1570 à 1630. | |
| LAVETTE 16. . . | Liasse 24. Suite, de 1633 à 1766. | |
| LAVETTE 17. . . | Liasse 25. Prévôté; première dignité de l'église, après l'archiépiscopale [1188]. | |
| LAVETTE 18. . . | { | Liasse 26. Doyenné; droits honorifiques, charges [1223]. |
| | | — 27. Doyenné; droits utiles [1220]. |
| LAVETTE 19. . . | { | Liasse 28. Chantierie; droits honorifiques, charges [1270]. |
| | | — 29. Chantierie; droits utiles, dîmes de Boulicourt, Charbogne et Vonc [1196]. |
| LAVETTE 20. . . | { | Liasse 30. Chantierie; terre et seigneurie de Bétheny [1220]. |
| | | Liasse 31. Chantierie; registres cœuillerets de Bétheny, de 1512 à 1739. |
| LAVETTE 21. . . | Liasse 32. Grand-archidiaconé [1265]. | |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cLxxvij

- Arch. eccl.
Tit. II.
§. 1.
- LAVETTE 22. . . { Liasse 33. Archidiaconé ; supériorité du chapitre, de 1589 à 1630.
— 34. Archidiaconé de Champagne, et prébende de Montfaucon y annexée [1521].
- LAVETTE 23. . . { Liasse 35. Trésorerie; titres communs avec MM. du chapitre, juridiction, charges, etc. [1220].
— 36. Trésorerie; biens en divers lieux [1713].
- LAVETTE 24. . . Liasse 37. Trésorerie; Courcy et Roquincourt, seigneurie, rentes, terres et dîmes [1248].
- LAVETTE 25. . . { Liasse 38. Vidamé de l'église de Reims [1532].
— 39. Écolâtrerie [1190].
Liasse 40. Pénitencerie [1547].
- LAVETTE 26. . . { — 41. Sous-chantrerie, office ou personnel [1308].
— 42. Prébende théologale, de 1515 à 1650.
— 43. Dignitaires en général, de 1547 à 1639.
- LAVETTE 27. . . { Liasse 44. Chapelles bénéficiales et chapelains en général [1221].
— 45. Chapelles vicariales, chorales, et amovibles en général; 1^{re} et 2^e chapelles Sainte-Anne [1285].
- LAVETTE 28. . . { Liasse 46. 3^e chapelle Sainte-Anne, fondée en 1246.
— 47. 4^e chapelle Sainte-Anne, vicariale, suivant la bulle de Clément VI, de l'an 1352 [1230].
— 48. 1^{re} chapelle de Saint-Barthélemy, fondée en 1248 [1691].
— 49. 2^e chapelle de Saint-Barthélemy [1256].
— 50. 3^e chapelle de Saint-Barthélemy [1323].
— 51. 2^e chapelle de Saint-Calliste [1322].
— 52. 3^e chapelle de Saint-Calliste, de 1545 à 1662.
— 53. 4^e chapelle de Saint-Calliste [1283].
- LAVETTE 29. . . { Liasse 54. 1^{re} chapelle de Saint-Jacques et Saint-Philippe [1622].
— 55. 2^e et 3^e chapelles Saint-Jacques et Saint-Philippe 1190].
— 56. 1^{re} et 2^e chapelles de Saint-Jean-Baptiste [1204].
— 57. 3^e chapelle de Saint-Jean-Baptiste [1238].
— 58. 4^e chapelle de Saint-Jean-Baptiste [1227].
— 59. 1^{re} chapelle de la Transfiguration, ou Saint-Jean l'Évangéliste [1363].

- Arch. eccl. LAVETTE 30. . . Liasse 60. 2^e chapelle de la Transfiguration, fondée en
 Th. II. l'an 1357.
 § 1.
- LAVETTE 30 *bis*. { Liasse 60 *bis*. 1^{re} chapelle de Saint-Léonard, anciennement
 Notre-Dame-des-Neiges [1348].
 — 61. 2^e chapelle de Saint-Léonard [1628].
 — 62. Chapelle de Sainte-Marguerite, ci-devant à l'au-
 tel de Saint-Paul [1361].
- LAVETTE 31. . . { Liasse 63. 1^{re} chapelle de Saint-Nicaise [1248].
 — 64. 2^e et 3^e chapelles de Saint-Nicaise [1192].
 — 65. 4^e, 5^e et 6^e chapelles de Saint-Nicaise [1236].
 — 66. 1^{re} et 2^e chapelles de Saint-Nicolas [1218].
 — 67. 3^e chapelle de Saint-Nicolas [1210].
 — 68. 4^e chapelle de Saint-Nicolas [1565].
 — 69. 5^e chapelle de Saint-Nicolas.
 — 69 *bis*. 6^e chapelle de Saint-Nicolas [1384].
- LAVETTE 32. . . { Liasse 70. 1^{re} chapelle de Saint-Pierre et Saint-Paul [1242].
 — 71. 2^e chapelle de Saint-Pierre et Saint-Paul [1332].
 — 72. 3^e chapelle de Saint-Pierre et Saint-Paul [1239].
 — 73. 4^e chapelle de Saint-Pierre et Saint-Paul [1361].
 — 74. 5^e chapelle de Saint-Pierre et Saint-Paul [1321].
- LAVETTE 33. . . { Liasse 75. 1^{re} chapelle Saint-Paul [1343].
 — 76. 2^e chapelle Saint-Paul [1334].
 — 77. 3^e chapelle Saint-Paul [1363].
 — 78. 4^e chapelle Saint-Paul [1305].
 — 79. 5^e chapelle Saint-Paul [1316].
 — 80. 6^e chapelle Saint-Paul [1334].
- LAVETTE 34. . . { Liasse 81. 1^{re} chapelle de Saint-Remi [1257].
 — 82. 2^e chapelle de Saint-Remi [1521].
 — 83. 3^e chapelle de Saint-Remi [1602].
 — 84. 4^e chapelle de Saint-Remi [1261].
 — 85. Chapelle Sainte-Reine, en la paroisse de Saint-
 Martin [1602].
- LAVETTE 35. . . { Liasse 86. Chapelle de la Girondelle [1263].
 — 87. Chapelle ou hôpital de Jonchery [1233].
 — 88. Chapelle de Jonval [1419].
 — 89. Pannetier bibliothécaire [1448].
 — 90. Chapelle Saint-Pierre de Verzenay [1232].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxxix

- LAVETTE 36. . . Liasse 91. Office des coutrieres, cleres et laics; anciens états des cœutres, antrefois espèce de bénéfice résignable [1403]. Arch. eccl.
Tit. II.
§. 1.
- LAVETTE 37. . . Liasse 92. Cœutres; extinction des titres de bénéfices devenus amovibles, et union de biens au chapitre [1781].
- LAVETTE 38. . . { Liasse 93. Enfants de chœur et vicaires musiciens [1384].
— 94. Enfants de chœur, chapelle de Saint-Barthélemy réunie à la cure de la Madeleine en 1674, et aux enfants de chœur en 1769, par l'abandon du curé pour sa portion congrue [1318].
- LAVETTE 40. . . { Liasse 100. Lettres patentes, confirmation des privilèges, exemption de logement, garde de la ville, commitimus [1301].
— 101. Commitimus aux requêtes du Palais, à Paris, depuis 1492.
- LAVETTE 41. . . { Liasse 102. Aubaine, moitié de ce droit [1340].
— 103. Exemption de logement des gens de guerre, et contributions militaires en faveur du chapitre de Reims et de ses membres [1307].
— 104. Exemption du droit de stellage pour MM. du chapitre, et toute la congrégation Notre-Dame [1522].
- LAVETTE 42. . . { Liasse 105. Affaires avec MM. du Conseil de ville [1198].
— 106. Privilèges particuliers, exemption de portage, inspecteur des pavés [1631].
- LAVETTE 43. . . { Liasse 107. Juridiction ou justice temporelle dans la ville de Reims, et dans toutes les seigneuries du chapitre en général [1372].
— 108. Offices de judicature pour l'exercice de la juridiction du chapitre dans la ville et dans les seigneuries; leurs fonctions, charges et prérogatives [1312].
- LAVETTE 44. . . Liasse 109. Juridiction temporelle dans la ville en général, et au cloître et environs en particulier [1237].

* C'est ici que se termine le premier volume de l'Inventaire.

Arch. eccl.
Tit. II.
§. 1.

- | | | |
|-----------------|---|---|
| LAVETTE 45. . . | { | Liasse 110. Justice temporelle ; Cour-Salin [1429]. |
| | | — 111. Justice temporelle ; rue de la Tirelire [1654]. |
| LAVETTE 46. . . | { | Liasse 112. Justice temporelle ; mairie de Saint-Martin ou Pissechien [1230]. |
| | | — 113. Mairie de Pissechien, stellage [1222]. |
| | { | Liasse 114. Justice temporelle ; bourg de Vesle, île Saint-Denis, et jardin Notre-Dame [1451]. |
| | | — 115. Justice temporelle ; bourg de Vesle, île de la Magdelaine [1405]. |
| LAVETTE 47. . . | { | — 116. Justice temporelle ; faubourg de Vesle entre les deux ponts ; cens, surcens, etc. [1297]. |
| | | — 117. Juridiction temporelle à Clairmaret [1424]. |
| | | Liasse 118. Maisons canoniales, claustrales et extra-claustrales [1216.] |
| | { | — 119. Maisons canoniales et terrains abandonnés à MM. de la ville pour place royale [1756]. |
| LAVETTE 48. . . | | — 120. Maison canoniale du petit Saint-Antoine, rue des Anglais ou de l'École-de-Médecine, de 1657 à 1690. |
| | | — 121. Maison canoniale, rue de la Pourcelette, en partie sur la rue des Anglais, acquise de l'abbaye des Trois-Fontaines, ensuite donnée au chapitre [1613]. |
| | { | Liasse 122. Cour Notre-Dame, maison, étal, pressoirs [1566]. |
| | | — 123. Maison rue des Tapissiers anciennement de l'Épicerie ou de la Fourberie, aux environs de la cour Notre-Dame [1518]. |
| | | — 124. Maison rue de la Serrurerie ou des Deux-Anges [1546]. |
| LAVETTE 49. . . | | — 125. Maison rue du Puits-du-Terra, acquise par le chapitre en 1675 par échange [1675]. |
| | | — 126. Puits Notre-Dame, ou parvis et souci de l'Hôtel-Dieu [1750]. |
| | | — 127. Maison rue Notre-Dame [1631]. |
| | | — 128. Maison rue des Fuzeliers [1671]. |
| | | — 129. Maison de l'Hermitage, rue des Telliers [1662]. |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxxxj

- Arch. ecel.
Tit. II.
§ 2.
- LAVETTE 50. . . { Liasse 130. Maison au Marché au bled, à l'image Sainte-Barbe [1546].
— 131. Maison rue du Tambour [1486].
— 132. Quatre maisons proche Porte-Mars, derrière le château, données par M. Fisseau, chanoine, en 1544.
— 133. Deux maisons à Porte-Mars, données par M. Jean Leroy, chanoine, en 1533 [1500].
— 134. Maisons rue du Marc [1503].
- LAVETTE 51. . . { Liasse 135. Maison au Marché aux draps [1531].
— 136. Maison au Marché aux draps, antrefois le Vieux-Marché, à l'enseigne de la fleur de lys [1486].
— 137. Maison au Marché aux draps, donnée par M. Morel en 1540.
— 138. Maison au coin des rues de Monsieur (ou d'Oignon), et de Saint-Crépin [1754].
— 139. Maison de la Chartre, ou Tour [1340].
— 140. Maison rue des Cordeliers, antrefois rue Tirevit, et au coin de la rue Saint-Étienne [1386].
— 141. Maisons rue de Saint-Étienne, données par M. Flavignon, chanoine [1538].
— 142. Maison place Saint-Pierre, au coin de la rue de Vincennes [1266].
— 143. Maison rue des Anglais [1680].
— 144. Maisons rue Saint-Martin de Laon, de 1420 à 1453.
— 145. Maison rue Vautier-le-Noir [1287].
— 146. Jardin rue Vautier-le-Noir, près le séminaire [1606].
— 147. Maison rue Vautier-le-Noir, près le séminaire [1623].
- LAVETTE 52. . . { Liasse 148. Maisons rue des Augustins [1611].
— 149. Maison rue du Barbâtre, vis-à-vis le presbytère de Saint-Martin [1517].
— 150. Maison rue Neuve, anprès des Carmes [1569].

- Suite de la
- LAVETTE 52. . .
- LAVETTE 53. . .
- LAVETTE 54. . .
- LAVETTE 55. . .
- LAVETTE 56. . .
- LAVETTE 57. . .
- Liasse 151. Terrain, rue de Longueau [1600].
- 152. Cinq petites maisons rue Robin-le-Vacher [1596].
- 153. Maisons et jardins derrière les Prêcheurs [1390].
- 154. Maison rue du Bourg-Saint-Denis [1617].
- 155. Maison rue du Jard-Notre-Dame [1537].
- 156. Trois maisons rues du Jard-Notre-Dame, ou des Capucins [1672].
- 157. Maisons rue du Bourg de Vesle [1366].
- 158. Maison rue de la Couture, proche la porte des Promenades [1520].
- 159. Maisons en général amorties et en la censive de l'archevêché [1549].
- Liasse 160. Moulins, ponts et rivière de Vesle [1191].
- 161. Moulin-Brûlé près la porte de Vesle [1523].
- Liasse 162. Moulins de Fléchambault [1215].
- Liasse 163. Rivière de Vesle: navigation, canal, aqueduc, etc. [1529].
- Liasse 164. Préciputs ou rentes en argent et en grains sur l'archevêché, le stellage, et autres revenus de la vicomté [1216].
- 165. Pasts dus par l'abbaye de Saint-Remi [1332].
- 166. Redevance au chapitre par l'abbaye de Saint-Nicaise [1281].
- 167. Rentes de 20 setiers de grains par le chapitre de Saint-Symphorien [1736].
- 168. Surcens de 10 sous par. dû par le chapitre de Sainte-Bazamie sur une maison proche l'église [1251].
- 169. Surcens dus par le séminaire de Reims [1680].
- 170. Surcens de 25 sous par. sur la commanderie du Temple de Reims [1375].
- Liasse 171. Préciputs en grains dus par l'Hôtel-Dieu [1599].
- 172. Trois surcens de 40 liv. dus par l'hôpital général sur quatre maisons rue Salin [1635].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxxxiiij

- Arch. eccl.
Tit. II.
§ 1.
- Suite de la
- LAVETTE 57. . . Liasse 173. Rente de 4 liv. par, par la 2^e chapelle de Saint-Paul [1388].
- 174. Rente de 15 liv. due par le chapelain de la 6^e chapelle de Saint-Paul [1663].
- 175. Surcens de 15 liv. dû par les Minimés sur maison au Barbâtre [1645].
- 176. Surcens de 6 liv. dû par les Carmélites sur héritages joignant le cnuvent [1642].
- 177. Rentes ou surcens dus au chapitre par l'Hôtel-de-Ville [1553].
- 178. Rente de 391 liv. 16 s. sur les tailles de la généralité de Châlons, au profit du chapitre [1766].
- 179. Rentes et surcens sur maisons et terrains dans la ville de Reims et aux environs, divisés par quartiers [1674].
- LAVETTE 58. . . Liasse 180. Censés et terres aux environs de Reims [1206].
- 181. Vignes des prébendes partagées [1666].
- LAVETTE 59. . . Liasse 182. Dimes au terroir de Reims, portions congrues, réparations des églises [1364].
- 183. Dimes et portions congrues en général [1551].
- LAVETTE 60. . . Liasse 184. Ausson, terroir de Reims, seigneurie, grande et petite censés, maisons, prés, jardins surcens [1384].
- LAVETTE 61. . . Liasse 185. Courcelancy, seigneurie, cens, etc. [1334].
- LAVETTE 62. . . Liasse 186. Amortissements de tous les biens du chapitre en général [1304].
- LAVETTE 63. . . Liasse 187. Suite; depuis le commencement du xvi^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e [1552].
- LAVETTE 64. . . Liasse 188. Bois en général du chapitre et de la fabrique [1706].
- LAVETTE 65. . . Liasse 189. Comptes des bois du chapitre et de la fabrique [1725].
- LAVETTE 66. . . Liasse 190. Suite [1749].

2^e. Titres contenant la baronnie des Potets (1^{re} partie du tome III, 1786).

(Baronnie, terre des Potets, dont les habitants étaient serfs, sous la puis-

Arch. eccl. sance du seigneur, *sub potestate domini*. Cette terre a été donnée au chapitre
 Th. II. de Reims par saint Remi; voir son testament, rapporté par Flodoard et Marlot
 §. 1. dans leur histoire de Reims.)

DROTS GÉNÉ-
RAUX.

- Liasse
- 1. Domaines [1200].
 - 2. Dîmes et patronages en la terre des Potets [1217].
 - 3. Les habitants de la terre des Potets n'ont point droit d'usage dans les bois des abbés et religieux de Signy [1278].
 - 4. Haute justice de la terre des Potets.
 - 5. Droit d'instituer notaires dans la terre des Potets [1562].
 - 6. Bailli de la terre des Potets [1648].
 - 7. Greffe du bailliage de la terre des Potets [1643].
 - 8. Procureur fiscal de la terre des Potets ne peut tenir cabaret [1611].
 - 9. Tirage des mines en la terre des Potets [1576].
 - 10. Riezes ou pâturages [1685].
 - 11. Jouissance prétendue par le gouverneur de Maubert-Fontaine des revenus de la terre des Potets [1602].
 - 12. Dégâts faits dans la terre des Potets lors du siège de Rocroy [1643].
 - 13. Contribution à l'ennemi pour conserver la terre des Potets [1653].
 - 14. Les meuniers ne peuvent quêter mouture d'un endroit à l'autre [1752].
 - 15. Baux des revenus de la terre des Potets [1375].
 - 16. Exécution des baux [1622].

FIEFS.

- Liasse
- 1. Fief à Aubigny [1556].
 - 2. Fiefs à Flaignes [1387].
 - 3. Fiefs à Justine [1391].
 - 4. Fiefs à Logny [1414].
 - 5. Maubert-Fontaine et Marlemont. Fief de rentes seigneuriales sur les habitants, créé en faveur des seigneurs de Rumigny [1215].
 - 6. Sernion. Fief d'un jardin [1425].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxxxv

Arch. eccl.

Tit. II.

§. 1.

- Bois.
- Liasse 1. Bois en général [1220].
 — 2. Droit de gruerie en la terre des Potets [1587].
 — 3. Confirmation de la gruerie [1703].
 — 4. Partage des bois entre le chapitre et les dix-sept villages et communautés qui composent la terre des Potets [1584].
 — 5. Terre des Potets; bois communaux [1705].
 — 6. Aménagement des bois [1665].
 — 7. Ordonnances concernant les bois [1716].
 — 8. Bornage des bois de la terre des Potets d'après celui du Châtelet [1620].
 — 9. Bois mis en futaie [1615].
 — 10. Adjudications des coupes des bois [1602].
 — 11. Suite des bois de la terre des Potets; reconnaissance des baliveaux [1620].
 — 12. Arpentages des bois [1597].
 — 13. Visites des bois [1589].
 — 14. Délivrances des bois [1624].
 — 15. Usages et bois des Potets; les habitants du Tremblois n'ont ni pâture ni usage [1586].
 — 16. Arrêts du conseil pour les coupes des bois des Potets, réglées, et quart de réserve [1752].
- Aubigny.
- Liasse 1. Domaines, maison, droits seigneuriaux et héritages à Aubigny [1318].
 — 2. Aubigny; sauve-garde du château [1675].
 — 3. Étalonnage des mesures d'Aubigny [1686].
 — 4. Aubigny; rente seigneuriale appelée droit de feu [1581].
 — 5. Aubigny; cens et surcens dus par la communauté pour les marais [1573].
 — 6. Cens de 40 sous sur une place à Aubigny [1675].
 — 7. Surcens de 3 deniers sur le terrain où était l'huillerie [1727].
 — 8. Cœuillerets et plaids généraux au village et terroir d'Aubigny [1758].
 — 9. Déclarations d'héritages.
 — 10. Baux généraux [1391].

Arch. eccl.
T^{re}. II.
§. 1.

Suite d'
AUBIGNY.

- Liasse 11. Réparations des église, château et moulin d'Aubigny [1425].
— 12. Droit de seigneurie et censive, roue à meule sur le ruisseau d'Aubigny [1459].
— 13. Ventillerie sur la rivière d'Aubigny [1749].
— 14. Dimes et rapport de fer [1573].
— 15. Novalles, traités avec les curés [1738].
— 16. Préciput dû au sieur curé d'Aubigny [1456].
— 17. Greffe de la justice foncière; appartient au chapitre et non aux habitants [1691].
— 18. Office de maire royal d'Aubigny [1697].
— 19. Bornemeul du terroir avec les terroirs voisins [1787].

BELZIS.

- Liasse 1. Cœullerets des droits seigneuriaux [1730].
— 2. Baux [1555].
— 3. Novalles [1765].

BLOMBAY.

- Liasse 1. Surcens de 3 s. tournois par chaque arpent d'une pièce de terre, lieu dit la Forêt franche [1538].
— 2. Surcens de 3 s. par chacun cent de terre d'une pièce, lieu dit la Forêt du chapitre [1542].
— 3. Cens de 2 s. tournois par chacun arpent d'une pièce de terre [1550].
— 4. Cœullerets des droits seigneuriaux [1758].
— 5. Déclarations des héritages appartenants au chapitre [1632].
— 6. Baux de revenu de la terre [1554].
— 7. Mouliu de Blombay [1151].
— 8. Portion congrue et novalles [1544].
— 9. Réparations de l'église [1761].
— 10. Héritages de la fabrique [1769].
— 11. Bornement de Blombay [1788].

CHILLY.

- Liasse 1. Domaines [1623].
— 2. Baux à cens d'héritage [1550].
— 3. Droits de cens, rentes, feu, et bourgeoisie [1699].
— 4. Soumission pour un surcens [1723].
— 5. Cœullerets des droits seigneuriaux [1753].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

clxxxvij

SUIRE DE CHILLY.	{	Liasse	6. Baux des droits seigneuriaux et moulin [1643].	Arch. eccl. T ^o . II. § 1.
		—	7. Réparations de l'église [1676].	
		—	8. Bornement de Chilly [1788].	
ESCLE.	{	Liasse	1. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1758].	
		—	2. Baux des dîmes [1648].	
ETALLE.	{	Liasse	1. Baux à cens d'héritages aux terres d'Etalle [1550].	
		—	2. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1685].	
		—	3. Baux du moulin [1456].	
		—	4. Baux des dîmes [1555].	
		—	5. Réparations des église et moulin [1682].	
		—	6. Bornement d'Etalle avec les villages voisins [1787].	
FLAIGNES.	{	Liasse	1. Place attenante au presbytère [1231].	
		—	2. Cens seigneurial sur 16 arpents [1550].	
		—	3. Cens seigneurial dû par les habitants de Flaïgnes [1588].	
		—	4. Mesure à laquelle se paient les droits seigneuriaux [1713].	
		—	5. Terrage sur le canton du Fay [1722].	
		—	6. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1758].	
		—	7. Baux des droits seigneuriaux [1554].	
		—	8. Moulin à vent [1516].	
		—	9. Portion congrue [1691].	
		—	10. Novalles [1702].	
		—	11. Réparations de l'église [1676].	
		—	12. Bornement [1787].	
JUSTINE.	{	Liasse	1. Titres primordiaux de droits et héritages [1201].	
		—	2. Héritages autrefois donnés à 6 liv. 10 s. de surcens [1529].	
		—	3. Surcens de 12 s. parisis sur l'emplacement du four banal [1551].	
		—	4. Terrage et sa quotité [1609].	
		—	5. Droits de cens, bourgeoisie et rouge [1548].	
		—	6. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1373].	
		—	7. Déclarations des héritages sur le terroir de Justine [1623].	

Arch. eccl.
T. II.
§. 1.

Suite de
JUSTINE.

LAVAL-MORANCY.

- Liasse 8. Arpentages des héritages que le chapitre possède sur le terroir [1717].
- 9. Bornages des terroirs de Justine, Wasigny, Sery, pour les seigneuries et dîmes [1210].
- 10. Préciput en grains dû par l'abbaye de Signy, sur le moulin de Villaine [1222].
- 11. Dîmes [1230].
- 12. Novalles sur les terroirs de Justine et Herbigny [1737].
- 13. Baux des biens du chapitre [1253].
- 14. Réparations des église et moulin de Justine [1720].
- 15. Nomination des échevins [1599].
- 16. Réparations du pont qui est entre Justine et Herbigny; pêche au-dessus et au-dessous dudit pont [1234].
- 17. Rivière de Vaux; flottage des bois de la réserve de Signy sur la rivière de Vaux passant à Justine [1766].
- 18. Ventillerie du moulin de Justine [1485].
- 19. Plaids généraux [1774].
- Liasse 1. Rentrée du chapitre en la possession de la seigneurie [1564].
- 2. Le canton de Langue-Dorée dépend de la seigneurie de Laval-Morancy [1563].
- 3. Les cantons du Holle, de la Potence et de la Saulx sont du terroir de Laval-Morancy [1614].
- 4. Bornage des terroirs de Laval-Morancy et du Tremblois [1699].
- 5. Baux à cens d'héritages [1576].
- 6. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1759].
- 7. Pré pour le moulin [1765].
- 8. Déclarations d'héritages [1652].
- 9. Baux des moulins et héritages, dîmes et autres revenus [1218].
- 10. Réparations de l'église et moulin de Laval-Morancy [1646].
- 11. Bornement de Laval-Morancy avec le Tremblois et le Châtelet [1788].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxxxxix

- | | | | | |
|----------------------|---|--------|---|-------------------|
| LÉPERON. | { | Liasse | 1. Titres primordiaux, droits et domaines [1194]. | Arch. eccl. |
| | | — | 2. Droit de Poulles dû par les habitants de Léperon [1573]. | Tit. II.
§. 2. |
| | | — | 3. Baux à cens d'héritages à Léperon [1514]. | |
| | | — | 4. Baux à surcens d'héritages à Léperon [1266]. | |
| | | — | 5. Dîmes et terrages [1741]. | |
| | | — | 6. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1680]. | |
| | | — | 7. Héritages confisqués au profit du chapitre [1664]. | |
| | | — | 8. Déclarations d'héritages appartenant au chapitre [1651]. | |
| | | — | 9. Dîmes [1701]. | |
| | | — | 10. Baux de la seigneurie [1228]. | |
| | | — | 11. Réparations de l'église [1676]. | |
| | | — | 12. Pâturages; les habitants de Falconel ne peuvent faire paître leurs bestiaux sur le terroir de Léperon [1573]. | |
| | | — | 13. Usages de la communauté de Léperon, aliénés en partie [1595]. | |
| LOGNY-BOGNY. | { | Liasse | 1. Traité avec Bonne-Fontaine sur des droits et héritages entre le chapitre et les abbés et religieux [1217]. | |
| | | — | 2. Moulin cédé aux religieux de Bonne-Fontaine à la charge d'un surcens de 35 liv. [1543]. | |
| | | — | 3. Surcens sur héritages au terroir de Logny [1537]. | |
| | | — | 4. Rente en avoine due sur certains héritages [1733]. | |
| | | — | 5. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1730]. | |
| | | — | 6. Baux des droits seigneuriaux [1554]. | |
| | | — | 7. Bornage des terroirs de Logny, Havy et Bognv. | |
| | | — | 8. Érection de Murtin en cure, et union de l'église de Rimogne à celle de Bognv, en qualité de succursale [1687]. | |
| MARBY. | { | Liasse | 1. Droit de bourgeoisie en grains, ou de feu, dû par les habitants de Marby [1580]. | |
| | | — | 2. Épaulement de la mesure, pour la perception du droit de feu [1677]. | |

Arch. eccl.
T. II.
§ 6.

Suite de

MARBY.

- Liasse 3. Droit de bourgeoisie en argent dû par les habitants de Marby et Esle [1563].
- 4. Baux à cens [1550].
 - 5. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1685].
 - 6. Marby, moulin aliéné pour un temps [1529].
 - 7. Déclaration d'héritages [1652].
 - 8. Arpentages d'héritages à Marby [1744].
 - 9. Baux des droits seigneuriaux, dîmes, moulins et héritages [1381].
 - 10. Réparation de l'église de Marby [1630].
 - 11. Visites des église et moulin [1676].
 - 12. Novalles [1765].
 - 13. Justice, police [1775].
 - 14. Bornement [1788].

MARLEMONT. . .

- Liasse 1. Dîmes [1216].
- 2. Domaines [1224].
 - 3. Entreprise du seigneur de Rumigny sur les vassaux du chapitre [1237].
 - 4. Maire pour la justice de Marlemont [1634].
 - 5. Bornage du terroir de Marlemont d'avec ceux de Liart et Maranvé [1539].
 - 6. Droits de cens, dîmes et terrage [1538].
 - 7. Cens, rentes et dîmes sur les héritages du canton de Noirval [1562].
 - 8. Cens seigneurial sur la terre du moulin à vent cédée aux habitants [1758].
 - 9. Terrage à la 24^e gerbe [1630].
 - 10. Cens sur une forge de maréchal au carrefour de Marlemont [1719].
 - 11. Surcens de 100 liv. sur le moulin de Marlemont [1726].
 - 12. Affouage [1403].
 - 13. Déclarations et cœuillerets des droits seigneuriaux, plaids généraux [1489].
 - 14. Baux des revenus [1391].
 - 15. Réparations de l'église [1676].
 - 16. Bornement et plau du terroir [1789].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxvj

MAUBERT - FON-
TAINE . . .

- Liasse 1. Titres primordiaux de droits et héritages pour le chapitre à Maubert-Fontaine [1204]. Arch. eccl. Fr. II. § 1.
- 2. Mairie et échevinage, et exercice de la justice par le bailli et le procureur fiscal de la terre des Potets [1740].
- 3. Entreprises sur les vassaux du chapitre à Maubert-Fontaine [1364].
- 4. Amendes de fol appel des sentences du maire. [1412].
- 5. Épatement de la mesure pour les grains [1703].
- 6. Halle de Maubert-Fontaine [1609].
- 7. Traité avec les habitants, rétablissement de la commune en 1208, rentes seigneuriales, dîmes, etc. [1208].
- 8. Baux à cens d'héritages [1548].
- 9. Surcens ou cens sur héritages [1545].
- 10. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1499].
- 11. Plaids généraux pour le bailli de la terre des Potets [1775].
- 12. Moulins [1338].
- 13. Moulins exempts de francs fiefs; baux [1428].
- 14. Baux des droits seigneuriaux, des dîmes et de deux pièces de prés [1554].
- 15. Novalles [1712].
- 16. Visites de l'église, halle et moulin [1672].

PREZ OU PRÉE . .

- Liasse 1. Droits et domaines à Prez [1222].
- 2. Moulins [1270].
- 3. Baux à surcens d'héritages à Prez [1544].
- 4. Épatement de la mesure [1758].
- 5. Cœuillerets des droits seigneuriaux, plaids généraux [1685].
- 6. Baux des droits seigneuriaux, dîmes et moulin [1270].
- 7. Rente passive due par le chapitre aux maire et échevins de Prez [1620].
- 8. Visites des églises et moulin de Prez [1658].
- 9. Bornement [1787].

Arch. eccl.
Tit. II.
§ 1.

SERNIN.

SÉVIGNY-LA-
FOREST.

VAIN.

VILAINE-JUSTINE.

- | | | |
|---|--------|--|
| { | Liasse | 1. Titres primordiaux de droits, dîmes, domaines [1217]. |
| — | — | 2. Moulin à vent [1566]. |
| — | — | 3. Cœuillelets des droits seigneuriaux, plaids généraux [1685]. |
| — | — | 4. Baux [1643]. |
| — | — | 5. Portion congrue [1694]. |
| — | — | 6. Visites de l'église [1676]. |
| { | Liasse | 1. Bois de Sévigny [1382]. |
| — | — | 2. Droit de chasse dans la forêt de Sévigny [1389]. |
| — | — | 3. Moulin [1607]. |
| — | — | 4. Baux à cens [1557]. |
| — | — | 5. Lods et ventes [1749]. |
| — | — | 6. Cœuillelets des droits seigneuriaux, plaids généraux [1694]. |
| — | — | 7. Baux des dîmes [1549]. |
| — | — | 8. Dîmes [1662]. |
| — | — | 9. Presbytère [1702]. |
| — | — | 10. Cure de Sévigny et succursale [1718]. |
| { | Liasse | 1. Seigneurie du chapitre contre le seigneur de Montcornet [1546]. |
| — | — | 2. Canton de la Boulette, seigneur et dime [1583]. |
| — | — | 3. Dîmes de la vallée Henry et Gibervaux [1697]. |
| — | — | 4. Cens et surcens sur les héritages de la vallée Henry et Gibervaux [1548]. |
| — | — | 5. Surcens [1567]. |
| — | — | 6. Cœuillelets des droits seigneuriaux, plaids généraux [1685]. |
| — | — | 7. Baux des dîmes [1550]. |
| — | — | 8. Visites de l'église [1676]. |
| — | — | 9. Bornement, plans [1788]. |
| { | Liasse | 1. Justice, domaine, etc. [1159]. |
| — | — | 2. Dîmes [1608]. |
| — | — | 3. Cœuillelets des droits seigneuriaux, plaids généraux [1648]. |
| — | — | 4. Baux des revenus [1435]. |
| — | — | 5. Visites du fort et du moulin de Vilaine [1653]. |
| — | — | 6. Bornement [1789]. |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

exciij

Arch. eccl.

Tit. II.

§. 1.

3°. Titres concernant les villages dépendants du chapitre, rangés par ordre alphabétique (partie du tom. III, et tom. IV et V, 1786, 1787).

ANNELLES Liasse unique. Dîmes [1297].

ARTAIZE Liasse unique. Annexe de la Neuville, dîmes, cure, église [1561].

LA NEUVILLE-LES-MINES, Liasse unique. Cure, église [1555].

ALLENDEUIL { Liasse 1. Titres originaux des deux censés [1433].
— 2. Baux des censés [1518].
— 3. Arpentages et déclarations des censés [1508].

— { Liasse 1. Seigneurie, justice [1335].
— 2. Surcens en argent [1609].
— 3. Surcens en grains [1748].
— 4. Plaid généraux [1733].
— 5. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1573].
— 6. Domaines [1365].
— 7. Arpentages de la cense [1570].
— 8. Déclaration de la cense [1754].
— 9. Baux de la mairie, des dîmes et de la cense [1558].
— 10. Dîmes anciennes, noyales [1217].

AUMENANCOURT-LE-GRAND

— { Liasse 1. Titres primordiaux de la seigneurie [1295].
— 2. Foi et hommages de la seigneurie avant son amortissement en 1503 [1400].
— 3. Dénombrement de la seigneurie [1400].
— 4. Droit de bourgeoisie [1632].
— 5. Lods et ventes [1568].
— 6. Cens en grains [1648].
— 7. Surcens sur une maison au Pont-Givard [1663].
— 8. Trois surcens en grains sur maison, jardin et terre [1764].
— 9. Surcens de 5' sur un terrain [1768].
— 10. Plaid généraux.
— 11. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1598].
— 12. Dîmes [1192].
— 13. Rapport de fer sur les terres d'Orinville et Voisins [1527].

AUMENANCOURT-LE-PETIT

Arch. eccl.
Tit. II.
§ 1.

Suite d'
AUMENANCOURT-
LE-PETIT.

AVANÇON. . . .

- Liasse 14. Rapport de fer sur le terroir d'Aumencourt, en faveur des décimateurs d'Orinville [1741].
- 15. Dîmes partagées dans la grange dimeresse [1659].
 - 16. Domaines [1389].
 - 17. Arpentages des héritages de la mairie [1553].
 - 18. Arpentages de la grande cense [1559].
 - 19. Arpentage de la cense de la Commercerie [1614].
 - 20. Arpentage de la cense de Grelet [1567].
 - 21. Arpentage des bois et prés [1545].
 - 22. Banx des moulins de Pont-Givard, bois et prés, mairies, amendes [1482].
 - 23. Seuil des moulins et fouleries de Pont-Givard [1721].
 - 24. Moulins et fouleries de Pont-Givard [1720].
 - 25. Rivière et chaussée de Pont-Givard [1739].
 - 26. Pâturages accordés aux habitants de Bourgogne [1216].
 - 27. Usages des habitants d'Aumencourt-le-Petit [1610].
- Liasse 1. Titres primordiaux de la seigneurie [1200].
- 2. Dîmes [1291].
 - 3. Domaines [1452].
 - 4. Cens et surcens sur le moulin et terrains d'icellui [1277].
 - 5. Cens et surcens sur héritages à Avançon [1425].
 - 6. Lods et ventes dans le village d'Avançon seulement [1744].
 - 7. Plaids généraux [1567].
 - 8. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1548].
 - 9. Cens du chapitre, arpentages [1645].
 - 10. Cens du chapitre, déclarations [1754].
 - 11. Terres de la mairie [1559].
 - 12. Cense de la Commercerie, arpentages [1567].
 - 13. Cense de la Commercerie, déclarations [1753].
 - 14. Cense du vidame, arpentages [1608].
 - 15. Cens du vidame, déclarations [1752].
 - 16. Baux [1427].
 - 17. Abreuvoir [1627].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CXCv

- | | | | |
|---------------------------------------|-----------------------|---|----------------------------------|
| | {
—
—
—
— | Liasse 1. Titres primordiaux d'acquisition et d'amortissement [1256]. | Arch. eccl.
Tit. II.
§. 1. |
| AUSSONCE ET LA NEUVILLE. | | 2. Droits seigneuriaux moitié par indivis avec le commandeur de Merlaut [1385]. | |
| | | 3. Baux des droits seigneuriaux et des dîmes [1551]. | |
| | | 4. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1681]. | |
| | | 5. Dîmes, cures, réparations d'églises et novalles [1581]. | |
| BASLON OU BAALON. | | Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{2}$ [1215]. | |
| BAZANCOURT. | | Liasse unique. Héritages, pont [1571]. | |
| BERGERS. | | Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{2}$, relevant en fief du comté de Vertus [1548]. | |
| BERMERICOURT. | | Liasse unique. Dîmes, cure, église [1553]. | |
| BERNICOURT. | | Liasse unique. Cense, terres, bois donnés au chapitre en 1667 [1522]. | |
| BÉTHENY. | | Liasse unique. Dîmes, rapport de fer, réparations, etc. [1427]. | |
| BETHENIVILLE. | | Liasse unique. Cure, église [1529]. | |
| BEZANNES. | | Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{4}$ [1229]. | |
| BOUVENCOURT. | | Liasse unique. Présentation à la cure alternativement avec Saint-Thierry [1674]. | |
| BRABANT PRÈS CONDÉ-SUR-MARNE. | | Liasse unique. Dîmes; la cure n'a que le titre et est desservie comme chapelle à Condé [1196]. | |
| BRIMONT ET BRIMONTELE. | {
—
— | Liasse 1. Domaines, terres et bois, fermes, échangés contre ces seigneuries [1423]. | |
| | | 2. Dîmes, cure, église [1298]. | |
| BURIGNY OU BRUGNY. | | Liasse unique. Redevance en seigle et en avoine par le chapitre de Saint-Symphorien pour la vente de la mairie de Burigny [1736]. | |
| BERRU. | {
—
—
—
— | Liasse 1. Titres primordiaux de la seigneurie [1231]. | |
| | | 2. Limites du terroir de Berru [1551]. | |
| | | 3. Institution de notaire à Berru [1541]. | |
| | | 4. Lods et ventes [1753]. | |
| | | 5. Baux à cens d'héritages au terroir de Berru [1522]. | |

Arch. eccl.
T. II.
§ 1.

- | | | | |
|-----------------------------|--|---|---|
| Suite de
BERRI | Liasse | 6. Bail à cens [1633]. | |
| | — | 7. Droits de vinage de 18 setiers sur 12 quartels de vignes [1530]. | |
| | — | 8. <i>Id.</i> sur vignes derrière les jardins [1643]. | |
| | — | 9. Surcens dû par la chapelle de Saint-Paul [1544]. | |
| | — | 10. Surcens sur un jardin dit la Mazure du chapitre 1546. | |
| | — | 11. Surcens de 5' sur une maison à Berru [1634]. | |
| | — | 12. Surcens en avoine sur jardin et vigne [1740]. | |
| | — | 13. Surcens en seigle sur le moulin de Berru [1752]. | |
| | — | 14. Plaids généraux. | |
| | — | 15. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1633]. | |
| | — | 16. Domaines [1360]. | |
| | — | 17. Arpentages des terres du chapitre [1551]. | |
| | — | 18. Déclaration [1746]. | |
| | — | 19. Arpentages des bois [1588]. | |
| | — | 20. Adjudication des conpes des bois [1557]. | |
| | — | 21. Baux de la mairie, du four bannal, des grosses amendes et vignes [1384]. | |
| | BLIGNY, AUTRE-FOIS BLAINGNY ET BLEIGNY . . . | Liasse | 1. Seigneurie et vicomté, plaids généraux [1507]. |
| | | — | 2. Surcens et rentes avant et après l'acquisition de la vicomté en 1507 [1496]. |
| | | — | 3. Censive universelle et particulière [1530]. |
| | | — | 4. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1661]. |
| | | — | 5. Terriers [1530]. |
| BOULT | Liasse | 1. Seigneuries, justices, plaids généraux [1226]. | |
| | — | 2. Moulins et fouleries, bannalités et terres adjacentes [1258]. | |
| | — | 3. Dîmes, cure, église [1566]. | |
| | — | 4. Droits seigneuriaux, mairie, corvée, soignées, etc., cens, rentes et surcens [1426]. | |
| BOURGOGNE | Liasse | 1. Titres primordiaux de la seigneurie [1171]. | |
| | — | 2. Droits de $\frac{1}{11}$ sur les tailles des habitants de Bourgogne [1342]. | |
| | — | 3. Droit de bourgeoisie dû par les habitants tant de la terre franche que de la terre non franche [1562]. | |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cxcvii

- Suite de
BOURGOGNE.
- Liasse 4. Droit d'herbage dû par les habitants demeurant hors de la franche terre [1568]. Arch. eccl. Tit. II. §. 1.
 — 5. Surcens sur le moulin [1750].
 — 6. Plaids généraux [1756].
 — 7. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1428].
 — 8. Dimes [1725].
 — 9. Novalles [1769].
 — 10. Réparation de l'église [1698].
 — 11. *Id.* Le curé y contribue [1701].
 — 12. Domaines, cense de la Roquette [1388].
 — 13. Arpentage de la cense du vidame [1534].
 — 14. Déclaration de la cense du vidame [1553].
 — 15. Arpentage de la cense de la Roquette [1534].
 — 16. Déclaration de la cense de la Roquette [1548].
 — 17 et 18. Baux des censes, mairies, grosses amendes, dimes, etc., etc. 1543.
 — 19. Exemption du vinage sur les rivières de Suipe et Retourne [1331].
 — 20. Exemption de péage à Pontavert-Neufchâtel [1327].
 — 21. Usages communs [1660].
 — 22. École près le cimetière [1754].
- BUISSON-LE-COM-TE. { Liasse 1. Anciens titres des bois de Saint-Ymoges [1378].
 — 2. Suite [1548].
- CAUREL-LES-LA-VANNES. { Liasse 1. Seigneuries et droits en relevant [1252].
 — 2. Dimes, cure, église [1282].
- COURMARTIN PRÈS CAUREL. Liasse unique. Seigneurie, mairie, cense, etc. [1566].
- CERNAV. { Liasse 1. Seigneurie [1600].
 — 2. Cœuillerets des droits seigneuriaux de la mairie [1775].
- CHAMBRECY. Liasse unique. Portion de dimes [1225].
- CHAMERY. Liasse unique. Surcens, etc., etc. [1526].
- CHAMPFLEURY ET CHAUDE-TÊTE. Liasse unique. Dimes [1546].
- CHAMPIGNEULES. Liasse unique. Dimes [1253].

* C'est ici que commence le quatrième volume de l'inventaire.

- Arch. eccl.
Tit. II.
§. I.
- CHAMPIGNY. Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{2}$ [1180].
- CHAMPLAT. Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{2}$ [1621].
- BUSSY-LA-CHAPPE. Liasse unique. Préciput en grains sur les dîmes inféodées [1170].
- CHEMERY-SUR-BAR. Liasse 1. Dîmes, $\frac{1}{2}$ ez grosses, $\frac{1}{2}$ ez menues [1549].
— 2. Baux des dîmes [1561].
- CHAUMUZY. Liasse unique. Dîmes, $\frac{1}{2}$.
- CLAIRIZET, PAROISSE DE SAINT-EUPHRAISE. Liasse 1. Seigneurie, justice, mairie, etc. [1255].
— 2. Hommages, dénombrements et devoirs rendus à la seigneurie d'Aubilly [1600].
— 3. Domaines, titres de propriété, déclaration [1284].
— 4. Rentes seigneuriales d'avoine, poules et argent [1425].
— 5. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1566].
— 6. Surcens à Clairizet et Villers [1436].
- CORMAGE, GHÉHÉRY ET CHENEUGE. Liasse unique. Dîmes [1266].
- CORMICY. Liasse unique. Bail amphytéotique d'une vigne de prébende [1735].
- CORMONTREUIL. Liasse unique. Surcens de 100^s, cure [1555].
- COUCY PRÈS RETHEL. Liasse unique. Cense donnée en 1534 [1526].
- COURCELLES, LA NEUVILLETTÉ, etc., etc. Liasse 1. Seigneuries et domaines érigés en fief par l'échange fait en 1772 avec M. de Recicourt contre une ferme à Allendhui [1771].
— 2. Dîmes réservées par l'échange de 1772, cure, église [1278].
- COUCY. Liasse unique. Surcens sur la place du Four [1368].
- CRUGNY, COURVILLE. Liasse unique. Prés échangés en 1674, contre une rente de 100 liv. parisis inféodée sur la terre d'Ecy 1514.
- CUPERLY. Liasse unique. Dîmes [1556].
- DONTRIEN ET SAINT-MARTIN-L'HEUREUX. Liasse unique. Grosses et menues dîmes [1317].
- DUN. Liasse unique. Rente due par les Minimes de Dun pour le droit d'autel [1429].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CCXIX

- Liasse 1. Seigneurie d'Écuil, Chamery en partie, etc., etc. Arch. eccl. Tit. II. S. 1.
 [1303].
 — 2. Juridiction [1585].
 — 3. Bornage des seigneuries d'Écuil et Chamery [1575].
 — 4. Droit de bourgeoisie [1663].
 — 5. Droit de rente en vin [1675].
 — 6. Lods et ventes sur héritages à Chamery [1675].
 — 7. Baux à cens et surcens [1528].
 — 8. Surcens sur les héritages de Beauregard ou de la Hovette [1532].
 — 9. Surcens sur un colombier à Écuil [1658].
 — 10. Surcens sur héritages [1686].
 — 11. Surcens sur vignes et prés [1736].
 — 12. Plaid généraux [1603].
 — 13. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1546].
 — 14. Domaines [1473].
 — 15. Arpentages de vignes [1559].
 — 16. Pré-Messieurs exempt de dîmes et de rentes en vin [1546].
 — 17. Pressoirs banaux aliénés avec cens [1676].
 — 18. Moulin aliéné [1693].
 — 19. Baux des domaines [1544].
 — 20. Bois du chapitre [1541].
 — 21. Adjudications de coupes de bois [1546].
- ÉCUIL Liasse 1. Seigneurie, justice, amortissement, limites [1192].
 — 2. Domaines [1379].
 — 3. Moulin banal [1277].
 — 4. Dîmes, cens, église [1575].
 — 5. Baux de toute la seigneurie [1380].
 — 6. Censives, rentes seigneuriales [1458].
 — 7. Cœuillerets de la seigneurie [1446].
- ENNEMAIN, ET
 FOURQUES EN
 PARTIE Liasse unique, Rentes en grains dues par l'abbaye d'Élan et déléguées sur la vicomté de Reims [1280].
- ÉLAN Liasse unique, Dîmes [1497].
- ESPINOIS Liasse unique, Dîmes [1497].

Arch. eccl. ESPOIE. Liasse unique. Mairie. Portion de justice et censives
 Tit. II. [1326].

§. 1. ESTREBAY ET LA CERLAU. Liasse unique. Portion de dîmes indivise avec la
 Sainte-Chapelle [1215].

FISMES. Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{4}$ [1398].

FLORENT ET LA NEUVILLE. Liasse 1. Moitié de la seigneurie, terrages, près
 AU-PONT, PROCHE SAINTE-Notre-Dame, maison, etc. [1211].

MENEHOULD. — 2. Moulins de Claon [1172].

FLEURY-EN-LA-
 MONTAGNE. Liasse 1. Seigneurie, justice, titres originaires de pro-
 priété [1279].
 — 2. Cens et surcens [1509].
 — 3. Affouage [1425].
 — 4. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1577].
 — 5. Domaines. Arpentages des cens [1400].
 — 6. Baux des cens [1381].
 — 7. Bois et vignes [1402].

FRAILLICOURT. Liasse 1. Seigneurie, justice, etc. [1181].
 — 2. Hommage au chapitre dû par le seigneur de
 Rozoy, de ce qui lui appartenait à Fraill-
 licourt [1325].
 — 3. Hommage au seigneur de Rozoy, dû par le cha-
 pitre pour le $\frac{1}{2}$ des rentes en avoines à Fraill-
 licourt [1715].
 — 4. Bornage de la seigneurie [1511].
 — 5. Bornage des aisles de Rouvroy, Rumigny, etc.
 [1685].

FRAILLICOURT. — 6. Lods et ventes sur les héritages de l'aisle de
 Baudry, sinage de Rouvroy [1743].
 — 7. Droit de bourgeoisie, ou redevance en avoine,
 chapons et argent [1548].
 — 8. Épalement du quartel pour le paiement du droit
 de bourgeoisie [1740].
 — 9. Dîmes, terrage et champart [1588].
 — 10. Dîmes de Bertincourt [1584].
 — 11. Rapport de fer [1682].
 — 12. Papiers terriers [1533].
 — 13. Plaids généraux [1518].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccj

- Suite de
FRAILLICOURT.
- Liasse 14. Crouillerets des droits seigneuriaux [1570]. Arch. ecd.
— 15. Moulins [1549]. Tu. II.
— 16. Domaines [1597]. § 1.
— 17. Arpentage des héritages du chapitre à Fraillicourt [1537].
— 18. Déclarations des héritages du chapitre à Fraillicourt [1645].
— 19. Banx des droits et domaines [1454].
— 20. Chapelle de Fraillicourt [1180].
— 21. Préciput dû au curé [1677].
— 22. Maire et échevins. Présentation, nomination, serment [1664].
— 23. Paroisse [1732].
— 24. Pâturages et privilèges des habitants [1182].
— 25. Baux à cens et surens [1781].
- FRESNES. Liasse unique. Seigneurie, mairie, titres [1193].
GESSINCOURT. Liasse unique. Terres et bois [1481].
- GERMIGNY ET
JANVRY.
- Liasse 1. Justice, plaids généraux [1248].
— 2. Domaines, terres, prés, vignes, etc. [1399].
— 3. Surens [1545].
— 4. Dîmes, cure, église, noailles [1476].
- GERMIGNY-PEND-LA-PIE. Liasse unique. Dîmes, terres [1196].
GIRONDELLE ET FOULY. Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{2}$, cure, église, portion congrue [1205].
- GREYERS. Liasse unique. Droit d'autel [1599].
GUEUX. Liasse unique. Vigne et savart, donnée en 1624.
HAVY. Liasse unique. Rente de froment et avoine sur les terrages de Havy [1217].
- HERMONVILLE. Liasse unique. Mairie, co-seigneurie, vignes, surens [1319].
- HOUDILCOURT. Liasse unique. Cense [1556].
- HEUTRÉVILLE.
- Liasse 1. Co-seigneurie, mairie, justice, droits seigneuriaux [1181].
— 2. Moulin et foulerie, cense du moulin [1450].
— 3. Dîmes, cure, église, le chapitre $\frac{1}{2}$, la fabrique $\frac{1}{2}$.
- JANTE DE GENTES. . . . Liasse unique. Moulin Barizeau [1615].
JONQUERY. Liasse unique. Dîmes, cure, église [1501].

I.

cc

Arch. eccl. JUVIGNY ET LA VEUVE.. Liasse unique. Dîmes [1184].

Tit. II.

§ 1

JONCHERY-SUR- VESELE	Liasse	1. Vicomté, seigneurie [1193].
	—	2. Pontonage sur le pont de Jonchery et droit de nacelles naviguant sur la rivière de Vesle, supprimé [1552].
	—	3. Limites du terroir de Jonchery [1494].
	—	4. Foires et marchés [1552].
	—	5. Halle [1553].
	—	6. Droit de Soignies (2 quartels d'avoine) [1452].
	—	7. Censive [1345].
	—	8. Plaids généraux [1549].
	—	9. Papier terrier [1502].
	—	10. Cœurillerets des droits seigneuriaux [1410].
	—	11. Moulins [1220].
	—	12. Titres de propriété d'héritage [1336].
	—	13. Arpentages [1543].
	—	14. Rentes et surcens [1732].
	—	15. Baux des biens du chapitre [1229].
	—	16. Dîmes, cure, église, réparations [1545].
JOUY-LE-CHATEL	Liasse	1. Domaine. Censive échangée en 1743 [1464].
	—	2. Dîmes $\frac{1}{4}$, cure, église [1192].
	—	3. Bannots. Dîmes, cens, église [1524].
	—	4. Baux des biens, domaines, dîmes, etc., tant à Jouy qu'à Bannots [1491].
LA HORGNE	Liasse unique.	Patronage de la cure [1693].
LANDRES	Liasse unique.	Bar, Chémery, Imécourt, Landreville, Rémonville, Saint-Georges [1215].
LAVANNE	Liasse	1. Seigneurie, justice, rentes seigneuriales, plaids généraux, cœurillerets [1279].
	—	2. Surcens pour permission de bâtir un moulin à vent [1545].
	—	3. Dîmes, cure, église, réparations nouvelles, etc. [1572].
L'ÉCHELLE	Liasse	1. Acquisition de la seigneurie en 1730 [1217].
	—	2. Foires, marchés, plaids généraux, [1582].
	—	3. Hommages (passifs), aveux et dénombrements, etc., au seigneur de Rumigny, à cause de la

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccijj

- Arch. eccl.
Tit. II
§. 1.
- seigneurie de l'Échelle et de la rente de 25 quartels de froment sur le moulin de Rouvroy [1581].
- Suite de
L'ÉCHELLE.
- Liasse 4. Hommages (actifs) et dénombrement de la terre d'Hautvillers-les-Forges, relevant de la seigneurie de l'Échelle [1672].
- 5. Rentes seigneuriales pour divers objets d'usages, rouages, affouages, stellage, etc. [1551].
- 6. Droit de corvées converti en une redevance en avoine [1614].
- 7. Domaine, château, terres, moulins et bois [1731].
- 8. Dîmes, cure, église [1223].
- 9. Baux des biens avant l'acquisition de la terre [1682].
- LIART ET LA FERRÉE. . Liasse unique. Dîmes, cens, église, etc. [1215].
- LOIVRE.
- Liasse 1. Seigneurie, mairie, séparation des limites [1386].
- 2. Rente seigneuriale de 30 liv. au lieu de 30 setiers de froment sur les héritages du terroir [1537].
- 3. Dîmes, cens, église [1495].
- 4. Rente sur un terrain où était la grange dimeresse [1574].
- LUDES. Liasse unique. Dîmes, cure, église [1215].
- MARFAUT.
- Liasse 1. Titres primordiaux de la seigneurie [1209].
- 2. Plaids généraux [1739].
- 3. Rivière et pêche [1277].
- 4. Rentes seigneuriales en grains et argent [1251].
- 5. Baux à cens [1490].
- 6. Baux de la terre et seigneurie [1467].
- 7. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1498].
- 8. Domaines [1499].
- 9. Arpentages des censures du chapitre et des enfants de chœur [1517].
- 10. Dîmes, cure, église [1304].
- 11. Cense de Grand-Champ (appelé Petit-Champ avant 1670), paroisse de Marfaut [1217].

- | | | |
|-----------------------------|---|--|
| | } | Liasse 1. Seigneurie, justice, banalité des fours et pressoirs, mairie, amendes [1221]. |
| | | — 2. Plaid généraux [1577]. |
| | | — 3. Cense d'environ 60 journaux donnés en 1531 [1496]. |
| MAILLY. | | — 4. Dimes, les $\frac{1}{2}$, cens, église [1406]. |
| | | — 5. Cens et surcens, rentes seigneuriales [1514]. |
| | | — 6. Cœuillerets des cens, surcens et droits seigneuriaux [1587]. |
| | | — 7. Bois du chapitre, bâtis et taillis [1241]. |
| | | — 8. Bois Thomas [1343]. |
| | | — 9. Bois du Fay [1681]. |
| MACHAUT. | | Liasse unique. Dimes [1218]. |
| MAREUIL ET PLIVOT. . . | | Liasse unique. Terres et prés donnés en 1529. |
| MARQUEUSE. | | Liasse unique. Mairie, droits seigneuriaux, terres, dimes [1233]. |
| MESNEUX. | | Liasse unique. Mairie, seigneurie en partie, censive, portions de dimes [1592]. |
| MESNIL PRÈS ANNELLES. . | | Liasse unique. Dimes [1227]. |
| MOIRMONT. | | Liasse unique. Préciput en grains, 200 setiers de froment, 200 setiers d'avoine et 10 liv. en argent, échangé contre ce que l'église possédait à Moirmont en 1229. |
| MONTIGNY-SUR-VESLE. . | | Liasse unique. Cense de 85 arpents [1497]. |
| MONT-LAURENT. | | Liasse unique. Dimes données par l'archevêque Guillaume en 1221. |
| MONT-SAINT-MARTIN. . | | Liasse unique. Préciput en grains sur dimes [1548]. |
| | } | Liasse 1. Seigneurie, justice, censive, plaids généraux [1213]. |
| | | — 2. Dimes, cens, église [1267]. |
| MOURMELON-LE-GRAND. | | — 3. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1550]. |
| | | — 4. Mourmelon-le-Petit. Seigneurie, justice, droits seigneuriaux [1201]. |
| | | — 5. Mourmelon-le-Petit. Moulin Clavetel [1460]. |
| LA NEUVILLE-LÈS-CORMICY. . | | Liasse unique. Cense [1781]. |
| NOGEST-EN-LA-MONTAGNE. . | | Liasse unique. Tratte et Courtaumont, paroisse de Sermiers [1476]. |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccv

- Arch. eccl.
Tit. II.
§. 1.
- ONREZY ' { Liasse 1. Titres primordiaux de la seigneurie [1399].
— 2. Foi et hommage, réceptions d'homme vivant et mourant, pour la seigneurie de Onrezy, et main-levée de saisies féodales [1464].
— 3. Dénombrements de la seigneurie [1665].
— 4. Droits de relief pour la seigneurie [1441].
— 5. Bornement du terroir [1531].
— 6. Bois, usages [1310].
— 7. Baux à cens et surcens [1527].
— 8. Lods et ventes, droit de colombier [1559].
— 9. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1526].
— 10. Domaines, titres de propriétés d'héritages [1620].
— 11. Arpentages des héritages et des bois [1527].
— 12. Déclarations desdits héritages et des bois de la cense [1755].
— 13. Baux [1441].
- ORIGNY, SAINTE-BENOITE. Liasse unique. Rente de 5 liv. 5 s. (faisant partie de 55 liv. parisis), due par l'abbaye d'Origny, sur les villages de Craonelle, Chaudarde, etc. [1478].
- ORMES. { Liasse 1. Seigneurie, justice, censive, droits seigneuriaux [1239].
— 2. Rente de froment convertie en argent, à 2 s. tournois par jour d'héritages [1425].
- PARGNY. Liasse unique. Seigneurie, justice, vignes et bois, surcens, rente seigneuriale en vin, etc. [1276].
- PEVY. { Liasse 1. Compte des tailles; le chapitre a droit de les entendre [1303].
— 2. Indemnité pour les héritages de l'abbaye de Vauchréten [1548].
— 3. Limites du terroir [1495].
— 4. Chemin du terroir [1703].
— 5. Redevance du four [1529].
— 6. Mesure des grains [1564].
— 7. Rente en vin, 2 pots sur chaque arpent d'héritage [1507].
— 8. Rôles de la rente en vin [1422].
— 9. Droit de cens, sur les héritages [1292].

* C'est ici que commence le cinquième volume de l'inventaire.

Arch. eccl.
t. II.
§ 1.

Suite de
PEVY.

- Liasse 10. Cens et surens [1485].
 — 11. Surens de 15 s. sur la place du four banal [1541].
 — 12. Lods et ventes [1751].
 — 13. Papier terrier [1551].
 — 14. Plaids généraux [1445].
 — 15. Cœurillers des droits seigneuriaux [1435].
 — 16. Domaines [1379].
 — 17. Arpentages des censes de Pevy et Wadiville, vignes, terres, bois, etc. [1554].
 — 18. Grosse dime [1565].
 — 19. Dime sur des héritages, lieu dit au-dessous du bois de Bouillot [1747].
 — 20. Dime des bisailles, fait partie de la grosse dime [1752].
 — 21. Menues dimes [1493].
 — 22. Domaine de la Cure [1686].
 — 23. Noailles [1770].
 — 24. Réparations de l'église.
 — 25. Baux de toute la seigneurie [1441].
 — 26. Usages des habitants [1549].
 — 27. Pâturages pour les bestiaux des habitants de Pevy et des fermiers de la cense de Wadiville [1766].

- PIGNICOURT. . . . Liasse unique. Dimes [1253].
 POILLICOURT. . . . Liasse unique. Dimes $\frac{1}{2}$ [1187].
 PREMECY. Liasse unique. Prés [1347].
 PROUILLY. Liasse unique. Dimes grosses et menues, grange dime-
 resse et surens sur une grange [1491].
 PRUNAV. Liasse unique. Cense venant d'une rente donnée au cha-
 pitre par M. Picotin, chanoine, en 1623, pour fonda-
 tion [1618].
 PONTFAVERGER. . . . Liasse
 — 1. Seigneurie, justice, mairie, police, etc. [1198].
 — 2. Foires et marchés [1486].
 — 3. Plaids généraux [1532].
 — 4. Rentes seigneuriales, droits de bourgeoisie et
 cens dus par les habitants [1333].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccvij

Sous de PONTFAVERGER.	{	Liasse	5. Domaines, maisons, terres, prés et bois [1579].	Arch. eccl. Tit. II. 5.
		—	6. Moulin de Saint-Brice [1225].	
		—	7. Fouilleries [1511].	
		—	8. Surcens [1566].	
PONT-A-NOYON. . . .		Liasse unique.	Rente de 100 liv. ou 80 liv. par. sur le domaine de La Fère, donnée en aumône par l'archevêque Henry de Braine, comte de Marle, en l'année 1228 [1238].	
PUISIEUX.		Liasse unique.	Rentes foncières et surcens sur plusieurs corps de fermes que le chapitre a arrentés sur la fin du XVII ^e siècle [1523].	
RETHEL-MAZARIN. . .		Liasse unique.	Cense donnée au chapitre en l'année 1493 par M. Jean Le Roy, trésorier, pour son obit [1515].	
RILLY ET CHIGNY. . .		Liasse unique.	Seigneurie directe, cens portant lods et ventes [1548].	
ROSNAY, JANVRY ET GERMIGNY.	{	Liasse	1. Co-seigneurie, justice, droits seigneuriaux, censives, cueillerets, plaids généraux, etc. [1220].	
		—	2. Petite cense de terres, prés et bois [1560].	
		—	3. Dîmes $\frac{1}{2}$, grange dimeresse, préciput, novalles, etc. [1516].	
SÉMIDE ET SAY. . . .		Liasse unique.	Dîmes $\frac{1}{11}$ [1243].	
SERMIERS.		Liasse unique.	Rente de 7 liv. 10 s., élargissement du chemin des bois, etc. [1739].	
SÉRY-EN-PONTIEN. . .		Liasse unique.	Deux censés données en 1721, au nom de M. Favard, chanoine, pour fondation et obit [1698].	
SÉVIGNY.		Liasse unique.	Dîmes, cure, église [1197].	
SIGNY L'ABBAYE. . . .		Liasse unique.	Préciput de 20 setiers de froment et 2 setiers de pois à racle et sans droit, dus au chapitre par abandon, fait en 1163, de possessions en la dimeirie d'Herbigny [1163].	
SIVRY.		Liasse unique.	Portion de dîmes [1705].	
SOMPEY.	{	Liasse	1. Franche-sergenterie [1263].	
		—	2. Dîmes [1247].	

Arch. eccl.

Tit. II.

§. I.

- | | | |
|--|---|---|
| | } | Liasse 1. Seigneurie, justice, mairie, chasse, limites, plaids généraux, droits seigneuriaux, vestures, etc. [1196]. |
| SAULCE CHAMPE-NOISE. | | — 2. Domaines, anciens titres de propriété [1302]. |
| | | — 3. Grande cense [1593]. |
| | | — 4. Petite cense appelée Pierre-le-Queux [1505]. |
| | | — 5. Surcens [1394]. |
| | | — 6. Cœuillerets [1573]. |
| | | — 7. Usages et pâturages des habitants [1288]. |
| SAINT-CLÉMENT ET HAUVINET. Liasse unique. Portion de dîmes [1548]. | | |
| SAINT-ÉTIENNE SUR SUIPPE. . . . Liasse unique. Portion de dîmes [1547]. | | |
| SAINT-LOUP-AUX-BOIS. Liasse unique. Portion de dîmes [1192]. | | |
| SAINT-MARIE SOUS BOURG. . . . Liasse unique. Dîmes, les $\frac{2}{3}$, cure, église, réparations, novalles, 1317. | | |
| SAINT-MASME. | } | Liasse 1. Droits seigneuriaux, pont, cens, bourgeoisie [1609]. |
| | | — 2. Cense et dîmes [1675]. |
| SAINT-MOREL. Liasse unique. Dîmes [1241]. | | |
| SAINT-PIERRE A ARNES. Liasse unique. Dîmes [1215]. | | |
| SAINT-QUENTIN-LE-PETIT. . . . Liasse unique. Portion de dîmes [1201]. | | |
| SAINT-SOUPLET. Liasse unique. Dîmes, cure, église [1219]. | | |
| SAINT-THIERRY. Liasse unique. Rente de grains pour droit de rapport [1195]. | | |
| THILLOIS. | } | Liasse 1. Mairie, seigneurie, justice, censive, etc., etc., donnés à louer pour 40 setiers de seigle et avoine par moitié [1563]. |
| | | — 2. Domaines à Thillois, au Mont-Saint-Pierre [1521]. |
| | | — 3. Thillois, Tinquex, et Mont-Saint-Pierre. Dîmes, cure, église, novalles [1671]. |
| | | — 4. Tinquex proche Thillois. Surcens [1556]. |
| | | — 5. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1651]. |
| TAGNON. Liasse unique. Menues dîmes; le quart des grosses a été abandonné pour les charges en 1675 [1242]. | | |

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccix

TAISSY.	{	Liasse 1. Domaines [1493].	Arch. eccl. Tn. II. § 1.
		— 2. Dîmes, cure, église [1548].	
THELINES, BLAIZE, VOUIÈRES.		Liasse unique. Dîmes, cure, église, novalles, etc. [1234].	
THUIEV.	{	Liasse 1. Cense [1537].	
		— 2. Surcens [1752].	
		Liasse 1. Titres primordiaux des droits et domaines [1203].	
		— 2. Indemnité de la cense du Val-des-Écoliers [1537].	
		— 3. Justice, voirie [1719].	
		— 4. Redevance en avoine par les habitants [1541].	
		— 5. Cens sur deux pièces de terre [1529].	
		— 6. Surcens sur une mesure proche le cimetière [1556].	
TRAMERY.		— 7. Arpentage du terroir de Tramery [1534].	
		— 8. Papiers terriers [1489].	
		— 9. Plaids généraux [1731].	
		— 10. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1528].	
		— 11. Domaines [1519].	
		— 12. Cense des malades n'est point hôpital [1560].	
		— 13. Arpentages des censés de la vicomté et des malades [1689].	
		— 14. Déclaration de la cense de la vicomté [1717].	
	— 15. Baux [1396].		
	— 16. Dîmes, cure, église, réparations, novalles [1575].		
	{	Liasse 1. Cens et vinages en argent et en vin sur les héritages [1436].	
		— 2. Lods et ventes des héritages de Trois-Puits [1693].	
		— 3. Baux à surcens [1515].	
TROIS-PUITS.		— 4. Plaids généraux [1745].	
		— 5. Cœuillerets.	
		— 6. Limites du terroir [1747].	
		— 7. Plans du terroir [1770].	
		— 8. Vignes [1404].	
		— 9. Arpentages de vignes [1527].	

1.

dd

	Suis de	{	Liasse 10. Baux de la mairie, des amendes, etc., etc. [1548].
THOIS-PUITS. . .		{	— 11. Pressoirs autrefois banaux [1592].
WADENAY ET CUPERLY.			Liasse unique. Dîmes [1170].
WADIVILLE.			Liasse unique. Censés [1630].
VANDEUIL.			Liasse unique. Dîmes [1736].
VANDREME.			Liasse unique. Dîmes, cure, novalles [1418].
VAUX-EN-CHAMPAGNE.			Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{14}$ [1180].
VERRENAV.			Liasse unique. Dîmes [1218].
VIEUX ET MARVAUX.			Liasse unique. Dîmes [1242].
VILLEDEMANGE.			Liasse unique. Vignes [1505].
VILLERS-DEVANT-LE-THOUL. . .		{	Liasse 1. Dîmes [1531].
		{	— 2. Redevance foncière d'un quartel de seigle par jour d'héritage [1575].
VILLE-EN-TARDENOIS.		{	Liasse 1. Mairie, justice, cens, etc., etc. [1456].
		{	— 2. Cœuillerets [1523].
		{	— 3. Cense acquise en 1658 [1518].
		{	— 4. Dîmes $\frac{1}{14}$ [1192].
VILLY.		{	Liasse 1. Cense du chapitre et des chapelains de l'ancienne congrégation [1237].
		{	— 2. Dîmes $\frac{1}{2}$ [1274].
		{	— 3. Préciput, seigle et avoine dus par Saint-Nicaise sur le moulin de Villy [1321].
VILLE-SUR-RETOURNE.			Liasse unique. Dîmes $\frac{1}{12}$ [1552].
		{	Liasse 1. Seigneurie en partie, justice, sauvements, titres primordiaux [1232].
WARMERVILLE.		{	— 2. Moulin et héritages y attachés [1249].
		{	— 3. Sauvements ou droits de bourgeoisie [1324].
		{	— 4. Cens, rentes et droits seigneuriaux [1486].
		{	— 5. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1642].
		{	— 6. Dîmes, cure, église, novalles, etc. [1189].
VAUCLERC, PROCHE VITRY-LE-FRANÇAIS.		{	Liasse 1. Titres primordiaux [1379].
		{	— 2. Chapelle [1312].
		{	— 3. Mortuaires [1526].
		{	— 4. Domaines [1445].
		{	— 5. Bornement des terrains de Vauclerc et Villotte [1798].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxj

Arch. eccl.

Tit. II.

§ 2.

- Suite de
- VAUCLERC, PRO-
CHE VITRY-LE-
FRANÇAIS. . . .
- Liasse 6. Censive [1385].
- 7. Baux à cens et rente [1387].
- 8. Rente sur le moulin et cours d'eau du fief de Morambert [1561].
- 9. Surcens du chapitre de Vitry pour l'amortissement des héritages par lui acquis dans la seigneurie de Vaclerc [1512].
- 10. Droits de terrage [1401].
- 11. Droits de lods et ventes [1587].
- 12. Droits d'afforage [1541].
- 13. Mesures marquées et ajustées [1483].
- 14. Baux généraux [1441].
- 15. Cœuillerets [1380].
- 16. Terriers et livres cœuillerets reliés [1542].
- 17. Cense de Loiry-sur-Marne, dépendance de Vaclerc [1656].
- VAUCLERC,
SEPT FIEFS. . . .
- Liasse 1. Fiefs en général [1547].
- 2. Fief de Pocaney [1379].
- 3. Fief de Faremont [1385].
- 4. Fief de Lorgelin et Richancourt [1380].
- 5. Fief de Morambert [1383].
- 6. Fief de Dampierre [1380].
- 7. Fief de Moivre [1380].
- 8. Fief de Rejma-la-Brûlée, et les $\frac{2}{3}$ du fief Robinet y réunis [1385].
- VRIGNY. . . .
- Liasse 1. Seigneurie, justice, etc., etc. [1236].
- 2. Bornement des territoires de Mery et Vrigny [1530].
- 3. Bornement de Coulommès et Vrigny [1533].
- 4. Rouages et amendes, les $\frac{2}{3}$ au seigneur de Gueux, $\frac{1}{3}$ au chapitre.
- 5. Droits de vinage sur deux maisons à Vrigny [1603].
- 6. Droit de ventes sur les héritages du terroir [1556].
- 7. Anciens baux de cens et surcens.
- 8. Nouveaux surcens en grains et en argent [1615].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

Suite de

VRIGNY.

- Liasse 9. Plaids généraux [1584].
- 10. Cœuillerets des droits seigneuriaux [1558].
 - 11. Confiscation des biens de Nicolle Vauchelet et autres (assassins) [1567].
 - 12. Arpentages des héritages dépendants de la seigneurie de Vrigny [1583].
 - 13. Déclaration des héritages [1743].
 - 14. Cense cédée au chapitre en échange de la seigneurie du Val-Roignon en 1675.
 - 15. Arpentages de la cense, remplaçant Val-Roignon [1569].
 - 16. Déclaration [1743].
 - 17. Cense échangée contre Commetreuil [1733].
 - 18. Arpentage de la cense [1673].
 - 19. Anciens baux de la seigneurie de Vrigny [1559].
 - 20. Pâturages ex terrains de Vrigny et Sainte-Euphrasie [1466].
 - 21. Gardes vignes nommés par la communauté [1728].

9°. Titres de la fabrique de l'église métropolitaine de Reims, spirituel et temporel, droits honorifiques et utiles (tom. vi, 1786.)

FABRIQUE.

- Liasse 1. Sacre des rois, cérémonies, oblations, contributions aux frais, etc., depuis Philippe II jusqu'à Louis XIV [1180].
- 2. Suite du sacre des rois depuis Louis XV [1722].
 - 3. Suite du sacre des rois, draps d'or, tapis et bois, convertis en argent [1328].
 - 4. Chapelle ou ornement complet dû par les seigneurs archevêques [1396].
 - 5. Chapes et serments dus à l'église de Reims par les seigneurs évêques suffragants en général [1399].
 - 6. Chapes et serments dus par les seigneurs évêques d'Amiens [1259].
 - 7. Chapes et serments dus par les seigneurs évêques de Beauvais [1395].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxiiij

- Liasse 8. Chapes et serments dus par le seigneur évêque de Boulogne [1301]. Arch. eccl. Tit. II. § 1.
- 9. Chapes et serments dus par les seigneurs évêques de Châlons [1263].
- 10. Chapes et serments dus par les seigneurs évêques de Laon [1271].
- 11. Chapes et serments dus par les seigneurs évêques de Noyon [1319].
- 12. Chapes et serments dus par les seigneurs évêques de Senlis [1308].
- 13. Chapes et serments dus par les seigneurs évêques de Soissons [1363].
- 14. Divers objets, coutres laïques, droit sur les gradués, habits d'église, bréviaire, lampes, vacances de Saint-Thierry, fondations, etc. [1370].
- 15. Bulles d'indulgences [1450].
- 16. Droits de chrétienté dus par les paroisses du diocèse [1201].
- 17. Reliques, bijoux, argenterie, etc. [1307].
- 18. Réparations de l'église, chapelles, orgues, tapisseries, ornements, etc. [1372].
- 19. Suite de réparations de l'église [1548].
- 20. Amortissements [1640].
- 21. Bois [1693].
- 22. Maisons dans la ville, et jardins auprès de Reims, terrains auprès de l'archevêché [1613].
- 23. Maisons au parvis, numérotées 2231, 2232 et 2233 [1244].
- 24. Maison rue du Trésor, numérotée 2218 [1525].
- 25. Maisons cour du Chapitre ou cour Notre-Dame, numérotées 2196, 2197 et 2198 [1545].
- 26. Maison rue des Tapisseries, autrefois rue de la Fourberie ou Fourbisserie, numérotée 2207 [1380].

Suite de la
FABRIQUE. . .

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

Suite de la
FABRIQUE. . .

- Liasse 27. Maison rue de Monsieur, au coin du marché aux Draps, numérotée 1485 [1677].
- 28. Maison rue de la Vignette, numérotée 735 [1675].
 - 29. Maison Cour-Salin, numérotée 747 [1524].
 - 30. Maison près le grenier à sel, numérotée 1208 [1673].
 - 31. Maison près l'École de Médecine, numérotée 2120 [1659].
 - 32. Maison rue des Fuzeliers, numérotée 2260 [1676].
 - 32 bis. Maison rue du Petit-Saint-Martin de Laon, près le jardin du séminaire [1569].
 - 33. Maisons rue Vautier-le-Noir, numérotées 2131 et 2133 [1400].
 - 34. Maison rue des Filles-Dieu, numérotée 2013 [1339].
 - 35. Maison rue Saint-Étienne, numérotée 2160 [1525].
 - 36. Maison rue de l'Université, numérotée 2102 [1534].
 - 37. Maison rue du Barbâtre, numérotée 2432 [1421].
 - 38. Maison rue Neuve, numérotée 2979 [1560].
 - 39. Maisons au bourg Saint-Denis, numérotées 2378 et 3926 [1481].
 - 40. Maison rue du Jardin-aux-Drapiers, numérotée 2673 [1351].
 - 41. Maison rue de la Couture, numérotée 259 [1541].
 - 42. Maison rue du Thillois, numérotée 133 [1533].
 - 43. Maison au bourg de Vesle, à l'enseigne du Mont-Saint-Michel, numérotée 4074 [1541].
 - 44. Maison entre les deux ponts de Vesle, numérotée 4150 [1476].
 - 45. Jardins, prés, marais, hors de la porte de Vesle [1540].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CCXV

- Liasse 46. Barbe-aux-Cannès, maison, jardin, près et ma- Arch. eccl.
rais près la porte de Vesle [1455]. Tit. II.
§ 1.
- 47. Surcens à Reims et aux faubourgs [1430].
 - 48. Avançon [1648].
 - 49. Bétheny [1439].
 - 50. Boulton [1510].
 - 51. Caurel [1487].
 - 52. Condé-sur-Marne [1520].
 - 53. Cormicy [1487].
 - 54. Courcelles [1444].
 - 55. Clairizet [1379].
 - 56. Chamery [1524].
 - 56 bis. Crugny [1540].
 - 57. Fismes [1666].
 - 58. Fleury-sur-Aisne [1493].
 - 59. Germaine [1511].
 - 60. Heutréville [1557].
 - 61. Jonchery-sur-Vesle [1427].
 - 62. Marfaut [1500].
 - 63. Mesnil-l'Espinoy [1498].
 - 64. Novion [1402].
 - 65. Pontfaverger [1537].
 - 66. Prémecy et Mery [1524].
 - 67. Pierry [1460].
 - 68. Rosnay-Germigny [1437].
 - 69. Taissy [1537].
 - 70. Verzy [1502].
 - 71. Vernay, paroisse de Saint-Ymoges, bois et
étangs, titres primordiaux, justice, amortis-
sements [1357].
 - 72. Suite des titres des bois de Vernay, seigneurie,
justice, pâturages [1525].
 - 73. Suite des titres des bois de Vernay [1620].
 - 74. Bois de quatre-vingts arpents, dont moitié ap-
partient au seigneur de Louvois, moitié à la
fabrique [1497].
 - 75. Cense et étangs de Vernay [1387].
- Fondations. 127 articles rangés chronologiquement, de
1218 à 1785.

Suite de la
FABRIQUE. . .

Arch. eccl.
Til. II.
§. 1.

N° 4. TITRES DES CHAPELAINS DE L'ANCIENNE CONGRÉGATION.

Deux congrégations de chapelains étaient attachées au service divin dans l'opulente cathédrale de Reims, et s'acquittaient pour un prix souvent trop modique des prières imposées au chapitre comme prix des riches donations qu'il avait obtenues. La plus ancienne de ces deux congrégations, que quelques historiens de la localité regardent comme contemporaine du chapitre, ne fut régulièrement établie qu'en 1220. Elle était composée de trente-neuf chapelains et de quatre contres ecclésiastiques qui avaient une manse particulière entre eux. La nouvelle congrégation que l'on trouve subsistante dès le xiv^e siècle, desservait dix-neuf chapelles, dont deux étaient affectées à l'entretien des enfants de chœur. Le nombre de ces chapelains n'en était pas moins de dix-neuf; celui de tous les chapelains des deux congrégations était de cinquante-huit.

Voici ce qui reste des archives de l'ancienne congrégation :

- 1°. Un cartulaire sur vélin du xvii^e siècle.
- 2°. Un inventaire aussi sur parchemin de la même époque.
- 3°. Un inventaire sur papier, in-fol., dressé en 1768.
- 4°. Trois registres contenant les conclusions des chapelains.

5°. Huit liasses, dont les titres sont répartis ainsi qu'il suit :

- LIASSE 1. Allendhuy, Avenay, Aumenancourt, Baulmont-lès-Sorcy, Bétheny, Bezannes, Bourgogne, Bouzy, Branscourt.
- 2. Cauroy, Chenay, Chouilly, Charbogne, Coulommès-la-Montagne, Coulommès-lès-Attigny, Cormontreuil, Courville, Épernay.
- 3. Favrolles, Hautvillers, Hermonville, Ille, Jonchery-sur-Vesle, Mareuil, Merfy.
- 4. Onrezy, Ormes, Pargny, Pévy, Saint-Clément, Sorcy, Souain, Taissy, Thillois, Tour-sur-Marne, Tramery, Vrilly.
- 5. Baux, déclarations de revenus, comptes des années 1761 et 1762.
- 6. Reims, maisons, prés, jardins, surcens.
- 7. Reims, maisons, donations, acquisitions.
- 8. Reims, maisons, donations, acquisitions.

ANCIENNE CON-
GREGATION...

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxvjj

N° 5. TITRES DES CHAPELAINS DE LA NOUVELLE CONGRÉGATION.

Arch. eccl.

Tit. II.

§. 1.

On trouve dans les archives de ces chapelains :

NOUVELLE CON-
GRÉGATION. . .

- 1°. Un registre de leurs conclusions, de 1723 à 1784.
 - 2°. Deux liasses où ces titres sont répartis ainsi qu'il suit :
- Liasse 1. Clairizet, Cormontreuil, Courcelaney, Germiguy, Hermonville, Justine, Mont-sur-Courville, Muire, Méry, Mesuenx.
- 2. Onrezy, Ormes, Reims (maisons, jardins, terres, prés), Rilly, Sacy, Toisy, Villers-aux-Neuds, Virguy.

§. II. *Collégiale de Saint-Symphorien, dont le chapitre dépendait de l'archevêque.* §. II.

Lacourt (Marl. annot., II, *not. ad calc.*, fol. 6, verso) parle d'un obituaire de Saint-Symphorien auquel Marlot, II, 326, a d'ailleurs emprunté une note fort curieuse relative à la commune de Reims. Nous n'avons pu le retrouver.

Ce qui reste des archives du chapitre de Saint-Symphorien se compose :

ST.-SYMPHORIEN.

- 1°. De comptes des recettes et dépenses de la collégiale, de 1665 à 1789.
 - 2°. De cinq liasses où les titres sont répartis ainsi qu'il suit :
- Liasse 1. Aumencourt-le-Grand, Attigny, Avenay, Berru, Bezaunes, Burigny, Champfleury, Condé-sur-Marne, Cormontreuil, Caurel, Dontrien, Écuil, Gohéry, Givry, Hermonville, Nogent-la-Montagne, Pargny, Pont-Faverger, Puisseux-lès-Courville.
- 2. Reims; maisons, cens, surcens.
- 3. Reims; maisons, Saulce-Champenoise.
- 4. Saint-Martin-l'Heureux, Saint-Hilaire-le-Grand, Savigny, Sivry-lès-Buzancy, Sapicourt.
- 5. Taissy, Tour-sur-Marne, Trois-Puits, Vadenay, Vaux-en-Champagne, Vaudincourt, Vuitry, Abornement des terroirs de Vuitry, Burigny, Marqueuse, Caurel, Courmartin, Berru, Bétheny, Méry, en 1685.

Arch. eccl. §. III. *Collégiale de Sainte-Bazamie, dont le chapitre dépendait*
Tit. II. *du chapitre métropolitain.*
§ III.

STE.-BALZAMIE. { Il ne reste des archives de ce chapitre qu'une seule liasse,
intitulée : *Titres de Propriétés.*

§. IV. §. IV. *Collégiale de Saint-Timothée, dont le chapitre dépendait*
du monastère de Saint-Remi.

Ce qui reste des archives de cette collégiale se compose :

ST.-TIMOTHÉE. { 1°. De deux registres de conclusions, de 1741 à 1779.
2°. D'un registre contenant des actes de décès.
3°. De deux liasses dont voici le titre :
Liasse 1. Donations et acquisitions de maisons à Reims,
cens et surcens.
— 2. Reims; prés, jardins, cense de Chaudet-Tête.

Arch. eccl. TITRE III. ARCHIVES DES ABBAYES D'HOMMES ET DES ORDRES MILITAIRES.
Tit. III.
§. I.

Nous réunirons ici aux archives de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, et de la commanderie du Temple à Reims, le cartulaire de l'abbaye de Saint-Thierry, la seule des trois abbayes d'hommes voisines de Reims aux archives de laquelle nous ayons fait quelque emprunt.

§. I. *Archives de l'archimonastère de Saint-Remi.*

N° 1. CARTULAIRES DE SAINT-REMI.

Il reste quatre cartulaires dans les archives de cette abbaye :

1°. CARTULAIRE A DE SAINT-REMI. C'est le plus moderne des cartulaires sur vélin, qui sont au nombre de trois dans ces archives. Il est du xiv^e siècle, se compose de 663 pages, et forme un énorme volume grand in-fol., d'une belle écriture, sur deux colonnes. Malheureusement la fin manque, et quelques feuillets ont été arrachés dans l'intérieur. Voici de quelle manière les instruments y sont distribués. — De la page 1 à la page 81 : « Incipiunt » institutiones, seu ordinationes privilegiorum sacrosancte romane ecclesie « pro monasterio S. Remigii remensis. » — De 82 à 97, se trouvent les diplômes royaux. — De 98 à 283, les actes émanés des archevêques, et relatifs surtout à la ville de Reims. — Enfin, à dater de 284, sont transcrits les instruments qui concernent les biens forains de l'abbaye.

2°. CARTULAIRE B DE SAINT-REMI. C'est le cartulaire le plus ancien de l'abbaye et même de toutes nos archives. Les *ce* y sont écrits par un *e* cédillé, excepté dans les dix dernières feuilles. Il nous paraît du commencement du xiii^e siècle. Sa distribution, sans être aussi systématique que celle du cartulaire A, s'en rapproche. Il se compose de 159 pages écrites sur vélin, à deux colonnes.

Arch. eccl.
TII III.
§ 1.

3°. CARTULAIRE C DE SAINT-REMI. C'est le cartulaire le plus ancien des archives après le précédent. Il nous paraît de la dernière moitié du xiii^e siècle. C'est un petit in-fol., forme d'in-4°, sur vélin, à deux colonnes, contenant 48 feuillets couverts d'une écriture très fine.

4°. CARTULAIRE D DE SAINT-REMI. Ce cartulaire, en papier, in-4°, du xv^e siècle, ne contient qu'un petit nombre d'actes presque tous relatifs à la sauvegarde de l'abbaye, et à quelques uns de ses procès.

N° 2. INVENTAIRE DES ARCHIVES DE L'ABBAYE.

L'inventaire des archives de l'abbaye de Saint-Remi a été dressé par Le Moine en 1782. Il se compose de quatre volumes in-fol. Les titres y sont répartis sous sept chefs : 1°. Ville de Reims, spirituel et temporel. 2°. Villages de l'abbaye. 3°. Prieurés. 4°. Petit couvent. 5°. Offices claustraux. 6°. Clergé et prieurés en général. 7°. Prieurés, prévôtés, bénéfices déunis.

N° 3. PIÈCES SOUS LIASSES CLASSÉES D'APRÈS L'INVENTAIRE DE LE MOINE.

1°. Pièces qui concernent la ville de Reims, spirituel et temporel (partie du 1^{er} vol.).

- LIASSE 1. Bulles des papes pour les privilèges de l'abbaye en général [972].
 — 2. Sacre des rois, sainte ampoule [1288].
 — 3. Conduite de la sainte ampoule par les habitants de Chêne-le-Populeux [1559].
 — 4. Procès et transactions avec MM. du chapitre de la métropole sur diverses cérémonies et usages respectifs [1303].
 — 5. Procès avec les mêmes sur les usages observés aux processions, de 1313 à 1607.
 — 6. Saint-Nicaise; association de prières, et prééminence de Saint-Remi [1206].
 — 7. Saint-Timothée; juridiction de l'abbaye sur ce chapitre [972].
 — 8. Saint-Cosme, Minimes. (Les quatre prébendes de Saint-Cosme ont été fondées par l'abbaye de Saint-Remi, réunies en 1458 à

ladito abbaye, et ensuite l'église donnée aux Pères Minimes en 1672 [1159].

- Liasse 9. Saint-Julien; cure, dîmes [1124].
- 10. Association de prières avec divers corps réguliers et séculiers, de 1150 à 1387 (Cluny, Saint-Waast d'Arras, Saint-Bénigne de Dijon, Saint-Remi de Sens, Saint-Hubert en Ardennes, chapitre Notre-Dame de Laon, Saint-Denis en France).
 - 11. Archevêché; affaires avec les archevêques avant la réunion de la manse abbatiale à la manse archiepiscopale en 1778 [1171].
 - 12. Union de la manse abbatiale de Saint-Remi à l'archevêché de Reims en 1778 [1579].
 - 13. Traités avec les abbés, partages, divisions des manses, réparations, etc., etc. [1203].
 - 14. Procès contre l'abbé pour les réparations de l'église Saint-Remi [1720].
 - 15. Lettres patentes, confirmation des privilèges, sauvegarde, committimus [946].
 - 16. Committimus, garde-gardienne, attribution de juridiction [1432].
 - 17. Seigneurie, justice, police, voirie, mairie, amendes du ban Saint-Remi (*Nota.* Les liasses 17 et suivantes comprennent des titres relatifs à différents offices claustraux) [1114].
 - 18. Justice, haute et basse mairie [1550].
 - 19. Châtellenie du ban Saint-Remi; droits indépendants [1607].
 - 20. Foire de Saint-Remi, partie à l'abbé, partie au châtelain [1539].
 - 21. Afforages du vin du ban Saint-Remi, droits du châtelain [1524].
 - 22. Procès avec les aides pour les exemptions d'entrée des vins et vendanges du crû [1612].
 - 23. Moulins des rues des Moulins et de Fléchambault, rivière et pêche [1164].
 - 24. Baux des moulins rue des Moulins, jardins, pêche [1606].
 - 25. Pêche dans la Vesle au-dessus et au-dessous des moulins de rue des Moulins [1196].
 - 26. Maisons de la ville [1189].
 - 27. Grand jardin de l'abbaye [1615].
 - 28. Grande cense de la porte Dieu-Lumière [1569].
 - 29. Dîmes aux environs de Reims [1586].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxj

- Liasse 30. Censive à Reims et environs, cens, surcens, lods et ventes appartenant aux manse, petit couvent et offices claustraux [1180].
- 31. Anciens registres des cens du ban Saint-Remi [1505].
- 32. Czuillerets des cens du ban Saint-Remi [1704].
- 33. Amortissements, déclarations générales de tous les biens de l'abbaye [1159].
- 34. Fiefs en général [1350]. (*Nota.* Les fiefs situés en divers lieux se trouvent avec les autres titres à leur lettre alphabétique.)
- 35. Comptes et baux généraux de l'abbaye Saint-Remi [1563].
- 36. Chartes des archevêques qui donnent et confirment des patronages et domaines à l'abbaye Saint-Remi [1153].
- 37. Rentes sur divers corps [1777].
- 38. Expectative.
- 39. Expectative.

Arch. eccl.
Tit. ltt.
§ 2.

2°. Pièces qui concernent les villages de l'abbaye, rangés par ordre alphabétique (partie du tome I, et tomes II et III).

- Liasse 40. Allendhui et Chesnoy [1234].
- 41. Alliancelles; seigneurie, terres, dîmes, etc. [1116].
- 42. Alliancelles; moulins et dépendances [1400].
- 43. Alliancelles; censives [1376].
- 44. Alinecourt; portion de dîmes [1767].
- 45. Amagne; portion de dîmes [1767].
- 46. Ente ou Entres; dîmes [1570].
- 47. Avaneon; dîmes [1633].
- 48. Bairon, Sauville; seigneurie, cens, dîmes [1106].
- 49. Barby et Gerson; $\frac{1}{2}$ dîmes [1692].
- 50. Bazancourt et Serrière; seigneurie, moulins, terres, dîmes, etc. [1053].
- 51. Beine; seigneurie, justice, cens, surcens pour ce qui est de la manse conventuelle [1173].
- 52. Beine; petites censés de la manse conventuelle [1556].
- 53. Beine, Nauroy, Mouchery; dîmes, cens, église [1033].
- 54. Beffort, l'Écaille, Petit-Saint-Remi, Saulx-Saint-Remi, Roisy [1190].
- 55. Bettancourt-la-Longue; dîmes $\frac{1}{2}$ [1402].

- Liasse 56. Bertoncourt [1668].
- 57. Bezannes; dîmes et petit trisge de dîmes [1183].
 - 58. Bignicourt; dîmes $\frac{1}{2}$ et terres [1344].
 - 59. Braux-Saint-Remi; cense des Mars et de Braux [1128].
 - 60. Villers en Argonne, près Braux; $\frac{1}{2}$ des dîmes et près [1289].
 - 61. Brouillet; seigneurie [1501]. (Le reste des biens a été donné par monseigneur de Lenoncourt, abbé, aux religieux pour un anniversaire en 1525. Voyez les titres au petit eouvent.)
 - 62. Chamery; dîmes appelées l'aisle de Saint-Remi [1634].
 - 63. Champfleury; seigneurie, justice [1176].
 - 64. Châtillon; moulin de Sablon, surcens [1305].
 - 65. Chenay; seigneurie, pressoirs, domaines [1274].
 - 66. Chensy; ploids généraux [1611].
 - 67. Chesne-le-Populeux; seigneurie, justice, rentes seigneuriales [1200].
 - 68. Chesne-le-Populeux; domaines, bois, dîmes [1566].
 - 69. Chézy-lez-Bisseuil; seigneurie, domaines, cens [1114].
 - 70. Chigny; seigneurie, domaines [1218].
 - 71. Chigny; censives, anciens cens de l'abbaye Saint-Remi et cens de l'abbaye d'Avenay acquis en 1719 [1529].
 - 72. Condé-sur-Marne; seigneurie, justice [1200].
 - 73. Condé-sur-Marne; rivière et pêche [1152].
 - 74. Condé-sur-Marne; domaines, dîmes, cens et rentes seigneuriales [1106].
 - 75. Coucy; rente de 60 s. par. sur le château de Coucy [1116].
 - 76. Coulomnes; seigneurie, justice, etc. [1176].
 - 77. Coulomnes; cense, terres, prés, etc. [1286].
 - 78. Coulomnes; Pargny et Vrigny; dîmes de pain et de vin [1104].
 - 79. Coulomnes; fief de Belleucourt [1665].
 - 80. Courtizol; fief de Souastre [1050].
 - 81. Courtizol; moulin du pont [1230].
 - 82. Courtizol; dîmes, patronage, cens, église [1118].
 - 83. Courtizol; rentes sur la prévôté réunie au séminaire de Châlons en 1702 [1407].
 - 84. Crugny, Brouillet et Serzy; seigneurie, justice vers 1170.
 - 85. Crugny; domaines [1274].
 - 86. Crugny; bois, gruerie [1207].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxxiii

- Liasse 87. Crugny; moulins chargés de 16 liv. de rente envers les religieux [1412]. Arch. eccl. Tit. III. § 4.
- 88. Crugny et Serzy; dîmes, cures [1040].
- 89. Crugny; fiefs [1259] (Crugny, Montbeton et Lafontaine).
- 90. Crugny; cens, surcens, rentes seigneuriales [1274].
- 91. Crugny; cens des Cottes, maison de la Tour et quelques biens mêlés du petit couvent et de la trésorerie [1354].
- 92. Duizel; cense de la cour aux Moines (la seigneurie acquise par la communauté est portée au petit couvent) [1110].
- 93. Dom-Remy-en-Ornois; moitié des dîmes (la seigneurie a été aliénée en 1571) [1247].
- 94. Dricourt; $\frac{2}{7}$ des dîmes [1188].
- 95. Ecordal; dîmes $\frac{1}{11}$ [1254].
- 96. Fachaux ou Faisseaux; seigneurie, dîmes, terres, etc., etc. [1208].
- 97. Festieux; rente de 6 liv. 5 s. due par le chapitre de Laon [1203].
- 98. Germigny-Pend-la-Pie; seigneurie, terres, dîmes [1130].
- 99. Gerson et Bourgeron [1317].
- 100. Givry; seigneurie, ferme, etc., etc. [1182].
- 101. Hermonville; seigneurie, justice, etc., etc. [1163].
- 102. Hermonville; domaines, maisons, cense, prés, vignes, etc., etc. [1257].
- 103. Hermonville; cens, vinages, bourgeoisies, lods, ventes, etc., etc. [1517].
- 104. Hermonville; plaids généraux, 1604 à 1658.
- 105. Herpy ou Erpy et Condé-sur-Ayne; seigneurie, justice, etc. [1196].
- 106. Herpy ou Erpy et Condé-sur-Ayne; domaines [1238].
- 107. Herpy ou Erpy et Condé-sur-Ayne; dîmes, terrages [1269].
- 108. Herpy ou Erpy et Condé-sur-Ayne; censives [1462].
- 109. Janvry, Germigny, Rosnay, Courcelles [1391].
- 110. Isle; seigneurie, justice, rivière [1404].
- 111. Isle; domaines joints avec les moulins [1494].
- 112. Isle; moulins et dépendances [1494].
- 113. Isle; dîmes, cure, église [1102].
- 114. Isle; cens, rentes seigneuriales, haute et basse mairie [1229].
- 115. Juniville; seigneurie, justice, etc. [1221].

- Arch. eccl. Liasse 116. Juniville; moulin et petite cense de la manse abbatiale [1227].
 Tit. III. — 117. Juniville; moulin de la manse conventuelle [1542].
 § 1. — 118. Juniville; dîmes, cure, église [1218].
 — 119. Juniville; censives, rentes seigneuriales des fours, bourgeoisies [1260].
 — 120. Juniville, Laon; rente de 16 setiers de fèves due par l'abbaye Saint-Martin sur la cense d'Ynne [1166].
 — 121. Louvemant; seigneurie, justice [1214].
 — 122. Lauvemont; terres, moulin, étangs [1292].
 — 123. Louvemant; bois, réserves [1210].
 — 124. Louvemont et Humbercourt; dîmes, cure, église [1137].
 — 125. Louvemont; censives [1511].
 — 126. Lucquy; cense [1241].
 — 127. Maisneux; portion de seigneurie, cens et dîmes [1177].
 — 128. Monceaux-sur-Oise; seigneurie, mairie, titres généraux [1164].
 — 129. Monceaux; cense dite la cour de Saint-Remi [1220].
 — 130. Monceaux; dîmes, cure, église [1133].
 — 131. Monceaux; terrages, druits tombés en désuétude pendant les guerres du xvii^e siècle [1530].
 — 132. Monceaux; rentes seigneuriales en avoine et argent; les $\frac{2}{3}$ au duché de Guise, $\frac{1}{3}$ à l'abbaye [1221].
 — 133. Murigny; cens grande et petite [1218].
 — 134. Murigny; baux de ferme.
 — 135. Neufvisy; $\frac{2}{3}$ des dîmes [1614].
 — 136. Neufvisy et Bellinistre; fiefs [1325].
 — 137. Pauvre; seigneurie, justice [1204].
 — 138. Pauvre; domaines, censives [1557].
 — 139. Pauvre et Dricourt; dîmes, cure [1186].
 — 140. Perthes; $\frac{1}{2}$ des dîmes [1633].
 — 141. Pomacle; seigneurie, dîmes [1575].
 — 142. Raillicourt; seigneurie, terres, dîmes, cens, etc. [1183].
 — 143. Raillicourt; $\frac{2}{3}$ du moulin à eau de la maison et du pré du Vievier [1426].
 — 144. Rilly; seigneurie, mairie [1217].
 — 145. Rilly; domaines, terres, vignes [1134].
 — 146. Rilly; dîmes [1576].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CCXXV

Liasse 147. Rilly; cœuillerets des droits de seigneurie et censives universelles [1569].

Arch. ecd.
Tn. III.
§. 1.

- 148. Sacy; seigneurie, justice [1471].
- 149. Sacy; dimes, cure, église [1495].
- 150. Sacy; procès avec les habitants pour rentes seigneuriales en vin, pendant en 1783.
- 151. Sacy; cens et surcens en argent [1520].
- 152. Saint-Jean-sur-Tombe et Laval son annexe; $\frac{1}{2}$ des dimes [1549].
- 153. Saint-Loup; $\frac{1}{2}$ des dimes [1642].
- 154. Sainte-Vaubourg; cense, terres et prés [1585].
- 155 et 156. Sainte-Vaubourg; dimes, cure, etc., etc. [1492].
- 157. Saulx-Saint-Remi et Roisy; seigneurie, fief, dimes [1514].
- 158. Roisy; moulin [1580].
- 159. Serzy [1525].
- 160. Sommesou; $\frac{1}{2}$ des dimes [1226].
- 161. Sorbon; rente de 6 muids de froment sur l'assise des habitants [1358].
- 162. Tagnon et le Châtelet; dimes [1238].
- 163. Tagnon et le Châtelet; cure, église [1636].
- 164. Taisy; cense de la Choze, fief et seigneurie [1220].
- 165. Taisy; dimes de grains, vins, et menues dimes [1189].
- 166. Tannay et Pombar; seigneurie, justice, droits honorifiques [1196].
- 167. Tannay et Pombar; terres, prés, moulins [1221].
- 168. Tannay et Pombar; dimes, église [1106].
- 169. Tannay et Pombar; rentes seigneuriales, cens et surcens [1501].
- 170. Trois-Puits, Montré et Champfleury; dimes de vin [1617].
- 171. Trois-Puits et Montré; cure, église [1553].
- 172. Trois-Puits et Montré; baux et adjudications des dimes de grains [1486].
- 173. Vaudemange, Rilly et Chigny; portion de justice [1331].
- 174. Isle près Vaudemange; censives [1224].
- 175. Vaudesincourt; dimes $\frac{1}{2}$ [1568].
- 176. Vieux-Saint-Remi, autrefois Vic-Saint-Remy; seigneurie, justice, etc. [1316].
- 177. Vieux-Saint-Remi; bois et terres [1183].
- 178. Vieux-Saint-Remi; dimes, cure, église [1189].

- Arch. eod. Liasse 179. Vieux-Saint-Remi; cens, surcens, rentes seigneuriales [1500].
 Tit. III. — 180. Vieux-Saint-Remi; prévôté dont la réunion a été commencée
 §. 1. en 1641, et consommée vers 1675. — Cense de la Massonnerie et de la Prévôté [1576].
- 181. Lanzy, paroisse de Vieux-Saint-Remi [1495].
 - 182. Margy, paroisse de Vieux-Saint-Remi [1629].
 - 183. La Perrenne près Vieux-Saint-Remi, vers 1100.
 - 184. Villers-Allerand; seigneurie, justice, etc. [1145].
 - 185. Villers-Allerand; domaines, terres, etc. [1230].
 - 186. Villers-Allerand; bois de la montagne [1217].
 - 187. Villers-Allerand; dîmes de vin, menues dîmes, église, etc. [1236].
 - 188. Villers-Allerand; cens, surcens, droits seigneuriaux [1539].
 - 189. Rouy-le-Grand; cense de 200 liv. foncière, seigneuriale et non rachetable sur la cense de Grand-Rouy [1292].

5^e. Pièces contenant les prieurés unis aux biens de la manse (partie du tom. III, 1784).

Prieuré de Corbeny.

- Liasse 190. Prieuré de Saint-Marcoul de Corbeny, sa fondation, son administration, sa réunion, ses droits honorifiques et utiles en général [907].
- 191. Corbeny; seigneurie, justice, droits de chasse, voirie, foires et droits généraux [1350].
 - 192. Corbeny et Craonne; plaids généraux, 1493 à 1669.
 - 193. Corbeny; domaines, terres et prés [1520].
 - 194. Corbeny; maisons [1498].
 - 195. Corbeny; moulin à vent [1572].
 - 196. Corbeny; bois du prieuré, usages des habitants [1540].
 - 197. Corbeny; dîmes, grains et vins [1103].
 - 198. Corbeny; cens et surcens, dont 40 liv. sur les quatre étangs (vers 1160).
 - 199. Corbeny; privilèges des habitants et objets qui ne concernent que la communauté [1472].
 - 200. Craonne; seigneurie, justice, police, droits honorifiques [1227].
 - 201. Craonne; domaines, terres, prés, vignes [1234].
 - 202. Craonne; dîmes, cure, église, réparations [1382].
 - 203. Craonne; censives, cens, surcens, rentes et vinages [1235].

Dépendances de Corbeny.

Arch. eccl.

Tit. III.

§. I.

- Liasse 204. Aguillecourt; petite cense [1564].
- 205. Archon; portion de la seigneurie, terres, prés, dîmes, terrages [1467].
 - 206. Archon; canillerets des cens [1561].
 - 207. Ardon-sous-Laon et Vorges; terres données à surcens [1703].
 - 208. Berry-au-Bac; petite cense [1534].
 - 209. Berriex; $\frac{2}{3}$ des dîmes [1570].
 - 210. Craonnelle; $\frac{1}{2}$ des dîmes [1642].
 - 211. Dercy; cense de 57 jallois $\frac{1}{2}$ [1476].
 - 212. Cense du Hattois, paroisse de Bouffignereux [1501].
 - 213. Hauteville; ferme: terres, 283 jallois; prés, 27 jallois [1476].
 - 214. Jusanconrt; cense [1145].
 - 215. Juvincourt; préciput de 67 setiers de grains sur les dîmes [1440].
 - 216. Laon; maison appelée le fief de la Conciergerie [1474].
 - 217. Ohv; terre et seigneurie commune entre monseigneur le prince de Condé et les religieux de Saint-Remi [1336].
 - 218. Petit-Couvent à Corbeny, Craonne et villages en dépendant [1511]. (Étang de Coquebarde, Archon, Concevreux, Vaux-la-Ville, anciennement Escry, près Jusancourt.)
 - 219. Petit-Couvent. Mairie féodale de Corbeny, Craonne et Chevreux, acquise en 1655.
 - 220. Corbeny; offices claustraux. Trésorerie, existence [1563].
 - 221. Corbeny; trésorerie, consistance de cet office claustral [1527].
 - 222. Corbeny; maison de la Croix-Blanche [1518].
 - 223. Corbeny; offices claustraux, trésorerie, existence, ornements, miraeles.
 - 224. Corbeny; offices claustraux, aumônerie, existence de cet office claustral, différent de l'hôpital [1573].
 - 225. Corbeny; offices claustraux, aumônerie, consistance [1564].
 - 226. Corbeny; offices claustraux, prévôté, existence et consistance [1573].
 - 227. Corbeny; expectative.

Arch. eccl.

Tit. III.

Prieuré de Rethel.

- 5°. Liasse 228. Divers états du prieuré depuis sa donation en 1118.
- 229. Église de Rethel; procès avec le curé pour la prééminence [1273].
 - 230. Rethel; domaines et droits en général [1094].
 - 231. Rethel; domaines et droits en particulier [1196].
 - 232. Rethel; dîmes [1539].
 - 233. Rethel; surcens en argent et en grains [1198].
 - 234. Rethel; aey, rente de 4 setiers de froment sur terrages et prés aux Moines.
 - 235. Rethel; Bertoncourt, dîmes et surcens [1502].
 - 236. Rethel; Bourgeron, cense [1561].
 - 237. Rethel; Corny-la-Ville, cense et bois [1377].
 - 238. Rethel; Novion, dîmes, église [1147].
 - 239. Rethel; Novy-les-Moines, prés [1600].
 - 240. Rethel; Gerson et Juniville [1258].
 - 241. Rethel; Civity, prés [1579].
 - 242. Rethel; Seuil, prés et rente de grains sur les dîmes [1204].
 - 243. Rethel; Petit-Couvent, placé derrière le clos des jardins [1663].
 - 244. Rethel, Petit-Couvent; Novion, prés des marais Saint-Remi [1514].
 - 245. Rethel; expectative.

Revelon, autrefois prieuré uni à l'abbaye de Saint-Remy par l'échange fait avec l'abbaye d'Eaucourt contre la prévôté de Mersenne en Brabant, en l'an 1611. — Dependances de Revelon.

- Liasse 246. Revelon; titres généraux des terres, bois, dîmes [1159].
- 247. Chef-lieu de la cense, terres, bois, moulin, dîmes d'Heudicourt [1606]. (Fins; terres, seigneuries, dîmes; Longueval, terres; Irles, justice et terres; Warloy; Cantalmaison; Senlis; Gozaucourt; Liéramont; Cléry; Montauban; Carnoy, Courcelles, Posières, Bertrancourt.)
 - 248. Revelon; divers marchés de la cense, terroirs de Revelon et Heudicourt [1606].
 - 249. Revelon; charges de la seigneurie [1466].
 - 250. Revelon; fiefs de la seigneurie [1504].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxxix

- Liasse 251. Houdicourt-lès-Revelon ; dîmes, cure, église, terres [1222]. Arch. eccl.
 — 252. Houdicourt-lès-Revelon ; baux des marchés de terre [1593]. Tit. III.
 — 253. Gozaucourt-lès-Revelon ; terres et dîmes [1239]. §. 1.
 — 254. Guyencourt-lès-Revelon ; terres [1671].
 — 255. Cléry-Revelon ; terres et dîmes [1560].
 — 256. Fins-Revelon ; domaine, procès avec le seigneur de Fins, dîmes, fief, censive [1275].
 — 257. Irles-Revelon ; seigneurie de la cense de la Fontaine [1607].
 — 258. Irles-Revelon ; domaine de la cense de la Fontaine, terres, prés, cens et rentes, dîmes et champarts en général [1242].
 — 259. Irles-Revelon ; dîmes, chœur, église, cure et champarts ou terrages en particulier [1124].
 — 260. Irles-Revelon ; Petit-Couvent, portion de champarts [1697].
 — 261. Courcelles-Revelon ; terres et dîmes [1619].
 — 262. Cantalmaison ; marché de terres [1608].
 — 263. Martin-Puits ; marché de terres [1671].
 — 264. Pys-Revelon ; $\frac{1}{2}$ de dîmes [1687].
 — 265. Longueval ; terres, bois, dîmes [1138].
 — 266. Moutauban et Carnoy-lès-Revelon [1206].
 — 267. Sorel ; dîmes, cure [1718].
 — 268. Liéramont ; $\frac{2}{3}$ dîmes [1515].
 — 269. Bertrancourt-Revelon ; portion de dîmes [1224].
 — 270. Senlis-Revelon ; terres [1268].
 — 271. Warloy-Revelon ; terres [1545].

Prieuré de Valfeury échangé en 1611 contre la prévôté de Mersenne avec l'abbaye d'Eaucourt, uni en 1621 à l'abbaye de Saint-Remy.

- Liasse 272. Valfeury ; seigneurie, titres généraux et primordiaux ; nature du prieuré [1136].
 — 273. Valfeury ; domaine, terres, prés, bois [1494].
 — 274. Valfeury ; bois, réserve [1496].
 — 275. Valfeury ; dîmes [1601].
 — 276. Valfeury ; censives à Valfeury, Cany, Plessis-de-Roye et lieux voisins [1526].
 — 277. Belval, Valfeury ; dîmes [1604].
 — 278. Breuil, Valfeury ; $\frac{2}{3}$ dîmes [1608].
 — 279. Conchy-les-Pots ; fief de Valfeury [1640].

- Arch. eccl. Liasse 280. Gury, Valfleury; plaids, terres, prés, dîmes [1612].
 Tit. III. — 281. Lassigny, Valfleury; redevances sur les dîmes et censives [1529].
 § 1 — 282. Plessis-Catheleu-lès-Valfleury; terres et Plessis-Roye [1600].
 — 283. Villers-sous-Conduu; patronage de la cure [1254].
 — 284. Petit-Couvent, Valfleury; acquisition, en 1771, des droits d'échange de la portion de la seigneurie de Gury [1771].
 — 285. Expectative.

Saint-Ermes ou Saint-Hermes; prieuré uni échangé en 1575 avec l'abbaye de Lobbes, contre le prieuré de Houdin.

- Liasse 286. Prieuré de Saint-Ermes, Oultre et Ramécourt; seigneurie, justice, titres primordiaux [1143].
 — 287. Prieuré de Saint-Ermes; domaines, prés, aunois, etc. [1633].
 — 288. Prieuré de Saint-Ermes; bois [1678].
 — 289. Prieuré de Saint-Ermes; dîmes, portion congrue, réparations [1664].
 — 290. Prieuré de Saint-Ermes; censives, rentes seigneuriales et fermiers [1646].
 — 291 et 292. Expectative.

4°. Pièces qui concernent le Petit-Couvent.

- Liasse 293. Fondations, donations et acquisitions de biens en la ville de Reims et aux environs d'icelle formant les titres fondamentaux des biens que la communauté possède sous le titre de *Petit-Couvent* [1502].
 — 294. Petit-Couvent; lieux claustraux, jardins et l'abbaye, grand clos et maisons y réunis [1576].
 — 295. Maison de la Sainte-Ampoule; place des Minimes, n° 3161 [1648].
 — 296. Maison rue Tourne-Bonneau [1543].
 — 297. Plusieurs maisons rue Fléchambault [1574].
 — 298. Maison cour Saint-Remi [1655].
 — 299. Maison rue du Grand-Cerf, anciennement rue Neuve [1594].
 — 300. Maison du Ruisset [1515].
 — 301. Jardin rue du Moulin [1659].
 — 302. Maison rue Neuve, devant les Carmes [1517].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CCXXXJ

- Liasse 303. Maison rue des Telliers, devant le grand portail de l'église
Saiot-Pierre [1554]. Arch. ecol.
Tit. III.
§ 1.
- 304. Jardin en Aussons, loué avec le moulin de rue du Moulin
[1670].
- 305. Prés, îles et jardins, auprès de Reims, le long de la rivière de
Vesle [1397].
- 306. Vignes à Champfleury [1519].
- 307. Vignes à Cormootreuil [1572].
- 308. Ceos, surcens et reotes [1668].
- 309. Aussons; cense de quatorze setiers deux quartels [1662].
- 310. Beine, Mouchery et Nauroy; seigneurie, domaine, cens et
rentes [1646].
- 311. Fief passif de la seigneurie de Beine, relevant de la baronnie de
Chaumont [1662].
- 312. Brouillet, cour et moulin donnés eo 1525, par M. Robert de
Lenoocourt, archevêque, pour son obit [1517].
- 313. Bouconville; dîmes du ban de Saint-Oricle [1573].
- 314. Cernay en Dormois; dîmes [1642].
- 315. Chenay; vignes [1741].
- 316. Chigny; vignes et surceos [1546].
- 317. Condé-sur-Marne; moulins et petite cense [1276].
- 318. Crugoy; terres, prés et vignes [1510].
- 319. Duizel; seigneurie, justice aliénée, par le prévôt, aux religieux,
en 1569, pour payer la subventioo [1569].
- 320. Écharon; cense composée de terres données en l'année 1526,
par monseigneur l'archevêque de Lenoncourt, pour son obit;
plus, des terres acquises en 1585; enfilé d'autres terres échan-
gées, vers 1586, contre la vicomté de Nielles, qui provenait
de la même donation de 1526.
- 321. Hermonville; maison, terres et vignes acquises en divers temps
depuis la commande [1524].
- 322. Juniville; ferme et moulin donnés, en 1512, pour l'obit de
M. Le Page.
- 323. Rilly; vignes venues de donations, échange et acquisition depuis
la commande [1547].
- 324. Sacy; terres, prés et vignes veous d'acquisitions depuis la com-
maode [1617].

- Arch. eccl. Liasse 325. Tannay ; maison et prés acquis depuis 1626.
 Tit. III. — 326. Taissy ; prés et terres acquis en 1570 et en 1650.
 § 1 — 327. Vieux-Saint-Remi, La Perrouse ; cense de Beauregard, acquise
 en 1506 et 1530.
 — 328. Morgy, près Viens-Saint-Remi ; maison et cent verges d'héri-
 tages acquis en 1602.
 — 329. Verzenay, acquis en 1740.
 — 330. Villers-Franqueux ; maisons et vignes venues de legs en 1641
 et d'acquisition en 1654.
 — 331. Villers-aux-Nœuds ; vignes venues du legs de M. Boulanger
 en 1516.
 — 332. Expectative.

5°. Pièces concernant les offices claustraux.

- Liasse 333. Introduction de la réforme en l'abbaye de Saint-Remi, et union
 à la congrégation de Saint-Maur, en 1626 et 1627.

Aumônerie.

- 334. Existence de cet office claustral [1463].
 — 335. Consistance de cet office claustral en général [1419].
 — 336. Maison de l'aumône et ses dépendances, avec deux censes au
 ban de Reims [1336].
 — 337. Aumônerie ; maison rue de Dieu-Lumière, au coin des remparts,
 et maison à la porte de Fléchambault, où sont les bureaux
 d'entrées [1591].
 — 338. Maison rue Neuve, ou dn Grand-Cerf [1479].
 — 339. Maison et jardin, rue Tourne-Boyau [1542].
 — 340. Maison rue du Châtelet [1553].
 — 341. Maison rue Fléchambault [1413].
 — 342. Maison rue Fléchambault [1669].
 — 343. Maison rue Fléchambault [1638].
 — 344. Maison rue Fléchambault [1608].
 — 345. Maison rue Fléchambault [1656].
 — 346. Monlin Huon, terres, prés y joints [1550].
 — 346 bis. Jardin rue Chanteraine, près les remparts [1599].
 — 347. Cense de l'aumône, terroir de Reims, hors les portes Dieu-
 Lumière et Fléchambault [1370].

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxxxiii

- Liasse 348. Surcens et rente de grains sur le stelage [1279].
- 349. Châlons-sur-Marne; surcens de 6 liv. sur plusieurs maisons joignant le pont Ruppé [1307].
- 350. Champfleury; cense [1337].
- 351. Condé-sur-Marne; maison rue de l'Eglise, où était autrefois le four banal [1529].
- 352. Cormicy, Hermonville et Cauroy; bois échangés, en 1656, contre une maison, à Marzilly, de l'aumônerie [1656].
- 353. Dommartin-sous-Ham; préciput sur les dîmes, demi-quartel froment, demi-quartel avoine [1381].
- 354. Grandes-Loges; moitié des dîmes [1571].
- 355. Junchery-sur-Suippe; portion de dîmes et préciput [1578].
- 356. Rosière; redevance en grains [1241].
- 357. Rouvroy; cense de 167 journaux [1217].
- 358. Saint-Martin-l'Heureux; cense [1317].
- 359. Senuc; cense de Geddes [1291].
- 360. Chapelle Saint-Laurent [1522].
- 361. Saint-Léonard; ferme, censive, cure [1053].
- 362. Trois-Puits, Montbret, etc.; vignes et terres [1479].
- 363. Vraux; cense [1356].
- 364. Vraux; dîmes [1112].
- 365. Aumônerie; baux et comptes [1583].

Arch. ecdl.
Tit. III.
§. 4.

Office claustral de la Sous-Enfermerie.

- Liasse 366. Sous-Enfermerie; existence de cet office claustral [1350].
- 367. Consistance de cet office claustral; justice de la basse mairie [1624].
- 368. Rivière, pêche, justice, depuis Vrilly jusqu'à Reims [1202].
- 368 bis. Suite de la rivière, pêche, justice. Étang de la tour Chanteraine, et accords avec Messieurs de ville pour les terrains, depuis ladite tour jusqu'à la porte de Vesle [1235].
- 369. Maison rue Fléchambault et rue des Minimes [1298].
- 370. Maison rue Neuve ou du Grand-Cerf [1636].
- 371. Maison rue des Grands-Murs-Saint-Remi, appelée le Château du Festu [1615].
- 372. Maison rue Fléchambault, tenant aux Jacobins [1687].
- 373. Maison rue Fléchambault [1615].

1.

88

Arch. eccl.
T^{ie}. III.
§. 1.

- Liasse 374. Maison rue Fléchambault, près la porte [1767].
 — 375. Maison rue Fléchambault, joignant le Grand-Clos [1586].
 — 376. Maison rue des Moulins [1395].
 — 377. Jardin rue du Ruisset [1545].
 — 378. Jardin et prés hors Fléchambault [1381].
 — 379. Champfleury; dîmes, cure, église [1123].
 — 380. Villers-Allerand; dix hommées de terre [1592].
 — 381. Murigny; cense [1519].
 — 382. Surcens, sur héritages à Reims et environs [1329].

Office claustral de la Châtellenie.

- Liasse 383. Existence de la châtellenie. (La consistance de cet office se trouve au premier volume du présent inventaire, liasses 19. etc.) [1631].

Office claustral de la Trésorerie.

- Liasse 384. Trésorerie; existence de cet office claustral [1150].
 — 385. Reims; jardin rue de Chanteraine [1409].
 — 386. Crugny; cense composée des biens de l'ancien domaine, et de l'acquisition de 1747 de la ferme des Maillefer [1403].
 — 387. Villers-Allerand [1549].
 — 388. Villers-Allerand. Divers objets. Bieus à Reims, Champfleury, Chaudemusse, Petites-Loges, etc. [1609].
 — 389. Trésor de l'église Saint-Remi. Reliques, châsses, décorations, cérémonial, réparation, officiers et supôts de service, et tout ce qui regarde l'intérieur de l'église [1224].
 — 390. Coutres ou gardiens (*custodes*). Provisions et réceptions de quatre coutrieres laïques de l'église de Saint-Remi; la communauté nomme le siège vacant [1310].

Chambrière.

Il n'existe plus rien de cet office. Il avait autrefois, vers 1640. quelques menus surcens sur des maisons dans la ville, sans doute preserits. Les titres sont en la liasse 146 des renseignements. La même liasse contient aussi quelques titres concernant la prévôté de la Montagne, office claustral réuni dans le xv^e siècle, et la prévôté de Reims, qui sont les droits que M. l'abbé percevoit à Reims.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CCXXIV

6^e. Clergé, prieurés, prévôtés en général

Arch. eccl.
Tit. III.
§ 4.

- Liasse 391. Assemblées du clergé du diocèse de Reims. Députés de l'abbaye pour y assister [1643].
- 392. Prieurés en général. Visites [1415].
 - 393. Prieurés et prévôtés; droit de reconnaissance de dépendance [1744].
 - 394. Confrérie de Saint-Gibrien [1640].

7^e. Prieurés et prévôtés; bénéfices dessais et devenus consistoriaux, à la nomination du roi, depuis la réunion de la manse abbatiale de Saint-Remi à l'archevêché de Reims en 1777.

- Liasse 395. Prévôté de Braux.
- 396. Prévôté de Chenay.
 - 397, 398, 399. Prévôté de Chaigny.
 - 400. Prieuré de Chesue-les-Arcy.
 - 401. Prévôté de Condé-sur-Marne.
 - 402, 403. Prieuré des Condes et Méchaines.
 - 404. Prévôté de Duizel.
 - 405, 406, 407. Prévôté d'Echarson et Terrou.
 - 408. Prévôté de Louvemont.
 - 409. Prévôté de Seuue.
 - 410, 411. Villers-en-Selve; aliénée par monseigneur l'archevêque Le Tellier.
 - 412, 413, 414, 415. Prieuré de Saint-Thomas.

§. II. *Archives de l'abbaye de Saint-Nicaise.*

§. II.

N^o 1. CARTULAIRES. Il se trouve dans la liasse 27 des archives de Saint-Nicaise, un petit cartulaire qui n'est d'aucune importance auprès de celui dont nous nous sommes déjà occupé, et qui est déposé dans la bibliothèque de la ville. Celui-ci est in-fol., sur vélin, et renferme 104 feuillets en tout. Toute la première partie est du XIII^e siècle; la dernière est de beaucoup postérieure. Nous avons fait plus d'un emprunt à ce précieux manuscrit.

N^o 2. Pièces sous liasses classées comme il suit :

Liasse 1. Baillieux. Berru. Bétheny. Bettancourt. Biermes. Bisseuil-les-Barres.

- Liasse 2. Agny-la-Cour, Écueil, Estaingnières, Filaines, terroir de Germaine, Faux et Laqui, Gratreuil et Fontaines.
- 3. Cardenay, paroisse de Cormoyeux, Cernay, Cernion, Chamery, Château-Porcien, Chaumont, Cormontreuil.
- 4. Baux et déclaration des biens de l'abbaye de Saint-Nicaise, minutes de divers actes y relatifs.
- 5. Ham-les-Moines, Harcy, Hermouville et Cauroy, Hodilcourt.
- 6. Le Thour, Liardeau, Ludes.
- 7. Montreuil.
- 7 bis. Montaneux, Murigny, Martin, Nanteuil.
- 8. Neuville, Neuflise-en-Merguillon, Neuville-aux-Tourneurs, La Neuville-en-Tournafuy et ferme de Rouvroy, Nogent-Sermiers, Nouvion.
- 9. Oiry, Pargny-lès-Rethel, Petit-Fleury.
- 10. Rilly, Renwez, Rumigny,
- 11. Reims; titres de donation et acquisition de plusieurs maisons, cours, jardins, clos, etc., etc., sis à Reims.
- 12. Reims; bulles, pardons, indulgences, mandements, reliques, procédures contre le chapitre métropolitain.
- 13. Reims; titres et pièces concernant les murailles de clôture et remparts de la ville.
- 14. Reims; titres relatifs à la justice de Saint-Nicaise. Traité pour la démolition de Saint-Sixte et pièces relatives à la suppression de l'église Saint-Jean.
- 15. Sermiers; donations, acquisitions, échanges.
- 15 bis. Sermiers; procédure contre le curé et les autres gros décurateurs.
- 16. Saint-Germainmont et cense de Brillemont, des Sablons, des terres et prés de la chapelle Notre-Dame du lieu et de la grande cense des Barres, terroir de Jurancourt.
- 17. Sery, Sacy, Sauzelle, Taissy, Treslou.
- 18. Saint-Hilaire-le-Petit.
- 19. Vieux, Villers-devant-le-Thour, Villers-aux-Nœuds, Villers-Marmary, Vrilly (moulin).
- 20. Pièces relatives aux réparations du moulin de Vrilly.
- 21. Renseignements.
- 22. Baux d'héritages situés dans d'autres provinces.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

CCXXXVIIJ

Liasse 23. Banx généraux, déclarations des biens de l'abbaye, acquisitions faites depuis 1530. Arch. eod. Tit. III.

- 24. Contrats de constitutions de prêts et d'emprunts.
- 25. Pièces relatives aux exemptions et privilèges de l'abbaye.
- 26. Acquets et échanges.
- 27. Un registre intitulé : Mémoire des titres de Fives. Un cartulaire. Un registre contenant des actes concernant Agny.
- 28. Un atlas grand in-fol., contenant l'arpentage et plans figurés de la dime de Virlozet. Autre petit in-fol. contenant l'arpentage et plan figuré de la terre et seigneurie d'Agny-la-Cour.
- 29 et dernière. Plan de partie de la ville de Reims, de divers cantons de Saint-Germainmont, de Dugny, arpentage et plan des bois de Montriell.

N. B. Les liasses 23, 24, 25, 26, sont dans quatre portefeuilles, n° 1, 2, 3, 4.

§. III. Archives de l'abbaye Saint-Denis.

§. III.

Il se trouvait dans l'abbaye de Saint-Denis un ébituaire dont parle Lacourt (Marl. annot., II, *not. ad calcem*, fol. 6, verso). Un de nos amis, M. Didron, nous avait affirmé avoir vu cet obituaire dans la bibliothèque de Sainte-Geneviève; mais nous n'avons pu le retrouver. Heureusement cette même bibliothèque, qui appartenait, comme les archives dont nous nous occupons, à une congrégation de chanoines réguliers, nous a conservé une copie du cartulaire de l'abbaye Saint-Denis de Reims, ainsi que nous le dirons tout à l'heure. Cette copie nous a été d'autant plus précieuse, que les archives de l'abbaye ne nous ont point paru avoir été beaucoup mieux conservées que son obituaire. Nous les avons trouvées réduites à deux cartons, auxquels il faut joindre quelques titres transportés à Reims par M. Louis Paris, et dont on trouvera plus bas l'indication. Voici d'ailleurs l'inventaire des deux cartons :

- Carton 1. Allendhuy, Amboanay, Bazancourt-sur-Bar, Champigny, Chaumussy, Chonilly, Cormicy, Bois à Nanteuil, Courtament.
- 2. Grandpré, La Neuville-les-Cormicy, Les Mesneux, Muire et Muissions, Mareuil-sur-Marne, Plirot, Reims (baux et cens), Thil, Vaudemange.

Pour que l'on puisse juger de l'étendue des pertes qu'ont essayées ces archives, nous allons donner la table d'un recueil dans lequel on avait tran-

scrit, vers le milieu du dernier siècle, les plus importants des titres qu'elles contenaient encore à cette époque. L'inventaire qui renferme cette table est déposé aux archives de la préfecture de Châlons.

Table alphabétique des titres qui sont arrangés et brochés par ordre chronologique dans les quinze volumes des archives de l'abbaye de Saint-Denis, de l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Augustin, de la congrégation de France, dans la ville de Reims, où l'on a mis les extraits de ce qu'il y a de plus important dans les titres originaux.

Abbaye, sa fondation. — Abbés et religieux. — Privilèges et immunités des abbés et religieux. — Agis, cure, diocèse de Bologne. — Aguillecourt. — Aguisi. — Aydes. — Aix, cure au diocèse. — Aliénations. — Allendhui. — Amaigne. — Ambly, cure. — Ambonay, cure. — Amoise. — Amortissements. — Archevêques, les biens et exemptions qu'ils ont donnés. — Arcy-Ponsart, cure. — Les Armoises. — Attigni. — Atry, cure ou Autry. — Aubanton. — Avégre, cure. — Avençon. — Aumônerie et hôpital. — Aure, cure. — Autr, cure. — Antruche. — Auvillers. — Ay.

Baconne. — Bailleux, cure. — Baionville, cure. — Bar. — Bazancourt, cure. — Beaumont, voyez Elau. — Befeux, cure. — Béguines, leur fondation, leurs réglemens. — Belval, abbaye. — Bénéfices, cures, et chapelles. — Bery. — Bernicourt. — Betuiville. — Bisseuil. — La Blanche-Maison, voyez Ay. — Bois et forêts. — Botemont, voyez Sorcy. — Boui, cure. — Boulenson, cure. — Bourgogne. — Brecy, cure. — Breuil-sur-Vesle près Vassieux. — Briéuil-sur-Bar. — Briquenai, cure. — Brugny, voyez Vitry. — Bulles des papes. — Burburio, cure. — Buri. — Burigny. — Busenci, cure.

Cantipré. — Cathédrale de Reims, et les droits de l'abbaye Saint-Denis. — Caurel près Lavanne. — Cauroy, cure. — Charleranges, cure. — Chagny, voir aliénation. — Chairy, abbaye. — Chambrecy. — Chamery. — Champfleury. — Champigneul. — Champigni, cure. — Chanterrie et Charlesfontaine. — Sous-Chanterrie. — Charbogne. — Chardeni, cure. — Chapelles, voir bénéfices. — Charité des pauvres, voir Hôtel-Dieu. — Chatelet, cure et hôpital. — Chatillon, diocèse de Soissons. — Chatrices, abbaye. — Chaumont, Quilly et Troucelles. — Chaumisy, cure. — La Chaussée-Colomiers près Vitry-le-Français. — Chénois, cure. — Chestres, cure. — Chevières. — Chouilli. — Chuffilly. — Sainte-Claire, monastère au bourg Saint-Denis. — Clairefontaine. — Clairmarets. — Clergé de Reims. — Coigny près de

Bourg. — Colomiers, voir La Chaussée. — Colommes près Attigny. — Condé, cure. — Cormicy, cure. — Cottes mortes des abbés et religieux bénéficiers. — Courcy, paroisse de La Vilette. — Courlancy. — Courmas. — Courtaumont. — Courville. — La Croix-au-Bois, cure près Landèves. — Cures, voir bénéfices.

Arch. ecel.
Tit. III
§ III

Saint-Denis, abbaye, voir abbaye. — Saint-Denis, cure. — Décimes, voir taxes. — Dîmes. — Donation en pures aumônes. — Dryecourt près Sainte-Vaubourg.

Écueil. — Église de l'abbaye Saint-Denis. — Élan, abbaye. — Elphin-court ou Léphin-court. — Épernay. — Escordal. — Saint-Étienne, abbaye au bourg Saint-Denis.

Falaise, cure. — Faveroles. — La Folie. — Fleury près Givry. — Fleury-la-Montagne. — Le Petit-Fleury. — Fondations d'anniversaires, messes et obits. — Fontenois, voir Saint-Pierremont. — Fournier, fondateur des chaires et bourses de l'université. — Francs-sergens, ou Bourgeois-à-chanoines. — Les Frères Prêcheurs. — Fumi [Fumay?], voir Grandpré.

Germainmont. — Germaine. — Germont, cure. — Girencourt ou Gernicourt et Gernicourt. — Givry, cure. — Saint-Gorgon, chapelle. — Gradus. — Grandpré, cure, et Fumi. — Givry, cure, et Loisy. — Guencourt.

Henecourt près Brecy. — Hermonville. — Hôpital et Hôtel-Dieu.

Janvri. — Imécourt, — Indemnités, voir amortissements. — Indulgences. — Isse, cure. — Jumigny. — Saint-Juvin, cure.

Lagery, cure. — Saint-Lambert. — Landèves, cure. — Les Landres. — Léry, cure. — Liserols, cure, diocèse de Noyon. — Loisy. — Loivre. — Lugny.

Machaux. — Maco. — Maison et conseil de ville de Reims. — Manre, cure. — Manuscrits, tous renfermés dans une armoire de la bibliothèque, voir l'inventaire. — Marc, cure, près de Grandpré. — Marc-sous-Bourg. — Saint-Marcoul, voir Cantipré. — Mareuil, chapelle Saint-Nicolas. — Marfau. — Sainte-Marie-sous-Bourg. — Marqueny. — Saint-Martin-l'Heureux. — Marvau et Vieux. — Médailles, voir catalogue des médailles. — Les Meneux. — Merfi. — Mesnil-lès-Anèles. — Mesnil-l'Épinois, succursale de Neuvelise. — Saint-Michel, paroisse de la cathédrale, voir cure de Saint-Denis. — Moisy. — Montigny. — Montlaurent, cure. — Montmarin, cure. — Mont-Notre-Dame, diocèse de Soissons. — Mont-sur-Courville, voir Courville. — Mont-

Arch. eccl. Saint-Remi. — Mont-Saint-Pierre. — Mont-Saint-Martin, ou Saint-Martin-Mont. — Montcourt, cure, diocèse de Noyon. — Mont-Valiers. — Le
Tit. III. Petit-Mormelon, ou Mormeron. — Mouzon. — Muire. — Muison. — Mu-
§ III. tigny.

Nantheuil. — Nauroy. — Nausson. — Neuvelise, cure. — La Neuville.
— Saint-Nicaise. — Nogent. — Novi, abbaye.

Obituaire. — Oches, cure. — Offices claustraux. — Ogni, cure. — Or-
mont, abbaye de filles. — Ornaments de l'église, voir église Saint-Denis. —
Les Ourmes, ou Ormes.

Pénitencier de Saint-Denis. — Perrel, voir Germaine. — Saint-Pierre-
les-Nonnes, abbaye de filles. — Saint-Pierremont, cure. — Pierrepont.
— Pitancier. — Pivrot. — Pontfaverger. — Pouillon, cure. — Pouvre. —
Prémecy. — Prévôt, office claustral. — Privilèges de l'abbaye, voir abbaye,
abbé, religieux. — Puisieux. — Partage des menses.

Quilli, voir Chaumont.

Réforme des Chanoines Réguliers. — Registres. — Règlements et statuts de
l'abbaye. — Reims. — Religieux. — Religieuses. — Reliques, voir église.
— Remauville. — Saint-Remi, abbaye. — Petit-Saint-Remi, paroisse; voir
Berniecourt. — Rentes. — Renton, près de Pauvre. — Rethel. — Rilli-aux-
Bois. — Rilli, près la Mie-Voye. — Rilli-aux-Oies, près Vouc. — Rouei.
— Rouvroi. — Rosiers.

Sacre des rois. — Sacristie, voir église. — Sapignier, cure au diocèse
d'Arras. — Saigneul, cure. — Statuts et règlements, voir abbés, reli-
gieux. — Saulce-aux-Bois. — Saulce-Champenoise. — Saulee-Riel. — Savi-
gay près Falaise. — Seigneurie et justice de l'abbaye Saint-Denis dans
Reims : l'abbé a les droits seigneuriaux de censive et de vente depuis la porte
de Vel, autrement Saint-Victor, jusqu'à la porte Saint-Denis; l'aumônier,
officier claustral, de la porte Saint-Denis jusqu'à la maison appelée la Véro-
nique; le trésorier, officier claustral, a depuis la Véronique jusqu'au cimetière
de Saint-Étienne, près la porte Basée. — Semide. — Séminaire de Reims.
— Sept-Sauls, ou Seiches-Sauls. — Sermier. — Seuil, cure. — Sillery.
— Sorcy. — Stambec, cure au diocèse de Terrouenne. — Serrage et Stelage.
— Sommarne, ou Surmarne. — Saint-Symphorien.

Taignon. — Tainqueux. — Talmas. — Tessi. — Tauxière. — Taxes. —
Tenon. — Tenorgue. — Termes. — Thélène. — Saint-Thierry, abbaye. —
Tiberon, ou Terron, cure ou doyenné d'Attigny. — Tillois. — Torteron

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxij

près Pauvre. — Trameray. — Trave, près Saint-Thierry. — Trépail. — Arch. eccl.
Trésorier, office claustral. — Trigny. — Troucelles. Tit. III.

Uncher près Vendières. — Université de Reims. §. III.

Le Val-des-Ecoliers. — Varni près Cauray. — Varmeriville. — Vassieux
ou Vasseuil. — Sainte-Vaubourg. — Vaudemange, cure. — Vaumontreuil
près Allendhui. — Vau, chapelle. — Venderesse. — Vendiers. — Ventelet
près Breuil. — Verdun. — Vermont. — Verpel. — Verzi. — Vicomté. —
Viel-Arci, diocèse de Soissons. — Vieux, cure. — Vignes. — La Ville-aux-
Bois, près Breuil. — Villers-Arans [Allerand ?]. — Villers-aux-Neuds. —
Ville-sur-Retourne. — La Villette. — Vitry près Crugny. — Vigny. — Vrilli.
— Vonc. — Vouzi, ou Volziers. — Vy.

§. IV. *Archives de l'abbaye de Saint-Thierry-lès-Reims.*

§. IV.

Nous n'empruntons aux archives de l'abbaye de Saint-Thierry qu'un seul
cartulaire, et à ce cartulaire que les actes propres à jeter du jour sur l'état
des personnes dans les villages voisins de Reims. Le *petit* cartulaire de
Saint-Thierry (et ce titre qui est inscrit au dos du volume fait supposer un
grand cartulaire que nous n'avons pu retrouver), le *petit* cartulaire, disons-
nous, est un gros volume, format petit in-4°, contenant 427 feuillets de vélin.
Il est composé de plusieurs cahiers qui paraissent avoir été écrits par diverses
mains, à des époques différentes, mais dont la plus récente n'atteindrait pas
le milieu du xiv^e siècle. Voici une note qui se trouve en tête du fol. 199 :
« Anno incarnationis domini m^e centesimo quinquagesimo secundo, ani-
« mum apposuimus hunc librum, videlicet privilegiorum nostrorum, scri-
« bere, de multis sedulis colligentes ad noticiam et utilitatem ecclesie et
« omnium fratrum. Incipit liber primus privilegiorum nostrorum.... » Cette
note nous semble d'une écriture postérieure au xiv^e siècle.

§. V. *Archives de la Commanderie du Temple à Reims.*

§. V.

Il reste des archives de cette riche commanderie :

N^o 1. Trois terriers fort bien dressés en trois volumes in-fol. : l'un de 1665,
l'autre de 1769, le dernier renouvelé par Le Moine en 1787. En tête de celui-
ci se trouve une notice historique sur l'établissement auquel il appartenait ;
plusieurs notices semblables, et relatives aux principales propriétés de la
commanderie, se trouvent en tête de chaque article spécial consacré à ces
propriétés.

1.

hh

Arch. eccl. N° 2. Des pièces réparties en deux liasses, ainsi qu'il suit :

Tit. III.

§. v.

Liasse 1. Prouilly, Bermericourt, Baconnes.

— 2. Registre de surcens et de cœuillerets; plan de la seigneurie de Bermericourt, plans divers des biens de la commanderie.

Arch. eccl.

Tit. IV.

§. 1.

TITRE IV. ARCHIVES DES ABBAYES DE FEMMES.

§. 1. *Archives de l'abbaye de Saint-Pierre-aux-Nonnains, ou Saint-Pierre-les-Dames.*

Nous avons trouvé la copie des obituaires de cette abbaye dans un manuscrit de la Bibliothèque Royale, comme nous le dirons plus bas. Nous n'avons pu retrouver les originaux. Ce qui reste des archives se compose de pièces réunies dans des cartons et de plans assez nombreux.

N° 1. CARTONS AU NOMBRE DE DIX-HUIT.

- Liasse 1. Agnicourt, voir Comberzicourt. — Aize, voyez Blancy. — Amagne. — Anjorot près Tahure et Sommepey. — Avençon. — Auberives. (Les titres de la grande et de la petite cense ont été remis à l'acquéreur.)
- 2. Baconnes, Berru, Bétheny. (Titres des grande et petite censes remis à l'acquéreur.) — Bezannes.
- 3. Blancy et cense de Savigny.
- 4. Champigny, Cernay, Condé-lès-Herpy, Comberzicourt et cense aux terroirs de Comberzicourt, Ponsericourt.
- 5. Baux divers anciens et nouveaux.
- 6. Cormontreuil.
- 7. Day et cense y située.
- 8. Gaudelaincourt. — Gerzicourt, Gueux.
- 9. Guyencourt.
- 10. Hermonville.
- 11. Joinville; fondation et dotation du prieuré de Notre-Dame-de-Pitié de Joinville par la duchesse de Bourbon, douairière de Guise. — Laval-sur-Tourbe. — Lagery. — Les Mesneux. — Marc-sous-Bourg. — Montbret, Montreuil.
- 12. Neuville-sous-Arzières.
- 13. Nogent-l'Abbesse.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

ccxljij

Liasse 14. Ormes, Pargny, Pauvres, Pont-Givart.

Arch. ecel.

— 15 et 16. Reims, Moulin-l'Abbesse à Saint-Brice, plan général de la seigneurie de l'abbaye Saint-Pierre, procès-verbal de circonscription. (Plusieurs titres de propriétés remis aux acquéreurs.) Tit. IV. §. 1.

— 17. Saint-Brice, Saint-Germainmont, Saint-Clément, Saint-Souplet, Saint-Pierre. — Sainte-Vaubourg. (Les titres remis aux acquéreurs.) — Taissy. — Thuisy, Trigny. — Trois-Puits.

— 18. Warmeriville, Vaudsincourt, Vaux-Montreuil, et ferme du Grand-Champ.

N° 2. PLANS AU NOMBRE DE DIX-SEPT.

1°. Terre et seigneurie de Cormontreuil.

2°. Terre et seigneurie de Cormontreuil.

3°. Seigneurie de Saint-Symphorien à Cormontreuil.

4°. Plan général de la maison conventuelle de Saint-Pierre.

5° et 6°. Deux plans en parchemin de la seigneurie de l'abbaye à Reims.

7°. Plan d'une maison rue de Vincenne à Reims.

8°. Terre et seigneurie d'Anjorais.

9° et 10°. Limites du terroir de Blanz y et d'Aire.

11°. Plan de l'église de Blanz y.

12°. Plan du village de Bezannes.

13°. Plan du ban d'Allemagne près Le Thour.

14°. Plan de Comberzicourt.

15°. Plan de Gerzicourt.

16°. Plan de Gerzicourt.

17°. Plan de la ferme de Gerzicourt.

§. II *Abbaye de Saint-Étienne-les-Dames.*

§. II.

Les titres de cette abbaye sont répartis en quatre liasses ainsi qu'il suit :

Liasse 1. Attigny. — Berru. — Cormontreuil. — Château-Porcien. — Les Mesneux. — Montois. — Pouillon.

— 2. Reims; maisons, jardins, etc., etc., étangs.

— 3. Reims; échange entre les religieux du Val-des-Écoliers et les religieuses de Saint-Étienne. — Cense de Dieu-Lumière. — Cense de la Porte-Cérès, privilèges, exemptions, immunités, acte de fondation de 1242 à 1636.

- Arch. eccl. Liasse 4. Rilly, Roches, Saint-Euphrase, Saulx, Sermeris et hameau de
Tit. IV. Saint-Martin, Sorbon, Tramery, Gomont.
§ II.

§ III. *Abbaye de Sainte-Claire.*

Les titres de cet établissement sont répartis sous quatre liasses ainsi qu'il suit :

- Liasse 1. Aire. — Amagne. — Aumenancourt-le-Petit. — Avençon. — Bulhem, Bierme et Sault, Besannes, Boujacourt, Bourgogne, Champigny, Écueil, Fresne, Givry, Lagery, Le Thour, Lagny-les-Aubentons, Marfaux, Mont-Laurent et Ambly.
— 2. Montois, Pargny, Perthes, Pignicourt, Pourcy, Reims (grande ferme de Porte-Mars, petite ferme près la Porte-Cérès, Bétheny).
— 3. Titres de maisons situées à Reims.
— 4. Seuil, Sorbon, Thillois, Villers-Allerand, Villers devant Le Thour. — Viel-Saint-Remi.

Arch. eccl.
Tit. V.
§ I.

TITRE V. ARCHIVES DES COUVENTS D'HOMMES.

§ I. *Archives des Augustins.*

Toutes les archives du couvent des Augustins sont classées en deux liasses, selon l'ordre alphabétique qui résulte du nom des terres ou des propriétés auxquelles chaque titre se rapporte. La première liasse va de la lettre A à la lettre L, et la seconde de M à V.

§ II. *Archives des Minimes.*

Ces archives contiennent :

- N° 1. Un registre de vêtements et professions.
N° 2. Un catalogue de la bibliothèque des Minimes.
N° 3. Deux liasses où les titres sont classés comme dans les archives des Augustins. La première va de A à M, et la seconde de N à V.

§ III. *Archives des Capucins.*

Ces archives renferment :

- N° 1. Neuf registres de vêtements, allant de 1754 à 1782.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxlv

- N° 2. Deux registres d'actes de décès, de 1754 à 1788. Arch. eccl.
 N° 3. Une liasse qui contient l'acte de donation d'un terrain octroyé Tit. V.
 par le cardinal de Guise aux Capucins pour construire leur §. III.
 maison, des pièces relatives à la clôture de leur jardin, et
 des baux de maisons.

TITRE VI. ARCHIVES DES COUVENTS DE FEMMES.

Arch. eccl.

§. 1. Couvent des Carmélites.

Tit. VI.

§. I.

L'inventaire des archives du couvent des Carmélites a été dressé par Le Moine : en voici le titre et les divisions :

Inventaire des titres et chartres du monastère de l'Incarnation des religieuses Carmélites de Reims, de la réforme de Sainte-Thérèse, fondé en l'an 1633. (Le Moine, 1786.)

- Liasse 1. Etablissement du monastère à Reims en 1633.
 — 2. Privilèges, committimus, exemptions de contributions aux logements des gens de guerre.
 — 3. Franc-sallé, deux minots.
 — 4. Maison du confesseur, rue des Carmélites, anciennement rue du Chapelet.
 — 5. Maison.
 — 6. Maison.
 — 7. Maison et jardin.
 — 8. Rente de 250 liv. sur les aides, donnée en 1753 par M. Frizon de Blamont pour la fondation d'une dot gratuite.
 — 9. Rente de 200 liv. sur les aides et gabelles.
 — 10. Rente de 132 liv. 18 s. sur les États de Bretagne.
 — 11. Rente de 250 liv. sur l'hôtel-de-ville de Reims.
 — 12. Rente de 150 liv. sur l'hôtel-de-ville de Paris.
 — 13. Rente de 100 liv. provenant de vente de maison.
 — 14. Rente de 34 liv. sur une maison de Chigny.
 — 15. Rentes sur divers corps de main-morte.
 — 16. Rentes constituées sur des particuliers.
 — 17. Cense d'Allendhuy acquise en 1684.
 — 18. Cense d'Allendhuy; déclarations et arpentage.

- Arch. eccl. Liasse 19. Cense d'Allendhuy; baux anciens et nouveaux.
 Tit. VI. — 20. Coulommès-lès-Attigny; petite cense donnée en 1747.
 § 1. — 21. Coulommès-lès-Attigny; baux.
 — 22. Écordal; cense acquise en 1697.
 — 23. Écordal; déclarations et arpentage.
 — 24. Écordal; baux.
 — 25. Givry; cense acquise en 1697.
 — 26. Givry; baux.
 — 27. Janvry; petite cense acquise en 1720 des deniers donnés par le ministère.
 — 28. Janvry, baux.
 — 29. Novion et Portien; cense acquise en 1684.
 — 30. Novion; baux.
 — 31. Pont-Faverger; cense acquise en 1674.
 — 32. Pont-Faverger; baux.
 — 33. Saint-Germainmont; corps de ferme formant autrefois deux censes acquis en 1697.
 — 34. Saint-Germainmont; baux.
 — 35. Serval et Merval; moitié d'une cense acquise en 1684.
 — 36. Serval et Merval; baux.
 — 37. Villers devant le Thour; cense de 74 arpents acquise en 1660.
 — 38. Villers devant le Thour; baux.
 — 39. Villers devant le Thour; deuxième cense acquise en 1698.
 — 40. Villers devant le Thour; baux.
 — 41. Amortissement des biens acquis ou légués.
 — 42. Fondations en l'église des Carmélites, de 1630 à 1787.
 — 43. Indulgences en vigueur dans l'église des Carmélites.
 — 44. Indulgences, bulles, et autres pièces y relatives, qui peuvent servir de renseignements.
 — 45. Imprimés sur diverses matières relatives au clergé, aux maisons religieuses et corps de main-morte, par ordre chronologique sous dix-neuf numéros, de 1637 à 1735.
 — 46. Pièces du procès intenté en 1738 aux Carmélites de Reims, pour les obliger à représenter tous les registres de vêtures et de professions depuis 1704 jusqu'à 1738, et à payer les droits de contrats pour les dots de dix-neuf religieuses qui ont fait profession dans cet intervalle.

§. II. *Archives des religieuses de la Congrégation.*

Arch. eccl.

Tit. VI.

§. II.

Ces archives se composent :

N° 1. D'un inventaire dressé en 1637.

N° 2. De trois liasses où les titres sont répartis ainsi qu'il suit :

- Liasse 1. Acy, Attigny, Brienne; rentes et pensions viagères, acquisitions, nantissements à Villedommange.
- 2. Reims; maisons, jardins, terres, surcens.
- 3. Terre de Vaux et de la Tombelle.

§. III. *Archives des religieuses du prieuré de Longueau.*

§. III.

Ces archives contiennent :

N° 1. Un inventaire dressé par Le Moine en 1780.

N° 2. Des pièces sous liasses classées d'après cet inventaire.

TITRE VII. ARCHIVES DU CLERGÉ SÉCULIER.

Arch. eccl.

Tit. VII.

§. I.

§. I. *Archives des curés unis en congrégation.*

Ces archives se composent d'un inventaire et de trois liasses.

§. II. *Archives des fabriques.*

§. II.

Outre la fabrique de la métropole, dont les archives sont réunies à celles du chapitre qui en avait la disposition, il se trouve neuf fabriques dont les titres sont déposés à Châlons dans l'ordre suivant :

N° 1. FABRIQUE DE SAINT-PIERRE-LE-VIEIL.

- Liasse 1. Bezannes, Clairizet, Condé-sur-Marne, Cormontreuil, Courcelles, Écueil, Jonchery-sur-Suippe, Hermonville, Mareuil-Lespinois, Nauroy, Pargny, Reims (les Morilles entre deux ponts).
- 2. Reims; titres de dix-huit maisons, donations; Sept-Saulx, Sacy, Saint-Brice, Saint-Clément, Saulce-Champenoise, Toussei-court, Trigny, Vraux, fondation d'une école de charité.

Arch. eccl.

Tit. VII.

§. II.

N° 2. FABRIQUE DE SAINT-HILAIRE.

Une liasse. Cense au terroir de Fresnes et Voisins; cense au terroir de Perthes; ancien cimetière de Porte-Mars; ferme de Recouvrance; ferme de Marc-sous-Bourg, ferme au terroir de Tugny ou Trucny.

Six dossiers de constitutions de rentes, de 1693 à 1772.

Trois dossiers de baux de location de chaises.

Quatre dossiers de comptes, de 1759 à 1789.

Dix dossiers de titres de surcens.

N° 3. FABRIQUE DE SAINT-ÉTIENNE.

Une liasse. Ferme à Rilly, ferme à Sainte-Euphrase, près Méry. (Titres remis à l'acquéreur.)

Vingt dossiers contenant des titres de donations, d'acquisitions de maisons, surcens, etc., etc.

N° 4. FABRIQUE DE SAINT-MARTIN.

1°. Inventaire des titres.

2°. Une liasse. Comptes de 1760 à 1788; baux.

N° 5. FABRIQUE DE SAINT-JEAN.

Une liasse. Donations, constitutions de rente.

N° 6. FABRIQUE DE SAINT-JACQUES.

Une liasse. Maisons, surcens.

Un inventaire détaillé-joint aux titres.

N° 7. FABRIQUE DE LA MAGDELEINE.

Une liasse. Terres à Rumigny. Donations, déclaration générale, arpentage et plans des maisons, jardins et héritages, appartenant à cette fabrique.

Cinq dossiers contenant des contrats de constitutions, surcens, etc., etc., en 1646.

Un volume petit in-fol. contenant l'inventaire.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

ccxlix

N° 8. FABRIQUE DE SAINT-MICHEL.

Arch. eccl.
Tit. VII.
§. II.

1°. Inventaire.

2°. Une liasse. Baux de terres, de maisons, jardins, comptes de 1787.

N° 9. FABRIQUE DE SAINT-ANDRÉ.

1°. Trois registres, dont deux de conclusions, et le troisième de recettes et dépenses.

2°. Une liasse. Actes de donations de 1586 à 1714.

TITRE VIII. ARCHIVES DES ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX ET CIVILS
D'INSTRUCTION PUBLIQUE.Arch. eccl.
Tit. VIII.
§. I.§. 1. *Archives du Séminaire.*

Les archives de cet établissement sont réparties en deux liasses, ainsi qu'il suit :

Liasse 1. Incendie de 1780 ; état des biens, même époque ; cense du faubourg Cérés ; seigneurie d'Aricourt près Buzancy ; seigneurie de Thin-le-Moutier ; jardin Sainte-Anne à Reims.

— 2. Baux des propriétés du séminaire.

§. II. *Archives du collège des Bons-Enfants de l'Université de Reims.*

§. II.

Nous allons trouver dans l'inventaire, dressé par Le Moine, l'énumération et le classement des titres de ces archives.

Inventaire des chartres et titres du collège des Bons-Enfants de l'Université de Reims, avec les réunions des prieurés de Saint-Maurice et de Chaude-Fontaine après la suppression des Jésuites en 1764 ; fait par Le Moine [1785].

N° 1. ANCIEN DOMAINE DU COLLÈGE AVANT LA RÉUNION.

Liasse 1. Fondation et dotation du collège des Bons-Enfants avec acquisition de bâtiments et terrains pour y joindre [1192-1727].

— 2. Fondation de l'université [1545-1717].

— 3. Amortissements et déclarations des fonds et rentes du collège, de l'ancien domaine [1689-1709].

I.

ii

- Arch. eccl.
Tit. VIII.
§ II.
- Liasse 4. Fondation de bourses [1624-1774].
— 5. Chapelle Saint-Patrice; revenus et charges, fondations de service et obits [1471-1773].
— 6. Maison rue Neuve.
— 7. Maisons au Marché-aux-Draps : l'une où était l'ancien auditoire de l'archevêché dit la Pierre-au-Change; l'autre au coin de la rue du Tambour.
— 8. Maison rue du Terra.
— 9. Patronage d'Acy; $\frac{1}{2}$ des dîmes.
— 10. Patronage d'Aoust et la Ferée.
— 11. Patronage d'Aincreville.
— 12. Patronage de Brandeville.
— 13. Patronage de Bréhéville.
— 14. Patronage de Brimontel; $\frac{1}{2}$ des dîmes, et Brimont.
— 15. Patronage de Fontaines; portion de dîmes.
— 16. Patronage de Gueux.
— 17. Patronage de Jonchery-sur-Suippe; $\frac{1}{2}$ des dîmes.
— 18. Patronage de Saint-Hilaire-le-Grand dit le Menessier.
— 19. Patronage de Saint-Quentin-le-Petit.
— 20. Patronage de Sivry; préciput sur les dîmes.
— 21. Patronage de Thugny; $\frac{1}{2}$ des dîmes.
— 22. Patronages en général unis au collège.
— 23. Terroir de Reims; champ Dolet.
— 24. Cormontreuil; terres.
— 25. Saint-Thierry; terres et vignes.
— 26. Prés de Mareuil, Bisseuil, Chouilly, Avenay.
— 27. Jametz; ferme.
— 28. Maisons; cense donnée par le cardinal de Lorraine, en 1558, pour fondations de deux boursiers et deux obits.
— 29. Poilcourt; cense.
— 30. Rethel; cense.
— 31. Cense de Saint-Remi-le-Petit et Bernicourt.

N° 2. TITRES DÉPENDANTS DU PRIEURÉ DE SAINT-MAURICE.

- Liasse 32. Prieuré de Saint-Maurice de Reims avec les donations et acquisitions faites depuis la réunion du prieuré au collège des Jésuites en 1615.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cdj

État de consistance des biens du prieuré de Saint-Maurice. — Arch. eocl.
Seigneurie, justice. — Mairie, police, voirie à Reims. Tit. VIII.
§ II.

- Liasse 33. Union des biens du collège des Jésuites à celui de l'université.
- 34. Union du prieuré de Saint-Maurice au collège des Jésuites.
 - 35. Prieuré, paroisse de Saint-Maurice, cure et église; procès entre les prieurs et les curés.
 - 36. Amortissements des biens du prieuré de Saint-Maurice et nouveaux acquêts y joints.
 - 37. Fondations et donations faites au collège des Jésuites.
 - 38. Saint-Maurice; seigneurie et justice.
 - 39. Saint-Maurice; limites de la seigneurie.
 - 40. Saint-Maurice; stellage.
 - 41. Saint-Maurice; cens et surcens à Reims.
 - 42. Saint-Maurice; registres et déclarations de cens et surcens à Reims.
 - 43. Saint-Maurice; cense de soixante jours de terre aux environs de Reims.
 - 44. Saint-Maurice; dîmes, et droits de couture consistant en quatre voitures de grains, froment et avoine par moitié, dues au prieur pour la couture de l'archevêque.
 - 44 bis. Saint-Maurice, Aubilly; moitié des dîmes.
 - 45. Saint-Maurice, Cernay; terres jointes à la grande cense du collège.
 - 46. Saint-Maurice, Roquincourt, annexe de Courcy; $\frac{1}{2}$ dîmes.
 - 47. Saint-Maurice, Tinquaux; cense de huit jours, etc., aliénée pour quatre-vingt-dix-neuf ans.
 - 48. Saint-Maurice, Veez; dîmes.
 - 49. Terre d'Aulnay en Tardenois, composée tant de l'ancien domaine du prieuré de Saint-Maurice, que d'acquisitions faites par les Jésuites. — Seigneurie, justice.
 - 50. Aulnay; domaine de l'ancien prieuré.
 - 51. Aulnay; bois en la Montagne de Reims en la gruerie du roi.
 - 52. Aulnay; liste des domaines, acquisitions des Jésuites vers le milieu du xviii^e siècle.
 - 53. Aulnay; cense de la fosse, ancien fief réuni au domaine du collège, par acquisition des Jésuites, en 1678.
 - 54. Aulnay; réunion des domaines tant de l'ancien prieuré, que des acquisitions des Jésuites.

- Arch. eod. Liasse 55. Aulnay; cens et surcens, déclarations et cœuillerets.
 Tit. VIII. — 56. Cormontreuil; prés.
 § " — 57. Cormontreuil; surcens de vingt setiers de seigle, mesure de Reims, sur une maison et jardin.
 — 58. Cormontreuil; maison de récréation des pensionnaires du collège.
 — 59. Charbogne; ferme acquise par les Jésuites en 1742.
 — 60. Hanogue; ferme acquise par les Jésuites en 1656.
 — 61. Hermonville; mabon (ancien vendangeoir des Jésuites) donnée à surcens de quatorze setiers deux quarts de seigle.
 — 62. Montlaurent, Ambly et terroirs voisins; ferme acquise par les Jésuites en 1742.
 — 63. Neuvelize; ferme acquise par les Jésuites en 1680.
 — 64. Prosne; cense acquise par les Jésuites en 1655.
 — 65. Tagnon; deux censes données au collège des Jésuites en 1650 et 1681.
 — 66. Vinay; prés acquis par les Jésuites en 1634.
 — 67. Ferme de Rousselot donnée au collège des Jésuites en 1610.
 — 68. Expectative.

N° 3. TITRES DU PRIEURÉ DE SAINT-LAURENT DE CHAUDE-FONTAINE.

- Liasse 69. Union du prieuré au collège des Jésuites en 1606.
 — 70. Chaud-Fontaine; seigneurie, justice, banalités, chasse.
 — 71. Chaud-Fontaine; moitié de la seigneurie acquise du roi par engagement, par le collège en 1772.
 — 72. Chaud-Fontaine; terres, prés, vignes.
 — 73. Chaud-Fontaine; moulin de la chapelle.
 — 74. Chaud-Fontaine; moulin à eau, pillerie, jardin, pré aliéné jusqu'en 1827 pour 350 liv. par an.
 — 75. Chaud-Fontaine; moulin d'Emmy la ville de Sainte-Menehould, donné aux Jésuites en 1688.
 — 76. Chaud-Fontaine; moulin de Verrières.
 — 77. Chaud-Fontaine; étang du Rul, pré et carpière.
 — 78. Chaud-Fontaine; bois de Rohais et bûis de l'ancien domaine du prieuré.
 — 79. Chaud-Fontaine; dîmes, cure, église.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cclij

Liasse 80. Chaude-Fontaine, Valmy; ferme, terres, prés, chenevières.

Arch. eccl.

— 81. Chaude-Fontaine, Valmy; dîmes, cure, église.

Tit. VIII.

— 82. Expectative.

§. II.

N° 4. TITRES DU COLLÈGE DEPUIS LA RÉUNION DES DEUX PRIEURÉS.

Liasse 83. Collège; rentes dues par divers corps, l'Arquebuse, le chapitre de Reims, Saint-Denis de Reims, Saint-Médard de Soissons, et les tailles de l'élection de Reims.

— 84. Collège; rentes sur la ville de Paris, gabelles, domaines de la ville et inspection des vins.

— 85. Collège; rentes sur le clergé de France.

— 86. Collège; rentes sur l'archevêché de Reims et sur les états de la province du Languedoc.

— 87. Construction du nouveau collège dans le jardin des Augustins.

§. III. *Archives des Écoles chrétiennes.*

§. III.

Les titres de ces archives sont enfermés dans deux liasses, ainsi qu'il suit :

Liasse 1. Cense à Boulton-sur-Suippe, ferme à Givry et Saulce-Champenoise, censes à Azy, cense à Béguay, cense à Vassigny, contrat de rente sur les tailles en 1722.

Sept dossiers de pièces concernant les donations, déclarations des immeubles et revenus desdites écoles.

— 2. Dix dossiers contenant les titres de propriétés et de maisons sises à Reims; testament de J.-B. Gibbert, chanoine de Saint-Symphorien.

Toutes les archives que nous avons indiquées jusqu'ici sont réparties, ou se le rappelle sans doute, entre les dépôts de Reims et de Châlons; et pour compléter les renseignements qui les concernent, il nous reste à indiquer quelles parties de ces archives sont à Reims, quelles parties à Châlons.

Et d'abord tous les cartulaires, moins celui de Saint-Thierry, tous les inventaires de Le Moine, moins ceux du collège des Carmélites et de Longueaux; se trouvent à Reims. Toutes les archives de l'Échevinage et du Conseil de ville s'y trouvent également. Les autres archives dont nous nous sommes occupé appartiennent à Châlons, à l'exception des pièces que nous allons voir consignées dans le procès-verbal dressé entre M. Bouquet, archi-

Arch. eccl. viste de la préfecture, et M. Louis Paris, archiviste de la ville de Reims, lors
 Tit. VIII. de la restitution faite au dépôt de Reims d'une partie des titres qui avaient
 §. III. appartenu aux anciennes communautés religieuses de cette ville.

Inventaire sommaire des chartes, titres de fondation, d'acquisition, droits féodaux, seigneuriaux et autres, dont la remise a été faite à M. Louis Paris, archiviste de la ville de Reims, pour répondre à l'invitation de M.M. les Ministres de l'intérieur et de l'instruction publique, exprimée dans leurs lettres à monsieur le Préfet du département de la Marne, en date des 27 janvier et 10 décembre 1834, et 14 décembre 1835.

Archevêché.

Toutes les pièces renfermées dans les layettes de 1 à 8 inclusivement.

Les liasses 91, 94, 104, 105, 106, 107, 114, 115 à 120, 148, 149 à 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 165 à 169 inclusivement.

Chapitre métropolitain.

Tous les titres renfermés dans les layettes de 1 à 66; excepté les liasses 26, 30, 36, 37, 38, 39, 54 à 59, 60, 61, 62, 65, 67, 75, 78, 80, 82, 83, 87, 94, 110, 118, 163, 180, 181, 184, 185, 188, 189, et 190.

Annelles, Artaize, La Neuville; liasse unique des dîmes, cure et église.

Aubigny; liasses 1, 2, 4, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17 et 18.

Aumenancourt-le-Petit; liasses 2, 3, 4, 10, 12 et 13.

Aussoince et La Neuville; liasses 1, 2 et 5.

Avançon; liasses 2, 7 et 8.

Baronnie des Potets en général; liasses 1, 2, 4, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 17.

Ballon; liasse unique relative à des dîmes.

Bergères; liasse unique concernant les dîmes, foi et hommages du fief du lieu.

Bermericourt; liasse unique concernant les dîmes, la cure et l'église.

Blombay; liasses 8 et 9, concernant les noyales, la portion congrue du curé et le rétablissement de la tour de Blombay.

Le procès-verbal, dans la désignation des layettes et des liasses, se sert de la classification établie par les inventaires que nous venons d'indiquer; seulement le procès-verbal emploie souvent pour les noms propres une orthographe qui n'est ni celle de Le Moine, ni celle qu'adopte maintenant le gouvernement dans ses statistiques officielles.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cciv

Bétheny; liasse unique, titre de dîmes et sentence pour la réparation de l'église. Arch. eocl. Tit. VIII. §. III.

Bétheniville; liasse unique contenant titres des dîmes, et autres concernant la cure et l'église.

Bouvencourt; liasse unique relative à la cure.

Brabant; liasse unique concernant les dîmes et la démolition de l'église.

Brimont et Brimontel; liasse 2, titres relatifs aux dîmes, à la cure et à la destruction de l'église de Brimontel.

Berru; liasses 1, 3, 9, 14.

Bligny; liasse 1.

Boult; liasses 1, 3, 4.

Bourgogne; liasses 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Caurel; liasses 1 et 2.

Cernay; liasses 1 et 2.

Chambrecy; liasse unique, titres de dîmes et novalles.

Champfleury; liasse unique, titres des dîmes.

Champigneul; liasse unique de titres relatifs à la dime et réparation de l'église.

Champigny; liasse unique relative à la dime.

Champlat; liasse unique de titres relatifs à la dime et aux novalles.

Chape ou la Chayse [Bussy-la-Chape?]; liasse unique concernant les dîmes.

Chémery; liasse 1.

Chichery; liasse unique.

Chaumuzy; liasse unique.

Courcelles et Neuville; liasse unique.

Cuperly; liasse unique.

Clairizet; liasses 1 et 2.

Écueil; liasses 1, 4, 12, 13.

Élan; liasse unique.

Épinoy; liasse unique.

Époye; liasse unique.

Étrebay; liasse unique.

Esclé; liasses 1 et 2.

Etalle; liasses 2, 5.

Fismes; liasse unique.

Arch. eccl.
Tit. VIII.
§. III.

Fleury; liasses 4 à 20.

Fraillecourt; liasses 1, 2, 3, 7, 13, 22.

Germigny et Janvry; liasse 4.

Girondet et Foulzy; liasse unique.

Gruyère; liasse unique.

Jonquery; liasse unique.

Juvigny; liasse unique.

Jonchery; liasses 4, 5, 8, 9, 10, 16.

Jouy-le-Châtel; liasses 2 et 3.

Justine; liasses 5, 6, 15, 17, 19.

Lahorgne; liasse unique.

Landres, Landreville, Remonville; Bar, Imécourt; liasse unique.

Lavannes; liasses 1 et 3.

Laval-Morancy; liasse 10.

Lépron; liasse 11.

Logny-Bogny; liasse 8.

Léchelle; liasses 2, 3, 4, 6, 8, 9.

Liart et Laferté; liasse unique.

Ludes; liasse unique.

Loivres; liasse 3.

Maitly; liasses 1 et 4.

Marby; liasses 1, 3, 13.

Marfaux; liasses 1, 2, 7, 10.

Marlemont; liasses 3, 4, 14, 15.

Maubert-Fontaine; liasses 2, 3, 4, 7, 10, 11, 16.

Montlaurent; liasse unique.

Mourmelon-le-Grand; liasse 1.

Mourmelon-le-Petit; liasse 4.

Nogent-en-la-Montagne; liasse unique.

Ourézy; liasses 1 et 9.

Ormes; liasses 1 et 2.

Pevy; liasses 14, 15, 19, 20, 21, 23, 24.

Pignicourt; liasse unique.

Poilcourt; liasse unique.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

celvij

Arch. eccl.
Tit. VIII.
§. III.

Prouilly; liasse unique.
Pont-Faverger; liasses 1, 2, 3, 4.
Prez; liasses 2, 8.
Sernion; liasses 3, 5, 6.
Sévigny-la-Forêt; liasses 2, 6, 8, 10.
Rosnay, Germigny, Janvry; liasse 1.
Saulce-Champenoise; liasse 1.
Saint-Clément; liasse unique.
Saint-Étienne; liasse unique.
Saint-Loup; liasse unique.
Sainte-Marie-sous-Bourg; liasse unique.
Saint-Morel; liasse unique.
Saint-Pierre; liasse unique.
Saint-Quentin; liasse unique.
Saint-Souplet; liasse unique.
Tagnon; liasse unique.
Taissy; liasse 2.
Théline, Blaise et Vouzières; liasse unique.
Terres des Potets; liasse 14.
Thillois et Mont-Saint-Pierre; liasses 1 et 3.
Tramery; liasses 1, 3, 9, 10, 12, 16.
Trois-Puits; liasses 1, 4 et 5.
Vadenay et Cuperly; liasse unique.
Vandeuil; liasse unique.
Vandresse; liasse unique.
Vaux-en-Champagne; liasse unique.
Vauclerc; liasses 1, 3, 6, 15.
Vaux; liasses 1, 6, 7 et 8.
Vilaine; liasses 1, 2, 3.
Verzenay; liasse unique.
Vieux et Marvaux; liasse unique.
Villers-devant-le-Tour; liasses 1 et 2.
Ville-en-Tardenois; liasses 1, 2, 4.
Vrilly; liasse 2.
Ville-sur-Retourne; liasse unique.
Vrigny; liasse unique.

Arch. eccl.

Chapitre de Saint-Symphorien.

Tit. VIII.

§. III.

Donation de vingt-trois pièces de terre au terroir de Reims, et 40 liv. de surcens [1403].

Donation de maison, jardins et terres au terroir de Bétheny [1409].

Renseignements relatifs aux écoles gratuites des paroisses de Saint-Hilaire, Saint-Symphorien, Saint-André, de 1738 à 1773.

Statuts anciens et nouveaux de la collégiale de Saint-Symphorien, de 1195 à 1726.

Huit pièces concernant les reliques, de 1225 à 1757.

Ancien inventaire de l'argenterie et du mobilier de l'église [1710].

Amortissement, de 1690 à 1729.

Déclarations pour les frais du sacre, et pour servir à la confection ou rénovation du papier terrier de l'archevêché, de 1610 à 1778.

Maisons acquises au faubourg Cérés [1302-1328].

Cens sur maison du faubourg [1256-1365].

Baux du four banal du faubourg [1259].

Déclaration de l'étendue et des limites de la seigneurie et juridiction du chapitre sur une partie du faubourg de Porte-Cérés, 22 mai 1467.

Plans de ladite seigneurie [1684].

Procédures concernant cette seigneurie.

Une liasse de lettres de fondations, réductions et conversions de fondations, de 1629 à 1728.

Paroisse de Saint-André, au faubourg, dépendant du chapitre de Saint-Symphorien.

Titre de l'érection de l'église succursale en cure [1686].

Pièces relatives à la réunion de plusieurs paroisses de Bétheny à la paroisse de Saint-André.

Bulle d'Innocent IV, 1251, portant permission au sieur Bourgeois de fonder une chapelle dans sa maison à la Barre, près de Ruffv, août 1351.

Ablaye de Saint-Remi.

Toutes les pièces composant les liasses 1 à 23, 34, 36, 67, 80, 124, 155, 161, 163, 166, 168, 176, 178, 180, 190 à 192, 199, 200, 202, 219, 220, 223, 224, 228, 229, 238, 249, 250, 251, 259, 267, 272, 275, 283, 286, 289, 290, 293, 294, 311, 313, 314, 333, 334, 360, 366, 371, 379, 383, 384, 389 à 394.

Plus toutes les liasses de renseignements.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cclix

Abbaye de Saint-Nicaise.

Arch. eccl.
Tit. VIII.
§. III.

Les titres composant les liasses 12, 14 et 21. Inventaire des chartes et titres de ladite abbaye, un vol. in-fol. Des plans figurés de la ville de Reims au nombre de treize; un grand plan figuré du quartier de la Tirelire; un très grand plan figuré de toute la ville de Reims.

Abbaye de Saint-Denis de Reims.

Toutes les chartes, titres de fondation, de donation et autres, à l'exception des titres de propriété de domaines nationaux situés à Allendhuy, Ambionnay, Bazancourt-sur-Bar, Champigny, Chaumuzy, Chouilly, Cormicy, Grandpré, La Neuville-lès-Cormicy, Mareuil-sur-Marne, Muire et Muizons, Piviot, Reims, Thil et Vaudemange.

Tous les titres qui concernent les offices de l'aumônerie et de la trésorerie.

Abbaye de Saint-Pierre-lès-Dames.

Liasse 2, titres de dimes de Baconnes.

Liasse 8, titres de Godelancourt.

Liasse 9, plaids généraux et cœuillerets de Guiancourt.

Liasse 10, titres de droits seigneuriaux, anciens cœuillerets d'Hermouville.

Liasse 11, fondation et dotation du prieuré de Notre-Dame-de-Pitié, à Joinville; don fait par le roi de 12,000 liv. provenant de la vente de la seigneurie de Lagery.

Liasse 12, anciens plaids généraux de Neuville-sous-Azière.

Liasse 14, donation faite par Regnault-à-la-Barbe, d'une pièce de terre située à Ormes.

Les religieuses Carmélites de Reims.

Liasses 1, 2, 3, 8, 9, 10, 11, 16.

Prieuré de Notre-Dame de Longueau.

Liasses 1, 2, 3, 8, 10, 11, 12, 13, 20, 21, 26, 30, 31, 33, 34, 37, 38, 39.

Collège des Bons-Enfants de l'Université de Reims.

Liasses 1, 2, 4, 5, 33, 34, 35, 37, 38, 40, 44, 49, 69, 79, 81, 87.

Écoles chrétiennes.

Tous les titres, excepté un inventaire sommaire et les titres de propriété d'immeubles.

Arch. eccl.

Tit. VIII.

§ III.

Les autres établissements religieux dont les archives ont été partagées entre Reims et Châlons, sont les abbayes de Saint-Thierry, de Saint-Basle, de Hautvillers, d'Avenay. Nous n'indiquons pas la répartition des titres de ces quatre abbayes, parce que nous ne leur avons rien emprunté, sinon ce que le petit cartulaire de Saint-Thierry nous a fourni, comme nous l'avons déjà indiqué, *Archiv. ecclés.*, tit. III, §. IV.

DÉPÔTS DE PARIS.

Pour quiconque a mis le pied dans les immenses dépôts accumulés par la science à Paris, une chose demeure hors de doute, c'est que si un seul homme s'obstinait à y poursuivre isolément un travail, n'importe dans quel but, et si ce travail le forçait à fouiller toutes les bibliothèques et tous les dépôts d'archives renfermés dans cette capitale, la plus riche de toutes en bibliothèques et en dépôts d'archives, les efforts de cet homme, fût-il un Du Cange ou un Mabillon, ses efforts ne seraient jamais couronnés d'un plein succès. La première impression que cause l'aspect de ces effroyables richesses, est une impression de terreur; et le premier besoin qu'elles font naître, est celui de l'association. C'est là du moins ce que nous avons éprouvé lorsque, sortant des archives de Reims, de Châlons, de Laon, où nous avions tout exploré par nous-même, tout lu, tout transcrit de nos mains, dans des veilles bien longues, il est vrai, mais dont nous avons pu entrevoir le terme, nous sommes tombé au milieu des dépôts de Paris, où nous voulions tout voir aussi, tout explorer, tout transcrire. Alors un profond découragement nous avait saisi, et nous l'avouons, notre œuvre eût été abandonnée si M. de Salvandy, alors ministre de l'instruction publique, ne fût venu à notre secours avec un empressement pour lequel nous pouvons lui témoigner toute notre gratitude, aujourd'hui que cette gratitude ne saurait passer pour une flatterie. Un ordre de M. de Salvandy mit à notre disposition toutes les ressources dont dispose le ministère de l'instruction publique pour les recherches que les Chambres, sur la demande de M. Guizot, ont autorisées au profit des études historiques. De ce moment, non seulement tous les dépôts publics nous furent ouverts, mais toutes les personnes que le ministère y a chargées de ses travaux voulurent bien seconder les nôtres; et notre tâche, sans cesser d'être ardue, devint au moins exécutable. L'obligeance avec laquelle nous fûmes accueilli dans nos grands dépôts, les conseils que voulurent bien nous accorder les hommes éminents qui ne sont à la tête de ces dépôts que parce qu'ils sont à la tête de la science, l'empressement libéral que mirent à nous seconder ceux à qui nous demandions leur concours, et dont plusieurs nous

ont apporté, outre leur concours, leur amitié; tout enfin contribua désormais à changer nos labeurs jusqu'alors solitaires et tristement poursuivis, en travaux plus faciles et surtout plus agréables.

De tous les établissements de Paris qui nous ont été ouverts avec tant d'obligeance, et où nos travaux ont été secondés avec tant de désintéressement, trois seulement nous ont mis à même de compléter les documents que nous avait fournis la province. Ce sont les archives du royaume, déposées en partie à l'hôtel Soubise, en partie au Palais de Justice, et les bibliothèques du Roi et de Sainte-Geneviève. Nous allons dire quelles ressources nous avons trouvées dans chacun de ces trois établissements.

Archives
du royaume.

I. ARCHIVES DU ROYAUME.

- L'ordre admirable qu'a établi dans les archives du royaume M. Daunou, ce vénérable représentant de l'érudition élégante et lucide du siècle dernier, nous a rendu faciles les recherches que nous y avons entreprises. L'amitié pleine de bons conseils de MM. Michelet et de Wailly, l'amitié toute dévouée de MM. de Stadler, Teulet et Laget, l'obligeance de MM. Dessalles, Soilly, Duclos, nous sont également venues en aide, et nous espérons que rien d'essentiel ne nous a échappé, ni à l'hôtel Soubise, ni au Palais de Justice.

Fig. 1

TITRE I. DÉPÔT DE L'HÔTEL SOUBISE.

La section domaniale et la section historique, sont les seules qui aient fourni des matériaux à notre compilation. Dans la première nous avons recueilli les aveux et dénombrements de la plupart des seigneurs de la ville de Reims, pendant le xiv^e siècle, et plusieurs autres pièces détachées que nous ne pouvons énumérer ici, mais qui ont été généralement empruntées aux registres de la Cour des Comptes, et que l'on trouvera dans notre collection. La section historique nous a également fourni un assez grand nombre de pièces détachées que nous ne pouvons non plus énumérer; nous indiquerons seulement celles qui concernent le curieux procès élevé dans le xiii^e siècle, entre le roi de France, qui revendiquait la garde de l'abbaye de Saint-Remi, et les archevêques de Reims, qui jusqu'alors avaient exercé dans cette abbaye les droits de garde. Parmi ces pièces se trouvent deux rouleaux de parchemin, longs de 32 pieds chacun, contenant des dépositions de témoins qui jettent un grand jour sur toute l'organisation intérieure de la cité, et qui forment le complément des autres pièces du même procès que nous avons trouvées

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

celxiiij

dans les archives de Saint-Remi. Mais sans nous étendre davantage sur les emprunts que nous avons faits à la section historique des Archives, il nous suffira de dire que tout ce qui la compose, et particulièrement tous les registres et tous les cartons du trésor des chartes, ont été dépouillés pour nous, en même temps qu'ils l'ont été pour M. Augustin Thierry; car cet homme éminent que le gouvernement a chargé d'une vaste collection, dans laquelle la nôtre devait se fondre pour n'y occuper qu'une place imperceptible, et qui eût pu d'un seul mot entraver nos travaux et réclamer notre goutte d'eau comme dévolue à son fleuve, non seulement n'a point prononcé ce mot, non seulement nous a appuyé de ses encouragements et de ses conseils, mais encore a mis à notre disposition, avec un désintéressement que l'on ne trouve plus que dans la science, tous les matériaux réunis par les jeunes et intelligents travailleurs qu'il associe à ses recherches.

Archives
du royaume.
Tit. I.

TITRE II. DÉPÔT DU PALAIS DE JUSTICE.

Tit. II.

Ici encore nos recherches ont été menées de front avec celles de M. Augustin Thierry, et nous avons recueilli ce que pouvaient nous offrir dans la section judiciaire, les Olim, et tous les registres du parlement, les jugés, les rapports, les plaidoiries, les cartons des accords, etc., etc., et en un mot les inappréciables collections si bien analysées dernièrement dans le rapport lucide par lequel M. le comte Beugnot a préludé à l'une des plus hautes entreprises de l'érudition moderne, à la publication des *registres du parlement*.

II. BIBLIOTHÈQUE ROYALE.

Biblioth.
Royale.

Les secours que nous avons tirés des dépôts de ce royal établissement, quelque précieux qu'ils aient été pour nous, l'ont été beaucoup moins que l'accueil dont nous ont honoré ceux qui en sont chargés. Nommer M. Champollion-Figeac, c'est nommer l'obligeance érudite; parler de M. Guérard, c'est parler de l'érudition obligeante. Après eux, MM. Paulin Paris, Lacabanne et Claude, sont ceux auxquels nous devons le plus; nous ne parlons pas du dévouement de M. Douet d'Areq, qui n'a eu d'égal que l'amitié dont il nous honore; mais nous regardons comme un devoir, nous qui n'avons pas accepté tant de secours pour les tenir secrets, de remercier ici hautement ceux de qui nous les avons reçus, MM. Delpit, de Maslatrie, Yanoski, Borel, Thomassy, tous élèves de l'École des Chartes, et presque tous attachés aux travaux de M. Augustin Thierry. Grâce à eux, ici encore, nous pouvons

Biblioth.
Royale.

espérer que rien d'essentiel ne nous a échappé, et nous allons indiquer en quelques mots les principaux documents dans la recherche desquels ils nous ont aidé.

Tu 1.

TITRE I. CABINET DES MANUSCRITS.

Notre intention n'est de parler ici que des manuscrits dont le texte passe en entier, ou du moins en grande partie, dans notre collection. Nous ne nous occuperons donc pas des collections ou des volumes auxquels nous n'avons emprunté que des pièces détachées, et il nous suffira de mentionner en passant le manuscrit qui nous a fourni le petit testament de Saint-Remi, le portefeuille qui nous a fourni la petite Chronique de Saint-Nicaise, la chronique du xiii^e siècle que vient de publier M. Louis Paris, sous le titre de *Chronique de Rains*, et même les collections d'actes, comme les cartulaires de Champagne, le livre des Princes, etc., etc.; ou les collections de pièces, comme les recueils de Duchesne, de Fontanieu, etc., etc. On verra cependant, en parcourant notre compilation, que tous ces ouvrages, toutes ces collections, nous ont apporté leur tribut. Nous ne nous étendrons pas davantage sur les tables, soit imprimées, soit manuscrites, de Bréquigny, quoique nous les ayons consultées avec le plus grand soin, si nous ne voulions appeler sur les lacunes qu'offrent ces tables, l'attention de ceux qui seraient tentés d'accorder une confiance trop illimitée au travail de leur savant auteur. Nous pensons n'avoir pas besoin de protester avant tout de notre profond respect et de notre admiration pour un des travailleurs les plus infatigables et les plus érudits du dernier siècle; car nous nous montrons trop reconnaissant des secours qu'a bien voulu nous accorder le savoir contemporain, pour qu'on nous soupçonne de profiter avec ingratitude du savoir des morts, et le soin que nous avons mis à rechercher les moindres omissions qui se rencontrent dans Bréquigny prouvera, nous l'espérons, quel prix nous attachons à ses travaux. Mais ceci posé, il nous sera permis d'appeler l'attention sur les notes qui accompagnent le texte de notre compilation, et de demander, si après avoir vérifié toutes les observations qui s'y rencontrent sur les tables de Bréquigny, on peut regarder comme complète l'énumération de titres que contiennent ces tables. Nous ajouterons qu'outre les omissions ou les erreurs de détail que nous signalons dans nos notes, le travail de Bréquigny nous paraît pécher par trois oublis essentiels: 1^o. Ses tables ne renferment presque aucune indication des conciles, dont les actes sont cependant de l'espèce de ceux dont elles offrent la liste. 2^o. Elles ne mentionnent que quelques unes des

pièces qui se trouvent en totalité ou par fragment dans l'immortelle compilation de Du Cange, et en général elles n'admettent presque jamais l'indication d'un acte, du moment où cet acte n'est point publié en entier, bien que la partie publiée soit presque toujours la plus importante. 3°. Bréquigny a complètement oublié de dépouiller toutes les collections du droit canon, et cet oubli nous semble le plus grave de ceux que nous signalons et que nous avons tâché de réparer dans la modeste sphère où nous ont entraînés nos recherches.

Biblioth.
Royale.
Tit. I.

Voici maintenant les manuscrits de la Bibliothèque Royale auxquels nous sommes redevable de larges emprunts :

N° 1. MANUSCRIT FONDS LATIN, 5210, ANCIEN FONDS DE BALUZE, 446.

Ce manuscrit est formé d'un quaterne de papier de vingt-neuf feuilles, écrit dans le xv^e siècle et porté au catalogue sous le titre de : *Privilegia curie remensis archiepiscopi, scripta anno 1269*. Ce titre se rapporte plutôt à la première pièce qu'à l'ensemble des pièces que contient le manuscrit, et ne s'applique même pas bien exactement à cette première pièce, qui serait, à notre avis, moins l'exposé des privilèges que celui du style de la cour archiépiscopale. Toutefois ce qu'elle fait connaître du style de cette cour est loin d'offrir un ensemble complet, car elle n'en dit que ce qui est nécessaire pour indiquer quelle marche suivaient les procédures dans les tribunaux ecclésiastiques de l'archevêque, tribunaux dont elle fait spécialement l'histoire à dater de la fin du xii^e siècle, et dont elle décrit l'organisation vers le milieu du xiii^e. Le manuscrit qui renferme la pièce dont nous nous occupons a été connu des Bénédictins, qui en ont inséré un passage dans la *Gallia christiana*, ix, 112 : Ses pages sont encore recouvertes de l'acide gallique que ces savants religieux ont sans doute employé pour en raviver l'écriture pâlie. Il contient, outre les *Privilegia curie* qui feront partie de nos Archives législatives, la transaction de 1254 relative aux droits des officialités de l'archevêque et de l'archidiacone, transaction dont le cartulaire E du chapitre offre une copie plus complète, et dont une autre copie se trouve, archives du chap., lay. 21, liass. 32, n° 2. A la suite de cet acte viennent des pièces dont quelques unes sont de la plus haute importance, et dont on peut voir l'indication dans la note du document que nous publions sous la date du 20 avril 1246. Toutes ces pièces se rapportent à une grave querelle qui s'était élevée entre l'archevêque de Reims et ses suffragants, querelle dont il ne restait de traces

Biblioth.
Royale.
TII. I.

que dans dix rubriques du Sexte. Jusqu'à cette heure on avait regardé comme perdue la bulle d'où ces rubriques étaient tirées, et l'on en regretta surtout le préambule, qui effectivement est fort intéressant, et qui contient l'exposé de tous les griefs des suffragants contre l'archevêque. Cependant M. de Theiner¹, sans être découragé par les efforts inutiles de Sbaralea² ni par le succès incomplet de Bohmer³, s'était mis de nouveau à la poursuite de ce document précieux; il croyait l'avoir retrouvé à la Bibliothèque Royale, dans un manuscrit dont nous parlerons tout-à-l'heure, mais qui ne contient, outre les dix rubriques, qu'un préambule de six lignes. Le préambule complet, c'est notre manuscrit seul qui le renferme, avec tous les actes accessoires qui lui servent de commentaires. Mais par un singulier hasard, ce manuscrit s'arrête avec le préambule même, et les rubriques en ont disparu. Heureusement celui de M. de Theiner contient précisément ce qui manque au nôtre, et nous a servi à rétablir le corps même de la bulle dans son ordre naturel, et à donner pour la première fois une édition complète de ce document important.

N° 2. MANUSCRIT FONDS LATIN, N° 4295, CODEX TELLERIANO-REMIENSIS 227. C'est le manuscrit de M. de Theiner. Il comprend les cinq livres des décrétales sur vélin, format grand in-8°. A la suite des décrétales, et dans les trois derniers feuillets du volume, se trouve notre bulle.

N° 3. MANUSCRIT SUPPLÉMENT FRANÇAIS, N° 638. — Petit in-4° de 91 pages. « C'est la déclaration des coutumes et usages de Reims, et la glose sur ce » compilée par maistre Gérard de Montfauleon, licencié ès loiz. »

Nous avons dit plus haut, en parlant du manuscrit de Toulouse qui contient la coutume de 1481, quelle place occuperait dans nos Archives législatives la compilation de Gérard de Montfaueon. Voir ci-dessus, page xxiiij.

N° 4. MANUSCRIT SUPPLÉMENT FRANÇAIS, N° 1515-2. Ce manuscrit est porté au catalogue sous le titre de : *Histoire de Reims par Rogier*. Et en effet il contient les mémoires de Rogier, et en contient même plusieurs exemplaires; mais ces mémoires ne s'y trouvent pas seuls. Ils s'y rencontrent réunis à une collection de documents rassemblés par Duchesne lorsqu'il avait le projet d'écrire l'Histoire de Reims. Plusieurs des pièces détachées qu'il recueillit dans ce but ont été fondues, il est vrai, dans la collection générale qui

¹ Recherches sur plusieurs collections inédites de Décrétales, pag. 64-66.

² Corpus juris canonici, etc., II, Append., III, 356-368.

³ Bullarium franciscanum, I, 751.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

celxvij

porte son nom ; mais dans les volumes qui nous occupent ont été plus particulièrement insérés les grands corps de documents relatifs à l'Histoire de Reims, ou les extraits que Duchesne s'en était procurés. Nous avons dit à l'article de Bergier quelles circonstances avaient amené Duchesne à écrire l'Histoire de Reims, et quelles circonstances l'en avaient détourné. Il ne nous reste plus qu'à indiquer les principaux matériaux amassés par lui, et réunis après lui dans les deux volumes in-fol. auxquels est consacré cet article.

Biblioth.
Royale.
Tit. I.

Chaque volume se compose de 400 feuillets environ.

Le premier volume contient : 1°. La lettre de Rogier à Duchesne que nous avons publiée plus haut, pag. cxxij, et les copies de titres qui se retrouvent dans les xi livres des mémoires de Rogier ; 2°. Le testament de Sibille-la-Pance, bourgeoise du xiii^e siècle ; 3°. Le catalogue des titres du sacre, dressé en 1478 par Foulquart ; 4°. Une copie des mémoires de Rogier ; 5°. Plusieurs cahiers de la main de Duchesne en tête desquels se trouvent les lignes suivantes : « Mémoire de ce que j'ay recongnu de l'estat de la ville de Reims, « en recherchant les tiltres de chartres anciennes d'icelle, quy estoient en une « estude au-dessus de la porte du grenier à sel, par lesquelles il se recongnoist « des grandes mutations et changemens en l'ordre et gouvernement d'icelle, « comme aussy en ses closures de portes, ponts, tours et rempars. » Ce recueil ne nous paraît qu'un remaniement et souvent une copie littérale de celui de Rogier. « 6°. Extraits faictz d'un gros manuel ou journal faict par Jehan « Foulquart, procureur scindicq des habitans de Reims, contenant les faits « de la ville de Reims durant le temps de sa charge de procureur, qui a « commencé le premier jour de mars, mil quatre ccxix avant Pasques. » 7°. « Cahiers que j'ay tirés de Saint-Pierre-les-Dames. » Ce dernier titre est de la main de Duchesne. Les cahiers transcrits par une main étrangère contiennent la copie de l'obituaire de Saint-Pierre. 8°. Copie de la charte de Guillaume-aux-Blanches-mains, pour la commune de Beaumont-en-Argonne.

Dans le deuxième volume se trouvent : 1°. Vie de saint Arnould. 2°. Vies de saint Sixte et de saint Sinice. 3°. Vie de saint Principius, frère de saint Remi et évêque de Soissons. 4°. Diverses chartes et lettres, des extraits de manuscrits de Saint-Remi relatifs à Godescalc, Ebbon, Hincmar, saint Bruno, Raoul-le-Verd, J. de Sarrisbery ; des extraits de plusieurs pièces postérieures au xiii^e siècle, et du cartulaire C du chapitre appelé par Duchesne : *Volumen primum cartarum archiepiscopatus remensis* ; des lettres de rois, des con-

Biblioth.
Royale.
Tit. I.

clusions du Conseil de ville, etc., etc. 5°. Un devis du curage de la Vesle au xvi^e siècle. 6°. Le discours de Bergier sur l'Échevinage, discours dont nous publions un extrait, pag. 481. 7°. Extraits des *Antiquités remigianes* d'Oudard Bourgeois, suivis de quelques chartes extraites des cartulaires de Saint-Remi. 8°. « Extraits d'un manuscrit des archevêques de Reims, appartenant à M^r. Jean Rainssant. » 9°. Une seconde copie de la vie de saint Arnould, de la main de Duchesne, et des extraits faits par le même, de pièces du *volumen secundum cartarum archiepiscopatus*, et d'épithaphes copiées sur diverses tombes des églises de Reims. 10°. Extraits de l'ancien martyrologe de Saint-Pierre et Saint-Paul d'Hautvillers. 11°. « Icy est l'histoire exacte de l'abbaye de Saint-Nichaise de Reims. » L'auteur indique à la suite de la notice consacrée à chaque abbé, les chartes données par chacun d'eux, et l'endroit des cartulaires où elles se trouvent. 12°. Extraits des obituaires de Saint-Nicaise et d'un manuscrit que Marlot a publié en partie, 1, 622. 13°. Une histoire de l'abbaye Saint-Denis de Reims, écrite en latin. 14°. Des notes sur la commanderie du Temple et sur le couvent des Carmes. 15°. Des fragments des mémoires de Rogier, copiés par Duchesne. 16°. Enfin un factum relatif à la réformation des hôpitaux en 1613.

N° 5. MANUSCRIT SUPPLÉMENT FRANÇAIS, n° 1980. Ce manuscrit renferme 1°. « Mémoires sur l'archimonaistère Saint-Remy de Reims, sur ses armoiries » et sceel. » Une note placée après ce titre porte : « Ces mémoires ont été » recueillis de monsieur Habert, frère du conseiller qui est mort au service » des pauvres de l'hospital de Reims, environ l'an 1659. Monsieur Pichart » luy a beaucoup fourni des titres de l'abbaye, ou copie d'iceux. »

Ces mémoires sont écrits, comme on voit, avant que Marlot ait composé son histoire. D. Pichart, nous le savons, a également mis ses titres à la disposition du grand-prieur de Saint-Nicaise.

Notre manuscrit renferme, 2°. une autre histoire de saint Remi, s'arrêtant en 912, écrite en français, au dernier siècle, et se divisant en trois livres.

N° 6. MANUSCRIT SUPPLÉMENT FRANÇAIS, n° 1430. Dans ce manuscrit se trouve 1° la déclaration de tous les revenus de la manse abbatiale de Saint-Nicaise; 2°. la déclaration du revenu de la communauté des religieux de cette même abbaye.

Telles sont les principales ressources que nous avons trouvées dans la Bibliothèque Royale. Nous ne parlerons pas des recherches inutiles que nous y avons faites; et cependant, parmi les ouvrages que nous avons inutilement

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cclxix

recherchés, il en est trois que nous devons mentionner, parce qu'ils sont indiqués par le P: Le Long et que l'on pourrait supposer: que nous avons oublié de consulter sa *Bibliothèque historique*. Nous dirons donc que s'il n'est question dans cet article ni d'une Chronique des archevêques de Reims, que Le Long, n° 9441, paraît indiquer comme étant du xi^e siècle, ni des annales d'Antoine Colard, qu'il dit, n° 34,232, se trouver parmi les papiers de Duchesne, ni d'un cartulaire qu'il désigne, n° 29,708, comme appartenant à l'abbaye de Saint-Remi, c'est que la Chronique des archevêques de Reims est un mauvais catalogue des noms de ces prélats dressé dans le xvi^e siècle, c'est que Colard ne se trouve pas dans Duchesne, c'est que le prétendu cartulaire de Saint-Remi est un cartulaire de l'abbaye de Signy.

Biblioth.
Royale.
Tit. I.

TITRE II. CABINET DES CHARTES.

Biblioth.
Royale.
Tit. II.

Le Cabinet des Chartes contient, nous l'avons dit plus haut, pag. cxxxiiij et cxxxiv, onze cartons remplis de débris qui nous paraissent avoir appartenu aux portefeuilles de Félix de La Salle. Voici l'indication sommaire de ce que renferme chaque carton :

N° 1. CARTON I.

- | | | |
|------------------|---|---|
| FASCICULE. . . . | } | <ol style="list-style-type: none"> 1. Mélanges de pièces concernant l'histoire ecclésiastique de la ville de Reims. 2. Catalogues et tablettes des archevêques de Reims, 131 feuillets grand in-4°. 3. Catalogue des archevêques en 86 feuillets in-4°. — Deux autres catalogues, l'un en 4 feuillets, l'autre en une feuille et demie. — Liste des archevêques de Reims qui ont été chanceliers de France. — Liste des faux archevêques de Reims. — Dissertations sur la primatie des archevêques, sur les chorévêques, sur le pallium, sur le comté et sur la duché-pairie, sur la monnaie des archevêques, etc., etc. |
|------------------|---|---|

N° 2. CARTON II.

- | | | |
|------------------|---|---|
| FASCICULE. . . . | } | <ol style="list-style-type: none"> 1. Pièces relatives à saint Sixte, saint Sinice, saint Amause, saint Betause, Aper, Discolius, saint Martien, saint Donatien, saint Vivant, Sévère, archevêques. 2. Bennade, saint Remi. |
|------------------|---|---|

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

3. Saint Nicaise, Baruc, Baruchius, Barnabas.
4. Saint Romain, Flavius, Mapinius, Gilles, Romulphe.
5. Sonnace, Leudegisèle, Anglebert, Lando, saint Nivard, saint Reole, saint Rignbert.
6. Abel, Tilpin, Vulfaire, Ebbon.
7. Hinemar.
8. Foulques, Herivée, Séulfe, Hugues de Vermandois et Artaud, Odalric, Adalbéron.

N° 3. CARTON III.

1. Gerbert et Arnould, Ébale nu Ébles, Guy de Châtillon, Geryais, Manassés I^{er}, Rainaud I^{er}.
2. Manassés II, Rannul-le-Vert, Rainaud II, Sanson, Henri de France.
3. Guillaume de Champagne (Gui manque), Albéric, Guillaume de Joinville, Henry de Braine, Ivel nu Juhel, Thomas de Beaumets, Jean de Courtenay.
4. Pierre Barbet, Robert de Courtenay, Guillaume de Trie, Jean de Vienne, Hugues d'Arcy, Humbert de Vienne.
5. Jean de Craon, Louis Thésart, Richart Picque, Ferry Cassinel.
6. Guy de Roye, Simon de Cramand, Pierre Trouseau, Regnaud de Chartres, Jacques J. des Ursins, Jean J. des Ursins, Pierre de Laval, Robert Briconnet, Guillaume Briconnet.

N° 4. CARTON IV.

1. Charles de Caretta, Robert de Lenoncourt, Jean de Lorraine, Louis, cardinal de Guise, N. de Pellevé.
2. Philippe-du-Bec, Louis de Lorraine, Guillaume Giffart, Henry de Lorraine, Léonor d'Étampes.
3. Henry de Savoie, Antoine Barberin, Maurice Le Tellier, François de Mailly, Armand-Jules de Rohan.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

cclxxj

N° 5. CARTON V.

Biblioth.
Royale.
Tit. II.

FASCICULE.

1. Miscellanea historica de urbe et ecclesia remensi. — Mémoires pour servir à l'Histoire de Reims, par Aluze¹. — Varia selecta. — Abrégé de l'Histoire de Reims, par Pluche. — Notice sur Bergier et sur ses ouvrages.
2. Université de Reims.

N° 6. CARTON VI.

FASCICULE.

1. Pièces relatives à Saint-Nicaise.
2. Pièces relatives à Notre-Dame, métropole.
3. Pièces de la procédure du chapitre de Reims contre les contres clercs de la cathédrale.
4. Histoire de l'abbaye Saint-Remi, et pièces y relatives.
L'histoire que contient ce fascicule nous paraît avoir appartenu à la personne qui a mis la note transcrite plus haut, pag. cclxviii, en tête du manuscrit Suppl. franç., n° 1980 de la Bibl. Royale. En tête de la première page se trouve la date de 1659 comme étant celle du manuscrit même; mais à la page 91, l'auteur s'élève avec force contre D. Marlot, qui, dans son histoire de Saint-Nicaise, paraît douter que cette abbaye ait tiré de celle de Saint-Remi les moines qui vinrent la repeupler dans le xi^e siècle. Or, le volume de Marlot où se trouve l'histoire de Saint-Nicaise n'a été publié qu'en 1666. Il est vrai qu'une première édition de cette histoire avait paru dans l'appendice des œuvres de Guibert de Nogent en 1651, et nous croyons d'autant plus volontiers que c'est à cette première édition que s'attaque l'auteur de notre manuscrit, que divers passages de ce même manuscrit sont à peu près littéralement transcrits dans l'histoire française manuscrite de Marlot qui ne fut composée qu'après 1660.

¹ Aluze, dont les recherches assez nombreuses sont venues se fondre dans les xi cartons du Cabinet des Chartres, était un curé du diocèse de Reims, sur lequel nous n'avons

trouvé de renseignements que dans une note fort succincte de l'Hist. litt. de la Congrégation de Saint-Maur, par D. Jean François.

FASCICULE . . .

1. Conciles de Reims et de la province.
2. Hôpitaux de Reims, orphelins, Saint-Marcoul, hôpital général, Hôtel-Dieu, Lépreux, Saint-Antoine.
3. Pièces concernant la constitution *Unigenitus*.
4. Pièces concernant l'abbaye Saint-Pierre-les-Dames.
5. Pièces concernant l'abbaye Saint-Étienne-les-Dames.
6. Pièces concernant l'église Saint-Sixte.
7. Pièces concernant l'abbaye Saint-Denis.
8. Pièces concernant le collège des Jésuites.
9. Pièces concernant la chapelle Sainte-Anne.
10. Pièces concernant la collégiale de Sainte-Balzanie.
11. Pièces concernant l'église de Saint-Symphorien.
12. Pièces concernant les charteries.
13. Pièces concernant le prieuré de Clairmarets.
14. Pièces concernant la maison de charité.
15. Pièces concernant les écoles chrétiennes.
16. Pièces concernant la communauté des Magneuses.
17. Pièces concernant les Capucins.
18. Pièces concernant les Cordeliers.
19. Pièces concernant la commanderie du Temple.
20. Pièces concernant les Augustins.
21. Pièces concernant les Carmes.
22. Pièces concernant l'église et la collégiale de Saint-Timothée.
23. Pièces concernant les Carmélites de Reims.
24. Pièces concernant le monastère de Sainte-Claire.
25. Pièces concernant les Jacobins.
26. Pièces concernant les Minimes.
27. Pièces concernant les religieuses de la Congrégation.
28. Liste des ouvrages imprimés ou manuscrits pour l'histoire de Reims.
29. Histoire de la ligue à Reims.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.

celxxij

N° 8. CARTON VIII.

Biblioth.
Royale.
TII. II.

- FASCICULE.
1. Annalium Rhemensium libri VII, per Antonium Colardum canonicum remensem. — Ce ne sont que des notes informes.
 2. Mémoires de J. Rogier, et table de toutes les chartes qu'ils renferment.
 3. Extraits des Mémoires de J. Foulquart.
 4. Extraits des Mémoires d'Oudart Cocquault.

N° 9. CARTON IX.

- FASCICULE.
1. Navigation de la Vesle et de l'Aisne.
 2. Juridictions de la ville de Reims.
 3. Élection de Reims.

N° 10. CARTON X.

FASCICULE UNIQUE. . . Gouvernement civil, militaire et municipal de la ville de Reims. — Ce fascicule renferme plusieurs fragments d'une des copies les plus complètes que nous connaissons des Mémoires de Rogier.

N° 11. CARTON XI.

FASCICULE UNIQUE. . . Pièces relatives au sacre des rois.

III. BIBLIOTHÈQUE DE SAINTE-GENEVIÈVE.

Biblioth.
de Sainte-
Geneviève.

Nous avons vainement cherché, avons-nous dit plus haut, pag. cccxxvij, l'obituaire de Saint-Denis que doit contenir la bibliothèque de Saint-Geneviève; mais nous y avons trouvé la copie d'un cartulaire de cette abbaye. Cette copie a été faite au siècle dernier; elle remplit 706 pages grand in-4°. De la page 1 à la page 66 se trouvent transcrits en entier et dans leur ordre chronologique des actes antérieurs au xiii^e siècle; de la page 66 à la page 69, une note indique les titres de chartes de l'abbaye qui sont perdues; de la page 69 à la page 600, sont les titres de tous les actes, depuis 1200 jusqu'à 1560, que renfermait le chartrier; de la page 600 à la page 706, enfin, deux excellentes tables, l'une onomastique, l'autre topographique, terminent le manuscrit.

Biblioth.
de Salins-
Genève.

Après avoir ainsi parcouru tous les points qu'ont embrassés nos recherches, il ne nous reste plus que quelques mots à ajouter et sur la manière dont nous en avons employé le résultat, et sur certaines difficultés qui nous ont empêché d'en tirer tout le fruit que nous semblions avoir le droit d'en espérer.

Et d'abord nous n'avons pas besoin de dire que les pièces admises dans notre recueil ont été toujours ou copiées par nous, ou doublement collationnées par nous sur l'original lors de la copie, et sur la copie ou sur l'original lors de l'impression. Nous nous sommes astreint à une reproduction si exacte de toutes les variantes de texte ou d'orthographe, nous avons si religieusement respecté jusqu'aux fautes pour lesquelles nous ne proposons de rectification que dans des notes, nous avons tellement conservé jusqu'aux différences qui peuvent se rencontrer dans la manière d'écrire un même mot répété dans une même pièce, que nous craignons d'être tombé dans l'excès contraire à celui que nous voulions éviter. Nous devons à la vérité d'ajouter ici que nous avons été secondé dans nos scrupules par l'admirable exactitude qui est devenue traditionnelle dans l'imprimerie de M. Crapelet, et par l'habileté de M. Chabaille, correcteur des travaux historiques des Comités, dont le dévouement bien connu pour la science s'est doublé de tout celui que lui a inspiré pour nous son amicale affection.

Notre compilation offre des pièces dont quelques unes s'y trouvent en entier, dont quelques autres n'y figurent que par leur titre. Les premières sont presque toutes inédites, car nous ne nous sommes décidé à des réimpressions que pour les actes d'une haute importance, ou dont le texte offrait le complément d'autres actes que nous donnions en entier. Les pièces dont il ne se trouve que le titre dans notre recueil ont toutes été publiées, et ne contiennent souvent qu'un passage, une allusion, une induction, relatives à nos recherches; aussi comme nous indiquons à peu près toutes les éditions qui ont été données de chacune d'elles, nous avons cru pouvoir nous dispenser d'en rapporter même des extraits. Nous pensons nous être conformé en cela aux intentions des comités auxquels nous avons l'honneur d'appartenir, et qui n'ont été institués que pour rechercher et publier des documents inédits. D'ailleurs nos scrupules, sur ce point, ont été si loin, que la plupart du temps nous avons renoncé à rédiger nous-même les notes qui accompagnent notre texte, et que nous avons préféré les emprunter aux recueils manuscrits enfantés par l'érudition qui, durant les trois derniers siècles, s'est occupée de l'histoire de Reims, érudition dont les travaux seraient de-

meurés sans doute à tout jamais *inédits*, si nous n'avions trouvé ce moyen de les mettre au jour. Ainsi la science gagnera de toutes manières à la rigueur avec laquelle nous avons appliqué à la composition de notre ouvrage les prescriptions du budget qui nous a fourni les moyens de le publier.

Biblioth.
de Sainte-
Genève.

On le voit, nous avons essayé dans la mesure de nos forces tout ce qu'on peut humainement tenter pour atteindre un but, quelque ardu qu'on se le soit posé, quelque modeste que doive être l'honneur de l'avoir atteint; mais il s'est rencontré des obstacles qu'il ne nous a pas été donné de surmonter : les uns nous sont venus des choses, les autres des hommes; nous consignerons ici les premiers comme aveu de notre insuffisance, les seconds comme excuse de nos fautes, car nous ne prétendons rien dissimuler de ce que notre propre conscience peut trouver de défectueux dans l'ouvrage même qu'elle aurait voulu mettre à l'abri de tout reproche.

Et en premier lieu nous dirons que, malgré tous nos efforts, nous ne sommes point parvenu à nous rendre un compte satisfaisant des notes chronologiques de toutes les pièces que nous employons, surtout à une époque antérieure au XIII^e siècle. Ce qui jette sur ces notes une confusion qui, nous l'espérons, existe dans leurs dates plutôt que dans nos calculs, ce sont surtout les différentes supputations employées à Reims, non seulement par différentes corporations, mais souvent par les membres d'une même corporation. Ainsi l'archevêque, le chapitre, les princes, qui, en passant à Reims, y dressaient des chartes, admettaient des calculs différents, et nous avons des exemples de dates d'après lesquelles l'année commence tantôt au 25 mars, tantôt au 1^{er} janvier, tantôt à Pâques, tantôt à la fête de Sainte-Marie-Magdeleine, tantôt neuf mois avant notre manière de compter, tantôt trois mois ou six mois après. Nous avons fait de longues et inutiles tentatives pour trouver un fil certain qui nous sortit de ce dédale; nous avions réuni, dans ce but, les notes chronologiques de tous les actes datés de Reims, antérieurs au XIII^e siècle et publiés ailleurs que dans notre collection où leur contenu ne nous a point permis de les admettre; mais nous n'avons pu parvenir à faire concorder ces notes. D'autres seront plus habiles peut-être, et pour leur faciliter cet ingrat labeur, nous allons donner ici et les notes rapprochées dans un même tableau, et l'indication des ouvrages dans lesquels se trouvent les actes dont elles sont détachées. On pourra les comparer ensuite avec celles des actes inédits que nous publions nous-même, et de leur ensemble pourront jaillir une règle uniforme ou des exceptions précises.

LISTE DE NOTES CHRONOLOGIQUES EMPRUNTÉES A DES ACTES DRESSÉS A REIMS

AVANT LE XIII^e SIÈCLE.

DATE	MOIS ET ANNÉES	INDICATIONS	ANNÉES	ANNÉES	SOURCES
PRÉFÉRÉES	DES DRESSÉS DES ACTES.	INDICATIONS	DES ANNÉES.	DES PORTIFÈRES	OÙ SE TROUVENT LES ACTES.
30 août 663	1 ^{er} kal. septem.	.....	IV. Childeric.	.....	Ann. ecclési. Fr. Coislin, t. 649.
15 fév. 692	ad die. febru.	.....	IV. Childeric.	.....	D'Aubert, Spicing, m. 217.
april 714	mens. april.	.....	IV. Dagobert.	.....	Ann. benedict, t. 694.
21 sept. 780	kal. novemb.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 780.
1 sept. 816	1 ^{er} kal. septem.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 816.
3 juil. 854	1 ^{er} kal. octob.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 854.
30 sept. 902	1 ^{er} kal. octob.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 902.
17 mars 991	1 ^{er} kal. april.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 991.
29 sept. 918	1 ^{er} kal. octob.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 918.
1 oct. 919	1 ^{er} kal. octob.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 919.
20 août 950	1 ^{er} kal. sept.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 950.
3 fév. 955	1 ^{er} kal. sept.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 955.
4 fév. 955	1 ^{er} kal. sept.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 955.
8 déc. 962	1 ^{er} kal. decem.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 962.
0 nov. 977	1 ^{er} kal. novem.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 977.
089			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 089.
1008			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1008.
12 mai 1015	1 ^{er} kal. mai.	.....	XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1015.
1020			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1020.
1030			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1030.
1040			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1040.
1050			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1050.
1060			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1060.
1070			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1070.
1080			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1080.
1090			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1090.
1100			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1100.
1110			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1110.
1120			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1120.
1130			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1130.
1140			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1140.
1150			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1150.
1160			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1160.
1170			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1170.
1180			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1180.
1190			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1190.
1200			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1200.
1210			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1210.
1220			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1220.
1230			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1230.
1240			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1240.
1250			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1250.
1260			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1260.
1270			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1270.
1280			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1280.
1290			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1290.
1300			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1300.
1310			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1310.
1320			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1320.
1330			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1330.
1340			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1340.
1350			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1350.
1360			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1360.
1370			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1370.
1380			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1380.
1390			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1390.
1400			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1400.
1410			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1410.
1420			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1420.
1430			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1430.
1440			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1440.
1450			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1450.
1460			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1460.
1470			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1470.
1480			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1480.
1490			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1490.
1500			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1500.
1510			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1510.
1520			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1520.
1530			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1530.
1540			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1540.
1550			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1550.
1560			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1560.
1570			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1570.
1580			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1580.
1590			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1590.
1600			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1600.
1610			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1610.
1620			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1620.
1630			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1630.
1640			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1640.
1650			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1650.
1660			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1660.
1670			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1670.
1680			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1680.
1690			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1690.
1700			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1700.
1710			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1710.
1720			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1720.
1730			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1730.
1740			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1740.
1750			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1750.
1760			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1760.
1770			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1770.
1780			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1780.
1790			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1790.
1800			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1800.
1810			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1810.
1820			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1820.
1830			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1830.
1840			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1840.
1850			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1850.
1860			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1860.
1870			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1870.
1880			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1880.
1890			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1890.
1900			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1900.
1910			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1910.
1920			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1920.
1930			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1930.
1940			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1940.
1950			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1950.
1960			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1960.
1970			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1970.
1980			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1980.
1990			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 1990.
2000			XXV. Carol.	.....	Ann. benedict, t. 2000.

SUITE DE LA LISTE DE NOTES CHRONOLOGIQUES.

DATE	MOIS ET ANNÉES	INDICTIONS	ANNÉES	ANNÉES	SOURCES
PRÉCISÉE.	QUI DONNENT LES ACTES.	(Indication des années)	DES ÉPOQUES.	DES POSTIFIGATS.	OU SE TROUVENT LES ALTES.
1120.	1120.	xix.	xix.	xix. Ludovic.	Mirai Oper. diplom., t. 960.
1122.	1122.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. 485.
1123.	1123.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 281.
1123.	1123.	xix.	xix.	Regn. Ludovic.	Mirai Oper. diplom., t. 357.
1123.	1123.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Hérenet, Aug. Virom., p. 149.
1123.	1123.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 282.
1123.	1123.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 289.
1123.	1123.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 273, Biblioth. claus., part. 1, col. 1359.
1123.	1123.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Biblioth. claus., part. 1, col. 1390.
1126.	1126.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 867.
1127.	1127.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 294.
1127.	1127.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marten, Thes. anecd., t. 361.
1128.	1128.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 296, Spicil., t. 111, 307.
1129.	1129.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Felicien, Hist. de l'ab. de St.-Denis, pr. p. 95.
1129.	1129.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. benedict., t. app. 654.
1129.	1129.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Mirai Oper. diplom., t. 370.
1129.	1129.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	— — — — — t. 378.
1130.	1130.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 39.
24 oct. 1131.	ix kal. novemb. 1131.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Figues de St.-Dier, p. 360.
28 oct. 1131.	ix kal. novemb. 1131.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Rec. de St.-Mart. de Tours, 16.
29 oct. 1131.	ix kal. novemb. 1131.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Bahae, Miscell., t. 198.
5 nov. 1131.	non. novemb. 1131.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 52.
1131.	1131.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. pr. col. 592.
1132.	1132.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., instr., x, 400.
1131.	1131.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Sac. antiq. monum., t. 12 et 13.
1135.	1135.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Mazot, t. 322.
1135.	1135.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. 359.
1135.	1135.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 41.
1136.	1136.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. pr. col. 493.
1137.	1137.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Bahae, Miscell., x, 406.
1137.	1137.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 43.
1138.	1138.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 143.
2 mars 1141.	vi non. mart. 1141.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 172.
1141.	1141.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Mirai Oper. diplom., t. 1162.
1141.	1141.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. pr. col. 207.
1142.	1142.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., instr., x, col. 44.
1143.	1143.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 337.
1146.	1146.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. benedict., t. 105.
3 avril 1147.	vi non. april. 1147.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Mirai Oper. diplom., t. 531.
8 avril 1147.	vi id. april. 1147.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. pr. col. 547.
10 avril 1147.	iv id. april. 1147.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marten, Thes. anecd., t. 404.
1147.	1147.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 44.
1147.	1147.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. pr. col. 490.
18 avril 1148.	xvi kal. mai. 1148.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 358.
17 mars 1149.	xvi kal. april. 1149.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Albani Longi-Pont., p. 26.
1148.	1148.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Louvet, Antiq. de Beauv., t. 811.
1148.	1148.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marten, Amplius collect., t. 805.
1150.	1150.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 379.
1152.	1152.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Mirai Oper. diplom., t. 48.
1153.	1153.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 366.
1153.	1153.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Gall. christ., x, instr. col. 46.
1157.	1157.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. benedict., t. app. 726.
1159.	1159.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. pr. col. 594.
1159.	1159.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Mirai Oper. diplom., t. 772.
1161.	1161.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Ann. prémonstr., t. pr. col. 591.
1170.	1170.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 299.
1171.	1171.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 400.
1187.	1187.	xix.	xix.	xix. Rodolphi.	Marlot, t. 423.

Aux obstacles invincibles pour nous qu'offre cette collection de notes, se sont joints, avoos-nous dit, d'autres obstacles dont le résultat sera peut-être d'introduire dans notre compilation quelques leçons moins exactes que celles dont nous avons généralement essayé de la composer. Ces obstacles, nous devons les signaler, car ils font partie des renseignements qui peuvent servir à l'appréciation de notre travail; mais nous les signalerons sans amertume, car nous aimons à croire qu'ils ne nous ont été suscités que par d'honorables scrupules.

De toutes les histoires entreprises jusqu'à cette heure, à Reims et pour Reims, deux seulement sont arrivées à terme, et ce n'a pas été sans obstacles. Ainsi Marlot a été obligé de dérober, en quelque sorte, les documents que renferment ses deux volumes, et n'a pu se faire ouvrir d'autre chartrier que celui de son abbaye. Anquetil a eu un procès avec la ville, après en avoir publié l'histoire, et n'a pu faire imprimer son quatrième volume. Presque tous les auteurs dont les ouvrages sont restés manuscrits ont éprouvé des traverses semblables. Rogier n'a pu consulter que les archives de la bourgeoisie; Coequault a fait échouer l'entreprise de Duchesne; Lacourt a été enfermé à la Bastille; bien plus, D. Martenne, oui D. Martenoe, s'est vu fermer les archives des communautés religieuses dont il écrivait l'histoire pour le *Gallia christiana*; et le *Gallia christiana* a été obligé d'admettre de mauvaises copies qu'heureusement nous avons été à même de rectifier; et de toutes les recherches dans lesquelles se sont perdues tant de précieuses journées de la vie de Duchesne, il n'est résulté qu'une mince esquisse sur l'histoire de Reims perdue dans les *Antiquités des villes de France*.

Nous ne rappelons ces tribulations de nos devanciers que pour nous féliciter de n'en avoir éprouvé qu'une partie. Nos recherches en effet ont été entreprises, et pendant six ans ont été poursuivies sous les plus favorables auspices. M. de Saint-Marceaux était à cette époque maire de la ville de Reims; il avait pour adjoints MM. Boisseau, Dérodé-Géruxes, et cet infortuné M. Boulanger qu'une mort prématurée nous a ravi. MM. Ponsinet et Houzeau-Muiron, dont l'amitié nous honore, avaient acquis, par leurs talents, une influence méritée dans le conseil municipal. L'archiviste alors, c'était nous, ou mieux encore c'était M. Louis Paris, qui nous laissait étudier les titres à loisir, nous dispensait du soin d'y ramener l'ordre en l'y rétablissant lui-même, et nous permettait ainsi de consacrer exclusivement à nos études un temps dont nous avions consacré gratuitement la meilleure partie, pendant trois ans, au classement du cartulaire. Sur ces entrefaites, M. Guizot nous

appela à Paris, et nous confia les fonctions de secrétaire du comité des chartes; bientôt après, M. de Salvandy, d'après le vœu exprimé par notre comité, nous chargea de publier l'ouvrage dont le premier volume paraît aujourd'hui. Honoré de tant de confiance, nous voulûmes, pour y répondre dignement, revoir une dernière fois nos copies, en compléter quelques unes, et nous procurer les moyens de collationner nos *épreuves* sur les originaux. Nous exprimâmes ce vœu à M. de Salvandy, qui voulut bien le transmettre comme sien à l'administration municipale de Reims, à laquelle il adressait en même temps, sur notre demande, de précieuses collections pour la bibliothèque publique. Or le conseil municipal de Reims et par suite l'administration venaient d'être renouvelés, et répondirent par un refus à la demande de M. de Salvandy. Un instant nous songâmes à renoncer aux fruits de tant de travaux. L'offre obligeante de MM. les conservateurs des manuscrits de la Bibliothèque Royale, qui mirent à notre disposition tout ce qui pouvait nous sembler propre à remplacer ce qu'on nous refusait à Reims, nous rendit quelque courage. A ces facilités insuffisantes, mais si généreusement offertes, s'en joignirent d'autres que nous valut l'obligance de simples particuliers. Nous avons déjà dit qu'à Reims toutes les bibliothèques, moins celle de la ville, furent ouvertes à nos emprunts. Enfin celle de la ville même ne nous fut pas entièrement fermée. L'administration municipale, de concert en cela avec le conseil, et sans doute par un louable scrupule de conservation, maintint son premier refus quant au déplacement des manuscrits dont il n'existait pas de doubles, mais nous permit d'emporter tous les doubles, et de prendre sur place toutes les copies que nous désirerions. Bien plus, prenant en considération les trois années que nous avions consacrées gratuitement au classement des archives, le conseil et l'administration offrirent de contribuer pour un tiers environ aux frais qu'entraîneraient les quelques copies qui nous restaient à prendre : 500 fr. furent détachés, dans ce but, des 1,200,000 fr. de revenus que perçoit la ville à laquelle nous élevons un monument.

On le voit, si notre recueil paraît aujourd'hui, c'est que nous avons eu moins de traverses à essayer que nos devanciers. Toutefois, ces traverses, nous en avons eu notre part, et ce n'est pas sans un amer regret que nous découvririons, et nous découvrirons sans doute, quelques pièces qui nous auront échappé, parce que le manuscrit original nous aura été refusé, ou des leçons dont le texte sera vicieux, parce qu'en nous confiant des doubles, on a eu soin de ne nous laisser que les exemplaires les moins pré-

cieux. Que la science se rassure cependant, et qu'elle soit moins scrupuleuse que le sont nos aveux, car ces doubles, nous ne les avons employés que rarement, et nos longues recherches soit dans les dépôts de la province, soit dans ceux de Paris, nous donnent lieu d'espérer que le monument élevé par nos mains à la ville de Reims est aussi complet que peut se le promettre la faiblesse humaine.

Rennes, le 19 mars 1859.

ARCHIVES

ADMINISTRATIVES

DE LA VILLE DE REIMS.

QUATRIÈME SIÈCLE.

CONCILIIUM arelatense¹, Constantini magni jussu, in Cæciliani Ann. 311.
et Donatistarum causa, celebratum.

Concil. Labb., t. 1, 1422, 1456. — Concil. Hard., t. 261. — Concil. antiq. Gall.,
Sirm., t. 1, 1.

CINQUIÈME SIÈCLE.

TESTAMENTUM Bennagii, remensis episcopi.

Vers 455.

Flod., Hist. eccl. rem., lib. 1, cap. 9.

¹ Comme notre titre l'indique, nous écartons de ce recueil tous les documents historiques qui ne sont pas de la nature de ceux que l'on trouve dans les archives. On ne doit donc pas être surpris de nous voir négliger tout ce que les corps d'histoires, les traités de géographie, les notices de l'Empire, les inscriptions, les biographies, etc., etc., nous fourniraient de renseignements sur la ville la plus ancienne et la plus importante de la Gaule septentrionale. Nous nous réservons d'user de ces monuments, d'ailleurs bien connus, en écrivant l'histoire de cette glorieuse cité, nous bornant à réunir ici, parmi les pièces qui concernent ses institutions,

celles que Brequigny a indiquées dans ses tables, celles qu'il a onisées bien que déjà publiées, et les instruments de même espèce qui ne sont pas encore dans le domaine public. — Celui qui ouvre notre collection n'y a trouvé place que parce qu'il nous offre, pour la première fois, le nom d'un archevêque de Reims inscrit dans un acte authentique. Ordinairement nous ne mentionnerons que les conciles provinciaux tenus dans les limites de la circonscription métropolitaine, ou dans celles des métropoles voisines dont les délibérations pourront jeter quelque jour sur l'histoire intérieure de notre cité.

SIXIÈME SIÈCLE.

I.

Ann. 514. **HORMISDÆ papæ epistola ¹ ad Remigium, remensem episcopum, qua ei vices suas committit in Francia.**

Baron., Ann., tom. vi, p. 640. — Marlot, 1, 165 *, ex Vita S. Remigii. — Conseil. Gall., la Lande, p. 47. — Conseil. Labb., x, 420. — Rec. des Hist. de Fr., iii, 379.

II.

Ann. 530. **TESTAMENTUM sancti Remigii, Remorum episcopi ².**

Bibl. Roy., ms. ancien fonds, n° 5308. — Bibl. de Reims, ms. n° N, 842-840.

¹ Cette bulle est suspecte. Hormisdas y parle, en 514, de Clovis comme étant vivant et comme ayant reçu récemment le baptême (*nuper*). Clovis était mort en 511, et avait reçu le baptême en 496.

² Nous prévenons une fois pour toutes que, lorsque nous citerons Marlot sans autre indication d'ouvrage, nous voulons parler de son *Hist. metr. rem.*, 2 vol. in-fol.

³ Il existe, comme on sait, deux leçons du testament de saint Remi : l'une nous a été transmise par Hincmar, à la suite de l'histoire qu'il nous a laissée de son saint prédécesseur, l'autre a été insérée par Flodoard dans le corps de son *Hist. eccles. rem.* La première, moins étendue, est plus généralement acceptée par le monde savant; la seconde, plus proluxe, est presque universellement suspecte. Mais, sincères ou interpolés, ces actes, dont le plus récent serait encore antérieur au x^e siècle (Brenquigny, Dipl. Chart., etc., t. 32, note), appartiennent de trop près à toutes les antiquités de la ville de Reims pour que nous ne nous soyons pas cru obligé de les publier en entier, malgré les nombreuses éditions qui déjà en ont été faites. Pour nous faire pardonner cette réimpression, nous avons cherché à l'améliorer, et nous croyons y être parvenu de deux manières, 1^{re}. en réunissant toutes les

variantes éparses jusqu'à cette heure; 2^e. en consultant de nouvelles sources ou en revoyant plus attentivement d'anciens manuscrits sur lesquels avaient été établies les premières leçons. Ainsi, pour le petit testament, tout en adoptant la leçon de Marlot, qui s'était servi de trois manuscrits, nous avons employé un manuscrit de la Bibliothèque Royale (ancien fonds, n° 5508), qui nous paraît du x^e siècle, et une collation faite par le chanoine Lacourt sur un manuscrit du ix^e, manuscrit qui appartenait alors à l'abbaye de Saint-Remi. (Cette collation de Lacourt se trouve dans ses notes sur Marlot, 1, n. fol. 15, verso. Le ms. n° 5508 et celui de Lacourt sont d'ailleurs presque toujours d'accord.)

Pour le grand testament, les bibliothèques de Paris ne nous offraient aucune ressource. Cet instrument, bien qu'il se rencontre parfois au nombre des miscellanées annexes à la Vie de S. Remi par Hincmar (Marl., 1, 186), ne se trouve d'une manière certaine que dans le texte de l'*Hist. eccles. rem.* Nous n'avons pu le découvrir dans les manuscrits d'Hincmar, et le seul exemplaire manuscrit de Flodoard qui existe à Paris (Bibl. Roy., anc. f., n° 5209) n'est pas antérieur au x^e siècle. D'ailleurs les éditeurs de Flodoard nous avaient, sur ce point, laissé fort peu de chose à faire. Cheneau, dans sa version française de cet historien,

Testamentum * quod fecit sanctus Remigius, in quo lector attendat quia solidorum quantitas numero quadraginta denariorum computatur, sicut tunc * solidi agebantur, et in Francorum lege salica continetur.

avait donné le texte latin du grand testament d'après les manuscrits de Saint-Remi, de N.-D. de Reims, de l'abbaye d'Igny, Sirmond, le premier éditeur de l'*Hist. eccl. rem.* Dans son édition originale, s'était servi d'une copie de Jeanne Gauthier et des manuscrits de N.-D. et d'Igny. Convenir, le dernier et le meilleur éditeur de Flodard, avait eu en son pouvoir, outre la version française de Chesneau et le texte latin de Sirmond, la copie la plus saine et trois fois collationnée de Chesneau, un manuscrit de N.-D., qui diffère de celui de Chesneau, et encore de ce même manuscrit fait en 1597 par M. G. Montgerard, prieur de Saint-Martin d'Épernay. De tous les textes dont avaient disposé les éditeurs, trois seulement méritaient leur attention : ceux qu'offraient les manuscrits de Saint-Remi, de N.-D. et d'Igny. Malheureusement nous n'avons pu recouvrer que celui de N.-D. (Bibl. de la ville de Reims, n° N. 840-841). Ce manuscrit est le même à notre avis, et plus tard nous espérons le démontrer, doit se nous servir Chesneau, Sirmond, Convenir, celui qui, de l'aveu de ce dernier, contient la leçon la plus étendue sinon la plus pure. Il nous paraît du xiii^e siècle, quoiqu'il contienne une liste des archevêques de Reims, liste dressée par le copiste qui a transcrit tout l'ouvrage, à laquelle rien ne manque, et qui s'arrête cependant à Henri de France, mort en 1175.

Ce manuscrit ne nous a fourni que peu de variantes nouvelles, mais il nous a servi à vérifier les variantes anciennes et à rétablir l'orthographe, que Convenir n'avait pas assez scrupuleusement respectée. Autour des variantes fournies par ce manuscrit, nous avons en soin de grouper celles qu'avaient offertes les autres manuscrits aux autres éditeurs. Un instant aussi nous avons eu l'idée de publier en notes les commentaires dont cette pièce est accompagnée, dans une copie de Lacourt différente de celle dont nous avons parlé plus haut, et qui se trouve Bibl.

Roy, mss. Reims, cart. II. Mais ces commentaires ayant été publiés par la Chronique de Champagne, recueil qui dirige avec conscience et talent M. L. Paris, nous avons eu devoir y renvoyer le lecteur.

A. B. La différence des caractères employés pour reproduire le texte nous a servi à préparer une collation facile des deux testaments : tout ce qui est en caractère italique appartenant exclusivement au plus récent, tout ce qui est en romain se trouvant absolument commun à tous les deux.

Voici la liste des auteurs qui ont publié avant nous le grand testament : le premier de tous est Chesneau, inconnu à Brequigny, qui attribue à Brisson l'édition princeps. Viennent ensuite : Brisson, Form., l. vii ex archivo eccl. rem. — Miræus, Oper. dipl. 1, 1 ex Briss. et Flod. — Poutan, Orig. Fr., l. v, c. iii, p. 351 ex Briss. — Terrasson, Veter. juris. rom. monum., p. 60. — Brequigny, Dipl. char., etc., 1, 52. — Enfin, toutes les éditions de Flod. lib. 1, cap. 18.

Le petit testament a été publié par Clifflot, Disquis. de ansp. Rem., p. 9. — Labb. Bibl. nov. mss., 1, 807. — Marl., 1, 180. — Bolland., Vit. S. Rem. oct. 101, ex ms. — Miræus, Oper. Dipl. 1, 656. — Coint., Ann. eccl., 1, 407, ex edit. — Brequigny, Dipl. char., etc., 1, 29.

Pour la critique de ces instruments, voyez Marl., 1, 186. Il y a réuni les principaux arguments soit pour soit contre l'authenticité. — Tillenont, *passim*. — Hist. litt., III, 160. — Nouv. Traité de Dipl., 1, 598, v, 365. — Pagin Baron, II, 491, 512, 572. — Coint., Ann. eccl., 1, 400. — Gall. christ., ix, 13. — Du Cange, verb. *Missionem*. — Siguen., Maffei, Int. dipl., p. 47. — Mabill., de Re dipl., 274, 275, et ann. Bened., 1, 63. — D. Celler, Hist. des Ant. eccl., xvi, 153, etc., etc.

* Les manuscrits de Marl. : *Exemplar testamenti a beato Remigio conditi*. Celui de Lacourt : *a beato Remigio editi*.

* Marl. avait lu *nunc* dans ses trois ma-

et generaliter in solutione usque ad tempora magni Karoli perduravit, velut in ejus Capitulis invenitur¹.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, gloria Deo². Amen.

Ego Remigius, episcopus civitatis Remorum, sacerdotii compos, testamentum meum condidi jure pretorio, atque id codicellorum vice valere precepi, si ei³ juris aliquid videbitur defuisse. Quandoque ego Remigius, episcopus, de hac luce transiero; tu michi heres esto, sancta et venerabilis ecclesia catholica urbis Remorum, et tu, fili fratris mei, Lupe episcopo, quem precipuo semper amore dilexi: et tu, nepos meus Agricola presbiter, qui michi obsequio tuo a pueritia placuisti, in omni substantia mea, quae mea sorte⁴ obvenit antequam moriar; preter id quod unicuique donavero, legavero, darive⁵ jussero, vel nuncupumque vestrum vobis habere precipuum. Tu, sancta heres mea, sancta remensis ecclesia, colonos quos in Portensi⁶ habeo territorio, vel de paterna, maternae substantia, vel quos cum fratre meo sanctae memoriae Principio episcopo commutavi, vel donatos habeo, possidebis, Dagaredum⁷, Profuturum, Prudentium, Tennicum, Maurilionem, Bandolesium, Provinciorum: Niviatenam⁸, Lautam, Fulfroniam⁹, colonas; Amorium quoque servum, [cum omnibus quos intestatos reliquero,] tuo domino vindicabis. Necnon [villas,] agros [que]¹⁰ quos possideo in solo portensi, [Tadiniacum scilicet et Balatonium¹¹, sive Plerinacum¹², et Vacculticum, vel

manuscr. Lacourt et le ms. n° 5508 donnent l'une.

¹ Ce préambule est d'Hincmar, et ne se trouve qu'en tête du petit testament, à la suite de la Vie de saint Remi, écrite par cet archevêque.

² Le manuscrit de Lacourt, *gloria Domino perpetua. Amen.*

³ Cette leçon est celle de Marlot et de Couvenier. Lacourt, le manuscrit de N.-D., et le ms. n° 5508 portent *fieri*. Le manuscrit de N.-D., *affuisse* au lieu de *defuisse*.

⁴ Les manuscrits de Marlot lui avaient donné *forte*; celui de Lacourt et le n° 5508, *sorte*.

⁵ Les manuscrits de Marlot, *donarive*; celui de Lacourt, *darive*.

⁶ « Terre des Poëstis. » — Cette traduction et toutes celles que nous allons indiquer,

sont de Lacourt. (Voir Bibl. Roy., mss. Reims, cart. n.) — Ad. de Valois (not. Gall., p. 153) et M. Guérard (Ann. hist. de la Soc. de l'Hist. de Fr. pour 1857) traduisent *Portensis* par Porcéan. Cette interprétation nous semble, par exception, ne pouvoir être admise pour le testament de saint Remi.

⁷ Un des manuscrits de Marlot, *Dagaudum*.

⁸ Le manuscrit de Lacourt, *Niviatenam*.

⁹ Toutes les autres leçons, *Suffroniam*.

¹⁰ Dans le manuscrit de Lacourt et dans le nôtre, ne se trouvent pas ces mots, *villas, que*, qui appartiennent au grand testament, et que Marlot donne cependant comme lui ayant été fournis par ses manuscrits.

¹¹ Le manuscrit de N.-D., *Balatonium*.

¹² « Tugny, Balaban » (ou plutôt Bala-lons?); « Plerigny. »

quecumque in eodem solo portensi, qualibet auctoritate possedi, *integre* cum [omnibus campis,] pratis, pascuis, silvis, ad te testamenti hujus auctoritate revocabis. [Simili modo, sanctissima heres mea, quecumque tibi a propinquis et amicis meis, in quocumque solo et territorio collata sunt, sicuti disposuero in ptochiis, cenobiis, martiriis, diaconiis, zenodochiis, omnibusque matriculis sub tua ditione degentibus, ordinationem meam futuri successores mei, ordinis sui memores, sicut ego predecessorum meorum, ita quoque invalide, et absque ullarefragatione servabunt. Ex quibus Celtus¹, quam per manum meam Celsa sobrina mea tibi tradidit, et Haldriciaci villa², quam Hildericus comes, ei³ loco ubi ossa mea sancti fratres et coepiscopi dioceseos tue ponenda elegerint, in tegumentis deserviant. Sitque locus ille successoribus meis Remorum episcopis peculiariter proprius, et in alimoniis ibidem Deo militantium, vicus ex proprio, in Portensi, et (sic) Villanis⁴ quoque ex episcopio in Remensi deserviant. Blandibaccius⁵ villa in Portensi, quam a coheredibus meis Benedicto et Hilario, datis pretiis emi de thesauro ecclesie, et Albinicius⁶ ex episcopio, in alimoniis clericorum remensis ecclesie communiter deputentur. Quibus etiam Berna ex episcopio, que peculiaris predecessoribus meis esse solebat⁷, cum duabus villis, quas Ludovicus a me sacro baptismatis fonte susceptus, amore nominis mei, Piscoschesheim⁸ qua lingua vocatis⁹, michi tradidit, sive cum Coslo et Gleni¹⁰, vel omnibus silvis, pratis, pascuis,

¹ Celtus. « Chesneau prétend que c'est le village de Ceruay; quelques uns croient que c'est Saulx-Saint-Remi; ce peut être plus probablement Saulx-lès-Rethel. » (Lacourt, Bibl. Roy., mss. Reims, cart. n.)

² Couvozier lisait *quem* dans la copie coll. de Chesneau.

³ « Hentregiville. »

⁴ Le manuscrit de N.-D., et.

⁵ Le manuscrit de N.-D., *Villanis*. — « On a dans le diocèse plusieurs villages composés du nom de Villers, Villers-Alerand, Villers-Marmier, etc. » (Lacourt, Bibl. Roy., mss. Reims, cart. n.)

⁶ « Blombay. »

⁷ « Aubigny. »

⁸ Dans le manuscrit de N.-D. il y a l'es-

pace d'un mot laissé en blanc entre *solebat* et *cum*.

⁹ Ville de Pèrègue.

¹⁰ Edit. de Sirm., *vocatius*.

¹¹ « Ces deux terres étaient situées dans les Vosges... Flodoard (liv. 1, chap. 10) dit expressément que saint Remi tira des habitants de Berne pour peupler ces deux villages. La charte d'Adalbert, archevêque de Mayence, donnée en 1127 pour le rattachement du prieuré de Cosle, ou, autrement, du Mont-Saint-Remi, pourrait donner lieu à douter que Glain fût un village. . . » (Lacourt, Bibl. Roy., mss. Reims, cart. n.) Voir la charte d'Adalbert; Marlot, 1, 544, frag. — Cet instrument a été oublié par Brequigny.

quecumque per diversos ministros in Vosago, infra, circum, et extra, tam ultra quam citra Rhenum, pretio dato comparavi, picem annuatim ministret, cunctisque locis regularibus, tam a me, quam ab antecessoribus meis ordinatis, sive in futuro ab episcopis successoribus meis ordinandis, pro necessitate locorum, ad vascula vinaria componenda annuatim distribuat. Crusciniacum¹ vero et Faram², sive villas quas sanctissima virgo Christi Genovesa, a rege christianissimo Ludowico pro compendio itineris sui, cum remensem ecclesiam sepiissime visitare solet, adipisci promeruit, alimoniisque ibidem Deo famulantium deputavit, sicut ab ea ordinatum est, ita confirmo, ut Crusciniacus futuri episcopi successoris mei obsequiis et sartatectis principalis ecclesie deputetur. Faram vero eidem episcopo, et sartatectis ecclesie ubi jacuero, perpetualiter servire jubeo. Sparnacus³ villa, quam datis quinque milia libris argenti, ab Eulogio comparavi, tua, sanctissima heres mea, non extraneorum heredum meorum esse cernitur, eo quod cum criminis accusatione regie majestatis idem teneretur obnoxius, et se minime purgare posset, non solum ne occideretur, dato jam dicto pretio de thesauris tuis, sed ne pecunia ejus publicaretur, una tecum obtinui; et ideo ut prefata Sparnacus perpetualiter tibi ad restituendum thesaurum, stipendiisque tui pontificis deserviat, liberali sanctione firmavi. Duodeciacus⁴ vero, sicut a Ludowaldo nobilissime indolis puero confirmatum est, tibi, heres mea, perpetualiter famuletur. Illas quas michi domnus illustrisque memorie Ludowicus rex, quem de sacro baptismatis fonte suscepi, cum adhuc paganus Deum ignoraret, ad proprium tradidit, locis pauperioribus deputavi: ne forte, cum esset infidelis, cupidum terrenarum rerum me arbitrari posset, et non potius sue salutem anime, quam exteriora ab ipso bona requirere. Quod et admiratus, intercedere me pro quibuscunque necessitatibus patientibus, et fidelis, et ante fidem, benigne, liberaliterque concessit. Et quia ex omnibus episcopis Galliarum, pro fide et convocatione Francorum potissimum me laborare cognovit, dedit michi Deus tan-

¹ Le manuscrit de N.-D., Crusciniacum. —
« Grugny. »

² Le manuscrit de N.-D., Spernacus. —
Épernay.

³ « Fère. »

⁴ « Douzy - les - Prés. » — Voir Ad. de
Valois, Not. Gall.

tam gratiam in conspectu ejus, virtusque divina, que per Spiritum Sanctum me peccatorem plurima signa ad salutem prefate gentis Francorum operari fecit, ut non solum ablata omnibus ecclesiis regni Francorum restitueret, sed etiam de proprio, gratuita bonitate, plurimas dilaret ecclesias. Neque prius de regno ejus, quantum passus est pedis, ecclesie Remorum jungere volui, donec, ut hoc omnibus ecclesiis adimpleret, obtinui. Sed neque post ejus baptismum, nisi Codiciacum et Juliacum¹, super quibus jam dictus puer sanctissimus et unanimes michi Ludowaldus, et incole loci illius multiplicibus xeniis² gravati, obnixe deprecantes, quod regi debebant ecclesie mee solvendum, me petere compulerunt. Quod idem piissimus rex et gratanter accipiens, promptissima voluntate largitus est, usibusque tuis, sanctissima heres mea, juxta ejusdem piissimi ditoris³ preceptum, episcopali auctoritate firmavi. Res etiam quas sepe dictus rex, piissimusque princeps, tibi in Septimania et Aquitania concessit, et eas quas in Provincia Benedictus quidam, cujus filiam michi ab Alarico missam, gratia Sancti Spiritus per inpositionem manus mee peccatricis, non solum a diabolice fraudis vinculo, sed ab inferis revocavit, ad usum luminis tui, et loci ubi corpus meum jacuerit, continuatim deservire precipio, villasque in Austria sive Toringa.] Futuro episcopo successori meo amphibalum album paschalem⁴ relinquo, stragola⁵ columbina duo, vela tria quæ sunt ad ostia diebus festis triclinii, cellæ, et culinæ. Vas argenteum [triginta⁶, et aliud] decem et octo librarum, inter te, heres mea, et diocesim tuam ecclesiam Lugdunensem⁷, factis patenis atque calicibus ad ministerium sacrosanctum, prout volui, Deo annuente distribui.

¹ « Concy et Leuilly. » — Je suis certain d'avoir vu quelque part *Juliacum*, substitué ici même à *Luliacum*, mais je n'ai pu retrouver cette leçon. Dans tous les cas, il ne saurait y avoir de doute. Marlot, I, 161, Cheneau, dans sa traduction, A. de Valois, *Not. Gall.*, p. 250, n'ont pas hésité à lire *Leuilly*.

² Voyez, outre le Glossaire de Du Cange, la quatrième Dissertation sur Joinville.

³ Le manuscrit de N.-D., *doctoris*.

⁴ « Dana plusieurs manuscrits on lit *pas-toralum*. » (Lacourt, notes sur le Testam. de saint Remi; Bibl. Roy., ms. Reims, cart. n.)

⁵ Marlot, *stragula*.

⁶ « Un ancien manuscrit porte *vasa argentea triginta*. » (Lacourt, notes sur le Test.; Bibl. Roy. ms. Reims, cart. n.)

⁷ Marlot lit, durant tout le cours de cette pièce, *Laudunum* pour *Lugdunum* clavi-tum, Laon.

Aliud ¹ argenteum vas quod mihi [*sepe nominatus*] dominus ² illustris ³ memorie ⁴ Hludowicus rex, quem [*ut predixi*] de sacro baptismatis fonte suscepi, donare dignatus est, ut de eo facerem quod ipse voluissem, tibi, heredi mee ecclesie supra memoratæ, jubeo turriculum ⁵ et imaginatum calicem fabricari, [*et epigrammata que Lugduni in argenteo ipse dictavi, in hoc quoque conscribi volo* ⁶.] Quod faciam per me, si habuero spatium vite; si ante ⁷ clausero ultimum diem, tu, fili fratris mei, Lupe episcopo, species antedictas, tui ordinis memor, efficias ⁸.

Compresbiteris meis et diaconibus qui sunt Remis, viginti et quinque solidos æqualiter dividendos in commune dimitto. Vitis plantam super vineam meam ad suburbanum ⁹ positam, simili modo communiter possidebunt cum Melanio vinitore, quem do in loco ecclesiastici hominis Albovichii, ut Albovichus libertate plenissima perfruat. Subdiaconibus solidos duodecim ¹⁰; lectoribus ¹¹ solidos duos; ostiariis et junioribus solidos duos jubeo dari. Pauperibus [*duodecim*] ¹² in matricula positus, ante fores ecclesie expectantibus stipem, duo solidi unde se reficiant, inferentur, [*quibus Corcellum* ¹³ villam dudum deservire precepi. Aliis pauperibus tribus, ubi fratres cotidie pedes lavare debent, quibus etiam Balatoforum, quod dicitur Xenodochium, ad

¹ Le grand testament porte : *Illud quoque vas aureum decem librarum, quod, etc., etc.*

² Marlot, dominus.

³ Le manuscrit de Lacourt, *illustris*.

⁴ Ce mot est omis par Marlot, donné par Lacourt et par notre ms. n° 5308. Il en est de même pour le mot *rex*.

⁵ Cette leçon, qui est la vraie, appartient à Marlot : notre manuscrit porte *turriculum*. Dans celui de Lacourt, le *c* avait été gratté et remplacé par un *b*. — Les ciboires étaient faits anciennement en forme de tour. Voyez Du Cange, Description de l'église Sainte-Sophie. » (Lacourt, Bibl. Roy., ms. Reims, cart. n.)

⁶ « Saint Remi veut qu'on grave sur ce calice d'or l'inscription qu'il avait fait graver sur un calice d'argent de l'église de Laon. » (Lacourt, notes sur Marlot, t. I, n. fol. 15, v°.)

⁷ Le manuscrit du grand testament dont

s'est servi Brison, et le ms. n° 5308, qui contient le petit, ainsi que le manuscrit de Lacourt, portent : *sin ante et si ante*. Marlot et Couvenier, *si autem*.

⁸ Le manuscrit de Lacourt, *efficies*.

⁹ Le manuscrit de Lacourt, *suburbanum*. Le ms. n° 5308, *subnem*. — *subnemus*?

¹⁰ Le manuscrit de N.-D., avec lequel s'accorde Lacourt et le n° 5308, donne *duos*.

¹¹ Le grand testament donne : *lectoribus, hostiariis et junioribus solidos octo jubeo dari*.

¹² Pour compléter les données offertes par ce testament sur le nombre des établissements charitables existant à Reims au xiv^e siècle, il faut voir l'épithaphe d'Attole. (Flod., Hist. eccl. rem., lib. I, cap. 15.)

¹³ Courcelles. »

hoc ministerium statui, solidus unus dabitur¹. *Idem* quadraginta in porticu ecclesie alimoniam prestolantibus, quibus de decimis villarum Colmisiaco², Tessiaco³, Novavilla⁴ stipendia ministrabantur, superaddo de villa Huldriciaca⁵ superius memorata, eis imperpetuum stipendia inferri⁶, et tres solidos, et denarios quatuor dari jubeo. Ecclesie sancti Victoris ad portam Suessonicam⁷, solidos duos. Ecclesie sancti Martini ad portam Collaticiam⁸, solidos duos. Ecclesie sancti Hilarii ad portam Marius⁹, solidos duos. Ecclesie sanctorum Crispini et Crispiniani ad portam Trevericam¹⁰, solidos duos. Ecclesie sancti Petri infra urbem, que Curtis Dominica dicitur, solidos duos. Ecclesie quam in honore omnium Martyrum, supra cryptam Remorum edificavi, cum per auxilium virtutis Dei, ab igne demonis penè jam totam urbem concrematam eripui, solidos duos. Ecclesie quam pro eodem signo virtutis Dei, in honore sancti Martini et omnium confessorum infra urbem edificavi, solidos duos. Diaconis infra urbem, que dicitur ad Apostolos, solidos duos. Titulo sancti Mauricii in via Cesarea¹¹, solidos duos. Ecclesie Joviniane¹² tituli beati Agricole, ubi ipse vir christianissimus Jovinus, et sanctus martyr Nichasius, cum plurimis societatis sue Christi martyribus, requiescunt, ubi etiam quinque confessores proximi antecessores domni Nichasii, cum sanctissima virgine et martyre Eutropia, conditi sunt, solidos tres. Eidem quoque ecclesie proprium quod fuerat Jovini in solo suessonico, cum ecclesia beati Michaelis, rebus prioribus superaddidi. Ecclesie sanctorum mar-

¹ La fin de cet article est corrompue. (Lacourt, Bibl. Roy., mss. Reims, cart. II.)

² Voir Etal., *Hist. eccl. rem.*, lib. I, c. 24.

³ Le manuscrit de N.-D., Colmisiaco.

⁴ Cornicy, Taisy, La Neuville.

⁵ Le manuscrit de N.-D., Huldriciaca.

⁶ Le même manuscrit, inferri.

⁷ Porte-aux-Ferons, porte Valoise, porte de Vesle, porte Venus.

⁸ Porte Basée, porte Bacchus.

⁹ Porte Mars.

¹⁰ Porte Cérés, porte Royale, porte Châtre ou Chèvre (*cureria*, ce dernier nom venant de la prison qu'elle contenait, et od la tra-

dition veut que Wulfaire ait enfermé les Saxons confiés à sa garde par Charlemagne). Voir aussi la tradition conservée par Marlot, I, 15. « La tour élevée au-dessus de cette porte servit long-temps de prison. On y enfermait les criminels il y a quatre ou cinq cents ans (1712). De cet usage vient le changement de son nom; on l'appela : porte Châtre. Elle est ainsi désignée dans un titre de l'an 1150 et dans l'ancien Rituel de N.-D. » (Bibl. Roy., mss. Reims, cart. I.)

¹¹ Le Bâillastre.

¹² Le manuscrit de N.-D., Jovinene.

tyrum Timothei et Apollinaris, ubi etiam, Domino dante, si fratribus, ac filiis meis episcopis dioecesibus nostre visum fuerit, ossa mea ponere disposui, solidos quatuor. Ecclesie sancti Johannis, ubi virtus Christi, me orante, filiam Benedicti suscipiavi, solidos duos. Ecclesie sancti Sixti, ubi cum tribus successoribus suis requiescit, solidos tres, cui etiam de proprio meo Plebeias¹ supra Matronam adjunxi. Ecclesie sancti Martini in eodem solo sancte remensis ecclesie posite, solidos duos. Ecclesie sancti Christofori, solidos duos. Ecclesie sancti Germani, quam ipse in solo remensi edificavi, solidos duos. Ecclesie sanctorum martyrum Cosme et Damiani in prefate matris, solo posite, solidos duos. Matricule sancte Marie²,

¹ Pliny-sur-Marne.

² Avant saint Remi, quelques uns des établissements religieux dont parle son testament avaient déjà reçu une dotation foncière (Hod., *Hist. eccl. rom.*, passim) que la charité des fidèles devait nécessairement accroître, et bientôt nous les retrouverons pour la plupart seigneurialement établis sur le territoire de la ville de Reims, et y exerçant la justice à divers titres; il ne nous paraît donc point inutile d'indiquer dans une note ceux de ces établissements qui doivent ajouter leur histoire à celle de la cité, et d'en compléter la nomenclature par l'énumération des établissements semblables que posséda la ville de Reims durant le cours du moyen âge. Pour cela, nous détacherons deux chapitres des *Mémoires de Budei*, priant toutefois le lecteur de nous pardonner deux choses : 1°. L'omission de quelques établissements qui auraient pu être passés sous silence, puisqu'ils ne rentrent pas tout-à-fait dans la catégorie de ceux dont les destines influent sur celles de la ville, mais qui nous ont paru pouvoir trouver place ici, ne fût-ce que pour compléter les indications de la *Gall. christ.* — 2°. L'espèce d'anachronisme par lequel, à la date du testament de saint Remi, nous nous occupons de monuments dont l'origine est postérieure. Mais nous le déclarons ici, une fois pour toutes, nos notes seront souvent entachées de ce défaut, préférable, selon nous, à un manquement perpétuel de

nos citations, qui, pour être bien comprises, ont besoin d'être offertes dans leur ensemble, sauf à prévenir par des dates fréquemment répétées les erreurs que ces citations pourraient occasionner. — Voici les fragments que nous empruntons à Budei, *Mémoires*, II, chap. 2 et 3, p. 9 et 20.

« On voit dans le testament de saint Remi qu'il y avait dans Reims, du temps de ce saint évêque, plusieurs églises ou chapelles qui ne subsistent plus; elles y sont marquées dans le même ordre qu'on les met ici, afin de faire voir le progrès que la religion avait fait dans la province de Reims, dès le temps de son pontificat.

« L'ÉGLISE DE SAINT-VICTEUR, près de la porte de Soissons, dite depuis aux *Pétrons*, à la place de laquelle on a élevé une croix dite de Saint-Victor, elle était sur la charnière, mais comme elle en empêchait le passage, on l'a, depuis quelques années, portée contre la maison voisine.

« L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIN, de la porte Bazée, qui ne subsiste plus.

« L'ÉGLISE DE SAINT-BILAIRE, de la porte Mars, était une paroisse selon Flodoard. Elle fut ruinée avec son faubourg dans le temps de la guerre des Anglais, en 1350. Il n'en restait que le cimetière, célèbre par la sépulture de saint Méroldain; mais il fut détruit depuis par ordre de Raoul le Cochinart, capitaine de Reims, vers l'an 1474.

que dicitur Zenodochion, ubi duodecim pauperes stipem expec-

« L'ÉGLISE DE SAINT-CRISPIN ET CRISPINIEN, dont la situation n'est reconnaissable que par la croix qu'on y a plantée au coin de la barrière de la porte de Cérés.

« L'ÉGLISE DE SAINT-GERMAIN, bâtie par saint Remi; on prétend qu'elle était à l'endroit où fut bâtie depuis la chapelle de Saint-Marcoul.

« L'ÉGLISE DES SAINTS-CÔME-ET-DAMIEŒ était un petit collège de quatre chanoines; elle dépendait de l'abbaye de Saint-Remi; cette église ayant été démolie, on a bâti sur son terrain celle des Minimes.

« L'ÉGLISE DE SAINT-SISTE, premier archevêque de Reims, autrefois collège de chanoines, puis paroisse, et enfin ruinée, était située dans la rue qui va de la halle de Saint-Remi à l'église collégiale de Sainte-Basme.

« L'ÉGLISE DE SAINT-QUESTIN, dont la situation et ancienne position sont ignorées*.

« Les autres églises dont il est parlé dans le même testament de saint Remi, et qui subsistent encore aujourd'hui, sont :

« CELLE DE SAINT-PIERRE-AUX-CLIEUX.

« CELLE DES MARTYRS ou de Saint-Etienne, paroisse bâtie par saint Remi.

« CELLE DU TEMPLE, que ce saint prélat fit construire en l'honneur de saint Martin.

« LA DIACONIE DES APÔTRES, dédiée à saint Symphorien.

« L'ÉGLISE DE SAINT-MAURICE.

« CELLE DE SAINT-AGRICOLE, dite depuis de Saint-Nicaise.

« CELLE DES SAINTS-TIMOTHÉE-ET-APOLLONIAIRE.

« CELLE DE SAINT-MARTIN.

« CELLE DE SAINT-JEAN.

« Et l'ÉGLISE CATHÉDRALE et métropolitaine de Notre-Dame, qui a été bâtie par saint Nicaise.

« Il y avait encore dans Reims et aux en-

« virons de ses portes plusieurs monastères, chapelles, hôpitaux et aumôneries bâtis depuis le pontificat de saint Remi, et qui ne subsistent plus. Il est fait mention de la plupart dans le testament de Guérin Coujon, chanoine de Saint-Symphorien de l'an 1514, à chacun desquels il a légué trente sous parisis, savoir :

« Le second monastère de SAINT-PIERRE-LES-DAMES de la porte Bazée **, qui fut bâti par Gondchert, frère de l'archevêque Nivard, dans le vi^e siècle.

« Celui de CLAIRMAIRAS, hors la cité ***, détruit en 1359, et rétabli dans la rue de Vesle en 1366.... Ce monastère, qui était une abbaye de filles, se trouvait situé à une petite distance des remparts et des fossés de la ville au couchant, à l'endroit où est à présent une ferme qui en dépend, et qui en retient encore aujourd'hui le nom. Comme il eût pu servir de retraite aux Anglais, en 1359, lorsqu'ils pensaient à assiéger Reims, les Rémois, de concert avec Gaucher de Châtillon, leur capitaine, le firent raser, ainsi que plusieurs autres églises, chapelles et châteaux qui se trouvaient aux environs de cette ville.

« Les religieuses obtinrent du roi Jean, l'année suivante, la permission de s'établir en cette même ville dans la rue de Vesle.

« On prétend que quelques unes d'entre elles s'étant dans la suite dérangées, les moines de Clairvaux, de l'ordre desquels elles étaient, saisirent cette occasion pour s'emparer de leur maison et de leurs biens.

« Le PRIORÉ DE SAINT-BERNARD, hors la porte de Dieu-Lumière, détruit ainsi que la chapelle de SAINT-MARC-A-CACHOT, qui était au-delà de la porte de Cérés, par ordre de Raoulin Cochinet, capitaine de Reims, sous Louis XI, l'an 1473, était d'abord un hôpital sous le titre de *Dei*

* Il s'agit ici de l'église de Saint-Quentin en Vermandois. (Lacourt, notes au Test., Bibl. Roy. des Reims, cart. 10.)

** Voir Gall. christ., ix, 178.

*** Ce monastère fut fondé en 1222. Compléter ce qu'en dit Bidel, en consultant la Gall. christ., ix, 179, et x, Inst. col. 58, 68, 79.

tant, solidas dabitur. Quam denique matriculam loco ubiqueque

« Merito », pour loger les pèlerins qui arrivaient après les portes de la ville fermées. Il fut ensuite érigé en un prieuré de l'ordre de Saint-Bernard, et transféré en 1509 dans la ville par le prieur du Mont-Jou, de qui il dépendait.

Dans le XVII^e siècle, un prieur du couvent de Saint-Martin d'Épernay, ordre de Saint-Augustin non réformé, auquel il avait sans doute été cédé, en fit présent, pour titre de fondation, aux Minimes d'Épernay. Le doyen de l'église de Reims était intendant de cette fondation, le fonds consistant en terres, bois et prés, et de quatre cents livres au revenu.

LA CHAPELLE DE SAINT-MICHEL, de la porte Bazée, fut construite sur le plan de la cité vraisemblablement au XVI^e siècle, que Combaert en fait bâtir le second monastère des religieuses de Saint-Pierre, elle était joignant à l'appartement que saint Rigobert, archevêque de Reims, occupait sur cette porte, et où il gardait les clefs des portes de la Ville-Louis-le-Débonnaire avait donné le second monastère de Saint-Pierre, qui était joignant à cet appartement, à sa fille Alpaide, femme du comte Begun. Le comte fit démolir cette chapelle.

CELLER DE SAINT-MARTIN, dont parle Berquier dans la Vie de saint Albert, était au XIV^e siècle dans une maison du cloître. On ne sait pas dans quel temps, ni par qui cette chapelle fut bâtie. On voyait encore, au

commencement de ce siècle, derrière cette maison qui donne sur la rue de la Perrière vis-à-vis la rue de Sainte-Marguerite, les restes de l'ancienne architecture de cette chapelle.

CETTE DU CHÂTEAU DE PORT-MARS, bâtie sans doute avec le château par l'archevêque Sculpe, vers l'an 1244, était dédiée à saint Vincrat. Elle fut démolie avec le château, par l'ordre d'Henri IV, en l'année 1595.

LA CHAPELLE DE SAINT-MARGUERITE, sur la paroisse de Saint-Symphorien, et les maisons qui en dépendent étaient autrefois l'hospice des religieux de Saint-Basle. Lors du partage des biens de cette abbaye, cette chapelle et ses maisons sont tombées dans le lot de l'abbé, qui en tire environ 300 l. de revenu. Cette chapelle, en laquelle les chanoines de Saint-Symphorien étaient tenus d'aller tous les ans dire une messe solennelle, le jour de la fête de Sainte-Marguerite, a été supprimée et réduite en cellier en l'année 1700.

L'HÔPITAL DE SAINT-ÉTIENNE, dans le faubourg de Vexy, était anciennement une église dédiée à saint Lazare. Le bâtiment joignant cette église était destiné pour les hommes qui étaient atteints de la lèpre. Il se voit encore, dans l'ancienne chapelle une fenêtre grillée et murée, qui répondait dans ce bâtiment et par où les malades, enfendaient la messe, et se bécoter à côté de cette grille. Le bâtiment et le jardin

« Nous pensons que l'édit et la plupart des historiens s'accrochent au donjon, petit leçon du titre, qui d'après une variante plus plausible, serait *don modus*, constamment traduit au moyen âge par ces mots : *Don la mine* ; et par corruption dans les temps modernes, par ceux-ci : *Don la mine* ».

On ne sait dans quel temps ce château a été bâti, ni qui a commencé à le bâtir. Les uns l'attribuent à Sculpe, qui fit fortifier le monastère de Saint-Basle, à cause des fréquentes incursions des Normands. D'autres l'attribuent à Henri de France, parce qu'il a fait bâtir plusieurs forteresses, comme à Sept-Saëy, Cormici, Courville et autres chât-

leaux. (Bibl. Roy., ms. Reims, cart. n.°) Henri de Reims fit fortifier une chapelle de Port-Mars en 1244. (Bibl. Roy., ms. Bibl.) L'archevêque qui, en 1244 (1294) s'appelait Pierre de Barchin, lequel a été pris de triple aie archevêque, et en 1244 d'opinion que c'est luy qui a fait bâtir le château de Port-Mars, ou du moins l'a fait achever, d'autant qu'il n'est pas fait mention de château en ce dict lieu que de l'un temps, mais seulement on fait mention d'un maison que l'archevêque avoit au dict lieu. (Bibl. Roy., ms. Suppl. franç. 1615-7, Regier, tom. 1, fol. 16.)

fratribus meis et filiis ossa mea ponere placuerit, perseverare pre-

joignant se nomment encore à présent la Laderie. Cette église fut ensuite réduite en chapelle sous le titre de Saint-Ladre. aux-Hommies; elle est aujourd'hui sous l'invocation de saint Eloi. Par arrêt du 17 août 1655, l'église, la ferme, les huit maisons et jardins des environs, ont été accordés pour la fondation de l'hôpital général. La maison de la ferme et toutes les terres sont louées 500 livres, les sept autres maisons et jardins, ensemble 700 livres; ce qui fait en tout 1200 livres. La cure de Saint-Eloi était à la nomination des échevins, comme il parait par la lettre que le roi Charles VI leur écrivit, pour les prier de la conférer à Jean Prudhomme, bachelier en théologie, de l'université de Paris. Cette lettre était accompagnée d'une autre de l'archevêque de Reims, qui leur faisait la même prière.

La chapelle de Sainte-Anne, hors la porte du Flechambout, était anciennement un hôpital pour les femmes qui étaient aussi atteintes de la lèpre. Les bâtiments qui en dépendaient sont ruinés. Cet hôpital, ainsi que celui de Saint-Eloi, était sous l'administration et direction des échevins de cette ville. Il a été de même uni à l'hôpital par l'arrêt du 17 août 1655, ainsi que les pauvres de Saint-Rigobert, dépendantes de la cathédrale, l'aumônerie de Saint-Remi, le collège des Ecclésiastiques, et les chartreries des paroisses.

Les BÉGUINES DE SAINT-TIMOTHÉE ET DE SAINT-DENIS étaient des communautés de filles dévotes, qui, de la Flandre où elles s'étaient établies dans le XII^e siècle, se répandirent aussitôt en France. Elles avaient à Reims deux maisons l'une sur la paroisse de Saint-Timothée, dont on ignore la situation et ce qu'elle est devenue depuis l'extinction de cette communauté; l'autre sur la paroisse de Saint-Denis, dite des Béguines de Sainte-Agnes, laquelle Henri de Maupais, abbé de Saint-Denis, le directeur de cette maison, donna en 1655, avec sa chapelle et ses dépen-

ses, à l'hôpital de Saint-Marcoul; pour y être unies. Ces Béguines ne faisaient point de vœux de pauvreté ni d'obéissance. Elles portaient seulement un habit particulier et modeste. Quelques unes de ces communautés ayant donné dans des erreurs, les maisons qui en furent infectées furent abolies dans le concile de Vienne, tenu sous le pontificat de Clément V. Celles de Saint-Denis de Reims ne furent pas de ce nombre, puisque par le titre de concession de leur maison à l'hôpital de Saint-Marcoul, on voit qu'elles l'occupaient encore alors et qu'elle n'a même été faite que sous la condition d'y laisser les Béguines leur vie durant.

Les FILLES-DIEU étaient des hospitalières chargées d'administrer aux pauvres passants les secours de l'hospitalité dont ils avaient besoin. On ne trouve rien dans les auteurs qui ont écrit sur l'histoire de Reims, ni dans aucun des renseignements, mémoires ou anecdotes particulières qui y ont rapport, qui constate le temps de l'établissement de ces hospitalières en cette ville, les lieux qu'elles y ont occupés, et ce qui peut les leur avoir fait quitter.

L'AUMÔNERIE dépendant du monastère de Saint-Remi était autrefois célèbre. Il y avait des sœurs converses qui occupaient les bâtiments joignant la chapelle qui était dédiée à Saint-Laurent. Dans ces bâtiments on avait pratiqué une salle garnie de lits, pour y coucher les pauvres passants. Ces sœurs converses, qu'on peut naturellement présumer avoir été de ces Filles-Dieu dont on vient de parler, avaient soin de ces pauvres sous la direction d'un religieux de Saint-Remi, qu'on appelait le père des converses. Elles étaient inhumées dans le cimetière où on enterrait les corps des morts. Ce cimetière était dans la place, le long de l'église de Saint-Remi, où on voit une grande croix de pierre qui a été élevée au milieu de ce cimetière. Il ne restait plus depuis long-temps de cette aumône que la chapelle de Saint-Laurent, qui est à présent supprimée.

cipio, et ut diè noctuque pro peccatis atque criminibus meis Do-

« Les collèges des Ecrivains et des Bossu-
« Enfans, le premier desquels était situé
« derrière l'hôtel-de-ville, et l'autre était
« établi sur l'ancien terrain sur lequel on a
« depuis construit le collège de l'Université,
« étaient des pauvretés qui avaient été fon-
« dées pour y recevoir et entretenir des pau-
« vres étudiants qui allaient prendre leurs
« leçons au collège qui était anciennement
« établi dans la rue de la Fourberie, dite
« aujourd'hui des Tapisiers.

« Les CHARTRIÈRES composaient anciennement un corps de vingt-quatre administrations qui appartenait aux pauvres des douze paroisses de Saint-Pierre, Saint-Milaire, Saint-Jacques, Saint-Symphorien, Saint-Etienne, Saint-Timothée, Saint-Maurice, Saint-Denis, La Magdeleine, Saint-Martin, Saint-Julien, et Saint-Jean de la ville de Reims. Les biens de ces chartrières consistaient en terres, maisons, censives, rens, surcens et rentes qui avaient été laissés et assignés aux pauvres de cette ville depuis un très long temps, comme on le voit par un acte de l'année 1521, donné par ces administrateurs aux commissaires délégués par les ordres du roi, pour recevoir les déclarations des biens sujets aux droits d'amortissement, par lequel il est dit qu'il n'était mémoire du commencement de leurs concessions. Ces vingt-quatre commissaires étaient appelés chartriers; il y en avait deux de chacune des douze paroisses, qui étaient, à cet effet, nommés par les paroissiens de chacune de ces paroisses.

« Ils avaient seuls l'administration des biens et héritages des chartrières des mêmes paroisses, et en convertissaient les revenus en pain et en lard, que chacun d'entre eux distribuait aux pauvres de leur paroisse particulière. Cette distribution se faisait ordinairement le jour du vendredi saint, en mémoire de la mort du Sauveur, ainsi qu'on continue encore de le faire des deniers des quêtes qui se sont toujours faites dans ces paroisses, depuis

« la suppression des chartrières. Ces vingt-
« quatre chartriers, qui formaient un corps
« de communauté, avaient un registre pour
« registrer leurs conclusions, et un greffier
« pour les écrire. Le receveur de la char-
« trierie de Saint-Symphorien était le gar-
« dien des titres des douze chartrières; de
« ces biens, il y en avait qui appartenait
« en commun aux douze chartrières, et
« d'autres qui appartenait en particulier à
« aucune de ces chartrières; les comptes des
« biens particuliers à chaque chartrerie se
« rendaient par le receveur chartrier de cha-
« cune des paroisses auxquelles ils appar-
« tenaient, et ceux des biens qui étaient
« communs aux douze chartrières, devant les
« receveurs des douze paroisses assemblés
« en communauté.

« Tous ces biens ont été abandonnés le 1^{er}
« novembre 1635, par les députés des douze
« paroisses, à l'hôpital général. Cet abandon
« fait, vraisemblablement dans la vue de la
« réclusion des mendians à l'hôpital gé-
« néral, conformément aux lettres-patentes de
« Louis XIII, du mois de janvier 1635, ob-
« tenues par ce corps de ville, a fait que, par
« l'exécution de ces projets et des anciens
« réglemens qui ont été faits par la police gé-
« nérale, les 15 janvier et 15 février 1634,
« 10 juillet et 4 septembre 1636, pour em-
« pêcher la mendicité dans les rues et dans
« les églises, les paroisses se sont vues dans
« la nécessité de pourvoir, par des quêtes
« journalières, au soulagement des pauvres,
« tant nécessaires que mendians de profes-
« sion, qui se multiplient annuellement de
« plus en plus, par l'exécution desdits ré-
« glements, et la contravention même à ceux,
« au préjudice du bien et de l'intérêt public,
« par ceux qui sont en place pour y tenir la
« main.

« On compte à présent en cette ville qua-
« rante-huit églises, y compris les hôpitaux
« et chapelles particulières, savoir :
« L'église cathédrale et métropolitaine.
« Trois collèges : Saint-Symphorien, Saint-
« Timothée et Sainte-Balsamie.

minum deprecetur, de proprio hereditatis mee jure, rebus quas antecessores mei in eorum stipendiis Domino dederunt, superaddo etiam villam Seladronam, et villam sancti Stephani¹, et quicquid in villa Herimundi michi per successionem evenit. Quod vero pretio ibidem comparavi, ecclesie sancti Quintini martyris jamdudum delegavi.] De [jam dicto] Vaculiaco Frumini², Dagaleisum³, Dagaredum, Ductionem, Baudovicum, Uddulfum⁴, Vinofeisam⁵, liberos esse precipio. Tennaredus, qui de ingenua matre nascitur, statu libertatis utatur. Tu vero, fili fratris mei Lupe, episcopo, tuo dominio vindicabis Nifastem, et matrem suam Mutam⁶; vineam quoque quam Enias⁷ vinitor colit. Eniam⁸ et Monulfum ejus filium vinitorem⁹ jubeo libertate perficere. Mellovicum¹⁰ porcari¹¹ et Paschasiolam¹² conjugem suam, Vernivianum¹³ cum filiis suis, excepto Widragasio¹⁴, cui tribuo¹⁵ libertatem, tuo juri deputabis. Servum meum de Cesurnico¹⁶ tuum esse precipio. Agrorum partem ad te, quam frater meus Principius episco-

• Quatorze paroisses : Saint-Pierre-aux-Clercs, Saint-Hilaire, Saint-Symphorien, qui, sous deux titres, ne fait qu'un avec le collège de ce nom; Saint-Etienne, Sainte-Marie-Magdeleine, Saint-Martin, Saint-Timothée, qui, sous deux titres, ne fait qu'un avec la collégiale; Saint-Julien, Saint-Maurice, qui ne fait qu'un avec l'église des Jésuites, mais sous deux titres; Saint-Michel, Saint-Denis, qui, avec l'abbatiale, ne fait également qu'un sous deux titres, et Saint-André du faubourg Cérés.

• Six abbayes, dont trois d'hommes : Saint-Remi, Saint-Nicaise, Saint-Denis; et trois de filles : Saint-Pierre-les-Dames, Saint-Etienne-les-Dames, Sainte-Claire.

• Le temple commanderie de Malte.
• Douze églises de communautés religieuses, dont neuf d'hommes : Saint-Antoine, les Jacobins, les Cordeliers, les Augustins, les Carmes, les Minimes, les Jésuites, les Capucins, les frères des écoles chrétiennes; et trois de filles, les Carmélites, Longueau et la congrégation.

• Sept hôpitaux, savoir : l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital-Général, Saint-Marcel, Sainte-

• Marthe, les Orphelins, Sainte-Catherine, Saint-Louis.

• Et quatre chapelles, qui sont Saint-Maur, Saint-Beruard, l'Aumône-de-Saint-Pierre-les-Dames et Saint-Patrice.

• Saint-Etienne et Sclaron. — Saint-Etienne-aux-Ormes (Marne) et Eclaron (Haute-Marne)? — ou bien. Saint-Etienne-sur-Suippe (Marne) et Esclaires (Marne)? — *Filii Herimundi*, Hermonville.

¹ Le ms. n° 5508, *Fruminium*.

² Marlot, *Dagalauphum*.

³ Couv., *Baudowicum, Uddulfum*.

⁴ Marlot, *Vinofeisam*.

⁵ Couv., *Nuciam*.

⁶ Couv., *Enias*.

⁷ Couv., *Eniam*.

⁸ Marlot et Couv., *juniorum*.

⁹ Marlot et Couv., *perfungi*.

¹⁰ Couv., *Mellovicum*.

¹¹ Couv., *Paschasidem*.

¹² Marlot, *Vernunanum* et *Vernivianum*.

le manuscrit de Lacourt, *Vervivianum*.

¹⁴ Marlot, *Vindragasio*.

¹⁵ Couv., *tribui*.

¹⁶ « Cerny-en-Laonnois. » Marlot, *Cosurnico*.

pas tennit, cum silvis, pratis, pascuis, revocabis. Servum meum quem Mellovicius tennit, Viteredum [tibi] derelinquo. Teneursolum, Capalimum, et uxorem suam Teudorosevam⁷, tuo juri, dominioque transcribo. Teudoniua⁸ quoque ex mea preceptione sit libera. Edoveifam⁹ que homini tuo sociata fuit, et ejus cognationem retinebis. Uxorem Aregildi, et cognationem suam ingenuus esse jubeo. Partem meam de prato quod Lugduni juxta vos habeo ad unitatem¹⁰ montium posito, et que jovia sunt pratella que tenui, ad te revocabis. [Labrinacum¹¹ tibi, ubi ossa gentricis mee posui, cum prefixis terminis deputavi.] Tibi autem, nepos meus Agricola presbiter, qui intra domesticos parietes meos exegisti pueritiam tuam, trado atque transcribo Merum, Vastem¹² servum, et uxorem suam Meratinam¹³, et eorum filium, nomine Marcovicum; ejus fratrem Medovicum jubeo esse liberum. Amantium et uxorem suam Daeris¹⁴, tibimet derelinquo; eorum filiam esse precipio liberam, Dasovindam¹⁵. Alaricum servum tue deuto portioni, cujus uxorem, quam redemi et manutisi, commendo ingenuam defendendam. Bebrimodem et uxorem suam Moram¹⁶ tuo dominio vindicabis; eorum filius Monacharius gratulabitur beneficio libertatis. Mellaricum et uxorem suam Placidiam ad tuum dominium revocabis; Medaridus¹⁷, eorum filius, sit libertus. Viueam quam Mellaricus Lugduni facit¹⁸, tibi dono, Brito-bandem¹⁹ servum [meum] necnon etiam Gibericum. Viueam quam Bebrimodus facit, tibi eatenus derelinquo, ut diebus festis, et omnibus [diebus] dominicis, sacris altaribus mea [inde] offeratur oblatio, atque annua²⁰ convivia remensibus presbiteris et diaconibus prebeantur;

⁷ Couv., *Mellovicius*.

⁸ Couv., *Theodorosevam*. le manuscrit de Lacourt, *Teudorosevam*; Marlot, *Teudorosevam*.

⁹ Couv., *Theodonius*; Marlot, *Teudoniua*; le manuscrit de Lacourt, *Teudoniua*.

¹⁰ Couv., *Edoveifam*.

¹¹ Le ms. n° 5508, *imitatem*. «Ce passage est corrompu. Quelques manuscrits portent, au lieu de *Jovia*, — *que ei obvia sunt pratella*. Ces près pouvaient cependant tirer leur nom de Jupiter, comme certaines pièces de terres situées dans un fond, près de Reims, por-

taient le nom de Minerve. » (Lacourt, notes au Text., Bibl. Roy., ms. Reims, cart. n°.)

¹² « Lavergy. »

¹³ Couv. et Marlot, *Mermentodum*.

¹⁴ Marlot et Couv., *Meratenam*.

¹⁵ Couv. omet ce nom.

¹⁶ Couv., *Dasovindam*.

¹⁷ Couv., *Moriem*.

¹⁸ Marlot, *Medardus*.

¹⁹ Couv., *Lauduni fecit*.

²⁰ Le ms. n° 5508, *Brutobande*.

²¹ Marlot, *annum continuis convivia*. Ce mot, évidemment interpolé, masquait aux manuscrits de Couv. comme au nôtre.

delegoque nepoti meo Pretextato Moderatum¹, Totticionem², Marcovicum³, Innocentium servum, quem accepi a Profuturo, originario meo, coclearia quattuor de majoribus, acetabulum⁴, lacernam quam michi tribuimus Friaredus⁵ dedit, et argenteam cabutam figuratam. Filiolo illius Parovio, acetabulum et tria coclearia, et casullam ejus fimbrias commutavi. Remigius, coclearia tria que meo sunt nomine titulata, mantile illi⁶, quod habeo feriale transcribo : hichinaculum quoque dono illi, de quo Gundebado⁷ dixi. Delegoque benedictus filius mese Hilarii diacone ancillam nomine Nocam, et vitium pelataram que sue jungitur vinee quam Cattusio⁸ facit, dono : et partem meam de Talpusciaco transcribo, pro obsequiis que michi indesinenter impendit. Aetio⁹ nepoti meo partem de Cesurnico que michi sorte divisionis obvenit, cum omni jure quod¹⁰ tenui atque possedi. Ambrosium quoque puerum ad jns ejus¹¹ dominumque transmitto. Vitalem colonum liberum esse jubeo, et familiam suam¹² ad nepotem meum Agathimerum pertinere; cui vineam dono quam posui Vindomisae¹³ et meo labore constitui, sub ea conditione, ut a partibus suis, omnibus diebus festis ac dominicis, pro commemoratione mea sacris altaribus offeratur oblatio, et lugdunensibus presbiteris atque diaconibus annua convivium, concedente Domino, prebeantur. Dono ecclesie lugdunensi [ex villis quas michi sancte recordationis prefatus rex Ludovicus dedit, duas, Anisiacum¹⁴,] solidos [que] decem et octo quos presbiteri et diaconi inter se aequali divisione distribuunt. Partem meam de Setia¹⁵ ex integro ad se revocet ecclesia lugdunensis, [et

¹ Marlot, et le ms. n° 5508, *Pretextato Moderato*.

² Marlot, *Tortionem*; le manuscrit de Lacourt, *Tollionem*.

³ Marlot et Couv., *Marcovicum*.

⁴ Le ms. n° 5508, *acetabulum*. — Marlot, *lacernam*, au lieu de *lacernam*.

⁵ Marlot et Couv., *Friaredus*.

⁶ Le ms. n° 5508, et celui de Lacourt, *mantile ipsius*.

⁷ Couv., *Gundebado*; le manuscrit de Lacourt, *Gundebado*.

⁸ Marlot, *Cattusio*; Couv., *Cattusio*.

⁹ Marlot, *Ivo*.

¹⁰ Marlot, *quo*.

¹¹ Marlot et Couv., *illius*.

¹² Le ms. n° 5508, *ejus*.

¹³ « Vandœuvre, et peut-être Venderesse.

Ce village ne peut être éloigné de Reims, puisqu'il fut donné à l'archevêque Artsud avec les abbayes de Saint-Basle et d'Avenay, après qu'il eut été chassé de son siège. » (Lacourt, libl. Roy., mss. Reims, cart. 11.) — Ne serait-ce pas plutôt Vandeuzy, qui forme le triangle avec Avenay et Saint-Basle à égale distance de l'un et de l'autre ?

¹⁴ Anisy.

¹⁵ Marlot, *Setia*; Couv., *Secio*. « Sery. »

Lauscitam quam nūchi carissima filia et soror mea, virgoque, ut credo, Christi sanctissima Genovefa, in usibus pauperum Christi tibi dandam ad integrum delegavit. Commendo sanctitati tue, fili fratris mei Lupe, episcopo, [*ex prefatis villis*], quos liberos¹ esse precipio, Cattusionem² et Auliatenam conjugem suam, Nonnieum³ qui meam viveam facit, Sunnoveifam⁴ quam captivam redemi, bonis parentibus natam, et ejus filium Leuberredum⁵, Mellaridum et Mellatenam, Vasantam⁶ coquum, Cesariam, Dagarasevam⁷ et Baudorosevam⁸ Leonis neptem, et Marcoleifum filium Totononis⁹. Hos totos, fili fratris mei Lupe, episcopo, sacerdotali auctoritate liberos defensabis. Tibi autem, heredi meae ecclesiae, Flavianum et uxorem suam Sparagildem dono; eorum filiolam parvulam Flavarasenam¹⁰ liberam esse constitui. Fedamiam uxorem Melani et eorum parvulam, remenses presbiteri et diaconi possidebunt. Cispiciolua colonum liberum esse precipio, et ad nepotem meum Aetium ejus familiam pertinere; ad utrumque, id est, ad Aetium et Agathimerum pervenire colonicam Passiacum. Pronepiti meae Pretextatae dono Modorosevam¹¹. Profuturo Leudocharium puerum trado. Profuturæ dari jubeo Leudoveram. Lugdunensibus subdiaconibus, lectoribus, ostiariis et junioribus quattuor solidos derelinquo. Pauperibus in matricula positis, solidus dabitur ad eorum refectiorem. Delegoque [*ex dato prefati principis, Salvanarias*¹² *supra Moram, et decent*]¹³ solidos ecclesiae Suessionium¹⁴ pro commemoratione nominis mei; [*nam Sablonarias supra Matronam heredibus meis depu-*

¹ Le ms. n° 5308, *libertos*.

² Marlot, *Cattusionem*.

³ Couv., *Nonnieum*.

⁴ Couv., *Sunnoveifum*.

⁵ Couv., *Leutiberedum*.

⁶ Marlot et Couv., *Vasantem, Cocum*.

⁷ Marlot et Couv., *Dagarasenam*.

⁸ Marlot, *Haudorosenam*; le manuscrit de Lacourt et Couv., *Baudorosenam*.

⁹ Marlot et Couv., *Totonis*.

¹⁰ Le manuscrit de Lacourt, *Flavarasenam*. Le n° 5308, *Flavarsenum*.

¹¹ Couv. et le manuscrit de Lacourt, *Modoposenam*; et plus bas, *Leudomerum*.

¹² Couv., *Salvanarias*. — « On lit ce mot différemment dans les manuscrits : *Salvona-*

rias, Salvanarias, Sablonarias ou *Salvanarias*. Ce peut être Sablonières, au décanat de Chéry-en-Brie, dans le diocèse de Soissons. » (Lacourt, notes au Test., Bibl. Roy., ms. Reims, cart. II.) — Sablonières dont parle ici Lacourt est sans doute le hameau de ce nom qui dépend de la commune de Montreuil-aux-Lions (Aisne); mais, à notre avis, ce hameau est celui que le testament appelle une ligne plus loin *Sablonarias supra Matronam*. *Salvanarias supra Moram* serait Sablonières, situé sur le petit Morin (Seine-et-Marne), à quelque distance du premier.

¹³ Le petit testament ne porte que : « octo solidos. »

¹⁴ Le manuscrit de Lacourt, *Sissionum*.

tavi.] *Catalaunensi* *secclesie* [ex dato sepe dicti filii mei, Gellonos supra Matronam¹ et solidos decem. *Ecclesie sancti Memii*², *Fasci-narias* ex donis prescripti principis et] solidos sex³. Mosomagensi, solidos quinque. Vongensi⁴, agrum apud officinam molinarum que ibi⁵ est constituta. Cartarigensi⁶ *secclesie*, solidos quattuor : totidem que portensi pro commemoratione mei nominis inferuntur⁷. [*Ecclesie attrebatensi* cui, Domino annuente, Vedastum fratrem meum karissimum episcopum conueravi, ex dono jam dicti principis villas duas in alimoniis clericorum deputavi : Orcos videlicet et Sabucetum⁸; quibus etiam pro memoria nominis mei solidos viginti dari jubeo.] Ursi archidiaconi familiaribus usas obsequiis, dono ei domi textilis⁹ casulam subtilem et aliam pleniorum, duo saga delicata, tappete quod habeo in lecto, et tunicam quam tempore transitus mei reliquero meliorem. Heredes mei, Lupe episcopo, et Agricola presbiter, porcos meos inter vos aequaliter dividetis. Friaredus quem ne occideretur quattuordecim solidis comparavi, duos concessos habeat, duodecim det ad basilicæ dominorum martyrum Timothei et Apollinaris cameram faciendam. Hæc ita do, ita lego, ita testor. Ceteri omnes exheredes estote, suutote.

Huic autem testamento meo dolus malus abest, aberitque, in quo si qua litura; vel caraxatura fuerit inventa, facta est me presente, dum a me relegitur et emendatur.

[*Neque ei duo priora testamenta, primum quidem quod ante quattuordecim et alterum quod ante septem condidi annos, obsistere, obviare, aut ullatenus nocere poterunt : eo quod quicquid in ipsis continebatur, in presentia fratrum meorum hic inserta, et que deerant adjuncta, insuper et que Dominus michi largiri in postmodum dignatus est, superaddita noscuntur; sed inconsumum et incontaminatum*

¹ « Jaslons. »

² Couv., *Mém.*

³ Le grand testament dit : « solidos octo. »

⁴ « Vong. » — A. de Valois, *Not. Gall.*, p. 621, hésite entre Vongc et Vonziers (Ardenne), qu'il écrit comme on prononce en Champagne : Voz et Vozzy.

⁵ Marlot, *ibid.*

⁶ Marlot, *Catalaunensi*. « Chéry. »

⁷ Marlot, *inferent*.

⁸ « Orlon et Sonchez. » (Départ. du Pas-de-Calais.)

⁹ « En quelques exemplaires, ce terme domi textilis est séparé en deux mots. Bignon n'en fait qu'un. Du Cange croit qu'il faut lire auri textilis. » (Lecourt, notes au Test., Bibl. Roy., mus. Reims, cart. v.)

presens hoc quod condidi testamentum, a fratribus meis successoribus, videlicet Remorum episcopis, conservandum¹: a regibus quoque Francorum, filiis scilicet meis karissimis, quos per baptismum, Jesu Christi dono, et gratia Spiritus Sancti cooperante, Domino consecravi, ubique defensum, atque protectum contra omnia, et in omnibus, inviolabilem perpetuamque semper obtineat firmitatem. Et si quis in ordine clericali, n presbitero usque ad tonsum, contradicere, nut obviare ei presumpserit, et correptus a successore meo satisfacere neglexerit, convocatis ex vicinioribus locis Remorum dioceseos tribus episcopis, deponatur a gradu. Si vero, quod non opto, nec cupio, sed neque spero, successor quilibet michi in hac sede Remorum episcopus, execrabili cupiditate ductus, res prefatas, sicut a me, auctore Domino meo Jesu Christo, ad illius honorem, et ejus pauperum consolationem ordinate sunt, aliorum distrahere, inmutare, commutare, seu quolibet obtentu in usus laicorum, beneficii gratia dare, aut a quolibet datas finire, aut consentire presumpserit, convocatis totius dioceseos Remorum episcopis, presbiterisque ac diaconibus, necnon et ex filiis meis karissimis Francis religiosis quam plurimis, reatus sui penam, privatione episcopatus², persolvat; et nequaquam ultra recuperationem gradus amissi, in hoc seculo proveneritur. Quicumque vero ex laico habitu a nobis statuta parvipendens, sibi que favens, que pauperibus ecclesie attributa sunt, abuti, aut usurpare quolibet obtentu presumpserit, pari simul perpetuamque damnatione, alienator, petitor, dator, acceptor, pervasor, anatematico vinculo ab ecclesia catholica sejungantur, donec valeant, Deo miserante, condigne satisfactionis emendatione, indulgentiarum promereri. Siu autem in hoc perseverare cujuscunque donationis occasione quilibet delegerit, spes ei presentis ac future restitutionis a successore meo, Remorum scilicet episcopo, omnimodis auferatur. Generi tantummodo regio, quod ad honorem sancte ecclesie, et defensionem pauperum, una cum fratribus meis et coepiscopis omnibus Germanie, Gallie atque Neustrie, in regie majestatis culmen perpetuo regnaturum statutus elegi, baptizavi, a fonte sacro suscepti, donoque septi-

¹ Le manuscrit de N.-D. porte conservandum.

² Le manuscrit de N.-D., ut.

³ Cduv., sui episcopatus.

formis Spiritus consignavi, et per ejusdem sacri Crismatis unctionem ordinato in regem, parcens, statuo, ut si aliquando genus illud regium per benedictionem meam totiens Domino consecratum, mala pro bonis reddens, ecclesiarum Dei pervasor, destructor, depopulator, gravis aut contrarius existere voluerit, convocatis Remorum dioceseos episcopis, primum moneatur; et deinde ecclesia remensi prefata, adjuncta sibi sorore, ecclesia scilicet treverensi¹, iterum conveniatur². Tertio vero, archiepiscopis tantummodo Galliarum tribus vult quatuor convocatis, princeps ille, quicumque fuerit, moneatur: ita ut usque ad septimam monitionem, si prius satisfacere renuerit, paterne pietatis longanimitate differatur. Tandemque, si postpositis omnibus prefatis benedictionibus³, incorrigibilis contumacie spiritum non deposuerit, et se per omnia, Deo subditi nolens, benedictionibus ecclesie participare noluerit, elogium segregationis a corpore Christi, ab omnibus ei porrigatur, quod per prophetam et regem David longe ante, eodem qui in episcopis est, dictante Spiritu Sancto, noscitur⁴ decantatum: Quia persecutus est, inquit, hominem inopem et mendicum, et compunctum corde, et non est recordatus facere misericordiam, et dilexit maledictionem, et venit ei; et noluit benedictionem, et elongabitur ab eo⁵. Totumque ei quod in persona Jude traditoris Domini nostri Jesu Christi⁶, et malignorum episcoporum, ecclesia decantare solet, per singulas ei decantetur ecclesias: Quia Dominus dicit: Quamdiu fecistis uni ex minimis meis, michi fecistis; et quamdiu his non fecistis, nec michi fecistis⁷. Et ideo quod probatur in capite, in membris intelligendum esse non dubitetur. Unum tantummodo ibi verbum per interpositionem commutetur: Fiant dies ejus pauci, et principatum ejus accipiat alter⁸. Quod utique si successores mei, Remorum scilicet archiepiscopi, operari, sicut a me ordinatum est, neglexerint, in se, quicquid in

¹ L'édition de Sirmond porte remensis.

² Pour saisir tout l'a-propos de ces menaces prophétiques et de celles qui vont suivre, il faut se rappeler la double intrusion de Milon à Trèves et à Reims, et le long exil de saint Rigobert.

³ L'édition de Sirmond porte conveniat.

⁴ Monitionibus?

⁵ Le manuscrit de N.-D., nascitur.

⁶ Psal. cvm.

⁷ Le manuscrit de N.-D., traditoris Christi.

⁸ Math., xxv.

⁹ Psal. cvm.

principibus resecandum fuerat, maledictionibus depravati reperiant : ut fiant dies eorum pauci, episcopatum eorum accipiat alter. Si vero Dominus meus Jesus Christus vocem orationis mee, quam cotidie pro genere illo in conspectu divinitus majestatis specialiter fundo, audire dignatus fuerit, ut sicut a me accepit, ita in dispositione regni, et ordinatione sancte Dei ecclesie perseveret, benedictionibus quas Spiritus Sanctus per manum meam peccatricem super caput ejus infudit¹, plurime super caput ejus² per eundem Spiritum Sanctum superaddantur : et ex ipso reges et imperatores procedant, qui in presenti et in futuro³, juxta voluntatem Domini, ad augmentum sancte sue ecclesie, virtute ejusdem in judicio et justitia confirmati, et corroborati, regnum obtinere atque augere cotidie valeant : et in domo David, hoc est in celesti Hierusalem, cum Domino in eternum regnaturi, sublimari mereantur. Amen.]

[*Per*]actum Remis, die et consule prescripto⁴, intercedentibus et mediis signatoribus.

[*Ego*] Remigius, episcopus, testamentum meum relegi, signavi, subscripsi, et in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, Deo adjuvante, complevi.

[† *Vedastus*, episcopus : Cui pater meus Remigius maledixit, maledixi ; et cui benedixit, benedixi : interfui quoque, atque subscripsi.

† *Genebadius*, episcopus : Cui pater meus Remigius maledixit, maledixi ; et cui benedixit, benedixi : interfui quoque, atque subscripsi.

† *Medardus*, episcopus : Cui pater, etc., etc.

† *Lupus*, episcopus : Cui pater, etc., etc.

† *Benedictus*, episcopus : Cui pater, etc., etc.

† *Eulogius*⁵, episcopus : Cui pater, etc., etc.

† *Agricola*, presbiter : Cui pater, etc., etc.

¹ Le manuscrit de N.-D., *infundit*.

² Couv., *caput illustrius per*.

³ Ces trois derniers mots sont omis dans le manuscrit de N.-D.

⁴ Le manuscrit de Lacourt et le n° 5308, *supra scripto* : Couv., *supradicto*.

⁵ Le manuscrit de N.-D., *Eledius*. Nous

avons mis un grand soin à noter exactement les variantes de noms propres, persuadé que des noms contemporains de l'invasion barbare pourraient être étudiés avec curiosité par ceux qui s'occupent d'éthnographie et de linguistique.

† *Teodonius, presbiter: Cui pater, etc., etc.*

† *Celsinus, presbiter: Cui pater, etc., etc.]*

V. C. Pappolus, interfui et subscripsi.

V. C. Rusticolus, interfui et subscripsi.

V. C. Eulodius, interfui et subscripsi.

V. C. Eutropius, interfui et subscripsi.

V. C. Eusebius, interfui et subscripsi.

V. C. Dauveus, interfui et subscripsi.

Post conditum testamentum, immo signatum, occurrit sensibus meis, ut basilicæ domuorum martyrum Tymothei et Apollinaris missorium argenteum sex librarum ibi deputem, ut ex eo sedes futura meorum ossium * componatur.

III.

PRÆCEPTUM Chilberti regis, Egidio remensi archiepiscopo concessum, quo ecclesia remensis ab omni fiscali functione vel mutilatione habetur immunis ³. Vers 585.

Flod., Hist. rem. eccles., lib. II, cap. 2.

IV.

ROMULF, remensis episcopi, testamentum.

Vers 596.

Flod., Hist. rem. eccles., lib. II, cap. 4.

* La désignation V. C. manque dans le ms. n° 5308. L'ordre des noms est interverti dans le manuscrit de N.-D. Ceux de Rusticolus, Eutropius et Dauveus se trouvent les derniers, et sont suivis tous trois de ces mots: *interfui et signavi*.

¹ Le manuscrit de Lacourt et le n° 5308, *ossium*.

² De pareilles immunités furent obtenues par Souance, archevêque de Reims, au commencement du VII^e siècle; par saint Nivard,

vers le milieu du même siècle; par saint Rigobert, vers la fin du VII^e ou au commencement du VIII^e; par Tilpin, vers la fin du VIII^e; par Wulfaire, dans le commencement du IX^e; par Ebbou, vers le même temps; par Hincmar, etc., etc. Pour savoir en quoi consistent ces immunités, il suffit de consulter Flod., *Hist. eccles. rem.*, lib. II, cap. 11. » (Procès du Stellage, Mémoire instructif, n° 8, de la collection de Doury.)

SEPTIEME SIÈCLE.

I.

Vers 695. **CONCILIUM** remense, Sonnatii remensis episcopi temporibus, celebratum ¹.

Concil. Labb., v, 1688, ex Flod. — Flod., Hist. eccles. rem., lib. II, c. 5. — Concil. Hard., III, 570. — Concil. antiq. Gall., Sirm., I, 479.

II.

Ann. 630. **STATUTA** synodalia ecclesie remensis, per Sonnatium, remensem episcopum ².

Colv., Append. ad Flod., p. 157, ex archiv. Maj. mon. — Marlot., I, 237. — Concil. antiq. Gall., Sirm., I, 480. — Concil. Labb., v, 1693. — Concil. Hard., III, 572.

III.

Vers 683. **SONNATHI**, remensis episcopi, testamentum.

Flod., Hist. rem. eccles., lib. II, c. 5.

¹ Plusieurs des conciles qui vont suivre n'ont pas siégé comme celui-ci dans la métropole même, mais seulement dans le diocèse métropolitain; et à ce sujet nous avons besoin de donner ici quelques explications sur les motifs qui nous ont dirigé dans l'admission ou dans le rejet des pièces relatives à notre collection. En général, nous nous sommes montré plus large lorsqu'il ne s'est agi que d'indiquer des instruments; plus sévère lorsqu'il s'agissait de les imprimer en entier. Mais indiqués ou transcrits, tous ont dû, pour être admis, jeter quelque lumière, ne fût-ce que par une simple phrase, par un mot essentiel, sur les institutions de notre cité; et cette lumière ils ont dû la jeter, sinon toujours directement, au moins d'une manière détournée, comme le font les conciles, qui, remplis de détails sur l'état des personnes, sur les coutumes, sur les relations des pouvoirs dans la province, etc., etc.

nous permettent de conclure du général au particulier. — Nous n'avons pas besoin d'ajouter que, lorsqu'il s'agit d'événements politiques, d'affaires publiques, de la confection de capitulaires, par exemple, les actes qui s'y rapportent, eussent-ils été dressés dans la province rémoise, n'ont point trouvé place dans cette collection. D'ailleurs, nous nous sommes montré d'autant plus sobre de ce dernier genre de renseignements que Breguiguy, sans expliquer ses motifs, n'a admis que cinq à six conciles dans ses tables, où cependant leur place nous paraît tout naturellement assignée.

² Ces statuta synodaux sont évidemment supposés, ou du moins interpolés. Voir Conv., App. ad Flod., p. 160; l'Hist. litt. de la Fr., III, 358; D. Cellier, Hist. génér. des Aot. eccles., 599. — Marlot essaie de les défendre, I, 239. — Breguigney oublie de renvoyer à l'édition de Labbe et à celle de Hardouin.

IV.

LANBONIS, remensis episcopi, testamentum.

Vers 650.

Flod., Hist. rem. eccl'es., lib. II, c. 6.

V.

TESTAMENTUM S^{ci} Nivardi, remensis episcopi, consensuali scripto roboratum.

Vers 660.

Flod., Hist. eccl'es. rem., lib. II, c. 10.

HUITIÈME SIECLE.

I.

COMONIE delegate et gerarium commune constitutum a S. Rigoberto, ad canonicam clericis, religionem restituendam.

Vers 710.

Flod., Hist. eccl'es. rem., lib. II, c. 11.

II.

CARTA ADONIS abbatis, quæ basilicæ S. Remigii Altrum, Crispiacum et aliq^{ua} donat.

Avril 714.

Annal. Beudict., II, 604, ex authent. nutil.

Saint Rigobert est le premier évêque connu qui ait réuni son clergé en collège pour lui imposer la vie régulière. Saint Chrodegang, évêque de Metz, qui est regardé généralement comme le réformateur de la vie commune des clercs et l'instituteur des chanoines réguliers, ne fut donc, dans ses réformes, que l'imitateur de saint Rigobert; seulement la règle qu'il donna, en 755, au chapitre de sa cathédrale devint celle de tous les chanoines, comme la règle de saint Benoît fut celle de tous les moines en Occident. — Consulter d'ailleurs, outre Flodard, l'auteur de la Vie de saint Rigobert dans les *Bibliothèques*, et Mabillon, *Sac. gall.*, p. 414.

Entré et Crècy près Breziers? Voir Mabillon, *Ang. Bened.*, II, 65.

Pour avoir une idée de la réputation dont jouissait déjà cette église vers la même

époque, voir la donation de Maderamne, Flod., *Hist. eccl'es. rem.*, lib. I, cap. 20. — Nous nous sommes bien gardé de recueillir toutes les chartes de donations faites aux églises et aux abbayes, et même d'indiquer toutes celles qui sont publiées. Il eût fallu transcrire les cartulaires en entier, et multiplier les volumes. — Nous avons seulement ajouté celles qu'il nous a paru impossible d'écarter, non pas toutefois que des pièces écartées soient sans intérêt; loin de là, elles contiennent pour la plupart des documents précieux sur l'état de la propriété, sur la géographie de l'époque, etc., etc.; en un mot, elles ont tous les genres de mérites qui ont décidé M. Guérard à entreprendre sa belle et importante publication des *Cartulaires*, mais elles ne contiennent aucun des renseignements que nous recherchons sur l'histoire

III.

Vers 715. PRÆCEPTA immunitatis a Dagoberto rege et a filio, ipsius ecclesie remensi collata.

Flod., Hist. ecclési. rem., lib. II, c. II.

IV.

Ann. 717. EPISTOLA Gregorii papæ II ad Turpinum, remensem archiepiscopum, de Rigoberto remensi archiepiscopo; e sede sua expulso per Carolum Martellum.

Baron. Ann., IX, 17. Frag.

intérieure de la cité, elles serviraient tout au plus à constater approximativement la date, le premier des grands établissements religieux; but que nous atteindrons par la publication des bulles et diplômes contenant des privilèges généraux.

Cette prétendue lettre attribuée à Grégoire II par Baronius et par Brequigny, n'est qu'un fragment de celle qu'écrivit le pape Adrien II l'archevêque à l'in v. 775, selon la date approximativement établie par le P. Leconte. Il est incontestable que l'attention de Baronius, que la Éritique servait de Pagi, que l'Érudition si sûre de Brequigny, n'ont pas été égarées, par ce rapprochement des noms de Grégoire II, mort en 731, et de Turpin, intronisé au plus tôt en 755 sur le siège de Reims (Gall. christ., IX, col. 31).

— D'ailleurs Brequigny, pour compléter le relevé des éditions de ce fragment, aurait dû indiquer les Bollandistes, 4 janv., p. 174; Duchesne, Script. hist. Fræ., I, p. 788, et le Rec. des Hist. de Fr., III, p. 658, etc., etc., où cette lettre se trouve enclavée dans la Vie de saint Rigobert, mais où elle est produite sous le nom d'Adrien, son véritable auteur. — Le fait contre lequel s'élève Adrien, en 775, date de 717, époque où vivait Grégoire II. Barouls a voulu rapprocher le blâme et le fait blâmé; préoccupé du nom de Grégoire, il l'a substitué à celui d'Adrien; et de là vient l'erreur.

Nous saisissons l'occasion que nous offre cette erreur pour appeler l'attention sur le fait même qui en est l'objet, sur la spoliation de saint Rigobert, qui avait encouru la disgrâce de Charles-Martel, en refusant de lui ouvrir les portes de Reims, au moment où allait se vider, à Vinel, la querelle de ce dernier et de Rainfron. Il faut lire l'histoire de ce refus dans Flodoard, Hist. eccl. rem., lib. II, sup. 12; dans la Vie de saint Rigobert, apusule antérieure à Flodoard, selon Mabillon dans Labbe, Chron. rem., Bibl. lib. mss., t. 539. On y verra que saint Rigobert avait eu garde les clefs de la cité, on en d'autre termes, que, dès 717, l'archevêque était investi, dans la ville de Reims, du gouvernement militaire, qui lui fut si opiniâtrement disputé par la bourgeoisie à dater du XII^e siècle; jusqu'à ce que celle-ci s'en emparât définitivement en 1388. On y verra de plus, que le prélat avait choisi pour son séjour, la porte meridionale de la cité (porte Basse), convertie sans doute alors en forteresse municipale par le premier magistrat municipal, comme le fut plus tard, en forteresse féodale, la porte du Nord (porte Mars), sur laquelle campait, pendant cinq siècles, le premier pair féodal du royaume. — « Ibi tam hujus (porte) quam singularum claves totius urbis portarum apud se reconditas, pro tempore servabat (S. Rigobertus). » — Vita S. Rig., cap. 3. »

V.

CONCILIIUM suessionense sub Pippino majore donatus regie, ab 2 mars 744.
episcopis XXIII, celebratum.

Concil. Labb., vi, 1552. — Concil. antiq. Gall., Sirm., i, 543. — Concil. Hard.,
iii, 1931.

VI.

CONCILIIUM vermeriense, presente Pippino rege, celebratum. Ann. 753.

Concil. Labb., vi, 1656. — Concil. antiq. Gall., Sirm., ii, 1. — Concil. Hard.,
iii, 1989.

VII.

CONCILIIUM compediense.

22 juin 756.

Concil. Labb., vi, 1694. — Concil. antiq. Gall., Sirm., ii, 41. — Concil. Hard.,
iii, 2003.

VIII.

MONACH. loco canonicorum in cognobio S. Remigii a Tilpino vers. 766.
instituti.

Flod., Hist. eccl'es. rem., lib. ii, c. 17.

IX.

NOTITIA traditoria donationis facte a Pippino, rege Franco- 31 mars 767.
rum et Aquitanorum, monasterio S. Antonini in pago rati-
nico.

Vais., Hist. de Lang., i, pr. col. 23. Trés. des Chart.

Nous n'indiquons cette pièce que parce qu'elle contient le nom d'un archevêque qui a échappé jusqu'à cette heure à tous les historiens de la ville de Reims, même aux auteurs de la *Orth. christ.*, et qu'a été déterrée un historiographe d'almange. Il est vrai que cet historiographe n'est autre que D. Vincent, bibliothécaire de Saint-Nemi (voir Bibl. Roy., le manuscrit indique plus bas). Voici quelques fragments d'un article dû à sa plume, et qu'on nous pardonnera de repro-

duire, parce que la curieuse collection d'au-
il est tiré n'existe plus qu'un nombre de
quatre à cinq exemplaires.

« On a vu jusqu'aujourd'hui, sur l'auto-
rité de Flodard, que Tilpin, archevêque
de Reims, succédait immédiatement à Abel.
Je trouve dans les preuves de la nouvelle
Histoire de Langue d'oïl quatre ces deux
prelats un certain Ildebalde ou Ildebaud,
dont toutefois je ne veux pas garantir l'au-
tence, a gouverné l'Eglise de Reims....

X.

Vers 770 et 780. CHARTRE a Carlomanno, et Carolo magno regibus concessa ecclesie remensi, de immunitatibus, de teloneorum remissione, de chartis concrematis, de militibus super terram S. Mariæ et S. Remigii residentibus, etc., etc.

Floq., Hist. eccles. rem., lib. II, c. 17.

XI.

Vers 775. LITTERE Adriani I, papæ, ad Tilpinum, archiepiscopum remensem, quibus confirmat jura ecclesie remensis.

Floboard, Hist. eccles. rem., p. 237. — Concil. antiq. Gall., Sirm., II, 73. — Marlot, I, 313. — Ann. eccles. Franc. Cointii, VI, 100. — Concil. Labb., VI, 1789. — Gallia christ., tom. X, Instr. col. 2. — Concil. Hard., nr. 2026. — Rec. des Hist. de Fr., v, 593.

Suivant cette Notice, Tilpin n'aurait donc point commencé à siéger en 756, comme le disent Marlot et ceux qui l'ont suivi... Demopharis (Ant. de Manchi) aurait donc eu quelque raison de ne s'apercevoir Tilpin qu'en 769.

Mais quel est cet Ildebalde?... quel est aussi cet *Altharis bituricensis, sedis archiepiscopus* dont parle la Notice, et que l'on ne voit pas dans la liste des archevêques de Bourges?... N'y a-t-il pas lieu de soupçonner la chartre dont il s'agit de supposition, ou du moins d'interpolation? C'est ce que pensent les nouveaux historiens de Langue-d'oïl, qui y trouvent, disent-ils, des anachronismes et des faits contraires à l'histoire (voir note, XXII, § 6, p. 662). L'existence d'Ildebalde et d'Aimar est sans doute de ce nombre; car ils ne s'en expli-

quent pas d'ailleurs plus amplement. On pourrait peut-être ajouter que, selon la remarque de D. Bouquet, Pépin signait ainsi : *S. Pipini gloriosissimi regis*, et non point *imperatoris*. Quelque variation que présentent ses signatures, le nom de roi y est exprimé. (Nouv. Traité de Dipl., v, 685.)

Ce qui peut être le plus défavorable à l'existence d'Ildebalde, est sans doute le silence de Floboard... Mais ces historiens n'ont-ils pas manqué de plusieurs pièces, et est-il toujours bien sûr lorsqu'il s'agit de faits qui l'ont devancé?

(*Ann. hist. de la ville de Reims*, 1772, p. 88.)

L'original de la dissertation de D. Vincent est à la Bibl. Roy., mss., Suppl. franç., 1520.

NEUVIÈME SIÈCLE.

I.

PRIVILEGIUM Caroli magni, quo villas et prædia que Mo- 30 juin 812.
miana neptis ejus monasterio remigiano concesserat, eidem
confirmat.

Marlot, I, 321, ex ms.

II.

CONCILIUM remense, Caroli magni imperatoris jussu, in Mai-812.
Remorum metropoli a Wulfario¹, ejus sedis archiepiscopo,
congregatum.

Concil. Labb., VII, 1258. — Concil. antiq. Gall., Nism., II, 287. — Concil. Hôl.,
IV, 1017.

Cet instrument porté tous les caractères
possibles de fausseté.

1°. Tilpin, à la sollicitation duquel on le
dit accorde, n'eut vers 794 probablement,
et certainement avant 808.

2°. Nomina n'existe dans aucun des ar-
bres généalogiques des Carolingiens.

3°. Liutward était archichancelier, non
point sous Charlemagne, mais sous Charles-
le-Gros.

4°. En 812 on comptait indiction V, et non
pas indiction VI. On comptait la 44^e année,
et non la 45^e du règne de Charlemagne,
la 12^e, et non la 15^e de son empire.

5°. Charles n'avait point de palais à Liège,
etc., etc., etc.

Marlot a cependant entrepris de défendre
cette pièce, 1552. J'ai eu recours au Car-
tolaire B de Saint-Rémi, d'où D^r Pichart
l'aoin extraite pour la communiquer à Mar-
lot. J'espérais, au lieu des terreurs qui au-
raient pu se glisser à travers une double
copie, trouver un texte correct : je n'ai
trouvé qu'un texte plus défectueux encore,
au moins dans les notes chronologiques, qui
ont été évidemment retouchées. Voici ce
que j'ai lu distinctement sous les corrections

du faussaire : « Data 4^a kal. julii, anno ab
incarnatione Domini acc. III (Marlot, 812).

« Indict. VI (Marl., 6), a quo vero regu-

« domus Karoli Augusti XXVI (Marl., 10).

« Imperii autem VII (Marl., 15), » seulement,

sous le X du milleième neuvième, j'ai cru de-

couvrir un V, ce qui donnerait XXXV. On

le voit, je n'ai pas été heureux dans mes

recherches : elles m'ont servi toutefois à rec-
tifier les noms de lieux qui ont été défigurés

par Marlot. Voici la version du Cartulaire.

« ... Itaque regiam forestam Wauram cum

« omnibus villis que in ea sunt, scilicet Ha-

« liska, Milimbica et Brunglin, Seulerlafa

« et Letoina et Soalnes et Bersela et Rhuico

« et Salicio et Nera et Rimbampa et Alou et

« Urna ou Walceia et Aldina et Blarica

« Netosa et Andritina, etiam et Crupitium

« et Vriniam cum omnibus mansis, domiliis,

« cars, cortibus, edificiis, oleis, etc., etc., »

(D^r Pichart a lu *oleis*. Voir Du Cange au

mot *Olea*.)

« Peu après mourut Wulfaive. Son suc-
« cesseur fut élu d'après les modifications ap-
« portées à l'élection par le Cartulaire de 816.

« Voir Baluze, I, 564.

¹ Voyez cependant, à l'art. de Liutward, ce que dit Duchesne dans son histoire des Grands-Chanceliers.

III.

Ann. 817. DIPLOMA Ludovici pii, quo mirum cum portis civitatis, et pluria alia, ad renovandam remensem ecclesiam, concedit¹.

Flodard, Hist. eccles. rem., p. 257. — Gall. christ., x, Instr. col. 4. — Marlot, 1, 375. — Ann. eccles. Franc. Coquilii, vii, 369. — Rec. des Hist. de Fr., vi, 510.

IV.

Ann. 818. PRECEPTUM Ludovici pii et Lotharii imperatorum, quo ablata ecclesie remensi prædia restitui jubent².

Flod., Hist. eccles. rem., p. 260. — Gall. christ., x, Instr., col. 5. — Marlot, 1, 375. — Rec. des Hist. de Fr., vi, 543.

V.

Avant 833. INSCRIPTION Ebbonis³.

Colv., Append. ad Flod., p. 162. — Sirm., Append. ad Flod., p. 407, ex mss. S. Remig. rem. — Marlot, 1, ad calcem indicis.

Voyez aussi, pour l'histoire de l'art, Flod., lib. II, c. 19 : Charta qua faber quidam servus a Ludovico imperatore ad petitionem Ebbonis ecclesie remensis reedificandæ causa conceditur. — Voici d'ailleurs, au rapport du même historien, ce qui se voyait sur le fronton de l'édifice restauré par Ebbon.

Hic ecclesie pinnaculum talem videtur præmonstrare titulum, personis etiam vel imagibus Stephani papæ, ac Ludovici imperatoris insignitum :

Ludovicus Cesar factus coronante Stephano
Hic in solis papa magnus, tunc et Ebbon pontifex
Fundamentum renovavit ecclesie loci huius :
Ibi iura sibi spectantes præstulit auxilium.
(Ebon., lib. II, c. 19.)

Outre le diplôme qui donne lieu à cette note, nous aurions dû signaler, à la date de 817, un acte dans lequel figureraient, d'après M. Raynouard (*Histoire du Droit canonique*, II, p. 253), les évêques et le comté de Reims. M. Raynouard indique cet acte comme se trouvant dans Marlot, 1, 590 ; il ne se rencontre rien de semblable dans Marlot à l'endroit indiqué. Cependant, à

la page 591, il est effectivement question d'évêques et de comté dans un acte qui paraît être celui que M. Raynouard avait en vue, mais qui est tiré de la Chronique de Fontaine-de-Bèze, et n'a aucun rapport avec l'histoire de Reims.

Voir dans Flod., *Hist. eccles. rem.*, lib. II, cap. 19, l'indication de diplômes analogues à celui-ci. — Præcepta a Ludovico imperatore, ecclesie remensi collata, de teloneis vel exactionibus publicis, de chartis concematis, etc., etc. — Præceptum de viis publicis transmutandis ob quasdam clausuras in locis vicinis urbis Remorum faciendis. — Pippini Aquitanorum regis præceptum immunitatis de rebus remensis ecclesie in pago averneco sitis.

Brefqu'il y a omis cette pièce, qui n'est trait, ensemble dans son cadre, et qui appartenait certainement à toutes les collections de conciles, où cependant elle n'est rencontrée pas. Comme elle est demeurée trop ignorée, malgré les lumières qu'elle jette sur l'organisation intérieure du clergé renois, et comme d'ailleurs elle ne se trouve

De Ministris Remensium (*sic*) ecclesie, quos inordinate Ebbo episcopus invenit, et per deprecationem eorum, inspirante Sancto Spiritu, hæc dictavit.

Præpositum decet cura interior ac exterior. Exterior in rebus et familia salvandis, atque secundum Deum gubernandis, summa cum intentione, et pietate, et benivolentia. Ibi etiam consistit omnis nutriendi industria, cuncta proficua ingenia laborandi in agris, in vineis, in silvis, in hortis, in diversis emptionum generibus provide procurandis; insuper et de qualitate necessaria edificiiorum, sive quantitate. Interior vero sollicitudo ejus esse debere manifestum est dispensatio fratrum publica, honeste disposita in victu et potu, sive omni subsidio corporali quod administrat, divina pietas, sive per studium laboris ejus, sive decemosis fidelium, necnon et de dono propriae procurationis publicæ. Cui non minor patet etiam alia dispensatio, necessaria in infirmis et senibus, pro diversitate uniuscujusque necessitatis. Sequitur autem hinc studium omne et ornatum corporalem ac spiritalem continens fratrum: corporalem primum in clausura, iude in refectorio, et in dormitorio, in cellario, in coquina, sive in cunctis habitationibus necessariis, necnon in vasculis omnibus; spiritalem vero zelum talis minister vere religionis habere debet sanctæ conversationis nocte ac die canonicis partitis in horis; correctionem morum, per gravitatem levitatis motum deprehendens; vaniloquium secretis in locis et horis suo rigore omnino depellens: omnes negligentias omnium publice deprehensas in capitulo omnium fratrum judicio puniens his tribus modis, id est, aut carcere, aut separatione mensæ, sive in omnium verberum diversitate. Cujus etiam prudentissima circumspectio decanis sibi suppositis invigilare debet, ne unus quidem, a maximo usque ad minimum, absque ejus conscientia et licentia unius diei spatio nequaquam ab officii sui loco desit.

que rejetée dans Ferrata de Marlot et dans l'appendix des éditions de *Mist. eccl. rem.*, qui devient assez rare, nous prenons le parti de la reproduire en entier.

Ainsi, sous Ebbon, il y avait encore plusieurs *decani* dans le chapitre, et sans doute

le titre de *decanus* était alors donné, selon son acception primitive, à un chanoine chargé de surveiller dix de ses confrères. — *Opus suum tradunt eis, quæ decani vocant: eo quod sint decem præpositi.* (S. Aug., de *Morib. eccl.*, lib. I.)

Archidiaconi officium est, gradus ecclesiasticos summa cum providentia ætatum et meritorum ordinare : de tempore in tempore nominibus certis annis cujusque officium de omni regione præfingere, subtiliter merito probare, et gratiam Sancti Spiritus unicoque investigando ministrare : in omnibus divinis officiis sanctæ Dei ecclesiæ fideles ministros erudiendo et excolendo efficere : festivitatem omnium ac feriarum, necnon totius anni officia in canticis et lectionibus, non solum litteraturam corrigere, sed spiritalem intelligentiam omni clero in capitulo tradere, libertates liberorum cum testibus probare, alienorum servorum ad gradus venire volentium exigere, potestatem etiam habens libertatem ecclesiasticam propria de familia facere, et aliis exigere. Hoc neglecta lectione aut officio gradus sui a diacono usque ad infimum excommunicare : etiam et juvenales talibus pro excessibus verberibus arceri, verbum etiam faciendi ad populum in diebus festis providere et facere : et sic omnia per ordinem digne usque ad consecrationem presbyteri studiosissima intentione veræ religionis perducere : sanctorum etiam publicæ (*publicæ?*) civilis ex carcere curam in festivitatis solemnibus Domini gerere, id est, in Natale Domini, in Epiphania, in initio Quadragesimæ, media Quadragesima, in Palmis, in sabbato sancto, et in die sancto Paschæ; similiter in Ascensione Domini, et in Pentecoste summa cum diligentia eos excipere, et eis obsequia benignitatis corporalia spiritaliaque, ex divinis et humanis beneficiis refectionem benedictionis parare.

Chorepiscopi vero ministerium est, omnem sacerdotalem totius regionis sibi commisit conversationem corrigere atque dirigere, id est, in conficiendis divinis sacramentis et baptisterio omnium intellectum aperire excitare, populum regionis predicare, confessiones exigere, poenitentiam eum discretionè caute imponere, hospitalitatem setari, infirmos visitando obsequia benignitatis et benedictionis, et sanctæ unctionis inferre : communioni sanctæ dignos fieri populos assidua communionione exercebre, mortuos cum commendationibus animæ et orationibus dignis obsequiis sepulture venerabiliter tradere, pro vivis etiam ac defunctis totius Ecclesiæ filius rationabili assiduitate exorare. Insuper verò omnia quæcumque intra ecclesiam et extra ecclesiam, in claustro et in omnibus habitationibus a maximo usque ad minimum.

quemcumque viderit negligere, secundum ecclesiasticum correptionis modum semper corripiat, et omnem veram religionem, prior ipse faciendo, omnes facere doceat. Et hunc modum nequaquam, nisi præcipiente episcopo, de causis subsequentibus excedat de omni jure consecrationis.

Episcopum vero civitatis propriæ disponere oportet de consecratione, de confirmatione, de reconciliatione, et de publico iudicando jejuniis, aut aliud aliquid publici juris pro tempore digno Deo debito. Cujus officii summa speculationis hæc est, ut et subtilissime providendo insistat qualiter omnium officia studiosissime gubernando ad portum perfectionis dirigat; quibus in causis, nisi jussus, chorepiscopus nullatenus excedat.

VI.

CONVENTUS compendiensis, in quo Ludovicus pius imperio
privatur ¹. 1^{er} octobre
833.

Baron. Ann., ix, 825. — Duchesne, Hist. Fr. script., II, 331. — Concil. antiq. Gall., Sirm., II, 560. — Ann. ecclési. Franc. Cointil., VIII, 285. — Concil. Labb., VII, 1686. — Concil. Hard., IV, 1377. — Rec. des Hist. de Fr., VI, 243.

¹ Cette pièce, et plusieurs de celles qui vont suivre, ne paraissent pas, au premier coup d'œil, se rattacher à notre sujet; mais, en y regardant de plus près, on verra qu'elles contribuent à jeter du jour sur l'histoire de la puissance archiepiscopale, la première de la cité; car, pour bien comprendre l'action que peut exercer cette puissance à l'intérieur, il n'est pas inutile de savoir précisément à quel point d'influence elle est arrivée au dehors. Sans doute cette question n'a qu'une importance relative, aussi nous nous sommes gardé de recueillir toutes les pièces qui pouvaient y avoir trait; mais elle a son importance, et, pour l'éclaircir davantage, nous avons choisi, dans la période féodale, deux époques : l'une d'organisation, l'autre de maturité, et dans ces époques deux séries de faits relatifs à Hincmar et à Gerbert, pendant l'episcopat desquels ont été envisagés

sous toutes les faces et réglés pour longtemps les rapports des métropolitains rémois avec les puissances extérieures qui leur étaient supérieures, égales ou subordonnées; avec la royauté, avec les seigneurs, avec la papauté, avec les suffragants. Ces faits une fois choisis, nous les avons suivis à travers les incidents qu'amènent la déposition d'Ebbon, l'élection d'Hincmar, le triomphe de Rothade, la chute d'Hincmar de Laon; — l'élection et la déposition d'Arnould, l'élection et la déposition de Gerbert. Et pour cela nous avons rassemblé toutes les pièces diplomatiques qui peuvent mettre en relief les rapports que nous voulons signaler, sauf à négliger d'ailleurs toutes celles du même genre qui, simplement corroboratives, n'apprendraient rien de nouveau sur les rapports des autres archevêques avec les puissances extérieures.

VII.

Février 836. **CONCILIIUM** apud Theodonis villam, in quo Ludovicus pius, ab episcopis reconciliatus; et Ebbo, Remorum antistes, quod in illum conspiraverat, damnatus, graduque suo dejectus est.

Concil. Labb., vii, 1695. — Concil. antiq. Gall., Sirm., ii, 567. — Concil. Hard., iv, 1385.

VIII.

25 août 840. **CONCILIIUM** engilheneimense, in quo Ebbo sedi remensi, Lotharii imperatoris edicto, restitutus est a quibusdam episcopis Germaniæ et Galliæ ¹.

Concil. Labb., vii, 1770. — Concil. antiq. Gall., Sirm., ii, 631. — Concil. Hard., iv, 1447.

IX.

Avril 845. **CONCILIIUM** belvacense.

Concil. Labb., vii, 1811, 1826. — Concil. antiq. Gall., Sirm., iii, 23. — Concil. Hard., iv, 1473.

X.

Ann. 845. **PROFESSIO** fidei Hincmari in episcopum remensem ordinandi.

Marl., i, 388, ex ms. Remen.

XI.

17 juin 845. **CONCILIIUM** meldense, in quo præfixis recentium aliquot synodorum decretis, alia simul ad reintegrandum ecclesiæ statum et ad principis ac reipublicæ salutem, prolata sunt capitula ².

Concil. Labb., vii, 1813. — Concil. antiq. Gall., Sirm., iii, 25. — Concil. Hard., iv, 1475.

XII.

1^{re} octobre 845. **DIPLOMA** Caroli calvi, quo res ablatas ecclesiæ remensi restituit.

Flod., Hist. eccles. rem., p. 285. — Baron., Ann. eccles., x, 35. — Rec. des Hist. de Fr., viii, 478.

¹ Voir aussi Concilium bituriconac, ann. 842; Concil. Labbe, vii, 1780, 1874, et Dates.

Concil. Gall., la Lande, page 163. — Ce concile n'est pas indiqué dans la chrono-

² Voir aussi les Capitulaires d'Épernay. Labb., vii, 1852; Concil. Hard., iv, 1505.

XIII.

CONCILIIUM parisiense, in quo absoluta sunt quæ in synodo ^{14 février} ^{846.} meldensi perferri non potuerant ¹.

Coneil. Labb., VII, 1848, et VIII, 38. — Coneil. antiq. Gall., Sirm., III, 58, 65.
— Coneil. Hard., IV, 1501, et V, 3.

XIV.

NOTITIA de mancipiis S. Remigii, per iudicium scabiniorum ^{13 mai 847.} (sic) evindicatis in placito missorum Hincmari archiepiscopi.

Sirm. Opera, III, 410. — Marl., I, 390. — Baluze, Capit., II, 823. — M. Guérard, Polypt. d'Irmin., p. 289 ².

Ordinante Hugmaro ³ archiepiscopo, venerant ejus missi in Curte Auctiori ⁴, Sigloardus scilicet, presbyter vel caput scholæ sancte remsensis ecclesiæ, et Dodilo, vir nobilis, vassallus ejusdem episcopi. Residentes ipsi in placito publico, investigantesque justitiam S. Remigii, vel senioris jam dicti, audierunt sonum de his ⁵ mancipiis, quorum subter continentur nomina, et de eorum genealogia, quod servi et ancille merito deberent ⁶ esse : eo quod Berta et Avila ⁷ eorum avie de pretio dominico fuissent comparatæ. Missi enim supradicti, ut hoc amlierunt, requisierunt diligenter eandem ratinnem. Et hæc nomina eorum qui præsentibus interrogati fuerunt : Grimoldus ⁸, Warinherus ⁹, Leuthadus ¹⁰, Ostroklus, Adelardus, Ivoia Hildiardis filia. Ipsi enim

¹ Sirmond et le P. Lelong (Bibl. hist. de la France) font deux conciles de celui que nous jugeons ici. Nous suivons l'opinion de Labbe, de Hardouin et de l'Art de vér. les Dates.

² Brequeigny a oublié d'indiquer l'édition de Baluze; il donne la date de 846 à cette pièce : celle que nous lui assignons est établie par D. Vincent, *Journ. des Savants*, juin 1770, p. 419. Voir d'ailleurs tout ce qu'il dit de ce précieux instrument. *Ibid.*, déc. 1770, p. 805 et suiv. Nous avons cru devoir en donner une nouvelle édition pour deux motifs : 1°. afin de réunir les variantes qui se trouvaient dispersées dans cinq ouvrages; 2°. parce que l'existence des échantillons

de l'abbaye de Saint-Remy, constatée par la notice, est au fait qui induit à une conclusion *a fortiori* en faveur de l'authenticité de la présente cite dont nous résumons les titres.

³ Sirm., Baluz., Marl., *Hincmaro*.

⁴ « Aguilcourt » (notes de Lacourt sur Marlot), départ. de l'Aisne, arr. de Laon, canton de Neufchâtel.

⁵ M. Guérard, *de istis vel his*.

⁶ Baluze, *debeant*, ainsi que M. Guérard.

⁷ Sirm., *Avila*.

⁸ Sirm., *Grimoldus*.

⁹ Sirm., *Warinbertus*.

¹⁰ Sirm., *Leutholdus*.

respondentes dixerunt : « Non est ita, quoniam ex nativitate ingenui esse debemus. » Prefati vero missi interrogaverunt si aliquis ibi fuisset, qui ex hac ratione veritatem sciret, vel approbare¹ voluisset. Tunc accesserunt testes senissimi, quorum hæc sunt nomina, Hardierus², Tedicus, Odelmarus, Sorulfus³, Gisinbrandus, Gifardus, Tendericus, et testificaverunt quod de pretio dominico eorum origo comparata fuit, et magis per justitiam et legem servi vel ancillæ deberent esse, quam ingenui et ingenue. Missi autem interrogaverunt, si testes contra eos verum dicebant. Ipsi enim videntes, cognoscentesque rei veritatem atque probationem, statim se recediderunt, et per judicium scabiniorum, quorum hæc sunt nomina, Geimfridus⁴, Ursoldus, Fredericus, Ursiaudus⁵, Hrodericus⁶, Herlicherus, Rathbertus, Gislehardus, rewadiaverunt servitium multis diebus injuste retentum vel neglectum. Actum in Curte Acutiori, iij idus maias, in placito publico, anno vi, regnante Karolo rege glorioso, regente autem Hingmaro, archiepiscopo, sanctam sedem Remensem anno iii. Ego, Sigloardus, presbyter, omnibus his veris judiciis⁷ rogatus⁸ interfui, et manu propria subscripsi. Ego, Heronodus, cancellarius, scripsi. Ego, Dodo, propria manu subscripsi. Signum Leidradi monachi. Signum Adroini majoris. Signum Goffredi⁹ vocati. (S. Flotgisi. S. Guntionis. S. Bettonis. S. Rigfredi. S. Ursini. S. Alacranji, Altiaudi, Balsmi, Balthardi, Fredemari, Theutarii, Autharii, Geroardi, Vridonis, Righardi, Amalhati, Rafoldi, Altheri, Amalberti¹⁰.) Ego, Hairoaldus cancellarius recognovi, et subscripsi. Testes suprascripti comprobaverunt etiam Teutbertum et Blithelmum originaliter esse servos, et per judicium scabiniorum, quorum nomina supra videntur scripta, rewadiaverunt¹¹ servitium in eodem placito.

¹ M. Guérard, *abprobare*.

² Sirm., *Hugdierus*.

³ Sirm., *Serulfus*; M. Guérard, *Serulfus*.

⁴ M. Guérard, *Geunfridus*.

⁵ M. Guérard, *Ursiaudus*.

⁶ M. Guérard, *Hrodericus*.

⁷ Sirmoud, Baluze et M. Guérard lisent *judiciis*. Marlot donne seul *judiciis*.

⁸ D. Vincent a lu, sur le polyptique même, *regi jus*. Voir le parti qu'il tire de cette lecture, et les remarques dont il l'accompagne.

Journ. des Savants, juin 1770, p. 418. Sirmoud et Baluze ont lu *rogatus*, qui se retrouve dans toutes les formules semblables. M. Guérard : *regius*.

⁹ M. Guérard, *Gosfredi*.

¹⁰ Tous les noms qui se trouvent entre parenthèses sont omis par Sirmoud. Les deux premiers seulement sont donnés par M. Guérard.

¹¹ M. Guérard, *rewadigaverunt*.

XV.

EPISTOLA Lotharii imperatoris ad Leonem papam IV, pro Ann. 847.
concedendo usu pallii Hincmaro archiepiscopo ¹.

Concil. Labb., viii, 32. — Rec. des Hist. de Fr., vii, 565. — Concil. Gall.,
la Lande, p. 159.

XVI.

PRÆCEPTUM Caroli calvi, quo res quasdam ablatas ecclesie 2 septem-
bre 847.
remensi restituit.

Flodoard, Hist. eccles. rem., p. 287. — Rec. des Hist. de Fr., viii, 492.

XVII.

DIPLOMA Caroli calvi, quo præceptum confirmat Ludovici 27 mai 850.
pii, qui relaxaverat ecclesie remensi exactiones quæ, tempore
Caroli magni, exigebantur ab eadem ecclesia, ad palatium
Aquisgrani.

Flodoard, Hist. eccles. rem., p. 290. — Grotser. divi Bamberg, p. 520, ex cod.
ms. — Rec. des Hist. de Fr., viii, 510.

XVIII.

PRÆCEPTUM Caroli regis de via quæ impediēbat ad claustrum Vers 850.
canonicorum remensis ecclesie amplificandum, quoniam et
numerus eorumdem canonicorum augmentaverat Hincmarus.

Flod., Hist. eccles. rem., lib. iii, cap. 10.

XIX.

HOSPITALE ab Hincmaro, canonicis remensibus constitutum Ann. 850.
ad susceptionem peregrinorum vel pauperum ².

Flod., Hist. rem. eccles., lib. iii, cap. 10.

¹ Brequigny indique deux fois, sous la
rubrique de 847 et sous celle de 851, cette
lettre, dont il fait deux instruments. — Nous
lui avons consacré la date de 847, parce
qu'elle nous paraît être la conséquence du
concile de Paris, tenu en 846.
² Voir Mariot, I, lib. iii, cap. 24. — Un
extrait des mémoires de Bidet, dont nous

1^{er} novem-
bre 852.

HINCMAR archiepiscopi remensis capitula presbyteris data.

soumes loin d'approuver l'esprit (tom. II, ch. 24, p. 201), va nous servir à compléter ou à rectifier quelques uns des passages de Marlot.

« Le legs de trois sols que Bennade, arche-
« vêque de Reims, dans le milieu du v^e siècle,
« fit par son testament aux frères et sœurs de
« l'Hôtel-Dieu *, prouve que cet hôpital exis-
« tait auparavant, et c'est sans doute celui-
« là même que saint Remi, successeur de ce
« prélat, nomme dans son testament *Matricu-
« lare de la Vierge*. On attribue le rétablis-
« sement de ce grand hôpital à la libéralité
« de l'archevêque Hincmar. Il fut aussi l'objet
« de la charité de ses successeurs. — Les
« donations innombrables qui furent faites
« depuis de toutes parts à cet Hôtel-Dieu le
« font passer aujourd'hui (1758) pour un des
« plus considérables et des mieux rentés du
« royaume.

« Il est de temps immémorial seigneur
« fermier d'un canton de la Couture, dit le
« *quarré du Franc-Jardin*, qui fait partie du
« huitième quarré de la paroisse Saint-Jac-
« ques, dit dans les rôles des frais des sacres
« le *quarré de Pellerin Bataille*, situé entre
« les rues de la Vieille ou Grande-Couture,
« de Tillois, des Poissonniers et la rue Large.
« Il consiste tant dans les maisons de face à
« la dite Vieille ou Grande-Couture, qu'en
« celles qui sont en descendant vers le midi
« dans la rue de Tillois, et au nord dans la
« rue Large, jusqu'à et compris la douzième
« de la rue de Tillois, et partie de la onzième
« de la rue Large. Les limites en avaient été
« réglées par une sentence arbitrale de l'an
« 1548, rendue par le bailli de l'archevêché,
« conjointement avec celui du chapitre,
« comme commissaires nommés à cet effet.
« Mais ces limites ne s'étant plus reconnues,
« et les bornes qui en faisaient la séparation

« d'avec les maisons qui sont de la seigneurie
« et justice de l'archevêché ne s'étant plus
« retrouvées, ce quarré a été de nouveau
« borné de concert avec les officiers de l'ar-
« chevêché et les administrateurs de l'Hôtel-
« Dieu, le 16 décembre 1754....

« D'anciens règlements marquent que les
« pauvres de l'Hôtel-Dieu y étaient autrefois
« servis par quatre religieux et vingt et une
« religieuses. La mauvaise économie de ces
« religieux les en a fait sortir. Le nombre des
« religieuses a depuis été augmenté....

[Avant le xiv^e siècle.] « Le chapitre de
« l'église de Reims avait toujours été seul
« administrateur de l'Hôtel-Dieu.... Il a es-
« sayé d'établir cette autorité sur sa préten-
« due qualité de fondateur de cet hôpital,
« tandis que dans quelques mémoires il s'est
« oublié jusqu'à en attribuer l'établissement
« à Hincmar.... Mais on trouve, comme on
« l'a déjà observé, que cet hôpital subsistait
« plus de quatre cents ans avant qu'Hincmar
« fût monté sur le siège de Reims.... Enfin,
« si Hincmar, qui n'a été que le restaurateur
« de cet hôpital, pouvait, par cette raison,
« qu'il l'a beaucoup enrichi, en être regardé
« comme le véritable fondateur, cette auto-
« rité que le chapitre s'est arrogée, on ne
« sait à quel titre, aurait en ce cas plus lé-
« gitimement appartenu aux archevêques de
« Reims.

« Quoi qu'il en soit, le chapitre avait de
« tout temps joni de cette autorité, en com-
« mettant deux de ses membres qui avaient
« continuellement gouverné cette maison
« avec une autorité absolue.... »

Bidet raconte ensuite l'introduction vio-
lente des administrateurs laïques dans la ges-
tion des revenus de l'hôpital, fait dont nous
aurons à nous occuper plus tard avec quelque
detail.

* Bidet est beaucoup trop affirmatif. Bennade
legue trois sols. *sententiam habet et videtur in matricu-
lata posita*. Il est probable, mais non pas démon-

tré, que cette matricule (voir Du Cange à ce mot) est
la même que celle dont parle le testament de saint
Remi, et qu'elle donne naissance à l'Hôtel-Dieu.

— Capitula quibus de rebus magistri et decani per singulas ecclesias inquirere, et episcopo renuntiare debeant¹.

Marl., I, 416. — Concil. Labb., VIII, 568, 573. — Concil. Hard., V, 391, 395.

XXI.

CONCILIIUM SUSSIONENSE, presente Carolo calvo rege, a 26 avril 853.
quinque provinciarum episcopis celebratum.

Concil. Labb., VIII, 70, 84, 92. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 75, 80. —
Concil. Hard., V, 42.

XXII.

FRAGMENTA epistolarum a Leone papa IV ad Hincmarum
archiepiscopum remensem directarum, de confirmatione synodi
suessionensis dilata².

Concil. antiq. Gall., III, 74. — Concil. Labb., VIII, 33.

XXIII.

EPISTOLA Benedicti papæ III ad Hincmarum remensem archiepiscopum, qua confirmat synodum suessionensem, cum
privilegiis ecclesiæ remensi et Hincmaro concessis.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 107. — Marl., I, 406. — Concil. Labb., VIII,
232. — Concil. Hard., V, 101.

XXIV.

CAPITULA, aliis capitulis an. 852, sacerdotibus ab Hincmaro
datis, superaddita.

Concil. Labb., VIII, 585. — Concil. Hard., V, 407.

XXV.

EPISTOLA episcoporum remensis dioceseos et rothomagensis,
missa e synodo apud Carisiacum, ad Ludovicum Germaniæ

Novemb.
852

¹ Brequigny, qui indique les statuts de
Sonace suspects d'interpolations, omet, on
ne sait pourquoi, les cinq capitulaires don-

nés par Hincmar dans le cours des années
852, 857, 874.

² Brequigny a omis ces fragments.

regem, cum is ad occupandum Caroli fratris regnum venisset, qua ipsum prudentibus consiliis admonent.

Baron. *Annal.*, x, 151, ex ius. — *Aquila inter Lilia*, p. 204. — *Hincm. Oper.*, II, 126. — *Concil. Labb.*, VIII, 654. — *Concil. Hard.*, v, 465. — *Sirm. Opera*, III, 133. — *Concil. antiq. Gall.*, *Sirm.*, III, 117. — *Baluz.*, *Capit. reg. Fr.*, II, 101. — *Rec. des Hist. de Fr.*, VII, 519, frag.

XXVI.

Ann. 859. EPISTOLA Hincmari remensis achiepiscopi, ad Carolum calvum, de coercendis militum rapinis; cum in procinctu belli esset ut Ludovici fratris impetum retunderet.

Hincm. Oper., II, 143, ex cod. S. Remig. rem. — *Rec. des Hist. de Fr.*, VII, 523.

XXVII.

Ann. 859. EPISTOLA Hincmari archiepiscopi remensis, ad clericos palatii, ut hominum suorum rapinas coerceant.

Hincm. Oper., II, 146, ex cod. S. Remig. rem.

XXVIII.

Ann. 859. EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi, ad presbyteros dioceseos remensis, ut excommunicationem denuntient iis qui a depredationibus admoniti non abstinuerint.

Hincm. Oper., II, 148, ex cod. S. Remig. rem.

XXIX.

Novembre 860. EPISTOLA synodalis concilii tullensis ad rerum ecclesiasticarum pervasores, et ad pauperum predatores¹.

Concil. antiq. Gall., *Sirm.*, III, 164. — *Concil. Labb.*, VIII, 707. — *Concil. Hard.*, v, 521.

XXX.

Vers 860? PROFESSIO Rotfadi monachi S. Remigii remensis².

Bibl. roy., mss. supplém. franç., 1515-2. *Rogier*, tom. II, fol. 43, copie de Duchesne, ex polypt. S. Remig. — *Marlot* français, chap. de l'archimon. de Saint-Remi. — *Du Cange*, verb. *Profiteri*.

¹ Cette lettre est, à ce que l'on croit, l'œuvre de l'archevêque d'Elne. Le manuscrit de Saint-Remi traitait de l'abolition des en-

² « Rotfadi semble avoir été prêtre sous » « l'archevêque d'Elne. » fait mention de ce Rotfadi : Anno

XXXI.

RESTITUTIO villæ Condati supra Matronam.

Journ. des Savans, juin 1770, p. 418. Ex Polypt. S. Remig. rem. — M. Gué- 24 septem-
rard, Polypt. d'Irm., p. 291. bee 861.

Anno incarnationis Domini dccc. lxi., episcopus autem domni Hincmari xvii., veniens missus domni regis Karoli nomine Gautselmus clericus in villam Condatum, sitam super fluvium Matronam, viij kal. octob. ex præcepto præfati gloriosi regis, coram testibus multis francis videlicet atque colonis, et consignans tradidit ipsam villam missis domni Hincmari, Adaloldo scilicet custodi ecclesie Sancti Remigii, et Heringardo ipsius advocato. Ili testes, etc., etc., etc.

XXXII.

CONCILIJM suessionense, in quo Rothadus episcopus suessionensis, episcopali privatus fuit communione donec obediret *. Ann. 861.

Concil. Gall., la Lande, p. 166. — Concil. Labb., viii, 736.

XXXIII.

EPISTOLA episcoporum sub regno Lotharii constitutorum, ubi Rothado episcopo suessionensi plurima *. Vers 802.

Concil. Labb., viii, 762. — Concil. Hard., v, 558.

XXXIV.

CONCILIJM suessionense (*perperam* silvanectense), in quo Rothadus episcopus suessionensis, Hincmari archiepiscopi fac- Ann. 882.

* Domini 881 kal. novem. — (Marl. franç., chap. de l'archimon. de Saint-Remi.) — L'acte dont parle Marlott est imprimé. Lancfr. Oper., p. 365. — Cet instrument n'est pas indiqué dans les tables de Brequigny, où sont omises la plupart des pièces éditées dans le Gloznic.

* Voir, *ibid.*, les fragments du Polypt. de Saint-Remi, pages 288-291.

* Voir aussi concile de Pitres (ouvert le 25 juin 861), où Rothade appela au pape de l'excommunication portée contre lui Concil. Gall. la Lande, p. 171. — Concil. Labb., viii, 755, 775, 1935, 1952. — Concil. Hard., v, 559. — Bessin. conc. eccl. part. 1, p. 17.

* Cette lettre est omise par Brequigny.

tione damnatus, graduque suo dejectus, et in monasterium reclusus est.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 202. — Concil. Labb., VIII, 761, 1937. — Concil. la Lande, p. 170. — Concil. Hard., V, 569.

XXXV.

- Ann. 862. EPISTOLA Nicolai papæ I ad Hincmarum archiepiscopum remensem, ut Rothadum episcopum suessionensem sedi suæ intra dies xxx restituat, aut Romam cum eodem ad causam dicendam veniat.

Epist. summ. Pontific., III, 137. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 203. — Concil. Labb., VIII, 408. — Concil. Hard., V, 249.

XXXVI.

- Ann. 862. EPISTOLA Nicolai papæ I ad Carolum calvum, ut Rothadum honori pristino restitui faciat, tum deinde ad apostolicam sedem quam appellavit venire permittat. Indicat etiam quid de ea re Hincmaro scripserit.

Epist. summ. Pontific., III, 141. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 204. — Concil. Labb., VIII, 412. — Concil. Hard., V, 253. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 390.

XXXVII.

- Ann. 862. CONCILIUM romanum, quo acta concilii suessionensis (*perperam* silvanectensis) reprobantur, et Rothadus sedi episcopali, a qua ejectus fuerat, restitui jubetur ¹.

Concil. Labb., VIII, 775.

XXXVIII.

- Ann. 863. EPISTOLA Nicolai papæ I ad episcopos synodi silvanec-

¹ L'Art de vérifier les Dates, tenant compte des observations de Mansi (Suppl. concil., t. 99), établit que ce concile s'est tenu avant le mois de juin 863; mais d'après ce que dit Labbe, et surtout d'après les lettres qui vont suivre et qui sont la conséquence de ce concile, il me semble devoir être fixé vers les commencements de cette même année.

tensis (*perperam*)¹, qua rescindit acta hujus synodi contra Rothadum suessionensem episcopum, quem jubet ab exilio revocari.

Epist. summ. Pontific., III, 142. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 203. — Concil. Labb., VIII, 413. — Concil. Hard., V, 254. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 396.

XXXIX.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Carolum calvum, qua intercedit pro Balduino Flandriæ comite, ac de Rothado indicat quid scripserit ad Hincmarum et reliquos episcopos. Ann. 861.

Epist. summ. Pontific., III, 138. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 212. — Concil. Labb., VIII, 409. — Concil. Hard., V, 250. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 391.

XL.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Hincmarum remensem archiepiscopum, qua differt confirmationem privilegiorum ecclesiæ remensis, et de Rothado iterum præcipit ut Romam mittatur, juxta litteras ad synodum rescriptas. Ann. 863.

Epist. summ. Pontific., III, 135. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 212. — Concil. Labb., VIII, 406. — Concil. Hard., V, 247.

XLI.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Hincmarum remensem archiepiscopum, qua confirmat privilegia ecclesiæ remensis. 28 avril 863.

Marl., I, 426. — Baron. Annal., X, 261, ex ms. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 215. — Concil. Labb., VIII, 488. — Concil. Hard., V, 326.

XLII.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Rothadum episcopum suessionensem, ut Romam veniat cum primum ei licentia data fuerit; quod si negetur, sedem apostolicam appellare non cesset. 28 avril 863.

Epist. summ. Pontific., III, 147. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 215. — Concil. Labb., VIII, 419. — Concil. Hard., V, 259.

¹ C'est la suscription erronée de cette lettre qui a fait long-temps donner au concile de Soissons le nom de concile de Senlis.

XLIII.

25 octobre
863.

CONCILIUM vermeriense, in quo de Rothado suessionensi episcopo agitur ¹.

Concil. la Lande, p. 175. — Concil. Labb., VIII, 1938.

XLIV.

Ann. 863.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Rothadum episcopum suessionensem, qua spondet se ipsi, Romam si veniat, minime defuturum.

Epist. summ. Pontific., III, 148. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 231. — Concil. Labb., VIII, 420. — Concil. Hard., V, 260.

XLV.

Ann. 863.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Ermentrudem reginam Franciæ, qua respondet se causam Rothadi suessionensis episcopi, indiscussam relinquere non posse.

Epist. summ. Pontific., III, 150. — Baron. Annal., X, 275. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 233. — Concil. Labb., VIII, 422. — Concil. Hard., V, 262. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 394.

XLVI.

Ann. 863.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Carolum calvum, ut Rothado Romam venturo, itineris solatia prospiciat.

Epist. summ. Pontific., III, 149. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 232. — Concil. Labb., VIII, 421. — Concil. Hard., V, 261. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 393.

XLVII.

Ann. 863.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Hincmarum remensem archiepiscopum, qua eum reprehendit quod apostolicæ sedis præceptis non obedierit, et Rothadum ab itinere revocaverit.

Epist. summ. Pontific., III, 151. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 234. — Concil. Labb., VIII, 423. — Concil. Hard., V, 263. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 395.

¹ Nous n'avons pas les actes de ce concile, le-Chaume y permit à Rothade de se rendre et il n'est indiqué ici que parce que Charles-à Rome.

XLVIII.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Nicolaum papam I, de Balduino comite et de Rothado episcopo suessionensi. Ann. 864.

Flod., Hist. eccles. rem., 330. — Miræ. Opera diplomat., t. 25. — Bald. Chron. comar., 78, frag.

XLIX.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Ludovicum et Carolum calvinum reges, in qua præter alias res agit de causa Rothadi ^{Avril 864.}.

Epiat. summ. Pontif., III, 132. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 270. — Concil. Labb., VIII, 403. — Concil. Hard., v, 244. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 401.

L.

LIBELLUS proclamationis Rothadi suessionensis episcopi, quem obtulit Nicolao papæ I ^{Ann. 864.}.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 248. — Concil. Labb., VIII, 785. — Concil. Hard., v, 579.

LI.

CONCILIUM lateranense, in quo Rothadus episcopus suessionensis, in pristinum honorem a Nicolao papa restituitur. 1^{er} novembre et 23 décembre 864.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 247. — Concil. Labb., VIII, 783. — Concil. Hard., v, 577.

LII.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad clerum et plebem ecclesiæ romanæ, de absolutione et restitutione Rothadi episcopi. Ann. 865.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 254. — Concil. Labb., VIII, 791. — Concil. Hard., v, 584.

* Brequigny assigne l'an 865 pour date à cette pièce; mais il y est dit que le jugement de Rothade n'est pas encore prononcé (il le fut à la fin de 864), et, de plus, la lettre est écrite dans le temps pascal. Pâques est le 2 avril.

* Brequigny date cette pièce de 865, sans doute parce qu'elle se trouve au nombre des

instruments qui accompagnent le concile de Rome, tenu, ou du moins clos en 865. La date me paraît fixée par ce que dit Rothade à la fin de cet opuscule même : « Ecce jam per dimidium annum sæte janua apostolorum licet pietatis pulsans assisto. » Or c'était en octobre 865 qu'il avait reçu la permission de se rendre à Rome.

LIII.

Ann. 865. EPISTOLA Nicolai papæ I ad universos episcopos Galliæ, ut Rothadum a se restitutum benigne suscipiant.

Epist. summ. Pontif., III, 164. — Baron. Annal., x, 285. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 259. — Concil. Labb., VIII, 797. — Concil. Hard., v, 590.

LIV.

Ann. 865. EPISTOLA Nicolai papæ I ad Carolum calvum, ut Rothado suessionensi episcopo restituto, faveat, et res ejus ecclesiæ ablatas reddi jubeat.

Epist. summ. Pontific., III, 158. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 254. — Concil. Labb., VIII, 791. — Concil. Hard., v, 585. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 405.

LV.

Ann. 865. EPISTOLA Nicolai papæ I ad clerum et plebem suessionensem, ut restitutum sibi Rothadum episcopum omni affectu excipiant.

Epist. summ. Pontif., III, 171. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 264. — Concil. Labb., VIII, 804. — Concil. Hard., v, 597.

LVI.

Ann. 865. EPISTOLA Nicolai papæ I ad Hincmarum remensem archiepiscopum, qua Rothadum legitime restitutum ostendit, ac ei res ablatas reddi jubet.

Epist. summ. Pontific., III, 162. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 257. — Concil. Labb., VIII, 795. — Concil. Hard., v, 588.

LVII.

Ann. 865. EPISTOLA Nicolai papæ I ad Rothadum episcopum suessionensem, ut restitutus, deinceps adversariis respondere, si quid conentur objicere, paratus sit.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 265. — Concil. Labb., VIII, 806. — Concil. Hard., v, 598.

LVIII.

CONCILIIUM attiniacense.

Ann. 865.

Suppl. Concil. Mansi, tom. 1, 993.

LIX.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Hincmarum remensem archiepiscopum, qua synodum, pro causa Wulfadi et sociorum, apud Suessionem congregari jubet. 3 avril 866.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 611. — Concil. Labb., VIII, 808. — Concil. Hard., V, 601. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 411.

LX.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Herardum turonensem archiepiscopum, de concilio convocando in urbe suessionensi, super causa Wulfadi et sociorum ejus. 3 avril 866.

Baron. Annal., X, 334, ex mss. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 280. — Concil. Labb., VIII, 814. — Concil. Hard., V, 606.

LXI.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Hincmarum laudunensem episcopum, qua ipsum evocat ad ordinandum alterum episcopum, cum aliis ejusdem provincie. 13 juillet 866.

Concil. Gall., la Lande, p. 179, ex cod. petav.

LXII.

EPISTOLA Caroli calvi ad Nicolaum papam I, ut liceat ecclesiam bituricensem Wulfado committere. Ann. 866.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 613. — Concil. Labb., VIII, 811. — Concil. Hard., V, 603. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 554.

LXIII.

CONCILIIUM suessionense Nicolai papæ jussu, pro causa Wulfadi et sociorum ejus, convocatum. 18 août 866.

Concil. Labb., VIII, 808. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 280. — Concil. Hard., V, 599.

LXIV.

29 août 866. EPISTOLA Nicolai papæ I ad Carolum calvum, ut de Wulfado et sociis ejus, ante synodi suessionensis definitionem nihil innovetur.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 615. — Concil. Labb., VIII, 813. — Concil. Hard., V, 605. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 414.

LXV.

Avr. 866. EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Egilonem archiepiscopum senonensem, qua cum Romam euntem instruit de iis quæ in synodo gesta sunt in causa Wulfadi, et quemadmodum in Urbe se gerere debeat ¹.

Hinc. Oper., II, 285. — Concil. Labb., VIII, 1903. — Concil. Hard., V, 653.

LXVI.

1^{er} septembre 866. EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Nicolaum papam I, per Egilonem missa cum actis synodi suessionensis.

Hinc. Oper., II, 282. — Concil. Labb., VIII, 1901. — Concil. Hard., V, 651.

LXVII.

Avr. 866. EPISTOLA Caroli calvi, ad Nicolaum papam I, de iis quæ acta fuerant in synodo suessionensi.

Baron. Annal., X, 347, ex ms. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 300. — Concil. Labb., VIII, 839. — Concil. Hard., V, 629. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 555. — Gall. christ., X, inst. col. 7. (Oubliée par Brequegnay.)

LXVIII.

6 décembre 866. EPISTOLA Nicolai papæ I ad Carolum regem, de gestis in synodo suessionensi.

Epist. sum. Pontific., III, 202. — Concil. ant. Gall., Sirm., III, 316. — Concil. Labb., VIII, 859. — Concil. Hard., V, 648. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 415.

¹ Cette lettre et la suivante sont omises par Brequegnay.

LXIX.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad episcopos synodi suessionensis, ^{6 décembre 866.}
qua Hincmarum graviter perstringit, quod in causa clericorum
dejectorum, callide ac dissimulanter egerit : tum improbat
quod Wulfadus ad episcopatum ante plenam restitutionem
promotus fuerit.

Baron. Annal., x, 336. — Epist. summ. Pontif., III, 175. — Concil. antiq. Gall.,
Sirm., III, 303. — Concil. Labb., VIII, 843. — Concil. Hard., v, 633.

LXX.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Hincmarum remensem archi- ^{6 décembre 866}
episcopum, qua Hincmari fraudes aperit circa clericos dejectos,
et ipsum arguit quod pallio ultra modum concessum uteretur.

Epist. summ. Pontific., III, 182. — Concil. ant. Gall., Sirm., III, 310. — Concil.
Labb., VIII, 851. — Concil. Hard., v, 640.

LXXI.

EPISTOLA Nicolai papæ I ad Wulfadum clericum remen- ^{6 décembre 866}
sem et socios, qua gratulatur de ipsorum restitutione quam
ratam habet *.

Epist. summ. Pontific., III, 203. — Concil. ant. Gall., Sirm., III, 317. — Concil.
Labb., VIII, 860. — Concil. Hard., v, 649.

LXXII.

EPISTOLA * Hincmari remensis archiepiscopi ad Nicolaum ^{juillet 867.}
papam I, qua respondet increpatoriis ejus litteris, purgans se
de tumore ac dolo, et de objectis in causa Ebbonis et Wulfadi.

Oper. Hinc., II, 298 et 312, ex cod. S. Mar. laud. — Concil. Labb., VIII,
1907 et 1918. — Concil. Hard., v, 657 et 668. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 526

* Breuigny a omis cette pièce.

* Breuigny n'indique qu'une de ces lettres.

LXXIII.

Vers juillet
867. ⁹ **EPISTOLA** clericorum remensium ad Nicolaum papam cujus auctoritate gradibus suis fuerunt restituti ¹.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 617. — Concil. Labb., VIII, 1926.

LXXIV.

75 octobre
867. **CONCILIIUM** tricassinum Nicolai papæ I jussu, ab episcopis qui præcedenti anno apud Suessiones convenerant, celebratum.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 353. — Concil. Labb., VIII, 868. — Concil. Hard., V, 679.

LXXV.

7 novembre
867. **EPISTOLA** synodica concilii tricassini ad Nicolaum papam I, de Ebbono et de clericis ab eo ordinatis ².

Baron. Annal., X, 354, ex ms. — Concil. ant. Gall., Sirm., III, 353. — Concil. Labb., VIII, 876. — Concil. Hard., V, 681. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 589.

LXXVI.

Ann. 867. **EPISTOLA** Caroli calvi ad Nicolaum papam I, qua scribit uberrime de causa Ebbonis, excusat acceleratam promotionem Wulfadi, ac pallium pro eo petit.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 359, ex ms. — Concil. Labb., VIII, 876. — Concil. Hard., V, 686. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 556.

LXXVII.

2 février
868. **EPISTOLA** Adriani papæ II ad episcopos synodi tricassine, qua pallium concedit Wulfado bituricensi archiepiscopo, et hortatur ut nomen Nicolai papæ scribant in diptychis.

Baron. Annal., X, 400, ex ms. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 362. — Concil. Labb., VIII, 889. — Concil. Hard., V, 691. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 439.

¹ Cette lettre est omise par Brequigny.

² Le complément de cette lettre est la narration des clercs ordonnés par Ebbon. Duchesne l'a publiée, *Script. Hist. franc.*, II, 340. Les auteurs de l'*Hist. littér.*, V, 564, s'étonnent que cette pièce n'ait pas été insérée dans les collections de conciles; mais elle se trouve par fragments dans les notes qui accompagnent le concile de Troyes. (Labbe, VIII, 880.)

LXXXVIII.

EPISTOLA Adriani papæ II ad Carolum calvum. Respondet litteris quas ad Nicolaum de Ebbono scripserat, et pallium Wulfado concedit ^{28 février 868.} ¹.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 366. — Concil. Labb., VIII, 902. — Concil. Hard., v, 694.

LXXXIX.

CHARTA qua Hildegimus Rifuinum nepotem suum tradit abbati et abbatiæ S. Remigii remensis. ^{24 avril 868.}

Laufrauci Oper., part. II, p. 363, not. Ex veter. membr. monast. rem.

LXXX.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Carolum regem, pro ecclesiastica libertate tuenda, in causa laudunensis episcopi ^{Apr. 868.} ².

Hinc. Oper., II, 316, mutil., ex cod. suess. — Cellotius, Concil. duziac., etc., p. 379, integr., ex ms. — Concil. Labb., VIII, 1735. — Concil. Hard., v, 1328. — Concil. Gall. la Lande, p. 186. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 530, frag.

LXXXI.

SCEDULA Hincmari laudunensis episcopi, porrecta episcopis apud Pistas et per eos regi ^{20 août 868.} ³.

Concil. Labb., VIII, 1760. — Concil. Hard., v, 1352. — Cellot. Concil. duziac., etc., etc., p. 433. — Concil. Gall. la Lande, p. 197.

LXXXII.

CHARTA satisfactionis Hincmari laudunensis episcopi, ad Carolum regem per Odonem episcopum missa ^{Ann. 868.} ⁴.

Cellot. Concil. duziac., etc., p. 436. — Concil. Labb., VIII, 1762. — Concil. Hard., v, 1353. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 101, not.

¹ Cette lettre est omise par Brequigny.

² Voir aussi le rotulus présenté par Hincmar au roi Charles. (Hard., v, 1347, etc.)

³ Les auteurs de l'Hist. littér., v, 527, assignent l'année 869 pour date à cette pièce, croyant sans doute qu'elle a été présentée au

troisième concile de Pitres; mais elle l'a été dans une réunion antérieure d'une année, le iij des kal. d'août. Indict. I.

⁴ La date assignée ici à cette pièce est celle de Brequigny. L'Hist. litt., v, 527, y substitue celle de 870, et la regarde comme une

LXXXIII.

Ann. 868. ADMONITIO extemporalis Hincmari remensis archiepiscopi ad Carolum regem, de diversis ecclesiæ disciplinis observandis.

Cellot. Concil. duziac., etc., p. 437. — Concil. Labb., VIII, 1762. — Concil. Hard., v, 1353.

LXXXIV.

Ann. 868. EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Carolum calvum, postquam Hincmari laudunensis episcopi causa regulariter audita et definita fuit.

D'Acher., Spicil., III, 337¹. — Cellot. Concil. duziac., etc., etc., p. 446, ex cod. rivipull. — Concil. Labb., VIII, 1766. — Concil. Hard., v, 1357. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 531.

LXXXV.

3 décembre 868. DOCUMENTUM de examinatione Willeberti catalaunensis ordinandi episcopi per Hincmarum metropolitanum, astantibus provinciæ remensis et aliarum provinciarum episcopis.

Concil. antiq. Gall., Sirm., II, 651, ex ms. — Concil. Gall., la Lande, p. 179. — Rapine, Ann. de Châl., p. 131. — Concil. Labb., VIII, 1878. — Concil. Hard., v, 1441. — Gall. christ., X, Inst., col. 149. — Baluz., Capitul., II, 612. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 710.

LXXXVI.

24 avril 869. CONCILIUM vermeriense in quo accusatus Hincmarus episcopus laudunensis, ad sedem apostolicam appellavit.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 374. — Concil. Labb., VIII, 1537. — Concil. Hard., v, 1211.

leçon du serment prononcé par Hincmar à Autigny. Nous avons suivi l'opinion de Cellot. Voir Labbe, VIII, 1780, note 53.

Brequeigny, sur la fautive indication donnée par la Harre dans son édition du Spicilège, assigne à cette pièce la date de 846, et en donne le sommaire suivant : « Epistola Hincmari remensis archiepiscopi ad regem Carolum, de restitutione Hincmari laudunensis episcopi in ministerio episcopali. » — Comment Brequeigny et la Harre ne se sont-

ils pas rappelés qu'Hincmar monta sur le siège de Laon vers 858, et que Pardule, son prédécesseur, vivait encore en 855? D'ailleurs Brequeigny indique une seconde fois cette pièce à sa véritable date; seulement il renvoie au Spicilège de D'Acher., II, 822, de la première édition; de sorte qu'il indique la même pièce dans deux éditions différentes sans prévenir de ce changement, et probablement sans s'en être aperçu.

LXXXVII.

Epistola Adriani papæ II ad Hincmarum remensem archiepis- 5 septembre
copum, qua cum hortatur, ut operam suam interponat ne 869.
regnum Lotharii quisquam invadat, ac ipsi legatos suos Paulum et Leonem commendat.

Council. antiq. Gall., Sirm., III, 382. — Council. Labb., VIII, 921. — Council. Hard., v, 711.

LXXXVIII.

Epistola Adriani papæ II ad Carolum regem, qua ei commendat ecclesiam, laudunensem; dum Hincmarus ejusdem episcopus Romam venit ^{Ann. 869.}.

Baron. Annal., x, 497. — Council. antiq. Gall., Sirm., III, 375. — Council. Labb., VIII, 915. — Council. Hard., v, 706. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 454.

LXXXIX.

Hincmari remensis archiepiscopi epistolæ VIII, ad intelligentiam synodorum vermeriensis, attiniacensis ac duziacensis, apprimè necessaria <sup>Ann. 869.
870.</sup>.

Council. Labb., VIII, 1789-1837, ex ms. — Council. Hard., v, 1361-1404. — Eckhart. Corpus hist. med. æv., IV, 375-430.

XC.

Epistola Hincmari archiepiscopi remensis ad Hincmarum laudunensem episcopum, de Nivino ejusque fratre Bertrico <sup>13 février
870.</sup>.

Hincm. Oper., II, 334.

¹ Brequigny date cette pièce de 871. Je lui rends la date que lui avait assignée le P. Simon. D'ailleurs il y a une lettre toute semblable à celle-ci, adressée par le même pape à Hincmar de Reims, et que Brequigny a omise, sans doute à cause de l'identité

² Brequigny n'indique aucune de ces huit lettres, si importantes, dans l'histoire des deux Hincmar.

³ Brequigny a omis cette pièce et les trois suivantes.

XCI.

Veis février 870. **EPISTOLA** Hincmari laudunensis episcopi ad Hincmarum remensem archiepiscopum, qua purgat Nivinum seque ipsum in ejus negotio, et Hincmarum remensem perstringit.

Hincm. Oper., II, 335.

XCII.

20 mars 870. **EPISTOLA** Hincmari remensis archiepiscopi ad Hincmarum laudunensem episcopum, qua intercedit pro Hadulfo presbytero, quem Hincmarus laudunensis excommunicaverat.

Hincm. Oper., II, 339.

XCI.

28 mars 870. **EPISTOLA** Hincmari laudunensis episcopi, ad Hincmarum remensem archiepiscopum de Hadulfo.

Hincm. Oper., II, 340.

XCIV.

Mai 870 **CONCILIUM** attiniacense in quo Hincmarus episcopus laudunensis iterum accusatus, ad sedem apostolicam iterum appellavit.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 386. — Concil. Labb., VIII, 1537. — Concil. Hard., V, 1217.

XCV.

Ann. 870. **SACRAMENTUM** Hincmari laudunensis episcopi, quo fidelem se Carolo regi et Hincmaro remensi archiepiscopo obedientem, in synodo apud Attiniacum profitetur.

Annal. Bertin., ad ann. 870. — Chron. de Saint-Denis, chap. 4, gallice. — Boron. Ann., I, 493. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 386. — Concil. Labb., VIII, 1537. — Concil. Hard., V, 1217. — Marl., I, 451. — Duchesne, Hist. Fr., III, 230. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 106, 133.

XCVI.

EPISTOLA Adriani papæ II ad Hincmarum remensem archiepiscopum qua eum arguit, quod Carolum calvum a regni Lotharii invasione non revocarit; et legatos ea de causa missos ei commendat.

27 juin, 870.

Concil. antiq. Gall., 61m, 390. — Concil. Labb., viii, 925. — Concil. Hard., v, 715.

XCVII.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Hincmarum laudunensem episcopum; qua ipsum iterum arguit¹.

AUG. 870,
vers le mois
d'août.

Hincm. Oper., II, 593, ex ms. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 533.

XCVIII.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Adrianum papam II, qua respondet ad ea quæ Pontifex de regno Lotharii et Hincmari laudunensis episcopi causa, mandarât².

Novembre
870.

Hincm. Oper., II, 689. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 537, fragm. — Marl., I, 446, frag.

¹ Brequeigny renvoie aux Œuvr. d'Hincmar, II, 595, au lieu de 593. — Trompé par le nom de l'éditeur d'Hincmar, il indique les conciles de Sirmund, II, 595, où ne se trouve pas cette lettre. Enfin, il renvoie à Labbe, viii, 1844, et à Hardouin, v, 1415 (pour 1413), où se trouve seulement l'indication, et non le texte de l'instrument.

² L'Hist. littér., v, 569, date de l'an 870 cette célèbre épître, qui a mérité toute l'admiration des ultramontains, et, en effet, Hincmar y répond à la lettre pontificale qu'il a reçue le xiv des kal. de novembre, indict. iv, c'est-à-dire le 19 octobre 870. Brequeigny et les auteurs du Recueil des Hist. de Fr. doivent donc s'être trompés en datant cette pièce de 871. Elle renferme un passage important pour l'histoire de notre cité, celui où il est question du droit de gîte qu'avaient

les rois dans la ville de Reims, droit qui, plus tard, donna naissance à l'impôt connu sous le nom de *frank du sacre*. Nous croyons devoir rapprocher de ce passage un fragment du Marlot franç., liv. viii, chap. 23 :

« Pour monstrier que la seigneurie des archevêques estoit d'un reuen fort noble, c'est que le Roy séjourant à Reims avec sa court devoit estre défrayé aux despens de l'Eglise, ainsi que Hincmar fit entendre autrefois à Nicolas; et la France estant aux prises avec l'ennemi, les archevêques estoient obligés de lever des troupes à leurs despens, sous la conduite des comtes ou de leur vidame, comme firent Hincmar, Foulques et Hérivée, suivant ces paroles de Floard : « Thenderico comiti (scripsit Hincmarus) mittens ei nomina moruam... in expeditionem, regisque arciuum pro-

XCIX.

Novembre 870. *EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi, ad Hincmarum laudunensem episcopum, qua ei in memoriam revocat qualiter illum orphanum nutrierit, litteris erudierit, ad episcopatum provexerit*¹.

Hincm. Oper., II, 597. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 534.

C.

Ann. 870. *EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi, ad Hincmarum laudunensem episcopum, distincta in IV capitula, qua ipsum de multis arguit*².

Hincm. Oper., II, 386. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 532, frag.

CI.

Ann. 871. *EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Remigium lugdunensem archiepiscopum et episcopos provincie lugdu-*

« perantium. » Floard., p. 536. Et ailleurs : « Domino Hincmaro, rescriptis rex, non solum de rebus ecclesiasticis, sed et de populo in hostem convocando.... » Dans le fragment mis au jour par Duchesne, tom. III : « Heriveus remensis archiepiscopus, suscipiens Carolum, deduxit eum per hospitia sua, id est in Carisia et in Crassia, etc., » et Floard parlant de cet archevêque, ajoute « qu'il arma quinze cents hommes pour escorter Charles-le-Simple.... Il appelle ces troupes : « Fideles remensis ecclesie, » en sa chronique. Aimoin les nomme (lib. V, cap. 41) : « Homines de potestate remensis episcopii. » Floard les appelle : « Fideles ; clientes, vassalli, casati, » nom tiré des manoirs que les nobles tenoient des évêques. « A casis seu domibus quas alii ecclesie acceptant in beneficium. » (Capit., liv. I, chap. 68.) — Les évêques se servoient de ces fideles pour garder les places fortes de la campagne que Floard nomme *Castra*,

« *Castella, Munitiones*... Sa chronique est remplie de semblables places fortes, tours et châteaux, basiliques au pays rémois, sur le déclin de la seconde lignée, entre lesquels sont Epernay, Coucy, Oumont, Mézières, Mouzon...., et qui témoignent que nos archevêques possédoient quantité de fiefs avant la donation du comte de Reims, et qu'ils avoient une justice temporelle, des officiers et des vassaux, comme les autres barons du royaume, toutes lesquelles choses ont esté augmentées par l'octroy du comté. » (Voir Marl. lat., I, 559.)

¹ Cette lettre est tirée de Floard., lib. III, cap. 22, à l'hist. duquel Brequigny a oublié de renvoyer. Il a omis également une lettre du même au même, faisant suite à la précédente et se trouvant à la fin du chapitre.

² Consulter les deux mémoires d'Hincmar de Laon qui précèdent les 55 capitulaires, et le troisième mémoire, qui les suit. Hincm. Oper., II, 541, 555, 608.

nensis, de Carlomanno ejusque criminis consortibus excommunicandis.

* Hincm. Oper., II, 353, ex cod. laud. — Concil. Gall. la Lande, 204, ex cod. petav. — Concil. Labb., VIII, 1577. — Concil. Hard., V, 1248. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 536.

CIII.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Hincmarum^{31 janvier 871.} laudunensem episcopum, de Carlomanno excommunicando¹.

Hincm. Oper., II, 352. — Concil. Labb., VIII, 1578. — Concil. Hard., V, 1249.

CIV.

EPISTOLA Hincmari laudunensis episcopi ad Hincmarum^{Vers mars 871.} remensem archiepiscopum, de consensu quem exigebat in excommunicationem ab eo factam.

Hincm. Oper., II, 644, ex ms. — Concil. Labb., VIII, 1578. — Concil. Hard., V, 1249.

CV.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi, ad Hincmarum^{19 avril 871.} laudunensem episcopum, ubi de excommunicatione Carlomanni plurima².

Hincm. Oper., II, 423. — Concil. Labb., VIII, 1579. — Concil. Hard., V, 1250.

CVI.

CONCILIUM duziacense, in quo Hincmarus episcopus laudunensis tertium accusatus, episcopali gradu dejectus est.^{5 août 871.}

Cellot. Concil. duziac., etc., Paris, 1658, in-4. — Concil. Labb., VIII, 1539³. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 397. — Concil. Gall., La Lande, p. 206. — Concil. Hard., V, 1217.

¹ Cette lettre n'est pas indiquée par Brequigny, non plus que la suivante.

² Cette lettre est omise par Brequigny. Voir d'ailleurs tous les fragments de lettres

cités dans les actes du concile de Douzi, indiqué plus bas.

³ Voir aussi toutes les pièces qui concernent l'affaire d'Hincmar, même vol., 1752-1845.

CVII.

28 décembre
871.

EPISTOLA Adriani papæ II ad episcopos synodi duziacensis, qua Hincmari laudunensis depositionem improbat, eumque Romam cum adversario ad renovandum judicium venire jubet¹.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 397. — Concil. Labb., VIII, 932. — Concil. Hard., v, 722.

CVIII.

Ann. 871.

EPISTOLA Adriani papæ II ad Carolum calvum, de causa eadem.

Baron. Ann., x, 500. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 400. — Concil. Labb., VIII, 934. — Concil. Hard., v, 724. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 455.

CIX.

Ann. 871.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Adrianum papam II, qua, Caroli regis nomine, respondet ad asperiores litteras hujus papæ.

Hincm. Oper., II, 701. — Baron. Annal. eccles., x, 499, fragm. — Concil. Gall. la Lande, 267. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 542, fragm.

CX.

Ann. 871.

EPISTOLA Adriani papæ II ad Carolum calvum, de Hincmaro laudunensi episcopo.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 401. — Concil. Labb., VIII, 936. — Concil. Hard., v, 726. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 456.

CXI.

Ann. 871.

EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Adrianum papam II, qua ad eum, Caroli regis nomine, mitius scribit.

Hincm. Oper., II, 716. — Concil. Gall. la Lande, 269. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 545.

¹ Cette lettre ne se trouve pas indiquée dans Brequigny, non plus que la réponse qu'y font les Pères du concile de Douzy, Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 403. Labb., VIII, 1559, etc., etc.

CXII.

PROFESSIO Adalberti episcopi morinensis electi, Hincmaro Ver. 972.
 Remorum archiepiscopo ante ordinationem oblata ⁴.

Concil. Labh., viii, 1881, — et autres collect. de formules.

Cette pièce, oubliée par Brequigny, nous met sur la trace d'un des nombreux empiétements du chapitre de Reims sur l'autorité archiepiscopale. Il en est question dans un mémoire qui se trouve en notre possession, et que nous croyons avoir fait partie des portefeuilles de La Salle. Un fragment de ce mémoire fera connaître toute l'étendue des prétentions du chapitre sur un point qui ne se rattache qu'incidemment à nos recherches, et dont nous ne jugeons pas devoir nous occuper ultérieurement. — Il est sans doute inutile de prévenir que l'auteur du mémoire, qui écrivait vers 1700, est tout dévoué aux intérêts du chapitre.

Serment des évêques de la province de Reims.

« Tous les évêques suffragans de la métropole de Reims, à leur avènement à l'épiscopat, doivent prêter à l'église de Reims un serment, qu'ils signent sur le grand-autel; après quoy ils sont installés au chœur, et à même temps ils doivent fournir à l'église une chappe pour leur servir pendant leur vie dans les occasions de sacres, conciles provinciaux, etc., et appartenir à ladite église après leur mort ou de mission de leur évêché, et s'il arrivait qu'ils fussent transférés à un autre évêché dans la même province, ils doivent de nouveau le serment, une chappe et les droits accoutumés, comme on le voit par d'anciens exemples.
 « Pour ce qui regarde le serment, on en

« trouve un exemple du temps de Hincmar, archevêque de Reims, à la fin de la profession de foy d'Adalbert, évêque de Térouanne (concil. Labh., viii, 1884): « Pri-vilegio etiam metropolis Remorum ecclesie ac ejus presulis, secundum sacrosanctos conciliorum canones, et decreta sedis apostolicæ ex sacris canonibus et legibus promulgata, pro scire et posse, absque dolo et simulatione, vel inlebita et pertinaci contradictione, me obediturum profiteri. »

« Cet endroit à un rapport visible à la formule du serment des évêques suffragans de Reims, qui s'est conservé jusqu'icy: « Ego N. ecclesie N. ordinatus et consecratus episcopus, huic sanctæ remensi ecclesie, secundum canones et decreta s. sedis apostolicæ ex sacris canonibus et legibus promulgata, pro scire et posse, me obediturum promitto. Et pro ejusdem metropolitane ecclesie publicis et privatis negotiis studio, consilio, societate me laboraturum, et absque illius consensu, nullum me prebere in magnis negotiis vel ordinationibus assensum, nisi in eo quod ad propriam pertinet parochiam, profiteor. Et huic professioni meæ coram Deo et sanctis ejus, sub testimonio quoque presentis ecclesie, subscribo et propria manu firmo. Datum, etc. »

« Ce mot « parochia, » dont on ne s'est guères servi pour signifier un diocèse depuis le ix^e ou x^e siècle, et cette dépendance des évêques à l'égard du métropolitain dans les affaires importantes, sont des

⁴ Il est à désirer que l'auteur du mémoire indiquât à quelle source il a puisé cette formule, évidemment différente en plusieurs points de celle que nous a laissée Guillaume Fillastre. Si elle lui est antérieure, comme tout porte à le supposer, en la comparant avec la leçon établie par ce cardinal,

législateur du chapitre au x^e siècle, on saurait jusqu'à quel point celui-ci a dénaturé, en les retouchant, les vieux titres qu'il accommode aux usages de son temps, et dont nous donnerons le texte lorsque leur ordre chronologique les appellera (vers 1400).

CXIII.

12 juin 871.

CONCILIUM adversus incesta conjugia, et rerum ecclesiasti-

« caractères sensibles de l'antiquité de cette
« formule, et c'est pour l'accoutumer à
« l'usage des siècles suivants, qu'après ces
« mots : « magnis negotiis, » on a ajouté « et
« arduis ordinationibus ipsam sedem metro-
« politanam tangentibus, » et qu'on a expli-
« qué ce mot « parochiam » par ceux-ci :
« seu diocesim, » ce qui n'a pourtant été
« ajouté qu'en 1553 au serment de Nicolas de
« Pellere, évêque d'Amiens, fol. 76, verso ».

« On conserve encore les actes des sermens
« prêtés par les évêques depuis plusieurs
« siècles. On trouve à la fin d'un ancien Né-
« crologe de l'église de Reims, écrit au
« xiii^e siècle, celui de Jacques de Bazoches,
« évêque de Soissons du temps de Guillaume
« de Joinville, archevêque en 1274, en ces
« termes : « Ego, Jacobus, suessionensis ec-
« clesie ordinandus episcopus, huic sancte
« remensis ecclesie et tibi pater Willelmus
« tuique successoribus, secundum sacros ca-
« nones et decretum sedis apostolicæ, etc. »
« comme cy-dessus; après quoy on lit ces
« mots : « Simili modo fecerunt professiones
« suas Godefridus ordinatus cameracensis
« episcopus, Galterus (de Narvis), ordinatus
« tornacensis episcopus, Milo (de Nanteuil)
« belvacensis et Gerardus (de Bazoches)
« novionensis, Pontius atrebatensis, et Gao-
« fridus (de Augo) ambianensis. » Tous ces
« évêques sont du temps de Guillaume de
« Joinville, archevêque, et ont assisté avec
« luy au concile de Paris, en 1223. (Concil.
« Labbe, II, 289.)

« On voit ensuite dans le même Nécrologe
« le serment de Pierre, évêque de Noyon
« (c'est Pierre Charlot), prêt à l'église et
« au chapitre de Reims, le siège vacant, en
« ces termes : « Ego, Petrus novionensis
« ecclesie ordinatus et consecratus episco-
« pus, huic sancte remensi ecclesie et capi-

« tulo ejusdem ecclesie, sede vacante, necnon
« et futuro archiepiscopo et successoribus
« ejus canonice intrantibus secundum sacros
« canones, etc. Actum anno Domini 1243,
« mense februario, sede remensi vacante. »
« On trouve aussi au cartulaire, dans la
« liasse de Cambrai, le serment original
« de Guillaume, évêque de Cambrai, tout
« semblable à celui de Jacques de Bazoches.
« Ces mots : « et tibi pater Petre » s'adres-
« sent à Pierre Barbet, archevêque; car quoy-
« que cet acte ne soit pas daté, le caractère
« est certainement du xiii^e siècle, et on ne
« peut douter que ce serment ne soit celui
« de Guillaume qui fut élu évêque de Cam-
« bray en 1286.

« On a depuis écrit ces sermens, à mesure
« qu'on les prestoit, dans des cahiers qu'on
« a fait relier avec ceux (avec les originaux
« des sermens) des archevêques; dans le
« *Liber Juramentorum*; où on en conserve
« toute la suite jusqu'à présent. Le premier
« évêque dont on trouve le serment dans ce
« livre est Pierre, évêque de Senlis en 1319,
« fol. 16; il n'a point mis son nom à la fin,
« mais seulement une croix assez bien for-
« mée; mais cela ne luy est pas particulier,
« car plusieurs des évêques et abbés du
« xiv^e siècle n'ont point mis d'autre signa-
« ture à leurs sermens qu'une croix ou autre
« marque assez grossière.

« On peut remarquer sur ce sujet
« 1°. Qu'anciennement ce serment se pré-
« toit par l'évêque avant son sacre, comme il
« paroît non seulement par la profession de
« foy d'Adalbert de Terouenne, au ix^e siècle,
« mais aussi par les sermens de Jacques,
« évêque de Soissons, et de Guillaume de
« Cambrai, au xiii^e, qui sont intitulés : « N.
« ordinandus episcopus; » car alors l'évêque
« élu par le chapitre de l'glise vacante,

* L'auteur du mémoire renvoie ici au livre des
« sermens dont il parle ci-dessus, mais que nous
« n'avons pu retrouver.

** Il y en a un peû en mêmes termes, le serment
« vacant, par Albert, évêque de Laon en 1271,
« dans le Livre des Sermens, fol. 19, verso.

carum pervasores, apud Duziacum secus municipium Mosomum remensis parochiæ celebratum.

Concil. Labb., ix, 258. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 408. — Concil. Ifard., VI, part. 1, 143.

« venoit avec des députés de cette église, présenter au chapitre de Reims le procès-verbal de l'élection et en demander la confirmation. On conserve encore plusieurs lettres et procurations des chapitres de la province au xiii^e siècle pour demander au chapitre de Reims la confirmation des élections de leurs évêques; et des actes du chapitre de Reims, par lesquels, après avoir pris lecture et connaissance des élections, il les confirme.

« Dans la suite, les papes s'étant réservés la nomination des évêques dans des cas très fréquents, dans lesquels ils les faisoient consacrer sans aucune participation des métropoles, l'usage s'est introduit que les évêques prêtassent serment à l'église de Reims, après leur ordination « N. ordinatus et consecratus episcopus; » mais on a observé encore long-temps que l'évêque, aussitôt après son sacre, avant que d'aller à son diocèse, devoit d'abord venir rendre ses devoirs à l'église métropolitaine, communiquer au chapitre les lettres et procès-verbaux de sa promotion et consécration, prêter son serment et s'y faire installer. Après quoy, l'archidiacre de Reims alloit le mettre en possession de son église. Cela se justifie non seulement par plusieurs citations et sommations faites de la part du chapitre de Reims à divers évêques à ces fins, mais aussi par un grand nombre d'actes des évêques de tous les diocèses de la province qui reconnoissent ces obligations, demandent au chapitre excuse de n'y avoir pas satisfait, permission d'aller à leur église avant que de

« s'être présenté à l'église de Reims, et certains délais pour s'acquitter de ce devoir; cette circonstance est aussi marquée dans une bulle de Clément VI, datée d'Avignon, le 21 novembre, l'an deuxième de son pontificat, c'est-à-dire 1353; insérée dans une signification faite à Gaufred, évêque de Laon en 1562; laquelle bulle concerne le serment, la chappe et autres devoirs des évêques, et leur installation par l'archidiacre de Reims. Au reste, les excuses et les dispenses de pouvoir prendre possession des évêchés avant que de s'être présenté à l'église de Reims sont devenues si ordinaires, que cette circonstance de l'ancien usage s'est abolie peu à peu.

« 2^e. Ce serment a toujours été fait à l'église métropolitaine : « Huic sancte mensi ecclesie, » et ces termes font voir en même temps qu'il a toujours été prêté dans l'église de Reims. Il est vrai que dans quelques sermons du xiii^e siècle, qui se trouvent séparément à la fin de l'ancien Nécrologe ou au cartulaire, on lit aussi le nom de l'archevêque : « Tibique, pater Wilhelme, tibique, pater Petro, et successoribus tuis, » mais il ne paroît pas que c'eût été un usage ordinaire, et les archevêques sans doute n'eussent pas souffert qu'on eût dans la suite retranché leur nom si l'usage eût été établi de l'exprimer; c'est donc en suivant l'ancienne simplicité qu'on a ainsi dressé les plus anciens sermens qui se trouvent dans le *Liber Juramentorum*, et c'est pour la conserver qu'on s'est attaché exactement dans les suivans

* L'obligation et la manière de communiquer au chapitre les lettres de leur promotion, est marquée principalement dans une sommation à l'évêque de Cambrai, 1337. Autre à l'évêque de Tournai, 1337. Autre à l'évêque de Senlis, 1339. Autre à l'évêque de Beauvais, 1347. Dans la suite.

« Infatction de Fulcardus, évêque de Noyon, 1280. « Reconnaissance de Guy, évêque de Cambrai, 1334; de Hugues, évêque de Laon, 1341; de Raymond, évêque de Tournai, 1341. » (*Archives du chapitre.*)

Juillet 874. CAPITULA data presbyteris in synodo remensi.

Cencil. Labb., viii, 587. — Cencil. la Lande, p. 283. — Cencil. Hard., v, 408.

à cette expression générale : « Huic sancte remensi ecclesie », nonobstant les efforts que quelques archevêques ont fait dans le temps de leurs contestations contre le chapitre, pour se faire prêter ce serment comme s'adressant particulièrement à eux. C'est pour cela que Jean de Vieune, Jean de Craon, Richard Picque et Guy de Roze, obligèrent pendant quelque temps les évêques et les abbés à leur prêter, dans la chapelle de leur palais ou du château de porte Mars, un serment particulier adressé à Sancta remensi ecclesie necnon reverendo in Christo patri Domino N. archiepiscopo et successoribus ejus canonice institutis. On trouve ces serments exigés par les archevêques dans quelques cahiers du *Liber Juramentorum*, qu'on a reliés sans discernement parmi ceux qui contiennent les serments faits publiquement en l'église de Reims. Ces cahiers sont les feuillets 34 et les trois suivants, le 48 et les sept suivants, les 65 et 66; mais on remarque dans les autres cahiers qui appartiennent véritablement à ce livre, que cela n'a pas interrompu l'usage de faire l'ancien serment, et que les mêmes évêques et abbés qui ont en la complaisance de prêter aux archevêques le serment qu'ils exigeaient, n'ont pas manqué pour cela de prêter, dans l'église de Reims, le serment qu'ils lui devoient en la forme ordinaire. V. fol. 58 et suivants jusqu'au 48; fol. 56 et suivants jusqu'au 65. On y voit même qu'en 1411, en présence de Simon de Craon, successeur de Guy de Roze, Charles, évêque de Châlons, prêta son serment dans ladite église : « Huic sancte remensi ecclesie », sans y ajouter le nom de l'archevêque,

fol. 57, v°. Pierre, évêque de Besuval, en 1424, et Jean, évêque de Châlons, en 1429, fol. 59, suivirent la même formule. Mais enfin en 1444, lorsque Jean Juvénal des Ursins, lors évêque de Laon, prêta serment dans l'église de Reims en présence de Jacques des Ursins, archevêque, son frère, y ayant eu quelque difficulté sur ce point, le chapitre souffrit enfin tacitement qu'on ajoutât à l'ancienne formule du serment, ces mots : « Necnon reverendissimo in Christo patri N. archiepiscopo. » Voir fol. 61, v°. Et depuis, ce serment s'est toujours fait dans l'église de Reims, avec cette addition du nom de M. l'archevêque; et lorsque le siège est vacant, on met : « Necnon illustrissimis et reverendissimis dominis archiepiscopis canonice intrantibus metropolitanis meis. »

3°. Le chapitre doit être présent à cette prestation de serment; c'est ce que marquent ces termes : « Sub testimonio quoque presentis ecclesie; » ainsi est-elle incontinent suivie de l'installation du nouvel évêque au chœur, ce qui suppose qu'on y chante l'office. On a eu soin de marquer au bas de plusieurs de ces actes les noms de quelques uns des chanoines présents; et au fol. 68, on y a particulièrement marqué les sénéchaux et les maîtres de la fabrique, et c'est encore à présent l'usage que le chapitre député les sénéchaux pour y assister dans le sanctuaire, et y être présents en son nom.

4°. La plupart des anciens actes de serment sont écrits de la main du greffier du chapitre, et plusieurs même signés de lui. Et encore à présent, le greffier du chapitre assiste à la prestation du serment et instal-

* Notes que ces archevêques appartenaient à l'époque où on a été ouvert le *Liber Juramentorum*, devant suivre l'ancienne simplicité, tandis que le serment d'Adalbert et ceux du micrologue qui s'écartent de cette prétendue simplicité sont du siècle 13^e et du

14^e, temps où les archevêques n'avaient pas besoin de se faire prêter serment dans leur chapelle, puisqu'on le leur prêtait en public, ainsi que le dit plus haut l'auteur même de ce micrologue.

CXV.

CAPITULA ab Hincmaro comministris suis Gunthario et Odel-^{11 juillet}
hardo archidiaconibus data ^{874.}

Marl., i, 458. — Concil. Labb., viii, 591. — Concil. Hard., v, 412.

CXVI.

EPISTOLA Joannis papæ VIII ad Hincmarum remensem archi-^{5 janvier}
episcopum, de episcopo in ecclesia laudunensi ordinando. ^{876.}

Marl., i, 456. — Concil. antiq. Gall., Sirm., iii, 422, ex cod., S. Remig. rem.
— Concil. Labb., ix, 221. — Concil. Hard., vi, part. 1, 105. — Rec. des Hist. de
Fr., vii, 460.

CXVII.

DECRETUM cleri et plebis laudunensis, de electione Hedenulfi ^{25 mars 876.}
episcopi, ad Hincmarum metropolitanum et episcopos pro-
vinciæ, ut illum ordinent.

Baluz. Capitul. reg. Fr., ii, 605. — Concil. antiq. Gall., Sirm., ii, 647, et iii,
430 — Concil. Labb., viii, 1874, et ix, 280. — Concil. Hard., v, 1437, et vi,
part. 1, 165. — Flod. Hist. eccles. rem., Append., 172. — Marl., i, 171. — Cellot.
Obsev. ad ritus eccles. laud., p. 114. — Gall. christ., ix, 518.

CXVIII.

CONCILIVM pontigonense, præsentæ Carolo calvo imperatøre ^{21 juin. —}
et legatis sedis apostolicæ, celebratum. ^{16 juillet}
^{876.}

Concil. Labb., ix, 280, 1261. — Concil. antiq. Gall., Sirm., iii, 434. — Concil.
Hard., vi, part. 1, 165.

« lation, et en délivre acte à l'évêque. Rien
« n'est plus important pour prévenir toute
« sorte d'innovation et d'inconvénient, que
« d'observer l'ancien usage en faisant tous
« jours dresser et écrire l'acte de serment
« dans le livre, suivant la forme ordinaire,
« par le greffier du chapitre; de ne jamais
« déplacer ce livre, ny le laisser en d'autres
« mains qu'en celles des officiers du chapitre,
« qui en est de tout temps le dépositaire,
« mais, s'il est besoin, donner une copie de
« la formule de l'acte dont il s'agit.

« 5°. Lors de cette prestation de serment,
« l'évêque doit, outre la chappe, quelques

« sommes aux officiers du chapitre, qui mou-
« toient autrefois à 7 liv. parisis; savoir :
« à M. le chantre, 40 s.; aux enfans de
« chœur, 40 s.; et aux cointes, 3 liv. A pré-
« sent, suivant l'usage et le cérémonial, il
« est dû à M. le chantre, 50 s. ix.; à M. le
« sous-chantre, 40 s.; aux enfans de chœur,
« 30 s.; aux cointes, 3 liv.; aux vicaires,
« 3 liv.; au greffier, pour l'acte ou proces-
« verbal de la prestation de serment, 3 liv.»

« Cette pièce est datée du v des ides de
juillet 874. Sirmond (Hiscia. Opera, i,
758) a effacé cette date pour y substituer
celle de 877. Hardouin a suivi Sirmond.

CXIX.

Ann. 876. EPISTOLA Hincmari remensis archiepiscopi ad Joannem papam VIII, Caroli calvi nomine, de judiciis et appellationibus episcoporum et presbyterorum ecclesiæ gallicanæ ad sedem apostolicam.

Hincm. Oper., II, 768. — Concil. Gall. In Lande, p. 287. — Rec. des Hist. de Fr., VII, p. 549.

CXX.

Ver. 876. NOTITIA quomodo Hincmarus villam Noviliacum apud Carolum imperatorem, filium Ludovici imperatoris, impetraverit¹.

Sirm. Append. ad Flod., p. 408. — Calren. Append. ad Flod., p. 166. — Hincm. Oper., II, 832. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 215.

CXXI.

Ann. 877. CANONICE litteræ ab Hincmaro remensi archiepiscopo data Hedenulfo episcopo laudunensi quem ordinaverat, ad clerum et plebem laudunensis ecclesiæ.

Balus Capitul. reg. Fr., II, 622. — Concil. antiq. Gall., Sirm., II, 658. — Concil. Labb., VIII, 1887. — Concil. Hard., V, 1448. — Rec. des Hist. de Fr., VII, 713.

CXXII.

6 décembre 877. ACTA coronationis Ludovici balbi, in Compendio palatio, per Hincmarum remensem archiepiscopum.

Balus. Capit. reg. Fr., II, 306. — Sirm. Oper., III, 391. — Aquila super Illia, p. 267. — Duches. Hist. Fr., II, 473. — Rec. des Hist. de Fr., IX, 300.

CXXIII.

10 juin 878. EPISTOLA Joannis pape VIII ad Hincmarum remensem archiepiscopum, ut ad synodum trecensem absque mora cum suffraganeis suis veniat.

Epist. summ. Pontif., III, 373. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 470. — Concil. Labb., IX, 82. — Concil. Hard., VI, part. I, 36. — Mart., I, 475. — Rec. des Hist. de Fr., IX, 103.

¹ Cette notice a été omise par Brequigny. — Simond l'attribue à Hincmar même.

CXXIV.

CONCILIIUM tricassinum, in quo reclamatio et proclamatio 11 août 878.
Hincmari, quondam laudunensis episcopi, adversus Hincma-
rum, remensem archiepiscopum, Joanni papæ VIII est oblata.

Baron. *Annal.*, x, 538. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 473. — Concil. Labb., ix, 306. — Concil. Hard., vi, part. 1, 191. — *Marl.*, I, 476. — *Rec. des Hist. de Fr.*, ix, 302.

CXXV.

SYNODUS remensis ab Hincmaro celebrata¹.

22 avril 879.

Concil. la Lande, p. 296. — Concil. Labb., ix, 334. — *Oper. Hincm.*, II, 821.

CXXVI.

CHARTA qua Achadeus comes filium suum Hilduinum offert 17 septem-
abbati et abbatiæ S. Remigii remensis². bre 880.

Lafr. *Oper.*, part. II, p. 363, not. ex veter. membran. monast. S. Rem. rem.

CXXVII.

CONCILIIUM apud S. Macram, in loco qui dicitur Finibus re- 2 avril 881.
mensis parochiæ, celebratum.

Concil. Labb., ix, 337. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 502. — Concil. Hard., vi, part. 1, 350. — *Rec. des Hist. de Fr.*, ix, 307, frag.

CXXVIII.

EXCUSATIO Remensium qui ante visitatoris adventum, episco- 5 février
pum post Hincmari mortem, elegisse dicebantur³. 883.

Concil. antiq. Gall., Sirm., II, 643. — Concil. Labb., VIII, 1871. — *Marl.*, I, p. 501. — Daboïs, *Hist. eccles. par.*, I, 498.

¹ Ce synode n'est pas indiqué dans l'*Art de vérif. les Dates*. Hardouin ne le mentionne que dans l'index du tom. VI, part. I.

² Cette charte est omise par Brequigny.

³ Brequigny a oublié de renvoyer, pour cet instrument, à l'édition des Conciles de Labbe. Il a négligé, et nous avons omis, d'en

indiquer plusieurs autres qui ne rentrent pas directement dans notre sujet, bien qu'ils soient relatifs aux élections et ordinations d'évêques de la province de Reims sous Hincmar. Nous nous contentons d'y renvoyer le lecteur curieux d'approfondir les questions qui se rattachent à l'épiscopat gallican durant le IX^e siècle.

CXXIX.

Ann. 885. EPISTOLA Fulconis remensis archiepiscopi ad Stephanum papam, de Normannorum devastationibus, et incursionibus Danorum, plurimisque aliis rebus ad ecclesiam remensem spectantibus ¹.

Malbranq. de Morinis²⁰¹, 375. — Flod. Hist. eccles. rem., lib. iv, c. 1. — Marl., 1, 504.

CXXX.

28 janvier
893.

CONCILIUM remense, in quo Carolus simplex, filius Ludovici balbi, Francorum regni legitimus successor, a Fulcone remensi archiepiscopo, Odone comite qui tyrannice regnum invaserat rejecto, rex Francorum ungitur, et datæ sunt comminatoriæ litteræ ad Balduinum comitem flandrensem, rerum ecclesiasticarum invasorem.

Concil. Labb., ix, 434. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 531. — Concil. Hard., VI, part. 1, 429.

Voir Formules publiées par Sirmond, Conc. antiq. Gall., II, 633-664, et Oper., ainsi que l'excellente dissertation du savant jésuite. — Concil. Hard., V, 1425-1452. — Concil. Labb., VIII, 1860-1892. — Baluz., Capit., II, 563-599. — De Cordes Hincm. Opusc., 385-813. — Enfin, pour ne rien négliger de ce qui concerne les élections et les rapports extérieurs des archevêques, il faut consulter quelques pièces que nous avons cru pouvoir passer sous silence comme faisant double emploi avec celles que nous avons indiquées. Voir Concil. Labb., VII, 464, 465, 1866. — Concil. ant. Gall., Sirm., II, 638. — Concil. Hard., V, 1430. — Recueil des Hist. de Fr., VII, 557; II, 259, 260. — Louvet, Antiq. de Beauv., II, 156, 158, 164. — Gall. christ., edit. 1, tom. II, 375, 376. — Hincm. Opera., II, 188, 196, 717, 719, 762, 811. — Baluz., Cap. II, 593, et Miscell., VII, 47 (non indiqué par Brequeigny).
¹ Brequeigny n'a indiqué que le texte donné par Malbranq.

DIXIÈME SIÈCLE.

I.

CONCILIIUM remense. — Charta excommunicationis in concilio remensi latae adversus homines Balduini comitis Flandrie, propter occisionem Fulconis remensis archiepiscopi ab illis perpetrata¹.

Duchesne, *Hist. Fr.*, II, 585, ex ms. cod. — Concil. Labb., IX, 481. — Concil. Hard., VI, part. I, 465. — Concil. Gall. la Lande, p. 312, ex cod. Camusat. — Baluz., *Cap. reg. Fr.*, II, 669. — *Hist. Univers. paris.*, I, 289. — *Gall. christ.*, X, inst., 10. — *Marl.*, t. 527. — *Rec. des Hist. de Fr.*, IX, 318.

II.

NOTITIA de oblatione Othberti monachi S. Remigii remensis.

31 octobre
907.

Marlot française, chap. de l'Archimon. de Saint-Remi.

Othbertus monachus factus in archimonomasterio S. Remigii per oblationem et traditionem quam fecit de eo Gerbertus, anno Domini MCCXXI, pridie kalend. novemb., fer. 1^a, indict. V^a, et signavit petitionem et traditionem cum testibus.

III.

HERIVEL archiepiscopi remensis constitutum, quo res S. Marie ac S. Remigii remensis in pago guormacensi (wormacensi?) sitas, Athoni² archiepiscopo guormacensi commendat.

Ann. 907.

Mss. du Vatican, reise de Suède, n° 418. — *Bibl. Roy.*, mss. La Curne Sainte-Palaye, *Notices*, tom. XII, not. 2706³.

¹ Labbe, dans les fragments qu'il a joints à l'*Hist. de Flohard* d'après le manuscrit d'Igny, cite un petit poème de Sigleard, chanoine de Reims, sur la mort de Fouques. Nous appelons l'attention sur ces trois vers, qui ont échappé aux savantes recherches de M. Raymonard :

Quam cito clerus auditis
Tantum malum, infensum !
Et plebs et arde gravibus...
(Laba, *Novae Bibl. mss.*, I, 363.)

² Hattion fut archevêque de Mayence de 897 à 912.

³ Voici la note dont La Curne Sainte-Palaye accompagne cette indication :

« Ce manuscrit (celui dans lequel se trouve « l'instrument qu'il indique) est grand in-4^e, « relié en parchemin blanc, écrit sur vélin, à « longues lignes, d'une écriture du 1^{er} siècle. « Il contient 81 pages chiffrées.

« A la page 75, verso, on lit, sans titre, « la première ligne en rouge, ainsi :

« Anno MCCXXI incarnationis dominice, XVI

IV.

12 janvier
006.

CHARTA qua Albricus filium suum obtulit ecclesie S. Remigii remensis.

Bibl. Roy., msa. Suppl. franç., 1515-2. Rogier, tom. II, fol. 44, ex polypt. S. Remig. rem.

Dum legaliter sancitum antiquitus teneatur et cautum, cum oblationibus Domino parentes suos tradere filios in templo Domini feliciter servituros; procul dubio hoc de nostris filiis faciendum nobis salubriter præbatur exemplum. *Æquum etenim iudico* creatori nostro de nobis reddere fructum. Idcirco ego Albricus hunc filium meum nomine N., cum oblatione in manu atque petitione, altaris palla manu mea involuta, ad nomen sancti Remigii, vel ad sanctorum etiam quorum hic reliquie continentur, trado coram testibus permansurum. Ita ut ab hac die non liceat illi collum de sub iugo regulæ excutere, sed magis ejusdem regulæ feliciter se agnoscat instituta servare et Domino granti animo militare. Et ut hæc mea traditio inconvulsa permaneat,

« videlicet kal. octobris, convenerunt venerabiles archiepiscopi Atho Mogontiacensis et Heriveus remensis ecclesie in Hericid monasterio, in basilica scilicet S. Salvatoris, » etc., etc.

« Il finit à la page 74, ainsi :
« Ita tamen ut nullam exinde nostra patiat ecclesia diminutionem, et iuxta apostolum, per hoc boni operis certamen reponatur vobis (sic, nobis ?) corona justicie. »

A cette notice de Sainte-Palaye il faut joindre la suivante :

NOTICE 2701.

Manuscript du Vatican, reine de Suède, n° 418, intitulé dans le Catalogue :

« Herivei archiepiscopi rem. litteræ canonice datæ suffraganeo recens ordinato. — Heriveus..... 18 l.
« Ce manuscrit est in-4°, relié en parchemin blanc, écrit sur veau, à longues lignes, d'une écriture du 11^e siècle.

« Il contient 81 pages chiffrées.

« A la page 80, verso, et non à la page 18, verso, l'ouvrage commence sans titre.

« ainsi :

« Heriveus sancte metropolis Remorum archiepiscopus ac plebis Dei famulus, omni clero universque plebi in Belvacensi parochia consistenti, etc., etc.

« Il finit à la page 81 et dernière, ainsi :

« Gratia sue electionis, lectionis vestre bonorum operum et piorum studiorum auctor et cooperator studebit accomodare, qui non sicut homo captum (sic, tantum ?) in facie, sed singulorum corda scrutatur et renes, cui est honor et gloria, potestas et imperium in secula seculorum. Amen. »

« Nous suivons textuellement la copie du Rogier, Suppl. franç., 1515-2, copie qui est de la main de Duchesne. Mais la formule bien connue des oblations voudrait : « procul dubio et de nostris..... æquum etenim est iudicium creatori nostro, etc., etc. »

promitto cum iurejurando coram Deo et angelis ejus [quia?] nunquam per me, nunquam per suffectam¹ personam, nec quolibet modo per rerum mearum facultates, aliquando egrediendi de monasterio occasionem tribuam. Et ut hæc mea traditio firma et inconvulsa permaneat, manu mea subterfirmavi.

† Herivei, archipræsulis cui oblatum fuit. † Signum Albrici.

† Ewardi, fratris ejus. † Guntardi. † Walonis. † Sigebodi.

Anno incarnationis dominicæ dccccvii, idus januarii, feria v^a *.

V.

CONCILIIUM apud Trosleium in pago Suessonico ab Heriveo 26 juin 969.
remensi archiepiscopo, ejusque suffraganeis, celebratum.

Coneil. ant. Gall., Sirm., III, 535. — Coneil. Labb., IX, 520. — Coneil. Hard., VI, part. I, 503.

VI.

DIPLOMA Caroli simplicis, quo Corbiniacum in comitatu laudunensi, et ecclesiam in Craugna, remensi S. Remigii monasterio concedit². 14 février 917.

Apolog. pour le pèlerinage des rois à Corbeny, p. 91. — Mart., I, 534. — Rec. des Hist. de Fr., IX, 530.

VII.

DIPLOMA Caroli simplicis, quo mansionile quod vocatur ad 15 février 917.

¹ La copie de Duchesne porte *suffectam*; j'ai cru devoir rétablir le mot *suffectam* donné par la formule. Voir la Règle de saint Benoît.

² Marlot, qui rapporte cet acte en abrégé dans son histoire française manuscrite, chap. de l'Arch. de Saint-Remi, y ajoute les extraits suivants, empruntés au livre des oblations de Saint-Remi : « Maserius [obtulit?] filium suum nomine Gerondum sicut predicti monasterio S. Remigii sub signatura sua ac testium, videlicet Berolfi, Wandelberti,

« ac presente abbate. — Wicharius a patre « Wicardo oblatum est. — Mearingus a matre « sua Danet traditus est B. Remigio. — Her- « brauns ab avunculo suo Dodone, Stepha- « nus a consobrina sua Relinde, secundum « carnem consanguinitate, affectu et effectu « oblatum est. »

³ « Cette chartre porte : *Actum monasterio S. Remigii et non in castello*, ce qui monstre que le chasteau n'estoit pas encore basti. » (Marlot franç., Hist. de l'Archim. de Saint-Remi, §. 19.)

Nivesias, et mansos quatuor in comitatu porcinse, S. Remigii cœnobio restituit.

Marl., 1, 535. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 530.

VIII.

Actus 971. **CONCILIIUM** apud Trosleium, in quo Erlebalduſ comes excommunicatus, post mortem est absolutus.

Concil. aut. Gall., Siru., III, 578. — Concil. Labb., ix, 579. — Concil. Hard., vi, part. 1, 559.

IX.

31 mai 892. **PRIVILEGIUM** Karoli regis de Marsella villa juxta villam Trigniacum ¹.

Cart. de S.-Thierry, fol. 81.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Karolus divina propitiante clementia rex Francorum. Si locis sacris et divino cultui mancipatis,

¹ Mariot omet, on ne sait pourquoi, l'instrument que nous produisons ici, et donne, 1, 602, à la date de 660 un diplôme de Lothaire, qui contient seulement la confirmation du nôtre. Mais ce n'est pas pour compléter Mariot, on pour réparer une de ses omissions, que nous avons consulté le cartulaire de Saint-Thierry, appartenant à une abbaye séparée de Reims par une distance de deux lieues, et dont pour cette raison il semblerait que nous n'ayons pas à nous occuper. Aussi avons-nous eu de tout autres motifs qu'il nous faut exposer en quelques lignes.

Il nous a semblé que pour se rendre compte d'une institution, il fallait, non seulement étudier cette institution en elle-même, mais encore ne pas ignorer dans quelles circonstances elle se eut. Or, les institutions de la cité, quelque isolée que soit au moyen âge la cité même, ne se trouvent pas tellement à l'abri derrière ses murs qu'elles ne puissent ressentir l'influence d'institutions voisines, et se modifier plus ou moins sous cette in-

fluence. Ainsi, tandis que dans l'enceinte semi-seigneuriale et semi-bourgeoise d'une ville, s'opère un compromis laborieux entre les intérêts plebéiens et les intérêts féodaux, au-déhors se retrouvent, dans des conditions bien différentes, et l'élément plebéien et l'élément féodal, l'un opprimé au milieu du plat pays, l'autre triomphant derrière ses créneaux; le premier, plein de sympathie pour la cité, mais impuissant; le second, puissant, mais hostile. Lorsque ces éléments interviennent directement, l'un malgré sa faiblesse, l'autre avec sa force, pour un contre la cité, nous le notons avec soin, et cela appartient si évidemment à notre sujet, que nous n'avons pas besoin de nous en excuser. Mais lors même que leur intervention n'est pas directe, nous croyons encore devoir la signaler. Ainsi, quand la féodalité des campagnes lutte contre la population rurale, soumise aux seigneurs citadins, écartée d'une manière détournée la puissance de ceux-ci; ou bien lorsque la population rurale, s'ensu-

emolumentum nostre regie potestatis impendimus, profuturum nobis id et ad presentem vitam facilius transiendam (*sic*) et ad eternam felicias obtinendam, nullo modo dubitamus. Ideirco noverit omnium sancte Dei ecclesie fidelium, nostrorumque tam presentium quam et futurorum industria, quod ademptes nostre dignitatis presentiam, fratres cenobii sancti Theoderici detulerunt nobis preceptum ab antecessore nostro domno Karolo sibi collatum de villa quadam que dicitur Marzella, sita in pago remense; reclamantes victui eorum injuste eam esse subtractam. Quorum reclamationem cognoscentes veram esse, potestate nostra, prefatam villam eis reddidimus cum omnibus ad eam pertinentibus. Insuper predicto sancto Theoderico et fratribus ibi servientibus preceptum nostrum fieri jussimus, per quod precipimus atque jubemus ut nullus deinceps episcopus vel abbas, ad usum suum vel beneficium eam presumat accipere; sed ab hodierna die et deinceps, jam dicti fratres prefatam villam cum ecclesia et omnibus ad se juste et legaliter pertinentibus, libere teneant atque possideant nemine inquietante. Et ut hoc preceptum per omnia tempora majorem inde obtineat firmitatis vigorem, manu propria eam subterfirmavimus, et sigilli nostri impressione insigniri jussimus. Signum Karoli regis gloriosissimi. Hagano notarius ad vicem Rotgari archiepiscopi, summique cancellarii, recognovit et subscripsit. Datum 11 kalend. junii, indictione x^a, anno xxx^o regnante domno Karolo; redintegrante xx^{mo} v^{to} largiore vero hereditate indepta xi^o. Actum in prato Contratorii, in Dei nomine feliciter. Amen.

cipant à l'imitation des bourgeois, obtiennent des institutions plus ou moins analogues aux leurs, et qui non seulement peuvent servir pour nous de commentaire à celles-ci, mais qui mettaient autrefois plus de pouvoir où elles rencontraient plus de sympathie, alors nous croyons devoir ne pas laisser passer inaperçus des efforts et des succès, qui tôt ou tard seront leur contre-coup au sein de la cité même. Toutefois, comme ces efforts et ces succès ne sont qu'une chose secondaire, nous avons senti qu'il fallait être retenu dans le choix des pièces qui les constateraient. Nous nous sommes donc borné aux archives de l'abbaye de Saint-Thierry, dont

l'influence s'étendait sur des populations très rapprochées de la ville, et à celles de Saint-Remi et du chapitre de la cathédrale, si souvent aux prises avec la cupidité de leurs voisins, et nous avons extrait un petit nombre des actes constatant les efforts de la féodalité et du peuple des campagnes, pour accroître une influence qui doit tourner, soit au détriment de la féodalité urbaine, soit au profit de la bourgeoisie citadine. — C'est en compulsant dans cette vue le cartulaire de Saint-Thierry, que nous avons rencontré le diplôme omis par Marlot.

Le cartulaire porte : *majorem in Dei* obtineat.

X.

Entre
922 et 925.

SEULFUS reimensis archiepiscopus, monasterium S. Remigii cum adjacentibus ecclesiis vel domibus muro cingens, castellum ibidem instituit ¹.

Flod., Hist. eccl. rem., lib. iv, cap. 19.

XI.

Entre
922 et 925.

SEULFUS reimensis archiepiscopus immunitatem claustr² canonicis largitur, videlicet domos emendi, vendendi, seu invicem commutandi.

Auctuarium Flodoardi in Nov. Bibl. mss. P. Labb., tom. II, fol. 364.

¹ « L'église de Saint-Julien fut enfermée « dans l'enceinte du château, dont elle était « la paroisse. Il en fut de même de toutes les « maisons qui sont au-delà de la porte de « ce château, dite porte Hermet ou Armée, « entre Saint-Julien et la Halle. » (Alman. de Reims, 1753, art. *Saint-Julien*.)

Nous aurons plus tard à nous occuper sou-
vent de ce château et des droits du châtelain,
qui était un des religieux de Saint-Remi. La
possession de ce château a servi d'argument
à ceux qui ont prétendu que le monastère
de Saint-Remi était de fondation royale.
Voici ce qu'en pensait Marlot, moine de
Saint-Nicaise : « Sulpice voyant la France
plongée en un étrange désordre, et que les
Hongrois se préparoient à la ravager, fit
fermer le monastère de Saint-Benoît et quel-
ques églises voisines de fortes murailles, où
il fit bâtir un château qui a servi de retraite
à Louis d'Outre-Mer et à Lothaire. Anciens
disent qu'il ne fit que réparer celui qui étoit
auparavant, pour ce que Charles-le-Simple
et Raoul avoient logé cy-devant dans le mo-
nastère, où avoient été expédiées les lettres
de donation du bourg et prieuré de Corbeny;
mais pour cela il suffit qu'il y eût un logis
abbatial..... » (Marl. franç., liv. viii, ch. 15.)

² Le Nécrologe de la cathédrale de Reims
dit simplement : « Kalend. sept. obiit Seul-

« claustr² dedit canonicis. » L'interprétation
de ces textes offre d'assez grandes difficultés.
Et d'abord il nous semble qu'il n'y a pas
lieu de prendre ici le mot *immunitas*, dans
son acception la plus ordinaire. Il ne si-
gnifie ni le droit d'asile, ni l'enceinte claus-
trale matériellement parlant, dans le sen-
s qu'emploient le vi^e et le xiv^e canon du con-
cile de Cologne (Labb., II, part. I, 786,
791), lorsqu'ils défendent aux chanoines de
coucher hors des *immunités* de leurs églises,
et qu'ils ordonnent à celles-ci d'environner
d'un mur leurs *immunités*, et d'en forti-
fier soigneusement les portes. — Il pourrait
vouloir dire l'exemption de toute juridiction
étrangère, si l'on regardait le premier arti-
cle des libertés du chapitre (voir plus bas,
ann. 1068) comme le commentaire du pas-
sage qui nous occupe. Mais cet article fait
deux choses distinctes de l'immunité et de la
faculté de disposer des maisons canoniques,
tandis qu'ici le mot *videlicet* fait évidemment
de cette faculté l'immunité même. — Nous
ne parlons pas de Bidet, qui, dans ses Mé-
moires (tom. IV, p. 213), prétend que ce
passage est le titre primordial en vertu du-
quel le chapitre s'est trouvé soustrait à la
juridiction de l'ordinaire.

Rejetant donc ces interprétations du mot

XII.

CONCILIUM rémois incerti loci in quo, a Seulfio Remorum Ann. 923.

immunitas, et pensant qu'il faut s'attacher à la lettre d'un texte, lorsque ce texte est généralement accepté, nous ne pouvons entendre ici par le mot d'*immunitas* qu'un privilège dont l'exercice est bientôt déterminé et restreint par ces mots qui suivent : « *Videlicet domos emendi, vendendi, et invicem commutandi.* » Ainsi donc, à notre avis, l'immunité accordée au chapitre consiste simplement dans la faculté d'acheter, de vendre et d'échanger des maisons. Ceci posé, il se présente encore pour notre texte trois interprétations différentes, suggérées par différentes traductions de ces mots *immunitas claustris*, et de celui-ci *invicem*. *Immunitas claustris* peut vouloir dire : l'immunité du cloître, — ou bien une immunité claustrale, une immunité scindable à celle du cloître. *Invicem* peut se rapporter aux chanoines mêmes, — ou aux maisons canonicales seulement, et alors le privilège accordé par Seulf, vers 1^{re}, ou la faculté d'acheter hors du cloître, des maisons jouissant de l'immunité claustrale ; 2^o, ou la faculté de disposer des maisons qui se trouvent dans l'intérieur du cloître, pour les aliéner, soit à prix d'argent, soit en les échangeant contre d'autres maisons ; 3^o ou bien enfin la faculté accordée aux chanoines d'acheter à la communauté l'usufruit des maisons claustrales, de céder les maisons ainsi acquises à leurs confrères ; enfin de les échanger contre d'autres maisons acquises également par ceux-ci, dans l'intérieur du cloître. Examinons successivement ces différentes interprétations.

La première est évidemment trop forcée. Après ces mots *immunitatem claustris*, il faut sous-entendre ceux-ci : *extra claustrum*, qui dans cette hypothèse seraient précisément les mots essentiels, ceux sur lesquels repose la concession. De plus, en les rétablissant, il faudrait admettre que l'archevêque empiète tout à coup dans la cité, au milieu de son propre ban, une communauté, qui,

comme toutes les communautés, possède en main-morte, et qui, dans la succession des temps, peut finir par accaparer toutes les propriétés foncières de sa seigneurie. Une telle supposition est contraire à tous les principes professés par la féodalité sur l'amortissement, et d'ailleurs si elle avait eu l'ombre d'une vraisemblance, le chapitre n'eût pas manqué de s'en prévaloir dans les nombreux procès qu'il suscita aux archevêques, relativement à ses privilèges.

La seconde interprétation est peut-être plus contraire encore aux lois de la discipline ecclésiastique, que la première ne l'était au droit féodal. Comment admettre, en effet, qu'un archevêque, chef de la communauté réunie à grands fens par l'un de ses plus saints prédécesseurs, permette d'aliéner le cloître dans lequel cette communauté se livre aux exercices de la vie régulière ? Cette supposition ne serait un peu moins absurde, que si l'on considérait la concession de Seulf comme un symptôme de la rupture du cloître et du retour de la communauté à la vie séculière. Mais on sait la date de cette révolution ; elle ne s'accomplit définitivement que trois cents ans plus tard, dans les dernières années du xiv^e siècle.

Reste donc notre troisième interprétation, la seule admissible, à notre avis. Pour l'établir d'une manière plausible, qu'il nous soit permis, d'abord, d'emprunter quelques citations à la collection de coacques, et à l'histoire de Flodoard. Le concile de Tolède tenu le 5 décembre 633, porte, *can. xxi* et *lxix* : « Non aliter placuit, ut quemadmodum antistes, ita presbiteri atque levites, quos forte *infirmos, aut etatis gravitate* in conclavi episcopi manere non sinit, ut idem in *cellulis suis testes vite habent*,... *pueros et adulescentuli omnes in suo conclavi attri commorentur*... » Flodoard parle de l'institution, ou si l'on veut du rétablissement de la vie commune parmi les chanoines de Reims, dit : « *Sanctus Rigobertus canonicam*

archiepiscopo, necnon et ab episcopis remensis dioceseos seu

« clericis religionem restituit, ac sufficientia
 « victualia constituit, et predia quedam illis
 « contulit, necnon ararium commune usibus
 « eorum instituit, ad quod has villas dele-
 « gavit : Geriacum cortem, Muscium,
 « Roccium, Wiliniacum, Rivum, Curcellas;
 « ecclesiam quoque S. Hilarii cum suburbanis
 « ad eam pertinentibus, scilicet, ut in annua sui
 « transitus die sufficientia eis inde refectio pa-
 « raretur; que superessent, ipsi communi-
 « ter dividenda cederent. Famulos quoque et
 « eorum colonias ad necessaria canonicorum
 « servitia deputavit, et eisdem Christi pau-
 « peres rerum suarum heredes fieri destina-
 « vit. Harum vero summa rerum in qua-
 « draginta vel amplius mancus colligitur. »
 (Eloq. Hist. eccl. rom., lib. 1, cap. 11.)

« En rétablissant la vie commune parmi
 « les chanoines, saint Rigobert leur donne
 « des biens suffisants pour leur subsistance;
 « il leur donne une messe commune : *oro-
 « rium commune*; des revenus à partager en-
 « tre eux également, *communiter dividendi*,
 « des domestiques, *famulos*. Notez que ces
 « domestiques ne sont autres que les francs
 « sergents, et autres privilégiés laïques fai-
 « sant partie de la congrégation Notre-Dame, »
 « et dont nous aurons vivement à nous
 « occuper par la suite. (Stellage, collège de
 « Doury, mem. n° 8, p. 6.)

« Cent ans se sont écoulés; l'archevêque
 « Eblou va provoquer la munificence de l'em-
 « pereur en faveur de sa cathédrale, qu'il re-
 « construit. Louis se rend à ses prières (817).
 « Le diplôme porte : « Concedimus ad hoc
 « opus et ad cetera quæque pro servorum
 « Dei ibi degentium necessitatibus edifican-
 « da, munum omnes cum portis ipsis ci-
 « vitatis... Vias etiam publicas munus que
 « circa eandem ecclesiam vadunt et impedi-
 « mento esse possunt ad claustra et servorum
 « Dei habitacula construenda, ut transferri
 « atque immutari possint, concedimus... »
 « Quelque temps après, Hincmar obtient
 « une concession semblable de Charles-le-
 « Chaste. « Prescriptum quoque ipsius Karoli
 « de via que impediens ad claustrum cau-

« nicorum sanctæ remensis ecclesiæ ampli-
 « candum » (quoniam at numerum eorum
 « den canonicorum augmentaverat) domus
 « Hincmarus obtinuit. »

Maintenant, tout ne s'explique-t-il pas
 « naturellement ? Dès le vi^e siècle le concile de
 « Toibi veut que, dans les collèges ecclésias-
 « tiques, les vieillards et les infirmes puissent
 « se soustraire à la vie commune, tandis que
 « les jeunes clercs s'occuperont dans une même
 « maison, proche de l'église. — Au vii^e siècle,
 « saint Rigobert rétablit cette vie commune
 « pour le clergé de sa cathédrale. Il la dote d'un
 « trésor commun, en laissant la faculté de par-
 « tager entre les individus cette partie du tré-
 « sor qui n'aura pas été absorbée par la com-
 « munauté. A quoi servira ce pécule individuel ?

« — Au ix^e siècle, d'autres archevêques augmen-
 « tent l'étendue du cloître, et dans le diplôme
 « qu'ils obtiennent des empereurs, il est officiel-
 « lement question, non seulement des offi-
 « cines régulières, du cloître proprement dit,
 « mais encore des habitations particulières qui
 « se trouvent dans le cloître : *claustra et ha-
 « bitacula*. — Au x^e siècle enfin, Seuffe accorde
 « aux chanoines la liberté d'acheter, et sans
 « doute d'acheter à titre d'usufruit, puis de
 « vendre à leurs confrères ou d'échanger avec
 « eux une maison qui servira de demeure à
 « ceux qui auront pu se la procurer, et scien-
 « tifiement aux plus âgés, dont le pécule
 « annessé à la longue avec le superflu du trésor
 « commun, sera devenu le plus considérable.
 « De sorte que, pour nous, la concession du
 « Seuffe n'est qu'une modification apportée
 « à un ordre de choses déjà existant. C'est
 « si l'on veut, une conséquence du relâche-
 « ment qui commence à s'introduire dans les
 « congrégations de chanoines. La fermeté
 « est affaiblie, chacun songe peu à peu à l'amé-
 « lioration de la vie matérielle, et dans
 « une cloître où les possibilités d'amélioration
 « sont étroitement circonscrites, l'une des pre-
 « mières tentatives que l'esprit de relâchement
 « suggère, est celle qui a pour but de se pro-
 « curer un logement plus commode que le lu-
 « gement commun. On commence par déserter

eorum legis, poena indicta est iis qui bello suessionico inter

le doroit, comme plus tard on désertera le réfectoire, comme on désertera le cloître; et l'on obtient du chef de la communauté, de l'archevêque, que désormais l'argent conféré à l'individu des droits exercés jusqu'alors en faveur des plus méritants par la communauté même. Que s'il restait quelques doutes dans l'esprit du lecteur, de nombreuses citations empruntées à des temps postérieurs serviraient facilement de commentaires et d'appui à celles dont nous venons de faire usage.

Nous sommes en 969. Il y a quarante-cinq ans environ que Scille est mort. Adalbero, à peine monté sur le siège archiepiscopal, sent qu'il est besoin d'une réforme dans son chapitre, et travaille avec ardeur à l'obtenir. Voici en quels termes la chronique de Metz, écrite par un contemporain, parle de ses efforts : « Adalbero ad riuemur sans seculi canonici intendens animam, quales inuenit, quales reddidit, quam rusticos et paderps ac singulariter suis domibus vivere consuetos, quam religiofos, quam diuites, crassissimos, quam communiter et claustraliter vivere docerit, et monendo instituit... » nous est même dicere, cum situ, reuocatis claustris satis hinc predictis, comitibus etiam adhuc mensa fratrum idipsum festinare. » (Dachery, *Spicil.*, II, 371.)

Deux cent cinquante ans après (1216), la vie communautaire avait cessé de puis quelque temps déjà (depuis vingt-quatre ans environ). Outre ses maisons claustrales, le chapitre en possède d'extra-claustrales. Le pape Innocent III lui adresse une bulle qui confirme la distribution de quatre cent cinquante aines d'office neuves, entre cent pauvres, distribution dont les frais seront pris sur les revenus des maisons claustrales, et extra-claustrales. « dis-a tributionem... de proventus domorum tuarum, tan claustralium quam illarum » que sunt extra claustrum, equaliter faciemus dam... confirmamus. » (Arch. du chap., lay. 48, liasse 118, n° 1.)

Mars 1316. (Parlement gâté par la pourriture.) « Ordonnance épiscopale conforme au

rapport fait par cinq chanoines, qu'il existe une ancienne coutume voulant que quiconque de MM. les chanoines tiendra à vie ou à titre d'usufruit une maison, ou tout autre fods appartenant à l'église, est tenu de toutes les réparations et reconstructions... » (Le Moine, cat. du chap., tom. II, p. 112.)

Mai 1322. (Extrait du Livre rouge.) « Mémoire des maisons canonicales de cette église, tant claustrales qu'extra-claustrales, à commencer de la porte du cloître, du côté de la rue qui va à Saint-Etienne, les- quelles maisons, et tous ceux qui les habitent, jouissent de tous les privilèges et libertés de l'église de Reims; lesquelles maisons sont adjugées aux chanoines d'office encheussieurs, qui n'ont la vesture qu'après avoir payé. » (Le Moine, cat. du chap., II, 112.)

16 février 1382. « Adjudication faite à l'en- chère en chapitre à vie canoniale d'une maison canoniale... moyennant 80 francs d'assiette par an, et 10 francs pour les vius. » (Le Moine, cat. du chap., II, 113.)

25 août 1674. Arrêt du parlement. « La cour ordonne... que tous les chanoines, à l'exception des mineurs étudiants, seront tenus d'habiter en personne leurs maisons canonicales, dans lesquelles ils pourront loger leurs proches parents, jusques et compris leurs neveux et nièces; même en louer des portions à des laïques de bonne vie, auxquels laques-oon parents les chanoines ne seront point logés seront préférez en payant le loyer des lieux qu'ils pourront occuper suivant l'estimation qui en sera faite par-devant l'officiel dudit chapitre... et en cas qu'il se trouve des chanoines possédant deux maisons canonicales, ils seront tenus d'en résigner une dans l'an » et jour du présent arrêt... » (Le Moine, cat. du chap., II, 117.)

Certes, nous ne prétendons pas que ces pièces s'appliquent littéralement à l'interprétation du privilège accordé par Scille, ni que de chacune de leurs dispositions nous

Robertum et Carolum reges interfuerunt, videlicet, ut tribus quadragessimis per tres annos agant poenitentiam.

Concil. Gall., Sirm., III, 578. — Concil. Gall., la Lande, p. 322. — Concil. Labb., IX, 581. — Concil. Hard., VI, part. 1, 561.

puissions conclure à l'existence de dispositions parfaitement identiques en vigueur au ^x siècle. Sans doute nous pourrions demander où logeaient durant la vie claustrale ces *famuli* accordés au chapitre par saint Rigobert, et présumer qu'il en était de leurs familles à peu près comme de celles des laïques dont il est parlé au ^{xvii} siècle; nous pourrions soulever d'autres questions analogues, mais oiseuses, à notre avis; car la seule conclusion que nous voulions tirer de nos autorités, c'est qu'elles nous indiquent comme se perpétuant à travers cinq siècles des coutumes dont nous croyons avoir reconnu des traces antérieures à travers cinq autres siècles; de sorte qu'en admettant comme prouvée notre hypothèse, nous trouvons, durant une période de mille ans, les mêmes usages en vigueur dans l'Eglise des Gaules, qui à passé de tout temps pour avoir le plus scrupuleusement conservé ses traditions.

Cette question, une fois vidée, servira à en éclaircir une autre bien plus importante, savoir à quelle époque, et de quelle manière le chapitre est devenu propriétaire et seigneur. Des prétentions exagérées ont, en ce point comme en beaucoup d'autres, apporté quelque obscurité. A en croire le chapitre (voir surtout les factum du Stellage, collect. de Douzy), on ne saurait assigner d'époque précise à l'origine de sa seigneurie. Elle serait cependant postérieure à la collation du comté, dont aucune partie ne lui aurait été adjugée, mais en compensation duquel il prétendait avoir obtenu la plupart des privilèges qu'il ne pouvait d'ailleurs appuyer d'aucun autre titre. Quant à la manière dont cette seigneurie lui serait échue, il prétendait la posséder à titre de partage des biens ecclésiastiques primitivement concédés par les fidèles, partage contradictoirement et rigoureusement exécuté entre lui et les archevêques, n'importe à quelle époque.

Quant aux preuves, le chapitre n'en apportait d'autres que sa possession. Les biens avaient été communs, ils ne l'étaient plus; donc ils avaient été partagés. Pour réduire à leur juste valeur ces prétentions, qui ne s'appuient, à vrai dire, que sur la fausse interprétation donnée à ce mot de *partage*, il suffit, ce nous semble, de rappeler tout ce qui vient d'être dit.

Dans les premiers siècles, l'archevêque, chef suprême de la communauté cléricale, dispose souverainement des biens de l'Eglise, en se conformant aux prescriptions des conciles. Les revenus sont mis en commun; il en affecte une partie à la subsistance de son clergé (Le P. Thomassin, *Disc. de l'Eglise*, tom. I et III, *passim*). Saint Rigobert veut établir ou rétablir, n'importe, la vie régulière pour une portion de ce clergé; il détache non plus des revenus, mais du fonds commun, une dotation foncière, *predia*. Flofard donne six villages, dont les prestations doivent alimenter le trésor commun. Ce trésor, la communauté seule en disposera désormais, mais c'est saint Rigobert qui le constitue: elle le répartira selon ses besoins généraux et selon l'intérêt de chacun; mais cette répartition, c'est saint Rigobert qui l'institue.

Les biens, lorsqu'ils appartenaient à la masse commune du clergé, avaient joui de certaines immunités (Flod., *passim*), s'étaient régis d'après certains privilèges inséparables du bien lui-même, et devant se perpétuer à travers toutes les phases de la période féodale. Avec ces biens, les privilèges qui leur étaient inhérents passaient donc de la masse commune à la masse particulière du chapitre, ou, en d'autres termes, le chapitre devient seigneur foncier. Mais à qui doit-il ce titre? évidemment à un archevêque, à saint Rigobert. De là suit-il, cependant, que le chapitre devienne tout à coup seigneur foncier?

XIII.

CONCILIUM apud Sanctam Macram, oppidum nunc *Fismes* Ann. 935.

nu juris? Nous ne le croyons pas. Il devient seigneur fief sous la tutelle de ses bienfaiteurs, de ses chefs naturels, de ses archevêques, qui le dotent, mais qui ne l'émancipent point. Ainsi, nous voyons Eblen déplacer son chapitre de l'enclos claustral, que sans doute saint Rigobert lui avait abandonné. Ainsi, nous voyons Hincmar disposer en économiste tout puissant et des biens et du personnel de son église, augmenter le nombre des chanoines et l'enceinte du cloître. Ainsi Séeulf dispose de ce même cloître pour aliéner, il est vrai, les droits que s'y étaient réservés ses prédécesseurs, mais il en dispose enfin comme on dispose d'une propriété. A dater de cette dernière concession, nous regardons le chapitre comme possesseur d'une seigneurie fief dans l'intérieur de la cité, à moins que l'on n'aime mieux voir cette seigneurie constituée du moment même où il aura fallu abandonner un local pour sa demeure, à la nouvelle congrégation. Mais dans l'un et l'autre cas, à qui cette congrégation doit-elle encore sa seigneurie *intra muros*? à Séeulf ou à saint Rigobert. Donc, quoi qu'il prétendu plus tard l'ingratitude du chapitre, c'est à ses archevêques qu'il doit ses premières dotations territoriales, et par conséquent, sa seigneurie même. Peu à peu, à la faveur des avantages que doit toujours prendre un corps imprenable, lorsqu'il entre en lutte avec des individus qui se succèdent, peu à peu, disons-nous, le chapitre aura secoué le joug légitime des prélats ses bienfaiteurs. Il sera devenu indépendant au temporel comme au spirituel, et nous le retrouverons bientôt ne relevant que du roi pour ses terres, que du pape pour ses œuvres.

Toutefois, qu'on y fasse bien attention, nous ne voulons pas dire que les archevêques aient été les uniques bienfaiteurs, nous disons seulement qu'ils ont été les premiers bienfaiteurs du chapitre. Une fois constituée, la congrégation vit bientôt les particuliers

ajouter à ses possessions d'autres possessions territoriales, même dans l'intérieur de la cité. C'est ce que va prouver la nomenclature des propriétés foncières du chapitre, dans l'enceinte de la ville, nomenclature que nous regardons comme le complément indispensable de ce que nous venons d'établir, et de ce que nous aurons à dire par la suite sur la portion d'autorité qu'exerce le chapitre dans les affaires de la communauté municipale. — Ici nous reprendrons la méthode dont nous nous sommes trop longtemps écarté, celle de laisser parler les mémoires locaux. Un de ces mémoires extrêmement curieux par ses détails topographiques, mais trop long pour être inséré ici, montrera d'abord en quoi consistait le cloître et ses dépendances, formant l'une des six grandes enclaves que possédait le chapitre au sein de la cité.

§. I. LE CLOÎTRE.

« Le chapitre, selon la Johanneine, est une possession très ancienne de la juridiction temporelle et spirituelle : 1°. dans le cloître; 2°. dans certaines maisons canoniales; hors du cloître; 3°. dans la cour Notre-Dame.

« Pour ce qui est du cloître et des maisons qui sont dans le cloître, il n'y en avait autrefois que douze, il y en a dix-sept actuellement.

« De même la Johanneine ne désigne que dix maisons extra-claustrales; mais maintenant ces dix maisons divisées en font vingt et une...

« A ces maisons, il faut en joindre trois, qui étaient brûlées lorsque fut rédigée la Johanneine... de plus une nouvelle église contre une portion du jardin de l'archevêque. — Toutes ces maisons sont dans le pourtour de la cathédrale et du cloître.

« La cour Notre-Dame, ou cour-chapitre, était anciennement la basse-cour de la mai-

dictum, præsente Artaldo archiepiscopo remensi, cum sex aliis

« sou commune des chanoines. Elle comprenait les écoles de grammaire qui étaient à côté de la grande porte, sur la rue des Tapisseries, en tirant vers le cloître; la grange du chapitre, qui était en face, de l'autre côté de la porte; la grange de la fabrique, qui est à présent la deuxième maison du cloître; le four ou boulangerie, entre la grange de la fabrique et les écoles de grammaire; les états à bouchers étaient aux coins du quarré de la prison; la cuisine; les écuries et autres offices occupaient le reste de cette cour, où sont encore les pressoirs, celliers, greniers, l'auditoire du bailliage, les prisons. Depuis 1517, on a bâti des maisons à la place des écoles de grammaire et de la grange du chapitre....

« La maison du trésorier de l'église fait aussi partie du cloître ou maison commune du chapitre, aussi bien que la réserve de la fabrique et le bâtiment qui est entre la trésorerie et l'église, habité par les sonneurs, comme il a été jugé par sentence des requêtes; le 8 juin 1714.

« Les deux maisons qui sont entre les piliers de la tour des cloches de l'église, vis-à-vis la chapelle Saint-Nicolas de l'Hôtel-Dieu, sont sur le territoire du chapitre » (Bibl. de Reims, mss., portef. I., n° 12.)

« A cette énumération des édifices que renfermait la cour-chapitre, il faut ajouter l'église Saint-Michel, dont l'entrée était dans cette cour, et dont le chevet aboutissait rue du Cloître. » L'église Saint-Michel, dit Bidet, « était anciennement le réfectoire des chanoines, lorsqu'ils vivaient en commun.... Depuis on a converti ce réfectoire en église particulière, à l'usage tant des frères sergents et bourgeois chanoines, que des docteurs particuliers desdits chanoines. » (Mémoires, tom. II, p. 111.)

« Le curé de Saint-Michel est aussi le possesseur de l'Hôtel-Dieu, lequel Hôtel-Dieu est sur le territoire du chapitre, de sorte que les archevêques n'y exercent aucune juridiction, et que c'est aux baillis du chapitre qu'appartiennent les actes juridiques.... Le

« curé de Saint-Michel confesse et entérine les religieux. Mais, depuis qu'au lieu des frères hospitaliers de Saint-Augustin, qui étaient à l'Hôtel-Dieu, pour chanter les offices et administrer les sacrements aux malades, on a mis des prêtres qui logent dans les mêmes bâtiments; l'usage est que ces prêtres et ses serviteurs qui logent dans la cour des prêtres, sont censés de la paroisse Saint-Symphorien. Mais les servantes qui logent dans la maison avec les religieux sont de Saint-Michel; et on a conservé jusqu'ici (1713) les choses en cet état; quoique le curé de Saint-Symphorien fasse de temps en temps des efforts pour étendre sa juridiction spirituelle. » (Bibl. de Reims, mss., portef. I., n° 12.)

Pour continuer cette espèce d'aveu et débroussailler antécipé de la seigneurie du chapitre *intra muros*, nous emprunterons à la collection de Douzy (Stellage, Mémoires, n° 8, p. 61 et 7) quelques passages d'un mémoire qui, après avoir parlé de la donation de Saulle, ajoute :

« Outre le cloître dont Saulle accorda l'immunité et le canton appelé cour-chapitre, joignant le cloître et en dépendant, le chapitre possédait dans Reims d'autres seigneuries, et il est facile de démontrer qu'il en jouit à titre singulier et non à titre de partage.

§. II. CANTON DE LA TIRELIRE.

« Ainsi, il possédait parcellément dans la cité ou ancienne ville, le canton appelé aujourd'hui la Tirelire; ce terrain, qui faisait partie des anciennes fortifications de la ville, est nommé *Allodium de Munitionibus*.

§. III. CANTON DE COUR-SALIN.

« Il possédait encore le canton appelé Cour-Salin, *Allodium de Curia Salinis*. Ces deux cantons sont échus du chapitre à titre de donation faite par le prévôt Osbérin, en 1075. » (Necrol. eccl. rem. apud Marl. I, 299.)

episcopis celebratum, in quo prædones et rerum ecclesiasticarum invasores ad correctionem vocantur.

Floillard, lib. iv, cap. 23. — Concil. ant. Gall., III, 560. — Concil. Labb., IX, 503. — Concil. Hard., part. I, 573. — Gall. christ., IX, 51.

§. IV. MAIRIE DE SAINT-MARTIN.

« Le chapitre possède hors de la cité la mairie de Saint-Martin, dite *Pissechien*. Il a acquis cette mairie d'Ogier-le-Dunois, lequel était parent de l'archevêque Tilpin, et c'est l'un des pairs de la cour de Charlemagne. Le chapitre a avancé il y a trente ans (dans un procès soutenu vers 1703, contre V. Favereau) que cette acquisition avait été faite depuis le partage.

§. V. TERRE COMMUNE.

« Il possède pareillement dans le faubourg de Vesle quelques cantons qui faisaient partie du terrain appelé la Couture, d'*Clotaire*, parce que c'étaient autrefois des terres arables hors des murs de l'ancienne cité; ce terrain est resté en terres labourables, jusqu'au commencement du 3^e siècle, temps auquel Guillaume - aux - Blanches - Mais fit une concession de partie de ce terrain aux bourgeois de Reims, pour y construire un faubourg. Le chapitre possède dans ce canton quelques pièces de terre qui faisaient partie de son domaine (des champs). Il a pareillement abandonné à titre de cens les portions qui lui appartenaient, pour y bâtir des maisons qui furent construites dans le 13^e siècle, et continuèrent d'être habitées. En conséquence de cet abandon, le chapitre s'est fait une justice foncière dans ces différents cantons.

§. VI. SEIGNEURIE D'ENTRE DEUX-POIDS.

« Enfin, le chapitre possède hors de la ville, du côté de ce faubourg, deux moulins, et sur l'espace de terrain y joignant, sur lequel on a construit des maisons. Ce terrain a passé au chapitre par donation de l'archevêque Gervais, vers le milieu du 12^e siècle. » (*Necrol. eccl. rems.*)

« Le chapitre ne possède dans Reims que ces cantons; il ne peut en réclamer d'autres. M. l'archevêque a articulé ci-dessus à quel titre le chapitre possédait chacune de ces portions de terrain en particulier; on ne croit pas qu'il ose dire qu'il est fait, les qu'ils sont vrais, il est certain qu'aucune de ces portions appartient au chapitre, à titre singulier, ou de donation ou d'acquisition. Il s'en suit qu'il ne possède rien dans Reims à titre de partage. Il s'en suit que le comté de Reims donné à l'archevêque ne s'est point entré en partage avec le chapitre. Il s'en suit enfin que ce n'est point à titre de partage, ni de soule de partage, que le chapitre joint des prétendues exemptions qu'il réclame, et auxquelles il veut donner une extension aussi déraisonnable que mal placée.

Ainsi donc, et pour résumer ce que viennent de nous apprendre nos deux mémoires, le chapitre possédait six cantons considérables dans l'intérieur de la cité ou dans ses faubourgs, sans compter les esclaves qu'y formaient les maisons des francs-sergents et autres agrégés à la congrégation de Notre-Dame; dont nous nous occuperons plus tard. La seigneurie qui embrassait ces six cantons était trop importante, ces propriétés prirent une part trop active aux affaires municipales, pour que nous croyions nous le devoir terminer par l'indication sommaire que nous ont offerte les mémoires. Il nous reste à faire connaître en détail l'étendue qu'occupait chacun de ces cantons sur le territoire de la ville — Pour cela, lister viendrait de nouveau à notre secours.

« Quant aux situations et désignations de ces différentes seigneuries, le cloître, le couvent, le chapitre et leurs dépendances, se trouvent constater, savoir : 1^o le cloître, dans les maisons qui forment le carré d'entre la Couture et la rue de la Perrière, entre

XIV.

Ann. 940. Ludovicus transmarinus rex per praeceptionis regie pagi-

« que celles qui sont au-dessous de la der-
« nière maison du cloître, et qui y sont
« adossées vers le grand Credo; 2^o dans celles
« qui sont de l'autre côté, et donnent sur la
« cour-chapitre, celles de la même cour-
« chapitre et son auditoire, et encore celles
« de la rue des Tapisiers, qui y ont des
« issues, et en deux autres maisons, rue du
« Trésor, vers l'église cathédrale; 3^o en dif-
« férentes autres maisons qui se trouvent si-
« tuées es ruines du Corbeau, des Grosceilliers,
« des Anglais, des Fauilliers et des Ruelles.
« Tous ces quartiers et maisons canoniales
« forment ensemble le premier des quatre
« (six?) cantons de la seigneurie du cha-
« pitre.

« Celui de la mairie de Saint-Martin, qui
« est le second, est séparé en quatre autres
« parties: la première s'étend depuis la porte
« de Cérès jusqu'au coin du jardin de Saint-
« Pierre-des-Dames, vers le rempart; il com-
« prend la maison qui est joignant ladite
« porte, et est de la paroisse de Saint-
« Martin, et partie de celles qui sont vis-à-
« vis et au-dessous du rempart, à prendre
« du coin de la première maison vers la rue
« de Cérès, en remontant en ligne droite à
« travers des autres, du jardin des Cordeliers
« et des maisons qui sont entre la rue de
« Montoisson et le rempart, jusqu'au coin du
« jardin de Saint-Pierre. La seconde com-
« prend la partie des maisons de la rue de
« Montlaurent, à prendre au coin de cette
« rue, vers celle du Barbâtre, jusqu'au coin
« de Sainte-Balsamie, tirant de là à une
« borne, au coin de la rue Saubourg, dite
« Baillia, et de là à travers les jardins, par
« une ligne marquée par trois bornes, jus-
« qu'au haut de ladite rue de Montlaurent,
« vers le rempart; cette partie renferme
« trente et une maisons jusqu'à la rue Baillia,
« et douze jusqu'à Sainte-Balsamie. La troi-
« sième est de l'autre côté de la rue du
« Barbâtre, en remontant jusque vers Sainte-
« Balsamie. Elle commence à la première

« maison qui fait coin de la rue du Point-
« du-Jour, où il y a une borne, tirant à une
« autre qui est au-dedans, et fait coude en
« remontant à une autre borne, qui fait re-
« tour par cinq autres à la rue des Crènaux,
« autrement du Fust, où est la dernière; de
« cette borne, il faut tirer à celle de Saint-
« Timothée, et de là en ligne droite entre
« cette église et celle de Saint-Martin, à la
« borne de Sainte-Balsamie. Et la quatrième,
« située le long de la rue Neuve, depuis la
« rue de Morenvilliers ou des Carnes, en
« descendant de ce côté vers les loges Coc-
« quant, comprend seulement dix-huit mai-
« sons et le tiers de la dix-neuvième jusque
« vers le milieu de la porte d'entrée d'icelle.

« Le fief de la Cour-Salin, exempt des frais
« des sacres, est situé dans le vingt-unième
« carré des registres des maisons de la pa-
« roisse de Saint-Pierre qui y sont sujettes.
« lesquels se trouvent au cartulaire de l'hô-
« tel-de-ville. Il forme dans ce canton un
« autre carré particulier entre ces différentes
« maisons de face à l'hôtel-de-ville et aux
« rues de la Grosse-Écriture, de la Cense
« des Cordeliers, du K Rouge et de la Vi-
« guette. Ce carré long du midi au nord y
« est désigné par cinq bornes, qui sont mar-
« quées sur le plan qui en a été dressé en
« l'année 1615, le 31 décembre, pour servir
« au chapitre de limites des parties de ces
« maisons qui sont de sa seigneurie, d'avec
« celles qui dépendent du comté et arche-
« vêché de Reims. Trois de ces bornes ont
« été plantées dans deux de ces maisons et
« au milieu de l'hôpital général. Les deux
« autres, posées extérieurement, se trou-
« vent, l'une à l'entrée de la Cour-Salin, à
« droite; et l'autre, à l'entrée aussi à droite
« de la rue de Vignette, vers la Place-de-
« la Ville.

« Celui de la Tirelire comprend le cime-
« tière de Saint-Pierre, les maisons contigües
« vers la Cense des Cordeliers, ainsi que les
« maisons de la rue de la Tirelire, des deux

nam Artaldo archiepiscopo ac per eum ecclesie remensi, dat

« côtés jusqu'au rempart, dont celles qui
« sont à droite, ainsi que les jardins qui en
« dépendent, sont séparées par une ligne et
« des bornes qui les traversent en dedans,
« en allant à rien vers le rempart, pour servir
« de séparation entre cette portion de sei-
« gneurie et celle de l'archevêché qui l'en-
« vironne de toute part.

« Quant à la terre commune ou mairie du
« bourg de Vesle, elle est partagée, comme
« on le voit par le plan de la ville de Reims,
« en deux cantons séparés l'un de l'autre par
« la rue de Vesle. Le premier, au nord,
« commence à la maison du bureau des Aides,
« qui fait le coin vers la porte de Vesle et
« le rempart; et comprend dix-sept maisons
« sur la rue de Vesle jusqu'au coin de la rue
« de la Madeleine, et dix-sept autres au-delà
« de cette rue, sur celle de la Madeleine,
« sur la place de la dernière desquelles il y
« a une borne qui, avec quatre autres qui
« se trouvent dans l'intérieur des maisons
« de la rue des Poissonniers, en remontant
« vers l'Archevêque, y marquent une ligne de
« séparation entre ce qui est de la seigneurie
« de l'archevêché vers ladite rue des Poi-
« sonniers, et ce qui dépend du chapitre
« vers la Madeleine jusqu'à l'ancien ruissau
« qui de la rue de la Couture allait se ter-
« miner, au-dessous du rempart, audit bu-
« reau des Aides de la porte de Vesle; c'est
« ce qu'on voit en effet, par le procès-verbal
« qui en a été dressé de consentement entre
« le cardinal Barberin et le chapitre de l'église
« de Reims, en l'année 1670. L'autre canton
« commence à une maison qui fait le coin de
« la rue de Saint-Denis et de celle de la rue
« de Vesle, et contient vingt maisons sur
« cette dernière rue jusqu'au coin de la rue
« des Capécins, et vingt à prendre de l'autre
« coin de ladite rue des Capécins le long de
« la même rue de Vesle, en descendant jus-
« qu'à la rue d'Amour, encore trois autres
« au-delà jusqu'à une encoignure formée par
« la quatrième maison, qui est de la justice
« et de la seigneurie de l'archevêché, et fait
« avance sur la rue de Vesle de 5 à 6 pieds.

« Pour séparer vers le nord cette partie de
« seigneurie du chapitre de celle de l'arche-
« vêché, il a été tiré, à prudence de cette en-
« coignure, en remontant à travers les mai-
« sons et jardins de ce canton, une ligne
« droite jusqu'à la rue du Chapelet, vers les
« Carmélites; elle coupe ensuite ladite rue
« du Chapelet, et toutes les maisons et jar-
« dins du carré du Jard, depuis le coin de
« la maison des Carmélites jusqu'au coin de
« la maison du Jard, dans la rue des Capé-
« cins, d'où, après avoir traversé les rues
« des États et du Cimetière de Saint-Denis,
« elle retombe du coin de cette dernière rue
« au coin de celle de Vesle. Ces cantons,
« comme on l'a précédemment observé,
« étaient, avant l'agrandissement de la ville,
« des terres arables comme celui de la Cou-
« ture, dont ils faisaient partie. Ils sont restés
« en cet état jusqu'au dixième siècle, que le
« chapitre les abandonna à sucres pour y
« bâtir les maisons qui y ont été élevées.
« L'archevêque Albéric a reconnu, par la
« charte de l'an 1216, qu'ils appartenaient au
« chapitre en toute propriété et seigneurie.

« Le chapitre possédait encore la sei-
« gneurie du bourg de Vesle entre les deux
« ponts, comme lui ayant été abandonnée
« avec les moulins Rouilla et Brûlé par l'ar-
« chevêque Gervais qui vivait dans le milieu
« du dixième siècle. Elle comprend toutes les
« maisons qui sont sur la chaussée d'entre
« les deux moulins, et celle de la Barbe-aux-
« Canes [barbacane], qui en est le chef-lieu,
« et est située au-delà du petit moulin Brûlé,
« ainsi que les moulins et prairies qui sont
« au-delà. Celle de la Barbe-aux-Canes vient
« de lui être aussi confirmée par arrêt con-
« tradictoire rendu contre les officiers de
« Châtillon, le 11. 1751.

« Ce corps a toujours eu le droit de haute,
« moyenne et basse justice sur tous les diffé-
« rents cantons qui forment le territoire de
« 22 seigneurie dans Reims. Celle-ci n'ayant
« jamais été dans la moindre dépendance ni
« mouvance des archevêques de Reims, ou
« autres seigneurs particuliers de cette ville.

remensis urbis monetam ¹ jure perpetuo possidendam, sed

« Ces droits lui ont toujours été reconnus dans
« tous les temps, et notamment par les trans-
« actions passées entre les archevêques Ri-
« chard Pique et Regnaud de Chartres, d'une
« part, et les échevins de Reims, le chapitre
« de cette ville et les religieux de Saint-
« Remi, d'autre part; la première homologuée
« guée par arrêt du 16 juillet 1384, et la
« seconde par autre arrêt du 19 février 1420. »
(Bidet, *Mém.*, tom. iv, ch. 2, p. 213.)

• Voyez Marlot, t. lib. iv, cap. 16; *Gall. christ.*, 12, 125, et Lebanc, p. 53, 56, 58, 64, 102, 135, 146, etc., etc. Seulement, en consultant Marlot, il faudra faire attention à deux choses, 1^{re} le capitulaire de *admonitione unius monetæ*, qu'il attribue à Charlemagne, est de Louis-le-Debonnaire, et a été publié en 805. Il est vrai que Charlemagne en avait publié, en 803, un premier, dont le sens était le même, et qui se trouve dans la collection de Babus, t. 1, 465. 2^e. Dans les monnaies de la deuxième race frappées à Reims, et dont Marlot a prétendu donner une idée exacte, il se trouve des restaurations dues entièrement au caprice du graveur; ainsi les églises que l'on voit sur les deux premières sont de sa façon, des mots sont plus ou moins altérés, etc., etc. Nous ne parlons pas des erreurs chronologiques dans lesquelles tombe l'auteur en attribuant à Charlemagne des monnaies de Charles-le-Simple, etc., etc. Ces fautes une fois signalées, il nous reste à ajouter quelques notions à celles que donne Marlot sur l'histoire du droit de battre monnaie dans la ville de Reims. Nous les emprunterons à Lacour (Marl. annot., t. n, fol. 54, v^o), à Bidet (*Mém.*, iv, 186), enfin au cart. n^o 1 (Bibl. Roy., mus. Reims).

• Nous n'avons point de monnaie d'Ar-
« tand... Il n'était permis de se servir d'au-
« tre monnaie que de celle des archevêques
« dans l'étendue du diocèse (?). Il n'y avait
« que la monnaie du Roi qui eût cours, et
« qui, pour ce sujet, est quelquefois appelée
« *moneta publica*. On était obligé de porter
« aux changeurs les monnaies des autres sei-

« gneurs, et les archevêques tiraient de la en
« profit considérable, les changeurs payant
« une redevance à l'archevêque. Ceux-ci
« avaient des loges entre les deux marchés,
« proche de l'ancien auditoire du bailliage.
« Dans chaque loge était une avant-table,
« dont plusieurs subsistaient encore au temps
« où Bergier écrivait. C'est sur ces tables que
« les fermiers de l'archevêque tenaient leur
« change. Entre les loges et l'auditoire du
« bailliage, au coin de la rue du Tambour,
« était une grande pierre ronde nommée la
« Pierre au change. C'est sur cette pierre
« que l'on faisait les ventes publiques... Le
« droit de change est appelé *trecentum* dans
« la Villelmine (1182)... Les loges des
« changeurs sont appelées *tabulas* dans quel-
« ques chartes anciennes; leur nom, dans la
« vraie latinité, est *teloneum*. De ce terme
« est dérivé le mot de tonneau, tonieu, lequel
« dans sa première signification, ne mar-
« quait que le droit du change ou le bureau
« même. On lui a donné dans la suite plus
« d'étendue, et on a compris sous ce nom les
« menus droits de la viconté (qui s'acquit-
« tent en argent), différents de celui du
« stellage ou sextellage (*a sextario mensura
« frumenti remis*). Ce droit de tonieu de la
« viconté est encore appelé *timonage* (?);...
« on appelle les loges des changeurs *tabula*,
« à la différence des loges voisines dans les-
« quelles les bouchers étalent la viande, d'où
« leur vient le nom d'étals. Il en est parlé
« dans une charte de 1301, contenant la do-
« nation d'un sarcens de 12 sous à prendre
« sur la moindre des trois tables de change
« appartenant à une certaine Blanche, et
« qu'elle donnait aux religieux de Clair-
« marais pour être employé en achat de char-
« bon : que *minor tabula sita est ad introi-
« tum cambii versus stallis carnicum, que
« quidem tabula quondam stallum fuisse
« dicitur.*

• Robert de Courtenai (1299-1324) est
« le dernier des archevêques de Reims dont
« Marlot rapporte la monnaie. Charles IV,
« vers 1323, défendit aux évêques et aux

et omnem comitatum ¹ remensem eidem confert ecclesia.

Flod. Hist. rem. eccl., lib. IV, cap. 27. — Chron., ann. 940.

« grands seigneurs de battre monnaie.... Mais
 « il fallut autant de prudence que de temps
 « pour venir à bout d'exécuter cette défense.
 « Le roi Charles VII y mit la dernière
 « main.... Cependant, quoique les archevê-
 « ques de Reims eussent cessé de faire battre
 « monnaie, les monnaies de Reims ne lais-
 « sèrent pas d'avoir cours jusques vers la fin
 « du x^v siècle, comme il paraît, entre autres
 « choses, par ce que rapporte Bouchet en sa
 « *Bible du Droit franç.*, verb. *Pécune*, où il
 « dit qu'en un contrat de vente du fief de la
 « dîme de Saint-Martin de Montigny-le-Sec,
 « passé à Senlis le 6 mai 1488, entre autres
 « espèces du royaume énoncées, il y a quatre
 « mailles de Reims.... »

« Le droit de battre monnaie ayant été
 « réuni à la couronne, on la fabriqua au nom
 « du roi dans un hôtel de la rue qui a pris
 « depuis le nom de rue du Marc. Cette fa-
 « brication fut transférée à Saint-Omer sur
 « la fin du x^v siècle, mais y ayant été de-
 « puis abolie, elle fut rétablie à Reims sous
 « M. Colbert en 1679. Louis XV ferma la
 « monnaie de Reims par arrêt du 30 octobre
 « 1757; il la rouvrit par arrêt du 19 février
 « 1758. — La marque distinctive des mon-
 « naies frappées à Reims est la lettre S. »

¹ Pour ce qui concerne l'histoire du comté
 de Reims avant la donation de Louis d'Outre-
 Mer, voir *Marlot*, lib. II, c. 13; lib. III, c. 17;
 les *Bolland.*, 18 et 24 juillet, saint Arnould;
 et sur la donation même, *Marlot*, I, lib. IV,
 cap. 15. Je ne parle pas d'Anquetil, qui, en
 ceci comme en beaucoup d'autres points, s'est
 fait, sans critique, une érudition d'emprunt

avec les histoires manuscrites de la localité,
 remplies, comme toutes les histoires locales,
 de suppositions hasardeuses, d'interprétations
 forcées, d'assertions sans fondement.

Un fait aussi important que la collation du
 comté de Reims aux archevêques a dû appeler
 l'attention de tous les historiens rémois,
 et nous aurions trop à faire si nous vou-
 lions ici citer, même par fragments, les dis-
 sertations manuscrites des auteurs que nous
 mettons ordinairement à contribution dans
 nos notes; aussi nous résumons nous-même
 avec brièveté ce que ces dissertations con-
 tiennent de plus essentiel, ne nous étant
 que de quelques citations indispensables. Les
 deux questions principales dont elles s'occu-
 pent, sont celles-ci : 1°. Le comté de Reims
 a-t-il été réellement donné à Artald? 2°. En
 quoi consistait ce comté?

1°. Sur la première question, nous ne pen-
 sons pas qu'on puisse élever un doute sérieux.
 Le témoignage consciencieux de Flodoard
 écrivant sur les lieux mêmes, et âgé de qua-
 rante-six ans lorsqu'eut lieu cette donation
 faite à son église et sous ses yeux, ne nous
 paraît pas laisser la moindre prise à la cri-
 tique. Cependant nos Mémoires contiennent
 deux espèces d'objections assez spécieuses :
 les objections intéressées, celles que l'esprit
 d'insubordination ou de cupidité éleva par la
 voix de la bourgeoisie et par celle du chapitre,
 et les objections suaves dictées par l'étude
 attentive des documents historiques. Celles
 qu'élève l'échevinage, interprète de la bour-
 geoisie, sont les plus faibles; elles se rédui-
 sent presque toutes à ceci : « On ne trouve

« Philippe VI ayant entrepris le voyage d'outre-
 mer, l'an 1339, requit le peuple de quelque secours
 d'argent pour subvenir aux frais de cette guerre.
 Reims tascha de s'en exempter, représentant au roy
 les grandes pertes qu'elle souffroit pour le chan-
 gement des espèces, dont la rareté les contrain-
 gnoit d'abandonner le trafic, et de laisser leurs héritages
 sans culture. Le privilège de frapper monnaie n'es-
 toit pourtant pas aboli, vû que l'an 1356 il y eut

procès entre Colart Cocquel et ses associés, chan-
 geurs de monnoye en la ville de Reims, et Jean de
 Rency, prétendant avoir licence d'exercer cet office
 par tout le royaume, pource qu'ils eussent consente-
 ment du seigneur du lieu où ils vouloient s'establi-
 r, c'est-à-dire approuver au contraire que la permission ne
 pouvoit estre accordée qu'à des personnes originaires
 de la ville. » (*Marlot franç.*, liv. VIII, ch. 53.)

XV.

Ann. 911.

CONCILIUM suessionense, cujus decreto Hugo Heriberti co-

« aucune monnaie frappée à l'effigie d'Ar-
« tald. » (Bibl. Roy., mss. Reims, cart. 3.)
« Le titre de la donation ne paraît pas. On
« ne trouve rien dans aucun cartulaire, pas
« même dans celui de la ville, de ce qui aurait
« été traité entre les archevêques, comme sei-
« gneurs de la lieggesie, et les habitants,
« jusqu'au temps de Guillaume de Champan-
« gue (1182). » (Suppl. de Rogier, p. 3.) Il est
« vrai que le premier archevêque dont le nom se
« retrouve sur des pièces de monnaie est
« Sanson, qui régna de 1140 à 1161. Il est vrai
« que le premier acte authentique qui atteste
« les relations de l'archevêque et des échevins
« est daté de 1182; mais cela prouve seulement
« que le temps n'a point respecté les monnaies
« des archevêques avant 1140, ni leurs actes
« relatifs à l'échevinage avant 1182; et comme
« nous n'avons point à retrouver ici dans cette
« question des rapports de l'échevinage avec
« les archevêques en qualité de comtes, il nous
« suffit de rappeler que dans un acte authen-
« tique de l'an 1059, celui du couronnement
« de Philippe I^{er}, la possession du comté est
« confirmée aux archevêques, qui, par con-
« séquent, en étaient déjà investis. Ce témoi-
« gnage, joint à celui de Flodoard, nous semble
« plus concluant que les objections de la lieg-
« gesie. Celles du chapitre sont plus ha-
« biles; elles admettent la donation, mais,
« par une interprétation détournée du texte de
« Flodoard, elles la renvoient pour toute
« l'Eglise de Reims. Un passage du *Mémoire*
« n° 8 (Stallage, collect. de Douzy) va exposer
« et réfuter cette interprétation : « Que le
« chapitre ne prétende pas tirer avantage de
« ces termes : *Ac per eum Ecclesia reconci-*

« pour en induire que la donation a été faite
« à l'Eglise et non à l'archevêque, car ces
« termes ne signifient autre chose, si ce n'est
« la donation a été faite à l'archevêque de
« Reims, comme archevêque et pour le siège
« épiscopal, et non comme simple particu-
« lier. Il serait même absurde de demander une
« autre explication à ces termes, car, si
« l'on regardait cette donation comme faite à
« l'Eglise de Reims en général, il s'ensuivrait
« que non seulement l'évêque, le chapitre,
« mais aussi tous les autres chapitres, les
« communautés, les ecclésiastiques du dio-
« cèse, y auraient eu un droit réel, et par
« conséquent que le chapitre de Reims n'y
« aurait pas eu plus de droit que les autres.
« Il s'ensuivrait que le droit de battre mon-
« naie, qui est indivisible, aurait été com-
« mun à tous, car la donation est également
« faite et du comté et du droit de battre
« monnaie. On sent le ridicule de la propo-
« sition, aussi l'archevêque a-t-il lui seul
« de ce droit royal tant qu'il a subsisté. »

Enfin viennent les objections désintéressées; elles portent sur ce qu'on trouve des
comtes de Reims autres qu'Artald, contemporains d'Artald même, et se succédant hé-
réditairement, jusqu'à ce que l'archevêque
Ezule, appartenant lui-même à la famille de
ces comtes héréditaires selon Alberic de
Trois-Fontaines, achète à prix d'argent,
vers l'an 1053, le comté, qui désormais de-
meure en la possession de ses successeurs.
Et d'abord nous ne répéterons pas ici, sur la
famille des Rouci, comtes de Reims, tout ce
qu'on peut voir dans *l'Art de vérifier les*
Dates, t. vi, p. 280; dans l'Histoire générale

* Voir aussi, dans ce même *Mémoire*, toutes les
preuves données pour établir que le passage des
biens communs de l'Eglise avait en lieu entre le cha-
pitre et l'archevêque, avant la donation du comté.
Ce *Mémoire* est combattu dans tous ses points,
mais peu victorieusement à notre avis, dans le n° 10
de la même collection. Il est appuyé par un autre

qui se trouve sous le n° 21 dans la collection. Tous
ces *Mémoires* ont oublié d'employer un passage
de Flodoard, qui nous paraît décisif : *Haec omnia*
res quandoque deditur fuerunt episcopo subiectae,
ecclesie redintegravit conventi. Flod., *Hist. eccl. rom.*,
lib. III, cap. 10.

mitis filius, dejecto Artaldo, Remorum archiepiscopus consecratus est.

Concil. ant. Gall.; Sirm., III, 581. — Labb., Concil., IX, 606. — Concil. Hard., VI, part. 1, 587. — Voir Rec. des Hist. de Fr., IX, et Concil., édit. de Venise, XI.

gique du P. Anselme, viii, 801; dans Marlot; II, lib. II, cap. 9, et lib. I, cap. 19 et 20; dans le Nohisire de Champagne; dans Duchesne, Hist. de Conci, p. 163, etc. Nous admettons avec Albéric qu'Étala est lui-même un des comtes de Reims, ou nous le nierons avec Marlot, sans croire, pour cela, faire aucune concession à Polgrection. Au besoin même, nous joindrions de nouvelles citations à celles dont elle s'appuie; ainsi, au passage d'Aimoin (lib. V, cap. 46, p. 358, de l'édition de Du Breuil), à ceux d'Albéric (ann. 1023, 1054, p. 55 et 64) des Accession. de Leiden.), à ceux de Hugues de Fleury (Duchesne, Hist. France. script., IV, 145), et de tous les chroniqueurs qui se sont copiés dans ce qui concerne ces comtes de Reims, nous ajoutons un passage de la Chronique de Saint-Pierre-le-Vif, la seule qui offre une date précise et embarrassante, en donnant au fondateur de la puissance des Ronci, à Ragenold, le titre de comte de Reims, dès l'an 845, c'est-à-dire cinq ans après la donation faite à Artald par Louis d'Outre-Mer. A cette citation nous en joindrions une autre qui concerne Gislabert, fils de ce Ragenold, et qui jette en même temps quelque jour sur l'histoire administrative du ban de Saint-Remi. Elle est empruntée à une histoire inédite de l'abbaye de Saint-Remi, écrite en 1659 par un des religieux de cette abbaye même (Bibl. Roy., mss. Reims, cart. vi). « Il parait que, depuis Artald, le droit de comté et de vicomté étoit retombé es mains laïques, & puisqu'un ancien manuscrit nous apprend que'un certain comte nommé Gislabert,

« fils de Rennald, comte de Reims et de
« Roney, donna, du temps de l'abbé Arbo-
« dus, la moitié de la vicomté et six fiefs
« à bouchers, avec la justice à l'abbaye de
« Saint-Remi, où il fut inhumé, dont on voit
« encore quelques vestiges de son épitaphe,
« qui sont es marches des degrés par où on
« descend au chapitre, où l'on lit encore ces
« quatre vers :

« Milite titula et sanguine clavis avorum.
« Gislaberte jaces, hinc cinis le tunnelo.
« Vita fugax, ataque brevis, malafida juvenis.
« Divitia fragiles, consolidata tibi...
« »

« Le même manuscrit fait mention que ce
« comte retint à soy l'autre moitié de la vi-
« comté, et qu'en ce temps le comte de Reims
« étoit tenu par une personne laïque, et que
« quelques temps après, savoir, environ l'an
« 1040, l'archevêque Wido accepta d'Endes,
« fils de Thibault, comte de Champagne », le
« comté de Reims, avec cette autre partie de
« la vicomté qu'il a laissée comme un héritage
« acquis à ses successeurs, qui en ont départi
« au chapitre et à quelques églises. (Chap. 13,
p. 61.)

« On le voit, nous ne cherchons pas à affai-
« blir Polgrection; mais nous y ajoutons en vain,
« elle n'en acquiert pas pour cela une bien
« grande valeur. Et d'abord quels sont les his-
« toriens que l'on oppose à Flodoard? Aimoin,
« ou plutôt ses continuateurs, sur lesquels il
« faut consulter, entre autres critiques, le
« P. Labbe (*De Script. eccl.*, II, 841, 850), pour
« savoir quel degré de confiance ils méritent;

* Voyez trois de ces vers rapportés, avec des
« observations qui les rendent incompréhensibles, dans
« Marlot, t. 341

** Ne s'agirait-il pas bien plutôt d'Odo ou Odo
« (Otte Guillaume) comte de Rouergue, qui avait
« épousé la fille de Ragenold, et mourut après la mort

de Gislabert, son beau-frère, s'être engagé du comté.
« Ce comte de Odo qui donnait sans doute le manu-
« scrit, comme le donne aussi Albéric, aura induit en
« erreur le traducteur, qui aura cru qu'il s'agissait du
« comte de Champagne?

XVI.

Novembre
917. **CONCILIIUM virdunense, in quo sedes remensis Artaldo adjudicata est.**

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 583. — Concil. Labb., IX, 622. — Concil. Hard., VI, part. 1, 603.

la compilation d'Alberic, faite au milieu du XI^e siècle, et où souvent les autorités alléguées se contredisent; Hugues de Picury, qui vivait deux cents ans après les faits qu'il rapporte, ainsi que l'auteur de la Chronique de Saint-Pierre-le-Vif, sur lequel il faut consulter le P. Lecointre (*Ann. eccles. Franc.*, IV, 50). Ces quatre historiens disent, il est vrai, de la famille de Rouci comme possédant le comté de Reims, tandis que Flohard, qui, dans sa chronique, parle souvent de Ragenold (ann. 944, 945, 947, 948, 951, 952, 953, 954, 955, 966), le désigne presque toujours sous le nom de comte, et jamais sous celui de comte de Reims. Mais admettons que Flohard ait oublié d'indiquer le comté dont était investi Ragenold, et que ce comté ait été celui de Reims: quelle conclusion tirer de là? Artald n'était-il pas poursuivi avec acharnement par la puissante famille de Vermandois, dont le chef, Herbert, avait fait nommer son fils archevêque de Reims, en se faisant adjuver à lui-même la gestion du temporel? Et, pour se créer un appui, le premier possesseur ecclésiastique du comté de Reims n'a-t-il pas pu s'engager à son voisin puissant, à un seigneur, qui ensuite, comme tant d'autres avoués, aura abusé de la faiblesse de son protégé, et conquis le dépôt qui lui était confié? Cette supposition n'acquiesce-t-elle pas le plus grand degré de probabilité lorsque l'on voit Ragenold cité, en 955, devant le concile de Saint-Thierry, par Artald même, afin de s'y entendre excommunier comme détenteur de biens ecclésiastiques, et réellement excommunié, en 966, par l'arche-

vêque Odalric, successeur d'Artald? (Flohard, Chron., ann. 953, 966.) * Dans cette hypothèse, l'acquisition d'Elale (selon Alberic), ou de Gui (selon l'hist. manuscrite de saint Remi), n'est que la restitution faite par un membre plus scrupuleux de la famille de Rouci (selon Alberic), ou un compromis, résultat de la générosité informée d'un archevêque (selon Marlot), entre les possesseurs légitimes et les détenteurs injustes du comté.

2^e. En quoi donc consistait ce comté ainsi donné, usurpé et racheté? Pour nous, la réponse n'est pas douteuse, quoique nous n'ayons pas de preuve positive à l'appui de notre opinion. Ce comté n'était nullement territorial, et se composait seulement des droits dont avaient joui les comtes sous la seconde race, comme agents financiers, militaires et judiciaires. Cette opinion résulte pour nous, et résultera, nous l'espérons, pour le lecteur, d'une étude attentive des monuments que nous publions. Les principaux motifs sur lesquels elle s'appuie sont ceux-ci : 1^o. Le comté territorial de Reims comprenait non seulement la ville de Reims, mais un canton fort étendu sur lequel les archevêques n'ont jamais joui, absolument parlant, d'aucun des droits qu'entraînait la possession territoriale; 2^o. Dans la ville même de Reims, les archevêques n'ont jamais perçu un droit général de cens, pas même un droit de vente, du moins sur le ban de l'échevinage, dont les limites étaient celles de l'ancienne cité, et tous les feudataires savent que ces droits sont le signe le plus certain d'une

* Nous ne parlons pas de la supposition que font quelques historiens, savoir, que l'archevêque Arnoul, parent des Rouci, leur aurait trahieusement

cédé le comté de Reims. Ragenold était mort en 973, et Arnoul ne devint archevêque qu'en 989.

XVII.

CONCILIIUM MOSOMENSE, in quo sedes remensis Artaldo iterum ^{13 janvier}
adjudicata, Hugoni communio usque ad generalem synodum ^{948.}
interdicta est.

— Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 584. — Concil. Labb., IX, 622. — Concil. Hard., VI, part. I, 603.

propriété territoriale; 3°. L'interprétation littérale de la phrase de Flodoard semble favorable à notre opinion : « Louis, dit-il, donne à Artald la monnaie de la ville de Reims, et lui confère aussi tout le comté. » C'est-à-dire : Le roi donne non seulement le droit de battre monnaie dans la ville de Reims, mais aussi confère tous les droits qui y constituent le comté* ; donner la monnaie, c'est évidemment céder un droit ; conférer le comté peut-il être autre chose ? 4°. En effet, de nombreuses donations territoriales avaient déjà été faites par les rois prédécesseurs de Louis dans l'étendue du comté, tant à l'intérieur** qu'au dehors de la cité, de sorte qu'il devait rester dans le comté même fort peu de terrain dont les rois pussent disposer comme de leur propriété; 5°. Enfin, sur plusieurs territoires enclavés dans l'enceinte et dans la banlieue de la ville, et sur lesquels l'archevêque n'avait aucune prétention de propriété réelle de son aveu même, il jouissait cependant de droits analogues à ceux qu'il exerçait dans l'étendue de cette partie du comté qu'il prétendait lui appartenir à titre de propriété territoriale. Militairement, il forçait les habitants du ban de Saint-Remi à ses chevauchées ; financièrement, il percevait certains droits de vicomté sur le même ban et sur le ban du chapitre ; judiciairement, il connaissait partout du flagrant délit, et seul il exerçait le droit de sang. Comment, sur des terrains déjà aliénés avant la donation

de Louis IV, aurait-il possédé ces droits et d'autres dont nous nous occuperons par la suite, sinon à titre de comté ? et dès-lors ce comté n'est-il pas ce que les feudistes appellent un *fiel de dignité*, nullement un *fiel réel* ?

De tout ceci, nous croyons pouvoir conclure que les possessions territoriales des archevêques, à Reims et dans les environs, provenaient de bénéfices ou d'alleux acquis avant ou après la collation du comté, bénéfices et alleux qui conféraient certains droits juridiques et financiers, qui imposaient certains devoirs militaires, mais qui, seuls, n'auraient pas amené les archevêques à exercer toute suprématie militaire, financière et juridique dans la cité et dans sa banlieue, dont la circonscription était d'ailleurs encore bien loin d'atteindre celle de l'ancien comté territorial.

Nous terminerons en indiquant les sources où nous avons puisé quelques uns des arguments dont nous venons d'appuyer notre opinion. Ces sources sont des Mémoires qui se trouvent Bibl. de Reims, mss., portef. O, n° 40 bis, 41, et portef. V, n° 50 et 51. Le dernier et le plus remarquable de ces Mémoires est dû à Wilsasse, conseiller-clerc au présidial de Reims, mort le 6 mai 1778. — A ces Mémoires il faut ajouter les recherches de Bidel, *Mém.*, tom. IV, p. 29, et *Hist. de l'Évêché*, p. 16.

* « Notes ces mots : *donné et conféré*. Le roi donne la monnaie, il confère une dignité, celle de comte. » (Wilsasse, Bibl. de Reims, mss., portef. V, n° 51.)

** « Saint-Nicaise [qui était alors sous l'invocation de saint Agricole] se trouvait entre les mains d'un corps clercal dès 316 ; Saint-Christophe (depuis

« Saint-Remi), Saint-Timothée, Saint-Pierre, existait au VII^e siècle ; Saint-Denis, en 925, etc. » (*Idem, ibid.*) — Nous renvoyons de nouveau au 15^e chap. du liv. IV de Marlot, t. 558. Ce chapitre est intitulé : *Remensis ecclesia pfectiorum diebus ante concessum a rege comitatum et moneta.*

XVIII.

7 juin 949. CONCILIUM engilheneimense, in quo Artaldo sedes remensis restituta, et Hugo comes Ludovico regi perduellis excommunicatus est, presidente Marino sedis apostolicæ legato ¹.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 585. — Concil. Labb., IX, 623. — Concil. Hard., VI, part. I, 603

XIX.

Ann 948. EPISTOLA Artaldi remensis archiepiscopi ad synodum engilheneimensem, qua seriem litis inter se et Hugonem, de sede remensi exponit.

Flod. Hist. rem. eccl., p. 681. — Marl., I, 573, frag. — Hist. Univers. par., I, 307. — Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 589. — Concil. Labb., IX, 627. — Concil. Hard., VI, part. I, 607. — Gall. christ., X, pr., col. II. — Rec. des Hist. de Fr., IX, 170.

XX.

6 septembre 948. CONCILIUM trevirense, in quo excommunicatur Hugo comes Ludovici regis perduellis, cum episcopis aliquot ab Hugone remensi ordinatis, a Marino legato celebratum ².

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 593. — Concil. Labb., IX, 632. — Concil. Hard., VI, part. I, 613.

XXI.

9 septembre 957. DIPLOMA Ottonis Germaniæ regis, quo abbatiam Coslam monasterio S. Remigii remensis ab Artaldo archiepiscopo remensi datam confirmat.

Marl., I, 581. — Gall. christ., X, Inst., 15. — Rec. des Hist. de Fr., IX, 384.

XXII.

27 mars 954. DIPLOMA Ludovici transmarini, quo immunitates et villas ibi recensitas, crenobio S. Remigii remensis collatas, confirmat ³.

Marl., I, 556, ex mss. — Rec. des Hist. de Fr., IX, 610.

¹ Voir aussi les conciles de Laon, Concil. Labb., II, 652; de Rome, *ibid.*, 654; de Meaux, *ibid.*, 647, etc., etc.

² Voir aussi le concile de Laon, Labbe, II, 948.

³ Marlot, trompé sans doute par l'emploi du chiffre arabe 11 employé dans sa copie, date cette pièce de l'indiction II. Brequigny rétablit la véritable indiction (11), que nous avons vérifiée sur le Cartul. B de Saint-Remi.

XXIII.

DIPLOMA Ludovici transmarini, quo terram in comitatu remensi, in villa quæ dicitur Villare ^{12 novembre 952.}, monasterio S. Remigii ab Ordilone collatam confirmat.

Marl., 1, 582, ex autogr. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 612.

XXIV.

CONCILIIUM apud S. Theodoricum, adversus Ragenoldum comitem ^{Ann. 953.}.

Coneil. antiq. Gall., Sirm., III, 595. — Coneil. Labb., ix, 637. — Coneil. Hard., vi, part. 1, 617.

XXV.

DIPLOMA Lotharii regis, quo immunitates confirmat monasterio S. Remigii remensis ab anterioribus regibus concessas. ^{1^{er} janvier 955.}

Marl., 1, 584, ex autogr. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 617.

XXVI.

DIPLOMA Lotharii regis, quo villam Corbiniacum cœnobio S. Remigii confirmat. ^{1^{er} janvier 955.}

Apolog. pour le pèler. des rois à Corbeuy, p. 95. — Marl., 1, 536. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 616.

XXVII.

DIPLOMA Lotharii regis, quo donationem curtis de Condeda, ^{5 octobre 961.} ab Hugone comite monasterio S. Remigii remensis factam, confirmat.

Labb., Allien. chron., II, 536, ex arch. S. Remigii remens. — Marl., 1, 589. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 624.

¹ C'est le lieu de Champ-Fleury, alors de la paroisse de Villers-Aux-Neuvis ou Villers-Auxeux (*asilorum*), qu'Ordilo, chapelain de Charles-le-Simple, donna à l'abbaye Saint-Remy. » (Lacourt, notes sur Marbœuf, fol. 36.)

² L'Art de vérif. les Dates ne fait pas mention de ce concile, non plus que d'un autre assemblé par l'archevêque Odalric, à l'occasion de ce même Ragenold, et indiqué par Flod., Chron., an. 666.

XXVIII.

- Ann. 943. CHARTA qua Odalricus remensis archiepiscopus, excommunicat sacrilegos quosdam qui missale et vestimenta sacerdotalia furto abstulerant.

Rec. des Hist. de Fr., viii, 37, in not.

XXIX.

- 12 mai 965. DIPLOMA Ottonis imperatoris, quo curtem Coslam monasterio S. Remigii remensis confirmat.

Marl., i, 604. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 387.

XXX.

- 23 mai 965. DIPLOMA Ottonis Germaniæ regis, quo privilegia, ab Ottone imperatore patre suo concessa remensi monasterio S. Remigii, confirmat.

Marl., i, 605. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 393.

XXXI.

- 12 février 968. DIPLOMA Gerbergæ Francorum reginæ, quo Marsnam prædium in comitatu Masaugo donat monasterio S. Remigii remensis.

Marl., i, 606. — Miræi oper. diplom., i, 48. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 666.

XXXII.

- Ann. 970. EPISTOLA Gerberti ad Geraldum abbatem auriliacensem, de commotione contra ecclesiam remensem, et de rebus aliis.

Gerber. Epist., p. 6. — Duchesne., Hist. Fr., ii, 792. — Rec. des Hist. de Fr., ix, 273.

XXXIII.

- 24 avril 972. EPISTOLA Joannis pape XIII ad Adalberonem archiepiscopum remensem, qua, ejus rogatu, omnes remensis sancti

Remigii monasterii possessiones, auctoritate apostolica confirmat ⁴.

Labb., *Allian. chron.*, II, 539, ex arch. S. Remig. — *Concil. Labb.*, IX, 666.
— *Concil. Hard.*, VI, part. I, 642. — *Rec. des Hist. de Fr.*, IX, 240.

XXXIV.

CONCILIUM apud Montem S. Mariæ in pago tardanensi, in quo Mai 972.
confirmatum est decretum Adalberonis archiepiscopi remensis,
qui monachos in mosomensi cœnobio pro canonicis collocaverat.

Concil. antiq. Gall., Sirm., III, 598. — *Concil. Labb.*, IX, 707. — *Concil. Hard.*,
VI, part. I, p. 685. — D'Achery, *Spicil.*, II, 570.

XXXV.

CHARTA qua Manasses, miles, potestatem Vindenissam ^{6 novembre 977.} ab
ecclesia remensi precario jure obtinet, et in commutationem dat
mansos plurimos in diversis villis, retento plurimum per vitam
suam usufructu, omnibus post mortem ejus eidem ecclesiæ re-
versuris.

Flodoard, *Append.*, p. 189. — Marlot, II, 28.

XXXVI.

CHARTA qua Heribertus comes, villam Virtutis quam sibi ex Ann. 977.
pervasione vindicabat, ab ecclesia remensi jure precario obtinet,
sub annuo censu dum viveret possidendam, exceptis duobus
mansis ⁵.

Flod., *Append.*, p. 183. — Marlot, II, 29, frag.

⁴ Cette bulle est donnée par le père Labbe (et reproduite par les collecteurs de conciles et dans les *Scriptores rer. Franc.*), avec la date de l'an VII du pontificat de Jean XIII. Mais l'an VII est mal marqué dans cette copie de la bulle : ce pape n'a tenu le siège que six ans onze mois et cinq jours. Il mourut le 16 décembre 972; aussi l'original de la susdite bulle porte, en la date qui est au bas d'icelui : « Datum per manus Andreæ episcopi, 8^o kalend. maii anno pontifica-

« tus D. Joannis pape VII^o, imperii autem « D. Othonis majoris augusti XI^o, junioris « anno VI^o, indict. XV. » (*Lacourt, Marlot* annot., II, *not. in front.*, fol. 1.)

⁵ Cette seigneurie avait été donnée au chapitre par l'archevêque Odalric, mort vers 971. Voir la Notice extraite du Nécrologe de Notre-Dame, par Marlot, I, 608.

⁶ « Cet acte est le plus ancien où il soit parlé de la monnaie de Reims. » (*Miscell. de Lacourt, bibl. de Reims, portef. Y, n° 3.*)

XXXVII.

<sup>29 novem-
bre 986.</sup> DIPLOMA Ottonis regis, quo abbatiam Marsnam monachis S. Remigii remensis concessam a Gerberga regina, cum fisco et appenditiis omnibus confirmat, addito immunitatis privilegio.

Marl., II, 32. — Rec. des Hist. de Fr., IX, 396.

XXXVIII.

Ann. 986. EPISTOLA Gerberti, ex persona Adalberonis remensis archiepiscopi, ad Theophaniam imperatricem.

Duchesn., Hist. de Fr., II, 809 (et non pas 805 comme porte Brequigny). — Rec. des Hist. de Fr., X, 388.

XXXIX.

Ann. 987. CONCILIUM remense, in quo Arnulphus mox Remorum archiepiscopus excommunicatus est.

Mansi, Supp. conc., I, 1193.

XL.

Vers 987. EPISTOLA Gerberti clero et populo mittenda, ut defuncti episcopi non nominati res mobiles et immobiles futuro reserventur episcopo.

Gerbert. Epist., p. 53. — Duchesn., Hist. Fr., II, 817. — Rec. des Hist. de Fr., X, 394.

XLI.

Ann. 988. EPISTOLA Gerberti ad Remigium monachum trevirensensem, de morte Adalberonis, qui Gerbertum successorem designaverat.

Gerbert. Epist., p. 66. — Duchesn., Hist. Fr., II, 824. — Rec. des Hist. de Fr., X, 400.

XLII.

Ann. 988. EPISTOLA Gerberti ad Romulfum abbatem senonensem, qua testatur se semper uti gratia principum, ac sperare se felicem rebus suis exitum.

Gerbert. Epist., p. 52. — Duchesn., Hist. Fr. script., II, 816. — Rec. des Hist. de Fr., X, 401.

* Voir dans la *Gall. christ.*, II, 59, et dans l'Appendice de Flod., ce que c'était que le *Mandatum Adalberonis*.

XLIII.

EPISTOLA Gerberti ad anonymum, qua scribit sibi plurima offerri ab Hugone rege et vicinis episcopis qui sedem Remorum ambiebant. Ann. 988.

Gerbert. Epist., p. 65. — Duchesne, Hist. Fr., II, 823. — Rec. des Hist. de Fr., x, 401.

XLIV.

EPISTOLÆ Gerberti ad anonymum, de sua erga Ottonem et Theophaniam fidelitate, ad damnum suum huc usque servata. Ann. 988.

Duchesne, Hist. Fr., II, 829. — Rec. des Hist. de Fr., x, 403.

XLV.

Concilium remense, in quo Arnulphus archiepiscopus remensis electus est *. Ann. 989.

Concil. Labb., IX, 734. — Concil. Hard., VI, part. I, 718. — Voir aussi édit. de Venise, XI, et Mansi, Suppl. concil., I.

XLVI.

SACRAMENTUM fidelitatis præstitum Hugoni et Roberto regibus ab Arnulfo remensis archiepiscopo. Ann. 989.

Concil. Labb., IX, 734. — Concil. Hard., VI, part. I, 718. — Gall. Christ., IX, 39. — Hist. Univ. paris., I, 329. — La Roque, de la Règle, p. 78. — Titres de l'abb. de Saint-Mesmin, part. II, p. 25. — Ivois Carnot. opcr., II, p. 181. — Marl., II, 40. — Duchesne, Hist. Fr., IV, 103. — Rec. des Hist. de Fr., x, 516.

XLVII.

EPISTOLA Gerberti, ex persona ecclesiæ remensis, ad sanctam et universalem Ecclesiam, de electione Arnulphi remensis archiepiscopi per clerum et populum ejusdem ecclesiæ *. Vers. 989.

Gall. Christ., x, inst. 19. — Concil. Labb., IX, 734. — Concil. Hard., VI, part. I, 717. — Bul., Hist. Univ. paris., I, 328. — Marl., II, 39. — Rec. des Hist. de Fr., x, 401. — Duchesne, Hist. Franc. script., II, 828.

L'Art de vérifier les Dates place ce concile le 25 janvier 988. La Gall. christ. fixe également l'élection d'Arnulfo à 988. Nous préférons l'opinion de Mabillon et de D. Huet, sans nous dissimuler toutefois que l'opinion

contraire serait plus favorable à l'authenticité de l'instrument que nous donnons un peu plus loin sous le n° XLVIII.

* Brequigny a oublié d'indiquer cette pièce dans la collection de Duchesne.

XLVIII.

Ann. 980.

CHARTA qua Arnulfus ¹ Remorum archiepiscopus monasterio

¹ Mariot, qui se montre ordinairement si facile, rejette de son histoire (n. 46) cette pièce, admise depuis par Mabillon dans les *Annales bénéd.*, iv, 56. Nous ne nous montrerons pas plus scrupuleux que Mabillon sur la concordance des notes chronologiques qui accompagnent la charte d'Arnulf, sur laquelle s'étaient élevés quelques scrupules dans notre esprit en voyant les noms qui figurent au bas de cet acte, et qui paraissent au premier coup d'œil empruntés à la liste des pères du concile de Saint-Basle (991). Ce qui nous décide surtout à l'admettre, c'est l'examen du diplôme de Hugues Capet, qui est parfaitement conservé, et sur l'authenticité duquel il paraît impossible d'élever le moindre doute (voir plus loin, même siècle, n. 111v). Quel besoin avait-il de supposer la donation d'Arnulf, dont le diplôme royal ne fait même pas mention, puisqu'on avait un acte plus précieux dans le chartier du monastère? Nous allons voir d'ailleurs, dans une citation de Mariot destinée à servir de commentaire à cette pièce, que ce bénédictin se montre moins exigeant dans son Histoire française (ch. de l'Arch. de Saint-Remy) que dans son Histoire latine.

Du bourg appelé Ban-de-Saint-Remy, et de sa justice administrée par un maire et six échevins au choix de l'abbé.

§. 19.

« Le bourg appelé Ban-de-Saint-Remy (maintenant enfermé dans Reims) étant le plus noble fief du monastère, à cause de la justice et de plusieurs autres beaux droits qui en relèvent, il nous faut voir quant et par qui lui en est arrivé la possession. Pour se dispenser d'un sans de pièces inutiles, et monter par la source dans l'obscurité de cette recherche, il est à propos de commencer par son antiquité, afin que de la nous descendions par degrés jusques au temps de la donation faite en faveur du monastère de Saint-Remy, qui se prouve

« par des pièces authentiques qui ne souffrent aucune difficulté. Saint Remy paraît des églises des saints Martin, Cosme et Christophe (celle-ci fut depuis l'église de Saint-Remy), dit qu'elles estoient toutes basties sur le fond de l'église de Reims, et d'où se peut inférer que ce grand champ de place compris dans les limites du chasteau et du bourg, lui appartenait avant la fondation du monastère; le terme de *solus*, dont il se sert, pouvant s'entendre de la seigneurie foncière où estoient situées ces églises. Floard traitant du lieu où le corps de ce grand prelat fut inhumé, marque que c'estoit un cimetière dépendant de toute antiquité de Notre-Dame de Reims; et nous voyons encore que l'église de Saint-Martin et les maisons contiguës sont de la juridiction du chapitre. De savoir maison de lui, nous n'en avons point de lui, mais nous voyons qu'il avoit cet héritage, et pourquoi cette grande étendue de terre lui appartenait, il est assez difficile. On peut dire qu'elle avoit été achetée des derniers de l'église de Reims, comme fut la ville d'Espéry, ou anommée par quelque personne affectionnée au christianisme, et même avant la conversion de Clovis, si mieux on n'aime la rapporter aux libéralités de son premier roy chrétien, puisque saint Remy témoigne qu'il lui fit plusieurs biens dont lui-même fit part à son église, et qu'il se voit que dictant son testament il ordonne certains revenus pour ceux qui seront destinés pour prier à son tombeau, ayant même fondé une matricule, où douze pauvres devoient estre nourris et entretenus afin de prier Dieu jour et nuict pour ses péchés, à condition que le tout demeurerait sous la garde et immédiate protection des archevêques ses successeurs.

« Cette dernière volonté a eue son effect dans la suite des temps, car l'histoire nous apprend que les archevêques eurent un tel soin d'accroître et maintenir les dépendances de l'église où repose le corps de

S. Remigii remensis donat suburbium nomine Burgum, cum appenditiis.

Mabill., Annal. bened., iv, 56, ex tabul. S. Remigii.

« ce grand apostre, qu'ils n'obtenoient ja-
 « mais aucun privilège des rois, pour la ca-
 « thedrale, sans y comprendre celle-cy, les
 « deux ne faisant qu'une, pour ainsi parler,
 « par une immémoriale union. Tilpin, d'an-
 « thorité archiépiscope, changea les cha-
 « noines en religieux bénédictins. Vulfaire et
 « Hincmar entreprirent de réédifier l'église.
 « Sculphe fit ceindre le monastère de mu-
 « railles avec les églises et maisons conti-
 « guës; bastit le chasteau dont se voyent
 « encore les vestiges. Enfin, soit que nous
 « parions des églises qui sont au Ban, comme
 « Saint-Timothée, Saint-Julian, Saint-Pierre
 « et Saint-Cosme, ou du fond de la seigneu-
 « rie, le tout relevoit des archevêques supé-
 « rieurs absolus de l'abbaye, et qui la gon-
 « vernoient avec l'église de Reims, comme
 « j'ay déjà dit; si d'avanture on n'aime
 « mieux dire que la banlieue estant du res-
 « sort du comté de Reims, et le comté ayant
 « esté donné aux archevêques en la per-
 « sonne d'Artalde, par Louis d'Outremer,
 « ils devinrent par conséquent seigneurs
 « foyers de tous les faux-bourgs que les
 « archevêques Arnoul, Ebalus, Wido et
 « Gervais ont départi à diverses églises.

« Mais pour venir au point dont il s'agit,
 « il faut nécessairement séparer le ban d'avec
 « le chasteau, que je trouve marqué distinc-
 « tement dans les lettres royaux; et pour
 « commencer par le pourpris de l'abbaye que
 « le chasteau enferme, j'estime qu'il est de
 « l'ancien domaine du monastère, et que les
 « religieux obtindrent la franchise et le droit
 « de justice de nos rois, avant que Louis
 « d'Outremer eût fait don du comté à nos
 « archevêques. Car, bien que la charte do-
 « ne sa majesté, en faveur de saint Remy, ne
 « soit que de l'an 954, et la donation du comté
 « de l'an 940, le roy dit expressément dans

« sa patente qu'il ne fait que renouveler le
 « privilège accordé par ses prédécesseurs;
 « par ainsi, avant que Sculphe eût basti le
 « chasteau, le monastère avoit des immu-
 « nités dans son enclos, qu'il doit à la libe-
 « ralité de nos rois, et non des archevêques
 « qui en estoient encore abbez. Hugues de
 « Vermandois, ayant permis l'eslection d'un
 « abbé en faveur de la réforme, rompit l'an-
 « cienne d'entre le monastère et l'archevêché,
 « et l'abbé Hincmar se voyant aux bonnes
 « grâces du roy, obtint la confirmation, tant
 « de la justice que des autres franchises,
 « par une patente dont Floard fait mention
 « l'an 940*, et par laquelle sa majesté ordonne
 « que le chasteau où repose le sacré corps
 « du bienheureux saint Remy, soit exempt
 « et franc de tout subside, et qu'aucun jnge
 « n'ait à y exercer la justice contre la volonté
 « des religieux, ainsi qu'il est contenu dans
 « les privilèges de ses prédécesseurs. Lothaire
 « ratifia la mesme exemption l'an 1^{re} de son
 « règne, et par le nombre pluriel de *mo-
 « nachis* dont les rois se servent en leurs
 « chartes, on peut conclure que la justice
 « du chasteau appartient aux religieux, qui
 « n'est autre que la basse mairerie dont ils
 « sont encore en possession, et qui ne peut
 « dépendre de la messe abbatiale, puis-
 « qu'elle fut donnée aux moines avant qu'il
 « y eût un abbé régulier.

« Dans toutes ces chartes, il n'est fait au-
 « cune mention du bourg, et semble qu'il
 « demeura toujours en la possession de l'ar-
 « chevesque, jusqu'au pontificat d'Arnoul,
 « si la charte qui court sous son nom est
 « véritable, puis que c'est à luy qu'on donne
 « l'honneur d'avoir fait présent du bourg
 « au monastère de Saint-Remy, suivant ces
 « paroles : *Itaque suburbium quod burgum*
 « *vocat, quod etiam ejus castello adjacet,*

* Monachis quoque ejusdem loci (id est Sancti
 « Remigii) præceptum immunitatis de eodem cas-

« tello dedit. » (Floard in Chron., ann. 940, et lib. iv,
 cap. 27.)

XLIX.

Ann. 989. COMMONITORIUM et anathema Arnulfi archiepiscopi remensis, adversus prædones Remorum.

Marl., II, 41. — Bzovius, Ann., xx, 579. — Bzovius, Vita Sylvest. pap., II, p. 62.
— Concil. Labb., IX, 735. — Concil. Hard., VI, part. I, 719. — Rec. des Hist. de Fr., x, 517.

« *nec non omnia ejus adjucentia, in jure*
« *potestatis sancti Remigii concedo*, ce qui
« se trouve confirmé par une patente de
« Hugue Capet, qui est sans date, mais
« authentique et scellée de son secl. La bulle
« de Leon IX, de l'an 1049, témoigne que
« l'archevesque Wido renonça au droit du
« marché que ses prédécesseurs s'estoient
« peut-estre réservé, bien qu'il ne spécifie
« pas le lieu où il se tenoit : *hoc etiam nostra*
« *auctoritate confirmamus quod Wido ar-*
« *chiepiscopus remensis partem quam in*
« *mercato habebat quod erat in calendo.*
« *novemb. banno Remigio nostro obtentu*
« *donavit*, ce qui fut depuis ratifié par le
« pape Paschal, l'an vin de son pontificat.

« Néanmoins il survint depuis un grand
« débat entre les abbés de Saint-Remy et de
« Saint-Nicaise, pour ce bourg, à cause de
« la charte de Gervais*, confirmée par Phi-
« lippe I^{er}, où il est dit que cet archevesque
« donne à l'abbaye de Saint-Nicaise, qu'il
« avoit rebastie de nouveau, le faux-bourg
« contigu qu'on nommoit alors *bau Saint-*
« *Sixto* : car l'abbé de Saint-Nicaise, inter-
« prêtant cette donation à son avantage, pré-
« tendoit que le bourg lui appartenoit en-
« tièrement, et en monstroient mesme des
« confirmations de Rome. Mais l'abbé de
« Saint-Remy, appuyé sur des chartes pré-
« cédentes, se maintint en son droit, faisant
« voir la source de la donation du bourg par
« un récit historique de ce qui s'estoit passé
« depuis la mort d'Artalde, premier comte
« ecclésiastique; récit que j'ay tiré d'un an-
« cien manuscrit ** pour l'éclaircissement de
« ce débat.

« Un parent de l'archevesque Odalric,
« estant venu tout exprès de Lorraine en la
« ville de Reims pour le visiter, arriva assez
« tard au bourg de Saint-Remy pour y
« prendre logis, où il fut rencontré de cer-
« tains débauchés qui avoient beu toute la
« journée, et comme l'obscurité de la nuit
« et le vin ne permettoient pas de distinguer
« les objets, s'imaginant qu'il estoit une per-
« sonne avec qui ils avoient quelque demeslé,
« l'exécérèrent si outrageusement qu'il en
« mourut. L'archevesque, indigné de cette
« action, fit brusler toutes les maisons et
« razer le bourg, qu'Adalberon, son suc-
« cesseur, répara depuis à ses despens; et
« comme il l'avoit remis en son entier, il en
« voulut gratifier le monastère de Saint-
« Remy, auquel mesme il fit présent de l'é-
« glise abbatiale de Saint-Timothée, ordon-
« nant que ses revenus fussent employés à
« la réception des hostes et pèlerins qui ve-
« noient loger en son hospital. Arnoul, fils
« naturel de Lothaire et successeur d'Adal-
« beron en l'archevesché, imitant la dévotion
« de ses pères envers Saint-Remy, luy con-
« firma tant le faux-bourg que le chateau
« contigu avec tous les droits spécifiés en
« une charte de l'an 989. Depuis, un certain
« comte, nommé Gislebert, donna la moitié
« de la vicomté avec la justice à Saint-Remy,
« retenant à soy l'autre partie (car en ce
« temps, dit le manuscrit, une personne
« laïque possédait le comté de Reims avec
« la vicomté du bourg dont nous parlons).
« Après quelques années, l'archevesque Vi-
« do, qui vivait l'an 1040, acheta le comté
« de Reims avec cette autre partie de la vi-

* Vois plus bas, 28 septembre, 1060.

** Ce manuscrit doit être le même que celui dont

il est question dans l'histoire manuscrite de saint
Remi citée plus haut, p. 85.

L.

EPISTOLA Gerberti ad Remigium monachum trevirensis, Aon. 969.
quem certiorum facit de suis Remorumque adversis casibus.

Duchesne, Hist. Fr., II, 830. — Rec. des Hist. de Fr., X, 404.

« comté du prince Endes, fils de Thibaut,
« comte de Champagne, qu'il a laissé comme
« un héritage acquis à ses successeurs arche-
« vesques.

« Voilà ce que porte le factum dressé en
« faveur de l'abbaye de Saint-Remy, et qui
« montre qu'elle étoit en possession du
« bourg avant le pontificat de Germain. Pas-
« chal second, voulant ôter les occasions de
« trouble qui renaissent à tout coup entre
« ces deux abbayes, ordonna, de l'avis de
« l'archevêque Rodolphe et de ses suffra-
« gans, que leurs droits seroient distingués
« de la sorte, savoir : que l'abbé de Saint-
« Remy, retenant toute la justice du bourg,
« auroit pouvoir d'y tenir les plaix trois fois
« l'année; que le sergier appartiendrait par
« indivis, tant à l'abbé qu'à l'archevêque,
« avec le rouage du vin et la capture des
« larrons; que la paroisse de Saint-Sixte de-
« meurerait à l'abbé de Saint-Nicaise, et
« la paroisse du bourg à l'église de Saint-
« Timothée. Cet accord fut confirmé par une
« charte fort authentique de Louis VI, où
« tous les droits sont amplement déduits,
« tant du château que du bourg. Par ainsi,
« la justice étant en la disposition des abbés
« et religieux de Saint-Remy, sans qu'au-
« cune autre personne la pût exercer sans
« leur permission, ils ont établi un maire
« et six eschevins pour rendre la justice aux
« habitants du ban, un maire fermier, un
« doyen, un procureur scindique, et autres
« officiers, pour connoître des causes tant
« civiles que criminelles, dont les appella-
« tions vont directement aux gens du roy. »

Nous compléterons les renseignements que
vient de nous fournir Marlot, par une cita-
tion empruntée à Bidet, *Mém.*, IV, p. 229.

« La justice du bourg Saint-Remi est ren-
« fermée dans un seul contingent de la ville,
« appelé le ban Saint-Remi; il est circonscrit
« par des limites particulières qui le sépa-
« rent des autres justices au nord et au le-
« vant, et des autres côtés par les remparts
« de la ville. Ces limites au nord et au levant
« sont formées par une ligne droite qui se
« tire du milieu d'un monticule qui se
« trouve sur le rempart, à travers les jardins
« qui sont au-dessous, et de la rue de Folle-
« Peine, des maisons et jardins qui sont entre
« les rues de Venise et des Moulins, et même
« des maisons et jardins de Saint-Étienne-
« les-Dames jusqu'à la rue Neuve; elle re-
« monte ensuite vers la place Suzanne, puis
« dans la rue Crevée, et dans l'intérieur des
« maisons qui sont au-dessus et dans les-
« quelles cette ligne fait un coude; de là elle
« fait encore un autre coude jusqu'à la croix
« de Saint-Timothée, puis passant entre
« cette église et celle de Saint-Martin, jus-
« qu'au coin de celle de Saint-Jean, après
« avoir contourné son cimetière jusqu'à l'en-
« trée de la rue de Tont-y-Fant, elle remonte
« enfin à travers les maisons de la rue Saint-
« Jean, jusqu'au rempart, qui, comme on
« l'a observé, termine par sa circonférence
« jusqu'au monticule en question, l'enceinte
« dudit ban et territoire de Saint-Remi.

« Sa juridiction, comme celle du chapitre,
« est composée d'un même nombre d'officiers
« qui tiennent leurs audiences dans une salle
« de l'abbaye, tous les mercredis de relevée.
« Les procureurs de l'archevêché sont aussi
« admis à plaider en cette juridiction sei-
« gneuriale, ce y prêtant néanmoins le ser-
« ment ordinaire à mains du bailli, et non
« autrement. »

à la date de 1114, le texte de la bulle de Paschal II,
et une note curieuse sur les diocèses des deux
abbayes.

LI.

- Ann. 990. **CONCILIIUM** silvanectense et anathema concilii in civitatis remensis prædones ¹.

Bzovius., Ann., xx, 579. — Marl., II, 41. — Concil. Labb., ix, 736. — Concil. Hard., vi, part. I, 719. — Rec. des Hist. de Fr., x, 518.

LII.

- Ann. 990. **EPISTOLA** episcoporum remensis dioceseos ad anonymum, cui exemplar mittunt decreti et anathematis silvanectensis ².

Concil. Labb., ix, 737. — Concil. Hard., vi, part. I, 721. — Duchesn., Hist. Fr., II, 833 (et non 853 comme porte Brequigny). — Rec. des Hist. de Fr., x, 412.

LIII.

- Ann. 990. **EPISTOLA** Gerberti ad Garinbertum abbatem, cui promittit procurare se, gratia Augustorum, ut exercitus a Remorum vicinia dimoveatur, donec is res suas in urbe recondiderit ³.

Duchesn., Hist. Fr., II, 833. — Rec. des Hist. de Fr., x, 406.

LIV.

- Ann. 990. **EPISTOLA** Gerberti ad Raimundum abbatem auriliacensem, de urbis remensis depredatione.

Mabill., Annal. bened., IV, 55. — Duchesn., Hist. Fr., II, 830. — Rec. des Hist. de Fr., x, 406.

¹ *L'Art de vérifier les Dates* place, nous ne savons pourquoi, ce concile en juillet 988. Nous préférons la date généralement adoptée, qui semble déduite de l'opinion de D. Mabillon et de D. Rivet, sur l'époque de l'élection d'Arnulfe comme archevêque de Reims. — L'anathème porté par ce concile se trouve d'ailleurs inséré un peu plus bas dans le conciliabule de Reims ou de Saint-Basle, ainsi que plusieurs des actes dont l'indication va suivre.

² Le titre que donne Brequigny à cette pièce est tout-à-fait fautif. D'après ce titre, l'anathème adressé à l'anonyme par les évêques serait dirigé contre Arnulfe. Or cet

anathème est celui qui a été porté à Seulis contre les perturbateurs de l'église de Reims, anathème prononcé par les évêques de concert avec Arnulfe. Le *Rec. des Hist. de France*, qui donnait à Brequigny la date de cette pièce, l'avertissait cependant de l'erreur, où il allait tomber. Il en était de même de Cosart, qui met une note tout opposée à l'énoncé de Brequigny.

³ Le *Rec. des Hist. de Fr.* et Brequigny donnent à cette lettre la date de 989, que nous avons cru devoir changer, attendu que cette lettre est postérieure au concile de Seulis. Il en est de même de la suivante.

LV.

EPISTOLA Hugonis Capeti ad Joannem papam XV, contra Arnulfum remensem archiepiscopum. Ann. 996.

Baron., Ann., x, 867. — Richerius, Defens. libell. de ecclesiast. potest., ii, 363.
— Marl., ii, 43. — Bulaeus, Hist. Univers. paris., i, 330. — Bzovii Annal.
eccles., xx, 580. — Concil. Labb., ix, 737. — Concil. Hard., vi, part. i, 721.
— Duchesn., Hist. Fr., iv, 107. — Rec. des Hist. de Fr., x, 521.

LVI.

EPISTOLA episcoporum remensis diœceseos, ad Joannem papam XV, contra Arnulfum Remorum archiepiscopum. Ann. 996.

Baron., Ann., x, 867. — Marl., ii, 44. — Bulaeus, Hist. Univ. paris., i, 330.
— Bzovii Annal. eccles., xx, 580. — Concil. Labb., ix, 738. — Concil. Hard., vi,
part. i, 722. — Duchesn., Hist. Fr., iv, 108. — Rec. des Hist. de Fr., x, 522.

LVII.

LABELLUS repudii a Gerberto scriptus, quo ab Arnulfi archiepiscopi partibus recedit. Ann. 996.

Duchesn., Hist. Fr., ii, 833. — Rec. des Hist. de Fr., x, 408.

LVIII.

EPISTOLA Gerberti ad Adalberonem episcopum virdunensem, de sua Remis commoratione, ante et post hujus urbis perditionem¹. Ann. 996.

Duchesn., Hist. Fr., ii, 832. — Rec. des Hist. de Fr., x, 406.

LIX.

EPISTOLA Gerberti ad Ecbertum archiepiscopum trevirensen, qua ejus gratiam sibi reconciliare conatur. Ann. 996.

Duchesn., Script. Fr., ii, 832. — Rec. des Hist. de Fr., x, 408.

¹ Cette lettre est datée de 989 dans le *Rec.* — Il suffit de la lire pour voir qu'elle est postérieure à la rupture de Gerbert avec Arnulfe.

L X.

17 juin 991. CONCILIABULUM sive pseudo synodus remensis, in monasterio S. Basoli prope Remos habita, qua Arnulphus archiepiscopus depositus, et Gerbertus eidem substitutus fuit ¹.

Centuri. magdebur., x, 457. — Synodus remensis. Francofurti, 1600, ap. hered. A. Wechel. — Voir des fragments de ce concile dans Duchesn., Hist. Franc. script., iv, dans le rec. des Hist. de Fr., x, 613, dans Labbe, et dans toutes les collections de Conciles.

INCIPIT PROLOGUS SYNODI REMENSIS ².

Licet æmuli mei dentes in me exacuunt, dictaque et facta proscindere parent : plus tamen amicorum obsequio, quam invidorum

¹ Ce concile, outre ses propres actes, contient plusieurs autres instruments imprimés dans les différentes collections de conciles et dans les recueils d'historiens français. Brequigny, lorsqu'il indique ces dernières pièces, oublie constamment de renvoyer aux centuriateurs de Magdebourg, dont il paraît n'avoir pas pris connaissance, et ne renvoie à l'édition de Francfort que lorsque celle-ci se trouve citée à la marge des éditions qu'il consulte. Ces oublis se répètent pour plus de dix des pièces qui vont suivre.

² Voici un opuscule de quelque étendue auquel nous donnons place dans notre compilation, bien que déjà il ait été publié; mais sa rareté pourrait le faire considérer comme inédit, lors même que son importance réelle, et l'omission volontaire qui en a été faite dans toutes les grandes collections, ne le mettraient pas au nombre des morceaux les plus curieux dont puisse s'enrichir notre recueil. Sorti de la plume de Gerbert, il ne se trouve entier que dans deux éditions entreprises en Allemagne pour servir les intérêts de la réforme. Les savants et hérétiques centuriateurs de Magdebourg l'avaient emprunté d'un manuscrit de l'abbaye de Micy, pour l'insérer dans leur vaste compilation. Bien-

tôt, de plus fervents réformateurs, voulant lui donner une facile publicité, en firent une édition à part, dont se chargèrent, en 1600, les héritiers d'A. Wechel.

L'opuscule de Gerbert contenait en effet une doctrine hardie, et, tranchons le mot, parfois téméraire. Le gallicanisme, dans sa première sève, y dépassait un peu la mesure, comme il en arrive souvent d'une force qui se développe avec exubérance avant de se régler. Aussi cette œuvre d'un pape adoptée par des hérétiques, fut-elle frappée d'une réprobation unanime par l'Europe catholique. Toutes les collections de conciles lui furent fermées. Sirmond et la Lande s'arrêtèrent au moment où ils auraient pu l'insérer. La collection du Louvre laisse sa place en blanc; Binus, Labbe, l'édition de Venise, etc., etc., n'en parlent que pour la condamner. Mansi s'est bien gardé de l'admettre dans ses suppléments; et si l'on veut avoir une idée des répugnances qu'elle inspirait à Rome dès sa première apparition, il faut lire ce passage du cardinal Baronius, l'antagoniste des centuriateurs : « Othon fit élire pour pape Gerbert, « homme plein d'astuce et extrêmement ha- « bile à s'insinuer dans les bonnes grâces des « princes, indigne (car il faut l'avouer), in-

odio permovere. Non enim ubi non erat timor, timere didici, nec amicorum infecta relinquere negocia. Accingar igitur, et summarum

Ann. 991.

« digne de ce siège dont il avait été l'ennemi
« le plus implacable. C'est lui, en effet, dont
« l'estomac rempli de la bile la plus noire a
« laissé échapper ce vomissement qui, avalé
« de nouveau par les novateurs de notre
« temps, a été de nouveau dégorgé par eux
« contre la sainte Eglise, mais qui est retombé
« sur leur propre visage (Ann., x, 936). » On
le voit, l'irritation était grande, et l'urbanité n'était pas alors l'une des conditions de la polémique. Cependant lorsque l'irritation se fut un peu calmée, lorsque le sang-froid fut revenu où était le bon droit, les savants et religieux compilateurs de notre histoire, sans se départir de leurs principes, se montrèrent moins exclusifs. Déjà Duchesne avait admis dans sa collection toute la partie historique de l'œuvre reprouvée : les bénédictins en admirèrent même la partie dogmatique dans ce qu'elle avait de plus hardi. Ils imprimèrent jusqu'au discours d'Arnulf d'Orléans. Toutefois les fragments ainsi publiés forment à peine la moitié de l'œuvre entière *, et la moitié omise est, à notre avis, d'une importance égale à celle de la partie publiée.

En effet, la question essentielle traitée dans le concile dont Gerbert a recueilli les actes n'est pas, comme on pourrait le croire au premier aspect, la question individuelle qui s'agit à la surface, celle qu'a soulevée la perfidie d'Arnulf le carolingien, un instant rallié aux Capétiens pour mieux les trahir. Le débat sérieux s'établit sur un principe fondamental : il s'agit de décider à qui appartient le pouvoir dans la société catholique. Est-il inévitablement dévolu à l'évêque de Rome ? Peut-il être exercé par une assemblée d'autres évêques ? Ceux qui soutiennent la première opinion ont apporté du royaume de Lorraine un livre qui, cent ans auparavant, avait paru tout à coup, on ne sait trop comment, sur les bords du Rhin. Ce livre contenait les fausses décrétales. C'est ce livre qui fait

autorité pour eux ; ils le citent seul, le citent avec complaisance, le citent à tout propos. Ceux qui soutiennent l'opinion contraire n'osent protester ouvertement, et même ne protesteraient qu'en partie contre les doctrines qu'il renferme. Mais ils ont aussi leurs codes de prédilection. Ils en ont deux : les conciles d'Afrique d'un côté, les conciles de Tolède de l'autre, la compilation de Denis-le-Petit et celle d'Isidore. C'est là qu'est leur arsenal ; ils y puisent à pleines mains au moment du combat ; dans l'action, ils y reviennent à chaque instant emprunter des traits pour l'attaque, un bouclier pour la défense. Cette tactique si apparente, si constamment suivie, non seulement dans l'affaire d'Arnulf, mais dans tous les débats ecclésiastiques de l'époque, décèle un fait que nous ne croyons point encore observé : le travail intérieur du gallicanisme lors de sa formation. Depuis long-temps sans doute cette tendance de libéralisme dans l'unité religieuse qui forme le caractère du gallicanisme s'était révélée par des signes peu équivoques ; mais elle n'était point systématique à son origine : elle ne l'était point même encore à l'époque que nous étudions ; cependant on essayait de la systématiser, et le fait que nous signalons indique les efforts que l'on tentait, et surtout les moyens que l'on employait pour y parvenir. Toutefois ce fait paraît avoir échappé à l'attention si pénétrante de nos incomparables bénédictins. Ils ont supprimé toutes les citations employées par les deux partis ; ils ont supprimé toute la polémique qu'elles alimentaient. Nous aurons soin dans le texte même d'indiquer ces suppressions en enfermant par des [] toutes les parties omises. D'ailleurs pour en faire ressortir l'importance et aussi pour motiver de plus en plus la réimpression à laquelle nous avons cru devoir nous décider, nous nous permettons d'emprunter quelques fragments à des études que depuis long-temps

* 55 pages sur 104.

Ann. 991. *quidem genera caesarum, in remensi concilio exposita, breviter attin-
gam, ut et gestorum veritas innotescat, et quæ a summis viris retrac-*

nous avons entreprises sur Gerbert, études dans lesquelles M. Guizot a bien voulu nous encourager, et dont nous espérons faire avant peu le sujet d'une publication.

« Avant de déterminer ce que nous entendons par le gallicanisme, nous avons besoin d'une courte mais inévitable digression. — Le caractère essentiel de la vérité, c'est l'unité. Le caractère essentiel de la société qui a la vérité pour objet, c'est encore l'unité (voir M. Guizot, cours de 1829, lec. 12). L'Eglise, a qui est confié le dépôt de la suprême vérité, a donc, pour la conserver, dû tendre nécessairement vers l'unité absolue. Mais l'unité absolue est l'absorption complète de la liberté individuelle; or celle-ci ne se laisse point facilement absorber : elle a dû faire, elle a fait des efforts pour se réserver quelques droits. Consentant à n'agir qu'en vue de la vérité, et par conséquent à s'effacer dans l'unité sociale, elle a dû incidenter sur l'organisation de la société la plus propre à promulguer, à conserver, à interpréter la vérité sous la forme de loi. Ainsi, pour ne suivre l'histoire de ses tentatives qu'en Occident, où du moins elles n'ont pas abouti au schisme, bien qu'elles y aient fait naître de nombreuses divergences; ainsi, disons-nous, en Occident la foi se trouve portée presque simultanément dans les quatre grandes contrées soumises à l'empire. Les églises d'Italie, d'Espagne, des Gaules, d'Afrique, sont sœurs, et, la première exceptée, à peu près de même âge. Toutes communiquent dans la même croyance; toutes ont constitué un corps à part, le clergé, pour recevoir cette croyance en dépôt. Bien plus, toutes reconnaissent que ce corps, pour être homogène, a besoin d'un centre, et ce centre toutes le placent à Rome. Là doivent s'opérer toutes les communications, se contrôler toutes les croyances, se vérifier l'unité, se proclamer la vérité. Ces principes fondamentaux une fois adoptés, on pourrait croire qu'il ne reste plus que peu ou pas de divergence possible pour l'esprit de liberté. Il n'en est point ainsi. Si dans l'Italie, qui

s'est identifiée depuis si long-temps avec Rome, tous les vœux, tous les efforts tendent au développement des prérogatives de l'ancienne métropole, l'église d'Afrique, où se trouve comme un reste du vieux levain punique, fait des efforts inouïs afin de réduire la part qui est échue à l'ancienne rivale. Pour elle le bâton pastoral déposé par le Christ même dans les mains de saint Pierre, n'est à proprement parler qu'une mesure convenable, avec laquelle on peut à tout instant évaluer une doctrine. Plutôt que de confier à celui qui le porte tout le pouvoir, même exécutif, elle le confierait à une autorité étrangère, à l'autorité civile, en proclamant que l'église est dans l'état. Annibal, au besoin, se retirerait encore chez Prusias. L'Espagne, au contraire, avec sa race ibérienne façonnée de tout temps au despotisme intérieur (voir M. Am. Thierry, tom. 1, *passim*), montre dès le principe, pour le pontife romain, l'ancien dévouement de ses Saldans, qui abandonnaient la vie au premier signal du chef qu'ils s'étaient donné. Elle aussi, sur un signal, serait prête à sacrifier son existence, ou du moins celle de la société politique; car pour elle l'état est dans l'église. Reste la Gaule, qui a toujours été le pays de l'éclectisme pratique. Anciennement déjà la race gallique avait protesté contre le despotisme religieux et contre le despotisme civil, en forçant ses druides et ses grands à se dessaisir du pouvoir absolu; elle s'était prémanie contre le despotisme populaire, en admettant les deux corps déposés à l'exercice commun d'un pouvoir restreint (voir M. Am. Thierry). Cet esprit d'éclectisme ne l'abandonna pas lorsqu'il s'agit de constituer la société catholique; il engendra le gallicanisme, pour accomplir dans l'église le rôle que remplit, dans nos états modernes, ce que l'on nomme l'opposition constitutionnelle. Et puisqu'à propos de la société religieuse nous venons d'indiquer l'une des combinaisons admises dans l'organisation des sociétés actuelles, nous pousserons plus loin un rapproche-

tata sunt agnoscantur. Peto autem ab hujus sacri conventus praelatis, si quid minus grave vel parum comptum expressero; non suae injurie,

Aon. 991.

ment qui mettra en relief toute notre pensée. Ainsi, lorsque pour ces églises unies dogmatiquement dans l'orthodoxie, il s'agit de constituer disciplinairement la société, l'une d'elles, l'église d'Afrique, essaya de la constituer à peu près comme les États-Unis ont constitué la société civile : le pape s'en eût guère été que le président. L'église d'Italie et celle d'Espagne, au contraire, suivirent dès le principe cette pente, qui, tôt ou tard, devait conduire la société religieuse à une monarchie semblable à celle de Louis XIV, ayant ses conciles pour parlement, et ses bulles *ex cathedra* pour lit de justice. L'église gallicane, enfin, voulait les trois pouvoirs s'équilibrant entre eux. Et d'abord à l'élément populaire, au concile, le pouvoir législatif tout entier. À la papauté, la part que nos constitutions réservent à l'élément monarchique, la direction et la sanction dans le pouvoir législatif, tout le pouvoir exécutif en thèse générale, sauf des modifications de détail; car le gallicanisme aussi veut la décentralisation. À ses yeux enfin les rois sont, durant le moyen âge, ce que l'aristocratie est aux nôtres : ils représentent les intérêts de la propriété. Seulement, comme pour le gallicanisme, l'état n'est pas dans l'église, encore moins l'église dans l'état, mais bien l'état à côté de l'église; il donne à l'aristocratie royale une part fort restreinte dans le pouvoir législatif; mais il lui en ménage une plus large dans le pouvoir exécutif, où il lui accorde le veto dans toutes les questions qui touchent à la propriété. Faute immense, et dont les conséquences doivent se combiner avec celles d'une autre faute qu'il avait commise le clergé en prenant part à la propriété; car le gallicanisme, propriétaire lui-même, se trouvant par là entre deux intérêts, et choisissant deux représentants pour ce double intérêt, faisait naître les chances d'une rupture dans l'unité, préparait pour la pa-

pauté les outrages d'Agnaï et les chaises d'Avignon, et pour lui-même les déceptions du concordat.

« Et maintenant nous espérons être facilement compris lorsque nous dirons ce que nous entendons par le gallicanisme. Pour nous, le gallicanisme, considéré d'une manière générale, est un système dans lequel les principes d'unité et de liberté subsistent simultanément dans les proportions les plus larges qui puissent être départies à chacun d'eux, sans gêne apparente dans leur action respective ni dans leur jeu mutuel. Considéré d'une manière relative, le gallicanisme nous paraît un compromis libéral entre les essais d'organisation qu'avait tentés précédemment la société catholique en Occident.

« Ce qui a surtout contribué à nous confirmer dans cette dernière opinion, déjà nous l'avons dit, c'est l'examen attentif des sources collatérales dont le gallicanisme s'alimente et se grossit peu après son origine. Voyez-le dans le concile de Saint-Basle et chez tous les contemporains de Gerbert, subissant le travail de sa formation et la triple influence des pouvoirs qu'il veut coordonner dans son sein. Constantement il a recours au même procédé, évoquant tour à tour les églises d'Afrique, d'Espagne, d'Italie, selon qu'il veut satisfaire ou réprimer telle ou telle exigence. S'agit-il de la part à faire à l'élément monarchique? soudain l'Italie apparaît avec les décrétales de ses plus saints pontifes. Ces décrétales tendent-elles à comprimer les autres éléments, l'élément démocratique, par exemple? l'Afrique offre ses conciles de Carthage; enfin, l'aristocratie royale reconnaît-elle ses privilèges ou ses devoirs? l'Espagne se présente tenant en main ses conciles de Tolède. Mais les trois codes doivent ainsi à chaque instant se trouver en contradiction flagrante et c'est par là précisément que triomphe l'éclectisme gallican. Il les révisé également tous

* C'est pour remédier à cet inconvénient que Gratien compile son fameux décret dont le titre véritable est : *Concordantia discordantium canonum*.

Mais on se garde bien de l'adopter comme code dans les Gaules.

Ann. 991. *sed meæ adscribi ignorantia: ab auditoribus quoque, ne me aliena vel parum dixisse denotent. Siquidem triplici genere interpretationis*

trois, se garde d'en condamner la moindre disposition; mais ne pouvant obéir en même temps à tous, il laisse sans bruit la contradiction au compte de celui qui ne convient pas à ses vues, et adopte celui qui les sert. Lisez le discours d'Arnulf d'Orléans, dans le procès d'Arnulf de Reims.

« Avions-nous donc tort d'avancer tout à l'honneur que le gallicanisme était la fusion ecclésiastique d'autres systèmes; et précédemment, que l'opuscule de Gerbert nous mettait sur la voie d'une importante observation..... »

Ici nos études reçoivent un développement qui dépasse les limites d'une note. Elles reprennent une à une, pour les étayer de preuves, chacune de nos observations précédentes sur les tendances des différentes églises à travers trois périodes : — durant la persécution au temps des martyrs; — pendant le triomphe depuis Constantin; — et sous les rois barbares, après l'invasion. Partout se manifestent ces tendances selon les antécédents que nous venons de signaler. Enfin, elles se traduisent en loi dans les codes des diverses sociétés religieuses, et c'est à la partie de nos recherches qui concerne la confection de ces codes, que nous croyons devoir borner nos citations.

« C'est non seulement un phénomène curieux que l'empressement de toutes les sociétés religieuses et civiles à codifier leurs lois, de crainte de les égarer au milieu de la dislocation universelle qu'amène l'invasion barbare; mais c'est également là, sans contredit, que l'adhésion des masses est le plus à l'abri du soupçon, et que par conséquent les tendances des différentes églises doivent se révéler d'une manière plus certaine. Aussi nous nous y attachons de préférence. Pour nous, ce fait sera décisif; il doit l'être, nous l'espérons, pour la critique même la plus difficile, et nous nous engageons à ne récla-

mer son indulgence que pour l'aridité d'une étude où doit, il est vrai, se rencontrer l'évidence, mais peut-être aussi un peu d'ennui. »

« L'empire d'Orient en proie à tant de passions, menacé de tant de dangers, fut, à cause de cela même, un fécond codificateur. Il a non seulement transmis à la société politique les traditions du droit civil, mais il a réuni pour la société religieuse les premiers éléments du droit canon. »

« Vers 385, peu après le premier concile œcuménique de Constantinople, l'église grecque avait entrepris une première collection de lois religieuses. Voici comment elle y avait procédé. Deux conciles généraux, ceux de Nicée et de Constantinople, cinq conciles provinciaux, les conciles d'Ancyre, de Néocésarée, de Gangres, d'Antioche, de Laodicée, s'étaient assemblés, et les Pères de ces conciles, avant de se séparer, en avaient renoncé l'histoire, et surtout les décisions. Parmi ces décisions, on choisit spécialement celles qui concernaient la discipline; car il ne s'agissait que de constituer le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif étant à cette époque hors de cause; on prit donc les canons disciplinaires, à peu près à l'exclusion des canons dogmatiques et des autres actes, puis on les rassembla purement et simplement sans autre artifice de rédaction, sans rechercher entre eux d'autre liaison que celle d'un ordre numérique * destiné à prévenir toute interpolation. Cependant, si on les eût groupés rigoureusement d'après leur ordre chronologique, ils eussent été disposés de cette manière : Concile d'Ancyre (314), de Néocésarée (315), de Nicée (325), de Gangres (333), d'Antioche (345), de Laodicée (368), de C. P. (381). Mais le premier rang fut assigné au plus important de tous, au concile de Nicée **. Ce seul intervertissement accompli, voici la disposition générale

* De ces dénominations sous lesquelles ils furent long-temps désignés : « Series, consequentia canonum, consequentia ecclesiastica. »

** L'ignorance ou la négligence des siècles suivants désigna même souvent toute la collection sous le titre unique du concile de Nicée. Ainsi Grégoire

utendum fore censeo, scilicet ut quaedam ad verbum, ex alia in aliam transferantur linguam. In quibusdam autem sententiarum gravitas, et

Ann. 991.

de tous; et la quantité des emprunts faits à chacun :

Le concile de Nicée, fournit	20 canons.
celui d'Ancyre.....	24
celui de Néocésarée.....	14
celui de Gangres.....	20
celui d'Antioche.....	25
celui de Laodicée.....	59
le premier concile de L. P.	5

Total..... 165

Un concile qui eût été considéré comme œcuménique n'a pu décider quelque nouveau point de dogme, mais qui du moins était accepté comme provincial, reconnu pour orthodoxe, et dont les actes consacrés à la discipline subsistaient dans toute leur intégrité, se trouva cependant exclu de cette compilation par l'église grecque : c'était le concile de Sardique, où le plus grand de ses évêques, Athanasie, avait triomphé, mais où avaient prévalu les doctrines d'Osée l'Espagnol en faveur du siège romain.

Ainsi rédigé, cet essai de code subsista dans sa tendre première l'espèce de soixante-cinq ans, durant lesquels se firent encore deux conciles généraux à Ephèse (431), à Chalcedoine (451). Celui-ci à peine terminé, un nouveau remaniement que l'on attribue à Etienne, évêque d'Ephèse, amplifia le premier travail. Les 4 derniers canons du premier concile de C. P., 8 de celui d'Ephèse, 29 de celui de Chalcedoine, ajoutés aux 165 anciens, portèrent le total à 206. Acceptée par l'église grecque, cette rédaction plus complète, mais non pas sans lacunes, puisque les canons de Sardique y étaient omis une seconde fois, fut, malgré cette lacune, bientôt adoptée par

l'Occident même. De nombreuses traductions latines l'y popularisèrent. Dès 460, à ce que l'on croit, le pape saint Léon * fit faire sous ses yeux, celle qui depuis fut le plus généralement admise **. Enfin l'autorité civile, toujours mêlée en Orient aux questions religieuses, consacra ce code ainsi progressivement élaboré. La nouvelle 131 de Justinien le sanctionna, et le titre de *Codex ecclesiae universae* lui fut désormais légitimement acquis.

Il n'appartient, on le voit, à cette époque où l'on avait accepté l'intervention de l'autorité impériale, où l'on redoutait celle de l'évêque de Rome, où celui-ci s'accommodait d'un droit nécessaire pour le maintien de l'unité. — Mais cette unité, nous venons de la voir constatée d'une manière irréfragable par l'acceptation simultanée d'une législation uniforme. Toutefois gardons-nous de croire que toutes les individualités aient consenti à une fusion absolue. Outre le code universel, chaque église s'est ménagé d'avance, ou saura se ménager son écode à part, code national, code de prédilection qui subsistera concurremment avec le premier. Ainsi firent les Gaules, ainsi l'Afrique, ainsi l'Italie, ainsi même l'Espagne, qui, dans le sien, voulut renchérir d'efforts en faveur de l'unité.

Et en premier lieu les Gaules. Pour ne citer, parmi une foule d'autorités constatant l'existence d'un code gaulois, qu'une seule autorité décisive, le pape Hormisdas écrivait, vers 517 : « D'après l'opinion des pères de Nicée, qui paraît aussi adoptée dans les canons gallicans (quam etiam gallicani canones continere videtur), les clercs surpris en adultère ne peuvent recouvrer leur dignité *** ».

de Tolosa, liv. ix, chap. 33, indique, comme appartenant à ce concile, un écode du celui de Gangres.

* C'est l'opinion de Marca et de Beluze. Saint Léon mourut en 461. Cette traduction a été faite, d'après les œuvres de ce pape, publiées par Quenstedt.

** Voyez les citations que contiennent, de cette

traduction, les conciles d'Arles (le second), d'Agde, d'Épône, etc., etc., pour les Gaules; ceux de Béziers, de Carthage, de Tolède, etc., etc., pour l'Afrique; et pour l'Espagne, la plupart de ceux de Carthage, de Béziers, etc., etc.

*** Concil. Lat. cent. Une autorité toute moderne, mais d'un grand poids, l'autorité de savant

Ann. 991. eloqui dignitas dicendi gehere conformetur : porro in aliis una dictio occasionem faciat, et abdita investigari, et in lucem ipsos affectus ma-

« En Afrique, dès 419, dans le premier des conciles qui concernent l'affaire d'Apérius, en présence de trois légats, et comme pour braver le pontife romain, qui dans cette affaire voulait faire constater la suprématie de son siège, les évêques réunis à Carthage consentirent à deux reprises, les actes de quatre des conciles tenus dans cette ville, et ceux des conciles d'Hippone et de Milève, auxquels ils ajoutèrent depuis quatre autres relatifs aux négociations suivies à l'occasion d'Apérius. Le tout réuni forma le célèbre *Codex ecclesie africane*.

« De nombreuses citations prouvaient au besoin que depuis long-temps l'église d'Italie se servait des décrétales comme elle l'eût fait d'un code, et l'affaire d'Apérius même prouve qu'elle avait adapté à ses usages le concile de Sardique.

« Enfin saint Martin, évêque de Braga, choisit dans le *codex universel* et dans les conciles espagnols les canons les mieux ap-

proposés, à savoir celle d'Hormidas. Après de scrupuleuses recherches, comme on savait les fastes de son temps, il n'a pas trouvé, dit-il dans la préface de sa belle compilation, des conciles gallicans, deux manuscrits qui contiennent une collection absolument identique des anciens canons, où il conclut qu'il n'y a jamais eu de code national généralement admis dans l'église de France. Mais d'abord la multiplicité des manuscrits qu'il a collationnés ou consultés prouve déjà quelle importance attachaient tous peuples aux décrétales et à la discipline de leur église. Ensuite voici ce qu'écrivait Agobard, archevêque de Lyon (lib. de *disceptationibus*) : « Les évêques, ou, comme nous le verrons tout à l'heure, les Carolingiens cherchaient à battre en brèche l'église des Gaules au profit de l'unité albaine. Il y en a qui ne veulent pas recevoir les canons paternels, ni les canons des autres églises particulières, parce que les légats de Rome ou ceux de l'empereur n'ont pas assisté à leur rédaction. Agobard en parle encore dans le même sens en écrivant à Lomade-Debalairé.

« Il faut lire les détails de cette curieuse affaire dans les sources mêmes de l'histoire ecclésiastique. La première partie, composée de 21 canons,

propres aux besoins de la péninsule (590).

« Telle était la pente que suivait les choses lorsque le génie de l'unité, insaisissable dans ses efforts, envoya du fond de la Scythie à l'église italienne, au moins dont le savoir paraissait, seoir du prodige, même aux yeux du saint Cassiodore, son contemporain. C'était Denys-le-Petit. Denys se posa un problème bien difficile à résoudre : Amener toutes les églises à recevoir le code de l'église italienne, comme naguère elles avaient reçu celui de l'église grecque. Ce résultat, il ne pouvait l'obtenir qu'à force d'adresse et à l'aide de quelques concessions. Or, le Scythe ne manqua point d'adresse ; il en mit surtout dans ses concessions, et voici comment il procéda. Il emprunta, d'abord à l'église grecque, qu'il devait flatter, cette déférence, 50 des 85 prétendus canons des apôtres qu'elle venait tout récemment d'ajouter à sa collection. De cette collection même il fit une traduction nouvelle ; mais sous

comprend le concile d'Hippone, les actes du deuxième, et portion du troisième concile de Carthage ; la seconde partie, dont les canons montent au nombre de 100, renferme le reste des actes du troisième concile de Carthage, ceux du quatrième et du cinquième et enfin le concile de Milève.

« De *divinis Lectionibus*, lib. III, cap. 23. « Nous ne nous occupons point de l'église grecque, mais nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que, soit pour répondre à la conduite d'Agobard de Denys, soit par tout autre motif, elle accepta vers cette époque les canons de Sardique. Un évêque grec qui, en vertu de ces canons, avait été privé de son siège, l'évêque de Cyrène, les avait, et ce que l'on espère au code l'italien même en saint Léon, l'adoption pour l'Occident (450), mais ils y étaient demeurés profondément ignorés, et c'est seulement après Denys qu'ils furent employés en Orient.

« Les quarante-cinq autres étaient empruntés à l'église. Ils concernaient d'ailleurs en somme des prescriptions apostoliques conservées par la tradition ; mais on les attribua fausement à saint Clément ; ils ne devaient être que rédigés que vers le deuxième tiers du III^e siècle, après la discussion de saint

nifeste proferri. Quæ etsi ad plenum assequi non potuero, his tamen modis doctissimorum hominum sententiâ conabor interpretari. Sed

Aug. 991.

prétexé que les quatre derniers canons du premier concile de C. P. traitaient du dogme plutôt que de la discipline, il les supprima, ainsi que tous les huit canons du concile d'Ephèse, dont quelques uns dépassaient au saint siège. Puis, à la suite de cette traduction du *Code*, où chacun retrouvait à peu près les doctrines avec lesquelles il s'était familiarisé depuis long-temps, Denys introduisit hardiment, tout à coup, les lois de l'église d'Afrique la plus inattaillable de toutes, qu'il n'eût jamais gagnées sans cette manœuvre habile, mais que devait séduire tant de concendance apparente. Toutefois cette concendance n'était rien moins que gratuite, car, entre le code grec et le code africain, on trouvait glissé le concile de Sardique; puis, en manière d'appendice, étaient jetées comme un complément naturel les Décrétales authentiques que l'abbé moine avait pu recueillir de 585 à 590¹. Cette nouvelle collection a pris le titre de *Code vetus ecclesiarum romanarum*. C'était un recueil héroïque habilement emmiellé de toutes parts. L'église d'Italie l'accepta sans prétention aux regards des autres églises, qu'elle ne provoqua pas autrement. Chose étrange et qui semble démentir nos théories ! l'église d'Afrique en usa la première, la Gaule ensuite, l'Espagne jamais. Ceci a besoin d'explication ou plutôt le phénomène s'explique de soi-même lorsque l'on réfléchit à quelle dose les canons africains avaient introduit la liberté dans la préparation italienne ! Seulement cette liberté y était évidemment subordonnée à une large unité, et ce mélange ecclésiastique convenait bien plus à l'esprit gallican qu'à tout autre; aussi verrons-nous que l'église galloise l'accepta seule sans hésitation, un peu tard, il est vrai, à cause des déchirements politiques

qui l'absorbent tout entière sous la première race de ses rois, mais qu'elle l'accepta aussitôt le calvin rétabli, et avec un assentiment si ému qu'elle en fit dès lors et à tout jamais la base de sa législation.

Quant à l'Afrique, elle fut la première à le recevoir; mais elle ne le reçut pas tout d'abord; elle hésita long-temps, elle opposa des restrictions, qu'elle s'abandonna que successivement. Ainsi Eugénius Ferrand, évêque de Carthage, qui vingt-cinq ans après Denys essayait de ramener la discipline dans son église, et de la reconnaître au moment où l'épée de Bélisaire lui faisait un dernier rempart, l'arand composa pour elle le premier code méthodique dont elle se servit (325); mais dans son *Breviarium*, s'il omit le concile d'Ephèse, il admit celui de Sardique, il n'employa qu'un code décrétal, celle de Sirice aux évêques africains. Cent quatre-vingts ans s'écoulèrent ainsi sans que les Décrétales obtinssent plus de crédit, et ce ne fut qu'au milieu des massacres des Sarasins, au moment où l'unité était près de se dissoudre, que l'église d'Afrique, désolée de tout le sang qu'elle avait perdu, chercha à renouer plus étroitement les liens que tranchait le fer. A ce moment suprême où les plus invincibles répugnances tombent, sur son lit de mort, elle se reconcilla avec les Décrétales; et en 690, quelques uns disent même en 698, Cresconius fonda enfin dans un autre *Breviarium* africain toute la collection de Denys.

Cette collection, disions-nous, fut moins heureuse en Espagne. Elle y fut impitoyablement rejetée. L'Espagne pouvait-elle adopter les lois démocrates de l'Afrique, même de la main de Rome ? un code ne doit-il pas avant tout exprimer les volontés de la société

Cyprien sur le baptême; quelques uns des canons ont été révoqués et abolis; l'opinion de ce père.

¹ Sur tout le baptême d'Ephèse.

² Une main étrangère compléta postérieurement

cette compilation jusqu'en 731. Elle réunit alors les Décrétales de trois papes, révisées en 239 articles (de Sirice à Gregoire II inclus). — Denys travailla d'ailleurs à son code en 496; sur Décrétales, vers 500.

Ann. 991. earum amplificationes, digressiones, et si qua ejusmodi sunt, quodam studio refringam : ne odio quarundam personarum, potissimumque

qui l'accepte? Or, l'Espagne éprouvait, nous le savons, une, soit inextinguible unité qu'elle ne croyait pouvoir éteindre qu'à force d'abolition. Saint Isidore de Séville, du moins c'est l'opinion la plus probable, s'entreprit de la salubrité. Il s'accommoda, par compilation au point de vue ethnographique, tête à inscrivit le *Codex hispanicus*, non pas dans la traduction du mot *codex*, mais dans celle du mot *Deferat*. L'ada à Denys, même avec le *codex* d'Éphèse, n'était évidemment dans la logique qu'un *codex*. La compilation africaine fut soigneusement exclue, seulement quelques *codices* de Carthage et celui de Mursi traversèrent *gesta*. En revanche, *Sardinia*, les *Diocèses*, et *Imperies*. Soit l'un des apôtres, eurent les bienheureux d'une modification complète et de plus, quelques *codices* des Gaules et quantité de ceux d'Espagne. L'un même officieux porta même ensuite les *codices* des Gaules jusqu'à nombre de 17, les *codices* d'Espagne jusqu'à celui de 20. Parmi ceux-ci se trouvaient les 12 premiers *codices* de l'Église. Tel était le *Codex* que la première substitution à celui de Denys. Ce fut sur cette base si bien préparée qu'un balise et l'ouvrage infatigable vint asséoir les *codices* d'Éphèse. Celle-ci qui, dans le *Codex* même de Denys, eurent toujours sensible, auprès du *Codex* africain, le résultat d'une aberration, parurent s'adapter tout naturellement à l'œuvre d'Isidore, dont

le tourbe en prenait le nom populaire. L'Espagne s'y trompa d'autant plus facilement, qu'elle se disposait bienveillante, un bonheur inouï pour le faussaire voulait qu'elle se trouvât jetée, sous les Sarrasins, dans une de ces crises où les souverains s'effacent, où survit seul le sentiment de l'existence, où l'on accepte d'instinct ce qui peut le prolonger. D'ailleurs, avec l'Espagne, tout l'univers chrétien et peut-être avant elle les Gauls, se laissèrent prendre à la superstition contre laquelle, il est vrai, l'Eglise gallicane protesta comme par pressentiment, mais qu'elle ne put ni démontrer ni déconvenir, et qu'elle se contenta de soupçonner.

Au moment même où la compilation pseudo-denys se produisait en France sans patronage avoué, celle de Denys venait d'être reçue, offerte par le pape Adrien. C'était sous le règne de Charlemagne; ce grand homme rêvait alors l'unité de l'Occident, peut-être celle de tout l'Ancien Monde; et cette unité, il sentait qu'il ne pouvait l'obtenir par sa puissante épée; qu'il le glaive tranchait, séparait, loin d'unir, or tout au plus unit à la manière d'un jonc en pesant sur la tête des peuples. Pour unir il faut un lien; pour qu'il puisse unir sans blesser, il le faut souple; pour qu'il unisse efficacement, il doit être dur et sacré à ceux qui l'acceptent. Or, ne l'en semblable, celui de la religion, rassemblait déjà toute la société dans l'Eglise:

« Et est *ethica* *ad* *De* *Mores*, après avoir examiné les manuscrits de la bibliothèque d'Ungel. — Saint Isidore était le frère de saint Léon, l'apôtre des Wisigoths, l'ami dévoué du pape d'Espagne, avec qui il était lié, du foyer de l'obédience passive, à l'égard des empereurs grecs. Voyez M. Guizot.

« La dernière pièce introduite dans le recueil par saint Isidore est la lettre de saint Grégoire au roi Recarède, en 590.

« Elles se composent des lettres apocryphes d'Étienne pape, depuis saint Pierre jusqu'à saint Syméon (314), et de lettres, les unes véritables, les autres supposées, de divers autres papes, depuis saint Syméon jusqu'à Zacharie (751).

« Il paraît démontré que ce fut sous le nom d'Isidore de Séville, et non pas d'Isidore de Patoz ou de Mercur, l'écrou, que le faussaire voulut faire passer son ouvrage. — *Pseudo* est le nom que saint Isidore et les autres *éthiques* prenaient alors par humilité; *Mercur*, la leçon prise sur la manuscrit d'un copiste ignorant ou peu habile.

« On voit aisément de la compilation de Denys avant Adrien, comme le prouve l'autre *ethica* collectée de saint Benoît de Dijon citée par Sirmund dans sa préface des *Codices gallicans*; mais ce n'avait été qu'accidentellement et dans certaines limites. L'addition de la même était loin de l'œuvre d'Isidore.

Arnulphi proditoris moveri videar, quasi ex ejus legitima depositione
Remense episcopatum legitime sortitus videri appetam. Aliarius erit

Ann. 991.

et dans l'Eglise même, une main paraissait plus apte que toute autre à le servir encore : celle du successeur de saint Pierre. Les efforts de Charles tendraient à le lui faire servir au profit de ses projets. Là est le secret de cette étrange amitié qui unit si long-temps Charles et Adrien, et fit du pontife romain une sentinelle vigilante qui du haut de sa chaire, plantant sur le monde, suivoit de l'œil chacun des projets du grand homme, jetant le cri d'alarme au moindre danger, appelant le secours où était le péril, ne permettant le repos qu'où se trouvait la sûreté, toujours prête à le repuler vers l'ami, ou à marcher en avant à la voix du maître. Adrien exécutait-il les ordres du monarque, ou répondait-il à la secrète pensée d'un pape en présentant à Charlemagne le *Codex vetus ecclesie romanus*, comme plus tard Léon III en lui présentant la couronne impériale? Qu'importe? Charles accepta le Codex et la couronne, double appui pour le tréier qui devait mouvoir l'empire dans le plus de cette unité législative et administrative où tendaient tous les vœux du réformateur.

En même temps, avouons-nous d'it, s'élaboraient dans l'ombre les fausses Décrétales, autre levier fabriqué tout exprès pour atteindre le but, l'atteignant toutefois avec trop de rudesse, et pour cela même ceuvre pseudonyme repoussée d'abord de son auteur, mais bientôt adoptée, sinon par cet auteur même, du moins par un puissant protecteur : car si les fausses Décrétales ne durent pas le jour au vœu de Charlemagne, du moins elles s'adaptèrent trop merveilleusement à son système pour n'être pas bientôt appelées par lui-même à le soutenir avec énergie. Nous savons qu'on nous avance une opinion historiquement fautive, mais le paradoxe nous semble voisin d'une intéressante vérité ; et nous ne rattâchâmes-il même qu'indirectement à notre sujet, nous nous laissons aller volontiers à une digression qui, avec un peu de

bonne volonté, pourrait encore être admise comme épiscôle.

« Hincmar, archevêque de Reims, celui qui, cinquante ans après l'apparition des fausses Décrétales, se débattit si violemment contre elles, Hincmar, dans une de ses lettres, avance que l'œuvre prétendue d'Isidore fut apportée d'Espagne par l'archevêque Riculphe. De là cette croyance vulgaire que Riculphe est l'auteur de la fraude. Or Riculphe était un ancien chapelain de Charlemagne, élevé par lui au siège de Mayence, et dont le dévouement devait être sans bornes, puisque le maître lui confiait cette place de la Germanie que les Carolingiens voulaient convertir afin de la soumettre, et qu'ils avaient soumise étroitement à Rome afin de la convertir ; essai partiel, mais heureux, du système général, aussi modèle qui s'était accompli par l'entremise de Boniface, dont Riculphe était le deuxième successeur. On le voit, une opinion qui donne à l'œuvre pseudonyme l'Espagne pour berceau et un chapelain tout dévoué pour protecteur, s'accorde avec déjà passablement à la nôtre, et laisserait naître à de graves soupçons sur la coopération de Charlemagne. Mais la critique s'est efforcée de laver Riculphe du faux qu'on lui attribuait, et ses arguments nous semblent trop plausibles pour ne pas les admettre. Malheureusement ils le sont beaucoup moins lorsqu'elle cherche à rejeter l'imposture sur un certain Isidore, Espagnol venu à Mayence du temps de Riculphe, en la société d'une cavalcade de marchands. Ici un simple chiffre nous empêche d'être du son avis, et renverse tout l'échafaudage de ses raisonnements. Riculphe a gouverné l'église de Mayence de 782 à 813. Or des 785 avaient paru pour la première fois, non pas dans leur intégrité, mais par fragments, les fausses Décrétales. Elles se trouvent mélangées à un recueil de canons composé par Ingelram, évêque de Metz ».

* Voyez Blondel, *Pseudo-Isidore*.

** Ingelram fut évêque de Metz de 968 à 991.

Am. 301. hoc operis, aliisque implicitum questionibus, cum de propriis, com-

et c'est l'histoire de cet Ingelram et celle de ses canons qui nous paraît, à nous, composer une solution approximative, la seule possible, d'un problème si obscur, mais si curieux.

Ingelram, noble d'origine, avait été élevé à Metz, au cœur de cette Austrasie si dévouée aux Carolingiens, à l'indière de cette Germaine si dévouée au saint siège. Il avait obtenu ses premiers protecteurs l'abbaye de Saint-Denis, dépendante de la Germanie, puis l'évêché de Metz, dépendant de la Gaule franque. Hippocrate le tout simultanément malgre les canons, en vertu de la volonté royale, qu'il accordait en revanche dans ses efforts pour substituer le chantet la liturgie grégorienne au romaine à la liturgie nationale des Gaules. Ce service ne demeura pas sans récompense, et bientôt Ingelram, comme s'il entraînait dans sa destinée de symboliser par ses dignités ainsi que par ses possessions son double dévouement aux deux cours amies, se vit appelé à celle de Charles, avec le double titre d'archiepiscopat ou de grand-aumonier de l'empereur, et d'apocrisaire ou de nonce du pape. C'était Adrien qui, à la demande de leur ami commun, avait accordé

à Ingelram cette dernière faveur afin de faire boire une seconde fois les canons, qui existaient à l'évidence des évêques dans les diocèses. Les autres évêques, effrayés de cette élévation rapide (et vertue d'écrit de l'effroi, non pas de la jalousie, puisqu'il le trouvaient, d'après les canons mêmes qu'il voulait appliquer au favori, frappés d'excommunication comme lui), les évêques donc, résistèrent sans doute une intrigue bien plus qu'une jalousie une place, résistèrent vivement contre le cumul de dignités qui faisait le sones et l'archiepiscopat à manquer à ses devoirs d'évêque et d'abbé. Les réclamations parvinrent à Rome. Ingelram s'y rendit. Il en revint avec son recueil de canons. Ce recueil avait pour titre : « Capitulum laire du pape Adrien, recueils des canons » grecs et latins, des conciles romains, des « décrets des papes et des princes de Rome », données à Rome par le bienheureux pape Adrien à Ingelram, évêque de Metz le 15 des calendes d'octobre, Indiction 12 (19 septembre 855), lorsque l'examen de sa cause. » Ici la critique doit cette dernière date détruite de l'histoire, peut attacher le nœud à son tour. » Le titre doit être fal-

« Ce ne fut pas un médiocre service qu'Ingelram rendit à Charlemagne, en établissant cette collation de Metz, d'où le chant grégorien se répandit bientôt dans toutes les provinces de son état. Le grand homme avait que le succès dans des choses importantes est dû surtout au soin que l'on apporte à réunir dans les choses secondaires sur lesquelles on lui vulgaire dédaigne de s'abaisser. Aussi s'appliquait-il avec une ardeur que quelques uns traitaient de folie, à effacer de toutes les mémoires ces prières, ces costumes nationaux, dont l'avidité et infatigable patience de Mahillon a retrouvé les débris avec tant de peine au siècle dernier, afin de recueillir toutes les voix dans le chant grégorien, de familiariser toutes les oreilles avec la liturgie romaine. Et ce n'est pas par là une petite tâche, à en juger du moins par la obsequence qu'il manifesta un peu plus tard l'obéissance Espagne elle-même, lorsqu'il prit son Code, Rome vint lui offrir sa liturgie. C'était du temps de Grégoire VII. Le roi Alphonse VI, à la persuasion de sa femme

Constante, voulait introduire dans son état l'office de France, devenu alors l'office grégorien. Résistance de l'église espagnole. On a recours à des épreuves, comme dans tout affaire difficile : 1° deux champions se battent en duel, l'un pour l'office grégorien, l'autre pour l'office de Tolède ; 2° les deux offices sont jetés en feu en même temps. Celui de Tolède sort victorieux des deux épreuves, et malgré cela, le roi fait prévaloir l'office rival. Voici le texte même de l'historien contemporain : « Comme le roi était magnanime et exerceur opiniâtre de sa volonté, il se voulait céder ni aux miracles, ni aux applications, mais menaçant de : la destruction et de la mort ceux qui résisteraient, il ordonna que l'office gallican fût reçu dans tout le royaume ; et les plaintes et les larmes de tous cédèrent devant ce prince. Lorsque les rois ont leur, les lois d'un royaume - Rodéria de Tolède, liv. vi, chap. 86. Voyez aussi dans les lettres de Grégoire VII les efforts qu'il fait pour amener ce dévouement. Liv. 1, let. 63 et 64 ; liv. vii, let. 6.

munibus, et differentiis episcoporum, archiepiscoporum, vel metro-

sifié, dit-elle en empruntant la voix respectée de Baluze : un juge ne donne pas d'armes à l'une des parties; Adrien n'a pas dû en donner à Ingelram. Mais Adrien juge, il est vrai, n'était-il pas également en cause? Et qui donc avait confié à Ingelram cette dignité contre laquelle protestait l'église gallicane? Et d'ailleurs, qu'importe Ingelram ou Adrien, puisque la critique reconnaît avec nous que l'un des deux est l'auteur des canons, dont plusieurs sont tirés des fausses Décrétales? Voici donc des lambeaux de cette œuvre problématique, les premiers que l'on connaisse mis au jour avant Ricolphe, avant l'arrivée de la caravane d'Ildore. Donc aussi l'œuvre entière était connue dès lors. Or elle l'était de et par le grand-aumônier de Charles, nonce du pape Adrien. Tirez la conséquence. Nous nous contenterons d'ajouter que Charlemagne se servit lui-même des fausses Décrétales dans une de ses lettres¹, et que les canons d'Ingelram passèrent tout entiers dans les Capitulaires².

Toutefois nous n'en avons pas fini avec les objections. Les fausses Décrétales, peut-on dire encore, semblent non moins destinées à saper le pouvoir des métropolitains qu'à établir sur ses ruines la suprématie romaine, et de savants hommes ont cru qu'elles étaient bien plutôt le produit de l'impatience avec laquelle les évêques supportaient le joug de leurs supérieurs immédiats, que celui de l'ambition papale voulant soumettre les évêques. Donc, premièrement, elles ne sont pas l'œuvre d'un métropolitain Ricolphe, primat de toute la Germanie, et n'ont pu être adoptées par lui dans son diocèse. Ingelram, au contraire, Ingelram le nonce, Ingelram le favori, n'est au fond qu'un simple évêque (bien que dans la superbe il ait parfois affecté le titre de métropolitain). Mais ensuite

de quoi s'agit-il surtout? N'est-ce pas, pour Ingelram, de sortir de la crise où il se trouve, pour Charlemagne, de constituer l'unité? Alors l'affaire importante est d'un côté, pour le chapelain, d'apaiser les évêques seuls, tout habilement atteint, s'il leur offre les métropolitains en holocauste; et de l'autre, pour l'empereur, de niveler les plus orgueilleux sommets dans la seule église nationale qui fut debout à cette époque; car, nous l'avons vu, l'Afrique était morte, l'Espagne se mourait; et si, comme pour refouler ces deux plaies, naissent à propos les églises d'Angleterre et d'Allemagne, elles naissent filles, et non pas sœurs de Rome, et celle-ci les allaite de ses doctrines italiennes; si favorables aux mœurs impériales. Les colonnes de l'église gallicane abattues, la grande reconstruction unifiée n'était plus un rêve du génie qui leur substituait une seule colonne sous la voûte plus hardie de l'ancien édifice.

Que si maintenant, au lieu de se servir d'Ingelram, Charlemagne s'était servi d'Adrien pour la confection des Décrétales, l'application des atteintes portées aux métropolitains n'en deviendrait que plus naturelle dans notre hypothèse, car il s'agissait, pour l'empereur comme pour son ami, de relever le pouvoir de Rome, alors décrédité; et Rome, comme tous les pouvoirs déchus qui veulent ressaisir les rênes, devait surtout essayer de séduire les gouvernés par une extension apparente de liberté, se faire aussi plus libérale que l'église gallicane elle-même, afin d'arriver à la restauration de la grande monarchie universelle que Charles espérait bien ensuite encadrer dans ses plans. Les explications diverses où l'attaque dirigée contre les métropolitains part d'en haut, ne sont-elles pas tout aussi plausibles que

¹ Cette lettre est écrite avant qu'il soit empereur. Elle est adressée à saint Lécien. Il y cite les fausses Décrétales des papes Théophaire et Méthilde. Voyez *Recueil de Gossart*, tom. III, p. 137.

² Nous ne pouvons nous plus nous refuser à l'entrée de citer une seconde fois le passage de la lettre

d'Agilard. « Il y en a qui se veulent pas reposer des canons gallicans ni ceux des autres églises, particulièrement, parés que les legats de Rome ou ceux de l'empereur n'ont pas été présents à leur confection. »

Ann. 991. politanorum, patriarcharum, seu primatu, vel etiam Romani episcopi potestate, ut animo concepî; prolixius disputabo. *Explicit Prologus.*

celles où l'on fait partir l'agression d'en-has ? Toutefois, nous l'avouons avec franchise, nous nous sommes engagé dans une carrière de probabilités dont nous avons hâte de sortir, bien qu'à nos yeux ces probabilités équivalent presque à l'évidence. Mais comme, à tout prendre, elles ne constituent pas une question essentielle dans notre système, nous les abandonnerons volontiers désormais; et nous nous contenterons pour terminer, en reentrant d'une manière plus formelle dans notre thèse fondamentale, de suivre un instant encore le sort ultérieur des codes de Denis et d'Isidore, sans nous préoccuper autrement du mélange plus ou moins italien, espagnol ou carolingien qu'ils ont pu subir. Nous le savons, tous deux furent acceptés par Rome, le plus exclusif adopté seul par l'Espagne, le plus libéral admis seul dans les Gaules, admis seul à tout jamais; car ce fut en vain que se présentèrent ensuite comme ses compléments naturels, des collections même authentiques de nouveaux décrets, et les Sixtes, et les Clémentines, et les Extravagantes de Jean, et les Extravagantes communes; l'Espagne et l'Italie durent accepter tout; la France n'accepta rien.

Ce n'est pas cependant qu'elle s'interdit dans ses besoins tout recours à ces collections, mais elle n'en usait que réserve faite de ses libertés, sans que cela pût l'engager en rien pour l'avenir, à peu près comme dans les pays coutumiers autrefois, comme maintenant, sous l'empire de notre Code, on consulte le droit romain. Ainsi son élection même intéressée, tout en proclamant la collection de Denis l'œuvre par excellence, ne dédaigna pas même la collection du faux Isidore. Bien plus, le gallicanisme fit de toutes deux un usage si habile, qu'au moment du grand péril, à l'époque où le système carolingien le menaçait dans son existence, ce fut, chose étrange! à l'aide même de ces

Codes destinés à la compromettre, qu'il sut la garantir. S'emparant avec audace de l'arsenal ennemi, il lui suffit d'y choisir ses armes, et bientôt s'écroula sous son effort le projet complexe du grand homme qui avait rêvé la fusion entière de la société dans l'unité religieuse dominée par l'unité politique. Le tort unique, mais capital, de Charlemagne dans ses hardis projets, avait été de compter, ébloui qu'il était du génie des trois Pépin et de Charles-Martel, ses ancêtres, sur une succession pareille de grands hommes; mais son successeur avait été le Débonnaire, et l'Eglise gallicane fonillait dans l'œuvre d'Isidore, s'y était armée des conciles de Tolède; et le Débonnaire même, le fils du législateur, subissait le sort de Wamba, et l'unité politique se fractionnait, et, toute fractionnée, se trouvait non plus dominatrice, mais dominée par l'autorité religieuse. Restait l'unité absolue tentée dans l'Eglise. Mais avant que la race de Charles fût éteinte, l'Eglise des Gaules triait dans l'œuvre de Denis les conciles d'Afrique, était devenue de plus en plus indépendante du pontife romain*. Libre chez elle et couronnée, c'était une reine dans le cortège d'un empereur, et d'un empereur déchu, car la papauté était demeurée tout affaiblie de cette tentative d'unité avortée. Ce double résultat, diamétralement opposé à celui qu'attendait Charlemagne, nous ramène à notre point de départ, où nous nous étions proposé d'étudier la formation ou plutôt le développement du gallicanisme. Nous l'avons vu tout à tour visiter les Alpes, les Pyrénées et l'Atlas, emprunter aux Décrets, aux conciles de Tolède, au Code africain. Nous croyons avoir suffisamment effleuré la question soulevée par l'œuvre de Gerbert; il est temps de l'abandonner pour aborder cette œuvre même.

* On voit que nous sautons par-dessus les tentatives des Grégoire IV, des Nicolas, des Jean VIII,

pour arriver au temps des papes de la famille de Marozie et de Théodore.

INCIPIUNT CAPITULA.

Ann. 991.

- I. Qui, et quæ, et ex quibus provinciis episcopi conuenerint.
- II. Protocollis Arnulphi episcopi, de examinanda Arnulphi causa.
- III. Responsio Sigisuni archiepiscopi, de cognitione iudicii.
- IV. Obiectio Baltherii archiepiscopi, et Hervel episcopi.
- V. Conquestio Brunonis episcopi.
- VI. Prosecutio Godefridi et Brunonis episcoporum, de discussione Arnulphi.
- VII. Rathbodus episcopus, lithariensis episcopus chirographum Arnulphi reprehendere dicit.
- VIII. Libellus Arnulphi.
- IX. Arnulphus episcopus eundem libellum in parte vituperat, et in parte laudat.
- X. Exemplar libelli ejusdem hæretici conversi.
- XI. Constitutio Adalgeri presbyteri.
- XII. Ordo episcopus confinanitorum Arnulphi, et anathema inducit.
- XIII. Gualterus episcopus eum reprehendit.
- XIV. Guido episcopus aliud anathema inducit.
- XV. Sigisunus archiepiscopus argumentatur, Arnulphum, et ibos complices damnatos viles.
- XVI. Exempla canonum de damnatis qui ministrant.
- XVII. Arnulphi episcopi adiunctio, pro defensione Arnulphi.
- XVIII. Sigisuni archiepiscopi anathema, pro eadem re.
- XIX. Qui Arnulphum defendere conati sunt, et quibus exempla.
- XX. Epistola Stephani archiepiscopi ad Damasum papam.
- XXI. Descriptum Damas ad eundem.
- XXII. Rathbodus episcopus decretalem totam synodo porrigit, pro Arnulphi defensione.
- XXIII. Brevis annotatio accusationis et defensionis Arnulphi.
- XXIV. Quod iuste captus sit, ex africano concilio.
- XXV. Epistola regis, ad romanum pontificem directa, pro causa Arnulphi.
- XXVI. Item, episcoporum ad eundem.
- XXVII. Quid regis et Brunonis episcopi legati Romæ egerint.
- XXVIII. Luculenta oratio Arnulphi episcopi, vni totius synodi continens.
- XXIX. Exempla canonum contra Arnulphum.

* Cet intitulé seul ferait reconnaître la main qui a dressé ces sommaires.

- Ann. 991? XXX. Arnulphus in synodum deductus, episcoporum sententiis contradicit : sed retinet sententiam non ferens, recessum petit.
- XXXI. Synodus, absente Arnulpho, in eius crimina capitula annotat.
- XXXII. De confugientibus hostium sacerdotibus, qui sine regis licentia legationes agunt.
- XXXIII. De his qui regibus fidem promissam non servant.
- XXXIV. De clericis, qui capitalia crimina committunt.
- XXXV. De confugientibus ad hostes.
- XXXVI. De his qui rege supersite, aut sibi aut aliis adfuturum provident regnum.
- XXXVII. De custodia vite principum.
- XXXVIII. De refugis atque perfidis clericis sive laicis.
- XXXIX. De clericis vel monachis contra regem perjuris.
- XL. Episcoporum collectio, et Arnulphi confessio, et super eius depositione questio.
- XLI. De Maximo episcopo deposito.
- XLII. De Eutychete presbytero.
- XLIII. De Ratherio et Petro eiectionis.
- XLIV. De infeste depositis.
- XLV. Quomodo Arnulphus deponi debeat.
- XLVI. Exemplum de Potamio archiepiscopo deposito.
- XLVII. De Egidio et Ebone depositis.
- XLVIII. De iudicio non innovando.
- XLIX. Sequenti diei synodus.
- L. Ingressus regum in synodum.
- LI. Arnulphus episcopus, preteriti diei acta breviter recapitulat.
- LII. Arnulphus episcopus Arnulphi confessionem subornat contra comitem Brochardum.
- LIII. Arnulphus a regibus veniam petit, et accipit, modumque abiectionis agnoscit.
- LIV. Libellus abiectionis Arnulphi.
- LV. Adalgeri presbyteri reclamatio, et depositio.

INCIPIT SYNODUS REMENSIS.

Ann. 991.

I. Anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi dcccxcv, indictione quarta, anno v^o regni domini Hugonis Augusti, et excellentissimi regis Roberti, congregata est synodus in remensi territorio. Actum est autem magna industria principum, ut quia omnes Galliarum episcopi eo convenire non poterant propter quasdam regni necessitudines, ii maxime convenirent qui comprovinciales essent; deinde ex vicinis provinciis fama et dignitate honestiores, et qui legatione suarum provinciarum digni viderentur, suorumque fratrum absentiam sua presentia sustinere possent.

Igitur xv kalend. Jul. collecti sunt in basilica domni Basili confessoris, Remorum quidem diocesanei: Guido suessonicæ urbis episcopus, Adalbero laudunensis, Hervens belvacensis, Gotesmangus ambianensis, Rathodus noviomensis, Odo silyanectensis: ex provincia Bituricensium, quæ Aquitanorum esse putatur, Daibertus archiepiscopus: ex provincia Lugdunensium prima, Gualterus episcopus angustidunensis, Bruno lingonensis, Milo matisconensis: ex provincia Senonensium, quæ est prima Sequanorum metropolis, remensisque provincie contigua, Siguinus archiepiscopus, Arnulfus aureliagensis, Herbertus autisiodorensis. Præterea diversarum urbium abbates quam plurimi aderant, qui post solitariam episcoporum disputationem, residere jussi sunt: habitaque ratione totius summæ synodi, dignitas prelatum ac potestas quasi judiciaria, stetit penes archiepiscopum Siguinum, quem et ætas et vita meritum ac scientia commendabat. Arnulfus autem venerabilis episcopus, ordinis custos, ac omnium generatorum interpres declaratus est, eo quod inter omnes Galliarum episcopos sapientia et eloquentia clarior haberetur. Hunc post expositionem allegationem eorum sacerdotum qui minime adesse poterant, post totius cleri ingressum, quibusdam sententiis pertractatis, hoc modo prælocutum accepimus:

II. Ita quidem est ut dicitis, reverendissimi patres: nullus tumultus, nullus accusator improbus, nullus iudex iniquus, hoc sanctum concilium agitare debet. Servetur unicuique personæ sulus locus, debita re-

Ann. 991. verentia : nullusque aut se aut alium præjudicio gravari putet, cum sit libera facultas et proponendi, et sciscitandi, et respondendi. Consultationes autem sive deliberationes, sic in medio locentur, ut nemo causetur imponi sibi quod nolit, aut eripi quod velit. Scie quem me priorem dicere voluistis, dicam quod sentio in præsentia vestra, et cleri nuper admissi, idque paulo altius repetam, ut res bene digesta melius innotescat. Ego quippe cum inter varios tumultus bellorum pro pace ecclesie, cui auctore Deo deservio, totis viribus elaborarem : novi nunc fama, inauditi sceleris rumore, sic subito turbatus sum, ut etiam in vilibus rebus lingua habuisset, intellectus hebesceret. Ferebatur quippe illa nobilis urbs Remorum, dolo proditoris hostibus patuisse, prædæ ac direptioni cessisse, sancta sanctorum armata militum acie polluta fuisse. Horum omnium malorum incensor, auctor, quod sine magno dolore animi referre nequeo, is qui tutari debuerat, Arnulfus episcopus nunciabatur. Sacerdotalis dignitas hujus causa impetebatur : vixne erat qui nostro ordini non insultaret. Nunc quia religionis amore, et studio serenissimi regis nostri domni Hugonis congregati sumus, querendum est, quomodo tanta infamia carere possimus, et si frater et coepiscopus noster Arnulfus, illata crimina diluere queat, vel crimen regie majestatis propulsare. Scitis enim, omnes nos insimulari probo infidelitatis et perfidiæ, causa quina. Si, inquit, justis episcopi utuntur legibus, fidelissimique suis regibus sunt, cur hominem impurissimum suis legibus non puniunt? Nimirum aliorum flagitia ideo moliantur celare, ut impune liceat eis peccare. Absit hoc ab vestro sanctissimo cœtu, absit ut contra divinas et humanas leges quæquam moliantur defendere vel dammare. Dicant tantum qui noverunt seriem gestorum : itque suos exponant casus, qui graves, ut ipsi asserunt, injurias pertulerunt. Tum, si qua contradictio fuerit oborta, discussis partibus ex autoritate canonum iudicium promulgetur.

III. *Tum Sigurnus* : Non patiar, inquit, discussionem fieri ejus qui dicitur esse majestatis obnoxius, nisi forte convicto supplicii indulgentia promittatur. *Simulque trigesimum primum caput toletani concilii prolatum est ex eadem re.*

« Sepe principes contra quoslibet majestatis obnoxios, sacerdotibus negotia sua committunt : et quia sacerdotes a Christo ad ministerium

« salutis electi sunt, ibi consentiant regibus fieri iudices, ubi iurejurando supplicij indulgentia promittetur, non ubi discriminis sententia preparatur. Si quis etiam sacerdotum contra hoc commune consultum, discussor in alienis periculis extiterit, sit reus effusi sanguinis ad Christum : et apud Ecclesiam perdat proprium gradum. »

IV. Gravissimum vero est, ait *Daibertus*, ideo te iudicem præbere in alienis negotiis, ut cum reum convineas, tu concideas : cum dijudicas, tu damnatus abeas. Si hoc, inquit *Haryeus episcopus*, periculosum est, videte ne sit periculosius iudicia ecclesiastica deinceps a secularibus non expectari. Consequens enim est, ad forensia jura nos pertrahî, si divinis legibus in aliquo videbimur obniti. At quomodo sine iudicio relinquetur, quod commissum esse constiterit? Vel cur contra principem nostrum causabimur, si quod attingere non audebimus, judiciaria potestate conceditur?

V. *Bryno episcopus dixit* : Nullum certe vestrum acie turbat tanti discriminis examen, ac me : ego quippe solus ob hunc infelicissimum per ora omnium volito. Ego cum in has miseras præcipitasse videor, qui contra omnium bonorum vota, memetipsum in pignus obsidis dedî, pro spe conservandæ fidei; tanti erant apud me regis Lotharii merita! tantumque me carnis affinitas, permovebat! Et cum scirem hunc ludunensis urbis pervasorem, totiusque tyrannicæ factionis fuisse principem, sub obtentu tamen hujus honoris, ad meliorem statum vite attrahere nisus sum; ut qui discordiarum et bellorum incensor extiterat, pacis et charitatis ipse jaceret fundamenta. Attendite pacis principia : attendite hominem mala pro bonis reddentem. Homines mihi percharos, et ad usum vite multum necessarios : id est, unicuique fratrem meum, comitem Gislebertum, neminemque consobrinum comitem Guidonem, cum cæteris quorum amicitia gloriabar, sua simulata captivitate veræ captivitati contradidit : me pacis sponsorem in mortis discrimine, dereliquit : et o impudens audacia hominis! qui mei, imo sui et totius Ecclesiæ homicida, adhuc improba fronte negat, quod negari non potest. Certe ex his quæ confitetur, eliciamus ea quæ propalare grubescit. Certe in præsentia regum, in præsentia episcoporum, autè ora cleri et populi, sacramento volens obligatus est, se principibus suis adiumento futurum consilio et auxilio, secundum suum cœre

Ann. 901. et posse, contra Carolum : itemque inimicis dominorum suorum, nec consilium nec auxilium se laturum scienter ad eorum infidelitatem : neque pro præterito aut futuro sacramento, se præsens retinendum. Agnoscit enim Carolus, qui regnum pervadere nitabatur? Annon inimici Rotgerius et Marnses, qui clerum et populum ejus in ecclesia ipsius, armata militum manu ceperant? Non ipsæ consecrationes et primos amicorum esse fecerat : hos eorum bonis ditaverat, qui se elegissent, qui sibi principatum contulerant, quibus sine perjurio auferre nihil poterat, quos necessario jurare debebat, nisi in se peccarent. At quid peccaverunt? Fidemque promissam servare, quid sibi persuadere nisi sunt? Ignoscite, fratres, si dolor nimius de gravitate sacerdotali aliquid derogavit : et si quæstionem finire non sinit, quam vestra intelligentia ex precedentibus ad plenum comprehendit.

VI. *Hic Godesmannus ambianensis ecclesie episcopus subintulit* : Multa venerabilia pater Bruno prosecutus est, quæ quanto magis fidem dubis faciunt, tanto magis reum majestatis arguunt, ac sacerdotio indignum reituant. Sed quia paulo ante de periculosa discussione sermo habitus est, velim nunc, quid pater Bruno inde sentiat. Non est enim æquum nos fieri auctores effundendi sanguinis, qui debemus esse auctores salutis. *Et ille* : Sentio, inquit, reverendi patres, et hoc vos intelligere quod dicitis, et alterum pudori esse quod tacitis. Nam movent vos divine leges : movet etiam homo affinitate carnis mihi conjunctissimus, utpote avunculi mei regis Lotharii filius. Habeo et respondendo charitati vestre multiplices grates. Sed absit hoc a me, ut agnori Christi, morem sanguinis præferam, aut ut meo sanguine (quantum in me est) Ecclesie Dei polluiatur. Ergo agite : discussionem simul et judicium aggrediamur, nec amplius effusionem perhorrescite, cum apud benevolentium principum iuste petita obtinere non difficile sit. Cum hoc maxime sit perijurandum, ne dum forte uni personæ parcere volumus, sicut frater et coepiscopus noster Herveus paulo ante retulit, et eam, et omnem ecclesiasticum ordinem sub periculo sanguinis relinquamus. Iamque a presbyter, qui urbis portas aperuit, introductatur, si placeat, etque gestorum ordinem ponat. *Ab universis dictum est*, Placeat.

VII. Quoniam, inquit Ratbodus, novi mensis ecclesie episcopus, a multis nostrorum fratrum audio dici, libellum fidelitatis sub specie

chirographi editum ab Arnulpho, ad damnationem ejus posse sufficere: quoniamque Lothariensium quoddam contra hanc scripturam litra est disputare. Interim de hac re judicium tantorum patrum experiri velim, quidque de eo sentiendum sit, agnoscere. *Synodus dixit: Proferatur in medium. Prolati sunt itaque libelli chirographi ad hunc modum.*

Ann. 991.

VIII. « Ego Aemulus, gratia Dei praeveniente, Remorum archiepiscopus, promitto regibus Francorum Hugoni et Rotherto, me fidem parisiensium servaturum, consilium et auxilium, secundum meum scire et posse, in omnibus negotiis prebiturum: inimicos eorum nec consilio nec auxilio ad eorum infidelitatem scienter adjuturum. Hoc in conspectu divinae majestatis et beatorum spirituum, et totius Ecclesiae assistens praedicto, pro bene servatis futuris praemia aeternae benedictionis. Si vero quod nolo, et quod abest, ab his deviatero, quam benedictio mea convertatur in maledictionem; et fiant dies mei pauci, et episcopatum meum accipiat alter; recedant a me omnes mei, sintque perpetuo inimici. Hunc ergo chirographum a me edito, in testimonium benedictionis vel maledictionis meae subscribo, fratresque et filios meos ut subscribant rogo. Ego Arnulfus archiepiscopus subscripsi. »

Ann. 992.

IX. *Quo perlecto Arnulfus aurelianensis ecclesiae venerabilis episcopus suffraganeus. Habet, inquit, haec scriptura maximam vim reprehensionis: habet etiam subtiles defensionis vices, habita ratione personarum. Nam ejus author Arnulfus detestabilis est, eo quod ob immensum ambitum affectati honoris, inauditus saeculo prius monumentum sui detestabile reliquit. Qui vero commentati sunt, rem utilem ac necessariam facere visi sunt, ut si aliquando fidem promissam pernegare vellet, scriptura contra se testis existeret: et si deviaret ipse, contra suam professionem et subscriptionem veniens, honore se periret. Ea ne forte peccans hominis summi pontificis dignitas defenderetur, ipse summus pontifex sententiam sive damnationis in se dixisse visus est. Sed quia presbyter adest, finem dicendi faciat, ut ipsi locus pateat. Interim tamen dum presbytero standi locus eligitur, significabat sibi assidentibus, quendam episcopum ex haeresi ad fidem catholicam conversum, beato Gregorio similem libellum perperisse: sed hoc interesse, quod hic Arnulfus malorum causarum rationibus*

Ann. 991.

Ann. 991. *permotus sit, id est, perfidia et cupiditate; ille autem optimarum
id est, fide catholica et amore habendi Deum. [Erat vero ibi ita
scriptum inter cetera:*

Xa. « Et ideo, postquam comperto divisionis liquet, quo tenebar,
« diutina mecum deliberatione pertractans, prona et spontanea volun-
« tate ad unitatem sedis apostolicæ divina grata duce reversus sum:
« ne, non pura mente sed simulate, reversus existimer, spondeo sub
« ordinis mei casu, et anathematis obligatione, atque promitto tibi,
« et per te S. Petro apostolorum principi, atque episcopo vicario beatissimo
« Gregorio, vel successoribus ipsius, me nunquam quorumlibet sus-
« tionibus vel quocunque alio modo ad schisma, de quo Redemptoris
« nostri misericordia liberante ereptus sum, reversurum: sed semper
« me in unitate sanctæ Ecclesiæ catholicæ, et communionis romanæ
« pontificis per omnia permanere. Unde juratus dico per Deum omni-
« potentem, et hæc sancta quatuor Evangelia, quæ in meis manibus
« teneo, et salutem gentiumque Mauricii atque Theodosii dominorum
« nostrorum R. P. gubernatores, me in unitate (sicut dixi) Ecclesiæ,
« ad quam Deo propitio sum reversus, et communionis romanæ ponti-
« ficis, semper, et sine dubio permanere. Quod si (quod absit) aliqua
« excusatione vel argumento ab hac me unitate divisero, perjurii
« reatum incurrens, æternæ poenæ obligatus inveniar, et cum auctore
« schismatis hæcæm in futuro seculo portionem. »]

XI. *idalgus.* Scio me, *inquit*, non magnam habiturum expecta-
tionem in dicendo, reverendissimi patres, cum omnia quæ pro defen-
sione fratris dicturus sum, contra me fortasse videantur. Hoc enim et
in initio intellexi, cum Dudo Caroli miles, ut hujus prædicationis
auctor existerem, machinatus est; cui cum responderem, cur ex tanta
mala hominum ego clericus et sacerdos potissimum eligeretur, ut se-
niores et episcopum meum traderem ob cusum Caroli, ad quæ
vibula attinebam? Primum, concordiam et fraternitatem hominum me scire
dicebat: meum autem ingenium, prudentiam, animi magnitudinem,
miris laudibus extollebat: deique ipsum meum seniores hoc ita
velle, siquæ ita præcepisset. Cui cum fidem quæ spondidissen, non
tamen satis tutum fore hoc mecum reputabam, nisi ex ipsius senioris
ore non bene creditum, per me ipsum sine interprete recognosce-

rem. Ejus amor, ejus imperium, me in has præcipitavit miseria. Querebam tamen ex eo, cujusnam fretus auxilio imperata perficerem, et si sibi pertimescendum foret. Qui cum Karolum sibi patruum esse dixisset, Mainmassen quoque et Rotgerium sacramenta quæ voluerit præstitisse : avunculum suum Rotbertum, Karoli servum, comitem fidissimum fore designavit, cum aliis quibusdam. Et ut hoc factum sub specie honesti tegetetur, manus et sacramenta simul Karolo præbui. Sed jussu ipsius, claves urbis accepi; sed a manu ipsius portas aperui, sed illius præcepto. Hæc si quisquam vestrum aliter esse putat, meque indignum cui credatur; credat igni, feryenti aquæ, caudenti ferro. Faciant fidei tormenta, quibus non sufficiunt mea verba. Ipsi hostes mei, quibus nuper invisus esse cœpi, testimonio erunt, cum suo me beneficio vivere comprobabunt: quando vestrum anathema perhorrescens, eorum tunc miseratione, gladius Richardi fratris episcopi vix evasi, hanc meam confessionem expavescentis.

Ann. 891.

XII. *Ad hæc Odo episcopus Silvanectensis.* Bene amice, inquit, anathema in memoriam redit. Pater enim Arnulfus hunc nostrum Arnulfum in chirographo se damnasse dicit. Nos autem quoddam scriptum ab eo in tempore ipso accepimus, per manus Guidonis venerabilis episcopi, in quo et confessio sui facti, et damnatio ipsius contineri videbatur; quod in præsentem jubeat recitare saucitas vestra. *Synodus dixit:* Recitetur. *Recitatum itaque est in hunc modum:*

Arnulfus gratia Dei archiepiscopus, commonitorium prædonibus Remorum. Quid tibi vis prædonum remensium scelerata manus? Nihilne te movent pupilli et viduæ lachrymæ, nec advocatus eorum? Velis, nolis, dominus tuus, ipse testis et iudex, et gravis ultor, cujus iudicium non effugies. Vide quid ante oculos ipsius egeris. Sanctam pudicitiam virginum non erubuisti; matronas etiam barbaris verendas, nudas reliquisti; orphanum et pupillum non respexisti. Parvum tibi hoc. Accessisti ad templum matris Dei, cunctis mortalibus reverendum; ejus atrium perfregisti, polluisti, violasti. Quod oculi ibi viderunt, concupivisti; quod manus attrectare potuerunt, rapuisti. Et nos quidem, contra divinum ac humanum jus misericordia abutentes, quod cibi et potus abstulisti, non indulgemus; sed propter impia tempora non exigimus. Exigimus autem reliqua omnia, quæ pollutis manibus

Ann. 893.

Ann. 969. pervasisti, ac retines. Redde ergo, aut sententiam damnationis in pervasores rerum ecclesiasticarum, a sacris canonibus promulgatam, eam in te latam, multotiesque ferendam, excipe.

Anathema in prædones.

Auctoritate omnipotentis Dei Patris et Filii et Spiritus Sancti interveniente, et adjuvante beata Maria semper virgine, auctoritate quoque ac potestate apostolis tradita, nobisque relicta, excommunicamus, anathematizamus, maledicimus, damnamus, et a liminibus sanctæ matris Ecclesiæ separamus, vos remensium prædonum auctores, factores, cooperatores, fautores, et a propriis dominis rerum suarum sub nomine emptionis abalienatores. Obtenebrescant oculi vestri, qui concupiverunt; arescant manus, quæ rapuerunt; debilitentur omnia membra, quæ adjuverunt. Semper laboretis, nec requiem inveniat, fructuque laboris vestri privemini. Formidetis et paveatis a facie persequentis, et non persequentis hostis, ut tabescendo deficiatis. Sit portio vestra cum Juda traditore Domini, in terra mortis et tenebrarum; donec corda vestra ad plenam satisfactionem convertantur. Hic autem sit modus plenæ satisfactionis, ut omnia injuste ablata, præter cibum et potum, propriis dominis ex integro restituant, coramque remensi ecclesia pœnitendo humiliemini, qui sanctam remensem ecclesiam revcriti non estis. Ne cessent a vobis hæc maledictiones, scelorum vestrorum persecutrices, quandiu permanebitis in peccato pervasionis. Amen; fiat, fiat.

Ann. 991

„ XIII. Quo perfectio, Gualterius angustidunensis ecclesiæ episcopus : Quidnam, inquit, hoc portentum est? Satisne sanæ mentis est hic episcopus, qui pro jactura vilissimæ suppellectilis reos damnat, super sui autem et cleri et populi captivitate tacet? Pro pauperum tugariis, forte magis carie quam vi ruentibus, anathematizat; et pro templo Dei per orbem terrarum famosissimo nihil dicit? Nempe, omnis terrena creatura, homine vilior est : et omne manufactum ædificium, templo Dei vilius. Sed forte quia Apostolus dicit : « Si esurierit inimicus tuus, ciba illum : si sitit, potum da illi ; » tanquam pietate usus, prædonibus cibum et potum indulget : attamen ab auro et argento deterret. Quid hoc ad pauperes Christi? Certe si aurum et argentum non

perdiderunt, quia non habuerunt; sed cibum et potum, quem ad usum vitam non sine magno labore conquisiverunt. Ecce, audistis fratres, argumentum perditii hominis, pauperum necitoris, prædonum nutritoris. Intellexistis quia ad hoc voluit capi, ut sua simulata captivitas veram nobilium efficeret captivitatem. Ideo sacrilegos a communione non arceat, quia se auctorem sacrilegii esse cognoscit. Nec sic tamen evadit; dum auctores, inventores, factores, cooperatores, fautoresque simul permiscet. Ipse enim auctor, cujus consilio et imperio proditio facta est. Ipse factor et cooperator, ut per quendam sapientem dicitur: « Comites illi tui, manus erant tuæ. » Ipse fautor, qui usque in præsens tacendo consensit; et, ut fama est, magnis insuper beneficiis cumulavit. Tendit materia hæc in immensum: sed contrahio sermonem quia possum brevitate, ne videar quasi criminales dictare.

XIV. *Guido episcopus*: Si in propriis conscriptionibus, ubi cavere sibi potuit Arnulfus, ita læsus est: quomodo in proxima synodo Sylvanectis habita, damnatus non est? Conveneramus quippe in unum nos omnes, qui hic adsumus Remorum diocesanei, conquestum sanctam remensem ecclesiam nostrarum omnium matrem desolatam iri. Metropolitanus noster cum clero et populo teneri ab hostibus prædicabatur. Rumor tamen ab eo factæ proditionis frequens erat. Itaque nostrorum comprovincialium communi consulto statuimus anathema in reos, quod nullus aliquo modo se occultans subterfugere posset. Ejus exemplar, si placet, proferatur. *Prolatumque est in hunc modum.*

Oratio invectiva episcoporum remensis dioceseos, vice decreti habita Sylvanectis.

Ann. 990.

Quosque se extendet effrenata licentia vestra, alterius proditoris Jude satellites? Ad quem finem scelerum progrediatur incerta audacia vestri ducis? ducis dicimus Adalgeri presbyteri, qui nomen sacerdotalis dignitatis suo nomine polluit? Te igitur interpellamus, funeste presbyter. Quid tibi visum est, post illa cruenta arma, quibus te Lauduni exercuisti, ut iterum vilis apostata factus, Arnulfum Remorum archiepiscopum traderes; cum ante velut fidissimus custos cubares, conviva assiduus esses, consilia disponeres, sacrosancta administrares? Num rigorem ecclesiasticæ severitatis, vel judicium om-

nipotentis Dei effugere te putasti? Urbis portas aperuisti, hostes introduxisti; venerabile templum matris Dei, atque ipsis barbaris reverendum, velut hostium castra oppugnasti. Num etiam vos, prædonum maxima portio, quæ Ecclesie ingentibus beneficiis eratis obligati; qui dicitis: « Hæreditate possideamus sanctuarium Dei; » qui signa militaria, loricati et galeati, cum scutis et lanceis ante aram beate Dei genitricis intulistis: qui pollutis manibus pastorem cum clero et populo intra sancta sanctorum comprehendistis, custodiar distribuitis, carceri mancipastis, et adhuc retinetis: num, inquam, vos divina jura effugietis? Vos quoque, quorum dolo et fraude, consilio et auxilio tantum scelus factum est, cum his, qui principes tanti facinoris fuerunt, consociandi estis, ut poenam peccati simul feratis, qui causa peccati simul conspirastis, bonaque civium remensium, prædones impiissimi, velut sub hasta distraxistis. Nec etiam vos abesse debetis, qui in Adalberonem landunensem episcopum non minus levia perfecistis. Et, ut pullulantem hæresin rescindamus, quæ dictitatur omnia licere Karolo, etiam in sacris locis; remensem simul ac landunensem ecclesiam, utramque sacrilegio, quamvis dissimili, pollutam, a sacris removemus officiis, donec legitime reconcilietur utraque. Et ne quis nos talibus monstris hominum favere, talibus negotiis assensum præbituros putet; sed pro fide qua vivimus, omnibus expositos periculis, sententiam nostram ita confirmamus, stabilimus, corroboramus.

Anathema in reos.

Auctoritate omnipotentis Dei Patris et Filii et Spiritus Sancti interveniente, et adjuvante beata Maria semper virgine, cum omnibus sanctis; auctoritate quoque ac potestate apostolis tradita, nobisque relicta, excommunicamus, anathematizamus, damnamus, et a liminibus sanctæ matris Ecclesie separamus, Adalgerum presbyterum, diaboli membrum, episcopi, cleri, et totius populi remensis traditorem; eos quoque qui hujus traditionis extiterunt inventores, auctores, factores, cooperatores, fautores, civiumque depopulatores, et a propriis dominis rerum suarum sub nomine emptionis abalienatores. His adjungimus landunensis episcopi pervasores, ac ipsius episcopi gravissimos tortores. Fiat illis, sicut Scriptura dicit: « Qui dixerunt, hæreditate

« possideamus sanctuarium Dei, Deus meus, pone illos ut rotam, et
 « sicut stipulam ante faciem venti. Sicut ignis qui comburit sylvam, et
 « sicut flamma comburens montes; ita persequeris eos in tempestate
 « tua, et in ira tua turbabis eos. Imple facies eorum ignominia, et
 « quaerent nomen tuum, Domine. Erubescant et conturbentur in se-
 « culum seculi, et confundantur et pereant; et cognoscant, quia
 « nomen tibi Dominus, tu solus altissimus in omni terra. » Et quia
 pupillum et viduam non miserati sunt, neque templa Dei reveriti,
 dominiumque ecclesiarum sibi usurpaverunt, fiant filii eorum orphani,
 et uxores viduae. Scrutetur generator omnem substantiam eorum, et
 diripiant alieni labores illorum. Nutantes transferantur filii eorum, et
 mendicent; ejiciantur de habitationibus suis. Fiaut dies eorum pauci,
 et principatum eorum accipiat alius. Et duplici contritione contere eos,
 Domine Deus noster; nisi respiciant, et Ecclesiae catholicae fructuosa
 poenitentia satisfaciant. Amen. fiat, fiat.

Ann. 960

XV. *Siguinus archiepiscopus* : Pervent hoc scriptum ad notitiam
 Arnulphi? *Dictum est, perverisse. Subjunxit* : Suspendit se post ab
 eorum communione, quos justissime damnatos accepit? Imo, *inquit*,
 eos omni fidelium communione dignos habuit. Ego, *inquit*, non satis
 admirari queo super ejus audacia. Primum ipse praedones suos a com-
 munionem removet, eisque modum damnationis praescipit, ut omnia
 injuste ablata restituerent, coramque remensi ecclesia humiliaren-
 tur, qui sanctam remensem ecclesiam reveriti non essent : et sicut
 paulo antea a quibusdam fratribus mihi relatum est, restitutio amis-
 sarum rerum, aut vix ulla facta est, aut nulla; poenitentia autem a
 nullo publice suscepta ob facinus publice admissum. Occulte autem
 qui potnit, cum scriptum sit : « Qui publice peccat, publice poeni-
 « teat? » Vel, quomodo pro vili suppellectile reos damnavit, sicut
 frater et coepiscopus noster Gualterius paulo ante retulit; pro violata
 ecclesia a communione nullum removet? An vile putavit esse crimen,
 quod divinae leges per se totum ulcisci posse non putant, nisi ad hu-
 mana jura transfundant? Sic enim scriptum est in toletano concilio,
 capite decimo : « Nullo teneantur exveitu necessitudinis, qui dominici
 « se defendendos commiserunt claustris. Si quis autem hoc decretum
 « violare detinuerit, et ecclesiasticae excommunicationi subiaceat,

Ann. 991.

Ann. 991.

« et severitatis regie feriatur sententia. » Ecce hic plane dicitur, quod ab episcopis excommunicandi sint hi sacrilegi, et a rege digna pro meritis pena animadvertendi. Sed quis ipsos absolvere potest, nisi penitentes et digna satisfactione veniam postulantes? At hi quando satisfecerunt, ut absolvi possent, cum neminem revera captum abire liberum siverint? Sed esto, Arnulfus eos absolverit : cur ergo clericus ejus, Raineri vice-domini filius, retentus est? Si per vim factum est, et Arnulfo invito, in crimine sacrilegii permanentes, etiam ab idouero episcopo absolvi non potuerunt : si autem eo consentiente, obligationem pro absolutione ab obligato acceperunt. Item, esto, Arnulfus eos absolverit : quomodo id sine suorum clericorum presentia potuit? At eos non interfuisse constat, dum absolverentur : interfuerunt autem, dum obligarentur ; irrita igitur habenda est, quæ solennis debuit esse, si in abditis absolutio facta est. Scriptum quippe est in concilio carthaginiensi, cap. 23 : « Ut episcopus nullius causam audiat absque presentia clericorum suorum : alioquin irrita erit sententia episcopi, nisi presentia clericorum confirmetur. » Et quis scriptum est : « Impius cum in profundum peccatorum venerit, contemnit ; » tantorum scelerum ipse tibi conscius, sacrosancta tractare non erubuit in ecclesia, quam fratres et coepiscopi nostri Remorum diocesanos nostro consulta a communione suspenderant justissimis de causis. Quapropter, si placet, capitula canonum super his perquirantur, ut nemo causetur hunc nostro, vel sanctorum patrum damnatum esse iudicio. *Synodus dixit : Placet, perquirantur. [Prolata sunt itaque in medium hæc sententia.*

XVI. De damnatis, et ministrare tentantibus.

Ex concilio antiocheno, cap. 4. « Si quis episcopus damnatus a synodo, presbyter aut diaconus a suo episcopo, nisi fuerint aliquid de ministerio sacro contingere, sive episcopus, juxta præcedentem consuetudinem, sive presbyter aut diaconus ; nullo modo liceat ei, nec in alia synodo restitutionis spem, aut locum habere satisfactionis : sed et communicantes ei omnes abjici de Ecclesia, et maxime si posteaquam didicerint adversum memoratos prolatum fuisse sententiam, eisdem communicare tentaverint. Item, si quis excommunicatus ; ante audientiam communicare præsumperit, ipse in se damnationem protulit. »

Ex concilio Carthaginis, cap. 29. « Item placuit universo concilio, Ann. 991.
 « ut qui excommunicatus fuerit pro suo neglectu, sive episcopus, sive
 « quilibet clericus, et tempore excommunicationis suæ, ante audien-
 « tiam communionem præsumperit, ipse in se damnationis judicetur
 « protulisse sententiam. »

Item ex concilio Carthaginis, cap. 13. « Ut episcopus, qui contra
 « suam professionem in concilio habitam venerit, deponatur. Si quis
 « contra professionem vel subscriptionem suam venerit in aliqua,
 « ipse se honore privabit. »]

XVII. *Arnulphus episcopus dixit* : Quamvis hæc ita se habeant,
 reverendissimi patres, certumque sit hunc Arnulphum omnium patrum
 concordibus damnari sententiis ; tamen ne in invidiam adducamur,
 admoneantur si qui sunt studiosi ejus defensionis, habeantque locum
 contradicendi, suumque Arnulphum quomodolibet defensandi. Sitque
 hoc nostrum edictum sub disciplina ecclésiastica, ita ut nullus deinceps
 excusandi pateat locus. Excuset nunc, qui enim justas putat habere
 causas. Hic clerus ipsius adest ; hic abbates scientia et eloquentia non
 ignobiles : erigant jacentem , attollant humiliatum ; et si injuste dejec-
 tum existimant, quia justitia reformari debeat, edoceant. Non enim in
 ruina fratris et consacerdotis nostri letari nobis fas est ; nec quisquam
 in injuriam sui ducet, si ea quæ contra Arnulphum dicta vel facta sunt,
 veracibus cognoverit refelli assertionibus.

XVIII. *Siguinus archiepiscopus dixit* : Sicut frater et coepiscopus
 noster venerabilis Arnulphus peroravit, auctoritate Dei Patris omnipo-
 tentis, et Filii, et Spiritus sancti, adjuvante beata Maria semper virgine,
 cum omnibus sanctis, auctoritate quoque hujus sacri conventus præ-
 cipimus, ut nemo in hac synodo silentio tegat, quæ pro defensione
 Arnulphi putaverit esse idonea ; vel si ea, quæ circa ipsum facta sunt,
 reprehensione digna existimat. Nec deinceps alicui licentia pateat
 refutandi aut remordendi quod hoc sacrosanctum concilium decreverit,
 qui se nunc defensioni subduxerit ; cum utique et ex tanto tempore
 excurrere potuerit, et nunc ei omnis copia dicendi adsit. Sed nec
 occasione insidiarum sibi quisquam blandiatur, cum sciamus principes
 nostros, omnibus licentiam absque injuria veniendi, et causas proprias
 exponendi, quæ vellent, concessisse. Sit accusatoribus sive obtrecta-

Ann. 99^e

toribus, tam presentibus quam futuris, vel contra Arnulphum, vel contra nos testis conscientia præsens, qua in extremo examine quisque dijudicandus est : sit vobis judicantibus, præsens forma Christi in ultimo judicio judicantis : habeant defensores exemplar misericordiae, qua misericordibus miserendum est.

XIX. *Hic cum ab universis patribus pronuntiatum esset : Placet, placet hoc edictum patris Siguini; stupor se quamplurimis infudit, qui pertinaci episcoporum sententia Arnulphum damnandum fore putabant; quosdam autem spes defendendi in magnam animi alacritatem perduxit. Et suæ quidem ecclesiae filii accusare notebant, pudore permoti : defendere autem minime præsumebant, conscientia simul et anathemate devincti. Sed aderant acerrimi defensores, scientia et eloquentia insignes, Johannes scholasticus autistodorensis, Romulus abbas senonensis, Abbo rector cenobii floriacensis, ignorantia præteritorum gestorum pressi, et anathemate ad dicendum provocati.*

Fucto itaque silentio, diversarum partium multiplicia librorum volumina subito apparuerunt. Multa denique in medium prolata, multum inter considentes collata, ingens spectaculum præbuerunt : [in primisque Stephani archiepiscopi, et trium conciliorum epistola ad Damasum perfecta est : itemque Damasi responsio continuata in hunc modum .

XX. Quod episcoporum et summorum negotiorum ecclesiasticorum causæ semper ad sedem apostolicam sunt referendæ.

« Domino beatissimo et apostolico culmine sublimato, sancto patri
« patrum Damaso papæ, et summo omnium presulum pontifici,
« Stephanus archiepiscopus concilii Mauritanie, et universi episcopi
« de tribus conciliis Africanæ provincie.

« Notum vestræ facimus beatitudini, quod quidam fratres in confusio
« nobis positi, quosdam fratres nostros, venerabiles videlicet episco-

Il est inutile de dire que les lettres suivantes sont supposées. Jamais les évêques d'Afrique n'eussent écrit ce qu'un faussaire leur fait dire ici. Il existe d'ailleurs, dans le texte des éditeurs allemands du concile de Saint-Basile, quelques leçons différentes de

celles que donnent les collections de Décretales où ces lettres se trouvent insérées. Nous signalons les variantes lorsqu'elles ne proviennent pas de fautes faites par les copistes ou par les éditeurs.

« pos, vobis inconsultis, a proprio dejicere moluntur gradu; cum ves-
 « træ sedi, episcoporum judicia et summorum finem ecclesiasticorum
 « negotiorum, in honore beatissimi Petri, patrum decreta omnium,
 « cunctam reservaverè sententiam; inquirendi reverentia de Dei rebus,
 « quas omni cura et solitudine observare debemus. Maxime verò
 « [juste] debent ab ipso præsulum examinari vertice apostolico, ejus
 « vetusta solitudo est, tam mala dammare, quam revelare laudanda.
 « Antiquis enim regulis censitum est, ut quidquid horum quamvis in
 « remotis, vel in longinquo positis ageretur provinciis, non prius
 « tractandum vel accipiendum sit, nisi ad notitiam alius sedis vestræ
 « fuisset deductum; ut ejus auctoritate, juxta quod fuisset pronun-
 « ciatum, firmaretur; et reliqua multotiens talia, et his similia, quæ
 « super his constituta sunt. Quibus, si illicite factum est, ut semper
 « vestræ sedi consuetudo fuit, festinanter occurite; et pro his viriliter,
 « ut pater pro filiis, certantes, state; sicut bene ad Jesum filium Syrach
 « dictum est : « Usque ad mortem certa pro veritate, et semper Do-
 « minus Deus tuus pugnabit pro te. » Accipere enim personam inipii,
 « non est bonum, ut declines a veritate judicii. Si minus illicita sunt
 « hæc, pateat nobis talis omnibus licentia, beatissime pater; aut si
 « liceat hos, vel aliquos etiam minorum graduum clericos, nisi cano-
 « nice tempore legitimo vocatos, aut sine legitimis accusatoribus, aut
 « absque veris et innocentibus testibus, vel nisi manifestè canonice
 « convictos, aut sponte confessos, vel a suis sedibus ejectos, aut suis
 « rebus exspoliatos, vocare ad synodum, vel damnare : quia legimus,
 « eos non posse canonice ad synodum, ante suam diu tenendam et
 « gubernandam, viribus scilicet pleniter resumptis, restitutionem vo-
 « cari, suisque omnibus sibi legaliter restitutis integerrime : et sic
 « imperari, ut veniant ad synodum, nisi sponte voluerint. »

XXI. Item epistola Damasi ad eundem Stephanum, et ad concilia
 Africae, quod episcoporum judicia et majores causæ non aliter quam
 auctoritate sedis apostolicæ sint terminandæ.

« Damasus servus servorum Dei, atque per gratiam ejus, episcopus
 « sanctæ catholicæ ecclesiæ urbis Romæ, Stephano archiepiscopo con-
 « ciliæ Mauritanie, et universis episcopis Africanæ provincie. Lectis
 « fraternitatis vestræ literis, primo gratias ago, quod tantorum fratrum

Ann. 991. « merui benedictione frui : deinde, quod circa fratres sollicitos vos reperi,
 « et cum eis crucem Domini deferre, qui ait : « Qui vult venire post me,
 « abneget semetipsum, et tollat crucem suam, et sequatur me : » et reli-
 « qua ad hunc modum pertinentia. Igitur, quoniam in presenti oppo-
 « tunc gestorum consultatione, apostolicis vestra beatitudo visceribus
 « commota, nos hortata est, tuitionem fratrum apostolica impendere
 « auctoritate, et eorum injuriis subvenire; dum constet, vos eadem cum
 « Apostolo compassibiliter dicere : « Quis infirmatur, et ego non in-
 « firmor? quis scandalizatur, et ego non uror? » satagentes, ne aliquis
 « de his, qui vobis crediti sunt, a sevis bestiis laceretur aut capiatur :
 « pro qua re oportet, juxta vestram prudentem commonitionem, magis
 « autem secundum Domini divini præceptionem, nos, qui supra
 « domum ejus, hoc est, universalem catholicam Ecclesiam, episcopale
 « suscepimus ministerium, sollicitè vigilare; ut ne quid de sacris ejus
 « muneribus, id est, apostolicis viris, apostolorumque successoribus
 « atque ministris, quisquam, nobis dormitantibus, valeat suppressi,
 « atque injuste, nobisque inconsultis, dampnari.

« Scitis, fratres charissimi, firmamentum a Deo fixum et immobile,
 « atque titulum lucidissimum suorum sacerdotum, id est, omnium
 « episcoporum, apostolicam sedem esse constitutam, et verticem eccle-
 « siarum. « Tu es enim, sicut divinum pronunciat veraciter verbum,
 « Petrus, et super firmamentum tuum Ecclesiam columine, qui episcopi
 « intelliguntur, confirmati sunt : tibi et claves regni celorum com-
 « missæ, atque ligare et solvere potestatem que in caelis sunt, et que
 « in terris, promulgavi. » Tu propheta tuorum hominum, et membro-
 « rum meorum, maximeque meorum discipulorum existis, ut princeps
 « et doctor orthodoxæ et immaculatæ fidei; ejus vice hodie, gratia
 « Dei, legatione pro Christo fungimur, et omnes hujus sanctæ sedis
 « presules ejus vicem gesserunt, gerunt, et gerent. Ideo omnia qua
 « innotuistis, non licet mandarem, nisi vos tam pleniter instructos
 « esse scirem, quod cuncta, super quibus consultis, illicita esse non
 « dubitetis.

« Disciternere namque episcopos, et summas ecclesiasticorum nego-

Les éditeurs allemands, *apostolici juris*.

« ciorum causas ¹, metropolitano, una cum omnibus suis comprovin-
 « cialibus, ita ut nemo ex iis desit, et omnes in singulorum concordent ^{Ann. 991.}
 « negotiis, licet : sed definire eorum atque ecclesiasticarum summas
 « querelas causarum, vel damnare episcopos, absque hujus sanctæ sedis
 « auctoritate, minime licet; quam omnes appellare, si necesse fuerit,
 « et ejus fulciri auxilio oportet. Nam, ut nostis, synodum sine ejus
 « auctoritate fieri, non est catholicum : nec episcopus, nisi in legi-
 « tima synodo, et suo tempore apostolica vocatione congregata, defi-
 « nite damnari potest : neque ulla unquam concilia rata leguntur, que
 « non sunt fulta apostolica auctoritate.

« Accusatores autem clericorum ² et testes, super quibus rogastis,
 « absque ulla infamia, aut suspicione, vel manifesta macula, et vere
 « fidei pleniter instructi esse debent, et tales, quales ad sacerdotium
 « eligere divina jubet auctoritas : quoniam sacerdotes, ut antiqua tradit
 « auctoritas, criminari non possunt, nec in eos testificari, qui ad
 « eundem non debent, nec possunt proveli honorem.

« Vocatio enim ad synodum, juxta decreta patrum, canonica ejus
 « qui impetitur, tam sua præsentia, quam et scriptis atque apocrysia-
 « riis, per spacium fieri debet congruum atque canonicum : quia nisi
 « canonicè vocatus fuerit suo tempore, et canonica ordinatione, licet
 « venerit ad conventum quacunque necessitate, nisi sponte voluerit,
 « nullatenus suis respondebit insidiatoribus : quoniam nec seculi leges
 « hoc permittunt fieri, quanto magis divinæ?

« De ejectis vero, atque suis rebus exspoliatis, nihil vobis verius
 « significare queo, quam quod sancti patres definierunt, et nostri præ-
 « decessores apostolica auctoritate roboraverunt. Ita enim hæc se ha-
 « bent : Episcopos ejectos, atque suis rebus exspoliatos, ecclesias pro-
 « prias primo recipere, et sua omnia eis legaliter reddi, sancti canones
 « decreverunt : et postea si quis eos accusare vellet, æquo periculo
 « facere sanciverunt; judices esse decernentes [episcoporum,] episco-
 « pos recte sapientes, et juste volentes ad tempus, diuque illis resumptis
 « viribus et suis potestative fruentibus rebus, amicisque et Dei servis
 « sapientibus consulentibus viris, in ecclesia convenientes, ubi testes

¹ Les éditeurs allemands, *summorum ecclesiasticorum causas negociorum.*

² Les collections de Décrétales, *Accusatores autem episcoporum.*

Ann. 901. « essent singulorum, qui oppressi videbantur : et reliqua ad hunc ordi-
 « nem pertinentia, quæ prolixitatem vitantes hic non inseruimus,
 « quia hæc sufficere credimus. Si quis autem his non est contentus,
 « legat ea, et satiabitur. Scimus enim, homines inermes non posse
 « cum armatis rite pugnare : sic nec illi, qui ejecti vel suis bonis sunt
 « expoliati, cum illis qui in suo stant statu, et suis fruuntur amicis
 « atque bonis, litigare rite possunt. Nec sæculi quoque leges hæc secu-
 « laribus fieri permittunt : sed prius ejectos vel oppressos aut expo-
 « liatos, cum suis omnibus restitui iubent, et postea suo tempore, sicut
 « lex eorum continet, ad placita venire præcipiunt, nec ulla carceris
 « custodia appellantem arceri permittunt. Docent enim ex parte, sicut
 « nostis, terrena, quæ sunt celestia.

« Accusatores vero et accusationes quas sæculi leges non adiscunt,
 « nullatenus sunt in horum admittendæ causis : quia omne quod irre-
 « prehensibile est, catholicæ defendit Ecclesia. Et hoc a maioribus
 « definitum esse propter pravorum hominum insidias, non dubitatur.
 « Debet enim Domini sacerdotes fratrum causas pie tractare, et vene-
 « rabiliter intendere, atque eorum judicia super sacrificia ordinare ;
 « ne proterve aut tyranica dominatione, ut de quibusdam refertur, sed
 « charitative pro Deo et fraterno amore cuncta peragere : « Et quod
 « sibi quis fieri, juxta dominicam vocem, non vult, aliis inferre non
 « presumat : et, in qua mensura mensi fueritis, remetietur vobis. »
 « Ea vero quæ apostolorum prædicatione et patrum institutione perce-
 « pimus, semper tenere debemus ; ne aliqua nova cadere, aut ad noxam
 « fratrum semper intendere videamur. « Sed alterutrum onera por-
 « temus, ut, juxta Apostolum, legem Domini adimplere valeamus. »

« Tempus enim congruum prævideri oportet, quando uniuscujusque
 « accusatæ personæ causa, rectissime in medium producat, quatenus
 « gravitatem ejus et consonantiam, quæ contra patrum decreta vel
 « synodi confessionem, prodi minime cognoscatur ; quam ordinabiliter
 « omnes intendant, ut ad eam in omnibus rationabiliter respondeant,
 « et juste se velle manifeste ostendant. Nullus autem introducatur per-
 « sonaliter ; sed accusatores et accusati æqua audiantur ratione, juxta
 « quod gestorum ordo exigit. Accusatores vero et judices non iidem
 « sint, sed per se accusatores, per se judices, per se testes, per se accu-

« sati, unusquisque in suo ordinabiliter ordine. Nam inscriptio primo Ann. 891.
 « semper fiat, ut talionem calumniator recipiat : quia ante inscriptio-
 « nem nemo debet judicari vel damnari, cum et seculi leges hæc eadem
 « retineant ; de quibus omnibus vera semper fiat æquitas, quatenus
 « accusationis et iudicii ac testimonii mercedem per veritatem gestorum
 « consequi valeant. Scriptum est enim : « Abominatio Domino labia
 « mendacia, et, testem fallacem, proferentem mendacia, et seminantem
 « iuter fratres scandala atque litigia detestatur ; » ipso monente atque
 « dicente : « Non facies calumniam proximo tuo, nec vi opprimes eum.
 « Non facies quod iniquum est, nec injuste judicabis. Non conside-
 « rabis personam pauperis, nec honores vultum potentis. Juste iudica
 « proximo tuo : et, quod tibi non vis fieri, alteri non facias ; » et re-
 « liqua. Et maxime præceptum habentes apostolicum, « attendere
 « nobis ipsis et gregi, in quo nos Spiritus Sanctus posuit episcopos,
 « regere Dei Ecclesiam, quam acquisivit per sanguinem suum pro-
 « prium, convenit » : et iterum : « Attendite lupos, attendite malos
 « operarios, qui perversa faciunt, et adversa loquuntur, ut detrahant
 « semper discipulos Domini, et infamare queant : quos corrigere, vos
 « et omnes Domini sacerdotes summo studio oportet : quia peius malum
 « non est, quam ut cives civibus invideant, et sacerdotes vel clerici,
 « sacerdotibus vel pontificibus insidiantur, » testante etiam veritatis
 « voce : « Qui vos tangit, tangit pupillam oculi mei : et qui scandali-
 « zaverit unum de pusillis istis, melius est illi ut suspendatur mola
 « asinaria in collo ejus, et demergatur in profundum maris. » Et item :
 « Beatus qui non fuerit scandalizatus in me. » Ille procul dubio scan-
 « dalizatus est in Deum, qui ejus scandalizat episcopum vel sacerdotem.
 « Et multa talia, quæ hic non inseruntur, ne nimis proluxa efficiatur
 « epistola. Monentes quoque instruere debetis memoratos vicinos ves-
 « tros, ut a talibus se subtrahant, et quæ illicite circa præfixos fratres
 « egerunt, cito corrigant. Et quos nobis inconsultis læserunt, nobis
 « inconsultis plena satisfactione sanent, et cito sibi eos reconcilient,
 « si noluerint apostolicæ sedis suscipere censuram. Nam si quid for-
 « tasse in eis aut contra eos emergerat, nostrum fuerat expectandum

* Ces deux derniers mots, nobis inconsultis, manquent dans les collections de Bèze et
 de Leyde.

Ano. 991. « examen, ut nostra (ut semper huic sedi fuit concessum privilegium)
 « ant condemnarentur auctoritate, aut fulcirentur auxilio. Neque enim
 « suo pro libitu nostra debuerant jura pervadere, absque apostolice
 « sedis dispositione mandante. A talibus deinceps omnes se absteineant
 « sacerdotes, qui noluerint ab apostolice petrae (super quam Christus,
 « ut prædictum est, universalem construxit Ecclesiam, cui episcopo-
 « rum summa judicia atque majores causæ, sicut paulo superius me-
 « moratum est, reservatæ sunt,) soliditate atque sacerdotali honore
 « secludi.

« Inducie enim accusatis in criminalibus episcopis, sex mensium vel
 « eo amplius, si necesse fuerit, concedendæ sunt : quoniam et laicis
 « hoc permissum nullus secularibus imbutus disciplinis ignorat : quanto
 « magis sacerdotibus, qui superiores esse eis non dubitantur? Habetur
 « quoque in decretis patrum sancitum, non fore canonicum, quem-
 « quam sacerdotem judicare vel damnare, aut equum accusatores cano-
 « nice examinatos, præsentés habeat, locumque defendendi accipiat :
 « id est, inducias ecclesiasticas ad ablucenda crimina, et cætera.

« Nec extra propriam fiat provinciam primo discussionis accusatio,
 « sine apostolica præceptione, cui in omnibus causis debet reverentia
 « custodiri, quoniam et antiqua docet hoc patrum regula, in qua et
 « imperialia pariter statuta concinunt. « Criminum, inquit, discussio
 « ibi agitanda est, ubi crimeu admissum est; » nam alicubi criminum
 « reus prohibetur audiri. Et alibi in canonibus præcipitur : « Quæcum-
 « que negotia in suis locis, ubi orta, sunt finienda : » et reliqua talia
 « et his similia : salva tamen in omnibus apostolica auctoritate, ut nihil
 « in his diffiniatur, priusquam ei placere cognoscatur, qua omnes suf-
 « fultos esse oportet. Et si quid eis grave intolerandumque acciderit,
 « ejus est semper expectanda censura. Neque enim proterve, aut sti-
 « mulo suæ cogitationis impulsus, ut sæpe actum agnovimus, detra-
 « here aut accusare præsumat quemquam sacerdotum : quia injuria
 « eorum ad Christum pertinet, cujus vice legatione pro populo Christi
 « sanguine redempto, funguntur. Causas enim eorum, quia Dei causæ
 « sunt, ejus esse judicio [scimus] reservandas, qui valet corpus occi-
 « dere, et animam mittere in gehennam. Qui dicit : « Mihi vindictam,
 « et ego retribuam. » Apud quem conscientia nuda est, cui non ab-

« scondantur occulta. Instruendi etiam omnes sunt, quoniam per nos Ann. 991.
 « illis Christus intonuit : « Non esse ovium lupi insidias prævidere, sed
 « pastoris. » Monet igitur beatus Apostolus Paulus, ne de his temere
 « leviterque presumatur iudicium, de quibus nemo potest verius vel
 « melius iudicare quam Deus. » Tu autem, inquit, quare iudicas fra-
 « trem tuum, aut cur spernis eum? Omnes enim stabimus ante tribunal
 « Dei. Scriptum est enim : Vivo ego, dicit Dominus, quoniam mihi
 « flectetur omne genu, et omnis lingua confitebitur Domino. » Itaque
 « unusquisque nostrum pro se rationem reddet Deo. In hoc ergo non
 « sibi quispiam temerarios ausus usurpet, ut præter quod ad concor-
 « diam pertinet, aliud agat, unde unitas Ecclesiæ dissipetur. Non ergo
 « leviter quisquam assentiat in detractone, vel iudicatione, aut dam-
 « natione fratrum, maximeque sacerdotum, qui proximiores sunt Deo,
 « et qui proprio ore Christi corpus conficiunt : « quis ab hoc venit ira
 « Dei in filios prævaricatorum, qui Christum in suis persequuntur
 « membris. Nolite, fratres, nolite effici participes eorum, nec com-
 « municetis peccatis talium, aut infructuosis verbis illorum. Magis
 « autem et redarguite talium cœtus, qui extendere moluntur, quasi
 « arcum, in fratres linguas suas. » Defendite ergo fratres, et omnes
 « monete, ut armentur contra fratrum persecutores. » Confidimus au-
 « tem de vobis meliora et viciniore salutis : quia neque mors, neque
 « vita, neque angeli, neque principatus [neque virtutes], neque in-
 « stantia, neque futura, neque fortitudo, neque altitudo, neque pro-
 « fandum, neque creatura aliqua (magistro gentium docente) poterit
 « nos separare a charitate Domini nostri Jesu Christi, » quæ maxime
 « in sacerdotibus et reliquis perficitur membris ejus. Nolite itaque
 « amittere confidentiam vestram, quæ magnam habet remunerationem.
 « nem. » Ecce enim iudex autem januam assistit, coronas hilariter præ-
 « mittens his qui pro eo fratribus auxilium ferunt, et oppressis succu-
 « runt, atque in charitate collaborant. » Quod si subtraxerit se quis,
 « non placebit Deo, sed cadet : quia non sublevavit cadentem, sed
 « emareuit. Et post aliquanta. Temere enim iudicat, si quis episco-
 « pum absque sedis apostolicæ autoritate condemnat; cum ei (ut
 « paulo superius prælibatum est) hoc specialiter privilegium reserva-
 « tum sit. Item post aliquanta. Ille procul dubio facit iniquitatem in

Ann. 991. « judicio, qui ea sibi vendicat, quæ ei vindicare non licet. Ideo quæ
 « huic sedi concessa sunt, ut nullus usurpare sine ejus consultu præ-
 « sumat, qui non vult honore ecclesiastico indignus aut contemptor
 « judicari. Itaque oportet propulsare negligentes, sed ita, ut nolentes
 « non roborentur : et bonos improbis atque insidiatoribus fratrum re-
 « sistere, ne torpore desidii oppressi, taciturnitatis teneamur obnoxii.
 « Itaque qui potest obviare, et perturbare perversos, et non facit, nihil
 « agit aliud quam favere impietati. Nec enim caret scrupulo societatis
 « occultæ, qui manifesto facinori desiit obviare, et reliqua. »

XXII. *Allatus est autem etiam tomus, ab lothariensi regno per
 manus Raibodi episcopi noviomensis, in quo hæc continebantur :*

Ex decretis sancti Clementis papæ, de accusatione episcoporum.
 « Accusandi vel testificandi licentia denegetur, qui christianæ religio-
 « nis et nominis dignitatem, et suæ legis vel sui propositi normam,
 « aut regulariter prohibita neglexerunt. Transgressores enim legis suæ
 « sponte, ejusque violatores, apostate nominantur. Omnis enim apo-
 « stata refutandus est, et ante reversionem suam non in accusatione
 « aut testimonio suscipiendus. »

Ex decretis Stephani papæ. « Nullus episcoporum, dum suis fuerit
 « rebus exspoliatus, aut a sede propria qualibet occasione pulsus,
 « debet accusari, aut a quoquam ei potest crimen objici, priusquam
 « integerrime restauretur, et omnia quæ ei ablata, quocunque sunt in-
 « genio, legibus redintegrentur, et ipse propriæ sedi et pristino statui
 « regulariter reddatur. »

Item ejusdem. « Accusatores et accusationes, quas seculi leges non
 « recipiunt, et antecessores nostri prohibuerunt, et nos submovemus.
 « Nullus enim alienigena, aut accusator episcoporum fiat, aut judex.
 « Unde et de Loth scriptum est : « Ingressus erat advena, numquid ut
 « judices ? » Accusator autem eorum nullus sit servus aut libertus,
 « nullaque suspecta aut infamis persona. Repellantur etiam cohabi-
 « tantes inimici, et omnes laici. »

Ex decretis Sixti papæ. « Nemo pontificum aliquem suis rebus
 « exspoliatum episcopum, aut a sede pulsum, excommunicare aut ju-
 « dicare præsumat : quia non est privilegium, quo exspoliari possit
 « jam nudatus. »

Ex decretis Julii pape. « Si quis ab hodierna die et deinceps episcopam, præter hujus sanctæ sedis sententiam damnare, aut propria sede pellere præsumperit, sciat se irrecuperabiliter esse damnatum » et proprio carere perpetim honore : eosque qui absque hujus sedis sententia sunt ejecti vel damnati, hujus sanctæ sedis auctoritate scitote pristinam recipere communionem, et in propriis restitui sedibus. »

Item. « Nocumenta episcoporum sunt prohibita, ita ut qui talia tentaverint, aut eis nocere præsumperint, si quidem clerici fuerint, a proprio gradu decendant : si vero monachi aut laici fuerint, anathematizentur. »

Ex decretis Symmachi pape. « Ordinis dignitate et communione privetur, qui vivo pontifice, quolibet modo episcopatum ejus convictus fuerit ambisse vel tenuisse : omnesque pariter hujus culpe reos, anathematis poena duximus plectendos. »

Item. « Nulli fas est vel velle vel posse transgredi apostolicæ sedis præcepta, nec ejus dispositionis ministerium, quod omnium sequi oportet charitatem. Sit ergo ruinæ suæ dolore prostratus, quisquis apostolicis voluerit contraire decretis : nec locum deinceps inter sacerdotes habeat, sed extorris a sancto ministerio fiat : nec de ejus judicio quisquam postea curam habeat, quoniam jam damnatus a sancta et apostolica Ecclesia, ejusque auctoritate et propria inobedientia atque præsumptione, a quoquam esse non dubitatur ? quia majoris excommunicationis dejectione est exigendus, cui sanctæ Ecclesiæ commissæ fuerit disciplina : quia non solum prælatæ sanctæ Ecclesiæ jussionibus parere debuit, sed etiam alios, ne præterirent, insinuare. Sitque alienus a divinis et pontificalibus officiis, qui noluit præceptis obtemperare apostolicis. »

Ex decretis Eusehii pape. « Oves ergo quæ pastori suo commissæ fuerunt, cum nec reprehendere, nisi a recta fide exorbitaverint, debent, nec ullatenus accusare possunt : quia facta pastorum, oris gladio ferienda non sunt, quanquam recte reprehendenda videantur. Ideo ista dicimus, quia his scriptis vestris reperimus, quosdam episcopos vestris in partibus a propriis ovibus accusatos, aliquos videlicet ex suspitione, et aliquos ex certa ratione : et idcirco quosdam suis esse rebus exspoliatos, quosdam vero a propria sede pulsos :

Ann. 901. « quos scias nec ad synodum comprovincialem, nec ad generalem posse
« vocare, nec in aliquibus judicare, antequam cuncta quæ eis sublata
« sunt, legibus potestati eorum redintegrentur. »

Item ejusdem. « Errorum vestrum corrigite, fratres, et ab omni
« erroris macula vos custodite, ut purum Deo munus offerre valeatis.
« Servos Dei nolite persequi. Episcopos nolite infamare, neque accu-
« sare : quia Deus eos suo judicio voluit reservari. »

Ex decretis Adriani papæ. « Homicidæ, malefici, fures, sacrilegi,
« raptores, venefici, adulteri, et qui raptum fecerit, vel falsum testi-
« monium dixerit, seu qui ad sacrilegos magosque cucurrerint, nulla-
« tibus ad accusationem, vel ad testimonium erunt admittendi. Qui
« crimen intendit, agnoscendum est, si ipse ante non fuit criminosis :
« quia periculosum est, et admitti non debet rei adversus quemcumque
« confessio. »

Ex decretis Fabiani papæ. « Similiter statutum est, et nos eadem
« statuta firmantes statimus, ut si aliquis clericorum suis episcopis
« infestus aut insidiator fuerit, eosque criminari tentaverit, aut con-
« spirator fuerit, ut mox ante examinatum judicium submotus a clero,
« curie tradatur, cui diebus vitæ suæ deserviat, et infamis absque ulla
« restitutionis spe permaneat; nec ullus unquam præsumat accusator
« simul esse, et iudex. »

Ex decretis Marcelli papæ. « Si qui episcoporum expulsi fuerint,
« aut expoliati suis rebus, primo omnia legaliter reddi, quæ eis ab
« inimicis aut persecutoribus ablata sunt, et sedes proprias cum om-
« nibus ad se pertinentibus regulariter congregatis restitui, et postea
« tempore congruo vocari ad synodum regulariter congregatam, cen-
« sensus : nec liceat ei, priusquam hæc fiant, de se juxta statuta præ-
« dictorum respondere, aut de suis impetitionibus, si se viderit præ-
« gravari, reddere rationem. Sed his rite peractis, suisque omnibus
« libere dispositis, si tum juste videatur, suis respondeat accusatoribus :
« et si ei necesse fuerit, indulcias accipiat non modicas, ut explore-
« re valeat ea quæ obijciuntur ei, ne aliqua delusa fraude nocenter ruat. »

Ex decretis Anacleti papæ. « Accusatores, inquit, et testes esse
« non possunt, qui ante hesternum diem, aut nudius tertius inimici
« fuerunt, ne irati nocere cupiant, ne læsi ulcisci se velint. Inoffensus

« igitur accusatorum et testium affectus querendus est, et non sus- Ann. 991.

« pectus. »

Ex decretis Damasi papæ. « Qui accusare alium elegerit, præsens
« per se et non per [alium] accuset : neque ullus unquam iudicetur,
« autequam legitimos accusatores præsentés habeat, locumque defen-
« dendi accipiat, ad abluenda crimina.

« Sylvester autem papa de fraudulenta sui comprehensione queri-
« moniam faciens, inter cætera dixit : Qui talia contra me egerint,
« anathematizavi : et una cum episcopis, apostolica et synodali aucto-
« ritatē statui, nullum unquam episcoporum ita decipi : hujusmodi
« vero præsumptorem anathema maledicta fieri in conspectu Dei et
« sanctorum angelorum.]

XXIII. *In his omnibus, qui defensionī Arnulfi studebant, quatuor
quædam principaliter ingerebant : primum ; ut suæ sedī restitueretur ;
neque enim spoliatum respondere debere ; deinde legitimas vocationes,
et ut romano pontifici causa significaretur : tum accusatum, accusatores,
testes ac iudices in magna synodo discernendos : neque sibi aliter ex
ratione canonum posse videri causam constare. Quibus omnibus dili-
genter consideratis, ab altera parte respondebatur, juxta hunc ordi-
nem decretorum, omnia pene consummata esse. Nam ut ab ultimis,
inquunt, repetamus, accusator ejus ad hanc causam satis idoneus est.
Quippe nec autē inimicus, nec ad accusandum metu aut premio ad-
ductus, sed tantum zelo religionis permotus : et qui si eum non
cognovisset, eo quo utitur presbyteratu dignus haberi posset. Voca-
tiones autem ejus ad synodum per epistolas canonicas, et per apocri-
starios, non solum sex mensium, sed etiam anni spacia transcendunt.
Addebant præterea, sedī suæ minime posse restitui, eo quod etiam
restitutus vocem loquendi non haberet. Sic enim contineri in africano
concilio, titulo 12 : « Si clerici intra annum causam suam purgare
« contempserint, nulla eorum vox postea penitus audiat. » Et quia
captio ejus invidiosa putabatur, neque inusitatum, neque alienum a
sacris legibus idem reperiebatur. In historia quippe remensium ponti-
ficum scriptum constabat, Hildemanium belvacensem episcopum,
detentum in monasterio sancti Vedasti, synodum expectasse, eo quod
apud imperatorem Ludovicum instigaretur, ad Lotharium Cæsarem*

Ann. 901. profugere voluisse. Ebonem quoque Remorum archiepiscopum idem molientem, per Rothadam suessionieum, et Erehenradum Parisiorum episcopum in vuldensi monasterio pro similibus similia sustinuisse. Justum ergo videri, ut qui de regie majestatis erimine inupeditus, vocationi episcoporum non paruerit, judiciaria potestate conventus sit : idque firmari ex africano concilio, titulo 38 :

[XXIV. « Cresconius villaregiensis episcopus, plebe sua derelicta, « turbuulensem invasit ecclesiam : et usque hodie commonitus, secu- « dum quod statutum fuerat, relinquere eandem quam invaserat ple- « bem, contempsit adversus statuta, que pronuntiata fuerant. Confir- « mata quidem audivimus, sed petimus secundum quod nobis mandatum « est, ut dignemini dare fiduciam, quo necessitate ipsa cogente, libe- « rum nobis sit, reclorem provincie secundu[m] statuta gloriosissimo- « rum principum adversus illum adire : ut qui miti admonitioni sane- « titatis vestre acquiescere noluit, et emendare illicitum, auctoritate « judiciaria protinus excludatur. Aurelius episcopus dixit : Servata « forma disciplinæ, non existimabitur appetitus, si vestra charitate « modeste conventus recedere detrectaverit, cum fuerit suo contemptu « et contumacia faciente, etiam auctoritate judiciaria, conventus. »

Item ex eodem concilio, titulo 43 : « Sunt plerique conspirantes « cum plebibus propriis, quas decipiunt, ut dictum est, earum scal- « pentes aures, ad seducendum vitiose vite homines : vel certe inflati, « et ab hoc consortio separati, qui putant propriæ plebi inebaudum : « et nunquam conventi ad concilium venire detrectant, sua forte « ne prodantur flagitia metuentes. Dico, si placet, circa hos non tan- « tum dioceses non esse servandas : verumetiam et de propria ecclesia, « que illis male faverit, omni modo admitendum, ut etiam auctoritate « publica rejiciantur, atque ab ipsis principalibus cathedris removean- « tur. Oportet enim, ut qui universis fratribus, ac toto concilio inlæ- « serit, non solum sua jure integro, sed et dioceses possideant. At vero « qui sibimet putant plebes suas sufficere, fraterna dilectione con- « tempta, non tantum dioceses amittant : sed, ut dixi, etiam proprias « publica careant auctoritate, ut rebelles. »]

XXV. *Ad romanum autem pontificem causam perlatam fuisse dicebant, exemplaribus in hunc modum prolatis :*

« Beatissimo papæ Johanni, Hugo gratia Dei Francorum rex. Novis atque inusitatis rebus permoti, somno studio summaque cura vestra consilia expetenda decrevimus : quippe cum sciamus, vos omne tempus in humanis ac divinis studiis exegisse. Considerate ergo quæ facta sunt, et faciendæ præscribite : ut et sacris legibus suis honor reddatur, et regalis potestas non annuletur. Arnulfus regis Lotharii, ut dicunt, filius, post graves inimicitias ac scelera quæ in nos regnumque nostrum exercuit, loco parentis adoptatus est a nobis, ac metropoli Remorum gratis donatus, iurjurandum præbuit, quod contra præterita et futura valeret sacramenta. Libellum fidelitatis sub nomine chirographi conscripsit, recitavit, corroboravit, corroborari fecit. Milites ac omnes cives jurare cœgit, ut in nostra persisterent fide, si ipse aliquando in potestatem hostium deveniret. Contra hæc omnia, ut certissimi testes sunt, ipse portas hostibus patefecit : clerum ac populum suæ fidei creditum captivitati et prædæ distribuit. Sed, esto eum esse addictum aliene potestati, ut ipse videri vult : cur cives et milites pejerare cogit ? Cur arma contra nos comparat ? Cur urbem ac castra contra nos munit ? Si captus est, cur non patitur liberari ? Si vi hostium oppressus, quare non vult sibi subveniri ? et si liberatus est, cur ad nos non redit ? Vocatur ad palatium, et venire contemnit. Invitatur ab archiepiscopis et coepiscopis : nihil se eis debere respondet. Ergo qui vices apostolorum tenetis, statuite quod de altero Juda fieri debeat, ne nomen Dei per nos blasphemetur : et ne forte justo dolore permoti, ac vestra taciturnitate urbis excidium, totiusque provincie moliamur incendium. Nec judici Deo exensationem prætenditis, si nobis quærentibus atque ignorantibus formam iudicii dare nolueritis. »

XXVI. *Item episcoporum epistola ad eundem.*

« Domino et reverendissimo papæ Johanni, episcopi Remorum diocesanos. Non sumus nescii, Beatissime pater, jamdudum oportuisse nos expetere, consulta sanctæ romanæ ecclesiæ, pro ruina atque occasu sacerdotalis ordinis. Sed multitudine tyrannorum pressi, longitudo terrarum semoti, desideria nostra hactenus implere nœquimus. Nunc itaque vestro examini, non sine magno dolore, perferimus novum atque inusitatum crimen Arnulfi Remorum archiepiscopi, qui famosus apostata factus, Jocum Judæ traditoris olim in ecclesia

Ann. 990.

tenet : qui filius quondam ecclesie laudunensis, cum episcopum suum dolo et fraude ceperit, ecclesiam ejus pervaserit, ad cumulum sue damnationis remensem sibi creditam cum clero et populo captavit. Nec movet eum nostra vocatio, vel potius saluberrima exhortatio; non archiepiscoporum comprovincialium multoties repetita admonitio, non canonice facta coram Deo et angelis ejus professio, non chirographi in conspectu ecclesie recitata descriptio, non numerosa sacramenta miris excogitata consiliis. Stant, suo vitio, quam plures ecclesie pastoribus viduate, pereant innumerabiles populi sine sacerdotali benedictione et confirmatione. Ipse factione tyrannica divina humanaque jura contemnens, tyrannidem exercet. Regibus nostris, a quibus tantam gloriam gratis consecutus est, interitum meditatur. Ergo tandem ad monstra perditissimi hominis expergefacti, ivimus in sententiam Domini dicentis : « Si peccaverit in te frater tuus, vade, » et corripe eum inter te et ipsum solum. Si te audierit, lucratus » eris fratrem tuum : si autem te non audierit, adhibe tecum adhuc » unum vel duos, ut in ore testium duorum vel trium stet omne ver- » bum. Quod si non audierit eos, dic Ecclesie. Si autem et Ecclesiam » non audierit, sit tibi sicut ethnicus et publicanus. » Adesto, pater, » menti Ecclesie, et sententiam ex sacris canonibus promulgatam, vel potius ab ipsa veritate prolatam, profer in reum. Sentiamus in vobis alterum Petrum defensorem, et corroboratorem christianae fidei. Ferat sancta romana ecclesia sententiam damnationis in reum, quem universalis damnat Ecclesia. Suffragetur nobis vestra auctoritas, et in hujus apostata dejectione, et in ejus, qui domui Dei praesse possit, archiepiscopi nova ordinatione, simulque invocatis episcopis nostra fratribus necessaria promotione : ut sciamus et intelligamus, eam inter ceteros apostolatam vestrum praeferre debeamus. »

Ann. 991.

XXVII. *His epistolis in media synodo recitatis, missionis earum tempus et relata legatio a defensoribus Arnulphi perquirebatur : et de primo quidem mensis undecimus repriebatur, de altero autem nihil memoria dignum : sed legatos tantum scripta romano pontifici porrexisse, primoque se blando acceptos esse; postea vero quam Heriberti comitis legati, equum corpore praestantem, niveo colore insignem, cum aliis maneribus pontifici obtulerunt, se per triduum ante janua-*

palati defatigatos, nec admissos, infecto negotio redisse. Astipulabantur etiam huic rationi Brunonis episcopi præsentes clerici, qui se pro ejus captione romanum pontificem adisse dicebant. A quo maledicta in reos eum ex autoritate apostolica expeterent, ejus ministri summam solidorum decem dari censebant. Quibus derisis, eo quod si pecunia redimi posset, nec mille talenta moras inferrent: hoc tandem in responsis ab ipso pontifice acceperunt, ut is, pro quo captus esset, bene illi prospiceret. Non ergo sedem apostolicam huic judicio prajudicare. Beue quoque africanos episcopos super hoc Romanorum typho permotos fuisse, qui super hac re, synodo cxxvii. episcoporum, tempore Zosymi pape inchoata, et per tempora Bonifacii distenta, tandemque sub Celestino consummata, quid de romani episcopi potestate sentiri vellent, in æternis monumentis statuerunt. Quod concilium quoniam insigne est, et beati Augustini præsentia illustratum, et artificiosis consultationibus expolitum, vimque multiplicis argumenti huic synodo præbuit, ad plenum his gestis annectere utile judicavimus.

XXVIII. Multa super his pater Arnulphus publice locutus est, multa cum sibi tantum acciditibus contulit: quæ ne forte minus suavitatis habeant, ita apertè posita, ut sunt ab eâ prolata, ea in unum colligere malimus, ut continuata oratio plus utilitatis studioso lectori conferat. Nos vero, inquit, reverendissimi patres, romanam ecclesiam propter beati Petri memoriam semper honorandam decernimus, nec decretis romanorum pontificum obviare contendimus; salva tamen auctoritate Niceni concilii, quod eadem romana ecclesia semper venerata est. Statuta etiam sacrorum canonum diversis locis, diversis temporibus, sed eodem Dei spiritu conditorum, in æternum valere præcipimus, ab omnibus servanda censemus. Duo autem sunt, quæ magnopere a vobis prævideri debent: id est, si romani pontificis silentium aut nova constitutio, promulgatis legibus canonum vel decretis priorum præjudicare potest. Si enim silentium præjudicat, omnes leges, omnia priorum decreta, eo silente, silere necesse est. Si autem nova constitutio, quid prosunt leges conditæ, cum ad unius arbi-

* On peut voir le synode dont parle ici de conciles; c'est celui où se traita l'affaire Gerbert, dans toutes les grandes collections d'Apaisius.

Ann. 291. trium omnia dirigantur? Videtis, quia de his duabus causis admissis, ecclesiarum Dei status periclitatur: et dum legibus leges quaerimus, nullas omnino leges habemus. Quid ergo? Num privilegio romani pontificis derogabimus? minime. Sed si romanus episcopus is est, quem scientia et vitae meritum commendet: nec silentium, nec nova constitutio metuenda sunt. Quod si vel ignorantia, vel metu, vel cupiditate abalienatur, vel conditio invidiam facit, quod fere sub hæc tempora vidimus, Romæ tyrannide prævalente: tunc multo minus idem silentium et nova constitutio formidanda sunt. Non enim is qui quolibet modo contra leges est, legibus præjudicare potest. Sed o lugenda Roma, quæ nostris majoribus clara patrum limina protulisti¹, nostris temporibus monstrosas tenebras, futuro seculo famosas, effudisti! Olim accepimus claros Leones, magnos Gregorios. Quid dicam de Gelasio et Innocentio, qui omnem mundanam philosophiam sua sapientia et eloquentia superant? Longa series eorum est, qui sua doctrina mundum repleverunt. Eorum itaque dispositioni, qui vitae merito et scientia cunctos mortales anteirent, recte universalis ecclesia credita est: quamvis et in hac ipsa felicitate hoc privilegium tibi ab africanis episcopis contradictum sit, has credo quas patimur miseras magis, quam typhum dominationis formidantibus.

Nam quid sub hæc tempora non vidimus? Vidimus Johannem, cognomento Octavianum, in volutabro libidinum versatum, etiam contra eum Ottonem, quem Augustum creaverat, conjurasse: quo fugato, Leo neophytus in pontificem creatur. Sed Ottone Caesare Roma discedente, Octavianus Romam redit; Leonem fugat; Johannem diaconem naso, dextris digitis ac lingua mutilat, multaque cæde primorum in urbe debacchatus, in brevi moritur: cui Benedictum diaconem, cognomento Grammaticum, Romani substitunt: eum quoque Leo neophytus cum suo Caesare non longe post aggreditur, obsidet, capit, deponit, perpetuoque exilio in Germaniam dirigit. Succedit Ottoni Caesari Caesar Otto, natura, ætate cunctos principes, armis, consilio ac scientia superans. Succedit Romæ in pontificatu horrendum monstrum Bonifacius, cunctos mortales nequitia superans, etiam prioris

¹ Le Rec. des Hist. de France, x, p. 523, limina præbulet.

pontificis sanguine cruentus. Sed hic etiam fugatus, atque in magna synodo dampnatus, post obitum divi Ottonis Romam rediit, insignem virum apostolicum Petrum, papiensis ecclesie prius antistitem, data sacramentorum fide, ab arce urbis deiecit, deponit, squaloreque carceris affectum perimit. Num talibus monstis, hominum ignominia plenis, scientia divinarum et humanarum rerum vacuis, innumeros sacerdotes Dei per orbem terrarum, scientia et vite merito conspicuos, subijci decretum est? Quid est hoc, reverendissimi patres; vel quoniam vitio fieri credendum est, ut caput ecclesiarum Dei, quod in sublime erectum, gloria et honore coronatum est, ita in infima dejectum, ignominia et dedecore deturpatum sit? Nostrum, nostrum est hoc peccatum, nostra impietas; qui querimus quæ nostra sunt, non quæ Jesu Christi. Si enim in quovis ad episcopatum electo, morum gravitas, vite meritum, divinarum ac humanarum rerum scientia subtiliter investigantur; quod in eo qui omnium episcoporum magister videri appetit, investigandum non est: cur ergo in summa sede sic infimus constituitur, ut etiam in clero nullum habere locum dignus inveniatur? Quid hunc, reverendi patres, in sublimi solo residentem, veste purpurea et aurea radiantem; quid hunc, inquam, esse censetis? Nimirum si charitate destituitur, solaque scientia inflatur et extollitur, antichristus est, in templo Dei sedens, et se ostendens tanquam sit Deus. Si autem nec charitate fundatur, nec scientia erigitur, in templo Dei tanquam statua, tanquam idolum est; a quo responsa petere, marmora consulere est. Quo ergo consultum ibimus? Evangelium docet, quandam in ficulnea ter fructum quæsisse; et quia non repererit, succidere voluisse; sed admonitum expectasse. Expectemus ergo primates nostros quoad possumus; atque interim divini verbi pabula, ubinam reperiri valeant, investigemus. Certe in Belgica et Germania, quæ vicinæ nobis sunt, summos sacerdotes Dei, in religione admodum præstantes inveniri, in hoc sacro conventu testes quidam sunt. Proinde si regum dissidium animositas non prohiberet, inde magis episcoporum iudicium petendum fore videretur, quam ab ea urbe, quæ nunc emptoribus venalis exposita, ad nummorum quantitatem iudicia trinitat. Quod si quispiam dixerit secundum Gelasium, romanam ecclesiam de tota ecclesia judicare, ipsam ad nullius

Ann. 901. commere iudicium, nec de eius unquam iudicio iudicari : is, inquam, qui hoc dixerit, cum nobis in ecclesia romana constituit, de cuius iudicio iudicari, non possit : quanquam hoc ipsum africanis episcopis impossibile iudicant, nisi forte, inquirunt, quisquam est qui credat, univertibet posse Dominum nostrum examinis inspirare iustitiam, et innumerabilibus congregatis in concilium sacerdotibus denegare.

Sed cum hoc tempore Romæ nullus pene sit, ut fama est, qui literas didicerit, sine quibus, ut scriptum est, vix ostiarius efficitur ; qua fronte aliquis eorum docere audebit, quod minime didicit ? [Ad comparationem quippe romani pontificis, in aliis sacerdotibus ignorantia utemque tolerabilis est : in romano autem, cui de fide, vita, moribus, disciplina sacerdotum, deque universali Ecclesiæ catholica iudicandum est, intolerabilis videri potest. Is enim est, ut quibusdam placet, qui secundum Ezechias prophetam, moratur in gazophylacio, quod respicit viam meridianam, et excubat in custodiis templi.] Cur autem loco prior, scientia inferior, non æquo animo ferat iudicium loco inferioris, scientia prioris ? Certe ipse apostolorum princeps non abnuitt iudicium, quamvis loco minoris, Pauli, scientia prioris, in faciem sibi resistentis ; quoniam non sana videbatur doctrina magistri. Et Gregorius papa cum dicat : Si quæ culpa in episcopis invenitur, nescio quis apostolicæ sedi subjectus non sit, subiungit : Cum vero culpa non exigit, omnes secundum rationem humilitatis pares sunt. Involutus ergo criminibus sentiat præesse sibi romanum pontificem : qui nullis atrocioribus factis prægravatur, intelligat parem dignam se ac romano pontifice in quolibet negotio laturus sententiam. Sed esto, ponamus nunc Romæ esse Damasum ; quid contra ejus decretum actum est ? Neimpe, si bene recorder, primum capitulum fuit, quod episcoporum et summorum negotiorum ecclesiasticorum causæ semper ad sedem apostolicam sint referendæ : utique relate sunt non solum ab episcopis, sed etiam a principe nostro serenissimo ; liberaque potestas apostolicæ sedi data est, et vera investigandi, et cognoscendi, et dijudicandi per temporum intervalla nimis prolixa ; nec prius ad causam accessimus, quam desperatione iudicii ejus protraheremur. Consultus est ergo romanus episcopus, ut oportuit, et de hujus Arnulphi depositione, et de ejus qui domui Dei digne præesse

posset substitutione : sed cur nihil responderit, quorum interest, ipsi viderint. Nos autem sardicense concilium, quod privilegio romanæ ecclesiæ plurimum fayet, ita ad hanc causam illectimus, ut quod de solo episcopo in qualibet provincia relicto dicit, ad romanum episcopum allectum esse credamus. Sic enim habetur titulo 6.

Ann. 991.

Osus episcopus dixit : « Si contigerit in una provincia, in qua fuerint plurimi episcopi, unum forte remanere episcopum ; ille vero per negligentiam noluerit ordinare episcopum, et populi convenierint episcopos vicinæ provincie : debere illum prius conveniri episcopum, qui in eadem provincia moratur, et ostendere quod populi petant sibi rectorem ; et hoc justum esse, ut et ipsi veniant, et cum ipso ordinent episcopum. Quod si conventus literis tacerit et dissimulaverit, nihilque responderit : tunc satisfaciendum esse populis, ut veniant ex vicinis provinciis, et ordinent episcopum. »

Juxta hujus sententiæ tenorem, ad petitionem populorum ab episcopis et principe conventus est, ut sua auctoritate Arnulphus deponeretur, et alter substitueretur.

Quia ergo conventus literis tacuit et dissimulavit, et nihil respondit, nunc satisfaciendum esse populis censeo, ut episcopi qui ex vicinis provinciis convenierunt, et hinc Arnulphum, si depositione dignus est, deponant ; et si forte qui domui Dei præesse possit, repertus est, episcopum constituent. [Et quoniam Damasus episcoporum summa negotia metropolitaniis discutere concedit, definitionem eorum suæ potestati attribuit : Damasus quidem non resistimus, sed scriptum beati Gregorii in medium proferimus. « Lator, inquit, præsentium Nemesion ad nos veniens, indicavit Paulum teatine civitatis episcopum, inter alia mala in corporali crimine lapsum, a suis fuisse clericis accusatum, atque habita cognitione, ita, quod sine dolore dicere non possumus, clarnisse : atque insuper postquam convictus est, etiam libellum eum in quo ea de quibus accusatus fuerat, vera esse confessus est, obtulisse. Qua de re illo depositò, episcopali sententia, ejus loco cum fraternitatis vestræ consensu esse episcopum ordinatum. » Ecce hic Paulus episcopus, ignorante Gregorio deponitur, alter in loco ejus substituitur : causa cum suis effectibus per latorem apream Gregorio significatur. Non in depositores Gregorius ulciscitur,

Ann. 301.

sed in depositum ulterius sevit. At enim post aliquanta : « Qui si forte,
 « quod non credimus, post depositionem suam inverecunde, ac
 « mente perversa aliquid de episcopatu loqui, atque rursus ad hoc
 « qualibet aspirare, presumptione tentaverit, fraternitatis vestre se
 « contra improbitatem ipsius omnino vigor accendat, atque Dominici
 « corporis et sanguinis communione privatum, in monasterio eam
 « usque ad diem obitus sui, ad agendam curet penitentiam retruden-
 « dum : quatenus perpetrati sceleris maculas dignis disceat lictibus
 « emundare, quas magis in interitu anime suae, nequiter augere de-
 « siderat. »

Quomodo nunc decretum Eusebii papae servatum est? Etenim paulo
 ante in tomio decretali lectum est : « Oves ergo quae pastori suo com-
 « missae fuerint, eum nec reprehendere, nisi a recta fide exorbita-
 « verit, debent, nec ullatenus accusare possunt. Quia facta pastorum,
 « oris gladio ferienda non sunt, quanquam recte reprehendenda vi-
 « deantur. » Certe hic Paulus a suis ovibus, id est, a suis clericis repre-
 « hensus et accusatus est, non de fide, sed de corporali crimine. In hac
 itaque decretorum vel canonum varietate hoc observandum est, ut
 causarum eventus finem accipiant juxta aequitatem, nullis animorum
 perturbationibus improvide admixtis. Et quoniam summi negotii dis-
 cussionem et definitionem, a metropolitano primae Justinianae factam
 fuisse cognovimus, doceamus etiam nunc, quod episcopis etiam suorum
 metropolitani summa negotia discutere liceat. Scribit item
 Gregorius universis episcopis concilii Vlachii : « Sicut, inquit, lau-
 « dabile discretumque est, reverentiam et honorem debitum exhibere
 « prioribus : ita rectitudinis et Dei timoris est, si qui in eos correc-
 « tionis indigent, nulla dissimulatione postponere : ne totum, quod
 « absit, corpus incipiat morbus invadere, si languor non fuerit
 « curatus in capite. Ante multum siquidem temporis, quaedam ad nos
 « de fratre nostro Clementio, primato vestro, perlata sunt, quae
 « cor nostrum non modico dolore transigerent : sed premen-
 « tibus diversis tribulationibus, et maxime circumvenientibus hosti-
 « bus, ea nobis non fuit speciem requirendi : et quoniam ita sunt
 « gravia, ut transire indiscissa nullo modo debent, fraternitatem
 « vestram his hortamur offatibus, ut cum omni sollicitudine ac viva

« veritate, veritatis indagare substantiam multis modis debeatis : et ut
 « audita sunt, ultione canonica resecentur, aut falsa, et fratres nostri
 « innocentia dñi sub nefanda opinionis dilaceratione, non jaceat.

« Unde ne quis desideat tepor in requisitione sit, admonemus ut non
 « ejusdam persone sit gratia, non favor, non blandimenta, vel quod-
 « libet aliud, quoniam vestrum vel ab his quæ nobis nunciata sunt
 « molliat, vel a fraude veritatis excutiat : sed sacerdotaliter ad inves-
 « tigandam vos veritatem, propter Deum accingites. Nam si quis in
 « hoc aut piger esse, aut negligenter presumpserit se exhibere, dictis
 « criminibus apud omnipotentem Dominum se noverit esse participem,
 « cujus zelo ad perscrutandas subtiliter nefandi causæ facinoris non
 « movetur. » Et hic profecto intelligimus, nullam personam peccan-
 « tem esse, quæ judicio universalis Ecclesiæ non subiaceret. Omnis enim
 « criminaliter peccans, vel, ut ita dicam, alteratus, et quasi legibus
 « capite minor censeatur. Accensatur apud beatum Gregorium Lucillus
 « Miles civitatis episcopus, et ex epistolis coepiscoporum illata crimi-
 « nina vera esse cognoscit. « Et idem, inquit, quia tanti facinoris ultio
 « nulla debet dilatione differri, fraternitas vestra tres vel quatuor de
 « fratribus ac consacerdotibus sibi nostris adhibeat, ut ipsi quoque
 « presentibus, prædicta ac satisfacta veritate, prædictum Lucillum
 « de episcopatus ordine, quem hujus sceleris contagium maculavit,
 « student sine ambiguitate deponere. » Progreditur ultra, et in con-
 « socios criminum, dignam romano pontifice sententiam jaculatur.
 « Quid verò, inquit, presbyteri, vel diaconi quidam prodite iniqui-
 « tatis inisse consensu ac participes memorantur, sanctitas vestra subtili
 « indagatione discutiat : et si ita repererit, ab honoris sui et ipsos
 « similiter gradu deiciat, et in monasterium, ubi digne valeant agere,
 « ad poenitentiam deputentur. » Non adhuc satis est, quia scit dictum
 « Ezechielis propheta : « Fili hominis, perfore parietem. » Sed quia
 « inquit, per hos multi hujus labe peccati perhibentur esse collapsi,
 « cunctos qui rei esse clauerint, domusque corporis ac sanguinis parti-
 « cipatione privare his convenit. » Ecce hic Gregorius non nutrit
 « vitia, sed amputat.] Quid est enim aliud, de manifestis peccatis tacere,
 « quam scelera nutrire? Sed esto. Taceamus de his, in quibus nepos se
 « lædi conqueritur : quid acturi eramus, si armati duces gentilis secti

Ann. 991.

nocturna furta deprehenderint? Si irati reges quemlibet nostrum majestatis reum convicerint? Quid inquam, acturi erimus, si quodam colludio, longis ambagibus, perplexis cavillationibus se deludi senserint? Num eos judicii formam Romæ pecunia redempturos putatis; remque sibi defuturam, quin auri et argenti montes Romanis offerat, si se redimi pecunia speret? At si remota ab usu et consuetudine et spacio terrarum esse putatis, quæ præponimus, sint vobis exempla ex vicio petita. Egidius certe Remorum archiepiscopus, quia Hilperici regis amicitia usus fuisse convictus est, ad Childeberti regis sui infidelitatem, in urbe Metensi a Galliarum episcopis depositus, apud Argentoratum (quæ nunc Strateburgis dicitur) perpetuo exilio damnatus est; cui mox Romulus, Lupi ducis filius, jam presbyter substituitur; nec Magnus Gregorius, privilegii romanæ ecclesiæ acerrimus defensor, quicquam pro his aut contra hæc dixisse reperitur. Ebo etiam ejusdem remensis ecclesiæ metropolitanus, ob crimen regie majestatis, apud Theodonis villam a Galliarum episcopis depositus, longeque post a Nicolao papa requisita et cognita ejus depositio est, ac deinde a Sergio corroborata. Quid ergo? Num Damasi decreta damnabimus? Minime. Sed in causis latentibus, et in quibus ob magnitudinem sui justa provocatio fit, ad universale concilium vel ad Damasum recurremus, si tamen eum Romæ commorari audierimus: quamvis etiam ad Damasum provocatio africanis inhibeat conciliis, ut superius dictum, et adhuc dicendum est. At in causis evidentibus, et in quibus ad romanum episcopum nulla provocatio fit provincialibus vel comprovincialibus utemur conciliis. [Quod etiam antiochena synodus velle videtur, capitulo 14.

« Si quis, inquit episcopus, de aliquibus causis criminalibus in judicio episcoporum fuerit accusatus, contingat autem de ipsis episcopis provincie, qui convenerunt, diversas habere sententias, et alios quidem innocentem eum pronuciare, alios reum: propter hujusmodi igitur controversiam amputandam, placuit sanctæ synodo, metropolitanum episcopum alterius provincie advocari, et aliquantos cum eo episcopos alios, qui pariter residentes, quæcumque fuerit, dirimant questionem, propter hoc ut firmum sit judicium, quod ab unius provincie episcopis fuerit promulgatum. »]

Quamvis et hoc concilium, quod de privata coepiscopi nostri causâ agitur, universale videri debeat, utpote plurimum provinciarum iudicia continens; ne forte ad placitum loqui videamur, veterumque sententiarum male interpretari, nolite quid hinc sentiat Himerius Remorum archiepiscopus, et in lege Dei eruditissimus. (Scribens enim ad Nicolaum papam, ita inquit: « Absit a nobis, ut privilegium primatus et summæ sedis sanctæ romanæ ecclesiæ pontificis pro sic parvo pendamus, ut controversias et iurgia tam superioris, quam etiam inferioris ordinis, quæ Niceni et cæteri sacrorum conciliorum canones, et Innocentii atque aliorum sanctæ romanæ sedis pontificum decreta, in synodiis provincialibus, a metropolitans præcipiunt terminari, ad vestram summam auctoritatem subigendam duamur. » At si forte de episcopis causa nata fuerit; unde certa et expressa in cæteri regulis non habeamus iudicia, et ob id in provinciali, vel in comprovinciali nequeat examine diffiniri: ad divinum oraculum, id est, ad apostolicam sedem, vobis iude est recurrendum. » De provocacionibus autem idem Himerius itaque nobiscum sentit, quod a suspectis iudicibus, et minoris auctoritatis, ad majoris auctoritatis iudices legitima provocatio sit. Ab electis vero, et ubi reus causa decidit, nullum omnino fieri posse: de quo et in africanis conciliis ita legitur: « Ut ab electis iudicibus provocare non liceat. Si autem fuerit provocatum, eligat qui provocaverit, iudices, et cum eo ille contra quem provocaverit: et ab ipsis deinceps nulli liceat provocare. » Item in eisdem conciliis de eadem re, capite 22. « Quod si clerici ab episcopis provocandum putaverint, non provocent nisi ad africanæ concilia, vel ad primates eorum provinciarum: sicut et de episcopis sæpe constitutum est. Ad transmarinam autem qui putaverint appellandum, a nullo intra Africam in communionem suscipiantur. » Nimirum per transmarinam, romanam ecclesiam volentes intelligi, causam ubi orta est, debere determinari, africanæ episcopi confirmaverunt. Videat mater, qui potest, quod non sine quodam scrupulo, paulo ante lectum est: « Ut nostis, inquit Damasus, synodum sine ejus, id est romanæ sedis auctoritate, fieri non est catholicum. » Quid ergo, si barbarorum gladiis circumsevientibus, licentia commensis Rômam intercludatur: vel si Roma barbaro cuiuslibet serviens,

Ann. 287.

potu libidinis ejus in aliquod regnum efflatur: nunc interim aut nulla concilia erunt, aut orbis terrarum episcopi, ad suorum regum damna vel interitus, ab hostibus disponendum, rerum concilia et concilia expectabunt? Et certe nicenus canon, qui ipsa romani ecclesia teste, omnia concilia, omnia decreta eminentia sui exasperat, his in animo concilia debere fieri dicit, nihilque inde ad romani episcopi auctoritatem spectare præcibit. Sed insuper ejus privilegio, sicut africanæ synodus interpretatur, multum derogat. Et de privatis quidem causis, in provinciali synodo: de communibus autem, in generali concilio, eadem africana synodus judicandum præscribit, capite 9 concilii milevitani. At nos, controversiarum lite depulsa, romanam quidem ecclesiam ob memoriam apostolorum principis, ita ut a majoribus nostris accepimus, quoad posuimus, amplius quam Afri colamus: et seu so digna seu indigna prolatura sit, si status regnorum patitur, ab ea responsa petamus, sicut etiam pro causa Arnulfi factum esse constat. Si in expectandis vel vitandis justam vel injustam judicii promulgaverit formam: in altero pax ecclesiarum et unitas conservabitur; in altero vocem apostoli audiemus dicentis: « Quicumque vobis annuntiaverit præter quod accepistis, anathema sit; licet angelus lumen de celo esse se fingat. » Porro si facit, ut nunc, consulte leges voce conditorum loquentur. Sed, ô infelicia tempora, quibus patrocínio tantæ frustrantur ecclesie! Ad quam deinops urbium confugiemus, cum omnium gentium dominam humanis ac divinis destitutam subsidiiis videamus? Ut enim planius dicamus palamque fateamur, post imperii occasum hæc arbs alexandrinam ecclesiam perdidit, antiöchenam amisit; et ut de Africa taceamus, atque Asia, ipsa jam Europa discogit. Nam constantinopolitana ecclesia se subduxit: interiora Hispaniæ ejus iudicia nesciunt. Fit ergo discessio secundum apostolum, non solummodo gentium, sed etiam ecclesiarum: quoniam cujus ministri Gallias occupaverunt, nosque totis viribus premunt, antichristus instare videtur; forte, ut idem apostolus ait, jam « mysterium iniquitatis operatur tantum: ut qui vunc tenet, teneat, donec de medio fiat, ut ille perditionis filius reveletur, homo peccati, qui adversatur, et extollitur supra Dei nomen, Deique cultum. » Quod jam in aperto fit, ut romana potentia ediquassata,

religione profligata, nomen Dei frequentibus perjuriis impune humilietur : ipsius divinæ religionis cultus, etiam a summis sacerdotibus, contemnatur. Ipsa insuper Roma jam pene sola a seipsa discedit, dum neque sibi neque aliis consulit. Proinde si placet charitati vestræ, quia Pelagium patriarcham a duodecim episcopis auditum esse scimus, ut beatus Augustinus in libro quodam contra eundem Pelagium scribit : quoniamque romana ecclesia a nobis consultata, nullam judicii formam promulgavit, ex sacris legibus capitula proferantur : et a quot episcopis episcopus in crimine detentus audiri debeat, et qui causæ suæ dicendæ adesse voluerit, quam sententiam excipiat. Itaque jubente synodo, hæ sententiæ recitatæ sunt.

XXIX. Ex concilio Carthaginis titulo 10. Foelix episcopus dixit : « Suggero ' secundum statuta veterum conciliorum, ut si quis episcopus, quod non optamus, in reatum aliquem incurrerit, et fuerit ei nimia necessitas, non posse plurimos congregare, ne in crimine remaneat a duodecim episcopis, et presbyter a sex episcopis, cum proprio suo episcopo audiatur, et diaconus a tribus. »

Ex concilio Carthaginis, cap: 7. Aurelius episcopus dixit : « Quisquis episcoporum accusatur, ad primatem provinciæ ipsius causam deferat accusator : nec a communione suspendatur, cui crimen intenditur, nisi ad causam suam dicendam electorum judicium, die statuta literis evocatus, minime occurrerit : hoc est, infra spacium mensis ex ea die, qua eum literas accepisse constiterit ; quod si aliquis veras necessitatis causas probaverit, quibus enim occurrere non potuisse manifestum sit, causæ suæ dicendæ intra alterum mensem integram habeat facultatem : verum tardius post mensem secundum non communicet, donec purgetur. Si autem ad concilium universale anniversarium occurrere noluerit, ut vel ibi causa ejus terminetur, ipse in se damnationis sententiam dixisse judicetur ; tempore sane quo non communicat, nec in sua ecclesia vel parochia communicet. »

De contemptu judicii, ex epistola papæ Bonifacii : « Probat vera esse illa quæ adversum se dicta sunt, qui ad hæc confutanda adesse minime

* Les Centuriateurs ont omis depuis le mot *suggero* jusqu'à ceux-ci, *Quisquis episcopus*, qui commencent la citation de l'*Iliade*

suivant. Ils font dire ainsi à Félix ce que l'édition de Francfort met dans la bouche d'Aurelius.

Ann. 991. « vult; et nullus dubitat, quod ita iudicium nocens subterfugit, quem-
 « admodum ut absolvatur, qui est innocens, querit. Sed astuta cavil-
 « latio eorum qui versutis agendum credunt esse consiliis, nunquam
 « innocentie nomen accipiet. Confitetur enim de omnibus, quisquis se
 « subterfugere iudicium dilationibus putat. Veniet tamen aliquando ille
 « qui talis perhibetur, in medium : nec prodest illi toties latuisse, to-
 « ties subterfugisse, quem sui actus et commissa, quocumque fugerit,
 « ea quæ subjiiciuntur illi, si vera sunt crimina, persequantur. Ut si
 « adesse voluerit præsens, si confidit ad objecta respondeat; quod si
 « adesse neglexerit, dilationem sententiæ de absentia non lucretur :
 « nam manifestum est, confiteri eum de crimine, qui iudulto, et toties
 « delegato iudicio, purgandi se occasione non utitur. Nihil enim interest,
 « utrum in presenti examine, omnia quæ dicta sunt, comprobentur,
 « cum ipsa quoque pro confessione procurata toties constet absentia. »]

XXX. *His omnibus pertractatis, a defensoribus Arnulfi venia postulat; et quod ejus negotia minus caute prius inquisierint, et quod concilium longis dilationibus defatigaverint. Deinde adjungunt, non se controversiarum genere adductos, ad studium defensionis accessisse : sed episcoporum anathema sibi necessitatem dicendi imposuisse. Episcopi vero, et qui contra Arnulfum stetisse videbantur, arguo animo se objecta accepisse dicebant. Sibi quoque placere, quod iudicium posse fieri juxta in commune legitimum putaretur : nihilque aliud superesse, quam ut ipse Arnulfus in medium deduceretur, et de qualitate sui facti juxta quod vellet, responderet. Itaque jubente synodo, in episcoporum ordine consedit. Cui pater Arnulfus circa eum regis beneficia, itemque ipsius in regem maleficia, miti alloquio commemorat. Negat ille se quicquam contra regis salutem egisse, sed pro fide ad eum conservata, cum clero et populo se in propria urbe ab hostibus captum fuisse; nihilque solatii proinde a rege tulisse, sed insuper maleficia pro beneficiis recompensata sibi esse. Opponit pater Arnulfus presentem presbyterum, qui urbis portas, acceptis a manu ejus clavibus, jussu ipsius affirmabat se hostibus aperuisse. Ille respon-*

* De ce passage il résulte évidemment que le gouvernement militaire de la cité était, au x^e siècle, entre les mains de l'archevêque,

comme déjà nous l'y avons vu au viii^e, sous saint Rigobert, comme nous l'y retrouverons au xiii^e, sous Albéric et Thomas de Beaudet.

det, presbyterum longe meditata dicere, falsaque pro veris narrare, suamque innocentiam ejus fictis criminationibus haberi suspectam non debere. Cui e contra presbyter ingerebat, quod se ad accusandum nemo impulerit, quod locus fugæ sibi paterit, quod sibi semper fidissimus fuerit : nihilque aliud in accusandi causa se habere, quam ut crimine prodicionis liberaretur, qui ejus imperio parisset; et si quid in veri confessione synodi dubitet, vel suo vitio adscribat. Synodi decretis se subjacere pollicebatur, tantum ecclesiasticæ communioni restitueretur. Ad hæc Arnulfus, teneri se ab hostibus conquerebatur, nec aliquando se vidisse episcopum sic attractatum; ideoque se respondere nescire. Neque vero sibi relictos esse suos monachos, suos clericos, suos abbates, quibus que vellet præcipere posset; quod dictum insuli hominis esse putabatur. Et quidnam, *inquit pater Arnulfus*, his præcipiendum est? Num ut te a culpis eximant? Et quidem, si pro testimonio ferendo dicis, en tui episcopi, qui te frequenter pro temetipso, ut apud synodum venires, hortati sunt; en tui abbates, tuusque clerus, cum sibi prelati. His omnibus datur licentia te defendendi, non solum voluntaria, verum necessitate imposita. *Ad hæc ille ad priora relabebatur*; non se vidisse episcopum sic attractatum dicens, nec ita se habitum scire respondere : doctum etiam hominem inter tot sapientes insipientem videri posse. Cur ergo, *inquit episcopus Guido*, secundum tua vota habitus, totiesque ab episcopis et domino tuo rege vocatus, respondere noluisti? *Et ille* : Delatus ad regem eram, et ideo quo vocabar, ire non audebam. Non ita est, *inquit Guido episcopus*; sed cum te in vicinia laudunensis urbis apud Cationem conuenissem, coram fidelibus testibus clericis et laicis, tertio te ad fratrum tuorum conventum invitavi, sub obtestatione divini nominis, ex canonum auctoritate et societate omnium fideliū ad domitorum quoque tuorum præsentiam ire monui, per fidelitatem quam eis promiseras, per omnia sacramenta quæ ipsis præbueras. Unde perjurum te esse negare non potes, per clirographum cui subscripsisti, et omnes nos subscribere fecisti. Sed eum tu responderes, non posse te ire sine ducforibus Odone et Heriberto, eo quod vim tibi inferri timeres; fratrem meum Gualterum obsidem tibi obtuli : me et patrem meum comitem Gualterum, timeris ductores pollicitus sum;

Ann. 991.

Ann. 991. ut sine periculo vitæ, membrorum, captionis, ad tua redires. Idem quoque in eodem momento, sacramento firmare propria manu præsto fui. Cumque te a Karolo captum esse prætenderes, eique sacramenta et obsides præbuisse, ideoque sine ejus licentia ire non posse : percontabar a te, quinam obsides pluris tibi viderentur? Utrum Richardus frater tuus, Bruno episcopus consobrinus tuus, ejusque sororis filius, in regum potestate constituti? An milites tui Sehardus et Rainoldus, qui datia pro se pueris, abire permisi sunt, quorumque beneficia simulatis captivatoribus tuis attribuisti; palam faciens, quanta in dante et accipiente obsidum diligentia fuerit. Quodnam etiam tibi sacramentum potius servandum foret, requirebam : scilicet quod regi et domino tuo sponte dederas, aut quod hosti armato invitus dare debueras? Tria autem erant sacramenta, quæ nulla arte, nullo ingenio effugere poteras. Primum, quo te obligasti, ut pro nullo a te facto vel faciendo sacramento, a fidelitate dominorum nostrorum recederes. Secundum, ut si ab hostibus interceptus esses, sicut tunc simulabas, mox ut locus fugæ tibi pateret, ad dominos tuos redire per rectam fidem non differres. Idque in præsentem facere monebam, cum tecum pauci essent, ego autem optimorum militum copias haberem. De tertio vero quid dicam? Cum tam multiplicis perjurii reus sis, quot esse perjuros facis? Omnes enim cives tui ac milites, te jubente juraverunt, ut si aliquando ab hostibus capereris, vel si ipse tua sponte a regi, fidelitate deficeres, regi se fidem servaturos, urbemque et castra sub eorum jure retenturos. E contra, cum tu a fidelitate regis defeceris, contra omnes mortales tibi sacramenta præbere jussisti. Domino tuo regi portas civitatis obstruxisti : Karolo, quoties sibi libuit, aperuisti. Nec ad professionem tui chirographi respicere voluisti, cum inimicis

* Noter qu'ici les bourgeois de Reims sont formellement appelés bourgeois de l'archevêque *cives hui*. Ils sont ses bourgeois comme les hommes féodaux, *milites*, dont il est en même temps question, sont ses vassaux. Des liens hiérarchiques unissaient donc, au 1^{er} siècle, les bourgeois à leur archevêque, liens qui ne pouvaient subsister alors sans entraîner un serment. Les évêques, chefs de la bourgeoisie, prêtaient nécessairement

serment comme elle, et sans doute même pour elle. Ainsi tombe tout l'échafaudage des raisonnements et des déclamations du patriotisme local, qui affirme qu'avant 1182 l'évêché et la bourgeoisie étaient sans souverain dans Reims, et qui maudit les prétendues entreprises des archevêques contre l'antique liberté remontant, à l'entendre, non pas seulement à l'époque romaine, mais bien aux institutions gauloises.

dominorum tuorum consilium et auxilium, secundum scire tuum et posse, subministrare. Nunquid id hæc negare contendes? *Addabat etiam de pactis et constitutis in vulgari lingua cum eodem habitis, quibus episcopos a sua subjectione quasi emancipaverat, si a chirographi conditionibus declinasset; seque id ex sua ac reliquorum episcoporum persona, jamdudum apud Cavinionem effecisse. Ad hæc ille, de non servatis chirographi et sacramentorum conditionibus erubescerebat: quibus tamen poterat modis hæc eadem attenuabat. Petebant ergo episcopi, ut aliquis familiarium ejus testis horum admitteretur, cujus conscientiam vereretur. Admittitur ergo Raynerius, secretorum ipsius per omnia conscius, et qui eum inter alia perjuria etiam contra se ac suam uxorem ac filium publice perjurum protestabatur. Cui cum a sacro conventu dicerentur, quæ Arnulfus de regis infidelitate denegaret, tali eum sermone aggressus est: Car omnem populum tuo errore perdis? Nescis quæ ante urbis traditionem, juxta fluvium Axonam, mihi retuleris? Et ut omnium melius recorderis, nescis te Ludovici amorem filii Karoli omnibus prætulisse mortalibus, et si tibi placere vellem, ut de ejus salute cogitarem? Vade ergo, et scelera tua episcopis confitere; ut quia corpus perdidisti, saltem animam per poenitentiam salves; et populum qui de tuis criminibus adhuc dubitat, ab hoc errore absolvas. Quod si nolneris, coram episcopis, coramque omni multitudine, quæ pro foribus astat, peccata tua, quæ adhuc dubia sunt, manifesta faciam; et scelera tua, quæ in nulla opinione populi sunt, in medium proferam: ut omnes sciant et intelligant, quid de te sentire debeant. Et ut verbis meis fides in æternum habeatur, postquam peroravero, mea dextera ita esse sacramento firmabo, meumque vernaculum episcopis tradam, qui per ignitos vomeres incendens, Deum de te judicare manifestis declaret indicibus. *Ad hæc abbatum quidam dicebant, debere dari Arnulfo secessum deliberandi cum quibus vellet, ut consultius pro se respondere valeret. Quibus pater Arnulfus: Quis, inquit, prohibet? Surgat, et quoscunque delegerit, suis consultationibus adhibeat. Surgens itaque, ad cryptæ secretiorem partem, ostiis diligenter obseratis, venerabiles deduxit episcopos, Siguinum senonensem, Arnulfum avelanensem, Brunonem lingonensem, Gotesmannum ambianensem.**

Ann. 991.

XXXI. *In horum absentia, multa ex canonum capitulis in synodo prolata sunt, multa inter assidentes collata, utpote omnium ignaros, quæ in abditiis agerentur: non tamen nescios, imperatricis Theophaniæ ac hostium regis colloquia, contra ipsius regis voluntatem et utilitatem Arnulfum expetisse; suorumque militum copias sub signis Karoli, contra eundem regem in acie constituisse, et insuper criminis regis majestatis reum esse. Itaque variis quoque sacramentorum generibus implicatum videri, ut a nemine sacerdotum tot perjuriis obvoluto episcopale ministerium ullis legibus valeret impleri. [Ad has autem causas hæc sententiæ, quasi e vicino respicientes, reperiebantur.*

XXXII. Ex concilio toletano, cap. 30. « Confinitimi hostium sacerdotes, præter eos qui a regia potestate licentiam acceperunt, a quolibet mandatum agente extraneum, occulte accipere vel dirigere non præsumant. Qui autem deprehenditur aut vincitur, denuncia- tus principi apud concilium, condigna animadversione multabitur. »

XXXIII. Item ex eodem, titulo 75, post instituta quædam ecclesiastici ordinis, vel decreta, quæ ad quorundam pertinent disciplinam : « Postrema nobis cunctis sacerdotibus sententia est, pro robore nostrorum regum, et stabilitate gentis Gothorum, pontificale ultimum sub Deo judice ferre decretum. Multarum quippe gentium, ut fama est, tanta extat perfidia animorum, ut fidem sacramento promissam, regibus suis observare contempnant; et ore simulent juramenti professionem, dum retineant mente perfidiæ impietatem. Jurant enim regibus suis, et fidem quam pollicentur prævaricant: nec metuntur volumen illud judicii Dei, per quod inducitur maledictio, multaque poenarum comminatio super eos qui jurant in nomine Dei mendaciter. Quæ igitur spes talibus populis contra hostes laborantibus erit, quæ fides ultra cum aliis gentibus in pace credenda, aliter quod foedus post foedus non violandum? Quæ in hostibus jura ista pernebunt sponsione, quando nec ipsis propriis regibus juratam fidem conservant? Quis enim adeo furiosus est, qui caput suum manu sua propria descendet? Illi, ut notum est, immemores salutis suæ, propria manu se ipsos interimunt, in semetipsos suosque reges proprias convertendo vires; et cum Dominus dicat: « Nolite tangere Christos meos. » Et David: « Quis, inquit, extendit manum suam in Christum

« Domini, et innocens erit? » illis nec vitare metus est perjurium, nec
 « regibus inferre exitium. Hostibus quippe fides pacti datur, nec vio-
 « latur. Quod si in bello fides vigeat, quanto magis in suis servanda
 « est? sacrilegium quippe est, si violetur a gentibus regum suorum
 « promissa fides: quia non solum in eis fit pacti transgressio, sed et in
 « Deum quidem, in cujus nomine pollicetur ipsa promissio. Inde est,
 « quod multa regna terrarum ecclesis iracundia ita permutavit, ut pro
 « impietate fidei et morum, alterum ab altero solveretur. Unde et no-
 « oportet cavere casum huiusmodi gentium, ne similiter plaga feriamur
 « præcipiti, et poena puniamur crudeli. Si enim Deus angelis in se
 « prævaricantibus non pepercit, qui per inobedientiam coeleste habita-
 « culum perdiderunt; unde et per Esaiam dicit: « Inebriatus est gladius
 « meus in caelo, » quanto magis nos nostræ salutis interitum timer-
 « debemus, ne per infidelitatem eodem sæviente gladio pereamus?
 « Quod si divinam iracundiam vitare volumus, et severitatem ejus ad
 « clementiam provocare cupimus, servemus erga Deum religionis cul-
 « tum atque timorem; custodiamus erga principes nostros pollicitam
 « fidem atque sponsionem. Non sit in nobis, ut in quibusdam genti-
 « bus, infidelitatis subtilitas impia, non subdole mentis peridia, non
 « perjurii nefas, et conjurationum nefanda molimina: nullus apud nos
 « præsumptione regnum arripiat, nullus excitet mutuas seditiones
 « civium, nemo meditetur interitus regum; sed defuncto in pace prin-
 « cipe, primates gentis cum sacerdotibus successorum regni consilio
 « communi ex more constituent: ut dum unitatis concordia a nobis
 « retinetur, nullum patrie gentisque dissidium per vim ambitionis mo-
 « veatur. Quod si hæc admonitio mentes nostras non corrigit, et ad
 « salutem communem cor nostrum nequaquam perducit, audite sen-
 « tentiam nostram. Quicumque igitur a nobis, vel totius Hispaniæ po-
 « pulis, qualibet conjuratione vel studio sacramentum fidei sue, quod
 « pro patriæ salute, gentisque Gothorum statu, vel conservatione regni
 « salutis pollicitus est, temeraverit, aut regem necesse attraxerit, aut
 « potestate regni exnerit, aut præsumptione tyrannica regni fastidium
 « usurpaverit, anathema sit in conspectu Dei patris et angelorum:
 « atque ab Ecclesia catholica, quam perjurio profanaverit, efficiatur
 « extraneus, et ab omni coetu christianorum alienus, cum omnibus

Ann. 991. « impietatis suæ sociis. Quia oportet ut una poena teneat obnoxios,
« quos similis error invenerit implicatos. Quod iterum secundo repli-
« camus, dicentes : Quicumque amodo ex nobis, vel cunctis Hispanie
« populis, quolibet tractata vel studio sacramentum fidei suæ, quod
« pro patriæ salute, gentisque Gothorum statu, vel conservatione regie
« salutis pollicitus est, violaverit, aut regem nece attraxerit, aut
« potestate regni exuerit, aut præsumptione tyrannica regni fastigium
« usurpaverit, anathema in conspectu Christi et apostolorum ejus sit :
« atque ab Ecclesia catholica, quam perjurio profanaverit, efficiatur
« extraneus, et ab omni consortio christianorum alienus, et damna-
« tus in futuro Dei judicio habeatur, cum participibus suis. Quia
« dignum est, ut qui talibus sociantur, ipsi etiam damnationis eorum
« participatione obnoxii teneantur. Hoc etiam tertio acclamamus, di-
« centes : Quicumque amodo ex nobis, vel cunctis Hispanie populis,
« quolibet meditatione vel studio, sacramentum fidei suæ, quod pro
« patriæ salute, gentisque Gothorum statu, vel incolumitate regie po-
« testatis pollicitus est, violaverit, aut regem nece attraxerit, aut
« potestate regni exuerit, aut præsumptione tyrannica regni fastigium
« usurpaverit, anathema sit in conspectu Spiritus sancti, et martyrum
« Christi : atque ab Ecclesia catholica, quam perjurio profanaverit,
« efficiatur extraneus, et ab omni communionem christianorum alienus,
« nec partem habeat justorum ; sed cum diabolo et angelis ejus, æter-
« nis suppliciis condemnatur, una cum eis qui eadem conjuratione
« nituntur, ut par poena perditionis constringat, quos in perniciem
« prava societas copulat. Et ideo si placet omnibus qui adestis hæc
« tertio reiterata sententia, vestræ vocis consensu confirmate. Ab uni-
« verso clero vel populo dictum est : Qui contra hanc vestram defini-
« tionem præsumperint, anathema, maranatha, hoc est, perditio in
« adventu Domini sint, et cum Juda Ischarioth partem habeant, et
« ipsi et socii eorum ; amen. Quapropter nos ipsi, et sacerdotes omnes,
« Ecclesiam Christi ac populum admonemus, ut hæc tremenda, et
« totiens reiterata sententia, nullum ex nobis præsentem atque æterno
« condemnet judicio ; sed fidem promissam, erga gloriosissimum do-
« minum nostrum regem Sisenandum custodientes, ac sincera illi
« devotione famulantes, non solum divinæ pietatis in nobis clemen-

« etiam provocemus, sed etiam gratiam antefati principis percipere Ann. 991.
« mereamur. »

« XXXIV. Item ex concilio agathensi, titulo quinquagesimo, cap. 34.
« Si episcopus, presbyter, aut diaconus capitale crimen commiserint,
« aut chartam falsaverint, aut testimonium falsum dixerint, ab officii
« honore depositi, in monasterium retrudantur; et ibi tantummodo,
« quamdiu vixerint, laicam communionem accipiant. »

« XXXV. Item ex concilio toletano sexto, cap. 12. « Pravarum an-
« dacia mentium, sæpe malitia cogitationum, aut causa culpæ,
« refugium appetit hostium; unde quisquis patratior causarum exstiterit
« talium, virtutem potens defendere adversariorum, et patriæ vel genti
« suæ detrimenta intulerit rerum, in potestatem regis ac gentis re-
« ductus, excommunicatus et retrusus, longinquioris poenitentiae le-
« gibus subdatur. Quod si ipse mali sui prius reminiscens, ad Ecclesiam
« fecerit confugium, intercessu sacerdotum et reverentia loci, regia
« in eis pietas reservetur, comitante iustitia. »

« XXXVI. Item, ex eodem concilio, titulo 17. « Quamvis in concilio
« anteriori, quod anno primo gloriosi principis nostri habitum est, de
« huiusmodi re fuerit promulgata sententia; tamen placet iterare, quod
« convenit custodiri. Itaque regis vita constante, nullus sibi aliquo
« opere vel deliberatione, cuiuscunque dignitatis laicus, sen gradu
« episcopi, aut presbyteri, aut diaconi consecratus, cæterisque cleri-
« catus officiis deditus, futurum regem prævideat, contra viventis regis
« utilitatem, et procul dubio voluntatem; nullo blandimento vel sua-
« sione pro eadem spe, aut alios in se trahat, aut ipse in alium ac-
« quiescat. Iniquum enim, et valde execrabile christianis debet haberi,
« futuri temporis illicitis prospicere, et vitæ suæ ignavis ventura dispo-
« nere. Quod si quisquam jam talia, iniqua deliberatione cum quo-
« cumque est meditatus, hoc sibi noverit esse sacerdotali moderatione
« concessum, si veniabiliter poscit, ut hoc sine mora, præsentis prin-
« cipis auribus studeat publicare. Si autem retineat, et deliberationis
« suæ machinamenta noluerit dicere, pessimo plectatur anathemate. »

« XXXVII. Item ex eodem concilio, titulo 18. « Jam quidem in an-
« tecedenti universali synodo, saluti nostrorum principum constat esse
« consultum; sed libet iterare bene sancita, et digna auctoritate munire

Ann. 993. « salubriter ordinata. Ideoque testamur coram Deo, et omni ordine
 « angelorum, coram prophetarum et apostolorum, vel omni martyrum
 « choro, coram omni Ecclesia catholica, et christianorum cœtu, ut
 « nemo intendant interitum regis, nemo vitam principis attrectet, nemo
 « eum regni gubernaculis privet, nemo tyrannica præsumptione apicem
 « regni usurpet, nemo quolibet machinamento in ejus adversitate sibi
 « conjuratorum animum adsociet. Quod si quidpiam horum quisquam
 « uostrorum tentare præsumptor existerit, anathemate divino percul-
 « sus, absque ullo remèdii loco habeatur, condemnatus æterno judicio.
 « Is autem qui ejus sedem fuerit assecutus, si vult tanto expiari pœculo,
 « quasi proprii patris ejus ulciscatur interitum. »

XXXVIII. Iterum ex concilio toletano, era dclxxxiv. « Non parum
 « proficit ad emendationem multorum, si ea quæ constituta sunt, per
 « fraternam collationem ad memoriâ reducantur : si illa etiam adji-
 « ciantur, quæ aut decesse videntur, aut omnino constituenda competen-
 « ter existimantur. Quis enim nesciat, quanta sint hæcenus per tyrannos
 « et refugas, transferendo se in externas partes, illicite perpetrata; et
 « quam nefanda eorum superbia jûgiter frequentata, quæ et patriæ
 « diminutionem afferrent, et exercitui Gothorum indesinentem labo-
 « rem imponerent? Quod si quidem laicorum insania fuisset factum,
 « tolerandum nobis forsitan aliquoties videretur. Illud tamen est
 « vehementius stupendum, quod pejus est, quia tanti ex religionis
 « proposito, in hac interdum præsumptione præcipites effertur,
 « ut non ad levem confusionem nostram pertineant; si res ullatenus
 « inulta remaneat, quam et mundana lege et ecclesiastica conveni-
 « instanter disciplina corrigere. Ideoque placuit nunc concordî senten-
 « tia definire, ut quisquis in ordine clericatus, a maximo gradu usque
 « ad minimum constitutus, in aliene gentis regionem, se quacunque
 « occasione transduxerit, ut exinde superbiendo, vel reditum sum,
 « vel quodlibet aliud videatur expetere, sive etiam quod genti Go-
 « thorum, vel patriæ aut regno specialiter sub hac occasione possit
 « nocere, vel fieri disposuerit, vel aliquatenus fecerit. Sed et quicumque
 « talibus conscius reperitur, eisque vel consilium vel opem administrare
 « cognoscitur, qualiter aut ad gentem alienam fugam appeterent, aut
 « in malis quæ creperant, perdurarent, seu quacunque læsione genti

« Gothorum, vel patrie aut principis post fugam inferrent, atque in
 « eadem pravitate perseverarent; quisquis hoc fecisse dinoscitur, iste
 « ita indubitanter omni honoris sui gradu privetur, ut locum ejus in
 « quo ministraverat, alter continuo perpetim regendum accipiat. Ipse
 « vero transgressor sub poenitentia constitutus, si reminiscens mali
 « quod fecerat, usque in diem mortis sue, si rectissime poenituerit,
 « in solo tantum fine communio ei prestanda est : ita ut antequam
 « finis ejus tempus adveniat, si quispiam sacerdotum etiam ordinante
 « principe, ei communicare consenserit, particeps criminis illius effige-
 « tus, anathema fiat in perpetuum, ac simili cum eo qui communica-
 « verit, sententia condemnatur; quoniam potestati principis, nullus
 « sacerdotum in hoc præbere debet assensum, unde vel perjurium
 « videatur incurrere, vel, quod absit, si quicumque catholice fidei
 « prævaricator princeps surrexerit, sacerdos nullatenus vel favore prin-
 « cipis, vel terrore a recto credulitatis lumine ad tenebras cogatur
 « reverti. Sic enim nec superadnexa capita, vel imperiis principum,
 « vel terroribus oportebit unquam evacuari; quia novimus omnes
 « pene Hispaniæ sacerdotes, omnesque seniores vel iudices, ac cæteros
 « homines officii palatini jurasse, atque ita nunc legibus decretum fuisse,
 « ut nullus refuga, vel perfidus, qui contra gentem Gothorum, vel
 « patriam, seu regem agere, aut in alterius gentis societatem se transdu-
 « cere reperitur, integritate rerum suarum nullatenus reformetur, nisi
 « forsitan princeps humanitatis aliquid personis talibus impertire vo-
 « luerit; qui tamen non amplius quam vicesimam partem rerum, ei
 « qui perfidus exstitit, de rebus unde rex elegerit, tribuendi potestatem
 « habebit.

« Sed quia plerosque clericos instantis levitatis interdum pravitas ita
 « elevat, ut prætermissa sui ordinis gravitate, ac polliciti sacramenti
 « immemores, constante principe cui fidem servare promiserant, in

¹ Les Centuriateurs portent : *vel terrori-
 bus oportebit unquam evocari* (revocari?).

En général, les deux éditions allemandes s'éloignent par des variantes assez nombreuses du texte adopté dans les collections de conciles. Comme celles-ci peuvent être facilement consultées, nous avons conservé les leçons des éditeurs allemands lorsqu'elles

n'offrent pas des non-sens absolus. Il nous a semblé qu'il n'était pas inutile de savoir comment Gerbert lisait le texte des conciles qu'il cite. Toutefois nous soupçonnons les éditeurs de Francfort d'avoir souvent corrigé leur manuscrit d'après les collections de conciles.

Ann. 991. « alterius erectionem temeraria levitate consentiant, abrogari decet
 « hanc omnino licentiam, et a nostro consortio penitus extirpari : ita
 « ut si quicumque laicorum quandoquidem intra fines patriæ Gothorum
 « superbiens, regni apicem sumere fortasse tentaverit, eique cleri-
 « corum quilibet adiutorium vel favorem præstiterit : atque hunc qui
 « superbire videtur, ad eandem regni ambitionem, prævalente de-
 « licto pervenire contigerit ; ex eo quidem die vel tempore eundem
 « episcopum, vel ejuslibet ordinis clericum, excommunicatum ma-
 « nere perpetuum oportebit, quo tali se scelere implicavit : tamen si
 « propter improbitatem principis, cui inique consensit, non poterit
 « instantia sacerdotum a communione suspendi : saltem si superstitem
 « post ejusdem regis obitum invenerit, superiori anathema-
 « tis correptioni subiaceat, et quicumque illi, præter in ultimo vite
 « suæ fine, si tamen eum legitime poenitere probaverit, communionis
 « gratiam consenserit impendendam. Nobis interim ratio persuasit,
 « synodali super hoc constitutione decernere, ut quicumque etiam lai-
 « corum in predictis capitulis, hoc est, in adversitatem gentis, aut
 « patriæ, vel regis potestatis, in externas partes se conferendo, vel
 « talibus opem præbendo noxius fuerit ultra repertus, non solum,
 « ut dictum est, omni rerum suarum proprietate privetur ; sed et
 « perpetua excommunicatione damnatus, nunquam illi nisi ultimo
 « mortis sue tempore communicatio tribuatur : excepto, si communionis
 « ejus remedium, vel eorum de quibus supra taxavimus, imploratione
 « sacerdotum, apud principem fuerit impetratum. Nam si in deroga-
 « tionem aut contumeliam principis reperiatur aliquis nequiter loqui,
 « aut in necem regis, seu directionem intendere, vel consensum præ-
 « bere ; nos quidem hujuscemodi excommunicatione dignum censuimus.
 « Utrum tamen sit illi quandoque communicandum, pietati principis
 « decernendum relinquimus : ejus procul dubio potestatis est, subje-
 « torum culpas misericordie judicii que sententia temperare. Contestamur
 « autem clementissimos principes, et per ineffabile divini nominis
 « sacramentum obtestantes unanimiter obsecramus, ne quandoeveni-
 « que absque justa, ubi necesse fuerit, imploratione sacerdotali, ex-
 « communicationis hujus sententiam a perfidis clericis vel laicis, ad
 « externas partes se transferentibus, vel consensum præbentibus,

« quacunq[ue] temeritate suspendant; nam hoc magis utilitatibus videtur
 « fore consultum, ut constitutionis nostræ forma servetur. Et ut exe-
 « crandum anathema fiat, et velut prævaricator catholice fidei semper
 « ad Dominum reus existat quicunq[ue] regum deinceps canonis huius
 « censuram, in quocunq[ue] crediderit vel permiserit violandam. »

« XXXIX. Item ex concilio toletano, era dcccv. « Frequentiam
 « molestiarum nocens impulsus contemni quidem magnitudine decentis
 « poterit gravitatis; sed quia honesta sollicitudo colibere properat,
 « quod frequentata usitatio vitare non curat, ideo cum et quorundam
 « paternorum sanctionibus decretorum, et institutionibus sit legalibus
 « cautum, ne contra salutem principum, gentisque aut patrie quisquam
 « meditari conetur; adversum hoc unum specialiter nunc deponitur
 « observandum, ut si quis religiosorum, ab episcopo usque ad extre-
 « mum ordinis clericorum sive monachorum, generalia juramenta, in
 « salutem regiam, gentisque fiat patrie data reperiat[ur] violasse, vo-
 « luntate profana, mox propria dignitate privatus, et loco et honore
 « habeatur exclusus. »]

« XL. Hæc et hujusmodi dum sibi quisq[ue] vel alteri replicat, epi-
 « scopi qui in synodo residebant, ab eis convocantur episcopi, qui
 « Arnulphum ad remotiora comitati fuerant. Quo cum convenissent,
 « causam sui adventus non sine lacrimis et multo genatu didicerunt.
 « Erat autem Arnulphi causa, Apiani presbyteri causæ consimilis; de
 « quo, sicut africani episcopi Celastino papæ romano retulerunt,
 « ita et hic de Arnulpho episcopi episcopis in hunc modum referre
 « vniunt. Tergiversationes Arnulphi, quibus nefandas turpitudines
 « occultare conabatur, Deus iudex justus, et fortis, et longanimis, ma-
 « gno compendio resecauit. Tetriciore quippe ac putidiorè obstinatione
 « compressa, qua tantum lividum coenum impudentis negationis vole-
 « bat obruere, Deo nostro ejus conscientiam coartante, et occulta quæ
 « in illius corde tanquam in volutabro criminum jam damnabat, etiam
 « hominibus publicante, repente in confessione cunctorum obsectorum
 « flagitiorum dolosus negator erupit; et tandem de omnibus incredi-
 « bilibus opprobriis ultro se ipse convicit. Atque ipsam quoque

Ann. 961. nostram spem, qui etiam et credebamus et optabamus de tam pudendis maculis posse purgari, convertit in gemitus : nisi quoniam istam nostram meretriciam uno tantum solatio initiavit ; quod et nos labore diuturnioris questionis absolvit, et suis vulneribus qualemcumque meclam, etsi invita, ac sua conscientie reluctantia confessione, providit. Addebant præterea confessores episcopi, cum suis pedibus provolutum, cum lachrymis et gemitu sua crimina sub nomine confessionis declarasse, seque a sacerdotali officio, quo hæcenus indigne usus fuerat, removeri velle. Sed episcopi, qui consentiente Arnulpho, confessionis testes admitti fuerant, ab ipsius ore se audire malle dicebant. Quod cum factum esset, episcopi per terribile nomen omnipotentis Dei, sub tremendo anathemate præcipiunt, ne ulla formidine cunctus, aliquid falsi de se proferat ; seque illi omne solatium laturus, ac pristinum honorem etiam invitæ regibus recuperaturos pollicentur ; tantum innocentiam ex æquo et utili astruere velit. At ille episcopis quidem pro salutis sue studio gratias agens, quæ eorum fidei commiserat, vera esse confirmat ; nec se Deo, in cuius conspectu adstet, velle mentiri, ad cuius iudicium ire formidet. Petebant ergo episcopi, quoniam ea quæ per confessionem protulerat, gravissima sibi viderentur, ut abbatum et clericorum doctissimos ac religiosissimos intromitti liceret : quique sacramento vel anathemate devincti, et sua peccata fido silentio tegerent, ei quid facto opus esset in commune decernerent ; futuris quoque temporibus dictorum et factorum fidsissimi testes existerent. Quod, aliquandiu secum reputans, fieri permisit. Admisi ergo sunt ex omni abbatum et clericorum collegio, fere numero triginta, quibus per conditionem anathematis, Arnulphi confessio, ipso iubente, in ipsius præsentia propalata est. Itaque eo remoto, longis consultationibus definitum est, quomodo ejus arcanum tegeretur, et clero ac populo absentis pro ejus depositione satisfaceret. Jam enim cum qui sibi delectos iudices constituerat, ad alterius non posse commeari iudicium, certum erat. Jam episcopi invidia romani privilegii carere videbantur, cum Arnulphus nec ad alios iudices, nec ad sedem apostolicam provocasset ; vel ante electorum iudicium audientiam, quod bene quidem licuerat, si se iustam habere causam putasset : vel post

eorundem iudicium sententiam, quod minime licere manifestum erat. Sed utpote reus, a torquente se conscientia convictus, et sua sponte, ut videri tunc potuit, confessus, iudicii formam improbus accusator sui exposulaverat. Quæsitum ergo est, qualiter ipsius depositio celebraretur, ut lege et consuetudine constaret. Et de lege quidem manifestum erat, quod una et eadem semper ad æquitatem spectet. De consuetudine vero, quod neque una neque eadem neque semper ad æquitatem intendat, sed eam præcellere, quæ legi vel æquitati vicina sit. Quærebatur ergo lex et consuetudo depositionis episcoporum; vel archiepiscoporum. [Et lex quidem hæc reperiebatur in africanis conciliis, sed sine depositionis celebritate et consuetudine.]

XXI. « De Maximo autem bagaïensi, et ad eum, et ad ipsam plebem, placuit de concilio literas dari, ut et ipse ab episcopatu discedat, et illi sibi alium requirant. »

XLII. Item Eutyches presbyter, in constantinopolitana synodo depositus, non aliud depositionis factum excepit, nisi quod anathema ipsi ab universis conclamatum est; et post aliquanta, a Flaviano episcopo sententia in hunc modum prolata: « Per omnia Eutyches quondam presbyter, et archimandrites, ex his quæ ante acta sunt, et propositis ejus quæstionibus, Valentini et Apollinaris perversitate repletus est ægrotare, et eorum blasphemias incommutabiliter sequi: qui nec nostram reverens persuasionem et doctrinam, rectis voluit consentire dogmatibus. Unde gementes, perfectam ejus perditionem decrevimus, per Jesum Christum Dominum nostrum ab eo blasphematum, extraneum esse ab omni officio sacerdotali, et nostra communionem et primatu monasterii. Sciant ergo et hi qui postea cum eo colloquantur, et ad eum converterint, quoniam rei erunt et ipsi poena excommunicationis, si non declinaverint contumelias ejus. »

XLIII. Item quæ circa Ratherium veronensem episcopum vel circa Petrum ravennatem archiepiscopum, usu vel consuetudine proveniunt, ab omnibus abrogata sunt. Uterque enim nec abdicationis porrecto libello, nec sacerdotalibus depositis insignibus, successorem acceperat: Ratherius quidem Milonem, Petrus vero Honestum monasterii beati Apollinaris abbatem: quem Honestum domnus Johannes

Ann. 991. *papa, cognomento Bonus, ad consecrandum prius sibi oblatum vidit, quam de Petri defectione, vel fama nunciante, cognoverat. Deserebatur ergo lex et consuetudo sive depositionis festivitas, ex concilio toletano, cap. 28.*

XLIV. « Episcopus, presbyter, aut diaconus, si a gradu suo injuste dejectus, in secunda synodo innocens reperiatur, non potest esse quod fuerat, nisi gradus amissos recipiat coram altari de manu episcoporum. Si episcopus est, horarium, anulum et baculum : si presbyter, horarium, et planetam : si diaconus, horarium et albam : si subdiaconus, patinam et calicem : sic et reliqui gradus, ea in reparationem sui recipiant, quæ cum ordinarentur, perceperant. »

XLV. *Ex hac itaque sententia intellectum est, ut quæ in promotione sua quisque acceperat, ea in depositione reddere deberet. Arnulphus autem in sui promotione, anulum et baculum acceperat, quoddamque genus horarii, quod per differentiam pallium dicitur : hæc ergo cum reddere debere. Neque vero in hoc facto primati romano præjudicium infert, quod neque ad eum ab Arnulpho provocatum sit, neque eidem Arnulpho depositionis necessitas ulla imposita : quodque ab episcopis et principe romanus episcopus conventus, respondere noluerit : [cum ipse potius sacrorum canonum executor, et reum sua damnare auctoritate, et episcopos iudicium remorantes instigare debuerit, ut Gregorius episcopus concilii vizaethii pro erimine sui primatis. Item decretum pro Potamio braccarensi archiepiscopo, ex concilio toletano, lege et consuetudine valere constitutum est. Erat autem huiusmodi :*

LXVI. « Adsumere poteramus canonicam in cantum fraternæ lætitiæ tibiam, quia divina pietas conventum nostrum ad concordie convocationem caverat studia : et convenerat inestitiam vitare, quoniam visitatione discipline videbamus paternas regulas innovasse. Sed gravius sistrum pro cymbalo sumimus, et funus pro carmine decantamus, gemitusque cum Hieremias quæstibus dicimus : « Dissolutum est gaudium cordis nostri, versus est in luctum chorus noster. » Unde et væ coram nobis conspicimus, quoniam cecidisse coronam capitis nostri videmus, dum tam nobile in infimum corruit, quod in statu sublimis sanctitatis optime stetit. Ecce etenim tractantibus nobis in pace de

« ecclesiasticis regulis, delatum est conventui nostro epistolium con-
 « fusæ confessionis, et abolendæ subscriptionis, quod Potamius bra-
 « carensis ecclesiæ episcopus de factis propriis, suis verbis, suis
 « adnotarat articulis. Quo reserato, quid oblitteranda pagina et abo-
 « lenda literarum pandrent elementa, fletibus potius quam sermoni-
 « bus lachrymosa concio recensuit. Tunc solitarie tantum secretimque
 « admatris pontificibus Dei, prædictum episcopum adesse fecimus
 « coram vobis : quem singultibus aggredientes, amplius quam loquelis,
 « reseratam illi snæ deformitatis, et nostræ confusionis protulimus
 « scripturam : quam accipiens ac recurrrens, sciscitantibus nobis,
 « utrum sui operis, et suæ annotationis intimatio esset? Ille suum
 « actum, suique oris eloquium, suorumque digitorum esse robur
 « adseruit, quod illic relegendo prævidit. Rursum divini nominis
 « contestatione hunc adjurantes, obtestati sumus, ut, an de se sponte
 « mendacium diceret, aut alienius violentia premeretur, et perterritus
 « talia enarraret, veraciter indicaret? Qui mox flebili voce, lumen-
 « busque madentibus ploratu, et fragore singultuum, cum unius Dei
 « nominis juramento clamavit, se et vere eadem mala de se confiteri,
 « et ad hæc confitenda nulla se violentia prægravari. Unde etiam ferme
 « per novem menses sponte deservisse regimen ecclesiæ suæ, et erga-
 « stulo quodam pro admissio flagitio acturus poenitentiam se conclu-
 « sisse, prædixit. Tunc per fidelem confessionem est agnitio, quod
 « tactu femineo sordidisset, declarata : et licet hunc paterna antiquitas
 « sacris regulis dejicere ab honore decerneret, nos tamen miserationis
 « jura servantes, non abstulimus nomen honoris, quod ipse sibi sui
 « criminis confessione jam tulerat : sed valida autoritate decrevimus,
 « perpetuæ poenitentiae hunc inservire officiis et ærumpis, providentes
 « melius illum per asperam ire poenitentiae solitudinem, ut quandoque
 « perveniret ad refrigerii mansionem, quam relictum in voluntatis
 « suæ latitudine, ad præcipitium deici æterna damnatione. Tunc
 « venerabilem Fructuosum ecclesiæ dunensis episcopum, communi
 « omnium nostrum electione constituimus ecclesiæ bracarensis gu-
 « bernacula continere, ita ut omnem metropolim provincie Galliciæ,
 « cunctosque episcopos, publicosque conventus ipsius, omniumque
 « curam animarum bracarensis ecclesiæ gubernandam suscipiens, ita

Ann. 991. « componat atque conservet, ut et Dominum nostrum de rectitudine
 « operis sui glorificet, et nobis de incolumitate ecclesiæ ejus gaudium
 « præstet. Quia vero ad futurum prospicere convenit, ne exoriat in
 « statu pacis quedam commotio litis, patrum sententiam, quæ jam
 « dictum Potamium episcopum rectitudine damnat, huic decreto con-
 « nectere vigilantia nostra procurat. »

Ex concilio valentino ¹, titulo quarto. « Nec illud, fratres, scribere
 « alienum, ob Ecclesiæ utilitatem censuimus, ut sciretis, quicumque
 « sub ordinatione vel diaconatus, vel presbyterii, vel episcopatus
 « mortali crimine dixerint se esse pollutos, a supradictis ordinibus
 « submovendos, reos scilicet vel veri confessione, vel mendacio falsi-
 « tatis. Neque enim absolvi potest in his, si in se ipsos dixerint, quod
 « dictum in alios puniretur : quoniam omnis qui sibi fuerit mortis
 « causa, major homicida sit.

« Multæ quidem et aliæ sententiæ huic poterant annecti decreto,
 « quæ dictum Potamium episcopum severissima austeritate abjicere
 « jubent : sed ex omnibus hanc conscriptam ponere sententiam ma-
 « luimus, ne si tot condemnationis edicta replicassemus, gravissimæ
 « ultionis auctores existere videremur. »

XLVII. *Post hujus Potamii dejectionem, remensium archiepiscoporum Egidii et Ebonis depositiones, ad legem simul et consuetudinem valere visæ sunt. Quod ergo tertio factum sit, nec reprehensum, sed insuper æternis traditum monimentis, pro lege et consuetudine valere censebant.* Nec quenquam episcoporum in depositione sua scindendum, more Romanorum, honestum judicabant ; cum hoc nec lege firmaretur, nec consuetudine factum in historiarum monimentis reperiretur. Africanum ergo concilium sequentes, ut ipsius Arnulphi verecundiæ parceretur, statuebant : et propter Ecclesiæ opprobrium, et propter insolentem insultationem secularium, ne dignitas sacerdotalis pollueretur : et ne forte de his de quibus impetitus, et adhuc impetendus erat, publice convictus foret. Libellam ergo ejus depositionis dictandum, et coram eo ipsius jussu scribendum censebant, et propria manu corroborandum, et vivæ vocis confessione attestan-

¹ Les Centuriateurs : *Ex concilio toletano.*

dum; ut ejus abdicatio nec exquisita, nec invita vel extorta fore videretur: tot enim sceleribus involutum, sacris altaribus adstare non posse. [Quod si corpore languens episcopus, abdicationis porrecto libello, secundum Gregorium, successorem accipere potest: multo magis qui in anima Deo mortuus est, abdicationis porrecto libello, successorem accipere posse. Addebant præterea, quia si hæc ita festiva et solenniter determinata forent, omnino judicium hoc innovari non posset: idque firmari ex concilio antiocheno, cap. 15:]

XLVIII. « Si quis episcopus criminaliter accusatus, ab omnibus qui sunt intra provinciam episcopij exceperit unam consonamque sententiam, ab aliis ulterius judicari non poterit: sed manere circa eum oportet tanquam convenientem, quæ ab omnibus prolata est, firmam ratamque sententiam. » *His ita definitis, discessum est.*]

XLIX. *Sequenti autem die, considentibus episcopis in basilica domni Basoli confessoris, totiusque cleri disposito conventu, pauca de civilibus, plurima vero de ecclesiasticis negotiis pertractata sunt. Rursumque Arnulfus remensis in memoriam rediit. Cumque causa ejus jam non in defensione, sed maxime in conquestione versaretur, aliis illum propter genus, aliis propter florem juventutis miserantibus, episcopos ruina fratris et ignominia sacerdotalis dignitatis gravius stimulabat. Unusquisque enim casum ejus ex seipso metiebatur: seque ab infamia liberari putabat, si is qui publice impetebatur, a criminibus liber foret; vel periclitari, si causam perderet.*

L. *Sed cum has in longum ducerent querimoniae, ecce Francorum reges cum primoribus palatii, sacro conventui sese inferunt. Episcopis gratias agunt, quod pro salute principum diutius consultando, devotionem suam plena fide signassent. Laudant, quod a pravorum hominum conspiratione non solum se removissent: verum etiam ipsa mente se alienos fuisse, suo studio demonstrassent. Simulque gestorum seriem breviter exponi petunt, et in quo fine constiterint.*

LI. *Non, inquit pater Arnulfus, hoc nobis adscribi debet, quod minime promeritos constat. Pro salute enim vestra quamvis omni tempore consultaudum sit, hoc tamen tempus saluti fratris nostri, in periculo positi, totum contulimus. Et si res eo, quo volumus, deducta non est, non utique amore et benevolentia vestri, vel odio ipsius hoc actum*

Ann. 901.

Ann. 991. est : sed causarum difficultate, in quibus si aliqua similitudo defensionis apparuisset, argumentorum fortia machinamenta, sententiarum validissima jacula, pro ejus munimine excitasset : tanta nos pietas commovit, tantus charitatis fervor accendit. Denique non solum eos qui defendere parati erant, pro eo exacuimus : verum etiam eos qui impugnare videbantur, nostro anathemate dubitare coegimus. Itaque utrimque numerosae patrum sententiae prolatae sunt ; sed nulla earum adjutus est. Deductus quoque in medium est, et interrogatus ; qui primo quidem omnia negavit. Sed cum sibi singillatim species causarum proponerentur, necesse erat sibi confiteri, quod publice factum constabat. Cumque ex his quae confitebatur, consequerentur ea quae negaverat : illa quoque quae plurimum celare nitebatur, in dubium adducebat. Inter has tergiversationes cum hereret, propositum sibi est, ut sibi consuleret. Qui secessum petens, episcopos ad remotiora duxit. Ibi que dum de qualitate purificationum agere putaretur, stimulante conscientia, subito in confessionem peccatorum suorum erupit, cunctosque qui aderant attonitos reddidit. Episcopis autem salutem illi promittentibus, nihilque grave passurum, si rumores adversos propelleret : ille nihilominus in sui confessione permansit, seque sacerdotio privari poposcit. Huic confessioni quidam ex abbatibus, multi ex clero interfuerunt, secretorum Arnulfi testes per longa secula futuri. Sed si placet, in praesentiam omnium deducatur, coramque multitudine ipse sibi testis et iudex causam suam exponat : simulque accusatores, testes atque iudices invidia liberet, in se mox horum omnium personam gerens.

LII. Quo ingresso cum universo populo, post paululum silentium indictum est. Deinde pater Arnulfus, ad Arnulfum : Videsne omnium ora in te unum conversa ? cur pro te ipso non loqueris ? Qui cum male concinna verba effunderet, minusque intelligi posset, ait pater Arnulfus : Esne adhuc in sententia, in qua te sero reliquimus ? Sum, inquit. Visne te abdicare a sacerdotii honore, quo hactenus abusus es ? Et ille. Sicut dicitis. Tum comes Brochardus. Quid est, inquit, istud : Sicut dicitis ? palam eloquatur, palam confiteatur, ne postmodum episcopos crimina, quae voluerint, finxisse dicat : se confessum esse abneget. Et ille : Palam, inquit, dico et profiteor me errasse, et a fide-

litate regia deviasse. Sed peto, ut domino Arnulpho pro me loquenti credatis : ipsumque in vestra præsentia deprecor, sicut mihi conscius est, et sibi placet, ut ita causam meam exponat. Natura, *inquit pater Arnulfus*, taciturnus est : et insuper quæ sub testimonio Christi nostræ fidei celanda commisit, palam confiteri crubescit. Sufficiat vobis hoc tantum nosse, quod publice confitetur : scilicet sacramenta quæ regibus publice præbuit, minime conservasse : contra confessionem et subscriptionem suam sub specie chirographi factam, publice venisse. Non est mihi satis, *inquit comes Brochardus*, nisi publice fateatur, aut publice perneget, sub vestro testimonio, se traditionem fecisse; ut alteri sit libera facultas in ejus locum succedendi. Imo, *inquit pater Arnulfus*, non eritis hodie pares sacerdotibus, quibus solis pura debetur confessio. Nunc, si quis militum pro nominato crimine apud regem insinularetur, ipse autem illud quidem denegaret, confiteretur autem ita se in aliis peccasse, ut nec prædium nec beneficium obtinere posset, proque sola vita supplicaret : si ejus, inquam, prædium vel beneficium regali munificentia vobis offerretur, accipere recusaretis? Quid enim interest inter omnia mortifera crimina, utrum homicidio, vel adulterio, an veneficio quis puniatur? Satis ergo vobis sit, quod per confessionem nobis sua peccata manifestavit : quod publice se indignum sacerdotio protestatur : quod sic se peccasse coram regibus, in conspectu Ecclesiæ confitetur, ut nullo honore hujus sæculi dignus sit. Non enim ad rem spectare videtur, utrum hoc an illo crimine se ipsum sacerdotio privet.

LIII. Tum conversus ad Arnulfum : Quid ad hæc, *inquit*, dicis quæ pro te hactenus locutus sum? Ita, *inquit*, dico et profiteor, sicut hactenus locuti estis. Prosternere ergo, *inquit pater Arnulfus*, coram tuis dominis, coramque tuis regibus, quos inexpiablem offendi, propriamque confitens culpam, pro tui vita supplica. Qui cum in modum crucis prostratus, pro vita et membris ejulatu quo poterat supplicaret, in lacrymas et suspiria synodum totam convertit. Moxque Daibertus Bituricensium archiepiscopus, ad genua principum obvolutus, humilimas preces omnium pro salute viri offert. Qui pietate flexi, Vivat, *inquit*, vestro beneficio, nostraque degat sub custodia, nec ferrum, nec vincula metuens, nisi forte in fuga spem posuerit. Hoc dictum episcopis non satis placuit : quippe cum putarent adolescenti fugam

Ann. 991. *facile posse persuaderi, ob eam rem mortis legibus iterum subja-
ceret. Iterant ergo preces, et iterum obtinent, juvenem minime gladio
feriendum, nisi iterum digna ultore gladio committat. Elevatus itaque
a terra, nihilque grave ultra metuens, depositionem sui attonitus
erspectabat. Querebatur itaque ab eo, utrum abdicationem suam ex
auctoritate canonum solenniter celebrari vellet. Quod cum potestati
episcoporum assignasset, persuasum illi est, ut culmen honoris, quod
gradibus extulerat, gradibus deponeret. Resignat ergo regi, quæ a
rege acceperat. Deponit quoque sacerdotalis dignitatis insignia apud
episcopos, non quidem exigentes, nec retinere cupientes; sed iis
quorum intererat, in futurum reservare disponentes. Deinde libellum
sux abdicationis, secundum exemplar abdicationis prædecessoris
sui Ebonis, perscribi rogat, perscriptumque hoc modo in medio
conventu recitat.*

LIV. Ego Arnulfus, quondam Remorum archiepiscopus, recognos-
cens fragilitatem meam, et pondera peccatorum meorum, testes con-
fessores meos, Signium archiepiscopum, Daibertum archiepiscopum,
Arnulfum episcopum, Gotesmannum episcopum, Herveum episcopum,
Rathodum episcopum, Gualterium episcopum, Brunonem episcopum,
Milonem episcopum, Adalberonem episcopum, Odonem episcopum,
Guidonem episcopum, Heribertum episcopum, constitui mihi iudices
delictorum meorum, et puram ipsis confessionem dedi, quærens re-
medium poenitendi, et salutem animæ meæ, ut recederem ab officio
et ministerio pontificali, quo me recognosco esse indignum, et alienum
me reddens pro reatibus meis, in quibus peccasse me secreto ipsis
confessus sum, et de quibus publice arguebar; eo scilicet modo, ut
illi sint testes alii succedendi et conserandi in loco meo, qui digne
præesse et prodesse possit ecclesiæ cui hactenus indignus præfui: et
ut inde ultra nullam repetitionem aut interpellationem auctoritate
canonica facere valeam, manu propria mea subscribens firmavi. † *Quo
perfecto ita subscripsit: Ego Arnulfus quondam archiepiscopus sub-
scripsi. Huic libello Arnulfi, præsentis episcopi testes adjuerunt atque
ab eo rogati subscribere, subscripserunt, ac singillatim illi dixerunt:*
Secundum tuam professionem et subscriptionem, cessa ab officio. *Post
hoc clerum et populum a sacramentorum nexu absolvit, ut omnibus
libera facultas in alterius transmeandi jura pateret.*

LV. *His solenniter peractis, ecce Adalgerus presbyter ad regem* Ann 991.
pedes prosternitur, seque privari communione conqueritur, eo quod im-
perio domini et archiepiscopi sui, cui resistendum non erat, paruerit.
Cui pater Arnulfus : Aperuisti, inquit, urbis portas hostibus? Et ille :
Aperui. Et pater Arnulfus : Ingressus es templum Dei hostiliter?
Tum presbyter : Negare non possum. Et pater Arnulfus : Ex ore,
inquit, tuo te judico. Sanguis tuus super caput tuum. Subjunxit Gual-
terus episcopus : Quando, inquit, imperans episcopus ita multatus est,
tu obtemperans, ac manibus jussa perficiens, consequentem multam
exolves. Et pater Bruno : Tu, inquit, ac tui similes, malis consiliis, et
malis executionibus juvenem perdidistis. Ut ergo ille ploret, et tu
cantes? aut quomodo questibus temperare potero, si nulla afficiantur
pœna, qui filium patrum mei in has præcipitavere miseras? Itaque
presbytero jubetur, ut quod malit eligat, aut perpetuum anathema,
aut sui legitimam depositionem. Sua enim sponte venerat sub condi-
tionem, ne quid violentiæ pateretur. Diu ergo secum deliberans, maluit
deponi, quam sub perpetuo anathemate detineri. At episcopi nulla
miseratione circa eum adducti, veste sacerdotali induunt, ac mor-
illi singula quæque usque ad subdiaconatum sine reverentia detra-
hentes, singulatim per singula subinferunt : Cessa ab officio. Deinde
per legitimam reconciliationem, laicam illi tantum communionem
concedunt, ac penitentiam subdunt. Eos vero sacrilegos, urbisque
proditores, qui nec sponte, nec vi ad satisfactionem venerant, iterato
anathemate damnant. Post hæc concilium solenniter determinatur.

Explicit synodus remensis.

LXI.

LABELLUS abdicacionis Arnulfi Remorum archiepiscopi¹.

Ann 991.

Marca, de concord. sacerdot. et imperii, II, 367. — Richerius, defens. libell. de ecclesiis. potest., II, 365. — Marl. II, 46. — Concil. Labb., IX, 738. — Concil. Hard., VI, part. I, 723. — Balesus, Hist. Univ. parisi., I, 331. — Rec. des Hist. de Fr., X, 531.

¹ Cette pièce est celle que nous avons pu- la place que lui avait assignée Gerbert dans
 bliee dans la page précédente, où elle occupe son opuscule.

LXII.

Ann 991. INSTRUMENTUM electionis Gerberti in archiepiscopum remensem, Arnulfo exauctorato.

Mabill., Annal. bened., iv, 71. — Marl., ii, 48. — Concil. Labb., ix, 739. — Concil. Hard., vi, part. 1, 724. — Gall. christ., x, Instr. 20. — Duchesn., Hist. Fr. script., ii, 834. — Bzovii Annal. eccl., xx, 581. — Duchesn., Hist. des cardin. franç., pr. 576. — Bulæus, Hist. Univ. paris., i, 333. — Rec. des Hist. de Fr., x, 409.

LXIII.

Ann 991. CHARTA professionis fidei a Gerberto Remorum archiepiscopo electo.

Concil. Labb., ix, 739. — Concil. Hard., vi, part. 1, 725. — Bulæus, Hist. Univ. paris., i, 334. — Marl., ii, 49. — Duchesn., Hist. Fr. script., ii, 834. — Rec. des Hist. de Fr., x, 409.

LXIV.

Vers 991. CHARTA Hugonis regis, qua omnes monasterii S. Remigii remensis possessiones confirmat¹.

Archiv. de S.-Remi, liasse 15, n° 2. — Cart. A de S.-Remi, p. 85. — Arch. du royaume, L, cart. 22, n° 14.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Hugo, gratia Dei Francorum rex, universis fidelibus nostris, tam presentibus quam futuris, notum fieri volumus quoniam celsitudinem nostram reverendus abbas Arbodus, atque sibi subdita beati patris Remigii monachorum congregatio, humiliter expetierunt quatinus immunitates ab anterioribus Francorum regibus sacro loco concessas, ex rebus quas ecclesia jure quieto

¹ Notre copie collationnée sur l'original s'étant égarée, et le déplacement des cartulaires nous ayant été refusé, nous avons été forcé de nous contenter, pour la publication de cette pièce importante, d'une copie assez fautive qui se trouve aux Archives du royaume. — Si c'est véritablement à Arnulfe que l'abbaye de Saint-Remi était redevable de la possession du bourg qui l'environne, comme le nom de cet archevêque n'est pas

rappelé dans le diplôme que nous publions, il faudra placer l'octroi de ce diplôme après la disgrâce du donateur. Hugues Capet aura sans doute voulu désintéresser le monastère, peut-être disposé à prendre la défense de son bienfaiteur, en le rassurant sur toutes ses possessions, et particulièrement sur celle du bourg Saint-Remi, qui figure ici pour la première fois dans un acte émané de l'autorité royale.

possidet, nostræ auctoritatis decreto concedere ac confirmare placeret. Quorum [petitioni?] libenter consentientes, precipue pro ipsius beati Remigii amore, quod petebant concessimus; illudque nostra auctoritate confirmavimus, ut monachi ibidem sub abbatis regulari precepto viventes, sine aliqua inquietudine Deo militent, et suo officio regulariter vacent. Igitur sicut mos est regum, regie præceptionis auctoritate constituimus inprimis, ut castrum in quo ipse beatus pastor corpore quiescit, omni immunitate sit defensus; liceatque fratribus in eo habere caminas et furnos, necnon et mercatum cum res illud postulaverit; et quæcumque ad eorum usus necessarios utilia visa fuerint in illo, eo habere permittimus et donamus. Nullusque intra ejusdem castelli girum, et extra sibi adjacentes terras, quamlibet judicariam audeat exercere dominationem contra ipsorum voluntatem: simulque burgum, et caminas, ~~et hortos cum omnibus adjacentibus suis~~, necnon et molendinos, ab omni externa potestate alienamus. Decimas sicut ab antiquo ad hospites suscipiendos, hospitio illorum concedimus. Villas ejusdem sancti ab omni aliena judiciaria potestate defendimus; hoc est inprimis castrum cum adjacentibus suis, Crusniacum¹ villam cum adjacentibus suis, Villare Aleranni² cum adjacentibus suis, Villare in Silva³ cum adjacentibus suis, Caniacum⁴, Condatum⁵ cum adjacentibus suis, Tasciacum⁶, Saciacum⁷, Basilicam curtem⁸, Salicem Sancti Remigii⁹, Bainam¹⁰, Hermondivillam¹¹, Tiliam, Genverium¹², Corbiniacum¹³, Craubenam¹⁴, Viriliacum¹⁵, Baironem¹⁶, Poutembairi¹⁷, Caniacum vicum¹⁸, Gerson, Gerzey, Vannei, Curtem Ausorum¹⁹, Villare, Luponis Montem²⁰, Druliacum, Condadam²¹ cum omnibus adjacentibus suis, necnon omnem terram quæ est in Vosago, simul etiam Marsnam, Littam,

¹ « Crugny. » Cette traduction, ainsi que les suivantes, sont empruntées aux marges des Cartulaires de Saint-Remi.

² « Villers-Allerand.

³ « Ville-en-Selve.

⁴ « Chagny.

⁵ « Conde-sur-Marne.

⁶ « Taisy.

⁷ « Soay.

⁸ « Berancourt.

⁹ « Sault-Saint-Remy.

¹⁰ « Beine.

¹¹ « Hermouville.

¹² « Janvry.

¹³ « Corbeay.

¹⁴ « Craonne.

¹⁵ « Virilly.

¹⁶ « Bairon.

¹⁷ « Ponthoair.

¹⁸ « Chenuy.

¹⁹ « Courtisols.

²⁰ « Louvremont.

²¹ « Conde au diocèse de Langres. »

Covernam, Retinas, et Angleduram cum adjacentibus suis et quidquid est quod recte sit pertinens ad jus sancti Remigii; et quod ad presens possidet et quod in futurum acquirere et possidebit, sive sit ecclesia, sive villa, sive mansionile, sive prædium ab aliquo datum, et omnia quæ ejus vel sunt vel erunt, sive mobiles res, sive immobiles, nostræ auctoritatis decreto roboramus, defendimus et ab omni externâ potestate archiepiscopi, episcopi, comitis, vicecomitis prohibemus, et ut hoc hujusmodi inamunitatis nostrum regale præceptum per succedentia tempora maneat, manu nostra et sigilli nostri impressione firmavimus.

LXV.

Ann. 993. **ÉPISTOLA** Gerberti et suffraganeorum ejus ad remensis dioceseos pervasores, quos ad penitentiam invitat.

Concil. Labb., ix, 740. — Concil. Hard., vi, part. 1, 725. — Mart., ii, 49. — Duchesne, Hist. Fr. script., ii, 839. — Rec. des Hist. de Fr., x, 412.

LXVI.

Ann. 993. **ÉPISTOLA** Gerberti ad Nocherium leodicensem episcopum, cujus amicitiam non suo vitio perditam repõscit.

Duchesne, Hist. Fr. script., ii, 837. — Rec. des Hist. de Fr., x, 417.

LXVII.

Ann. 993. **ÉPISTOLA** Gerberti ad Siguinum senouensem archiepiscopum, quem obfirmare conatur adversus romanum judicium quo sacris interdictum erat cum episcopis qui synodo remensi apud S. Basolum interfuerant¹.

Bar., x, 883. — Richer, Défens. libell. de recles. potest., ii, 383. — Concil. Labb., ix, 744. — Concil. Hard., vi, part. 1, 731. — Rec. des Hist. de Fr., x, 413.

¹ Cette lettre et celle qui la suit forment le complément indispensable du concile de Saint-Basle. Nous ne faisons qu'indiquer la première, parce qu'elle se trouve facilement. Nous réimprimons la seconde en entier, parce que, comme le disent les auteurs de l'*Histoire littéraire* (vi, 597), « on n'a cette rare pièce qu'à la suite du concile de Saint-Basle, » dans l'édition des héritiers d'A.

Wechel. Duchesne et Marlot en contiennent un fragment qui ne forme pas la huitième partie de la totalité. Martenne, qui croyait la donner complète, et qui par conséquent n'avait pas vu l'édition allemande, ajoute à peine un autre huitième au fragment que contiennent Duchesne et Marlot. Le *Recueil des Historiens de France* reproduit la moitié environ du texte qu'avait ignoré Martenne.

LXVIII.

EPISTOLA Gerberti ad Wilderodum argentinensem episcopum, Ann. 906.
de Arnulfo remensi archiepiscopo, et de ejus destitutione.

Duchesn., Hist. Fr., iv, 114. — Marl., ii, 51. — Marten., Ampliss. coll., i, 351, integra, ex ms. codice ad ann. 905. — Synodus remens., 133. — Rec. des Hist. de Fr., x, 414.

Wilderodo argentinæ civitatis episcopo Girbertus salutem.

[Bene concepta meliusque retenta casta societas sanctaque amicitia, quantorum sint cause honorum docti noverunt, indocti sæpe stupuerunt; et quia horum bonorum causa bonum est, et quod exinde gignitur, bonum esse necesse est. Unde enim familie, unde urbes et

mais omet, comme dans le concile de Saint-Basle, toutes les citations au moyen desquelles le gallicanisme essaya de faire prévaloir ses doctrines contre celles de la cour de Rome. Nous indiquerons par des [], comme nous l'avons fait dans le concile de Saint-Basle, les parties supprimées par les éditeurs de ce dernier recueil.

Cette seconde lettre, signalée par l'*Histoire littéraire* (vi, 565, 567) comme la plus curieuse et comme la moins connue de celles de Gerbert, était annoncée dans la préface même du concile de Saint-Basle; et Baronius, qui en fait la remarque, ne paraît pas douter un instant qu'elle ne soit sortie de la plume à laquelle l'attribuent les éditeurs hérétiques. Les auteurs du *Rec. des Hist. de Fr.*, x, 414-416, n'élèvent pas le moindre soupçon sur son authenticité; et cependant, nous l'avons, en présence de si grandes autorités, nous ne sommes point demeuré suffisamment convaincu, et nous serions porté à croire, non pas à la supposition, mais à la falsification de l'œuvre de Gerbert. Les éditeurs de Francfort allemand, à notre avis, interpolés dans le texte sorti de la plume de Gerbert de longs fragments empruntés aux écrits d'Hincmar, afin de mettre dans la bouche d'un pape ce qui aurait eu moins de force dans celle d'un évêque gallican, leurs dispositions typographiques prouveraient

qu'ils ont eu cette intention, ou qu'ils ont publié sans discernement et sans critique; car les guillemets qu'ils emploient fréquemment pour désigner les citations, se trouvent supprimés devant la plupart des citations empruntées à Hincmar, de manière à les faire passer pour l'œuvre de Gerbert même. Nous avons pris soin de rétablir ces guillemets, et d'indiquer les ouvrages d'Hincmar auxquels étaient faits les emprunts les plus considérables; et bien que nous ayons omis quelques renvois lorsque le fragment emprunté n'était ni assez long ni assez textuellement reproduit, on verra qu'il ne reste guère de la lettre adressée à Wilderode que ce qu'en avait fait connaître l'édition de Martene; en sorte que si la bonne foi des éditeurs protestants n'était pas en défaut, celle de Gerbert deviendrait très problématique, car son érudition aurait fait à Hincmar des emprunts qui eussent dû être avoués pour n'être pas insensibles. Il faut reconnaître d'ailleurs que ces sortes d'emprunts lui sont assez familiers. Il en a donné plus d'un exemple dans le concile de Saint-Basle, où ils ne se trouvent, il est vrai, ni assez fréquents ni assez étendus pour inspirer, sur l'authenticité du concile même, les soupçons que nous avons conçus sur la lettre qui lui sert d'apologie.

Ann. 992.

regna, nisi societate et amicitia stabiluntur? Quidam aliud ad berendi devia mortales attraxit, nisi ad Deum societas? Mundus ipse contraria sui potentia aliter dissidens, aliter conciliatur amicis. Corporeum hominis, incorporeo eadem copula nectit. Quae cuncta bona a maximo bono, id est Deo, et magno bono societatis et amicitiae, aeterna lege sui conditoris ordinem servant. Hoc igitur amicitiarum bonum tam praeclarum tamque jucundum, meo quidem iudicio propter se, non ut quibusdam videtur propter aliud, expetendum est. Ut enim Seneca ait in Moralibus : « Sapiens etsi contentus est se, tamen habere amicum » vult, si nihil aliud, ut exerceat amicitiam, nec tam magna virtus » jaceat; non ad hoc quod dicebat Epicurus, ut habeat qui sibi aegro assideat, succurrat in vincula coniecto, vel inopi; sed ut habeat aliquem cui ipse aegro assideat, quem ipse circumventum hostili cotidie liberet. »

Haec generositas, haec animi vestri prudentia subtilis intellexisse visae est, cum] me remotum, vixque solo nomine cognitum, fidi interpretis dulci alloquio recreastis; mea vel commoda vel incommoda exponi vobis curastis; eoque praestanti officio palam fecistis, cui et quanto Helvetia pareat sacerdoti. Deponam igitur apud tanti iudicis aures, modernj temporis malorum materiam; quidve inter dissidentes conveniat, quidve in controversia sit; ut toto genere causae cognito, iudicium diligens haberi possit, cui parti faveat aequitas.

Arnulfus regis Motharii, ut fama est, filius, postquam suum episcopum dolo et fraude circumventum, cum propria urbe captivavit, post multum cruorem humani sanguinis a se effusi, post praedas et incendia, in conventu episcoporum totius Galliae damnatus est, ac deinde post obitum beatae memoriae Adalberonis a solo Adalberone episcopo laudunensi reconciliatus, spe obtinendae pacis, metropoli Remorum donatus est, acceptis ab eo terribilibus sacramentis et libellari professione, pro fide suis regibus conservanda, quam et viva voce in conventu ecclesiae recitavit, et propria manu subscribendo corroboravit. Necdum a sua ordinatione sextus mensis elapsus erat, et ecce quasi tempestas urbem ab eo proditam hostis invasit, sanctuarium Dei polluit, spolia diripuit, clerum et populum captivavit. Post haec vero Arnulphus suos praedones sub anathemate posuit, atque ut ideum

facere, Galliarum episcopis imperavit; prædia ecclesie, que per sacramentum suis militibus dederat, abstulit, hostibus contulit; conjuratorum manum contra suum regem ejusque exercitum in aciem sub signis Karoli produxit. Interca legatis et literis synodicis romanis pontifex, ut ecclesie turbate subveniat, ammonetur. Sed neque legatis, neque literis consulentibus consulit. Itaque gravium episcoporum facto consultu, legatis et literis synodicis ac miti ammonitione Arnulphus conventus decem et octo continuis mensibus, ut a crepto furor desisteret, seque a scelere proditiōis et rebellionis quo impetebatur, regulariter purgaret, noluit. Sed cum a se fautores maximos nequitie sue discedere ceussit, territus regem adiit, novisque sacramentis ac novis rerum conditionibus, regie mensæ particeps factus est. Atque ita ira regis sedata, omni crimine se exutum credidit; indeque mox rediens fidem sacramentorum rupit, conditionibus non servatis. At ii quorum intererat, totiens se decipi, totiens bonis suis privari non ferentes, Landuni arcem occupant. Arnulphus inter hostes regis invenitur, synodo representatur, pro tot tantisque flagitiis rationem reddere deposcitur. Qui diu secum atque cum suis familiaribus multum deliberans, sua sponte in confessionem peccatorum suorum erupit; sanque confessoribus alios testes adhibuit, crimina sua in libellum retulit, eique a se viva voce coram ecclesia recitato, subscripsit; insignia sacerdotii deposuit, eoque se abdicavit, confessoribus suis ac testibus attestantibus et respondentibus : « Secundum professionem et subscriptionem tuam, cessa ab officio. »

His de flagitiis et sceleribus Arnulphi satis inter partes convenit, sed defensorum studia bifariam se scindunt. Alii quippe regem sacerdoti Arnulfo omnium peccatorum veniam tribuisse dicunt; neque post veniam quicquam non veniabile commisisse : alii romano pontifici injuriam factam videri volunt, quasi sine ejus auctoritate et sine suis juribus resumptis, deponi non debuerit. Ad hæc, reverende, similiter discutienda, quoniam res sub judiciali genere causarum posita, tum ratione, tum scripto tractatur; id est constitutionibus conjecturali, diffinitiva, translativa, qualitativa, itemque legalibus statibus. Primum mihi videtur breviter dicendum de ratione et veritate, consuetudine et lege, itemque de legum differentia, et quæ quibus anteferantur, in

Ann. 993. ecclesiasticis duntaxat causis. [His enim præcognitis, facilius quæsitæ patebunt.

«Plane, inquit Augustinus, verum est, quia ratio et veritas con-
«suetudini præponenda est; sed cum consuetudini veritas suffragatur,
«nihil oportet firmitus retineri.» Is item in libro de Baptismo inter
cætera : «Quod etsi consuetudo ecclesiæ pristina non habebat; et
«postea catholicis orbis terrarum robustissima firmitate consensio-
«excluit, ut quod per disputationes ejusmodi in aliquorum mentes
«irrepere cœperat, de salute veniens unitatis potentior veritas et uni-
«versalis medicina saualet.» Legem partim naturæ, partim auctori-
tate firmari didicimus : et lex quidem naturæ manifesta est; quæ autem
in auctoritate consistit, partim divina, partim habetur humana : et in
divinis vel in humanis facienda vel non facienda præscribit. Post legem
ergo naturæ, data est lex tum literæ, tum gratiæ, quæ utraq; auc-
toritate divina subiuxta, tanto est utraq; præstantior, quanto divi-
nitas humanitatem supervenit. Et quoniam legem literæ, lex gratiæ
transcendit, hæc eadem subtilis et multiplex, velut ab ipso divinitatis
fonte emanans, ab apostolo accepta, tum a primæ sedis pontificum
decretis, tum ab innumerabilium sacerdotum conciliis dilucidata, et
quasi per quosdam purissimos rivulos pene in infinitum derivata est.
In hac itaque lege summopere, ut diximus, auctoritas spectanda est.
Multum enim interest, utrum Deus loquatur, an homo : et si homo,
utrum apostolus, an simpliciter episcopus. Porro in episcopis item
multa differentia est : quæ differentia eadem auctoritate fulcitur. Hanc
autem auctoritatem aut numerus, aut scientia, aut locus, ut quibusdam
videtur, attribuit. Et numerus quidem, in conciliis, ubi multorum
catholicorum assensus, id est scientia in particularibus vel in divinis
superveniens : locus vero in maximis consideratur urbibus. Rursum
numerus, scientia et locus, tum a se, tum inter se differunt. Et nu-
merus quidem a numero, vel pluralitate, vel rationis et veritatis pon-
dere superatur : pluralitate, cum inter æque bonos et doctos, pars a
parte dissentit; rationis et veritatis pondere, ut ariminensis numero
famosa synodus a parvo episcoporum numero cassata. Item in nume-
rosis ad individua, itemque locorum ad alia et inter se, collationem
perspicui licet. Sit ergo in legibus maximum et præcipuum, quod per

Christum, per apostolos, perque prophetas innotuit. Deinde his consensu et consensu omnium catholicorum corroborata, secundum in legibus vigorem obtineant. Tertio succedant loco quascunque a singularibus viris scientia et eloquentia clarissimas in lucem intelligentie prolata sunt. Et ne forte ad placitum loqui videar, injuriamque decretis pontificum romanæ inferre ecclesie, Gelasium romanæ sedis pontificem sententie mee primum alleram testem. « Hic » quippe in catalogo divinatorum librorum, authenticis præmissis scripturis, nicenam, constantinopolitanam, ephesinam, calcedonensem quoque synodum subiungit, ita subiungens : « Et si qua concilia a sanctis patribus instituta, post horum quatuor auctoritatem et recipienda et custodienda decrevimus. » Deinde ab universalibus ad specialia seu individua transitum fecit, atque adjunxit : « Item opuscula atque tractatus omnium patrum orthodoxorum qui in nullo a sanctæ ecclesiæ romanæ consortio deviarunt, nec ab ejus fide vel prædicatione sejuncti sunt, sed ipsius communionis per gratiam Dei usque ad ultimum diem vite sue facere participes, legenda decernimus. » Deinde qualiter ipsius sedis decreta accipienda sint, hoc modo distinguit : « Item decretales epistolæ quas beatissimi papæ diversis temporibus ab urbe Roma pro diversorum patrum consolatione dederunt, venerabiliter suscipiendas : » Et sic nominatim quædam specialia determinans legenda, solertissime ac discretissime tam de epistolis quam de specialibus opusculis quid foret sentiendum, expressit. Sed cum hoc, inquit, ad catholicorum manus advenerit, beati apostoli præcelat sententia : « Omnia probate, quod bonum est tenete. » Hinc locum differentiarum etiam Hincmarus Remorum venerabilis antistes, nepoti suo æquivoco scribens, ita interpretatus est : « Animadvertenda » igitur est discretio ex verbis beati Gelasii inter synodalia concilia et apostolicorum virorum epistolas, quas ante concilia celebrata diversis temporibus pro diversorum patrum consolatione dederunt, quasque venerabiliter suscipiendas dicit. Si qua sunt autem concilia a sanctis patribus instituta, post quatuor conciliorum auctoritatem custodienda et observanda decrevit. Unde item in decretis suis idem dicit : « Patres, inquit, nostri

¹ Ici commence le premier emprunt considérable fait à Hincmar. (Hinc. Opér., II, 461.)

² Hincm. Opér., II, 462.

Ann. 903.

« catholici doctique pontifices in unaquaque heresi quolibet tempore
 « suscitata, quicquid pro fide, pro veritate, pro communiōe catholica
 « atque apostolica secundum scripturarum tramitem, predicationemque
 « majorum, facta semel congregatione sanxerunt, inconvulsum volue-
 « runt deinceps firmiterque constare; nec in hac eadem causa denso
 « que præfixa fuerant, retractari qualibet recenti presumptione per-
 « miserunt. » Quantum enim distet inter illa scilicet concilia, quæ cus-
 «odienda et recipienda decrevit, et inconvulsa firmasque deinceps
 « patres catholici manere voluerunt, et illas epistolas quæ diversis tem-
 «poribus pro diversorum consolatione datæ fuerunt, quas venerabi-
 «liter suscipiendas dicit, nemo in dogmatibus ecclesiasticis exercitatus
 « ignorat. Si enim quedam ex his, quæ in quibusdam illis epistolis
 « continentur, tenere et custodire velle incepimus, adversus ea quæ
 « antea servare volumus, faciemus; et conciliis sacris, quæ perpetuo
 « nobis recipienda, tenenda, custodienda, atque sequenda sunt, devia-
 « bimus; sed et a consuetudine quam catholica Ecclesia habuit, ex quo
 « in sacrum nicenum concilium patres nostri convenerunt, qui adhuc
 « sicut Leo dicit, nobiscum in suis constitutionibus vivunt, perniciosissi-
 « me discedemus, et nihil certi tenentes in sectam Genethliacorum,
 « id est Mathematicorum offendemus, qui diffinierunt omnia in in-
 « certum. Nam et beatus Gelasius easdem epistolas non solum sacris,
 « canonibus in quibusdam adversas, sed etiam sibi ipsi diversas osten-
 « dit, cum dicit illas diversis temporibus pro diversorum consolatione
 « datas; et hinc forte adversum me dices: Ergo calumniaris apostoli-
 « cam sedem in sanctis ejus pontificibus, eo quod male senserint, et
 « non tenenda decreverint. Unde tibi respondebo, quod de lege non
 « judaice servanda contrapicentibus sibi et dicentibus: « Lex ergo adver-
 « sus promissa Dei? » respondens apostolus: « Absit, lex quidem sancta,
 « et mandatum sanctum, et justum et bonum, sed personis et tempo-
 « ribus suis congruis quæ propter transgressiones posita est, donec
 « venerit semen cui reprobis erat Deus, ordinata per angelos in manu
 « mediatoris. » Et illas epistolas sanctorum et apostolicorum viro-
 « rum, diversis temporibus pro diversorum consolatione, sicut Gela-
 « sius dicit, a sede apostolica datas et per eosdem Domini sacerdotes,
 « qui et angeli secundum Scripturam appellantur, ordinatas, cum beato

« Gelasio apostolico viro venerabiliter suscipiendas dico; quæ suis temporibus congruentes fuerunt, donec per sacra concilia patres nostri in unum convenientes, sicut ejusdem apostolice sedis pontifices prestantur, suggerente sibimet Sancto Spiritu, quoniam aliter credendum non est, mansuras usque in finem sæculi leges condiderunt. « Et sicut dicit de lege apostolus: « Si enim esset lex quæ posset vivificare, vere ex lege esset justitia, » ita, salva reverentia sedis apostolicæ, dico; quia si illa quæ in eisdem epistolis continentur, et suis temporibus congrua fuerunt, subsequenter temporibus, ita ut in eis continentur, omnia et simul custodiri valerent, et servari ac teneri congruerent, patres nostri catholici doctique pontifices in conciliis sacris leges mansuras usque in sæculi finem non condiderunt. Suscipiendas igitur illas epistolas venerabiliter cum beato Gelasio dico; et cum leguntur, sicut ipse præcepit Gelasius, apostolica illa præcedat sententia quæ dicit: « Omnia probate, quod bonum est tenete. » Et hæc dico, non ut in eis dicam quasdam non esse bona, sed non per omnia sacris canonibus, patrumque conciliis consona; sicut et apostolus dicit: « Lex quidem bona et sancta, et mandatum sapientum et justum et bonum, » sed in temporibus suis. Item idem Hancmarus de sacrarum legum differentia loquens, inter cætera sic dicit: « Quædam denique, sicut in eisdem epistolis ab apostolis tradita leguntur, vel ex legibus romanis assumpta inveniuntur, ita plenariorum conciliorum auctoritate firmata servantur; et quedam ex his in conciliis immutata fuerunt. Sed et quedam de his quæ in regionalibus fuere statuta conciliis, plenariorum conciliorum immutata auctoritate, vel in posterum irrefragabiliter conservanda tenentur, sicut catholici doctores et ecclesie magistri demonstrant, et partim ex eorum dictis supra ostendi. Et præter ea quæ de verbis beati Augustini in hoc opusculo posui, in libris de Baptismo dicit, primum quidem ostendens differentiam esse inter epistolare colloquium quod istæ epistolæ apostolicorum, de quibus agitur, conditæ sunt, et regionale ac plenarium concilium: « Video, inquit, quid adhuc a me possit inquiri; videlicet ut respondeam verisimilibus illis rationibus quibus,

* Hincm. Oper., II, 485.

Ann. 903.

« vel ante Agrippinus, vel ipse Cyprianus, vel illi qui eis in Africa con-
 « senserunt, vel si forte aliqui ex transmarinis terris longe discreti,
 « nullo quidem sive plenario, sive saltem regionali concilio, sed episto-
 « lari colloquio, commoti sunt, ut hoc esse faciendum putarent, quod
 « et consuetudo Ecclesiae pristina non habebat, et postea catholica orbis
 « terrarum robustissima firmitate consensionis exclusit, ut quod per
 « disputationes ejusmodi in aliquorum mentes irreperere creperat, de
 « salute veniens unitatis potentior veritas et universalis medicina
 « sanaret. » Item differentiam inter regionalia et plenaria concilia
 « ostendit hoc modo : « Nobis, inquit, tutum est in ea non protrahi
 « aliqua temeritate sententiae, quae nullo in catholico regionali con-
 « cilio cepta, nullo plenario terminata sunt. Id autem securum est
 « sententia vocis asserere, quod in gubernatione Domini Dei nostri et
 « Salvatoris Jesu Christi universalis Ecclesiae consensione roboratum
 « est, » Item differentiam ostendit inter authenticas scripturas et re-
 « gionalia et plenaria concilia ; item inter priora et posteriora concilia.
 « Quis, inquit, nesciat sanctam scripturam catholicam, tam veteris
 « quam novi Testamenti, vertis suis terminis contineri, eamque omni-
 « bus posterioribus episcoporum literis ita praepoui, ut de illa omnino
 « dubitari vel disceptari non possit, utrum verum, vel utrum rectam
 « sit, quicquid in ea scriptum esse constiterit ? Episcoporum autem
 « literas quae post confirmatum canonem vel scriptae sunt, vel scri-
 « buntur, et per sermonem forte sapientiores cujuslibet in ea re peri-
 « toris, et per aliorum episcoporum gravio rem auctoritatem docto-
 « rumque prudentiam, et per concilia licere reprehendi, si quid forte
 « in eis deviatum est ; et ipsa concilia quae per singulas regiones vel
 « provincias fiunt, pleniorum conciliorum auctoritati quae fiunt ex
 « universo orbe christiano, sine ullis ambagibus cedere ; ipsaque ple-
 « naria saepe priora posterioribus emendari, cum aliquo experimento
 « rerum aperitur quod clausum erat, et cognoscitur quod latebat,
 « sine ullo typho sacrilegae superbiae, sine ulla inflata cervice arro-
 « gantiae, sine ulla contentione livide invidiae, cum sancta humilitate,
 « cum pace catholica, cum caritate christiana ? » Et item : « Qua-
 « propter illud unum isti considerent, quod omnibus patet. Si aucto-
 « ritas Cypriani sequenda est, magis eam sequendam esse in unitate

« servanda, quam in Ecclesiæ consuetudine commutanda. Si autem
 « concilium ejus attendimus, huic esse universæ Ecclesiæ posterius
 « concilium præponendum, ejus se membrum esse gauderet, et ut se
 « in totius corporis compage retinenda ceteri imitarentur, sæpius
 « ammonerebat. Nam et concilia posteriora prioribus apud posteros præ-
 « ponuntur, et universum patribus semper optimo jure præponitur.
 « Cyprianus enim sanctæ Ecclesiæ catholicæ universitas non fuit, sed
 « in ejus universitate permansit: ejus radicem nunquam deseruit, sed
 « in ejus radice fecundus, ut esset fecundior, ab agricola celesti
 « purgatus est. » Hæc de aliis conciliis a beato Augustino sunt dicta.
 « Ceterum de sacra et mystica nicena synodo, sicut supra ex verbis
 « Leonis et aliorum ostendi, nihil inquam a quoquam, vel apostolicæ
 « sedis pontifice, vel a plenario concilio, minime autem a regionali est
 « immutatum, quod non penitus sit irritum. Sicut et Gelasius in decre-
 « tis suis dicit: « Non, inquit, nos latet in tempestate persectionis
 « arriane, plurimos pontifices de exiliis, pace reddita respirantes, per
 « certas provincias, congregatis secum fratribus, ecclesias turbatas
 « composuisse: non tamen ut illius synodi nicenæ quicquid de fide
 « et communionē catholica diffiniverat, immutarent, nec nova quem-
 « quam pro lapsu damnationis percellerent: sed illius decreti tenore,
 « nisi respicisset, judicare damnatum, essetque consequens, ut nisi cor-
 « rigeret, damnationi procul dubio subiaceret. » Item hinc Hincmarus
 ad eundem [nepotem suum]: « Repetam tibi quod de sacris conciliis
 « ad Januarium dicit beatus Augustinus: « Omnia itaque talia quæ neque
 « sanctorum scripturarum auctoritatibus continentur, nec in conciliis
 « episcoporum statuta inveniuntur, nec consuetudine universalis Eccle-
 « siæ roborata sunt, sed diversorum locorum diversis motibus inno-
 « morabiliter variantur, ita ut vix aut omnino nunquam inveniri cause
 « possint quæ in eis constituendis homines secuti sint, ubi facilis
 « tribuitur, sine ulla dubitatione rescanda existimo. » Quæ verba beati
 « Augustini quomodo placeant tibi, tu videris. Exiguitati autem mee
 « tutius et salubrius videtur cum illo sacra sequi concilia, et omnibus
 « qui me audire voluerint, inculcare non sequi, relictis sacris conciliis,

² Hincm. Oper., II, 487.

Ann. 903. « illa quæ existimat resecanda, quam illa quæ tu resecata et dissecata
 « proponis secunda, quoniam sibi ipsis diversa, ostendunt se non posse
 « esse omnibus et in omnibus servanda atque sequenda. » Oportet igitur,
 « inquit Innocentius ad Decentium eugubinum episcopum, eos qui
 « sunt Domini sacerdotes hoc sequi quod ecclesia romana custodit, a qua
 « eos principum accepisse non dubium est, ne dum peregrinis asser-
 « tionibus student, caput institutionum videantur omittere. » Quid sit
 « autem quod ecclesia romana custodit, et Domini sacerdotes oporteat
 « sequi, demonstrat Gelasius : « Confidimus, inquit, quod nullus jam
 « christianus veraciter ignoret uniuscujusque synodi constitutam quod
 « universalis Ecclesiæ probavit assensus, nullam magis exequi sedem
 « præ cæteris oportere quam primam, quæ unamquamque synodum et
 « sua auctoritate confirmat, et continuata moderatione custodit, pro
 « sua scilicet principatu, quem beatus Petrus apostolus Domini voce
 « preceptum, Ecclesia nihilominus subsequente, et tenuit semper et
 « retinet. » Ecce habes secundum legem et Evangelium, plenitudinem
 « testium testificantium de sequendis inconvulsa conciliis, et de non
 « studendis peregrinis assertionibus, apostolo etiam præcipiente :
 « Doctrinis variis et peregrinis nolite abduci. » Peregrinas autem eas
 « assertiones ideo cum Innocentio dico, quia ex quo sacra concilia in
 « Ecclesia catholica celebrari cœperunt, illa quæ suo tempore partim
 « viguerunt, nisi quantum ex eis sacra concilia assumenda viderunt,
 « ab usum ecclesiastico effluerunt, usquequo nuper a te, quantum ex te
 « est, recrudescere cœperunt, ut ad ea quæ aspiras libenter, transire
 « possis in affectum cordis licenter, et a nullo coerceri vel judicari
 « valeas regulariter. Sed non sentiunt tecum neque tibi consentiunt
 « doctores et magistri ecclesiæ. » Hæc quidem Hinemarus. Porro
 « nicena synodus quem locum obtineat in divinis legibus quibusve nita-
 « tur testibus breviter audi. « Leo papa¹ ad Anatholium : « Illa, inquit,
 « nicenorum canonum per Sanctum vere Spiritum ordinata conditio,
 « nulla unquam est parte solubilis. Nulla sibi met de multiplicatione
 « congregationis synodalia concilia blandiantur, neque trecentis illis

¹ Hinem. Oper., II, 490. Voir aussi Li- integ. in epist. Hinem. rem. ad Hinem. bell. Hinem. rem. adv. Hinem. laud., Labb. laud., ibid., 1797 et 1811, et Hinem. Oper., concil., VIII, 1554, fragm.; 1563, fragm.; et II, 418.

« decem atque octo episcopis quantumlibet copiosior numerus sacer-
 « dotum vel comparare se audeat, vel præferre : cum tanto divinitus
 « privilegio nicæna sit synodus consecrata, ut sive per pauciores, sive
 « per plures ecclesiastica judicia celebrentur, omni penitus auctoritate
 « sit vacuum, quicquid ab illorum fuerit constitutione diversum. » De
 « cujus privilegio et beatus Ambrosius dicit : « Non humana industria,
 « non compositione aliqua, trecenti decem et octo episcopi ad concilium
 « convenerunt; sed ut in numero eorum, per signum suæ passionis et
 « nominis, Dominus Jesus suo probaret se adesse concilio, crux in
 « trecentis, Jesu nomen in decem et octo est sacerdotibus. » « Et mihi,
 « inquit Hilarius, ipse ille numerus hic sanctus est, in quo Abraham
 « victor regum impiorum, ab eo qui æterni sacerdotii est forma,
 « benedicitur. » Et idem beatus Leo papa : « Sancti illi et venerabiles
 « patres, qui in urbe nicæna, sacrilego Arrio cum sua impietate dam-
 « nato, mansuras usque in finem mundi leges ecclesiasticorum cano-
 « num condiderunt, et apud nos in toto orbe terrarum in suis consti-
 « tutionibus vivant; et si quid usquam, aliter quam illi statuerunt,
 « præsumitur, sine cunctatione cassatur '. » Et hinc sanctus Leo ad Pul-
 « cheriam Augustam : « Contra statuta, inquit, canonum paternorum,
 « quæ ante longissimæ ætatis annos in urbe nicæna spiritalibus sunt
 « fundata decretis, nihil cuiquam audere conceditur; ita ut si quis
 « diversum aliquid decernere velit, se potius minuat, quam illa cor-
 « rumpat *. » Quæ si, ut oportet, a cunctis pontificibus intemerata
 « servantur, per universas ecclesias tranquilla erit pax, et firma con-
 « cordia; nullæ de mensura honorum dissensiones, nullæ de ordina-
 « tionibus lites, nullæ de privilegiis ambiguitates, nulla erunt de alieni
 « usurpatione certamina; sed æquo jure charitatis, rationalis morum
 « officiorumque ordo servabitur, et ille vere erit magnus qui fuerit
 « totius ambitionis alienus. »

Hæc de legum divinarum différença, et quæ quibus anteférantur,
 breviter dicta sufficiant. Nunc quibus earum Arnulphus sacerdotio in
 æternum defunctus sit, expediendum est; prius de peccatorum generi-
 bus, de judiciis, deque ordine judiciario paucis præmissis.

¹ Voir aussi Respons. episc. ad libell. Hincm., Labb. concil., viii, 1652, et Hincm. Oper., ii, 418.

* Voir aussi Libell. Hincm. rem. adv. Hincm. laud., Labb. concil., viii, 1565.

Ann. 963.

« Sicut igitur peccata in Deum, sunt in hominem. Eorum autem
 « peccatorum quedam sunt occulta, quedam manifesta. Unde mani-
 « festum est iudicia et iudiciorum ordinem, juxta peccatorum distribui
 « qualitatem. Hinc scriptum est : « Qui occulte peccat, occulte pœni-
 « teat ; et qui publice, publice poeniteat. » Hinc iudiciarius ordo
 « duplex ; unus de quo dicit apostolus : « Si quis nominatur forni-
 « cator, etc., » eam nominationem intelligi volens, ut dicit Augustinus
 « in libro de Penitentia, quæ sit in quemquam, cum sententiâ ordi-
 « nario et eum integritate profertur. « Noli enim hominem ab
 « homine judicari ex arbitrio suspicionis, vel etiam extraordinario
 « usurpato iudicio ; sed potius ex lege Dei, secundum ordinem eccle-
 « siæ, sive ultro confessum, sive accusatum atque convictum..... Nam
 « si nominatio sufficit, multi damnandi sunt innocentes ; quia sæpe
 « falso in quemquam crimen nominatur ». » Qui ordo iudiciarius qua-
 « liter excipi debeat, beatus Gregorius in commonitorio ad Johannem
 « defensorem euntem in Hispanias dicit, videlicet : « Ut alii sint accusa-
 « tores et alii testes ; deinde causarum qualitas est examinanda, et ut
 « præsentem accusato sub iurjurando dicatur testimonium scriptis alli-
 « gatum ; et accusatus respondendi et defendendi se locum habeat ; et
 « examinatio personarum accusantium, ac testificantium regulariter
 « fiat. » Quem iudiciarii ordinis modum etiam Dominus innuit, cum
 « in resurrectione puellæ in domo jacentis mortuæ, ac si in revelatione
 « non omnibus causæ notæ, quosdam discipulorum suorum testes, sed
 « et patrem et matrem puellæ secum adhibuit. Alter vero iudiciarii
 « ordinis modus est eorum quæ non sub paucorum notitia, quasi adhuc
 « in cubiculo contexta, ut patrata credantur, testibus indigent ; sed
 « quasi jam extra portam civitatis, multa turba comitante elatus, ad
 « multorum cognitionem delata esse noscuntur. De quo iudiciarii or-
 « dinis modo dicit apostolus : « Ego quidem absens corpore, præsens
 « autem spiritu, jam judicavi ut præsens, eum qui sic operatus est, in
 « nomine Domini nostri Jesu Christi, congregatis vobis et meo spiritu,
 « cum virtute Domini Jesu, tradere hujusmodi hominem Sathanæ in

* Voici l'emprunt le plus considérable de
 ceux qui paraissent déguisés avec intention
 par les éditeurs de Francfort. (Hinc. Oper.,
 n. 498.)

* Voir aussi Libell. Hinc. rem. adv.
 Hinc. laud., Labb. concil., t. vii, 1558, et
 epist. Hinc. laud. ad Hinc. laud. et ibid.,
 1795.

« interitum carnis. » Et paulo superius : « Ut tollatur de medio vestrum
 « qui hoc opus fecit. » Unde Ambrosius, « cognito opere, pellendum
 « peccantem fuisse de cœtu fraternitatis » dicit. Omnes enim crimen
 « ejus sciebant, in qua re neque testibus opus erat, neque tergiversa-
 « tione aliqua poterat tegi crimen. De patratore autem manifestorum,
 « etsi ad iudicium adduci non potest, Bonifacius papa ad septem pro-
 « vincias decernens, dicit de Maximo qui conventus etiam devitabat,
 « et adesse minime volebat : « Nullus, inquit, dubitat quod ita judi-
 « cium nocens subterfugit, quemadmodum ut absolvatur qui est in-
 « nocens, querit. Sed astuta cavillatio eorum qui versutias agendi
 « credunt esse consilia, nunquam innocentie nomen accipiet. Confi-
 « tetur enim de omnibus quisquis se subterfugere iudicium dilationibus
 « patat. Nihil enim interest utrum in presenti examine omnia que
 « dicta sunt comprobentur, cum ipsa quoque pro confessione procu-
 « rata totiens constet absentia. Quod si adesse neglexerit, dilationem
 « sententiæ de absentia non lucretur. » Sic et Coelestinus de Daniele
 « Galliarum quondam episcopo judicavit. Et quia nemo præpostere vel
 « præpropere, scilicet non commonitus neque conventus, est iudican-
 « dus, de conventionem hujusmodi patratoris manifestorum criminum lex
 « dicit : « Quienque tribus auctoritatibus iudicis conventus, vel tribus
 « edictis ad iudicem fuerit provocatus, aut uno pro omnibus peremp-
 « torio, id est quod causam extinguit, fuerit evocatus, et præsentiam
 « suam apud eum iudicem a quo ei denunciatum est, exhibere noluerit,
 « adversus eum quasi in contumacem judicari potest. Quin imo nec
 « retractari per appellationem negocia possunt, quotiens in contuma-
 « cem fuerit iudicatum. » Et hanc sententiæ de tribus auctoritatibus
 « conventis ex evangelica veritate Coelestinus ad Nestorium scribens,
 « et ephesina synodus de eodem decernens, et beatus Gregorius ad
 « Johannem scribens comprobant. De peremptorio autem scripto,
 « africanum concilium monstrat de Cresconio : « Ut si conventus resi-
 « piscere detraxerit, suo contemptu et contumacia faciente, aucto-
 « ritate judiciaria protinus excludatur. » Et idem concilium de sacer-
 « dotibus qui conspirant *, et suis plebibus incubant, et ad concilium

* Voir aussi Libell. Hincm. rem. adv. Hincm. laud., Labb. concil., viii, 165, et ff., lib. xxi, tit. 1, l. 53.

* Hincm. Oper., ii, 594.

Ann. 983.

« venire detrectant, sua forte ne prodantur flagitia metuentes, hoc
 « statuit : « Ut non tantum dioceses non retineant, verum etiam de
 « propria ecclesia quæ illis male faverit, omnimodo adiutendum, ut
 « etiam autoritate publica rejiciantur, atque ab ipsis principalibus ca-
 « thedris removeantur, et etiam propriis publica careant autoritate ut
 « rebelles. »]

Animadvertit prudentia sacerdotalis, Arnulphi peccata non inter
 occulta, sed inter manifesta computari; episcopos quoque Galliarum
 novas leges in Arnulphum non condidisse, sed legum conditarum di-
 ligentes executores fuisse; et quia legibus parere noluerit, lege per-
 emptoria, id est, episcoporum totius Galliæ literis conventus, suo
 contemptu et contumacia faciente, auctoritate judicaria a sua ecclesia
 exclusus sit; et ut vox ejus audiri non possit, contemptus et contu-
 macia unius anni efficit. Neque vero obijci potest, aut enim extra suam
 provinciam evocatum, quasi ad externa concilia, quo testes producere
 difficile sibi fuerit, cum obsides et sacramenta oblata sibi abunde fue-
 rint; aut extra provinciam dijudicatum ab his qui ejus causam ignora-
 rent. Sed neque primati romano injuriam illatam, cum per xviii menses
 literis et legatis communitus respondere noluerit. Non enim ejus silen-
 tium, aut dissimulatio, vel nova constitutio, jam constitutis prejudicat
 legibus. Sed o improborum hominum astuta cavillatio! [Deus dicit :
 « Peccantem fratrem usque ad aures Ecclesie corripiendum et com-
 « mouendum, monitaque non audientem habendum sicut hereticum et
 « publicanum. » Et synodus africana : « Potestate principis coercendum,
 « et ab ecclesia expellendum. »] Et tu dicis, Arnulphum incendia, se-
 ditiones, traditiones, flagitia, captivitates, suorumque direptiones
 exercentem, suorum regnum interitus molientem, patriam hostibus
 prodentem, diviniæ humanaque jura contemnentem, nec communionem
 debuisse privari, nec potestate principis abijci sine episcopi romani
 jussione, cum apostolus dicat : « Quia princeps non sine causa gladium
 « portat, sed ad vindictam malefactorum, laudem vero bonorum. »
 Favete omnes qui regibus vestris fidem promisistis, promissamque ser-
 vare vultis; qui clerum vobis commissum et populum, nec tradidistis,
 nec tradere disponitis; vos, inquam, qui tantorum scelerum facta
 perhorrescitis, favete his qui obediunt Deo jubenti : « Peccantem et

« Ecclesiam non obadiemtem habendum sicut ethnicum et publicanum. » Qui iterum dicit : « Vae vobis, Scribae et Pharisei, qui transgredimini mandatum Dei ut traditionem vestram statuatis. » Iterum oro et deprecor favete his qui principi apostolorum obtineant dicenti : « Oportet Deo obedire magis quam hominibus; » et apostolo concionanti : « Si quis vobis annuntiavit preter quod accepistis, etiam angelus de caelo, anathema sit. » Et propheta his consonat. « Vae, inquit, his, qui dicunt bonum malum, et malum bonum. » Et ne quis nos in invidiam adducat, quasi privilegii romane ecclesiae derogantes, audiat, Ieronimum dicentem : « Si auctoritas queritur, orbis major est urbe. » Quod si persona major presbytero quaeritur, ille sacerdos magnus Leo papa accedat : « Non tenetur, inquit, Petri privilegium, ubi non ex eius aequitate fertur iudicium. » Sed esto, in non iudicatis, novum ei ex aequitate Petri ponatur iudicium, indeque ad sedem apostolicam tanquam ad divinum recuratur oraculum : at quid iudicata, si iudicanda exinde non informantur? aut quomodo mensuras in aeternum leges trecenti decem et octo patres constituerunt, si horum constituta ad minus libitum permittantur aut perimuntur? [Apiarius presbyter ab Afris damnatus, a Romanis communioni restitutus est. Scribunt africani episcopi Celestino papa : « Contra nicenam synodum factum videri. »] Amicitiam calumniatores nostri summum sacerdotem Arnulphum a summo sacerdote romano debuisse tantum diiudicari. [Ait beatus Augustinus : « Si Coecilianum totius Africae primatem ejus accusatores, quod in vita non potuerunt, post mortem convincant a sacrorum proditoribus voluminum ordinatum, vel ipsum proditorem fuisse, etiam post mortem sine retractatione, se ei anathema dicturum. »] Licuit ergo episcopis Galliarum, viventi Arnulpho, confesso et convieto, ut ethnico et publicano dixisse anathema; licuit, inquam, sequi Evangelia, apostolos, prophetas, sacra concilia, virorum apostolicorum decreta ab his quatuor non discordantia, semper in usu habita, semper habenda. [« Si oculus tuus, inquit Christus, scandalizat te, erue eum, et projice abs te. » Et apostolus : « Corde creditur ad justiciam, etc. » Et item :

Libell. Hincm. rem. adv. Hincm. laod., concil. Labb., viii, 1594.

Ibid.

Ann. 993.

« Si nosmetipsos judicaremus, non utique judicemur. » Et synodus nicæna : « Si qui sine examinatione promoti sunt presbyteri aut episcopi, vel cum discuterentur confessi sunt quæ peccaverunt, vel si ab aliis evincantur, et confidentibus contra canonem homines commoti manus eis imposuerunt, tales canon non suscipit sed abjicit : hoc enim, quod irreprehensibile est, defendit catholica Ecclesia. »] Confessus ergo Arnulphus est sua sponte, se contra suam professionem, et subscriptionem suis regibus factam, venisse : confessus est ea quæ suam noverat confessores, et hoc post indultam sibi vitam, membra, supplicia ; postquam impositum sibi anathema ab episcopis ne quid falsi de se proferret, dijudicavit semetipsum ut Judas, ut Achar, ut Architozel ; criminis sui in libellum retulit, ut Potamius bracharensis ecclesie episcopus, et hoc juxta sedis apostolicæ traditionem, juxtaque sui facti qualitatem. [Scribit Zosimus papa Aurelio et provinciis septem inter alia dicens : « Lazarus dudum in taurinensi concilio gravissimorum episcoporum sententiis pro calumniatore clamatus est, cum Briceii innocentis episcopi vitam falsis objectionibus appetisset. Post vero indebite ab eodem Proculo, qui inter ceteros in synodo damnationi ejus assenserat, sacerdotium consecutus est, a quo ipse vitæ suæ conscientius, datis litteris in abdicationem sui sponte submovit. » Et Johannes papa de Contumelioso quondam episcopo ad universos episcopos per Gallias constitutos scribit : « Predictum, inquit, Contumeliosum episcopum ut habeat preuitendi licentiam, petitorum addere vobis censemus, ubi errorem suum evidenter allegans sub die profiteatur et consule. » Et sanctus Gregorius ad Johannem primæ Justinianæ archiepiscopum. « Dilectissimus, inquit, lator præsentium neminem ad nos veniens indicavit, sicut et gestorum exemplaria quæ huc detulit, continebant, Paulum teatinæ civitatis episcopum, » et post pauca, « etiam libellum in quo ea de quibus accusatus fuerat, vera esse confessus est, obtulisse ; qua de re, sententia episcopali illo deposito, ejus loco cum fraternitatis vestræ consensu esse episcopum ordinatum. » De moderatione, autem ac temperantia hujusmodi libelli, Leo ad universos episcopos per Campaniam et Sannium ac

Libell. Hincm. rem. ady. Hincm. laud., ad libell., ibid., 1627. Voir aussi Hincm. Labb. concil., viii, 1588, et Respons. episc. Oper., ii, 459.

Picenum cæterasque provincias scribit, dicens : « Magna indignatione
 « commoveor et multo dolore contristor, quod quosdam ex vobis
 « comperi esse apostolicæ traditionis oblitos, et studio erroris inter-
 « ritos. » Et post aliquanta, de poenitentia quæ a fidelibus postulatur :
 « Ne de singulorum peccatorum genere, libello scripta professio publi-
 « cetur, cum reatus conscientiarum sufficiat solis sacerdotibus indicari
 « confessione secreta. Quamvis enim plenitudo fidei videatur esse lan-
 « dabilis, quæ propter Dei timorem apud homines erubescere non
 « veretur; tamen quia non omnium hujusmodi sunt peccata, ut ea quæ
 « poenitentiam poscunt, non timeant publicare, removeatur impro-
 « babilis consuetudo, ne multi a poenitentiae remediis arceantur, dum
 « aut erubescunt, aut metuunt inimicis suis sua facta reserari, qui-
 « bus possint legum constitutione percelli. » Et beatus Gregorius,
 sicut in ejus epistolis multotiens invenitur, quia etiam pro infirmitate
 corporis, dato libello ab episcopatu se valeat episcopus, si voluerit,
 remove, et in loco ejus alius subrogari, demonstrat, ut de pluribus
 unum ponamus, de Johanne archiepiscopo. « Si, inquit ad Anatholium
 « diaconem, idem reverendissimus Johannes fortasse pro molestia sua
 « petierit, ut ab episcopatus honore debeat vacare, eo petitionem
 « scripto dante, concedendum est. » Quod] si ex sententia Gregorii
 episcopus corpore languens, dato libello successorem accipere potest,
 quænam invidia est, si Arnulphus in anima Deo et ecclesiæ defunctus,
 dato libello successorem ex synodi sententia accepit? Sed forte inquis,
 falsa de se dicit. [Decernit africanum concilium¹ de illo episcopo qui
 se Donatistis communicasse mentitus est, ut episcopatum amittat;
 ejusque professioni et subscriptioni credi debere judicatum est; secun-
 dum sententiam synodi cui sanctus Cesarins arelatensis episcopus sedis
 apostolicæ vicarius, sicut in ipsius sedis invenitur epistolis, præsedit,
 docente antiochena regula, « perfectum² esse concilium ubi inter-
 « fuerit metropolitanus antistes, » quod juxta nicenos et aliorum conciliorum
 canones romanæ sedis auctoritate firmatos, et continua mo-
 deratione servatos, his³ in anno omnibus semel episcopis congregatis
 provinciæ [debet?] celebrari; et in eis præcipiuntur singula, quæ

¹ Libell. Hincm. rem. adv. Hincm. laud.,
 Labb. concil., viii, 1663.

² Hincm. Oper., ii, 469 et 459.
³ Hincm. Oper., 407 et 455.

Ann. 992.

fortasse emergerint, corrigi, quatenus, ut dicit Gregorius, « et præterita corrigantur, et regulam futura suscipiant. » « Nec illud, inquit, « prefata synodus plurimorum metropolitanorum cum suffraganeis suis « cui præsedit Cæsarius, fratres, alienum ab Ecclesiæ utilitate censimus, ut sciretis quicumque sub ordinatione vel diaconatus, vel presbyterii, seu episcopatus mortali crimine dixerint se esse pollutos, « a supradictis ordinationibus submovendos; reos scilicet vel veri confessione vel mendacio falsitatis. Neque enim absolvi potest is qui in seipso dixerit mortis causam, quæ dicta in alium puniretur; cum omnis qui sibi fuerit mortis causa, major homicida sit », Domino dicente in Evangelio : « Ex verbis tuis justificaberis, et ex verbis tuis condemnaberis. » Et item :] « Ex ore tuo te iudico. » [Et David propheta ad eum etiam qui mendaciter se ait interfecisse Saul Christum Domini : « Sanguis tuus super caput tuum, os enim tuum locutum est adversum te. » Et sanctus Gregorius ad Maximam solitanum episcopum de Andrea dixit : « Quia flagitari iudicium non debet de causa quam ipse iudicavit. »] Si enim Arnulphus, ut tunc dixerunt episcopi, de se verum confessus fuit, quod pro reatibus suis ab officio et ministerio pontificali se reddidit alienum, criminem : si falsum, tantquam falsus contra semetipsum testis abijciendus fuit, quoniam cum non liceat dicere contra proximum falsum testimonium, [Domino dicente in Decalogo, quod et in Evangelio comprobatur : « Non loqueris contra proximum falsum testimonium, »] multo minus contra semetipsum. [Et sacri canones et jam publice leges ad accusationem majoris natu, neque ad testificationem contra eum criminosos admittunt; multo minus ad gradum ecclesiasticum accedere vel in gradu ecclesiastico manere permittunt; sicut Zosimus de Lazaro, qui in taurinensi concilio gravissimorum episcoporum sententia pro calumniatore damnatus est, scribit : « Unde, sicut Leo dicit ad Rusticum, inhumani lapsis ad promerendum misericordiam Dei, privata est expenda accessio, ubi illis satisfactio, si fuerit digna, sit etiam fructuosa. »] Toletana porro concilia pro regum robore proprias leges condentia, Arnulphum spoliari proprio honore confessum vel convictum sine mora jusserunt, eumque usque ad diem mortis sine communione in perpetuo exstulor

retruserunt [Cœlestinus autem papa eundem totiens juste damnatum frustra in examen deductum demonstrat, sciens, ut ait Prosper contra Cassianum, « damnatis non examen iudicii, sed solum sententiæ » remedium esse præstandum. » Ideoque Cœlestium quasi non discussi negotii audientiam postulantiem, totius Italiæ finibus jussit extrudi, adeo et prædecessorum suorum statuta et decreta synodalia inviolabiliter servare censebat, ut quod semel meruerat abscondi, nequaquam admitteret retractari.]

Monstratum est, ut arbitror, nullam romano pontifici jure factam videri posse injuriam, nec sine romanorum pontificum auctoritate Arnulfum damnatum, nec suas legibus vires [vices?] recipere debuisset. De quibus omnibus in remsi concilio plenius exposuimus.

Prior vero pars Arnulfi causam defendentium per seipsam infirma est; scilicet quod reges Arnulfo peccatorum suorum veniam attribuerint, et quod post nihil non veniabile commiserit. Sacerdotibus quippe animarum pontificium, non regibus commissum est. [Neque vero ipsis pontificibus ligandi et solvendi potestas ad placitum concessa est. Quem enim in peccatis mortuum Christus ad vitam erigit, sacerdos absolvit; et quem proprius reatus implicat, sacerdos ligat. Ostendit Christus hoc in Lazaro resuscitato. Ostendit Petrus in Simone mago damnato. Jam vero aliter conantibus clamat propheta : « Mortificabant » animas quæ non moriuntur, et vivificabant animas quæ non vivunt. » Quod Gregorius exponens ait : « Sæpe in ligandis ac solvendis subditis, » pastor suæ voluntatis motus, non autem causarum merita sequitur; » unde fit, ut ipsa hac ligandi et solvendi potestate se privet, qui hanc » pro suis voluntatibus et non pro subjectorum moribus exercet. Unde » recte per prophetam dicitur : « Mortificabant animas, » ut superius. » Non morientem quippe mortificat, qui justum damnat; et non vic- » turum vivificare nititur, qui reum supplicio absolvere conatur : ac » sæpe agitur, ut vel damnet immeritos, vel alios ipse ligatus solvat. » Et Justiniani » catholici imperatoris lex, quam probat et servat Ecce-

¹ Libell. Hincm. rem. adv. Hincm. laud., concil. Labb., viii, 1595, et Hincm. Oper., n, 508. Ici Hincmar seul est évidemment copié, car dans le texte même de saint Grégoire (hom. xvi ad Evang. i, 140) la dernière phrase de la citation, *ac sæpe*

agitur, etc., etc., se trouve être la première concil. Labb., viii, 1599, et Hincm. laud., n, 509. On voit que jusqu'à la fin Hincmar est mis à contribution sans que rien en avertisse le lecteur.

Ann. 993. « sia catholica [constitutione 118], capitulo 441, decrevit, « ut nemo
 « episcopus, nemo presbyter excommunicet aliquem, antequam causa
 « probetur, propter quam ecclesiastici canones hoc fieri jubent. » Si
 « quis autem adversus ea excommunicaverit aliquem, ille quidem
 « qui excommunicatus est, majoris sacerdotis auctoritate ad gratiam
 « sanctæ communionis redeat : is autem qui non legitime excommu-
 « nicavit, in tantum a sacra communione absteineat tempus, quantum
 « majori sacerdoti visum fuerit, ut id quod injuste fecit, ipse juste
 « patiatur. Et hinc sanctus Gregorius ad Johannem episcopum injuste
 « excommunicantem inter cætera scripsit dicens : « Cassatis prius,
 « atque ad nihilum redactis predictæ sententiæ tuæ decretis, ex beati
 « Petri apostolorum principis auctoritate, decernimus in triginta die-
 « rum spacio sacra te communione privatum, ab omnipotente Deo
 « nostro tanti excessus veniam cum summa poenitentia ac lacrymis
 « exorare. Quod si hanc sententiam nostram te cognoverimus implese
 « remissius : non jam tantum injusticiam, sed et contumaciam fra-
 « ternitatis tuæ cognoscas, juvante Domino, severius puniendam. »
 « Et item alibi : « Quod si contra hæc quæ statuimus quolibet tempore,
 « qualibet occasione, vel surreptione venire tentaveris, sacra te com-
 « munionem privatum nec eam te, excepto vitæ tuæ ultimo tempore,
 « nisi cum concessa romani pontificis decernimus jussione recipere.
 « Hæc enim consona sanctis patribus diffinitione sancimus, ut qui
 « sacris nescit obedire canonibus, nec sacris administrare, nec com-
 « munionem capere sit dignus altaribus. »] Stulte ergo Arnulfus a
 regibus peccatorum absolutionem accepisse putatur, cum episcopis
 tanto sui periculo concessum esse videatur. Illud quoque irrisione po-
 tius dignum, quam admiratione, quod post, eum nihil non veniabile
 commisisse, edicunt. Cum enim scriptum sit : « Verba sacerdotis aut
 « verâ, aut sacrilegâ ; » quoniam modo purgandus est, qui os suum postea
 perjurio polluit, qui sacrosancta sacrilegio prophanavit, ea nimirum
 dextera, quam tot perjuriis addictam, tot sceleribus implicitam a sa-
 crosanctis et mysticis nunquam retraxit ; quam impiis et damnatis a
 se et totius Galliæ episcopis cum sacra Eucharistia osculandam præ-
 bens non erubuit ?

Erudito antistiti satisfactum esse arbitror ; Arnulfum jure videri
 damnatum, legibus Evangeliorum, apostolorum, prophetarum, sa-

erorum conciliorum, decretorum quoque romanæ ecclesiæ præsulum, viris doctissimis atque eloquentissimis consona his sentientibus atque attestantibus. At nunc te convenio meaque tibi seria suggero, magne Dei sacerdos, ego parvus meritis non loco sacerdos. Ego ille « nullum jactatus terris et alto, » dum philosophorum inventa persequor, dum gentes indisciplinatas fugio et non evado : ego, inquam, qui magnæ urbis Remorum proclitæ, captivi et spoliati populi pars non parva fui, ad te quasi ad tutissimum confugio portum. Ergo fluctuanti salutarem porrigere manum, fessum alleva, paria, si sors dederit, repensurum. Nam et Amaleelites recreatus dux David factus est. Non aurum poseimus, non prædia requirimus; sola charitas est, quam interceptam reposcimus. Edax livor, cupiditas cæca, sinistrorum ore disseminaverunt me alterius invasisse sedem, meo instinctu pastorem captum, accusatum, dejectum : quod ita non esse sacerdotalis dignitas Galliæ testis est; testes reges et proceres. Neque vero me importunum iniecisse huic officio quisquam probare potest. Noverunt hoc qui, me inscio, super hac re plurimum elaboraverunt; noverunt fratres et coepiscopi mei, qui post Arnulfi dejectionem sub divini nominis atestatione, hoc officium me suscipere coegerunt. Cur ita factum sit, si forte requiras, nescire me fateor; fateor, inquam, me nescire cur egenus et exul, nec genere nec divitiis adjutus, multis locupletibus et nobilitate parentum conspiciens prælatus sit; nisi quod tui est munus, bone Jesu, qui de stereore erigis pauperem, ut sedeat eum principibus, et solium gloriæ teneat. Tu omnium horum dator et distributor, tu pacis et charitatis autor, tu scis me Germaniam et Belgicam semper honorasse ut dominam, coluisse ut matrem; pro earum adversis paluisse; pro secundis, lætam mentem tulisse. Et nunc quidem a te dulces affectus, quos perdidici, reposco; tumque antistitem Wilderodum gratiæ indebite amissæ reconciliatorem fieri oro, meaque interpretem innocentie coram præsulibus, coram rege suo, cui favendo tempore regis Hlotharii, gladiis hostium addictus sum. Et nunc quidem mala pro bonis retribuuntur nobis ab his, quos pacis amatores, innocentium protectores, impiorum propugnatores existimabamus. Pressa jacet tyrannide omnis ecclesia Gallorum; atqui non a Gallis, sed ab his sperabatur salus. Sed una salus hominis, o Christe, tu es. Ipsa Roma omnium ecclesiarum hætenus habita mater, bonis

Ann. 993. maledicere, malis benedicere fertur, et quibus nec *Ave* dicendum est, communicare; tuamque legem zelantes damnare, abutens ligandi et solvendi potestate a te accepta; cum apud te non sententia sacerdotum, sed reorum vita quaeratur; nec possit hominis esse, impium justificare, justumque damnare.

Hæc sunt, dulcissime frater, quæ rhetorum iugis complexus sum, amicitiarum, pariendæ societatis, retinendæ benevolentiae causa, insuper vobis et vestris me meaue impensurus. Perinde vestrum diligens exspecto iudicium cum in his, tum in remensi concilio a me utrumque interpretato. In quo opere res genusque dicendi doctis auribus si placuerint, erit mihi tutissima merces id effecisse, quod summis viris potuerit placuisse.

LXIX.

Ann. 994. EPISTOLA Gerberti ad abbatem et fratres S. Geraldii, qua inter alia scribit, se dum Remorum urbem causa Dei fugit, urbi Remorum gratia Dei prælatum fuisse.

Duchesn., Hist. Fr. script., II, 838. — Rec. des Hist. de Fr., x, 418.

LXX.

Ann. 995. EPISTOLA Gerberti ex persona Hugonis Francorum regis, ad Joannem papam XV, qua tuetur ea quæ adversus Arnulfum Remorum archiepiscopum gesta sunt, et pontificem rogat ut veniat in Gallias, de iis præsens ipse iudicaturus.

Baron., Annal., x, 892. — Synodus rem., 149. — Concil. Labb., ix, 743. — Concil. Hard., vi, part. 1, 729. — Marl., II, 52. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 113. — Rec. des Hist. de Fr., x, 418.

LXXI.

Ann. 996. EPISTOLA Gerberti ad Joannem papam XV, apud quem ab omni erga Arnulfum proditione se purgat.

Duchesn., Hist. Fr. script., II, 839. — Rec. des Hist. de Fr., x, 420.

LXXII.

Ann. 997. EPISTOLA Gerberti ad anonymum, qua scribit Arnulfi reditum ad urbem Remorum se non expavescere.

Duchesn., Hist. Fr. script., II, 835. — Rec. des Hist. de Fr., x, 419.

LXXIII.

EPISTOLA Gerberti ad Constantinum abbatem iniaciensem, Ann. 994.
de eo quod sit metuendum episcopis a legatione Leonis.

Concil. Labb., ix, 744. — Concil. Hard., vi, part. 1, 731. — Duchesn., Hist. Fr. script., II, 837. — Rec. des Hist. de Fr., x, 419.

LXXIV.

EPISTOLA Gerberti ad Adelaidem imperatricem, cujus consilium et auxilium reposeit, cum in ipsum Roma ipsa seuiat. Ann. 995.

Duchesn., Hist. Fr. script., II, 841. — Rec. des Hist. de Fr., x, 421.

LXXV.

CONCILIIUM mosomense habitum a Leone legato apostolico, 2 juin 995.
ubi lectæ litteræ Joannis XV, auditis Gerbertus, et a divino officio usque ad remensem synodum abstinere iussus.

Concil. Labb., ix, 747. — Concil. Hard., vi, part. 1, 733.

LXXVI.

EPISTOLA Gerberti ad Adelaidem imperatricem et episcopos Ann. 995.
dioceseos remensis, qua significat cur sedem remensem non repetat ¹.

Gerbert. Epist. 70. — Balanus, Hist. Univ. parisi., I, 337. — Concil. Labb., ix, 745. — Concil. Hard., vi, part. 1, 733. — Duchesn., Hist. Fr. script., II, 826. — Rec. des Hist. de Fr., x, 423.

LXXVII.

CONCILIIUM remense, in quo per Leonem sedis apostolicæ legatum Arnulfus, Gerberto deposito, remensi ecclesiæ restitui jubetur ². 1^{er} juillet 995.

Concil. Labb., ix, 750. — Concil. Hard., vi, part. 1, 737.

¹ Baronius, le Rec. des Hist. de France de Comart. Voyez Concil. Labb., ix, 747. et Brequigny donnent à cette lettre la date ² Voir aussi le concile de Paris en 997. de 996. Nous nous sommes rangé à Paris Labb., ix, 770.

LXXVIII.

- Ann. 906. EPISTOLA Gerberti ad metensem episcopum, cui grates rependit quod ipsum, a fratrum suorum persecutione liberatum, læto animo acceperit.

Duchesn., Hist. Fr. script., II, 842. — Rec. des Hist. de Fr., x, 421.

LXXIX.

- Ann. 906. EPISTOLA Gerberti ad Ottonem imperatorem, de Leonis abbatis ad ipsum legatione super Arnulfo.

Duchesn., Hist. Fr. script., II, 835. — Rec. des Hist. de Fr., x, 422.

LXXX.

- Ann. 907. EPISTOLA Abbonis abbatis floriacensis ad Gregorium papam V, qua ei rationem reddit rerum a se in Galliam regresso gestarum, in primis de restitutione Arnulfi in sede archiepiscopali remensi.

Abbon. apolog., p. 402. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 131. — Bultus, Hist. Univ. paris., I, 341. — Rec. des Hist. de Fr., x, 435.

LXXXI.

- Ann. 909. EPISTOLA Silvestri papæ II ad Arnulfum remensem archiepiscopum, qua cum in jura omnia remensis archiepiscopatus restituit.

Concil. Labb., IX, 778, ex cod. S. Remigii. — Concil. Hard., VI, part. I, 760. — Bultus, Hist. Univ. paris., I, 342. — Gall. christ., x, instr. 20. — Marl., II, 56. — Boovius, Vit. Sylves. papæ, p. 102. — Duchesn., Hist. Fr. script., II, 843, ex ms. S. Remig. — Rec. des Hist. de Fr., x, 425.

ONZIÈME SIÈCLE.

I.

DIPLOMA Henrici Germaniæ regis, quo curtem Coslam, cum 9 septembre
appenditiis, concessam monasterio S. Remigii in suburbio 1007.
Remorum, confirmat.

Marl., II, 58.

II.

CHARTA qua Arnulfus remensis archiepiscopus, litem com- Ann. 1000.
ponit cum Heccelino comite de Grandi Prato, de villa Menræ
quam Heccelinus ad advocacionem tenebat a duce Godefrido,
qui eam ab ecclesia remensi in beneficium acceperat.

Mabill., Annal. bened., IV, append., p. 690, ex ma.

III.

EPISTOLA Fulberti carnotensis episcopi ad Guidonem epi- Ann. 1021.
scopum silvanectensem, qua eum monet, ex ordinatione Ebali
remensis archiepiscopi non multum ipsi metuendum esse.

Marl., II, 64. — Oper. Fulberti, fol. 47, recto. — Duchesn., Hist. Fr. script.,
IV, 179. — Rec. des Hist. de Fr., X, 469.

IV.

EPISTOLA Fulberti carnotensis episcopi ad Ebalum remensem Ann. 1024.
archiepiscopum, qua scribit Odonem comitem Campaniæ pro-
misisse se emendaturum quod in Ebalum deliquerat.

Marl., II, 65. — Oper. Fulberti, fol. 58, recto. — Duchesn., Hist. Fr. script.,
IV, 181. — Rec. des Hist. de Fr., X, 473.

V.

EPISTOLA Fulberti carnotensis episcopi, ad Godefridum epi- Ann. 1027.
scopum cabillonensem, ut suadeat archiepiscopo remensi cete-

risque primoribus ne qua occasione differant benedictionem
Henrici regie prolis ¹.

Oper. Fulb., fol. 61, recto. — Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 181. — Rec. des
Hist. de Fr., x, 481.

V1.

Ann. 1035. CHARTA qua Guido remensis archiepiscopus, altare S. Ste-
phani remensis ² confert monialibus S. Petri ³ remensis.

Marl., n, 84.

¹ Cette lettre se trouve aussi dans Marlot,
n, 67, bien que Brequigny ait oublié d'en
faire mention; mais là elle est adressée à Gny,
évêque de Senlis.

² Sur les concessions d'autels, voyez les
notes de De Marca à la suite du concile de
Clermont ouvert le 18 novembre 1095. —
Brequigny donne à cette charte, d'après Mar-
lot, la date de 1056. Nous avons suivi l'opini-
on de la *Gall. christ.*, ix, 272.

³ Le siècle auquel nous sommes arrivés est
celui où quelques historiens prétendent re-
trouver les premières traces de la seigneurie
temporelle dont jouissait, dans Reims, l'ab-
baye de Saint-Pierre-aux-Nonains, ou Saint-
Pierre-les-Dames. Nous jugeons donc à pro-
pos de renvoyer le lecteur à la *Gallia christi-
ana*, qui a donné, tom. iv, pag. 178 et 269,
l'histoire de ce monastère, et d'ajouter aux
renseignements qu'offre ce savant ouvrage,
ceux que nous fournit Bider dans ses *Mé-
moires*, tom. II, p. 163.

« Quatre chanoines et autant de chapelains
« desservent l'église de ce monastère, qui est
« un des plus considérables du royaume par
« la majesté de son église, par la magnifi-
« cence de ses bâtiments, et par ses richesses
« immenses.

« Les quatre chanoines sont d'une très an-
« cienne fondation, comme il paraît par un
« titre de l'an 1095, par lequel on voit que
« Nicolas de Fraixue, qui fut dès lors cha-
« noine de Saint-Pierre, ayant acquis une
« maison sise à Reims, rue des Saeys de la
« Hérisaendière, dite la Chanvière, l'a don-
« née aux chanoines de cette église. L'an-
« cienne de cette fondation est d'ailleurs

« établie par une sentence arbitrale rendue au
« mois d'août 1257, entre l'abbesse Silylle IV
« { *sic*, III ?) et les chanoines, dans laquelle
« toutes les charges dont ils sont tenus, et
« les droits qui sont attachés à leurs pré-
« bendes, sont tous rapportés et détaillés
« très au long; on voit même par un titre
« du mois de mars 1247, et conséquemment
« antérieur de dix ans à cette sentence, le-
« quel constate un droit de surcens dû à ces
« chanoines sur une maison sise à Reims,
« rue Vattier-Lenoir, appartenant présente-
« ment au séminaire de cette ville, que ces
« chanoines existaient bien auparavant.

« Les principales obligations de ces cha-
« noines sont de célébrer tous les jours, cha-
« cun à leur tour et par semaine, ou faire
« célébrer aux heures ordinaires, une messe
« basse, dite la messe de prime, et la grande
« messe conventuelle, et de faire d'ailleurs
« en toutes autres occasions, comme les jours
« de dimanche aux processions et saluts ac-
« coutumés, aux inhumations d'abbés et de
« religieuses, et autres cérémonies ordinaires
« et extraordinaires, toutes les fonctions ec-
« clésiastiques; d'administrer les sacrements
« auxdites abbesses et religieuses, aux pen-
« sionnaires et aux personnes qui habitent
« dans l'intérieur du monastère, et d'y exer-
« cer toutes les autres fonctions dont peu-
« vent être tenus les curés envers leurs pa-
« roissiens.

« Leurs revenus consistent en pain jour-
« nalier, en une rétribution annuelle de cin-
« quante livres à chacun en argent, et en
« quelques maisons, surcens, près et ren-
« tes..... etc.....

VII.

CHARTA Widonis archiepiscopi remensis, qua specialiter Vers. 1036.
agnoscit præposituram Rotundi monasterii (S. Petri remensis)
ad episcopalem nullatenus spectare potestatem ¹.

Marl., II, 84. — Mabill., *Annal. bened.*, IV, 402.

« Quant aux quatre chapelains de Saint-
Pierre, ils ne sont point fondés, mais seu-
lement commis par l'abbesse et la commu-
nauté. Ils ont cependant part à quelques
fondations acceptées par les chanoines, sui-
vant et ainsi qu'il est porté aux contrats
des dites fondations. L'abbaye leur fournit
aussi tous les jours un pain pour la messe
de la Vierge, qu'ils sont tenus de dire
journalièrement, chacun à leur tour et par
semaine, à six heures, et une rétribution
en argent pour les autres messes basses,
qu'ils sont aussi tenus de dire à la décharge
du convent, à certains jours marqués, et
pour faire office de diacre et de sous-dia-
cre, aussi les jours marqués sur les ta-
blettes de la sacristie. »

¹ Mabillon (*Ann. bened.*, IV, 402) et,
d'après lui, la *Gall. christ.* (II, 273) parlent
de cet acte, en avouant qu'on ne sait trop
ce qu'il faut entendre par la *prévôté* dont il
y est question. Si nous osons hasarder une
opinion sur un point où des bénédictins n'ont
vu qu'une sécurité, nous dirions que cette *pré-
vôté* conférée à un clerc nous paraît un office
purement ecclésiastique, dont le possesseur
aurait été tenu de desservir l'abbaye, comme le
furent plus tard les quatre chanoines dont
nous entretenons Bidet, et qu'institua l'ab-
besse Sibylle III en 1257 (*Gall. christ.*, II,
274). Toutefois, Bidet, dans les lignes qui
suivent celles que nous venons de citer, émet
une opinion bien différente, opinion que
nous jugeons erronée, mais que nous croyons
utile de soumettre au jugement du lecteur.

« Dans Reims, dit-il, il appartient au mo-
nastère de Saint-Pierre-les-Dames, à titre
de prévôt, une portion de seigneurie fon-
cière, qui s'étend au-delà de la porte Basée,
« dans la rue du Berbître, où ce monastère
était d'abord construit; dans celle de Con-

« tray et dans la rue Neuve; cette seigneurie
paraît lui appartenir à différents titres très
« anciens. Il en jouissait vraisemblablement
« d'une partie dès sa fondation, ou par quel-
« que donation qui lui fut faite aussitôt,
« puisqu'il paraît, par une charte de l'année
« 1033, que les officiers de l'archevêque Guy
« de Châtillon ayant fait des entreprises sur
« la juridiction de cette prévôté, l'abbesse
« Odille, qui gouvernait alors ce monastère,
« s'en plaignit à ce prélat, qui, après qu'elle
« lui eut justifié de son droit, fit de-ister
« ses officiers de leurs prétentions sur cette
« juridiction, et reconnut le droit de cette
« abbessse et de son monastère. La charte de
« cette reconnaissance, qui est de l'an 1052,
« est signée Guy, archevêque; Berole, évê-
« que de Soissons; Richard, archidiacre;
« Goutrau, doyen; Arduin, archidiacre et
« prévôt; Richier ou Richard, chantre; Ri-
« cher, trésorier, et Hindulphe, chancelier
« de l'archevêque. Depuis cette charte, c'est-
« à-dire en l'année 1280, l'abbessse Cécile a
« encore acquis, de Godefroy de Braine et
« d'Evide sa femme, des droits de justice et
« de seigneurie dans ce même canton, les-
« quels, avec ceux dont l'abbaye jouissait
« précédemment, forment le canton seigneu-
« rial qui lui appartient présentement dans
« Reims.

« On voit dans le sixième volume des Or-
donnances de Louis XIV, coté 30, fol. 372,
« une déclaration qui porte règlement pour
« la justice qui appartient dans Reims à cette
« abbaye. »

Si Bidet ne citait que l'acte de 1033, dans
lequel il est évidemment question d'une di-
gnité ecclésiastique, et non d'une seigneurie
foncière, son opinion n'aurait pas valu la
peine d'être discutée; mais il parle d'un acte
de 1052, qui a pu être plus explicite, que nous

VIII.

Ann. 1040. CHARTA qua Wido remensis archiepiscopus donat cœnobio S. Remigii, altare de Crusciniaco, certis conditionibus.

Marl., II, 85.

IX.

Ann. 1040. CONCORDIA Widonis archiepiscopi remensis, cum Ricardo abbate S. Vitonis virdunensis.

Bibl. roy., mss. coll. Duchesne, vol. 93, fol. 36, ex cartul. S. Viton. vird.

Ego Wido, Dei munere Remorum archiepiscopus, innotescere volo cunctis presentibus et futuris ecclesiæ nostræ fidelibus quod altare de Vivariis tradiderim cœnobio B. Petri sanctique Vitonis in suburbio virdunensi, in dando annexa occasione hujusmodi : Richardus abbas et fratres ejusdem cœnobii questi sunt apud me quod antecessor meus dominus Oebalus injuste abstulerit monetam mosomensem de cœnobio supradicto, quam legaliter tenebant ex dono imperatoris Henrici, intervenitu quoque Herimanni comitis ejus beneficium exstiterat. Hanc enim suæ monetæ remensis conjunxerat. De qua re sæpius conventus a domno abbate Richardo ac fratribus ejus, cum renuissem reddere quam repetebant monetam, ne viderer mutilare nostræ utili-

n'avons point retrouvé, et dont nous devons tenir compte dans le doute. Non seulement il est question de cet acte dans le texte des Mémoires de Bidet; mais dans la table chronologique qui les accompagne, et autour l'indique en ces termes : « Charte de l'archevêque Guy de Châtillon, par laquelle il a reconnu les droits de justice et de juridiction foncière de l'abbaye Saint-Pierre-le-Sauveur, dans une partie de la rue Neuve et de celle de Conray et dans le Barbâtre. » Toutefois, dans la table d'où est tirée cette citation, nous remarquons deux choses : 1°. l'acte de 1055 n'est point indiqué; 2°. celui de 1052 est accompagné de la lettre M, signe dont se trouvent marquées les pièces que Bidet n'a pu se procurer; d'où nous serions porté à conclure que notre auteur

n'ayant vu ni l'instrument dont parle Malailon, ni celui qui en serait le complément, a parlé fort inexactement de tous deux. Nous serions même tenté de croire que les deux ne font qu'un, car les souscriptions indiquées plus haut par Bidet comme apposées à l'acte de 1052, sont précisément celles dont est revêtu l'acte de 1055; et il est peu probable qu'à vingt ans de distance les mêmes personnes aient pu se trouver réunies dans le même lieu pour y concourir à deux actes différents. Aussi la seigneurie de Saint-Pierre nous paraît dater seulement du XII^e siècle, et de l'acquisition faite à Godefroi de Braine. Si nous nous trompons, le soin que nous avons pris de faire connaître l'opinion de Bidet servira à rectifier notre erreur.

tatis commodum, et monetam remensem imminuendo viliores facere, habito consilio cum clericis fidelibus et laicis nostris pro restauratione monetæ mosomensis, et quia Deus honoratur in serviciis, personæ ab eis presentatæ altare supradictum tradidi, dato tenore hujusce privilegii, ut persona defuncta, alteri personæ ad opus monachorum altare reddatur absque omni pecunia, talisque sit personarum successio per secula. Hoc decretum auctoritatis nostræ, præcepti conscriptione studuimus confirmare, ne quis amodo præsumat violare; sed et si quis tentaverit, videat ne sibi januas cœli clausit, quod janitoris injuriam, res ejus auferens, inciderit. Datum anno incarnationis Domini M. XL., indict. VIII. Actum Remis, regnante Henrico rege anno secundo, episcopus domini Widonis anno VII. Odalricus cancellarius scripsit et subscripsit.

X.

DIPLOMA Henrici regis Germaniæ, quo bona monasterio S. Remigii remensis concessa, regia auctoritate confirmat.

26 avril
1044.

Marl., II, 87, fragm.

XI.

CARTA Algarî comitis, de Lapeleia ¹.

Vers 1045.

Cart. B de Saint-Remi, p. 143.

In nomine Domini nostri Jesu Christi, summæ et individue Trinitatis. Notum sit cunctis cultoribus Christi, Algarum quemdam Anglorum comitem ingenuum, consentiente Edwardo Dei gratia rege Anglorum, Sancto Remigio remensis ecclesiæ quandam villam pro anima sui filii scilicet nomine Burchardi, dedisse, que Lappeleia cum suis appenditiis anglico vocatur sermone, cujus etiam puerili corpori Roma quidem redeunti in præscriptæ poliandro ecclesiæ divina predestinatio sepulturam ordinavit, quatinus pro eo ibi sanctæ servientes ecclesiæ dum (*sic*, Deum?) semper remuneratores omnium

¹ Consulter Marlot, I, 345, en corrigeant ce qu'il dit du lieu où mourut Burchard, qui se combs à Aost en Piémont, et nullement à Reims, où cependant il fut enseveli, comme

il en avait témoigné le désir. — Consulter aussi, sur cet instrument, Mabillon, de Re Diplom., p. 6.

bonorum fideliter precarentur precibus assiduis. Et hoc ergo tal pacto publice affirmari decrevit, ut si forte quis sanctæ violator Ecclesiæ, mortifera diabolo instigante cupiditate imbutus, ab eo unquam illam auferre voluerit, cum Dathian et Abiron quos terra viventes deglutivit, detestabilem sustinens condemnationem perpetualiter anathema sit. Quicumque vero ad augendum predictum stipendium custodiendumque studuerit, simul cum sancto Remigio, ubi cum Christo gloriatur, hilarem benedictionem consequatur in cœlis; quod largiatur misericordia Salvatoris qui vivit. Et hoc quidem, ut certius crederetur, idoneis stabilivit sub testibus, quorum nempe nomina ordiatim conscribuntur. Inprimis enim Edwardus Dei gratia rex Anglorum testis fuit veridicus, nec non Edgith regina, ex cujus prosapia originem duxerat; et Stigandus archipresul, simul et Aldredus, et Heremanus episcopus, et Leuricus episcopus, et Alwoldus episcopus, et Lewinus episcopus et Willermus episcopus, et Walterus episcopus, et Gysu presul. Preterea Haroldus dux, Tostinus Gyrd. et Lewinus Waltef, similiter cum multis prepotentibus principibus. Hoc scriptum in duabus cartis habebetur divisum; quarum unam anglica lingua scriptam idem comes Algarus secum retinuit, aliam vero latine dictatam sancto Remigio devotus transmisit.

XII.

3 octobre
1019.

CONCILIIUM remense pro disciplina et moribus ecclesiæ reformatandis ¹.

Baronius, xvii, 26, édit. de Lucq. — Marl., II, 96. — Concil. Labb., ix, 1028. — Concil. Hard., vi, part. I, p. 904.

XIII.

5 octobre
1019.

BULLA Leonis papæ IX, qua ecclesiæ S. Remigii remensis privilegia concedit ².

Maill., Act. SS. Bened., sec. vi, part. I, 637. — Marl., II, 107.

¹ Le P. Pagi observe que les actes de ce concile sont plus corrects dans l'édition de Marlot que dans les grandes collections des conciles; et cependant ni Hardoin, ni Colletti, ni Mansi, n'ont fait usage de cette remarque. (Art de vérif. les Dates, III, 95.)

² Consulter, outre cette bulle, l'itinéraire d'Anselme et la lettre de Léon IX. (Marl., II, 88 et 104.)

XIV.

CHARTA qua Wido archiepiscopus remensis, sepulturam in monasterio S. Remigii eligens, eidem concedit altare villæ Basilicæ curtis, possidendum sub clericali persona. Ann. 853.

Gall. christ., x, Instr., col. 21, ex chart. S. Remigii.

XV.

NOTITIA conventionis qua Manasses calvus, nepos Widonis archiepiscopi remensis, terram in confinio castri S. Remigii concedit monasterio S. Remigii remensis, pretio centum solidorum annuorum sibi quandiu viveret solvendorum. Ann. 1051

Duchesn., Hist. géneal. de la mais. de Châtillon, pr., p. 16, ex chart. S. Remig.
— Gall. christ., x, Instr., col. 22, ex cod. chart. — Marl., II, 110, ex cod. chart.

XVI.

NOTITIA sacramenti fidelitatis a comite Manasse præstiti Gervasio remensi archiepiscopo, pro villis quas avus et pater ejus ab ecclesia remense acceperant. Ann. 1065.

Marl., II, 113.

XVII.

EPISTOLA Stephani papæ IX ad Gervasium remensem archiepiscopum, qua ei pro religione fortiter agenti auxilium pollicetur; bituricensis archiepiscopi causam in aliud tempus differt; in urbem ad synodum, remensem præsulem cum suffraganeis evocat. Ann. 1068

Marl., II, 115. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 108. — Pap. Masson de episcop. rem., p. 179, ex autogr. memb. — Baron., Annal., XI, 246. — Concil. labb., IX, 1088. — Concil. Hard., VI, part. 1, 1051. — Rec. des Hist. de Fr., XI, 491.

XVIII.

ORDO qualiter Philippus I Francorum rex in regem consecratus est¹. — Ejus sacramentum. 22 mai 1029

Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 161, ex cod. Petav. — Preuv. des lib. de l'Égl.

¹ Parmi les remarques auxquelles cette pièce importante peut donner lieu, il ne faut pas.

gall., part. 1, p. 94, ex ms. — Chifflet, Hist. de l'Abb. de Tournus, p. 317, ex ms. — Rec. des Pairs, pr., p. 6. — Marl., II, 117. — Rec. des Hist. de Fr., XI, p. 32 et 33. — Concil. Labb., IX, p. 1107, etc., etc., etc.

XIX.

20 mai 1059. NOTITIA de dignitate summi regis cancellarii Gervasio concessa quia antecessores ejus summi cancellarii fuerant.

Marl., II, 119.

XX.

Ann. 1059. EPISTOLA Nicolai papæ II ad Gervasium remensem archiepiscopum, qua jubet belvacensem episcopum simoniace promotum, cum silvanectensi episcopo, si ejusdem eriminis conscius sit, ab officio suspendi.

Concil. Labb., IX, 1092. — Concil. Hard., VI, part. 1, 1054. — Marl., II, 116. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 199. — Rec. des Hist. de Fr., XI, 493.

XXI.

Ann. 1059. EPISTOLA Nicolai papæ II ad Gervasium remensem archiepiscopum, ut corripit Heuricum Francorum regem, qui quemdam minus dignum voluerat ordinari matisconensem episcopum.

Concil. Labb., IX, 1091. — Concil. Hard., VI, part. 1, 1053. — Marl., II, 116. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 198. — Rec. des Hist. de Fr., XI, 492.

XXII.

Ann. 1059. EPISTOLA Nicolai papæ II ad Gervasium remensem archi-

pas oublier celle que nous fournit Bidet, « que l'archevêque Gervais, qui en fit la ce-
 « Mém., I, 51 : « Des frais des sacres. — Dans
 « tous les sacres des rois de la deuxième race,
 « et de ceux qui, dans la première, ont reçu
 « l'onction, on ne trouve aucun vestige de
 « l'obligation qui fut imposée depuis aux ha-
 « bitants du ban de l'archevêque d'en payer
 « les frais. Les archevêques de Reims, comme
 « donataires du comté de cette ville, en
 « étaient d'abord tenus. On voit en effet, par
 « le procès-verbal du sacre de Philippe I^{er},
 « que l'archevêque Gervais, qui en fit la cé-
 « rémonie, accueillit généreusement les deux
 « rois (Philippe I^{er} et Henri I^{er} son père) et
 « tous les prélats et seigneurs de la cour, et
 « les traita tous splendidement à ses propres
 « frais; qu'il ne fit même cette dépense que
 « pour faire éclater sa générosité et sa ma-
 « gnificence, sans s'être aucunement inquiété
 « d'en faire la répartition sur les habitants
 « de son ban, comme l'ont fait depuis ses
 « successeurs. »

episcopum, ut damna personis et rebus viridunensis ecclesiæ illata resarciat.

Concil. Labb., ix, 1092. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1054. — Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 199. — Rec. des Hist. de Fr., xi, 493.

XXIII.

EPISTOLA Nicolai papæ II ad Gervasium remensem archi- Ann. 1059.
episcopum, qua cum in gratiam recipit, monet de suo in Franciam adventu, et ipsi mandat ut cum duce Godefrido pacem ineat.

Concil. Labb., ix, 1093. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1055. — Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 199. — Rec. des Hist. de Fr., xi, 494.

XXIV.

EPISTOLA Gervasii Remorum archiepiscopi ad Nicolaum Ann. 1060.
papam II, qua ei gratias agit de benignitate legatis suis exhibita; de obitu regis Francorum dolere se ostendit; et pontificem, si in Galliam venerit, debito honore se suscepturum proficitur.

Concil. Labb., ix, 1097. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1059. — Marl., ii, 119. — Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 206. — Rec. des Hist. de Fr., xi, 498.

XXV.

DIPLOMA Philippi I Francorum regis, quo instaurationem 14 mai 1061.
ecclesiæ S. Nicasii per Gervasium remensem archiepiscopum, et dona eidem ecclesiæ per eundem Gervasium collata aut conferenda, approbat et confirmat; ac villam Hundelicurtem concedit ¹.

Marl., i, 619.

¹ Consulter aussi la légende rapportée par Marlot, n. 129, non seulement pour la tradition qu'elle renferme, mais parce qu'il y est dit formellement que Gervais fit restaurer, et non pas reconstruire les bâtiments de Saint-Nicaise. — Quant à la tradition que contient la légende, voici ce qu'en dit Lacourt (Marl., n. not. in front., fol. 16) : « Cette légende

est copie de la vision touchant Dagobert. « Dans l'une, saint Denis, saint Maurice et « saint Martin enlèvent Dagobert aux di- « bles; ici, ce sont saint Denis et saint Ni- « caise. Ces sortes de visions étaient fort au « goût des anciens. Voyez dans Duchesne, « *Gesta Dagoberti*, cap. 45. On sculpta la « fiction touchant Dagobert sur son tombeau,

XXVI.

13 juin 1064. CHARTA qua Gervasius Remorum archiepiscopus, duodecim canonicis in ecclesia S. Timothei cura sua constitutis, altare hujus ecclesie in MUNICIPIO sedis remensis constructæ, assignat ad augmentum stipendii eorum, et eisdem privilegia tribuit ¹.

Marl., II, 123. — Gall. christ., X, instr., 24.

XXVII.

Ann. 1064. EPISTOLA Alexandri papæ II ad Gervasium remensem archiepiscopum, qua monet ut controversiam inter clericos, citra affectum componat; et significat comitibus fuisse scriptum ut ecclesie læsæ satisfacerent.

Epist. Alex. papæ II ad calcem Epist. Gerberti., p. 713. — Duchesne., Hist. Fr. script., IV, 200. — Concil. Labb., IX, 1126. — Concil. Hard., VI, part. I, 1089.

XXVIII.

Ann. 1064. EPISTOLA Alexandri papæ II ad Gervasium archiepiscopum remensem, qua compatitur afflicto statui remensis ecclesie, ac illatam ei injuriam legitime vindicandam pollicetur ².

Epist. Alex. II ad calcem Epist. Gerberti., p. 712. — Duchesne., Hist. Fr. script., IV, 200. — Marl., II, 121. — Concil. Labb., IX, 1125. — Concil. Hard., VI, part. I, 1088.

« comme celle de Gervais sur les fenêtres du trésor de Saint-Nicaise.... »

Pour l'histoire même de cette célèbre abbaye, voir, outre la *Gall. christ.*, II, 203, la Notice spéciale que lui a consacrée Marlot, I, 615.

¹ Voir, pour l'histoire de l'église Saint-Timothée, Marlot, II, 123; la *Gall. christ.*, IX, 177; les Bolland., août, tom. IV, 576, etc.

² Voir le fragment d'un manuscrit de Saint-Remi, publié par Marlot, II, 128. — A ce fragment il faut en joindre un autre emprunté à l'histoire de Saint-Remi par D. Egée, qui complète le premier, et qui se trouve

dans les notes de Lacourt sur Marlot, II, *not. in front.*, fol. 15 : « Le nombre de ceux que Gervais fit sortir de la ville était considérable, et entre les principaux on met Herleband, chanoine de Reims, qui, avec sa prébende, possédait encore l'église et les revenus de Saint-Sixte. Gervais crut pouvoir disposer de l'un et de l'autre de ces bénéfices, et sans autre formalité il donna l'autel de Saint-Sixte avec ses revenus à l'église de Saint-Nicaise, pour laquelle il avait une affection particulière. » (Ex ms. S. Remigii.)

XXIX.

EPISTOLA Alexandri papæ II ad Gervasium remensem archiepis- Ann. 1065.
 copum, qua nuntiât, se, ad ipsius petitionem, brevi missu-
 rum esse legatum apostolicum in remensis ecclesiæ auxilium.

Epist. Alex. papæ II ad calc. Epist. Gerberti, p. 716. — Duchesn., Hist. Fr. script.,
 iv, 202. — Marl., II, 128. — Concil. Labb., ix, 1128. — Concil. Hard., vi,
 part. 1, 1091.

XXX.

EPISTOLA Alexandri papæ II ad Gervasium remensem archiepis- Ann. 1065.
 copum, qua instat ut causam Manassis et Amalrici, clerico-
 rum remensium, tandem post biennium terminet.

Epist. Alex. pap. II ad calc. Epist. Gerberti, p. 714. — Duchesn., Hist. Fr. script.,
 iv, 201. — Concil. Labb., ix, 1127. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1089.

XXXI.

DIPLOMA Philippi I Francorum regis, quo bona et jura 28 septem-
 monasterio S. Nicasii remensis per Gervasium remensem archie- bre 1066.
 piscopum constructo collata, confirmat.

Marl., I, 620. — Oper. Guiberti abb., p. 637, col. 1. — Gall. christ., x,
 Instr., 25, fragm.

XXXII.

PRIVILEGIUM D. Alexandri pape [II] de dignitate hujus ecclesie Vers 1067.
 [S. Nicasii].

Cart. de Saint-Nicaise, fol. 2, n° III.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, abbati monasterii sancti
 Nicasii martyris, sive beati Agricole in remensi territorio siti, di-
 lecto filio suisque successoribus in perpetuum.

Pie postulatio voluntatis effectu debet prosequenti compleri, qua-
 tinus et devotionis sinceritas laudabiliter enitescat, et utilitas postu-
 lata vires indubitanter assumat. Proinde juxta petitionem confratris
 nostri Gervasii venerabilis remensis archiepiscopi, monasterio beati
 Nicasii.... sive sancti Agricole, quod olim a Jovino prefecto edifica-
 tum, nunc autem a predicto Gervasio est recuperatum, cui sub regula

beati Benedicti preesse dinosceris, hujusmodi privilegium presenti auctoritatis nostre decreto indulgenus, concedimus atque firmamus; statuentes nullum regum, nullum autistitum, nullum qualibet preditum dignitate, vel quemque alium, de his que eidem monasterio a prefato Gervasio archiepiscopo, vel ab aliis fidelibus jam donata sunt, vel in futurum a quibuslibet aliis de proprio jure fuerint collata, sub cujuslibet cause vel occasionis specie, minuire vel auferre, sive suis usibus applicare, vel aliis quasi piis causis pro sue avaricie excusatione concedere; sed cuncta que ibi oblata sunt, vel offerri contigerit, tam a te quam ab eis qui in tuo officio locoque successerint, a presenti tempore, illibata ac sine inquietudine aliqua possideri; eorum tamen usibus pro quorum sustentatione gubernationeque concessa sunt, modis omnibus profutura. Item constituimus ut obvenite te, vel post te aliquo ejusdem monasterii abbate, non alius ibi quamcumque obreptionis astutia ordinetur, nisi quem remensis archiepiscopus, cum communi consensu ejusdem cenobii monachorum, secundum Dei timorem elegerit, aut previderit ordinandum. Hoc quoque capitulo presenti subiungimus, ut locum avaricie recludamus, nullum de regibus, nullum de sacerdotibus, vel quemcumque alium per se, suppositamve personam, de ordinatione ejusdem abbatis, vel quibuscumque causis ad ecclesiam ipsam pertinentibus, aut de re in auro, vel in alia qualibet commodi specie, quicquam accipere; neque eundem abbatem ordinationis sue causa, dare presumere, ne in hac occasione ea que a fidelibus piis locis offeruntur, aut jam oblata sunt, consumantur. Et quum multe occasiones in deceptione religiosarum personarum a pravis hominibus exquiruntur, abbatem predicti monasterii nullo modo privandum deponendumque esse censemus, nisi specialiter causa criminis exigente. Unde necesse est ut si qua contra eum hujusmodi querela surrexerit, non solus archiepiscopus remensis causam examinet, sed adibitis sibi aliis episcopis suis, subtili hoc investigatione perquirat, quatinus cunctis concorditer judicantibus, canonice distractionis censura aut reum punire, aut innocentem possit absolvere. Quotiens tamen prenominati monasterii abbas episcoporum prejudicio se gravari previderit, apostolicam sedem libere appellet; vel cum pro hujusmodi prejudicio, vel pro utilitate monasterii sui, ad

romanum pontificem venire voluerit, ei modis omnibus liceat. Hec igitur omnia que hujus precepti decretique nostri pagina continet, tam ibi (*sic*, tibi?) quam cunctis qui in eo loco in quo es, ordine locoque successerint, vel eis quorum interesse poterit, in perpetuum servanda decernimus. Si quis vero regum, sacerdotum aut secularium personarum, hanc constitutionis nostre paginam agnoscens, contra eam venire temptaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reumque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat; et nisi ea que ab illo sunt male ablata restituerit, vel digna penitentia illicite acta delleverit, a sacratissimo corpore et sanguine Dei Domini redemptoris nostri Jhesu Christi alienum fiat, atque in eterno examine districtè ultioni subiaceat. Cunctis autem eidem loco justa servantibus, sit pax Domini.... quatinus fructum bone actionis recipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant.

Scriptum per manus Octaviani scrinii et notarii sacri palatii.

XXXIII.

CHARTA qua Gervasius, remensis archiepiscopus, restauratum a se narrat monasterium S. Dionysii remensis, et variis donis ac privilegiis ditatum ¹.

Vers 1007.

Marl., II, 139. — Gall. christ., I, Instr., 26, ex autogr. (?), emendatius.

* Pour l'histoire de l'abbaye de St.-Denis, consulter Marl., II, lib. I, c. 41, 42, 43, 44; et la Gall. christ., IX, 288. Nous appelons l'attention du lecteur sur l'affiliation des chanoines réguliers au chapitre de Notre-Dame, sur les fonctions de pénitencier exercées par l'abbé de Saint-Denis dans le sein de ce chapitre, sur les fragments que donne Marl. du Pénitentiel de Saint-Denis, sur les liaisons que se formèrent entre l'échecoirage et l'abbaye, et enfin sur cette question : A qui l'église est-elle redevable de l'introduction des chanoines réguliers en France, à Gervais de Reims ou à Gui de Beaurais ?

Voici d'ailleurs une note de Lacourt (Marl.).

* « La chaire du pénitencier était au bas de la nef, avec quelques figures qui la désignaient en vers français. On l'a ôtée vers 1680. ... Marl. » dit, p. 149, que l'abbé de Saint-Denis était pénit-

ann., not. in front., fol. 19) sur le Pénitentiel dont se sert Marl., et sur les fonctions du pénitencier lui-même.

« Ce manuscrit n'est pas fort ancien le titre, qui y est mis d'une main récente, porte : « Penitentiale ecclesie metropolitane remensis rescriptum anno 1460. » Ce Pénitentiel n'est qu'une copie assez moderne tirée de l'ancien Pénitentiel de l'église de Reims. Il a servi à son abbé et aux prieurs de Saint-Denis, qui n'ont cessé d'être pénitenciers que quand on eut érigé la pénitencerie en dignité en 1548, sous Charles de Lozaine ».

« Le chaire né de l'église de Reims. Page 788, il dit que cet emploi fut exercé tantôt par les religieux de Saint-Denis, tantôt par les chanoines de la cathédrale. » (Lacourt, *ibid.*)

Notum¹ volo presentibus, nec ignotum sit posteris, quod ego Gervasius hujus sanctæ sedis Remorum antistes, post aliarum restauracionem ecclesiarum, quæ tam vetustate quam negligentia destitutæ ac

¹ Cette charte et le diplôme confirmatif qui se trouve plus bas, p. 220, ont été publiés d'une manière excessivement fautive par Marlot. D. Martenne a introduit plusieurs corrections dans la nouvelle édition qu'il a donnée de la première de ces pièces (*Gall. christ.*). Mais une collation plus sévère faite par Lacourt sur les originaux, et qui se trouve dans son Marlot annoté, p. 159 et 141, nous a mis à même d'offrir un texte beaucoup plus correct que celui des deux bénédictins. L'excuse des fautes dans lesquelles ces savants sont tombés, est dans le refus qu'on a fait de leur ouvrir les archives de l'abbaye, moins heureux en cela que nous, à qui on a refusé seulement de les déplacer, plus heureux en ceci que de leur temps les refus ne venaient pas d'une avarice aveugle toujours prête à multiplier les embarras pour quiconque veut user de trésors dont elle-même ne saurait jamais se servir. — Les difficultés qu'a essuyées D. Martenne sont consignées dans une lettre que lui écrivait, le 24 mars 1715, M. Cocquebert, conseiller au présidial. Nous en rapporterons quelques fragments, moins pour nous consoler de nos propres disgrâces, que pour donner une idée des mille difficultés ignorées qu'ont eu à vaincre les bénédictins, outre tant d'autres difficultés dont on est habitué à leur tenir compte. — La lettre de M. Cocquebert se trouve indiquée dans la *Gall. christ.*, ix, p. 289. Nous l'empruntons au Marlot annoté de Lacourt. (*Not. in front.*, fol. 15, v^o.)

« Mon R. P., lorsque vous êtes venu dans cette ville de Reims, au commencement du mois de juin 1712, j'ai remarqué que vous souhaitiez très fort de pouvoir voir l'original de la charte de Gervais, pour la fondation de l'abbaye Saint-Denis de cette ville. Vous estimez que les dates que Marlot avait rapportées étaient très aus-

pectes, parce qu'elles ne pouvaient pas être de l'an 1067, et être de la dixième du pontificat de Gervais. Je fis alors tout ce que je pus pour vous faire voir l'original de cette charte. J'en parlai à mon oncle, que j'ai dans l'abbaye Saint-Denis, le sieur Cocquebert, qui en parla au prieur qui était alors; mais ce prieur ne voulut jamais permettre de laisser voir l'original. Je ne sais quelle raison il put avoir. Le P. Egée, religieux de Saint-Remi, s'y employa de sa part, mais il n'y put rien gagner, non plus que moi; en sorte que vous ne pûtes avoir la satisfaction que vous aviez bien souhaitée, et je remarquai que ce refus vous fit un peu de peine, à quoi je pris beaucoup de part. Depuis quelque temps [il y a ?] un autre prieur de Saint-Denis, appelé le P. Vandin. C'est un homme d'esprit; il a demeuré en quelques abbayes de Normandie avant de venir demeurer en ce pays*. Il y a quelques jours que, lui parlant du refus qu'on vous fit, il en parut très fort marri et fort indigné, et me dit que quand je voudrais, et dès le lendemain si je le voulais, il me ferait voir non seulement l'original de cette charte de Gervais, mais toutes les chartes du chartrier, qu'il avait fait ranger par ordre chronologique et dresser par siècle.... Je n'ai pas manqué d'accepter cette offre. Dès le lendemain j'ai été dans le chartrier; j'y ai vu la charte, qui est une grande feuille de parchemin, qui approche beaucoup du caractère du XI^e siècle, scellée du sceau de Gervais, en cire fort épaisse appliquée et attachée sur le parchemin même, suivant l'usage qui s'observait encore de ce temps. J'y lus la date : « Anno incarnationis domini millesimo sexagesimo septimo.... » « episcopatus mei anno decimo » ; mais aussitôt je reconnus qu'après le mot *anno*, et

* Les Rémois pardonneront sans doute à leur concitoyen sa bonhomie épigrammatique. Quant à nous, nous citons, c'est là notre excuse.

deserte ab antiquis apparebant temporibus, beati Dionysii quæ jam pene annulata fuerat, ecclesiam renovare apposui; quam olim celeberrime ditatam, ingruente malitia, ad summam devenisse paupertatem frequenter transeundo miseratus condolui; adhibitæque tandem diligentia, restorationis opus operosiore structura Dei præsentæ gratia non distuli, destructa reedificans, quæ fundata non erant, a fundamentis construens. Et quia ad mensam canonicorum Domini meæ S. Dei genitricis pertinebat, ab ipsis filiis meis eam sub censu sex solidorum omnium voluntate accepi, perpetua libertate donandam; hac consuetudine retenta, ut servientes eorum tam familiares, quam communes, sicut antea solebant, absque omni exactione alicujus pretii, ibi sepulture traderentur; et si ipsa ecclesia processu temporis, aliquo casu rediviva calamitate, ad eam quæ prius erat deciperet, eorum sicut prius erat potestati subiciatur, nisi culpa vel studio ipsorum acciderit.

« entre ce mot et celui de *decimo* qui suit, »
 « il y a plus de vide sur le parchemin qu'en- »
 « tre tous les autres mots de la même ligne »
 « et des lignes précédentes. Je reconnus »
 « aussi sur-le-champ qu'on avait, en cet en- »
 « droit, gratté le parchemin et effacé quel- »
 « ques lettres qui étaient immédiatement et »
 « joignant *decimo*.... Je ne doute point qu'il »
 « n'y ait en originairement en cette chartre »
 « *duodecimo*.... Il est constant que Gervais »
 « fut fait archevêque de Reims vers le milieu »
 « d'octobre 1055.... »

M. Coquebert établit cette date par diverses citations d'instruments qui se trouvent dans Marlot même, II, 113, 119. Puis il ajoute :

« Marlot a eu le malheur, dans tout le »
 « temps de la composition de son histoire, »
 « de ne point voir les originaux des chartres »
 « des chartriers de Saint-Remi, de Saint- »
 « Denis, de Notre-Dame, ni de l'Hôtel-de- »
 « Ville, comme je l'ai reconnu très certain- »
 « sement, plusieurs copies dans son histoire »
 « n'étant que de simples copies peu exactes, »
 « et souvent mal copiées et pleines de fautes. »
 « A l'égard de celle de Gervais, il en avait »
 « tiré la copie d'un petit cartulaire manuscrit »
 « recueilli environ 1650, par D. Pichart, re-

« ligieux de Saint-Remi, comme il en avait »
 « tiré les copies de plusieurs autres chartres »
 « qu'il rapporte dans tout le cours de son »
 « histoire, et entre autres la fameuse chartre »
 « de Charlemagne qui confirme la donation »
 « de Momiane.... S'il avait pu examiner le »
 « prétendu original de cette chartre, il en »
 « aurait pu aisément connaître la supposition »
 « et la fausseté, comme j'ai appris que vous »
 « l'avez aisément reconnue au premier aspect »
 « de la pièce.... »

A la suite de la lettre de M. Coquebert se trouve (fol. 18, verso) la réponse de D. Martenne, qui lui dit : « J'aurais souhaité que vous eussiez collationné le texte de l'original avec celui de l'imprimé, pour voir s'il n'y a point d'altération, afin que si on réimprime cette pièce dans la *Gall. christ.*, on puisse la donner dans toute sa pureté.... »

Il paraît que M. Coquebert ne put faire ce que souhaitait D. Martenne, ou qu'il le fit mal, puisque la *Gall. christ.* contient encore des fautes assez nombreuses. N'ayant pu nous-même retrouver l'original, nous avons déjà dit que nous étions redevable à Lacourt de leur rectification.

« Marlot, *desideret*. La *Gall. christ.* donne la leçon la plus correcte, *desideret*.

Ecclesia itaque meo sumptu et labore ad integrum restituta, cum diversis ædificiis ad necessitatem fratrum accommodatis, canonicos ibidem ad honorem et laudem Dei constitui, beati Augustini regulam ordinemque profitentes; quorum usui hanc honorum meorum partem designavi, eisque possidendam jure perpetuo contradidi; omnium reddituum meorum decimas ad domum meam et civitatem pertinentes¹, quas antecessor meus ad hospitium pauperum in eodem loco situm, concesserat, eidem et ego concessi ecclesie; beneficium quoque ministerialium fœminarum majoris ecclesie, quas oblatrices dicunt, quia satis inhoneste vivebant, melius ordinandum judicavi, servitioque Deo servitium in eadem ecclesia deputavi; pro cujus recompensatione, altare de Curcio archithesaurario dictorum dedi; ecclesiam pariter de Monte sanctæ Dei Mariæ, quæ ab antiquis temporibus ad thesauri beneficium pertinebat hujus sanctæ Matris ecclesie, sed per multa jam tempora violenta manu abalienata fuerat, laicorum potestate emancipavi, eique sanctuario; volente et concedente Odoue archidiacono et thesaurario, donavi. Altaria pariter de Culmisiaco et Campiniaca villa, prædictam ecclesiam habere concessi; suburbii² vero quæ circa eandem sunt, eam nihilominus volui esse donatam. Quatuor autem in locis vineta acquisivi in monte videlicet Ledulphi, Cancule, Camerei, in Monte Ferrato. Præter hæc autem in villa Campiniaci, alodia insuper de Arcelio et Aculiaca curte, necnon juxta viam Herbosam eidem largitus sum ecclesie; terram quoque holeriferam juxta pomerium episcopale situm, huic loco dedi.

Quæ omnia pie et studiose disposita, meo jure et labore adquisita, ne unquam violentorum manus aliqua occasione violare et dissipare præsumat, romanæ autoritatis privilegio muniri, regieque majestatis

¹ Un privilège du pape Honorius, en 1126, parle de cette donation en ces termes : « Tenebat præterea ecclesia B. Dionysii beneficium archiepiscopi, decimam panis et vini et omnium reddituum suorum..... » (*Cart. de Saint-Denis*, p. 21.)

² Voilà évidemment le titre primordial de l'abbaye de Saint-Denis à la possession de son hâu et de sa justice. La donation des fossés faite par Louis VII ne nous paraît que la con-

firmation de cette disposition de la chartre de Gervais. La bulle déjà citée d'Honorius porte : « Dedit Gervasius ecclesie B. Dionysii terram in suburbio civitatis sitam, a porta » Vidulæ usque ad posterum. Insuper largitus est ei decimam fossatorum in circuitu civitatis, præter terram Sanctorum. » A prædicta autem posterna usque ad portam Basilicarum, dedit eidem terram Massas, succesor ipsius, qui postea depositus fuit. » (*Cart. de Saint-Denis*, p. 21.)

adatipulatione confirmari feci. Hanc ergo ecclesiam Dei visitatione sicut haecenus digestum est recuperatam, his omnibus quæ præordinata sunt copiose ditatam, placuit bonumque mihi visum est fratri Odalrico sanctæ Mariæ præposito commendare regendam; quem quia in multis fidelem inveni, super hanc elemosynarum nicarum oblationem procuratorem dominumque constitui, qui ad ipsius ecclesiæ tuitionem defensionemque invigilet, contra insurgentes manum fortitudinis obponat, consilii curam, pastoris providentiam in omnibus quæ poterit huic ecclesiæ impendat, et quæcumque ad eam pertinent, regat et custodiat. Quam sic ei tribuimus, ut a præpositi tamen officio removemus, ne propter hoc unquam aliquis ejus successor in eandem prielationem jure præposituræ aliquo modo obrepat, sed eam in vita sua immunem possideat; deinde quem sibi ad utilitatem ecclesiæ melius visum fuerit, consilio canonicorum ejusdem loci, heredem constituat; alioquin in manum archiepiscopi, dispositionemque redeat. Post hæc autem omnia, bene mihi placitum fuit molendina, quæ juxta ceteriorum hujus aquæ pontem fieri feci, pro celebranda anniversarii mei commemoratione sanctæ Mariæ ad usum concedere canonicorum; quorum decimam huic ecclesiæ habendam sicut olim decrevimus, modo quoque decernimus quod de omni bonorum meorum substantia indifferenter statuimus. Cujus constitutionis nostræ decretum ut ratum inviolatumque perpetuis valeat temporibus, nostræ auctoritatis scripto præsentî roboramus, sigillique nostri impressione consignamus. Actum Remis, anno incarnationis dominicæ millesimo sexagesimo septimo, indictione quinta, regnante Philippo rege anno septimo, episcopatus mei anno duodecimo.

Odericus¹ cancellarius scripsit atque subscripsit.

XXXIV.

BULLA (suspecta)² Alexandri papæ II, qua vetat ne quis bona

7 juillet
1067.

¹ « Hic in fine chartæ, autographo est *Odalricus* vel *Odericus*, nomen litteris majusculis conjunctis scriptum; sed potius, ut mihi videtur, *Odalricus* est scriptum. » (Lacourt, *Marl. annoi.*, II, 141.)

² Voir Marlot, II, 145. Après avoir indi-

qué les principales objections qui s'élevaient contre cette pièce, Marlot, pour les réfuter, dit qu'il est fait mention de cette bulle même dans la charte de fondation de Gervais et dans le diplôme confirmatif de Louis VII. Il est seulement question, dans ces instrum.

ecclesiæ S. Dionysii remensis a Gervasio data auferat, ac liberam indulget præpositum eligendi facultatem.

Marl., II, 142.

XXXV.

Vers 1067. DIPLOMA Philippi I Francorum regis, quo cœnobii S. Dionysii remensis restaurationem, et donationes a Gervasio factas, ratas habet et confirmat.

Marl., II, 141.

In nomine sanctæ et individue Trinitatis. Philippus divina annuente clementia Francorum rex, omnibus sanctæ Dei Ecclesiæ, nostrisque fidelibus tam præsentibus quam futuris. Si liberales locis Deo dicatis existimus, inde res nostra privata alitur atque ditescit, publica roboratur atque florescit, vita temporalis prospere transigitur, æterna feliciter comparatur. Idcirco cunctis volumus innotescat, quid ad honorem Dei, sanctæque suæ Ecclesiæ, rogati a Gervasio venerabili Remorum archiepiscopo; statuere cogitemus. Remis fuit in honore sanctorum martyrum Dionysii, Rustici et Eleutherii ecclesia non longe a domo archiepiscopali remota, quæ rebus plurimum locupletata, non minimo canonicorum cœtui, ad ea quæ necessaria erant, affluentissime suppetebat. Verum occasione compta, raptorum sacrilega manus sibi arripuit quæ sanctuario illi collata erant in utilitatem servorum Dei; unde locus rebus et congregatione viduatus, ad tantam redactus est penuriam, ut tecto vetustate consumpto, parietibus incuria dissipatis, in quodam ejus angulo solum altare unum vix a pluvia protegeretur. Sed cum archiepiscopus sæpenumero inde transitum faceret, et ruina visa sanctitatem martyrum in memoriam revocaret, non potuit esse otiosum quod tantus vir se facturum crebro proposuisset. Cœpit igitur parietes gelu et imhri exesos renovare et exaltare, tecta altiora erigere, et opus priori sumptuosius multo atque venus-

agents, d'une bulle du pape Alexandre; ce qui prouve, qu'effectivement une bulle avait été donnée par ce pape en faveur de l'abbaye de Saint-Denis. Mais n'a-t-elle pas pu s'égarer, et la mention qui en était faite dans les deux instruments, suggérer l'idée de la remplacer par une autre?

tius vigilantia instanti edificare, refectorium, dormitorium, et cæteras aedes servorum Dei necessitati accomodatas a fundamentis construere, fratres idoneos quotquot poterat sub beati Augustini regula Deo militantes ibi congregare, et unde victus eis et vestitus sufficeret, prudentissime providere.

Quibus ad votum Deo opitulante completis, nostram supplex rogat regiam majestatem, ut sanctuarium istud nostræ auctoritatis scripto muniamus, ne bona quæ labore non modico ei ipse acquisivit, malorum ut quondam violenta cupiditas diripiat, atque dispergat. Itaque nos ejus precibus acquiescentes, quæ sequuntur nostri præcepti statuto ei perpetuo possidenda decernimus. Beneficium quod oblatrices tenebant quas Quadragesimarias vocabant, quia non satis convenienter vivebant, visum est archiepiscopo ut melius ordinaretur; dedit igitur illud isti loco quod nos perenniter illi habendum stabilimus, atque confirmamus. Largitus est etiam liberalis præsul decimas omnium reddituum suorum ad civitatem pertinentium, scilicet sonniatarum archiepiscopatus, census civitatis, mercati, nundinarum, theleconcorum, molendinorum, avium, piscium, ursorum, et cæterarum venationum; donavitque panis et vini decimam ad domum episcopalem pertinentis, nec non et capitaliciorum et censuum ad ministerium vicedomini pertinentium, pari denique modo villarum Calmisiaci, Novienti, Calmisiaci, Curveville. Suburbis vero quæ circa prædictam ecclesiam sunt, eam nihilominus voluit esse donatam. Quatuor autem in locis vineta ei acquisivit, in monte videlicet Ledulphi, Cauculæ, Camerei, in Monte Ferrato. Hæc et si quæ alia, huic ecclesiæ per hunc prudentem pontificem, vel per alios probos viros acquisita sunt vel acquirenda in regno cui auctore Deo præsidemus, cuncta ei hujus præcepti auctoritate stabilimus atque confirmamus. Ut autem hujus roborationis scriptum, in Ecclesiæ defensione perpetuis valeat temporibus, manum nostram solemniter firmamus atque anuli nostri sigillo roborari mandavimus.

XX XVI.

NOTITIA de satisfactione Gervasii remensis archiepiscopi morientis et de donatione ab ipso facta ecclesiæ remensi qua-

+ juliet
1067.

tuor molendinorum bene instructorum ad duos pontes supra Vidulam ¹.

Mabill., *Annal. bened.*, v, 3 et 4. — *Gall. christ.*, ix, 70.

Dedit Gervasius archiepiscopus ecclesie B. Marie, dorsalia pallia xi, cappam auream, casulam purpuream paratam auro, casulam viridis coloris auro paratam, rationale cum lapidibus circumpendentibus, albam auro paratam, amictum auro et margaritis paratum, stolam auream cum fanone aureo, singulum aureum cum pendentibus aureis, alios pendentes aureos; dalmaticas tres, albam auro paratam, aliam varii coloris paratam auro, terciam cum rotis sine auro. Tunicam episcopalem indici coloris cum auro; tres alias, unam viridis coloris cum fanone auro paratam, duas sine auro ad cruces deferendas; caligas aureas; alias albas; sandalia auro et lapidibus parata, mitram cum auro, cyrotecas cum auro, pecten eburneum, manutergium auro paratum. Colatorium argenteum deauratum, cassam eburneam ad repouenda corporalia, aliam ubi casulam S. Remigii reposuit; cappas iv auro paratas, manutergium cum oculis, follem ad ignem sufflandum argento paratum. Tria filacteria, unum de ligno crucis, aliud de reliquiis S. Juliani, tertium de reliquiis S. Martini; cannulam argenteam cum vasculo argenteo; candelabrum cristallinum; calamarium; tres baculos episcopales. Balsamum. Faldestuorium ornatum auro cum pulvinare et aliis pulvinaribus iii de pallio. Coclearia marina duo auro parata ad ministrandum vinum ad missam. Scyphum saphirinum, benedictionales tres, missalem unum tabulis eburneis coopertam; vas argenteum cum cannula. Tria phylacteria. Marsupium purpureum cum reliquiis de sepulchro domini, S. Frontonis, S. Cariletti, S. Scholastice; palliolum altaris, sandalia cum caligis quadragesimalibus et ciborium.

Reliquit ista sub vadimonio: pro urceo aureo, majorem calicem aureum cum fistula; est autem hujus ponderis librarum iv solidorum xvi

¹ Mabillon et les auteurs de la *Gall. christ.* n'ont donné qu'un fragment peu étendu de cette Notice, qui se trouve à la fin du beau *Psalterium tripartitum* ligné au chapitre par le prévôt Odalric, et écrit sous le pou-

tificat de Gervais même. C'est à l'obligeance de M. Leoit Paris que nous devons une collation exacte de cette Notice, transcrite d'une manière très fidèle par Lacourt, *Marl. ann.* n, not. in front., fol. 57.

denariorum ii; minorem cum fistula solidorum xxi; thesibulum aureum cum patella erea (*sic*) solidorum xxv, turream acerram de onichino auro paratam cum coleari auro; textum evangelicum; libri tres. Altare. Libri i firmale solidorum decem, annulum aureum solidorum iv. Spingulas aureas solidorum iii. Pro argento quod debebat, S. Marie dedit iconiam de argento, urceolum opere salomoniaco constructum. Preterea fratribus ecclesie remensis ad anniversarium suum faciendum dedit iv molendinos bene instructos, ad duos pontes super Vidulam. Cambutam auream habentem pondus librarum iii et dimidium dedit S. Remigio ad honorem remensis archiepiscopi semper ibidem mansuri cujus destructor anathemate damnaretur perpetuo.

Anno episcopatus domini Gervasii xii^o nondum finito, sed in ipsis idibus octobris si viveret fluendo, iii^o kalend. julii, festivitatis SS. Petri et Pauli ad vespertinum, aggravatus infirmitate qua post vi^o die mortuus est, predictus dominus Gervasius archiepiscopus fecit ad se fratres et canonicos convocari qui tunc inveniri poterant. Quibus accessit et presentibus, credulitatem suam aperuit, et ut vere catholicus, confessionem suam fecit, sicque postea communicavit de sacrificio altaris Domini. Nobis quoque ut ei ante Dominum testes fuisset quod idem vere et sanguinem credidisset, injunxit et postulavit. Post hec admonitus ut de malis que fecerat in terris nostris respiceret, vadium dedit Odalrico preposito quod adhuc penes nos habemus; et de omnibus forisfactis, invasionibus, et injusticiis quas in terris et villis nostris preceperat fieri, justificavit; et se emendaturum de omnibus si viveret, repromisit. Sic etiam fecit Herimaro abbati S. Remigii. Erant autem ibi predictus O. [Odalricus] prepositus, Guidricus decanus; Leuvinus, Odo, Constantius longobardus, Drogo capellanus, Guillebertus capellanus, Odo cautor, Herimanus filius Leunbli, Guillelmus Carnotensis, Johannès, ... et alii multi.

XXXVII.

JUSIURANDUM archiepiscoporum remensium continens summam privilegiorum canonicorum cathedralis ecclesie remensis².

Marl., n, 214, ad ann. 1096. — Gall. christ., x, Instr., coll. 33, ex Marl.

¹ Gall. christ., *vere corpus et sanguinem*.

² Breequigny n'a point indiqué ce précieux

Dei gracia Remorum archiepiscopis tam futuris quam presentibus, sancte Marie congregatio perpetuam salutem in Domino. Ad divine gracie bonitatem referendum est, cum pastoribus ecclesiarum,

instrument. Marlot en a omis le préambule, c'est-à-dire le tiers environ. Nous le donnons après l'avoir collationné, 1^{er}, sur le serment de l'archevêque Robert, prêté en 1209, Archives du chapitre, lay. 5, lias. 5, n^o 3; — 2^e, sur le livre Blanc, fol. 42, verso; — 3^e, sur un manuscrit de la bibliothèque de Reims, inscrit sous le signe N, 860-852, p. 90; — 4^e, enfin, sur une copie collationnée contradictoirement, en 1754, par les officiers de l'archevêque et par ceux du chapitre *ne varietur* (Arch. du chap., lay. 5, lias. 5, n^o 1.)

Voici, sur l'ancienneté de ce serment, quelques remarques empruntées au mémoire qui nous a déjà fourni une note sur le serment des évêques suffragants de la métropole de Reims :

« Les archevêques de Reims, lorsqu'ils prennent possession de l'archevêché, prêtent un serment dont l'écolâtre lit les articles dans le chapitre au nouvel archevêque, qui ensuite va signer sur le grand autel la formule par laquelle il jure d'observer ces articles

« Cette formule, qui comprend tant les articles des anciens privilèges et coutumes de l'Eglise de Reims, que l'acquiescement et serment par lequel l'archevêque s'y oblige, est dans le livre des Sermons, fol. 5, et dans le livre des Réceptions.

« L'antiquité de cette pièce paraît par son style et par les usages dont elle fait mention. Le *duel*, pour vider les différends, étoit encore autorisé par les ecclésiastiques; ce qui a été condamné par Nicolas I^{er}, et par plusieurs conciles et auteurs ecclésiastiques du 11^e siècle et des suivants, et principalement au 12^e, par Alexandre III, etc. Le nom de *bénéfice*, pris pour un bien dont on donnoit la régie ou l'usufruit, soit aux ecclésiastiques, soit aux laïcs, et qu'on leur ostoit ou changeoit quand on vouloit; les termes de *stips ca-*

nonica, pour signifier une prébende; ceux de *bannum*, *infractura*, *capitulum*, *redhibito*, le nom d'*episcopus* donné à l'archevêque de Reims, et tout le style de cette pièce, fait éprouver que si elle n'est pas plus ancienne que le 11^e siècle (au moins la préface dans laquelle on cite les Capitulaires et la fausse Décrétale ou Épitre 1^{re} du pape Etienne), elle a tous les caractères du 11^e ou du 12^e siècle. On peut ajouter aux observations qu'on vient de faire, le pouvoir presque absolu du prévôt marquis, que dans divers articles, conformément à ce qui en est dit dans le mémoire (*indultum*) d'Ebbon, de *Ministris remensis ecclesiae*, et ce qui a été aboli par la chartre de Guillaume de Champagne, archevêque, tout échoit la prévôté, en 1192. Il est vrai qu'il est parlé, dans ce serment, du don ou fondation de l'archevêque Gervais (mort en 1067), qui se distribue *in cenna Domini* (c'est apparemment la distribution que le dormiteur fait de la part de M. l'archevêque *an mandatum*); mais l'article où il en est question se trouve le dernier, et peut avoir été ajouté dans la suite.

« Guillaume de Joinville, archevêque en 1224, ayant fait difficulté de prêter ce serment, fut condamné à le faire par une sentence arbitrale de l'archidiacre de Châlons et de l'officiel de Reims, délégués par M. de Brena, archidiacre, et par le doyen de Saint-Etienne de Troyes, que le pape Honorius III avoit commis pour juger ce différend. Cette sentence oblige l'archevêque à en user comme ses prédécesseurs. Ce prélat ne nioit pas l'antiquité de ce serment, ny l'usage immémorial de le lire aux archevêques, et il acquiesça à la sentence en le prêtant, ce que tous ses successeurs ont fait depuis.

« Il est parlé de ce serment dans la bulle d'Alexandre IV à Thomas de Bellomoso, archevêque en 1257, où il l'exhorte à ob-

dilectio famulatur devoto subditorum; cum pastorum devota sollicitudo, subditorum pie congratulatur officio. Sic vigili carni et sedulo ammonitione pastores populum Dei per pasqua vite eterne dedacere, sic oves errantes bonorum exhortationis operum inter ecclesiastice firmitatis muros reportari, Sancti Spiritus donum est, et dilectio Dei. In quo genere dilectionis, patres, cum magne devotionis studio ammonemus et exortamur paternitatem vestram, ut firma fide et infatigabili firmitate perseveretis, ut in ovis dominico fructus vestri laboris appareat, ut plebs Dei, et populus vestre sollicitudini commissus, de vobis bonam estimationem habeat; ne vagari incipiat per devia voluptatum, per abrupta vitiorum. Sed quoniam ecclesiastice discipline suffragium est congregatio clericorum, ut quod pro religionis culmine per Deum recognoverint, operari non cessent, sicut in veteri quoque et in novo Testamento statutum est, debetis congaudere libertati clericorum, ut ab omni exactione secularium pensionum liberi, specialiter Deo pro omni populo serviant, et in ejus laudibus perseverent. In libro Numeri, Dominus ad Moysen : « Tribum, inquit, Levi vult numerare. Ego tui Levitæ a filiis Israel pro omni primogenito eorum; eruntque Levitæ mei, ut serviant in ministeriis tabernaculi Dei. » In libro Genesios : « Emit Joseph omnem terram Egypti, præter terram sacerdotum, que a rege fuerat eis tradita. » Stephanus papa dicit : « Quicquid in sacris Deo regibus ab episcopis injuste agitur, pro sacrilegio reputabitur; quia sacra

à servir ce qu'il avoit promis à l'église de Reims, de maintenir ses coutumes et libertés. [Non oblivioni demandans quod, sicut accepimus, jura, consuetudines et immunitates præfate ecclesie ineluctabiliter observare juramento prestito promissisti.] En effet, lorsque le chapitre, dans les différends qu'il eut contre Thomas de Bellemesme, Pierre Barbet et autres archevêques du xiii^e siècle, allégué ce serment comme une des principales preuves de ses coutumes et privilèges de l'église de Reims, ils n'ont jamais prétendu que l'établissement en fut nouveau, qu'on en connoît le commencement, ni que le serment n'eût encore été prêt que par peu d'archevêques. Pour conserver plus exactement la suite des actes de ce serment, on a destiné à cet

usage un livre appelle *Liber Juramentorum*, au commencement duquel est la forme des articles, et ensuite le serment prêt par tous les archevêques sur ces articles, et signé de leur nom ou de leurs armes, à commencer à Robert de Courtenay, qui a pris possession en 1209, jusqu'à présent. On trouve aussi au Cartulaire plusieurs actes de serment prêtés par les archevêques, expédies et signés par des notaires apostoliques, savoir, ceux de Robert de Courtenay en 1209, Guillaume de Trye en 1324, Jean De Vienne en 1340, Hugues d'Arcy en 1351, Humbert Dauphin en 1355, et Guy de Roze en 1363. Le manuscrit de Reims N. 860. 857. porte : *servatur et perseveretur.*

Le livre Blanc, in quid.

aut, et violari a quoquam non debent.» In Capitularibus : « Laici quamvis religiosi, nulli tamen de ecclesiasticis facultatibus, vel de Dedicatis hominibus aliquid disponendi tribuatur facultas. » Constantinus magnus imperator, clericis : « Juxta sanctionem, quam dudum meruisse perhibemini, nullus fundos et mancipia vestra novis collationibus obligabit : sed vacatione gaudebitis. » Cum igitur veteris ac novi Testamenti sanctionibus clericis libere agendi attribuatür facultas¹, quod² a predecessoris vestris et in tempore eorum, et quod in preceptis regum obtinuimus consuetudinum nostrarum immunitatem, a vobis tali obligatione postulamus, ut et vobis nostre subjectionis debitum exsolvatur, et nobis libera potestas ab omni exactione secularium ministerialium conservetur. Ut autem hoc perpetua stabilitate et vestro consensu firmetur, nec ab aliquo perverse agente violari valeat, nec posteros lateat, stilo etiam atque memorie commendandum decrevimus :

Ut immunitatem mansionum nostrarum infra claustrum, et in vicinem dandi, vendendi, seu commutandi liberam licentiam, absque ullius persone contradictione habeamus ; et si ibi, quod absit, aliquo casu, criminale aliquid inciderit, vel etiam si seditio qualibet ex causa orta, aliquid delictum incurrerit, ut inde iusticia in manu prepositi, ceterorumque canonicorum absque ulla contradictione habeatur.

Ut in mansionibus nostris, quas extra claustrum, in civitate habemus, etiam in mansionibus servientium nostrorum, seu in alodis nostris, nulla reditio seu pensio inde exigatur ; non vini, non annonæ mensura, non publica urbium placita, non alicujus rei inde exigatur obsequium.

Ut penitus nullum a nobis, nec a servientibus nostris bannum vel

¹ Plusieurs leçons donnent *sugatione*. Voy. Cod. Justin., lib. 1, tit. 12, l. 1. — La citation précédente, empruntée aux Capitulaires, se trouve Bolz., 1, lib. v, cap. 405; lib. xi, 505; lib. vii, 199, et dans la querelle des deux Burchard. Voyez Baluze, 1, 909. Elle a été employée dans toutes les collections de décrets; dans Burchard, lib. vi, cap. 72, et lib. xv, cap. 35; dans Ives de Chartres, par. 16, c. 56; dans Gratien, 16, q. 7, c. 24. — Burchard vivait au commencement du

x^e siècle. Si le texte que nous publions était postérieur au xi^e, n'y citerait-on pas le décret au lieu d'y citer les capitulaires? N'y citerait-on le Code de Justilien?

² Le livre II des... sanctionibus, clericis multis hactenus libertatibus sint gavisi quod... »

³ Le manuscrit de Reims N. 886-852, *quia a predecessoribus: et plus bas, quia in preceptis...*

infracturam, seu pro excommunicatione pecunie exactionem ullo modo exigatis.

Ut servientes nostri quos in commune seu privatim in domibus nostris habemus, etiam si vestri capite censi fuerint, ab omni exactione, tamen preter capitalitium suum, liberi habeantur; eadem vobis de hominibus nostris servata conditione, si vestri fuerint servientes; et si aliquos de clero habuerimus in domibus nostris, quod genus decentissimum est servientium, presertim in isto ordine, ut omnino nullam exactionem timeant, nisi forte vestra vel altaria tenuerint, vel alia beneficia.

Ut excommunicandi quoscunque hujus episcopii malefactores nostros, eosdemque rursus absolvendi liberam habemus potestatem.

Ut commonitus a nobis, quos excommunicaverimus, canonica tamen vocatione premissa, nisi infra vocationem commissum correxerint, excommunicetis; eosdemque de commissis satisfaciens absolutos, a vobis, sine omni exactione absolvatis commonitus a nobis.

Quod si quempiam nostrum abesse synodo contigerit, nisi invitatus fuerit certa causa proclamationis vel negotii alicujus, ut nulla justitia inde ab eo exigatur.

Ut majori preposito sit libera facultas, ex consilio canonicorum, committendi preposituras et cuncta beneficia servientium, tam clericorum quam laicorum, que ad nostram pertinent communitatem.

Ut altaria que in communi obtinimus absque personis, in providentia prepositi habeantur; nec in eis, seu in hiis que privatim possidemus, divinum interdicatur officium, nisi synodali et canonicorum consentiente decreto.

Ut in possessionibus et villis sancte Marie, et nostris etiam, et in terris que nostre ditionis sunt intra urbem et intra banneileugum, videlicet et in Ausoumo, in Tendente Cauda, in Carcellis, in atris et in

Les auteurs de la collation de 1754, après avoir effacé le mot *vestris*, d'abord admis dans le texte, y ont substitué à la marge celui de *nostris*, accompagné de quatre paraphes nécessaires pour valider cette correction. Tous les manuscrits portent *vestris*, excepté le Nécrologe de N.-D., à la suite duquel se trouve une copie du serment, fol. 174^v, ad calc., le manuscrit de Reims, N 509-852, commutandi.

Lacourt (Mém. anec. nat. in frons, fol. 95) veut prouver que le texte du serment n'est pas antérieur au xiv^e siècle. La seule raison un peu spécieuse qu'il apporte à l'appui de son opinion, est celle-ci : « Il est fait mention en ce serment que le village de Talquemp appartenait lors attaché aux » mais Corbaillet, en sa table chronologique, ad ann. 1150 (p. 367), indique le transport du village de Talquemp par Thilault,

terris sancti Martini, in suburbio a porta Vidule usque ad Duos Fontes, cum tota insula que vulgo dicitur Morillis, necnon etiam in alijs villis et terris, sive hominibus ubicumque sint, nullam redhibitionem, nullam pensionem exigatis. Et si causa inciderit ibi agendi placiti ex aliquo negotio, prepositus inde in eadem potestate causam audiat, atque iusticiam faciat. Si autem in tantum controversia prevaluerit, ut res ex iudicio ad duellum traducatur; ut illud in civitate, si ita prepositus constituerit, in curia sancte Marie transigatur, absque eo quod vos nullum ius ibi, neque ministeriales vestri ullam potestatem habeant.

Quod si forte aliquis de hominibus nostris, quod abest, aliquem vestrorum hominum flagellaverit, vulneraverit, occiderit vel aliud aliquid commiserit inde ministeriales vestri conquesti fuerint, ut prepositus vel ministeriales nostri, inde iusticiam faciant infra potestatem ad quam ipse pertineat.

Cum non penitus a ministerialibus vestris intercipiatur, quem nostro jussu ad nos venire probare poterimus, sed nec ipse qui spontanea voluntate ad nos venerit, si quidem hoc probare potuerit; sed libere veniendi et abeundi habent potestatem.

Quod si de hominibus sancte Marie ac nostris aliquos vobis ministeriales facere complacuerit, vel mediatores, ut non ob hoc amittamus in eis pensionem consuetudinum nostrarum, nisi tantum in hijs quas infra civitatem habueritis.

Ut ministeriales vestri nullatenus insequantur quem forte sua vel culpa, vel crimina, in claustrum confugisse compulerint, sive in mansiones nostras quas extra claustrum habemus.

« comte de Champagne, à Guillaume archevêque de Reims. Il est fait aussi mention dans ce serment du village de Courcelles comme appartenant alors au chapitre; cependant Marlot marque, tom. II, p. 286, sur l'autorité du Nécrologe de Reims, qu'à la mort d'Albéric, archevêque de Reims, son neveu donna à l'église Notre-Dame de Reims la terre de Courcelles, pour l'anniversaire de son oncle, autrefois chanoine de cette église. »

Il me semble qu'il y a deux réponses à faire à l'objection de Lacourt : 1°. Le serment peut être antérieur à l'acquisition de ces deux

villages par le chapitre; seulement, au moment de l'acquisition, on aura dû ajouter leur nom à celui des autres propriétés du chapitre qui étaient déjà mentionnées dans le texte du serment. 2°. Le texte parle, non pas de la possession des villages de Tainqueux et de Courcelles, mais de la possession de terres qui y étaient situées. Le chapitre a pu y posséder des terres, et même une fraction de la seigneurie, sans y réunir la seigneurie tout entière. Il ne s'agit qu'ouvrir les Cartulaires de Notre-Dame pour y trouver l'exemple de vingt fiefs dont le chapitre ne possédait que des fragments.

Ut non statim, cui libitum vobis fuerit, absque scitu prepositi, ceterorumque magistratum, stipem canonicam conferatis.

Quod si forte in quempiam nostrum, vel occasione, vel justa querimonia, super aliquo negotio contenderitis, et de eo referendum postularaveritis, ut inde iusticia in capitulo, in examinatione canonicorum habeatur, vobis presente si volueritis.

Ut postica que est ante porticum sancti Dionisii nostre ditionis sit, ut eam cui voluerimus servientium nostrorum servandam committamus.

Ut portarum civitatis aditus intrandi et exeundi, bona nostra adducendi vel abducendi, quocunque tempore immunis pateat et servientibus nostris.

Ut in cena Domini beneficium quod a Gervasio archiepiscopo, et predecessoribus vestris accepimus, nobis et vos conferatis, absens eque ut presens, quemadmodum in nostro capitulo sentitum fuit generali omnium decreto.

His igitur et ceteris consuetudinibus nostris quas nos obtinuisse per multos annos vel per nos, vel per ministeriales nostros, comprobare poterimus, nobis talem obligationem a vobis fieri postulamus, unde libertatem et securitatem perpetuo obtineamus; quatenus inde Deo liberioribus animis servire studeamus, et vobis nostre subjectionis debitum leti semper exsolvamus; valete.

Responsio archiepiscopi.

Hanc ego N. Remorum consecratus episcopus, consuetudinum vestrarum immunitatem super hoc altare sancte Marie Virginis pono, offero, trado, et eam dum vixero, Deo annuente, sub testimonio astantium me bona fide observaturum promitto et iuro: sic me Deus adjuvet, et hec sacra Evangelia.

XX XVIII.

CHARTA donationis cujusdam Walteri factæ super altare Ann. 1070.
S. Petri de Ruminiaco.²

Marb., II, 166.

¹ Le ms. de Reims, N 860-872, ajoute au.

² Ces derniers mots manquent dans le Nécrologe. Cette charte, à laquelle on peut rattacher l'origine du prieuré de Ramigny, est connue par Brequigny.

XXXIX.

Ann. 1071.

CHARTA ' Herimari abbatis S. Remigii, qua assignat certos redditus pro cena fratrum, pro infirmis, pro peregrinis et pauperibus.

Mabill. *Annal. bened.*, v, 39. — Marten. *Ampliss. collect.*, 1, 418, ex ms. S. Remi.

Martene a publié cette pièce sans se rappeler qu'elle l'avait été par Mabillon. Ce lui-ci la place à la fin de l'abbatit d'Herimari Martene, au contraire, la rapporte aux premiers temps de ce même abbatit. Brequigny l'indique deux fois à ces dates différentes.

L'abbé Herimari voyant que le revenu qui avoit été donné par l'archevêque Adalbéron pour recevoir les hôtes au monastère de Saint-Remi, étoit rendu aux chanoines de Saint-Timothée (voir plus haut l'acte du 15 juin 1064), « ne voulut pour cela oblmettre cet exercice de charité tant recommandé par nostre Bi P. S. Benoist dans sa sainte règle, et par mesme moyen se souviint ausy des malades et des pauvres dont l'abbé, suivant la mesme règle, doit avoir un grand soin; aux nécessités desquels, pour subvenir, il assigna certains revenus qu'il sequestra de sa messe, comme appert par un certain décret dont nous n'avons l'original, ains une copie transcrite des ce temps dans un ancien lectionnaire cote au dos cxvi. C'est celui d'où Mabillon et Martene ont tiré l'instrument que nous indiquons, » fin duquel il est inséré, d'où nous colligeons... qu'afin de donner aux religieux tous moyens de vaquer à l'oraison sans avoir un soin immodéré de leur vivre, ayant veu jusqu'à son temps qu'il n'y avoit eu rien de certain assigné pour leur soupper, il leur donne à cet effet ce qui appartenoit à l'abbaye à Taisy, avec les moulins qu'il avoit acquis audit lieu, et les menues dixmes de Courteis; et pour les malades, l'église de Saint-Julien, celle d'Isle avec les moulins, les menues dixmes de Saulx-Saint-Remi et Villers-Allerand, et d'autant que nostre

Seigneur est venu en la personne des pauvres hostes et pèlerins, il sequestra, pour faire l'aumône aux pauvres et recevoir les hostes, les moulins de Saint-Martin-l'Heureux, ceux d'Huon et du pont proche Fleschambault, qui ont esté abandonnés à MM. du chapitre l'an 1442, dix-sept jours de terre et une vigne, et deffend sous peine d'excommunication à qui que ce soit de rien retrancher de ceste donation; dont il est aisé d'inférer que l'aumosserie de ceste abbaye, qui jouit encore de ces biens, est non seulement pour la nourriture des pauvres, ains des hostes, et qu'elle est de fondation régulière seulement, suivant la pratique de la règle de saint Benoist, contre les prétentions de quelques seculiers qui vouloient en prendre cognoissance comme d'un hôpital de fondation laïque (sans doute lors de la rénnion des hôpitaux vers 1656?), » et autres qui disent que ceste aumosserie est la matricule que saint Remi avoit fondée par son testament pour la nourriture de douze pauvres... » (Bibl. Roy., mss. Reims, cart. vi, *Hist. du Mon. de Saint-Remi*, part. 1, p. 90.)

L'aumosserie de Saint-Remi, dont les revenus furent ainsi augmentés par la munificence d'Herimari, étoit l'un des offices claustraux les plus importants de la plus riche des abbayes remises. Depuis long-temps sans doute ces offices existoient à Saint-Remi, puisque la province à laquelle appartenait ce monastère est l'une de celles où l'on retrouve les traces d'un plus ancienne de leur institution. Ainsi, dès le milieu du 11^e siècle, il en est question dans un instrument que Pardale, évêque de Laon, dressa en faveur de

XL.

CHARTA qua Rodulphus, comes de Crespeio, ecclesie S. Remigii remensis quædam concedit, tum pro sepultura filii sui

Ann. 1072.

l'abbaye de Montier-en-Der (Malbail., *Annales*, III, 38, et App., 667). Ainsi le concile de Douz en 879 (Concl. Labbe, viii, 1559) contient plusieurs dispositions qui les concernent. Toutefois, les premiers actes où nous ayons trouvé la plupart de ces offices clairement désignés comme existant dans l'abbaye de Saint-Remi, appartiennent à l'année 1154, et nous sont indiqués par l'histoire à laquelle nous venons d'emprunter le fragment qui précède. Voici ce que nous trouvons, part. II, p. 15. « Summa fuit » Odonis abbat. erga pauperes misericordia, ut videtur est in duabus cartis que habentur, una scilicet anno 1154, in qua Zacharius elemosinarius nominatur, et altera absque data, in qua fit mentio de Capella » S. Laurentii et de eodem Zacharino, qui » subsignavit Jocelinus prior, Joannes secundus prior, Rogerus tertius prior, Hadericus cellerarius, Christianus armarius, » Alanus camerarius. » Les révolutions que subissent ces offices dans l'intérieur du cloître sont une des parties les plus intéressantes de l'histoire des ordres monastiques et c'est avec grand regret que nous avons renoncé à rapporter les actes qui les concernent, et qui abondent dans les cartulaires de Saint-Remi; mais ces révolutions n'exercent aucune influence sur les destinées de la cité, et nous avons dû nous abstenir de les faire connaître. Toutefois il ne nous paraît pas inutile, ne fût-ce que pour mettre la critique à même de juger nos omissions, de faire connaître au moins un des fragments que nous avions d'abord réunis avec l'intention de les publier. Nous nous laissons aller d'autant plus volontiers à cette seule citation qu'elle concerne l'annuaire qui a donné lieu à cette note, et qu'elle fait connaître l'existence d'un curieux ouvrage que nous n'avons pu reconstruire malgré des recherches prolongées. L'ouvrage dont nous voulons parler était intitulé : *Consuecudinarius* ve-

tas archiepiscopatus S. Remigii remensis, et contenait une amplification des statuts recueillis par S. Udalric pour l'abbaye de Cluny vers 1110, et accommodés ensuite à l'usage de l'abbaye de Saint-Remi. L'existence de la couronne dont parle Marlot, I, 330, et dont s'occupent les statuts de Pierre le Vénéral (Bibl. Clusac, p. 1368), nous avait déjà fait soupçonner d'étroites relations entre les deux abbayes bénédictines. La découverte du fragment que nous allons donner ne nous a laissé aucun doute sur ce point. Seulement, en comparant le fragment du *Consuecudinarius* que nous avons retrouvé dans une liasse de renseignements (*Archives de Saint-Remi*, au chap. 24 du liv. II des statuts d'Udalric, publiés par Duchery (*Spicil.*, I, 641), on verra quel jour ont été jetés et sur la publication de Duchery même, et sur l'histoire de l'abbaye Saint-Remi et de ses relations avec Cluny, le *Consuecudinarius* tout entier, si nous ayons été assez heureux pour le retrouver.

EX VETERI CONSUECUDINARIO LITÆ ARCHIEPISCO-
PATUS SANCTI REMIGII REVENENSIS.

De Officio elemosinarii, cap. XIII.

« Quædammodum a custode hospitii recipiuntur omnes peregrini qui faciunt ut equitando, eodem modo quo quot pedites vadunt, præter illos qui tales sunt ut ad elemosinam ire non velint, ab elemosinario sunt recipiendi: exceptio si legatus est et litteras deferri, hunc colligit hospitarius. Receptis autem singulis, quærit elemosinarius a panetario unam libram panis; et sequenti die ab itinere dimittit, mensuramque eandem venientibus et abentibus dat vini, scilicet dimidiam justitiam; et recedenti datur denarius. »

« Quicquid de vino superfluit fratibus in refectorio, totum recipit elemosinarius, sicut etiam de pane, in adventu scilicet domini et in quadragesima (exceptis diebus in quibus hic conceditur, et per

Walteri, tum pro expiatione noxæ Walteri ejusdem, qui huic ecclesiæ fuerat aliquantulum infestus.

Marl., II, 131. — Mabill., Annal. bened., v, 54.

totum annum quotiens pro canonicis institutis ab aliope astipetur; ut in Rogationibus, et in vigiliis sanctorum, et in Quatuor temporibus, et quotiens frater in monasterio sepelitur; hoc vinum colligit et reservat ut peregrini supervenientes scaper de hoc habere possint. Illo quoque die quod paucem recipit de refectorio, non tantum querit a granetario, sed de ipso pane dat tot quot potuerit peregrinis; et quod sibi derit, hoc a granetario querit. Item cotidie accipit quotquot defunctorum fratrum est anniversarius, prebendas integras in pane et vino, in fabis et generalibus; præter hoc pro quolibet fratre nuper defuncto, qui profusus est nostræ congregationis, ubicumque obierit, prebendam integram per xii dies. Pro omnibus insimul fratribus quorum obitus, qualibet interveniente negligentia, a nobis sciri non possunt, quotidie accipit duas. Præterea tres prebende dantur quotidie ad elemosinam, quæ et in refectorio super mensam principalem apponuntur. Si generale fratrum defunctorum ipsa die qua in capitulo recitantur habere non potuerit, computat usque ad aliquam minimam, et tunc reddit ei camerarius denarius; et aliquoties dat cellerarius pro generali piscium, aut pro eo, quod tantumdem valet carnis. Ipse quoque conperat cum denariis qui pro decima de ecclesiâ sibi dantur, ipse enim habet decimam omnium denariorum qui in ecclesiâ offeruntur, sicque providet ut et carnes frequentius dare possit peregrinis. Sunt autem decem et octo prebendarii pro quibus quotidie famulus elemosinarii accipit de cellerario totidem justicias vini, et a granetario totidem libras panis et fabas ad quatuor dies septimane; reliquos tres non habent nisi olera de horto ad elemosinam deputato. Sed in majoribus festis habent carnem pro fabis; et per annum sunt triginta quinque dies in quibus habent carnem. Qui et ad vestitum habent annuatim in

Pascha singuli novem cubitos lanae panni, et in natali Domini unum par calceorum. Qui et in ea sunt disciplina, ut in una dormiant officina, nec audeant omittere omnibus nocturnis interesse, nisi quis eorum adeo sit infirmus ut a lecto non possit surgere, alias qui non venerit, illa die justiciam non habebit. Quod ille frater explorat qui circum facit ad nocturnos per altaria in secundo nocturno; cum absconsis exiens ad eos in navim ecclesiæ, et diligenter notans si quis eorum defuerit, elemosinario innoscit. Mandatum etsi a festo Omnium Sanctorum a fratribus non geratur usque in capite jejuniis, tamen elemosina non remanet; famulus enim elemosinarii in hieme, cum aqua calida, pedes trium pauperum lavat, datque libram singulis de tali pane qualem habent fratres in refectorio.

* Hoc quoque pertinet ad elemosinarium, ut semel in hebdomada totam villam perlustret, assumptis secum famulis suis, et pane et carne in cophinis, et vino in aliis vasis, visitans illos qui pauperes, alicubi jacent egroti, et si masculinus est, ipse visitaturus iurat; si femina, stat ad hostium, et famulum suum mittit ad illam, et dato eisdem quod melius potest, consolatur ipsum, et si quilibet desiderat præter quod dederit eis, si commodum nullo modo ei est, inquiri et post modum mittit per famulos suos.

* Est autem consuetudo quatinus mulieres quæ in domibus sunt infirmorum, ubi infirmi jacent, mox ut viderint eum venientem omnes excant, nunquam enim quandoque libet mulier intra domum fuerit, ingreditur. Sciendum vero quoniam peregrinis de quibus superius locuti sumus, cum pane et vino in ipsa nocte qua veniunt de quovis alio edulo dabit, scilicet de piscibus vel hujusmodi et aliquoties de carne. Nonnis vero ad portam curtis dat cuique justam vini et libram panis, non enim ingreditur curtem.

XLI.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Hugonem abbatem clunia- 30 juio 1073

« Si autem aliqui peregrinorum habuerit ad hospitium suam conjugem debilem vel laetam, seu socium, quibus non sit commodum venire ad elemosinam, debet eis misericordiam facere et quantum dat aliis mittere per eorum socium qui revertetur ad eos. Alii vero omnes in elemosina coeunt. Cum autem monachi seu pauperes clerici peregrini de longinqua terra veniunt ad elemosinariam, ipse ante prandium fratrum dicit abbati vel priori, et accepta licentia, ducit eos in refectorio cum peris suis. Istis vero non commodatur super pellicia; eorum enim tantum est qui cum equis vadunt: alias vero aliquando cum expedire videt, dat sibi quantum placet; eodem modo prior et camerarius quantum videtur eis cum volunt et commodum est. Ipse ministrat scutellas consuetudinaliter in quibus colliguntur fragmenta de talulis, et scopos unde adimantur in eis.

« Æstate cum musce infeste sunt fratribus in refectorio, ponit ad unamquamque justam nam pulchrum de boxo unde arceantur; et est consuetudo in unaquaque festivitate que fit in cappis, que non ita proxime sunt, renoret eos. Ipse capit curam de scutellis quas fratres habent ad rasuram; ipse emit eas atque servat, et ad rasuram delibet fratribus, ut mos est; et post rasuram colligit; et lavat antequam fratres radantur, et postquam rasi sunt. Patellas vomitorii, infirmarie, cellarii, cellaque novitiorum recepto sepo a camerario, ipse implere facit a famulis suis, et ponit lichnos de suo. Testas in quibus fratres minuuntur sanguine ipse emit et famuli ejus vacuant et lavant quodcumque opus est, et bene lotas restitunt ubi mos est. Denarii qui intra claustrum inveniuntur, ut sit aliquando, ejus sunt. Precipitur enim illi ab illo qui capitulum tenet postquam dictum fuerit: « Loquimini de ordine vestro, » ut accipiat eos. Est autem consuetudo de his que inveniuntur ante capitulum, quoniam antequam ingrediantur fratres capitulum, ponatur in capitulo post

pulpitum, ibi ubi venia a fratribus petantur, super tabulam que ad correctionem percutitur, illa quidem que ei superponi possunt, sicut rasoria, cultelli, denarii et hujusmodi. Illa vero que [non?] sunt idonea poni super eam, sicut pannus et pellicia et similia, in eodem loco ad terram super junctum ponuntur.

« Qui autem horum perdidit aliquid, post lectionem inspiciet si quodlibet de suo recognoverit, et petit veniam suam; deinde dabit ei prior licentiam ut recipiat quod suum est, nisi forte dimiserit pannos suos in claustrum consue, enim alii susceperint eos qui per consuetudinem in crastino affuerunt in capitulo; et petitis venis recipiant eos quorum sunt, nisi, ut dictum est, consue hoc contingat; tunc enim sine iudicio non dimittit eos....

« Eidem elemosinario [competit?] ut faciat lavatorium inferius, ubi aqua de manibus cadit, purgare quodcumque opus est in circuito, et etiam totum claustrum de lapidibus et hujusmodi inutilibus.

« Debet quoque idem elemosinarius ante completorium providisse ut ministratus sit illis omnibus pauperibus quibus se novit eadem nocte aliquid daturum, et propter hoc dimittat famulo suo tres libras panis et totidem justas vini, unde egenis serviat, si forte postquam ipse elemosinarius recesserit, aliunde venerint; et famulus suus inde rationem ei mane reddat. Est enim consuetudo ut famulus eisdem illi in mane reddat ant ostendat cui dederit.

« Juncus qui spargitur in omnibus officinis monasterii, per elemosinarium est providendus. Sex vicibus per annum scopari facit claustrum, capitulum, refectorium, ecclesiam sanctæ Mariæ, et majorem ecclesiam, et capellas, et contegi cum juncis recenter adquisito universorum pavimenta; id est ad Natalem Domini, ad Pascha, ad Pentecosten, ad natalem sancti Johannis, ad Assumptionem sanctæ Mariæ, ad festum Omnium Sanctorum.

censem, ut litteras suas ad Manassem remensem archiepiscopum mittat, et monachos S. Remigii, tueatur.

Concil. Labb., x, 16. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1206.

XLII.

30 juin 1073. EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Manassem remensem archiepiscopum, ne monachos S. Remigii amplius vexet, ac juxta canonicas sanctiones abbatem ibi ordinandum curet.

Marl., II, 171. — Concil. Labb., x, 15. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1205

XLIII.

Vers 1073. EPISTOLA Willelmi abbatis metensis ad Gregorium papam VII, cui de electione ejus gratulatur; tum significat se postulatum fuisse ad regimen abbatiæ S. Remigii remensis, quod onus subire refugit¹.

Mabill.; Analect., p. 455.

XLIV.

14 mars 1074. EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Manassem remensem archiepiscopum, qua eum laudat quod monasterio S. Remigii religiosum abbatem præfecerit, et jubet ipsum dare operam ut metensis abbas eligatur; nisi abbas S. Arnulphi metensis utrumque monasterium regere possit.

Concil. Labb., x, 46. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1236

rum. Propter quod etiam singulariter, priusquam ipsa veniant festa, dantur sex tortæ in hieme, per tres hebdomadas; in æstate per duas, eo quod juncus tunc facilius adquiritur. Sed et in cunctis festivitibus, in quibus duo et duo cantamus responsoria, sicut in supradictis sex, totam ecclesiam conspergit juncus et criptam sanctæ Mariæ et præfatas alias officinas. In ceteris vero festis quas in cappis agimus, ut est translatio sancti Benedicti, sed et in his que in albis, sen per

omnes dominicas Quadragesimæ per ecclesiam, et ubi scola sedet, in claustro, et in medio capituli non negligere debet juncum spargere.

« Collatum et transcriptum est hoc capitulum ex veteri volumine e pergameno compacto quod vulgo appellatur Cosmetudinarius liber, sive Consuetudines archimonasterii Sancti Remigii remensis. »

¹ Des sept lettres de Guillaume données par Mabillon, Brequigny n'indique que celle-ci.

XLV.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Herimannum episcopum^{14 mars 1074.} metensem, qua S. Arnulphi abbatem remensi abbatiæ renuntiare significat, ac metensi contentum esse.

Concil. Labh., x, 46. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1237.

XLVI.

EPISTOLA Willelmi abbatis metensis ad Manassem remensem^{Vers 1074.} archiepiscopum, cui resignat prælationem monasterii remigiani.

Mabill., Analect., 455.

XLVII.

EPISTOLA Willelmi abbatis metensis ad Manassem remensem^{Vers 1074.} archiepiscopum, in quem acerbe invehitur.

Mabill., Analect., 456.

XLVIII.

EPISTOLA Willelmi metensis abbatis ad quemdam monachum^{Vers 1074.} ne forte arguatur cur ipse B. Remigii abbatiam reliquerit.

Mabill., Analect., 457.

XLIX.

EPISTOLA Willelmi metensis abbatis ad quemdam abbatem,^{Vers 1074.} cui objurganti confitetur quod sua stultitiâ deceptus, in terra Francorum quasi in lacu leonum se contrudi passus est.

Mabill., Analect., 457.

L.

TESTAMENTUM Odalrici præpositi remensis ecclesiæ.

Ann. 1075.

Gall. christ., tom. x, Instr., p. 27, ex ms. cathed. rem.

LI.

NOTITIA de alodiis ab Odalrico præposito canonicis remensibus collatis.

25 janvier 1075.

Neerolog. eccl. rem. — Marl., 1, 299. — Gall. christ., ix.

viii kalend. febr. obiit Odalricus prepositus, levita et canonicus, qui

dedit S. Marie alodium de Munitionibus¹, alodium de Curte Salonis², alodia de Rovreio et Stogia; unde super ejus sepulturam pauperibus debent distribui duo sextarii de sigilo in pane et unus modius vini quotannis in anniversario suo³.

LII.

16 avril
1076.

CONCILIIUM bellovacense Gregorii papæ VII jussu indictum pro restitutione bonorum abbatæ S. Quintini bellovacensis⁴.

Balder., Chron. camer., lib. III. — Marl., II, 172. — Concil. Labb., x, 369, in not.

LIII.

Ann. 1076.

EPISTOLA clericorum cameracensium ad remenses clericos, quorum opem implorant adversus Romanos et suum episcopum, qui eos ad cælibatum adstringere volebant, et unica præbenda contentos esse⁵.

Mabill., Annal. bened., v, Append., p. 634, ex ms.

LIV.

10 août 1077.

CONCILIIUM augustodunense sive eduense, in quo Manasses remensis archiepiscopus accusatus et suspensus est ab officio, quia vocatus ad concilium ut se purgaret, non venit.

Concil. Labb., x, 360. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1567.

LV.

Ann. 1077.

EPISTOLA Manassæ remensis archiepiscopi ad Gregorium papam VII, de Mathilde marchisa,.... de Oëbalo qui ipsum Manassem accusare tentabat,...., etc.

Concil. Labb., x, 362. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1569. — Labb., Bibl. mss., 1, 203.

¹ C'est le canton ou enclave de la Tirelire, dans la cité.

² Canton de Cour-Salin, dans la cité.

³ Marlot et, d'après lui, la *Gall. christ.* donnent cette notice d'une manière incomplète et fautive.

⁴ L'*Art de vérif. les Dates* ne fait pas

mention de ce concile. Labbe l'indique à peine dans une note de deux lignes. Marlot donne un fragment du seul acte qui en reste.

⁵ Voir aussi la lettre des clercs de Noyon à ceux de Cambrai. (Mabill., Mus. ital., 1, 128, ad ann. 1079.)

LVI.

EPISTOLA Hugonis diensis episcopi, romanæ ecclesiæ legati, ^{Ann. 1077.}
ad Gregorium papam VII, ut sententiam scribat super ordina-
tione ecclesiarum remensis, bituricensis et carnotensis; et de
rebus aliis plurimis diversos Galliarum episcopos tangentibus.

Concil. Labb., x, 364. — Concil. Hard., vi, part. 1, col. 1572, ex ms.

LVII.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Udonem trevirensis archi- ^{9 mars 1078.}
episcopum, qua significat se causas episcoporum Franciæ et
Burgundiæ discussisse, et cum singulis mitius egisse, præcipue
cum Manasse remensi episcopo, cujus juramenti exemplar
adjicit *.

Chiff. Vesont., part. II, 226. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 212. — Concil.
Labb., x, 190. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1388.

LVIII.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Manassem remensem archi- ^{3 janvier 1080.}
episcopum, qua eum ad lugdunense concilium alias vocatum
venire præcipit, coram legatis apostolicis, objectis criminibus
respondendum.

Concil. Labb., x, 235. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1435.

LIX.

APOLOGIA qua Manasses remensis archiepiscopus frustra se ^{Vers janvier 1080.}
ab objectis criminibus purgare tentavit *.

Manill., Mus. ital., I, 117. — Mart., II, 173, fragm.

LX.

CONCILIUM lugdunense quod sub præsidio Hugonis diensis <sup>Entre jan-
vier et avril 1080.</sup>

* Le serment seul se trouve aussi Marl., * Cette pièce importante est omise par
II, 175; Gall. christ., II, 73; Labb., Bibl. Brequigny.
ms., I, 199.

episcopi, et sedis apostolicæ legati; in causa Manasse archiepiscopi remensis celebratum est ¹.

Concil. Labb., x, 389. — Concil. Hard., vi, part. 1, p. 1595.

LXI.

17 avril
1080.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Manassem remensem archiepiscopum, qua significat se sententiam excommunicationis in concilio lugdunensi contra ipsum a legato latam confirmasse; licentiam tamen se expurgandi coram quibusdam episcopis indulget, dum res in integrum restituantur accusatoribus ejus, et ipse interim Cluniacum aut Casam Dei secedat, suis stipendiis religiose victurus.

Concil. Labb., x, 241. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1442.

LXII.

27 décembre
1081.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad clerum et populum remensem, ut Manassi olim archiepiscopo remensi, diensis episcopi legati apostolici sententia damnato, resistent, et episcopum in locum Manassis eligant de ejusdem legati consensu.

Concil. Labb., x, 264. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1465.

LXIII.

27 décembre
1081.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Hebolum comitem, qua ei denunciatur Manassem remensem archiepiscopum ab Hugone diensi episcopo in concilio lugdunensi depositum; præcipit ut ei resistat, et ut quem pars major cleri elegerit archiepiscopum, adjuvet.

Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 214. — Concil. Labb., x, 265. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1466.

¹ Manassès fut déposé dans cette réunion; le vir concile de Rome confirma sa déposition. Concil. Labb., x, 381, 1850. — L'Art de vérif. dit que le concile de Lyon se tint en

1079 ou en 1080. La date que nous rendons un peu plus précise nous est fournie par les lettres de Grégoire VII, indiquées sous les numéros suivants.

LXIV.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad suffraganeos remensis ecclesie, de Manasse deposito, et de alterius electione in ipsius locum procuranda. 27 décembre 1081.

Concil. Labb., x, 263. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1467.

LXV.

EPISTOLA Gregorii papæ VII ad Philippum I Francorum regem, ne Manassi deposito ulterius faveat, nec alterius episcopi in Manassis locum, electionem impediat *. 27 décembre 1081.

Baron., Annal., xi, 547. — Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 215. — Concil. Labb., x, 260. — Concil. Hard., vi, part. 1, 1468.

LXVI.

CHARTA qua Rainaldus archiepiscopus remensis, monasterio S. Huberti altaria quædam concedit; ac confirmat ea quæ a Manasse archiepiscopo deposito *, antea concessa fuerant. Ann. 1086.

Marten., Ampliss. coll. 1, 519, ex arch. S. Hubert.

LXVII.

CHARTA qua Raynaldus archiepiscopus remensis, altare de vico S. Remigii * concedit ecclesie S. Remigii remensis *. Ann. 1089.

Marl., II, 180.

In nomine sanctæ et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti. Raynaldus nomine, non meritis, Remorum archiepiscopus, universis sanctæ et catholicæ matris Ecclesiæ filiis, tam his qui nobis presentie existentia conjunguntur, quam his quorum nos posteritas subsequutura expectatur, a Domino ejus salus, solutem.

Dum universæ, quæ Christi membra sunt, ecclesiæ, elemosinarum

* Voir M. Raynourd, *Hist. du Droit municip.*, II, 252.

* La charte de Manassès se trouve dans Marten., *Ampliss. coll.*, I, 499.

* Vieux Saint-Remi.

* Marløt n'a publié qu'une partie du texte, et l'a publiée fautive. Nous le complétons en le rectifiant avec le Cart. B de Saint-Remi, p. 47.

nostrarum communi indifferentique largitione, in Christo enim omnes sumus unum, sustentandæ videantur, earum potissimum quæ pastorum nostri vigilantie, ex divinæ dispensationis consilio creditæ sunt, studium nos curamque propensiolem non immerito insumere oportet; ut quia humilitatem nostram dignam eui eas committeret, celestis iudicavit elementia, nostra eis pro viribus et facultatis modulo in omnibus adesse elaboret providentia. Igitur anno sexto pontificatus et sacerdotii nostri, cum ex petitione D. pape Urbani apostolorum limina, ecclesiamque romanam visitare aggredereimur, ante corpus beatissimi et gloriosissimi patroni nostri Remigii oratione facta, in capitulum fratrum cum quibusdam clericorum nostrorum de itinere nostro locuturi resedimus. Et quoniam in his diebus altare de vico S. Remigii in ditionem iuraque nostra concesserat, dilectus noster abbas Henricus, universaque loci ejusdem congregatio surgentes, ante faciem nostram adstiterunt, et ut altare illud ecclesiæ B. Remigii tenendum contraderemus humillimis obsecrationibus implorarunt. Itaque non incompertum habentes ecclesiam B. Remigii liberalibus antecessorum nostrorum privilegiis, in immensum divitiarum possessionisque culmen erectum esse, ne donationum nostrarum inexpertis relinquerebantur, eorum petitioni acquiescendum esse decrevimus.

Itaque pretaxatum altare B. Remigii omni personarum successione sequestrata, tenore perpetuo tenendum, possidendumque concessimus; ea tamen conditionis ratione pretractata, ut quicquid de hoc altari disponendum statuendumque esset, totum hoc D. Henrici abbatis sententia et deliberatione penderet: nec alius quisquam de altari definiret iudicio, quam quod D. abbatis sedisset arbitrio. Et quoniam in universis quæ gerimus, animam nostram in manibus nostris semper esse necesse est, hoc pacti seu conventionis super his nobiscum fratres habuerunt, ut quotannis anniversarium nostrum facerent et pro antecessorum successorumque nostrorum salute, Deum interpellarent. Ne ergo hoc nostræ auctoritatis et munificentie testamentum ausu temerario quisquam evacuare adconetur, privilegium hoc clarissimorum virorum signis et testimoniis inflexibili firmamento, adstipulamur.

Signum D. Raynaldi archiepiscopi. S. D. Arnulfi archidiaconi.
S. D. Manasse archidiaconi. S. D. Manasse prepositi. S. D. Levatii

[Leuvini?] decani. S. D. Richeri cantor. S. Hugonis, Mainardi, Odonis, Leudonis presbyterorum. S. Frederici, Alberti, Widonis, Johannis diaconorum. S. Falconis, Godefridi, Isembardi, Widonis, Fulchradi, Rainoldi, Odalrici, Radulfi subdiaconorum.

Actum Remis, anno incarnationis dominice M^o LXXX^o IX^o, indict. XII, regnante gloriosissimo Francorum rege Philippo ann. xxx^o, archiepiscopus autem D. Rainaldi primi ann. vi^o. Godefridus cancellarius recognovit, scripsit et subscripsit.

LXVIII.

BULLA Urbani papæ II, qua Rainaldo remensi archiepiscopo concessum pallium et alia remensium præsulum privilegia confirmat. 25 décembre 1090.

Balu., *Miscell.*, vi, 372; ex ms. — *Gall. christ.*, tom. x, Instr., 20. — Mabill., *œuvr. posth.*, III, 352.

LXIX.

DIPLOMA Philippi I Francorum regis, quo possessiones et immunitates monasterii S. Remigii remensis, auctoritatis suæ præcepto confirmat¹. Ann. 1090.

Cart. B de Saint-Remi, p. 119. — Cart. A de Saint-Remi, p. 86. — Marl., II, 181, ex autogr. [?]

In nomine sanctæ et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, Amen. Philippus divina clementia rex Francorum, universis fidelibus nostris et posteris, scilicet tam presentibus quam futuris. Cum dominetur Excelsus in regno hominum, et det illud cuicumque voluerit, in hoc vel maxime debemus ei gratiam pro gratia, ut in defensione sanctæ Ecclesiæ nostra vigeat auctoritas prout eam interpellaverit rerum causa et temporum utilitas. Notum ergo fieri volumus quibuscumque regni nostri successoribus, domnum Henricum et venerabilem abbatem² S. patris Remigii, regiam nostram celsitudinem adiisse, quatinus immunitates tam nobili tamque glorioso loco ab antecessor-

¹ Marlot n'a pas donné le tiers de cette pièce.

² Une main moderne a mis : domnum et venerabilem Henricum abbatem.

ribus nostris Francorum regibus concessas, nostri quoque decreti confirmaret auctoritas. Cujus fideli voto libenter assentientes, licet generalem defensionem sanctæ Ecclesiæ debeamus, specialiter eam S. Remigius concedere decrevimus, vel quia Francorum apostolus est electus a Deo, vel quia auctoritate apostolica coronæ nostræ patrôcinatur et regno. Igitur ex more antecessorum nostrorum regum, regia nostra preceptione sicut et ab aliis decretum est, decernimus et publica auctoritate constituimus, ut castrum in quo idem B. Remigius corpore quiescit cum burgo quod adjacet sibi, immune sit ab omni aliena justitia et potestate, et preter abbatem et ejus monachos, nullus ibi exerceat ullam judiciariam distractionem. Et liceat abbati et fratribus ibidem habere caminas, et furnos, et artes, et molendinos, et piscaturas, et viridaria, et mercatum cum res illud postulaverit; et quæcumque eorum placito et usibus visa fuerint, eis libere permittimus et donamus. Sed et villas omnes et possessiones ejusdem Sancti, ab omni oppressionem et qualibet aliena judiciaria potestate prohibemus, hoc est: predictum castrum cum adjacentibus suis, Crusniacum¹ cum adjacentibus suis, Sarpeicurtem, Genvreium, Columnas, Saciacum, Villare Aleranni cum adjacentibus suis, Villare in Silva, Cheziacum, Condatum cum adjacentibus suis, Eysce, Vallem Dominicam, Curtem Ausorum, Domnum Remigium, Condedam, Asencellam, Villare in Estanneis cum adjacentibus suis, Druliacum, Luponis Montem, et quicquid in comitatu burgundienſi eadem ecclesia possidet, vel in cathalaunensi territorio, elemosinamque Walteri comitis: item, Septem Salices, Tassiacum, Viriliacum, Muriniacum, Hermundivillam, Tilium, Chanaum, Creuniam, Corbiniacum cum adjacentibus suis, Salicem S. Remigii cum adjacentibus suis, Basilicam Curtem cum adjacentibus suis, Bainam, Erpeium, Tuniacum, Vieu cum adja-

¹ *Gallice*: « Crugny, Sapicourt, Janvry, » Craonne, Corbeny, Saulx - Saint - Remi, » Comlommès, Sacy, Villers-Allerand, Ville- » Bazancourt, Beine, Herpy, Thugny, Vieux- » en-Selve, Chézy, Condé-sur-Marne, Isse, » Saint-Remi, Gerson, Juniville, Givry, » Ville-Dommange, Courtisols, Dom-Remy, » Bairois, Pombair, Chagny, Saint-Oriclé, » Condé au diocèse de Langres, Alliancelles, » c'est-à-dire Senuc. » Ces traductions se » Villers-en-Argonne, Duizel (*sic*, Drouilly?) » trouvent à la marge du cartulaire même, et » Louvemont, Sept-Saulx, Taissy, Vrilly, » dans l'hist. du monast. de Saint-Remi, p. 95. » Murigny, Hermonville, Thil. Cheney. » (Bibl. Roy., mss. Reims, cart. vi.)

tibus suis, Gersum, Jehenneivillam, Givereium, Bairun, Pontembairi cum adjacentibus suis et cellam Chaniacum cum adjacentibus suis; et omnia que possidet vel possidebit in comitatu porriensi, et ecclesiam¹ S. Oricoli cum adjacentibus suis; et quicquid in regno nostro est pertineus ad jus S. Remigii, et quod in presens tenet, et quod in futurum adquirit et tenebit, sive sit ecclesia, sive villa, sive mausionile, sive predium ab aliquo datum, et omnia que ejus sunt vel erunt, sive mobiles sive immobiles res, nostræ presentis auctoritatis decreto roboramus, et defendimus ab omni inquietudine et externa potestate, scilicet aliqujus archiepiscopi, episcopi, ducis, comitis, vicecomitis, vel cujuscumque pervasoris, ex hoc nunc et deinceps omnino prohibemus, ut in pace S. Ecclesiæ religio predicti monasterii augeatur et vigeat; et defensio ejus et libertas ad salutem eternam nobis et posteris nostris, omnibusque hoc nostræ regie preceptionis decretum servantibus, proficiat in perpetuum. Eos autem qui nobis in regno successuri sunt, per Deum regem regum obtestamur, ut hoc privilegium, quod ut in perpetuum vigeat sigillo nostro signamus, inconvulsum custodiant, ut patronum regni sui B. Remigium in perpetuum habeant, cujus apostolatu pervenimus ad fidem catholicam.

Actum est hoc privilegium et corroboratum Parisius, anno incarnati Verbi millesimo nonagesimo, indictione XIII, epæta XVII, regnante Philippo Francorum rege anno XXVIII^o.

Signum Philippi regis. S. Ludovici filii ejus. S. Jolfridi parisiensis episcopi. S. Odonis comitis. S. Gervasii dapiferi. S. Frogeri. S. Pagani et Nanteri de Montegaio. Ego Ursio silvanectensis episcopus, et regie majestatis cancellarius, scripsi et publice lectum recognovi.

LXX.

CHARTA qua Henricus abbas, et monachi S. Remigii remensis, concedunt societatem et fraternitatem comiti Stephano, qui remittit ecclesiæ S. Remigii pascuam inter Esculium et Saceium. Anno. 1090.

Duchesm., Hist. gén. de la mais. de Châtil., pr., p. 21, ex chart. S. Remigii.

¹ Une main moderne a effacé le mot *ecclesiam*, et y a substitué celui de *cellam*.



LXXI.

Ann. 1090. CHARTA qua Rainaldus, Remorum archiepiscopus, regularem observantiam in abbatiâ-S. Nicasi remensis per Seguinum abbatem Casæ Dei restauratam confirmat.

Marl., 1, 623.

LXXII.

Ann. 1093. PRIVILEGIUM Renaldi remensis archiepiscopi de altari de Hermundivilla.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 40.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti. Rainaldus nomine, non merito, Remorum archiepiscopus, universis sancte et catholice matris Ecclesie filiis, ab uberibus divine consolationis saciari. Quoniam ad dilucidanda coram hominibus opera nostra bona predicationis evangelice preconiiis erudimur, nequaquam ociosum nec inani glorie ullaatenus ascribendum esse formidamus, si quedam misericordie opera, que nobis in diebus pontificii et administrationis nostre celestis suggestit inspiratio, ad posteritatis memoriam cognitionemque, litterarum assignatione transferamus. Cum enim ad remensis ecclesie curas oneraque portanda, infirmitatis nostre imbecillitatem divine vocationis dignatio accersivit, circa hoc potissimum nostre desudavit intentionis efficacia, ut ecclesias fideliumque cenobia, altaribus que in jura nostra manciparentur, augeremus; ne penuria afflicte, in divinis cultibus tepidiores redderentur. Verum quia beati Theoderici ecclesia hactenus munificentie nostre, una inter ceteras, inexpecta remanserat, cum primum nobis altare quod eidem ecclesie contiguum finitimumque adjaceret accessit, oppido gavisi sumus, opportunum habentes, ut impense ceteris liberalitatis nostre ecclesiam hanc alienam diucius minime relinqueremus. Igitur altare de Hermundivilla, in nostram enim revocatum est ditionem, beatissimo confessori Theoderico, tocius symoniace fraudis periturique emolumentum longe exterminata suspicione, contradidimus, et absque omni contradictionis perturbatione impersonaliter possidendum concessimus. Sane cum in manibus nostris animam nostram versari semper oporteat,

et in quibuslibet operibus nostris novissima nostra memorari, christiane hujus conventionis pactionem a fratribus loci exegimus ut, et quoad vivimus fragilitati nostre quotidianis opitulentur orationibus, et cum ad vocem pulsantis judicis carnis universe viam nos ingredi contigerit, quotannis anniversarium nostrum in missarum celebrationibus generaliter exequantur. Denique patris et matris nostre qui nobis corporis hujus quod circumferimus substantiam ministrarunt, meque ad hunc honorem suis altum et opibus et documentis transmiserunt non immemores, nemo enim carnem suam contempsit, addidimus ut et eorundem anniversarium prefinitis terminis celebrant, et ut terrene habitationis contagia in ambobus emaculentur implorent. Ceterum ut hec nostra largicio et donationis hujus pagina, tocus calumpniæ metus ab oblioto rata et inconvulsa persevetret, litteris eam testamentalibus, sigilli quoque nostri impressione, clarorum etiam virorum signis et testimoniis, inrefragabiliter astipulari precepimus; et ne quis eam temerarie presumptionis viribus innitens, abolere contendat, auctoritate Patris et Filii et Spiritus Sancti interminamur. S. Henrici abbatis sancti Remigii. S. Nocheri Altovillarensis abbatis. S. Burchardi abbatis sancti Basoli. S. Geguini abbatis sancti Nichasii. S. Arnulfi archidiaconi. S. Manasse archidiaconi. S. Manasse prepositi. S. Levvini decani. S. Odonis, S. Mainardi, S. Dudonis presbyterorum. S. Richeri cantoris. S. Walteri. S. Joffridi. S. Godefridi diaconi cancellarii. S. Radulfi camerarii. S. Fulconis. S. Fulcradi subdiaconi. S. Nicholai. S. Bartholomei. S. Symonis accolyti. Actum Remis, in archivo pontificali, anno incarnationis dominicæ 1100^{to} xc^{to} 111^{to}, indictione 11, regnante gloriosissimo Francorum rege Philippo anno xxx^{to} 111^{to}, archiepiscopatus autem domni Rainoldi anno x^{to}. Gedebridus cancellarius recognovit, scripsit et subscripsit.

LXXIII.

EPISTOLA Ivonis carnotensis episcopi ad Rainaldum remensem archiepiscopum, qua ecclesiæ remensi jus regales nuptias consecrandi attribuit. Ann. 1093.

Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 217. — Baron., Annal., xi, 634. — Gall. christ., ix, 76. — Marl., ii, 199. — Buleus, Hist. Univers. parisi., i, 488. — Ivonis carnot. Epist., p. 26.

LXXIV.

20 mars
1091

CONCILIUM remense cuius auctoritate Robertus comes Flandrie morientium clericorum bona occupare desiit ¹.

Concil. Labb., x, 488. — Concil. Hard., vi, part. II, p. 1699.

LXXV.

Ann. 1091

CHARTA qua Raynoldus remensis archiepiscopus, notum facit se absolvisse Hugonem comitem quem excommunicaverat; ac dictum Hugonem, assentiente Manasse filio, dimisisse S. Remigii monasterio tallias quas in villis remigianis percipiebat.

Hist. de S. Vaubourg, p. 736. — Marl., II, 185. — Gall. christ., x, Instr., 31.

LXXVI.

21 septem-
bre 1091.

INSTRUMENTUM quo Lambertus episcopus atrebatensis profitetur se Raynoldo remensi archiepiscopo et ejus successoribus, juxta sedis apostolicæ decreta, obediturum; nec absque ipsius consensu, in magnis negotiis cuiquam assensurum, nisi in eo quod pertinet ad parochiam suam propriam ².

Baluz., Miscell., v, 371, ex ms.

LXXVII.

21 janvier
1096.

EPISTOLA cleri et populi remensis ad Lambertum atrebatensem episcopum, qua ei Rainoldi remensis archiepiscopi mortem, et Manassis electionem, renuntiant ³.

Baluz., Miscell., v, 286.

¹ La partie la plus importante de ce concile ne se trouve pas dans les grandes collections, mais seulement dans Baluze, *Miscell.*, v, 240.

² Nous n'avons pas cru devoir indiquer les pièces qui se rapportent à la séparation des églises de Cambrai et d'Arras. Si l'on est curieux de connaître le rôle que joue le métropolitain dans le conflit qui s'élève à ce sujet, il faut consulter Baluze, *Miscell.*, tom. v, de la page 237 à la page 446. — Ou

y verra (p. 277) que la plupart des pièces qui s'y rapportent étaient antrefois conservées dans les Archives de la cathédrale de Reims. « Harum exemplar litterarum scias » conservari Remis in ecclesia B. Marie semper virginis Domine nostra, in sacratio in » locello aureo qui vulgo dicitur berceo- » lum. »

³ Cette lettre prouve, entre autres choses, que Rainold n'est pas mort à Arras, comme le veut Marlot, II, 211.

LXXVIII.

NOTITIA de obitu Raynaldi I remensis archiepiscopi.

21 janvier
1096.

Necrolog. metropol. rem. — Marl., II, 211. — Gall. christ., IX, 77.

XII kalend. febr. decessit domnus Rainaldus (requiescit intus) bone recordationis Remorum archiepiscopus, qui dedit S. Marie altare de Chavogiiis ut inde sepeliantur canonici; reliquum vero in ejus solemni anniversario canonicis qui tunc in urbe fuerant dividatur¹.

LXXIX.

EPISTOLA Lamberti atrebatensis episcopi ad clerum et populum remensis ecclesiæ de morte Rainoldi remensis archiepiscopi et de electione Manassis ecclesiæ remensis prepositi in archiepiscopum remensem².

2 février
1096.

Baluz., Miscell., v, 288.

LXXX.

EPISTOLA Urbani pape II ad Manassem remensem electum, qua eum admonet ne apostolicæ sedis adjutorio in nullo diffidat³.

6 février
1096.

Baluz., v, 292.

LXXXI.

EPISTOLA Urbani pape II ad clerum, ordinem, milites, et plebem Remis consistentes, quibus gratulatur de electione Manassis in archiepiscopum remensem⁴.

6 février
1096.

Baluz., v, 290.

¹ Marlot, tout en citant le Necrologe comme la source où il a puisé, et les auteurs de la *Gallia* qui ont copié Marlot, rapportent cette notice d'une manière fort infidèle.

² Brequigny indique cette pièce sous la date du 3 février 1098.

³ Omise par Brequigny.

⁴ Cette pièce importante est omise par

Brequigny M. Raynouard, qui en fait usage, lui assigne la date de 1095. « En 1095, dit-il, « Urbain II, satisfait de l'élection de Manassis, exprime ses sentiments dans une « lettre adressée au clergé, à l'ordre, aux « chevaliers et au peuple de Reims. » (*Hist. du Droit municip.*, I, 340. Voir aussi, *ibid.* p. 350, et II, 150.)

LXXXII.

6 février et
4 mars 1096.

EPISTOLÆ Urbani papæ II ad episcopos remensis ecclesie suffraganeos, ut ad ordinationem seu consecrationem Manassis electi in archiepiscopum remensem, quocumque tempore vocati fuerint, alacriter occurrant ¹.

Baluz., Miscell., v, 289 et 292.

LXXXIII.

Ann. 1096.

EPISTOLA Manassis remensis electi ad Lambertum atrebatensem episcopum, de promotione sua ad diaconatum et sacerdotium.

Baluz., v, 289.

LXXXIV.

14 avril
1096.

BULLA Urbani papæ II qua confirmat privilegia capituli remensis ².

Marl., II, p. 214. — Gall. christ., x, Instr., 33.

LXXXV.

Ann. 1096.

EPISTOLA Ivonis carnotensis episcopi ad Urbanum papam II, qua ecclesia remensis diadema regni dicitur habere ³.

Ivon. carn. Epist., p. 87. — Marl., II, 216. — Gall. christ., IX, 78. — Rec. des pièces conc. les Pairs de Fr., pr., p. 8.

LXXXVI.

Ann. 1096.

CARTA Rotberti Flandrensiū comitis, qua silvam de Herlebecche, ab Adela Danorum regina ⁴ sorore sua, collatam S. Theoderico confirmat.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 223 et 237, verso.

¹ Brequigny assigne à la première de ces pièces la date du 6 janvier 1096, et à la seconde celle du 4 mars 1095.

² Cette bulle, qui confirme les clauses contenues dans le serment des archevêques au chapitre, prouve que ce serment remonte au XI^e siècle. Nous avons déjà laissé entrevoir

qu'à notre avis il était d'une antiquité plus grande encore, sinon dans toute sa teneur, au moins dans ses principales dispositions.

³ Voir le commentaire dont cette pièce est suivie, dans la *Gall. christ.*, IX, 76.

⁴ Le diplôme d'Adèle est dans Marlot, II, 182.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Notum sit tam presentibus quam futuris sancte matris ecclesie fidelibus, quod ego Rotbertus Flandrensium comes, Dei gratia inspirante, Hierosolimam ibam plurimo exercitu meo comitante, ducti autem cum quibusdam optimatibus meis ad abbatiam in honore sancti apostoli Bartholomei et beati Teoderici confessoris consecratam, ubi abbas et monachi reverenter susceperunt nos cum processione ecclesiastica, venientes nobis obviam. Qua expleta in claustrum suum nos duxerunt, ac per librum quandam societatem et participationem orationum et elemosinarum suarum nobis concesserunt et dederunt. Ego autem pro peccatorum meorum remissione, et incolumitate mei meeque conjugis Clementie, suprascriptis sanctis, et abbati, et monachis ejus, reddidi quod antea dederat soror mea Adela illis, meo tamen favore, sed ego postea ipsis abstuleram quorundam meorum suggestione; reddidi, inquam, partem terre et aque in saltu meo de Herlebecche, ut ibi restituat abbas vel monachi ejus molendinos, et duas domos atque capellam unam. Hoc autem feci favore conjugis mee predictae Clementie, cui super hoc litteras sigillo meo corroboratas direxi, ut forestariis prohiberet ne sanctis, vel servis eorum, aliquam injustitiam vel violentiam ulterius inferrent. Si quis autem hoc nostre benivolentie donum minuerit vel infregerit, in primis Dei et sanctorum ejus iram incurrat; nostre autem amicitie gratiam in perpetuum perdat. Hoc denique beneficio ipsis sanctis et eorum monachis a me concessio additi: eisque unum hunarium prati prope molendinos concessi. Signum comitis Rotberti. S. comitis Eballi. S. Baldniini de Gant. S. Rogeri castellani de Insula, Omulli dapiferi comitis. S. Eustachii pincerne comitis. S. Armulfi de Ardea. S. Cononis et Raineri clericorum capellanorum comitis. Actum in monte Or, apud Sanctum scilicet Theodericum. Anno incarnationis Verbi M^o nonagesimo VI^o, indictione IIII, epacta IIII, concurrente II.

LXXXVII.

EPISTOLA Lamberti atrebatensis episcopi ad Urbanum pa- Ann. 1097.
pam II, de controversia inter Robertum S. Remigii remisiss

abbatem, et Bernardum abbatem Majoris monasterii; ac de sententia episcoporum contra Robertum lata.

Mabill., *œuvr. posth.*, III, Append., p. 403. — Baluz., *Miscell.*, v, 304, ex ms.

LXXXVIII.

Ann. 1097. EPISTOLA Urbani papæ II ad Manassem remensem archiepiscopum, qua, contra judicium episcoporum, decernit monachum abbatem factum (Robertum scilicet) reverti non posse invitum ad monasterium in quo professionem emiserat, eo quod promotio abbatis pro emancipatione accipiatur.

Marl., II, 221. — Du Cange, *Gloss. lat.*, III, col. 58, ex polyptycho S. Rem. rem.

LXXXIX.

Ann. 1097. EPISTOLA Roberti abbatis S. Remigii ad Lambertum episcopum atrebatensem, cui transmittit litteras judicii Romæ lati in sui favorem, adversus Ulricum qui contendebat quod abbas Majoris monasterii ipsum a sua dominatione non absolvisset.

Mabill., *œuvr. posth.*, III, 407. — Baluz., *Miscell.*, v, 315, ex ms.

XC.

Ann. 1097. CONCILIUM remense in quo actum de Roberto abbate S. Remigii a monachis graviter impetito.

Mansi, *Suppl. concil.*, II.

XCI.

14 juillet
1099.

CONCILIUM audomarense de pace servanda¹.

Concil. Labb., x, 618. — Concil. Hard., vi, part. II, p. 1761.

¹ Plusieurs passages de ce concile sont corrigés de la main de Baluze dans l'exemplaire qui lui a appartenu, et que nous avons re-

trouvé dans la Bibl. de Théologie à la Sorbonne.

DOUZIÈME SIÈCLE.

I.

CHARTA qua Manasses remensis archiepiscopus, monasterio sancti Nicasii concedit tredecim vini sextarios, de vinario in monte Vallolo, ad mensam suam pertinentes ^{Ann. 1100.} ^{1.}

Marl., 1, 645.

II.

PRIVILEGIUM domini Henrici regis Anglorum, de Lapeleia. ^{Vers 1100.}

Cart. B de Saint-Remi, p. 123.

Henricus rex Anglorum, Roberto episcopo Lincestrie, et Nicholao vicecomiti de Stafort, et omnibus baronibus francis et anglis de Stafortsira, salutem. Sciatis quod Godricus monachus de Sancto Remigio de Remis, aucte me et barones meos apud Camewordam, disraciocinavit ecclesiam de Lapeleia, et decimam, et corpora mortuorum, contra Robertum capellanum meum de Rothomago, sicut Sanctus Remigius melius tenuit et habuit in tempore regis Edwardi, et patris, et fratris mei Willelmi regis; et volo ut istas res et omnes alias, bene et in pace teneat ipse sanctus et monachi sui. Testibus, Roberto episcopo Lincestrie, et R. episcopo Salesbrie, et Willelmo episcopo Exonie, et Goisfrido Ridello, et A. de Lincolia. Actum apud Camewordam.

III.

CHARTA qua Arbertus episcopus avenionensis, cum consilio canonicorum suorum, donat monachis S. Remigii remensis, ^{Ann. 1100.}

* Cet acte est le premier où se rencontre le nom d'un évêque que l'on puisse, avec quelque apparence de raison, regarder comme évêque de la ville même de Reims. Les noms qui environnent le sien au bas de la donation de Manasses peuvent servir, selon nous, à le faire considérer comme tel. Voici ces noms :

S. Rodulfus prepositi. S. Joffridi decani. S. Odolrici, Adæ presbyterorum. S. Oldrici, Fulconis diaconorum. S. Erlandi vicodomini. S. Heriberti panetarii. Constantini scabini. Seiberti majoris. Gerardi decani.... Voyez les inscriptions de l'acte de l'archevêque Rodulfus en faveur de Saint-Remi. ann. 1109.

ecclesiam et villam S. Remigii, cum pertinentiis, sub lege annui census, ac aliis conditionibus ¹.

Gall. christ., I, Instr., col. 209.

IV.

Ann. 1100.

CHARTA qua Manasses Remorum archiepiscopus plurima monasterio S. Dionysii remensis confert, aut collata confirmat.

Bibl. de Sainte-Genève, E, 24, cart. de Saint-Denis, p. 10.

Plurimorum diligentiam non latere credimus, ecclesiam beatorum martyrum Dionysii, Rustici et Eleuterii, olim bonis exuperantibus ditatam, processu temporum, peccatis exigentibus, ad tantam decidisse paupertatem, ut tecto vetustate diruto, maceris tam vetustate quam negligentia depulsis, porcorum receptaculo quam hominum habitationi magis apta videretur. Verum superna dispensante clementia, tandem advenit tempus miserendi ejus, domino videlicet Gervasio venerabili archiepiscopo ad remensem pontificatum divinitus accersito. Hujus siquidem circa prædictorum martyrum ecclesiam indefessa sollicitudo, multa quæ prædonum sibi usurpaverat violenta manus diligenter recolligens, jam dictæ ecclesiæ restituit, et tam altaria quorum subitus annotata sunt nomina quam cæteras possessiones eidem ecclesiæ conferens, in redivivam reformavit dignitatem. Ad hanc præterea locupletandam, bonæ memoriæ dominus Raynaldus archiepiscopus se promptum exhibuit, et altaria, terras, multasque alias res divino fervens amore, ejusdem usibus ecclesiæ mancipavit. Hæc autem sunt nomina altariorum quæ præfate ecclesiæ contulit prædictorum liberalitas pontificum : altare videlicet de Grandi Prato, altare de Castris, altare de Falesia, altare de Ambleio, altare de Sancto Lamberto, altare de Alra, altare de Colreio, altare de Culmissiaco, altare de Pliveio, altare de Arceio, altare de Liverone, altare de Balliolo, altare de Campiniaco. Tantorum igitur patrum præviis incitatus exemplis, ego Manasses licet indignus Remorum archiepiscopus, ecclesiæ supranominatorum martyrum, munificentie nostræ ei solamen impartiens, altaria de Laireia

¹ Voir aussi les bulles de Calixte II, et que d'Avignon. (Mabill., Annal. bened., vi, d'Alexandre III et la charte de Gaufréd, évêq. 644.)

et de Lagereo contulimus; et tam ista quam alia supra dicta impersonaliter tenenda concessimus. Terras autem cum molendinis et vineis quas eidem ecclesie fidelium obtulit devotio, quarum in hac scedula scripta sunt nomina, quietas et ab omni potestate seculari liberas, illi ecclesie auctoritate nostra perpetuo tenendas, firmamus; dimidium scilicet molendinum apud Grande Pratun sub atrio, et novum molendinum juxta ipsum castrum; allodium de Ambleio cum appenditis, et tertiam partem villae quae dicitur Sicca Salix; allodium Ledvidis et fratrum suorum in villa Alra; in Berniaca curte, molendinum cum allodio quod jacet ante ipsum molendinum, et mansum terre quod dedit dominus Rogerus archidiaconus, et juxta castrum Februarii medietatem molendini, et allodium Hugonis et Rodulphi juxta ipsum locum, et culturam unam quam dedit comes Hugo; et terram illam quam dedit Raynoldus archiepiscopus in Toyreio; et totum allodium quod datum est ecclesie sancti Dionisii in Ponte Fabricato, et infra civitatem istam, partem praedii quod dedit Gebuinus persolverem sex solidos; et juxta eandem civitatem xviii jornales terre quos dedit Poncardus et filius ejus pro anniversario uxoris suae. In Monte Valerio, vineam unam quam dedit ipsi ecclesie Lambertus monetarius, et aliam cum Sancto Nicholasio; et ad Triuiacum, vineam unam quam dedit Hugo canonicus in allodio. Ad Escolium, vineam unam. Apud Villam Dominicam, vineas et torcular unum. Apud Mouieronem, molendinum unum cum allodio. Allodium de Camiacho. Allodium de Primiccio. Allodium de Genvereio. Allodium de Trameireio. Si quis vero haec praescripta dona invadere praesumpserit, et ab ecclesia sanctorum Martyrum quomodo alienaverit, ab utero sanctae matris Ecclesiae seclusus, et a corpore et sanguine Domini alienus fiat; et extremi exanimis censura, nisi resipuerit, percussus intreat. Ut autem hujus nostrae roborationis pagina nulla possit temporis prolixitate sopiri, eam inconcusse firmitatis munimine, probabiliisque personarum signis et testimoniis, cum nostrae imaginis attestatione, roborari praecipimus. Signum Manasse archiepiscopi. S. Burchardi abbas Sancti Remigii. Signum Hugonis abbas Sancti Petri antovillarensis. S. Rodulphi abbas ecclesiae mossmensis. S. Richeri abbas Sancti Basoli. S. Gervasii archidiaconi. S. Manasse archidiaconi. S. Rodulphi praepositi. S. Richeri cantoris.

S. Jofridi, S. Odalrici, S. Elberti presbyterorum. S. Fulconis, S. Gerardi, S. Odalrici diaconorum. S. Isimbardi, S. Adæ, S. Bartholomæi subdiaconorum. Actum Remis, anno incarnati Verbi millesimo centesimo, indictione viiii^a, regnante Philippo Francorum rege anno xxxvii^a, archiepiscopus autem domini Manasse anno v^a. Fulcradus cancellarius scripsit et subscripsit *.

V.

Ann. 1100. CHARTA qua Wido abbas Sancti Nicasii componit cum Nicolao de Ruminiaeo, ea lege ut ex proventibus villarum Monbaye et Liart, quæ sunt in allodio ecclesiæ S. Petri ruminiacensis, pars quæ monasterio S. Nicasii pertinebat, inter ipsum et dominos ruminiacenses dividatur, pro tuitione huic monasterio a dictis dominis præstanda.

Marl., II, 251.

VI.

Ann. 1100. EPISTOLA Ivonis carnotensis episcopi ad suffraganeos remensis diocesis episcopos, ut obstant ne metropolitanus in comprovincialibus ecclesiis, sine consensu episcoporum, quidquid voluerit imperare valeat.

Ivon. carn. Epist., p. 164. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 106.

VII.

Ann. 1100. EPISTOLA Ivonis carnotensis episcopi ad Manassem remensem archiepiscopum, de dissentione inter remensem ecclesiam et suessionensem, in qua amaram se nimis Manasses præbuerat.

Ivon. carn. Epist., p. 168. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 108.

VIII.

Ann. 1102. CHARTA qua Manasses Remorum archiepiscopus controver-

* Cette date se rapporte à la quatrième des époques indiquées par l'*Art de vérifier*, v, 511, comme employée dans les diplômes de Philippe I^{er}.

† En 1106 Manasses légua à l'abbaye de Saint-Denis, pour faire son anniversaire, les autels suivants : « Altare de villa que dicitur

Exsia, altare S. Jovini, altare de S. Petri Monte, altare de villa que dicitur Castellum, altare de Altra, altare de Bucenno, altare de Bolencino, altare de Bajonis Villa, altare de Condato, altare de Landovian, impersonaliter tenenda contulimus... » (Cart. de Saint-Denis, p. 15.)

siam inter Azenarium abbatem S. Remigii et Ciricum, pro quodam mansionali prope Viriliacum exortam, narrat, et interposita conventionem componit.

Duchesa., *Hist. de la mais. de Châtillon*, pr., p. 17, ex chartul. S. Remigii ad ann. 1103. — *Marl.*, II, 225, ad. ann. 1102.

IX.

CHARTA qua Manasses remensis archiepiscopus controversiam Ann. 1102.
dirimit inter canonicos S. Symphoriani et canonicos S. Dionysii super tertia parte decimæ de Goherio ¹.

Marl., II, 238.

X.

CHARTA qua Ingelramnus episcopus laudunensis, altare Ann. 1103.
S. Quintini in villa Corbiniaco, donat ecclesiæ S. Remigii in manu abbatis Azenarii, perpetuo sine persona tenendum.

Marl., II, 232.

XI.

NOTITIA de obitu domni Manasses II remensis archiepiscopi. 18 septem-
bre 1106.

Neerolog. ecclæs. rem., XIII kal. octobr. — *Marl.*, II, 236. — *Gall. christ.*, IX, 80.

XII.

PRIVILEGIUM domni Pascalis papæ II de mercato nostro et de Avant le 17
cena quæ dabatur in duabus festivitibus S. Remigii. Item de août 1107
immunitate istius ecclesiæ ².

Cart. B de Saint-Remi, p. 4.

Pascalis episcopus servus.... Dilecto in Christo filio Azenario abbati venerabilis monasterii Sancti Remigii quod secus urbem remensem situm est, ejusque successoribus regulariter promovendis. In perpetuum

¹ M. Raynouard, *Hist. du Droit municip.*, II, 254, donne à tort à cette chartre la date de 1106 qui se trouve en tête de la page de Marlot, où cet acte est inséré. — Voir sur la collégiale de Saint-Symphorien, et sur l'époque de sa fondation, la *Gall. christ.*, IX, 80.

² Le cart. B de Saint-Remi, p. 6, et le cart. A, p. 48, contiennent une seconde bulle du même pontife datée du 3 janvier 1110, et qui répète mot pour mot celle de 1107, sauf quatre variantes que nous indiquons.

rei memoriam. Sicut injusta poscentibus nullus est tribuendus effectus, sic legitima desiderantium non est differenda peticio. Tuis igitur, fili karissime Azenari, justis petitionibus annuentes, B. Remigii monasterium cui Deo auctore presides decreti presentis auctoritate munimus¹. Statuimus enim ut Guidonis bonæ memoriæ remensis episcopi concessio, quam B. Leone nono intereedente vestro monasterio contulit, firma semper et inviolata permaneat; ut videlicet in mercato quod XII^o kalend. novembris penes burgum B. Remigii fieri consuevit, preter abbatem, aut abbatis ministros, nullus quicquam violenter accipiat, nullus eo convenientes ledere aut bonis suis exspoliare presumat. Cenam etiam quam in duabus B. Remigii sollempnitatibus apud cenobium vestrum remenses episcopi immodeste accipere consueverunt², nos juxta predictorum presulum deliberationem, ab eodem cenobio removemus. Alios quoque sumptus ab eo, vel ejus ministris, exigi prohibemus, sicut a prenominato Guidone per manum B. Leonis remissi sunt. Porro tam tibi quam successoribus tuis facultatem concedimus in causis gravioribus romanam ecclesiam appellare, nec remensibus episcopis liceat vos a visitatione sedis apostolice prohibere. Preterea quæcumque predia, quæcumque bona, B. Remigii monasterium juxta hodie possidet, quæcumque etiam in futurum concessione pontificum, liberalitate principum, vel oblatione fidelium, legitime poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. Decernimus itaque ut nulli omnino hominum liceat idem cenobium temere perturbare aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, vel temerariis vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum sustentatione et gubernatione concessa sunt usibus omnimodis profutura. Si qua igitur ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam sciens, contra eam temere venire temptaverit, secundo, terciove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino

¹ A dater d'ici, la bulle de 1110, omettant tout ce qui concerne Gui, continne en ces termes : « Illud autem districtius interdicimus ut in mercato.... »

² La bulle de 1110 porte : « ...accipere consueverunt cum omnibus suis sumptibus ab

« eodem cenobio removemus. Hæc enim venabilis frater noster Radulfus ecclesiæ remensis antistes, in presentia nostra concessit, et utriusque partis privilegium auctoritate firmari. Porro iam.... »

judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sanctissimo corpore ac sanguine Dei et Domini redemptoris nostri J. C. aliena fiat, atque in extremo examine districtæ ultionis subiaceat. Cunctis autem eidem loco justa servantibus, sit pax Domini quatinus et hic fructum bonæ actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eternæ pacis inveniunt. Amen. Amen.

Ego Paschalis catholice Ecclesiæ episcopus signavi'. Data Autisiodori, per manum Johannis diacon. cardin. ac bibliothecarii. Indictione xv^a, anno.... n^o. c^o. vii^o., pontificatus autem D. Paschalis secundi pape viii^o..

XIII.

EPISTOLA clericorum remensium ad Radulphum, ut remensi archiepiscopatu cedat in gratiam Gervasil. Ann. 1107.

Maill., *Annal. bened.*, v, Append., p. 674, ex ms. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 199.

XIV.

EPISTOLA Gervasii in remensem archiepiscopum electi ad Paschalem papam II, qua, stante controversia sua de remensi episcopatu, Paschalem sibi placabilem efficere nititur. Ann. 1108.

Papst. *Maison.*, de Episc. rem., fol. 189, recto. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 42.

XV.

Ivonis carnotensis episcopi³ charta apologetica qua quærelis remensium clericorum respondens, ait episcopos qui Ludovicum regem Francorum consecraverant, nihil fecisse contra morem aut contra legem. Ann. 1108.

Ivon carn. Epist., p. 328. — Baron., *Annal.*, xi, p. 54. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 144. — Bochet., *Decr. eccl. Gall.*, p. 719. — Bularus., *Hist. Univ. parisi.*, ii, 22. — Duchesn., *Hist. Fr. script.*, iv, 237.

¹ La bulle de 1110 donne à dater d'ici : « Scriptum per manum Johannis scriniarii reginarum et notarum sacri palatii.

² Datum Laterani, per manum Johannis sancte romane Ecclesiæ diaconi cardinalis et bibliothecarii; tertio non. januar, indictione xi, anno incarnationis... n^o c^o x^o.

³ Pontificatus autem domini Paschalis secundi pape, ann. xi^o.

⁴ Pour les autres rapports qu'ent avec le diocèse de Reims cet article du droit canon, voyez *Ivon.*, *carn. ep.*, p. 564, 568, 443, 455. L'une de ces lettres seulement est indiquée par Brequigny.

XVI.

Ann. 1109. EPISTOLA IVONIS carnotensis episcopi ad Pascalem papam II, cui notum facit, Radulphum remensem metropolitanum in gratiam regis Francorum receptum fuisse, expulso invasore Gervasio; ea tamen lege, ut Radulphus fidelitatem regi per manum et sacramentum faceret ¹.

Ivon. carn. Epist., 333. — Baron., *Annal.*, XII, 56. — Marl., II, 244. — Duchesne., *Hist. Fr. script.*, IV, 239. — *Rec. des Hist. de Fr.*, XV, 146. — *Bul.*, *Hist. Univ. paris.*, II, 21. — *Concil. remens. falsitas*, p. 76.

XVII.

Après septembre 1109. CARTA [Rodulphi remensis archiepiscopi] de burgo, de mercato, de cena que dabatur in duabus festivitatibus S. Remigii ².

Cart. A de Saint-Remi, 406. — Lacourt, *Marl. annot.*, not. in front., fol. 28, v°.

Ego Rodulphus licet indignus, gratia Dei Remorum archiepiscopus, Azenario abbati Sancti Remigii, ejusque successoribus regulariter substituendis in perpetuum, salutem. Ad hoc divina Providentia in sublimitate constitutos fore nos cognoscimus, ut si quid quod abolitione dignum sit in ecclesiis nobis commissis inolevit, intuitu discretionis deleatur, et quod ibidem huc usque male pullulavit, falce justicie rescetur. Justum itaque censuimus esse fratris nostri Azenarii abbatis Sancti Remigii precibus fore condescendendum, ut a quibusdam consuetudinibus que a remensi archiepiscopo, a monasterio Sancti Remigii cum scandalo exigebantur, abstinendum (*sic*). Statuimus quippe ut domni Guidonis predecessoris nostri bone memorie archiepiscopi concessio, qui beato Leone nono apostolice sedis pontifice intercedente, monasterio beati Remigii [multa?] contulit, firma semper et inviolata permaneat: ut videlicet in mercato quod XII^o kalend. novemb. penes burgum Sancti Remigii fieri consuevit, preter abbatem, aut abbatis ministros, nullus quicquam violenter arripiat, nullus eo convenientes ledere, aut

¹ Brequigny donne à cette pièce la date 81, et d'après le *Recueil des Historiens de France*.
² Nous avons cru devoir lui en assigner une autre d'après la *Gall. christ.*, IX. ³ Voir Marlot, II, 245.

bonis suis expoliare, presumat; hac firmata conventionē, ut in mercato quod in diebus Penthecostes Remis habetur, abbas aut abbat ministeriales nullam consuetudinem prorsus accipiant. Cenam etiam quam in duabus beati Remigii sollempnitatibus apud cenobium supradictum reenses archiepiscopi immodeste accipere consueverunt, nos juxta predictorum presulum deliberationem, ab eodem cenobio removemus. Quod si quolibet persona contra hanc diffinitionis nostre paginam piti voluerit, hanc a consortio Cristi et Ecclesie, auctoritate nostra removemus.... Suburbium etiam quod Burgum vocant, quod castello Sancti Remigii subest, necnon et omnia ejus adjacentia, hoc est molendinos, et ortos, camposque, et domos in jus potestatis ejus concedo, et licet abbati Sancti Remigii, et monachis ejus, ibi habere tabernas, furnos, mercatum, omnibus diebus anni, sed specialiter feria sexta, et die dominica; et nullus presumat ibi accipere minaticum, vel theloneum, vel roagium, vel foragium, nisi ministeriales beati Remigii. In minatico tamen quod serviens sancti Remigii colligit, quinque modios frumenti habemus, et medietatem thelonei, roagii, et foragii. Bannum quoque, et macellum, et postremo quecumque ad burgum videbuntur pertinere, necnon et omnes justicias, Sancto Remigio cognoscimus et confirmamus. Absque vicissitudinis verò permutatione quod decrevimus esse volentes, sigillo nostro illud muniri, et autenticarum personarum testimoniis corroborari jussimus. Quod si quis dissipaverit hoc nostrum decretum, omnipotentis Dei auctoritate et nostra cum Dathan et Abyron et cum Juda traditore Domini, perpetue damnationis incurrat maledictum. Signum Fulconis archidiaconi. S. Ebali prepositi. S. Cirici vicedomini. S. Bartholomei thesaurarii. S. Lamberti presbiteri et cantoris. S. Ade presbiteri. S. Elberti presbiteri. S. Mathei, S. Guidonis, S. Stephani subdiaconorum. De laicis testes hujus rei sunt : Erlandus¹ vicedominus, Heribertus Balderannus

¹ Le nom d'Erland a déjà figuré au bas d'une charte donnée en 1100 par l'archevêque Manassés. Ici il se trouve, outre le sien, le nom d'un autre vidame, celui d'un vidame ecclésiastique, de Cirice. Marlot, tous les historiens de Reims, et les éditeurs du *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 857, se seraient-ils trompés en avançant que la vidamé ecclésiastique du

chapitre qui subsistait encore au dernier siècle, avait été substituée, vers le xiv^e ou le xiii^e siècle, à la vidamé laïque de la cour archiepiscopale? L'acte que nous publions ne prouve-t-il pas l'existence simultanée de deux vidames, dont l'un, le vidame laïque, aura cessé d'exister vers le xiv^e ou le xiii^e siècle?

dapifer. Heribertus ¹ iudex qui et panetarius. Dudo pincerna. Constantius Hugo ², item Hugo. Theodoricus scabini. Actum Remis, anno incarnati Verbi millesimo cutesimo nono, indictione tertia, regnante rege Francorum Ludovico anno II^o, archiepiscopatus domui Rodulphi anno III^o. Fulcradus cancellarius recognovit, scripsit et subscripsit.

XVIII.

Vers 1110. NOTITIA de prioratu S. Mauricii remensis liberalitate Rodulfi Remorum archiepiscopi instituto ³.

Marl., II, 274.

XIX.

21 mai 1111 PRIVILEGIUM Ludovici regis monasterio S. Remigii remensis concessum ⁴.

Archiv. de Saint-Remi, liass. 15, n° 4. — Cart. B de Saint-Remi, p. 120. — Cart. A de Saint-Remi, p. 87. — Archiv. du royaume, L, cart. 52, n° 67.

¹ Le nom de Hérbert figure également dans l'acte de 1100, mais celui qui le porte y est qualifié seulement *panetarius*. Le titre de *iudex* qu'on lui donne ici désignerait-il l'officier connu plus tard sous le nom de bailli ?

² Le nom de Constantius Hugo désignerait-il le même personnage qui a déjà souscrit, comme échevin, la charte de 1100, sous le nom de *Constantinus* ?

³ « Le prieuré de Saint-Maurice a été établi en 1120, par [suite de ?] l'annexe de l'ancienne paroisse de ce nom, [donnée ?] à l'abbaye de Marmoutiers par Raoul-le-Vert, archevêque de Reims [vers 1110 ?]. » L'abbé y avait mis un prieur et deux religieux pour y faire l'office. Ce nombre fut depuis augmenté, puisqu'en 1184 il y avait, outre le prieur, quatre religieux et un convers.... Ce prieuré tomba depuis en commende, et fut enfin uni au collège des jésuites de Reims. Par cette union la présentation de la cure Saint-Maurice, ainsi que la hante, moyenne et basse justice, dans l'étendue du lan et territoire de ce prieuré, furent de plein droit dévolues au

« collège de ces pères.... » (Bidet, Mem., II, p. 188.)

« La haute justice du prieuré de Saint-Maurice dépend du collège des jésuites, et s'étend sur les maisons et le terrain qui sont entre les rues de Maronvilliers ou des Carmes, du Barbâtre, de rue Neuve jusqu'à la place Suzanne et la rue Perdue, d'où elle monte en une maison de face à cette rue jusqu'à une borne d'icelle, par un coudé à une autre borne qui se trouve dans une maison de la rue de Normandie, à une troisième borne qui est dans la rue du Barbâtre. » (Bidet, Mem., IV, 234.)

⁴ Par ce diplôme, Louis VI confirme à l'abbaye de Saint-Remi le marché, en employant les termes mêmes dont s'est servi Paschal II dans la bulle de 1107. Il confirme également l'abolition des deux parts de l'archevêque. Il répète, relativement au château, ce que dit Philippe I^{er} dans le diplôme de 1090. Voici d'ailleurs les notes chronologiques et les souscriptions qui accompagnent cet instrument.

« Actum Compendii, in die sancto Pentecostes, in palatio, anno incarnati Verbi

XX.

CHARTA qua Rodulphus remensis archiepiscopus, ecclesiam S. Petri de Ruminiaco, quæ ad laicos devenerat, recipit de manu Nicolai filii Nicolai, et juxta ipsius concessionem, prædictam ecclesiam monasterio S. Nicasii confert perpetuo possidendam. Ann. 1112.

Marl., II, 252.

XXI.

BULLA Paschalis papæ II, qua ecclesiam S. Petri de Ruminiaco, cum altare S. Sulpitii, monasterio S. Nicasii, ad preces Rodulphi remensis archiepiscopi, confirmat. 10 avril
1113.

Marl., II, 253, fragm.

XXII.

PRIVILEGIUM generale monasterio S. Nicasii a Paschale papa II concessum. 10 avril
1113.

Cart. de Saint-Nicaise, fol. 29, verso, n° XLV.

Paschalis episcopus servus.... dilecto filio Joranno abbati Sancti Nichasii.... In pastorem super ecclesiam constitui, necesse habemus furibus et latronibus obviare, et secularium hominum presumptionem, qui videlicet ecclesias et ecclesiarum res tanquam proprias vendicant et pertinaciter usurpant, decreti nostri constitutione retundere. Proinde nos, karissime fili, tuis postulationibus annuentes, beati Nichasii monasterium.... apostolice sedis auctoritate munimus, eidem.... confirmantes villam sancti Hylarii quam Gervasius Remorum archiepiscopus de proprio suo a quibusdam militibus.... comparavit; atque ab omnium hominum servitio prorsus emancipatam, Deo et sancto Nichasio pro-

« n° C° XL, anno vero consecrationis nostre
« tercio. Presentibus et in palatio nostro de-
« gentibus quorum nomina subtitulata sunt
« et signata :

« Signum Lisiardi episcopi suessionensis.
« S. Huberti silvanectensis. S. Anselmi de
« Garlanda, tunc temporis dapiferi nostri.
« S. Widois buticarii nostri. S. Hugonis
« constabularii nostri. S. Widois camerarii
« nostri. S. Willermi de Garlanda.

« Stephanus cancellarius relegendo sub-
« scripsit »

« Voir aussi la charte de Nicolas de Ru-
« migni en faveur de Saint-Nicaise. (Marlot,
« II, 255.)

« Brequigny et Marlot datent cette pièce
« de 1114. Nous exposons dans la note 1 de la
« page 264 nos motifs pour assigner à celle-ci
« la date de 1113.

remedio anime sue cum unanimoda libertate possidendam, contradidit cum hanno, et justicia, et manso indominicato, terris adjacentibus, et pascuis, et liberis exitibus ejusdem ville, cum sedibus molendinorum ab omni exactione liberorum, tam in villa quam extra villam; cursum etiam aque, et totum piscatorium, a prato unde habitatores Sancti Martini debent beato Nicholaso herbagia, usque ad divisionem territorii Montis Sancti Remigii; ecclesiam sancti Hylarii et tres partes totius decime, totamque decimam nutrimentorum curtis monachorum; apud Sarnacum terram uni carruce sufficientem, et sex, calcaturas prati, dimidium molendini et totius piscatorii; medietatem totius alodii de Haiderici curte, et omnium appenditorum ejus; ecclesiam de Vilerzeto cum tota decima, et uno manso terre arabilis; ecclesiam de Betenacurte, cum duobus capellis Sancti Symonis et Sancti Nicolai; capellariam quoque, et prebendam capellani in mensa domini de Turro singulis diebus commessuri, et thesaurum Sancti Nicolai servaturi; omnesque aiantias terre totius domini prefati, ad opus monachorum Deo et beate Marie de Betenacurte servientium, totamque decimam agriculture et nutrimenti ipsorum: qui etiam retentis ex more et usu elemosinis sibi dimissis, omnesque parrochianorum elemosinas, parrochiali presbitero concessas necnon et offerendas, ad manum ipsius presbiteri sive capellani venientes, dimidiant, earumque dimidium sibi vendicant, preter confessiones, et duos nummos nuptiarum et benedictioquum, et unum reconciliationis, qui specialiter ad sortem pertinent sacerdotis; ecclesiam et villam de Sennicurte cum tribus appendiciis suis Calmontana, Sennifa, et Ravavilla, cum tota decima, et curso aque, pratis, terris et silvis, cum vineis ad Sennicurtem pertinentibus; et horum omnium hanno et justicia....; totam decimam de Vartili; totam decimam de Mellofonte; totam decimam de Lisuvis usque ad fossam socius Berlice pertingentem, et ad ecclesiam de Sennicurte pertinentem; palatium de Munceio cum omnibus terris infra ambitum murorum jacentibus, et omnimoda libertate; alodium etiam in villa subjacente in campis et silvis; quercetum sub monte, et nemus de Arswaria, et domum in Media villa; dimidium molendini in valle de Cierge; Johaunem Asinum et Alardum Luscin cum omni possessione eorum; terram de Vivers ante Portam Radulgi; molendinum, vineam

et pratum de Warne; quarterium terre, et pratum de Rumela; casam ecclesie de Maceris; terram ad Campilium solventem III^m solidos et octo den., cum silva ejusdem ville cum vanna et cursu aque, cum banno et justiciâ; silvam etiam desuper Cierge; ecclesiam Sancte Marie Magdalene de Cimaco, cum hospitali et domo ante januam, et ortis post ecclesiam jacentibus; ecclesiam et villam sancte Genovefe cum appendiciis suis; alodium sancte Genovefe in campis et fere duarum leugarum silvis, et pratis, et aquis, et molendinis, servis et ancillis, cum banno et justiciâ, et horum omnimoda libertate; nonam totius agriculture domini de Cimaco in toto sarto quam dedit dominus Alardus de Cimaco perpetuo possidendam; ecclesiam sancti Petri de Ruminacio, cum omnimoda libertate dotis sue que dicitur Mons Baie et Ailimpre; altare Sancti Supplicii cum duabus capellis ad Evernis et Livinis; liberum mercatum, et theloueum cum estallagiis ad Vincula Sancti Petri, cum scolis, servis et ancillis, et nonam prati, et trium culturalum domini ruminaciensis; medietatem Auguste, molendini, furis, silvarum et terrarum, cum banno et justiciâ, et tertia parte decimarum; villam Pree cum casa ecclesie sancti Albini, silvis, terris, molendino, servis et ancillis, banno et justiciâ; altare de Antinno cum capellis.... Fouzis et Ogias; altare de Alto Villari cum dote sua, et tertia parte decime; altare de Buxnt; altare de Hanape; Alavio; molendinum, terras, et pratum, et quartam partem Flengui; predium de Wlfereio. Confirmamus et tibi.... tres partes duarum villarum Sinclie et Subnaym cum omni reddito, et solita exactione, cum duabus ecclesiis, servis et ancillis, silvis, pratis et campis; quarum trium partium dator Arnulfus de Morliues duas partes in vadio reliquerat pro xxx^s marcis ab ecclesia Sancti Nichasii redimendas; altare cum ecclesia de Morlines; dimidium allodii florinensis, post obitum Alpaidis et secunde generationis sue, cum omnibus appenditiis suis, ad ecclesiam sancti Nichasii jure possessionis, sine calumpnia libere transiitum, cum medietate de Anoloit et ecclesia cum suis appenditiis.... Nulli igitur hominum liceat, etc., etc.

¹ Une bulle de 1136 porte : « Anteniaco cum capellis de Oggeio et Fulcio.... »

Deux bulles de Paschal II, dont l'une se rapporte au débat dont nous allons parler

dans la note 2 de la page suivante, qui nous paraissent appartenir toutes deux à l'an 1117, et qui se trouvent Cart. de S.-Nic., fol. 12, n° III, et fol. 20, n° XXVI, ajoutent : « Mo-

Data Laterani, per nuntium Johannis.... diaconi cardinalis ac bibliothecarii III^o id. april., indict. VI^o..., anno.... M^o. C^o. XIII^o.¹, pontificatus domini Paschalis secundi pape anno XIII^o.

XXIII.

15 avril
1113.

PRIVILEGIUM Paschalis secundi de burgo nostro [S. Remigii] et de concordia inter nos et illos de S. Nicholas².

Archiv. de Saint-Remi, liass. 17, n^o 1. — Cart. B de Saint-Remi, p. 7. — Cart. A, id., p. 47.

Paschalis.... Domno filio Azenario abbati.... sancti Remigii.... De Deo

« riniaci terram Richardi, in Castellione
« vinas terrasque sutorum vel pictorum....
« Altare S. Syxti cum censu circumjacentis
« burgi, cum investituris et vendicionibus
« ejusdem et cum parrochia de Vriliaco....
« et claustrum monasterii cum suburbio ad
« ipsum pertinente.... »

¹ Cette date semble fautive. L'indiction VI et l'année XIII du pontificat de Paschal combinées avec la date donnée du mois d'avril, correspondent à l'an 1113. La même observation s'applique à la bulle précédente et à la bulle suivante. Elle avait été faite avant nous par Mabillon (Diplom., l. II, c. 25, n^o g), et *l'Art de vérifier les Dates*, t. I, 8, cherche à applanir la difficulté qu'elle soulève.

² Paschal II mit fin, par la bulle que nous donnons ici, à une grave querelle qui s'était élevée entre les abbayes de Saint-Remi et de Saint-Nicaise. Cette querelle, dont l'histoire appartient à celle du gouvernement intérieur de notre cité, était consignée dans un factum contemporain qui se trouvait à la fin d'un manuscrit de Saint-Nicaise. Nous n'avons pu retrouver ni le manuscrit intitulé *Liber passionum Sanctorum*, ni le texte même du *factum*, mais seulement une analyse qu'en avait donnée le P. Egée dans son *Histoire de saint Remi*, à laquelle nous empruntons la citation suivante, qu'a recueillie Lacourt, Marl. aun., II, *ibid.* in front., fol. 29, verso.

« Quelque bien établis que fussent les droits de l'abbaye de Saint-Remi sur tout le bourg ou ban Saint-Remi, Joran abbé de

Saint-Nicaise ne laissa pas, vers ce temps-là, de les lui disputer, en partie, et de lui susciter un procès qui dura plusieurs années, et qui ne put être terminé que par la médiation du pape Paschal II, en voici le sujet et l'occasion :

« Lorsque l'archevêque Gervais mit des religieux bénédictins à Saint-Nicaise en 1065 ou 1066, Erlebaud, chanoine de l'église de Reims, avait encore en titre celle de Saint-Sixte et percevait les dîmes et les censives qui en dépendent; mais, ayant encouru la disgrâce de ce prélat, il fut obligé de quitter Reims et ses bénéfices; et comme l'abbaye de Saint-Nicaise ne faisoit que de naître, et n'étoit pas encore opulente, Gervais lui donna l'église de Saint-Sixte avec tous les revenus. Elle en jouit tranquillement pendant le pontificat de Gervais, et personne ne s'avisait de la troubler dans sa possession; mais Manassès I^{er}, qui lui succéda dans son siège, ayant d'autres vûes, rappela Erlebaud, lui fit rendre sa prébende, et le remit en possession de l'église de Saint-Sixte. Bien plus, Erlebaud étant tombé malade à quelque temps de là, il remit, à la persuasion du même prélat, l'autel et les droits de Saint-Sixte entre les mains de l'abbé de Saint-Remi pour les unir au chapitre de Saint-Timothée. Ils furent effectivement unis, et les chanoines en jouirent, jusqu'à la déposition de Manassès, et jusqu'à ce que Raynaud du Belay lui ayant été substitué, Albéric, abbé de Saint-Nicaise, sut tellement captiver la bienveillance du prélat, qu'il

et homine J. Christo, capite videlicet nostro, scriptum est : Quoniam ipse est pax nostra qui fecit utraque unum. Item de ipso scriptum est : Qui factus est sapientia nobis a Deo et justitia. Dignum ergo est ut qui

changea la disposition des choses, et qu'il adjugea le bénéfice de Saint-Sixte à l'abbaye de Saint-Nicaise au préjudice des chanoines de Saint-Timothée qui en étoient en possession. Un ancien auteur qui rapporte ce fait, et qui vivoit dans le même siècle, ou à peu près, ajoute que l'abbé Albéric employa tous les moyens les plus illicites pour parvenir à ses fins et que ce ne fut qu'à force d'argent qu'il entra dans ce bénéfice. Quoi qu'il en soit, ayant été accusé et convaincu dans la suite par ses propres religieux, d'avoir effectivement dissipé le temporel de son monastère, il fut canoniquement déposé pour son peu d'économie, envoyé au monastère de Saint-Remi pour y faire pénitence, et l'abbaye de Saint-Nicaise commise pour un temps à Henri, abbé de Saint-Remi, par l'archevêque Renaud. Cependant celui-ci passa à la Chaise-Dieu, en allant au concile de Clermont, et comme l'observance régulière étoit alors dans toute sa vigueur, il donna l'abbaye de Saint-Nicaise à Séguin, abbé de la Chaise-Dieu, pour y rétablir la discipline régulière, et pour y mettre un abbé de sa main. L'abbé Séguin, plein de reconnaissance, se rendit lui-même à Reims, et établit abbé de Saint-Nicaise un de ses religieux nommé Jean. L'abbé Séguin resta même quelque temps au monastère de Saint-Nicaise, et souscrivit quelques chartes comme abbé de Saint-Nicaise; mais, après son départ, l'abbé Jean donna dans la dévotion du temps, et s'étant croisé, à l'exemple de tant d'autres abbés, il passa à Jérusalem, où il mourut. Joran fut élu abbé de Saint-Nicaise en 1105. Non content de jouir de l'autel et des droits des revenus de Saint-Sixte comme ses prédécesseurs, il entreprit encore d'y ajouter un droit de justice en déclinant celle de Saint-Remi, à laquelle seule on avoit recouru par le passé dans toutes les affaires contentieuses depuis plus de deux cents ans. Il ne borna pas même à ses prétentions. Se sentant appuyé de l'autorité de l'archevêque

Manassès II, qu'il avoit cultivé avec beaucoup de soin, et de la faveur de ses principaux officiers, savoir : du prévôt Raoul-le-Vert, et de l'écolâtre Odalric, il fit un second procès à Dudon, doyen de Saint-Timothée, et à son chapitre, touchant une portion des dixmes de Virilly dont ils étoient en possession depuis long-temps, et se la fit adjuger par de mauvaises chicanes, quoiqu'Azemaire, abbé de Saint-Remi, eût pris fait et cause pour eux en cette occasion, et qu'il fût intervenant au procès. Mais il finit reprendre la première affaire.

• L'archevêque Manassès II étant mort (1106), Raoul-le-Vert fut élu par une partie du clergé et du peuple, mais son élection fut traversée par l'autre partie. L'écolâtre Odalric, entre autres, ne put la goûter; l'on n'en sait pas le sujet, et il fit exprès un voyage à Rome pour en porter ses plaintes au pape Paschal II, qui toutefois avoit arrêté Raoul lui-même à Troyes.... Le pape l'arrêta à Rome et le créa cardinal. Joran, qui les avoit ens tous pour amis, n'oublia rien pour se ménager la continuation de leurs bonnes grâces, particulièrement celles du cardinal Odalric. Il s'en servit bientôt très utilement, et obtint de Rome, par le moyen de ce cardinal, un bref du pape Paschal II, qui confirmoit l'abbaye de Saint-Nicaise dans la possession de l'autel de Saint-Sixte, et qui lui adjugeoit la justice, les plaids, les coutumes et les autres droits que l'abbé de Saint-Remi prétendoit lui appartenir privativement à tout autre. Joran tint cependant l'affaire secrète, et se garda bien de divulguer son bref, mais le temps du synode étant venu, il s'y présenta avec les abbés du diocèse, et, en vertu du bref qui lui avoit été rendu par la sœur du cardinal Odalric, nommée Y.... moyennant 4 marcs d'argent qu'il lui donna, il demanda justice à l'archevêque Raoul contre l'abbé Azemaire, prévôt, au synode. Le prévôt répondit à l'abbé Joran qu'il falloit prodrom

ipsius capituli membra sumus, inferioribus membris que videlicet sunt membra de membro, debeamus secundum ipsius gratiam et pacem providere, et justitiam sapienter decernere; unde oportu[m] fuit dis-

son bref. L'abbé Azenaire en ayant entendu lecture, fut extrêmement surpris, protesta contre ce bref subreptice, et cita l'abbé de Saint-Nicaise devant le pape, qu'il choisit pour juge dans cette affaire. Mais l'archevêque Raoul voyant combien l'abbé Azenaire prenoit cette affaire à cœur, et sa fermeté à soutenir ses droits, il lui remontra qu'il n'étoit pas encore temps de porter l'affaire à Rome puisqu'il n'y avoit encore eu aucun jugement de recou contre lui en conséquence de ce bref; qu'au reste, il assembleroit des évêques auxquels il soumettroit l'affaire. L'abbé Azenaire faisant fond sur ces promesses, arrêta ses poursuites et ne pensa plus d'aller à Rome; mais il eut le chagrin de se voir trompé, et il se tint plusieurs assemblées d'évêques dans Reims, sous qu'on y parla de terminer le différend en question. L'abbé de Saint-Nicaise étoit cependant toujours en commerce de lettres avec le cardinal Odalric. Il en communiqua une de ce cardinal à l'archevêque Raoul par laquelle il lui maudioit de la part du pape de choisir le sujet le plus capable de la communauté et de l'envoyer à Rome parce que le Saint-Père avoit dessein de le créer cardinal. L'évêque Raoul y donna les mains, et le religieux parut avec son agrément, mais il trouva la place remplie, selon toutes les apparences, sans avoir été agréé au sacré collège. Le pape le chargea seulement d'un récrit pour l'archevêque Raoul, par lequel il lui ordonnoit de rétablir la paix et la bonne intelligence entre les deux abbés, avec pouvoir d'excommunier celui qui s'y opposeroit. Le prelat fit aussitôt savoir ses ordres aux parties, et se mit en devoir de les exécuter. L'abbé y parut tellement disposé que, l'archevêque lui ayant suggéré de donner 100 marcs d'argent à Saint-Nicaise, moyennant quoi tout procès seroit terminé, il voulut bien y consentir. Mais ses religieux en ayant en connaissance, de concert avec les bourgeois du ban Saint-Remi, s'y opposèrent vi-

gourement et menacèrent même l'abbé Azenaire de le déposer s'il trahissoit ainsi les intérêts du monastère. Bien plus, ils l'excitèrent et lui persuadèrent d'aller incessamment à Rome, porter ses plaintes au pape, ce qui alarma tellement Raoul que pour l'empêcher de faire ce voyage, il lui promit de nouveau de lui donner toute satisfaction, et de lui être plus favorable. Mais aussitôt qu'il eut appris la détention du pape Paschal II, et que le roi Henri V l'avoit fait arrêter à Rome, il le pressa vivement de payer les 100 marcs dont ils étoient convenus; et, au refus qu'il en fit, il prononça un jugement sur l'affaire en question, sans vouloir accorder un délai de six mois que l'abbé Azenaire demandoit, et donna à l'abbé de Saint-Nicaise droit de justice au ban Saint-Remi, enjoignant Azenaire des censures s'il n'acquiesçoit pas à cette sentence; mais bien loin d'y déférer, les religieux de Saint-Remi et les bourgeois du ban protestèrent qu'ils ne s'y soumettroient jamais, et ayant su qu'en vertu de cette sentence, l'abbé de Saint-Nicaise avoit fait lever quelques droits par ses officiers accompagnés d'un de ses religieux, ils envoyèrent aussitôt les répéter; et du moment qu'ils surent que l'abbé de Saint-Nicaise n'avoit marqué que du mépris à leurs députés, ils s'attroupèrent jusqu'au nombre de 1000, et allèrent simultanément enlever les troupeaux des religieux de Saint-Nicaise jusques aux portes de l'abbaye; et tout ce qui leur appartenoit. Ils voulurent forcer le monastère dans le dessein d'y mettre le feu; mais les plus sages arrêtèrent cette fureur populaire, et peut-être encore plus la vigoureuse résistance qu'ils trouvèrent; car les religieux de Saint-Nicaise avec leurs gens étant montés au clocher firent pleuvoir sur les assaillants une grêle de pierres et de défilés dont plusieurs bourgeois firent blessés. L'auteur qui décrit cette exécution militaire fait une mention particulière d'un certain Balgarius, curé de Faverolles, qui se trouva alors à

sensionis ac jurgiorum causas monasteriorum Sancti Remigii et Sancti Nicasii de medio tollere, que inter eadem monasteria de interjacenti burgo emergerant. Sicut ergo in confratrum nostrorum Radulfi reme-

Saint-Nicaise, et à qui on donna la direction des machines de guerre, qu'il fit alors jouer avec une merveilleuse adresse, ce qui contrainquit le plus à écarter la troupe maline.

Raoul, informé de ce qui s'étoit passé, et croyant les religieux de Saint-Remi auteurs ou du moins instigateurs de ces violences, fit citer à la cour spirituelle les bourgeois du ban Saint-Remi, qui refusèrent d'y comparaître, et mit en interdit toutes les églises du bourg, excepté celle de Saint-Nicaise. Les religieux de Saint-Remi eurent beau lui représenter que leur église avoit été consacrée par le pape Léon IX, qui lui avoit donné de grands privilèges, et que le pape Paschal II, encore vivant, lui en avoit donné un par lequel il le défend, sous peine d'anathème, de troubler les religieux qui le desservent; il n'eut aucun égard, non plus qu'à ce qu'on lui dit que le temps auquel les évêques et les abbés de la province devoient terminer ce différend n'étoit pas encore échu. Tout ce qu'ils purent obtenir ce fut qu'ils pourroient célébrer l'office divin dans leur église, mais les portes fermées, sans y admettre aucun séculier, et sans aucun son de cloches. Cela ne contenta pas les religieux de Saint-Remi, et leurs domestiques en furent si indignés qu'ils se retirèrent tous, et les abandonnèrent au nombre de cent, plutôt que de se soumettre à l'interdit; ce qui mit les religieux hors d'état de célébrer l'office divin. Dans cette extrémité, ils envoyèrent deux de leurs, Lambert et Geoffroy, à Rome pour informer le pape Paschal II de tout ce qui se passoit, et en portèrent encore leurs plaintes à la cour, dont Raoul prit occasion de solliciter Azenaire d'entendre à l'accommodement. Il y consentit, et il parut avec Joran en présence de cinq évêques qui devoient décider de leur différend. L'abbé de Saint-Nicaise reconnut de bonne foi que le bourg de Saint-Remi appartenoit à Azenaire; mais puisque le pape m'en a donné une partie, disoit-il; il n'est pas juste que j'en sois privé, ni qu'on me dépouille d'un privilège

qui m'en fait jouir. » L'abbé de Saint-Remi répliqua sur-le-champ qu'il vouloit qu'on lui remit ce prétendu privilège en main, et que c'étoit par li qu'il falloit commencer : sur quoi les évêques lui proposèrent un autre expédient, savoir, que Joran céderoit absolument toutes ses prétentions sur la justice du ban Saint-Remi, qu'il reconnoîtroit apparteur seulement à l'abbé de Saint-Remi, moyennant un surcens de 100 s. de rente annuelle, et qu'ainsi que les abbés successeurs de Joran ne pussent, dans la suite, faire valoir ce privilège, il seroit mis entre les mains de l'archevêque Raoul, qui feroit expédier une charte de cette convention, scellée de son sceau. Ce projet fut lu au chapitre de Saint-Remi, en présence des évêques, et Azenaire ne s'en éloignoit pas. Mais les religieux de Saint-Remi, craignant qu'on ne voulût les surprendre, ne voulurent point y passer et aimèrent mieux députer deux de leurs, Odon et Roger, à Rome pour faire connoître au pape l'état des choses et implorer sa protection. Il leur avoit déjà accordé avec une bonté toute paternelle, comme il paroît par la lettre que Lambert et Godefroi avoient rapportée à l'archevêque Raoul; elle est datée d'Agnanie, le 4 des ides d'octobre, et elle contient, en substance, qu'il est surpris qu'à l'occasion d'un privilège accordé à l'abbé de Saint-Nicaise, il inquiète les religieux de Saint-Remi, et les maltraite, parce qu'il connoît sa prudence, et qu'il croit qu'en qualité de père commun, il doit avoir un amour égal envers les deux parties; qu'au reste, ce n'est pas son intention que ce privilège, qui pourroit avoir été donné par surprise, porte aucun préjudice aux religieux de Saint-Remi. » Terminez donc, ajoute-t-il, ce différend avec les avis des évêques et des abbés de la province, ou envoyez les deux abbés à Rome, et que cependant le monastère de Saint-Remi soit en paix et en repos comme de coutume. » Le refus qu'avoient fait les religieux de Saint-Remi de souscrire à l'accommodement

sis archiepiscopi et quorundam comprovincialium episcoporum presentia, tibi, venerabilis fili Azenaria..., et Geranno venerabili abbati Sancti Nichasii ejusdem burgi jura distincta sunt, sic nostre assertionis distinctione firmamus, ut beati Remigii abbas in eodem burgo teneat singulariter iustitiam, et ter in anno placita; commuiter vero cum remensi archiepiscopo mensuram annone, et vini roaticium, et latgonem, si ibi captus fuerit. Cetera beati Nichasii abbas teneat sicut in

proposé par les évêques n'empêcha pas toutefois Azenaire de conférer avec les prélats sur la même matière et de travailler, de concert avec Raoul, à lever les obstacles à un bon accord. Ce fut dans cette vue que l'abbé de Saint-Remi, qui avait reconduit les évêques à l'archevêché, dit à son retour qu'on pouvait faire l'office. Sur quoi les religieux lui ayant demandé si l'archevêque l'avait commandé, il leur dit qu'il ne l'avait pas défendu, mais seulement d'écrire avec soin les excommuniés.

« Cependant les députés de Saint-Remi, Odon et Roger, revinrent à Reims chargés d'une lettre du pape, pour Raoul, par laquelle il parait que ce prélat lui avait donné avis que la paix étoit entièrement rétablie et même qu'il lui en avait marqué en détail toutes les conditions. « Vos lettres, lui dit-il, contiennent des choses bien différentes; vous me marquez d'abord que vous avez terminé le différend en question sans déroger au privilège que nous vous avons accordé à l'abbé de Saint-Nicaise, et que vous avez conservé les droits des deux monastères sans leur donner aucune atteinte, et ensuite vous me priez de faire expédier de nouvelles lettres pour empêcher que ce privilège ne donne lieu, à l'avenir, à de nouvelles contestations. Comme nous ne souhaitons rien tant que la paix à nos frères, nous n'avons garde de les scandaliser par une telle conduite. Nous jugeons plus à propos que les abbés de Saint-Remi et de Saint-Nicaise viennent à Rome pour la fête de Noël prochain, avec le projet de leur accord et le privilège octroyé à Saint-Nicaise, afin que s'il est besoin de corriger quelque chose, nous le fassions nous-même, et qu'après avoir examiné

« sérieusement le droit des parties, nous puissions, avec la grâce du Seigneur, donner la paix aux monastères; nous voulons cependant que ce privilège, que nous avons accordé aux religieux de Saint-Remi, à Auxerre en 1107, en votre présence et de votre consentement, demeure dans toute sa vigueur, et vous aurez soin que ceux de vos officiers qui l'ont violé avec audace en fassent satisfaction au monastère. Quant aux autres plaintes des religieux de Saint-Remi, vous leur ferez justice, étant bien juste que comme fils et successeur d'un si célèbre père, vous lui marquiez votre zèle en prenant ses intérêts.

« L'on n'a aucune connaissance que les abbés de Saint-Remi et de Saint-Nicaise soient transportés à Rome, mais on a tout lieu de croire qu'ils envoyèrent le projet de leur accommodement, digéré et mis en ordre par les évêques de la province, Liscard évêque de Soissons, Galderic ou Valérie évêque de Laon, Humbert de Senlis, Odon de Cambrai, et après des parties, puisque le pape, pour le confirmer, envoya un bref à l'abbé Azenaire par lequel il déclare que, conformément à cet accord, l'abbé de Saint-Remi aura seul la justice du bourg, qu'il y pourra faire tenir ses plaids trois fois l'année, que le droit de seigneurie, celui du royaume du vin, et la prise des voleurs avec la connaissance des délits, appartiendront, par indivis, à lui et à l'archevêque; que l'abbé de Saint-Nicaise jouira de la paroisse et de l'église de Saint-Sixte et des dîmes de Vrilly, et l'église de Saint-Timothee de la paroisse du bourg.

Ce bref, qui mit fin à toutes les procédures, fut expédié à Saint-Jean-de-Latran, le 14 avril 1114.

privilegii nostri annotationibus continentur. Parrochiam vero ejusdem burgi, ecclesia beati Timothei quiete pacificeque teneat, ut nulla deinceps inter eadem monasteria super his rebus dissensionis occasio relinquatur....

Datum Laterani, per manum Johannis sancte romane ecclesie cardinalis et bibliothecarii, xvii kalend. maii, indictione vi*, incarnationis.... anno m°. c°. x° 1111°, pontificatus vero domni Pascalii secundi pape anno x° 1111°.

XXIV.

CONCILIIUM belvacense a Conone¹ legato sedis apostolicæ celebratum adversus Henricum imperatorem et Thomam de Marla, qui ecclesias et monasteria vexabant.

6 décembre
1114.

D'Achery, Spicil., II, 594. — Concil. Labb., x, 797. — Concil. Hard., vi* part., II, 1925.

XXV.

CHARTA qua Hugo comes Campaniæ, iturus Hierusalem, remittit salvationes quas debebant homines villæ Curtis Ausorum ac villæ Exiæ, et consuetudines apud Lupi Montem vite-raco castro pertinentes.

Ann. 1114.

Marl., II, 231.

XXVI.

CHARTA qua Gervasius comes regitestensis consuetudinem quam vocant salvamentum, in villis B. Remigii ab ipso injuste possessam, guerpiscit².

Ann. 1115.

Marl., II, 258.

XXVII.

CHARTA qua Bartholomeus laudunensis episcopus confirmat conventionem inter Ingelramnum et monachos S. Remigii, de censu solvendo monachis pro castello Cociaci; qui census olim ipsis concessus, ab Ingelramno ablatus fuerat.

Ann. 1116.

Marl., II, 260. — Hist. gén. de la mais. de Guines, pr., p. 324, ex chart. S. Remig. rem.

¹ Voir aussi les conciles de Soissons, de Reims, de Châlons. (Concil. Labb., x, 801, 802.)

² Voir aussi les lettres de Brunon et de Rodulfe relatives aux exactions des seigneurs de Rumigni. (Marlot, II, 258, 259.)

XXVIII.

- Ann. 1118. CHARTA qua Rodulfus Remorum archiepiscopus, ecclesiam S. Marie extra muros castelli Regifestis sitam, abdicatam in manu sua a comite Hugone qui ipsam usurpaverat, ecclesiae B. Remigii remensis, juxta pactum abdicationis, concedit.

Hist. de Sainte-Vaubourg, p. 739. — Gall. christ., x, Instr., col. 35. — Marl., II, 261, ex ms.

XXIX.

- 19-30 octobre 1119. CONCILIUM remense, ubi de investituris ecclesiasticis, de excommunicatione Henrici imperatoris, et de aliis multis agitur.

Concil. Labb.; x, 862. — Marl., II, 262. — Concil. Hard., VI, part. II, 1983.

XXX.

- Ann. 1119. BULLA Calixti papae II, ad Odonem abbatem S. Remigii remensis, qua hujus monasterii bona recenset et confirmat.

Marl., II, p. 271, fragm.

XXXI.

- Ann. 1119. CHARTA qua Rodulfus Remorum archiepiscopus, privilegia et possessiones ecclesiae SS. Apostolorum et S. Symphariani enumerat et confirmat.

Marl., II, p. 239, fragm. — Gall. christ., x, Instr., col. 36.

* Voir aussi le concile de Reims tenu le 28 mars 1115 par le légat Conon.

* « Les noms des lieux dont il est question dans cette charte sont en français : Wite-ry, Mery, Burigny, Marquese, Beru, Sainte-Genève, Bourg, Cargny, Cou-
lomes, Marquex, Fréne, Maure, Saint-Hilier, faubourg de Cérés. » (Lacourt, Marl. aut., II, *not. in front.*, fol. 27, v°.)
D'après une copie collationnée du texte latin qui se trouve même folio, il faut lire : *Merreysum, Marconium curtem, Baviacium, Beruico, Corneium, Fraincio, Maure, au lieu de Matreium, Marconicurtatem, Baviacium, Beruico, Correyum, Fraincio, Maure*, données par la Gall. christ.

Lacourt, à la suite de ces explications, ajoute une liste des doyens de la collégiale de Saint-Symphorien, à dater de 1500. Cette liste répare un oubli de Marlot, et nous croyons devoir la transcrire :

* Ode de Gaureto 1506. — Michael de Sereno fonte. — Anselmus de Sereno fonte, 1567. — Guillelmus Filiastri cenomanensis diocesis, decanus et canonicus, ann. 1400; vir magni nominis, ex decano Sancti Symphoriani, ex officiali spiritualis curie remensis fit decanus Beate Marie metropol. rem., tum cardinalis sub titulo S. Marci, sola virtute ac propriis laboribus ad supremos honores erectus, ecclesiam relictam suae bibliothecae multis codicibus

XXXII.

EPISTOLA Calixti papæ II ad R. archiepiscopum remensem, de
vitanda simonia in præbendis S. Timothei.

Vers 3120,
16 mai.

Mabil., de Re diplomat., p. 598, est autogr. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 236

XXXIII.

EPISTOLA Bernardi abbatis Clarævallis ad Hugonem ponti-
niacensem abbatem, qua mentem suam perscribit de suscep-
tione Drogonis monachi S. Nicasii remensis, et omnem a se
suspicionem iniquam depellit.

Ann. 1120.

S. Bernar. Opér., t. 46.

« instructe heredem fecit, interfuit concilia
« pisano et estantiensi : obiit Romæ vi no-
« vemb. 1498 et sepultus est in ecclesia Sanc-
« ti Christophori. De eo loquutus est Marlot,
« t. lib. III, cap. 41 et ultimo, p. 492, et II,
« lib. IV, cap. 29, p. 693, 694. — Hieronimus
« de Ponceilla. — Johannes Gualtheri. —
« Johannes de Vitruv. — Thomas Cheneloti.
« — Odon le Quiquam. — Simon Maréchal.
« — Jean Valade per obitum dieti Maréchal,
« sed possessionem non est adeptus. — Clau-
« dius de Louvain, receptus die xiii oct.
« 1528. — Jean le Jeune, receptus die xiv
« febr. 1545. — Nicolas Meyn, ob. 1574. —
« Nicolas Chesneau ex officio de Tourteron
« receptus est v. august. 1574, historiæ ec-
« clesiæ remensis Flodoardi gallice reddidit,
« et edidit multa alia gallice scripta. —
« Michael Fabri diocesis Aptæ Julis, receptus
« die xiiii decem. 1589. — Johannes Le Be-
« gue, belluacensis diocesis, doctor theo-
« logus remensis et ejusdem universitatis can-
« cellarius, receptus die 22 maii 1595 per
« dimensionem in manibus cardinalis de Pel-
« levé archiepiscopi rem. Erat etiam dictus
« J. Le Begue ecclesiæ Sancti Symphoriani
« canonicus theologus seu vicarius perpe-
« tuus et canonicus penitentiarius ecclesiæ
« Beate Mariæ metropolis. Scripsit Catalo-
« gum archiepiscoporum remensium, cum

« gestis eorum memorabilibus, ut videre est
« ad calcem catechismi studii ejusdem edi-
« ti, Remis anno... Jussu cardinalis A. Lotha-
« ringia, ut patet his tribus litteris I. L. B.
« in fine epistolæ ejusdem catechismi ad
« lectorem et etiam in fine totius voluminis.
« De J. La Begue loquutus est Marlot, II,
« t. III, cap. 5, p. 477. — Johannes Baraut,
« receptus die ultimas julii, an 1617. — Ni-
« colas Thonillier doctor theologus et hujus
« ecclesiæ canonicus theologus seu vicarius
« perpetuus, receptus fuit xiiii febr. 1623. —
« Johannes Pingouet carnotensis, receptus
« fuit 22 febr. 1648, tunc canonicus ecclesiæ
« Beate Mariæ metropolis. — Simon Favart
« remensis, receptus 1 juli 1671, tunc cano-
« nicus Beate Mariæ. — Henricus Levesque
« remensis, receptus 11 januar. 1676, tunc
« canonicus Beate Mariæ. — Jacobus Audry
« remensis, receptus xviii august. 1678. —
« Martinus Oudinet remensis doctor theo-
« logus, receptus jun. 1715, obiit Parisius
« 4 jan. 1722. »

Lacourt fait suivre cette note d'un emprunt
fait aux mémoires de Baugier, tom. II, p. 10
et 11. Cette citation, relative à la décoration
intérieure de Saint-Symphorien, est assez
curieuse pour l'histoire de l'art, et complète
ce que dit Marlot, II, 249, sur les pavés
mosaïques.

* Chesneau avait été précepteur de Jean et de Christophe de Thou.

XXXIV.

Ann. 1120. EPISTOLA Rodulphi remensis archiepiscopi ad Goscelinum decanum et ecclesiam belvacensem, de domo in clauastro ecclesie belvacensis sita, et a Petro milite repetita, quod eam Petrus assequi non debeat, cum in clauastro nullam possessionem laicis obtinere liceat ¹.

Martenn., *Thes. anecd.*, t. 350.

XXXV.

Ann. 1121. CHARTA qua Hugo, comes Campanie, ecclesie S. Nicasii confirmat sylvam que dicitur Mons Reguli et res alias perpetuo possidendas ².

Marl., II, 280.

XXXVI.

7 mai 1123. CHARTA a Theobaldo comite trecentensi laudata, qua Jacobus de Castellione et Hepricus de Montegaio dant S. Remigio quinque homines qui morabantur in burgo S. Remigii ³.

Lacourt, dans le Marl. annot., *not. in front.*, fol. 34. — Bibl. Roy., mss. Reims, cart. vi, Hist. du Monast. de Saint-Remi, II^e partie, fol. 1.^o

Quoniam divina lex præcipit, et mundana istud asserit, ut qui sua aliam in alterius potestatem transfundere voluerint, per paginæ testamentum tradant, ut in posterum quæta inconvulsaque remaneant; nos videlicet Jacobus de Castellione filius Guidonis, et Henricus de Montegayo, et Hermengardis uxor mea, homines hos et feminas istas sancto Remigio pro remedio animarum nostrarum damus: scilicet Theobaudum de Macellis, Gilbertum ejus fratrem, Haigulem uxorem ejus, itaque

¹ On peut rapprocher cette lettre de ce que nous avons dit plus haut sur l'immunité du cloître.

² Voyez sur cette riche possession de l'abbaye Saint-Nicaise, Marl., II, lib. II, cap. 52.

³ Il se trouve dans les divers cartulaires de Saint-Remi, du chapitre, de l'archevêque, de Saint-Thierry, plusieurs actes semblables à la charte que nous publions ici, mais ne

se rapportant ni à la même époque, ni aux mêmes localités. — L'évêque, qui a tiré des archives de Saint-Remi plusieurs actes pour servir de preuves à son histoire de la maison de Châtillon, a négligé le nôtre, qui cependant serait une pièce importante à l'appui du chapitre 10 de son second livre. Le savant historiographe aurait-il suspecté l'authenticité de cette pièce?

Heremburgum neptem ejus, Adam et Guiboldum. Hoc donum per istius scripturæ et cartæ auctoritatem facimus, et sacramento super corpus sancti Remigii facto confirmamus. Hæc conventio facta est per manum Pagani filium (sic) Ilthaudi, et per manum Alnaudi præpositi istius præfati Henrici, qui hujus rei testes sunt ex parte ipsius Henrici et Jacobi: ex parte autem Sancti Remigii Azenarius abbas, conventusque fratrum, et Bardulphus villicus, et Alhardus, Walterus quoque dapifer et Doradus cujus dispositione hoc actum est die festivitatis Omnium Sanctorum.

Donum istud, et dispensamentum quod Henricus de Montegaro atque Jacobus de Castellione fecerunt ecclesiæ Sancti Remigii remensis, de Theobaldo de Macellis, et de omnibus illis qui in burgo Sancti Remigii remensis ecclesiæ morantur, quia de feodo Theobaudi trecentis comitis sunt, hoc comes Theobaudus laudavit et prædictæ ecclesiæ concessit atque hoc sue corroboratiõis sigillo munivit. Inde testes sunt Odo abbas Sancti Remigii, Joffridus abbas Sancti Medardi, Petrus monachus, Arnulphus, Andreas de Baldimento, Hugo de Castro Theodorici, Paganus de Colmisiaco, Wido de Vey capellanus, et Stephanus comes de Moritono frater Theobaudi comitis laudavit apud Pruvium et propria manu signavit. Inde testes sunt Joffridus vicecomes de Firmitate Ainsulphi, Guillelmus filius Hugonis Albi, Savarinus de Olcineo, Fuko de Jario.

Acta sunt apud Damairacum et confirmata sunt apud castrum Virtutum an. m°. c°. xx^{um}, indiet. 1°, in mense maii, nonis ipsius mensis, imperante glorioso rege Francorum Ludovico an. xvi°.

* De Mortaing. » (Lacourt.)

La Ferte-aux-Jouarre (Lacourt.)

La Ferte-Aucoul (Valois.)

* Damery. » (Lacourt.)

Les notes qui accompagnent cet instrument portent le vœu suspect, si la donation qu'il contient était de nature à faire supposer un faux. Ainsi le mois de mai de l'année 1125 appartient à la quinzième et non à la seizième du règne de Louis VI. Il est vrai que l'Histoire du Monastère de Saint-Remi (Bibl. Roy., mss. Reims, cart. vi) porte *in mense Martii*, et qu'alors la date de l'acte n'est plus 1125, mais bien 1124, année qui

correspond à la 16^e du règne de Louis vi. Mais dans ce cas, il faudrait indiction 11, et non pas indiction 1, que donne également et Lacourt et l'Histoire du Monastère de Saint-Remi. Il faut d'ailleurs que l'acte même soit antérieur de cinq ans au moins à la confirmation du comte Thibaud; car parmi les témoins se trouve l'abbé Azenarius, mort, ou du moins remplacé en 1118 par Eudes I^{er}, qui souscrit la confirmation. Voir *Gall. christ.*, ix, 232, et Marlot, i, 354. Voici la description que donne Lacourt du sceau qui accompagnait notre instrument :

« Le sceau de cette charte n'est pas préservé,

XXXVII.

Ann. 1123: CHARTA qua Rodulphus remensis archiepiscopus omnes monasterii S. Dionysii remensis possessiones confirmat¹.

Bibl. de Sainte-Geneviève, ms., Cart. de Saint-Denis, p. 20.

In nomine sanctæ et individue Trinitatis.... amen. Rodulphus omnipotentissima dispensatione remensis ecclesiæ sacerdos licet indignus, fratribus in ecclesia Sancti Dionysii martyris, in suburbio urbis nostræ degentibus, in perpetuum. Cum superna adminiculante gratia, remensem archiepiscopatum administraremus, adiit præsentiam nostram frater Ursio, Sancti Dionysii abbas, satis humiliter implorans quatinus altaria et alia beneficia quæ vota fidelium sancto Dionysio contulerant, et quæ in diversis schedulis conscripta continebantur, in unum corpus redigi faceremus, et nostræ imaginis auctoritate sancto Dionysio perpetuo tenendam (*sic*) firmaremus. Justæ petitioni aurem benivolam inclinantes, annuimus, et ut petierat, fieri concessimus. Tenebat prædicta ecclesia altaria de....² Sancti Petri Monte, de Sancto Jovino, de Bucinacio, de Condato, de Noveleisio, de Essia, de Bocio (*sic*, Bocio?), de Breccio. In noviomensi episcopatu, altare de Montiscurte. In atrebatensi episcopatu, altare de Assia. In taruennensi episcopatu, altare de Stambere. Tenebat præterea eadem ecclesia Sancti Dionysii, beneficium archiepiscopi, decimarum panis et vini et omnium reddituum suorum. Tenebat etiam quædam quæ ei emerant bonæ recordationis Gervasius archiepiscopus, terram scilicet et molendina de Aguliaca curte. Dedit idem archiepiscopus eidem ecclesiæ, terram in suburbio civitatis sitam³,

« mais attaché sur parchemin; on y voit le comte Thibaud à cheval, tenant un bouchier de la main gauche, et de l'autre main la bride de son cheval, ayant le casque en tête, la visière levée, avec la mentionnière, et ces paroles autour du sceau : *Sigillum Theobaldi palatini cognitis*, sans marque de contre-sceau. »

Cette charte est confirmée et répétée presque mot à mot dans une bulle d'Honorius II, datée de 1126, et dans d'autres bulles qui se trouvent Cart. de Saint-Denis, p. 24, 31, etc., etc. Marlot, II, 292, dit qu'il omet, comme ne contenant aucun renseignement

curieux, l'acte que nous donnons ici. Nous en jugeons tout différemment. Il nous paraît expliquer en bien des points la charte par laquelle Gervais dota Saint-Denis, et de plus il indique de curieux rapports entre ce monastère et la ville.

¹ Nous omettons les autels précédemment mentionnés dans la charte donnée par l'archevêque Rainold, en 1100.

² Une bulle d'Innocent II, donnée en 1159 (Cart. de Saint-Denis, p. 50), porte : « Burgum ipsum à porta Vidule usque ad portam Basilicarum, cum sua immunitate et solita libertate, et consueto jure parrochiali. »

a porta Vidula usque ad posteriā. Insuper largitus est ei decimam fossatorum in circuitu civitatis præter terram sanctorum. A prædicta autem posterna usque ad portam Basilicarum, dedit eīdem terram Magnasses successor ipsius qui postea depositus fuit. Apud villam que Ventilicūm dicitur habet ecclesia prædicta decimam in culturis et in pratis quæ archiepiscopi fuerunt, totam; in mansis vero medietatem. In villa Tassiac et in villa quæ Seiles dicitur, similiter habet decimam sicut xl oblatrices tenuerunt. Dedit dominus Raynaldus archiepiscopus eidem ecclesiæ culturam de Toireio inter Culmisiacum et Liberam villam Sanctæ Mariæ. In villa quæ Attiniacum¹ dicitur, dedit ipse Rodolphus beato Dionysio decimam censuum, theloni, capitalicorumque : consilio etiam et auxilio nostro cessit in dominum ejusdem ecclesiæ capella de Carolifonte cum omnibus ad eam pertinentibus, salvo jure altovillarensis monasterii in cuius parrochia eadem capella sita est. Nichilominus consilio nostro Fulchro de Bèniaci villa et uxor ejus, beato Dionysio omnia sua post decessum suum dederunt. Adam canonicus cognomento Magnus dedit se ipsum præfatae ecclesiæ et partem alodiorum suorum quæ habebat apud Boeium et apud Sele-riacum et apud Septem Salices in terris, in molendinis, in servis et in ancillis. Item Guido canonicus Sanctæ Mariæ dedit sancto Dionysio terram, ad petram in medio foro remensi sitam x solidos et ix denarios quotannis solventem. Dedit quoque ipsi ecclesiæ Hesselinus comes de Grandi Prato, alodium suum de Ambledo, tam in terris quam in pratis et silvis cum molendinis et tota piscaria. Apud Berniacum curtem habet ipsa ecclesia terram, molendina, aquam, servos et ancillas qui dedit ipsi comes Hugo de Registestis. Apud Pontem Fabricatum habet eadem ecclesia terram et alodium Odonis et Reueri de Quarnaco pro quo dedit ecclesia ipsa xxii libras catalaunensis monete. Givellus² de

¹ La charte de Raynold qui contient cette donation se trouve p. 14 du cartulaire, et porte : «... In Attiniaco fisco quondam regis, et appenditiis ejusdem Attiniaci quod divina misericordia per donum domni Hugonis venerabilis Campanie comitis, assentiente et probante gloriosissimo Francorum rege Ludovico, remensi ecclesiæ ad nostram successoremque nostrorum mensum contulit, decimam annonæ; feni, et

« omnium justorum reddituum eidem ecclesiæ contradidimus, videlicet thelonei, et ut prima dominica Septuagesimæ inde fratribus refectio pararetur, et obitus nostri anniversaria dies quotannis in eadem ecclesia celebraretur, et de eisdem redditibus, si superabundaverint, fratres eadem die refectorem habeant. Voir, sur Attigny, Marlot, II, 327.

² La donation de Givellus est consignée

Marmereivilla fecit se ipsum canonicum Sancti Dionysii, cui dedit novem jornales alodii in Campo Fiscali. Hermenricus de Claustro canonicus Sancte Marie dedit beato Dionysio pro anima sua furnum ad portam Carceris in alodio suo situm. In piscaria de Ambleio habent medietatem sparnacenses canonici; ipsam quoque tenet ab [ipsis?] ecclesia Sancti Dionysii in censu solidorum quinque parvinsensis ruonetae. De omnibus terris ministeriorum ad domum archiepiscopi pertinentium debet ecclesia Sancti Dionysii habere decimas in quacunque jaceant parochia, totas si parochiani sui eas coluerint; si vero ab aliis parochianis colite fuerint, dimidietatem. Apud Mormoreum parvum tenet in alodio sepe dicta ecclesia Sancti Dionysii, molendinum unum, pratum unum, terram arabilem et tri solidos cathalaunensis monetae, uno denario minus, que Arnulphus cognomento Dispersus de Novo Castro pro anima sua dedit ipsi ecclesie; et apud Mormoreum maiorem habet sanctus Dionysius quartam partem unius molendini quam ei dedit Haimo sacerdos et incola ipsius villae. Hæc omnia præscripta ecclesie Sancti Dionysii perpetuo teneant concedimus, et ut inconvulsam permaneat, pontificatus nostri sigillo corroboramus et idoneis testibus approbamus. S. domni Radulphi archiepiscopi. S. domni Odonis abbatiss Sancti Remigii. S. domni Johanni abbatiss Sancti Nicassii. S. Ursionis abbatiss Sancti Dionysii. S. domni Nicholai archidiaconi. S. domni Hugonis archidiaconi. S. Frealrici præpositi. S. Joffrini decani. S. Leonis cantoris. S. Hugonis thesaurarii. S. Adæ. S. Odonis. S. Alberti, sacerdotum. S. Guidonis. S. Ermenrici. S. Rameri, diaconorum. S. Gervasii. S. Petri. S. Gerardi, subdiaconorum. S. Guil-

en ces terres dans une charte de l'archevêque Radulphe. « Richerus Balderannus a Givello terram in Campo Fiscali aliquandiu tenuit, de qua ei duos solidos pro censu pluribus annis persolvit. Postmodum vero quendam equum sexaginta solidos aut eo amplius valentem Givello dedit; ita nimirum quod Givellus terram illam quam ad censum tenuerat, sibi in alodium daret. » Givellus autem equum recepit, et terram Richero in alodium dedit, qui eam quiete et alicuique omni calumpnia diu possedit. Tandem spiritu penitentie ductus, eandem terram ecclesie B. Dionysii in alo-

dium perpetuo possidendam contulit, atque sententibus et laudantibus hoc uxore sua Poncia, et filius suis, et filii filii. » Paro idem Richerus seculo abrenuntiavit, et in eadem ecclesia factus canonicus, ibidem vitam finivit.... Actum Remis, anno.... 8^e c^o 2^o 2^o, indict. 12^a, regnante rege Franco corum anno 12^o, archiepiscopatus nostri anno 13^o.... » (Cart. de Saint-Denis, p. 18.) — On remarquera que l'indiction, dans ce dernier acte ainsi que dans celui auquel il sert de note, se trouve en retard d'une année, tous les autres signes chronologiques se trouvant d'ailleurs exacts.

Jelmi, S. Heriberti, S. Stephani, lectorum. Actum Remis, anno Ver. inc. 8^o. c^o. xx^o iiii^o., indictione 1^o.; regnante Ludovico rege Francorum piissimo, regni sui anno x^o vi^o., archiepiscopus autem domni Rodulphi similiter anno x^o vi^o. Ego Fulcradus cancellarius scripsi et subscripsi.

XXXVIII.

CHARTA qua Rodulfus remensis archiepiscopus, litem dirimit inter ecclesias S. Timothei et S. Sixti, de decima culturæ inter Viriliacum et Tassieium; item confirmat iudicium Petri belvacensis episcopi, quo jus monasterii S. Nicasii in ecclesia de Romoldi curte asseritur contra monachos S. Theobaldi et canonicos de Calvo Monte ¹.

Marl., II, 281.

XXXIX.

CHARTA qua Rodulfus remensis archiepiscopus, altare B. Juliani ecclesiæ B. Remigii adjacens, monasterio S. Remigii concedit impersonaliter possidendum, quod sub obtentu personæ hucusque possessum fuerat.

Marl., II, 282.

XL.

NOTITIA de obitu Radulphi remensis archiepiscopi.

Neerolog. eccl'es. rem. — Marl., II, 282. — Gall. christ., IX, 82.

22 juillet
1123.

x. kal. august. obiit dominus Radolphus magne sanctitatis archiepiscopus, qui emit et acquisivit huic ecclesie villam Athiniaum, et de censu ejusdem ville dedit nobis quinquaginta solidos singulis annis in augusto mense reddendos; sed et ecclesiam et civitatem¹ totamque provinciam ad honorem Dei in magna honestate gubernavit.

XLI.

CARTA de piscatura Vidule².

Cart. de Saint-Thierry, fol. 109, verso.

14 octobre
1123.

¹ Voyez les remarques dont Marlot accompagne cet instrument, sur la manière dont s'exerçait, jusqu'au XI^e siècle, la juridiction ecclésiastique. (II, lib. II, cap. 32.)

² Nous ne savons pourquoi Marlot, et la

Gall. christ. d'après lui, omettent le mot de civitatem.

¹ Cet instrument est indiqué dans la Gall. christ., IX, 187.

Ego Bartholomeus gratia Dei Laudunensium episcopus, notum esse volo omnibus tam presentibus quam futuris, quod reclamante ecclesia Sancti Theoderici de piscatura que est in Vidula, inter molendinos ipsius ecclesie, id est a molendino de Macelan et superius, cum adjacente terra vel palude, pro qua homines de Chalon villa pro herbagia corveiam faciunt singulis annis apud Trigniacum Sancto Theoderico, quam Walterus rocciensis, et frater ejus Gerardus, et cognatus eorum Paganus de Sancto Paulo, ecclesie violenter conabantur eripere, ego ipsis et omnibus hujus rei calumpniatoribus, diem placiti constitui apud Pontem Varie, ubi, presente domino Rainaldo Remorum archiepiscopo, et comite Hugone et archidiaconis nostris Widone et Radulfo, et Blihardo cantore, ceterisque clericis nostris, Gaufridus abbas Sancti Medardi qui olim fuerat abbas Sancti Theoderici, publice protestatus est, testibus acclamantibus, suis temporibus Walcherum avum ipsius Walteri eandem piscaturam cum terra violenter pervasisse, et inde eum usque ad mortem excommunicatum fuisse; in morte vero culpam recognovisse, absolutionem ab ipso abbate Gaufrido petisse, et omnia que abstulerat coram testibus idoneis ecclesie restituisse. Testes etiam ipsi presentes aderant pauci de multis, scilicet Rogerus decanus noster de Novo Castello et Imbertus presbyter et Radulfus miles de Barris. Cumque Gerardus et Paganus per comitem Hugonem inducias peterent pro infirmitate et absentia Walteri, annuimus. Infra ipsas vero inducias aggravatus in infirmitate ipsa Walterus, abbatem ecclesie sancti Theoderici Willelmum, Rocium in domum suam advocavit, ubi presente Ermeugarde uxore sua, et Gervasio filio suo, et Gerardo fratre, et Pagano consanguineo suo, culpam suam confessus est, et ecclesie que sua erant recognovit, annuentibus, et guerpiantibus omnibus supra nominati (sic). Testes hujus rei sunt Lucas abbas et Leudo presbiter et Levoldus miles et frater ejus Wermundus, et Leudo de Uncar et Milo cognomento Coveiz et Theodericus Trossel. De hominibus autem ipsius abbacie, Radulfus miles de Brimericurt, Odardus et Poncardus servientes ipsius abbatis. Quod cum ita factum sit, nos quod ibi actum est ad nos perlatum, episcopali auctoritate firmamus et ne quis ultra illud violare presumat sub anathemate interdicimus. Data Lauduni per manum Radulfi cancellarii, non idus octobris anno

dominice incarnationis millesimo centesimo xx^o v^o, indictione quarta, epacta xx^o v^o.

XLII.

CONFIRMATIO rerum nostrarum Honorii pape III.

10 febr.
1136.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 386.

Honorius episcopus servus servorum Dei, dilecto in Christo filio Guillelmo abbati monasterii Sancti Theoderici quod situm est in territorio remensi, ejusque successoribus regulariter substituendis imperpetuum. Desiderium quod ad religionis propositum et animarum salutem pertinere monstratur, auctore Deo, sine aliqua est dilatione complendum. Quamobrem, dilecte in Christo fili Guillelme abbas, rationabilibus tuis petitionibus assensum prebentes, monasterium Sancti Theoderici cui auctore domino preesse cognosceris, in beati Petri tutelam, nostramque protectionem suscipimus. Universas igitur possessiones et bona omnia que locus idem in presentiarum legitime possidet, tibi tuisque successoribus secundum Dei timorem ibi promotis, presentis decreti pagina confirmamus. In quibus hec propriis visa sunt nominibus exprimenda: ipsam videlicet totam villam Sancti Theoderici quietam et liberam, et ab advocacia, comitatu vel vice comitatu, sive ab omni exactione seculari, secundum precepta regum Lotarii, Karoli et Henrici absolutam, cum adjacente villula que dicitur Villare sub Silva; item mansum indominicatum in villa Melfeia cum terris appendentibus, et mansum indominicatum in villa Pullione; mansum indominicatum in villa Tillio cum terris appendentibus, et in his omnibus bannum et justiciam et furnum cum decima tota, Villam Francorum cum decima tota; eumque hec omnia sub una parochia contineantur, hac ratione est libera ut annua illa obsovia in synodo non persolvat; et presbyteri qui inibi ab abbate statuntur, ad conventus decanorum quos kalendas vocant, non accedant nisi sponte voluerint, alias autem canonicam eis exhibeant obedienciam; mansum indominicatum in villa Triniaco vel Marzella, et justiciam, et bannum, et furnum bannilem in tota villa cum decima tota et quibusdam terris in villa Cavalio jacentibus et ad ipsum Triniacum pertinentibus, decimam ville Chalou

que est de parochia ipsius Triniaci; decimam ville Chanadii que est de parochia Sancti Theoderici sicut et Villa Francorum. Tres molendinos in Vidula cum tota aqua et piscatione ipsius fluminis, a divisione ipsius fluminis super molendinum Masehot, usque ad molendinum Macelle, cum quarta parte ipsius molendini, et paludem adjacentem ipsi aque, pro cuius herbaia rustici de Chalon corveiam solvunt Sancto Theodrico in Triniaco; villam Nocturniacum cum hanno et justicia; mansum indominicatum in Brimcreicurte; terras censuales in villa Mairiaco, similiter in Gaugiaco. In diocesi remensi, altaria hec : de Triniaco, de Herimundivilla, de Summopi, de Spoia, de Seilis¹, de Ida, de Thelina². In episcopatu laudunensi, altaria hec : de Wreivilla, de Hupeneicurte, de Berturicurte, de Agulcieurte, de Condeto, de Domnamaria³, de Ansoldicurte, de Sancto Theodulfo quod (*sic*) dicitur Guast. In episcopatu noviomensi, altaria duo et ecclesias et decimas totas de Atheis et de Ermina; septem mansos terre in ipsa villa Atheis. In episcopatu tornacensi, altaria hec : de Quartengen, de Kercova cum capella Guarnereia⁴. In episcopatu cameracensi, altaria hec : de Bernis cum capella de Quadromonte⁵, de Elefella. Quaecumque preterea futuris temporibus idem monasterium juste atque canonice poterit adipisci, firma ei et illibata permaneant, et predicta altaria libera sint, et absque personis. Salvo in omnibus jure ac reverencia remensis archiepiscopi, atque aliorum episcoporum, et consuetudinibus canonicis. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum, etc., etc. Ego Honorius catholice Ecclesie episcopus S. Data Laterani, per manum Haimerici sancte romane Ecclesie diaconi cardinalis et cancellarii, iiii^o idus februarii, indictione iiii^a, anno dominice incarnationis M^o. c. xx^o vi^o. pontificatus autem domini Honorii secundi pape anno ii^o.

¹ Un privilège d'Eugène donné en 1148, et qui se trouve Cart. de S.-Thierry, fol. 391, ajoute ici de *Puteolis*. Voir l'indication de ce même privilège dans Marlot, II, 358.

² Le privilège de 1148 ajoute : cum capella de *Fosters cum duabus partibus decime et tribus molendinis*.

³ Le privilège de 1148 ajoute : cum manso indominicato et tribus partibus totius terre adjacentis ipsi ville.

⁴ La bulle de 1148 ajoute : « de Dothe-
« nis cum capella de Coengio; ecclesiam de
« Petengio. »

⁵ La bulle de 1148 ajoute : de *Scalanasia*.
— Nous nous arrêtons au milieu du xii^e siècle pour l'indication des bulles qui contiennent l'énumération des biens de Saint-Thierry, l'histoire de cette abbaye ne rentrant que fort indirectement dans le plan que nous nous sommes tracé.

XLIII.

PRIVILEGIUM Honorii papæ II, monasterio S. Remigii remensis 14 décembre 1126.
concessum ¹.

Cart. B de Saint-Remi, p. 10. — Cart. A de Saint-Remi, p. 23.

xix kalend. januarii, indictione v^a, anno m^o c^o xx^o vi^o pontificatus...
anno 11^o.

XLIV.

NOTITIA de obitu Joffridi ² remensis decani.

22 octobre
1127.

Necrolog. eccles. remensis.

xI kalend. novemb. obiit Joffridus bone memorie hujus ecclesie decanus, qui dedit nobis medietatis quartam partem in molendinis de Frichembaudo ad dividendum quicquid exierit in anniversario suo; et ad altare calicem deauratum.

XLV.

CHARTA qua Rainaldus remensis archiepiscopus concedit Ann. 1127.
Alberoni leodiensi episcopo beneficium bullionense sub lege servitii militaris et hominii ³.

Miræi Opera diplomatia, t, 682. — Gall. christ., x, Instr., col. 38. — Marl., II, 294. — Gesta pontif. tungrensium, II, 100.

XLVI.

CHARTA qua Rainaldus remensis archiepiscopus, narrat con- Ann. 1127.
cordiam inter abbatem S. Remigii et Guiterium comitem de Reiteste, quem ob damna hominibus S. Remigii illata excommunicatum absolvit.

Martean., Thes. novus anecd., tom. I, p. 367, ex chartario S. Remigii. — Brussel., Usage des fiefs, II, 805.

¹ Cette bulle ajoute à celle de 1119, qu'elle confirme :

« Ecclesiam B. Julliani cum appenditiis suis. In episcopatu cathalaunensi ecclesiam S. Martini que in villa Curtis Ausorum sita est cum appenditiis suis. In episcopatu morinensi villam cui Neyla vocabulum est et ecclesiam ejusdem ville cum appenditiis suis... Item, in remensi episcopatu ecclesiam S. Thome secus castellum Vicenense.... »

Item, in episcopatu avenionensi ecclesiam B. Martini cum appenditiis suis sitam in villa S. Remigii. In Anglia, in episcopatu cestrensi, alodium quod Lappelleya nominatur cum ecclesia et appenditiis alodium. »

² Le nom de ce doyen est omis dans la liste dressée par Marlot, I, 489. Nous donnons l'année 1127 comme date approximative de sa mort d'après la Gall. christ., II, 172.

³ Voyez aussi Mart., Angliæ. coll., II, 624.

XLVII.

Ann. 1128. EPISTOLA S. Bernardi ad Petrum diaconum² cardinalem; qua ei legatos reimenenses commendat¹.

S. Bern. Oper., t, 35. — Ann. cister., t, 183. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 546.

XLVIII.

Vers 1128. NOTITIA quomodo Jorannus præpositus ecclesiæ S. Nicasii invasores Hundiliacæ curtis ad præfatam ecclesiam pertinentis ad singulare certamen provocaverit; invasores autem cum nihil præter minas objecerint, legaliter damnati fuerint.

Marl., t, p. 646.

XLIX.

Ann. 1129. CARTA de quitatione gistarum et procurationum [monasterio S. Nicasii concessa].

Cart. de Saint-Nicaise, fol. 29, verso, n° XLIII.

Rainaldus remensis archiepiscopus.... Pastoralis cura quam Deo disponente, suscepimus, nos indesinenter admonet oppressis subvenire, et quibuslibet anxietatibus attritis, compassionis manum porrigere. Ego itaque Renaudus remensis ecclesie indignus sacerdos, considerans fratres qui in monasterio beati Nichasii degunt..... plurimis angustias necessitatibus..., altaria subter annotata ob remissionem peccatorum meorum eorum usibus contuli.... Alter (*sic*) videlicet Sancti Remigii de Celto et alter Sancti Helani de Buxolio.... Universitati preterea fidelium notum facere dignum duco quod cum abbatem et fratres ecclesie Sancti Nichasii impetissem super quibusdam que ad jus meum spectare credebam, gistis videlicet et procurationibus, tam in præfata ecclesia quam in ejus membris, predicti fratres nulli antecessorum meorum tale quid se unquam reddidisse dixerunt. Insuper et privilegium reverendi patris nostri Alexandri pape secundi super hujusmodi libertate et immunitate, necnon et scripta venerabilis predecessoris nostri Gervasii Remorum archiepiscopi qui jam dictam [ecclesiam?] extruxerat, sed et litteras do-

¹ Voir aussi la lettre adressée au chancelier Haimeric, S. Bern. Oper., t, 38, et Rec. des Hist. de Fr., xv, 546.

mini Philippi illustris Francorum regis super eadem libertate, michi attulerunt. Ego vero inspecto tenore predictorum scriptorum, et notata ex eorum notitia prefate ecclesie libertate, de sapientum viroborum consilio, calumpniam quam adversus prenominos fratres habebam, eis omnino remis, et a prefatis querelis liberos et immunes esse decrevi; et ut malignandi locum successoribus meis nullum reliquam, presenti pagine inserere dignum duxi S. Hugonis archidiaconi, S. Frederici prepositi, S. Hugonis thesaurarii, S. Leonis cantoris; S. Adam, S. Ermenrici, S. Alberti, S. Odonis, S. Henrici, presbyterorum; S. Gervasii, S. Gerardi, S. Guidonis, S. Raineri, S. Bosonis, S. Johannnis, diaconorum; S. Albrici, S. Amalrici, S. Petri, S. Gerardi, S. Guidonis, subdiaconorum. Actum Remis, anno incarnati Verbi m^o c^o xx^o ix^o, indictione vi^a, regnante Ludovico rege Francorum, anno regni ejus xix^o, archiepiscopus autem domini Reinaldi anno tercio. Fulcradus cancellarius scripsit et subscripsit.

L.

PRIVILEGIUM Balduini (*sic*, Bartholomei?), laudunensis episcopi, de vicecomitatu Trigniaci.² Vers 1129.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 81, verso. — Mabill., Annal. bénéd., vi, Append., 654.

Bartholomeus Dei gratia laudunensis ecclesie humilis minister, tam presentibus quam futuris in perpetuum. Quoniam sic ordinante Dei sapientia, quotquot sumus veritatis filii debemus testimonium perhibere veritati; audiant et intelligant futuri, quod presentes recognoscimus videlicet qualiter Hugo comes roceciensis et Levoldus, pro dampnis que ecclesie Sancti Theoderici intulerunt, sententiam excommunicationis ambo pariter incurrerunt; et qualiter postea comes absolvi promerue-

¹ Les notes chronologiques de cette chartre sont loin d'être satisfaisantes. L'indiction vi ne pourrait être celle de l'an 1129 qu'en admettant le calcul pisan, et, dans ce dernier cas même, l'année du règne de Louis serait encore en retard d'un an sur l'indiction. — Cette chartre est d'ailleurs confirmée en 1249 par l'archevêque Ivellé. (Cart. de Saint-Nicolas, fol. 54, n^o cxx.)

² De tous les instruments que nous avons extraits des archives de Saint-Thierry, celui-ci est le seul qui ait été publié. Il ne l'a été qu'une seule fois, et nous a paru devoir l'être une seconde, pour rendre intelligibles les autres pièces qui se rapportent à l'histoire des populations de la campagne dans le voisinage de Reims.

rit, Levoldo sub anathematis vinculo remanente. Cum in Triniaco villa Sancti Theoderici, predicti comitis vicecomes Levoldus novas exactiones agere vellet, sub occasione vicecomitatus sui, annua scilicet placita, et tallias de nummis, de frumento et vino, contradicente abbate Guillelmo, et rusticis ejusdem ville, sicut rem novam et inauditam, ipsum comitem cum violencia super eos adduxit, et tribus ex ipsis occisis, et multis vulneratis, et xxx^{to} et viii^{to} captis, villam dampno pene ducentarum librarum multaverunt, et pene ad nichilum redelegerunt. Super quo cum Rainaldus Remorum venerabilis archiepiscopus, et abbas Sancti Theoderici justiciam a me, cujus parochiani erant, exigent, apud Pontem Varie convenerunt; sed et comes et Levoldus submoniti affuerunt. Sed illa die cum nullo fine res terminari potuisset, in alteram diem dilatum est. Ad diem nominatam comes nec venit, nec contramandavit. Levoldus affuit, placitum intravit, clamorem abbatis audivit et respondit. Cum ad judicium ventum esset, discessit, et audire noluit. Sicque judicatus est utrumque a causa decidisse. Cumque comes et Levoldus conquererentur se prejudicatos, rursus conventum est; sed cum de pace nichil terminari potuisset, rursus in alterum diem dilatum est, cum pactione pacis interim servande. Interim ad miseram illam villam redierunt, et quod solum residuum erat, predam scilicet universam tam monachorum, quam rusticorum, diripuerunt. Quapropter cum Remis conventus episcoporum ageretur, judicio eorum uterque excommunicatus est. Cepit iterum comes audienciam petere. Qua semel et iterum et tercio impetrata, tandem ad hoc ventum est, ut diceret comes et Levoldus de re feodi sui judicium ecclesie se nolle subire, nisi judicatum esset. Judicatum est; subierunt. Adjudicatum est illis quicquid de villa illa nova exactione exigebant. Judicatum est abbati sua dampna debere restitui; quippe qui nec placitum ulterius cum eis intrare debuisset, nisi reinvestitus prius esset rebus suis, quibus intra inducias pacis erat divestitus. Cumque comes angeretur, dixit se garandum habiturum, et Levoldum protulit, quod quasi eum duxisset ad villę illius vastacionem, et promisisset se ei in hoc garandiam laturum in omni curia et audientia. Levoldus abuit; sicque et garandus et garandia ejus defecit. Rursus judicatum est utrumque a causa decidisse. Comes suscepit judicium discedente Le-

voldo et misericordiam peciit. Cumque dominus papa Innocentius Lauduni esset, presentie ejus se obtulit, et in presentibus etiam aliis episcopis, et cardinalibus, et abbate Sancti Theoderici, novas exactiones in villa illa, de annuis scilicet placitis, et talliis quipivit; et neque de suo jure, neque de suo feodo esse recognovit; et promisit se super hoc Levoldo nullam ulterius laturum garandiam, nec se passurum ulterius vel ab illo, vel ab aliquo sue dicionis homine, super hoc ecclesiam inquietari. Abbati vero de suis dampnis ibidem satisfacit. Dominus papa penitentem suscepit, sub condicione tamen, ut si aliquando sponsionis hujus prevaricator appareret, statim sine omni reclamacione, eidem sententie excommunicationis subjaceret. Quod et michi qui presens eram precepit.

Et ne quis hoc ulterius inturbare presumat sub anathemate interdiximus. Testes Jorannus abbas Sancti Nicasii. Ingubranus abbas altovillarensis, etc., etc. Anno.... mcccix, indict. viii, regnante gloriosissimo rege Francorum Lodovico anno xxii, Philippi autem filii ejus anno i, archiepiscopus vero nostri (Rainaldi scilicet) anno v.

LI.

PRIVILEGIUM de aqua Vidule, maresco, pastura et jurisdictione S. Theoderici usque ad crucem Haymonis ^{Ann. 1179}.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 108.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod ego Rainoldus secundus, Dei gratia Remorum archiepiscopus, petente venerabili abbate Sancti Theoderici Guillelmo, longuam quandam controversiam que inter ecclesiam Sancti Theoderici et Girardum roccicensem et antecessores ejus habita fuerat, scilicet de aqua Vidule juxta villam Chalou, et adjacentem maresco vel palude, et piscatura tota, et fundo ipsius terre, et herbagio, et banno, et justicia, hoc modo terminavimus: non solum autem, sed et pasturam communem, et herbagium in monte, et bannum, et justiciam usque ad crucem que dicitur Haymonis, ecclesie Sancti Theoderici hoc modo derationavimus. Sedente

¹ Mabillon, qui avait en la charte originale entre les mains, y avait vu le sceau de l'archevêque Rainold, mais celui de l'evêque

de Laon, Barthélemi, en avait été détaché. ² Cet acte est indiqué dans la *Gall. christ.* ix, 187

me in monte, juxta villam que dicitur Chalon, ubi pre oculis erat ex magna parte terra illa unde agebatur adversus Girardum, et presente reverendo confratre nostro Bartholomeo Laudunensium episcopo, cujus parrochianus erat Girardus, multisque aliis, venit ad nos idem Girardus cum iturus esset Jherusalem, et excommunicatus absolutionem peteret; et publice confessus est se in Deum et ecclesiam Sancti Theoderici graviter deliquisse: scilicet quod de aqua et maresco Vidule, et de herbagio per omnes illos confines usque ad crucem Haymonis supra montem, sepe ecclesiam Sancti Theoderici et homines juris ejus inquietaverat. Et quicquid in his omnibus injuste pervaserat, injuste se pervasisse recognovit, presente Ermengarde uxore fratris sui Walteri, et filio ejus Gervasio, et non contradicente, cum ab episcopo suo laudunensi ad hoc, ad diem et locum ipsum, submoniti essent, ut dicerent, si quid haberent adversum dicere. Recognovit enim et publice confessus est, cogente justicia, et septem hominibus legalibus Sancti Theoderici cum jurejurando hoc derationantibus, totam aquam et marescum a molendino quod dicitur Masele, supra, usque ad locum qui dicitur Vidua, fundum terre, et piscaturam, et herbagium, et bannum, et justiciam esse Sancti Theoderici: herbagium quidem et pasturam communem; piscaturam vero propriam et indominicatum Sancti Theoderici, usque ad furcaturam qua dividitur aqua ipsa ad molendina Maschot, et Puizon, et usque ad fossam vel vivarium quod appellant Ralherium, supra vero communem; sed et herbagium in monte usque ad crucem Haymonis, sic tamen ut communis esset pastura tam de maresco quam de monte, et hominibus Sancti Theoderici et suis. Quod et nos, auctoritate nostra, et episcopus laudunensis suus, confirmavimus, et ne quis hoc ulterius inturbare presumat, sub anathemate interdiximus. Testes, Joannus abbas Sancti Nichasii, Ingubramnus abbas altovillensis, Drogo abbas Sancti Johannis laudunensis, Lucas abbas osciacensis; clerici etiam remenses: Henricus, Drogo, magister Albricus, Guido, magister Fulco; clerici laudunenses, Wido prepositus Sancti Johannis, Robertus decanus et parvus, Rogerus decanus de Novo Castello et Humbertus presbyter; milites, Ertaudus qui in loco Hugonis comitis rocciensis affuit, Guiardus filius Blihardi filii Haymonis de Ulmimonte, Rainerus et Guiterus, Gualcherus, Theodericus et Ma-

chanus, Balduinus remensis, Thomas vice dominus, Guirardus, Haimo. Anno incarnati Verbi m^o c^o xx^o viii^o, indictione viii^a, regnante gloriosissimo rege Francorum Ludovico anno xx^o i^o; Philippi autem filii ejus anno r^o, archiepiscopus vero nostri anno v^o.

LII.

PLACITUM de banno de Viriliaco ¹.

Ann. 1130.

Martenn., Ampliss. collect., tom. II, p. 625.

LIII.

EPISTOLA Anacleti pseudo papæ ad unum ex suis in Gallia, Vers 1130.
qua contumeliose invehitur in remensem archiepiscopum.

Baron., Annal., XII, 212, ex cod. cass. — Gall. christ., IX, 84, fragm. ² —

Rec. des Hist. de Fr., XV, 365.

LIV.

CONCILIUM remense, in quo pseudo pontifex Anacletus ex- 19 octobre
communicatur, et Ludovicus junior, præsentis patre, rex Fran- 1131.
ciæ coronatur ab ipso pontifice ³.

Concil. Labb., X, 979. — Concil. Hard., VI, part. II, 1983.

LV.

CHARTA qua Alvisius atrebatensis episcopus concedit Odoni Ann. 1152.
abbati ecclesiæ B. Remigii ecclesiam de Hosden, cum ecclesia
de Belgin, et cæteris appenditiis, ut ibi, decedentibus canonicis,
monachos sub regula S. Benedicti constituat.

Miræi Oper. diplom., II, 1314.

LVI.

CHARTA qua Theodoricus flandrensis comes, ecclesiæ fiviensi Ann. 1155.
et monachis S. Nicasii remensis certa lege concedit, ut bona
omnia eidem ecclesiæ collata aut conferenda; firma et inconvulsa
permaneant.

Buzelinus, Gallo-Flandria, p. 357. — Miræi Oper. diplom., III, 329, fragm.

¹ Cet instrument a été oublié par Brequi-
guy.

² Le texte de ce concile est corrigé de la
main de Baluze, dans l'exemplaire de la
Sorbonne.

³ Brequigny omet cette dernière indication.

LVII.

10 novem-
bre 1136.

PRIVILEGIUM generale Innocentii pape secundi [monasterio S. Nicasii concessum].

Cart. de Saint-Nicaise, fol. 22, verso, n° XXXII.

Innocentius..... dilecto filio suo Joranno abbati monasterii Sancti Nicasii..... quascumque possessiones, quecumque bona cenobium..... possidere cognoscitur, tibi, tuisque successoribus, presenti scripti pagina confirmamus. In quibus hec propriis nominibus duximus annu-
tanda. In remensi dioecesi altare de Buxolio super Maternam fluvium. Super fluvium Axonam altare de Celto. Altare de Anteniaco cum tri-
bus cappellis de Oggeio, de Altovillari, de Fulzio. Altare de Bran-
zonis curte cum capella Sancti Nicholai de Sarpeia curte. Altare de Ha-
nonia. Altare de Bureio. Altare de Sancto Leodegario cum ecclesia.
Heremum Azonis de Ham. Dimidiam partem potestatis in alodio S. Leo-
degarii, cum banno et justicia, pascuis, cursu aque, piscaria cum ce-
teris redditibus; dimidiam quoque partem molendini in eadem villa cum
piscatura. Alodium quoddam de domno Trojano, cum servis et ancillis
ad ipsum pertinentibus, cum banno et justicia, et cursu aque, et molen-
dino cum piscatura. Altare de Gons, et mansum Fulcandi, et mansum
Roberti de Corbineio. Villam de Singli, cum banno et justicia et omni
dominatione quam in ea Hugo comes registensis tenuerat. Dimidiam
partem molendini de Coopello cum terra ibidem pertinente. Alodium
Hugonis de Cirelio. Terram que dicitur Mons Reguli, et omnem ter-
ram et silvam que est a rivulo Canis Spine que decurrit ad vallem
Morendi, usque ad silvam archiepiscopi, versus Remis, ab Hugone
quondam trecentensi comite monasterio vestro collatam, cum banno,
justicia, cursu aque, et omnibus consuetudinibus quas idem comes
ibidem tenerat. Duas partes decime de omnibus terris ad Montem
Reguli pertinentibus, terras etiam que Aceles appellantur. Molendinos
Helberti de Halmerieu cum terra ad ipsos pertinente. Alodium se-
cus eandem villam, quadraginta jornalium, in episcopatu laudunensi
apud Riboldi Montem. Curtem unam cum domibus ad eam pertinen-
tibus, et duobus viridariis, et de culturis eidem castello proximis,

terram arabilem uni carruce sufficientem et tertiam partem prati castello adjacentis. In episcopatu cathalanuensi altare sancti Hylandi de Buxito, cum capella ibidem pertinente, que est in honore sancte genitricis Marie et beati Nichasii; altare de villa que Cappa dicitur; altare de villa S. Basoli; altare de Donno Martino. In episcopatu leodicensi altare de Morelineis; altare de Setzelia; altare sancte Marie Magdalene de Cymaco cum appendiciis suis. Claustrum quoque et suburbium quod circa monasterium est, et ad ipsum pertinet, ab omni exactione liberum esse decernimus, ut in eis nullus audeat aliquas exactiones imponere; sed tam tu, quam successores tui qui in eodem loco pro tempore fuerint, vel qui ipsi preceperint, et consuetudines quas idem cenobium actenus in ipsis habuisse cognoscitur, libere vobis liceat possidere; videlicet portagium, rotagium, thelonagium, modagium, foragium, cum banno et iusticia.... Prohibemus.... ut nulli unquam monachorum post factam.... professionem, absque libera abbatis et fratrum licentia, monasterium vestrum relinquere, et ad alium locum liceat pertrahere. Si vero, quod absit, hoc ipsum evenire contigerit, post secundam et terciam fratrum suorum communionem, ad proprium locum [non?] redierit, abbati et fratribus suis eum interdicendi, vel excommunicandi concedimus facultatem.

Nulli ergo hominum.... etc., etc.; sed integra conserventur omnia,.... usibus vestris omnimodis profutura, salva nimirum dyocessiani episcopi canonica iusticia et reverentia. Si qua igitur ecclesiastica secularive persona, hanc paginam...., etc., etc.

Ego Innocentius catholice Ecclesie episcopus, SS. Ego Wilhelmus prenestinus episcopus, SS. Ego Teodotinus Sancte Rufine episcopus, SS. Ego Guido Tiburtine episcopus, SS. Ego Anselmus presbyter cardinalis, SS. Ego Lindfredus presbyter cardinalis, SS. Ego Lucas presbyter cardinalis tituli sanctorum Johannis et Pauli, SS. Ego Gregorius diaconus cardinalis sanctorum Sergii et Bachi, SS. Ego Crisogonus diaconus cardinalis Sancte Marie in porticu, SS.

Data Pisis, per manum Almerici sancte romane Ecclesie diaconi cardinalis et cancellarii, mii id. novembris, indictione xv, incarnationis dominice anno mill^e c^o xxx^o vii, pontificatus vero domini Innocentii pape secundi anno vii.

LVIII.

23 novem-
bre 1136.

BULLA Innocentii pape II ad Odonem abbatem monasterii S. Remigii, qua libertatem ecclesie de Marsna huic monasterio pertinentis roborat; scilicet, ut decedentibus prefata ecclesie clericis monachi substituantur.

Miræi Oper. diplom., t. 385.

LIX.

12 martii
1137.

NOTITIA de obitu Adele comitissæ blesensis.

Neerolog. eccles. rem.

iv id. martis obiit Adela bone memorie blesensis comitissa, que, cum viro suo comite Stephano, pro mansuirma Virtutis castri in vita sua et unius tantummodo heredis, dedit nobis perpetuo habendum hoc quod habemus in villa que dicitur Fimes, et xi solidos pruvieniensis monete de censu predietri castri singulis annis.

LX.

Ann. 1137.

CHARTA qua Godefridus, Lotharingie dux, alodium Littæ quod usurpaverat, abdicat et monasterio S. Remigii restituit.

Marb., II, 324, fragm. — Mabill., de Re diplom., p. 601.

LXI.

Ann. 1137.

PRIVILEGIUM de aqua Vidule, marisco, herbagio et jurisdictioni (*sic*), S. Theoderici usque ad crucem Haymonis¹.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 106.

In nomine sancte et individue Trinitatis Patris et Filii et Spiritus Sancti. Ego Rainaldus secundus, Dei gratia Remorum archiepiscopus, notum esse volo omnibus tam presentibus quam futuris quo ordine, qua ratione, controversiam illam veterem et redivivam, tempore Hellini abbatis terminavimus, que de aqua Vidule juxta villam que dicitur Chalons, et de adjacente maresco vel palude, et piscatura tota, et fundo ipsius terre, et herbagio, et banno, et justicia, contra ecclesiam

¹ Cet instrument est indiqué par la *Gall. christ.* II, 188.

Sancti Theoderici a Girardo rocieense et antecessoribus ejus tociens injuste commota est, et a nobis justè sopita. Anno primo, mense quarto abbatis predicti abbatis, Girardus ad Vidulam venit, et piscatores ecclesie qui in maresco nassas suas tendebant, scilicet in fossis quibusdam que vulgo *Raheria* nuncupantur, in quas aqua de Matris alveo cum piscibus dirivatur, minis et terroribus exturbavit, exturbatosque a piscationis officio cessare coegit. Prohibuit nichilominus ne abbas absque ipsius licentia, lapides foderet in montibus quorum tamen et bannum totum, et justiciam, et ex majori parte fundum terre, ecclesia Sancti Theoderici hereditario jure, legitima possessione, tenuit et tenet, possedit et possidet. Hoc autem prohibens, prohibitiones suas hac solummodo munivit occasione, quod infra vicecomitatum ejus montes illi esse dicantur. His quidem super injuriis, carissimus confrater noster Bartholomeus venerabilis Laudunensium episcopus, Girardum parrochianum suum ex petitione abbatis, in presentia nostra convenit. Qui cum paci nequaquam acquiesceret, diem accepit, in qua adtentius de pacis inter eos reformatione tractaretur. Ad hanc autem venire parvipendens, iterum atque tercio diem accepit. Set neque iterum neque tercio venire curavit. Cum igitur nec ille ab injuria, nec abbas a clamore, desisteret, mandavimus episcopo quatinus locum et tempus aptum constitueret, ubi pariter nobis convenitibus, altercatio illa finem debitum judicio sortiretur. Factumque est ita, et ad crucem que dicitur Haimonis grandis utrumque (*etc*) hominum multitudo convenit: consentientibusque nobis privilegium quoddam protulit abbas, sigillis duobus, nostro scilicet et episcopi, premunitum. Quod cum in auribus tam Girardi, quam omnium qui aderant, a magistro Bernardo aperte lectum, diligenter exponeretur, audivimus et recognovimus, litem hanc olim tempore venerabilis Guillelmi abbatis, sub multorum testimonio sedatam fuisse; quando scilicet nobis sedentibus in monte juxta Chalons, a septem legalibus hominibus Sancti Theoderici cum juramento deracionatum est: totam aquam et marescum, a molendino quod dicitur Masclee, supra, usque ad locum qui dicitur Vidua, fundum terre, et piscaturam, et herbagium, et bannum, et justiciam esse Sancti Theoderici; herbagium quidem et pasturam tam de maresco quam etiam de monte usque ad crucem

Haimonis communem et hominibus Sancti Theoderici et hominibus Girardi; piscaturam vero totius aque propriam et indomiticam Sancti Theoderici, a predicto molendino usque ad furgaturam qua dividitur ipsa aqua ad molendina Machot et Puizun, et usque ad fossam vel vivarium quod appellant Baherium; supra vero communem : hannum quoque et justiciam ubique infra hos fines, videlicet ab aqua usque ad predictam crucem, solius esse ecclesie Sancti Theoderici. Nobis autem rei hujus ordinem finemque ex tenore privilegii recognoscentibus, cum ejusdem privilegii Girardus auctoritati primo non satis obtemperaret, abbas illud per legitimas personas que et ibi presentes aderant, et illi nichilominus composicioni presentes extiterant, prout judicium expeteret comprobaturum se, et confirmaturum viva voce asservuit. Hæc ille tandem rationis virtute convictus, veritati consentiens, privilegium concessit. Insuper etiam quod de lapidibus in monte fodiendis prohibuerat, se injuste prohibuisse recognovit. Testes inde habentur Jorannus abbas Sancti Nichasii, Lucas abbas cussiaccensis. Clerici remenses : Petrus de Curvavilla, Boso, magister Amalricus, magister Bernardus, magister Fulco, Leibertus decanus. Clerici laudunenses : Dei amicus, Anselmus, Herbertus subdecanus, Adzo de Roceo et Radulphus. Laici : Hugo Coxardus, Otrannus, Thomas de Rohas, Gualterus nepos ejus, Ertaldus de Roceo, Helias. Actum Remis, anno incarnationis Verbi M^o C^o XXX^o VII^o, indictione XV^a, regnante Ludovico Francorum rege anno XXX, archiepiscopatus autem domni Rainaldi II anno XII^o. Drogo cancellarius recognovit, scripsit et subscripsit.

LXII.

Ann. 1128.

DIPLOMA Comradj Romanorum regis, quo recenset ac confirmat possessiones omnes quas ecclesia S. Remigii remensis in regno suo hactenus habuit, ac etiam eas quas in futurum adipisci poterit ¹.

¹ Hist. des maisons de Dreux-Limbourg, etc., etc., p^{re}, p. 57. — Marl., II, 322; fragm.

² Voir aussi la charte de Godefroy, duc de Lotharinge. (Marl., II, 326.)

LXIII.

DIPLOMA Ludovici VII regis Francorum, Aquitanorum ducis, quo dona collata ecclesiæ S. Dionysii remensis confirmat, specialiter quidquid extat in fossatis et muris Remorum, a porta Vidulæ ad portam Basilicam, quod ab omni jure consuetudine liberum facit ¹.

Marl., II, 143.

LXIV.

CARTA de compositione pacis facta inter ecclesiam S. Theoderici ex una parte, et Gerardum rociensem et Albricum Malet ex altera ².

Cart. de Saint-Thierry, fol. 116, verso.

Rainaldus secundus, Dei gratia Remorum archiepiscopus, tam presentibus quam futuris imperpetuum. Notum vobis fieri volumus modum pacis que inter ecclesiam beati Theoderici et Gerardum rocheiensem, quadam vice, tempore Hellini abbatis, nobis presentibus et quantum Dominus dedit adnitentibus, reformata est : ceterum ordo rei videtur exigere ut prius causam litis, deinde pacis restorationem evolavimus. Hominem Saheti Theoderici quem dicunt Albricum Malet, Gerardus cepit, ac diu carcerali distictione vexatum, tandem decem libris redimi coegit. Abbas vero, et per se, et per episcopum laudunensem, per nos etiam, hominem suum rationabiliter requisivit; sed neque abbati, neque episcopo, neque nobis, Gerardus eum reddere vel recommendare voluit. Unde et ab episcopo cujus parochianus erat, sententia excommunicationis in ipsum et totam ejus domum prolata est, et a nobis nichilominus confirmata. Preterea quandam terram habet ecclesia apud Melphi, scilicet que fuit pagani Hastamorsel et

¹ Marlot, dans la souscription de ce diplôme, a fait une omission que signale la Gall. christ., II, 289, et une autre que relève Lacourt dans ses notes marginales : « Actum videlicet subscriptione rectifiée : « Actum

² Remis palatio, anno, etc.

S. Rodulfi Veromandorum comitis et dapiferi nostri.... S. Hugonis cancellarii nostri.... S. rari » (Marl., constabularii).... etc.

³ Cet instrument est inséré dans la Gall. christ., III, 188.

Olardi Cervi; de qua, quod de feodo suo esset, Gerardus asseruit : et ideo eam vel suam esse, vel ab ipso debere teneri contendit. In terra et de terra ecclesie a mercatoribus vini guionagium duobus annis violententer extorsit. De vinea quadam in Chocheis que fuit Herberti, sibi singulis annis vini dimidium modium deberi dixit. Apud Chalon scabino qui in placitis suis judicia faceret, contra loci consuetudinem noviter instituit. Torcularia in eadem villa, in terra propria, unum vel plura ad libitum suum, ecclesia ab antiquo solide et quiete (*sic*) habuit. Ad hec tamen, ne quis causa prehendendi accederet, ille prohibuit. Super his igitur, inter abbatem et ipsum aliquandiu stetit altercatio, dum abbas audientiam quereret, ad quam ille venire recusabat. Tandem autem, Domino adjuvante et studiis nostris cooperante, ambo in curiam nostram, pacis gratia, pari assensu convenire : ubi per os domni Hugonis Cossart, compositio que sequitur aperte coram omnibus est determinata, et utrinque collaudata, ac sic ad effectum usque perducta : De decem libris supradictis, abbas centum solidos condonavit ; centum vero hac conditione retinuit, ut si forte aliquando pacem adversus ecclesiam Gerardus in aliquo fregerit, post factam submonitionem (*sic*), nisi infra quindecim dies satisfecerit et dampnum restituerit, statim sine reclamazione, sine retractatione, eidem cui nunc subiacebat excommunicationis sententie tam ipse quam domus ejus tota subiacebit, donec cum recenti dampno et hos centum solidos restituerit. Terram que fuit pagani Astamorsel et Olardi Cervi guirpivit, et se amodo contra omnes ecclesie guardandum fore repromisit. Guionagium illud amplius non accipiet, et de eo quod acceperat XII nummos reddidit. De vinea predicta vinum non exiget. Scabino deposuit. De torcularibus que cessare cogerat, errorem suum recognovit, pro certo recognoscens quod in terra Sancti Theoderici que est apud Chalon nihil juris haberet, adeoque veniam de preteritis, se amodo nullam contradictionem, nullumque prorsus impedimen (*sic*), ad torcularia predicta venientibus, illaturum, devote pollicitus est. Ista compositio, sicut prediximus, Remis in presentia nostra coram testibus qui infra adnotantur, determinata est, et postea in capitulo Sancti Theoderici, Gerardo presente et absolute hunciliter postulante, coram testibus qui et ipsi per se inferius adnotantur, recitata. Testes de curia et de abbas

Sancti Remigii, Gervasius cantor, Boso, Guido, Rogerus de Castello, Hugo Cossiers, Thomas de Rohaiz, Helyas, Hugo de Manso. Testes de capitulo : Guiricus decanus, Helyas, Obertus, Hugo de Manso, Tebaldus Linolet, Odardus Hairicus, Tebaldus Guichardus, Robertus, Enaldus de Melphi, Pontius de Tilia, Nicholaus.

LXV.

CONFIRMATIO pacis inter Gerardum rociensem et ecclesiam S. Theoderici de torculari in villa Chalou et de vineis. Ann. 1135.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 115.

Bartholomeus Dei gracia laudunensis ecclesie minister humilis, Rellino abbati, etc., etc. Compositionem inter vos et Gerardum rociensem Remis, in conspectu domni Rainaldi venerabilis archiepiscopi, determinatam, finemque suum ordine necessario consecutam, nos quoque utilitatibus ecclesie vestre.... consulentes, quoniam ille parochianus noster est, in his que de ipso ad nos pertinere valentur, collaudamus et confirmamus; atque posteros nostros, ut et ipsi collaudent et teneri faciant, fideliter ammonemus. Si quis verp hujus assensûs nostri privilegium, eo quod compositioni presentes non fuimus, minus firmum ac minus sufficienter appellare presumpserit, patienter audiat que secuntur, ubi qua usi ratione, qua suffulti siquis auctoritate, quidquid poterit advertere. Audivimus siquidem adversus Gerardum clamorem vestrum et querimoniam de Albrico Malet, homine vestro, quem cepit, etc., etc., etc. Privatus igitur per annum christianitatis beneficio, tandem abjecta obstinatione, respuit, et pacis nostre reformationem sicut presens archiepiscopus docet ac testatur relatio, humiliter requisivit. Verba enim que secuntur et modum pacis edocent, ipse nobis archiepiscopus mittere curavit, que sicut sua corroborata vidimus auctoritate, sic et nostra premuniri rogavit. Quod certe ita factum est, ut absque omni mutatione quicquid in eius cartula de pacis tenore scriptum repperimus, hic quoque scriptum possit inveniri. De decem libris, etc., etc.

* Ici l'évêque de Laon expose les griefs du monastère de Saint-Thierry contre Gerard, et rappelle l'excommunication dont celui-ci avait été frappé par lui.

* Cet acte ne contient désormais que la reproduction de l'accord inséré dans la pièce précédente, ainsi que les noms de ceux qui ont souscrit.

LXVI.

13 janvier
1139.

NOTITIA de obitu Rainaldi II remensis archiepiscopi.

Mart. II, 325. — Gall. christ., IX, 84.

Id. Jan. decessit dominus Rainaldus et requiescit intus, primum andegavensis episcopus, et postea remensis archiepiscopus qui emit nobis terram de Huudilicurve, et insuper dedit nobis triginta et sex marcas argenti, et ad altare tres marcas auri ad faciendum suum anniversarium.

Tous les historiens qui se sont occupés de Rainald ont mis sa mort en 1138, et cela sans doute parce qu'il fallait trouver un interpontificat de deux ans entre Rainald et Sanson, élu en 1140. Une première difficulté, la moins considérable de toutes, vient des deux actes relatifs à Saint-Thierry, que nous venons de donner sous le n° LXIV et sous le n° LXV. La *Gall. christ.*, elle-même (IX, 83), rapporte le premier à l'année 1138, année dont Rainald ne vit que treize jours, d'après son calcul; dans le second, l'évêque de Laon parle de Rainald sans accompagner son nom de ces épithètes : *bonae memoriae, pie recordationis*, épithètes qui, après sa mort, eussent été de rigueur. Une difficulté plus grave vient de la date que donne l'ancienne inscription citée par la *Gallia* même (IX, 84), et par le *Rec. des Hist. de Fr.*, XV, 395, in not. :

Anno milleno centego ter quoque deno,
Octavoque simul, cum Jani dicitur idus,
Remensis praesul memorandus obit Rainaldus.

Les ides de janvier de 1138 répondent au 15 janvier 1139, d'après la manière de compter le plus ordinairement employée par la chancellerie archiepiscopale. La *Gall. christ.* est obligée de dire que la date donnée par l'inscription est établie sur le calcul romain; nous ne sachions pas que ce calcul ait été employé à Reims; le calcul pisan y avait cours, il est vrai, mais nous ne l'y avons jamais vu employé que pour régler l'année

religieuse, et il nous paraît plus simple de dire que l'élection de Sanson n'eut lieu qu'après avant dans l'année 1140, et de se ménager ainsi deux années d'interpontificat entre le 13 janvier 1139, époque de la mort de Rainald, et le 19 novembre 1140, époque avant laquelle nous ne trouvons aucune date certaine pour la première année du pontificat de Sanson (voir plus bas, n° LXXV). D'ailleurs, à l'aide de deux chartes publiées par Mabillon, *Annal. bened.*, VI, 465, et par la *Gall. christ.*, X, Instr., col. 44; il est facile de prouver que le pontificat de Sanson n'a pu commencer avant le 1^{er} août 1140. En effet, la première est datée de 1140, l'an X du règne de Louis, VI^e du pontificat de Sanson; la deuxième est datée de 1147, l'an XI du règne de Louis, VII^e du pontificat de Sanson. L'an X du règne de Louis, à compter de l'époque où il succéda à son père, commence au 1^{er} août 1140, et par conséquent la XI^e année de ce règne commence au 1^{er} août 1147. L'année VII de Sanson correspondant à la fois à la X^e et à la XI^e du règne de Louis, est donc postérieure au 1^{er} août 1140; il faut donc absolument placer l'élection de Sanson après le 1^{er} août 1140, et l'on pourrait même la rapprocher encore de beaucoup sans blesser en rien les règles de la critique; car l'an X du règne de Louis coïncide avec l'an 1140, depuis le 1^{er} août 1140, jusqu'au 31 mars jour de Pâques 1147. Nous n'avons autant insisté sur cette date que parce qu'elle donne celle de la première apparition de la comète à Reims, durant l'interpontificat.

LXVII.

EPISTOLA S. Bernardi ad Ludovicum VII regem Francorum, Ann. 1139.
de ecclesia remensi pastore viduata et de quibusdam aliis.

S. Bernardi Oper., I, 167. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 440. — Annal. cister., I, 350. — Mabill., Annal. bened., VI, 299, fragm. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 571.

LXVIII.

EPISTOLA Ludovici VII, regis Francorum, ducis Aquitanorum, Ann. 1139.
ad majorem et communiam remensem, ne privilegio communie,
quam ipsis ad modum communie laudunensis indulserat, in
perniciem ecclesiarum utantur ¹.

Marl., II, 326. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 395, *in not.*, et XVI, 5.

Ludovicus Dei gratia Francorum rex et dux Aquitanorum, majori
totique communie remensi, fidelibus nostris, salutem. Scitis quia nos

¹ Cette lettre et la suivante, quoique édi-
tées deux fois déjà, occupent une place trop
essentielle dans l'histoire de la commune à
Reims, pour que nous n'ayons pas cru né-
cessaire de les reproduire. Nous étions même
tenté d'insérer en note, à leur suite, la
charte de Laon, modèle de la charte de
Reims, que tous les efforts des antiquaires
de la localité n'ont jamais pu découvrir.
Toutefois, comme cet instrument ne jette
qu'une lumière d'emprunt sur la question
qui nous occupe, et que d'ailleurs il se
trouve facilement (*Rec. des Ordonn.*, XI,
185; Baluz., *Miscell.*, VII, 287; Dacher.,
Spicil., XI, 322), nous avons renoncé à en
donner une nouvelle édition; mais nous avons
profité du cartulaire de l'évêque de Laon,
que nous avons consulté dans ce but, pour
en extraire deux actes dont Marlot et la
Gall. christ. avaient fait connaître les princi-
pales dispositions, mais dont ils n'avaient
publié que des fragments peu fidèles. Voici
le texte de ces actes, qui ne sont pas inutiles
à l'intelligence de l'histoire communale de
la ville de Reims.

*Littera regis super quæstione communie
laudunensis.*

(Cartul. de Laon, fol. 1.)

« In nomine sancte et individue Trinitatis,
amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex,
notum facimus universis presentibus pariter
et futuris, quod episcoporum et baronum
nostrorum usi consilio, ad supplicationem
episcopi et totius capituli ecclesie B. Marie
laudunensis, et petitionem dilectorum nos-
trorum magistri Michael decani meldenis,
et magistri Gnilleberti, anime nostre peric-
ulum vitare volentes, et ob remedium anime
nostre et parentum nostrorum, communiam
Laudunensi contra jura et libertatem ecclesie
B. Marie laudunensis institutam, omnino
quassamus, et omnes cartas et scripta super
institutione vel confirmatione communie fac-
ta, amore Dei et B. Virginis, et justicie, et
respectu peregrinationis nostre ierosolimitan-
e, penitus infirmamus. Prohibemus nichilominus
auctoritate regia, ne quis ad communi-
oniam restitutam ullis nequam tempo-
ribus audeat aspirare. Quod ut perpetuum

humili petitioni et precibus vestris assensum prebentes, ad modum communiae laudunensis, communiam vobis indulsumus, salvo tamen

et inconcessam sortiatur stabilitatem, sigilli nostri auctoritate, et regii nominis karactere inferius annotato, precepimus confirmari.

« Actum apud Messanam, anno incarnati Verbi m°. c°. nonagesimo, regni nostri anno duodecimo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. S. comitis Theobaldi dapiferi nostri. S. Guidonis theobaldarii. S. Matthei camerarii. S. Radulfi constabularii. »

Carta super fidelitate qua cives laudunenses tenentur episcopo laudunensi et idem episcopus eis.

(Cartel. de Laon, fol. 5 et fol. 64.)

« Henricus, Dei gratia remensis archiepiscopus, universis presentes litteras visuris, salutem in Domino. Notum facimus universis, quod cum inter venerabilem fratrem G. episcopum laudunensem ex una parte, majorem, juratos, ceterosque de tota pace laudunensi, ex altera, controversia mota fuisset super fidelitate et forma fidelitatis quam exigebat ab eis dictus episcopus, et super hoc quod dicebat, quod tenebantur ire dicti majores, jurati, et ceteri de pace laudunensi ubi vellet; major vero et jurati, ceterique de pace laudunensi moverant questionem contra episcopum memoratum, de quadam reprimissione quam exigebat ab eo in virtute consecrationis sue, de conservandis eis et honore suo, et litteris domini regis super pace laudunensi confectis. Tandem in nos dicto episcopo compromittente, majore vero compromittente pro se, juratis, et aliis sub pena trecentarum librarum, nos ipsis petentibus quod nostrum arbitrium proferremus, arbitrium nostrum protulimus in hunc modum: Arbitrando pronunciamus quod major, et jurati, et populus de tota pace laudunensi, hac instanti die dominica, post octavas apostolorum Petri et Pauli, pulsata campana, conveniant in curia episcopi, et ibi ante epi-

scopum, constituti major et jurati jurabunt quilibet pro se *, flexis genibus, in hunc modum, et per hec verba: Ego juro vobis, domine Garneri, laudunensis episcopi, quod ego servabo vitam vestram, membra vestra, et honorem vestrum terrenum bona fide, salva fidelitate domini regis. Quo juramento prestito, dicimus quod quilibet de populo levit manum suam versus ecclesiam, et facto silentio, dicat aliquis ex parte episcopi omnibus audientibus sic: Sicuti quilibet istorum juravit pro se, quilibet vestrum jurat pro se, quod servabit domino episcopo vitam suam, et membra sua, et honorem suum terrenum bona fide, salva fidelitate domini regis; et quod populus ita juret, et quod promittant etiam omnes quod libant, cum persona ipsius episcopi, quocumque voluerit, bona fide et sine malo ingenio, dummodo ipsa die ad propria redire possint, sicut consuetum est. Item dicimus quod dictus episcopus post hoc, statim dicat majori, et juratis, et populo sic: Ego Garnerus episcopus consecratus, in virtute consecrationis quam Rcmis recepi, quod ego servabo vos et honorem vestrum, et pacem vestram de qua habetis cartam domini regis, in eo puncto in quo mei predecessores fecerunt, predicta bona fide. Predicto autem arbitrio partes, nobis presentibus, consenserunt expresse, et juramentum predictum, necnon promissionem quam petebat episcopus a dictis majore, et juratis, et populo, major, jurati, et populus, nobis presentibus, presterunt, prout in arbitrio continetur; dicto episcopo reprimissionem faciente, nobis presentibus, que petebatur ** prout in nostro arbitrio plenus est inserta. Nobis etiam mediantibus, omnia quecumque occasione predictarum querelarum ab alterutraque parte invicem acceptata fuerunt, sopita fuerunt omnino. Datum Lauduni, anno Domini m°. cc°. tricesimo nono, feria secunda ante Divisionem Apostolorum. »

* Fol. 64, per se.

** Fol. 64, petebantur.

jure et consuetudinibus archiepiscopatus et omnium ecclesiarum : quod pro pura et simplici intentione fecimus, ut scilicet inde vobis commodum, ex vestro autem commodo, nec ecclesiis, nec nobis ipsis, damnum aliquod aut dehonestas veniret. Vos vero a concessu nostro ulterius evagati, id quod jus est ecclesiarum, non jus esse asserentes, et consuetudines ecclesiarum ab antiquo tempore usitatas, consuetudines esse contradicentes, ecclesiarum dignitati et possessioni impetuose et abrupte derogatis. Super hæc fidelitati vestræ mandamus et precipimus, imo et precari addimus, ut ecclesie beatæ Mariæ, et ecclesiis omnibus, præcipue venerabili ac sanctissimæ sancti Remigii ecclesie jura sua integrâ, et consuetudines per centum annos plus minusve quiete possessas, in pacē dimittatis, neque inde subtiliter controversari addatis, et hanc obstinationem et duritiem erga ecclesias deponatis : alioquin illi ecclesie, et aliis post nos miserabiliter clamantibus, a justitia deesse nec volumus, nec debemus, nec etiam possumus, et hoc nullo modo patiemur. Valete.

LXIX.

EPISTOLA Ludovici VII regis Francorum, ducis Aquitanorum, Ann. 1139.
ad communiam remensem, ut ecclesiis ablata restituat, ac ipsarum justitias, consuetudines et libertates conservet.

Marl., n. 337. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 5.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex et dux Aquitanorum, salutem et gratiam suam. Gravissimum nobis est id quod vos facitis, quod nulla alia communia facere præsumpsit; et modum landunensis communie, qui vobis propositus est, omnino exceditis; et hoc ipsum quod vobis nominatim prohibuimus, scilicet ut villas extrinsecas in communiam vestram reciperetis, hoc confidenter et secure facitis; et redditus consuetudinarios ecclesiarum per multa secula possessos, vel hos ipsi auferitis, vel a subtilis reddi auctoritate communie vestræ prohibetis; et ecclesiis remensis, et canonicis maxime Sanctæ Mariæ quæ modo in manu nostra est, et nullum alium præter nos habet defensorem, libertates et consuetudines et justitias suas vel omnino auferitis, vel maxime diminuitis. Item proprios servientes canonicorum, qui in eadem liber-

tate sunt in qua domini sui, ad redemptionem coegistis, quosdam etiam cepistis, quidam etiam præ timore vestro ecclesiam egredi non audent. Pro his omnibus excessibus jam vobis mandavimus, et nunc mandamus, et præcipimus, quatenus in pace dimittatis, ablata eis restituitis, et ecclesiis ac canonicis justitias et consuetudines et libertates suas integre conservetis. Valete.

LXX.

Vers 1139. EPISTOLA Ludovici VII Francorum regis ad H., ut abstineat a vexatione remensis ecclesiæ ¹.

Marl., n, 217, ex ms. — Gall. christ., ix, 2 [dubis]. — Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 445. — Rec. de pièces concern. les Pairs, pr., p. 10.

LXXI.

Ann. 1139. EPISTOLA S. Bernardi ad Innocentium papam II, qua ei declarat pericula ecclesiæ remensis, ejusque opem postulat.

S. Bernardi Oper., i, 296. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 573.

LXXII.

30 avril 1139. CARTA domini pape ne instituantur nove leges ².

Cart. G du chapitre, fol. 2. — Livre Blanc du chapitre, fol. 122.

Innocentius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis, clero et populo remensi, salutem et apostolicam benedictionem, Justicie et rationis ordo suadet, ut bona cujuslibet vacantis ecclesiæ a nemine

¹ Cette lettre a été oubliée dans le *Rec. des Hist. de Fr.*

² Par une singulière méprise, cette pièce, dans le livre Blanc du chapitre, se trouve à la suite de la charte donnée, en 1198, par Guillaume-aux-Blanches-Mains, afin de défendre aux sujets du chapitre de se réunir en commune aux sujets de l'archevêque. Elle y est attribuée à Innocent III, et porte ce titre : *Confirmacio ejusdem inhibitionis a papa facte*. Par un hasard aussi singulier que la méprise dont nous parlons, la page où Coqueaumont (tom. II, p. 426) rapportait cette bulle sous la date de 1140, et où il dit que l'original est encore conservé au trésor

du chapitre, a été arrachée dans toute la partie qui contenait la citation du texte même. Le chapitre aurait-il voulu faire peser sur l'échevinage émancipé l'anathème lancé contre un premier essai manqué d'émancipation, et rendre par une fraude son premier intérêt à un acte qui, sans cela, eût perdu tout son à-propos? Nous nous le persuaderions difficilement; et nous mettons les deux faits que nous venons de signaler sur le compte de l'ignorance et du hasard. D'ailleurs, soixante-dix ans après Coqueaumont, Marlot (II, 330) indiquait cette pièce sous sa véritable date.

debeant temerarie occupari, sed in eo statu et libertate qua vivente pastore fuerant, conservari. Cujus rei gratia, universitati vestre mandamus et apostolica auctoritate precipimus, quatinus in remensem civitatem novas leges sive consuetudines nullatenus inducat; sed potius ipsam in eo statu et libertate penitus dimittatis, in qua tempore fratris nostri bone memorie R. archiepiscopi vestri noscitur extitisse. Si qui vero communiam facere in eadem civitate presumpserint, hujusce modi factum inritum ducimus, et ne apud vos eadem communia fiat sub pena anathematis, auctoritate apostolica prohibemus. Datum Laterani, 11 kalendas maii.

LXXIII.

EPISTOLA Innocentii papæ II ad Ludovicum VII, cujus precibus inclinatus, licentiam dat eligendi remensis archiepiscopi, ea lege ut rex communiam recens institutam dissipabit¹. Ann. 1138.

Baluz., Miscell., v, 410. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 394.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, carissimo in Christo filio Ludovico, illustri et glorioso Francorum regi, salutem et apostolicam benedictionem. Gaudet agricola si arbor ab illo plantata altis hæret radicibus, et fructum optimum præstat tempore opportuno. Cum ergo, carissime fili, tu nostris tanquam B. Petri manibus sis, ungente Sancto Spiritu, in regem a Domino consecratus, quanto de tuis bonis actibus et successibus jucundius gratulamur, tanto amaricosius, si secus egeris, contristamur. Nec decet regem, ira stimulante, ad illicita verba sive juramenta prorumpere; immo deberet cum magna maturitate et subtili libramine sermones suos actusque pensare, et rerum exitum prævidere. Qui vero sacrosanctam romanam matrem ecclesiam molitur offendere, aut ejus dignitatem minuere, in cælum os ponit, et indignationem de supernis acquirit. Sed quia personam tuam sincera caritate et affectione paterna diligimus, preces tuas admittimus; et compatiētes nobili et famose remensi ecclesie, licen-

¹ Cette pièce importante, inconnue aux historiens de Reims avant que M. Aug. Thierry en eût fait usage (*Lettres sur l'Hist. de Fr.*, p. 394), n'est pas indiquée par Bre-

quigny. Quoiqu'elle ait été éditée déjà deux fois, nous avons cru nécessaire d'en insérer le texte dans notre compilation.

tiam eligendi in archiepiscopum idoneam et honestam personam, quæ tamen non sit regimini episcopatus astricta, canonicis remensis indulgemus. Præcipimus autem ut consilio venerabilium fratrum nostrorum, Gaufridi carnotensis, apostolicæ sedis legati, Hugonis altisiodorensis, Gosleni suessionensis et Alvisi atrebatensis episcoporum, Spiritu Sancto cooperante, id fiat. Et quoniam te Deus in regem eligi et ungi voluit, ut sponsam suam, sanctam videlicet Ecclesiam proprio sanguine suo redemptam, defenderes, et ejus libertatem illibatam servares; per apostolica tibi scripta mandamus, ac in remissionem peccatorum injungimus, quatenus pravos illos Remensium conventus quos *Compagnies* vocant, potestate regia dissipas, et tam ecclesiam quam civitatem in eum statum et libertatem in qua erat tempore egregiæ recordationis patris tui, et fratris nostri Rainoldi archiepiscopi, nuper defuncti, reducas; damna vero quæ ecclesiæ et ecclesiasticis personis a civibus sunt illata, eis facias restaurari. Bonum est tibi ut Deus in hoc seculo de te gaudeat defensore, quam eum, mala non corripiendo, sentias in futuro ultorem.

LXXIV.

- Ann. 1139. EPISTOLA S. Bernardi ad Ludovicum VII, qua excusat se a suscipiendo remensi præsulatu, ad quem electus erat, et ad quem suscipiendum a rege adolescente precibus urgebatur.

Martenn., Amplius collecta, I, 739. — Mabill., Annal. bened., VI, 300. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 573.

LXXV.

- Ann. 1140. EPISTOLA S. Bernardi ad Innocentium papam II, qua remensem archiepiscopum ipsi commendat.

S. Bernardi Oper., I, 187.

LXXVI.

- Ann. 1140. CHARTA Sansonis remensis archiepiscopi qui tradit posterorum memoriæ, regem Ludovicum confessum fuisse, injuste se thesaurariam remensis ecclesiæ Henrico fratri suo contulisse.

Rec. des Hist. de Fr., XVI, 6, ex ms. cod. Ruimartii.

LXXVII.

NOTITIA de dedicatione ecclesie S. Symphoriani a communia^{19 novem-}
fautoribus pollute. bre 1140.

Marl., II, 326, ex Necrologio S. Symphoriani. — Id. ib., 237, ex Martyrologio S. Symphoriani. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 5, in not., ex Marl.

xiiii kalendas decembris anno 1140, dedicata est ecclesia nostra (S. Symphoriani) a D. Milone morinensi episcopo, anno D. Sansonis primo, [quæ?] a duobus communionis nequam fautoribus, Simone scilicet et Albrico, profanata, mundari necessario indiguit: qui hominem sacrilegum, aure truncatum, quem dici nefas est sacerdotem, ipso die Omnium Sanctorum divina celebrare mysteria huc intruserunt.

LXXVIII.

CHARTA qua Bartholomæus episcopus laudunensis testatur, Vers 1140.
Hugonem comitem de Roccio ob deprædationes et dâma terris monasterii S. Remigii hostiliter ab eo inflicta, eidem monasterio multa contulisse¹.

Marl., II, 333.

LXXIX.

NOTITIA de obitu Hugonis archidiaconi remensis.

24 mars
1141.

Necrológ. eccl. rem.

viii kalend. april. obiit Hugo archidiaconus, nepos domni Radulphi archiepiscopi, qui domum suam in manu domni Sansonis archiepiscopi reliquit, qui de ea ita disposuit: Capitulo eam donavit, et claustralem fecit, et ita ordinavit, ut quocienscumque de persona in personam transferretur, persona possideus hospitali S. Marie xl. solid. persolveret, et canonicis in communi ii modios vini probati donaret, singulis annis persolvendos, dum eam teneret. Pro eodem etiam Hugone debent distribui lx solid. qui accipiuntur in molendinis Foleres quos reddunt misse².

¹ Cette pièce est omise par Brequigny.

² Marlot place la mort de cet archidiacre au 4 des ides de septembre. Effectivement, à cette date noire nécrologe indique un archidiacre du même nom, mais ne dit pas qu'il ait été neveu de l'archevêque Radulphe.

De plus, Marlot donne pour date de l'année où est mort Hugo, 1139. Ce que nous avons dit plus haut de l'époque de l'élection de Sanson, nous empêche d'adopter sa manière de voir.

LXX.

Ann. 1142. PRIVILEGIUM Sansonis remensis archiepiscopi de tribus placitis, de gisto sive procuratione domini regis, de via romana et de emptione terre et rebus aliis.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 1.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Ego Samson divina miseratione Remorum archiepiscopus licet indignus, universis sancte matris Ecclesie filiis imperpetuum. Cum nos divine dispositionis censura ecclesiis suis prefecerit, et pastores in populo suo dici et utinam esse, statuerit; certum est ad nos respicere quicquid a subditis delinquitur, nisi eorum errata, juncta judicio misericordia, per nos in quantum scimus et possumus, justa animadversione corrigantur. Unde, ut quod dicimus manifesta rerum luce pandamus, notum fieri volumus tam presentibus quam futuris omnibus in Christo fidelibus, quod homines de villa Sancti Theoderici, et homines ad ipsam villam pertinentes, tria placita generalia ecclesie Sancti Theoderici et ipsius loci abbati, ex antiqua consuetudine et antiquo jure, singulis annis, persolvere debent; in primis duobus placitis, denarios secundum quod abbati visum fuerit; in tercio vero, vinum juxta ipsius abbatis placitum, et officialium suorum; scilicet in Natale Domini, et in Pascha, denarios; vinum in festo Sancti Remigii. In procuratione vero regis si Remis advenierit, terciam partem homines predictae ville cum suis appendiciis, ex antiquo persolvere debent, cum ecclesia altovillarensi, et ecclesia Sancti Basoli*. Quod si abbas Romam quacumque necessitate profectus fuerit, vel terram in opus monasterii emerit, seu annonam vel vinum in usus fratrum emere necessitas poposcerit, seu quolibet

* Ce passage ne pourrait-il pas fournir un argument plausible à ceux qui croient aux anciennes immunités de la bourgeoisie rémoise? Ne pourrait-il pas leur servir à prouver que l'archevêque d'abord, puis ses vassaux féodaux, ou les communités soumises à sa juridiction, comme l'étaient les trois abbayes de Saint-Thierry, de Saint-Basle et d'Hanvillers, supportaient seules les frais du gîte que le roi prenait à Reims, avant que la cérémonie du sacre eût rendu ce gîte assez

onéreux pour qu'une partie des frais qu'il occasionnait fût rejetée sur les bourgeois de Reims, qui dans le principe en étaient exempts? — Nous ne le croyons pas, et nous pensons que la bourgeoisie rémoise contribuait aux frais de gîte concurremment avec les abbayes, et sans doute aussi avec les habitants des chatellenies archiepiscopales, qui, seuls, l'aiderent plus tard à s'acquitter de cet impôt onéreux dont les trois abbayes se trouveraient exemptées.

manifesta necessita (*sic*) monasterio incubuerit, ipsi secundum quod ratio postulaverit, abaque ulla contradictione, de suo ecclesie adju-
mentum debent prestare. Denique ipsi homines contra hec ecclesie
jura infideliter egerunt, et predictas pensiones in denariis et in vino
secundum placitum abbatis, se nullatenus deinceps persoluturos, sed
quod in Nativitate Domini duos tantum denarios, in Pascha similiter
duos, in festivitate vero sancti Remigii duos tantum sextarios vini,
singuli tam pauperes quam divites ecclesie darent, ~~climculo~~ juraverunt,
et sic per aliquod tempus fecerunt. Nos igitur petitionibus dilecti filii
nostri Hillini abbatis Sancti Theoderici humillime opem mendicantis,
ut justum est, condescendentes, consilio episcoporum, et auxilio opti-
matum et fidelium nostrorum, effecimus, quod predicti homines jura
Sancti Theoderici et abbatis sicut prescripta sunt, in presentia nostra
et totius curie nostre recognoverunt, et a se et a successoribus suis per-
petuo tenenda sacramento firmaverunt; necnon que illicite juraverunt,
abjuraverunt et insuper obsides nobis dederunt. Ut autem hujus nostre
constitutionis series rata et inconvulsa in posterum permaneat, nostro
caractere, et probabilium personarum intitulatione, eam corroborari feci-
mus. S. Josleui suessionensis episcopi. S. Joffridi catalaunensis episcopi.
S. Odonis abbatis Sancti Remigii. S. Hillini abbatis Sancti Theoderici.
S. Nicholai abbatis Sancti Nicholasii. S. Ursionis abbatis Sancti Dyonisii.
S. Guillelmi, S. Hugonis archidiaconorum. S. Leonis decani. S. Gervasii
cantoris. S. Henrici, S. Gregorii, S. Haimonis presbyterorum. S. Boso-
nis, S. Ragineri, S. Amalrici, S. Rogeri, S. Guidonis subdiaconorum.
De militibus, Manasses subvicedominus, Heribertus dapifer, Paganus
panetarius, Ottramnus, Gerardus de vico Judeorum, Ernaldus, Ber-
tramnus, Richerus frater ejus, Petrus de Sancto Remigio, Thomas fra-
ter ejus, Hugo Coxardus, Robertus filius ejus, Rainaldus, Symon filius
ejus, Radulfus, Balduinus, Gervasius frater ejus. Illi omnes affuerunt
et testes inde habentur. Actum Remis, anno incarnati Verbi m° c° xl°
ii°, indictione iii°, regnante Ludovico Francorum rege anno vi°,
archiepiscopatus autem domni Samsonis anno ii°. Drogo cancellarius
recognovit, scripsit et subscripsit.

¹ Dans cet acte l'indiction est encore en retard d'une année.

LXXXI.

Ann. 1143. CHARTA qua Sanson archiepiscopus remensis, ecclesiam B. Marie de Castello Portuensi, in manibus suis dimissam per Henricum comitem, et Clarenbaldum de Roseto, ut ipsam tradat monasterio S. Nicasii, eidem monasterio possidendam perpetuo concedit.

Marl., II, 337, fragm.

LXXXII.

Ann. 1143. PRIVILEGIUM Sansonis remensis archiepiscopi, Josleni suessionensis episcopi et Bartholomei episcopi laudunensis de Triniaco et de vicecomitatu ejusdem.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 84, verso.

Sanson Dei gratia Remorum archiepiscopus, Jolienus (*sic*) suessionensis, et Bartholomeus laudunensis episcopi, Heluino venerabili abbati Sancti Theoderici, ejusque successoribus canonice substituendis imperpetuum. Que in presentia nostra ad pacem et quietem ecclesiarum ac monasteriorum stabilimur, firma volumus et illibata persistere. Vestrīs itaque justis petitionibus annuentes, concordiam que facta est inter vos, et domnum Levulfum et filium ejus Ebalum coram nobis, presentibus etiam venerabilibus personis tam clericorum quam laicorum, notitie presentium ac posterorum per presentem scripturam, commendare curavimus. Predictus siquidem Levulfus, et filius ejus Ebalus, multa et gravia mala longo tempore fecerant hominibus de Triniaco villa beati Theoderici, exigentes ab eis que non debebant. Tandem vero per misericordiam Dei injusticiam suam recognoscentes, quod comiserant per vadium emendaverunt, et que in predicta villa de vicecomitatu jure habere debent, exponi et scripture commendari concesserunt; pollicentes se ea que inter tantos viros cognita erant et approbata, deinceps observaturos, nec amplius ab hominibus predietę ville exacturos. Hec est autem constitutio quam utraque pars approbavit et scribi jussit. In Triniaco vicecomitatus sic est, sicut in villis et potestatibus vicinis, scilicet Chalona et Chanaia et tota abbatia; vicecomitis sunt latro, falsa mensura, et inventio pecunie, rotagium de vino vendito, sesterlagium annone et foragium vini, si intra villam venduntur. Si tamen

latro infra ambitum atrii, vel intra curtem abbatis, captus fuerit a servientibus abbatis vel ministris, tenebitur; et si cis ita visum fuerit, verberabitur et expoliabitur; deinde sciente ministro vicecomitis, dimittetur ita plane, ut si voluerit, eum possit capere. Mensuram ville faciet vicecomes, sed per scabiosos et homines ville. Intra curtem vero abbatis, serviens ecclesie vel monachus faciet mensuram suam secundum mensuram ville, ad decimas suas suscipiendas, vel alios ecclesie redditus in annona et vino et hujusmodi; et hec mensura non pertinet ad vicecomitem, sed pro redditibus abbatis suscipiendis liberum cursum per villam habebit. Si vicinus de vicino clamarem (*sic*) fecerit, de eis rebus que ad vicecomitatum pertinent, vicecomes justitiam tenebit, et super hoc cum opus fuerit, in villa placitabit, sed per scabiosos et homines ville; propter quod ipsi scabini, cum fidelitatem jurabunt abbati, fidelitatem etiam jurabunt vicecomiti, et omnibus dominis vel vassallis qui in ipsa villa terras possident, et omnibus hominibus ville. Cum autem placitare, sicut dictum est, voluerit, ipsos scabiosos non ipse submonebit, sed a villico abbatis, sive ministro, mandabit sibi eos delegari. Quod si forte villicus illa die facere neglexerit, minister vicecomitis alio die illos ipse submonebit, et si ad minus duo scabinorum ad placitum venerint, satis erit vicecomiti, dummodo habeat qui in placito suo iudicium faciant ei. Quod si ad placitum nullus scabinorum venerit, et vicecomes in placito sederit, emendabunt ei scabini qui moniti fuerint omnes una lege, scilicet quinque solidorum. Abbas vero quia dominus est ville, pro districto suo duos solidos et dimidium habebit. Postea vicecomes ad placitum suum de integro redibit. Si vero rusticus ipsa die qua monitus fuerit presens aderit, et vicecomes non affuerit, rusticus liber abibit. Iterum rusticus liber abibit, si vicecomes ipsa die non acceperit quod ei de rustico iudicatum fuerit; quippe qui in alteram diem illud prolongare non poterit. Si ipse etiam vicecomes vel ejus minister quempiam invenerit bonam eradicantem, vel cum aratro viam publicam suffodientem, non poterit illum submonere, nec ille submonicionem ejus recipiet, nisi presens sit et loquens vicinus qui de eo clamorem fecerit. Servicentem sive vicarium de vicecomitatu suo non debet habere nisi de hominibus ville. Tallias vel exactiones in villa nullas peni-

tus habebit. Ab introitu ville ex parte Nocturniaci, per mediam villam usque ad finem ejus ante curtem abbatis, debet currere mensura partice et non alibi. Quod si de aliquibus supradictorum inter abbatem et vicecomitem controversia vel discordia aliquando orta fuerit, in presentia remensis archiepiscopi et laudunensis episcopi, vel amborum, vel alterius, de pace secundum tenorem scripti conservanda tractabitur; et si quid inter eos pro hac re male actum fuerit, ibidem corrigetur. Statutum est enim quod idem scriptum sigillis archiepiscopi, et episcoporum premunitum, uterque, abbas scilicet et vicecomes, habebit, in quo predicta omnia annotata erunt. Si quis autem eorum aliquo casu suum perdiderit, alterum non ideo minus ratum habebitur. Ut autem hec constitutio non solum in presenti sed et futuris temporibus rata et inconvulsa teneatur, illam sigillorum nostrorum impressione et probabiliu persouarum attestacione muniri precepimus. Testes inde sunt qui huic compositioni affuerunt: Guillelmus et Ilugo archidiaconi, Drogo prepositus, Leo decanus, Rogerus et Petrus presbyteri; Boso diaconus; Amalricus, Rogerus, item Amalricus subdiaconi; Raimundus legisperitus, Bartholomeus laudunensis thesaurarius, Robertus cappellanus, Anselmus et Girardus, Rodulfus suessionensis archidiaconus, Johannes cappellanus, Ilugo subdiaconus; Erthaklus de Roccio cujus ore predicta determinata fuerunt. Actum Remis, anno incarnationis dominiue $\text{M}^{\circ} \text{C}^{\circ} \text{XL}^{\circ} \text{III}^{\circ}$, indictione VI° , regnante gloriosissimo Francorum rege Ludovico anno VIII° , archiepiscopus autem domini Samsonis anno III° . Drogo cancellarius scripsit et subscripsit.

LXXXIII.

Ann. 1143. EPISTOLA S. Bernardi ad Goslenum episcopum suessionensem et Sugerium abbatem S. Dionysii, qua queritur apud eos de iniuris regis molitionibus adversus Theobaldum comitem et archiepiscopum remensem et alios contra pacem initam.

S. Bernardi Oper., t. 206. — Annal. cisterc., t. 421. — Duchesn., Hist. Franc. script., IV, 452. — Murl., II, 329 (oublié par Brequigny). — Rec. des Hist. de Fr., XV, 588.

* L'année VII du règne de Louis VII ne commence qu'en août 1144.

LXXXIV.

EPISTOLA S. Bernardi ad Stephanum episcopum prænestinum et cardinalem, de regis Ludovici malefactis et injuriis in ecclesiis, præsertim in ecclesiam remensem. Ann. 1143

S. Bernardi Oper., I, 208. — Baron., *Annal.*, XII, 297. — Duchesn., *Hist. Fr. script.*, IV, 453. — Bzovii *Hist. eccles.*, II, 315, *fragm.* — *Annal. cisterc.*, I, 441. — *Rec. des Hist. de Fr.*, XV, 501.

LXXXV.

CARTA de molendino de Reteste subtus Accium et de furio domus nostre [S. Remigii]. Ann. 1144.

Cart. A de Saint-Remi, p. 450.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Ego Sanson divina miseratione Remorum archiepiscopus, universis sancte Ecclesie filiis in perpetuum. Equitatis et ordinis nostri ratio exigit, ut nos qui in summi pastoris domo dispensatoris locum, licet indigni, sortiti sumus, tranquillitati et paci ecclesiarum, pro injuncto nobis officio provideamus, et pro fratribus Deo et sanctis ejus famulantibus solliciti simus. Unde fieri volumus notum tam presentibus quam futuris, quod Albricus Matramnus et Gilo filius ejus, cum uxoribus et filiis eorum, assensu etiam Guiteri regitestensis comitis, et Beatricis comitisse, et filiorum eorum Johannis et Manasse, medietatem molendini in fluvio Axone, subtus villam que Accium vocatur, beate Marie, et sancto Remigio, et monachis de Regiteste, pro remedio animarum suarum, cum omnibus ad molendinum pertinentibus, in elemosinam dederunt. Statutum est etiam quod si predicti monachi et Gilo, unum molendinum, aut plures insimul edificaverint, tam in justicia, quam in annona, et piscibus, et in molendinario substituendo, et in ceteris omnibus, participes erunt. Processu denique temporis predictus Gilo, cum matre et uxore et filiis ejus, assensu predicti comitis, et uxoris sue, et filiorum suorum, eadem supranominatis monachis liberam facultatem faciendi furnum intra curiam suam, ad opus suum tantum, ob remedium animarum suarum et antecessorum, concesserunt. Ut autem hujus rei constitutio, que in presentia nostra facta fuit, rata

impositum et inconvulsa permaneat, ymaginis nostre impressione, et probabilium personarum intitulatione, eam corroborari fecimus. Signum Josleni suessionensis episcopi. S. Bartholomei laudunensis episcopi. S. Guidonis cathalaunensis episcopi. S. Nicholai cameracensis episcopi. S. Odonis abbatis Sancti Remigii. S. Nicholai altovillarensis abbatis. S. Manasse abbatis Sancti Basoli. S. Willelmi abbatis Sancti Nichasii. S. Bosonis archidiaconi. S. Drogonis prepositi. S. Leonis decani. S. Gervasii cantoris. S. Symonis Senonis archidiaconi. S. Gregorii, S. Rogerii presbiterorum. S. Ragineri, S. Johannis dyaconorum. S. Rainaldi prioris. Signum Jocelini. S. Ernulfi. S. Radulfi. S. Philippi sacerdotis. Actum Remis, anno incarnati Verbi millesimo centesimo quadragésimo quarto, indict. vii^a. Regnante Ludovico Francorum rege anno viii^o, archiepiscopatus autem domni Sansonis anno v^o. Drógo cancellarius recognovit, scripsit et subscripsit.

LXXXVI.

Ann. 1145.

DIPLOMA Conradi regis II, quo prædia ibi memorata, monasterio S. Remigii donata, Marsham scilicet, Littam et alia quædam confirmat; ac advocatie jura declarat.

Miræi Opera diplomatica, I, 105. — Marten., Ampliss. collect., I, 778. — Marl., II, 351, fragm. (Omnia per Brequigny.)

LXXXVII.

Ann. 1145.

CARTA de duobus denariis quos illi de Villare Allerani debent ter in anno, unoquoque termino, pro quârtero terre; ceteris omnibus iusticiis, abbatibus et prepositis Sancti Remigii, manentibus in eadem villa.

Cart. A de Saint-Remi, p. 508.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Ego Odo Dei gratia abbas Beati Remigii, et conventus ecclesie nostre, notum fieri et certum volumus tam presentibus quam futuris, nos concessisse et firmasse, consilio fidelium nostrorum, hominibus de Aleranni villa et filiis eorum in perpetuum, ut de unoquoque quârtero terre persolvant B. Remigio duos denarios ad unumquodque placitum quod agit ter per an-

num. Sciendum vero quod ceteræ omnes justiciæ, in prædicta Alemani villa, abbatibus et prepositis B. Remigii manent et manebunt, sicut erant antiquis diebus; et ejusdem ville homines veniunt ad placita, quod vulgo dicunt, *vestient placita*, ter in anno, et in festo S. Johannis, sicut solent et debent facere antiquitus. Quod decretum et que conventio ut in posterum jam dictis viris, et eorum filiis inconvulsa et illibata maneat, nec per succedentia tempora aliquis violare et infringere valeat, auctoritate sigilli B. Remigii, et incisione circographi, que etiam apud veteres plurimum valuit, confirmamus, et munimus; et testes idoneos subnotamus: Rainaldus prior, Gaucernus supprior, Haidericus, Jocelinus, Johannes prepositi, Hugo, Almus, Gervasius capellani, Petrus cellerarius, Girardus et item Girardus dyaconi. De laicis, Thomas villicus et Thomas nepos ejus, Thomas etiam decanus; Symon, Lambertus et Gauterus scabini; Balduinus et Bartholomeus servientes abbatibus. Actum est hoc anno dominice incarnationis millesimo centesimo quadragésimo quinto.

LXXXVIII.

PRIVILEGIUM Eugenii pape muniens nos [monachos S. Remigii], et confirmans in omnibus possessionibus nostris, et privilegiis regum et pontificum; et quod nullus capellas aut monasteria in nocumentum nostrum, sine nostra licentia, faciat. **Expresse nominat quasi omnia que possidemus.**

Cart. B de Saint-Remi, p. 14. — Cart. A de Saint-Remi, p. 6.

Eugenius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Oddoni abbati S. Remigii remensis monasterii, ejusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis. In perpetuum memoriam..... Dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et præfatum monasterium in quo divino participati estis obsequio, sub B. Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus; statuentes, ut quascunque pos-

* Ces échevins, comme les sergents dont le nom suit le leur, sont évidemment les officiers du bailli Saint-Remi. Cette charte, curieuse sous plus d'un rapport, est la quatrième qui, depuis la période romaine, nous offre l'indication d'officiers municipaux appartenant à la ville de Reims, ou établis dans des localités qui en dépendent.

sessions, quaecumque bona in presentiarum juste et canonice possidentis, aut in futurum concessionem pontificum, liberalitate regum, largitione principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poteritis adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : Castrum ipsum in quo beatus Remigius requiescere creditur, cum omni immunitate et libertate a Francorum regibus vobis concessis, et scriptis eorum firmatis, et omnibus appenditiis suis burgum extra, cum omni iusticia et potestate; necnon medietatem telonei, foragii et roatici; minaticum etiam burgi, cum omnibus que ad ipsum pertinent, exceptis quinque modis frumenti qui pro medietate ipsius minatici, remensi archiepiscopo ab eadem ecclesia annis singulis persolvuntur, quemadmodum a predecessore nostro felici memorie papa Innocentio, per dispositionem et ordinationem venerabilium personarum, G. carnotensis episcopi tunc apostolice sedis legati, Josleni suessionensis, Gaufridi cathalaunensis, A. attrebatensis episcoporum, et Bernardi clarevallensis atque Hugonis pontiniacensis abbatum, iura Rainaldum archiepiscopum et Oddonem abbatem, approbatum et confirmatum est; forum a festivitate S. Celine matris B. Remigii, usque in vigiliam apostolorum Symonis et Jude. In episcopatu remensi ecclesiam SS. martyrum Timothei et Apollinaris, cum omnibus que ad eam pertinent; ecclesiam S. Juliani sine personatu; Saticum cum ecclesia; Columnas cum ecclesia; Genvereynum, Sarpeicurtem, Dussellum, Grauhennam, Corbiniacum cum appenditiis suis, Gersonem; ecclesiam S. Mariæ in burgo regitestensi cum appenditiis suis, scilicet ecclesiam Viniaci, ecclesiam Aventionis, ecclesiam Barbei, ecclesiam de Pertis, ecclesiam de Tennione cum omnibus que ad ipsas ecclesias pertinent; Erpeium cum ecclesia; Vilare S. Remigii cum ecclesia; Salicem S. Remigii et Roseium cum ecclesiis; Basilicam curtem, et Insulam, et Pumaclum, cum ecclesiis; Bainam, Nocerim, Moscherium, cum ecclesiis; Villare Aleranni, Risleium in montanis, Caniacum, cum ecclesiis; Villare in silva; Condatum cum ecclesia; Gehenne-villam et Pooriam cum ecclesiis; Caniacum cellam, et Alendensium,

¹ Ailleurs, *Vinacri*.

cum ecclesiis; Baironani, Pontem Bairi, Tasnani cum ecclesiis; Tasnani, Hermundi villani, Crusniacum et Serzeium cum ecclesiis. In episcopatu cathalaunensi : ecclesiam S. Martini Curtis Ausoriam sine personatu; Ibrays cum ecclesia; Villare cum ecclesia; Beloum cum ecclesia; Aisencella cum ecclesia; Furneum; Valeria, Lupimontem cum ecclesiis. In episcopatu laudunensi : Moncellum cum ecclesia. In episcopatu attrebatensi : ecclesiam S. Johannis Baptiste de Hodan cum appenditiis suis; Beldin cum ecclesia, altare de Monci; capellam de Luere. In episcopatu moriensis : Nelis cum ecclesia, cum omni libertate. In episcopatu avenionensi ecclesiam S. Martini, et medietatem ville que dicitur ad S. Remigium. In episcopatu Aqvensium : ecclesiam S. Martini de Triola; ecclesiam S. Martini de Marcilliana; ecclesiam S. Marie de Ventebran; ecclesiam S. Michaelis de Finistella que nunc dicitur Volta, cum appenditiis suis. In episcopatu leodicensi : Smarum cum ecclesia et appenditiis suis; capellam de Ambe; capellam de Squimorte; capellam de Heustan et de Borma; Selvaux cum ecclesia; ecclesiam Squime; ecclesiam de Olobergis; Littam cum ecclesia et pertinentiis suis; Coyoziam, Retinas, et Angledunam cum pertinentiis suis. In episcopatu magnitudinis : Coslam cum ecclesiis et appenditiis suis; ecclesiam B. Martini de villa S. Remigii, sicut a predecessore nostro... papa Calixto vobis adjudicata est et scripto suo firmata cum medietate ipsius villae et ecclesiam de Marsa quemadmodum a predecessore nostro.... papa Innocentio vobis concessa est; iudicium preterea quod a J. messoniensi et M. Tarnuensi episcopis et aliis honestis personis, in presentia Sansonis recondensis archiepiscopi, inter Gislam, matronam et ecclesiam B. Remigii rationabiliter factum est. Prohibemus insuper, ut nullus infra parrochias vestras novam ecclesiam aut capellam, in dampnum vestrarum antiquarum, absque assensu vestro, edificare presumat. Omnes autem ecclesias que de jure ejusdem monasterii esse noscuntur, ab omni personali successione libera manere censemus. Decernimus ergo ut nulli dampno...

Ego Eugenius catholice Ecclesie episcopus signavi. Ego Guido presbiter cardinali tituli S. Crisogoni, SS. Ego Rainerius presbiter card-

nalis tituli S. Priscæ, SS. Ego Julius presbiter cardinalis T. S. Marcelli, SS. Ego Nicolaus P. C. T. S. Cyriaci, SS. Ego Wido P. C. T. SS. Laurentii et Damasi, SS. Ego Ubaldus P. C. T. S. Crucis in Jerusalem, SS. Ego Villanus P. C. T. S. Stephani in Celio monte, SS. Ego Albertus P. C. T. S. Anastasie, SS. Ego Albericus hostiensis episcopus, SS. Ego Imarus episcopus tusculanus, SS. Ego Oddo diaconus cardinalis S. Georgii ad Velum aureum, SS. Ego Johannes diaconus cardinalis S. Adriani, Ego Jacinthus diaconus S. Mariæ in Cosmydyn, SS. Ego Jordanus romanæ ecclesie diaconus cardinalis SS. Ego Cinctus diaconus cardinalis, SS. Sergii et Bachi, SS.

Datum Vetrallæ, per manum Roberti S. romanæ ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii kalend. januarii, indict. viii^a, incarnationis dominicæ anno dⁿⁱ c^o xi^o v^o, pontificatus vero domini Eugenii III pape anno primo.

LXXXIX.

Paris 1145⁷⁶. PRIVILEGIUM Petri (sic) abbatis de Bucillis, de Roberto, et Warino, et familia eorum commorantibus apud Villarem Francorum.

Cart. de Saigi-Thierry, fol. 27, verso.

Ego Azo³ dictus abbas Sancti Petri Bucelleis, notum volo fieri tam presentibus quam futuris, quod concessi sancto Theoderico hominem quendam Robertum nomine, quem habebat in Villa Francorum, liberum facium, cum duabus mulieribus, quarum una Berta dicitur, altera Riculdis, cum filiis suis; ita sane quod ipse homo redemit se à me et à

³ Ces trois dernières signatures sont omises dans la cart. B.

⁴ Cette indiction a été retouchée dans les deux cartulaires de Saint-Benoît. Il y avait, à ce que nous avons cru lire, indict. xiii; on a gratté le x, et on y a substitué un v, de manière à faire viii.

⁵ Ce mot ne se trouve pas dans les catalogues des abbés de Bucilly. Le monastère de Bucilly, fondé en faveur d'une communauté de femmes, passa en 1148 à l'ordre des Prémontrés. Mais une lettre du Raoul le comte de Vermandois, lettre que Malouin

avait tirée du cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs, fait voir qu'en 1144 et 1148 Bucilly avait été donné à cette dernière abbaye. Azo est sans doute celui qui aura régi Bucilly dans l'intervalle qui s'écoula entre la déposition des religieux, premières propriétaires, et la prise de possession définitive des Prémontrés. Le nom de Gérard de Roncey vient à l'appui de la date que nous assignons à cette chartre dans laquelle il figure, car nous avons déjà vu ce nom dans des actes de 1125, 1129, 1138.

domino Gerardo de Roccio qui advocatus erat, et ambas mulieres cum filiis, pæcio duodecimlibrarum. Et dominus Gerardus concessit coram multis testibus ante sanctum altare, et fecit quipire uxorem suam et filios suos. Hoc ego confirmo, et Guillelmus prior, et Bertherus subprior, Gruberius cantor, Werricus castus, Ewardus cellerarius, et totus conventus. Testes affuerunt Azo de Roccio, Werricus decanus, Baldinus villicus, Heribertus decanus, Warinus de Mellegio et Hayricus, Haimo, Wasterus cognomento Liroth, Theodericus et Dominicus et Albricus de Villa Francorum.

XO.

Epistola Eugenii papæ III ad Samsonem remensem archiepiscopum, cui scribit se ei pallium abstulisse, eo quod Ludovicum Francorum regem coronare in urbe bituricensi, appellatione ad sedem apostolicam contempta, presumpserit; et bituricensem ecclesiam a divinis officiis interdictam, cum Goslensio Goslensioensi episcopo et aliis ejus suffraganeis, invaserit.

30 mars
1140.

¹ Labbe, Bibl. mas., II, 88. — Concil. Labb., I, 1189. — Concil. Hard., VI, part. II, 4281. — Marl., II, 347. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 439.

XCI.

Epistola Eugenii papæ III ad abbatissam et moniales S. Petri remensis, quæ controversiam dirimit inter eas et monachos S. Nicasii, de calciata juxta castrum de Thur.

23 avril
1140.

Mortean., Ampliss. collect., II, 627.

XCII.

Epistola S. Bernardi ad Eugenium papam III, qua scribit sibi displicere severiorem in Samsonem remensem archiepiscopum sententiam, et sublatum usum pallii ¹.

Ann. 1146.

S. Bernardi Oper., I, 246. — Baron., Annal., XII, 392. — Annal. cisterc., II, 35. — Marl., II, 348. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 602.

¹ Voyez les notes de Mabillon sur cette lettre. (S. Bern. Oper., I, 246.)

XCIII.

Paris 1137,
25 mars.

De Castello Portuensi et alodio de Ham privilegium Eugenii
pape III.

Cart. de Saint-Nicolas, fol. 23, verso, n. cxxxiii.

Bugnius.... dilecto filio Johanni abbati S. Nicolai.... Ex venerabilis patris nostri Sansonis reimsensis archiepiscopi litteris intelleximus, quod Henriens comes, cum uxore et filiis, et Clarembaldus de Roseto, similiter cum uxore et filiis, divini amoris ignis succensi, et karissimi filii nostri Bernardi clarevallensis abbatis exhortationibus incitati, ecclesiam B. Marie de Castello Portuensi quam contra iusticiam, et animarum suarum salutem hereditarie possidebant, pro peccatorum suorum remedio, in manu ipsius archiepiscopi libere et absolute refutaverunt; rogantes ut eandem ecclesiam B. Nicolai monasterio concederet, ut monasticum ordinem in ea ordinaret. Qui preces ipsorum libenter admisit, et eandem ecclesiam cum omnibus ad eam pertinentibus prefato monasterio ad statuendum in ea monasterii ordinem concessit et scripto suo firmavit. Eandem concessionem vel donationem... confirmamus.... Quicquid etiam Arnulphus de Gest de jure suo in alodiis et in ceteris, predecessori nostri fidei memorie pape Innocenti hec non etiam venerabilis fratris nostri Alberonis leodicensis episcopi consilio et assensu, iuste et canonice vobis concessit, vobis et ecclesie vestre nichilominus confirmamus. Istam terram videlicet quam ipse Ar. et frater ejus Johannes jure hereditario possidebat; ad Ham dimidium alodium in campis, pratis, silvis et quicquid ibidem possidebat; alodium in Vesua villa; alodium de Resbais; alodium de Hesbais; alodium de Rümestat cum decima de Gazencourt. Si quis autem contra... etc., etc.

Data Suprii xiii kalend. aprilis.

XCIV.

Entre no-
vembre 1136
et avril 1137.

Privilegium Sansonis reimsensis archiepiscopi, et Bartholomaei
laundunensis episcopi de vicecomitatu de Triguaco.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 90, verso.

Cet instrument est indiqué dans le *Gall. christ.* n. 219.

Sansouy Dei gratia Remorum archiepiscopus, et Bartholomeus huiusmodi episcopus, dilecto filio Ardrico monasterii beati Theoderici abbati et eius fratribus monasticam vitam professis, eorumque successoribus in monastici ordinis observantia permansuris, in perpetuum Pontificali officii non hortatur, immo compellit, auctoritas, pro statu ecclesiarum et monasteriorum sollicitos esse, et illorum quieti et paci, auxiliante Deo, providere. Vestris itaque petitionibus, frater in Christo carissime, debita caritate annuentes, presenti scripturæ commendare decrevimus, quomodo vicecomitatus de Tergueio datus sit vobis et fratribus vestris successoribusque vestris et illorum. Ebalus quidem filius Levulfi vicecomitatum illum tenebat, et illum dedit beato Theoderico et vobis vestrisque successoribus perpetuo tenendum. Nicholaus autem de Cartelandonis et frater eius, partem illius vicecomitatus tenebant in feodum ab eodem Ebalis, ac tamen quod nullum submouitionem in predicta villa facere poterant, sed si placitum fuerit in eadem villa de vicecomitatu, et inde abbas aliquid haberet, duas partes sibi retinebat, et tertiam partem illis dedit, et de rotacione medietatem habebunt, et illud dominum quod Ebalus in hoc habebat vobis incesoribusque vestris donavit. Dedit et idem Ebalus beato Theoderico, et vobis vestrisque successoribus, decem solidos et dimidium census, et sex molios vinatiorum, et si plus censuum et vinatiorum in eadem villa habebat, et hominem quemdam, et quæcumque habebat in eadem villa, præter casatos milites quos retinebat. Hanc autem donationem laudaverunt axor eius, Levulfi pater eius, Gundo canonicus et Guermundus frater eius. Ipse etiam Ebalus in fide sua promisit, quod si calumpnia aliqua inde oriretur, ipse vobis vestrisque successoribus guarans esset ubi iustum esset. Postmodum vero Hugo frater domini Nicholai de Cartelandonis, partem ejusdem vicecomitatus quam ab eodem Nicholao in feodum tenebat, in manu ipsius reddidit, et in fide promisit quod partem illam verquamque alterius requireret, et si quis abbatem inde inquietare vellet, ipse inde guarans esset. Dominus autem Nicholaus frater eius hujus promissionis se pignus fecit. Patres et comes de Rodio Hugo Cantileus de cuius feodo erat predictus vicecomitatus, et prenomminatus Ebalus et domnus Nicholaus de Cartelandonis, domum illius vicecomitatus super altare

beati Theoderici obtulerant, bona fide concedentes ut locum illud
futuris temporibus jure potestate abbatis et monachorum beati Theoderici
eorumque successorum conservaret, et ab eis in pace et quiete
teneatur. Hoc etiam quod inde factum est uxor predicti comitis nobilis
comitissa, et filii ejus Gualcherus, Ebalus, et Hugo, laudaverunt,
et se observaturos bona fide spondederunt. Ut autem hoc concessio et
obligatio rata permaneat et non vacillet, et privilegium hoc pondus aucto-
ritatis habeat, sigillorum nostrorum impressione, et probabilium per-
sonarum illustratione, illud manifesti precepimus. Testes inde habentur
Boso et Bartholomaeus archidiaconi, Drogo prepositus, Leo decanus,
Gregorius cantor, Henricus, Rogerus et Haymo presbiteri, Simon,
Rahnerus et Jullianus diaconi, Girardus et Guido subdiaconi, magister
Gualterus, Guiterus comes registesterius, Manasses subvicecomes,
Paganus Balen, Ulfyas major, Herbertus decanus, Asso, Odo Camisia,
Hugo villicus, Bertramus, Hamardus.

De eodem et de eadem villa.

*Cart. de Saint-Thierry, fol. 83.

In nomine Sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, Ego Hugo Gualcherus comes Rocci tam presentium quam posterorum, uti pro presentem scripturam significare dignum duxi, quod Ebalus Levolfi filius vicecomitatus de Triniaco a me in feodum tenebat; partem autem alius vicecomitatus domnus Nicolaus de Carlelandous ab eodem Ebalio in feodum habebat, quam partem apse Nicolaus fratri suo Hungari in feodum dederat. Predictus vero Ebalus in expeditionem litteris simultanum cum domino rege Luvovico et aliis principibus profecturus, ut haberet unde in via sustentaretur.

predictum vicecomitatum abbati Sancti Theoderici Aldrico et monachis vendidit, et me tam per se, quam per amicos suos barones meos, multiplices precum instantis exorare studuit, ut pro amore Dei in ejus servitium profecturus essem, et pro amore amicorum suorum, vicecomitatum illum beato Theoderico et predicti abbati eorumque successoribus, contraderem perpetuo jure libere et quiete possidendam. Ego autem pro amore Dei, et beati Theoderici, et predicti abbatis, et monachorum, et pro amore prenominati Ebalii, et amicorum suorum, petitionem ipsius benigne exaudivi; et ego, et idem Ebalus, et Nicholaus de Capetelaudonis, donum illius vicecomitatus super altare beati Theoderici abtulimus bona fide, concedentes ut donum illud futuris temporibus juri ac potestati abbatis et monachorum beati Theoderici eorumque successorum conservetur, et ab eis impaxe et quiete teneantur. Hugo autem frater domini Nicholai partem ejusdem vicecomitatus quam ab eo in feodum tenebat, iurandi ipsius reddiderat, et in fide promiserat, quod partem illam nequaquam amplius requireret, et si quis abbatem et monachos inde inquietare vellet, ipse inde garantus esset. Dominus vero Nicholaus frater ejus hujus promissionis se plegium fecit. Propterea ego et prenominatus Ebalus beato Theoderico, et predicto abbati, et monachis eorumque successoribus donavimus, quod idem Ebalus a me tenebat in eadem villa Tripiaco, decem solidos et dimidium census, et sex medios vinaticorum, et si ipse census et vinaticorum in eadem villa habebat, et tres minas avenæ, et seillas duodecim, et hominem quemdam, et quicunque habebat in eadem villa, præter casatos milites quos in manu sua retinuit. Hoc autem quod inde factum est uxor mea nobilis comissa et filii mei Guiscardus Ebalus et Hugo convenerunt et se observaturos bona fide responderunt. Ut autem hæc concessio, et oblatio firma permaneat et inconvulsa, sigilli mei impressione et probabilitate personarum attestatione, presentem scripturam muniri præcepi. Testes inde sunt: Rodolphe et Bartholomeus archidiaconi; Drogo præpositus, Leo decanus, Gregorius cantor; Hatticus, Rogerus et Petrus presbyteri; Drogo, Jofrius et Guiricus diaconi; Girardus, Rogerus et Guido subdiaconi; de militibus: Gerardus de Rocelo et Hugo frater ejus, Nicholaus de Christolampis, Helinus, Marissus, Goderaun filius, Machaus, Hugo de

Balanio, Balduinus de Unokarro, Ponzardus prepositus, et Radulfus frater ejus, Ulricus de Ardolio et Witerus filius ejus; Stephanus de Noyo Castello, Guido Frederici filius et Savaricus fratres ejus, Odardus malus Vicinus. Actum apud Sanctum Theodericum anno incarnationis dominice M^o C^o XL^o VII^o, indictione x^a, regnante gloriosissimo Francorum rege Ludovico anno x^o.

XCVI.

Ann. 1147.

EPISTOLA Samsonis remensis archiepiscopi ad Sugerium abbatem S. Dionysii, qua eum exorat quatinus ad liberationem ecclesiarum B. Marie et B. Remigii a burgensibus lacessitarum, sibi succurrere studeat.¹

Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 601. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 489.

XCVII.

Ann. 1147.

EPISTOLA Radulfi viromandensis comitis ad Sugerium abbatem S. Dionysii, qua quærit quam die venire debeat Parisios ad colloquendum de militibus captis, submonitus ab archiepiscopo remensi.

Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 496. — Hist. des Minist. d'État, p. 265. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 490.

XCVIII.

21 mars
1148.

CONCILIUM remense in basilica S. Marie ab Eugenio papa III celebratum.²

Concil. Labb., x, 1107. — Marl., ii, 355. — Concil. Hard., vi, part. II, 1299.

XCIX.

29 avril
1148.

PRIVILEGIUM Eugeni papæ III, de redditibus tempore Odonis abbatis acquisitis.

Cart. B de Saint-Remi, p. 16. — Cart. A de Saint-Remi, p. 59.

¹ Brequigny assigne à cette lettre la date de 1140; mais ce savant homme n'a pas réfléchi qu'à cette époque Sanson ne fut adressé au roi et non pas à Suger. — Rapprocher de cet instrument la citation relative à l'intervention de saint Bernard dans les trou-

bles intérieurs de Reims, citation empruntée par Marlot (II, 526) à la Vie de saint Bernard par Guillaume, abbé de Saint-Thierry. — Martenne a publié divers fragments inédits qui complètent les énoncés de ce concile (Th. nov. anecd., IV, 341).

Eugenius.... Odoni abbati.... quęcumque bona.... possidet monasterium.... illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : Octo videlicet quartarios terrę, molendinum unum, et pratum unum que emistis a Walberto milite in territorio cathalauniensi, in villa Curtis Ausorum; duo molendina Hugonis de Basæu cum feudo ipsius; feodum Stephani filii Petri qui in ecclesia vestra factus est monachus; feodum quod tenebat Hugo de Manso Tecelini. In territorio remensi apud Caniacum¹, terram Johannis Rufi de Avenniaco. Apud Montiniacum terram quam Milo de Vernol vobis restituit. Decimam quam habetis apud Loveias ex dono Milonis de Cernun. Apud Condatum pratum et piscationem. Apud Johannis villam, omnem terram Guidonis de Altrejo et Jofridi nepotis ejusdem. Apud eandem villam tres furnos. Furnum de Poora, furnum de Giverio, furnum de Alendusio, furnum de Caniaco, furnum de Bairone, furnum de Pambat, furnum de Chasueio. Apud Pumiactum terram Mathei. Apud Basilicurtem feodum Petri de Herpeio, et feodum Hugonis Torselli de Roceio. Apud Roceium feodum Walterii Dapiferi et Bosonis de Helpeio. Apud Salicem S. Remigii terram H. Torselli de Novo Castro. Apud Registestis furnum in curia monachorum; terram Christiani militis, terram Oberti de Ventileio. Villam que vocatur Arcon. Villam que vocatur Rahericurtis. Terram pertinentem ad medietatem silvę que dicitur Nemmeris. Apud Insulam terram Stephani et terram Pontii prepositi de Novo Castro. Apud Tresseium de triginta quartariis, censum viginti solidorum. Apud Basilicurtem molendina que vocantur Fescos, et viginti solidos ex dono Hugonis comitis de Novo Castro. Ex dono Witerii comitis quinque solidos apud Tanium. Apud Noveium Minus, ex dono Sansonis remensis archiepiscopi, altare ejusdem villę. Ex dono G. Gerbet, nemus super Herpeium. Ex dono Helie de Taireio apud Condatum, quartam partem alodii, quinque solidos, et quatuor sextarios avenę. De Valle Dei viginti solidos. Apud Hams triginta solidos de molendino ejusdem villę. Apud Busseium triginta sextarios annonę et carrucatam terrę, ex dono Rogerii de Vendi et filii ejus. Apud Chaceium², ex dono Wallonis militis, quindecim soli-

¹ « Chaligny, » note marg. du cartul.

² « Chaizy, » *id.*

dos et unum modium annonæ. Apud castrum Choceium¹ censum sexaginta solidos. In territorio atrebatensi ecclesiam S. Johannis de Hosen cum appenditiis suis. Ecclesiam de Montiac cum appenditiis suis. Decimam quam habetis in territorio lingonensi apud villam Cundas, et terciam partem decimarum de Dusel quam habetis in territorio suessionensi. Preterea diffinitionem et concordiam que inter vos et Witerum registensem comitem de injustis consuetudinibus et exactionibus atque aliis molestiis quas monasterio B. Remigii inferebat, per manum... Rainaldi archiepiscopi facta et scripto firmata est, vobis auctoritatis nostræ munimine confirmamus. Decernimus igitur ut nullus, etc., etc....

Ego Eugenius...., S. Ego Hubaldus presbiter cardinalis tituli S. Praxedis, S. Ego Humbaldus P. C. T. SS. Johannis et Pauli, S. Ego Gillebertus indignus sacerdos T. S. Mariæ, S. Ego Julius presbiter cardinalis T. S. Marcelli, S. Ego Ymarus Tusculanus episcopus, S. Ego Oddo dyaconus cardinalis S. Georgii ad Velum aureum, S. Ego Octavianus dyaconus cardinalis S. Nicolai in carcere Tulliano, S. Ego Johannes Paparo D. C. S. Adriani, S.

Datum Catalauni, per manum Guidonis S. romanæ ecclesiæ dyaconi cardinalis et cancellarii, xii kalend. maii, indictione xi^a, incarnationis anno m^o c^o xl^o viii^o, pontificatus vero domni Eugenii pape tercii anno quarto².

C.

Ann. 1148. CHARTA qua Henricus leodiensis episcopus, donum ecclesiarum S. Mariæ Magdalenæ et S. Genovefæ, B. Nicasii remensis ecclesiæ concessarum, ac alia dona eidem collata, memorat et confirmat.

Miræi Oper. diplom., III, 668.

CI.

Ann. 1148. EPISTOLA Ludovici VII, Francorum regis et Aquitanorum ducis, ad Sansonem archiepiscopum remensem, Suggestum

¹ « Coucy, » note marg. du cartul.

² Mælot, II, 359, a donné le préambule et les notes chronologiques de cet acte.

S. Dionysii abbatem, et R. comitem de Perona, ut persolvi faciant pecuniâ quam mutuo acceperat per Ebrardum magistrum Templi ¹.

Duchesn., *Hist. Fr. script.*, iv, 510. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 496.

CII.

EPISTOLA Sugerii abbatis S. Dionysii ad Samsonem archiepiscopum remensem, qua eum submonet ut eum suffraganeis ad generalem conventum Suessionis conveniret.

Avant le 8 mai 1149.

Duchesn., *Hist. Fr. script.*, iv, 518. — *Hist. des Minist. d'Étal.*, p. 269. — *Marl.*, II, 362, fragm. — *Rec. des Pairs*, pr., p. 10. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 511.

CIII.

EPISTOLA Samsonis remensis archiepiscopi ad Sugerium abbatem S. Dionysii, qua ei rescribit se submonuisse suffraganeos suos, et comitem Flandria, ut ad generalem conventum Suessionis conveniant ².

Avant le 8 mai 1149.

Duchesn., *Hist. Fr. script.*, iv, 519. — *Marl.*, II, 362, fragm. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 512.

CIV.

NOTITIA judiciorum, super querimonia monachorum S. Remigii remensis, de corrigendis advocatorum excessibus, per Conradum regem Romanorum.

1149.

Marl., II, 360.

CV.

EPISTOLA Samsonis archiepiscopi remensis ad Sugerium abbatem S. Dionysii, qua quat an venturus sit conventui indicto Suessionis, habendo cum comite Flandriae et episcopis,

Ann. 1149.

¹ Voir la note qui accompagne cette lettre dans le *Rec. des Hist. de Fr.*

Voit aussi les lettres de Raoul de Vermandois. (*Duchesn., Hist. Fr. script.*, iv, 495, 496, 498, 511, 521, etc., etc.)

² Cette lettre est omise par Brequey.

quia si venire nequeat, comiti et episcopis mandabit ne veniant ¹.

¹ Duchesne, Hist. Fr. script., iv, 519. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 512.

CVI.

Ann. 1149. EPISTOLA Hugonis de S. Laurentio ad dominum H., qua excusat se quod postulatus abbas a canonicis S. Dionysii remensis, acquiescere renuat.

Mabill., Annal. bened., vi, 458.

CVII.

Ann. 1151. DIPLOMA Ludovici VII, regis Francorum et ducis Aquitanorum quo immunitates et bona monasterii S. Remigii remensis memorat et confirmat.

Martenn., Ampliss. coll., i, 815. — Marl., n, 363, fragm.

CVIII.

Ann. 1152. DIPLOMA Frederici Romanorum regis quo possessiones omnes quas hactenus in regno suo habuit cœnobium S. Remigii remensis memorat et confirmat; ac eiden privilegia impertitur, præsertim contra advocatorum exactiones ².

Marl., n, 364. — Hist. des Mais. de Dreux, etc., etc., pr., p. 60.

CIX.

Ann. 1152. CONSTITUTIO Frederici imperatoris de obsequio ab advocato marsuensi; et quis debeat esse advocatus ³.

² Cart. B de Saint-Remi, p. 28 et 107. — Cart. A de Saint-Remi, p. 53. — Cart. C de Saint-Remi, fol. 12, n° xxi.

Fredericus Dei gratia Romanorum rex, ad precipiendas occasiones dissensionum inter dominum Gozuinum de Heimesberg, et confratres

¹ Brequigny donne cette lettre sous la date de 1144.

² Les deux pièces qui vont suivre forment le complément de celle-ci.

³ Une bulle d'Alexandre III confirme ce diplôme, et se trouve cart. B et A de Saint-Remi, p. 28 et 53.

de ecclesia S. Remigii qui in curia Marsnensi gravem injuriam a predicto G. se perperos esse sepius conquesti sunt, misimus nuntios nostros R. decanum aquensem, et A. scultetum, et Macelinum marscalcum nostrum, qui diligentius inquisitione perquirent quid juris dominus G. in curia marsnensi, ex advocatia que ad regnum pertinet, habere deberet, et veritatem rei scripti attestatione nobis representarent. Sicut igitur predicti nuntii nostri, [qui?] ab hominibus qui ad prenominatam curiam pertinent sub juramenti assertione veraci relatione cognoverunt, scripto presentis pagine ad communem noticiam deferrebat, in curia marsnensi hec sunt jura regni : in tribus generalibus placitis tertia pars omnium que acciderint, domini regis est ; duæ vero reliquæ ad curiam pertinent. Alio autem tempore si quid forte emerit, videlicet effusio sanguinis, vel latrocinium, prima quidem domini regis est, altera vero curiæ, tertia autem comitis erit. Preterea in tribus singulis generalibus placitis, viginti solidos et unum ex debito jure dominus rex habebit, et modium tritici. Supersunt autem tres curiæ, Cluma, Schinna, Schinmortera, que pariter in singulis predictis placitis decem et novem solidos, et modium tritici reddunt ; preterea sexaginta et unum et dimidium avenæ maldra in natale Domini solvenda. Adhuc etiam predicta curia, Cluma scilicet, sexaginta maldra pro Marsna domino quoque regi persolvit in sepedictis placitis. Becca etiam sex solidos, toto autem anno XII avenæ maldra duobus sumbrinis minus. Asserit preterea sepedicta curia marsnensis, et veraciter affirmat, se nullum prorsus debere habere advocatum, nisi vel ipsum dominum regem, vel eum quem ipse propria manu sibi substituerit. Hæc veritate cognita de curia marsnensi, sub obtentu gratiæ nostræ precipimus, ne ultra prescriptum servitium quisquam advocatus majus servitium in posterum expostulare presumat. Hujus rei testes sunt : Arnokus coloniensis archiepiscopus, Bernardus padeburnensis, Arnoldus cancellarius, Heinricus notarius. Dux Welfo. Marchio Albertus. Comes Vrötricus de Leucemburg. Marcuardus. Acta sunt hæc anno dominice incarnationis millesimo centesimo quinquagesimo secundo, indictione quartadécima¹, anno etiam domini regis Frederici primo. Data Padeburne, per manus Arnoldi cancellarii.

¹ Cette indiction est en retard d'un an, d'après notre manière de compter.

CX.

16 octobre
1157.PRIVILEGIUM domini Frederici Romanorum imperatoris de
Gosla.

Cart. B de Saint-Remi, p. 106.

In nomine S. et individue Trinitatis, Fredericus Dei gratia Romanorum rex augustus. Quum regie dignitatis constat esse officium ut monasteria Deo et sanctis ejus dicata, ad conservandum sancte religionis statum, novis semper privilegiis contra omnes infestantium incursiones muniantur, noverit omnium fidelium tam futurorum quam presentium industria, quomodo vir venerabilis Hugo abbas monasterii S. Remigii in suburbio Remorum siti, nostris obtutibus presentari fecit privilegia imperatorum Karoli, Ottonis, Heinrici, et patrum nostri divae recordationis Conradi, in quibus continetur qualiter ipsi ecclesie predicti S. Remigii, et monachis Deo sub regulari disciplina ibidem commorantibus, eurtam quandam Gosla vocatam, iuxta regni nostri terminos constitutam, a predecessoribus eorum regibus et imperatoribus per preceptiones suas illuc donatam, et confirmatam, cum omnibus appendiciis ad eam pertinentibus, in jus ejusdem ecclesie firma donatione contulerunt. Pro rei tamen firmitate petiit celsitudinem nostram prescriptus abbas, ut nos regie auctoritatis nostre novo donativo ipsam eurtam eidem ecclesie confirmaremus. Nos igitur pie petitioni ipsius assensum prebentes, predictam eurtam Coslam cum appendiciis suis, videlicet capellam Glanham, Concham, Osterna, Quereubac, et in comitatu de Kiribereh, villam que dicitur Brueca, ecclesie S. Remigii regia concessionem firmavimus. Reddidimus etiam eidem cenobio quasdam villas olim illi subtraetas in ducatu Turingorum, quarum nomina sunt hec : Scaunistat, Norchus, Adilstat cum omnibus pertinentiis suis; et in pago ribniense, reddidimus ei similiter villas nuncupatas Lobach et Promere cum suis pertinentiis; et in pago Roslisse, in comitatu blesinse, Bernam cum appenditiis suis, et Biscofeshaim, et aliodium quoddam in villa que Buppura vocatur, quod Albertus advocatus eidem ecclesie, factus monachus, diuoscitur contulisse. Et ut hec omnia firma atque inconvulsa permaneant, hac nostri privilegii pagina ipsa communivimus, et sigilli nostri impressione signari precipimus.

pirous; statuentes ut nullus dux, marchio, vel comes, seu advocatus, aut alia magna vel parva persona, in his omnibus aliquid exigendi habeat potestatem; nisi quantum abbas vel monachi ejusdem cenobii dederint vel permiserint. Testes autem fuerunt presentes quorum nomina subscripta cernuntur : Hartwicus brementis archiepiscopus. Gebahardus wirzburgensis episcopus. Guntherus spirensis episcopus. Anselmus havelenburgensis episcopus. Ebrahardus habenbergensis episcopus. Henricus radisponensis episcopus. Carditus verzellensis episcopus. Marcwardus fuldensis abbas. Henricus dux Saxonie. Welfo dux Spoleti, et marchio Tuscie. Odactaro marchio de Stira. Adelbertus marchio de Saxonia. Conradus marchio de Saxonia, et alii plurimi. Signum domini Frederici Romanorum regis invictissimi. Ego Arnoldus cancellarius, vice Henrici maguntini archiepiscopi, et archicancellarii recognovi. Datum Wirzburch, xvii kl. novembris, indictione xv^a, feliciter.

CXI.

IMMUNITAS a Samsone remensi archiepiscopo, monasterio igniacensi concessa. Ann. 1152.

Procès du Stellage, mémoire instruct. n° 8 de la collect. de Dpury, p. 20, fragm., ex cart. igniac.

..... Tibi [abbati igniacensi] et filiis tuis in prædicto cœnobio militantibus, immunitatem in vendendo et emendo quæ usibus fratrum necessaria sunt, in perpetuum concedimus, ut nemo a vobis in foro nostro [remensi] teloneum vel vinagium exigat, et absque ulla pensione talium quilibet ex vestris libere vendat et emat, ea videlicet quæ vobis, ut dictum est, ad usum sunt necessaria, non quæ ad plurius alibi vendendum videantur lucri causa.....

CXII.

CHARTA qua Sanson Remorum archiepiscopus monasterio Ann. 1153.
S. Remigii remensis concedit personatus plurium ecclesiarum
quas nominatim recenset.

Marl., II, 366.

¹ On Frédéric ne faisait pas usage de l'indiction césarienne, ou l'indiction est en retard d'un an dans son diplôme.

CXIII.

Aug. 1153. PRIVILEGIUM D. Henrici comitis de exactione et taillia non faciendis in hominibus S. Remigii.

Cart. A de Saint-Remi, fol. 127.

In nomine.... Trinitatis. Ego Henricus Trecesium comes palatinus.... notum fieri volo, me Hugoni abbati S. Remigii, totique capitulo ejusdem ecclesie, recognovisse et concessisse, quod terram et homines eorum qui sub advocacione mea sunt, vel etiam si de cetero aliquid adquisierint, nec possum nec debeo alicui dare. Preterea equidem talliam, vel exactionem aliquam, in terra vel in hominibus prefate ecclesie, nisi qualem pater meus fecerit, me ullomodo facturum permitto..... Et ne hoc, etc. Hujus autem confirmationis testes sunt Gaufridus Jovisville. Odo de Pugeio. G. de Calmisiaco. Matheus Lotharingus. Urogo de Pruino. Teobaldus de Remis. R. de Remis. R. de Ercreio. Marcho de Plaiotro. P. Bursaldus. H. de Calmisiaco. Arnulfus Asinus. Gormundus Crassus. Adam Bisolus. G. Marescallus. Hoc autem factum est anno.... M^o. C^o. L^o. III^o. Ludovico rege Francorum regnante, Saisonem Remensium archiepiscopo existente. Tradita est Sparnaci per manum Guillelmi cancellarii. Guillelmus notarius scripsit.

CXIV.

19 décembre 1154. PRIVILEGIUM D. Adriani papæ III, de immunitate rerum B. Remigii.

Cart. B de Saint-Remi, p. 18.

Adrianus.... Hugoni abbati.... Pie postulatio voluntatis, etc., etc..., confirmamus Burgum extra castrum in quo B. Remigius requiescit.... eum omni justicia et potestate, quemadmodum vobis est traditum a regibus Francorum, et nichilominus scriptis eorum confirmatum; videlicet ut ab omni aliena justicia et potestate immune permaneat, nullusque, preter abbatem et ejus monachos, ullam inibi judicariam potestatem exerceat; sed liceat abbati et fratribus suis ibidem habere caumas, furnos, molendinos, piscarias, et viridarias, et mercatum cum

res et tempus illud postulaverit; tabernas, bannum, macellum, et omnes artes, et cetera quecumque omnia ad burgum pertinere noscuntur, et quecumque eorum placito et usibus visa fuerint.... Ecclesiam S. Marti... extra muros castri Retesti... sicut eam Hugo comes per manum Rodulphi archiepiscopi vobis donavit... cum censu burgi, et scolis, ceterisque appenditiis suis, videlicet Gersonem cum ecclesia... Bannum cum ecclesia et personatu, et capella de Muscherio, et Noerio cum appenditiis suis... Campum Floridum cum capella... Sachetum cum ecclesia et personatu et capella de Masuelibus... capellam de Sancio et matricem ecclesiam de Brool. Taisnaitum cum ecclesiis et appenditiis suis... Ecclesiam S. Thomæ prope castrum viennense, cum capella ejusdem castri. Ecclesiam S. Oricoli cum appenditiis suis. Ecclesiam de Altreio, ecclesiam de Mathigio, ecclesiam de Novavilla, ecclesiam de Cambusia, ecclesiam de Ardullio, ecclesiam de Virisiaco, ecclesiam de Vallis, ecclesiam de Orisiaco, ecclesiam de Chevereiis, cum omnibus que ad ipsas ecclesias pertinent. Terronam super Axonam cum ecclesia et appenditiis suis. Terram de Beonna cum molendinis ceterisque appenditiis suis. Columnas cum ecclesia. Genvereium... Cathieum¹. Plevcias, capellas. Mediam partem Tassiaci cum molendinis. Quartam partem Hermundiville. Givreium. Exiam. Villam Dominicarum... Alodium Septem Salicum... Piscatoriam quam Henricus comes donavit vobis in toto banno Gundati. Apud Johannis villam omnem terram Guidonis de Altreio et Joffredi nepotis sui. Apud eandem villam tres furnos. Villam que dicitur ad S. Martinum super fluvium Suppiam cum molendinis et ceteris omnibus ad usus pauperum pertinentibus. Curtem de Belloverio cum terris, pratis, pascuis, et molendinis Hugonis, ceterisque omnibus ad usum pauperum pertinentibus. In territorio suessionensi, Montiniacum villam cum appenditiis suis, et terram et decimam quam Milo de Vernoiis vobis restituit. In territorio laudunensi, Corbiniacum palatium cum appenditiis suis. Ecclesiam S. Victoris². Crauenham villam cum decima, et omni banno, ceterisque appenditiis suis. Muncellum cum ecclesia... In territorio cathalaunensi... Boloium villam³.

¹ Les Maisneux, = note marg. du cart.

² Chey, = id.

³ S. Vitoy, = id.

⁴ Boloj, = id.

Breox cum ecclesia.... Furneum, Valerius*, ecclesiam de Vernoil... Terram et decimam quam habetis apud Veroium¹ et cetera omnia ad usum pauperum pertinentia. In episcopatu tullensi, Domnum Remigium cum ecclesia; decimam de Tronvilla. In territorio lingouensi, Condebas cum ecclesia et decima, Darmanum villam cum omnibus ad eandem villas pertinentibus. In territorio attrebatensi, abbatiam S. Johannis Baptiste de Hoden cum appenditiis suis. Belgum cum ecclesia, altare de Monci.... Ecclesiam de Lueres.... In episcopatu aquensi.... Ventabren castrum cum ecclesia [S.] Michaelis de Fignistilla que nunc dicitur Volta. Terram et decimam de Fara. In episcopatu maguntino...., Bigeben, Glannam capellam, Perferelenbac, Osterna, Kerembac... In comitatu Kiriberi villam que dicitur Brucca... In ducatu Turingorum, villas nuncupatas Scaunistrat, Nortus, Adistat, Lohach et Promere.... In pago rolinxe, in comitatu blesense, curtem que dicitur Berna... Bischopfeschin. In villa Buppura, adlodium quod Albertus advocatus factus monachus vestre ecclesie contulit. In episcopatu leodicensi...., Cluniam cum ecclesia et personatu. Sekinam ecclesiam, Huleberge, capellam de Ambe, capellam de Skimorte et capellam de Hensta; villas quoque Covornam.... Hertam et Beccham sicut a Romanorum regibus vobis sunt datae. In Anglia, in episcopatu cestrensi, Lapeleiam, Estonam, Merestonam, medietatem de Bigvifort, Milfortem et villam Riduarum. In episcopatu heriforcensi villam Silvitonam, decimam de Beroniaco... Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse concedimus ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se illic sepeliri debiberaverint, nisi forte excommunicati aut interdicti sint, nullus obsistat. Salva justitia matricis ecclesie, sane in parochialibus ecclesiis quas tenetis, presbiteri per vos eligantur et episcopo presententur, quibus si ydonei fuerint, episcopus annuorum curam committat, ut de plebis quidem cura ei respondeant, vobis autem pro rebus temporalibus ad monasterium pertinentibus, debitam subjectionem impendant. Obtemte vero te, dilecte fili, abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet subreptionis astutia seu violentia preponatur, nisi quem fratres communi con-

* Breox, = pote marg. du cartul.

¹ Valry, id.

* Vraux, id.

sensu, vel fratrum pars consilii sapienter secundum Dei titulum et B. Benedicti regulam previderint eligendum. Decernimus ergo in nulli.

Ego Adrianus.... signavi. Ego Ymarus tusculanus episcopus, S. Ego Hugo hostiensis ep., S. Ego Gregorius sabiniensis ep.; S. Ego Guido presbiter cardinalis tituli S. Crisogoni, S. Ego Bernardus, P. C. T. S. Clementis, S. Ego Manfredus P. C. T. S. Savine; S. Ego Octavianus P. C. T. S. Coeliac; S. Ego Johannes P. C. T. SS. Johanna et Pauli, S. Ego Johannes P. C. T. S. Sylvestri, S. Ego Guido diaconus cardinalis tituli S. Marci in Porticu; S. Ego Johannes D. C. T. SS. Sergii et Bachi, S. Ego Odo D. C. T. S. Nicolai in carcere Tulliano, S.

Datum Romæ, apud S. Petrum, per manum Rohardi S. R. ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii, xiiii kalend. januarii, indictione iii, incarnationis... anno m. c. l. iiii, pontificatus vero D. Adriani pape III anno primo.

CXY.

NOTITIA quomodo Arnulphus miles de Gest et frater ejus Asp. 143
Johannes, ecclesie B. Nichasi reimensis tradiderunt quidquid patrimonii habituri sunt.

Galand, de France-ellen, p. 329, fragm. ex archib. S. Nicæ reimens. — Cart. de Saint-Nicaise, fol. 23, verso, n° 333185.

Ego Henricus diximus superhabundante gracia leodicensis episcopus, notum facio.... quod Arnulphus miles de Gest et Johannes frater ejus, inter se conjuncti, quicquid habebant patrimonii, pia devotione in patrimonium contulerunt Ihesu Christi, atque pro anime sue salute, et parentum suorum, quicumque habebant, possidebant, et in omni jure quo ea tenebant, ecclesie B. Nichasi reimensis libere et absque ulla contradictione contradiderunt.... Facta est autem hec donatio tempore predecessoris nostri D. Albertonis secundi.... in communi capitulo S. Lamberti, coram legitimis viris et probabilibus personis. Ne quid verò in posterum reclamare possent ibidem, in eodem scilicet capitulo, cum pitionem et electionem fecerant. Hec autem sunt que in

ius fratrum Deo et S. Nichasio servientium dederunt: medietas de Ham cum ecclesia, et medietate molendini, et totius illud quod eidem ville adiacet, in campis, pratis, et silvis, cum iure omnium eodorum que ab eis tenebantur; medietas de Resbais et de terris adjacentibus in campis, in pratis, et quod in Viscne villa possidebant, et terra de Hesbais, et terra de Romestrel, et pars decime de Gosonis curte. Haec autem donationi interii ego ipse, qui tunc temporis eram prepositus, interfuerunt et alii, archidiaconi, Elbertus, Dodo, Johannes. De laicis vero, comes Lambertus, Julioth de Wahaat, Wericus de Prato et Everellus. Item prepositus Johannes, atque Everellus miles, qui horum compositionem receperat hortatu domni Arnulphi ad mortem infirmantis, recognoverunt hanc eandem donationem in presentia mea, et archidiaconorum Amalrici et Balduini, et abbatis de Parco, laborum vero Godefridi ducis Luvaniensis, Wilhelmi de Danglebir, et Henrici fratris ejus, et filii ejusdem, Henrici Rain, Philippi Dellaiz, Richardi de Mauryllès et filii Bonifacii, et reliquorum multorum qui ibidem convenerunt. Item, tertio post obitum Arnulfi, frater ejus Johannes jam factam, tum a se, quam a fratre suo, donationem apud Gemblacum recognovit, et libere approbavit, atque in manu Johannis abbatis S. Nichasi tradidit, sub testimonio expectabilium virorum Wilhelmi de Danglebir, cum filiis suis Wilhelmo et Gerardo, Gerardi de Ilipau, Everelli et aliorum multorum. Quo facto Johannes mente mala mutatus in brevi, omnia data impudenter saisivit, sibi que pertinaciter usurpavit. Unde per biennium a nobis excommunicatus, et a luminibus S. Ecclesie aequestratus, tandem penitentia ductus, in presentia nostra, in plena synodo, sub testimonio idoneorum virorum abbatis gemblacensis, abbatis Otclini de Villari, archidiaconorum Amalrici, Balduini atque Philippi, Huberti decani, Wilhelmi de Bubeis, Gerardi de Ilipau, Richardi de Maruxille (sic), et Bonifacii filii ejus, atque Gosoloni, avunculi ejusdem Bonifacii, justam ecclesie S. Nichasi possessionem, suamque injustam rapinam recognovit, de satisfactione satisfecit, veniam petiit et absolutionem, et sic impetravit Remisque profectus, et in capitulo per librum receptus, omnem prelatam donationem, scilicet quicquid a predecessoribus sibi provenerat, excepto uno suo servo Amichin, pro salute sua atque suorum,

super altare S. Nichasii, per rathum et respitem, présente conventu, in odorem suavitate Deo et sancto obtulit. Omnia itaque rebus illis, statim Fastradus prior, totanique capitulum, monachum fratrem Samuelem, sub oculis et noticiis omnium proposuit, qui deductione tempore bona illa pro nutu suo disposuavit, atque apud Gest, Alonem majorem constituit. Ecclesia vero S. Nichasii, tantis beneficiis domini Johannis non ingenta, sicut in presentia nostra apud Leodium prohibitum fuerat, benigne concessit ut quandam Remis morari vellet, honestam pro facultate sui vite sustentationem ei administraret; cum vero apud Gest, quoad viveret usuarium fructum de Gest, Viscu silla, atque Hesbini perciperet, ea conditione quod de universa hac possessione nichil penitus daret, invadaret, neque distraheret, ne quod impedimentum vel detrimentum ecclesia incurreret. Quia vero ad officium nostrum spectat ut boni ecclesiarum confovendo, male-teneamus, super hoc cartam fieri et sigillo nostro precepimus confirmari. Hujus autem confirmationis testes sunt: Alexander archidiaconus et prepositus, Elbertus, Rainerus, Amalricus, Balduinus, Philippus, Bruno archidiaconi, Hubertus decanus, G. de Morelineis, Amalricus nepos Amalrici canonicus S. Lamberti, Henricus custos S. Martini, H. S. Pauli, Laici liberi, Wil. de Bubeis, Berengerus, Willelmus, Godelo Delaiz, R. de Marzules (sic) et Bonifacius filius ejus, Ever. de Huurdes, qui horum affectionem susceperant. De familia, Werrius de Prato, L. de Hloio. Hec acta sunt et peracta Leodii, anno Verbi incarnati x^o et l^o $iiij^o$, indictione ii^a , epacta $iiii^a$, concurrente $iiii^a$, anno imperii Frederici secundo, episcopatus Henrici secundi anno x^o .

CXVI.

DIPLOMA Ludovici VII regis Francorum, quo confirmat pacem in concilio suessionensi juratam ad decennium, pro securitate ecclesiarum et hominum qui parati fuerint ad justitiam stare ante eos per quos justitia fieri debuerit.

Duchesn., *Hist. Fr. script.*, iv, 363. — *Concil. Labb.*, x, 1173, ex Chesno. — *Concil. Harp.*, vi, part. ii, 1365, ex Chesno. — *Rég. des pièces concernant le Paire de France*, pr., p. 11, ex Chesno. — *Dornay, Hist. de Soissons*, ii, 129, gallica.

CXVII.

Vers 1155,
49 déce-
mbre.

LITTERE domini Adriani pape IIII, de scolis burgi S. Remigii.

Cart. B de Saint-Remi, p. 25.

Adrianus episcopus servus servorum Dei, dilecto filio Hugoni abbati Sancti Remigii, etc., etc.... Venistis tu, et dilectus filius noster

Cette bulle ne contient qu'une sentence provisoire en faveur des écoles de l'abbaye de Saint-Remi; nous n'avons pu, malgré nos recherches, découvrir la sentence définitive. Lacourt paraît cependant en avoir eu connaissance; à moins qu'il n'ait regardé comme définitif un jugement provisoire qu'aucun autre n'avait suivi. Voici le passage de Lacourt:

Hugo abbas [S. Remigii] magnam habuit contentiōnem cum Leone scholarcha ecclesie renensis an. 1154, ex quo ille abbas notueret monachos S. Remigii ius habere docendi et scholas aperire in eorum anno, sive scholarcha permisit, et hanc decretis summi pontificis Adriani IV tandem fuit decisa, quo monachi S. Remigii servati sunt in possessione docendi ut permittendi exercitium scholarum, quod est ex antiqua consuetudine S. Benedicti; et etiam postea, an. 1453, sub abbate Joanne Camart, iudicio balivi vitomandensis, Laudoni iudicatum fuit contra scholarcham ecclesie renensis, quod magistris docentes in scholis in anno S. Remigii, hanc licentiam abbati et monachis S. Remigii, non vero a scholarcha ecclesie renensis obtinerent. (Lacourt, *Man., 4, not. fol. 38*.)

Nous rapprocherons de la bulle d'Adrien IV un document qui lui est antérieur de trois siècles, qui se rapporte comme elle aux écoles de l'abbaye de Saint-Remi, et qui servira également à compléter ce que Mabilly, *Ann. bened.*, et *Hist. littér.* passim, disent de ces écoles. — Anquetil, *Hist. de Reims*, t. 209, et *Almanach de Reims*, 1774, p. 75, avaient déjà parlé de notre document. Nous emprunterons ce que nous en dirons à une

lettre et à des notes du P. Égès, qui se trouvent Bild. Roy. mss. Reims, cart. vi, et à Lacourt, *Man. annot. et not.*, fol. 27.

LITTERE DU P. EGÈS, ABBÉ-PRÊTRE DE L'ABBAYE SAINT-REMI, A N. TRANCHANT.

Si je ne vous connoissois aussi sincère que vous faites profession de l'être, je vous dirais, monsieur, que vous portez la complaisance un peu loin en me marquant par votre lettre que vous avez lu avec toute la satisfaction possible l'inscription découverte ici depuis un mois; et que vous la regardez comme un précieux monument des études monastiques qui ne peut que beaucoup illustrer l'abbaye où elles ont fleuri. Cert., à vous dire le vrai, ce que j'en ai pensé moi-même. Elle est, en effet, une évidence prouvée qu'il y a eu autrefois [chez nous] des écoles publiques, et il semble qu'elle n'a été faite que pour être mise au frontispice du lieu où ces écoles sont établies, conformément à ce que Charlemagne avait ordonné par ses Capitulaires à l'égard des évêques et des abbayes les plus considérables. Jusqu'à présent on n'avait eu que de simples conjectures qu'on eût autrefois professé publiquement les sciences à Saint-Remi; les hommes illustres qui en sont sortis, le grand nombre d'anciens manuscrits qui s'y conservent encore joint à la grande réputation de cet archimépistère, le faisoient croire, il est vrai, mais on n'osoit l'assurer sans de preuves; au lieu qu'à présent personne ne peut plus raisonnablement recueillir en doute cette vérité... Cette inscription a été trouvée gravée en grands caractères romains sur une

magister Fulco canonicus remensis ecclesie qui dilecti filii nostri Leonis decani et magistri scoliarum remensis ecclesie vices agebat, ad

pierre plate qui couvroit un cercueil de pierre à quatre pieds dans terre, le 1^{er} avril 1753, par des ouvriers maçons, en travaillant à élever les fondemens du nouveau cloître vers l'arcut, du côté de la porte du chapitre qui répond audit cloître, et entre la dite porte et une porte de l'église laquelle répond aussi audit cloître. Quant à Sicarius dont il y est parlé avec de si grands éloges, je vous dirai, pour répondre à ce que vous me demandez, qu'il fut fait prévôt ou prieur claustral de Saint-Remi, un peu avant le milieu du neuvième siècle, ayant succédé dans cette dignité à Raduin, et ayant eu pour successeur immédiat Roderic, qui l'exerça sous l'archevêque Hincmar; car les archevêques de Reims, depuis Tilpin jusqu'à Hugues de Vermandois, se dirent tous abbés de Saint-Remi, mais ils n'instituoient toujours un prévôt ou prieur claustral qu'ils chargeoient du soin de l'observance régulière, Sicarius ou Soifarius semble avoir joint à la dignité de prévôt celle de maître, et il fit transcrire tous les livres de morale de saint Grégoire. Il reste encore à la bibliothèque quatre volumes manuscrits contenant les morales de saint Grégoire sur Job, écrits par les ordres de Sicarius, comme il est marqué dans le volume qui contient le 17 jusqu'au 22 inclusivement. Rien, il faut en convenir, ne cadre mieux avec notre inscription; et tous ces volumes de

saint Grégoire, comme tous les ouvrages des Pères sur l'Écriture, ne sont point autres que ces livres dits qui traitent de nos mystères les plus élevés; c'est ce que signifie le mot *diadema* employé en l'inscription (voy. Mabillon, Act. SS. Qr. S. Bened., ind. octonias., lib. III, c. 1.). Il ne faut avoir qu'une légère teinture de ce qui se pratiquoit autrefois dans les cloîtres pour savoir que le travail le plus ordinaire des moines étoit de transcrire les livres; plus de trois cents manuscrits qui restent dans la bibliothèque de Saint-Remi prouvent qu'on s'y étoit fort exercé dans ce genre de travail; entre les plus anciens on y remarque le livre des Origines de saint Isidore, écrit vers l'an 700, le Pontifical de Tilpin, écrit vers 780, le Sacramentaire de saint Grégoire, écrit en 799; aussi, entre les redevances de ceux qui cultivoient les terres de l'abbaye, on remarque qu'ils étoient obligés de fournir tous les ans une certaine quantité de vermillon.

Ex polyptico remigiano: Ad S. Hilarium est ecclesia in honorem ipsius... Summa census: frumenti modii cxi, spelte lxxxv, hordei cccxvii, mixtura cccxv... *perhirculi* uncias xii. In Rauciaco.... accolæ donant annis singulis, spelte modios xxv, hordei modios xl, fectas xxv cum totidem agnis, galli cccxxiii, past. xii, ova cccxxiii, argenti lib. ii, *perhirculi* uncias iii. In Aventione... Beroldus servus simul et uxor ejus Gildard

« Cette pierre avoit six pieds de long, deux et demi de large, et cinq pouces d'épaisseur, elle couvroit un cercueil de pierre orné de compartimens, dans lequel on trouvoit les ossemens d'un moine et des restes de bâtons. Elle étoit renversée, c'est-à-dire l'écriture dessous; ne s'en qu'on ne eût pas qu'elle eût été mise pour la personne inhumée, l'on avoit biffé en partie et haché au marteau presque toutes les lettres. Voici cette inscription :

Hinc stantur pulchri studii loci compendia per
Sicarii filii salubriter polyptico scripta
Audecorus, preloso, primum quam datus fuit
Pelle domini, claustrarii fundationis modens

la moine; reliques études si précieuses pour...

Compte tenu de ces choses, l'abbé Raduin fut...

Traduction.

L'étude du compte, dont Sicarius a donné de si sages règles, fleurit dans les écoles de ce monastère; il se fait honneur à la dignité de prieur par son esprit, et en faisant construire ce magnifique appartement qui se voit au devant; il a mis dans la bibliothèque où se trouvent, par ses ordres saluaires, les auteurs qui ont le mieux écrit de nos saints mystères, au labeur de ceux qui venoient en acquies l'intelligence.

judicium apostolice sedis; et controversiam illam que super magisterio scolasticum in burgo ecclesie S. Remigii inter vos agebatur, in audientia nostra deposuistis. Nos autem, quum non satis ad agendam causam veneritis instructi, debitum ei finem imponere non potuimus; sed cunctis duorum annorum spatio, post proximam dominicam que caturatur *Letate Jerusalem*, terminum agendas cause vobis duximus prefigendum, quo utraque parte ad sedem apostolicam redeunte, et suis scriptis et testibus sufficienter instructa, eadem causa sub judicio apostolice sedis finem debitum consequatur. Interim igitur monasterium tum sicut possidebat, ita possident; et possessio ejus ab altera parte minime perturbetur. Datum Rome, apud S. Petrum, XIII kal. Januarii.

ancieu solvi, denario vin, vermiceli au-
cien 20.

De tant de manuscrits, dont le pluspart
sont des commentaires sur l'Ecriture Sainte,
on peut inférer, avec quelque fondement que
l'on enseignoit à Saint-Remi, cette divine
science, qui faisoit toute la theologie de ce
temps-là; et l'inscription semble l'indiquer
par ces mots : *si hancere querat*; mais elle
le marque encore plus expressément du
comput et de la science des temps : le com-
put nasal, comme l'on entendoit cela en ce
siècle; étoit proprement un traité d'astro-
nomie qui comprenoit tout ce qui peut servir
à dresser le calendrier ecclésiastique et à
régler l'observance du jour de Pâque. L'on
sait, en effet, que cette connaissance étoit
conservée comme quelque chose de si im-
portant, depuis qu'il étoit élevé dans l'E-
glise des disputes touchant le temps auquel
on devoit célébrer le jour de Pâque, que non
seulement les empereurs procuroient par
leurs capitulaires l'étude du comput, mais
que presque tous les évêques adouciroient
par leurs statuts synodaux aux prêtres et aux
clercs de l'apprendre, afin qu'ils ne fussent
pas surpris lorsqu'ils venoient à l'office
des livres liturgiques que chaque église avoit
son propre ou des cahiers de comput.
« La perpétua remissio. Ream in pro-
scripta vita habetur ecclesia in honore S.

Medardi... lectionibus nunc, collectanis i
a Pascha usque ad Domini Adventum, pul-
terium i, comput, i, antiphonarium i, etc...
In ipsa villa Vico habetur ecclesia in honore
S. Remigii dicata... mistale cum evangelio
et lectionibus seu antiphonario, fol. 1; Epist.
S. Pauli i, et vii canonica, et Apocalypsis
cum explanatione, fol. 13. Hieronimi in
Matheum, fol. 1; penitentialis canonici,
fol. 13. pultarium i, quateriones de domi-
pola... »

« Ainsi l'archevêque Hincmar ordonna
expressément, par ses articles de ses capitu-
laires de l'an 852, que les prêtres de son di-
ocèse fussent pleinement instruits du com-
put de son temps, comme il est marqué dans
l'inscription, pour enseigner le comput que
l'on établit à Saint-Remi des écoles publi-
ques, et que le prêtre Sieferus, qui étoit
un astronome et habile compositeur, explique
le système dont il étoit auteur et donna de
solides règles pour acquiescer cette science.
L'on trouve sur cette matière un grand nom-
bre de traités manuscrits de ce siècle dans
la bibliothèque de Saint-Remi. Ce qui sert à
confirmer que ces écoles étoient célèbres et
très fréquentes. Voilà, monsieur, ce que
j'ai pu découvrir de plus approchant de la
vérité touchant l'inscription que vous en-
voyez tant à gré, etc. »

CXVIII.

EPISTOLA Adriani papæ IV ad Sansonem remensem archiepiscopum apostolicæ sedis legatum, qua plurima narrat de bello Balduini hierosolymitani regis contra paganos, de magistro Templi capto, de reparato exercitu Balduini et reportata victoria; ac rogat archiepiscopum ut hortetur populum suum ad sanctorum locorum defensionem.

13 novem-
bre 1157.

Martenn., Ampliss. coll., II, 647. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 681.

CXIX.

PRIVILEGIUM D. Alexandri papæ III de hominibus S. Remigii. 12 mai 1158.

Cart. B de Saint-Remi, p. 33. — Cart. A de Saint-Remi, p. 52.

Alexander.... modis omnibus interdiximus, et sub anathematis interminatione prohibemus, ne quis contra antiquas et rationabiles consuetudines, ab hominibus ecclesiæ vestræ aliquid presumat exigere.... Datum Tusculani, 111^o idus maii.

CXX.

EPISTOLA Bartholomæi monachi fusniacensis ad Sansonem archiepiscopum remensem, et conventum in præsentia ejus congregatum, qua reddit rationem administrationis sue dum fuerat episcopus laudunensis, et purgat se contra vulgarem opinionem quod episcopales redditus distraxisset.

Ann. 1158.

Concil. Labb., x, 1184. — Concil. Hard., VI, part. II, 1375. — S. Bernardi Oper., I, 390. — Annal. præmonst., I, p. 19. — Marl., II, 368. — Hist. fusniac. cœnob., 86.

CXXI.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad canonicos remensis ecclesiæ, quos hortatur ut ab Octaviano schismatico caveant, qui se Petri successorem constituere volebat; et ut in devotione romanæ ecclesiæ persistent.

18 janvier
1160.

Marl., II, 374, ex Bibl. remensi. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 749.

* Bèzequigny date cette pièce du 18 février.

CX XII.

21 septem-
bre 1160.

NOTITIA de obitu Sansonis archiepiscopi remensis.

1^o. Marl., II, 373, ad marg., ex Necrol. S. Symphoriani remens., et Lacouri.
Marl. annot., II, not. in front., fol. 27, verso. — 2^o. Necrol. eccles. remensis.

1^o. XI kalend. octob., decessit [Sanson] qui ad furnum banni super duos et tres burgos pertinentes ad capitulum S. Symphoriani, bannum de majori vico qui est ante portam Carceris addidit, et infulam sacerdotalem cum dalmatica et tunica nobis dedit pro anniversario suo.

2^o. XI kalend. octob., decessit dominus Sanson bone memorie remensis archiepiscopus, qui dedit nobis duo altaria, unum de Malleio, alterum de Machoio, et anum modium frumenti apud Curvillam de decima quam ipse emerat a Galchero de Castellione, et dimidiam partem molendini apud Clarissellum et [*sic*, ad?] crescendum de hiis omnibus panem canonicorum. Insuper multa insignia ad decorem fecit; scilicet dextram partem altaris auro et lapidibus preciosis textit; duos calices aureos dedit. Casulas quinque, dalmatica III^{or}, tres tunicas et albam sericam dedit. LXXII annulos ad faciendam crucem auream dedit; et ad ornandam ecclesiam XXII pallia dedit. Dorsale valde optimum dedit quod supponitur altari, et insigne ornamentum ad calicem deferendum dedit. Preter hec omnia dextram parietem ex integro renovavit. Dedit etiam nobis stolas tres cum manipulis, textum III^{or} evangeliorum auro et lapidibus ornatum, urceolos tres, duas capas et tapicia III^{or}. In cujus sollempni anniversario distribuitur canonicis VI^o pars decime de Vallibus, et tres pauperes [recipiuntur?] in refectorio.

CX XIII.

Ann. 1160.

CHARTA qua Godefridus, Lotharingæ dux, alodium B. Remigii vocatum Litta quod duobus annis tenuerat, B. Remigio restituit ¹.

Hist. de Sainte-Vaubourg, p. 729. — Marten., Ampliss. collect., t. 857.

CX XIV.

30 avril
1162.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archi-

¹ Voir aussi Hist. de Sainte-Vaub., p. 751.

episcopum, cui pallium transmittit per abbatem Grandis Silve et ipsius nuncios; rogatque ut apud regem efficere studeat id quod ab ipsis ex parte sua proponitur ¹.

Martenn., *Ampliss. collect.*, II, 665. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 777.

CXXV.

EPISTOLA Henrici remensis archiepiscopi ad Ludovicum Francorum regem, cui mittit acceptas ab imperatore Frederico litteras, quibus significabatur regem dedisse securitates imperatori, quod ipse cum gallicana ecclesia Octavianum reciperet in Apostolicum; unde Henricus vehementer turbabatur ².

Ann. 1162.

Duchesn., *Hist. Fr. script.*, IV, 581. — *Marl.*, II, 388, ex Chén. — *Gall. christ.*, IX, 89, ex Chesn., fragm. — *Bulsius, Hist. Univ. paris.*, II, 308. — *Rec. des Hist. de Fr.*, XVI, 30.

CXXVI.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Milonem clericum de Largeriaco et alios cogat ad restituenda ablata Drogoni canonico SS. Timothæi et Apollinaris.

12 janvier 1163.

Martenn., *Ampliss. collect.*, II, 685.

CXXVII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Witterum de Sarnai et Henricum comitem de Grandi Prato compellat monachis S. Remigii ablata restituere.

11 février 1163.

Martenn., *Ampliss. collect.*, II, 686. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 793.

¹ Nous n'avons pu indiquer que les plus essentielles des 497 lettres contenues dans le registre d'Alexandre III publié par Martenne; mais pour qui voudra étudier à fond et les mœurs du temps, et les rapports des archevêques de Reims avec la cour de Rome, et l'extension qu'a dû prendre la puissance de ces prélats par suite des fonctions de

légal dont plusieurs d'entre eux se trouvaient investis, il n'est pas une seule de ces lettres qui soit à négliger.

² Voir aussi les Lettres de et à Eberhard, évêque de Salzbouurg. Teugnagel, *Veter. mon.* p. 452-453, et *Rec. des Hist. de Fr.*, XVI, 177; celles d'Alexandre III, *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 775, 776, etc., etc.

CXXVIII.

19 février
1163.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut causam inter P. Lapillum et P. Catalaunensem¹ socerum ejus, de possessionibus Lapillo ablati audire pergat, non obstante ad papæ audientiam appellatione.

Martenn., Ampliss. collect., II, 687.

CXXIX.

19 février
1163.

EPISTOLA Alexandri III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut M. Catalaunensem ab immoderato fenore compescat.

Martenn., Ampliss. collect., II, 686.

CXXX.

9 mars 1163.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Ludovicum VII Francorum regem, qui petierat interdictum a remensi archiepiscopo latum, a pontifice relaxari. Pontifex non recusat omnino, sed honestius putat ab archiepiscopo ipso relaxari.

Concil. Labb., x, 1329. — Concil. Hord., VI, part. II, p. 1508. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 610. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 794.

CXXXI.

26 mai 1163.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui committit definiendam causam quæ vertitur inter ecclesiam S. Remigii et Dervensem, super quadam decima; tum ipsi mandat ut compellat canonicos Grandis Prati ad restituendum fratribus S. Remigii corpus filii comitis ejusdem loci, qui ecclesiæ ipsorum a pueritia oblati fuerat.

Martenn., Ampliss. collect., II, 691.

¹ Nous pensons qu'il s'agit ici de deux membres des familles de Labille et de Châlons qui appartiennent à la ville de Reims. Il est question, il est vrai, dans la lettre qui les concerne, de la monnaie de la ville de

Châlons; mais on voit dans le registre duquel est tiré cette lettre (Martenn., Ampl. coll., II, 663), on voit, disons nous, un chante de Péronne se servir de cette même monnaie.

CXXXII.

Epistola Alexandri papæ III ad H. remensem archiepiscopum, quem hortatur ad procuraciones romane curiæ faciendas. 5 juin 1167.

Martens., Amplias. collect., II, 602, 603. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 707.

CXXXIII.

Epistola Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cujus preces pro sepultura militis qui in torneamento necatus fuerat non admittit. 23 août 1163.

Martens., Amplias. collect., II, 674. — Rec. des Hist. de Fr., xy, 804.

CXXXIV.

Epistola Alexandri papæ III ad abbatem S. Remigii, cui causam remittit olim remensi archiepiscopo commissam, de terra pignori obligata, quam restituere recusabant qui eam pignori dederant, pecuniam pro qua fuerat obligata recipere volentes. 5 octobre 1163.

Martens., Amplias. collect., II, 693.

CXXXV.

Epistola Alexandri papæ III ad abbates S. Remigii et S. Nicasi, quibus committit audiendam causam inter Oddonem clericum et Hugonem fabrum, de vinea quadam. 25 décembre 1163.

Martens., Amplias. collect., II, 697.

CXXXVI.

Epistola Alexandri papæ III ad magistrum F., et magistrum R. remensem canonicam, ut absque dilatione procedant ad terminandam causam ipsorum iudicio commissam in Tr. Bigot et Thomam, pro quadam terfa. 12 janvier 1164.

Martens., Amplias. collect., II, 699.

CXXXVII.

13 janvier
1163

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut homines ecclesiæ S. Remigii hortetur ad auxilia conferenda huic ecclesiæ debitorum onere gravatæ; et ipse opem ferat.

Martenn., Ampliss. collect., II, 700.

CXXXVIII.

20 janvier
1161 ou 1165

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui commendat orientalis ecclesiæ nuntios, missos ad elemosynas corrogandas.

Martenn., Ampliss. collect., II, 700. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 813.

CXXXIX.

12 février
1164.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui committit audiendam causam inter abbatem S. Remigii et rusticos de Nongento.

Martenn., Ampliss. collect., II, 701.

CXL.

14 février
1164 ou 1165.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad canonicos remensis ecclesiæ, ut Henricum remensem archiepiscopum, electo catalaunensi episcopo, ejus se voluntati et bene placito resignanti, placabilem efficiant.

Rec. des Hist. de Fr., XV, §15, ex ms. Roinartii.

CXLI.

16 février
1164.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui committit audiendam causam inter P. abbatem S. Remigii et R. vicecomitem laudunensem, de villa Germiniaco.

Martenn., Ampliss. collect., II, 702. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 815.

CXLII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, de cujusdam mulieris contra M. Catalaunensem controversia, quæ archiepiscopi judicio fuerat commissa. 13 mars 1164.

Martenn., Ampliss. collect., II, 703.

CXLIII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut inquirat de monachis S. Remigii, qui quemdam ægotantem induxerant ad induendum habitum monasticum et ad pecuniam ipsis tradendam; ac reclamantem postquam convaluerat, acerbè vexabant. 14 juillet 1164.

Martenn., Ampliss. collect., II, 710.

CXLIV.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum de certa summa, quam papa assignari jusserat Eustachio magistro militum Templi, et archiepiscopus solvere promiserat, jam non Eustachio assignanda, sed C. nepoti papæ. 7 juin 1165.

Martenn., Ampliss. collect., II, 715. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 886.

CXLV.

EPISTOLA Petri cellensis abbatis S. Remigii ad Ludovicum VII Francorum regem, de quatuor marcis regi missis, de rheda trium eorum eidem commodata, et de palefrido mox mittendo. Ann. 1165.

Duchess., Hist. Fr. script., IV, 678. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 170.

CXLVI.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut M. Catalaunensem ab excommunicatione absolvat absque pecunia, sicut rogavit Ludovicus rex. Ann. 1165.

Martenn., Ampliss. collect., II, 817. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 847.

CXLVII.

Vers 1165,
13 janvier.

NOTITIA de obitu Bosonis remensis archidiaconi.

Necrolog. cceles. rem. — Marl., 1, 465.

Id. jan., decessit.... Boso noster archidiaconus, pro cuius sollempni anniversario faciendo habemus ad distribuendum canonicis apud Sarnacum ^{iiii^{or}} sextar. et dimid. siliginis et totidem avene, et ix sol.; juxta molendinum S. Remigii xxii^r, de censu Garini Mordens Carnem xxviii^r, et pretereā quicquid ultra xl^r exierit de terra emptā apud Chaureel, tam in decima, quam in censibus, ventis, vestituris, vinagio, roagio et soignis. Item l^r quod reddunt prebendarii de Anemant, et vii^r assignati apud Joincheri quod reddunt senescalli; et duo capellani ejus debent percipere quilibet quantum unus canonicus. Pretereā deargentavit coronam que est ante altare S. Crucis.

CXLVIII.

18 janvier
1166 ou 1167.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut archiepiscopus centum marcas argenti papæ acquirat, et ejus necessitatibus subveniat ex ecclesiis sui archiepiscopatus: cum maxima sint onera debitorum, et creditorum instantia.

Martenn., Ampliss. collect., II, 721. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 849.

CXLIX.

17 mars
1166 ou 1167.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cujus auxilium postulat, ut inimicis ecclesiæ resistere, et urbem in fidelitate S. Petri servare queat.

Martenn., Ampliss. collect., II, 730. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 852.

CL.

Ann. 1166.

CARTA de quadraginta solidis annui census apud Tanion; et quod comes regitestensis dedit quicquid habebat apud Gerson; et de juris remissione quod comes habebat apud Bourgeron in molendinis. Item de duobus stagnis apud Johannis villam; et

quod possumus ibi alia facere; de dono etiam furni in villa S. Supplicis.

Cart. A de Saint-Remi, p. 475.

Noverint omnes tam presentes quam futuri, quod ego Hugo comes destinatus post patrem meum Regiteste, gravi et longo morbo detentus, a venerabili abbate S. Remigii Petro, et a fratribus honorabiliter pene per tres menses cum militibus et famulis meis hospitio sum receptus, et liberalissime procuratus. Tandem urgentibus fatis meis morti appropinquans, me ipsum in monachum S. Remigii reddidi, et de bonis meis monasterio hec legata in elemosinam dedi; videlicet quadraginta solidos de censu quem habeo apud villam meam Tanium in festo S. Remigii, quod est kal. octobris, quotannis persolvendos. Apud Gerson etiam quicquid habebat pater meus. In molendinis quoque monachorum Regiteste, que dicuntur de Borgeron, quoddam jus quod habebam in eisdem molendinis, utique quod stare non possent nisi quamdiu vellem, exceptione itaque vel conditione ista sublata, ut in perpetuum manant concessi eidem ecclesie. Preterea apud Johannis villam sunt duo stagna in quorum altero pater meus solebat piscari, quam piscationem remisi tam liberam, ut preter abbatis et monachorum jussionem nemo deinceps possit ibi piscari. Concessi etiam, ut si quando placuerit monachus alia superaddere, eadem utantur immunitate seu libertate. Proinde quum in hospitio ipseus monasterii, omnis humanitas liberalissime michi et meis exhibita est, dignum duxi in ejusdem hospitii usus conferre furnum quod in villa S. Supplicis possidebam. Hiis igitur donationibus sive legatis meis, pater meus Witterus, et fratres mei, Manasses post me natus qui michi successit in comitatus honorem, et dominus Albertus clericus et canonicus Henricus et Balduinus, concordem prebuerant assensum, et manu confirmationis apposuerunt, astantibus viris nobilibus de meis hominibus qui favorabiliter acclamaverunt huic elemosine, dicentes abbatem et monachos predictis beneficiis majora meruisse. Ut autem hujus elemosine nostre largitio perpetuum obtineat vigorem, sigilli patris mei qui comitatum regerat impressione, et fratris mei Manasse hac testium subscriptione tam mandavimus roborari. Signum Odonis

abbatis S. Dyonisii. S. Leonis abbatis S. Gisleii. S. Leonis decani S. Marie. S. Johannis supprioris S. Manasse. S. Pontii cantoris. S. Jacobi. S. Goberti de Sucl. S. Henrici de Spineto. S. Walteri medici. S. Rainieri. S. Georgii. S. Walteri, et plures alii. Actum sollempniter in capitulo S. Remigii, auno Verbi incarnati millesimo centesimo sexagesimo sexto.

CL I.

Ver^o 1166, 2 juillet. NOTITIA de obitu Leonis decani remensis.

Neurolog. eccl. rem.

v. non. julii, decessit Leo bone memorie noster decanus, qui ad faciendum anniversarium suum, dedit nobis apud villam Braibenthum partem decime que pertinet, ut vulgo dicitur, ad navem ecclesie. Preterea dedit hospitio nostro, pro refectone pauperum ibi in egritudine jacentium, in anniversario suo, hoc quod habebat in villa nostra Junchereio, scilicet tres solidos censuales, et procuracionem unius militis cum armigero uno et equis eorum, et quamplures libros...

CLII.

Ann. 1166. EPISTOLA Petri cellensis S. Remigii abbatis ad Joannem cancellarium ecclesie remensis et Rainoldum compendiensem cantorem quos, Roman profectos in comitatu Henrici remensis archiepiscopi, certiores facit de statu remensis ecclesie, cujus sibi cura fuerat, ab archiepiscopo commissam.

Sirn. Oper., III, 1178. — Rec. des Hist. de Fr., XVI, 710.

CLIII.

Ann. 1166. DE servis et ancillis quibusdam datis S. Remigio apud Con-datis.

Cart. A de Saint-Remi, p. 166. — Archiv. du Royaume, L, cart. 22, n° 77.

Ego Henricis Trecentium palatinus comes, aniversis... notum facio quod ad preces domini Girardi dilecti mei prioris S. Remigii...

Cette lettre, ainsi que beaucoup d'autres, car nous avons reçu lettres de Pierre tres du même auteur, est omise par Brequigny du Montier-la-Celle, et Brequigny n'en ignore, dont tout le travail serait à revoir sur chaque pas plus d'une trentaine.

Hersendim de Condato et filium et filiam ejus, Adam scilicet, et Adelham, cum heredibus ab eisdem exentibus, eadem ecclesiam perpetuam elemosinam donavi. Cujus rei testes sunt Ansellus de Triagnello, et Garperus frater ejus, Artaudus camerarius. Actum est hoc Somanie anno m^o c^o lx^o vi^o. Datum per manum Willermi capellarii.

CLIV.

Epistola Petri abbatis S. Remigii ad Henricum archiepiscopum Remensem, quem rogat ut sine mora redeat, cum ejus presentia remensi ecclesie necessaria sit ob tribulationes intumescentes.

Ann. 1167.

Petri cellensis Epist. ap. Siran., III, 1024. — Marl., II, 390. — Rec. des Hist. de Fr., XVI, 484.

CLV.

Epistola Joannis saresberienensis ad Joannem episcopum pictavensem, de seditione orta in urbe Remensium contra Remorum archiepiscopum.

Ann. 1167.

Joann. saresb. Epist., p. 375. — Marl., II, 391. — Duchesn., Hist. Fr. script., IV, 470. — Rec. des Hist. de Fr., XVI, 182, in not., et 568. — Gall. christ., IX, 90.

Joanni, episcopo pictaveni, Joannes saresberienensis. Regnorum collisiones et terre motus magni, et imminentium periculorum exitus, me calamum suspendere diutius coegerunt, et commodiora scribendi tempora expectare. Bellici namque tumultus æstate fere tota ferventes, interuenandi facultatem litterarum portitoribus præcluserunt, et in urbe remensi orta seditio sic turbavit provinciam, ut vix tutum fuerit ingredi vel egredi civitatem. Conspiraverant enim cives, de clericorum consilio et auxilio militum, nitescentes contra archiepiscopum qui nosas quasdam indebitas et intolerabiles servitutes volebat imponere civitati; et ecclesiarum turres et domos munitiores occupantes, officialibus et amicis archiepiscopi ejectis ab urbe, multas et injurias

Tous les historiens qui se sont occupés de l'histoire de Reims, avaient attribué à l'an 1164 les événements auxquels se rapportent cette lettre et celles qui vont suivre. Les auteurs du *Recueil des Hist. de Fr.*, t. IV, p. 484, ont prouvé qu'il fallait leur assigner la date de 1167.

intulerunt. Et primo quidem ei omnem humilitatem exhibuerant, parati duo millia librarum, sicut multi testantur, conferre in aerarium ejus, dummodo epus jure tractaret et legibus vivere pateretur quibus civitas continue usi est a tempore sancti Remigii Francorum apostoli. Adherant etiam christianissimum regem, sed nec per eum rigorem archiepiscopi flectere poterunt. Confugerunt itaque ad comitem Henricum, et ex ejus consilio cesserunt regi, quem archiepiscopus adduxerat ut in brachio ejus contereret civitatem. Rex autem dolens, sed tamen fratris satisfactionis voluntati, circiter quinquaginta domos dirui fecit, et recessit. Cives vero die tertia redierunt, et in ultionem dirutarum domuum funditus exterunt domos militum fauentium archiepiscopo, vicedomani scilicet sui, et alterius qui in urbe gesserat prefecturam. Unde motus archiepiscopus comitis Flandrie imploravit auxilium, eumque cum mille militibus adduxit Remis, ut cives perirent in ore gladii, aut redimendi et torquendi conjicerentur in vincula. Sed illi, praesentientes adventum comitis, iterato cesserunt, se evacantes urbem, ut Flandrenses, media confecti, vix unius diei et noctis moram potuerint sustinere. Et quia archiepiscopus in recessu eorum cives ad propria redituros non dubitabat, per comitem Robertum fratrem suum, ignavis Flandrensibus, cum eis pacem fecit, acceptis quadraginta quinquaginta libris in recompensationem damnorum, quae, ut multiplices injurias et contumelias laceant, in quadruplum excreverant: concedens ut de cetero legibus utantur antiquis. Sic itaque, damnosam et ignominiosam cum civibus faciens pacem, adhuc cum clero exercet inimicitias, et se juri offerentes vexat ecclesias. Haec apud nos....

CLVI.

Ann. 1167. EPISTOLA Stephani abbatis elunjiacensis ad Henricum remensem archiepiscopum. Scribit de discordia quae inter archiepiscopum et remenses canonicos exorta fuerat.

Martens, Apparis. collect., II, 783. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 182.

CLVII.

Ann. 1167. EPISTOLA Raimundi cardinalis S. Mariae in via lata et eandem

nici remensis, ad Henricum archiepiscopum remensem, ut studeat archiepiscopus controversiam suam cum ecclesia sua sopire amicabile compositione, vocatis suffraganeis, præsertim circa consuetudines de absolvendis excommunicatis.

Marl., II, 394. — Rec. des Hist. de Fr., xvn, 183, et xv, 855, *in not.*

CLVIII.

EPISTOLA Alexandri pape III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui præcipit, ut erga canonicos remenses benignum et munificum se præbeat, et apud regem ipsis gratiam conciliet.

Ann. 1167.

Marl., II, 393. — Mariem., Amplius collect., II, 934. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 855, et xvi, 182.

CLIX.

EPISTOLA Alexandri pape III ad Ludovicum VII, Francorum regem, ut canonicis remensibus gratiam suam reddat, ablata restituat, et ad reformationem pacis inter ipsos et remensem archiepiscopum diligenter intendat.

Ann. 1167.

Marl., II, 393. — Mariem., Amplius collect., II, 935. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 850.

CLX.

EPISTOLA Henrici remensis archiepiscopi ad Hugoneum sursonensem episcopum, cui mandat ut cum abbatibus, præpositis, archidiaconis et decanis, et occurrat Bellovaci, tractaturus de negotiis ad ecclesiam remensem et personam ipsius archiepiscopi pertinentibus.

Ann. 1167.

Duchem., Hist. Fr. script., II, 757. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 183.

CLXI.

EPISTOLA Johannis saresberiensis ad Petrum Scriptorem, qui seditionem Remorum pacificatam et urbis Romæ solutam obsi-

Ann. 1167.

Drenguij indique deux fois cette lettre, sous la date de 1164 et sous celle de 1172.

Drenguij indique également cette lettre sous la date de 1164 et sous celle de 1172.

dionem nunciat; quæ civitates adhuc hanc sibi germanitatem exhibent ut eisdem subiectant fatis et eadem patientes; gaudeant simul.

Joh. saresb., *epistola* 211. — S. Thom. cont., *Epist.*, lib. 12, *epist.* 48. — *Bec. de. Hist. de Fr.*, xvi, 570.

CLXX.

18 avril (1167). EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, pro quodam G., ut hereditas ei reddatur.

Martens., *Ampliss. collect.*, II, 732.

CLXIII.

24 mai 1167. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut terminet controversiam inter Simonem Deauratum, et quemdam remensem civem, de pecunia Simoni solvenda.

Martens., *Ampliss. collect.*, II, 736.

CLXIV.

1^{re} juin 1167. EPISTOLA Alexandri papæ III ad episcopum laudunensem, ut causam judicet inter abbatem S. Remigii et mulierem quandam, de molendino et molendini alveo.

Martens., *Ampliss. collect.*, II, 741.

CLXV.

1^{re} juillet 1167. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum; commendatio et exhortatio ut sibi subveniat et ut regem ad idem convertat.

Martens., *Ampliss. collect.*, II, 743. — *Roc. des Hist. de Fr.*, xv, 854.

¹ La tradition à laquelle fait allusion cette lettre avait déjà cours du temps d'Henri, indiquons ici.

² Cette pièce n'est point indiquée par Huguign.

³ La souscription du copiste porte l'évêque de Laon; mais celle d'Alexandre III s'adresse à Henri, arch. de Reims.

⁴ Aucun des historiens de Reims n'a

CLXVI.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Huldewinô ecclesiæ remensis vicedomino restituat beneficium in ecclesiâ S. Sixti.

16 janvier
1168 ou 1169

Martens., Ampliss. collect., II, 774. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 856.

CLXVII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, pro censu romanæ ecclesiæ, ut ab ecclesiis censualibus remensis provinciæ solvatur.

11 février
1168

Martens., Ampliss. collect., II, 783. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 858.

CLXVIII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii, ut provideat Walando romanæ ecclesiæ clerico pecuniarum subsidia, quo liberaliter et honeste scholis parisiensibus vacare possit.

7 avril
1168 ou 1169

Martens., Ampliss. collect., II, 807. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 861.

CLXIX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Hu. burgensem et uxorem ejus compellat ad restituendam domum cuidam G. clerico.

23 avril
1168.

Martens., Ampliss. collect., II, 809.

CLXX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, de trucidatis uxore et filio Garini Blanci, ac domo ejus concremata, dum in Apuliam causa negotiandi venisset; et de manifestando ac puniendo facinore.

11 mai 1168

Martens., Ampliss. collect., II, 819.

CLXXI.

13 août 1169. EPISTOLA Alexandri pape III ad Henricum remensem archiepiscopum; cui committit judicandam causam inter F. de villa Aleran et Milonem super quadam terra.

Martens., Amplias. collect., II, 752.

CLXXII.

17 septemb.
1169. EPISTOLA Alexandri pape III ad Henricum remensem archiepiscopum, de judicanda causa, circa domum pignori obligatam et res quasdam commodatas cuidam militi a Marbelino et matre ejus.

Martens., Amplias. collect., II, 759.

CLXXIII.

6 septembre.
1169 ou 1169. EPISTOLA Alexandri pape III ad Henricum remensem archiepiscopum, qua eum hortatur ut R. de Cocciaco, H. de Grandi Prato, R. de Roseto, G. de Castellione comites suessionensem et hannoniensem compellat ad resarcienda damna monasterio S. Remigii illata.

Martens., Amplias. collect., II, 756. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 868.

CLXXIV.

6 septembre
1169 ou 1169. EPISTOLA Alexandri pape III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut compellat homines S. Remigii, qui relictis habitationibus suis alio commigrarant, ad priorem habitationem redire, aut terras quas excolere solebant, eidem ecclesie libenter dimittere, et ut beneficia ac possessiones que schismatici de regno Alemannia habebant in provincia remensi, tribuat S. Remigii monasterio in recompensationem eorum que schismatici eidem in Alemannia subtraxerant.

Martens., Amplias. collect., II, 757. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 868.

CLXXV.

CARTA de quibusdam hominibus manumissis et super altare
B. Dionysii remensis oblati. 16 février
1168 ou 1169.

Cart. de Saint-Denis, p. 47.

Notum sit tam præsentibus quam futuris quod Nicholaus filius Albrici Chaudium de Marogilo quosdam suos homines quos habebat apud Hissam, scilicet Avelinam, Johannem, Nicholaum, Macelinam, Elizabeth, Eustachium cum posteris eorum liberos effecit, eosque ecclesie Sancti Dionysii remensis pro anima sua et antecessorum suorum concessit, et eos super altare obtulit, ea tamen conditione quod pro eorum libertate quindecim libras cathalaunensis monete in elemosina recepit. Et ne aliquis eos deinceps reclamaret, totum hoc propinquos suos laudare fecit, videlicet Guillam sororem suam de Visins et Joffridum maritum ejus, qui viginti quinque solidos habuerunt, et Idam aliam sororem suam de Braio et Odonem maritum ejus cum quinque filiabus suis, qui decem solidos habuerunt; Heudebaldum etiam de Marogilo, quæ decem solidos habuit ut hoc laudaretur et confirmaretur. Hujus rei testes sunt, domnus Odo abbas supradictæ ecclesie, et Valterus prior, et Gaubertus thesaurarius, et Fulco præpositus, et Gerardus canonicus eo tempore sacerdos de Hissa; Petrus et Dodo et Vido diaconi; Hugo, Johannes et Gervasius subdiaconi; Odo et Herbertus et Theodorus acoliti, et omnes ipsius ecclesie canonici. Gislebertus et Constantius, Nicholaus, Johannes, Lambertus de Hissa et Vido de Condeio, Gerbaudus et Theobaldus presbyteri. Paganus et Rogerus, Cleopas et Varinus milites de Marogilo; Adam miles de Fontaneis, Stephanus miles de Buxelio. Hoc autem ipse Nicholaus fide et sacramento confirmavit, existentibus testibus Richardo de Ambunnaio presbitero de Bouzeio, Dudone milite, et Stephano villico, Alardo et Petro clericis et diaconibus de Turoni super Maternam cum aliis multis. Actum est hoc Remis, anno incarnati Verbi millesimo cº lxº viiiº, indictione iº, regnante Ludovico piissimo rege Francorum anno xxxviii, archiepiscopatus autem domni Henrici anno viiº, xiiiiº kal. martii.

CLXXVI.

Vers 1168. EPISTOLA Henrici remensis archiepiscopi ad Gualterum laudunensem episcopum, cui parere contemnerenti mandatis metropolitani diem indicit, ut in curia sua de inobedientia satisfaciat.

Martenn., Ampliss. collect., II, 776. — Rec. des Hist. de Fr., XVI, 186.

CLXXVII.

2 janvier 1168. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Heuricum remensem archiepiscopum, ut causam cognoscat et decidat inter Goslenum et O. milites, et Herlandum remensem canonicum, super relictibus quibusdam pignori traditis Herlando, quos, sorte et expensis solutis, milites præfati repetebant.

Martenn., Ampliss. collect., II, 771.

CLXXVIII.

8 février 1168. PRIVILEGIUM Alexandri papæ III ad Guidonem abbatem et fratres monasterii S. Nicasii, quo hujus monasterii bona et jura sub sua protectione suscipit, plurimis nominatim expressis¹.

Marl., II, 397.

¹ Marlot n'a publié que la moindre partie de cette bulle. Nous avons extrait du cart. de Saint-Nicaise, fol. 28, n° 1211, la portion qu'il a omise.

..... Dimidium case de Monte Arcein. Terram de Ursini quam Reinerus et frater ejus dederunt, et decem et octo denarios ingranthe maio, et duos sextarios frumenti solvenda apud Sulmonem, que dedit Elizabeth pro anima viri sui Guthuini. Altare de Buri cum tota decima, præter octavam partem. Altare de Alguillari secus Antineium, cum tertia parte majoris atque minoris decime totius circumjacentis territorii. Ecclesiam de Nongento cum decimis et pertinentiis suis. Ecclesiam de Cortemonesteriali, cum decimis de Nomento, et omnes culturas quas S. Nicasius tenet sine censu in eodem territorio, pertinentes ad dotem al-

taris. Alodium Milonis Heterel in Burinonte, cum manso indomincato, terris cultis et incultis, silvis et pascuis, cursu aque, et piscatore, et sedem molendini, et horum omnium hanno et justicia. Altare ejusdem ville. Ecclesiam de Vilerzeto cum tota decima, et uno manso terre arabilis. In borgo S. Nicasii portagium, rosgium, molagium, sextellagium, et theoniceum cum hanno et justicia et forno hennato. In Castellu Portuensi terras arabiles post Sanctum Martinum centum solidis a Rotiello milite emptas ad Sanctum Petrum super Anam (sic, Arum?). Terras a Bliardo milite de Turro sexagiata solidis emptas, cum medietate molendini ad Sarni. Citra Altari dimidium carrucam terre arabili cum hanno, et justicia, et theloaco, et sex feleaturas prati et terciam partem piscatorii et cursos aque.

CLXXIX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut faciat permanere liberam cujusdam Roberti clerici matrem, si eam fuisse manumissam constiterit. 18 février 1169.

Martens., Ampliss. collect., II, 784.

CLXXX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Petro judeo, suscepto de sacro fonte, præbendam ab abbatisa B. Petri remensis concessam restitui faciat, aut aliud beneficium ipsi conferat. 7 mars 1169.

Martens., Ampliss. collect., II, 786.

Molendinum de Bethanacurte cum piscatoris usque ad Salices comitis. Sennacurte cum ecclesia et appenditijs suis, Batavilla, Mellofonte, et Calmootana. Ad S. Germani Montem, dimidiam carrucatum terre arabilis cum tota decima. Altare de Buxito cum dote sua. Altare de Sancto Basolo cum dote sua. Altare Sancti Martini de Cappa cum dote sua. Altare de Buxil. Molendinum de Almericrte. Ecclesiam de Guni cum manso Roberti de Corbentio ab omni humana exactione et consuetudine liberam. Ecclesiam de Ceris cum dote sua ab omni exactione corrucorum, et totius consuetudinis servilis liberam, cum pascuis et alimentis ville, et tota decima, præter duas partes quarte partis. Præterea concordiam que inter vos et moniales Sancti Petri in præsentia... predecessoris nostri Eugenii pape facta est, nichilominus confirmamus.... Que videlicet in hunc modum formata est : Tota calcata que est iuxta chastrum de Thur¹, erit ecclesie S. Nichasii jure parochiali, eique omnes ejusdem calcate habitantes parochialis jura cum integritate persolvent. Omnes vero qui in domibus que extra portam ipsius calcate sunt, et quicunque de cetero inter ipsas domos et ecclesiam S. Petri de Jandincourt habitave-

riant, parochiani erunt ecclesie S. Petri. Quicquid habitatores persolvebant abbatisse S. Petri de ortis, sive de domibus ipsius calcate aut alijs, ecclesie S. Nichasii persolvent, et decimas et alia jura parochialis que ecclesie S. Nichasii, prout dictum est, debent persolvi. Et quoniam abbatisa S. Petri renuntiavit liti calcate super jure parochiali in manu abbatis S. Nichasii, abbas remisit ei novem sextarios annonæ, quorum sex abbatisa pro molendinis, tres vero pro quadam cultura, ecclesie S. Nichasii annis singulis persolvebat. Sane novallium vestrorum, que proprijs manibus aut sumptibus colitis, sive de nutrimentis vestrorum animalium, nullas a vobis decimas presumat exigere. Obveniat vero te, vel tuorum quolibet successorum, nullis ibi quolibet subreptionis astutijs seu violentiis, preponatur, nisi quem fratres communi consensu, vel fratrum major pars consilii senioris, secundum Deum et S. Benedicti regulam prouiderint eligendum. Decernimus ergo quod nulli... Datum Beneventi, per manum Gratiani... subdiaconi et notarii, vi idus februarii, indictione II... anno M^o. C^o. LX^o. viii^o., pontificatus vero domni Alexandri pape III anno x^o.

¹ Voyez Martens., Ampliss. collect., II, 827

CLXXXI.

29 juillet
1169.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, de ope ferenda terræ orientali.

Martenn., Ampliss. collect., II, 750. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 880.

CLXXXII.

Ann. 1169.

EPISTOLA Amalrici regis Hierusalem ad Henricum, quem, expositis molestiis regni orientalis, rogat ut benigne excipiat Fridericum tyrensem archiepiscopum, et alios, missos ad subsidia flagitanda ¹.

Martenn., Ampliss. collect., II, 803. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 187.

CLXXXIII.

16 mars
1170.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ne jura suffraganeorum suorum et maxime belvacensis episcopi sibi vindictet; nec ejus personam gravet absque comprovincialium episcoporum judicio.

Martenn., Ampliss. collect., II, 823. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 881.

CLXXXIV.

27 mai 1170.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad F. decanum et canonicos remenses, ut causam cognoscant Theobaldi clerici et fratris ejus, qui ob suam appellationem ad papam, violenter carceri mancipati fuerant per Joannem vicarium archidiaconi et Thomam presbyterum.

Martenn., Ampliss. collect., II, 840.

CLXXXV.

16 juin 1170.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui gratias agit pro decem marcis auri sibi oblatis, et pro gratia militibus Templi exhibita.

Martenn., Ampliss. collect., II, 845. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 889.

¹ Voyez aussi les lettres cxcvii, cxcviii et 199, 200. Voir aussi Rec. des Hist. de Fr., cxcix, etc. Rec. des Hist. de Fr., xvi, 198, xv, 958.

CLXXXVI.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut exactiones Thomæ Mali burgensis S. Remigii compescat. 30 juillet 1170.

Martenn., Ampliss. collect., II, 848.

CLXXXVII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui causam committit dirimendam de homine S. Remigii, cujus res auferre voluerat abbas S. Remigii, quod is in uxorem duxisset feminam ecclesiæ S. Petri. 30 juillet 1170.

Martenn., Ampliss. collect., II, 849. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 890.

CLXXXVIII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut causam audiat et decidat inter procuratorem archidiaconi remensis et Hubaldum burgensem castri S. Remigii, de pace quam Hubaldus violasse dicebatur. 30 juillet 1170.

Martenn., Ampliss. collect., II, 849.

CLXXXIX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii et Fulconem decanum remensem, quibus litem inter clericos quosdam dijudicandam committit, de domo censuali ecclesiæ S. Symphoriani. 30 juillet 1170.

Concil. Labb., x, 1251. — Concil. Hard., vi, part. II, 1433.

CXC.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii et Fulconem decanum remensem, de scholaribus remensibus a presbytero injuste excommunicatis et alias injurias passis. 10 novembre 1170 ou 1171.

Sirmond. Oper., III, 1343. — Concil. Labb., x, 1283. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 892.

CXC I.

11 décem-
bre 1170 ou
1171.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii,
ne prohibeat homines sui monasterii uxores ducere de alterius
dominio.

Sirmond. Oper., III, 1300. — Concil. Labb., x, 1252. — Rec. des Hist. de
Fr., xv, 894, etc., etc.

CXC II.

Ann. 1170.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii
et Fulconem remensis ecclesiæ canonicum, ut de usurarii causa
cognoscant.

Sirmond. Oper., III, p. 1294. — Concil. Labb., x, 1248. — Concil. Hard.,
vi, part. II, 1430.

CXC III.

Vers 1170.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archi-
episcopum, ut causam audiat inter Martinum et Adam, de qua-
dam vinea, si consuetudo terræ habet quod causa possit sub
ecclesiastico iudice terminari.

Martenn., Amplias. collect., II, 841.

CXC IV.

Ann. 1170.

CHARTA qua Henricus remensis archiepiscopus concedit in-
firmis remensibus nundinas per octo dies a die Paschæ, juxta
domum ipsorum extra civitatem remensem ¹.

Marl., II, 399. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 189.

« Notez que cette chartre d'Henry de
France est la plus ancienne chartre qui se
trouve présentement au cartulaire de l'hô-
tel-de-ville de Reims; en la page 150 de
son inventaire il est fait mention d'une
chartre de l'archevêque Samson de l'an 1152,
mais elle n'est plus présentement au cartu-
laire dudit hôtel-de-ville. » (Lacourt,
Marl. ann., I, *not.*, fol. 60, v^o.)

Lacourt veut parler de l'inventaire de

1648, où l'on trouve en effet, fol. 150 : « Une
« ancienne chartre de l'archevêque Samson,
« de l'an 1152, par laquelle appert que le
« nommé Roger Bazoras a donné aux Lé-
« preux place pour asseoir des moulins au
« lieu dict Flancourt. »

Comment Rogier, qui écrivait en 1649,
et qui connaissait si bien les archives de la
ville, n'a-t-il pas fait mention de cette
pièce? — Cet auteur a d'ailleurs consacré

CXC.V.

CHARTA qua Henricus remensis archiepiscopus confirmat pre- Ann. 1170.

nn de ses ouze livres à l'histoire des foires de Reims. La charte de Henri de France que nous indiquons dans notre texte y est transcrite en entier et accompagnée de remarques que nous jugeons utile de reproduire.

« Ayant par cy-devant représenté les servitudes que aucuns archevêques de Reims ont voulu établir en la dicte ville, il est à propos ausy de faire mémoire des choses notables qu'ils y ont fait, comme l'establisement de la foire de Cousture, laquelle est nne des plus signalées foires du royaume et qui donne grande réputation à la dicte ville....

« La raison pourquoy ceste foire estoit établie à commencer le jour feste de bonne Pasques, et depuis remise à la semaine précédente qui est toujours le temps de Pasques, encor que cela semble ridicule, néantmoins il est à croire que cela ne fut pas fait sans grande considération, et diray par conjecture ce qui m'en semble. Premièrement, que l'église de Reims estant église métropolitaine de la province, qu'elle a esté de tout temps douée de grands privilèges par dessus toutes les autres églises de la dicte province; que au temps de la feste de Pasques il y pouvoit avoir lors, comme il y a encor à présent, des pardons et indulgences octroyez à tous ceux qui par dévotion visiteroient la dicte église; alors les dictes pardons n'estoient pas si communs comme ils sont à présent, au contraire les pénitences estoient beaucoup plus grandes qu'elles ne le sont, comme on pourra voir par une bulle de l'archevêque Guillaume, cy-après transcritte, à l'occasion desquelles indulgences le peuple de la province de Reims et autres venoient en la dicte ville en grande affluence pour visiter la dicte église et participer aus dictes indulgences. J'ay veu par certains mémoires qu'en l'année 1451 qu'il estoit venu en la dicte ville aux pardons généraux de la Saint-Luc que

nostre saint père le pape avoit donné et octroyé à l'église de Reims, qui onques n'avoient esté en la dicte église, jusques au nombre de cent mil personnes; mais je crois que ceste année-là le jubilé s'y célébroit; toutefois, par le dit mémoire, il n'est fait mention que du pardon de la Saint-Luc. Or, considérant l'estat auquel pouvoit estre lors la dicte ville..., les habitants d'icelle ne soullant faire leurs provisions que avecq le jour la vye, et que ce grand nombre de peuple pouvoit en recevoir des grandes incommodités, le dit archevêque Henry permit à toutes personnes d'y amener des marchandises et denrées pour accommoder le peuple....

Eussit la copie de la chartre de l'archevêque Guillaume cy dessus mentionnée. »

« Willemus... Qui miserorum miseretur,
« misericordiam Dei a misericordie patre
« consequetur; cum autem homines rideant
« mus a lepre percussos miserabili torqueri
« cruciatu, humanitatis ratione doloribus
« eorum compati debemus et condolere.
« Ilac igitur inducti consideratione, affli-
« xionis et miserie leprosoium iuxta civi-
« tatem remensem commemoratum volumus
« remedium impendere, et omnes fideles ad
« benefaciendum eis rogamus, et in Domino
« attentius exhortamur. Nos autem de Dei
« misericordia et gloriose virginis Mariæ et
« omnium sanctorum meritis confisi, omni-
« bus qui ad nundinas venerint, de iunctis
« sibi penitentiis hanc indulgentiam impen-
« dimus, videlicet de septem annis unum,
« de tribus quadragenis unam quam sibi
« quisque elegerit, de sextis feriis quartam
« partem. Preterea offensas patrum et ma-
« trum, nisi violentas manus iniecerint, et
« vota fracta si ad eadem redierint, et pec-
« cata etiam oblita eis misericorditer relaxa-
« mus. Datam per manum Alexandri cancel-
« larii nostri. »

« Le secl est rompu, et au doz est escript :
« Registrata in camera registri remensis. »
(Bibl. de Reims, mss. Rogier, 1, fol. 52, v^o.)

decessoris sui decretum de solo pane distribuendo canonicis non residentibus ¹.

Martenn., Thesaur. anecdot., t, 459.

CXCVI.

Vers 1170. EPISTOLA Henrici Remorum archiepiscopi ad Ludovicum VII Francorum regem, ut militem Ebrardum nomine de Brueres, cognatum abbatis S. Dionysii remensis, paratum subire iudicium curiæ regiæ, benigne suscipiat.

Duchesn., Hist. Fr. script., iv, 636. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 152.

CXCVII.

Ann. 1170. EPISTOLA Henrici trecentis comitis ad Henricum remensem archiepiscopum, quem laudat quod Sampegniacum straverit, ab eo vero veniam petit pro Guermundo de Castellione ².

Martenn., Ampliss. collect., II, 967. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 195.

CXCVIII.

21 février 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Guidonem abbatem S. Nicolasii et M. Radulfum canonicum remensem, ut damna monasterio S. Remigii illata reparari curent.

Sirmond. Oper., III, p. 1323. — Concil. Labb., x, 1268. — Concil. Hard., vi, part. II, 1449.

CXCIX.

27 février 1171 ou 1172. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archi-

¹ Cette pièce est omise par Brequigny. L'original se trouve dans les Archives du chapitre, lay. 10, liass. 18, n° 1. Elle y est accompagnée de trois autres bulles que le catal. des Arch. du chap., I, 158, indique ainsi : « Joint trois bulles [dont deux] du pape Alexandre III. La 1^{re}, des ides de juillet 1160, « confirmative du décret de Sanson ; la 2^e, « des ides de décembre 1170, confirmative « du décret ou statut de son successeur « Henri. Joint encore une autre bulle du

« pape Innocent IV, du 6 des kalendes de « septembre 1247, qui vent que le statut ci- « dessus soit exécuté, et que les chanoines « qui s'y refuseroient puissent y être con- « traints. »

² Brequigny assigne à cette pièce la date de 1172 ; mais dans une charte de 1171, que nous donnons plus bas sous le n° ccix, l'archevêque Henri nous fournit la date que nous restituons ici à la lettre du comte de Champagne.

episcopum. Negat se abbati de Cheminone aut alii cuilibet literas dedisse; quibus auctoritas ejus ordinaria ad Willelmum senonensem archiepiscopum tanquam apostolicæ sedis legatum, transferretur.

Martenn., Ampliss. collect., II, 888. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 901.

CC.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad abbates S. Remigii et S. Dionysii remensis, quibus causam inter G. remensem et A. mulierem, de domo quadam, judicandam committit.

17 mars
1171.

Sirmond. Oper., III, p. 1344. — Concil. Labb., x, 1284. — Concil. Hard., vi, part. II, 1464.

CCL

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut homines S. Remigii defendat a vexationibus canonicorum suessionensium et Nicolai de Bazochis.

21 mars
1171 ou 1172.

Martenn., Ampliss. collect., II, 906. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 906.

CCII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui respondet ad diversa de quibus eum consuluerat, super appellationibus et dilationibus.

22 mars
1171 ou 1172.

Martenn., Ampliss. collect., II, 911. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 908.

CCIII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii et Fulconem decanum remensem, ut cognoscant de causa quorundam qui, ab episcopo ambianensi iudice constituto a pontifice, appellaverant.

24 mars
1171.

Sirmond. Oper., III, p. 1399. — Concil. Labb., x, 1251. — Concil. Hard., vi, part. II, 1433.

CCIV.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii, 30 mars 1171.

ut qui terrain O. S. Theodorici civis remensis Hierosolymiani profecti invaserat, eam restituere compellatur.

Sirmond. Oper., III, p. 1296. — Concil. Labb., x, 1249. — Concil. Hard., vi, part. II, 1431.

CCV.

4 mai 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad abbatem S. Remigii et Fulconem decanum remensem, quibus litem inter filiâstram R. militis de Vilario, et avunculum ejus, judicandam committit, de terrâgus pignori obligatis.

Sirmond. Oper., III, 1340. — Concil. Labb., x, 1281. — Concil. Hard., vi, part. II, 1461.

CCVI.

4 mai 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii et Fulconem decanum remensem, quibus causam de dotē uxoris R. de Vilers judicandam committit.

Sirmond. Oper., III, 1341. — Concil. Labb., x, 1281. — Concil. Hard., vi, part. II, 1462.

CCVII.

12 mai 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad silvanectensem episcopum et abbatem S. Medardi, ut damna monasterio S. Remigii illata reparentur.

Sirmond. Oper., III, 1298. — Concil. Labb., x, 1251. — Concil. Hard., vi, part. II, 1432.

CCVIII.

17 mai 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii et Fulconem decanum remensem, ut cognoscant de causa Wilhelmi cujusdam qui se usuris oppressum querebatur.

Sirmond. Oper., III, 1305. — Concil. Labb., x, 1255. — Concil. Hard., vi, part. II, 1437.

CCIX.

Ann. 1171. CHARTA de Sampegniaco empto ab archiepiscopo remensi.

Cart. G du chapitre, fol. 23.

In nomine Sancte et individue Trinitatis. Ego Henricus Dei gratia

Remorum dictus archiepiscopus, omnibus tam futuris quam presentibus, in perpetuum. Cum ex administratione pastoralis officii teneamur subditorum nostrorum quieti providere et paci, presertim quia utrumque gladium nos exercere oportet, pro loco et tempore, in eos qui pacem oderunt et justicie adversantur; propensiori consideratione nobis attendendum est, ut materialis gladius cum opportunum fuerit, ita spirituale comitetur, ne qui unum effugerit, alterum se effugisse gloriatus; sane mundus in maligno positus est, adeo ut filii nequam, licet alterum vel utrumque gladium presentiant suis cervicibus immutare, vix tamen a consuetibus (*sic*) excessibus continere vereantur. Hinc accedit quod misericordia moti super oppressione pauperum, munitionem de Sampegniaco, auxilio Dei, et amicorum nostrorum freti consilio, destruximus que quasi nidus et receptaculum erat raptorum qui patriam perturbabant, latrocinia exercentes, homicidia perpetrantes, villas ecclesiarum nobis commissarum supra modum gravantes, et indebitas consuetudines ab itinerantibus per viam publicam que ducit Cathalaunum a nostra remensi civitate, aliquando interminatione mortis, aliquando inflictione vulnerum, extorquentes; ita ut neque in viros ecclesiasticos manus suas injicere formidarent. Sequenti vero anno postquam munitionem illam destruxeramus, Boso miles qui erat dominus et possessor Sampiniaci, vendidit nobis pro trecentis libris villam Sampegniaci et quicquid habebat in territorio ejusdem ville in feodis, vel in dominio suo, terram arabilem, pascua, prata, aquas, piscationes, molendina, et omnia que in predicta villa, vel in territorio ville, habebat; ita ut qui ibidem aliquid in feodo ab eo tenebant; a nobis et a successoribus nostris tenebant, et hominum inde nobis facient. Hanc ejusdem Bosonis venditionem concessit mater ejus comitissa, et uxor ejus Helisendis, filius quoque ipsius Bosonis Hugo, et filie, et fratres ejusdem Bosonis, Wido, Olricus, Oliverius, Witerus, et sorores ejusdem Bosonis, Ada et Helvidis, et Ferricus maritus Ade, et filii Helvidis, Olricus, Colinus et Hersendis, presentibus istis: Galeranno clerico nostro canonico nostro remensi, Hugone de Silleri, Petro de Ayenai, Radulfo de Porta Martis, Gerardo de Posterna, Olone de Curmisi, militibus et servientibus nostris; Ferrico, Fulcone de Thesauro, Petro de Turribus super Maternam, Rainero Buiron, Radulfo Aquillon. Hoc etiam concesserunt apud Septem

Salices, Wermundus de Castellione, Witerus de Sarnai, presentibus istis : Johanne cancellario, predicto Galeranno, Rabone, Balduino militibus ; Herlebaudo, Radulfo, servientibus nostris. Hoc etiam concessit et resignavit in manu nostra, apud Malliacum, Wermundus de Wiron, a quo predictus Boso Sampegniacum tenebat ; et dominium illud quod ibidem habebat, nobis libere reddidit possidendum, presentibus istis : jam dicto Johanne et predicto Galeranno, Matheo Rufo, Petro de Avenai, Gosleno de Septem Montibus. Postmodum vero predictus Boso ad nos veniens Remis, presentibus nobis et quibusdam personis nostris, quarum subscripta sunt nomina, venditionem illam recognovit, laudavit, et concessit ; et pro prefata villa et predictis appendiciis ejus, trecentas a nobis libras recepit per manum cujusdam fratris de Templo, Dainberti nomine. Hec autem sunt eorum nomina qui interfuerunt : Petrus abbas S. Remigii. Boso archidiaconus

Le complément de toutes ces ratifications se trouve cart. G du chapitre, fol. 24, verso, dans la charte suivante :

« In nomine Sanete et individue Trinitatis.

Ego Guido Dei gratia cathalaunensis episcopus, ad posterorum noticiam presentium litterarum apicibus transmittere curavi, quod venerabilis dominus Henricus Remorum archiepiscopus comparavit a Bosone milite qui possessor et dominus erat Sampegniaci, totam villam Sampegniacum, et omnia que ibidem in dominio ejusdem ville possidebat, assensu Guermundi militis de Orron, de cujus feodo predicta descendebant. Nos etiam, qui predictus Guermundus era nobis tenebat, et de feodo nostro erant, concessimus, laudavimus et ratam habemus compactionem illam, et eidem domino archiepiscopo feodum nostrum, in tota illa possessione quemadmodum eam ex integro comparavit, assensu personarum et totius capituli ecclesie nostre resignavimus. Hoc igitur in perpetuum ratum, etc..... S. Guidonis. S. Balduini. S. magistri Roberti, S. Guidonis de Rocio archidiaconorum. S. Bononis decani. S. Jacobi thesaurarii. S. Rainaldi canonicus. S. Petri senescali. S. Olrici, S. Roberti, S. Rinardi presbiterorum. S. Rogeri, S. magistri Jacobi diaconorum. S. Rogeri de Roseto, S. Hugonis de Vitriaco subdiacono-

rum. Actum Cathalaunensi, anno 5^o 113^o m^o: Girardus cancellarius scripsit et subscripsit. »

« L'église que saint Remi avoit fait bâtir dans la cité en l'honneur de saint Martin, et qui fut dite depuis de la Trinité, fut rétablie dans le 11^e siècle par Constant, doyen de l'église de Reims, qui y fonda quatre prébendes (voyez Mart., 1, 145; Gall. christ., ix, 12 et 171), auxquelles son neveu et son successeur au doyenné en ajouta six autres. Le chapitre de l'église, de Reims donna, en 1170, cette église et ces prébendes aux chevaliers [du Temple]. « C'est aujourd'hui [1759] la commanderie servante de Malthe la mieux rentée. » (Bidet, Mém., II, p. 172.)

« Environ l'an 1170 l'archevêque nommé Henri bailla ladite église et tout le revenu desdites prébendes aux frères Templiers, à la charge d'y continuer le service fondé [par Constant]. Environ l'an 1309... la maison [du Temple à Reims] et toutes ses dépendances fut baillée aux frères Hospitaliers... et ladite maison a esté toujours depuis tenue par les commandeurs et religieux ordonnés de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. » (Bibl. Roy., mss. suppl. franç., 1515-2, Rogier, tom. II, fol. 532.)

remensis. Drogo præpositus. Fulco decanus. Thomas, Laurentius presbiteri. Rogerus de Porta Carceris, et magister Radulfus diaconus. Milo, Rainoldus subdiaconi. De militibus vero: Simon Peshupi, qui et ipse concessit, quum de parentela erat prefati Bosonis; Petrus de Avenai, Goslenus de Septem Montibus, Wilardus. De burgensibus autem: Richerus Mordens Carnem, Galterus de Manso, Simon aurifaber. Nos itaque tam villam de Sampegniaco quam omnia appendentia ejus que, ut prelibatum est, comparavimus, et munitionem quam construi fecimus apud Septem Salices, assignamus et concedimus successoribus nostris archiepiscopis remensibus, post decessum nostrum perpetuo possidenda. Si quis autem, etc., etc. Actum anno incarnati Verbi $\text{M}^{\circ} \text{C}^{\circ} \text{LXX}^{\circ} \text{I}^{\circ}$, regnante domino et fratre nostro Rudovico anno XL° , archiepiscopus nostri anno X° .

CCX.

EPISTOLA Alexandri pape III qui, omissa querela S. Basoli, ad Henricum remensem archiepiscopum scribit, ut suffraganeos suos diligat et honoret, nec ecclesiarum eorum causas sibi attribuat, nisi ad ejus audientiam per appellationem fuerint delate.

Martens., Amplius. collect., II, 931. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 918.

CCXI.

EPISTOLA Alexandri pape III ad abbates S. Remigii et S. Nicasi remensis, quibus causam quamdam de negato debito judicandam committit.

Sirmond. Oper., III, 1347. — Concil. Labb., x, 1285 — Concil. Hard., vi, part. II, 1466.

CCXII.

EPISTOLA Alexandri pape III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut villam dictam Septem Salices fratribus S. Basoli restituat, et ab eorum vexatione cesset.

Martens., Amplius. collect., II, 939. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 920.

CCXIII.

CHARTA qua Ascelinus abbas S. Basoli donat Henrico remensi

Ann. 1171.

archiepiscopo quidquid ditionis habebant, monachi S. Basoli apud Septem Salices.

Cart. 41 du chapitre, fol. 31, verso.

In nomine Sancte et individue Trinitatis.... Ego Acelinus Dei gratia S. Basoli dictus abbas et capitulum nostrum, notum fieri volumus tam presentibus quam futuris, quod unanimi assensu, douayinus venerabili domino et patri nostro Henrico Remorum archiepiscopo, basinum et justiciam, viatoriam et sanguinem, et quicquid ditionis habebamus apud Septem Salices. Commutavimus autem cum eo molendina nostra, census, et universos redditus quos ibi habebamus, et habere debebamus, aquas, piscationes, et marescentiasque ad veterem calciam in qua molendina fuerunt antiquitas, et naque ad terram cultam que est ex parte S. Basoli, pro decem libris et duodecim solidis repensis monete, et pro quatuor modis frumenti, et quatuor modis avene ad mensuram Septem Salicum, et quatuor modis avene quinque sextariis minus ad mensuram S. Basoli, et xi angullis quas solvet nobis singulis annis, ab adventu Domini usque ad Pascha. Denarios autem et annonam, numero et mensura qua supra dictum est, assignavit nobis apud S. Remigium, ut de redditibus quos ibi habebat, recipiamus illa singulis annis, ab eodem monasterio, medietatem in depositione S. Remigii, et alteram medietatem in translatione ejusdem. Retinuimus autem nobis jns altaris, decimas, terragia, terras proprias ad excolendum, cortatas, capitalia hominum nostrorum, redemptionem de matrimonis ipsorum preter licentiam nostram contractis, et revelationem de homicidio, sicut habuimus ab antiquo. Preterea si quis de mansionariis nostris extra Septem Salices habitantibus, ad eandem villam causa manendi demigrare voluerit, si forisfacto non fuerit obligatus, liber exibat cum mobilibus suis: nos vero terram quam tenebat a nobis, et domum retinebimus, si placet nobis; si vero forisfacto nobis obligatus fuerit, retinebimus quicquid inventum fuerit de suo in terra nostra, donec satisfecerit nobis secundum consuetudines vicinarum villarum. De procuratore autem domini regis quam dominus archiepiscopus facit Remis, ubi ponimus portionem nostram, quantum solebant solvere homines pre-

dictæ villæ, tantum solvere fenebuntur. Quod ut ratum, ... nomina eorum qui prescripte donationi et commutationi interfuerint, fecimus subscribi : Jolannes remensis cancellarius, Galerannus, Lupellus canonicus remenses, Bernerus, Michael, capellani domini archiepiscopi. De militibus vero : Rogerus Cathalaunensis, Paganus Balena, Hugo de Silléri, Albricus Esceuroel, Ewardus senescalcus domini archiepiscopi, Petrus vicedominus et Acharinus filius ejus, Reinaldus de Betegnivilla, Rogerus Gallus, Wilardus de Curmissi. Actum anno Verbi incarnati M^o C^o LXX^o I^o, archiepiscopatus domini Henrici anno X^o.

CCXIV.

CHARTA qua Henricus remensis archiepiscopus, turrim apud Septem Salices extruit regendam per castellanum, cui jura banni, justitiæ, molendini ac piscaturæ, ab Ascelino abbate S. Basoli accepta, pro stipendio concedit.

Marl., II, 400.

CCXV.

EPISTOLA Henrici remensis archiepiscopi ad suos suffraganeos, de gravaminibus sibi ab Henrico comite illatis; et ut ipsū Henricum excommunicent.

Martene, Ampliss. collect., II, 866. — Rec. des Hist. de Fr., XVI, 134, et XVI, 909; in not.

Voici un fragment emprunté aux portefeuilles de Lasalle (Bibl. Roy. mss. Reims, cart. II) qui sert à expliquer les chartes relatives à Sampigny et à Sept-Saulx, dont nous donnons l'indication ou le texte, et qui ajoute en même temps quelques renseignements à ceux qu'offre D. Martene dans la vie de l'archevêque Henri, placée en tête du second volume de l'*Ampliss. collect.*

« ... La division intestine de l'archevêque et de son chapitre fut triste, mais elle ne fut pas sanglante comme la guerre qu'il eut à soutenir en même temps contre Henri premier, surnommé le Large, comte de Champagne, son neveu. Quelques vassaux de l'archevêque la firent naître : c'étoit assez

l'ordinaire que ceux à qui l'église avoit accordé des fiefs, à charge de la défendre, fussent les premiers à la piller. Tels étoient Robert de Bêve dans le Laonois et les seigneurs de Châtillon aux environs de Reims, qui, s'érigent en petits tyrans, désoloient la campagne et ravageoient les biens des monastères et de la métropole même.

« Henri se trouvoit dans ces circonstances. Des gentilshommes du nombre de ceux qui composoient la milice de Reims, c'est-à-dire qui, à raison des domaines qu'ils tenoient d'elle, étoient obligés, en cas de besoin, de fournir et de commander un certain nombre d'hommes quand l'archevêque commandoit son ban, s'étoient réunis et avoient armé

15 juillet
1171 ou 1172.

EPISTOLA Alexandri pape III ad remensem archiepiscopum,

contre lui. L'absence de ce prélat, que les affaires publiques occupaient, fut le temps qu'ils choisirent pour se mettre en mouvement; personne n'osait entrer dans Reims ni en sortir: ils s'étoient répandus par troupes sur le chemin de Châlons, enlevant indifféremment ce qui tomboit sous leur main, pillant à la vue des remparts de la ville, étant souvent la vie avec les biens et n'épargnant pas davantage les ecclésiastiques que les séculiers.

« Le château de Sempigni, village qui n'est plus connu que par son nom, leur servoit de place d'armes: c'est là qu'ils retenoient leur proie, ou sur les terres du comte de Champagne. L'abbé de Saint-Remi avertit l'archevêque de Reims et le pressa de revenir empêcher: au plus tôt que cette désolation n'augmentât. Ce prélat vola au secours de ses sujets: dès qu'il eut appris ce qu'ils souffroient: il rassembla ses forces, forma le siège du château de Sempigni, le prit, le fit raser jusqu'aux fondements, et purgna le pays en écartant les voleurs qui l'infestoient: (Charte de Pierre, abbé de Saint-Remi, en faveur de Henri de France.)

« Henri, comte de Champagne, qui n'étoit pas encore bravi avec lui, le félicita sur cet avantage qu'il venoit de remporter; il le qualifia dans sa lettre son seigneur et son très cher ami (Lettre du comte de Champagne à Henri, Marten., *Ampl. coll.*, II, p. 667). L'archevêque, justement irrité contre Guernond de Châtillon, seigneur de Savigni, qu'il regardoit comme le chef des méfaits, se disposoit à faire du dégât sur ses terres. Le comte, chez lequel il s'étoit sauvé, demanda grâce pour lui, et feignit de ne pas savoir la part qu'il avoit dans cette révolte. Il porta parole à ce prélat que si Guernond lui avoit manqué de fidélité en quelque chose, il l'aideroit à en tirer vengeance et à le réduire aux conditions qu'il lui imposeroit.

« Henri de France ne crut pas que la sûreté commune fût suffisamment rétablie tant

qu'il lui manqueroit de ce côté une place forte qui couvrit le pays: il choisit le village de Sept-Saux pour y élever un château. Ce lieu appartenoit à plusieurs maîtres; une partie dépendoit de l'abbaye de Saint-Basle; les religieux de Saint-Remi et les chanoines de Saint-Timothée possédoient l'autre. En vue du bien public, ceux-ci abandonnèrent dans la suite à l'archevêque les fonds qui étoient à eux. Les moines de Saint-Basle n'eurent point le même désintéressement, mais leur résistance n'empêcha pas le prélat de fortifier le village.

« Deux religieux de ce monastère desservirent la cure; il les en chassa de son autorité: ils avoient fait provision de pierres et de chaux pour réparer l'église; l'archevêque employa ces matériaux à la construction d'un château, et par une suite de vexations il prit dans la forêt de l'abbaye les bois de charpente qui lui convenoient. Dès que les travaux furent finis, le châtelain de Sept-Saux et ses soldats pillèrent les vassaux de Saint-Basle et les emprisonnèrent. L'abbé vint à Reims demander raison de ces voies de fait; Henri de France le fit arrêter, il le condamna à payer cent francs, et il ne le laissa pas sortir qu'il n'eût compté cette somme. Les habitants de Verzy s'étoient mis en défense contre le châtelain, on les jeta en prison; ils n'obtinrent leur liberté qu'en payant soixante livres, et en s'obligeant à une redevance annuelle d'une mesure d'avoine par tête; il extorqua, à titre aussi injuste, quarante livres d'un autre village.

« Les religieux, opprimés en tant de manières, eurent recours au saint-siège; ils y portèrent leurs plaintes. Alexandre III, dans une lettre du 3 des kal. de juin, lui dit seulement en passant qu'il venoit d'être informé de ses déprédations. Une seconde lettre qui vint un mois après fit connoître à l'archevêque que qu'on étoit très informé à Rome de l'insolence et des rapines du châtelain de Sept-Saux. On ne peut lire les détails qu'elle

qua contra magistrum scholarum catalaunensis ecclesie statuit
ut cuique idoneo liceat scholas regere.

Simond. Oper., III, 1337. — Concil. Labb., x, 1278. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 924.

contient sans s'étonner avec le pape que celui qui devoit être le protecteur de cette abbaye, en fût devenu le fléau. Alexandre s'en remet à la conscience et à l'équité de Henri de France; il veut que dans sa propre cause il soit son juge. Cette déférence part d'un fonds de considération et d'amitié qui l'empêche de lui donner des commissaires: il lui laisse donc à corriger lui-même ses excès et à dédommager l'abbaye de Saint-Basle des pertes qu'il lui auroit causées par ses traitements impérieux, à concevoir pacifiquement et sans délai avec les religieux, parce que s'il s'acharnoit davantage contre eux, le saint-siège ne l'en quitteroit pas à si bon compte. (Alex. Epist., Martcan., *Ampl. collect.*, II, 955 et 956.)

« Deux intérêts agissoient sur le comte de Champagne dans cette affaire: il ne pouvoit permettre qu'on enlevât à cette abbaye un bien qui provenoit de la concession de ses ancêtres; et, ce qui lui tenoit peut-être plus à cœur, il ne vouloit pas souffrir que l'archevêque, qui avoit affirmé son pouvoir sur ses bourgeois en élevant [dans Reims] une citadelle qui les tenoit en respect, se rendit au-dehors maître de la campagne du côté de Châlons et d'Épernay. Le château de Sept-Saix lui faisoit ombre; cependant il ne se porta pas à une rupture ouverte; il en attendit l'occasion, et il l'aida. Il avoit un sujet de mécontentement bien spécieux dans sa qualité de descendant des bienfaiteurs de l'abbaye de Saint-Basle, ce prétexte couvroit les défiances de sa politique, il lui acquiesçoit même l'honneur d'aimer l'église et de protéger les religieux; il avoit encore que du caractère d'esprit dont étoit Henri de France, il n'y avoit qu'à le croiser pour lui faire perdre cette égalité sage qui tient le cœur dans une assiette tranquille: il chercha donc à l'impatient.

« Le comte relevait de l'église de Reims

par la ville d'Épernay et d'autres terres considérables que les comtes de Troyes avoient envahies, lorsque, par leurs usurpations et leurs mariages, ils formèrent le comté de Champagne et de Bric; les archevêques n'en avoient retenu que l'hommage, sauf la fidélité due au roi comme souverain. Henri ne l'avoit pas encore rendu depuis l'avènement de [l'archevêque] Henri de France; il étoit homme lige du métropolitain, et tenu aux devoirs de son fief. Les cunemis de l'église de Reims devoient les siens; il ne pouvoit sans félonie les assister ni leur donner retraite. C'est cependant ce qu'il avoit fait envers Guernoud de Châtillon et ses adhérents. Cette offense étoit capitale: l'archevêque la poursuivit d'abord sans aucune ténacité de ressentiment; il députa vers le comte et lui adressa un mémoire, dans lequel, après avoir détaillé les forfaits commis par ses vassaux rebelles, il le prioit de les chasser de chez lui. Henri de Champagne regarda cette démarche avec une indifférence affectée, et ne fit rien de ce que l'archevêque demandoit; il continua de garder auprès de lui Guernoud, et sa suite sans renvoyer les effets pillés. Henri de France, poussé à bout, parla en maître; après avoir supplié, il commanda; il menaça. Le comte, qui savoit ce qu'il lui préparoit, interjeta par avance au saint-siège un appel des censures qui pourroient être portées contre lui. Quoique, selon les règles du droit, ce recours fût fermé aux ravisseurs notoires et à leurs fauteurs, l'archevêque d'alla pas plus loin, par respect pour le pape. Il n'en fut pas de même de la part du comte; il déclara la guerre à l'église de Reims.

« Outre la milice qu'il pouvoit rassembler dans son comté, il tenoit à sa solde une troupe de gens déterminés, connus alors sous le nom de Costereaux ou de Brabançons. Il y en avoit de deux sortes: les uns servoient à pied, les autres à cheval. On le

3 août 1174
ou 1172.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archi-

employoit dans les incursions pour les coups de main et dans les expéditions où il falloit de la célérité. Tout trembloit à leur nom : accoutumés au carnage et à l'incendie, assassins plutôt que soldats, ils porteroient la désolation dans les cantons où ils fondoient ; l'enlèvement des bestiaux et le pillage étoient les moindres maux qu'ils commisoient. Ces malheureux sembloient être nés pour la destruction du genre humain. L'empereur et Louis-le-Jeuin en entretenoient dans leurs armées ; mais la cruauté de ces scélérats fit tant d'horreur à ces princes, que dans la conférence qu'ils eurent entre Topt et Vaucouleurs, ils convinrent de ne plus les employer.

« C'étoit de ces Costereaux, joints à sa milice, que Henri de Champagne se servoit avant qu'ils fussent défendus en France. Cette petite armée, plus formidable par sa fureur que par le nombre, attaqua les sujets de l'archevêque de Reims, tua ceux qui firent résistance, enmena un grand nombre de prisonniers, qui furent jetés dans les prisons sans considération d'âge ni de sexe, brûla une église où trente-six personnes qui s'y étoient réfugiés périrent dans les flammes, et ruina impitoyablement le pays qu'elle parcourut. De si barbares hostilités consternèrent Henri de France, qui députa vers le comte, pour lui demander grâce et justice. Henri de Champagne ne permit seulement pas à l'envoyé de Reims de l'approcher. Ce mépris ne laissant plus d'espérances de paix, l'archevêque se servit des foudres de l'Eglise ; mais en les lançant la modération retint encore son bras : il assembla ses chanoines ; en leur présence il porta sentence d'excommunication contre le comte ; et par des vues de prudence, il s'abstint de la publier solennellement. Peu de jours après, le comte fit demander à l'archevêque de Reims une trêve pendant laquelle on travaillerait de part et d'autre à un accommodement. Henri de France l'accorda : les choses

demeurèrent dans l'état où elles se trouvoient, c'est-à-dire Henri de Champagne restant excommunié, et à condition que pour mériter l'absolution il restitueroit ce qui appartenait à l'église de Reims, sauf à dédommager plus à loisir les autres églises lésées. Tant que cette trêve dura on n'entendit pas parler du comte ; il n'exécuta rien de ce qu'il avoit promis. La suspension d'armes étant expirée, l'archevêque, qui se vit trompé, ne temporisa plus : revêtu de ses ornements pontificaux, il entra dans l'église au milieu de son clergé et du peuple ; il publia avec extinction de cierge la sentence qu'il avoit tenue cachée pour ne point mettre de trop grands obstacles à la réunion.

« Cette action de vigueur embarrassa le comte, qui, afin de suspendre l'impression qu'elle avoit faite sur les esprits, envoya à Reims signifier un second appel au saint-siège. Il y avoit dans ce procédé autant de ruse que d'obstination. Henri ne s'y laissa pas surprendre, et adressa aux évêques de la province une lettre circulaire en forme de manifeste, où, après avoir détaillé le progrès et l'origine de ce démêlé, il conclut que le comte ayant attaqué les églises en sa personne, il leur commande et leur enjoint de le déclarer excommunié dans toutes les dépendances de leurs diocèses, et de renvoyer cet anathème à chaque jour de dimanche, tant contre lui que contre ses complices. (Martean, *Ampliss. collect.*, n. 866.)

« Le comte de Champagne poursuivroit son appel à Rome. Il y avoit pour sollicitateurs Jean Sauveloup et Mélior : ils prétendoient que l'excommunication ayant été prononcée depuis le premier appel, elle étoit nulle de droit. Étienne, et Milon de Châlons, agents de l'archevêque, demandoient qu'elle fût confirmée : ils opposoient que le comte étoit absolument indigne de la protection du saint-siège ; que s'il considéroit son appel comme un acte sérieux il falloit donc qu'en attendant la décision du pape il sus-

episcopum, ut Ludovicus Francorum rex, filium coronari faciat et inungi.

Martens, Amplias. collect., II, 950. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 925.

pendait son animosité, lui qui alléguait qu'Henri de France n'aurait pas dû user de sa autorité; qu'au contraire, depuis sa réclamation, ses prévôts et sa milice avaient ravagé les terres de l'église de Reims, brûlé une église, tué plusieurs vassaux, exigé rançon des prisonniers, sans compter quantité d'autres excès.

« Dans l'impuissance de nier ces faits, les agents du comte répliquèrent que ses officiers, ses soldats ayant agi sans son ordre, il les désavouait; qu'à l'égard des prisonniers, on ne les lui avait pas redemandés. Ils donnaient de plus un tour faux et malin à ce qui s'était passé. Voici comme ils rapportaient la chose : que l'archevêque de Reims étoit seul responsable de ces malheurs; qu'il avoit commencé cette guerre; que sa troupe s'étant avancée sur les terres du comte, celui-ci l'avoit arrêtée d'abord, qu'ensuite on en étoit venu aux mains; que, selon le sort ordinaire de ces armes, on en avoit mis une partie en fuite, l'autre étoit restée sur le champ de bataille; et quelques prisonniers de guerre avoient été emmenés; qu'on devoit attribuer à la même fatalité l'incendie de l'église où trente-six vassaux de ce prélat avoient péri. On avançoit des faits de part et d'autre, on en étoit, et l'on n'apportoit point de preuves suffisantes pour décider : les sollicitations du comte et de l'archevêque n'étoient d'accord que sur deux articles : que la bonte avoit appelé au saint-siège, et que, sollicitant cet appel, l'archevêque l'avoit excommunié; le reste étoit encore si obscur, tant on avoit pu l'embarasser avec art, que le pape ne voulant pas précipiter le jugement, ordonna une plus ample information pour instruire ce procès. Il nomma Josse, archevêque de Tours, et Henri, évêque d'Autun, frère d'Odou II, duc de Bourgogne; il évita par là, avec beaucoup de sagesse, les plaintes du comte et les murmures de l'archevêque de Reims. La commission

qu'Alexandre III leur donna est datée du 11 des kalendes d'avril; elle contient que si, après avoir fait leurs diligences pour connaître la vérité, il résultoit que les prévôts et la milice du comte eussent agi effectivement par son ordre, depuis et avant l'excommunication; que s'il paroisoit que le comte eût fait refus de renvoyer les prisonniers qu'on lui demandoit, en ce cas ils confirmassent les censures et missent les terres en interdit; qu'à l'égard des incendiaires qui avoient brûlé l'église dont il étoit question, leur crime ne méritoit point d'indulgence, qu'ils les excommuniasent solennellement jusqu'à ce qu'ils eussent expié cette fureur par une satisfaction exemplaire; que si, au contraire, ces griefs n'étoient point mis en évidence, l'excommunication ne tiendrait pas le comte, parce que les censures ecclésiastiques présupposent un délit manifeste, et que l'anathème porté au préjudice de l'appel est illégitime (Mart., *Ampl. coll.*, II, 907). Alexandre pensoit qu'Henri de France seroit beaucoup mieux de finir à l'amiable ce différend, qui pourroit apporter de plus grands troubles dans le pays; il le desiroit pour le repos de ce prélat et pour le bien de son église. Dans la lettre qu'il lui écrivait, le même courrier lui conseilla de préférer la paix à la guerre, de se prêter aux propositions d'accommodement, de prendre le roi pour médiateur ou pour juge, et de sortir au plus tôt du mauvais pas où le comte et lui s'étoient engagés. Il avoit recommandé très étroitement à l'archevêque de Tours et à l'évêque d'Autun d'en parler de sa part à Louis le Jeune, auquel il venoit d'écrire : sa lettre est de même date que les précédentes. Il y représente à ce prince que son intérêt doit le porter à apaiser ces sortes de divisions qui s'élevaient entre les grands, se communiquent souvent aux autres, et sont toujours préjudiciables à la tranquillité de l'État; qu'il est bien plus sûr d'apporter remède à une

CCXVIII.

9 août 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem S. Remigii, ut prohibeat ne orphanus super hereditate sua turbetur, et causæ sit iudex.

Sirmond, *Oper.*, III, 1306. — Concil. Labb., x, 1256. — Concil. Hard., vi, part. II, 1438.

CCXIX.

20 octobre 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad episcopos gallicanos, ne magistrî scholarum in ecclesiis, aliquid exigere præsumant a viris idoneis qui studia litterarum regere voluerint.

Martenn., *Ampliss. collect.*, II, 853. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xv, 890.

CCXX.

9 décembre 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui examinandam committit causam Theobaldi cujusdam, contra fidejussores ejusdem.

Martenn., *Ampliss. collect.*, II, 865.

CCXXI.

18 décembre 1171. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut compescat Bernardum quemdam Leprosum ab usuris exigendis a Gerardo de Joecort.

Martenn., *Ampliss. collect.*, II, 870.

CCXXII.

Ann. 1171. EPISTOLA Petri Bernardi exprioris grandimontensis, in qua Henricus archiepiscopus remensis dicitur par Francie, dux et

maladie naissante, que de la laisser invétérer; que cette mésintelligence procédoit de ce que l'archevêque avoit fait fortifier quelques places, et que le comte en avoit pris de l'inquiétude; c'étoit en effet là la véritable racine de cette dissension (Martenn., *Ampl. coll.*, 912 et 909). Henri de France écoute les conseils du pape et les suivit. Il se délivra

d'un ennemi qui étoit en état de le jeter dans un plus grand embarras s'il eût continué la guerre. Il apaisa les moines. Il traita avec le comte; Sept-Saix lui demeura; et les bons offices d'Alexandre et la médiation du roi rendirent la tranquillité à la ville et au voisinage de Reims.

archipresul, ad Henricum II. Angliæ regem, de B. Thomæ causatuariensi internecone, directa ¹.

Martens., *Thes. anecdot.*, t. 1, 563. — *Rec. des Hist. de Fr.*, xvi, 472.

CCXXIII.

CHARTA qua Petrus abbas S. Remigii, duas novas præbendas Ann. 1171
instituit in ecclesia SS. Cosmæ et Damiani.

Marl., II, 401.

CCXXIV.

CARTA de familia Herberti de Quirriay de Chânniaco nobis Ann. 1171
[monachis S. Remigii] data.

Cart. A de Saint-Remi, p. 475.

Noverint presentes et futuri, quod ego Manasses comes regitests interfui donationi quam Ponchardus miles de Radisicourte dedit domno Petro abbati et ecclesie B. Remigii, familiam scilicet Herberti Quirriay de Chânniaco perpetuo libere possidendam; cujus rogatu sigillum meum apposui. Hujus rei testes sunt qui affuerunt: Johannes Misericordia Dei, Petrus de Burgundia, Pontius, Bernardus, Robertus, Rodulfus monachi. Gobertus de Suhil, Wido de Altreio, Matheus de Vallibus milites. Herbertus, Chalvellus, Walcherus, Durannus rustici. Actum anno millesimo centesimo septuagesimo primo.

CCXXV.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut satisfieri curet Theobaldo, quem carceri nequiter mancipaverat Guido de Appia, et se datis fidejussoribus redimere cogerat. Ann. 1171.

Martens., *Amplius collect.*, II, 866.

CCXXVI.

CARTA Henrici archiepiscopi quod remisit nobis [monachis Ann. 1171

Aucun des historiens de Reims n'a eu connaissance de cette lettre. Voyez l'usage qu'en fait D. Brial dans ses *Recherches sur l'origine de la Papie*; *Rec. des Hist. de Fr.*, xvii, Intr., p. xxiv et suivantes.

S. Remigii] frescengias que solvebantur in festivitibus B. Remigii, mediautibus centum solidis in dictis festis solvendis¹.

Cart. A de Saint-Remi, p. 108. — Lacourt, *Marl. annot.*, II, *not. in front.*, fol. 41.

Henricus.... cum S. Remigii sollempnitas singulis annis bis agatur, videlicet translationis et mortis, et in singulis festivitibus procuratio solvatur remensibus archiepiscopis a monachis.... non est ignoratum usque ad tempora nostra, sed sigillatim et diligenter expressum, de quantitate et qualitate rerum ad procuracionem illam pertinentium, excepto de frescengiis. Unde ne contentio in posterum oriri posset, concessimus.... ut singulis annis nobis.... centum solidos remensis monete persolvatis.... et liberi sitis in perpetuum a solutione frescengiarum.

Ut autem hec nostra concessio.... in posterum non possit infirmari, litterarum apicibus fecimus eam annotari, et sigilli nostri impressione roborari, et nomina eorum qui huic nostre concessioni interfuerunt diligenter prosecutione subscribi, et ad posteros transmitti. Fulco decanus remensis ecclesie. Johannes cancellarius. Reinoldus cantor Compendii. Guido, Luppellus canonici remensis ecclesie. Johannes succentor, Lamelinus canonici belvacenses. Philippus canonicus S. Simphoriani. Ansculphus canonicus S. Petri suessionensis. Robertus de Liusarches. Petrus vicedominus. Everhardus senescallus noster. Albericus et Hugo de Selli milites. Richerus Mordens. Pannem, Gariqus et Drogo fratres predicti Richeri, Thomas cognomine Puer, burgenses de S. Remigio. Girardus de S. Tymotheo. Thomas Malum Pactum, Johannes Deauratus. Actum Remis, anno.... millesimo centesimo sexagesimo undecimo, epacta XII^a, indictione III^a. Datum Remis, per manum Johannis cancellarii.

CCXXVII.

22 février
1172

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Petrum abbatem et fratres S. Remigii, qua frescengiarum remissionem eorum monasterio factam ab archiepiscopo remensi ratam habet.

Sirmond. *Oper.*, III, 1325. — Concil. Labb.; I, 1269. — Concil. Harcl., VI, part. II, 1450.

Voir *Marl.*, II, 396, in marg.

CCXXVIII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, qua Gerardum quemdã ab excommunicatione absolvit, cum non liqueret utrum ante vel post appellationem ad papam excommunicatus fuisset ab archidiacono remensi, coram quo noluerat respondere.

Martenn., Ampliss. collect., II, 902.

CCXXIX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut excommunicatos denuntiet duos remenses canonicos, qui infra capitulum manus violentas in diaconum iniecerant.

Martenn., Ampliss. collect., II, 904.

CCXXX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad turonensem archiepiscopum et eduensem episcopum, ut latam ab archiepiscopo remensi sententiam excommunicationis in Henricum comitem, examinent.

Martenn., Ampliss. collect., II, 907. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 909.

CCXXXI.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad regem Francorum, ut componat dissidium inter archiepiscopum remensem et Henricum comitem, de ædificatione quorundam castrorum in damnum comitis.

Martenn., Ampliss. collect., II, 912. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 910.

CCXXXII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut episcopum belvacensem aliosque suffraganeos

suos non gravet, ac dissidia sua cum Henrico Campaniæ comite componat.

Marienn., Ampliss. collect., II, 909. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 906.

CCXXXIII.

Ann. 1172. EPISTOLA Petri cellensis abbatis S. Remigii ad Berneredum abbatem S. Crispini suessionensis, in cujus gloriationem jocatur; quia, cum pacem conciliare tentasset inter remensem archiepiscopum et ejus adversarios, atque operam perdidisset, multis tamen se honoribus a comitissa trecenti affectum dicitaverat.

Petr. cell. Epist., lib. v, ep. 8. — Rec. des Hist. de Fr., xvi, 711.

CCXXXIV.

Ann. 1172. CARTA qua Henricus remensis archiepiscopus, ob liberatam a se patriam prædonibus, a Petro S. Remigii abbate donatur omnibus possessionibus quas ecclesia S. Remigii et canonici de S. Timotheo apud Septem Salices, et apud Marmoriacum possidebant.

Gall. christ., tom. x, Instr., p. 47.

CCXXXV.

28 mai 1172. EPISTOLA Alexandri papæ III ad abbates clarevallensem et S. Remigii remensis, ut inquirant in vitam abbatis et fratrum dervensis monasterii, debitis gravati ad propellendos, ut illi causabantur, Brebentionum incursus.

Sirmond. Oper., III, 1238. — Concil. Labb., x, 1379. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 919.

CCXXXVI.

14 juillet 1172. EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ne Seberto civi remensi Galvinus contra fidem datam gravamen inferat super domo vendita.

Marienn., Ampliss. collect., II, 946.

CCXXXVII.

EPISTOLA Petri cellensis abbatis S. Remigii ad Albertum presbyterum cardinalem. Commemoratis cladibus quæ remensi provincie ex nobilium virorum bellis acciderant, expedire censet a domino papa super gradibus consanguinitatis dispensari, quo dissidentes milites inter se per matrimonia fœderentur ^{Vers 1172.}

Sirmond. Oper., III, 1173. — Rec. des Hist. de Fr., XVI, 712.

CCXXXVIII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut scholæ regitestenses monachis S. Remigii conserventur. ^{24 janvier 1173 ou 1174.}

Martens., Ampliss. collect., II, 999. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 927.

CCXXXIX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Gaufridum de Jaenvilla et plures alios qui monasterium S. Remigii variis modis vexabant, gladio anathematis compescat. ^{20 janvier 1173 ou 1174.}

Martens., Ampliss. collect., II, 1001. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 928.

CCXL.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut compellat abbas S. Remigii homines in civitate catalaunensi, ad exhibenda prefato abbati debita servitia. ^{20 janvier 1173 ou 1174.}

Martens., Ampliss. collect., II, 1000. — Rec. des Hist. de Fr., XV, 928.

CCXLI.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut catalaunensis episcopus, qui non deferabat appel- ^{27 mars 1173 ou 1174.}

* Cette lettre est omise par Brequigny.

lationibus ab eo ad remensem archiepiscopum factis, ei tanquam metropolitano humiliter deferat.

Martenn., Ampliss. collect., II, 960. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 932.

CCXLII.

15 mai
1173 ou 1174.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, et prælatos in remensi diœcesi constitutos, ut excommunicatione et interdicto cohibeant omnes qui molestant abbatem et fratres S. Remigii remensis.

Martenn., Ampliss. collect., II, 975. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 934.

CCXLIII.

18 mai 1174.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Alagrino cuidam, civi Anagninæ, restitui faciat pecuniam a Pagano et Rainaldo burgensibus civitatis remensis.

Martenn., Ampliss. collect., II, 976.

CCXLIV.

11 juin
1173 ou 1174.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut canonicos suos ad vitam communem et ad solitas eleemosynas revocet.

Martenn., Thesaur. novus anecd., I, 460. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 935.

CCXLV.

11 juin
1173 ou 1174.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Fulconem decanum et canonicos remenses, ut resumant vitam communem quam dimiserant.

Martenn., Thesaur. novus anecd., I, 458. — Marl., II, 436 (sub nomine Alexandri IV, perperam). — Rec. des Hist. de Fr., xv, 936, *in not.*

CCXLVI.

21 juillet
1174.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad infirmos fratres juxta remensem civitatem, qua confirmat nundinas eis concessas per Henricum remensem archiepiscopum.

Marl., II, 400.

CCXLVII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui committit terminandam causam, de domo vendita cuidam remensi civi, per burgensem quemdam S. Remigii.

Martenn., Ampliss. collect., II, 990.

CCXLVIII.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui declarat F. ejus parochianum illi nunquam detraxisse in curia.

22 février
1175.

Martenn., Ampliss. collect., II, 1004.

CCXLIX.

EPISTOLA Alexandri papæ III ad Henricum remensem archiepiscopum, ut Hugonem de Risnel ac ministeriales comitis Henrici et alios quosdam, a vexando monasterio S. Remigii compescat.

8 mars 1175.

Martenn., Ampliss. collect., II, 1006. — Rec. des Hist. de Fr., xv, 930.

CCL.

NOTITIA de obitu Henrici Remorum archiepiscopi.

13 novem-
bre 1175.

Necrol. ecel. rem. — Marl., II, 403. — Gall. christ., IX, 94.

Id. novem. decessit domnus Henricus pie recordationis archiepiscopus noster (requiescit intus), magni Ludovici filius, qui castrum quod Septem Salices nominatur episcopio remensi acquisivit, luminari ecclesie cereos XXIII addidit singulos habentes libras III^{ss}, exceptis III^{ss}, quorum duo ante corpora sanctorum, duo vero super altare jugiter ardere positi sunt; hii quatuor singuli duas libras habere debent. Dedit etiam huic ecclesie plurima ornamenta ad honorem domus Dei valde competencia, videlicet casulas, dalmaticas, tunicas, pallia, tapeta, cortinas longitudinem cingentes, et capas; insuper crucem auro et gemmis constructam et III^{ss} preciosissimis philacteriis adornatam, pelves etiam argenteas, candelabra argentea cum baculis

deargentatis. Donavit etiam nobis c. ft. ad emendum redditus qui in die anniversarii ejus sollempnis hiis qui tunc in urbe fuerint, [distribuantur?]; redditus autem hii sunt apud Caureel et Lavennam xl' et de theloneo xl'; de decima de Bremericurte quidquid exierit ultra xx'.

CCLI.

Ann. 1176. CHARTA qua Willelmus Remorum archiepiscopus et apostolice sedis legatus, indulgentias impendit iis qui venerint ad nundinas leprosororum juxta civitatem remensem.

Marl., II, 406.

CCLII.

Vers 1176. NOTITIA de obitu M. Fulconis decani remensis.

1^{er} septem-
bre.

Necrol. eccl. rem.

Kalend. sept. decessit pie recordationis magister Fulco noster decanus, qui dedit nobis missale optimum, psalterium glossatum, antiphonarium, gradale unum, x libras ad emendum redditus pro anniversario suo faciendo, et duos equos ad opus ecclesie nostre. Dedit etiam domui pauperum nostrorum ad usum infirmorum hoc quod habebat in villa nostra Junchereio, scilicet vi sext. vinagiorum et duos denarios censuales.

CCLIII.

Ann. 1178. PRIVILEGIUM Guillelmi remensis archiepiscopi de gisto et de procuracione domini regis.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 6.

Gillermus Dei gratia Remorum archiepiscopus, apostolice sedis legatus, dilectis filiis Herberto abbati, totique conventui ecclesie S. Theoderici imperpetuum. Noverint universi tam presentes quam futuri, quod homines ville S. Theoderici, et homines de Villari sub Silva et de Melfeio, de Pullione atque de Tilio in presentia nostra constituti, asserebant se non debere solvere expensas procuracionis domini regis de quibus, vos dilecti filii ecclesie S. Theoderici fratres, terciam partem reddere consuevistis, cum ipse dominus rex Remis adveniret et eandem procuracionem accipere voluerit. Vos autem e

contra dicebatis, ecclesiam vestram debere tertiam partem procurationis domini regis, sed prefati homines eam vobis persolvere tenebantur; et super hoc predecessoris nostri Sansonis archiepiscopi privilegium in medium proferebatis. Nos siquidem hujus rei veritatem diligentius inquirentes, ex tenore privilegii ipsius archiepiscopi plene cognovimus, quod ecclesia vestra domino regi tertiam partem procurationis sue debet; et supradicti homines vobis eam de jure persolvere tenentur, cum ipse dominus rex Remis aderit, et ipsam procuracionem acceperit. Quia vero litem et controversiam que inter vos et sepedictos homines vertebatur, penitus amputare volumus, de consilio sapientum virorum nobis astantium decrevimus, et eisdem hominibus firmiter precepimus quatinus expensas tertie partis procuracionis domini regis, cum eas vos tradere contigerit, sicut prescriptum est, vobis et ecclesie vestre de cetero nullatenus persolvere contradicant. Ne ergo super hoc aliqua imposterum questio possit oriri, id ipsum presenti pagine commendavimus, et sigilli nostri auctoritate confirmavimus; statuentes et sub anathemate perhibentes, ne quis huic nostre confirmationi ausu temerario in aliquo contraire presumat. Actum anno ab incarnatione Domini M^o C^o LXX^o VIII^o.

CCLIV.

BULLA Alexandri papæ III ad Willelmum remensem archiepiscopum tituli S. Sabinæ cardinalem, apostolicæ sedis legatum, qua remensem ecclesiam sub sua protectione suscipit; omnes ejus possessiones, acquisitas vel acquirendas, plurimis nominatim expressis, illibatas permanere jubet, et statuit ut nemini, nisi remensi archiepiscopo, juxta antiquam consuetudinem, liceat regem Francorum inungere et ipsi primam coronam imponere ¹.

13 avril
1170.

Duchesn., *Hist. des Card. franç.*, p. 133. — *Marl.*, II, 411, fragm. — *Gall. christ.*, X, Instr., col. 48, fragm., ex *Marl.* — *Cort. G du chap.*, fol. 2.

Alexander episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri Wil-

¹ Brequigny indique deux fois cette pièce, tom. III, p. 547 et 559.

telmo remensi archiepiscopo, tituli Sancte Sabine cardinali, apostolice sedis legato, ejusque successoribus canonice substituendis, imperpetuum. Cum sis, per Dei gratiam, nobilitate generis, honestate morum, et scientia preditus litterarum, libenter debes in omnibus et efficaciter exaudiri que a nobis, previa ratione, requiris, ut, sicut uberius apostolice sedis nosceris gratiam meruisse, ita eam tibi gaudeas in his que juste petieris acquisitam. Ea propter venerabilis in Christo frater archiepiscopo, tuis justis postulationibus clementer annuimus, et remensem ecclesiam, cui Deo auctore preesse dinosceris, sub B. Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus; statuentes ut quascunque possessiones, etc.... In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis: suessioensem, laudunensem, cameracensem, belvacensem, catalaunensem, silvanectensem, noviomensem, ambianensem, attrebatensem, tornacensem, et morinensem episcopatus; in propria diocesi tua, S. Remigii, S. Nichasii, S. Dionisii et S. Petri monasteria infra civitatem remensem; extra civitatem vero, de Mosonio, S. Theoderici, S. Petri de Altovillari, S. Basoli, et S. Marie igniacensis monasteria, et in hiis omnibus monasteriis jura spiritualia, et patronatus cum omni institutione, cum ordinatione sua; insuper autem de Sparnaco et de Avenaio monasteria; nichilominus etiam infra episcopatum suessioenensem, jus patronatus in monasterio orbacensi; infra episcopatum tornacensem, jus patronatus in monasterio de Cisum; in noviomensi et ambianensi episcopatibus, jurisdictionem in burgensibus S. Quinctini, de S. Walerico hactenus habitam, videlicet ut appellati ad remensem curiam veniant. Dominium remensis civitatis cum omnibus pertinentiis suis. Feudum quod ab ecclesia tua nobilis vir comes Campanie habere dinoscitur, pro quo, salva fidelitate regis, tibi tenetur ligum hominum facere; videlicet Vitriacum, Virtutum, Regitesum, Castellionem, Sparnacum, Rociacum, Fimas, Branam, et comitatum Castelli in Porcianis, cum castellaniis eorum et alias possessiones, et castra que idem comes in propria persona tenet, vel alii teneat ab ipso. Feudum quoque de Boillum, quod leodiensis episcopus ab archiepiscopis remensibus habere dinoscitur, pro quo etiam propria manu tenetur in manu archiepiscopi remensis promittere servitium,

et iusticiam ei se exhibiturum fideliter, et servaturum; et pro quo etiam idem episcopus tenetur efficere quod octo barones illius feudi, hominum eidem archiepiscopo faciant; et ab archiepiscopo vocatus ad expugnandos malefactores ejus, auxilium et servitium per milites et homines armatos facere debet, sicut in scriptis autenticis noscitur contineri. Feudum etiam quod regitestensis comes, videlicet comitatum de Osmonthe, et feudum quod comes Grandis Prati, et feudum quod suessionensis comes, a te habere noscuntur. Castrum quoque Mosonii, Attiniacum, Bitinivillam, Septem Salices, Curmessiacum, Carvillam, Chaumesiacum et Stanam cum pertinentiis eorum. Insuper etiam auctoritate apostolica statuimus, ut nemini, nisi remensi archiepiscopo, liceat regem Francorum inungere, vel ei primam coronam imponere, sicut antiqua consuetudine fuerat optentum. Appellationibus autem que a quibuscumque jurisdictionis tue, ad te, vel ad curiam tuam, fuerint interposite, debita precipimus devotione deferri; et quod in eisdem appellationibus hactenus, ecclesia tua specialius, etiam vacante sede, obtinuit, tibi et successoribus tuis apostolica auctoritate confirmamus. Nec siquidem omnia, sicut predecessores tui ab antiquo, et tu ipse hactenus, habuisse noscimini, tibi tuisque successoribus apostolica auctoritate duximus confirmanda. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum, etc., etc.

Datum Laterani, per manum Alberti S. R. E. presbiteri cardinalis, et cancellarii, idus aprilis, indictione xi^a, et incarnationis dominice anno m^o c^o LXX^o IX^o. Pontificatus vero D. Alexandri pape III, anno vicesimo¹.

¹ Une bulle de Grégoire, datée du 3 des kalend. de septembre 1274, confirme la bulle d'Alexandre, et la reproduit mot à mot, sauf ce qui suit :

« Pallium quoque, videlicet pontificalis officii plenitudinem, tue fraternitati apostolice sedis liberalitate largimur, quoniam infra tuam ecclesiam uti memineris eis diebus quibus predecessores tuos nos fuisse cognoscis, videlicet in Nativitate Domini, festivitate protomartyris Stephani, Cir-

cumcisione Domini, Epiphania, Hypopanti, dominica in Ramis Palmarum, Cena Domini, Sabbato sancto, Pascha, feria secunda post Pascham, Ascensione, Pentecoste, tribus festivitibus S. Marie, Natali B. Joannis Baptiste, solemnitate omnium Apostolorum, Commemoratione Sanctorum, dedicationibus ecclesiarum, consecrationibus episcoporum, ordinationibus clericorum, ecclesie tue principalibus festivitibus et anniversario tue consecrationis die. »

CCLV.

- Ann. 1180. CHARTA qua Willelmus, Remorum archiepiscopus, capitulo reminiensi, a quo subsidium petierat ratione expensarum quas ipse fecerat pro inunctione et coronatione nepotis sui Philippi regis, indulget ne factum hujusce liberalitatis alio tempore trahi possit in exemplum ¹.

Duchesn., Hist. des Card. franç., II, 134, 137, ex vol. 1^o, et 2^e chart. archiep. rem. — Marl., II, 413. — Bergier, entrée de Louis XIII à Reims, fol. 81, verso.

CCLVI.

- Vers 1180. BULLA Alexandri papæ III, qua obiter origo collegii canonicorum sanctæ Nutricis illustratur, fitque compertum quo jure remenses canonici ejusdem collegii præbendas vacantes ordinent.

Marl., II, 414.

CCLVII.

- Ann. 1181. EPISTOLA Philippi II Francorum regis ad Lucium papam III, cui scribit Willelmum archiepiscopum remensem, Romam ut veniret cohortatum, a se in regni discrimine retineri.

Steph. Tornac. Epist., p. 145. — Gall. christ., IX, 97, fragm. — Hist. des Minist. d'Etat, p. 369, ex Epist. Steph. Torn.

¹ « On peut assurément juger, par la déclaration que dessus, que les archevêques faisoient les fraicts du banquet du sacre des roys; et est credible que le dict archevesque Guillaume, pour le mesme subject, obtint pareillement secours et ayde de ses bourgeois, et semble à cela convenir la déclaration qu'il faict au préambule de sa chartre d'eschevinage (voyez plus bas, n^o cclxi) en ces mots: Considerantes obsequium et devotionem quam vos, dilecti filii et fideles burgenses nostri, nobis libenter haecenus et liberaliter impendistis. » (Bibl. Roy., mss. supplém. franç., 1515 — 2. Rogier, I, fol. 16, verso.

Ces derniers mots cités par Rogier ne font-ils pas allusion à quelques sommes versées pour rachat des droits d'échevinage, bien plutôt qu'à quelque contribution volontaire levée à propos du sacre. Si les bourgeois de Reims avaient été exempts de cette loi féodale, par suite de laquelle les sujets du seigneur se trouvaient frappés d'une contribution égale à la somme que lui-même déboursait pour s'acquitter du droit de gîte, eût été une exception tellement en dehors de la coutume qu'elle aurait besoin d'être prouvée et non pas supposée, comme le fait Rogier.

CCLVIII.

CARTA ville de Fraillicurte, que olim dicta fuit Plumbea Ann. 1191
Fontana ¹.

Livre Rouge du chap., fol. 300, verso.

R. prepositus, R. decanus, T. cantor, ceterique remensis ecclesie fratres, universis mansionariis de Fraillicourt tam presentibus quam futuris, salutem et pacem. Constitutionem ville nostre, que olim Plumbea Fontana, modo Fraillieurt appellatur, reformantes, et tam vestris profectibus, quam libertati et paci vestre consulentes, in primis statuimus: Ut omnes qui in prefata villa per annum et diem habueritis et corporaliter fixeritis mansionem, ab omni tallia, et quacunque exactione, et quolibet questu, et ab omnibus que in presenti carta expressa non fuerint, perpetuo sitis immunes; et sive servi, sive liberi antea fueritis, salvis capitationibus, quantum ad ecclesiam remensem pertinet, perpetuam habeatis libertatem, possessionum quoque vestrarum quas huc usque juste habuistis, vel in futurum acquisituri estis, tam vobis quam heredibus vestris, pacificam firmitatem. Statuimus etiam, ut pro singulis masuris secundum terminos subscriptos, solvatis singulis (*sic*) mansionarii annuatim xii den. remenses, et unum avene sextarium, et duos capones; item vi den. pro vino, et ii den. pro toneleyo, quos duos semel solvetis per annum de omnibus mobilibus vendendis vel emendis, ita quod sive vendatis, aut ematis, sive non, neque plus neque minus, sed duos tantum solvatis. Solventur autem illi redditus ex masuris per partes, in festo B. Remigii vi d. pro vino, et unus avene sextarius; in festo B. Martini ii d. pro toneleyo; in Natali dominico, vi ex duodenis, et ii capones; residui vi d. ex duodenis, in Pasca Domini. Preterea foragium solvetis pro vini vel cervisie taberna; nichilominus tamen reddent censum constitutum, illi qui prata censualia, vel ortos, vel qui preter juste mensuram, aliquas areas vel quantulascumque plateas habuerint. Ad hec si possessiones immobiles vendideritis, vel emeritis, ab emptore solvetur consuetudo que redemptio vel vendicio dicitur; sci-

¹ Il ne nous paraît pas inutile de faire remarquer que cette pièce précède d'une année la charte qui rétablit l'échevinage rémois dans plusieurs de ses anciens droits.

licet pro solido denarius unus, et preter hoc quod investitura dari solet maioribus terre. Constituimus quoque vobis, ut in molendinis et furnis bannialibus, molatis et coquantis secundum consuetudinem Roseti et circummauentium; itaque scilicet in molendinis quolibet annona sive quodlibet granum moletur pro decima octava parte. In furnis molentur [*sic*, coquantur?] tres quartarii pro obolo; tres galeti, sive tres mine, pro nummo remensi. Ligna furnis necessaria domini furnorum sumptibus suis querent. Omnes justicie totius territorii prefate ville per scabinos ejusdem ville judicabuntur, et in quocumque casu per eosdem exerccebuntur. In controversiis et litibus que inter omnes emergerint diffiniendis, legem et consuetudinem et auctoritatem ecclesie et civitatis remensis recipient, nisi eas per se valeant diffinire. Nullam communiam, nullas conjurationes, sine consilio remensis ecclesie a vobis presumi vel attemptari volumus, et hoc modis omnibus prohibemus. Ad hoc constituimus, ut vos ecclesie remensi bonam fidem servaturos, sed et preposito terre, et canonicis nostris, et eorum tam sociis, quam ministris, in honore et jure ecclesie, et in personis, et rebus eorum tam mobilibus quam immobilibus servandis pro posse vestro, et salvandis, singuli juretis vel fidem detis. Preterea statuimus quod furni, et molendina, et fossata cursus aque, sumptibus domini qui fructus eorum percipient construentur; sed ad quamcumque materiam construendorum molendinorum afferendam, mansionarii sufficienter prestabunt velicula; ad fossata quoque cursus aque, quocienscumque viciata fuerint, reficienda, singuli una die per annum, vel in propria persona, laborabunt, vel si hoc convenienter non fecerunt, unum conducent operarium. Concessum quoque a nobis est, ut per terram nostram vestras aientias generaliter et libere habeatis; et per totam terram nostram a vinagio, et ab omnibus gravaminibus, sicut ceteri mansionarii nostri, penitus immunes sitis. Preter hec contra omnem raptorem, et quemlibet predonem, tam pro personis quam rebus vestris salvandis, sufficientem vobis justiciam promittimus; et quod neque pro domini Roseti, vel heredum ejus, neque pro cujuslibet facto vel excessu, et non nisi pro alieujus vestrum vel universorum delicto, divinum apud vos cessare faciemus officium. Quod si dominus Roseti, vel ejus heres, contra hanc constitutionem et liber-

tates ville quam manus proprie juramento firmavit, aliquid presumens, infra mensem non emendaverit, ecclesia remensis contra ipsum plenam vobis exhibebit justiciam. Quia vero hec omnia per magistrum Ernoldum Blesensem¹, prepositum prefate terre, vobis exposita et expressa agnovistis, et communi consensu bene recepistis, ne imposte- rum ullo modo valeant immutari, et hec omnia communi locius capituli remensis consensu concedentes perpetuo valitura, Deo favente constituimus, et tam scripto nostro, quam sigilli nostri munimine, firmamus. Actum anno m^o c^o octogesimo primo, astantibus et videntibus ecclesie nostre canonicis sacerdotibus, R. decano, T. cantore, Laurentio, Gregorio, Galtero, Ernaldo, Remigio; dyaconis: Milone, Nicholao, magistro Petro, Alberico, Balduyno, Rogero, Fulcone; subdyaconis: Guidone, Heurico, Jacobo, Callero, Almarico, Fulcone, Leone, et multis aliis.

CCLIX.

CARTA domini Willelmi archiepiscopi, super pactis inter ecclesiam remensem et dominum Rainaldum de Roseto, super villa de Fraslicurte habitis. Ann. 1182.

Cart. G du chap., fol. 9, et 121, verso.

Willelmus Dei gratia Remorum archiepiscopus, S. romane ecclesie tituli S. Sabine cardinalis, tam futuris quam presentibus in perpetuum. Cum in villa de Fraslicurt, que olim Plumbæ Fontana vocabatur, inter ecclesiam remensem et dominum Rainaldum de Roseto, de banuo, et justicia, et redditibus quos mansionarii debent, questio verteretur; cum proprietas et dominium totius territorii, et tam tertio quam decime, et ecclesia ejusdem loci, ipso etiam R. confitente, ad ecclesiam remensem integre pertinerent; et tamen de supradictis contenderent, controversia in hunc modum, nobis mediantibus, terminata est. Retinuit sibi ecclesia remensis propria et seorsum habenda, ecclesiam prefati loci, et ejusdem territorii decimas universas cum omnibus ecclesiasticis, et integrum ecclesie patronatum cum omnibus spiritualibus. Item brolia, id est prata in medio ville, que olim ecclesie dominica habebantur, que per negligentiam canonicorum sibi rus-

¹ Voyez plus bas, même siècle, n^o cclm.

tici usurpaverant. Item feudalem olim terram et prata que Johannes de Ardena a preposito remensis ecclesie ibidem tenebat, que etiam Ernaudus Blesensis ab eodem Johanne cum tertia parte decime lini emerat, et cum mansionariis sex ecclesie donaverat. Preterea locum quem ad edificium et mansionem prepositi terre, cum pratis et ortis que ab ejusdem ville incolis prefatus Ernaudus emerat, sed et domum et grancam quas ibidem de proprio edificavit, et pro anniversario suo faciendo donavit ecclesie remensi. Ut autem tam prefatus R. quam heredes sui, villam ibidem constitui, et totum nemus quod de territorio ejusdem ville est ultra Seram, a parte Roseti, succidi et sarrari, et mansionariis ville prefate usque ad terram que dicitur Manus Firma, et usque ad terram S. Laurentii sed et citra Seram usque ad Sepau concessam pro munienda terra, dari et quiete exerceri permetterent, concessit ecclesia prefato R. medietatem terragii et obventionum banni et justicie, et reddituum qui ex mansuris et mansionariis et censibus ville colliguntur, percipiendam; salvis ecclesie hiis seorsum commodis que vel de broliis, vel de feodo jam dicti Johannis, poterit habere quoquomodo. Concessum est autem hoc sub hiis conditionibus et pactis, ut non solum villa libera constitueretur, et nemus predictum sartandum mansionariis predictis donaretur, sed ut etiam nullus, nisi ville mansionarius et nisi de libertate ejusdem ville esset, de terra quicquam habere posset, exceptis terris quas mansionarii de Rubiniaco et de Vallibus jam sartaverant, quas eisdem concessit ecclesia, quamdiu integram decimam cum terragio integro ecclesie remensi solvent. Concessit autem prefatus R. cum ecclesia, sine omni exceptione, sine omni retentione, non solum totam villam cum suo territorio liberam esse, sed et omnis quicumque per annum et diem unum habuerint, vel habituri essent ibidem corporaliter mansionem, quantum ad ecclesiam et dominum R. pertineret, ab omni questu et tallia et ab omni exactione, preter quam ville constitutio tam ecclesie quam domini R. signata sigillo exigit, liberos et immunes; salvis tamen capitacionibus. Duo majores, unus a canonico preposito ville, alter a domino R. vel herede ejus eligentur, sed non nisi ex libertate ville, qui utrique parti communiter facient fidelitatem. Neutra vero pars plus habebit in suo quam in reliquo; ita quod si alteruter in aliquo

deliquerit, a scabinis ville tantum judicabitur, et emendationis summa tam prepositi, quam domini R., communiter erit. Quamdiu etiam majores erunt, a ceterorum consuetudine liberi erunt. Quicquid etiam ante majoriam solvere debebant, ita postea solvent sicut ceteri, nec aliter liberi a consuetudine erunt. De tota terra nec prepositus, neque dominus R. vel heres ejus, aliquid sibi poterunt retinere; sed tota dabitur mansionariis; his tamen exceptis que sicut dictum est propria seorsum habebit ecclesia. Concessum quoque est utrobique, quod non solum in villa, sed in universum territorium ejus, tam in nemore quam in plano, de quibuscumque rebus controversia moveatur, exceptis ecclesiasticis, modis omnibus per scabinos prefate ville omnis justitia judicabitur. Si in judiciis faciendis scabini dubitaverint, ad ecclesiam remensem consulent, et secundum eam judicabunt. Preter constitutionem ville neutra pars, neque ecclesia, neque dominus R. vel heredes ejus, mansionarios in aliquo vexare poterit, vel gravare; neque alteri parti in eos aliquid plus libebit quam alteri; sed exceptis his que ecclesia seorsum habet, equalis eis erit in omnibus tam utilitas quam potestas. Nemora que ex parte Calvimontis citra Seram sunt, sicut communiter viderint expedire, communibus servabunt custodiis de villa prefata sumptis, et non aliunde; communiter ad necessaria sua tollent, communiter donabunt, communiter vendent, et omnis proventus nemoris communiter habebunt. Si pro terra munienda sepi in eodem nemore expediat constitui, secundum estimationem et arbitrium legitimorum virorum, sufficiens ad munitionem terre sepi latitudo, sine utriusque partis prejudicio, et salvo extra sepi usu ville, in nemore estimabitur; longitudo vero usque ad fines nemoris terminabitur. In sepi vero, determinata, prefatus R. vel heredes ejus nichil sibi juris sine ecclesia habebunt; nichil contra ecclesiam, aut contra canonicum prepositum terre poterunt inbanire; et licet quoscumque voluerint, possint pro munitione terre a succidendo arcere, poterunt tamen tam ecclesia quam dominus R., pro necessitatibus edificiorum suorum, de prefata sepi tollere, et ad omnes usus domesticos sumere; et erit eis precipue in sepi equalis tam utilitas quam potestas. Permisit quoque prefatus R. universis mansionariis de Fraillieurte aisantias in terra sua, sicut habebant eas ali

homines de villis suis liberis; sed et ville, quantum ad se et heredes suos pertineret, pacem perpetuam, et omnium que pro edificiis construendis, vel suppellectili qualibet, vel pro victualibus per terram suam vherent, fide tamen facta quod non mercatura portent, ab omni wionagio immunitatem. Preterea contra omnem predonem et quemlibet malefactorem promisit tutelam, et bona fide pro posse suo defensionem, et auxilium ad ablatorum recuperationem. Hanc igitur ville sepedicte libertatem et pacem, has condiciones et pacta, dominus R. super sancta manu propria juravit, bonam quoque fidem ecclesie, et terre, et prepositis, et ville, et mansionariis, se de cetero sertaturum, et nichil in damnum vel fraudem ecclesie vel prepositi vel ville se facturum vel percepturum promisit, et hec tam se, quam heredes suos observaturos, sed et uxorem suam, et dominum G. primo-genite filie sue maritum, et ipsam filiam juraturos et laudaturos; et quod a nobilibus feodatis et legiis hominibus terre sue hoc jurare faceret, se juramento obligavit; carta quoque sua super hoc se daturum ecclesie, suamque eidem promisit ecclesia. Quod ut in perpetuum mutari non possit, etc. Actum [anno] ab incarnatione Domini m^o c^o lxxxv^o ii^o. Datum per manum Lambini cancellarii nostri.

CCLX.

Vers 1102

CARTA D. Rainaldi de Roseto super villa de Fraillicurte.

Cart. G du chap., fol. 10, verso.

Ego Rainaldus Dei permissione Roseti dominus, omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in perpetuum. Notum facimus universis quod totam villam Fraillicurt, tam ego, quam heredes mei, sed et domina Juliana uxor mea, sed et universos mansionarios quicumque per annum et diem unum corporaliter ibidem habuerint mansionem, ab omni tallia et questu, et ab omni exactione cum rebus et possessionibus eorum, quantum ad me et heredes meos pertinet, tam istos qui presentes sunt quam futuros, omnino liberos esse, concedimus; preterquam ab his que secundum constitutionem ville, tam in avena quam in duodenis, et in tonleio, et in denariis pro vino, et in caponibus, et in ceteris que singulis mansionariis imposita sunt, ecclesie remensi et nobis annuatim communiter solvenda; ita tamen

quod si periculum corporis mei, vel heredum meorum, vel castrorum defendendorum pro guerra nobis imminet, nos et castra nostra fideliter defendent : sed neque ad torneamenta ducentur ; nec alibi pro guerra ulla trahere poterimus, sed neque ad castra defendenda, occasione vexationis aut more faciendo, nisi sit evidens necessitas guerre, ut obsidionis manifeste. Nullum autem de hominibus villarum nostrarum non liberarum, vel de hominibus militum nostrorum volumus in predicta villa recipi ; alios autem a quibuscumque villis venerint recipi bene volumus. Universas quoque justicias per omne territorium prefate ville, et omnes mansionarios in quocumque casu, per scabinos ejusdem ville judicari et exerceri concessimus. Juramento quoque firmavimus universo territorio predictæ ville, sed et mansionariis et universis rebus eorum, non solum libertatem et pacem, sed etiam contra omnem predonem et quemcumque malefactorem tutelam et defensionem, bona fide, pro posse nostro ; et aiantias terre nostre, et immunitatem tam vinagii quam omnium gravaminum, et per terram nostram, sicut eam habent homines de Bencinneez, et de Meusloet, et de ceteris meis villis liberis. Hanc ergo cartam libertatis et pacis predictæ ville mansionariis ita dono, et ab universis heredibus meis, et nobilibus meis immutabiliter et in perpetuum observari, bona fide constituo, et tam scripto quam sigillo meo, confirmo.

CCLXI.

* CHARTA^a qua Willermus remensis archiepiscopus, remensis burgensibus restituit et confirmat consuetudines antiquas ibi declaratas¹. Ann 1182.

Marl., II, 417. — Gall. christ., II, Instr., col. 48, ex Marl. — Choppin, de Sacra politia, I, 133, fragm. — Chesn., Privil. de Bourges, p. 370, ex Choppino. — Échevinage de Reims, p. 25. — Duchesne., Hist. des Card. franç., II, 130, ex cartoph. scabin. rem.

Archives de l'Hôtel-de-Ville de Reims, juridict., liasse 1^{re}, n° 1. — Livre Rouge de l'Échevinage, p. 69.

Willermus Dei gratia Remorum archiepiscopus, sancte romane ec-
Guillaume, par la grace de Dieu
arcêvesques de Reims, de sainte

¹ C'est sur cet acte, célèbre dans l'histoire locale sous le nom de Willemine, que va reposer pendant six cents ans l'existence de la bourgeoise rémoise. Attaqué dans tous ses

clesietituli Sancte Sabine cardinalis, apostolice sedis legatus, dilectis filiis et fidelibus suis, universis hominibus remensibus in hanno archiepiscopi constitutis, in perpetuam memoriam rei. Sicut principes terrarum, in observando jure et libertate subditorum, dilectionem Dei et proximi valent acquirere; ita in violandis vel immutandis consuetudinibus diutius obtentis, indignationem Altissimi possunt incurrere, et favore populi amittere, et animabus etiam suis onus perpetuum imponere. Nos, siquidem hac inducti ratione, et considerantes obsequium ac devotionem quam, vos dilecti filii et fideles burgenses nostri, nobis hactenus libenter et liberaliter impendistis, consuetudines vobis ab antiquis retro temporibus collatas, sed mutatione dominorum aliquando minus servatas, auctoritatis nostre munimine vobis et posteris vestris duximus restituendas, et perpetuo confirmandas.

Volumus igitur, quod scabini civitati restituantur, qui, communi

points par les seigneurs hauts justiciers, défendu par l'échevinage, toujours avec courage, long-temps avec bonheur, il devient, une fois obtenu, la source de débats juridiques aussi nombreux que les combats meurtriers livrés lorsqu'il s'agissait de l'obtenir. Il n'est pour ainsi dire pas un de ses mots qui n'ait enfanté de longs procès. Aussi nous n'avons pas cru trop faire en reproduisant trois fois les dispositions de cette charte importante dans la concession de Guillaume,

roumainne église dou tître Sainte Sabine chardenaus, dou siège l'apostoile légaz, à ses chiers fix et ses féables, à tous les hommes de Rains dou ban l'arcêvesque. Einsi comme li prince des terres, en gardeir la droiture et la franchise de leur sougiz, puent acquerre l'amour de Diu et dou proisme; einsi en enfreindre et en mueur les anciennes coustumes longuement tenues, pueent-il deservir et encourre le desdaing dou Tres-Haut, et la faveur dou pueple perdre, et à leur armes aussi fais perpétueil encheigier. Nous, pour ceste raison, regardant le service et la dévotion que nous ammeit fil et nostre féable bourgeois à nous jusques à ore volontiers libéraument aveiz fait, les coustumes données à vous des anciens sà en arrière, mais par la nuance des signeurs aucune foye mal gardées, par la force de nostre auctoritei, à vous et à ceus qui après vous venront, nous les restablissons, et perpetueilment confermons.

Nous volons doncques que eschevin à la citeit soient restabli, qui,

dans la confirmation de Philippe-Anguste, dans celle du pape Lucius III. Nous avons même ajouté au texte latin de ces instruments une traduction en langue vulgaire, que nous jugeons de fort peu postérieure à leur rédaction première; car il nous a semblé ne pouvoir trop multiplier les variantes d'un compromis dont les nombreux commentateurs tiendront une si large place dans notre compilation.

assensu omnium vestrum, de ban-
nallibus nostris duodecim electi
nobis presentabuntur, et singulis
annis in capite Jejunii renovabun-
tur, et jurabunt quod vos iusto
dijudicabunt iudicio, et quantum
ad ipsos pertinuerit, jus nostrum
fideliter servabunt. Et si quis forte
communiter electus scabinus esse
voluerit, nos illum faciemus stare
scabinum, si tamen vires corporis
sufficientes habuerit. Verantamen
si vos in eligendis scabinis con-
cordes non fueritis, nos, prout
civitati nostre et nobis expedire
noverimus, scabinos instituemus.
Si vero idem scabini, vel duo,
vel plures illorum, aliquod iudi-
cium fecerint quod non satis ra-
tionabile videatur, si errorem suum
recognoverint, absque detrimento
bonorum suorum illud nobis emen-
dabunt; si autem persisterint (*sic*),
et aliquis eos de falso iudicio volue-
rit impetere, si comprobati fuerint
vel convicti, illud per iudicium cu-
rie nostre nobis emendabunt: et si
impetitor eos convincere non po-
terit, illud similiter nobis et ipsis
scabinis emendabit.

Concedimus etiam quod si bur-
geois in banno nostro constitutus,
aliqua occasione in causam tractus
fuerit, quandiu ordine iudiciario
se tractari voluerit, neque ipse,
neque res ejus capientur, sed nec
domus ipsius diruetur, si domum

par le commun assentement de vous
tous, de nos bannaus xn eleut
nous seront présenteit, et chascun
an le jour des Cendres seront re-
nouveleit, et jureront que il par
droit jugement vous jugeront, et
tant comme à eus apartenra, nostre
droture loinument garderont. Et
s'aucuns par aventure communé-
ment eleuz ne vuet estre eschevins,
nous le ferons estre eschevins, mais
qu'il ait force de cors souffisant.
Et nequedent se vous en ellire les
eschevins n'estiées concordablez,
nous establirons les eschevins si
comme nous verions que ce soit
preuz à nostre citeit et à nous.
Mais se cil eschevin, ou dui, ou
pluseur d'iceus, faisoient aucun ju-
gement qui ne samblast asceiz rai-
nable, s'il reconnoissent leur er-
reur, il le nous amenderont sans
destruiment de leur biens; et se il
le soustiennent, et aucuns les en
vuelle quereleir de faus jugement,
et il en sont proveit et convaincu,
il le nous amenderont par le ju-
gement de nostre court; et si li
querelez ne les en puet convain-
cre, il le nous amendera ensi fai-
tement et as eschevins aussi.

Et si otroions encore que se bour-
jois en nostre ban establiz, par au-
cune oquison soit traiz en cause,
tant comme il vorra estre traitiez
par ordre de jugement, ne il, ne
ses choses ne seront prises, ne sa
maisons ne sera abatue, se il a

vel hereditatem Remis habuerit, sed fidem dabit quod pro exequenda justiciâ obsides interponet si possit; et si obsides habere non possit, fidem similiter dabit quod judicio scabinorum stabit. Si vero nec domum, nec hereditatem Remis habuerit, obsides dabit, et si obsides non habuerit, corpus ejus detinebitur quousque justiciæ complementum prosequatur. Ad hec si quis bannalium nostrorum furtum, vel martrum, vel prodicionem commiserit, et forisfactum manifestum fuerit, ipse et res ipsi in voluntate nostra erunt; et si dubium fuerit, et ille super hoc impetatur, bonos obsides dabit, si de banno nostro fuerit, quod judicio scabinorum stabit; et si obsides dare non possit, corpus ejus captum detinebitur.

Si quis sesterlagium nostrum absportaverit vel detinuerit, forisfactum nobis per sexaginta solidos emendabit. Si quis cambierit, qui trecensum nobis, sicut cambitores nostri, non solvat, et ille et alius qui cum eo cambium fecerit, forisfactum nobis per sexaginta solidos emendabit. Forisfactum quoque de timonagio nobis per septem solidos et dimidium emendabitur.

Decernimus autem ut quicumque hereditatem, vel emptionem, vel alias quaslibet possessiones, per septem annos et unum diem in pace possederit et tenuerit, tenaturam

maison ou héritages à Rains; mais il donra sa foi que il donra plèges, s'il puet, de estre à droit; et s'il ne puet avoir plèges, il donra sa foi ensement que il sera au jugement d'eschevins; mais s'il n'a maison ne héritage à Rains, il donra ostages, et s'il n'a ostages, ses cors sera détenus pris jusques à tant que droiz en sera couruz. Encore s'aucuns de nostre ban faisoit larcecin, ou mordre, ou trayson, et li forfaiz fust manifest, il et ses choses seront en nostre volonte; et se la chose est en doutance, et il en soit quereleiz, il donra bons ostages, se il est de nostre ban, que il sera à droit d'eschevins; et s'il ne puet avoir ostages, ses cors sera détenus pris.

Se aucuns enporte ou détient nostre sesterlage, le forfait il nous amendera par LX^s. Se aucuns change qui trecentz ne nous pait, ensi comme nostre autre changeur, et il et li autres à cui il avera fait change, le forfait nous amendera par LX^s; et li forfaiz dou timonage nous sera amendeiz par vii^s et demi.

Et si avons establi que quicunques héritage, ou achat, ou atres quicunques possessions, vii ans et i jour ait tenu en pais, sa tenure d'enqui en avant il possesse déli-

suam deinceps libere et quiete possideat, ita quod alius reclamare non possit, vel tenaturam calumpniare, nisi possit probare quod interim absens a terra fuerit, et absentie sue rationabilem preterderit occasionem, vel infra spacium illud talis etatis extiterit quod jus suum disrationare non valuerit.

Ne ergo super hiis omnibus aliqua in posterum questio possit oriri, sed omnia sicut prenotata sunt firma et rata in posterum permaneat, eadem vobis et successoribus vestris tam presentis privilegii patrociniis, quam sigilli nostri munimine corroboramus; statuentes, et sub anathemate prohibentes, ne quis huic nostre confirmationis pagine contraire presumat, salva in omnibus apostolice sedis auctoritate. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo octogesimo secundo. Datum per manum Lambini cancellarii nostri *.

vremment et quitement, en teile meunière que autres n'i puist riens réclamer, ne sa tenure chalengier, se il ne puet prouver que dedens cel termine ait estei fors do pays et de la terre, et mettre avant droite raison de la défaillance, ou il ait estei dedens cel espace de teil aage que il n'avoit pooir de desrainier son droit.

Et donques pour ce que de toutes ces choses dès ore en avant nule questions ne puist naistre, ains remaingnent toutes ces choses deseur dites fermes et estables, ces choses à vous et à ceus qui après vous venront, tant par ce présent privilège, comme par le warnissement de nostre seel, confermons et establisons et deffendous sor escommuniement, que n'uns n'ost aleir encontre ceste confirmation de nostre escrit, sauve l'auctoritei do siège l'apostoile en toutes choses. Ce fu fait en l'an de l'incarnation nostre Seigneur m. c. lxxx et ii, et doneit par la main Lambin nostre chancelier.

CCLXII.

PRIVILEGIUM Lucii papæ III de variis immunitatibus S. Remigii remensis concessis. 10 mai 1182.

Cart. B de Saint-Remi, p. 35. — Cart. C de Saint-Remi, fol. 9, n° xxxv. — Cart. A de Saint-Remi, p. 5.

Lucius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis P. abbati, et fratribus S. Remigii remensis, etc. Auctoritate apostolica vobis indul-

* « Scellée de cire en lacs de soye rouge. »

gemus, ut tam clericos, quam laicos, ad vestram confugientes religionem, liceat vobis liberos et absolutos recipere, et sine contradictione aliqua retinere. In parrochialibus vero ecclesiis quas habetis, liceat vobis libere idoneas personas eligere, et diocesano episcopo presentare, quibus animarum curam ipse committat; ita ut illi de spiritualibus, vobis autem de temporalibus, debeant respondere. Liceat insuper vobis de redditibus unius parrochiæ, duobus sacerdotibus qui ecclesiæ deserviant, cum episcopali auctoritate pro vestra discretionem et arbitrio providere, ita quod unus alio debeat subiacere, dummodo tanti sint redditus quibus uterque possit congrue sustentari. Paci preterea et indemnitati vestræ paternæ sollicitudine providentes, auctoritate apostolica inhiibemus, ne quis infra clausuras et ambitus locorum et grangiarumstrarum, aliquam violentiam facere, aut hominem aliqua temeritate capere, seu interficere presumat. Prohibemus insuper ne quoslibet vestros homines temere quisquam capere, vel a dominio vestro alienare, aut indebitis hospitacionum procuracionibus et servitiis, seu quibuslibet injustis exactionibus, audeat aggravare. Sane novalium vestrorum que propriis manibus vel sumptibus colitis, et de nutrimentis animalium vestrorum, nullus a vobis decimas exigere presumat. Ad hec prescriptis litteris inhiibemus, ut nulli liceat in fundo vestro, vel in possessionibus ad vos spectantibus quas ad proprios usus sub vestro dominio retinetis, sine licentia et auctoritate vestra, edificium aliquod fabricare. Indebitum etiam gravamen a vobis amovere volentes, in vos aut ecclesias vestras, interdicti vel excommunicationis sententiam, sine manifesta et rationabili causa, proferri vetamus; sepulturas quoque locorum vestrorum in quibus sex monachi ad minus fuerint, liberas esse decernimus, ut eorum devotioni et extremæ voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat, salva tamen illarum ecclesiarum canonica iusticia a quibus mortuorum corpora assumuntur. Cum autem generale interdictum terræ fuerit, liceat vobis fratres et servientes in eisdem domibus commorantes, et eos qui se religioni vestræ reddiderint, nisi forte nominatim fuerint interdicti vel excommunicati, vel aliud de ratione obstiterit, in cimiteriis vestris christianæ tradere sepulturæ. Nulli ergo.... Datum Velletri, vi^o id. maii.

CCLXIII.

PRIVILEGIUM Lucii pape III, quo confirmat donationem ville de Fraillieurt Arnaldo Blesensi canonico ad supercensum.

Vers 1182.
21 septem-
bre.

Necrolog. eccl. rem., *in fin.*, fol. 7.

Lucius episcopus servus servorum Dei, dilecto filio magistro Arnaldo Blesensi, canonico remensis ecclesie, salutem et apostolicam benedictionem.... Dilecte fili, iustis tuis postulationibus grato concurrentes assensu, villam de Fraillieurt a dilectis filiis nostris R. preposito, R. decano, Th. cantore, et capitulo remensi, sub trecensu undecim lb. annuatim capitulo solvendarum, labore tuo et fructu pensato qui de labore provenit, tibi collatam, sicut eam pacifice possides et in scripto autentico capituli continetur, devotioni tue auctoritate apostolica confirmamus.... Scripti vero talis est tenor :

R. prepositus¹, R. decanus, Th. cantor ceterique remensis ecclesie fratres, omnibus... Notum fieri volumus universis, quod villam nostram de Fraillieurt, cum omnibus que ibidem nomine nostro poterant evenire, tota vita sua habendam donavimus magistro Arnaldo Blesensi canonico nostro, sub trecensu undecim lb. nobis annuatim solvendarum. Quia vero eandem villam tenuem quondam et humilem, numerosa incolarum multitudine relevavit et exaltavit, feodum quoque quod ibidem Johannes de Arduenna habebat, id est duas partes decime lini et terram in villa eadem in qua vi vel vii mansionarii habitant, propria pecunia emit, molendinum etiam et furios de novo construxit et bannales fecit, domum quoque egregiam et grangiam ibidem de proprio edificavit et donavit nobis, nos eidem concessimus anniversarium suum sollempniter faciendum. Omnium quoque bonorum prefate ville que ex portione nostra supra summam xi lb. excreverunt, decimam partem, pro ipsius anima et omnium fidelium animabus, hiis qui anniversario interfuerint, die anniversarii sui equaliter distribuendam, et tres pauperes eadem die pro eodem specialiter pascendos, preterea eadem die quinque solidos in hospicio ad lautiores visitationem languidorum, preter cotidianum et consuetum victum, ex bursa nostra

¹ Nous donnons cet acte comme specimen ses nombreuses propriétés entre ses différents membres.

erogandos, annuatim perpetuo communi assensu capituli immutabiliter constituimus; et ut pecuniam ex prefata decima pro te redactam in vigilia anniversarii paratam, persona que predictam villam a nobis tenebit, sine dilatione persolvat, et in donatione trecensus hoc indubitanter sub religione fidei promittat, constituimus. Quod, ut ratum perpetuo maneat, communi assensu capituli et sigilli nostri munimine roboravimus.

Nulli ergo, etc., etc. Datum Veron., x kalend. octob.

CCLXIV.

26 septem-
bre 1142.

PRIVILEGIUM Lucii pape III, quod [nos monachi S. Remigii] possimus in generalibus excommunicationibus sive interdictis, ostiis clausis, celebrare¹.

Archiv. de Saint-Remi, renseign. liass. 1. — Cart. B de Saint-Remi, p. 40. — Cart. A de Saint-Remi, p. 37.

Lucius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et monachis B. Remigii remensis, etc., etc. Presentis scripti pagina duximus statuendum, ut cum generale interdictum terre fuerit, liceat vobis clausis januis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, summissa voce, divina officia celebrare. Datum Veron., vi kal. octob.

CCLXV.

Ann. 1182.

CHARTA qua Willelmus Remorum archiepiscopus, monasterium S. Remigii remensis sub sua custodia suscipit, et ejus possessiones confirmat.

Marl., II, 420.

CCLXVI.

1182, après
le 18 septem-
bre.

DIPLOMA Philippi II Francorum regis, quo consuetudines burgensibus remensibus statutas ab avunculo suo Willelmo remensi archiepiscopo, confirmat.

Rec. des Ord., XII, 381, insertum in Diplom. Phil. IV, ex chartophyl. regio. — Echev. de Reims, p. 27. — Archives de l'Hôtel-de-Ville, juridict., liasse 1, n° 2, et Livre Rouge de l'Échevin., p. 71.

¹ Cette bulle est confirmée par une autre Saint-Remi, renseign. liass. 1, Cart. A de bulle d'Innocent III, datée du 11 des ides de Saint-Remi, p. 69, et Cart. C de Saint-Remi, fol. 3, n° XIV.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus Dei gratia Francorum rex. Ad regiam pertinere dinoscitur dignitatem, libertates et jura civitatum integra et illibata propensius conservare, et consuetudines ab antiquo statutas, ne aliqua malignantium perturbatione violari valeant, vel immutari, litterarum apicibus commendare. Noverint igitur universi presentes pariter et futuri, quod karissimus avunculus noster Willermus, venerabilis Remorum archiepiscopus, consuetudines burgensibus suis remensis in banno suo constitutis ab antiquis retro temporibus collatas, sed mutatione dominorum aliquandiu minus servatas, eisdem burgensibus suis restituens, scabinos civitati reddidit, qui communi omnium burgensium assensu, duodecim de bannalibus archiepiscopi electi, archiepiscopo presentabuntur, et jnrabunt quod burgenses justo dijudicabunt iudicio, et quantum ad ipsos pertinuerit, jus archiepiscopi fideliter servabunt : singulis autem annis in capite Jejunii renovabuntur : et si quis forte communiter electus, scabinus esse noluerit, archiepiscopus illum faciet stare scabinum, si tamen vires corporis sufficientes habuerit. Verumtamen si burgenses in eligendis scabinis concordem non fuerint, archiepiscopus, prout civitati sue et sibi noverit expedire, scabinos

Au nou de sainte Trinitei non devisée, amen. Phelippes, par la grâce de Dieu, rois des Frans. Il appartient à la roial dignitei les franchises et les droiz des citeiz entièrement et fermement garder, et les coustumes anciennement establies, et à la haultee de lettres commander que, par la perturbation d'aucuns malquerans, elles ne soient malnises ne muées. Douques sachent tuit cil qui sont, et cil ensemble qui à avenir sont, que nostre chiers oncles Willaumes, honnérables arcévêques de Rains, les coustumes à ses bourgeois de Rains en son ban establiz anciennement données de lonc tens sà en arrière, mais par la muance des signeurs auques longuement mal gardées, à ces meismes ses bourgeois il a restabli et renduz eschevins à la citei, qui, par le commun assen de tous les bourgeois, xii des bannals l'arcévêque eleut, seront présentei à l'arcévêque, et jureront que les bourgeois il jugeront à droit jugement, et tant comme à ens apartenra il garderont la droiture l'arcévêque loiaument; et seront chascun an le jour des Cendres renouveleit. Et s'aucuns par aventure, communément elleuz, ne vuet estre eschevins, l'arcévêque li fera estre eschevin, mais que tant que il ait force de cors souffisant. Et nequeunt se li bourgeois en ellire les eschevins ne

instituet. Si vero idem scabini, vel duo, vel plures illorum, aliquod iudicium fecerint quod non satis rationabile videatur, si errorem suum recognoverint, absque detrimento bonorum suorum illud archiepiscopo emendabant; si autem perstiterint, et aliquis eos de falso iudicio voluerit impetere, si comprobati fuerint vel convicti, illud archiepiscopo per iudicium curie sue emendabant : et si impetitor eos convincere non poterit, illud similiter archiepiscopo, et ipsis scabinis emendabit. Concessit etiam archiepiscopus, quod si burgensis in baino suo constitutus, aliqua occasione in causam tractus fuerit, quamvis ordine iudiciario se tractari voluerit, neque ipse neque res ipsius capientur, sed nec domus ejus diruetur, si domum vel hereditatem Remis habuerit; sed fidem dabit, quod pro exequenda justitia obsides interponet, si possit : et si obsides habere non possit, fidem similiter dabit, quod iudicio scabinorum stabit : si vero nec domum, nec hereditatem Remis habuerit, obsides dabit, et si obsides non habuerit, corpus ejus detinebitur quousque justicie complementum prosecutur. Ad hec si quis bannalium archiepiscopi, furtum, vel murtrum, vel proditorem commiserit, et forisfactum manifestum fuerit, ipse et res ipsius in voluntate archiepiscopi erunt, et si du-

se pueent acordeir, l'arcêvesques les establira si comme il verra que ce soit preuz à la citei et à lui ; mais se cil escevin, ou doi, ou plusieurs d'iceus, faisoient aucun jugement qui ne fust asseiz rainables, s'il reconnoissent leur erreur, il l'amenderont à l'arcêvesque sans destruiment de leurs biens ; et s'il le soustieignent, et aucuns les vuelle quereleir de faus jugement, et il en sont proveit ou convaincu, il l'amenderont à l'arcêvesque par le jugement de sa court ; et se li quereles ne les en puet convaincre, il l'amendera ensemment à l'arcêvesque et as eschevins. Et si otroia aussi l'arcêvesques, que se bourgeois en son ban establi par aucune oquison estoit traiz en cause, tant comme il vorra estre traitiez par ordre de jugement, ne il ne ses choses ne seront prises, ne sa maisons abatue, se il a maison ou héritage à Raius ; mais il donra sa foi que il donra plêges, s'il puet, de faire droit ; et s'il ne puet avoir plêges, il donra sa foi ensemment qu'il sera à jugement d'eschevins ; mais s'il n'a ne maison ne héritage à Raius, il donra ostages ; et s'il ne puet avoir ostages, on détenra son cors en prison jusques à tant que droiz en sera couruz. Encore s'aucuns des bannals l'arcêvesque faisoit larrecin, ou mordre, ou trayson, et li forfaiz fust manifest, il et ses choses seront en la main l'ar-

bium fuerit, et ille super hoc impetatur, bonos obsides dabit, si de banno archiepiscopi fuerit, quod iudicio scabinorum stabit; et si obsides dare non possit, corpus ejus captum detinebitur. Si quis sexterlagium archiepiscopi absportaverit, vel detinuerit, forisfactum archiepiscopo per sexaginta solidos emendabit. Si quis cambierit qui trecensum archiepiscopo, sicut cambitores sui, non solvat, et ille, et alius qui cum eo cambium fecerit, forisfactum archiepiscopo per sexaginta solidos emendabit; forisfactum quoque de timonagio archiepiscopo per septem solidos et dimidium emendabitur. Statutum est etiam ut quicumque hereditatem vel emptionem, vel alias quaslibet possessiones, per septem annos et unum diem in pace possederit et tenuerit, tenenturam suam deinceps libere et quiete possideat, ita quod alius reclamare non possit, vel tenenturam calumpniare, nisi probare possit quod interim absens a terra fuerit, et absentie sue rationabilem preteriterit occasionem, vel infra spacium illud talis etatis extiterit, quod jus suum disracionare non valuerit. Ut igitur hec omnia perpetue robur obtineant firmitatis, eadem salvo jure nostro et aliorum concedimus, et presentem paginam sigilli nostri auctoritate, ac regii nominis karactere inferius annotato confirmamus. Actum publice

cévesque; et se la chose est en dou-tance, et il en est quereleiz, il donra bous ostages, se il est dou ban l'arcévesque, que il sera à droit d'eschevins; et se il ne puet donner ostages, on détenra son cors en prison. Se aucuns enporte ou détient le sestellage l'arcévesque, le forfait il amendera à l'arcévesque par lx'. S'aucuns change qui trecens ne pait à l'arcévesque si comme si changeur, et cil, et li autres qui à lui fera change, le forfait amendera à l'arcévesque par lx'; et li forfait dou timonage sera amendeiz à l'arcévesque par vii' et demi. Et si est establi que quicunques héritage ou achat, ou autres possessions, vii' ans et i jour ait tenu en pais, d'enqui en avant il tenra sa tenure délivrement et quitement, en teile mennière que autres n'i puist riens réclameir, ne sa tenure chalengier, se il ne puet pro-veir que dedens cel termine ait esté fors dou pais et de la terre, et mettre avant droite raison de sa défaillance, ou il ait estei dedens cel espace de tens de teil aage qu'il n'avoit pooir de desrainier son droit. Donques, pour ce que toutes ces choses aient force de parme-nable fermeteiz, ces meismes choses nous otroions, sauf nostre droit et l'autrui, et confermons ceste pré-sente pagène par l'auctoriteit de nostre seel et de l'ensaigne de nostre [non] desouz notée. Ce fu fait com-

Parisiis, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo octogesimo secundo, regni vero nostri anno quarto : astantibus in palacio nostro, quorum nomina supposita sunt et signa. Signum comitis Theobaldi dapiferi nostri. Signum Guidonis buticularii. Signum Mathei camerarii. Signum Radulphi constabularii. Data per manum Hugonis cancellarii¹.

munément en l'an de l'incarnation Nostre Signeur m c lxxx et ii, et en quart an de nostre règne; et si fu en nostre palais, à Paris, pardevant ceus desqueis li non et li saing sont ci-desouz mis; c'est à savoir : do conte qui nous sert do mangier, de Guion nostre boutillier, de Mathiu nostre chamberlain, de Raoul nostre connestable. Ce fu donneit et signé par Huon le chancelier.

CCLXVII.

Ann. 1187

CHARTA qua Willelmus, remensis archiepiscopus, leprosis remensibus assignat in compensationem nundinarum, decem libras et octo solidos remensis monete, Remis in stallis camibitorum annuatim percipiendas; ac iisdem concedit ut segetes suas, sine moltura danda, possint molere in molendinis de calciata Vidulæ².

Duchesn., Hist. des Card. franç., II, 135, ex Regist. domus com. civit. rem.

CCLXVIII.

Ann. 1183.

CHARTA qua Willelmus, Remorum archiepiscopus, culturam extra muros ejusdem urbis, ad novum burgum ædificandum, concedit.

Marl., II, 419. — Gall. christ., X, Instr., col. 50. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville de Reims, mat. divers., liass. 25, n° 2.

Willelmus Dei gratia Remorum archiepiscopus, S. romane ecclesie et S. Sabine cardinalis, apostolice sedis legatus, dilectis filiis, universis hominibus in nova cultura remensi manentibus, tam presentibus quam futuris, in perpetuam rei memoriam. Ad hoc constitui sumus in sede pontificali ut utilitati et augmentationi civitatis cui nos prefecit Do-

¹ « Scellé du grand scel en lacs de soye rouge et verte. »

² Voir Marlot, II, 420.

minus, ipso adjuvante, proficiendo provideamus, et providendo proficiamus. Inde siquidem est, quod nos ad augmentum et honorem civitatis nostre, culturam quam habemus extra muros, delimus vobis dilecti ac fideles burgenses nostri ad domos construendas, et novum ibidem burgum pariter edificandum, ea conditione, quod de perticata terre, singulis annis in festo beati Remigii, duodecim denarios persolvatis; similiter de perticata terre Jardi nostri eodem termino totidem reddetis denarios. Sciendum tamen quod tam in Cultura, quam in Jardo, sunt perticate que tantum novem denarios solvere tenentur. Decevimus igitur ut nundine que fuerunt apud S. Lazarum, in burgo vestro celebrentur, et durent a sabbato ante dominicam in Ramis Palmarum, usque in vigiliam dominice Resurrectionis. Statuimus etiam ut carpentarii qui dolia et quadrigas faciant, ibidem operentur et in civitate non possint operari. Volumus siquidem ut omnia ligna et marinna ibi vendantur et non alibi. Liceat autem vobis logias, gradus et puteos ante domos vestras, absque licentia dominorum et servientium, libere ac quiete facere; insuper et majorem proprium habere qui pro posse suo, forisfacta et excessus vestros emendabit, et que per ipsum emendari non poterunt, ad archiepiscopum transferentur. Quia vero dignum est, ut ea que a nobis sunt juste et rationabiliter statuta, perpetue robur obtineant firmitatis, nos hec omnia, ne aliqua malignantium perturbatione violari valeant vel immutari, tam presentis scripti patrocinio, quam sigilli nostri auctoritate, vobis et successoribus vestris concedimus et confirmamus; statuentes, et sub interminatione anathematis prohibentes, ne quis huic nostre confirmationis pagine ausu temerario contraire presumat, salva in omnibus apostolice sedis auctoritate. Actum anno..... M^o C^o LXXX^o tercio. Datum per manum Lambini cancelarii nostri.

CCLXIX.

PRIVILEGIUM Lucii pape III, quod non licebit alicui excommunicatos nostros absolvere.

Vers 1183,
26 mars.

Cart. G du chap., fol. 1, verso.

Lucius episcopus, etc...., dilectis filiis R. decano, et capitulo remsensi, etc.... Vestris justis postulationibus annuentes, presentibus

vobis litteris indulgemus, ut nemini liceat R. de Roseio, vel heredes ipsius, aut quoslibet alios malefactores ecclesie vestre, a sententia qua pro suis excessibus canonice fuerint innodati, nisi prius ecclesie vestre pro facultate sua congrua satisfactione exhibita, relaxare. Datum Vellet., vii kl. aprilis.

CCLXX.

Vers 1183,
5 juillet.

PRIVILEGIUM Lucii pape III, de libertate burgi nostri [S. Remigii] nobis ab archiepiscopo concessa; et quod homines ejusdem burgi capi non debent Remis, et de mercatis.

Archives de Saint-Remi, liass. 17, n° 2. — Cart. B de Saint-Remi, p. 39. — Cart. C de Saint-Remi, fol. 10, n° xxviii. — Cart. A de Saint-Remi, p. 73.

Lucius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Symoni abbati et conventui S. Remigii, salutem et apostolicam benedictionem.... Ex tenore autentici scripti¹ venerabilis fratris nostri W. remensis archiepiscopi, cardinalis S. Sabine, et apostolice sedis legati, nobis innotuit, quod ipse, Domino inspirante, vestre et omnium vestrorum tranquillitati et paci prospiciens in futurum, libertates et consuetudines vestras, census etiam, banuum, justiciam, sextellarium, mercata sexte ferie et diei dominici, furnos atque molendina, et alia que hactenus habuistis, scripto proprio confirmavit; instituens ut homines vestri, vel alii in burgo vestro manentes, Remis pro causis vel aliis quibuslibet negotiis euntes, vel redeuntes, continua securitate letentur; nec ipsi, vel res eorum a prepositis, vel officialibus ejus, vel ab aliis quibuslibet, capi debeant aut teneri, quamdiu sub examine vestro voluerint justiciam exhibere; nisi forte in presenti forifacto fuerint deprehensi. Unde nos factum ejusdem archiepiscopi ratum habentes, prescriptam libertatem et alia que vobis sunt ab eodem archiepiscopo rationabili provisione concessa, sicut in autentico ipsius archiepiscopi scripto plenius continetur, devotioni vestre auctoritate apostolica confirmamus. Decernimus ergo, etc.... Datum Veron., iiii non. julii.

¹ Cette chartre, datée de 1182, se trouve dans le cart. B de Saint-Remi, p. 57. Elle ne contient rien que ne reproduise la bulle de Lucius III.

CCLXXI.

EPISTOLA Lucii pape III ad cives remenses, qua consuetudines
iisdem a Willelmo remensi archiepiscopo concessas, et a Phi-
lippo II rege Francorum roboratas, auctoritate apostolica
confirmat.

1^{er} octobre
1184.

Échevin. de Reims, p. 30. — Archives de l'Hôtel-de-Ville de Reims, juridict.,
liass. 1, n° 3, et Livre Rouge de l'Échev., p. 72.

Lucius episcopus, servus servo-
rum Dei, dilectis filiis et civibus
remensibus, salutem et apostolicam
benedictionem. Ea que pro pacis
fodere roborando pie intentionis
studio, ab his qui in sublimitate
sunt positi, statuuntur, in sua de-
bent firmitate persistere, et ex apo-
stolice sedis gratia robur indeficiens
optinere. Ea propter dilecti in Do-
mino filii, vestris justis postulatio-
nibus grato concurrentes assensu,
honestas consuetudines et rationa-
biles libertates quas venerabilis
frater noster Villermus remensis
archiepiscopus, Sancte Sabine car-
dinalis, apostolice sedis legatus,
vobis ad custodiam pacis, pro jus-
ticia et equitate servanda, concessit,
et tam ipse, quam benignus in
Christo filius noster Philippus illus-
tris Francorum rex, scripto auten-
tico roboravit, nos quoque ad in-
terventum precipue archiepiscopi
memorati, ratas esse decernimus, et
eas vobis sicut in scriptis autenticis
continentur, auctoritate apostolica
confirmamus, et presentis scripti
patrocinio communimus. Nulli er-

Lucius, évêques, sers des sers
de Dieu, à ses ameiz fix as bourgeois
de Rains, salut et bénédicon d'apo-
stoile. Les choses qui en hautece
sont mis pour confermeir aliance de
pais par l'estude de pie intention,
doivent demouire en leur ferme-
tei, et de la grâce dou siège l'apo-
stoile obtenir force perpétuel. Pour
laquiel chose, chier fil en nostre
Signeur, nous acordant par accep-
table assens à vos justes requestes,
les honestes costumes et les rai-
nables franchises, lesqueiles nostre
honnerables freres Guillaume ar-
cêvesques de Rains, chardenaus de
Sainte-Sabine, légaz dou siège
l'apostoile, vous a ottrouies, à la
garde de pais, pour justice et pour
droit gardeir, et aussi il, comme
nostre très chiers fix en nostre Si-
gneur Phelippes, nobles rois de
France, l'a confermeit par escrit
autentique, et nous ensement par
la prière de celui arcêvesque, les
juons à estre fermes, et confer-
mons iceles à vous de nostre auc-
toritei, ensi comme elles sunt con-
tenues ens escriz autentiques; et les

go omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei ausu temerario, contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Verone, kalendis octobris¹.

garnissons par l'ayde de ce présent escrit. Ne ne loise à nul homme ceste pagene de nostre confirmation [enfreindre?], ne par fol ausement aleir encontre; et s'aucuns a presumption de ce faire, sache que il encourra le desdaing de Diu omnipotent et de ses beneoiz apostles S. Pierre et S. Paul. Ce fu donneit à Véronne es kalendes d'octobre.

CCLXXII.

Vers 1184.
8 novembre

PRIVILEGIUM Lucii pape III confirmans decimam de Besannes. Item quod malefactores nostros excommunicatos nullus relaxet sine condigna satisfactione. Item mansionarii nostri alias divertentes, si voluerint terras nostras dimittere, possessionum et terrarum oneribus subjacebunt. Item canonici S. Timothei aut deserviant in propria persona, aut vicarios habeant, alioquin abbas potest alios loco eorum substituere.

Cart. A de Saint-Remi, p. 46.

Lucius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui S. Remigii... vestris postulationibus grato concurrentes assensu, quod in decima de Besenes juste et pacifice obtinetis vel possidetis, auctoritate vobis apostolica confirmamus; nichilominus vobis presentibus litteris indulgemus ut sicut in autentico venerabilis fratris nostri remensis archiepiscopi [W.] tituli S. Sabine cardinalis, apostolice sedis legati, rationabiliter continetur, sententiam in malefactores vestros canonice promulgatam, sine premissa condigna satisfactione, vel sufficienti cautione de parendo mandato ecclesie, nemini liceat relaxare. Mansionarios insuper villarum S. Remigii, si alias duxerint divertendum, nisi terras dimittere sponte voluerint, solutioni nichilominus proventuum et reddituum, et terrarum oneribus, sicut in eodem memorati remensis [archiepiscopi?] privilegio² canonice invenitur

¹ « Scellé de plomb en lacs de soye jaune. » cart. B de Saint-Remi, p. 59, et cart. A de

² Ce privilège, daté de 1184, se trouve Saint-Remi, p. 107.

expressum, decernimus subjacere. Ad hec autem cum in ecclesia S. Timothei duodecim sint canonici constituti, ut vel in propria persona beneficiis sibi concessis deserviant, vel si absentes esse decreverint, vicarios idoneos pro se servituros instituant, presentis scripti pagina censemus imposterum obtinere, alioquin beneficia eorum aliis qui serviant, conferendi vobis liberam concedimus presenti indulgentia facultatem; statuentes ut nulli omnino, etc... Datum Veron., sexto idus novembris.

CCLXXIII.

CHARTA qua Galcerius de Castellione donat annuatim monachis S. Mauricii remensis, duo sextaria frumenti ad faciendas hostias, et duo modia vini ad missam celebrandam. Ann. 1184.

Martens., Thes. nov. anecd., t. 1, 623.

CCLXXIV.

CARTA pro Valle Rodigionis.

Ann. 1181.

Cart. G du chapitre, fol. 25, verso.

Willelmus.... Remorum archiepiscopus, etc., etc.... Noverint universi, quod cum dilectus frater noster comes H. Ierosolymam profecturus esset, dilecti filii nostri R. decanus, et quidam alii remensis ecclesie canonici, cum Trecis adierunt, rogantes ut coram nobis ibidem presentibus, recognosceret quid juris haberet in Valle Rodigionis, et quid juris ibidem haberent canonici ecclesie B. Marie remensis, ne qua inde in posterum inter ipsum vel heredes suos, et prefatos canonicos, posset oriri dubitatio. Comes vero benigne ipsorum annuens petitioni, recognovit se et canonicos habere in communi et ex equo, omnia jura et omnis (sic) proventus in omnibus commodis quecumque spectant (sic) ad jurisdictionem Vallis Rodigionis, hoc excepto quod ipse posset ibi gistum accipere si presens esset, vel sui semel in anno, si forte per partes illas mitteret eos in expeditionem, et excepta villa que dicitur Singaudicurt, quam totam esse propriam canonicorum recognovit. Preterea comitis et canonicorum est, ut recognovit, ministeriales in eadem valle libere et equa lege ponere, qui redditus suos et proventus communiter colligant, et ex equo dividant.

Recognovit etiam et concessit quod neque ipse, neque heredum suorum aliquis, potest dare, vel vendere, aut permutare, seu pignori obligari (*sic*), aut ullomodo extra manum suam mittere, que habet in predicta valle. Preterea nichilominus recognovit quod apud Cis super Azonam, dicta ecclesia terciam partem omnium justiciarum et forisfactorum habet, excepto murtro et raptu, que comitis sunt et heredum suorum. In terra vero sua de Joiaco, totam justiciam predictis canonicis recognovit, excepto quod latronem ei et servantibus ejus nudum pro justitia facienda reddere debent. Hec siquidem omnia ecclesie remensis (*sic*) et canonicis suis sicut scripta sunt, perpetua pace possidenda concessit. In hujus rei, etc., etc. Data per manum Lambini cancellarii nostri, ab incarnatione Domini anno M^o C^o LXXX^o III^o.

CCLXXV.

75 août 1187. NOTITIA de commemoratione D. Eskill lundensis episcopi ¹.

Necrolog. eccl. rem.

VIII. kalend. sept. memoria D. Esquilli lundensis ecclesie de Dacia archiepiscopi, qui dedit nobis XL marcas argenti pro anniversario suo sollempniter faciendo, de quibus empti sunt terra apud S. Stephanum que valet VIII sext. siliginis, duos sextarios et quarterium avene, galinas et panes, et XXV sol. censuales, quorum reddituum medietas in ejus anniversario distribuitur.

CCLXXVI.

Aug. 1187. PRIVILEGIUM domini Willelmi archiepiscopi, de pace facta inter Alanum [de Roceo] et burgenses [remenses]:

Cart. B de Saint-Remi, p. 64. — Lacourt, *Marl. annot.*, II, *not. in front.*, 44.

Willelmus.... Remorum archiepiscopus, etc.... Noverint universi, quod questio que vertebatur inter dilectos filios nostros, Alanum de Roceo et burgenses remenses, super terris, pratis, ortis que sunt in territorio S. Genovefe, in hunc modum sopita est: Possessores predictorum omnem ei justiciam exinde exhibebant, et in domo sua de

¹ Parmi les lettres que Pierre du Montier-Saint-Timothée, frère du vidame de Reims, la-Celle adressa à Eskill, voyez celle qu'il lui écrivit pour lui recommander un chanoine de Saint-Timothée, qui, attiré par la réputation de ce prélat, se rendait en Danemark.

Mura, vel in alia infra civitatem, vel bannileugam, ubi maluerit. De censu, de forisfactis, de fractura hanni, quamdiu predicta possidebant, ei satisfacere et respondere tenebuntur. Ut autem hoc ratum permaneat, etc.... Actum anno dominice incarnationis millesimo c^o lxxxvii^o. Datum per manum Lambini cancellarii nostri.

CCLXXVII.

NOTITIA de obitu Blihardi prepositi remensis.

75 janvier
1188

Necrolog. eccl. rem. — Marl., I, 300; VIII id. febr. perperam.

VIII. kalend. febr. decessit Blihardus prepositus et presbiter per quem habet hospitale nostrum altare de Ecceio, de cujus proventibus idem hospitale debet singulis annis in die anniversarii sui reddere c^o, nobis et clericis chori nostri communiter et equaliter distribuendis, et eodem die c^o in refectorio pro refectioe nostra et predictorum clericorum. Sex etiam pauperes clerici pro prefato B. in refectorio recipiuntur. Preterea predicti hospitalis procuratores pro eodem B., die anniversarii sui, annuatim XIII^{ss} pauperibus dabunt III^{ss} tunicas cum totidem cappis, et v^o paria caligarum et sotularium; et XL^o remenses pauperibus infirmis in supradicto hospitali in lectulis decumbentibus, de quibus pitancias habebunt.

CCLXXVIII.

DONATIO altaris de Driencourt ¹ ab archiepiscopo Guillelmo, ADO. 1184. et obitus qui sub eo in ecclesia B. Remigii celebrabantur.

Bibl. Roy., ms. Reims, cart. vi. Hist. de l'Abb. de Saint-Remi, part. II, fol. 31, ex origin.

Wilelmus.... archiepiscopus.... Considerantes quod sinceræ devotionis affectum venerabilis ecclesia B. Remigii remensis erga nos et antecessores nostros semper dinoscitur habuisse; nihilominus pensantes quam devotum ipsius ecclesiæ fratres Deo incessanter student servitium exhibere; nos eorum volentes orationum fieri participes, notum facimus tam præsentibus quam futuris, quod altare de Driencourt, pro anniversario nostro singulis annis pie celebrando, et pro ani-

¹ = Dricourt, » note marginale.

malus parentum nostrorum, necnon charissimi fratris nostri bonæ memoriæ comitis Henrici, similiter et prædecessorum nostrorum, ad refectionem dilectorum filiorum nostrorum, ipsius ecclesiæ fratrum, libere et quiete in perpetuum dedimus possidendum. Nos vero sub interminatione excommunicationis districte inhibemus, ne quis hujus altaris redditus, sive aliorum beneficiorum similiter pro anniversariis sæpeditæ ecclesiæ collatorum, seu liberaliter adhuc conferendorum, diminuere aut subtrahere, sive in alios usus quam ad quos deputati sunt præsumat impendere. Illorum autem nomina quorum anniversaria in prælibata annuatim celebrantur ecclesiæ, ne oblivioni in posterum tradi, sive aliquo modo possint deleri casu interveniente, nominatim ea fecimus subscribi : anniversarium nostrum, anniversarium.... Sansonis Remorum archiepiscopi, anniversarium Esquilii archiepiscopi Daciæ, Johannis episcopi Carnotensis, Petri ejusdem successoris, Gaufridi Cathalaunensis episcopi, Haiderici abbatis, Hugonis abbatis et matris suæ, Odonis abbatis, Azenarii abbatis, Leonis abbatis S. Gisleini, Widonis S. Nicasii, Herimari abbatis, Hugonis comitis registensis, Hildewini archidiaconi, Goderamni presbyteri, Acarini presbyteri, Stephani presbyteri, Constantii presbyteri, Garini Maloth, Nicolai de Stampis, Odonis de Sarceio, Haiderici monachi, Drogonis monachi, Gillemanni canonici, Joannis medici, Richeri Morlachar [Mordens carnem] et Elisabeth uxoris suæ, Herberti Morlachar et Hawidis uxoris suæ, Raderi et Odeline parentum Sansonis episcopi, Hawidis matris Hildewini archidiaconi, Lamberti Matricularii, Theobaldi de Mutri, Walonis militis et Helie fratris ejus, et Julianæ matris Sansonis monachi, Sibille, Lotuize matris Simonis abbatis, Drogonis militis, Thomæ majoris, Herimanni Burgensis, Drogonis Morlachar, Joannis Lapaut, Hildevini et Henrici, Eustachii matricularii, Raideri de Tarny, Arnulphi Paisant, Thomæ Pueri, Herberti Morlachar, Odonis de S. Theoderico, Wiardi majoris, Ulderici de Mailli, Hugonis de Choilli. Volentes itaque ut hæc nostra sollemnis donatio rata permaneat et inconcussa, præsentī scripto et sigilli nostri impressione eam confirmamus, statuentes et sub interminatione anathematis inhibentes ne

¹ S'il s'agit de l'archidiacre de Champagne, nous donnons prouverait qu'il n'est pas mort connu à Reims sous ce nom, la charte que en 1196, comme le dit Marlot, t. 1, 465.

quis hanc nostræ confirmationis paginam audeat infringere, vel in aliquo contraire, salva in omnibus apostolicæ sedis autoritate. Actum anno..... m^e c^e lxxx^e viii^e. Datum per manum Lambini cancellarii nostri¹.

CCLXXIX.

CARTA de prepositura².

Ann. 1188.

Archives du chap., lay. 17, liass. 25, n^o 1. — Cart. G du chap., fol. 14.

Willermus Dei gratia Remorum archiepiscopus.... Pastoralis cure sollicitudo nos ammonet subditis nostris, quotiens tempus admisit,

¹ La liste des obits contenus dans la charta de Guillaume paraît n'offrir que les noms de personnages presque contemporains de cet archevêque, à l'exception de quelques abbés de Saint-Remi, dont le plus ancien est Hérisar, mort en 1071, cent ans par conséquent avant l'archiepiscopat de Guillaume. Pourquoi donc n'est-il fait ici aucune mention des premiers bienfaiteurs de l'abbaye, et surtout des rois carolingiens et des rois capétiens, dont les diplômes serviroient plus tard de prétexte aux moines de Saint-Remi pour s'affranchir de la juridiction des archevêques? Nous saissions voulu éclaircir nos doutes par l'étude du seul obituaire de Saint-Remi qui ait survécu à la destruction de l'abbaye, et que la sollicitudo éclairée de M. Hivert, alors archiviste, a fait rentrer au Cartulaire de la ville de Reims; mais cet obituaire est un des manuscrits qui nous ont été refusés. Les fragments du Martyrologe et d'un obituaire de Saint-Remi, qui se trouvent Bibl. Roy., mss. suppl. franc., 1515-2, vol. II, fol. 228 et 259, n'ont pu nous être d'aucune ressource, Duchoyme ayant oublié d'indiquer l'âge des manuscrits d'où il les avait tirés.

² « Le prévôt de l'église de Reims, quoiqu'un nommé après l'archidiacre dans l'inducule d'Ebbon, qui commence par les derniers et moindres en dignité, et finit par l'archevêque, avait, selon cet inducile, une très grande autorité pour le spirituel et le temporel du chapitre. Il a d'abord été déchargé du spirituel par l'établissement d'un doyen;

et le gouvernement des biens temporels du chapitre lui ayant été laissé encore plusieurs siècles, comme il paraît par le testament d'Odairic, prévôt, et ayant donné occasion à plusieurs contestations, Guillaume de Champagne engage Hugon, son arceve, prévôt, de remettre au chapitre toute son autorité et la collation de la paneterie, qui lui appartenait auparavant, se réservant seulement les honneurs de la séance au chœur et la préférence au chapitre. Le chapitre céda au même archevêque la collation de la prévôté, qui était auparavant élective, comme la doyenrie, et à la disposition du chapitre, comme elle est encore aujourd'hui dans l'église de Soissons, à condition que le prévôt nommé par M. l'archevêque ferait hommage au chapitre. Le pouvoir qu'avait le prévôt pour l'administration des biens temporels étant remis au chapitre, la compagnie s'est servie, pour l'exécution de ses ordres, des sénéchaux et des receveurs; ainsi il ne reste au prévôt autre droit ou fonction que celle de présider au chapitre quand il est présent. Les statuts les plus anciens, le livre des réceptions, l'umga, ne lui attribuent aucune autre fonction. Il n'est député ni pour aucune occasion, auditions de comptes, assemblées, etc. En l'installant au chapitre on se sert de ces termes : *Accipe locum in capitulo ad præsidentium, proponendum et concludendum super rebus in eo propositis*.

« Le prévôt fait encore à présent au chapitre l'hommage marqué dans les chartes de

pacem et quietem providere. Inde est quod nos, questiones et lites que occasione prepositure inter capitulum remense et prepositum sepius emeruerant, terminare ad plenum cupientes, karissimum nepotem nostrum Ugonem ad hoc induximus, ut prepositure redditibus in omnibus commodis, iusticiis, similiter et donationi panetarie cederet, et cessit; et omnia hec in manu nostra per librum resignavit, retenta sibi dumtaxat prepositi dignitate in choro et capitulo, et hominiis suis. Nos vero omnia hec ecclesie remensi perpetuo profutura concessimus, et eam per manum decani de his investivimus. Capitulum autem omnia que habebat in Valle Rodigionis preposito in perpetuum possidenda concessit, preter ecclesias et decimas quas sibi retinuit ad pastum B. Nichasii faciendum, quem ea que prius fiebat sollempnitate se deinceps esse facturum promisit. Verum et prepositus cum requisitus fuerit et vocatus a capitulo, absque omni exactione, voluntate promptissima, ecclesie necessitatibus adesse tenebatur. Ut autem hec rata, etc., etc. Actum anno dominice incarnationis millesimo centesimo octogesimo octavo. Datum per manum Lambini cancellarii nostri.

CCLXXX.

Ann. 1180. DIPLOMA Philippi II, regis Francorum, ad remensem archiepiscopum, quo statuit ne occasione decimarum ad restitutionem Terræ Sanctæ exactarum, aliquid deinceps exigatur.

Louvet, Antiq. de Beauv., II, 311, ex chart. ecl. belv. — Marl., II, 425. — Rec. des Ordonn., XI, 255.

1188 et 1192, et écrit dans le livre des réceptions qui marque que cet hommage se fait *ratione presidentia prima*, c'est-à-dire que le prévôt fait hommage au chapitre du droit qu'il a en premier de faire les fonctions de président des délibérations; il a aussi toujours observé jusqu'ici, à la prise de possession de M. l'archevêque, dans l'hommage qu'il lui fait, la circonstance marquée dans

le livre des réceptions : *Præstat hominum sinistra manu levata tantum, dextra capitulo reservata, cæteri more communi duabus manibus junctis*. Ce qui marque très expressément sa dépendance et son attachement particulier à l'égard du chapitre. » (Bibl. de Reims, portef. YY, fol. 29, mss. de M. de la Salle.)

CCLXXXI.

CARTA de banno Castellani monasterio S. Remigii restituto ¹. Ann. 1189.

Archives de Saint-Remi, liass. 17, n° 4. — Cart. B de Saint-Remi, p. 53.

Willermus Dei gratia Remorum archiepiscopus, etc..... Notum facimus tam presentibus quam futuris, quod Thomas Infans, de Sancto Remigio, bannum quod dicitur Castellani, a Theobaldo de Mutreio secundum usum terre et consuetudines legitime sibi comparavit, et per multa tempora idem bannum libere et in pace possedit; processu vero temporis, ingruente sibi necessitatis articulo, prenomiatum bannum karissimo nepoti nostro Rotroldo turonensi thesaurario venale exposuit. Cecilia vero de Sillereio et filii ejus reclamabant, et banno calumpniam imponebant sepe dicto; sed tandem facta cum eis compositione, ejusdem banni venditionem in nostra constituti presentia approbantes, laudaverunt; similiter et alii ad quos bannum illud jure hereditario debuit pertinere, quietum clamaverunt et liberum. Nos etiam omnibus illis qui aliquid juris se in eodem dicebant habere banno, auctoritate qua fungimur inhibuimus, ne de cetero quicquam reclamarent. Post hec vero karissimus nepos noster Rotroldus, quicquid juris in eodem habebat banno, in manus nostras resignavit; unde nos ipsum bannum ecclesie B. Remigii, de voluntate ejus et assensu, in perpetuum libere et quiete concessimus possidendum. Nichilominus concessum est a nobis quod si aliquis adversus factam inhibitionem aliquid attemptare presumeret, silentium ei imponeremus, legitimam predicte ecclesie per omnia portaturi garantiam. Nolentes igitur ut aliquis, etc., etc. Actum anno dom. incarn. millesimo centesimo LXXX° IX°. Datum per manum Lambini cancellarii nostri.

CCLXXXII.

DIPLOMA Philippi II regis Francorum, quo statuit ut deinceps archiepiscoporum remensium decedentium aut cedentium, bona immobilia substituendo archiepiscopo reserventur. Ann. 1190.

Gall. christ., x, Instr., fol. 51.

¹ Une bulle de Clément III, datée de la chartre, et se trouve cart. A de Saint-Remi, 26 janvier 1191 (7 des kalendes de février, p. 38, et cart. C de Saint-Remi, fol. 10, quatrième du pontificat) confirme cette n° LXXXI.

CCLXXXIII.

Ann. 1190. DIPLOMA Philippi II regis Francorum, quo in Terram Sanctam iturus, ordinat qualiter in absentia sua regni negotia tractari debeant.

Rigord. inter Hist. Fr. script. a Pitheo, p. 186. — Chron. de Saint-Denis, n, fol. 13. — Duchesn., Hist. Fr. script., v, 30, ex Rigord. — Rec. des Ordonn., 1, 19, ex Rigord. — Rec. des pièces conc. les Pairs de Fr., pr., p. 14, ex Rigord., etc., etc. — Leibnitz, Cod. diplom., part. 1, p. 2. — Freherus, Corpus Fr. hist., p. 186, etc., etc.

CCLXXXIV.

Ann. 1190. CARTA domini archiepiscopi pro Novavilla juxta Curmisia-cum sita.

Cart. G du chapitre, fol. 30.

Willelmus.... Remorum archiepiscopus.... Noverit universitas vestra, quod cum felicis memorie predecessor noster Henricus, quondam remensis archiepiscopus, cereos et luminaria remensis ecclesie, de rebus ad thesaurarium remensem pertinentibus, augmentasset, idem archiepiscopus in fundo, in initium recompensationis dati luminarii, Villam Novam prope Curmisiacum et vivarium, que omnia idem archiepiscopus de suo proprio comparata construxerat, necnon quicquid juris et domini habebat in eadem villa cum stagno et aliis pertinentiis, thesaurariis predictae ecclesie remensis libere et quiete in perpetuum concessit ac dimisit. Preterea nos paci nostre et capituli atque thesaurarii providere volentes, de assensu et voluntate tam capituli quam ipsius thesaurarii, statuimus ut in Purificatione B. Marie, archiepiscopo si Remis presens fuerit, decem tantum libras cere, pro cereis familie sue, thesaurarius reddat; exceptis quatuor servientibus feodalibus, scilicet senescallo, vicedomino, buticulario et panetario, qui, si festo affue-

* Les archevêques de Reims ont eu leurs sénéchaux, auxquels ils ont accordé plusieurs beaux droits. Quand ils font leur entrée solennelle en la ville, le cheval sur lequel ils sont montés appartient au sénéchal avec les espons; et au festin qui se fait le même jour dans la grande salle du palais, il pré-

tend que la vaisselle d'argent du premier mets lui est due. Quant monseigneur séjourne à Reims, le sénéchal doit être défrayé en son hostel lui troisième avec trois chevaux, trois chiens, et trois oisieux. Il est à croire qu'à l'imitation des autres sénéchaux des rois et pairs de France, celui de Reims

runt, solitos cereos habebunt. Si vero absens fuerit archiepiscopus, custodi domorum suarum duas tantummodo libras cere thesaurarius persolvat. Ut igitur commutatio ista perpetue, etc., etc. Actum anno ab incarnatione Domini M^o C^o LXXX^o. Data per manum Lambini cancellarii nostri.

CCLXXXV.

CHARTA qua Guillelmus archiepiscopus Remorum, notum facit Ann. 1190.
quod Hugo Cathalonie vicedominus, ecclesie B. Marie remensis, in reparationem damnorum eidem ecclesie illatorum, in manu

avait l'intendance sur les boire, manger, et famille de l'archevêque, le commandement et la conduite de ses vassaux à la guerre, et l'exercice de sa justice en l'étendue de son duché. Et comme la sénéchalerie de France a été héréditaire aux comtes d'Anjou, celle de Champagne aux sires de Joinville, celle des archevêques et ducs de Reims a été aussi héréditaire aux seigneurs de Thuisy.

« La plus ancienne charte que j'aie vue où il soit fait mention du sénéchal de Reims, est de l'an 1114, le 7^e du pontificat de Raoul-le-Vert, laquelle est souscrite de *Baldwinus, dapifer et Erlaudus vicedominus*,...

« Guillaume est nommé sénéchal en la charte de l'acquisition que l'abbé de Saint-Remy fit des dixmes de Taisi, sous le cardinal de Champagne, l'an 1199. « Landaverunt hoc domini a quibus feudum tenebant, videlicet Willemus sénéchallus et filii sui, Guido de Ceris, Simon de Burgo, etc.... » Fleuriot de Thuisy estoit sénéchal sous Pierre de Barbet, l'an 1280; Erard de Thuisy, chevalier l'an 1310, dont les descendants ont continué et tenu la même charge jusqu'à damoiselle Jeanne de Thuisy *, dernière de ceste famille, dame de Thuisy, Vraux, Luchés et des Maisnieux, mariée, l'an 1515, à Nicolas Goujon, escuyer, seigneur de Toursur-Marne, Bouzi, Coigni, etc., qui fut

sénéchal à cause de sa femme, auquel a succédé, comme sénéchal héréditaire, Guillaume Goujon, dit de Thuisy, leur fils, puis Hiérome Goujon, sieur de Vraux. Celui-ci fit office de sénéchal à l'entrée solennelle de monseigneur Louis de Lorraine, cardinal de Guise, archevêque de Reims, 1585, duquel est descendu Regnauld, sieur de Thuisy, fils de Hiérome de Thuisy, sénéchal de Reims, et Claude, sieur de Vraux, qui vivent aujourd'hui. Le fief de Thuisy, dont ils portoient le nom, est accompagné de plusieurs terres, près, bois et rentes, que le sénéchal donne par déclaration lorsqu'il change de main, ou que le siège de Reims est pourvu d'un nouvel archevêque. L'an 1440, dame Isabelle d'Ardenay, vidamesse de Châlons, reconnut son fief de Thuisy mouvant de monsieur de Reims, à cause de la châtellenie de Sept-Saulx. Guillaume Goujon fit le même au cardinal de Lorraine, 1566, après le décès de Nicolas Goujon et Jeanne de Thuisy ses père et mère, où les dépendances de son fief sont rapportées par le menu, et comme le cheval ou monture de la première entrée de monseigneur lui est deu avec les espérans et la vaisselle du premier service. » (*Marl. franç.*, liv. 2, Suppl., §. 5, tom. III, p. 164.)

* Au dénombrement de vassaux de l'archevêque, qui font hommage l'an 1510, se lit : « Jacques de Muine, escuyer du fief de Luchés, aïeul à Thuisy, appelé d'ancienneté le fief de la sénéchaussée de

Reims, montant du chastel de Sept-Saulx, à lui escheu par la mort de Blanchet de Muire son père. » Ce Jacques de Muire fit l'office de sénéchal à l'entrée de R. de Lenoucourt, 1509. »

archiepiscopi resignavit quidquid habebat in villa quæ dicitur Tuisiacum, assentiente ejus uxore ⁴.

Duchesn., Hist. des Card. franç., II, 135, ex Archiv. civit. rem. — Marl., II, 427.

CCLXXXVI.

Ann. 1190. EPISTOLA Stephani S. Genovefæ abbatis, ad R. (Radulphum) decanum et ad collegium ecclesiæ remensis, ut a vitæ communis norma quæ hucusque in ecclesia remensi perseverabat, non recedant ⁵.

Steph. Tornac. Epist., p. 302. — Louvet, Antiq. de Beauv., I, 406. — Marl., II, 433, auctior.

CCLXXXVII.

Ann. 1190. CARTA qua Willelmus remensis archiepiscopus, duodecim libras annuatim percipiendas, canonicis S. Dionysii assignat, in recompensatione decimæ quam habebant in Jardo et in culturis civitati remensi adjacentibus.

Cart. de Saint-Denis, p. 52.

Willelmus Dei gratia Remorum archiepiscopus, sanctæ romanæ ecclesiæ tituli Sanctæ Sabinæ cardinalis, apostolicæ sedis legatus, omnibus tam futuris quam presentibus ad quos litteræ istæ pervenerint, salutem in Domino. Quoniam ecclesia beati Dionisi, in Jardo et in culturis nostris civitati remensi adjacentibus, decimam de jure

⁴ Brequeigny fait deux actes de cette pièce, IV, 135, 150. Elle se trouve dans le cart. G du chapitre, fol. 41, sous ce titre : *Carta D. W. archiepiscopi pro Thuisiaco*. Ce cartul. contient en outre, fol. 5, sous ce titre : *Carta regis pro Tuscio*, un diplôme qui confirme la charte précédente. C'est donc bien *Thuisiacum* qu'il faut lire, comme le soupçonne Marl., II, 427, in marg., et non pas *Cuy-siacum* comme le porte son texte. — Voici d'ailleurs les souscriptions du diplôme royal : « S. eomitis Theobaldi dapiferi nostri. S. « Guidonis buticarii. S. Mathei camerarii. S. Radulphi constabularii. Data vacante « cancellaria. » Dans le diplôme, comme dans la charte, se trouve ce passage, sur lequel nous appelons l'attention du lecteur : « Nos

« [Guillelmus]... dedimus sepedicto capitulo, et assignavimus in decimo remensi. « quod est de regali domini regis, viginti « libras remensis monete annuatim recipiendas.... »

⁵ Voir Marl., II, lib. II, esp. 54. On y trouvera sur le même sujet, outre la lettre d'Étienne, trois autres lettres : de Garin, abbé de Saint-Victor, d'Innocent III, et d'un pape du nom d'Alexandre, que Marlôt prend pour Alexandre IV. Un examen attentif nous a fait apercevoir, mais trop tard, que l'auteur de la dernière lettre était Alexandre III, et qu'ainsi l'affaire dont elle traite avait dû commencer à être agitée vers l'an 1181 au plus tard, et non vers l'an 1190, comme l'indique le tome IV de Brequeigny, p. 143.

habebat quidquid contingat de censu domorum minui vel augeri, nos paci et utilitati ejusdem ecclesie providere volentes, pro eadem decima et pro aliis quærelis in Jardo nostro et in cultura in qua ædificatur ecclesia beati Jacobi, duodecim libras in festo Sancti Remigii quod celebratur kalend. octobris annuatim percipiendas, ipsi ecclesie et canonicis in ea Deo devote et solempniter famulantibus donamus et concedimus. Volumus etiam ut si alias culturas quæ mundum ædificatæ sunt ædificari contigerit, canonici decimam percipiant. Statuimus autem ut canonici de vineis suis de Moiri, nonnisi sex solidos singulis annis, nobis vel successoribus nostris reddant, sicut antiquitus reddere consueverant. Ne igitur super his aliqua in posterum oriatur quæstio, vel canonicis injuria possit inferri, eadem ipsis canonicis perpetua pace et quiete possidenda, tam præsentis scripti patrocinio quam sigilli nostri auctoritate confirmamus; statuentes, et sub anathemate prohibentes, ne quis huic nostræ confirmationis pagine aliquatenus contraire præsumat, salva in omnibus apostolicæ sedis auctoritate. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo. Datum per manum Lambini cancellarii nostri.

CCLXXXVIII.

CHARTA qua Willelmus Remorum archiepiscopus et cardinalis, monasterio signiacensi concedit libertatem emendi et vendendi in civitate sua remensi et per totam terram suam et ecclesie remensis, cum immunitate ab omni exactione; ac confirmat domum acquisitam in urbe remensi a Signiacensibus in loco Merochel, certis conditionibus.

Marl., II, 879.

CCLXXXIX.

CARTA libertatum et consuetudinum hominum et habitantium in villa de Thuisy prope Septem Salices.

Cart. A de l'Archev., fol. 26, verso.

Willermus..... archiepiscopus..... universis..... Receptibilis est et honesta constitutio que infra justicie fines se continet, et misericor-

die famulatur. In hac enim sunt viatura Domini signa (*sic*), cum et subditis indulgetur, et prelati meta datur extra quam in subditorum gravamina non liceat evagari. Hac igitur habita consideratione, respectu pietatis, homines de villa que dicitur Tusiacum, assensu dilecti et fidelis senescalli nostri Willermi¹ cujus (*sic*) medietatem ipsius noscimus possidere, ab exactione que vulgo taillia dicitur, liberos in perpetuum decernimus, et ad legitimas consuetudines volumus reformari quas lex² a nobis imposita firmasse cognoscitur. Hujus rei causa, singulis annis in festivitate B. Martini, unusquisque eorum qui equum ad carrucam non habuerit, solvet nobis decem denarios, et unum sextarium avene, et unum caponem. Qui vero unum equum ad carrucam vel duos, vel tres, vel quatuor, vel plures habuerit, de singulis equis solvet duos solidos et duos sextarios avene, et duos capones; carrecta quatuor facient singulis annis, quorum duo erunt in nostra parte, alia duo Willermo senescallo relinquimus, ita quod sequenti nocte ad hospitium sua poterunt redire. Ceteros antiquos consuetudinarios redditus solvent... ; exercitus et expeditiones nostras prosequuntur. Duos habebunt scabinos qui nobis et toti ville fidelitatem jurabunt, nobis de jure nostro, ville de justicia in causis et judicio exhibenda; unus vero eorum a scabinatu singulis annis amovebitur, nisi forte talis fuerit qui pro utilitate ville mereatur retineri. Majores duos habebunt quorum alter vices nostras adimplebit, alius vero Willermi, residebit. Si quis aliquem percusserit, et sanguinem non fulerit, vel si fiderit, si membrum truncaverit, si homicidium fecerit, secundum antiquas consuetudines habebimus huiusmodi nostrum et forisfactum; quod si negare voluerit, et res in palam facta non fuerit, iudicio scabinorum vel purgabit se, vel emendabit; corpus tamen homicide et omnis ejus possessio in manu nostra erunt. Quod si ille qui lesus est de familia nostra fuerit, vel de familia regis, iudicio nostro et curie nostre emendabitur. Nulli liceat capere hominem in eadem villa, quandiu paratus est stare iudicio curie nostre. Si quis extra-

¹ Voyez la note de la page 414. La chartre que nous publions était évidemment inconcuse à Marlo.

² A quelle loi ce passage fait-il allusion? s'agit-il d'une chartre déjà donnée précé-

demment en faveur de Thuisy? s'agit-il de dispositions plus générales arrêtées par le généreux Guillaume en faveur des administrations communales?

habitantium in eadem villa qualibet ex causa venerit, si habet mortale odium adversus aliquem indigeuarum quod manifestum non sit, hac [sic, hic?] prima vice non tanget eum, sed faciet ei inhibere per majores et scabinos ingressum ville, donec pax aut treuga sit inter eos. Homines de mortali facto nemo conductet in eandem villam (sic), preter nos et Willermus, sed neque eum qui villam predatus fuerit, quandiu predam retinebit. Si quis extrahabitantium in ea villa manere voluerit, maneat secundum predictas consuetudines; et quando exire voluerit, exeat cum rebus, salvis consuetudinibus et jure nostro. Talem consuetudinem et jus in eadem villa majores habere volumus: unicuique scilicet eorum, redditus duorum quarteriorum terre relaxamus; duodecim panes, et duodecim denarios pro vino emendo, et porcum tribus solidis et dimidio appreciatum; et foragia eis concedimus. Si autem unus majorum quacumque ex causa defuerit, alter eorum nichilominus vices nostras et Willermi adimplebit. Consuetudo et jus scabinorum est, de emendatione forisfactorum a quibus et clamor et responsio facta fuerit ante eos, habere unum sextarium vini nec melioris, nec pejoris, quod solvet ille qui emendabit in festo S. Remigii, S. Martini, Natalis et Pasche, quando colligent redditus nostros in villa. Majores ducent eos secum ad prandium et procurabant. Si de aliquo judicio dubitaverint, et ad requirendum Remis venerint, ille qui querelam perdet, et eos eundo et redeundo procurabit. Hanc consuetudinem jurabunt homines predictae ville, et singulis quindecim annis renovabitur idem juramentum. Ut igitur hec omnia rata permaneant sigilli nostri impressione fecimus confirmari. Actum anno... 1199. Datum vacante cancellaria.

CCXC.

NOTITIA de obitu B. Alberti leodiensis episcopi.

24 novem-
1199.

Necrolog. eccl. rem. — Marl., II, 431.

VIII. kalend. decemb. Albertus frater ducis Iovaniensis, pie recordationis vir, auctoritate apostolica Remis a domno Willemo archiepiscopo in presbyterum ordinatus et in episcopum leodiensem consecratus, ix septimanis et duobus diebus a consecratione ejus elapsis, prope muros civitatis remensis ab Alemannis traditoribus, gladiis et cultellis

interfectus est. In cuius anniversario reddit nobis quolibet anno capitulum cameracense c' stellingorum honorum et novorum, de quibus reddimus capitulo S. Symphoriani v', capitulo S. Tymothei v', et cuilibet clerico de choro iii stellingos.

CCXCI.

Ann. 1192. CHARTA qua Willelmus remensis archiepiscopus, Garnerio magistro scholarum remensium electo, stallum in choro assignat, in perpetuum dignitatis et personatus titulum; ac in redditus supplementum, eidem concedit quinque modios frumenti annuos in molendinis suis remensibus ¹.

Duchesn., Hist. des Card. franç., II, 135, ex Archiv. rem. — Marl., II, 428. — Gall. christ., x, Instr., col. 51.

CCXCII.

Ann. 1192. CARTA qua Willelmus remensis archiepiscopus vallem Rodigionis, et plura alia confert capitulo remensi.

Archiv. du chapitre, lay. 17, liass. 25, n° 3. — Cart. G du chapitre, fol. 14.

Willelmus Dei gratia Remorum archiepiscopus sancte romane ecclesie, etc., etc. Noverint tam presentes quam futuri, quod nos statum ecclesie remensis peramplius augmentare cupientes, redditus de Valle Rodigionis prius ad usum prepositure remensis deputatos, communi voluntate totius capituli et assensu, capituloque ad hoc solempniter convocato, eidem remensi ecclesie liberaliter [reddidimus et] contulimus. [Contulimus etiam?] * altare de Garmerevilla cum omni censu quem ibi habebamus, altare etiam de Villa Tardani, que canonici remensis ecclesie, Philippus vicedominus, Fulco, et Leo in manu nostra resignaverunt; capitulum vero predicta altaria eis concessit, sicut prius habuerant quoad vixerint, sub trecensu duorum soli-

¹ Il se trouve, cart. G du chap., fol. 8, v°, un diplôme confirmatif de cette bulle. En voici les notes chronologiques et les souscriptions : « Actum Remis, anno.... m° c° lxxxix° ii°, regni nostri anno tercio decimo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa : Dapifero

« nullo. S. Guidonis buticularii. S. Mathi « camerarii. Constabulario nullo. — Data « vacante cancellaria. »

² Il nous semble qu'ici, entre les mots que nous avons ajoutés, il manque le nom d'un des autels résignés par les trois chanoines.

dorum singulis annis solvendorum, ita quod post eorum obitum libere ad ecclesiam revertentur. Preterea dedimus eis decimam de Juvigniaco, et quicquid ibidem thesaurarius remensis habebat, et decimam de Almericurve que antea ad thesaurariam remensem pertinebant; et in recompensatione Nove Ville site juxta Culmisiacum, cum vivario et molendino, que in manu nostra detinuimus, et que prius fuerant thesaurarie, stallos sepelidite ecclesie assignavimus in foro ad estimationem decem librarum censualium; et etiam quicquid thesaurarius habebat apud S. Stephanum super Sopiam, et medietatem altarium de Bachelon, et de S. Lupo; et de his omnibus predictis, B. [Balduinum'] prepositum, nomine ecclesie, investivimus. Hec autem omnia dedimus ad distribuendum canonicis qui ab incepta Epistola, usque ad completum Agnus Dei, misse intererunt, et hore sexte; neque licebit eis exire de choro nisi honesta vel necessaria causa evocaverit eos, si distributionis faciende participes esse voluerunt. Predicti vero canonici tam magnifici beneficii non immemores, nec ingrati, nobis et omnibus successoribus nostris concesserunt donationem prepositure et prepositi institutionem in perpetuum habendam, approbante universo capitulo et assentiente, et ad hoc convocato. Nos vero loco reddituum prepositure prius assignatorum, B. preposito et omnibus successoribus suis prepositis, in perpetuum obtinendum assignavimus et contulimus quicquid prius habuit thesaurarius remensis apud Montiniacum, Betheneium et apud Villeir Asnorum, exceptis redditibus vini ejusdem ville, scilicet Villeir Asnorum, quos in manu nostra et dispositione retinuimus. Vacante autem prepositura, redditus prepositure capitulum percipiet. Quicumque vero pro tempore erit prepositus, promptissima hominii exhibitione archiepiscopo facta, sicut et alii personatus faciunt, capitulo jurabit fidelitatem, et se mansionarium esse in civitate, et fideliter observaturum quicquid continetur in carta nostra quam penes se habet prescripta remensis ecclesia sigillatam de prepositura, eo excepto quod de Valle Rodigionis ibi continetur, quia eam de cetero nulli preposito licebit reclamare. Hec omnia facta sunt vacante thesauraria. Ut autem

¹ Il se trouve cart. G du chap., fol. 51, qui confère la prévôté à Balduinus; plus, en verso, et fol. 52, une charte de Guillaume, datée bulle du pape qui confirme cette élection. de 1192, comme l'acte que nous donnons, et

ordinatio hec et status iste perpetuam obtineant firmitatem, nos, cum omnibus presbiteris tunc canonicis, excommunicavimus omnes illos qui hunc statum tam sollempniter factum immutarent. Et ut hec omnia rata permaneant et inconcussa, presentis scripti patrocinio communimus et sigilli nostri impressione confirmamus. Actum anno Verbi incarnati millesimo centesimo nonagesimo secundo. Datum vacante cancellaria.

CCXCIII.

Ann 1192. CARTA de institutione prepositi ecclesiæ remensis, archiepiscopo a canonicis concessa.

Archiv. du chapitre, lay. 17, lias. 25, n° 2. — Cart. G du chapitre, fol. 15.

Baldwinus prepositus, Radulfus decanus, et Thomas cantor, ceterique remensis ecclesie fratres, omnibus ad quos iste littere pervenerint, salutem in vero salutari. Noverint tam presentes quam futuri, quod venerabilis pater noster Willermus Remorum archiepiscopus, attendens frequentes questiones et jurgia que oriebantur inter nos et prepositum ecclesie nostre, perpetue paci nostre consuluit, et quod de pace consuluit scripto mandavit hoc modo :

Willermus, Dei gratia, etc., etc. ¹.

His ita gestis, et procedente tempore, predicto U. [Ugone] preposito defuncto, vacante prepositura, cum de eligendo ageretur preposito, multi fratrum nostrorum prepositum habere nolentes, alii prepositum se velle habere contententes, nullatenus convenire potuerunt. Ideoque predictus archiepiscopus prout pacis amator, Vallem Rodigionis que prius prepositure fuerat assignata, nobis ad servitium ecclesie liberam reddidit et concessit, et de possessionibus thesaurarie tunc vacantis, preposituram constituit. Unde et nos hujus et aliorum multorum beneficiorum ab eo acceptorum non immemores ², etc., etc... Actum anno incarnati Verbi m° c° nonagesimo secundo.

¹ Ici se trouve rapporté dans toute sa teneur l'acte que nous avons donné plus haut, p. 411, sous le n° CCXCII.

² Le reste de l'acte ne fait plus que reproduire textuellement les dernières lignes de l'acte précédent.

CCXCIV.

CARTA domini archiepiscopi pro domo Landrici Mercerii.

Ann. 1192.

Cart. G du chapitre, fol. 31.

Willelmus, Dei gratia, Remorum, etc.... Noverit universitas vestra, quod nos considerantes sinceram quam erga nos habent devotionem dilecti filii nostri remensis ecclesie canonici, attendentes etiam devotum quod diu nobis exhibuit servitium dilectus et fidelis serviens noster Landricus Mercerus, domum suam contiguam domui Galteri filii sui, liberam a nobis factam dedimus eisdem canonicis, cum ea libertate et consuetudine qua terra de Cursalem existere dinoscitur, perpetuo habendam. Ut igitur nostra donatio, etc., etc. Actum anno Verbi incarnati M^o C^o LXXX^o II^o. Data vacante cancellaria.

CCXCV.

ANTIQUE consuetudines hominum de Chalons ¹.

Vers. 1192.

Cart. de Saint-Thierry, fol. 255.

CCXCVI.

COMPOSITIO inter nos [monachos S. Remigii] et comitem regitestensem super villa de Raricurve et vivario. Ann. 1193.

Cart. C de Saint-Remi, fol. 35, n^o CCXXXIII. — Cart. A de Saint-Remi, p. 467.

Noverint universi, quod cum questio verteretur inter ecclesias S. Remigii, et comitem regitestensem, super villa de Raricurve que B. Remigii erat, tandem sopita est in hunc modum : Ecclesia B. Remigii habebit in iamdicta villa extra partem, domum propriam, decimam, et altare cum oblationibus; decem quoque solidos, singulis annis, eadem ecclesia, de duodecim memorate ville, extra partem prius accipiet, in quibus comes nichil habebit. Pratum vero quod B. Remigii extitit, et omnes alios proventus, ecclesia et comes equaliter inter se dividunt, et ad equum venient participium; sed ecclesia instituet servientes qui fidelitatem ecclesie et comiti facient. De vivario quoque expressum est, quotienscumque comes ibi piscatus fuerit, ecclesia medietatem piscium habebit; et rursum quotienscumque ecclesia piscata fuerit, comes medietatem piscium habebit. Statutum est etiam ab utra-

¹ Voyez plus bas cet acte enchâssé dans un autre acte de janvier 1251.

que parte, quod nichil omnino de novo in supradicta villa comes poterit instituere, nisi per consensum ecclesie. Si vero expense necessarie fuerint, vel ad vivarium quod jam factum est retinendum, vel ad molendinum de novo instituendum vel resartiendum, ecclesia medietatem sumptuum ibi ponet, comes aliam. Determinatum quoque et concessum est, quod de potestate que vocatur Vicus S. Remigii, nullus in jamdicta villa poterit institui mansionarius, neque de villa que dicitur Petrosa, sed neque de hominibus comitis. Quicumque vero in villa eadem manserit, cujuscumque conditionis fuerit, instituta ibidem libertate gaudebit, et communes ejusdem ville consuetudines tenebitur reddere et observare, preter monachum et presbyterum. Preterea statutum est a partibus et firmatum, quod nec comes, nec aliquis successorum comitis, a predicta societate recedere poterit, vel a manu sua alienare; sed ecclesia, et comes, et successor ipsius, supradicta semper pro indiviso possidebunt. Ut autem hujus compositionis, etc. Hujus rei testes sunt: de monachis, Petrus prior, Garinus Maloz, Hildierius, Albertus, Johannes, Hugo, Nicholaus capellani. De clericis, Balduinus prepositus, Philippus vicedominus, Guido Peslupi, magister Hubertus, Hugo de Sparnacô, Robertus de Biscio. De laicis et militibus, Johannes de Enamunte, Odardus de Aceio et Johannes frater ejus, Andreas de Castellario, Isembardus marescaldus, Witerus de Doncherraco. Actum anno Verbi incarnati millesimo centesimo millesimo x^o m^o 1^o; et recitatum coram Willermo Remorum archiepiscopo.

CCXCVII.

Vers 1193. PRIVILEGIUM comitis registestensis de villa que dicitur Petrosa, quod comes habet medietatem in omnibus fructibus, exceptis terragiis et decimis que sunt ecclesie sancti Remigii remensis.

Cart. C de S.-Remi, fol. 35, verso, n^o ccxxviii. — Cart. A de S.-Remi, p. 484.

Noverint universi quod inter abbatem et ecclesiam B. Remigii re-

¹ Le cart. A donne à tort : « ann. m^o m^o »; car Balduinus ne fut investi de la dignité de prévôt qu'en 1192. Cependant l'un des moines qui souscrivent ici avec Balduinus, Garin Maloz, est indiqué dans la liste nécrologique donnée en 1188 par Guillaume Voir plus haut, p. 410. Faut-il admettre

que Garin Maloz avait eu un homonyme dans son couvent, ou qu'un copiste aurait mal traduit le sigle B., et mis Balduinus pour Biehardus son prédécesseur, qui, en tout cas, ne fut prévôt qu'après 1185? Voir d'ailleurs le nom d'Odo de Sarceio, figurant également p. 410, et p. 425, 429.

mensis, et comitem regitestensem, gratia pacis et concordie utriusque partis statutum est, quod in villa que dicitur Petrosa, in omnibus fructibus, exceptis terragiis, et decimis que proprie abbatis sunt, comes medietatem, abbas medietatem reliquam sine querela recipiet. In foro etiam quod in eadem villa habetur, modo eodem uterque partem suam optinebit. Si vero comes aliquo casu mediante, forum ipsum alias infra terram S. Remigii mutare et transferre voluerit, abbas nichilominus partem mediam, et comes reliquam in forma eadem possidebit. Porro si omnino pro opido suo regitestensi, forum predictum delere voluerit, licite debeat. Cappones quos homines prescripte Petrosæ comiti ex dono contulerint, comes absque calumpnia recipiat et possideat. Testes sunt de monachis : Odo de Sarceio, Garinus Maloth, Guido elemosinarius, Petrus, Hugo, Ricardus capellani. De militibus : Stephanus de Actio, Guido, Isembardus. Ut autem hoc ratum sit, sigillorum nostrorum appensione roboramus.

CCXCVIII.

NOTITIA de obitu Alexandri archidiaconi remensis.

Neecrolog. eccles. rem.

III id. decemb. decessit Alexander bone memorie noster archidiaconus, qui dedit nobis infulam de examito, dalmaticam auro desuper intextam, cappam, et cuppam argenteam deauratam ad reponendum Corpus Domini super majus altare cum cruce desuper posita; qui etiam ad altare B. Jacobi quod optimis ornamentis decoravit, duos instituit capellanos ibi jugiter servientes. Dedit etiam nobis c. et LX ff, unde assignati sunt LX^s in decima de Liudria...; cum quibus distribuuntur L^s de theloneo quos inde habuimus, et LX^s in molendino de Jonchereio assignati

CCXCIX.

CARTA qua capitulum remense concedit duobus presbyteris, Ann. 1195.
ut recipiant cum canonicis porciunculam in capitulo.

Bibl. Roy., ms. Reims, cart. 17.

Baldwinus præpositus, Radulphus decanus, Haimo cantor, cæteri que remensis ecclesiæ fratres, omnibus... Noverit universitas vestra, quod ad preces bone memorie Alexandri ecclesiæ nostræ archidia-

coni, concessimus duobus presbiteris ad altare B. Jacobi perpetuo servituris, quod ipsi in anniversario ejus, et in festivitate B. Jacobi, de redditibus quos idem archidiaconus in remedium animæ suæ nobis contulit, æquam nobiscum recipiant porciunculam, et in refectorio in his duobus diebus nobiscum comedant; sex etiam pauperes clerici, cum aliis qui ab antiquo instituti sunt, prænominatis diebus in refectorio recipiantur. Quod ut ratum.... Actum anno..... M^o C^o IIII^{to} XV^o.

CCC.

Vers 1106,
70 ardt.

NOTITIA de obitu Radulphi decani remensis.

Necrolog. ecclies. rem. — Marl., 1, 460. — Gall. christ., ix, 172.

XIII kalend. aug. decessit Radulphus bone memorie decaus noster, vir honestus et litteratus, qui decimam de Gotis quam emerat, dedit hospitio B. Marie, ut inde pauperes infirmi et non [*sic*, necnon?] conversi habeant pitancias in Adventu Domini et in Quadragesima; excepto hoc, quod procurator hospicii, singulis annis, de fructibus ejusdem decime emet vestes pauperibus distribuendas in die anniversarii sui, in ecclesia, ad missam, pro precio L^s vel amplius, si opus fuerit; scilicet quatuor cappas, IIII^{to} tunicas, et v paria sotularium et caligarum; et hoc fieri debet de consilio presbiteri S. Michaelis. Insuper dedit nobis XL tb ad emendum redditus distribuendos in anniversario suo, de quibus habemus x^s assignatos apud Anemant....

CCCL.

A. no. 1195.

CARTA domini regis pro molendino Fullonum.

Cart. G du chapitre, fol. 17, verso. — Archiv. du Roy., L, cart. 22, n^o 53.

In nomine sanete et individue Trinitatis, amen. Philippus Dei gratia Francorum rex.... Noverint universi presentes pariter et futuri, quod cum capitulum remense decem libras in theloneo archiepiscopi remensis pro Nova Villa juxta Curmisiacum sita, quam a capitulo archiepiscopus habuit, singulis annis perciperent; karissimus avunculus et fidelis noster Willelmus venerabilis remensis archiepiscopus, de comuni assensu et voluntate capitali, predictas decem libras ad usus suos proprios in manu sua propria retinuit. Quia vero idem karissimus

avunculus noster remensis archiepiscopus, tam honori quam utilitati sue remensis ecclesie; providere voluit et debuit, in hujus rei recompensationem predicto capitulo molendinum Fallonum, quod est in burgo Vidule, liberaliter contulit, libere et in perpetuum et sine contradictione possidendum; ita etiam quod in calciata illa super quam factum est molendinum, nulli deinceps liceat aliquid edificare quod ipsius molendini commoditatem valeat impedire. Quod ut perpetuum et inconcussam obtineat stabilitatem, nos ad preces karissimi avunculi nostri remensis archiepiscopi, presentem paginam sigilli nostri auctoritate, et regii nominis karactere inferius annotato, precepimus confirmari. Actum Compendii, anno incarnati Verbi M^o C^o XC^o V^o, regni nostri anno sexto decimo; astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa: Dapifero nullo. Signum Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Droconis constabularii. Data vacante cancellaria:

CCCII.

CHARTA qua Willelmus Remorum archiepiscopus, cardinalis, Ann. 1196. concedit S. Remigii ecclesie, ut habeat unum burgensem remensem, cum eadem immunitate qua fruuntur communes ecclesie majoris servientes ¹.

Marl., II, 437, fragm.

CCCIII.

EPISTOLÆ Willelmi remensis archiepiscopi, quibus electionem Vers 1196. Petri cantoris parisiensis in decanum remensem approbat.

Marl., II, 442, 443.

CCCIV.

CHARTA qua Willelmus Remorum archiepiscopus, Joanni et Ann. 1196. capellanis ejus successoribus, in capella sua deservientibus, donat

¹ Voir aussi ce que dit Marlot, II, 438. de la concession d'un franc sergent à Saint-Nicolas. Voici d'ailleurs une des dispositions de l'acte que nous indiquons dans notre texte, acte dont Marlot n'a publié qu'un fragment: « Sciendum etiam quod cum nos

« diu occupaverimus piscaturam aque de
« Fole Paine, tandem ex virorum legitimo
« rum testimonio, cognovimus quod eadem
« piscatura, ex antiqua consuetudine, fuerit
« ecclesie B. Remigii remensis, ei esse debet.»
(Cart. A. de Saint-Remi, p. 245 et 246.)

centum solidos remenses, annuatim in cultura terrarum ipsius percipiendos.

Duchesn., *Hist. des Card. franç.*, II, 136, ex *Chart. archiep. remens. fragm.*

CCCY.

Ann. 1196. CARTA quod comes regitestensis prebuit assensum, ut faceremus furnos bannaes in pluribus villis ejus.

Cart. A de Saint-Remi, p. 469.

Ego Manasses comes regitestensis, omnibus in perpetuum. Cum placuisset Symoni abbati et fratribus S. Remigii remensis, ut in villis suis Tasnai, Pontbair, Bairon, Vico S. Remigii, et in omni illa potestate, scilicet Lainzei, Margis, et Margeroles, et omnibus aliis, exceptis novis villis Raricarte et Petrosa, furnos bannaes de novo constituerent, hoc ipsum nobis intimaverunt, nolentes sine nostra conscientia novas consuetudines predictis villis imponere, cum in ipsis jus advocatie habeamus. Nos itaque utilitati ipsius ecclesie in omnibus providere cupientes, voluntatem eorum laudavimus et approbavimus. Cum igitur in presentia venerabilis domini Willermi remensis archiepiscopi, ego, et Hugo filius meus, et Balduinus frater meus, essemus constituti, prior et fratres predictae ecclesie de prenominate furnorum constitutione nobiscum tractare ceperunt, timentes ne sine adiutorio, eorum propositum in suo tenore durare potuisset. Precibus itaque abbatis et fratrum inducti, constitutionem furnorum nos firmiter servaturos promisimus, ego, et Hugo filius meus, et Balduinus frater meus, interposita pariter fide in manu predicti domini Willermi remensis archiepiscopi; volentes ut in predictis villis suis, furnos bannaes de novo constituat ecclesia ad usum et consuetudinem Regitestis, omnibus aliis furnis diruptis penitus et amotis. Promisimus preterea sub religione date fidei, quod homines predictarum villarum potestative compelleremus ad juramentum ecclesie prestandum de prenominate furnorum constitutione observanda, quod et facimus et faciemus. Si quis autem hominum hanc constitutionem infringere presumpserit, cum requisiti fuerimus, ecclesie justiciam faciemus. Verum cum in noticiam abbatis et fratrum venisset, quod debitorum onere nimium

essem aggravatus, de mera libertate dederunt mihi quadraginta libras remenses, et pecuniam quam recipere debebant de querceto nemoris de Gyvereio, quod quercetum tunc temporis vendiderant, cujus fundus et proprietas est ecclesie. Prior vero B. Remigii pecuniam de querceto recepit et michi dedit. Ut igitur hec furnorum bannalium constitutio in perpetuum, etc., etc.... Hujus rei testes sunt : domnus Symon abbas ejusdem ecclesie, et Petrus prior, Odo de Sarceio, Garinus Maloz, Petrus elemosinarius, Hugo capellanus. De laicis : Johannes miles de Ennamonte, Bonardus Clericus de Tanion, Henricus de Novie, Johannes de Hospitio, et Radulfus filius [ejus?]. Actum anno Verbi incarnati M^o C^o XC^o VI^o.

CCCVI.

CARTA D. Philippi regis super hominibus remensis ecclesie Ann. 1197.
mittendis apud Peronam.

Archiv. du chap., cart. G, fol. 46, verso. — Livre Blanc du chap., fol. 120, n^o LXXV.

Philippus..... dilectis preposito, decano, totique capitulo B. Marie remensis, salutem et dilectionem. Emergentibus novis et inauditis casibus, non debet admirari aut moveri vestra discretio, si a vobis petimus que non consuevimus auxilia postulare. Ad vos potest pervenire, quod cum parati essemus comiti Flandrie per pares suos justiciam exhibere, idque pluries, presenti presentes, et quandoque per nuntios obtulissimus, ipsum, neglecto fidelitatis et hominii juramento nobis prestito, non solum regi Anglie sub nota proditoris adhesisse, verum etiam usque in nos diffidendi temeritatem processisse. Et licet hec ad vos forsitan pervenerint, quod nundum ad vos pervenerit vobis innotescere facimus : videlicet quod idem comes terram nostram in multitudine gentium violenter intravit, in damnum corone, quod Deus avertat ! vires suas exercens si possit. Ad cujus malitiam proditoris repellendam et debellandam, cum gentes nostras et universos fideles nostros, tum pro capite nostro, tum pro corona regni defendenda, evocaverimus et citaverimus, nomine belli, ad diem dominicam proximam ante fes-

¹ Le Livre Blanc donne à cette pièce la date *requisitio regis quod capitulum, si in exercitum eunti, gentes suas mittet in auxilium.* de M. cc. x. vii., et la désigne ainsi : *Curialis*

tum Assumptionis..... apud Peronam, vos prece sollicita et diligenti rogamus, et per fidem quam nobis et regno debetis requirimus, quantum nobis adversum comitem Flandrie et suos pugnaturis pro defensione capitis nostri et corone regni, gentes vestras cum armis universas mittatis; ita quod predicta die dominica, sint ad nos apud Peronam. Certumque teneatis quia nolumus ut hec auxilii vestri impensio, vobis cedat in debitum alicujus consuetudinis quam nobis antea non debuissetis. Actum auno Domini m° c° xc° septimo, mense augusto.

CCCVII.

Ann. 1197. DIPLOMA Philippi II Francorum regis, quo conventiones inter Willelmum remensem archiepiscopum, avunculum suum, et monasterium S. Remigii remensis approbat et confirmat.

Archiv. de Saint-Remi, liass. 15, n° 6. — Archiv. du Roy., L, cart. 22, n° 105.

In nomine..... Philippus..... Noverint universi....., quod Symon abbas, totumque capitulum B. Remigii remensis, communi assensu, dederunt et concesserunt karissimo avunculo nostro Willelmo, remensi archiepiscopo, quicquid habebant apud Belei, exceptis hominibus suis qui eis capitagium debent, quos tenebant sicut tenent alios homines suos apud Cathalaunum et Sommevillam, et per totam dyocesis cathalaunensem. Archiepiscopus autem in recompensatione hujus doni, imperpetuum dedit et dimisit viginti modios vini, et viginti libras cere, que sibi reddebant in duabus festivitibus beati Remigii annuatim. Preterea dimisit eis duos modios frumenti quos accipiebat singulis annis in predictis festivitibus. Dedit etiam piscaturam quam habebat in Vidula juxta villam de Curmestrol. Remisit etiam violentiam quam inferebant eis piscatores sui in aqua de Fole Paina, et hoc in elemosina eis contulit. Concessit etiam ut homines de burgo S. Remigii, vel alii mansionarii ejusdem ecclesie, Remis euntes vel redeuntes, nec a suis prepositis vel officialibus, nec ab aliis capiantur et detineantur, neque res eorum quandiu justicie abbatis S. Remigii stare voluerint, nisi forte in presenti forisfacto deprehensi fuerint. Que omnia ad petitionem avunculi nostri..... ecclesie S. Remigii confirmamus, cum omnibus libertatibus et immunitatibus quas genitor noster

venerande memorie rex Ludovicus eidem indulsit ecclesie. Que ut perpetuam..... Actum Parisiis, anno.... m° c° xc° septimo, regni nostri anno x° ix°; astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. S. Guidonis buticularii. S. Mathie camerarii. S. Droconis costabularii. Data vacante cancellaria.

CCCVIII.

CARTA de cessatione ecclesiarum remensium.

Ann. 1197.

Marl., II, 423, fragm.¹ — Cart. G du chap., fol. 13, verso. — Livre Rouge, fol. 206, verso. — Cart. AB du chap., fol. 15. — Necrol. eccles. rem., *in fine*, fol. 1, verso.

Willelmus Dei gratia Remorum archiepiscopus, S. romane ecclesie tituli S. Sabine cardinalis, apostolice sedis legatus, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Noverint universi, quod cum inter nos et dilectos filios nostros canonicos remenses, super indicendo vel solvendo interdicto ecclesiarum que sunt in civitate et suburbii remensibus, questio verteretur; ipsis asserentibus ab antiquis retro temporibus obtentum esse, quod ad cessationem matris ecclesie, quotiens, et quamdiu, et quacumque de causa cessaret, alie tam conventuales ecclesie, quam parrochie, cessare deberent, nobis tamen aliter sentientibus; tandem ut omnis dissectionis materia que propter hoc inter nos et ipsos emergere posset, de medio tolleretur, talis inter nos et ipsos compositio communi assensu intercessit: Si ipsis, aut suis clericis, aut laicis ad ipsos pertinentibus in provincia remensi, vel alibi ubicumque de auctoritate sedis remensis potestatem habebimus, aliquid factum fuerit quod ad dampnum vel lesionem ecclesie remensis cedat, nos super hoc requisiti, si presentes fuerimus in civitate, sine mora, bona fide, faciemus emendari ad honorem ecclesie et capituli. Nobis vero absentibus, bailivi² nostri tam clerici quam laici, quam cito fuerint requisiti, similiter bona fide facient emendari ad honorem ecclesie et capituli. Quod si per nos steterit, aut nostros, ipsi canonici convocato prius ad hoc capitulo et

¹ Ce fragment n'est pas indiqué dans la continuation de Brequigny.

² Ce mot nouveau nous paraît encore employé ici dans son sens primitif de *tuteur*,

de *défenseur*, pour désigner d'une manière générale les officiers temporels et spirituels de la justice archiepiscopale.

consulto, juste et licite cessabunt, et omnes alie ecclesie in civitate et suburbiiis remensis, tam conventuales, quam parrochie, ad mandatum eorum cessabunt pariter cum eis, quamdiu et quotiens mater ecclesia cessaverit; statu etiam ecclesie B. Remigii manente sicut antea fuit. Verumtamen parrochiales presbiteri populis suis nulla sacramenta vel solatia ecclesiastica negabunt, sed absque sollemnitate, submissa voce, celebrabunt, una pulsatione campane contenti, nisi interdictum aggravare preceperimus; interdictum autem eorum solvere non poterimus, sine licentia capituli vel congrua satisfactione. Volentes igitur ut, etc., etc..... Actum anno incarnationis dominice m^o c^o LXXXX^o VII^o. Datum per manum Mathei cancellarii nostri.

CCCIX.

Ann. 1197. CARTA qua Willelmus remensis archiepiscopus monachis S. Dionysii remensis concedit, ut quemcumque vellent de civitate remensi libere possent in servientem accipere.

Archiv. du chapitre, lay. 9, liass. 14, n^o 1. — Cart. A de l'Archev., fol. 152. — Cart. de Saint-Denis, fol. 43.

Villermus Dei gratia remensis archiepiscopus..... Notum facimus universis presentibus pariter et futuris, quod nos diligentius attendentes devotionem quam ecclesia beati Dionysii remensis nobis et antecessoribus nostris semper exhibuit, commoditati et honori ipsius, pia consideratione, dignum duximus consulendum. Quia igitur, ad res gerendas aptius et utilius, opus erat eidem ecclesie et fratribus in ea dominico servitio deputatis, ut servientem haberent cui fidelius et tutius sua possent agenda committere, liberaliter et absolute indulsimus eis et concessimus imperpetuum, ut quemcumque velint de civitate remensi libere possint in servientem assumere, qui tota vita sua devotus ipsis et fidelis existat, et ea gaudeat omnimoda libertate quam sibi servientes ecclesie nostre majoris habere noscuntur. Receperunt autem predicti fratres in primis ad preces nostras dilectum camerarium nostrum Ernaudum de Oriente in servientem suum, et de assensu et bene placito nostro, suum ei officium cum libertate prescripta, quoad vixerit, contulerunt. Ipso vero cedente vel decedente,

aliud ad idem officium et libertatem habendam, pro arbitrio sue voluntatis, assument. Quod ut ratum maneat, et nulla valeat oblivione perverti, presentis scripti patrocinio et sigilli nostri munimine confirmamus. Actum anno incarnationis dominice millesimo centesimo nonagesimo septimo. Datum per manum cancellarii nostri, mense martio.

CCCX.

CHARTA qua Willelmus archiepiscopus remensis, burgensibus Ann. 1197.
remensibus dat licentiam transferendi hallam in fori sui platea sitam, ac de eorum propriis denariis construendi in eadem platea quam emerant : ejus emptionis causa, timonagium eis liberum et quietum clamat, quibusdam aliis rebus concessis.

Duchesne, *Hist. des Card. franç.*, II, 136. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, *Jurid.*, liass. 1, n° 4. — Cart. B de l'Évêq., fol. 40 v.

Willermus..... remensis archiepiscopus..... A memoria presentium pervenire volumus ad notitiam futurorum, quod cum novam construi fecissemus hallam ante portam Valesie, accedentes ad nos dilecti et fideles nostri burgenses, sua nobis ostenderunt questione quod eadem halla in detrimentum totius civitatis constructa esset et dampnum. Cum autem hoc nobis manifestius constaret, nos non minus indemnitati totius civitatis quam utilitati providere curantes, licentiam dedimus burgensibus ipsam transferendi hallam, et de suo proprio construendi in platea fori nostri, ubi nunc sita est; quam plateam propriis denariis emerant, et ideo timonagium nostrum eis in perpetuum liberum clamavimus et quietum. Ad hec concessimus burgensibus, quod neque hallam, neque mercata rerum venalium, neque nobis, neque successoribus nostris licebit amodo ad alium transferre locum, quam ubi modo sunt constituta. Concessimus etiam eis, quod nec alie domus, neque alii stalli, in foro nostro amodo construantur, quam modo facti sunt in eo. Ut hoc igitur ratum permaneat et illibatum, presentem paginam scribi jussimus..... salva in omnibus apostolice sedis auctoritate.... Anno m° c° lxxxv° x° vii°. Datum per manum Mathei cancellarii nostri.

* Le cart. B intitule ainsi cet instrument : « La première chartre de la halle au pain qui estoit à la porte Valoie. »

CCCXI.

14 septem-
bre 1197.

NOTITIA de obitu Henrici regis jherosolymitani.

Nerolog. eccles. rem.

Decessit domnus Henricus Jherosolymitanorum rex et Campanie comes, qui pro anniversario suo sollempniter faciendo, assignavit nobis xl.¹ pruviniensis monete, in theloneo de Sparnaeco.

CCCXII.

19 mai 1198.

EPISTOLA Innocentii papæ III ad Willelmum remensem archiepiscopum et suffraganeos ejus, qua eis præcipit, ut bullas per quosdam falsarios Romæ in carcere detentos confictas, destrui aut resignari procurent; et si quid actum fuerit illarum occasione, irritum faciant ¹.

Epist. Inuoc. III, tom. I, part. II, 125. — *Ibid.*, p. 571.

CCCXIII.

Novembre
1198.

CARTA qua Villermus remensis archiepiscopus capitulo promittit in verbo Domini, quod quaudiu vixcrit nec communiam, nec alicujus fratree vinculum, nec commune aliquod juramentum inter cives remenses fieri permittet, præter prefati capituli convenientiam et consensum.

Archiv. du chapitre, lay. 42, liass. 165, n° 1. — Cart. G du chapitre, fol. 30, verso.

Villermus Dei gratia remensis archiepiscopus, S. romane ecclesie tituli S. Sabine cardinalis, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas vestra, quod cum antiquitus accidisset quod cives nostri remenses, malitie sue velamen habere volentes, libertatem, vacante sede remensi, a domino rege Ludovico qui tunc preerat regalibus, in commune detrimentum remensis ecclesie communiam impetrassent, quod minus poterant singuli prestu-

¹ Voyez, sur le même sujet, l'épître 221 d'Étienne de Tournai.

mere, volentes universi; tandem per Dei gratiam, et per predecessoris nostri pie memorie D. Sansonis industriam, et precipue per preminentiam potestatis recolende memorie Theobaldi comitis Campanie patris nostri, qui eidem ecclesie tam devotus quam debitus, et in prosperis sustentationis baculus, et in adversis defensor extitit indefessus, dejecti dum allevarentur, et a desiderio suo fraudati sunt, dissipata predictae communie factione. Quia vero posteri eorum ad idem nostris iterum temporibus reaspirare videbantur, nec frustra timebatur quicquid accidere potest et quod aliquando noscitur accidisse, ecclesie nostre canonici non immerito timuerunt redive communie recidivum. Quibus nos paterna pietate compassi, utpote qui in caritate que foras mittit timorem, tam diligentes nos tenemur diligere, quam diligi volumus ab eisdem, ut tandem recreande communie, et a clero timorem, et a populo spem omnimodam in nos perpetuo tolleremus, Deo vovimus, et prefato capitulo promissimus in verbo Domini, presentis scripti testimonio confirmantes, quod quamdiu vixerimus nec communia, nec alicujus fratree vinculum, nec commune aliquod juramentum intra predictos cives fieri permitteremus, preter prefati capituli convenientiam et consensum. Ut igitur hoc ratum permaneat et illibatum, presentis scripti pagina communimus, et sigilli nostri karactere roboramus. Actum anno dominice incarnationis M^o C^o LXXX^o VIII^o, mense novembri. Data per manum Mathei cancellarii nostri.

CCCXIV.

CHARTA qua Willelmus remensis archiepiscopus solidos censuales ecclesie S. Dionysii assignat, in recompensationem decimam quam eadem ecclesia habebat in hala remensi. Ann 1199.

Cart. de Saint-Denis, p. 60.

Willelmus Dei gratia Remorum archiepiscopus, sancte romane ecclesie tituli Sancte Sabine cardinalis, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod nos dedimus in perpetuum ecclesie Sancti Dionysii remensis quadraginta solidos censuales in stallis Morelli piscularii, et decem

et septem et dimidium in stallo Petri de Grandi Prato, et decem solidos in stallo Vicandi carnificis. Hoc autem fecimus in recompensationem decimæ quam eadem ecclesia debebat habere ex hala nostra. In hujus autem donationis confirmationem et testimonium præsentem paginam conscribi fecimus et sigillo nostro muniri.

Actum anno incarnationis dominicæ millesimo centesimo nonagesimo nono. Datum per manum Mathæi cancellarii nostri.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

DU TOME PREMIER.



568,043

MAG 2022351



